

AVIS D’AFFICHAGE

relatif à la publicité des actes

Conformément aux dispositions légales relatives à l’information des habitants et à la publication des actes des EPCI, et notamment les articles L5211-1, L2121-25, L5211-46, L5211-47 et L5211-48 du code général des collectivités territoriales, le public est informé des délibérations suivantes, dont le dispositif est tenu à sa disposition :

**Communauté d’Agglomération
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)**
**Conseil d’Agglomération réuni en date du 28 juin 2021, 103 membres en
exercice**
**Présidé par Fabian JORDAN, hormis les points 9°, 10° et 11°, présidés par
Jean-Luc SCHILDKNECHT, Président temporaire**

(Convocation envoyée le 22 juin 2021)

COMPTE RENDU SUCCINCT

PRESENTS (73) : M. BECHT (jusqu’au point 17° compris), M. BELLONI, M. BITSCHENE, Mme BONI DA SILVA (jusqu’au point 28° compris), Mme BOUAMAIED, Mme BUCHERT, M. CAUSER, M. CHAPATTE, M. CHÉRAY, M. COLOM, Mme CORMIER, Mme CORNEILLE, Mme DHALLENNE (sauf point 33°), M. D’ORELLI, Mme DUPONT-DUFEUTRELLE (sauf points 19°, 20°, 21°, 22° et 33°), M. DUSSOURD (jusqu’au point 21° compris), M. EHRET (à partir du point 8°), Mme EL HAJJAJI, M. ENGASSER (jusqu’au point 32° compris, sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. FUCHS (sauf point 33°), Mme GODBILLON, M. GOEPFERT (sauf point 36°), Mme GOETZ (jusqu’au point 34° compris), M. GREILSAMMER, M. GUTH, M. HAGENBACH, M. HAYE, M. HILLMEYER, M. HOMÉ, M. JORDAN (est sorti pour le vote des points 9°, 10° et 11°), M. JULIEN, Mme KEMPF (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN, M. LIPP, M. LOGEL, M. LOISEL, Mme LUTOLF-CAMORALI, Mme LUTZ, Mme MEHLEN (jusqu’au point 35° compris, sauf points 19°, 20° et 22°), M. MENSCH, Mme MEYER (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), Mme MILLION, Mme MIMAUD, M. MINERY, M. MOR (jusqu’au point 21° compris), Mme MOTTE, M. NEUMANN, M. NICOLAS, M. OBERLIN, M. ONIMUS (sauf point 33°, est sorti pour le vote des points 9°, 10° et 11°), M. PASQUIERS (suppléant qui représente Mme AGUDO-PEREZ), M. PAUVERT, M. QUIN (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. RICHARD (sauf points 25° et 26°), M. RICHE, M. RIFF, Mme RISSER (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. SALZE (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), Mme SCHELL (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. SCHILDKNECHT, M. SCHILLINGER, M. SIMEONI, Mme SORNIN (jusqu’au point 23° compris, sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. STURCHLER, Mme TALLEUX (sauf points 19°, 20°, 21° et 22°), M. TORANELLI (à partir du point 5°), M. VIOLA (à partir du point 9°), M. WEISBECK, M. WOLFF (à partir du point 9°, sauf points 19°, 20°, 21° et 33°), Mme ZELLER et M. ZIMMERMANN (à partir du point 8°).

EXCUSES / ABSENTS (7) : Mme BAECHTEL, M. HORTER, Mme JENN, M. KRZEMINSKI, Mme MATHIEU-BECHT, M. PULEDDA et Mme RENCK.

PROCURATIONS (23) : M. BEHE à M. ONIMUS, M. BERGDOLL à M. HOMÉ, M. BEYAZ à Mme LOISEL, M. BLANQUIN à Mme LIERMANN, Mme BOESCH à M. RICHE, M. BOUILLÉ à M. QUIN, M. BUX à Mme TALLEUX, M. COUCHOT à Mme LUTZ, Mme FAUROUX-ZELLER à Mme MOTTE, M. GERARDIN à Mme LIERMANN, Mme GERRER à M. RICHE, Mme GOLDSTEIN à M. VIOLA, Mme HERZOG à M. NEUMANN, Mme HOTTINGER à M. COLOM, M. JUNG à M. QUIN, Mme RAPP à M. COLOM, Mme RITZ à M. PAUVERT, M. ROTTNER à Mme LUTZ, Mme SCHMIDLIN BEN M’BAREK à Mme BONI DA SILVA, Mme SCHWEITZER à M. HOMÉ, M. STEGER à Mme GOETZ, Mme SUAREZ à M. NICOLAS et M. TRIMAILLE à Cécile SORNIN.

Procurations temporaires : M. BECHT à M. HAYE (à partir du point 18°) et M. ZIMMERMANN à Mme MEHLEN (jusqu’au point 7° compris).

Le Conseil d'Agglomération a adopté les délibérations suivantes :

- 1° Désignation du secrétaire de séance
- M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 2° Procès-verbal Approbation du procès-verbal du 15 mars 2021 (3412)
- Le procès-verbal est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 3° Projet de délibération n°149C Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation (3412)
- Le Conseil d'agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RESSOURCES ET FINANCES

- Administration générale

- 4° Projet de délibération n°402C Installation d'une conseillère communautaire représentant la commune de Kingersheim (3412)
- La conseillère communautaire est installée.
- 5° Projet de délibération n°365C Modification des statuts du Syndicat Mixte de l'Aérodrome de Mulhouse-Habsheim (52)
- La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Ressources humaines

- 6° Projet de délibération n°403C Indemnités de fonction des membres du conseil communautaire : modifications juin 2021 (323)
- La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Finances

- 7° Projet de délibération n°343C Approbation du compte de gestion 2020 m2A (315)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 8° Projet de délibération n°370C Approbation du compte de gestion 2020 pour les syndicats SIA WISTARI et SIVU Bantzenheim-Chalampé (315)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 9° Projet de délibération n°322C Compte administratif 2020 - budget principal et budgets annexes (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 10° Projet de délibération n°371C Compte administratif 2020 : syndicat d'assainissement du WISTARI dissous (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 11° Projet de délibération n°372C Compte administratif 2020 : SIVU d'assainissement dissous des communes de Bantzenheim et Chalampé (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 12° Projet de délibération n°324C Budget principal - affectation du résultat du compte administratif 2020 (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 13° Projet de délibération n°325C Budget annexe du chauffage urbain - affectation du résultat du compte administratif 2020 (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

14° Projet de délibération n°326C Budget annexe des transports urbains - affectation du résultat du compte administratif 2020 (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

15° Projet de délibération n°327C Budget annexe ZAE - affectation du résultat du compte administratif 2020 (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

16° Projet de délibération n°358C Créances irrécouvrables : admission en non-valeur (315)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

17° Projet de délibération n°323C Transferts et créations de crédits (311)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Ressources humaines

18° Projet de délibération n°337C Mise à jour de l'état des emplois permanents, créations et suppressions de postes au 2 juillet 2021 (324)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, AU SERVICE DE SES HABITANTS : ENFANCE, CITOYENNETÉ, SPORT, HANDICAP, SENIORS, HABITAT-LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- Enfance

19° Projet de délibération n°373C Sites périscolaires - subventions de fonctionnement au titre de 2021 - deuxième acompte (231)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

20° Projet de délibération n°376C Structures petite enfance : 2^{ème} versement de la subvention de fonctionnement 2021 (232)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° Projet de délibération n°377C Structures petite enfance : versement de subventions d'équipement 2021 (232)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

22° Projet de délibération n°388C Délégation de service public pour l'exploitation des sites petite enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane - mise en place d'avenants (231)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Sport

23° Projet de délibération n°385C Animations aquatiques et équipements sportifs communautaires - révision et création des tarifs communautaires pour services rendus (saison 2021/2022) (241)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Habitat-Logement

24° Projet de délibération n°364C Rénovation énergétique des copropriétés : convention de partenariat avec OKTAVE pour le projet « copropriétés Grand Est » (535)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° Projet de délibération n°366C Politique de l'habitat et aides à la pierre : bilan 2020 et programme annuel d'action en faveur de l'habitat privé (535)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 26° Projet de délibération n°379C Politique de l'habitat et aides à la pierre : bilan 2020 et programmation en matière de logement social de droit commun pour 2021 (535)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Urbanisme et aménagement

- 27° Projet de délibération n°352C Droit de préemption urbain : instauration et délégation à la commune de Staffelfelden (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 28° Projet de délibération n°391C Plan Local d'Urbanisme de Feldkirch - approbation de la révision (532)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 29° Projet de délibération n°392C Projets de schéma directeur d'aménagement et gestion de l'eau et programme de mesures associé, de plan de gestion du risque inondation du district Rhin-Meuse 2022-2027 : avis de m2A (533)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 30° Projet de délibération n°357C Achèvement de la mise à 2X3 voies de l'A36 - Rocade Nord de Mulhouse : avenant à la convention de financement (4200)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE ATTRACTIF : EMPLOI, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, ATTRACTIVITÉ, DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET CULTUREL ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

- Développement économique

- 31° Projet de délibération n°386C Programme Blue Industrie SA - candidature à l'appel à projets « écosystèmes hydrogène » (521)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Attractivité, développement touristique et culturel

- 32° Projet de délibération n°374C Modalités d'application de la taxe de séjour pour 2022 (511)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 33° Projet de délibération n°398C Pôle muséographique - soldes sur subventions de fonctionnement 2021 (513)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE RESPONSABLE : ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE, TRANSPORT ET URBANISME ET AMÉNAGEMENT

- Environnement et énergie

- 34° Projet de délibération n°369C Plan Climat - Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale - convention de financement (401)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 35° Projet de délibération n°387C Etablissement d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable : convention Ville de Mulhouse - m2A (41)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Transport

- 36° Projet de délibération n°394C Convention pour la gestion du service public de la mobilité urbaine du ressort territorial de Mulhouse Alsace Agglomération : avenant 1 (54)

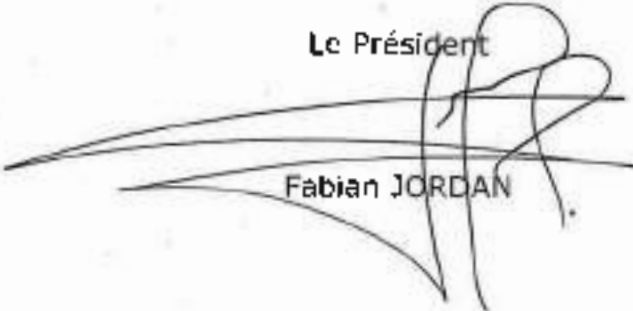
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- 37° Projet de délibération n°393C Evolution des critères d'admission au service Domibus (5411)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

QUESTIONS DIVERSES

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left. The signature is positioned over the printed name 'Fabian JORDAN'.

Fabian JORDAN

Les personnes intéressées peuvent consulter le recueil dans lequel figure l'ensemble des délibérations au Secrétariat des assemblées, 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse, entrée A, bureau n° 231-2^{ème} étage.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES
DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION**
(3412/5.2.3/149C)

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 18 juillet 2020, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoir est assortie de l'obligation pour le Bureau de rendre compte au Conseil d'agglomération des délibérations qu'il a approuvées.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 10 mai 2021

**Délibération du
Bureau n°332B**

**Projet « Investissement Territorial Intégré »
(ITI) de l'agglomération mulhousienne 2014-
2020 : bilan prévisionnel et avenant**

Un avenant opérationnel FEDER pour la période 2014-2020 a été mis en œuvre. Il prévoyait une dotation de 7 000 000 d'euros pour m2A, sous forme d'Investissement Territorial Intégré (ITI).

Ce Programme Opérationnel FEDER arrivant à terme, le Bureau a donné un avis favorable au bilan prévisionnel et aux opérations proposées à cette occasion, en procédant à une réaffectation de l'enveloppe et en fléchant les projets restants afin que

le montant total de 7 000 000 d'euros soit affecté :

- action n°2B : développer l'Agglomération mulhousienne en tant que pôle numérique régional :
 - montant de la mesure affectée : 1 M€,
 - montant de la mesure engagé : 0,975 M€,
 - possibilité de transfert : -0,025 M€
- action n°3A : accompagner la création d'entreprises au sein de l'Agglomération mulhousienne :
 - montant de la mesure affecté : 1 M€,
 - montant de la mesure engagé : 0,200 €,
 - montant de la mesure en instruction : 0,573 M€,
 - possibilité de transfert : -0,227 M€,
- action n°3D : soutenir le développement des entreprises au sein de l'Agglomération mulhousienne :
 - montant de la mesure affecté : 1,250 M€,
 - montant de la mesure engagé : 2,215 M€,
 - montant de la mesure en instruction : 1,252 M€,
 - besoin de transfert : +2,217 M€,
- action n°4A : soutenir la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables au sein de l'Agglomération mulhousienne :
 - montant de la mesure affecté : 0,600 M€,
 - montant de la mesure engagé : 0,022 M€,
 - possibilité de transfert : -0,578 M€,
- action n°4C : soutenir la rénovation thermique et l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics de l'Agglomération mulhousienne :
 - montant de la mesure affecté : 3,150 M€,
 - montant de la mesure engagé : 1,762 M€,
 - possibilité de transfert : -1,388 M€.

En outre, le Bureau a approuvé la modification de la maquette financière de l'ITI et autorisé le Président ou son Vice-président à signer l'avenant n°3 à la convention du 28 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de l'ITI de m2A dans le cadre du programme opérationnel « Compétitivité ».

Délibération du Bureau n°313B

Mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la commune de Staffelfelden

Le Bureau a approuvé la mise à disposition d'un agent de m2A au profit de la commune de Staffelfelden afin d'assurer le fonctionnement des activités extra-scolaires les mercredis et pendant les vacances scolaires, conformément à l'article 61-1 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, pour une période de

trois ans maximum. Pour ce faire, une convention entre m2A et la commune sera établie et définira les modalités administratives et financières de la mise à disposition de l'agent. Les traitements, accessoires et charges sociales afférentes donneront lieu à remboursement par la commune.

Délibération du Bureau n°319B

Création de locaux périscolaires à Flaxlanden - validation du projet et mise à jour du plan de financement et de la convention de co-maitrise d'ouvrage

Par délibération du 11 juin 2018, le Bureau a validé la mise en place d'une convention de co-maitrise d'ouvrage pour la création de locaux périscolaires à Flaxlanden. Après études, le montant prévisionnel du projet s'élève à présent à hauteur de 2 029 395 euros HT, soit 2 453 649 euros TTC pour les raisons suivantes :

- évolution des surfaces du bâtiment, conformément aux demandes de l'architecte des bâtiments de France (ABF),
- obligation de mise en œuvre d'un toit double pente, conformément aux demandes de l'ABF,
- révision des locaux périscolaires (cloisons, rangement, mobiliers).

De ce fait, le Bureau a accepté de revoir la participation de m2A à la hausse, à hauteur de 750 000 euros HT (contre 600 000 euros HT initialement). Pour ce faire, il a autorisé le Président ou son représentant à signer la convention de co-maitrise d'ouvrage actualisée en conséquence.

Délibération du Bureau n°307B

Aventure Citoyenne : subvention à l'association THEMIS

Dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance portées par m2A et des actions ainsi mises en œuvre, le Bureau a approuvé le versement d'une subvention de 42 000 euros à l'association THEMIS au titre de l'année 2021 pour le déploiement de l'Aventure Citoyenne. Cette action, co-élaborée avec l'association THEMIS, s'adresse aux cycles 3 (CE2-CM2) d'écoles élémentaires du territoire de m2A dont les élèves bénéficiaires doivent résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération et vise les objectifs suivants :

- favoriser l'éducation des enfants à une meilleure connaissance de leurs droits et des notions relatives au respect des personnes, à la non-violence, à l'apprentissage des règles de vie en société et des valeurs de la République,

- permettre aux enfants de s'engager dans une démarche d'apprentissage des bases de la citoyenneté, notamment européenne et de se situer de manière responsable dans la vie sociale,
- sensibiliser les enfants sur les atouts et les dangers liés à l'utilisation des écrans, sur leur impact sur l'environnement,
- informer sur les droits de l'enfant à partir de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et son application dans le quotidien de la vie des enfants (famille, école, vie sociale),
- mettre en avant l'actualité des Droits de l'enfant comme outil de socialisation, de protection de l'enfant et d'éducation à la citoyenneté,
- réaliser avec l'enfant un parcours, sur la durée, qui le situe en tant que sujet de droit et partie prenante à part entière de la vie en société.

L'Aventure Citoyenne 2020/2021 est consacrée à la thématique de l'information (son rôle, son cadre et ses limites).

Délibération du Bureau n°330B

Appel à projets parentalité / citoyenneté 2021

Dans le cadre de l'appel à projets de proximité dans les domaines de la parentalité et de la citoyenneté, le Bureau a validé le versement de subventions aux 12 dossiers retenus par la commission d'examen, pour un montant total de 12 000 euros :

- CSC Pax : 1 000 euros,
- Maison des Familles de Mulhouse : 1 000 euros,
- ludothèque Pass'aux Jeux : 1 000 euros,
- MJC Wittenheim : 1 400 euros,
- CSC Jean Wagner : 1 000 euros,
- CSC Porte du Miroir : 1 000 euros,
- collège Wolf : 1 000 euros,
- Le Moulin Nature : 1 500 euros,
- association Marguerite Sinclair : 400 euros,
- association Sahel Vert : deux fois 1 000 euros,
- ville d'Habsheim : 700 euros.

Délibération du Bureau n°314B

Gens du voyage : renouvellement de la convention de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage entre la commune de Wittelsheim et m2A

Par délibération du 21 février 2014, le Bureau a décidé que la commune de Wittelsheim conserverait la gestion de l'aire d'accueil qu'elle possède sur son territoire, créée avant qu'elle n'intègre m2A le 1^{er} janvier 2014. Ce mode de fonctionnement convenant aux deux parties, le Bureau a, dans sa délibération, approuvé le renouvellement, pour un an renouvelable tacitement, de la convention de gestion

initiale. Pour mémoire, cette convention prévoit, d'une part, le reversement par m2A à la commune des frais d'entretien et de fonctionnement réels et la prise en charge par m2A des travaux d'investissement et de réparation, puis, d'autre part, le reversement à m2A par la commune des droits de place des utilisateurs perçus en régie par la commune.

**Délibération du
Bureau n°328B**

Gens du voyage : modification du règlement intérieur des aires permanentes d'accueil des gens du voyage de m2A

En application des dispositions règlementaires, le Bureau a approuvé les nouveaux règlements intérieurs des cinq aires permanentes d'accueil des gens du voyage, gérées dans le cadre d'une délégation de service public à la société VAGO depuis le 15 octobre 2020. Ces règlements, établis en concertation avec le délégataire, comportent les dispositions règlementaires communes pour chaque aire et précisent les spécificités concernant les ouvertures des bureaux d'accueil, les adresses et les points d'accès des déchetteries de chacune des aires. En outre, la durée de séjour maximale est portée uniformément sur l'ensemble des aires d'accueil en France à dix mois consécutifs sur justificatifs de scolarisation, activités professionnelles ou hospitalisation.

**Délibération du
Bureau n°333B**

Contrat de ville - programmation communautaire de la politique de la ville 1^{ère} phase 2021

Dans le cadre de la programmation 2021, les actions en faveur de l'emploi, du développement économique et de l'insertion, ainsi que les actions de lutte contre le décrochage scolaire, l'économie sociale et solidaire et la santé/le bien-être sont définies comme étant prioritaires.

Dans ce cadre, le Bureau a approuvé le programme d'actions 2021, a chargé le Président ou son Vice-Président délégué de le présenter aux instances concernées pour l'obtention de financements et a décidé d'attribuer 32 400 euros de subventions, répartis ainsi :

- CREPI : 4 000 euros,
- Elan Sportif : 5 000 euros,
- CINE le Moulin Nature : 5 000 euros,
- Nat'Connect : 2 400 euros,
- Mobilité pour l'emploi : 8 000 euros,
- Alsace Active : 8 000 euros.

**Délibération du
Bureau n°315B**

**Aménagement d'un itinéraire cyclable et piéton
reliant les communes de Chalampé et de
Neuenburg-am-Rhein : conventions avec la
Collectivité Européenne d'Alsace et l'autorité de
gestion du programme INTERREG**

Dans le cadre de sa compétence en matière de réalisation d'aménagements cyclables et s'agissant d'un itinéraire structurant du schéma directeur cyclable de l'agglomération, le Bureau a approuvé la participation de m2A au projet d'aménagement par la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) d'une piste mixte piétonne et cyclable reliant les communes de Chalampé et de Neuenburg-am-Rhein, visant notamment à élargir ces trois ponts, dans le souci d'améliorer la sécurité et le confort des piétons et cyclistes.

Pour ce faire, des conventions avec la CeA et l'autorité de gestion du programme INTERREG seront établies, afin de définir les conditions techniques, financières et juridiques de la participation financière de m2A, à hauteur de 204 000,00 euros HT, soit 9,01 % du montant total fixé à 2 264 230,50 euros HT.

**Délibération du
Bureau n°316B**

**Association des usagers des transports du Sud
Alsace : octroi d'une subvention**

Le Bureau a décidé d'attribuer une subvention de 1 000 euros pour 2021 à l'association des usagers des transports du Sud Alsace (AUTSA) qui défend les intérêts des usagers de tous les transports sur le territoire de m2A et intervient dans les instances de consultation comme les comités régionaux des services de transport (COREST) ou lorsqu'elle est directement sollicitée, notamment lors de la phase de concertation sur le réseau renouvelé Soléa.

**Délibération du
Bureau n°318B**

**Quartier DMC- projet BRIQUE 48 - cession de
terrain pour l'accès au bâtiment**

À l'occasion du déploiement par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) SALSA du projet BRIQUE 48 à vocation sociale et écologique dans la tranche 2 du bâtiment 48 au sein du village d'entreprises DMC, qui répond aux objectifs du Projet Alimentaire Territorial (PAT), le Bureau a approuvé la cession à la SCIC SALSA par m2A d'une parcelle de 280 m² au prix de 7 560 euros HT, conforme à l'estimation des domaines. La valeur vénale estimée par le pôle d'évaluation domaniale tient compte des conditions particulières imposées à l'acquéreur (interdiction de clore la parcelle et obligation de maintien et d'entretien des espaces verts).

Délibération du Bureau n°331B

Zone d'activités AMELIE tranche 3 - cession du lot n°1

Par délibération du 8 février 2021, le Bureau a autorisé l'acquisition par m2A de l'emprise de la tranche 3 de la zone d'activité AMELIE à Wittelsheim. Après avis favorable du Comité d'Agrément du 15 septembre 2020 et sous réserve de la finalisation préalable de l'acquisition par m2A de l'assiette de la tranche 3 de la zone, ainsi que de l'obtention du permis d'aménager, le Bureau a approuvé la cession du lot n° 1 de la ZAE AMELIE 3 au profit de la société CEMMA HEYER PRODUCTIONS ou toute personne morale ou physique qu'elle se substituera, au prix de 28 euros HT/m², soit 154 000 euros HT pour 5 500 m², conforme à l'avis du Domaine. Il est précisé que la surface et le prix définitifs dépendront des opérations d'arpentage.

II. Décisions du Président

En application des délégations de pouvoir accordées le 18 juillet 2020, le Président a pris les décisions suivantes en matière de réalisation d'emprunts et de gestion active de la dette :

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date de notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2021125	021	TRZEBIATOWSKI 12 Avenue Auguste Wicky 68100 MULHOUSE	Réalisation de reportages vidéo de terrain	03/05/2021	44 640,00 €	Services
C2021123	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Prestations d'affranchissement (avril 2021)	11/05/2021	17 815,72 €	Services
C2021122	232	NUMESIA 10, rue de Dornach 67100 STRASBOURG	Maintenance et assistance aux usagers du module Petite Enfance	26/04/2021	6 000,00 €	Services
C2021121	414	MAILLARD EURL 6 Rue du saule 21610 FONTENELLE	Réalisation d'un diagnostic moteur de la balayeuse BT 1701	15/04/2021	9 928,00 €	Services
C2021115	021	TRZEBIATOWSKI 12 Avenue Auguste Wicky 68100 MULHOUSE	Réalisation de vidéos	01/04/2021	6 200,00 €	Services
C2021111	541	MT3 3 rue Ariane Zone Magnolia Bat D Hall A 33700 MERIGNAC	Accompagnement à la rédaction du dossier de consultation des entreprises dans le cadre du renouvellement de l'application Compte mobilité	03/02/2021	8 625,00 €	Services
C2021110	3611	COSMINPEX 3 Boulevard Anatole France 92100 BOULOGNE-BILLAN COURT	Fourniture de masques à usage unique de type IIR	27/04/2021	14 000,00 €	Fournitures
C2021108	541	PONTIGGIA 8 rue de la Martinique BP 40015 68272 WITTENHEIM Cedex	Alimentation provisoire des surpresseurs gaz Soléa	12/03/2021	10 905,00 €	Travaux
C2021107	541	PONTIGGIA 8 rue de la Martinique BP 40015 68272 WITTENHEIM Cedex	Pose d'un portique provisoire au dépôt Soléa	16/02/2021	4 200,00 €	Travaux
C2021104	53	SCHOENENBERGER	Réfection de la toiture du bâtiment 47A au	26/04/2021	4 982,60 €	Travaux

		51, avenue de Belgique 68110 ILLZACH	Village Industriel de la Fonderie			
C2021101	4156	PRO SERVICES 3 Chemin du Peternit 68500 GUEBWILLER	Fourniture et pose d'une climatisation au Centre Technique Communautaire de Didenheim	01/03/2021	9 512,00 €	Fournitures
C2021100	414	S2B CONSTRUCTIONS 3 rue de la Reigne70200 LURE	Fourniture de 2 bennes de 8 mètres cube	08/02/2021	8 700,00 €	Fournitures
C2021096	512	SAINT GOBAIN GLASS SOLUTIONS NORD EST 4 Rue des verriers 68200 MULHOUSE	Fourniture, confection et pose d'un portique en tube acier galvanisé pour l'enclos des lynx du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	16/02/2021	6 928,00 €	Travaux
C2021094	021	TRZEBIATOWSKI 12 Avenue Auguste Wicky 68100 MULHOUSE	Réalisation de vidéos	01/03/2021	6 200,00 €	Services
C2021093	414	BUSSANG POIDS LOURDS 33 Bis Rue Luttenbacher 88540 BUSSANG	Révision du système de compactage du véhicule immatriculé DR-145-LY	17/03/2021	10 290,00 €	Services
C2021092	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Prestations d'affranchissement (mars 2021)	12/04/2021	22 135,27 €	Services
C2021091	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Préparation du passage aux mines du véhicule immatriculé 9127 YW 68	29/03/2021	6 495,00 €	Services
C2021090	512	SEAFOODIA 8 Boulevard Edouard Herriot 13272 MARSEILLE Cedex 8	Achat de poissons surgelés pour l'alimentation des animaux du Parc zoologique et botanique de Mulhouse	11/02/2021	4 450,00 €	Fournitures
C2021089	53	ARCHIMED ENVIRONNEMENT 5 rue du Talus 67400 ILLKIRCH- GRAFFENSTADEN	Maîtrise d'œuvre pour le suivi et le tri des matériaux terrassés pour la ZEE du Parc Expo	09/04/2021	40 000,00 €	Services
C2021088	414	UGAP Immeuble Saint Exupéry 2 rue des Hérons – Entzheim 67831 TANNERIES CEDEX	Fourniture d'un châssis 12 tonnes avec balayeuse SCARAB	26/03/2021	155 618,00 €	Fournitures
C2021084	512	LOCAPOSE 7 avenue de la Sablière 94370 SUCY-EN-BRIE	Fourniture et pose de filets de sécurité sur deux enclos du Parc zoologique et botanique de Mulhouse - panthères des neiges et panthères de l'Amour	15/02/2021	40 233,00 €	Travaux
C2021079	414	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	Préparation du passage aux mines du véhicule immatriculé CQ-503-YA	08/02/2021	5 363,00 €	Services
C2021078	414	HANTSCH Rue de l'Europe BP2 67521 MARLENHEIM Cedex	Remise en état du véhicule LINDNER UNITRAC 102C immatriculé AD-454-KW	09/02/2021	5 773,00 €	Services
C2021076	512	COLAS EST 35 rue de l'Ecluse 68120 PFASTATT	Réalisation de travaux de voirie au Parc zoologique et botanique de Mulhouse	24/03/2021	6 684,25 €	Travaux
C2021075	021	KANTAR 2 rue Francis Pédron 78421 CHAMBOURCY Cedex	Réalisation d'une veille des médias	12/03/2021	9 001,00 €	Services
C2021073	512	LOCAPOSE Lot D 7 avenue de la Sablière 94370 SUCY-EN-BRIE	Travaux de réparation des filets de sécurité de l'enclos des panthères nébuleuses du Parc zoologique et botanique de Mulhouse, suite aux chutes de neiges survenues les 14 et 15 janvier 2021	15/02/2021	5 584,00 €	Travaux
C2021072	512	CMS Route Départementale 201 BP 40 68510 SIERENTZ	Achat de fournitures diverses pour les artisans et l'enclos des bongos - Parc zoologique et botanique de Mulhouse	12/03/2021	5 105,00 €	Fournitures
C2021071	431	GAIAL DECONSTRUCTION DESAMIANTAGE 18b rue Louis Joseph Gay Lussac 68000 COLMAR	Démolition d'un abri au quai des Pêcheurs à Mulhouse	25/03/2021	33 350,00 €	Travaux
C2021070	23	AUDEBERT GRANDES CUISINES 39 rue de la gare 68520 BURNHAUPT LE HAUT	Aménagement d'un office au périscolaire Plein Ciel à Mulhouse	16/04/2021	12 465,26 €	Fournitures
C2021066	021	MEDIA CREATION 43 rue Buffon	Réalisation de la nouvelle infographie du magazine Ambitions Agglo	25/02/2021	4 500,00 €	Services

		68200 MULHOUSE				
C2021059	414	GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne 68110 ILLZACH	Acquisition d'une berline essence 5 places (marché subséquent n°13)	29/03/2021	11 674,34 €	Fournitures
C2021058	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Avril 2021	01/03/2021	7 267,00 €	Services
C2021057	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Mars 2021	01/03/2021	7 267,00 €	Services
C2021056	021	TRZEBIATOWSKI 12 Avenue Auguste Wicky 68100 MULHOUSE	Réalisation de reportages vidéo de terrain	02/02/2021	6 200,00 €	Services
C2021054	021	JC DECAUX 17 Rue Soyer 92523 NEUILLY-SUR- SEINE	Campagne d'affichage relative à la propreté	15/02/2021	4 539,00 €	Services
C2021052	23	VIVA PARC 5 rue de Londres 67150 ERSTEIN-KRAFT	Maintenance et entretien des aires de jeux pour les multi-accueils gérés en régie directe	06/04/2021	16 038,70 €	Services
C2021049	512	QUONEX ALSATEL 1 avenue Pierre Pfmilin 68390 SAUSHEIM	Fourniture et pose d'une caméra dans l'enclos des ours polaires - Parc zoologique et botanique de Mulhouse	18/02/2021	4 080,00 €	Travaux
C2021042	411	REGIE DE BOURTZWILLER 15 Rue de Bordeaux 68200 MULHOUSE	Prestation de balayage manuel des espaces publics des communes de Riedisheim, Zimmersheim, Eschentzwiller, Bruebach et Flaxlanden - Balayage Riedisheim Février 2021	02/02/2021	7 267,00 €	Services
C2021041	3615	LA POSTE 20 Place Saint Marc 76035 ROUEN Cedex	Prestations d'affranchissement (janvier 2021)	10/02/2021	30 031,79 €	Services
C2021037	431	DEGANIS 4 rue des Gaulois 68390 SAUSHEIM	Obstruction des fenêtres et étayages du bâtiment SOCAFIX-DMC - Lot n° 2 : Travaux d'étalement	11/02/2021	21 223,20 €	Travaux
C2021032	433	ENTRETIEN MAINTENANCE SERVICE 1 rue du Colonel Tulla 68740 FESSENHEIM	Diagnostic technique pour la réfection du foyer de la chaudière charbon n° 223 de la piscine Pierre et Marie Curie de Mulhouse	06/02/2021	6 300,00 €	Services
C2021029	431	DALEKO 3 rue de Cailles 68 270 WITTENHEIM	Obstruction des fenêtres et étayages du bâtiment SOCAFIX-DMC Lot n° 1 : Travaux d'obturation des fenêtres	12/02/2021	25 979,00 €	Travaux
C2021020	433	JOHNSON CONTROLS 8 rue de l'Artisanat 67120 DUPPIGHEIM	Remplacement des moteurs des compresseurs à la patinoire de Mulhouse	03/02/2021	106 000,00 €	Travaux

- en matière d'habitat

INFORMATIONS CONSEIL D'AGGLOMERATION
 Décisions prises par le Conseiller Communautaire délégué
 entre le 21 avril 2021 et le 24 mai 2021

AIDE A LA PIERRE - LOGEMENTS PRIVES

1 - Aides aux travaux de l'Anah et aides complémentaires précarité énergétique

Précarité énergétique - Propriétaires occupants et propriétaires bailleurs - Anah et m2A

Propriétaire	Commune	Montant des aides	
		Anah	m2A
C.S.	Mulhouse	8 970 €	0 €
Z.U.	Mulhouse	19 500 €	1 000 €
S.V.	Lutterbach	10 028 €	0 €
P.W.	Kingersheim	15 456 €	1 000 €
G.D.	Dietwiller	10 883 €	0 €
C.R.	Bollwiller	9 399 €	0 €
A.B.	Mulhouse	7 968 €	0 €
J.M.	Illzach	14 252 €	0 €
TOTAL		96 456 €	2 000 €

Adaptation au handicap/maintien à domicile - Anah - Propriétaires occupants

Propriétaire	Commune	Montant travaux éligibles	Montant des aides Anah
M.P.	Illzach	72 505 €	3 603 €
G.B.	Staffelfelden	5 077 €	1 777 €
B.B.	Mulhouse	9 703 €	4 852 €
M.F.	Bollwiller	5 169 €	2 585 €
F.B.	Illzach	12 672 €	819 €
S.G.	Rixheim	8 433 €	4 217 €
N.B.	Wittenheim	6 357 €	3 179 €
M.C.	Wittelsheim	6 796 €	2 378 €
M.C.	Wittelsheim	9 241 €	4 620 €
D.B.	Wittelsheim	8 626 €	4 313 €
M.A.	Eschentzwiller	7 536 €	3 768 €
N.F.	Illzach	10 074 €	5 037 €
S.T.	Illzach	8 830 €	4 415 €
TOTAL		171 019 €	45 563 €

2 - Réglementation Prime Intermédiation Locative

Propriétaire	Commune	Nbre logts	Subvention Anah
J.B.	Mulhouse	1	1 000 €
SCI J.	Mulhouse	1	1 000 €
TOTAL		2	2 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

Le Conseil d'Agglomération prend acte des délibérations et décisions prises par délégation.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

INSTALLATION D'UNE CONSEILLÈRE COMMUNAUTAIRE REPRÉSENTANT
LA COMMUNE DE KINGERSHEIM (3412/5.6.2/402C)

En raison du décès de Mme Sylvie GENSBEITEL, Mme Valérie GERRER est appelée à la remplacer en tant qu'élue communautaire, en application de l'article L273-10 alinéa 2 du code électoral.

Il est en conséquence procédé à l'installation de Mme Valérie GERRER.

La conseillère communautaire est installée.

CERTIFIÉ CONFORME
Le Président

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE L'AERODROME DE
MULHOUSE-HABSHEIM (52/8.7/365C)**

Le Syndicat Mixte de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim (SYMA) regroupe à l'origine le Conseil Départemental du Haut-Rhin et la Communauté de communes de l'Île Napoléon à laquelle s'est substituée Mulhouse Alsace Agglomération le 1er janvier 2010.

Il est compétent en matière d'aménagement, d'entretien, de gestion et de développement de l'aérodrome.

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical, constitué de 7 délégués dont 5 sont élus par le conseil d'agglomération de m2A qui contribue à hauteur de 70 % au budget du SYMA.

A compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace s'est substituée au Conseil départemental du Haut-Rhin au sein du syndicat mixte.

Par délibération datée du 1^{er} mars dernier, le comité syndical du SYMA a entériné une modification de ses statuts, dans les termes figurant dans le document annexé. Afin de permettre à Madame la Présidente du syndicat mixte de transmettre les statuts modifiés à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin, elle sollicite Mulhouse Alsace Agglomération.

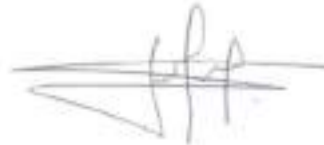
Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la version modifiée des statuts du syndicat mixte de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim,
- autorise le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN



MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE L'AERODROME DE MULHOUSE-HABSHEIM

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a prévu que la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aérodromes appartenant à l'Etat sont transférés, à compter du 1^{er} janvier 2007, aux collectivités territoriales ou à leurs groupements.

A ce titre, le Département du Haut-Rhin et la communauté de communes de l'Ile Napoléon considèrent que l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim constitue un atout essentiel pour l'aménagement et l'attractivité du territoire. Les deux collectivités ont souhaité se regrouper au sein d'un syndicat mixte pour solliciter le bénéfice dudit transfert.

A compter du 1^{er} janvier 2010, Mulhouse Alsace Agglomération s'est substituée à la Communauté de Communes Ile-Napoléon (CCIN) au sein du syndicat mixte.

A compter du 1^{er} janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace s'est substituée au Conseil départemental du Haut-Rhin au sein du syndicat mixte.

Le transfert donne lieu à une convention entre l'Etat et le syndicat mixte bénéficiaire, en application des articles L. 221-1 du code de l'aviation civile et 28 de la loi du 13 août 2004.

A la date du transfert, le syndicat mixte se substitue à l'Etat dans l'exercice des droits et obligations de ce dernier à l'égard des tiers, en ce qui concerne l'aménagement l'entretien et la gestion de l'aérodrome.

Article 1 : Dénomination et durée

Il est constitué, pour une durée illimitée, entre les différents membres visés à l'article 2 des présents statuts, et conformément aux dispositions de l'article L. 5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, un syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim », dénommé ci-après « syndicat mixte ».

Article 2 : Composition

Les membres du syndicat mixte sont :

- La Collectivité Européenne d'Alsace
- La communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)

Article 3 : Sièges

Le siège du syndicat est fixé à l'aérodrome, à la tour de contrôle. Il peut être transféré sur décision du comité syndical, prise à la majorité absolue des suffrages exprimés, et entérinée par un arrêté préfectoral. Le syndicat mixte pourra tenir ses réunions soit au siège soit à tout autre endroit retenu par le Président.

Article 4: Objet

Le syndicat mixte est créé en vue de se porter candidat au transfert de propriété de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi du 13 août 2004, et, une fois ce transfert opéré, d'équiper et d'exploiter ses installations et d'en développer toute activité de valorisation.

Article 5: Fonctionnement général

Un règlement intérieur sera établi, sur proposition du Président et approuvé par le comité syndical.

Article 6 : Comité syndical

Le comité syndical administre par ses délibérations le syndicat mixte. Il délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui intéressent le fonctionnement du syndicat mixte.

Article 6-1 : Composition du comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical, constitué de délégués représentant les membres adhérents visés à l'article 2 des présents statuts, composé de :

- 2 délégués élus par le conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace,
- 5 délégués élus par le conseil d'agglomération de m2A.

Le choix des organes délibérants des membres peut porter sur l'un de ses membres ou sur toute personne extérieure.

En cas d'empêchement, le délégué peut donner procuration à un autre délégué, étant entendu qu'un délégué ne peut être porteur de plus d'un pouvoir.

La durée des fonctions des délégués est celle des fonctions qu'ils détiennent par ailleurs, au sein ou du fait de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale qui les a désignés.

En cas de vacance parmi les délégués du comité syndical, pour quelque cause que ce soit, il est procédé, dans les meilleurs délais, par la collectivité ou par l'établissement de coopération intercommunale à la désignation d'un remplaçant pour la fin de la durée du mandat en cours.

Le renouvellement du comité syndical s'effectue après chaque renouvellement des organes délibérants de chacun des membres du syndicat mixte.

Article 6-2 : Fonctionnement du comité syndical

Le comité syndical se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an. Le comité syndical, est convoqué par le Président, à son initiative ou à la demande des deux tiers au moins des délégués.

Les délégués sont convoqués cinq jours francs avant la réunion. L'ordre du jour est fixé par le président et est adressé avec la convocation.

Les séances sont présidées par le Président ou s'il est empêché, par un des vice-présidents.

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Le comité syndical ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des délégués assiste à la séance. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion a lieu dans un délai maximum de quinze jours. Les délibérations prises au cours de cette deuxième réunion sont valables quel que soit le nombre des délégués présents.

D'une façon générale, le Président peut entendre et inviter à titre consultatif, et ce sans voix délibérative, toute personne dont il estimera nécessaire le concours ou l'audition.

Le comité syndical peut former, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer des décisions.

Le comité syndical peut déléguer certaines de ses attributions au Président et au Bureau dans les conditions prévues par l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 7 : Bureau

Le comité syndical peut instituer, à la majorité absolue des suffrages exprimés, un Bureau qui assure la gestion courante du syndicat mixte. Il peut recevoir délégation du Comité Syndical, spéciale ou permanente, sous réserve des dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Bureau délibère sur les questions pour lesquelles il a reçu délégation et rend compte de ses travaux à l'ouverture de chaque session du comité syndical.

Le Bureau est composé :

- du Président du comité syndical, qui le préside,
- des vice-présidents,
- d'un ou plusieurs assesseur(s),
- d'un secrétaire.

Chaque membre du Bureau dispose d'une voix qu'il ne peut déléguer à un autre membre du Bureau.

Le quorum est fixé à la majorité des membres du Bureau et les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité, et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Les séances du Bureau ne sont pas publiques.

Le renouvellement du Bureau s'effectue à chaque renouvellement des organes délibérants de chacun des membres du syndicat mixte.

Le Bureau se réunit en tant que de besoin, sur convocation du Président.

Le Bureau exerce les attributions qui lui sont délégués par le comité syndical dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 8: Président

Le Président est élu par le comité syndical dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. La séance qui procède à cette élection est présidée par le doyen d'âge qui fait appel aux candidatures, enregistre les noms des candidats, fait procéder au vote et proclame son résultat.

Le Président est l'organe exécutif du syndicat mixte. A ce titre, il :

- assure l'administration générale du syndicat mixte,
- représente le syndicat mixte en justice et dans tous les actes de la vie civile,
- prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du Bureau, dirige les débats, contrôle les votes et signe tous les actes nécessaires à l'exécution de ces décisions,
- ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes,
- signe les marchés et contrats,
- est le chef du personnel syndical.

Le Président exerce les attributions qui lui sont déléguées par le comité syndical dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Conformément à l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité :

- l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, y compris en cas d'empêchement,
- sa signature au Directeur

Article 9 : Vice-présidents

Les vice-présidents du syndicat mixte sont élus par le comité syndical dans les mêmes conditions que celles applicables à l'élection du Président.

Leur nombre est déterminé selon l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas de démission ou décès du Président, le vice-président désigné dans l'ordre du tableau exerce la plénitude des fonctions de celui-ci jusqu'à l'élection du nouveau Président qui doit être organisée dans un délai maximum de deux mois.

En cas de démission ou de décès d'un vice-président. Il est procédé à son remplacement dans le même délai.

Article 10 : Assesseur(s) et secrétaire

Lors de sa première réunion, le Bureau procède à l'élection d'un ou de plusieurs assesseur(s), outre celle de son secrétaire, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'élection du Président. Ils assistent le Président et les vice-présidents du Bureau dans l'exercice de leurs missions. L'étendue de leur compétence est fixée par le règlement intérieur du syndicat mixte.

Article 11 : Ressources du syndicat

Les ressources du syndicat sont constituées par les contributions de ses membres, ainsi que par les recettes de toute nature dégagées par la réalisation de son objet. Ces dernières sont déterminées par les décisions du syndicat mixte en application des articles L. 5212-18 à L. 5212-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et concernent en particulier :

- les contributions des membres,
- les revenus des biens meubles et Immeubles,
- les subventions et fonds de concours.
- les produits des emprunts,
- les produits des dons et legs,
- les redevances pour services rendus et taxes de toute nature,
- et d'une manière générale, toute autre ressource autorisée par les lois et règlements.

Article 12 : Contributions des membres aux dépenses de fonctionnement et d'investissement

Les contributions des membres du syndicat mixte, mentionnés à l'article 2 des présents statuts, aux dépenses du syndicat mixte sont obligatoires.

Le montant de la contribution des membres, nécessaire à l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement dudit budget, est calculé dans les conditions ci-après définies :

- Collectivité Européenne d'Alsace – 30 %,
- Communauté d'agglomération m2A - 70 %.

Le syndicat mixte pourra s'appuyer sur les moyens humains et techniques dont disposent ses membres et pourra souscrire toute convention utile à cet égard.

Article 13 : Modification des statuts

Les projets de modification statutaire sont décidés à la majorité absolue des suffrages exprimés par les délégués syndicaux. Ils sont ensuite soumis, par le Président, aux assemblées délibérantes des membres du syndicat mixte qui les adoptent par délibérations concordantes. Ils doivent être approuvés par un arrêté préfectoral.

Article 14 : Adhésion

Toute demande d'adhésion fait l'objet d'une délibération du comité syndical.

En cas de consentement, le Président notifie la décision aux membres du syndicat mixte. Ceux-ci soumettent pour avis, à leur assemblée délibérante, la décision du comité syndical.

Leur avis est réputé favorable en cas d'absence de réponse dans un délai de trois mois.

L'admission d'un nouveau membre est impossible en cas d'opposition expresse de l'un des membres visés à l'article 2 des présents statuts.

En cas d'admission, le Préfet du département du siège du syndicat mixte est compétent pour prendre l'arrêté d'extension et de modification des statuts.

Article 15 : Retrait

Le retrait d'un membre du syndicat mixte s'effectue conformément aux règles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Préfet du département est compétent pour prendre l'arrêté autorisant le retrait.

Article 16 : Comptable assignataire

Le comptable public assignataire du syndicat mixte de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim est le Trésorier Principal de Mulhouse Couronne.

Article 17

Les dispositions non prévues dans les statuts sont réglées conformément aux règles fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales pour les établissements publics de coopération intercommunale.

Vu pour être annexé à mon arrêté n°en date du.....

Le Préfet,



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**INDEMNITES DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE : MODIFICATIONS JUIN 2021 (323/5.6.1/403C)**

Le montant des indemnités des membres du Conseil communautaire a été fixé par délibération du 18 juillet 2020.

Suite au décès de Madame Sylvie GENSBEITEL, il est proposé d'attribuer au conseiller communautaire qui lui succède une indemnité égale à 6 % du terme de référence.

Ces indemnités sont applicables à compter du 27 juin 2021 et feront l'objet des revalorisations applicables au traitement de la fonction publique.

En application des articles L5216-4 et L5211-12 qui transposent notamment les articles L2123-24 et L2123-24-1 du CGCT aux communautés d'agglomération, l'enveloppe globale réelle ainsi utilisée s'élève à 47 489, 33 €/mois (hors charges patronales).

Les indemnités maximales pour l'exercice de ces fonctions sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Elles seront soumises à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux cotisations sociales prévues par les dispositifs réglementaires.

Les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits chaque année au budget primitif.

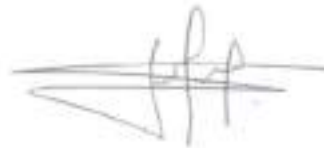
Chapitre 65 - Compte 6531 - Fonction 021 - Enveloppe 5127

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve ces propositions et le tableau récapitulatif ci-annexé et charge Monsieur le Président de prendre les mesures nécessaires à leur mise en œuvre.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', is written over a horizontal line.

Fabian JORDAN

INDEMNITES DE FONCTION
TABLEAU RECAPITULATIF - PAGE JOINTE DELIBERATION 403C

	FONCTION	NOM ET PRENOM	MONTANT BRUT MENSUEL DE L'INDEMNITE (%indice de référence)
1	Président	JORDAN Fabian	140
2	1 ^{er} Vice-président	SCHILDKNECHT Jean-Luc	39
3	2 ^{ème} Vice-président	MEHLEN Josiane	39
4	3 ^{ème} Vice-président	HOMÉ Antoine	39
5	4 ^{ème} Vice-président	RICHE Laurent	39
6	5 ^{ème} Vice-président	HAGENBACH Vincent	39
7	6 ^{ème} Vice-président	BAECHTEL Rachel	39
8	7 ^{ème} Vice-président	NEUMANN Rémy	39
9	8 ^{ème} Vice-président	BUX Daniel	39
10	9 ^{ème} Vice-président	RICHARD Loïc	39
11	10 ^{ème} Vice-président	VIOLA Antoine	39
12	11 ^{ème} Vice-président	GOEPFERT Yves	39
13	12 ^{ème} Vice-président	ONIMUS Roland	39
14	13 ^{ème} Vice-président	BELLONI Thierry	39
15	14 ^{ème} Vice-président	LOGEL Pierre	39
16	15 ^{ème} Vice-président	MINERY Loïc	39
17	Conseiller communautaire délégué	MENSCH Jean-Claude	29.30
18	Conseiller communautaire délégué	AGUDO-PEREZ Francine	29.30
19	Conseiller communautaire délégué	BEHE Jean-Marie	16.60
20	Conseiller communautaire délégué	BERGDOLL Benoît	16.60
21	Conseiller communautaire délégué	BITSCHENE Christophe	16.60

22	Conseiller communautaire délégué	DHALLENNE Christine	29.30
23	Conseiller communautaire délégué	DUPONT-DUFEUTRELLE Christine	16.60
24	Conseiller communautaire délégué	DUSSOURD Francis	16.60
25	Conseiller communautaire délégué	FUCHS Gilbert	16.60
26	Conseiller communautaire délégué	GOLDSTEIN Danièle	16.60
27	Conseiller communautaire délégué	GREILSAMMER Gérard	16.60
28	Conseiller communautaire délégué	GUTH Maurice	16.60
29	Conseiller communautaire délégué	HILLMEYER Francis	16.60
30	Conseiller communautaire délégué	JULIEN Jean-Paul	16.60
31	Conseiller communautaire délégué	KEMPF Pierrette	16.60
32	Conseiller communautaire délégué	LAUGEL Michel	16.60
33	Conseiller communautaire délégué	LECONTE Alain	16.60
34	Conseiller communautaire délégué	LIPP Pierre	16.60
35	Conseiller communautaire délégué	LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	16.60
36	Conseiller communautaire délégué	MEYER Véronique	16.60
37	Conseiller communautaire délégué	MOR Jean-Paul	16.60
38	Conseiller communautaire délégué	SALZE Pierre	16.60
39	Conseiller communautaire délégué	SCHELL Christiane	16.60
40	Conseiller communautaire délégué	SCHILLINGER Gilles	16.60
41	Conseiller communautaire délégué	STURCHLER Philippe	16.60
42	Conseiller communautaire délégué	TALLEUX Carole	16.60
43	Conseiller communautaire délégué	TORANELLI Christophe	16.60
44	Conseiller communautaire délégué	WOLFF Philippe	16.60
45	Conseiller communautaire délégué	ZELLER Fabienne	29.30
46	Conseiller communautaire délégué	BONI DA SILVA Claudine	16.60

47	Conseiller communautaire délégué	BOUILLÉ Jean-Philippe	16.60
48	Conseiller communautaire délégué	BUCHERT Maryvonne	16.60
49	Conseiller communautaire délégué	COUCHOT Alain	16.60
50	Conseiller communautaire délégué	ENGASSER Thierry	16.60
51	Conseiller communautaire délégué	GOETZ Anne-Catherine	16.60
52	Conseiller communautaire délégué	JENN Fatima	16.60
53	Conseiller communautaire délégué	MILLION Lara	16.60
54	Conseiller communautaire délégué	MOTTE Nathalie	16.60
55	Conseiller communautaire délégué	NICOLAS Thierry	16.60
56	Conseiller communautaire délégué	RAPP Catherine	16.60
57	Conseiller communautaire délégué	SORNIN Cécile	16.60
58	Conseiller communautaire délégué	TRMAILLE Philippe	16.60
59	Conseiller communautaire	BECHT Olivier	6
60	Conseiller communautaire	BEYAZ Beytullah	6
61	Conseiller communautaire	BLANQUIN Jacques	6
62	Conseiller communautaire	BOESCH Nathalie	6
63	Conseiller communautaire	BOUAMAIED Nour	6
64	Conseiller communautaire	CAUSER Jean-Yves	6
65	Conseiller communautaire	CHAPATTE Jean-Claude	6
66	Conseiller communautaire	CHÉRAY Michel	6
67	Conseiller communautaire	COLOM Florian	6
68	Conseiller communautaire	CORMIER Nina	6
69	Conseiller communautaire	CORNEILLE Marie	6
70	Conseiller communautaire	D'ORELLI Philippe	6
71	Conseiller communautaire	EHRET Antoine	6
72	Conseiller communautaire	EL HAJJAJI Nadia	6

73	Conseiller communautaire	FAUROUX-ZELLER Béatrice	6
74	Conseiller communautaire	GERARDIN Jean-Marie	6
75	Conseiller communautaire	GODBILLON Isabelle	6
76	Conseiller communautaire	HAYE Ludovic	6
77	Conseiller communautaire	HERZOG Michèle	6
78	Conseiller communautaire	HORTER Franck	6
79	Conseiller communautaire	HOTTINGER Marie	6
80	Conseiller communautaire	JUNG Alfred	6
81	Conseiller communautaire	KRZEMINSKI Frédéric	6
82	Conseiller communautaire	LIERMANN Monique	6
83	Conseiller communautaire	LOISEL Corinne	6
84	Conseiller communautaire	LUTZ Michèle	6
85	Conseiller communautaire	MATHIEU-BECHT Catherine	6
86	Conseiller communautaire	MIMAUD Danièle	6
87	Conseiller communautaire	OBERLIN Alfred	6
88	Conseiller communautaire	PAUVERT Bertrand	6
89	Conseiller communautaire	PULEDDA Patrick	6
90	Conseiller communautaire	QUIN Paul	6
91	Conseiller communautaire	RENCK Ginette	6
92	Conseiller communautaire	RIFF Didier	6
93	Conseiller communautaire	RISSER Chantal	6
94	Conseiller communautaire	RITZ Christelle	6
95	Conseiller communautaire	ROTTNER Jean	6
96	Conseiller communautaire	SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	6
97	Conseiller communautaire	SCHWEITZER Pascale Cléo	6
98	Conseiller communautaire	SIMEONI Joseph	6

99	Conseiller communautaire	STEGER Christophe	6
100	Conseiller communautaire	SUAREZ Emmanuelle	6
101	Conseiller communautaire	WEISBECK Joseph	6
102	Conseiller communautaire	ZIMMERMANN Nicolas	6
103	Conseiller communautaire	GERRER Valérie	6



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 m2A (315/7.1.3/343C)

Vu les Comptes de Gestion relatifs au Budget Principal, au Budget Annexe du Chauffage Urbain, au Budget Annexe des Transports en Commun et au Budget Annexe de la ZAE de Bantzenheim de l'exercice 2020, rendus par Monsieur Pascal THEVENET, Trésorier Principal de la Trésorerie de Mulhouse Municipale pour m2A,

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui des Comptes de Gestion 2020,

Vu les Budgets, Primitifs et Supplémentaires, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2020 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré que la Trésorerie a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :


- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,
- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2020 entre l'ordonnateur et le comptable,

- déclare que les Comptes de Gestion 2020 dressés par le Trésorier Principal de l'Agglomération, concernant le Budget Principal et les Budgets Annexes du Chauffage Urbain, des Transports en Commun et de la ZAE de Bantzenheim n'appellent aucune observation ni réserve de notre part,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

P.J. : 1 Etat récapitulatif : Résultats budgétaires de l'exercice.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', is written over a horizontal line.

Fabian JORDAN

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-1 884 927,20		7 801 554,68		5 916 627,48
Fonctionnement	47 550 189,89	10 946 632,81	8 489 802,64		45 093 359,72
TOTAL I	45 665 262,69	10 946 632,81	16 291 357,32		51 009 987,20
II - Budgets des services à caractère administratif					
01903-ZA GARE BANTZENHEIM CA M					
Investissement	-1 039 400,50		132 235,81		-907 164,69
Fonctionnement	-38 855,20		-11 195,15		-50 050,35
Sous-Total	-1 078 255,70		121 040,66		-957 215,04
TOTAL II	-1 078 255,70		121 040,66		-957 215,04
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
01901-CHAUFFAGE URBAIN CA M2A					
Investissement	750 861,91		796 256,94		1 547 118,85

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	1 433 025,84		1 801 922,30		3 234 948,14
Sous-Total	2 183 887,75		2 598 179,24		4 782 066,99
01902-TRANSPORT URBAIN CA M2A					
Investissement	-3 914 718,21		4 433 858,39		519 140,18
Fonctionnement	1 635 578,49	1 245 612,21	3 000 385,82		3 390 352,10
Sous-Total	-2 279 139,72	1 245 612,21	7 434 244,21		3 909 492,28
01904-EAU CA M2A					
Investissement					
Fonctionnement					
Sous-Total					
TOTAL III	-95 251,97	1 245 612,21	10 032 423,45		8 691 559,27
TOTAL I + II + III	44 491 755,02	12 192 245,02	26 444 821,43		58 744 331,43



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

71 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 POUR LES SYNDICATS SIA
WISTARI ET SIVU BANTZENHEIM-CHALAMPE (315/7.1.3/370C)**

En application de l'article 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que des articles 64 et 66 de la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe, la communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est compétente à compter du 1^{er} janvier 2020 pour l'assainissement de toutes ses communes membres.

Pour les communes ayant conclu une convention de gestion transitoire et les syndicats infracommunautaires, m2A confirme au 1^{er} janvier 2021 le transfert de la compétence assainissement au SIVOM de la Région Mulhousienne.

Le SIA WISTARI des communes de Wittelsheim, Staffelfelden et Richwiller et le SIVU Bantzenheim-Chalampé ont été dissous au 1^{er} janvier 2021 par arrêté préfectoral du 18 décembre 2020. Il revient donc à m2A d'approuver le Compte de Gestion 2020 de ces syndicats.

Vu le Compte de Gestion relatif au SIA WISTARI de l'exercice 2020, rendu par Madame Catherine GRANDJEAN, Trésorière de la Trésorerie de CERNAY.

Vu le Compte de Gestion relatif au SIVU BANTZENHEIM-CHALAMPE rendu par Monsieur Thierry BOEGLIN, Trésorier de la Trésorerie de MULHOUSE COURONNE.

- vu les pièces justificatives rapportées à l'appui des Comptes de Gestion 2020,

- vu les Budgets, Primitifs et Supplémentaires, les recettes et les dépenses présumées de l'exercice 2020 et les autorisations spéciales de recettes et dépenses délivrées pendant ledit exercice,

Après s'être assuré qu'ont été reprises dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'ont été comptabilisées toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures 2020.

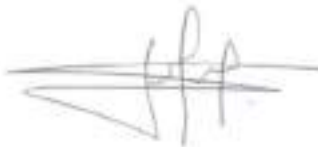
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes,
- prend acte de la parfaite concordance des écritures de l'exercice 2020 entre l'ordonnateur et le comptable,
- déclare que les Comptes de Gestion 2020 dressés par la Trésorière de Cernay, Madame Catherine GRANDJEAN pour le SIA WISTARI et par le Trésorier de Mulhouse Couronne, Monsieur Thierry BOEGLIN pour le SIVU BANTZENHEIM-CHALAMPE n'appellent aucune observation ni réserve de notre part,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de la signature des comptes.

2 P.J. Résultats budgétaires de l'exercice.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	263 027,00	340 377,00	543 404,00
Titres de recettes émis (b)	70 365,95	170 276,45	240 642,40
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	70 365,95	170 276,45	240 642,40
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	203 027,00	340 377,00	543 404,00
Mandats émis (f)	136 216,93	186 159,63	322 376,56
Annulations de mandats (g)		2 579,83	2 579,83
Dépenses nettes (h = f - g)	136 216,93	183 579,80	319 796,73
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - b) Excédent			
(h - d) Déficit	65 850,98	13 303,35	79 154,33

21800 - SYNDMC ASST WISTARI

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	338 880,00	811 617,39	1 150 497,39
Titres de recettes émis (b)	143 635,91	715 942,15	859 578,06
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	143 635,91	715 942,15	859 578,06
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	338 880,00	811 617,39	1 150 497,39
Mandats émis (f)	114 778,15	676 611,72	791 389,87
Annulations de mandats (g)		33 301,37	33 301,37
Dépenses nettes (h = f - g)	114 778,15	643 310,35	758 088,50
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	28 857,76	72 631,80	101 489,56
(h - d) Déficit			



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Jean-Luc SCHILDKNECHT
Président temporaire

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

71 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**COMPTE ADMINISTRATIF 2020 - BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS
ANNEXES (311/7.1.3/322C)**

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2020 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans le budget principal que dans les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la ZAE de Banzenheim.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 - LE BUDGET PRINCIPAL

1.1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 8 489 802,64 €.

Cumulé avec l'excédent de 2019 de 36 603 557,08 €, il fera l'objet pour 45 093 359,72 € d'une délibération séparée pour décider de son affectation.

A- Dépenses

Les dépenses réelles réalisées s'élèvent à 222 613 866,44 €, alors que les inscriptions de crédits pour 2020 en termes réels étaient de 261 750 507,08 € (y compris reprise des excédents), soit un taux de réalisation de 85,05 %.

B- Recettes

Les recettes réelles hors excédent, s'élèvent à 239 260 717,94 € ce qui représente un taux de réalisation de 99,51 % puisque les inscriptions étaient de 240 432 146 €.

C- Résultat

Le solde sur les opérations réelles est égal à 16 646 851,50 €. Après imputation du solde des opérations d'ordre, il ressort un résultat annuel excédentaire de 8 489 802,64 €.

Après prise en compte de l'excédent de l'exercice antérieur de 36 603 557,08 € affecté à la section de fonctionnement, le résultat à affecter est de 45 093 359,72 €.

Il doit permettre de financer en priorité le cas échéant, le besoin de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement, le reste de l'excédent pouvant être affecté à de nouvelles opérations d'investissement ou de fonctionnement.

1.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT

A- Dépenses

Le total des dépenses d'investissement s'est chiffré à 42 223 418,37 €. Ces dépenses comprennent 39 789 749,75 € d'opérations réelles (dont 1 884 927,20 € de déficit antérieur reporté) et 2 433 668,62 € de mouvements d'ordre.

Parmi les opérations réelles, il convient de distinguer :

- o les opérations financières dont le montant est de 19 792 171,31 € ;
- o les opérations d'équipement pour un montant de 18 112 651,24 € (subventions d'investissement comprises) correspondant à des investissements réalisés par m2A.

B- Recettes

Les recettes d'investissement ont été enregistrées pour 48 140 045,85 € dont 10 590 717,48 € pour les opérations d'ordre et 37 549 328,37 € pour les recettes réelles.

C- Résultat

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire de 5 916 627,48 €.

En Investissement les restes à réallser en dépenses sont de 21 412 602,87 €. Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 19 083 666,71 €.

Compte tenu du solde négatif des restes à réaliser d'Investissement de - 2 328 936,16 €, le résultat réel de clôture de la section d'investissement est excédentaire de 3 587 691,32 €.

1.3 - RESULTAT

Le résultat global dégagé par le budget principal est de 48 681 051,04 €.

2 - LE BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN

2.1 - SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 8 161 834,09 €.

Les recettes se montent à 11 396 782,23 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 3 234 948,14 €.

2.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 1 636 222,22 €.

Le total des recettes représente 3 183 341,07 €.

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 1 547 118,85 €.

2.3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réallser de la section d'investissement, le Compte administratif 2020 du budget annexe du chauffage urbain dégage un résultat global de fin d'exercice de 5 508 666,72 €.

3 - LE BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS

3.1 - SECTION D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation atteignent 68 101 246,29 €.

Les recettes se montent à 71 491 598,39 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 3 390 352,10 €.

3.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 25 197 315,61 €.

Le total des recettes d'investissement représente 25 716 455,79 €.

Le résultat de la section d'investissement est excédentaire de 519 140,18 €.

3.3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte administratif 2020 du budget annexe des transports urbains dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 2 083 072,82 €.

4 - LE BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE BANTZENHEIM

4.1 - SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 173 479,01 €.

Les recettes se montent à 123 428,66 €.

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 50 050,35 €.

4.2 - SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 1 039 400,50 € (essentiellement déficit antérieur reporté).

Les recettes d'investissement s'élèvent à 132 235,81 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de 907 164,69 €.

4.3 - RESULTAT

Le Compte administratif 2020 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global de fin d'exercice déficitaire de 957 215,04 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2020 du budget principal et des budgets annexes de m2A.

PJ : 2

Abstentions (2) : Bertrand PAUVERT et Joseph SIMEONI.
Ne prennent pas part au vote (2) : Fabian JORDAN et Roland ONIMUS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Le Président

The image shows the official seal of the Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A). The seal is circular and contains the text "MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION" around the perimeter and "1836" at the bottom. In the center of the seal is a coat of arms featuring a bird (possibly a stork) and a figure. A large, stylized signature is written over the seal, extending to the right.

Fabian JORDAN

DELIBERATION EXECUTOIRE LE 6 JUILLET 2021

Mulhouse Alsace Agglomération

Habitat

Plan Climat

Développement Durable

Emploi

Tourisme

Petite enfance

Aérodrome

Accueil des entreprises

Equipements sportifs et culturels

Tram-train

Collecte

Economie

Propreté

Pistes cyclables

Transports publics

Aménagement du territoire

Zoo

Périscolaire

Université

SOUS-PREFECTURE
1-6 JUIL. 2021
DE MULHOUSE



“ **Compte administratif**
année 2020 ”



MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

SOMMAIRE

Sommaire	page 1	
BUDGET GENERAL	page 2	
I Informations générales	page 3	
A - Informations statistiques, fiscales et financières	page 4	
B - Modalités de vote du budget	page 5	
II Présentation générale du budget	page 6	
A1 - Vue d'ensemble - Sections	page 7	
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	page 8	
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	page 9	
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	page 11	
B2 - Balance générale du budget - Recettes	page 12	
III Vote du budget	page 13	
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses - Articles	page 14	
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes - Articles	page 17	
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	page 20	
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	page 23	
BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN	page 26	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS	page 43	
BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM	page 61	
IV - ANNEXES BUDGET GENERAL	page 78	
A - Elements du bilan	page 79	
A1 - Présentation croisée par fonction (1)	page 80	
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	page 83	
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	page 100	
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	page 119	
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	page 120	
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	page 126	
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	page 127	
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	page 128	
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	page 131	
A3 - Méthode utilisée pour les amortissements	page 131	
A4 - Etat des provisions	page 133	
A5 - Etalement des provisions		X
A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	page 134	
A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	page 135	
A7.2.1 - Etats de ventilation des dépenses et recettes assujetties à la TVA - Fonctionnement	page 137	
A7.2.2 - Etats de ventilation des dépenses et recettes assujetties à la TVA - Investissement	page 147	
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	page 147	
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	page 148	
A7.4.1 - Etats de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire Covid-19 - Fonctionnement	page 149	
A7.4.2 - Etats de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire Covid-19 - Investissement	page 150	
A8 - Etat des charges transférées	page 151	
A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers	page 152	
A10.1 - Variation du patrimoine (article R2313-3 du CGCT) - Entrées	page 157	
A10.2 - Variation du patrimoine (article R2313-3 du CGCT) - Sorties	page 170	
A10.3 - Opérations liées aux cessions	page 172	
A11 - Etat des travaux en régie	page 173	
B - Engagements hors bilan	page 175	
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la collectivité ou l'établissement (4)	page 176	
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement	page 187	
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail		X
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public privé		X
B1.5 - Etat des engagements donnés	page 188	
B1.6 - Etat des engagements reçus	page 189	
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	page 190	
B1.8 - Cotisations versées dans le cadre du vote du budget	page 198	
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		X
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		X
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale		X
C - Autres éléments d'informations	page 197	
C1 - Etat du personnel	page 198	
C1.2 - Actions de formation des élus	page 206	
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier(6)	page 207	
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	page 209	
C3.2 - Liste des organismes des établissements publics créés		X
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe		X
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non éligibles en budget annexe	page 210	
C3.5 - Présentation agréée du budget principal et des budgets annexes	page 211	
C3.6 - Identification des flux croisés	page 212	
D - Décisions en matière des taxes de contributions directes	page 213	
D1 - Décisions en matière des taxes de contributions directes	page 214	
V - ANNEXES BUDGET CHAUFFAGE URBAIN	page 215	
VI - ANNEXES BUDGET TRANSPORTS URBAINS	page 223	
Arrêtés signatures	page 237	

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art L 2313-3 du CGCT), les groupements intercommunaux autorisés une commune de 3 500 habitants et plus (art R 2311-14 du CGCT) et les établissements publics. Elle est cependant possible pour les communes et les autres groupements autorisés par le budget annexé. Les autres communes et établissements peuvent présenter ce tableau facultativement.

(2) Ce tableau doit être produit lorsque les communes ont une population inférieure à 500 habitants et qui assure les services de distribution de l'eau, l'énergie et d'assainissement sous forme de régie ou en régie déléguée (art L 322-11 du CGCT).

(3) Ce tableau est obligatoire pour les communes ou groupements de communes de 10 000 habitants ayant adhéré à la TEOM ou assurant au moins un service des déchets ménagers (art. L 2313-1).

(4) Cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art L 2313-4 du CGCT), les groupements intercommunaux autorisés une commune de 3 500 habitants et plus (art L 3211-16 du CGCT) et les établissements publics.

(5) Si la commune ou le groupement a des établissements publics, le budget dans les conditions définies à l'article L 2311-7 du CGCT.

BUDGET GENERAL

I Informations générales

Code INSEE	CA 2020
-------------------	--------------------

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population locale (colonne h du recensement INSEE)	277 584
Nombre de résidences secondaires (article R.2315-1 in fine)	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF=279 142)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitant de la strate
Fiscal	Financier		
146 848 60		525,35	

Informations financières - ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	601	599
2	Produit des impositions directes/population	767	350
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	867	487
4	Dépenses d'équipement brut/population	45	102
5	Encours de la dette/population	507	435
6	DGF/population	37	69%
7	Dépenses de personnel/cotisations réelles de fonctionnement (2)	31,4%	36,9%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	58,4%	30,5%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	5,3%	21,0%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	58,8%	89,4%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grises ne doivent pas être remplies

(1) Lié à l'art. 161 bis du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 transmises par les services préfectoraux.

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics communaux ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les collèges, les écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios 7 à 10 respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération ...) et les sources d'où sont tirés les renseignements (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Statistiques de la Direction Générale des Collectivités Locales - les collectivités locales en chiffres 2020 - ratios financiers obligatoires du secteur communal

secteur communal - ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre par strate de population en 2018 - Groupements de communes de 100 000 à 300 000 habitants,

I - INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I
6

POUR MEMOIRE(1)

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement
 - au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres «opérations d'équipement» de l'état II^B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
réant

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III - Les prévisions sont (b) budgétaires (délibération du 17/12/2010).

(1) Rapporter les modalités relatives au vote du budget

(2) A compléter par « au chapitre » ou « ce forfait »

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants

- non budgétaires (pas d'imputation en recette de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° du

II Présentation générale du budget

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

II
A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	233 196 792,88	241 686 595,57
	Section d'investissement	43 338 401,77	46 140 045,95
		+	+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)		36 603 557,08
	Report en section d'investissement (001)	1 894 927,20	
TOTAL (réalisations + reports)		275 420 211,25	320 430 198,45
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement		
	Section d'investissement	21 412 602,87	19 083 666,71
	TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1	21 412 602,87	19 083 666,71
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	233 196 792,88	278 290 152,60
	Section d'investissement	63 630 021,24	67 223 712,58
	TOTAL CUMULE	296 826 814,12	345 513 865,18

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Depenses engagées non mandataées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		21 412 602,87	19 083 666,71
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		1 847 193,12
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENTS NATIONAUX		115 496,30
1322	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONES		407 345,50
1323	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS		768 023,00
13241	SUBVENTION COMMUNE MEMBRE DU GFP		306 815,00
1327	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT		57 708,12
1329	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES		192 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		10 000 000,00
1641	EMPRUNTS EN EUROS		10 000 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	643 930,82	
2001	FRAIS DE TIRES	400 451,16	
20310098	FRAIS DE TIRES	0,83	
2033	FRAIS D'INSERTION	519,79	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	242 959,04	
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	7 966 576,80	1 500,00
20412	SUB EQUIP ETAT BATIMENTS INSTALLATIONS	2 00	
204132	SUB EQUIP DEPARTEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS	74 697,83	
2041411	SUB COMMUNE MRRH GFP MOBILIER MATERIEL ETUDES	43 283,30	
2041412	SUB COMMUNE MBRH BATIMENTS ET INSTALLATIONS	13 800,56	
2041582	SUB EQUIP GROUPEMENT COLLECTIVITES BATIMENTS INSTAL	40 125,00	
204172	SUB EQUIP ETAB PUBL BATIMENTS INSTALLATIONS	633 607,00	
204181	SUB ORGANISMES PUBLICS MOBILIER MATERIEL ETUDES	156 000,00	
204182	SUB ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS INSTALLATIONS	258 037,00	
204183	SUB ORGANISMES PUBLICS PROJETS INTERET NATIONAL	6 292 310,70	
20421	SUB PERS DROIT PRIVE MOBILIER MATERIEL ETUDES	72 522,30	
20422	SUB DROIT PRIVE BAT INSTAL REMBOURST		1 500,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20422	SUB DROIT PRIVÉ: BÂTIMENTS INSTALLATIONS	472 121,71	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 175 208,85	
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS	202 553,43	
21318	AUTRES BÂTIMENTS PUBLICS	635 352,69	
213180099	AUTRES BÂTIMENTS PUBLICS	86 234,84	
21360089	AUTRES CONSTRUCTIONS	37 513,72	
2152	INSTALLATION DE VOIRIE	89 227,00	
21520350	INSTALLATION VOIRIE	102,00	
21533	RESEAUX CABLES	95 046,73	
2158	AUTRES INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	41 518,08	
2187	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATIERES DE TRANSPORT	732 725,11	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	131 149,44	
2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	33 641,32	
2189	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	91 152,51	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 668 850,69	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	898 290,57	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	771 560,12	
	Opérations d'équipement		
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 720 000,00	
261	TITRES DE PARTICIPATION	2 720 000,00	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		655 168,00
274	PRETS		555 168,00
	Opérations pour compte de tiers	6 213 036,91	6 878 805,99
45410006	AIDE A LA PIERRE 2006	7 500,00	
45410007	AIDE A LA PIERRE 2007	130 389,59	
45410008	AIDE A LA PIERRE 2008	530 081,03	
45410010	AIDE A LA PIERRE 2010	31 450,92	
45410011	AIDE A LA PIERRE 2011	2 240,00	
45410012	AIDE A LA PIERRE 2012	77 205,32	
45410013	AIDE A LA PIERRE 2013	42 400,00	
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014	127 529,01	
45410015	AIDE A LA PIERRE 2015	288 264,05	
45410016	AIDE A LA PIERRE 2016	1 237 820,50	
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017	355 750,17	
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018	1 137 592,87	
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019	1 233 070,00	
45410020	AIDE A LA PIERRE 2020	865 720,00	
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	25 388,45	
454100104	PIG 2 RDST CONSEIL DEPARTEMENTAL	9 000,00	
454200005	PRU WITTENHEIM		10 000,17
454200010	AIDE A LA PIERRE 2010		261 719,00
454200011	AIDE A LA PIERRE 2011		39 635,00
454200012	AIDE A LA PIERRE 2012		8 405,32
454200013	AIDE A LA PIERRE 2013		151 267,96
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014		325 898,73
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015		255 535,28
454200016	AIDE A LA PIERRE 2016		827 214,28
454200017	AIDE A LA PIERRE 2017		845 925,00
454200018	AIDE A LA PIERRE 2018		1 355 998,00
454200019	AIDE A LA PIERRE 2019		1 322 820,00
454200020	AIDE A LA PIERRE 2020		655 728,00
454200103	PIG REST DEPARTEMENT		34 888,45
454200104	PIG 2 RDST CONSEIL DEPARTEMENTAL		52 500,00
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	7,50	
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE		321 500,00

(1) Les postes à l'équilibre de la section de financement correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non restées à émettre, telles qu'elles résultent de la comptabilisation des engagements et des recettes, aux données de l'état d'avancement des dépenses au 31/12 de l'exercice précédent (R 2311-11 du CGCT).

Les postes à l'actif de la section de financement correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées, au 31/12 de l'exercice précédent, telles qu'elles résultent de la comptabilisation des engagements et des recettes restées à émettre, aux données de l'état d'avancement des dépenses au 31/12 de l'exercice précédent (R 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 des dépenses est le complément au plan de compte, à l'actif des dépenses à émettre.

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

II
A2

Chap.	Libellé	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			Crédits annulés
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		
			Mandats émis	Charg. rattachées : Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	55 351 271,00	20 302 080,20	3 068 788,57	26 482 355,27
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	71 347 950,00	88 442 544,54	1 140 859,52	1 464 559,84
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	68 104 206,00	67 105 203,20	758 331,33	239 671,47
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES	12 142 262,00	32 262 583,88	105 843,00	5 725 695,07
656	REFLUX				
	Total des dépenses de gestion courante	256 975 697,00	214 143 421,31	5 921 814,42	35 910 461,38
66	CHARGES FINANCIERES	3 623 200,00	1 974 121,71	522 370,89	1 153 690,60
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 504 810,00	75 551,85	6 577,43	1 372 480,65
68	PROVISIONS (1)				
022	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	261 760 607,00	216 133 094,80	6 480 771,64	39 136 640,84
	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
023	(2)	11 359 486,50			
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE				
042	SECTIONS (2)	12 418 745,03	10 512 926,54		835 913,56
	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA				
043	S.FONCT (2)				
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	23 778 234,00	10 562 926,44		13 195 307,56
	TOTAL	285 538 741,00	226 716 021,24	6 480 771,64	52 331 948,20

Pour information

0002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 (3)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées : Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	232 500,00	277 450,50		44 560,50
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET				
70	VENTES DIVERSES	31 725 020,00	38 503 590,61	2 106 158,25	7 148 00,54
73	IMPOTS ET TAXES	154 793 515,00	154 715 774,45	25 222,90	16 220,82
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET				
74	PARTICIPATIONS	60 764 510,00	47 763 173,68	5 205 724,83	24 5 063,45
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 679 750,00	1 316 147,23	140 197,81	737 404,96
	Total des recettes de gestion courante	240 215 995,00	235 596 546,68	5 551 302,79	1 259 047,50
76	PRODUITS FINANCIERS	193 351,00	152 441,22		919 70
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 897,00	102 020,25	17 500,00	97 532,25
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET				
	PROVISIONS (1)				
	Total des recettes réelles de fonctionnement	240 432 146,00	235 891 614,15	5 569 103,79	1 175 428,05
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE				
042	SECTIONS (2)	5 451 030,00	2 425 977,52		6 067 153,42
	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA				
043	S.FONCT (2)				
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	5 451 030,00	2 425 977,52		6 067 153,42
	TOTAL	248 925 184,00	236 117 491,73	5 569 103,79	7 233 588,18

Pour information

0002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (3)

(1) Si le montant des provisions est supérieur à celui des provisions 9999-0000/0000.
 (2) TR 023 - RI 021 - LI 047 - RI 042 - RI 040 - LI 042 - O 041 - RI 041 - LI 042 - RI 041
 (3) Les lignes de report ne font pas partie d'un mandat de paiement et ne sont pas affectées.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

II
A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	2 780 391,08	930 190,15	642 930,67	1 183 290,31
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	21 866 636,22	5 655 637,63	7 906 575,06	6 213 421,89
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 114 303,29	6 497 889,74	2 179 268,95	3 437 204,70
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	12 788 070,67	4 121 691,50	1 659 850,59	6 397 128,48
	Total des dépenses d'équipement	49 549 401,26	17 205 408,92	12 479 665,86	19 831 015,38
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	13 151 355,00	13 032 784,36		110 570,64
18	COMPTE DE LIAISON, AFFECTATIONS (5) PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS	5 030 104,00	2 157 580,95	2 720 000,00	161 535,05
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 655 200,00	4 601 818,00		53 382,00
023	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières	22 841 659,00	19 792 171,31	2 720 000,00	333 487,69
45	Total des opé. pour compte de tiers (6)	7 636 588,17	903 242,32	6 213 036,91	576 319,04
	Total des dépenses réelles d'investissement	80 002 247,43	37 904 822,55	21 412 602,67	20 684 822,01
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1)	8 493 038,00	2 425 977,58		6 067 060,42
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)	4 329 146,00	7 791,04		4 321 354,96
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	12 822 184,00	2 433 668,62		10 385 515,38
	TOTAL	92 824 431,43	40 336 491,17	21 412 602,67	31 073 337,39
Pour information					
0001	Solde d'exécution négatif reporté de N-1 (2)	1 884 927,20			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
12	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	6 454 645,00	2 697 455,26	1 947 153,12	1 514 966,62
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	33 006 632,00	16 619 918,60	10 050 300,30	6 169 185,40
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	4 000,00	2 500,00	1 500,00	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		15 291,35		-15 291,35
	Total des recettes d'équipement	39 465 247,00	19 627 163,21	11 848 693,12	8 089 390,67
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	2 097 160,00	1 962 320,88		734 839,32
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (7)	10 546 632,81	10 946 632,81		
138	Autres subv. d'investissement non transférées				
165	Dépôts et cautionnements reçus		3 680,51		-3 680,51
18	COMPTE DE LIAISON, AFFECTATIONS PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 714 616,00	4 171 227,27	555 166,00	-11 779,27
024	PRODUITS DES CESSIONS	246 336,00			
	Total des recettes financières	19 204 744,81	17 113 861,27	565 166,00	1 535 715,54
45	Total des opé. pour compte de tiers (6)	7 931 936,02	608 303,89	6 679 905,59	343 877,34
	Total des recettes réelles d'investissement	66 601 978,63	37 549 328,37	19 083 666,71	9 968 983,55
021	VERFIRMATION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (1)	11 359 438,00			
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (1)	12 418 745,00	10 582 926,44		1 635 818,56
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)	4 329 146,00	7 791,04		4 321 354,96
	Total des recettes d'ordre d'investissement	28 107 329,00	10 590 717,48		17 518 662,52
	TOTAL	94 709 358,63	48 140 046,65	19 083 666,71	27 485 646,07
Pour information					
0001	Solde d'exécution positif reporté de N-1 (2)				

(1) 02 - 025 - R1021 - D 140 - R1042 - R1045 - D1042 - R1041 - R1041 - D1043 - R1043

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'un vote en conseil municipal au titre de la loi de finances locales.

(3) À saisir uniquement dans le cadre d'un suivi des travaux réalisés à l'initiative de l'investisseur personnel simple intervenant pour les travaux réalisés à aménagement (investissement, ZAC...) par ailleurs répertoriés dans le cadre de projets annexés.

(4) En dépenses, la totalité des travaux d'investissement réels est financée par les taxes reçues en affectation. En recette, il est utilisé le cas échéant, l'annulation de la taxe affectée sur un compte municipal.

(5) À saisir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dette contractée au profit d'un service public non personnalisé créée ou qu'il crée.

(6) Saisir les opérations pour compte de tiers figurant au bilan pour le compte de tiers.

(7) Le compte 1028 n'est pas à saisir dans le cadre de la loi de finances locales.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	28 898 875,98		28 898 875,98
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	69 883 398,36		69 883 398,36
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	67 864 534,53		67 864 534,53
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS (3)			
05	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	53 418 426,98		53 418 426,98
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES			
656	D'ELUS (4)			
06	CHARGES FINANCIERES	2 466 501,40		2 466 501,40
57	CHARGES EXCEPTIONNELLES	82 129,31	15 025,00	97 154,31
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX			
68	PROVISIONS		10 567 901,44	10 567 901,44
71	PRODUCTION STOCKEE (OJ DE STOCKAGE) (3)			
Dépenses de fonctionnement - Total		222 613 666,44	10 582 926,44	233 196 592,88

Pour information

D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		8 494,00	8 494,00
16	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)		1 250,00	1 250,00
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non			
16	budgétaire)	13 032 784,36		13 032 784,36
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS	(9)		
	Total des opérations d'équipement:			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)	933 190,15	847,39	934 037,54
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	5 656 637,53		5 656 637,53
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	6 497 889,74	166 299,59	6 664 189,33
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)	(9)		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	4 121 691,50		4 121 691,50
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A			
26	DES PARTICIPATIONS	2 157 568,95		2 157 568,95
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 601 818,00		4 601 818,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES			
29	IMMOBILISATIONS (5)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET			
39	EN-COURS (5)			
45	Total des opérations pour compte de tiers (7)	903 242,32		903 242,32
48	ETALEMENT DE CHARGES		2 256 777,64	2 256 777,64
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
49	DE TIERS (5)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
59	FINANCIERS (5)			
3	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		37 904 822,56	2 433 668,62	40 338 491,17

Pour information

D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1

1 884 927,20

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Peuvent concerner des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors d'opérations « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir détail Annexe V A3).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 trace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il trace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
82

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	277 480,50		277 480,50
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	31 010 149,05		31 010 149,05
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72	PRODUCTION IMMOBILISEE		159 355,94	159 355,94
73	IMPOTS ET TAXES	154 744 997,38		154 744 997,38
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	51 032 898,49		51 032 898,49
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 882 345,04		1 882 345,04
76	PRODUITS FINANCIERS	192 441,22		192 441,22
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	120 426,25	8 494,00	128 920,25
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		1 250,00	1 250,00
79	TRANSFERTS DE CHARGES		2 258 777,64	2 258 777,64
Récettes de fonctionnement - Total		238 260 717,94	2 425 877,58	241 686 595,52

Pour information			
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			36 603 557,08

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1066)	1 992 320,63		1 992 320,63
1066	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	10 948 632,81		10 948 632,81
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECLIF	2 692 455,28		2 692 455,28
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4)		95 500,00	95 500,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1628 non budgétaire)	16 820 597,11		16 820 597,11
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATIONS NEUTRALISATIONS ET REGULARISATIONS		(5)	
19	OPERATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5)		7 791,04	7 791,04
204	SURV FOU PLEMENTS VERSEES	2 500,00		2 500,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)		15 025,00	15 025,00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5)		(5)	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)	15 291,35		15 291,35
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 171 227,27		4 171 227,27
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		9 756 045,91	9 756 045,91
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS			
45	OPERATIONS EN COURS (4)			
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (7)	908 303,89		908 303,89
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4)			
48	ETALEMENT DE CHARGES		716 355,53	716 355,53
69	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (4)			
3	Stocks			
Récettes d'investissement - Total		37 549 326,37	10 690 717,48	48 140 043,85

Pour information			
R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires
 (2) Voir les cas opérations d'ordre
 (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stock liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié
 (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires
 (5) Hors dépenses « opérations d'équipement »
 (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe V A3)
 (7) À noter uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée
 (8) L'opération de rattachement de charges et de produits est effectuée sur le bien rattaché en affectation. En recette, il s'agit, le cas échéant, l'annulation de crédits affectés sur un exercice antérieur.

III Vote du budget

III - NOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEFENSES

III
A1

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR (2-1))	Crédits employés (ou metant à employer) Réels à réaliser au 31/12		Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	55 181 271,08	25 052 289,25	3 566 705,47	26 482 395,22
60226	VETEMENTS DE TRAVAIL				
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DIVERSES AUTRES				
6042	QUE TERRAINS A AMENAGER	3 705 204,00	2 390 157,44	268 138,25	637 488,31
6061	EAU ET ASSAINISSEMENT	1 294 201,00	906 282,75	62 016,88	265 899,37
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	3 167 501,00	2 868 054,06	224 335,66	274 110,28
60613	CHAUFFAGE URBAIN	43 000,00	35 033,23	4 270,09	3 696,58
6062	COMBUSTIBLES	771 160,00	81 833,36	10 229,54	56 087,10
60622	GARBURANTS	1 087 287,00	1 117 420,82	26 394,00	43 577,38
60623	ALIMENTATION	547 902,00	804 857,75	823,49	42 270,76
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT	87 285,00	80 055,21		27 546,79
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	24 601 618,28	1 254 948,85	150 378,70	22 436 682,83
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN	433 266,00	386 437,84	12 351,30	31 244,86
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	2 317 710,00	2 188 443,27	12 112,32	106 158,83
60634	VETEMENTS DE TRAVAIL	617 420,00	605 288,33		4 064,77
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	117 466,00	101 896,33		8 568,67
6065	MULTIMEDIA	33 584,00	30 115,24		3 568,76
6069	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	34 473,00	7 663,18	7 078,30	24 795,52
61	CONTRATS D'INSTALLATIONS DE SERVICES AVEC				
61	DES ENTREPRISES	3 252 576,00	4 560 864,80	19 672,12	502 139,08
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	867 540,00	636 221,72	3 551,72	7 765,55
613209					
6135	LOCATIONS IMMOBILIERES	66 834,00	55 412,30	10 052,46	105,24
6135	LOCATIONS MOBILIERES	312 391,00	260 691,98	9 637,33	10 497,99
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	276 510,00	178 883,29	48 595,00	48 781,74
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	545 120,00	494 248,63	18 291,60	36 518,77
61522	ENTRETIEN REPARATION BAT PUBLICS	665 780,00	470 591,84	95 030,99	134 000,17
6152211					
61522111	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS PUBLICS	16 000,00	3 685,21	6 288,70	5 149,09
615228	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BATIMENTS	36 575,00	995,20	868,70	36 575,30
61523	ENTRETIEN MOBILE	7 000,00	3 202,60		3 797,20
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIE ROULANT	396 441,00	312 240,67	31 202,54	12 957,39
61555	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS				
61555	MOBILIERES	135 913,00	57 268,42	8 785,30	25 894,26
6155	MAINTENANCE	1 259 754,00	1 041 063,71	66 472,57	143 217,39
6161	ASSURANCE MULTIRISQUES	617 121,00	572 797,39		64 940,61
6168	ASSURANCES AUTRES	805,00	900,50		
617	ETUDES ET RECHERCHES	218 007,00	28 566,44	66 713,26	114 551,30
6187	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	80 632,00	84 517,74	1 925,00	12 185,20
6187					
6187	DEPLACEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	195 039,00	158 896,84	22 042,26	13 185,77
6187	FRAIS COLLOQUES ET SEMINAIRES	4 278,00	2 154,39		2 123,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	179 373,00	109 612,69	26 804,14	32 859,77
6225	INDENNITES AU COMPTABLE ET AUX RECEPTEURS	10 500,00			10 500,00
6226	HONORAIRES	207 013,00	164 477,13	25 456,00	113 680,07
6227	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	10 000,00			10 000,00
6228	DIVERS	120 512,00	124 104,85		69 107,35
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	261 540,00	213 286,35		47 253,65
6232	FETES ET CEREMONIES	7 150,00	1 085,00		6 065,00
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	3 100,00	4 535,25		589,77
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	121 088,00	98 975,75		24 112,25
6237	PUBLICATIONS	2 670,00	2 670,00		
6238	DIVERS	560 645,00	432 478,28	55 117,40	75 040,72
6241	TRANSPORT DE BIENS	47 134,00	10 432,40		15 707,50
6241004					
62410041	FRAIS DE TRANSPORT HORS CEE				
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	58 711,00	40 913,50		14 797,10
6248	DIVERS	6 000,00	2 982,02	4 267,18	740,00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	49 245,00	34 237,53		14 951,47
6257	RECEPTIONS	157 445,00	77 780,68		59 654,32
6251	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	269 700,00	231 339,85	36 364,28	1 295,75
6252	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	463 916,80	397 562,36	17 566,18	54 360,25
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	58 779,00	25 706,91	1 521,17	29 459,99
6281	CONCOURS DIVERS (DIVERSITE)	82 475,00	95 388,10		10 489,90
6281	FRAIS DE GARDEIENAGE (GUL SE, TORFT, ROIS				
6287	COMMUNAUX)	65 000,00	54 240,38		758,62
6285	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	338 705,00	427 511,17	47 756,32	58 280,31
6285	REMBOURSEMENT DE FRAIS A LA COLLECTIVITE				
62871	DE RATTACHEMENT	1 000,00	1 000,00		0,27
62873	RESTITUTIONS MRRF GPF	1 949 605,00	1 115 200,36	1 921 840,53	135 288,83
62873	REMBOURSEMENT DE FRAIS A D'AUTRES				
62875	ORGANISMES	17 288,00	65 192,02	53 722,96	34 727,06
6289	AUTRES	16 177,00	5 595,53	1 432,85	2 178,32
62912	TAXES FONCIERES	894 395,00	835 742,57	20 237,03	93 438,40
62913	AUTRES MFCS LOCAUX	2 427,00	830,00		1 422,00
6295	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	8 170,00	4 613,12		3 806,88
6298	AUTRES DROITS	5 260,00	1 215,85		1 040,34
6298	AUTRES DROITS ET TAXES ET VERSÉS ASSIMILÉS				
6298	(AUTRES ORGANISMES)	1 852,00	685,95		1 320,02
632	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	71 347 350,00	60 442 544,84	1 440 253,52	1 464 509,64

II - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap. art(s)	Libellé (L)	Crédits ouverts		Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
		(BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6277	PERSONNEL AFFECTE COMMUNE MEMBRE DU GPP	3 509 621,00	2 161 075,33	1 348 528,32		735
6278	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	717 812,00	610 252,20	11 356,54		96 415,26
6306	COUTS NONS AU COMPTÉ FINANCIER COMPLÉMENT PRINCIPAL PERSONNEL	289 072,00	274 116,81			14 955,19
64111	TITULAIRE NB, SUPPLEMENT FAMILIAL UE TRAITEMENT ET	20 390 025,00	29 156 285,85	42 566,16		1 190 753,97
64112	INDEMNITE DE RESIDENCE	1 725 606,00	1 281 581,85			36 012,35
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON	7 207 052,00	7 770 325,07	10 748,29		0,65
64121	TITULAIRE	8 860 723,00	8 042 877,89			7 750,01
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	1 947,00				1 947,00
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS	85 554,00	72 541,45			14 042,55
6451	CONTRIBUTIONS A L'ASSUR	8 186 361,00	8 117 376,71	18 000,19		68 054,10
6460	CONTRIBUTIONS AUX CASSES DE RETRAITES	5 040 717,00	5 037 116,92			3 600,08
6460	CONTRIBUTIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX PRELEVEMENTS PRELEVES POUR LE COMPTE DU	2 500,00	308,00			2 192,00
647	PMA	156 570,00	127 673,70			7 896,30
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE UNIFORMES DIRECTEMENT	672 016,00	471 471,31			544,69
6475	MEDICINE DU TRAVAIL PHARMACIE	1 451,00	35 088,69	5 432,00		132,01
6479	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	837 121,00	535 210,58			1 510,42
6485	AUTRES CHARGES	110 455,00	74 574,73	1 897,00		33 588,27
614	ATTENUATIONS DE PRODUITS	62 164 206,00	67 106 283,26	756 931,93		239 671,47
7301175	CONTRIBUTIONS DIRECTES CONTRIBUTION AU TITRE DES GREUVE SUR	530 585,00	285 585 15	564 032,00		0,24
730211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	55 719 414,00	65 287 652,76	1 81 331,33		137 429,92
730212	CONTRIBUTION DE SOLIDARITE COMMUNALE REPERCUSSION FONDS DE PERSECUTION	598 000,00	287 049,00			951,00
730223	RESSOURCES COMMUNALES ET INTERCO REVENUS FISCAUX RESTITUTIONS ET	576 205,00	576 205,00			
73028	PRELEVEMENTS DIVERS	70 000,00	85 715,20			1 289,71
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	62 142 757,00	59 281 593,99	15 841,00		8 723 805,02
651	REDEVANCE POUR CONCESSIONS PRELEVEMENTS LICENCES PROCÉDES DROITS ET VALEURS					
651	SIMILAIRE	23 312,00	15 363,18	1 297,00		3 896,81
652	INDÉMNITÉS ELUS	220 845,00	791 545,42			33 229,58
652	FRAIS DE MISSIONS ELUS	31 791,00	1 726,85			18 064,12
6523	CONTRIBUTIONS DE RETRAITE ELUS	50 000,00	45 707,43			10 292,57
653	CONTRIBUTIONS DE SOLIDARITE SOCIALE PARTS					
6534	PATRONAL ELUS	210 050,00	136 040,59			22 959,41
6535	FORMATION ELUS	5 436,00				2 400,00
6535	FRAIS DE REPRESENTATION DU PDT	5 000,00	5 000,00			
6535	CONTRIBUTIONS FONDS FINANCEMENT ALLOCATION					
65372	FIN DE VANGAT	1 151,00	1 150,46			0,52
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	41 504,00	14 996,76			76 507,24
6542	CREANCES ETEINTES	3 736,00	8 090,52			613,16
65544	CONTRIBUTIONS ORGANISMES REGROUPEMENT	15 630 410,00	16 561 575,52	38 676,00		57 928,32
657354	SURCOT SERVICE INDUSTRIEL & COMMERCIAL SURCOT SERVICE DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES	15 630 410,00	12 963 040,00			5 030 000,00
65733	ORGANISMES SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX	15 000,00	7 500,00			7 500,00
6574	ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIV	25 376 845,00	22 781 611,30	123 645,00		2 471 581,37
65888	AUTRES CHARGES GESTION COURANTE	20 135,00	9,40			20 145,90
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES					
(2) (011-012+014+65+66)		256 879 697,06	214 143 421,31	5 921 834,42		38 910 481,35

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

15
A1

Cnapt art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées Restes à réaliser au 31/12	
56	CHARGES FINANCIÈRES (2)	3 620 200,00	3 914 121,71	552 879,66	1 153 688,60
56-11	INTERETS REGLES A L'ECHANGE	2 430 000,00	2 353 352,14		73 607,86
56-12	INTERETS-RATTACHEMENT DES COMPTES INTERETS DES COMPTES COURANTS LIQUIDES		800 464,88	552 379,66	44 075,18
56-15	DEPOTS CREDITEURS	20 000,00	5 700,00		14 300,00
566	PERTES DE CHANGE	200,00	107,74		92,22
5688	CHARGES FINANCIÈRES AUTRES	1 170 000,00	58 376,64		1 011 623,26
57	CHARGES EXCEPTIONNELLES (3)	1 154 810,00	75 521,32	6 677,43	1 072 403,69
57-1	CHARGES EXCEPTIONNELLES POUR INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	855,00	787,74		77,26
57-3	CHARGES EXCEPTIONNELLES SECOURS ET DOTS CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR COURSES ET PRIX	12 656,00	3 961,44		2 695,56
57-14	AUTRES CHARGES EXCEPT SUR OPERATIONS DE OPERATION	2 000,00			2 000,00
57-18	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	10 351,00	2 727,74	6 577,43	1 045,92
573	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	1 021 845,00	89 462,36		1 052 378,34
5730099	TVA	2 410,00	2 126,25		283,75
5748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	10 000,00			10 000,00
578	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	24 481,00	20 430,55		4 000,45
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		283 750 507,00	216 133 561,93	8 480 771,54	38 136 540,64
323	VIREMENT A LA SECTION D'AMORTISSEMENT OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONNEMENTS	1 350 458,00			
343	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 416 746,00	10 582 926,44		1 035 418,56
545	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORÉES ET CORPORELLES	10 353 343,00	9 712 576,93		1 605 058,30
56-1	CHARGES DE FONCTIONNEMENT A REPARTIR DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CORPORELLES	1 651 355,00	45 355,53		1 200 300,47
56-2	CHARGES DE FONCTIONNEMENT A REPARTIR DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CORPORELLES	85 500,00	85 500,00		
56-2	CHARGES FINANCIÈRES A REPARTIR DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELLES DES IMMOBILISATIONS	285 000,00	285 000,00		19,82
5671	EXCEPTIONNELLES DES IMMOBILISATIONS	43 550,00	43 550,98		
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION		23 778 234,00	10 582 826,44		13 195 307,56
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		23 778 234,00	10 582 926,44		13 195 307,66
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		285 628 741,00	226 716 021,34	8 480 771,54	52 331 948,20

1 Pour information

2 D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1

Détail du calcul des ICNE au compte 44 112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
- Différence ICNE N - ICNE N-1	

(1) Désigné par chaque budgetaire opération de confirmation au plan de comptes applicables par la commune au 31/12/2012

(2) Si le montant des ICNE de l'exercice au 31/12/2012 est positif, le montant du compte 44 112 sera positif

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour le régime des provisions dans le budgetaire.

(4) Si le montant du compte 44 112 est positif, le montant du compte 44 112 sera positif

(5) En cas de déficit

(6) Le compte 44 112 est un compte de résultat et non un compte de bilan. Il est donc possible que le montant du compte 44 112 soit négatif.

(7) Chaque défendeur a ses propres modalités de calcul des opérations d'ordre. Les données de ce tableau sont donc susceptibles de varier.

III VOIE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap art1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Frais émis	Produits récoltés	Restes à réaliser au 31/12	
312	ATTENUATIONS DE CHARGES	232 900,00	277 460,50			-44 560,50
6419	REMBOURSEMENTS SUR RENOUVELATION DE :					
	PERSONNEL	25 000,00	76 641,73			-51 641,73
6436	REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE & PREVOYANCE	267 500,00	200 318,77			6 681,23
72	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	31 725 000,00	29 603 990,01	2 106 153,25		214 870,94
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	1 340,00	1 047,27			-2,27
70380	AUTRES REDEVANCES ET REDEVANCES DIVERSES	15 500,00	46 141,89			-30 641,89
704	TRAVAUX	2 112 015,00	1 162 321,91	596 031,80		214 659,69
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	1 321 700,00	1 033 503,03			188 196,97
70613	ABONNEMENT OU RECEVANT POUR ENLEVEMENT DES DECHETS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	110 370,00	108 638,85			-1 731,15
70631	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SPORTIF	674 000,00	635 460,35	14 825,00		337 714,65
70632	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE DE LOISIRS	1 703 300,00	1 450 600,85			252 699,15
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL	110 000,00	351 300,00			-241 300,00
70669	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	5 241 600,00	5 336 523,31			-94 923,31
7078	AUTRES MARCHANDISES	4 014 000,00	3 701 131,67			312 868,33
7092	COMMISSIONS	4 000,00	610,00			3 390,00
709209	COMMISSIONS	17 000,00	11 660,59			5 339,41
7093	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMOBILIERES)	74 450,00	74 325,40			124,60
70941	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX BUDGETS ANNEXES, UNAS ET CASSÉ DES ECOLES	2 425 754,00	1 734 107,27			691 646,73
70945	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL AUX AUTRES ORGANISMES	11 381 800,00	12 303 514,64	482 005,15		-921 719,80
70949	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES BUDGETS ANNEXES	2 862 400,00	2 682 713,17	162 924,34		179 686,83
70972	REST DE FRAIS PAR LES COMMUNES MEMBRES DU GFP	1 669 400,00	872 270,01	744 825,63		79 304,36
70979	REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES MUNICIPALITES	239 730,00	240 516,00			-786,00
70980	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	178 000,00	235 021,58			-57 021,58
73	IMPOTS ET TAXES	54 753 678,00	154 716 774,48	29 222,90		-99 963 096,48
7311	TAXE FONCIERE HABITATION ET CVC	75 972 181,00	76 047 044,00			-74 862,00
73112	COTISATION VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRESES	19 610 515,00	18 618 515,00			992 000,00
73113	TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES	3 425 968,00	3 336 650,00			88 918,00
73114	DE BLOC	1 584 136,00	1 595 120,00			-10 984,00
73118	AUTRES IMPOTS LUCRAUX OU ASSIMILES	1 000 000,00	707 714,00			292 286,00
73211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	1 414,00	2 295,00			-881,00
73221	FONDS FREQUENTATION RESOURCES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	575 294,00	975 294,00			-400 000,00
7328	AUTRES REVERSEMENTS FISCALITE	140 000,00	290 717,70			-150 717,70
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES DECHETS MENAGERES ET ASSIMILES	36 201 937,00	36 245 873,00			-43 936,00
7336	DROITS DE PLACE	10 600,00	1 511,30			9 088,70
7346	TAXE GESTION MILIEU AQUATIQUES ET PREVENTION INONDATIONS	454 000,00	458 500,00			-4 500,00
7362	TAXES DE SECOURS	520 000,00	831 560,31	29 222,90		-311 560,31
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	56 784 810,00	47 752 119,66	3 769 724,83		9 262 965,17
74124	DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	5 497 822,00	5 497 822,00			
74126	DOTATION DE COMPENSATION PCTVA PART ATTRIBUTION DEFENSES	2 488 800,00	21 485 408,00			-18 996 608,00
74	FONCTIONNEMENT	34 000,00	84 240,31			-50 240,31
74768	AUTRES	903 800,00	521 856,30	19 820,41		361 123,69
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	117 350,00	27 150,40	30 000,00		60 199,60
7473	DEPARTEMENTS	388 300,00	388 300,00			
74741	PARTICIPATION COMMUNE MEMBRE DU GFP	197 000,00		197 000,00		
74748	PARTICIPATIONS AUTRES COMMUNES	2 352 307,00	2 352 307,00			
7476	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	3 725 200,00	7 050 325,02	2 912 894,42		-1 317 319,42
748313	DOTATION COMPENSATION RELEVANT TAXE PROFESSIONNELLE	7 518 232,00	7 518 232,00			
74832	ETAT COMPENSATION CONTRIBUTION FEDERALE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT	600 000,00	611 910,00			-11 910,00
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AJUSTEMENTS EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES	25 171,00	25 153,00			18,00
74835	EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION	1 765 427,00	1 788 427,00			-23 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 675 750,00	1 708 147,20	46 157,81		961 444,99

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

II:
A2

Chap art(1)	Localité (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N.1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
752	REVENUS DES MARCHÉS HELVANES VERSEES PAR LES FERMERS ET CONCESSIONNAIRES	457 939,00	1 004 743,50	47 000,00		406 195,49
757	CONCESSIONNAIRES	325 000,00	71 399,43	75 000,00		179 600,57
757009						
758	REDEVANCES ILLUMIERS ET CONCESSIONNAIRES	44 000,00	55 780,95			-11 780,95
7588	AUTRES PRODUITS GESTION COUPANTE	759 611,00	543 450,20			216 160,80
758203						
759	POTS DIVERS GESTION COURANTE	60 200,00	58 780,05	21 197,81		18 222,14
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES(2) = 73+73+74+75+013		240 215 856,00	233 396 548,98	6 601 203,79		1 288 047,53

II. VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES REVENUS

II
A2

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DK+RAR N-1)	Crédits employés (ou rattachés à employer)		Crédits annulés
			1 ^{er} er année	Produits rattachés	
76	PRODUITS FINANCIERS (2)	195 081,00	152 441,22		819,78
765	GAINS DE CHANGE		55,28		55,28
76911	Sur les emprunts remboursés (à capitaliser)	100 000,00	100 000,00		0,00
7696	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	12 500,00	11 515,06		884,94
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (3)	22 587,00	1 0 829,25	17 500,00	97 530,25
7711	PRODUITS EXCER. SUPPLAT DE GESTION DEBTS & PENALITES PERCUES RACHATS AVANTES RECOURREMENT SUR CRANCES ADMISES EN NON VALLÉE		-13 225,00	17 500,00	-25 750,00
7714	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	145,00	506,32		-404,32
7715	MANDATS ANNULÉS (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OUI ATTENTS PAR LA DIRECTION		576,00		-576,00
773	QUADRAN		15 025,00		-15 025,00
775	PRODUITS DES CESSONS D'AMORTISSEMENTS	22 732,00	43 767,72		-21 035,72
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS				
TOTAL DES REVENUS RÉELLES (=a+b+c+d)		240 432 146,00	233 681 414,15	5 969 103,79	1 174 428,06
OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE					
SECTIONS (3/4/5)					
722	AMORTISSEMENTS CORPORAUX	8 493 036,00	2 425 877,58		6 067 158,42
722	AMORTISSEMENTS CORPORAUX	226 530,00	59 355,54		167 174,46
727	QUOTIE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFÉRÉES AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 510,00	8 494,00		16,00
7510	REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT TRANSFÉRÉS UL CHARGES DE GESTION	1 050,00	1 250,00		
751	COURANTE	1 256 776,00	2 226 117,14		9 600 000,28
TOTAL DES REVENUS D'ORDRE		8 493 036,00	2 426 877,58		6 067 160,42
TOTAL DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		248 925 184,00	236 117 491,73	5 969 103,79	1 233 588,48
Pour information					
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		16 605 457,00			

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice
Moins les ICNE de l'exercice N-1
= Différence ICNE N - ICNE N-1

(1) Chapitre (ou) articles budgétaires perçus conformément au plan de comptes budgétaires par la commune de l'année 2017

(2) Gains de change et autres produits financiers liés aux opérations de trésorerie

(3) Produits exceptionnels liés aux opérations de trésorerie, BP, DK, RAR

(4) Code 778

(5) Le compte 7622 pour l'année 2017 est le détail du compte 6622 de la commune de l'exercice précédent appliqué au régime des comptes de l'exercice 2017

(6) Chaque détail est affiché en opérations perçues et en opérations de fonds de l'exercice de l'année précédente et des opérations de l'exercice

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap art(1)	Libellé (1)	Crédite ouverts (RP+DM+RAR M-1)	Mandatés à mi	Reste à réaliser au 31/12	Crédite engagées
20	IMMOBILISATIONS INCORPORÉES (sauf opérations et 204)	2 760 381,38	333 193,18	640 530,62	1 143 258,21
203	FRAIS D'ÉTUDES	925 144,43	194 325,10	400 451,16	347 888,14
2030059	FRAIS D'ÉTUDES	500 000,00	00 790,00	0,00	715 218,17
2032	FRAIS D'INSERTION	90 105,00	21 398,55	319,29	58 285,00
2037	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	954 355,03	542 386,45	742 959,34	69 007,23
2030066	CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES	579,77			576,77
204	SUBV EQUIPEMENTS VERGÉES (sauf opérat ions)	21 856 535,22	5 556 537,53	7 986 575,80	8 213 421,89
204112	SUB EQUIPT ETAT BAT IMENTS INSTALLATIONS	329 229,58	65 500,00	2,00	269 727,98
204132	SUB EQUIPT DEPARTEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS	702 171,60	25 833,00	74 697,89	591 630,67
204141	SUB COMMUNE MÈRE GEP MOBILIER MATERIEL ÉTUDES	569 142,00	4 879,77	43 288,00	510 974,23
204142	SUB COMMUNE MÈRE BATIMENTS ET INSTALLATIONS	5 043 345,59	1 847 720,00	13 909,56	3 181 720,43
2041582	SUB EQUIPT GROUPEMENT COLLECTIVITES BATIMENTS INSTAL	180 125,00	140 000,00	40 125,00	
204171	SUB ETAB PUBL MOBILIER MATERIEL ET INF SUB EQUIPT ETAB PUBL BATIMENTS	25 000,00	25 000,00		
204172	INSTALLATIONS	1 451 182,65	142 552,00	533 607,00	515 379,55
204181	SUB ORGAN SMES PUBLICS MOBILIER MATERIEL ÉTUDES	297 000,00	140 904,00	156 000,00	35,00
204182	SUB ORGAN SMES PUBLICS BATIMENTS INSTALLATIONS	2 152 256,40	1 371 310,40	288 000,00	437 938,00
204183	SUB ORGAN SMES PUBLICS PROJETS INTERET NATIONAL	6 252 310,70		6 290 310,70	
20421	SUB PERS LGCH PAVE MOBILIER MATERIEL ÉTUDES	1 453 861,00	58 250,50	72 522,00	1 253 085,50
20422	SUB LGCH PRIVÉ BATIMENTS INSTALLATIONS	3 331 000,00	1 900 518,86	472 121,71	1 258 258,43
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (sauf opérations)	12 114 303,29	6 497 989,74	2 179 208,95	3 437 204,70
2111	TERRAINS NUS	490 405,00			450 405,00
2129	ALTRÉS AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS	735 043,82	315 834,99	205 553,49	213 055,20
21319	ALTRÉS BATIMENTS PUBLICS	3 758 599,48	2 353 234,60	635 362,89	1 050 001,19
213190099	ALTRÉS BATIMENTS PUBLICS	1 272 157,00	135 797,80	85 239,84	1 050 124,35
2139	ALTRÉS CONSTRUCTIONS	1 174 345,00	1 121 435,10		53 239,90
21380099	ALTRÉS CONSTRUCTIONS	53 719,87	5 200,10	37 513,72	7 000,00
2151	RESEAUX DE VOIRIE	53 000,00			50 000,00
2152	INSTALLATION DE VOIRIE	221 232,64	80 588,69	99 227,00	50 335,35
21520055	INSTALLATION VOIRIE	372 000,00	220 340,33	107 000	33 551,57
2153	RESEAUX CABLES	171 224,40	76 099,72	35 048,73	15,95
21530059	RESEAUX CABLES	19 000,00			19 000,00
2159	AUTRES RESEAUX	250 000,00			250 000,00
2161	MATERIEL ROLLANT AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE ENSE	4 371,00			4 271,00
2168	CIVILE	1 1405,00	10 318,95		1 158,04
21678	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	114 660,00	114 666,73		0,77
2168	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	211 365,25	153 317,41	41 518,05	6 627,79
2162	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	1 610 166,58	819 151,37	752 725,11	56 509,50
2163	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	510 058,07	345 769,75	131 149,44	52 136,54
2164	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	154 978,28	145 547,74	33 341,22	4 692,72
2166	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	871 539,14	756 418,81	91 102,51	24 037,82
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (sauf opérations)	12 793 673,57	4 121 850,50	1 889 950,65	6 997 175,49
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	10 544 563,48	3 028 265,00	898 290,57	6 618 037,11
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	2 249 107,15	1 093 425,70	77 560,12	379 137,37
	Opérations d'équipement (2)				
	Total des dépenses d'équipement	49 519 990,26	17 209 406,92	12 479 585,56	19 931 016,38
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	13 151 355,00	10 002 764,35		1 148 570,64
1641	EMPRUNTS EN EUROS	13 044 470,00	12 808 299,35		1 148 170,64
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	10 670,00	12 570,00		2 400,00
168/8	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	91 215,00	91 915,00		
25	PARTICIPATIONS ET CREDANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	5 019 104,00	2 157 565,85	2 720 030,00	161 529,05

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art/lt	Libellé (°)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
261	TITRES DE PARTICIPATION	3 039 134,03	2 157 568,55	2 720 000,00	161 505,05
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 655 200,00	4 631 819,00		53 382,00
274	PRETS	4 655 200,00	4 631 819,00		53 382,00
Total des dépenses financières		22 845 839,00	19 792 171,31	2 720 000,00	333 487,69
45...	Opé pour compte de tiers n° 131	7 636 598,17	903 242,32	6 213 036,91	523 318,34
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	36 688,45	10 500,00	26 288,45	
454100009	AIDE A LA PIERRE 2009	530 081,00		530 081,00	
454100010	AIDE A LA PIERRE 2010	31 450,92		31 450,92	
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016	1 313 295,20	81 378,70	1 231 916,50	
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017	761 050,83	405 300,43	355 750,40	
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	44 500,00	35 500,00	9 000,00	
454100007	AIDE A LA PIERRE 2007	130 889,58		130 889,58	
454100015	AIDE A LA PIERRE 2015	398 294,09		398 294,09	
454100012	AIDE A LA PIERRE 2012	77 205,32		77 205,32	
454100020	AIDE A LA PIERRE 2020	2 10 416,00		665 728,00	344 688,00
454100013	AIDE A LA PIERRE 2013	42 400,00		42 400,00	
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011	21 220,00	19 040,00	2 180,00	
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018	1 325 517,20	169 324,33	1 156 192,87	
454100006	AIDE A LA PIERRE 2006	7 500,00		7 500,00	
454100005	AMENAGEMENT STATION DORNAGH MULHOUSE	163 088,78	1 581,52	7,00	161 488,26
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019	1 322 520,00	85 850,00	1 236 670,00	
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014	182 728,01	55 200,00	127 528,01	
454100007	ROUTE MARIE LOUISE	30 000,00	5 857,34		4 142,68
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		7 636 598,17	903 242,32	6 213 036,91	523 318,34
TOTAL DEPENSES REELLES		80 002 247,43	37 904 822,56	21 412 602,87	23 554 822,01

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	8 493 036,30	2 425 877,58		8 057 160,42
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	236 750,00	166 058,94		87 150,06
13911	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - ETAT	6 920,00	6 916,20		4,00
13912	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	250,00	241,00		9,00
13913	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - DEPARTEMENTS	1 540,00	1 537,00		3,00
15112	PROVISIONS POUR LIGEE	1 250,00	1 250,00		
2126	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	9 634,00	9 632,95		1,05
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	210 884,30	143 741,98		67 142,02
2152	INSTALLATION DE VOIRIE	6 082,30	6 981,01		0,99
	Charges transférées (6)	8 256 778,00	2 256 777,84		6 000 000,36
4815	SUBVENTIONS POUR EQUIPEMENT DE TIERS	8 256 778,00	2 256 777,84		6 000 000,36
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (7)	4 329 146,00	7 791,04		4 321 354,96
188	REFINANCEMENT DE DETTE	3 630 000,00			3 630 000,00
204411	SUR EQUIP NATURE ORGANISME PUBLIC	227 287,00			227 287,00
204412	SUR EQUIP NATURE PERSONNES DROIT PRIVE	201 659,00			201 659,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	650,00	647,39		2,61
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	292 160,00			292 160,00
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	3 200,00	3 185,33		34,67
2152	INSTALLATION DE VOIRIE	500,00	437,95		2,05
2156	AUTRES INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	815,30	812,45		2,55
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
2187	MATERIEL DE TRANSPORT	2 070,00	2 366,06		3,94
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	406,00	401,86		3,14
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		12 922 184,00	2 433 658,62		10 388 515,38
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE					
[=Total des opérations réelles et d'ordre]		92 824 431,43	40 338 491,17	21 412 602,87	31 073 337,39
Pour information					
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		1 884 927,20			

(1) Détailler les comptes budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué sur la commune ou l'établissement.

(2) Voir état II 93 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes V et VI pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions de l'annexe des opérations d'ordre, Cf 040-411-042.

(5) Les comptes 17, 28, 34, 45 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) D011 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, Cf 041- III 041.

III VOIE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
82

Chap nd(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR-M-1)	Totals émis	Réalis à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT REÇUES	6 454 645,00	2 600 486,26	1 647 153,72	1 514 596,52
1321	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT ET ÉTABLISSEMENTS NATIONAUX	390 181,00	840 772,01	115 452,00	-567 088,01
1322	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONS	1 438 306,00	662 764,26	407 340,00	308 410,74
1323	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS	3 320 737,00	113 050,10	758 028,00	2 218 757,90
13241	SUBVENTION COMMUNE MEMBRE DU GFD	414 175,00	37 040,00	306 616,00	70 520,00
1325	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUX RES ETABLISSEMENTS PUBLICS	1 156,00	2 579,00		-1 424,00
1327	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCT	395 638,00	25 621,88	97 776,12	332 260,00
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	439 200,00	783 647,01	197 300,00	-530 442,01
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	33 305 502,00	16 510 310,00	10 000 000,00	8 159 625,10
1641	EMPRUNTS EN EURO	33 305 502,00	16 595 696,60	10 000 000,00	8 430 930,40
16573	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS		250 250,00		-250 250,00
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	4 000,00	2 530,00	1 500,00	
20422	SUBV DROIT PRIVE BAT INSTAL REMBOURST	4 000,00	2 530,00	1 500,00	
23	AVANCES VERSEES EN COURS		15 291,35		-15 291,35
235	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D IMMOBILISATIONS CORPORELLES		15 291,35		-15 291,35
	Total des recettes d'équipement	39 465 247,00	19 527 163,21	11 816 693,12	8 089 390,07
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10 643 700,81	12 930 853,48		794 830,32
10222	F C T V A	2 680 000,00	1 898 946,58		710 355,32
10231	DONS ET LEGS EN CAPITAL	17 160,00	22 575,00		5 510,00
1063	EXCÉDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	10 546 602,81	10 946 632,81		
133	Autres subv. d'équipement transférées		3 680,51		-3 680,51
165	Dépôts et cautionnements reçus		3 680,51		3 680,51
165	DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS		3 680,51		3 680,51
185	DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS		3 680,51		3 680,51
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4 714 613,00	4 774 227,27	556 159,00	11 099,27
274	PRETS	4 655 200,00	4 770 762,51	552 169,00	-10 750,51
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSEES		1 060,00		-1 060,00
2761	CREANCE SUR DES PARTICULIERS	59 413,00	59 414,76		1,76
2024	PRODUITS DES CESSIONS	346 330,00			
	Total des recettes financières	19 204 144,81	17 113 861,27	556 168,00	1 030 115,54
45	Donc pour compte de tiers (2)	7 081 985,82	908 303,08	5 679 805,59	343 877,34
454200005	AMENAGEMENT STATION DORNACHE-MULHOUËSE	521 300,00		321 300,00	
454200017	AIDE A LA PIERRE 2017	845 529,00		645 529,00	
454200011	AIDE A LA PIERRE 2011	39 005,00		39 635,00	
45420017A	PK1 PRST DEPARTEMENT	40 000,45	5 960,95	34 568,45	-6 055,55
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015	304 486,08	4 790 800	255 535,08	
454200104	PK2 PRST CONSEIL DEPARTEMENTAL	84 000,00	31 500,00	52 500,00	
454200012	AIDE A LA PIERRE 2012	1 405,02		9 409,32	
454200013	AIDE A LA PIERRE 2013	151 267,86		151 267,30	
454200019	AIDE A LA PIERRE 2019	1 320 620,00		1 322 820,00	
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014	352 697,44	59 735,71	325 698,73	
454200010	AIDE A LA PIERRE 2010	351 718,00		361 718,00	
454200005	PRG WITTEVEHEIM	10 000,17		10 000,17	
454200020	AIDE A LA PIERRE 2020	1 210 416,00		865 028,00	344 656,00
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015	1 593 308,00	760 093,72	327 214,28	
454200018	AIDE A LA PIERRE 2018	1 355 900,00		1 156 965,00	
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	7 831 866,82	908 303,08	5 679 805,59	343 877,34
	TOTAL DES RECETTES REELLES	66 601 878,63	37 549 328,37	19 083 666,71	9 868 983,55

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chapit art(1)	Libéré (1)	Crédits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Titres émis	Reste à répartir au 31/12	Crédits annulés
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE	11 355 458,00			
040	SECTIONS (3)/(4)	12 418 748,00	10 582 926,44		1 635 619,55
15112	PROVISIONS PR LITIGES	95 500,00	95 500,00		
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS		15 025,00		-15 025,00
	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE & DE DEVELOPPEMENT AMORTISSEMENTS DES FRAIS				
28051	ETUDES	16 360,00	16 365,60		4,40
28033	FRAIS D'INSERTION	11 540,00	11 036,00		4,90
280411					
1	AMORT SUB ETAT MOB MATERIEL	600,00	600,00		
280411					
2	AMORT SUB ETAT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	42 580,00	41 715,00		1 262,60
280412	AMORT SUB EQUIP MOBILIER MATERIEL ETUDES				
1	VERSEES A LA REGION	123 350,00	123 350,00		
280413	AMORT SUB EQUIP OPT BATIMENTS				
2	INSTALLATIONS	57 410,00	52 600,00		1 510,00
280414	AMORT SUB COMMUNE MEMBRE MOBILIER				
11	MATERIEL ETUDES	98 070,00	15 168,00		82 904,00
280414	AMORT SUB COMMUNE MEMBRE BATIMENTS				
12	INSTALLATIONS	1 598 210,00	1 561 100,00		47 107,00
280414	AMORT SUB AUTRE COMMUNE BATIMENTS				
62	INSTALLATIONS	4 610,00	4 610,00		
280415	AMORT AUTRE GROUPEMENT BATIMENTS				
62	INSTALLATIONS	52 050,00	61 451,00		609,00
280417	AMORT SUB ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX				
1	MOBILIER MAT ET	72 140,00	72 517,00		-477,00
280417	AMORT ETABL PUBLICS LOCAUX BATIMENTS				
2	INSTALLATIONS	681 020,00	648 430,00		32 591,00
280418	AMORT ORGANISMES PUBL MOBILIER MATERIEL				
1	ETUDES	221 630,00	176 574,00		44 956,00
280418	AMORT SUB ORGANISME PUBL BATIMENTS				
2	INSTALLATIONS	2 052 330,00	2 039 945,00		12 385,00
280418	AMORT SUB DRG PUBL INFRASTR INTERERET				
3	NATIONAL	279 480,00			279 480,00
280421	AMORT PERS DROIT PRIVÉ MOBILIER MATERIEL				
	ETUDES	52 700,00	59 699,50		-7 199,50
280421	AMORT PERS DROIT PRIVÉ BATIMENTS				
	INSTALLATIONS	574 580,00	535 800,00		38 777,00
280441	AMORT SUB EQUIP NATURE PUBLIC MOB				
1	MATERIEL ETUDES	31 630,00			31 630,00
280441	AMORT SUB EQUIP NATURE PUBLIC BATIMENTS				
2	INSTALLATIONS	130 420,00	135 415,97		4,00
280442	AMORT SUB EQUIP NATURE PRIVÉ MOB MATERIEL				
1	ETUDES	950,00	896,00		4,00
280442	AMORT SUB EQUIP NATURE PRIVÉ BATIMENTS				
2	INSTALLATIONS	11 650,00	11 641,50		9,00
28051	AMORT CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES	808 050,00	777 215,07		30 844,13
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS				
28132	CORPORELLES IMMEUBLES DE RAFFINERIE	10 160,00	10 175,00		5,00
	AMORTISSEMENT DES IMMOB CORPO INSTA				
	GENERALES AGENC AMENAGEMENTS				
28136	CONSTRUCTIONS	15 180,00	15 178,00		2,00
281561	AMORTISSEMENT MATERIEL ROULANT	2 340,00			3 540,00
	AMORT AUTRE MATERIEL OUTILLAGE INCENDIE ET				
281568	DEFENSE CIVILE	9 700,00	9 405,66		294,34
281571	AMORT MATERIEL ROULANT	15 760,00	15 755,00		7,00
	AMORT AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE				
281578	VOIRIE	64 370,00	61 030,23		3 339,77
	AMORTISSEMENT AUTRES INSTAL TECH MATERIEL				
28168	ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	218 500,00	214 452,42		4 047,58
	AMORT INSTALLATIONS GENERALES				
	AGENCEMENTS AMENAGEMENTS				
281735	CONSTRUCTIONS	35 140,00	30 139,83		0,17
	AMORT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI				
281741	BATIMENTS PUBLICS	57 390,00	57 361,79		8,21
	AMORT CONSTRUCTIONS SUR SOL AUTRUI				
	INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS				
281749	AMENAGTS	650,00	644,66		5,34
	AMORTISSEMENT MATERIEL DE TRANSPORT MIS				
281782	A DISPOSITION	460,00	459,68		1,32
281794	AMORTISSEMENT MOBILIER MIS A DISPOSITION	2 330,00	2 330,00		

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
92

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
281798	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MISES A DISPOSITION		43 530,38		-43 530,38
28181	AMORTISSEMENT INSTALLATIONS GENERALES, ARRENDISSEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	7 120,00	7 128,75		1,75
28182	AMORTISSEMENT MATERIEL DE TRANSPORT	1 357 770,00	1 317 990,84		39 789,16
28183	AMORTISSEMENT MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	358 410,00	358 455,12		3 954,88
28184	AMORTISSEMENT MOBILIER	257 500,00	205 199,89		1 300,17
28185	AMORTISSEMENT DU CHEPTEL	270,00	270,00		
28188	AMORTISSEMENT AUTRES	500 570,00	474 055,55		26 570,45
28232	AMORTISSEMENT IMMOBILES DE RAPPORT RECUS EN AFFECTATION	559 140,00	559 132,00		8,00
28258	AMORTISSEMENT AUTRES INSTALLATIONS REÇUES EN AFFECTATION	10,00	10,00		
28285	AMORTISSEMENT CHEPTEL RECU EN AFFECTATION	500,00	498,73		1,27
28288	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES REÇUES EN AFFECTATION	80,00	76,00		4,00
4815	SUBVENTIONS POUR EQUIPEMENT DE TIERS	1 851 358,00	451 365,63		1 200 000,07
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	265 000,00	265 000,00		
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		23 778 234,00	10 582 926,44		13 195 307,56
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (5)	4 329 145,00	7 791,04		4 321 354,96
156	REFINANCEMENT DE DETTES	3 800 000,00			3 800 000,00
2031	FRAIS D'ETUDES	300 000,00			300 000,00
2033	FRAIS D'INSERTION		7 791,04		-7 791,04
2111	TERRAINS NUS	227 287,00			227 287,00
7118	AUTRES TERRAINS	201 859,00			201 859,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		28 107 380,00	10 590 717,48		17 516 662,52
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)		94 709 358,83	48 140 045,85	19 083 866,71	27 485 646,07

Pour information

R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

(1) Détailler les comptes budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité de l'établissement.

(2) Voir annexes IV A6 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition en chapitre des opérations d'ordre, RI (40) = III - 642.

(4) Les comptes 15, 28, 30, 49 et 50 doivent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune est l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, CI 061 = III - 041.

BUDGET ANNEXE

CHAUFFAGE URBAIN

I - INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

1

- I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
 - au niveau(1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état I B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : [...]
réant

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opérations d'équipement »

III – Les provisions sont (3) budgétaires (délibération du 17/12/2010).

(1) A compléter par « au chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants

- non budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° ... du)

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	8 161 834,09	11 963 758,39	+1 801 924,30
	Section d'investissement	1 858 222,22	2 432 479,10	+1 798 256,88

REPORTS DE L'EXERCICE N-1				
	Report en section d'exploitation (002)		1 433 026,24	
	Report en section d'investissement (001)		753 851,91	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (Régulations + reports)		9 798 056,31	14 590 233,30	+4 792 096,99

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)				
	Section d'exploitation			
	Section d'investissement	216 498,93	943 098,66	
	TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1	216 498,93	943 098,66	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	8 181 834,09	11 386 792,23	+3 204 958,14
	Section d'investissement	1 852 718,15	4 126 437,73	+1 270 719,58
	TOTAL CUMULE	10 014 552,24	15 513 229,96	+5 508 676,72

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION			
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		216 498,93	943 098,66
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		943 098,66
1318	SUBVENTIONS DEQUIPEMENT AUTRES		943 098,66
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1,66	
2031	FRAIS D'ETUDES	1,66	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	215 847,12	
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	178 570,15	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATER	1 978,78	
2153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	31 058,25	
2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	1,66	
2131	BATIMENTS	3 425,28	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	654,15	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	1,66	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	652,49	
[...]	[...] Opérations d'équipement n°		
46...	Opération pour compte de tiers n° - [...] (3)		

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes et si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser au 31/12 de l'exercice correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non reportées telles qu'elles résultent de la comptabilité des engagements et des recettes, des recettes certaines et reportées sur l'exercice N+1 (2011-12) du CCOT.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent et des crédits réservés de la comptabilité des engagements et aux restes à réaliser reportés de l'exercice N-1 (2010-11) de l'exercice précédent (R 231-11) du CCOT.

(3) Le chapitre 46 doit être défini conformément au plan de comptes, sans de recettes qu'en dépenses.

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges attachées Restes à réaliser au 31/12	
01	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	8 116 525,84	4 025 888,24	4 582 834,50	2 437 687,84
02	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	8 511,00	505 840,18	142 214,13	167 055,60
03	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
05	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	51 000,00	218,99		50 781,04
	Total des dépenses de gestion courante	8 962 618,84	4 531 949,36	1 825 148,26	2 625 524,37
06	CHARGES FINANCIÈRES	300 000,00	205 846,33	29 012,78	87 141,22
07	CHARGES EXCEPTIONNELLES	77 000,00	14 301,65		62 698,32
08	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DÉPRECIATIONS (2)				
09	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET ASSIMILÉS (3)				
022	DEPENSES IMPRÉVUES				
	Total des dépenses réelles d'exploitation	9 378 618,84	4 765 293,06	1 854 161,07	2 779 163,91
023	VIREMENT À LA SECTION	1 259 377,00			
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	1 015 200,00	1 552 379,16		82 520,84
043	OPÉRATION ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.43)(5)				
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	2 274 577,00	1 552 379,16		1 307 107,84
	TOTAL	12 234 125,84	6 307 672,22	1 854 161,07	4 072 301,75

Pour information

0002 Déficit d'exploitation reporté de N-1

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachés Restes à réaliser au 31/12	
03	ATTENUATIONS DE CHARGES				
04	VENTES DE PRODUITS				
05	FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISÉS	10 183 110,00	7 086 295,88	1 858 990,63	537 829,61
06	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITÉ (5)				
07	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION				
08	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	40 000,00	42 820,03		2 822,00
	Total des recettes de gestion courante	10 223 110,00	7 829 109,85	1 858 990,63	536 009,61
09	PRODUITS FINANCIERS				
10	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
11	REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS (2)				
	Total des recettes réelles d'exploitation	10 223 110,00	7 829 109,85	1 858 990,63	536 009,61
042	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	378 000,00	275 856,01		302 344,00
043	OPÉRATION ORDRE À L'INTÉRIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.43)(5)				
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	378 000,00	275 856,01		302 344,00
	TOTAL	10 601 110,00	8 104 965,86	1 858 990,63	837 353,61

Pour information

0002 Excédent d'exploitation reporté de N-1

1 430 025,34

(1) Au 31/12, les crédits employés (ou restants à employer) doivent être inscrits au compte expédition.

(2) À la fin de l'exercice, les mandats émis doivent être budgétisés, en ce qui concerne les dépenses des mandats émis, et les dépenses de mandats émis, des dépenses et des valeurs résiduelles de mandats émis.

(3) De l'impôt sur les bénéfices (M. 43).

(4) De l'opération M. 42 (M. 42 - M. 43) et de l'opération M. 43 (M. 43 - M. 42).

(5) De l'opération M. 43 (M. 43 - M. 42) et de l'opération M. 42 (M. 42 - M. 43).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

11

SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 940 395,71		1,66	1 940 397,05
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	771 354,88	120 735,95	215 841,12	434 807,81
	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 455 022,32	124 012,04	654,15	1 334 356,13
	Total des opérations d'amortissement				
	Total des dépenses d'équipement	4 170 776,81	244 747,99	216 496,93	3 709 580,99
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 205 030,00	1 115 848,23		60 151,77
12	COMPTE DE LIAISON, AFFECTATIONS (3)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
26	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières	1 205 030,00	1 115 848,23		60 151,77
4581	Total des op. pour compte de tiers (4)				
	Total des dépenses réelles d'investissement	5 375 775,91	1 360 596,22	216 496,93	3 789 712,76
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	578 000,00	275 650,00		302 344,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	323 000,00			323 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	901 000,00	275 650,00		625 344,00
	TOTAL	6 276 775,91	1 636 222,22	216 496,93	4 424 056,76

Pour information

D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 700 397,00	380 100,00	943 096,66	380 200,34
15	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 155)	645 000,00	500 000,00		145 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des recettes d'équipement	2 345 397,00	880 100,00	943 096,66	525 200,34
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
105	RESERVES (5)				
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS				
18	COMPTE DE LIAISON, AFFECTATIONS (3)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Total des recettes financières				
4582	Total des op. pour compte de tiers (4)				
	Total des recettes réelles d'investissement	2 345 397,00	880 100,00	943 096,66	625 200,34
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (2)	1 230 317,00			
	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (2)	1 615 200,00	1 562 379,16		62 820,84
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (2)	323 000,00			323 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	3 177 517,00	1 562 379,16		1 626 137,84
	TOTAL	5 622 914,00	2 432 479,16	943 096,66	2 190 338,18

Pour information

R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels s'ajoutent les crédits annulés

(2) CC 020 + 01 02 + 01 04 + 02 04 + 03 04 + 04 04 + 05 04 + 06 04 + 07 04 + 08 04 + 09 04 + 10 04 + 11 04 + 12 04

(3) A titre d'équipement, les dépenses pour la mise à disposition d'ouvrages d'investissement effectués par le titulaire, au profit de la collectivité, en totalité ou en partie, sont imputés sur les crédits affectés à cet effet au titre de la loi de finances

(4) Solde positif des opérations effectuées pour compte de tiers affecté au chapitre 4581 (pour le détail Article 62 A7)

(5) Article 105 (réserves) des chapitres 105 et 106 du budget

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

I - MANDATS ENIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

EXPLOITATION		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 708 821,20		5 708 821,20
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	648 054,31		648 054,31
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
50	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)		215 179,00	215 179,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	218,95		218,95
66	CHARGES FINANCIERES	237 858,78		237 858,78
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 501,58		14 501,58
69	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		1 337 201,15	1 337 201,15
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (4)			
77	PRODUCTION STOCKEE (OU DASTORAGE) (3)			
Dépenses d'exploitation - Total		6 809 454,93	1 552 379,15	8 361 834,09
D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1				
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES				8 361 834,09

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		137 038,00	137 038,00
14	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	IMPRIMES ET CETTES ASS MILITAIRES (sauf 1683 non budgétaire)	1 115 848,23		1 115 848,23
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
Total des opérations d'équipement				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	120 705,95		120 705,95
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (6)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	124 012,04		124 012,04
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS			
4581	Opérations cour compte de tiers (7)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		136 518,00	136 518,00
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		1 360 566,22	275 556,00	1 636 222,22
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1				
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				1 636 222,22

(1) Y compris les opérations réalisées au rattachement des budgets et des produits et les opérations d'ordre de rattachement

(2) Voir 1-2) descriptif des comptes

(3) Impact de l'achat et des variations de stocks (sauf stocks de marchandises de l'exercice précédent)

(4) De charge relative aux 011 et 012

(5) Si s'agit d'actifs le régime des provisions est rétroactif

(6) Hors charges et opérations d'ordre permises

(7) Solde de l'actif des opérations pour compte de tiers figure sur 011000 et 011001 et des annales 011002

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

BALANCE GENERALE DU BUDGET

B2

2 - TITRES EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

EXPLOITATION		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
80	VARIATION DE STOCKS		138 610,00	138 610,00
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	9 645 280,39		9 645 280,39
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DES STOCKAGE) (3)			
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (7)			
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 820,00		42 820,00
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		137 638,00	137 638,00
78	CHARGES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes d'exploitation - Total		9 688 100,39	276 656,00	9 963 756,39
R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1				1 433 025,84
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES				11 396 782,23

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FOND DIVERS ET RESERVES (sauf 105)			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	380 100,00		380 100,00
	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS			
14	DECRETOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1698 non budgétaire)	500 000,00		500 000,00
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
24	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
25	PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		1 337 201,15	1 337 201,15
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS (4)			
4532	Opérations pour compte de tiers (6)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		215 178,00	215 178,00
3...	Stocks			
Recettes d'investissement - Total		880 100,00	1 552 379,15	2 432 479,15
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1				750 861,91
AFFECTATION AUX COMPTES 105				
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				3 183 341,07

(1) Y compris les opérations relatives aux affectations des charges et des produits et les soldes des comptes de tiers non rattachés.

(2) Hors des opérations d'ordre.

(3) Forme de stockage des produits de stocks (pour les stocks de tout ordre et de tout type).

(4) Si le soldes des provisions des exercices 2003-2004 (2005-2006).

(5) Hors des stocks et provisions des exercices.

(6) Hors des opérations pour compte de tiers (pour les comptes de tiers de tout ordre et de tout type).

(7) Hors des opérations pour compte de tiers (pour les comptes de tiers de tout ordre et de tout type).

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chiffre voté (1)	Libellé (2)	Crédits ouverts (DP+DP+RAR+K+)	Crédits employés (par rapport à l'employé)			Crédits utilisés
			Mandat émis	Charges rattachées	Restes à valoir au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (3)(3)	3 116 536,84	4 025 886,29	1 012 354,90		2 407 687,64
011	ACHATS STOCKABLES MATIERES PREMIERES ET MATERIELS	500 000,00				500 000,00
01102	PRODUITS D'ENTRETIEN	400,00				400,00
01101	FOURNITURES NON STOCKABLES (EX. J. ENERGIE, ...)	6 166 051,04	5 567 147,15	1 3 223,25		1 219 540,25
01103	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	40 706,00	41 574,26	- 429,36		1 767,89
01104	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 500,00	147,77			1 314,84
01105	CARBUANTS	1 100,00	1 634,14	- 553,34		5 000,00
01105	ALIMENTAIRE ET FOURNITURES	3 000,00	4 1 11			2 861,87
011	SAUS MAINTIENS GENERALE	10 159,00	87 877,15	4 1 072,24		31 650,56
01102	LOCATIONS MOBILIERES	4 210,00	4 132,14			21,86
01101	L'ENTRETIEN MAT. MOBILES	49 674,00	44 402,04	12 269,52		31 124,43
01103	ENTRETIEN MOBILIER	5 000,00	2 476,00			2 524,00
01104	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIE MOBILE	1 475,00	2 504,70	1 120,00		1 665,20
01105	MULTIMEDIA	326 155,00	275 284,29	10 570,97		37 551,30
01102	ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMAINE COMMUNICAT	16 000,00	14 519,59			1 482,42
01103	AUTRES	47 000,00	43 636,57			3 426,23
011	DIVERS	3 000,00	490,00			2 912,00
021	ANNONCES ET INSERTIONS	1 000,00				1 072,00
025	RECEPTIONS	1 000,00	1 253,50			1 164,49
026	FRAIS D'APPANAGEMENT	500,00	357,27	192,80		0 14
027	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	10 000,00	2 237,31	5 250,85		42,84
027	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	5 000,00	350,70			4 580,00
028	CONVOI DIVERS (COTISATION) ALIMENT	273 844,00	273 844,00			500,00
030111	COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	57 500,00	60 387,00	7 143,20		
030112	IMAGES FONCIERES	10 142,00	27 457,00			2 702,00
031	ALIMENTS IMPRIMES, AXES ET VERSTES ASSIMILES (AUTRES ORGANISEES)	5 000,00	1 000,00			3 794,00
042	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	416 110,00	506 842,18	142 214,15		467 666,64
041	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT	416 110,00	506 842,18	142 214,15		467 666,64
042	ATTENUATIONS DE PRODUITS (4)					
05	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	51 300,00	214,93			51 281,04
054	CREANCES ADMISES EN NON VALAUR	50 000,00	214,47			50 750,00
058	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	1 300,00	1,46			0,51
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (04+05+06+07+08)	3 982 416,84	4 551 845,83	1 024 107,31		2 436 634,37
06	CHARGES FINANCIERES (5)(5)	573 080,00	278 846,03	29 012,71		42 141,26
0611	INTERETS NEGATIFS A TITRE CHARGE	573 080,00	254 454,89			42 025,14
06112	INTERETS RATTACHEMENT DES BONS	3 000,00	- 25 618,88	29 012,71		125,08
07	CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)	77 030,10	14 504,88			62 496,22
0711	CHARGES EXCEPTIONNELLES PROVENANT DE MOTIVATIONS ET PENALITES SUR MARCHES	51 100,00				2 000,00
0718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	1 000,00				1 000,00
072	TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	700,00				700,00
078	ALIMENTS CHARGES EXCEPTIONNELLES	24 230,10	14 504,88			9 440,30
08	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIAT (08)(8)					
09	IMPOTS SUR LES BÂTIMENTS ET ANNULES (9)(9)					
022	IMPOTS NON PRELEVES					
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = 04+06+07+08+09	4 555 496,84	4 753 233,00	1 054 120,02		2 700 112,97

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap. 4(11)	Libellé (1)	Crédits ouverts (EP+O/M+RAR N-1)	Grands employés (ou résidents employés)			Crédits annulés
			Ménages de 1 ^{er}	Créances rachetées	Régime à risque au 31/12	
000	INVESTISSEMENT A LA SECTION D'AMORTISSEMENT	2 329 317,00				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENKKE SECTION 03000	2 819 200,00	1 562 373,76			62 676,84
000*	VARIATION DES STOCKS DE MATIÈRES PRELÉVÉES ET Fournitures	215 000,00	215 176,00			77,00
014*	OPERATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE IMMOBILISATIONS INCORPORÉES ET CORPORÉES	1 400 000,00	1 337 004,76			62 995,84
TOTAL DES IMPLÈVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'AMORTISSEMENT		2 944 517,00	1 914 554,52			1 302 749,84
041	OPERATION ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (10)					
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		2 944 517,00	1 914 554,52			1 302 749,84
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		12 234 135,64	6 507 672,22	1 864 161,87		4 072 331,75

Pour information
D 502 DNE (l'exploitation de N-1)

Débit du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice
- Montant des ICNE de l'exercice N-1
= Différence ICNE N - ICNE N-1

(1) Ce libellé est adapté aux données par ordre d'importance de grands comptes validés par le Rge

(2) Le compte 421 est rattaché au 420 ou 423 de 012

(3) Le compte 234 est uniquement ouvert en M-1

(4) Le compte 133 est uniquement ouvert en M-1 et en M-11

(5) Ce montant est à rajouter au total de l'exercice au moment de passer de l'exercice N-1 à l'exercice N-1 (à la fin de l'exercice)

(6) Si le régime appliqué à la fin des provisions d'amortissement, ainsi que pour le calcul des opérations de stocks de marchandises et de fournitures, est différent de celui de l'exercice N-1, il faut rajouter au total de l'exercice N-1 le montant des provisions d'amortissement de l'exercice N-1

(7) Ce chiffre est en M-1 (4)

(8) Cf. 041 pour la répartition opérationnelle de 02 042 = R- DNE

(9) Le compte 6815 pour l'ajustement de la part de capital de 042 est à rajouter aux régimes des provisions budgétaires

(10) Chiffre des 012 et des 013 des 014 et 015 des 016 des 017 des 018 des 019 des 020 des 021 des 022 des 023 des 024 des 025 des 026 des 027 des 028 des 029 des 030 des 031 des 032 des 033 des 034 des 035 des 036 des 037 des 038 des 039 des 040 des 041 des 042 des 043 des 044 des 045 des 046 des 047 des 048 des 049 des 050 des 051 des 052 des 053 des 054 des 055 des 056 des 057 des 058 des 059 des 060 des 061 des 062 des 063 des 064 des 065 des 066 des 067 des 068 des 069 des 070 des 071 des 072 des 073 des 074 des 075 des 076 des 077 des 078 des 079 des 080 des 081 des 082 des 083 des 084 des 085 des 086 des 087 des 088 des 089 des 090 des 091 des 092 des 093 des 094 des 095 des 096 des 097 des 098 des 099 des 100 des 101 des 102 des 103 des 104 des 105 des 106 des 107 des 108 des 109 des 110 des 111 des 112 des 113 des 114 des 115 des 116 des 117 des 118 des 119 des 120 des 121 des 122 des 123 des 124 des 125 des 126 des 127 des 128 des 129 des 130 des 131 des 132 des 133 des 134 des 135 des 136 des 137 des 138 des 139 des 140 des 141 des 142 des 143 des 144 des 145 des 146 des 147 des 148 des 149 des 150 des 151 des 152 des 153 des 154 des 155 des 156 des 157 des 158 des 159 des 160 des 161 des 162 des 163 des 164 des 165 des 166 des 167 des 168 des 169 des 170 des 171 des 172 des 173 des 174 des 175 des 176 des 177 des 178 des 179 des 180 des 181 des 182 des 183 des 184 des 185 des 186 des 187 des 188 des 189 des 190 des 191 des 192 des 193 des 194 des 195 des 196 des 197 des 198 des 199 des 200 des 201 des 202 des 203 des 204 des 205 des 206 des 207 des 208 des 209 des 210 des 211 des 212 des 213 des 214 des 215 des 216 des 217 des 218 des 219 des 220 des 221 des 222 des 223 des 224 des 225 des 226 des 227 des 228 des 229 des 230 des 231 des 232 des 233 des 234 des 235 des 236 des 237 des 238 des 239 des 240 des 241 des 242 des 243 des 244 des 245 des 246 des 247 des 248 des 249 des 250 des 251 des 252 des 253 des 254 des 255 des 256 des 257 des 258 des 259 des 260 des 261 des 262 des 263 des 264 des 265 des 266 des 267 des 268 des 269 des 270 des 271 des 272 des 273 des 274 des 275 des 276 des 277 des 278 des 279 des 280 des 281 des 282 des 283 des 284 des 285 des 286 des 287 des 288 des 289 des 290 des 291 des 292 des 293 des 294 des 295 des 296 des 297 des 298 des 299 des 300 des 301 des 302 des 303 des 304 des 305 des 306 des 307 des 308 des 309 des 310 des 311 des 312 des 313 des 314 des 315 des 316 des 317 des 318 des 319 des 320 des 321 des 322 des 323 des 324 des 325 des 326 des 327 des 328 des 329 des 330 des 331 des 332 des 333 des 334 des 335 des 336 des 337 des 338 des 339 des 340 des 341 des 342 des 343 des 344 des 345 des 346 des 347 des 348 des 349 des 350 des 351 des 352 des 353 des 354 des 355 des 356 des 357 des 358 des 359 des 360 des 361 des 362 des 363 des 364 des 365 des 366 des 367 des 368 des 369 des 370 des 371 des 372 des 373 des 374 des 375 des 376 des 377 des 378 des 379 des 380 des 381 des 382 des 383 des 384 des 385 des 386 des 387 des 388 des 389 des 390 des 391 des 392 des 393 des 394 des 395 des 396 des 397 des 398 des 399 des 400 des 401 des 402 des 403 des 404 des 405 des 406 des 407 des 408 des 409 des 410 des 411 des 412 des 413 des 414 des 415 des 416 des 417 des 418 des 419 des 420 des 421 des 422 des 423 des 424 des 425 des 426 des 427 des 428 des 429 des 430 des 431 des 432 des 433 des 434 des 435 des 436 des 437 des 438 des 439 des 440 des 441 des 442 des 443 des 444 des 445 des 446 des 447 des 448 des 449 des 450 des 451 des 452 des 453 des 454 des 455 des 456 des 457 des 458 des 459 des 460 des 461 des 462 des 463 des 464 des 465 des 466 des 467 des 468 des 469 des 470 des 471 des 472 des 473 des 474 des 475 des 476 des 477 des 478 des 479 des 480 des 481 des 482 des 483 des 484 des 485 des 486 des 487 des 488 des 489 des 490 des 491 des 492 des 493 des 494 des 495 des 496 des 497 des 498 des 499 des 500 des 501 des 502 des 503 des 504 des 505 des 506 des 507 des 508 des 509 des 510 des 511 des 512 des 513 des 514 des 515 des 516 des 517 des 518 des 519 des 520 des 521 des 522 des 523 des 524 des 525 des 526 des 527 des 528 des 529 des 530 des 531 des 532 des 533 des 534 des 535 des 536 des 537 des 538 des 539 des 540 des 541 des 542 des 543 des 544 des 545 des 546 des 547 des 548 des 549 des 550 des 551 des 552 des 553 des 554 des 555 des 556 des 557 des 558 des 559 des 560 des 561 des 562 des 563 des 564 des 565 des 566 des 567 des 568 des 569 des 570 des 571 des 572 des 573 des 574 des 575 des 576 des 577 des 578 des 579 des 580 des 581 des 582 des 583 des 584 des 585 des 586 des 587 des 588 des 589 des 590 des 591 des 592 des 593 des 594 des 595 des 596 des 597 des 598 des 599 des 600 des 601 des 602 des 603 des 604 des 605 des 606 des 607 des 608 des 609 des 610 des 611 des 612 des 613 des 614 des 615 des 616 des 617 des 618 des 619 des 620 des 621 des 622 des 623 des 624 des 625 des 626 des 627 des 628 des 629 des 630 des 631 des 632 des 633 des 634 des 635 des 636 des 637 des 638 des 639 des 640 des 641 des 642 des 643 des 644 des 645 des 646 des 647 des 648 des 649 des 650 des 651 des 652 des 653 des 654 des 655 des 656 des 657 des 658 des 659 des 660 des 661 des 662 des 663 des 664 des 665 des 666 des 667 des 668 des 669 des 670 des 671 des 672 des 673 des 674 des 675 des 676 des 677 des 678 des 679 des 680 des 681 des 682 des 683 des 684 des 685 des 686 des 687 des 688 des 689 des 690 des 691 des 692 des 693 des 694 des 695 des 696 des 697 des 698 des 699 des 700 des 701 des 702 des 703 des 704 des 705 des 706 des 707 des 708 des 709 des 710 des 711 des 712 des 713 des 714 des 715 des 716 des 717 des 718 des 719 des 720 des 721 des 722 des 723 des 724 des 725 des 726 des 727 des 728 des 729 des 730 des 731 des 732 des 733 des 734 des 735 des 736 des 737 des 738 des 739 des 740 des 741 des 742 des 743 des 744 des 745 des 746 des 747 des 748 des 749 des 750 des 751 des 752 des 753 des 754 des 755 des 756 des 757 des 758 des 759 des 760 des 761 des 762 des 763 des 764 des 765 des 766 des 767 des 768 des 769 des 770 des 771 des 772 des 773 des 774 des 775 des 776 des 777 des 778 des 779 des 780 des 781 des 782 des 783 des 784 des 785 des 786 des 787 des 788 des 789 des 790 des 791 des 792 des 793 des 794 des 795 des 796 des 797 des 798 des 799 des 800 des 801 des 802 des 803 des 804 des 805 des 806 des 807 des 808 des 809 des 810 des 811 des 812 des 813 des 814 des 815 des 816 des 817 des 818 des 819 des 820 des 821 des 822 des 823 des 824 des 825 des 826 des 827 des 828 des 829 des 830 des 831 des 832 des 833 des 834 des 835 des 836 des 837 des 838 des 839 des 840 des 841 des 842 des 843 des 844 des 845 des 846 des 847 des 848 des 849 des 850 des 851 des 852 des 853 des 854 des 855 des 856 des 857 des 858 des 859 des 860 des 861 des 862 des 863 des 864 des 865 des 866 des 867 des 868 des 869 des 870 des 871 des 872 des 873 des 874 des 875 des 876 des 877 des 878 des 879 des 880 des 881 des 882 des 883 des 884 des 885 des 886 des 887 des 888 des 889 des 890 des 891 des 892 des 893 des 894 des 895 des 896 des 897 des 898 des 899 des 900 des 901 des 902 des 903 des 904 des 905 des 906 des 907 des 908 des 909 des 910 des 911 des 912 des 913 des 914 des 915 des 916 des 917 des 918 des 919 des 920 des 921 des 922 des 923 des 924 des 925 des 926 des 927 des 928 des 929 des 930 des 931 des 932 des 933 des 934 des 935 des 936 des 937 des 938 des 939 des 940 des 941 des 942 des 943 des 944 des 945 des 946 des 947 des 948 des 949 des 950 des 951 des 952 des 953 des 954 des 955 des 956 des 957 des 958 des 959 des 960 des 961 des 962 des 963 des 964 des 965 des 966 des 967 des 968 des 969 des 970 des 971 des 972 des 973 des 974 des 975 des 976 des 977 des 978 des 979 des 980 des 981 des 982 des 983 des 984 des 985 des 986 des 987 des 988 des 989 des 990 des 991 des 992 des 993 des 994 des 995 des 996 des 997 des 998 des 999 des 1000

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap. art)	Libellé (1)	Charges courantes (BP+DM+RFR N 1)	Sicrès employée (ou résulant à employer)			Sicrès annuels
			Titres émis	Fonds, (1) rattachés	Recettes à valoir par au 31/12	
313	ATTENJATIONS DE CHARGES (2)					
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERV. CES. MARCHANDISES	10 192 110,00	7 784 288,86	1 458 890,61		607 892,61
AC1	VENTES DE PRODUITS FINIS	9 935 000,00	7 504 045,56	1 355 500,68		501 062,65
AC2	LOCATIONS DIVERSES		66 805,00			66 805,00
RU27	REMBOLSEMENTS DE PRIS	198 110,00	194 037,27			5 072,73
T3	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (3)					
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION					
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	40 000,00	42 620,00			2 620,00
757	REMANQUES VENUES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	40 000,00	42 620,00			2 620,00
	TOTAL RECETTES DE GESTION DES SERVICES (B)(313+70+73+74+75)	10 232 110,00	7 829 109,86	1 458 890,61		516 488,61
76	PRODUITS FINANCIERS (4)					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)					
78	RÉPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (6)(4)					
	TOTAL DES RECETTES RELEVÉES = a-b-c+d	10 232 110,00	7 829 109,86	1 458 890,61		516 488,61

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap. 2011)	LIBELLE (1)	Credits ouverts (BP-DV+RAR N-1)	CRÉDITS EMPLOYÉS (ou restant à employer)			CRÉDITS annulés
			Titres émis	Produits recouvrés	Restes à réaliser au 31/12	
043	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION(S)	578 000,00	275 688,00			302 312,00
021	VARIATION DES STOCKS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET Fournitures	425 000,00	139 019,00			285 981,00
027	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D' AFFECTATION ADMINISTRATIVE AU RESULTAT DE L'EXERCICE	143 000,00	137 005,00			5 995,00
047	OPÉRATION D'ORDRE À L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(S)					
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	1 146 000,00	551 712,00			594 288,00
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réalisées et d'ordre)	1 146 000,00	551 712,00	1 853 230,55		627 353,54

Pour l'exercice 2011	
R 002 Excédent d'exécution et reports de N-1	1 435 023,84

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
= Montant des ICNE de l'exercice N-1	
+ Différence ICNE N - ICNE N-1	

- (1) Date de l'opération budgétaire ou de la date d'annulation ou de la date de compensation de la somme.
 (2) Il s'agit de la date de la dernière opération.
 (3) Ce chiffre inclut uniquement le 4^e trimestre N-1.
 (4) S'agit de la date de l'opération budgétaire ou de la date de la dernière opération budgétaire de l'exercice N-1.
 (5) S'agit de la date de l'opération budgétaire ou de la date de la dernière opération budgétaire de l'exercice N-1.
 (6) C'est la différence entre les opérations budgétaires N-1 et N-2.
 (7) Le compte 7622 peut figurer dans le budget de l'exercice N-1 ou N-2 ou dans les deux exercices budgétaires.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap/ art(s)	Libellé (1)	Crédits ouverts (exercice N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	1 940 398,71		1,00	1 940 397,05
2034	FRANCS-TITRES	1 940 398,71		1,00	1 940 397,05
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	771 369,88	170 108,25	2 564,12	474 607,61
2131	BÂTIMENTS	131 207,93	20 715,47	3 425,26	107 077,18
2131	INSTALLATIONS COMPLEXES MULTIFONCTIONNELLES	7 250,70		1,00	7 249,04
2133	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	214 279,00	4 279,00	21 266,25	188 041,75
2134	MATERIEL INDUSTRIEL	404 731,25	43 967,48	173 573,10	132 173,59
2135	ACTIFS IMMATERIELS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	1 078,00		1 078,79	0,22
2136	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	2 000,00	1 729,00		271,00
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (hors opérations)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	1 489 024,32	124 012,04	594,18	1 324 366,18
2312	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIFS	659 040,03	33 150,00	1,00	625 889,10
2314	INSTALLATIONS MATERIELLES ET OUTILLAGE TECHNIQUES (opérations de équipement "C")	829 984,29	90 862,04	593,18	705 461,04
	Total des dépenses d'équipement	4 172 775,91	244 717,99	216 496,50	3 709 560,35
26	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	PROVISIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 205 000,00	1 115 648,23		89 351,77
164	EMPRUNTS EN EURO	1 205 000,00	1 115 648,23		89 351,77
18	COMPTES DE TRANSFERTS AFFECTATIONS				
28	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
200	DEPENSES IMPRÉVUES				
	Total des dépenses financières	1 205 000,00	1 115 648,23		89 351,77
	(Note pour compte de tiers "B") :				
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DES DEPENSES REÇUES	5 375 775,91	1 389 566,22	216 496,50	3 768 712,76

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap. art.	Libelle (1)	Crédits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Montants annés	Reste à verser au 31/12	Crédit annuel (2)
030	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (6)	578 000,00	275 854,00		302 146,00
...	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	140 000,00	187 088,00		5 988,00
11912	PERSONS	390,00	295,00		5,00
11915	DEPARTEMENTS	4 720,00	4 712,00		8,00
11916	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	5 040,00	5 027,00		13,00
11928	AUTRES	132 850,00	126 974,00		5 876,00
	Charges transférées	435 050,00	438 675,00		290 382,00
31	MATIERES PREMIERES	415 000,00	138 614,00		276 386,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (7)	329 000,00			329 000,00
001	FRAIS D'ETUDES	320 000,00			320 000,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	597 000,00	275 854,00		125 744,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		6 276 775,21	1 656 222,22	219 406,39	4 424 086,76

Pour information

D 001 Solde d'exécution acquis reporté de N-1

(1) Liste des chapitres simplifiés par arrêté préfectoral au plan de Berckes, en vigueur

(2) Les crédits ouverts comprennent le crédit ouvert au titre du contrat de souscription pour l'exercice N-1 et les crédits ouverts au 31/12

(3) Voir état FI 01 pour le détail des opérations d'investissement.

(4) Voir annexe 20 A1 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Ordonnance du chapitre des dépenses de fonctionnement, FI 040 + FI 042

(6) Les comptes de 119 sont équilibrés dans le détail des sections par autofinancement antérieur et à l'équilibre global le régime des dépenses d'investissement.

(7) CI 01 et 02 du chapitre des opérations d'ordre, CI 001 + FI 001

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap. art(1)	Ligne(2)	Crédits budgés (901 DM/RAR N°)	Tires à terme	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés(3)
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 738 107,00	360 100,00	943 056,66	360 200,34
1310	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT / AUTRES	1 738 107,00	360 100,00	943 056,66	360 200,34
16	EMPRUNTS ET OPÉRATION ASSIMILÉES (hors 165)	645 000,00	501 000,00		144 000,00
161	EMPRUNTS EN EURO	645 000,00	501 000,00		144 000,00
20	IMMOBILISATIONS MONTÉRIEUSES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des recettes d'équipement	2 383 107,00	861 100,00	943 056,66	504 200,34
10	NOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
165	DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS				
18	COMPTE DE LIASONS / AFFECTATIONS				
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
	Total des recettes financières				
	[1040 pour le compte de tiers n° 101]				
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DES RECETTES REELLES	2 383 107,00	861 100,00	943 056,66	504 200,34

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

Chapre art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (157+101+R4A N-1)	Taxes émises	Restes à résorber au 31/12	Crédits annuels(2)
021	PRELEVEMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	2 229 317,00			
040	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)(5)	2 813 206,00	1 352 373,16		62 822,84
20107	FRAIS D'INSERTION		1 167,00		1 167,00
20111	BÂTIMENTS	402 200,00	268 765,00		13 541,00
20115	INSTALLATIONS GÉNÉRALES, AGENCEMENTS, AMÉNAGEMENTS DE CONSTRUCTIONS	660,00	670,00		6,00
20130	AUTRES CONSTRUCTIONS	134 700,00	173 667,00		7 731,00
20151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPÉCIFIQUES	92 220,00	91 160,00		1 060,00
20153	INSTALLATIONS À CARACTÈRE SPÉCIFIQUE	267 420,00	264 648,00		2 771,00
20154	MATÉRIEL INDUSTRIEL	81 290,00	65 202,00		2 087,00
20171	BÂTIMENTS	3 000,00	2 285,62		4,38
20175	INSTALLATIONS GÉNÉRALES AGENCEMENTS AMÉNAGEMENTS DE CONSTRUCTIONS	24 380,00	24 355,47		4,52
20178	AUTRES CONSTRUCTIONS	75 730,00	25 241,37		6,62
20178	INSTALLATIONS GÉNÉRALES AGENCEMENTS AMÉNAGEMENTS DE CONSTRUCTIONS	340,00	339,00		1,00
20179	INSTALLATIONS À CARACTÈRE SPÉCIFIQUE	81 660,00	81 453,00		1,00
20179	MATÉRIEL INDUSTRIEL	342 070,00	247 026,00		6,00
20180	MATÉRIEL DE TRANSPORT	4 700,00	4 788,00		2,00
20180	MATÉRIEL DE BUREAU ET MATÉRIEL INFORMATIQUE	7 320,00	7 214,98		5,00
20184	MATÉRIEL DE BUREAU ET MODÈLE	280,00	576,00		6,00
20188	AUTRES	60,00	58,12		0,68
37	MATIÈRES PREMIÈRES	275 200,00	275 178,02		22,00
	TOTAL DES PRÉLEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	2 856 517,00	1 569 979,16		1 287 437,84
					0
041	OPÉRATIONS PATRONALES(6)	325 000,00			273 000,00
2007	FRAIS D'ÉTUCES	250 000,00			250 000,00
2008	FRAIS D'INSCRIPTION	28 000,00			28 000,00
					0
	TOTAL DES RECETTES SPÉCIALES	3 177 837,00	1 562 379,16		1 679 137,84
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (TOTAL des recettes réalisées et d'ordre)	5 525 914,00	2 432 479,16	843 076,66	2 150 318,18

Pour information

R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

750 861,31

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article 2010 (reporté de N-1) et les dépenses par ligne.

(2) Les crédits annuels correspondent aux crédits de paiement au cours de l'exercice et les reportés en fin de l'exercice à valoir au 31/12.

(3) Les opérations d'ordre (opérations de transfert) sont indiquées en italique.

(4) Cf. détail des chapitres des opérations d'ordre, CI 242 - RC 042.

(5) Les comptes 15, 2, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, CI 241 - RC 041.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RA R N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		1 348 000,00	1 262 886,23
15 Emprunts et dettes assimilées (A)		1 205 000,00	1 115 848,23
1641 EMPRUNTS EN EURO		1 205 000,00	1 115 848,23
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		143 000,00	137 038,00
13312	REGIONS	390,00	395,00
13313	DEPARTEMENTS	4 720,00	4 712,00
13315	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	5 043,00	5 027,00
13318	AUTRES	132 852,00	126 914,00
020	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 262 886,23	80 377,37		1 333 263,60

(1) Détailler les chiffres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (2)	Credits de l'exercice (DP+BS+DM+RA RN-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		2 899 317,00	1 337 201,16
Ressources propres externes de l'année (a)			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		2 639 317,00	1 337 201,16
28003	FRAIS D'INSERTION		5 157,00
28131	BATIMENTS	400 310,00	349 799,00
28135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	803,00	672,00
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	134 380,00	126 667,00
28151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	92 220,00	91 180,00
28152	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	207 420,00	204 540,00
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	60 230,00	60 392,40
28171	BATIMENTS	9 400,00	9 395,62
281735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DE CONSTRUCTIONS	24 380,00	24 355,47
281738	AUTRES CONSTRUCTIONS	25 250,00	25 041,37
281745	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DE CONSTRUCTIONS	340,00	339,00
281753	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	81 450,00	81 453,00
281754	MATERIEL INDUSTRIEL	342 010,00	342 004,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	4 790,00	4 788,09
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	7 330,00	7 214,99
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	590,00	574,00
28189	AUTRES	60,00	58,32
521	Virement de la section de fonctionnement	1 299 317,00	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Saldo d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R105 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 337 201,16	860 100,00	750 861,81		2 988 163,07

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres II	1 933 253,60
Ressources propres disponibles IV	2 988 163,07
Saldo V+IV+I (3)	+1 534 889,47

(1) Les comptes 15, 16, 26, 27, 28, 29, 59 et 681 sont à décaisser conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 30 sont présentés uniquement à la demande de l'établissement appliqué en regard des prévisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

BUDGET ANNEXE

TRANSPORTS URBAINS

I - INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ,
- au niveau(1) du chapitre pour la section d'investissement
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état I B 3

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : []
néant

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, en ce chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III - Les provisions sont (3) budgétées (délibération du 17/12/2013)

(1) A compléter par « en chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants

- semi-budgétaires (pas d'imputation en recette ou en section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° du)

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	68 101 245,25	71 101 632,11	+3 000 386,86
	Section d'investissement	21 282 597,40	25 718 455,79	+4 435 858,39
		+	+	

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)		388 968,26	
	Report en section d'investissement (001)	3 314 718,71		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		72 299 561,36	97 208 554,16	+3 909 992,28

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation			
	Section d'investissement	7 326 419,48	5 500 000,00	
	TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1	7 326 419,48	5 500 000,00	

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	60 101 246,29	71 491 698,36	+3 390 452,07
	Section d'investissement	32 523 735,07	31 216 455,79	-1 307 279,28
	TOTAL CUMULE	100 624 981,36	102 708 154,15	+2 083 172,79

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION			
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		7 326 419,48	5 500 000,00
18	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES		5 500 000,00
1641	EMPRUNTS EN EUROS		5 500 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	194 821,41	
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	80 033,00	
2061	FRAIS D'ETUDES	114 791,41	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 977 440,54	
2155	MATER. TRANSPORT ET EXPLOITATION	5 447 220,00	
2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET MATER	2 310,80	
2153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	527 911,74	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 184 187,51	
2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 353,10	
2314	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS SUR SO. D'AUTRUI	32 164,59	
238	AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CO	860 000,00	
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILAGE TECHNIQUES	415 887,75	
	[...] Opérations d'équipement n°		
45...	Opération pour compte de tiers n° - [...] (3)		

(1) Indiquer le signe «+» les dépenses non mandatées ou les recettes, et le signe «-» les recettes non mandatées ou dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent au décaissement, aux dépenses engagées non mandatées et non collectées, à la clôture, respectivement de la comptabilité des engagements et de l'exercice, et les restes constatés d'après les données fournies à l'expiration du exercice non mandatées de 2011-11 du CCOT.

(3) Restes à réaliser de la section d'investissement (001) des dépenses, aux dépenses engagées non mandatées de 2011-11 de l'exercice précédent toutes qu'il est resté de la comptabilité des engagements et aux restes constatés d'après les données fournies au 31/12 de l'exercice précédent (P 2011-11 ou CCOT).

(4) Le chapitre 45... inclut les opérations d'équipement au 31/12 de l'exercice précédent et les dépenses.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

ii

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS	7 524 519,00	4 196 507,35	2 977 144,72		350 865,93
012	VOYAGES	600 000,00	303 632,96			16 487,04
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	1 500 000,00	1 47 208,30	491 526,67		351 265,03
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	47 430 965,28	44 197 143,58	2 594 966,81		633 865,89
	Total des dépenses de gestion courante	56 555 484,28	49 424 392,19	6 068 628,20		1 342 483,89
66	CHARGES FINANCIERES	1 042 000,00	1 315 758,71	215 204,37		210 036,82
67	CHARGES EXCEPTONNELLES DOTATIONS AUX PROVISIONS LIABLES DEPRECIATIONS (2)	520 222,00	419 257,42			100 964,58
68	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (3)					
69	DEPENSES IMPREVUES					
	Total des dépenses réelles d'exploitation	59 017 706,28	51 060 408,32	6 283 832,57		1 673 465,29
023	INVESTISSEMENT (4)					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	10 950 000,00	10 757 005,40			192 994,60
043	OPERATION ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)					
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	10 950 000,00	10 757 005,40			192 994,60
	TOTAL	69 967 706,28	61 817 413,72	6 283 832,57		1 866 459,89

Pour information

0002 Déficit d'exploitation reporté de N-1

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES VENTES DE PRODUITS AUXICULAIRES, PRESTATIONS DE					
70	SERVICES MARCHANDISES	8 754 600,00	7 285 750,40	534 075,10		901 754,50
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (5)	37 150 000,00	33 664 708,22	5 135 291,78		-1 050 000,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	14 658 840,00	15 841 218,75			-1 172 378,75
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE Total des recettes de gestion courante	50 563 440,00	46 791 677,37	5 669 366,88		166 071,00
76	PRODUITS FINANCIERS					-2 054 518,15
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS RÉVISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (2)	1 210 000,00	1 337,89			118 662,12
78	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (3)					
	Total des recettes réelles d'exploitation	51 773 440,00	48 129 716,26	5 669 366,88		-1 975 465,88
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	8 550 000,00	8 148 936,12			401 063,88
043	OPERATION ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (uniquement en M.44)(4)					
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	8 550 000,00	8 148 936,12			401 063,88
	TOTAL	60 323 440,00	56 278 652,38	5 669 366,88		-1 574 402,00

Pour information

R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1

385 566,28

(1) Les crédits annulés comprennent, au 31/12, les crédits ouverts à l'exercice N-1 qui n'ont pas été employés.

(2) Si le rattachement à l'exercice des provisions pour dépréciations n'a pas été effectué, les crédits annulés comprennent, au 31/12, les crédits ouverts à l'exercice N-1 qui n'ont pas été employés.

(3) De crédits ouverts par le M. 43.

(4) De crédits ouverts par le M. 44.

(5) De crédits ouverts par le M. 44, M. 45 et M. 46.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

BALANCE GENERALE DU BUDGET

B1

1 - MANDATS ENIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

EXPLOITATION		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
211	CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 173 652,07		7 173 652,07
212	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	583 532,96		583 532,96
214	ATTENUATIONS DE PRODUITS	638 734,97		638 734,97
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	46 797 100,39		46 797 100,39
66	CHARGES FINANCIERES	1 731 953,08		1 731 953,08
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	419 757,42		419 757,42
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		10 757 005,40	10 757 005,40
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (4)			
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DES STOCKAGE) (3)			
Dépenses d'exploitation - Total		57 344 240,89	10 757 005,40	68 101 246,29
D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1:				
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES:				68 101 246,29

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		7 160 415,00	7 160 415,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		172 661,00	172 661,00
14	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1689 non budgétaires)	9 362 793,78		9 362 793,78
18	COMPTE DE LAISON : AFFECTATIONS			
Total des opérations d'équipement				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (6)	149 456,52	10 756,25	160 212,77
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)	727 573,79	9 088,93	745 810,71
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)	2 863 794,02		2 863 794,02
25	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS			
4581	Opérations pour compte de tiers (7)			
497	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		815 860,12	815 860,12
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		13 103 738,10	8 178 858,30	21 282 597,40
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1:				3 914 718,21
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES:				25 187 315,81

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des dépenses engagées et des provisions d'exercice antérieurs.

(2) Voir les notes explicatives ci-dessus.

(3) Ensemble des achats et variations de stocks de matériel, stocks de marchandises et de fournitures.

(4) Ce chapitre n'est pas en V. 40.

(5) Cf. paragraphe explicatif le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors 2122485 = opérations d'équipement.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur les comptes de bilan de l'exercice N-1.

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	J
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - TITRES EMIS (y compris sur les restes à recevoir N-1)

EXPLOITATION		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	7 819 865,56		7 819 865,56
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3)			
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (4)	38 800 000,00		38 800 000,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	15 841 218,75		15 841 218,75
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	489 873,80		489 873,80
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 937,88	7 333 075,00	7 335 012,88
79	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES		875 880,12	875 880,12
Recettes d'exploitation - Total		62 852 895,99	8 148 955,12	71 001 851,11
R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1				389 566,28
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES				71 391 417,39

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDIS DIVERS ET RESERVES (sauf 105)			
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 023 500,00		1 023 500,00
	PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS			
14	DEGROGATOIRES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4)		310 000,00	310 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1588 non budgétaire)	12 650 415,00		12 650 415,00
18	COMPTE DE LIASON AFFECTATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (5)		28 923,18	28 923,18
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (5)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
28	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		8 376 170,53	8 376 170,53
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN COURS (4)			
4582	Opérations pour compte de tiers (6)			
487	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		2 670 855,37	2 670 855,37
0	Stocks			
Recettes d'investissement - Total		13 673 915,00	10 785 928,58	24 459 843,58
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1				
AFFECTATION AUX COMPTES 106				1 245 612,21
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				25 705 456,79

(1) Y compris les opérations réalisées au titre des engagements de dépenses et des produits de l'exercice précédent de la même année budgétaire.

(2) Ventes de stocks opérationnels.

(3) Permet de réajuster les variations de stocks (sauf stocks de manutention) de la période.

(4) S'il s'agit d'opérations budgétaires.

(5) S'il s'agit d'opérations d'ordre.

(6) S'il s'agit des opérations pour compte de tiers (pour un exercice ou plusieurs années N-1).

(7) Calculé en fonction des opérations de la N-1, de la N-2 et de la N-3.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap. art.	Libelle (1)	C.F. (2) (Régul-RAR-N-1)	Grands crédits (3) (y compris le montant à employer)			C.R. (4) arrêté
			Montants crédits	Charges rabattues	Restes à verser 2014	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (200)	7 520 618,33	8 165 237,39	2 331 144,72		584 092,66
012	ACHATS (MATERIEL ET PRESTATIONS DE SERVICES)	3 106,00	3 543,00			4 127,00
013	Fournitures non stockables (eau, énergie, ...)	65 300,00	34 710,00	2 232,74		2 957,00
014	Fournitures d'entretien et de petit équipement	404,56	124,32			775,00
015	Fournitures administratives	1 307,00	240,32	50,30		1 332,00
016	Carburants	1 540,00	10,44	49,50		1 437,00
017	Autres matières et fournitures	20 500,00	1,74			20 504,00
018	Sous-traitance générale	120 721,00	112 651,54	81 280,60		10 565,00
019	Crédit bail mobilier	4 244 200,00	2 199 560,54	2 043 814,35		800,00
020	Crédit bail immobilier	1 65 771,00	918 027,75	127 767,27		
021	Locations immobilières	180,00	100,00			14,00
022	Locations mobilières	11 700,00	12 184,15			40 480,00
023	Redevances pour usages de passage et services divers	540 120,00	121 751,42	632 162,99		10 150,00
024	Charges locales et de copropriété	1 300,00	15,00	1 422,72		
025	Entretien réparation autres matières	1 700,00		450,00		600,00
026	Entretien et réparation matériel mobilier	2 100,00	1 253,90	211,04		527,10
027	Entretien et réparation matériel mobilier	14 150,00	126 432,70	4 275,30		34 599,00
028	Maintenance	23 600,00	31 435,64	55 249,72		4 524,00
029	Autres	1 600,00	1 323,34			741,00
030	Électricité et chauffage	13 900,00	29 422,30	10 221,20		20 400,00
031	Eau	4 100,00	1 122,74			3 427,00
032	Indemnités au comptant et aux régisseurs	304,00	323,90			1,00
033	Honoraires	5 400,00				6 300,00
034	Impôts	2 000,00		36,75		1 663,25
035	Amendes et infractions	4 300,00	417,27			8 527,57
036	Catalogues et imprimés	534,00		76,52		557,25
037	Divers	60 500,00	30 516,51			4 703,40
038	Voyages et déplacements	5 527,00	600,55			5 063,44
039	Missions	2 200,00		370,48		1 829,51
040	Miscellanea	2 411,00	653,56			2 569,34
041	Frais de franchise	2 000,00	240,74	93,00		1 547,00
042	Frais de télécommunication	3 100,00	1 492,47	1 614,09		0,00
043	Services bancaires et assimilés	6 000,00	1 533,00			2 268,26
044	Concours divers (cotisations)	2 200,00	2 234,64			0,00
045	Frais de nettoyage des locaux	3 800,00	1 477,40	4 254,00		923,00
046	Régie, versements de frais	1 700,00				1 700,00
047	Autres	24 000,00	22 132,00			11 684,00
048	Taxes foncières	447 000,00	454 722,00			2 476,00
049	Charges de personnel et frais assimilés	522 000,00	663 632,94			16 427,04
050	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	450 000,00	643 632,94			18 427,04
051	Atténuations de produits (1)	1 200 303,00	147 208,38	49 526,87		367 266,23
052	Reste, non taxé (provision de réserve)	1 500 000,00	47 208,38	49 526,87		367 266,23
053	Autres charges de gestion courante	47 430 315,28	28 147 143,88	2 589 936,81		633 658,87
054	Crédits affectés en numéraire	1 100,00				1 000,00
055	Subvention régionale	17 200,00	18 945,01	25 960,00		500,00
056	Subvention départementale aux communes	600 000,00	47 500,00	47 500,00		300,00
057	Subvention régionale aux communes	459 000,00	351 314,25	634 314,25		75 000,00
058	Subvention régionale aux communes	4 000,00				4 000,00
059	Subvention régionale aux communes	130 500,00	125 332,11	2 421,30		20 500,00
060	Subvention régionale aux communes	290 000,00	124 317,01	115 265,45		80 000,00
061	Subvention régionale aux communes	1 000,00	1 777,01			
062	Subvention régionale aux personnes de différentes	45 726 481,25	49 462 321,14	1 757 462,12		406 728,00
063	Charges diverses de gestion courante	3,00	4,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (011+012+013+014+05)		56 325 434,28	49 129 246,74	8 068 620,20		1 523 463,89
064	Charges financières (1)	1 342 294,00	1 315 254,71	2 1 910,29		216 034,00
065	Intérêts sur prêts et emprunts	1 402 100,00	1 274 579,56			47 000,00
066	Charges financières (1)	60 000,00	410 257,42	215 204,30		169 034,00
067	Autres dépenses (1)	300 000,00	300 000,00			300,00
068	Impôts annulés sur exercices antérieurs	100 000,00	50 000,00			100 000,00
069	Dotations aux provisions et aux différents (1)					
070	Impôts sur les bénéfices et assimilés (1)					
071	Dépenses imprévues (1)					
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (1)		1 902 294,00	1 665 514,11	2 227 124,59		416 034,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap. (N°)	Libellé (1)	Credits ouverts (PP-DIGRAN N-1)	Credits employés (ou devant être employés)			Credits annulés
			Mandatés (2)	Charges relatives	Restes à payer au 31/12	
022	MOUVEMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
047	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSPORT ENTRE SECTIONS (3)	10 235 000,00	10 235 000,00			102 934,00
0617	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS MATRIELLES ET CORPORALLES	3 520 000,00	3 520 000,00			123 819,37
0617	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES DE FRACTIONNEMENT A REPARTIR	7 140 000,00	7 140 000,00			60 154,92
0618	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR MASSES ET CHARGES D'EXPLOITATION	0,00	0,00			
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	10 235 000,00	10 235 000,00			186 908,30
042	OPERATION D'ORDRE DE VARIATION DE LA SECTION D'EXPLOITATION (4)					
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	10 235 000,00	10 235 000,00			186 908,30
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réglées et affectées)	69 967 700,78	61 817 410,72	6 283 832,57		1 866 457,49

Pour l'information

0 002 Budget d'exploitation 2015

Détail du calcul des ICNE au compte 66119/51

Montant des ICNE au 1^{er} janvier

= Montant des ICNE de l'exercice N-1

+ Différence ICNE N - ICNE N-1

(1) CH4 selon le mode de comptabilisation par article ou par ligne (voir le plan de comptes de la commune)

(2) Le compte 621 au niveau de la commune

(3) Le compte 624 au niveau de la commune

(4) Le compte 022 au niveau de la commune

(5) Le montant des ICNE au 1^{er} janvier de l'exercice N est égal au montant de l'article 621 de l'exercice N-1

(6) Le principe appliqué est le régime des dépenses de l'exercice N-1, mais cela pour la détermination des opérations des années de transition et de continuité des dépenses et des autres exercices se passant au cours de l'exercice N-1.

(7) Le compte 66119/51

(8) Le montant des ICNE au 1^{er} janvier de l'exercice N est égal au montant de l'article 621 de l'exercice N-1

(9) Le compte 621 au niveau de la commune

(10) Chaque fois qu'il y a des opérations de passage de l'exercice N-1 à l'exercice N, il faut faire le calcul des ICNE au 1^{er} janvier de l'exercice N

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+D&V+MAR-K-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Libres émis	Produits récoltés	Restes à réaliser au 31/12	
610	ATTENUATIONS DE CHARGES (2)					
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUÉS, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	3 754 600,00	7 238 750,40	334 075,10		934 734,44
706	TRANSPORT DE VOYAGEURS	7 030 000,00	6 450 101,30	147 360,10		907 535,80
706B	SERVICES ACCESSOIRES TRANSPORTS	974 600,00	332 659,14	55 712,00		3 196,59
73	PRODUITS RÉSEAU DE LA RESEAU IFF (3)	37 450 000,00	33 064 706,22	5 138 321,78		-1 053 290,00
73A	VERSEMENT DE TRANSPORT	37 450 000,00	33 064 706,22	5 138 321,78		-1 053 290,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	14 068 840,00	15 641 316,75			-1 572 476,75
7471	SUBVENTION DE L'ETAT	947 000,00	990 757,10			43 757,10
7472	SUBVENTION REGION	1 073 300,00	1 473 200,00			400 000,00
7473	SUBVENTION DEPARTEMENT	341 000,00	408 101,21			67 101,21
7475	SUBVENTION GROUPEMENT COLLECTIF	11 707 540,00	13 869 258,44			2 161 718,44
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	322 200,00	18 734,50	379 400,00		66 874,50
754	REDEVANCES POUR OCCUPATION, BREVETS LICENCES, MARQUES FINALES ET CA.		52 194,50	35 395,00		-16 799,50
755	COMPENSATION LIEE RELEVEMENT SECT. ETRIEMENT TRANSPORT	300 000,00	-2 039,99	345 000,00		45 000,00
756B	PRODUITS GESTION COURANTE AUTRES	2 200,00		3 005,00		805,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (610+70+73+74+75)	60 896 240,00	66 901 346,72	6 048 309,39		-2 054 516,11
65	PRODUITS FINANCIERS (4)					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)	1 21 000,00	1 237,88			1 237,88
7745	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION		2 000,00			2 000,00
77A	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	121 000,00	62,12			12 062,12
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (6)					
	TOTAL DES RECETTES REELLES = 646<K>0	61 017 240,00	66 903 384,60	6 048 309,39		-1 933 435,29

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédit ouvert (BP+31)+RAR (2+1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Totaux (3+4)	Fonction régulière	Restes à réaliser au 31/12	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSPORT ENTRE SECTIONS(S)	8 320 500,00	8 148 238,72			172 261,28
777	EXCÈS PAYÉS DES RIBOURNONS D' INVESTISSEMENT TRANSFÉRÉS AU 31/12/11 ET 1/12/11(2)	7 320 500,00	7 223 070,00			97 429,00
757	TRANSFÈRE DE DIMENSIONS EXCEPTIONNELLES	1 220 000,00	222 852,12			997 147,88
042	OPERATION ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION(1)					
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	8 320 500,00	8 148 238,72			172 261,28
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (3) Total des opérations réalisées et d'ordre(4)		88 537 142,00	66 052 922,72	6 048 839,35		-1 528 862,14

Pour information	
H 042 Excédent d'exploitation reporté de N-1	389 998,29

Déjà du calcul des ICNE au compte 742 :

Montant des ICNE de l'exercice
- Montant des ICNE de l'exercice N-1
= Différence ICNE N - ICNE N-1

(1) Réaliser les divers transferts par ordre de virement en 31/12/11 et comptabiliser de la façon

(2) Les excès payés par art 48

(3) Ce montant se calcule en art 48, art 49 et art 50

(4) Il s'agit de ce que le régime des collectivités locales a versé, sans tenir compte de son dépense de fonctionnement courante et de ses dépenses de fonctionnement des collectivités locales transférées des collectivités locales de la région

(5) Ce montant correspond à la somme des comptes de l'art 48, art 49 et art 50 des comptes administratifs

(6) Ce montant correspond aux opérations d'art 48, art 49 et art 50 des comptes administratifs

(7) Le compte 757 participe à l'art 48 et art 49 de l'art 50 de l'art 50 des comptes administratifs

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

RI

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés(2)
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	1 334 039,37	149 486,93	1 184 552,44	999 724,40
2001	FRAIS D'ÉTUDES	851 070,21	73 011,21	778 059,00	700 215,25
2003	FRAIS D'INSERTION	5 000,00	978,35	4 021,65	4 621,64
2004	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	447 968,16	75 014,36	372 953,80	291 054,55
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	7 300 090,00	727 873,78	6 572 216,22	584 975,88
2103	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	1 248 851,00	1 80 851,00	1 068 000,00	512 107,50
2105	MATERIEL TRANSPORT ET EXPLOITATION	6 051 239,00	547 022,78	5 504 216,22	52 868,38
2106	AVANCES ET ACCOMPES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL INFORMATIQUE	0 285,00	1 470,00	1 185,00	0,00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (hors opérations)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	5 329 154,53	2 861 784,12	2 467 370,41	2 311 823,10
2304	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	101 244,50	11 481,50	89 763,00	113 125,97
2305	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	2 265 483,03	2 844 302,62	415 687,59	1 709 040,13
2308	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 012 426,50	401 274,38	611 152,12	584 716,95
235	AVANCES ET ACCOMPES VERSEES SUR COMMANDES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 285 000,00	2 101 701,62	1 183 298,38	524 210,12
	Opérations d'équipement				
	Total des dépenses d'équipement	15 473 294,00	3 740 934,32	7 326 419,46	4 405 970,22
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
12	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	9 405 000,00	9 362 763,78	42 236,22	42 216,22
1601	EMPRUNTS EN EURO	9 405 000,00	9 362 763,78	42 236,22	42 216,22
18	COMPTE DE TRAJET - AFFECTATIONS				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières	9 405 000,00	9 362 763,78	42 236,22	42 216,22
	Doté pour compte de tiers (14) (1)				
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DES DEPENSES REELIS	24 878 294,00	13 103 738,10	7 326 219,46	4 436 136,44

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap art(1)	Ligne (1)	Crédits ouverts (BP+CM-ROR N-1)	Annulés émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
040	OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (3)	8 500 500,00	8 500 500,12		317 500,88
	Reprises sur autoannulation antérieure (8)	8 500 500,00	8 500 500,12		417 363,98
1008	EXCÉDENTS FONCTIONNEMENT CAPITALISE	7 160 500,00	7 280 415,00		85,20
1391	ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS NATIONAUX	60 100,00	32 895,00		27 205,00
1392	DÉPARTEMENTS	9 840,00	3 330,00		2,00
1393	COMMUNES	10 260,00	10 260,00		8,00
1394	REGIONS COMMUNAUTAIRES ET FONDUS STRUCTURELS	67 570,00	67 455,00		718,20
1395	AUTRES	52 130,00	52 121,00		9,20
4310	CHARGES A ÉVALUER	1 200 000,00	415 260,12		394 739,88
	Charges transférées				
041	OPÉRATIONS PATRIMONIALES (7)	640 000,00	28 323,18		410 026,82
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	10 000,00	10 755,25		43,25
2052	MATERIEL INCORPORÉ	600,00	492,85		50,15
2056	MATERIEL TRANSPORT ET EXPLOITATION	428 400,00	15 217,08		430 482,92
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	8 000 500,00	8 778 368,30		327 340,70
TOTAL DES REPRESES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réalisées et annulées)		21 878 794,00	21 262 597,40	7 326 419,86	5 219 777,14

Pour information

D 001 Solde d'exécution relatif reporté de N-1

3 814 716,21

(1) Décrire les chapitres rattachés au présent document ou non de manière à ne pas les réviser.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels a correspondu le montant des mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état B 03 pour la date des opérations récapitulées.

(4) Voir annuaire MAT pour la date des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. décrets du directeur des opérations budgétaires (D 000 - R 0147).

(6) Les comptes de dépenses figurent dans le détail des dépenses qui autorisent en leur faveur le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. décrets du directeur des opérations budgétaires (D 000 - R 0147).

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

82

Chap. art)	Libelle (1)	Crédite ouverte (BP+D1)+MAR 3.1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédite reportée(2)
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 023 000,00	1 023 000,00		
1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	1 023 000,00	1 023 000,00		
15	EMPRUNTS ET OBLIGATIONS ASSIMILEES (hors 165)	24 134 900,00	13 680 416,00	6 500 000,00	5 973 085,00
1641	EMPRUNTS EN EURO	6 973 000,00	5 500 000,00	5 500 000,00	5 973 000,00
165	AUTRES OBLIGATIONS	17 161 900,00	8 180 416,00		65,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION CUMULATIVE CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURSE				
	Total des recettes d'équipement	25 157 900,00	13 680 416,00	6 500 000,00	5 973 085,00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 245 612,21	1 245 612,21		
1063	COUVERTURE DE BESOIN DE TRAVAIL	1 245 612,21	1 245 612,21		
160	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				
18	COMPTES DE LAISON : AFFECTATIONS				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Total des recettes financières	1 245 612,21	1 245 612,21		
	Opé. pour compte de tiers (34.1)				
	Total des recettes d'opération pour compte de tiers				
	TOTAL DES RECETTES REELLES	26 403 512,21	14 926 028,21	6 500 000,00	6 973 085,00

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	82

Chap. art(1)	Ligne(s)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Troisième Trimestre	Restes à l'Année au 31/12	Crédits annulés(2)
027	PRELEVEMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION				
090	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)(6)	10 950 000,00	10 717 000,00		127 000,00
25017	PROVISIONS POUR ETIQUES	310 000,00	310 000,00		
25031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	33 870,00	33 850,00		1,00
28037	FRAIS D'INSERTION	180,00	180,00		
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	125 240,00	123 526,32		1 713,68
28128	AUTRES TERRAINS	20,00	15,00		5,00
28131	BÂTIMENTS	288 080,00	249 850,00		138 130,00
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	44 010,00	44 000,00		10,00
28145	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	77 260,00	68 362,11		17 007,11
28148	AUTRES CONSTRUCTIONS	8 140,00	8 337,00		3,00
28137	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	8 234 200,00	6 149 100,00		7 148 000,00
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	25 200,00	25 200,00		
28155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	4 400,00	10 700,20		5 300,20
28156	MATERIEL TRANSPORT ET EXPLOITATION	1 475 310,00	1 159 854,85		315 455,15
28157	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	158 200,00	100 812,40		8,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	357 870,00	357 614,10		5,90
28187	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	7 140,00	889,85		474,15
28184	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER	460,00	490,60		9,40
28188	AUTRES	5 440,00	3 438,00		6,00
6815	CHARGES A TITLER	2 160 000,00	2 070 835,37		69 164,63
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		10 950 000,00	10 157 000,40		132 854,60
0					
047	OPERATIONS PATRIMONIALES(6)	440 000,00	28 328,18		410 076,82
2007	FRAIS D'ETUDES	440 000,00	28 328,18		410 076,82
0					
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		11 390 000,00	10 786 328,58		603 071,42
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= TOTAL DES recettes réelles et d'ordre)		11 780 512,21	10 716 400,78	5 900 000,00	6 677 016,42

Pour information

R 001 So de d'exécution prioritaire 80 N-1

(1) Les chiffres des chapitres s'expriment par article, section et sous-section et par ligne.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits annulés au cours de l'exercice des mandats et des restes à valoir au 31/12.

(3) Les articles 01 et 02 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. les annexes au chapitre des opérations courtes, 01 N-1 - 01 N-2.

(5) Les comptes 15 0 0 pour les lignes dans le détail des opérations ont été créés en application de la règle appliquée la règle des deux séries comptables.

(6) Cf. les annexes au chapitre des opérations courtes, 01 N-1 - 01 N-2.

III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

III

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° ... (1)
LIBELLE ..

Art. (2)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice (4)				Pour mémoire Cumul des réalisations (5)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Résultats à réaliser au 31/12	Crédits annulés	
	DEPENSES	7 469 641,64	560 015,83	430 841,82	7 678 994,79	20 239 847,52
	20 Immobilisations incorporelles	744 877,67	16 850,77	19 833,27	185 393,63	722 420,92
	21 Immobilisations corporelles					293 925,08
	22 Immobilisations reçues en affect.					
	23 Immobilisations en cours	2 224 973,97	343 165,04	411 007,75	1 510 601,16	19 014 101,52
	Autres					

RECETTES (réparties) (pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire Cumul des réalisations (5)
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Résultats à réaliser au 31/12	Crédits annulés	
TOTAL RECETTES AFFECTÉES					
12 Subventions d'investissement					
16 Emprunts et dettes assimilées					
20 Immobilisations incorporelles					
21 Immobilisations corporelles					
22 Immobilisations reçues en affectation					
23 Immobilisations en cours					
Autres					

Solde de financement (4)	Pour l'exercice	En cours
Recettes - Dépenses	360 015,83	20 269 847,52

(1) Ouvrir un code d'opération

(2) Détailler les articles du chapitre 24 (3) conformément aux dispositions de l'arrêté de répartition

(3) Réalisations effectuées à l'échelle de l'exercice

(4) Le signe « - » indique

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RA R N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		16 765 500,00	16 896 859,78
18	Emprunts et dettes assimilées (A)	9 405 000,00	9 362 783,78
1841	EMPRUNTS EN EURS	9 405 000,00	9 362 783,78
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		7 360 500,00	7 333 076,00
1089	EXCEDENTS FONCTIONNEMENT CAPITALIS-	7 160 500,00	
13910	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	00 130,00	32 855,00
13913	DEPARTEMENTS	5 940,00	9 038,00
13914	COMMUNES	10 250,00	10 252,00
13917	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	67 570,00	67 455,00
13918	ALTRES	52 130,00	52 121,00
020	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution 0001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
Depenses à couvrir par des ressources propres	16 695 859,78	354 384,00	3 914 718,21	20 964 871,99

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (5)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (RP+RS+DM+RA) (K N ²)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) - a + b		10 930 000,00	10 757 005,40
Ressources propres excédentes de l'année (a)			
Ressources propres initiales de l'année (b) (2)		10 930 000,00	10 757 005,40
15112	PROVISIONS POUR UTILES	310 000,00	310 000,00
20007	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	33 270,00	33 269,00
20023	FRAIS D'INSERTION	120,00	120,00
20006	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES UNIFIÉS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	125 240,00	125 526,32
20120	AUTRES TERRAINS	20,00	19,00
20131	BATIMENTS	288 090,00	246 950,00
20132	AUTRES CONSTRUCTIONS	44 010,00	44 052,00
20143	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONSTRUCTIONS	77 500,00	88 382,11
20148	AUTRES CONSTRUCTIONS	8 840,00	8 837,00
20153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	5 924 290,00	6 149 193,00
20154	MATERIEL INDUSTRIEL	35 200,00	35 200,00
20155	OUTILLAGE INDUSTRIEL	4 420,00	10 792,20
20156	MATERIEL TRANSPORT ET EXPLOITATION	1 475 210,00	1 159 854,85
20157	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	108 850,00	100 012,00
20102	MATERIEL DE TRANSPORT	257 650,00	307 614,10
20163	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	1 140,00	555,85
20164	MATERIEL DE BUREAU ET MODULOR	450,00	450,80
20198	AUTRES	5 440,00	5 435,00
4019	CHARGES A ETALER	2 140 000,00	2 070 835,37
521	Examen de la section de fonctionnement		

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	10 757 005,40	3 023 500,00		1 245 812,21	15 026 117,61

	Montant
Depenses a couvrir par des ressources propres II	20 964 971,99
Ressources propres disponibles IV	15 026 117,61
Solde V=IV-II (3)	-5 938 854,38

(1) - les comptes 15, 16R, 26, 31, 38, 39 et 401 sont à détailler respectivement en six de comptes

(2) - les codes 15, 20 et 29 sont indiqués uniquement si le compte ou l'élément est à l'actif, quel que soit le régime des provisions budgétaires.

(3) - indiquer le signe négatif.

BUDGET ANNEXE

ZAE BANTZENHEIM

I - INFORMATIONS GÉNÉRALES

I

MODALITÉS DE VOTE DU BUDGET

B

POUR MÉMOIRE(1)

- L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature
- au niveau (2) du chapitre pour le service de fonctionnement,
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement
- sans (3) les chapitres «opérations d'équipement» de l'état III B 3
- sans (4) vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des versements d'article à article est la suivante :
néant.

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense «opérations d'équipement».

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article »

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres «opérations d'équipement»

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- aux générales (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)
- budgétaires (déterminant n° du)

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	134 623,81	123 428,88
	Section d'investissement		132 235,81
		+	•
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	38 855,20	
	Report en section d'investissement (001)	1 039 400,50	
TOTAL (réalisations + reports)		1 212 879,51	255 664,47
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement		
	Section d'investissement		
	TOTAL DES RESTES à réaliser à reporter en N+1		
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	173 479,01	123 428,88
	Section d'investissement	1 039 400,50	132 235,81
	TOTAL CUMULE	1 212 879,51	255 664,47

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT			
	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAP TRE

II
42

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à régulariser au 31/12	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	18 800,00	3 388,00			15 412,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES					
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
63	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
020	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS					
	Total des dépenses de gestion courante	18 800,00	3 388,00			15 412,00
66	CHARGES FINANCIERES					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX					
68	PROVISIONS (1)					
022	DEPENSES IMPREVUES					
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	18 800,00	3 388,00			15 412,00
	VERSEMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
023	(2)					
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE					
042	SECTIONS (2)	1 079 460,00	131 235,01			948 224,99
	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA					
043	S.FONCT (2)					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	1 079 460,00	131 235,01			948 224,99
	TOTAL	1 098 260,00	134 623,01			963 636,99
Pour information						
0002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1 (3)		38 855,20				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Temps émis	Prod. rattachées	Restes à régulariser au 31/12	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET					
71	VENTES DIVERSES	130 075,20	120 218,00			9 857,20
73	IMPOTS ET TAXES					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET					
74	PARTICIPATIONS	13 078,00				13 078,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		0,14			-0,14
	Total des recettes de gestion courante	143 153,20	120 218,14			12 835,06
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		3 212,52			3 212,52
	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET					
78	PROVISIONS (1)					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	143 153,20	123 430,66			16 047,58
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE					
042	SECTIONS (2)	973 660,00				973 660,00
	OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA					
043	S.FONCT (2)					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	973 660,00				973 660,00
	TOTAL	1 117 116,20	123 430,66			1 013 506,54
Pour information						
R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1 (3)						

(1) Si la commune ne dispose d'un fonctionnement approuvé le régime des comptes 5000 - budgétaire

(2) 01 = 02 + 10 021 - 01 040 - RP 042 - R1700 - TF 043 - 01 041 - 10 041 - 01 043 - RP 043

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'un vote en conseil municipal de leur montant initial

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

II
A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	105 800,00			105 800,00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des dépenses d'équipement	105 800,00			105 800,00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
10	COMPTE DE LIAISON - AFFECTATIONS (5)				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS				
27	ALTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières				
45	Total des opé pour compte de tiers (6)				
	Total des dépenses réelles d'investissement	105 800,00			105 800,00
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE				
040	SPECIENS (1)	973 660,00			973 660,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)				
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	973 660,00			973 660,00
	TOTAL	1 079 460,00			1 079 460,00
Pour information					
0005 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 (2)		1 039 400,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	STOCKS (3)				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT - REGLES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 166)	1 039 400,50			1 039 400,50
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (4)				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des recettes d'équipement	1 039 400,50			1 039 400,50
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)				
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (7)				
138	Autres subv d'investissement non transférées				
163	Dépôts et cautions/rémises reçues		1 000,00		-1 000,00
18	COMPTE DE LIAISON - AFFECTATIONS				
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES				
26	PARTICIPATIONS				
27	ALTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
024	PRODUITS DES CESSIENS				
	Total des recettes financières		1 000,00		-1 000,00
45	Total des opé pour compte de tiers (8)				
	Total des recettes réelles d'investissement	1 039 400,50	1 000,00		1 038 400,50
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (1)				
	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE				
040	SPECIENS (1)	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (1)				
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
	TOTAL	2 118 860,50	132 235,81		1 986 624,69
Pour information					
R005 Solde d'exécution positif reporté de N-1 (2)					

(1) DF 040 = RI 021 ; DF 040 = RF 042 ; RI 040 = UF 042 ; DF 041 = RI 041 ; DF 041 = RF 043

(2) Les crédits de report de l'exercice précédent à l'exercice de l'exercice de l'exercice (l'exercice de l'exercice)

(3) A savoir uniquement dans le cadre d'un achat de stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations de change dans l'investissement ZAC (voir les annexes relatives dans le cadre de budgets d'investissement)

(4) Les dépenses, le caractère de recettes des subv d'investissement rattachées aux tiers reçus en affectation. En contrepartie, le cas échéant, l'annulation de la recette affectée au lieu d'investissement

(5) A savoir uniquement lorsque la commune ou l'établissement a financé une opération initiale en espèces au profit d'un service public non destiné au profit de l'Etat

(6) Situés à l'extérieur des opérations pour compte de tiers figurés sur les états de l'exercice (voir le détail Annexe V.A.9)

(7) Le compte 1038 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 388,00		3 388,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS (3)			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES			
656	D'ELUS (4)			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX			
68	PROVISIONS			
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DETOCKAGE) (3)		131 235,81	131 235,81
Dépenses de fonctionnement - Total		3 388,00	131 235,81	134 623,81

Pour information

0002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			38 855,20
--	--	--	------------------

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1668 non			
16	budgétaire)			
18	COMPTE DE LIAISON - AFFECTATIONS	(9)		
	Total des opérations d'équipement			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)	(9)		
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)			
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A			
26	DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES			
29	IMMOBILISATIONS (6)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET			
39	EN-COURS (5)			
45	Total des opérations pour compte de tiers (7)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
49	DE TIERS (5)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
59	FINANCIERS (5)			
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total				

Pour information

0001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			1 039 400,50
--	--	--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants

(5) 5^e la commune ou l'établissement applique le régime des dépenses budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement »

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9)

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement affecte la totalité initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée

(9) En dépenses, le chapitre 22 révoque les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retracer, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
62

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
03	ATTENUATIONS DE CHARGES			
	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET			
70	VENTES DIVERSES	120 218,00		120 218,00
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72	PRODUCTION IMMOBILISEE			
73	IMPOTS ET TAXES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,14		0,14
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 212,52		3 212,52
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes de fonctionnement - Total		123 429,66		123 429,66

Pour information

R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)			
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaires)	1 000,00		1 000,00
16	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS	0,00		0,00
	DIFFERENCES SUR REALISATIONS			
19	D'IMMOBILISATIONS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(5)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (5)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (5)	0,00	0,00	0,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (5)			
	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A			
26	DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES			
29	IMMOBILISATIONS (4)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS			
30	ET EN-COURS (4)			
45	Opérations pour compte de tiers (7)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
49	DE TIERS (4)			
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES			
59	FINANCIERS (4)			
30	Stocks		131 235,81	131 235,81
Recettes d'investissement - Total		1 000,00	131 235,81	132 235,81

Pour information

R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors dépenses à opérations d'équipement.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure au bilan (voir le détail Annexe N° 48).

(7) A savoir uniquement relative à commune ou l'établissement affectant une cotisation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé ou liste au quinqué.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retracer les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retracer, le cas échéant, l'annulation de tels travaux affectés sur un exercice antérieur.

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

II
A1

Chap. art(*)	Libelle (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N.1)	Crédits employés (ou restes à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
071	CHARGES A CARACTERE GENERAL	15 800,00	3 328,00			15 472,00
605	ACHAT DE MATERIEL EQUIPEMENT ET TRAVAUX	15 000,00				15 000,00
R3512	TAXES FONCIERES	3 800,00	3 388,00			4 12,00
TOTAL-DEPENSES DE GESTION DES SERVICES						
(6) - [011+0*2+014+031656]		15 800,00	3 353,00			15 412,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

II
A1

Chapit er(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP-D&+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées ; Restes à régler ou 31/12	
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a-b+c+d+e		18 800,00	3 180,00		15 412,00
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (415)(6)	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
71355	VARIATION DES STOCKS DE TERREAINS AMENACES	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION		1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		1 098 260,00	134 623,81		963 636,19
Pour information 0002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		98 855,20			

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice Moins des ICNE de l'exercice N-1 = Différence ICNE N - ICNE N-1	
--	--

- (1) Un(2) est les crédits budgétaires par ordre conformément au plan de compte appliqué par la commune ou l'établissement.
 (2) Le total des mandats des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1. Il correspond au compte 66112 et 66113.
 (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions d'exercice 66113.
 (4) Cf. définition du régime des opérations d'ordre, CF 012 - F1010.
 (5) Dont 5/10 et 5/10.
 (6) Le compte 66113 peut figurer comme détail de l'exercice N-1 commun ou l'établissement applique le régime des provisions d'exercice.
 (7) Chapitre d'ordre à retrancher des dépenses, car il est affecté à des opérations de stocks du 001 à 019999 et un éventuel report de l'exercice N-1.

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap/ art(1)	Libelle (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)		Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés Restes à réaliser au 31/12	
	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET				
70	VENTES DIVERSES	150 075,23	120 216,00		29 859,23
7015	VENTES DE TERRAINS AMENAGES	150 075,23	120 216,00		29 859,23
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	13 376,00			13 376,00
	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				
7473	DEPARTEMENTS	13 376,00			13 376,00
75	AUTRES PRODUITS DE GLE* COURANTE		0,14		-0,14
7520	AUTRES PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE		0,14		-0,14
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES				
	SERVICES(2) - 70+73+74+75-013	163 451,23	120 216,14		43 235,09

III - VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
A2

Cnpp art(1)	Libelle (1)	Crédits ouverts		Crédits employés (ou résant à employer)		Crédits annulés
		(S+D)(M+RAR N-1)	Tierce émis	Produits ramachés	Recettes à réaliser au 31/12	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (2)			3 212,52		3 212,52
7710	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION			3 212,52		3 212,52
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		163 455,20		129 428,66		40 026,54
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (3)(4)(5)	973 660,00				973 660,00
7-355	VARIATION DES STOCKS DE TERRAINS AMENAGES	973 660,00				973 660,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		973 660,00				973 660,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		1 137 115,20		129 428,66		1 013 686,54
Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

Détail du détail des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

- (1) Détailler les flux des opérations de nature courante au plan de comptes 6090.00 par nature de l'exercice.
 (2) Si le caractère de l'élément est inscrit au régime des produits extra budgétaires.
 (3) Si l'élément est inscrit au régime des opérations d'ordre, RF 02 = 2-040.
 (4) Dont 770.
 (5) Le compte 7715 est inscrit dans la liste de comptes 027 à la colonne du détail au moment que le régime des produits budgétaires.
 (6) Ce détail est destiné à retracer les opérations effectuées par les services de gestion de l'assiette fiscale à la fin de l'exercice par l'art. 24.

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
21	INVESTISSEMENTS CORPORAUX (sauf opérations)	105 800,00			105 800,00
21572	AUTRE MATÉRIEL ET O. TILLAGE DE VOIRIE	105 800,00			105 800,00
	Opérations d'équipement n°... (2)				
	Total des dépenses d'équipement	105 800,00			105 800,00
	Total des dépenses financières				
15	Opé pour compte de tiers n° (3)				
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers				
	TOTAL DEPENSES REELLES	105 800,00			105 800,00

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

III
21

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Mandats émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
013	OPÉRATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	973 660,00			573 660,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	973 660,00			573 660,00
3555	TERRAINS AMÉNAGÉS	973 660,00			573 660,00
	Charges transférées (6)				
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		973 660,00			573 660,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 079 460,00			1 079 460,00
Pour information					
D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		1 039 400,50			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état II B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes V A5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. instructions du chapitre d'opérations d'ordre, Di 040 - R1 042

(5) Les comptes 15, 20, 23, 45 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 ou à côté de lui, conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(6) Dn 122

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, Di 041 - R1 041

III - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap. art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N+1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
16	EMPRUNTS ET OBLIGATIONS ASSIMILEES	1 039 400,50			1 039 400,50
1611	EMPRUNTS EN EUROS	1 039 400,50			1 039 400,50
Total des recettes d'équipement		1 039 400,50			1 039 400,50
138	Autres subv. d'investissement transférées				
165	Dépôts et cautionnements reçus		1 000,00		-1 000,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS		1 000,00		-1 000,00
Total des recettes financières			1 000,00		-1 000,00
45	Opé. pour compte de tiers 1° (2)				
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers					
TOTAL DES RECETTES REELLES		1 039 400,50	1 000,00		1 038 400,50

II - VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

III
 82

Chapf 24(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Reste à réaliser au 31/12	Crédits annulés
040	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (3)(4)	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
3555	TERRAINS AMENAGES	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	1 079 460,00	131 235,81		948 224,19
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes régies et d'ordre)	2 118 860,50	132 235,81		1 996 624,69

Pour information

R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes approuvé par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A8 pour le détail des opérations de leur compte de bilan.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre R:040 = CF CA2.

(4) Les comptes 15, 23, 35, 40 et 54 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 et la commune ou l'établissement approuvé le registre des prévisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, OI 041 = R: 041.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A8.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. 11)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RA R N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B			
	16 Emprunts et dettes assimilées (A)		
	Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		
022	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution 0001 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres			1 039 400,50	1 039 400,50

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES		A5.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DN+RAR N-1)	Realisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) - a + b			
	Ressources propres extérieures de l'exercice (a)		
	Ressources propres internes de l'exercice (b) (2)		
624	Produits de cession		
627	Vente de la section de l'associé mineur		

	Opérations de l'exercice N	Restes à réaliser en recettes sur N-1	Solde d'exécution PCDF de l'exercice précédent	Affectation R1056 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles					

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres II	1 059 400,50
Ressources propres disponibles IV	
Solde (V-IV-1) (3)	-1 059 400,50

(1) Les articles 15, 50, 26, 27, 28, 29, 30, 40, 41, 42 et 52 sont à date en combinant au total de 2010es.
(2) Les articles 15, 25, 28, 49 et 52 sont présentés en dollars à la colonne du Total National, et dans le cadre des positions budgétaires.
(3) Le solde est à date de 2010es.

IV ANNEXES BUDGET

GENERAL

A) Éléments du bilan

COMPTES	DÉPENSES					REVENUS					TOTAL
	1. SERVICES ADMINISTRATIFS	2. SERVICES PUBLICS	3. SERVICES D'ÉLECTRICITÉ	4. SERVICES D'ÉDUCATION	5. SERVICES D'ÉCARTS	6. REVENUS D'ÉLECTRICITÉ	7. REVENUS D'ÉDUCATION	8. REVENUS D'ÉCARTS	9. REVENUS D'ÉQUIPEMENT	10. REVENUS D'ÉQUIPEMENT	
Expenses - Total	15 022 029,76	3 501 940,46	4 155 912,29	2 240 941,58	1 305 282,58	679 987,57	1 644 760,76	1 056 790,58	4 687 729,77	22 785 740,75	
- Eau potables	128 783,10	3 456 202,46	2 127 000,10	3 484,58	1 009 983,58	585 650,57	38 224,56	2 665 991,49	629 787,55	1 587 777,10	
- Équipements - (en moins pour l'actif net)	13 023 714,26	46 020,30	2 062 837,58	1 237 285,00		18 812,04	829 180,59	422 816,68	1 142 310,27	5 882 037,63	
- Opérations financières	7 072 665,50						528 263,40	1 002 441,36	2 712 356,80	22 787 410,07	
Expenses d'impr.	1 654 927,70									2 403 650,06	
Spéc. des dépenses non classées	17 467 528,26	3 501 940,46	2 156 679,48	1 248 226,58	1 305 282,58	802 037,57	1 644 760,76	1 166 236,30	4 687 729,77	47 271 416,37	
Total dépenses	40 332 911,57	- 15 091,00	297 703,48	294 494,00		274 230,00	918 112,89	5 300 399,37	683 620,06	48 160 042,85	
Total recettes	22 056 341,26	- 3 066 437,48	- 3 029 183,41	- 1 248 744,33	- 1 413 367,98	- 378 757,57	732 654,67	1 726 687,61	- 4 112 889,48	5 516 627,88	

RECAPITULATIONS (en Francs) - Résumé (voir page 1)

RESTES À RECRUSER EN FIN D'ANNÉE

Total RAR dépenses	132 728,17	3 350 151,46	617 003,92	26 318,68	764 196,74	770 962,20	1 244 427,70	1 838 110,38	7 308 020,07	21 412 682,87
Total RAR recettes	10 000 000,00		1 253 328,12				6 819 805,59	384 411,00	479 000,00	13 037 065,11
Soit RAR insuffisamment	2 007 207,83	- 3 350 151,46	1 663 325,20	- 26 318,68	- 764 196,74	- 179 662,80	- 404 622,11	- 1 453 701,38	- 2 829 020,07	- 2 376 017,76

RECAPITULATIONS (en Francs) - Résumé (voir page 1)

RESTES À RÉVALUER EN FIN D'ANNÉE

Total dépenses	77 731 388,44	54 876 213,28	27 827 020,93	2 174 479,33	17 400 330,17	11 493 206,79	206 767,33	16 101 740,85	5 208 484,04	227 796 752,88
Total recettes	211 229 250,06	22 884 006,77	16 300,00	3 108 553	4 066 649,00	6 776 643,25	631 151,67	3 763 826,74	1 430 265,11	378 260 152,00
Soit de surdimensionnement	133 497 861,62	- 20 892 134,51	46 778 394,31	- 2 171 670,38	- 12 333 531,77	- 8 631 726,56	324 379,34	- 42 368 117,76	- 3 678 010,73	25 063 169,79

RECAPITULATIONS (en Francs) - Résumé (voir page 1)

RESTES À REVALUER EN FIN D'ANNÉE

Total RAR dépenses										
Total RAR recettes										
Soit RAR fonctionnant										

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Les dépenses de fonctionnement sont classées par nature et par destination. Les dépenses de fonctionnement sont classées par nature et par destination. Les dépenses de fonctionnement sont classées par nature et par destination.

NO	LINE	DESCRIPTION	AMOUNT	TAX	NET AMOUNT	DATE	STATUS	REMARKS	RECEIVED	PAID	TOTAL
----	------	-------------	--------	-----	------------	------	--------	---------	----------	------	-------

CONTRIBUTOR											
DEBIT											
NO	LINE	DESCRIPTION	AMOUNT	TAX	NET AMOUNT	DATE	STATUS	REMARKS	RECEIVED	PAID	TOTAL
1	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						1000.00
2	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						2000.00
3	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						3000.00
4	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						4000.00
5	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						5000.00
6	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						6000.00
7	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						7000.00
8	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						8000.00
9	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						9000.00
10	1000	CONTRIBUTOR	1000.00		1000.00						10000.00

MEMBER											
NO	LINE	DESCRIPTION	AMOUNT	TAX	NET AMOUNT	DATE	STATUS	REMARKS	RECEIVED	PAID	TOTAL
11	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						1000.00
12	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						2000.00
13	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						3000.00
14	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						4000.00
15	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						5000.00
16	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						6000.00
17	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						7000.00
18	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						8000.00
19	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						9000.00
20	1000	MEMBER	1000.00		1000.00						10000.00

TOTAL											
NO	LINE	DESCRIPTION	AMOUNT	TAX	NET AMOUNT	DATE	STATUS	REMARKS	RECEIVED	PAID	TOTAL
21	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						10000.00
22	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						20000.00
23	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						30000.00
24	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						40000.00
25	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						50000.00
26	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						60000.00
27	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						70000.00
28	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						80000.00
29	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						90000.00
30	1000	TOTAL	10000.00		10000.00						100000.00

N. CHIFFRE		A	
ELEMENTS D. CLASSE			
PRESENTATION GLOBALE DES FONCTIONS		4.1.1	

TABLEAU 1 - SERVICES SECTORIELS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

CL	LIBRE	01 OPERATIONS	02 ADAPTATION	03 JUSTICE	04 RELATIONS	Total
		COMPTES	CHARGES		INSTRUMENTALES	
		71 231 126,44	54 257 256,29		18 428 300	143 916 683,13
Regulés		71 231 126,44	54 257 256,29		18 428 300	143 916 683,13
011	CHARGES A TITRE GÉNÉRAL		4 911 700,00		0,00	4 911 700,00
0110	CHARGES DE PRESTATION DE SERVICES		176 450,00			176 450,00
01101	MAINTIEN DES BÂTIMENTS		6 101,14			6 101,14
01102	CHARGES D'ÉLECTRICITÉ		112 896,74			112 896,74
01103	PLUMBERIE		4 236,92			4 236,92
01104	BUREAUX FOURNIS NON STOCKÉS		68 888,74			68 888,74
01105	POLYGRAPHIE		218 790,77			218 790,77
01106	POLYGRAPHES DE PETIT ÉQUIPEMENT		1 818 830,57			1 818 830,57
01107	INTERNET		596 011,45			596 011,45
01108	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		46 179,93			46 179,93
01109	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		518 418,37			518 418,37
01110	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		517 806,31			517 806,31
01111	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		43 094,74			43 094,74
01112	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		200 524,37			200 524,37
01113	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		208 520,31			208 520,31
01114	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		408 324,41			408 324,41
01115	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		52 088,77			52 088,77
01116	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		2 357,91			2 357,91
01117	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		15 659,20			15 659,20
01118	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		101 017,34			101 017,34
01119	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		151 228,15			151 228,15
01120	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		101,00			101,00
01121	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		15 669,06			15 669,06
01122	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		81 243,57			81 243,57
01123	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		170 079,21			170 079,21
01124	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		4 029,96			4 029,96
01125	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		9 676,55			9 676,55
01126	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		181 084,04			181 084,04
01127	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		235 585,65			235 585,65
01128	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		11 846,00			11 846,00
01129	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		434,58			434,58
01130	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		9 113,49			9 113,49
01131	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		125 225,47			125 225,47
01132	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		8 709,60			8 709,60
01133	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		3 234,48			3 234,48
01134	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		40 905,48			40 905,48
01135	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		23 172,23			23 172,23
01136	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		348 884,23			348 884,23
01137	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		15 171,67			15 171,67
01138	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		30 499,24		453,30	30 952,54
01139	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		81 850,78			81 850,78
01140	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		24 210,01			24 210,01
01141	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		1 105,11			1 105,11
01142	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		4 000,32			4 000,32
01143	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		64 800,47			64 800,47
01144	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		874,00			874,00
01145	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		1 718,88			1 718,88
01146	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		17 148 704,20			17 148 704,20
01147	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		3 598 375,85			3 598 375,85
01148	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		44 536,45			44 536,45
01149	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		28 000,00			28 000,00
01150	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		8 761 837,25			8 761 837,25
01151	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		368 100,85			368 100,85
01152	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		2 511 255,53			2 511 255,53
01153	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		4 304 830,43			4 304 830,43
01154	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		41 407,47			41 407,47
01155	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		3 217 712,33			3 217 712,33
01156	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		4 407 818,54			4 407 818,54
01157	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		54 301,00			54 301,00
01158	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		41 407,47			41 407,47
01159	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		4 100,89			4 100,89
01160	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		81 810,44			81 810,44
01161	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		78 896,47			78 896,47
01162	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		94 808,74			94 808,74
01163	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		94 808,74			94 808,74
01164	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		83 181 814,33			83 181 814,33
01165	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		97 318,24			97 318,24
01166	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		518 208,20			518 208,20
01167	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		13 922 318,44			13 922 318,44
01168	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		14 174,20			14 174,20
01169	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		91 173,00			91 173,00
01170	LOGICIELS D'INFORMATIQUE		451 255,53			451 255,53

FONCTION 3 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

21	Libellé	01 OPERATIONS NON CHARGES	02 OPERATIONS GENERALES	03 AUTRES	04 OPERATIONS INTERNATIONALES	Total
	DOTATIONS AUX COLLECTIVITES					
840	FONCTIONNEMENT	55 500 30				55 500 30
840	CHARGES FINANCIERES A RATER	265 000 30				265 000 30
841	ALLOCATIONS DES AGENTS	42 318 25				42 318 25
84	AUTRES CHARGES DE GESTION		15 265 000	19 682 30		34 947 30
	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
851	DEMANDES D'INFORMATION		1 028 31			1 028 31
852	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS		70 514 92			70 514 92
853	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS		3 794 88			3 794 88
854	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS		48 727 45			48 727 45
855	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
856	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
857	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
858	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
859	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
860	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
861	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
862	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
863	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
864	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
865	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
866	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
867	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
868	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
869	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
870	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
871	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
872	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
873	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
874	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
875	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
876	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
877	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
878	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
879	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
880	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
881	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
882	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
883	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
884	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
885	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
886	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
887	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
888	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
889	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
890	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
891	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
892	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
893	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
894	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
895	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
896	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
897	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
898	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
899	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
900	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
901	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
902	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
903	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
904	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
905	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
906	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
907	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
908	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
909	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
910	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
911	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
912	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
913	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
914	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
915	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
916	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
917	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
918	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
919	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
920	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
921	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
922	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
923	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
924	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
925	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
926	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
927	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
928	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
929	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
930	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
931	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
932	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
933	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
934	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
935	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
936	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
937	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
938	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
939	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
940	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
941	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
942	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
943	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
944	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
945	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
946	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
947	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
948	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
949	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
950	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
951	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
952	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
953	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
954	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
955	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
956	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
957	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
958	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
959	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
960	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
961	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
962	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
963	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
964	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
965	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
966	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
967	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
968	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
969	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
970	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
971	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
972	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
973	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
974	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
975	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
976	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
977	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
978	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
979	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
980	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
981	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
982	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
983	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
984	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
985	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
986	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
987	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
988	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
989	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
990	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
991	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
992	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
993	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
994	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
995	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
996	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
997	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
998	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
999	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					
1000	PRELEVEMENTS SUR FONCTIONS					

16 - ANNEES	16
PLANNING BUDGET	
PRESENTATION DES REVENUS FONCTIONNELS - DETAIL FONCTIONNEL	
	16

FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

III	LIBRE	BUDGET FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX					REVENUS ET RECETTES			
		001 APPORTS GÉNÉRAUX DE LA COLLECTIVITÉ	021 REVENUS LOCAUX	031 REVENUS GÉNÉRAUX NATIONAUX	041 REVENUS GÉNÉRALISÉS PUBLIQUES	051 REVENUS DIVERSES	061 DONS NON CLASSÉS (A.P. - P.B.)	071 DONS NON CLASSÉS (P.V.P.)	081 SUBVENTION GÉNÉRALE	091 AUTRES AIDES COOPÉRATION INTERMUNICIPALES
	0102 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	12 508 127			1 812 45					
	0103 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	112 518 25								
	0104 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	4 400 00								
	0105 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	3 518 93								
	0106 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	105 100 00								
	0201 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 314 25			88 126 18					
	0202 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 308 20			121 408 96					
	0203 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	404 95								
	0204 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 581 95			88 517 25					
	0205 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	3 307 20			121 408 96					
	0206 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	23 124 45								
	0207 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 321 31			26 428 85					
	0208 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	24 812 85								
	0209 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	246 652 35								
	0210 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	11 248 95			119 11					
	0211 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	32 124 20								
	0212 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	101 124 18								
	0213 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	244 217 20								420 00
	0214 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 175 11								
	0215 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 044 10								
	0216 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	427 653 57								
	0217 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	124 20								
	0218 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 219 66								
	0301 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	20 456 226 11			180 944 26					219 621 88
	0302 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 269 620 00								
	0303 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	20 186 60								
	0304 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	32 517 51			2 372 91					
	0305 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 575 283 41								
	0306 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	248 407 21			1 000 00					
	0307 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 278 107 56			28 126 09					
	0308 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	5 124 129 01								
	0309 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	25 124 20			10 124 20					
	0310 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 000 210 21			101 124 20					
	0311 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 001 210 21			19 371 26					
	0312 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	85 888 12								
	0313 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	271 271 21								
	0314 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	41 124 20								
	0315 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	235 5 000								
	0316 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	26 124 21								
	0317 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	240 124 12								
	0401 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	14 000 487 51	1 000 000 00		200 00					18 000 00
	0402 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 124 20			200 00					
	0403 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	5 124 20	200 000 00							
	0404 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	40 124 21								
	0405 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	185 210 20								
	0406 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	5 000 00								
	0407 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 124 21								
	0408 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	14 586 76								
	0409 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	3 240 00								
	0410 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	11 124 20								
	0411 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	10 825 040 00								
	0412 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX									1 240 20
	0413 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 000 000 00								1 000 00
	0414 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	1 000 000 00								1 000 00
	0415 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	3 300 000 00								
	0416 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 250 120 11								
	0417 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	18 000 18								
	0418 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	2 251 24								
	0419 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	6 201 24								
	0420 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	21 201 251 24			212 212 21					6 240 20
	0421 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	21 201 251 24			212 212 21					6 240 20
	0422 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	18 000 18			209 212 21					
	0423 FONCTIONNEMENT SERVICES CENTRAUX	12 841 20								

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(1)	Libellé	11 SECURITE INTERIEURE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	Total
	DEPENSES	532 271,51		532 271,51
	Réalisations	532 271,51		532 271,51
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	46 440,41		46 440,41
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES			
6042	AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	4 644,82		4 644,82
60528	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	7 582,13		7 582,13
60532	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	473,81		473,81
	CONTRATS DE PRESTATIONS DE			
611	SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	9 448,22		9 448,22
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	1 546,00		1 546,00
	DOCUMENTATION GENERALE ET			
6182	TECHNIQUE	14 266,63		14 266,63
	VERSSEMENT A DCS ORGANISMES DE			
6124	FORMATION	2 880,00		2 880,00
6237	PUBLICATIONS	2 386,00		2 386,00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	2 608,00		2 608,00
	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS			
012	ASSIMILES	332 786,10		332 786,10
	COTISATIONS AU CNRPT ET AU CG	1 424,52		1 424,52
	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL			
64111	TITULAIRE	114 331,10		114 331,10
	INDIEMNITE ET INDEMNITE DE			
64112	RESIDENCE	6 389,39		6 389,39
	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL			
64118	TITULAIRE	43 762,61		43 762,61
	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL			
64131	NON TITULAIRE	66 614,54		66 614,54
6401	COTISATIONS A L'URSSAF	41 695,51		41 695,51
6403	COTISATIONS AUX CAISSES DE			
6403	RETRAITES	67 450,89		67 450,89
	PRESTATIONS VERSEES POUR LE			
6471	COMPTE DU FNAI	617,76		617,76
	AUTRES CHARGES DE GESTION			
85	COURANTE	153 045,00		153 045,00
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX			
6574	ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES			
6574	DE ORDRE PRIV	153 045,00		153 045,00
	Restes à réaliser au 31/12			
	RECETTES	16 300,00		16 300,00
	Réalisations	16 300,00		16 300,00
	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET			
74	PARTICIPATIONS	16 300,00		16 300,00
	74718 AUTRES	16 300,00		16 300,00
	Restes à réaliser au 31/12			
	SOLDE (3)	-515 971,51		-515 971,51

Sous-fonction 1* SECURITE INTERIEURE

(2)	Libellé	110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE
	DEPENSES	632 271,51				
	Réalisations	632 271,51				
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	46 440,41				
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES					
6042	AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	4 644,82				
60629	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	7 582,13				
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	473,81				
	CONTRATS DE PRESTATIONS DE					
611	SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	9 448,22				
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	1 546,00				

ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION ORDONNEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT

A11

FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE

(2)	Libelle	110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE
6-82	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	14 866,03				
5184	VERSEMENTS A DRS ORGANISMES DE FORMATION	2 880,00				
5237	PUBLICATIONS	2 380,00				
5247	TRANSPORTS COLLECTIFS	2 800,00				
	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	392 766,10				
6336	DOTATIONS AU CNRPT ET AJUST	1 424,57				
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	114 331,13				
64112	TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	6 389,09				
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	43 762,01				
64131	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	66 614,54				
6451	COTISATIONS ALDIRSNAF	41 855,51				
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	57 450,89				
6471	PRESTATIONS VERSEES POUR LE COMPTE DU FISCAL	917,75				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	153 045,00				
6574	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIV	153 045,00				
	Restes à réaliser au 31/12					
	RECETTES	16 300,00				
	Réalisations	16 300,00				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	16 300,00				
747-8	AUTRES	16 300,00				
	Restes à réaliser au 31/12					
	SOLDE (3)	-515 971,51				

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs, même les centres des écoles et les centres de services à caractère éducatif ou à caractère culturel ou culturel annexé (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de moins de 3 500 habitants et plus, le classement par fonction est fait à un autre (correspondant à la fonction). Dans les communes de moins de 3 500 habitants et plus, le classement par fonction est fait au niveau le plus élevé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics ayant les moyens de production et de prestation applicables à la commune même comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 et R. 5211-4 et L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le classement par rubrique est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes, sans que des restes à réaliser et des reports (pre budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01 non ventilées.

TABLEAU
F. FOND DE FLEXIBILITE
PRESENTATION GLOBALE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEL

POSTE 02 - ENGAGEMENTS FORMATION

(3)	Libelle	20 RECOURS PAR COURSE	21 ENGAGEMENTS COURSE	22 ENGAGEMENTS DU COURS DE L'AN	23 ENGAGEMENTS SUPERIEUR	24 FORMATION COURSE	25 REVENUS AFFAIRES DE GESTION	Total
	OFFICES	228 963,84			690 658,37		10 887 967,68	17 327 029,83
	REGIONS	228 963,84			690 658,37		10 887 967,68	17 327 029,83
011	CHARGES D'EXPLOITATION GÉNÉRAL	1 067,83					1 067,83	3 041 454,70
	CHARGES DE PRESTATIONS DE SERVICES							
0110	AUTRES SERVICES GÉNÉRALISÉS						1 542 843,84	1 542 843,84
0111	INDUSTRIEL ET ASSIMILÉS						11 118,11	11 118,11
0112	ÉNERGIE ÉLECTRIQUE						170 367,70	170 367,70
0113	COMMERCE						2 181,68	2 181,68
0114	ALIMENTATION						21 257,96	21 257,96
0115	AUTRES SERVICES NON STOCKÉS						126 473,00	126 473,00
0116	FOURNITURES D'ÉNERGIE						21 332,89	21 332,89
0117	FOURNITURES DE PETIT ÉQUIPEMENT						20 577,69	20 577,69
0118	FOURNITURES ADMINISTRATIVES						557,32	557,32
	CONTRATS DE PRESTATION DE SERVICES							
0119	SERVICES AVANCÉS ENTREPRISES	1 047,60					50 908,69	51 956,29
0120	LOCATIONS MOBILIERS						10 787,90	40 787,90
0121	LOCATIONS MOBILIERS						2 456,07	2 456,07
	CHARGES LOCALITAIRES ET DE COMMUNES							
0122	ENTRETIEN ET REPARATIONS						16 200,95	16 200,95
0123	ENTRETIEN REPARATION BATIMENTS PUBLICS						1 165,44	1 165,44
0124	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BÂTIMENTS						14 809,28	14 809,28
0125	BÂTIMENTS MOBILIERS						2 605,83	2 605,83
0126	MANTENANCE						216,92	216,92
	DOCUMENTAIRE GÉNÉRAL ET							
0127	LIBRAIRIE						2 542,34	2 542,34
0128	AUTRES FRAIS DIVERS						25 903,26	25 903,26
0129	ANNONCES ET INSERTIONS						2 207,88	2 207,88
0130	TRANSPORTS COLLECTIFS						12 093,14	12 093,14
0131	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS						51 518,51	51 518,51
0132	DECHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS						3 277,51	3 277,51
0133	TRAIS DE NETTOYAGE DES LOGIS						53 121,57	53 121,57
	ASSURANCEMENT DE TRAVAUX							
0134	ASSURANCEMENT DE TRAVAUX						1 225,78	1 225,78
0135	ASSURANCEMENT DE TRAVAUX						654 452,79	654 452,79
0136	AUTRES						2 212,06	2 212,06
012	CHARGES DE PERSONNEL ET TRAI	257 935,28			611 099,33		8 920 323,78	9 201 114,35
	PERSONNEL							
0120	INDICATIONS GÉNÉRALISÉES	1 287,56					40 438,03	41 725,59
0121	RESTITUTION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	24 453,07			58 698,59		2 191 112,13	4 133 186,65
0122	TRAITEMENT ET INDICATOIRES PERSONNELS	1 424,40					233 768,32	235 192,72
0123	AUTRES INDICATOIRES PERSONNELS						582 497,34	623 679,78
0124	RESTITUTION PRINCIPALE PERSONNELS NON TITULAIRES	10 798,12			472 214,66		1 242 708,54	1 627 809,14
0125	RESTITUTION DES APPELS EN COURS D'INDICATIONS	32 775,28					17 062,18	49 837,46
0126	CONTRIBUTIONS AUX ORGANISATIONS						1 492 110,49	1 492 110,49
0127	CONTRIBUTIONS AUX ORGANISATIONS						918 326,57	918 326,57
0128	CONTRIBUTIONS AUX AUTRES ORGANISATIONS						119,00	119,00
0129	PRESTATIONS VERSÉES PERSONNEL	251,48			1 889,12		28 524,16	30 665,76
05	CHARGES DE GESTION COURANTE				147 002,00		8 626 814,23	8 773 816,23
	CHARGES DE GESTION COURANTE							
0500	CHARGES DE GESTION COURANTE				147 002,00		4 296 496,03	4 443 498,03
0501	CHARGES DE GESTION COURANTE						22 480,83	22 480,83
0502	CHARGES DE GESTION COURANTE						22 480,83	22 480,83
07	CHARGES EXTRAORDINAIRES							
	CHARGES EXTRAORDINAIRES							
0700	CHARGES EXTRAORDINAIRES							
Revenus d'exploitation							1 148 636,63	1 148 636,63
	REVENUS						1 148 636,63	1 148 636,63
	REVENUS D'EXPLOITATION						1 148 636,63	1 148 636,63
20	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES						2 241 367,21	2 241 367,21
	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES							
20000	AUTRES REVENUS DES SERVICES						2 425 112,48	2 425 112,48
20005	REVENUS DES SERVICES						51 091,70	51 091,70
20010	REVENUS DES SERVICES						12 734,72	12 734,72
20015	REVENUS DES SERVICES						6 548,31	6 548,31
24	PARTICIPATIONS						3 225 005,46	3 225 005,46
	PARTICIPATIONS							
2400	PARTICIPATIONS						3 225 005,46	3 225 005,46
25	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						1 127,48	1 127,48
	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE							
2500	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						1 127,48	1 127,48
29	PRODUITS FINANCIERS						680,82	680,82
	PRODUITS FINANCIERS							
2900	PRODUITS FINANCIERS						680,82	680,82
Revenus d'exploitation au 31/12							9 849 737,44	10 718 324,21
ENGAGEMENTS		228 963,88			690 658,37		9 849 737,44	10 718 324,21

SECTION 2 - ENSEIGNEMENT - FORMATION

21	ANNEXE	Section 200202 21 ENSEIGNEMENT PRIVE				Section 200202 21 APPRENTISSAGES ET SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT		
		211 ECOLES VATERNELLES	212 ECOLES PRIVÉES	213 CLASSES PEURQUEES	251 ENSEIGNEMENT ET RESTITUTION SCOLAIRE	252 APPRENTISSAGES	253 AUTRES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT	254 CLASSES DE RECOURS ET AUTRES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT
	DEPENSES				16 827 967,88			
	Passifs				16 827 967,88			
011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL AGENTS DE RÉPÉTITIONS DE SERVICES				3 828 287,78			
	5042 AUTRES SUBS TERTIANS À AMÉNAGER				1 547 042,84			
	5051 BAI ET ASSAINISSEMENT				11 118,13			
	5052 ÉNERGIE ET ÉLECTRICITE				128 707,73			
	4501 COMPTABILITE				2 150,03			
	4921 ALIMENTATION				3 207,55			
	6052 AUTRES FOURNITURES NON STOCKÉES				106 470,33			
	6053 FOURNITURES D'ENTRETIEN				7 522,34			
	6057 FOURNITURES (E PET T EQUIPEMENT				28 111,23			
	4502 FOURNITURES ADMINISTRATIVES COMMISSAIRE DE RÉPÉTITIONS DE				857,72			
	6111 RÉPÉTITIONS AVEC DES ENTREPRISES				5 860,44			
	6127 LUGA (NON ANON) LEAPS				49 282,52			
	4510 LOCATIONS NON LIÉES UNIVERS LOCATIONS ETC				2 452,03			
	614 GÉNÉRALISTE				16 258,43			
	6171 ENTRETEN ET REPARACTIONS SUR				3 740,43			
	6172 ENTRETEN ET REPARACTIONS SUR AUTRES				7 827,06			
	6153 BÉNÉFICIAIRES				7 585,83			
	6156 MAINTIENNES				215,00			
	6122 TRANSCIF				3 237,31			
	6160 AUTRES TRANSPORTS				27 289,24			
	6201 ACHATS DE BIENS ET SERVICES				2 827,98			
	6202 TRANSPORTS COLLECTIFS				12 233,00			
	6203 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS				6 516,57			
	627 REPAYS BANCAIRES ET ASSURÉS				1 173,31			
	625 FRAIS DE REPARATION DES LOCATIONS				39 151,67			
	REMOUNEREMENT DE TRAVAUX COLLECT VITE DE RATTACHEMENT				1 022,72			
	6287 RESTRUCTURATION MERCEDES				62 487,73			
	626 AUTRES				3 877,06			
	CHARGES DE PERSONNEL ET PRIX ASSURANCES				8 420 431,70			
012	0120 RETRAITS SOCIALS GÉNÉRALISÉS ET AUTRES RETRAITS DE FONCTIONNAIRES PUBLICS				48 432,99			
	6411 TRAITEMENT ET INDEMNITÉ DE RETRAITE				2 997 112,13			
	6412 ALTERNANCE				209 757,00			
	6413 AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE				882 427,79			
	6414 RECHERCHE DE PERSONNEL				1 349 166,31			
	6417 RECHERCHE DE PERSONNEL APTES				1 085,19			
	6418 DOTATIONS AUX JURÉS				1 402 110,49			
	6419 DOTATIONS AUX JURÉS DE COURT				3 18 678,32			
	6420 DOTATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX				228,00			
	6421 FRAIS DE VOYAGES POUR LE COMPTABLE GÉNÉRAL				28 524,76			
	6422 AUTRES CHARGES DE GESTION CORRECTIONNELLE				5 036 819,23			
	6423 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC				5 036 819,23			
07	CHARGES FINANCIÈRES				30 480,65			
074	CHARGES FINANCIÈRES FINANCIÈRES				30 480,65			
	Resultats financiers				7 543 828,92			
	Produits				7 543 828,92			
76	PRODUITS DES SERVICES, DES DOMAINS ET VENTES GÉNÉRALES				5 511 288,23			
765	7650 AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES VISÉES PAR LES REVENUS GÉNÉRAUX				2 425 110,49			
	7651 REVENUS GÉNÉRAUX				47 801,71			
	7652 FRAIS PAR LES COMMUNES				12 701,72			
	7653 REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES COMMUNES				4 386,11			
	7654 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				4 635 505,46			
77	7710 SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES				5 225 005,46			
775	AUTRES PRODUITS DE GESTION CORRECTIONNELLE				1 127,10			
	7750 REVENUS DES DOMAINES				1 127,10			
78	7800 PRODUITS EXCEPTIONNELS				640,82			
785	7850 PRODUITS FINANCIERS DIVERS				640,82			
	Resultats financiers				9 444 211,06			
	SOLDES				9 444 211,06			

(1) La présentation des données financières est conforme aux principes de comptabilité publique établis par le décret du 25 août 1989 relatif à la comptabilité publique des collectivités territoriales et des établissements publics locaux de culture (B.O. n° 266 du 26 septembre 1989) et aux principes de comptabilité publique des collectivités territoriales et des établissements publics locaux de culture (B.O. n° 266 du 26 septembre 1989). Les données sont exprimées en euros.

FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

(2)	Libelle	48 SERVICES COMMUNS		49 SPORTS	49 JEUNESSE	Total
		DEPENSES	MARCHANDISES			
		1 711 221,03	12 666 338,23		1 321,10	17 399 180,37
		1 711 221,03	12 666 338,23		1 321,10	17 399 180,37
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		6 168 678,14			6 168 678,14
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES					
0112	AUTRES QUE TERRAINS AMENAGES		55 234,45			55 234,45
0161	EAU ET ASSAINISSEMENT		324 799,39			324 799,39
0167	ENERGIE ET ELECTRICITE		2 778 050,75			2 778 050,75
0168	COMBUSTIBLES		203 080,27			203 080,27
0169	ALIMENTATION		56 104,22			56 104,22
0204	MATERIALS D'ENTRETIEN		60 058,21			60 058,21
0205	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES		408 808,87			408 808,87
0207	PELLETERIES D'ENTRETIEN		37 780,73			37 780,73
0208	Fournitures de petit équipement		18 025,79			18 025,79
0209	VETEMENTS DE TRAVAIL		10 288,77			10 288,77
0254	Fournitures administratives		625,89			625,89
0255	CONTRACTS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES		220 995,97			220 995,97
0309	LOCATIONS MOBILIERES		32 157,26			32 157,26
0310	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS		37 047,56			37 047,56
0322	ENTRETIEN REPARATION BATIMENTS		182 804,34			182 804,34
	ENTRETIEN DE REPARATIONS AJUSTES					
0323	DESSUSIERS		66 291,57			66 291,57
0344	MAINTIENANCE		193 779,24			193 779,24
0401	ASSURANCES MULTIPLES		719,04			719,04
0402	ASSURANCE NON GENERALE					
0432	SECURITE		957,27			957,27
	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE					
0434	FORMATION		6 175,09			6 175,09
0469	TRAVAUX DE COCHES ET STAMPEES		120,00			120,00
0528	DIVERS		22 753,27			22 753,27
0529	FOIRES ET EXPOSITIONS		4 130,42			4 130,42
0536	CATALOGUES ET IMPRIMERIES		1 344,00			1 344,00
0537	PUBLICATIONS		282,00			282,00
0538	DIVERS		233 071,02			233 071,02
0544	TRANSPORTS DE MERE		20 989,50			20 989,50
0547	TRANSPORTS COLLECTIF			1 321,10		1 321,10
0548	LIVRAIS		7 260,00			7 260,00
0557	RECEPTIONS		2 580,00			2 580,00
0564	MAISONS D'AMORTISSEMENT		61,40			61,40
0577	SERVICES BANCAIRES ET ASSURATIFS		10 252,22			10 252,22
0587	COURONNES UNIVERSELLES BANCAIRES		10 070,24			10 070,24
	FRAIS DE CHARGEMENT (BOULE, FOM) /					
0588	USG COMMUNAL		64 740,33			64 740,33
0589	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCALS		117 862,84			117 862,84
0595	REST COMMUNE MERE CPP		124 075,26			124 075,26
	AUTRES CHARGES TAXES ET VERGES					
0597	MEMBRES ALIENES UNIFORMES		127,00			127,00
	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS					
063	MATERIALS	1 513 221,03	6 443 698,26			10 466 919,29
	AUTRES PERSONNEL PATRIEUR		243 792,67			243 792,67
0330	COMBATONS AU DRH ET AU LIG	6 121,49	41 003,70			47 125,19
	REGENERATION MARCHANDISES PERSONNEL					
0411	TITULAIRE	818 370,74	4 451 568,26			5 269 939,00
	TRAITEMENT ET INDUITE DE					
0412	MESURE	24 381,41	164 782,49			189 163,90
	AUTRES INDUITE PERSONNEL					
0413	MILITAIRES	329 651,27	601 518,70			931 170,00
	REGENERATION MARCHANDISES PERSONNEL					
0414	MILITAIRES	10 534,75	1 060 717,35			1 071 252,10
0417	REPARATION DES APPRETES		7 448,90			7 448,90
0451	CONTRIBUTIONS A L'IMPOT	145 947,46	1 109 377,51			1 255 325,00
	CONTRIBUTIONS AUX CHARGES DE					
0453	MESURES	200 002,29	1 417 051,48			1 617 053,77
	INSTITUTIONS VERSERES POU					
0471	COMMUNAL	6 119,27	27 793,10			33 912,37
	AUTRES CHARGES DE GESTION					
05	COURANTE	190 640,00	35 933,99			226 573,99
	PROFANE POUR CONCEPTIONS					
	PREPATS LOCATIONS PROPRIETES INDIV					
051	ET VALEURS SIMILAIRES		3 360,99			3 360,99
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT FAUX					
0573	ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES					
	DE DROIT PRIV	798 440,00	22 263,00			820 703,00
07	CHARGES EXCEPTIONNELLES		8 722,55			8 722,55
	AUTRES CHARGES EXCEPTEUR					
0719	OPERATIONS DE GESTION		1 569,10			1 569,10
	FINANCES ANNULEES SUR EXERCICES					
072	ANNULEES		6 252,70			6 252,70
	FINANCES ANNULEES SUR EXERCICES					
073000	ANNULEES		2 460,75			2 460,75
	RECETTES	63 342,90	4 528 356,70			4 591 699,60
	MARCHANDISES	68 342,90	4 498 238,70			4 566 581,60
70	PRODUITS DES SERVICES DU USUARI					
	ET VENTES DIVERSES	60 287,60	8 263 219,69			8 323 507,29
	SECURANCES ET DROITS DES SERVICES A					
7021	CARACTERE SPORTIF		452 983,79			452 983,79

IV - AFFAIRES ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CLASSÉE PAR FONCT. DU C.P. (1) - FONCTIONNELLE (2)	V A1.1
---	-----------

SECTION 4 - SPORTS ET LOISIRS

02	Libellé	40 SERVICES COMMUNS	41 SPORTS	42 LOISIRS	Total
0000	REVENUS NETS ET PROFITS DES APPROPRIÉTAIRES		1 443 811,18		1 443 811,18
1000	CHARGES DES PROPRIÉTAIRES		143 607,45		143 607,45
2000	COMMISSIONS		611,00		611,00
3000	COMMISSIONS		11 200,50		11 200,50
7000	LOCATIONS (LIVRES ET LOUÉS)		34 500,40		34 500,40
7000	LOUÉS (LIVRES ET LOUÉS)				
7040	LOUÉS À DES PERSONNES	53 207,50			53 207,50
7040	AUTRES ORGANISMES				
7060	MEMBRES DU GPP		17 611,42		17 611,42
7060	REMOURAGEMENT DE PRIS PAR				
7060	AUTRES RECEVABLES		21 047,30		21 047,30
7060	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITÉS ANNEXES (INDICATEURS ET VENTES D'OBJETS)		223 491,17		223 491,17
73	IMPÔTS ET TAXES		5 271,42		5 271,42
7320	IMPÔTS DE PLACE		5 271,42		5 271,42
74	PARTICIPATIONS		797 260,00		797 260,00
7410	ACTIFS		131 580,00		131 580,00
7420	SURPLUS QUÉ ET PARTICIPATIONS		90 000,00		90 000,00
7420	PROFITS		90 000,00		90 000,00
7420	ACTIFS QUÉ ET PARTICIPATIONS		370 500,00		370 500,00
7420	PROFITS		370 500,00		370 500,00
7420	ACTIFS QUÉ		197 000,00		197 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COMMUNE	15 235,43	360 372,27		375 607,70
7500	REVENUS DES IMMOBILISÉS	15 235,43	85 727,21		100 962,64
7500	AUTRES PRODUITS DE GESTION COMMUNE		274 645,06		274 645,06
8000	PROFITS DES SOCIÉTÉS COMMUNALES		47 625,83		47 625,83
76	PROFITS FINANCIERS		85,23		85,23
7600	GAINS DE CHANGE		85,23		85,23
77	PROFITS EXCEPTIONNELS		1 747,43		1 747,43
78	PROFITS EXCEPTIONNELS DIVERS		1 747,43		1 747,43
	Relevé à l'annexe 21.12				
	SOLDE (2)	-1 842 518,13	-11 156 732,38	-1 201,10	-12 000 451,61

21	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS				Sous-fonction 42 LOISIRS			
		411 SALLES DE SPORTS, GYMNASES	412 BÂTIMENTS	413 ÉQUIPEMENTS	414 AUTRES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITÉS SPORTIVES DE LOISIRS	423 COLONNES DE VOYAGES
	DEPENSES			3 711 376,89	11 575 821,75			1 301,10	
	Relevé au			3 711 376,89	11 575 821,75			1 301,10	
411	CHARGES D'AMORTISSEMENT			2 435 582,57	2 774 635,47			1 301,10	
5040	ACHATS DE PRESTATION DE SERVICE				59 234,45				
5040	AUTRES QUE L'ÉQUIPEMENT ANNEXÉ				59 234,45				
5041	EAU ET ASSAINISSEMENT			429 471,92	274 584,27				
5042	ÉNERGIE ET ÉLECTRICITÉ			1 503 475,31	715 574,44				
5043	COMBUSTIBLES			189 122,25	27 271,02				
5044	AMORTISSEMENT			3 458,20	56 642,04				
5045	PRODUITS DE L'ÉQUIPEMENT			55 141,75	4 500,91				
5046	AUTRES FOURNITURES NON STOCKÉES			236 753,75	200 245,32				
5047	FOURNITURES LIQUIDES			75 327,25	11 415,44				
5048	FOURNITURES DE PETIT ÉQUIPEMENT			51 255,14	74 722,03				
5050	MÉTIERES DE TRAVAIL			9 347,30	412,03				
5050	FOURNITURES ADMINISTRATIVES				412,03				
5050	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICE AVEC DES ENTREPRISES			9 152,14	70 742,87				
5050	LOCATIONS MOBILIÈRES			37 827,71	8 462,64				
5051	ENTRETIEN ET RÉPARATIONS SUR TERRAINS			37 547,38					
5052	ENTRETIEN, RÉPARATION ET PUBLICITÉ			115 751,02	54 272,48				
5052	ENTRETIEN ET RÉPARATIONS AUTRES				54 272,48				
5053	RENTES VOYAGES			14 304,14	11 010,07				
5054	ASSURANCE VILLIÈRES			151 571,47	47 202,07				
5055	DOCUMENTATION GÉNÉRALE ET TECHNIQUE			74,90	441,07				
5056	VERSSEMENTS AUX ORGANISMES DE FORMATION			4 175,00					
5057	FRAIS DE DÉPLACEMENT ET SEMINAIRES			121,00					
5058	DIVERS			32 303,77					
5059	FOIRES ET EXPOSITIONS				4 132,40				
5060	CATALOGUES ET IMPRIMÉS			122,00	874,90				
5061	PUBLICATIONS				252,00				
5062	DIVERS				288 071,03				
5063	TRANSPORT DE BIENS			2 142,87	18 242,19				
5064	TRANSPORTS COLLECTIFS							1 301,10	
5065	DIVERS			7 040,00					
5066	RECEPTIONS				2 582,98				
5067	FRAIS DE RACHAT/RENTREMENT				31,00				
5068	SERVICES BANCAIRES ET ASSEMBLÉES			3 282,93	5 636,10				
5069	CONCOURS DIVERS (COTISATION)				15 021,03				
5070	FRAIS DE GÉNÉRALITÉ (BOULE, FORÉL)								
5071	FRAIS COMMUNICAUX			84 243,98					
5072	FRAIS DE DÉPLACEMENT (GÉNÉRAL)			47 013,50	77 048,71				
5073	REST. COMMUNE MISE GPP				121 015,00				
5074	ALIMENTS/BOISSONS/TAUX DE VENTE								
5075	ASSIÈLES/AUTRES ORGANISMES				127,00				
5076	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS			419 675,48	9 714 073,00				
5077	AUTRE PERSONNEL ÉTRANGER			201 732,00					

FONCTION 04 - SPORTS ET JEUNESSE

(2)	Libellé	41) SALLES DE SPORTS, GYMNASIUMS	Sous-fonction 41 SPORTS				Sous-fonction 42 JEUNESSE		
			410 STADES	411 PERSONNES	412 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU RECRUTEMENT	413 APPROPRIATION SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITÉS POLIQUES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
6556	ÉQUIPEMENTS AU DÉPART ET ALIÉS			39 21	41 347 47				
64111	REMUNÉRATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE			4 513 23	4 447 065,75				
64112	TRAITEMENT ET INDICENT ET RÉSIDENCE			22 72	164 179,77				
64113	AUTRES INDICENT PERSONNEL TITULAIRE				831 513,20				
64131	REMUNÉRATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE			231 17	1 268 432,74				
64132	REMUNÉRATION LES CHARGES				7 445,00				
64133	COTISATIONS A L'URSSAF			141 69	1 723 687,95				
64134	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES			725 28	1 471 700,25				
64135	PRESTATIONS VERSÉES POUR LE COMPTE DU FISCAL			4 29	27 179,15				
64136	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			12 865,21	23 087,45				
651	REDEVANCE POUR CONCESSIONS BREVETS LICENCES PROCESSUS DROITS ET VALEURS SIMILAIRES			12 550,51	511,44				
6573	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE LOISIRS				29 252,00				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			2 315,25	1 438,00				
6713	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES			1 521,10					
673	CHARGES ANNULÉES SUR FERMES			1 675,00	1 429,80				
6730000	CHARGES ANNULÉES SUR FERMES			1 675,00					
	Résultat initial au 31/12								
	RECETTES			1 032 548,04	1 497 704,06				
	64130000			1 032 548,04	1 497 704,06				
70	PRODUITS DES SERVICES, DU COMMERCE ET VENTES DIVERSES			379 380,32	2 288 000,32				
7011	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SPORTIF			517 466,45	79 216,72				
7012	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE DE LOISIRS				449 231,13				
7013	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES			294 821,90	582 382,95				
7014	COMMISSIONS				577,03				
7015	COMMISSIONS			10 251,99	1 582,59				
7016	LOCALIÉS DIVERSES AUTRES DIVERSES								
7017	LOUAGES			24 632,40					
7018	REST DE PRIS RAPPORTS COMMUNAUX								
7019	MEMBRES DU CCF				17 671,42				
7020	REMBOURSEMENT DE PRIS PAR D'AUTRES RECEVABLES			31 947,28					
703	AUTRES PRODUITS DACTIVITES ANNULÉES ANNULÉES ET VENTES D'IMMUEBLES				622 997,17				
71	IMPÔTS ET TAXES			2 390,85	2 390,27				
713	SPORTS DE PLACE			2 390,85	2 390,27				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				797 260,20				
7411	AUTRES				130 560,20				
7412	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				91 700,00				
7413	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS CERTIFIÉES				275 000,00				
7414	PARTICIPATION COMMUNE MEMBRE D'UN CCF				197 000,00				
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			53 256,28	201 562,69				
751	REVENUS DES IMMOBILISÉS			2 875,39	65 747,85				
7510	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE			5 350,27	217 685,00				
800000	PROFITS DIVERS GESTION COURANTE			19 830,62	216 128,24				
80	PRODUITS FINANCIERS				65,24				
801	GAINS DE CHANGE				65,24				
81	PRODUITS EXCEPTIONNELS			1 327,50	353,00				
811	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS			1 327,50	353,00				
	Résultat final au 31/12								
	SOLDE (3)			2 274 678,96	6 484 132,69			1 307,10	

(1) La présentation par fonction est destinée à donner une vue d'ensemble des dépenses et des recettes par fonction. Elle ne doit pas être utilisée pour l'analyse des dépenses et des recettes par secteur d'activité. Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité. Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité. Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité.

(2) Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité. Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité. Les dépenses et les recettes sont présentées par fonction et par secteur d'activité.

FONCTION 6 - FAMILLE

(2)	(1) de la	60 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA VACCINITE	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CREDITS ET CHARGES	Total
		179 033,45	174 373,00			11 253 813,34	11 407 209,75
		179 033,45	174 373,00			11 253 813,34	11 407 209,75
61	CHARGES A CARACTERE GENERAL					22 168,03	22 168,03
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES						
	AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER					31 490,37	31 490,37
6201	EAU ET ASSAINISSEMENT					1 910,53	1 910,53
6202	ELECTRICITE ET GAZ					127 269,78	127 269,78
6203	CHAUFFAGE URBAIN					10 260,00	10 260,00
6204	AIR CLIMATISE					11 750,70	11 750,70
6205	AUTRES ENERGIES NON STOCKEES					8 757,11	8 757,11
6206	FOURNITURES D'ENTRETIEN					24 418,99	24 418,99
6207	Fournitures de matériels d'équipement					18 268,18	18 268,18
6208	Produits pharmaceutiques					268,57	268,57
6209	MATIERES ET FOURNITURES					7 659,19	7 659,19
6210	LOCATIONS IMMOBILIERES					30 236,97	30 236,97
63	CHARGES LOCATIVES ET DE COPRIETE					2 247,14	2 247,14
6401	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BÂTIMENTS					1 430,70	1 430,70
6402	ENTRETIEN REPARATIONS BÂTIMENTS PUBLICS					102 418,28	102 418,28
6403	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BÂTIMENTS					422,53	422,53
6404	MATINANCE					12 157,19	12 157,19
6405	LIQUEURS ET BEBOISSONS					144,20	144,20
6406	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE					641,70	641,70
6407	AUTRES FRAIS DIVERS					42 936,27	42 936,27
6408	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS					1 240,54	1 240,54
6409	SERVICES BANCAIRES ET ASSURÉS					37,57	37,57
6410	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCALS					48 925,55	48 925,55
6411	RENT COMMUNE MISE A DISPOSITION DE FRAIS D'AUTRES					10 277,10	10 277,10
6412	ORGANISMS					15 572,51	15 572,51
65	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS	179 033,45				25 023,25	410 148,70
6500	ALLOCATIONS AU CRDIT ET AU CIG	179 033,45				7 332,32	7 332,32
6501	RENUMERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	62 522,98				68 565,57	169 101,35
6502	MAG SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDICENT DE RESIDENCE	4 500,13				4 281,58	10 101,71
6503	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	18 458,78				7 534,37	26 993,15
6504	RENUMERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	22 550,00				69 724,33	66 334,09
6505	RENUMERATION DES APPRENTIS					1 092,34	1 082,34
6506	COTISATIONS A L'URSSAF	21 754,20				81 805,93	60 464,27
6507	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES PRECAUTION VERBEE POUR LE COMPTE DU FISCAL	578,70				29 955,71	57 407,68
6508	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		174 373,00			742,17	1 270,37
6509	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE CRDIT PRN		174 373,00			10 064 590,03	10 268 563,07
	Restes à valoir au 31/12					10 594 530,01	10 728 683,00
	RECETTES					6 775 543,23	6 775 543,23
	Mutualités					6 775 543,23	6 775 543,23
70	PRODUITS DES SERVICES, DU LOCARME ET VENTES DIVERSES					36 323,33	36 323,33
7001	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL					36 323,33	36 323,33
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS					6 422 748,49	6 422 748,49
7401	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS					8 700,00	8 700,00
7402	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES					5 414 028,41	5 414 028,41
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					1 473,90	1 473,90
7501	REVENUS FINANCIERS					1 473,90	1 473,90
	Restes à valoir au 31/12						
	SOLDE (2)	-179 033,45	-174 373,00			-6 278 271,11	-6 631 723,36

(1) Les produits des services ont été calculés pour les communes de 5 000 habitants et au-delà, les communes de moins de 5 000 habitants ont été calculées en fonction de leur situation géographique, leur situation sociale et de leur situation économique. Les communes de moins de 5 000 habitants ont été calculées en fonction de leur situation géographique, leur situation sociale et de leur situation économique. Les communes de moins de 5 000 habitants ont été calculées en fonction de leur situation géographique, leur situation sociale et de leur situation économique. Les communes de moins de 5 000 habitants ont été calculées en fonction de leur situation géographique, leur situation sociale et de leur situation économique.

(2) Le solde est le résultat de la comparaison des dépenses et des recettes.

(3) Le solde est le résultat de la comparaison des dépenses et des recettes. Les dépenses et les recettes se rapportent à l'exercice financier en cours et sont exprimées en euros. Les dépenses et les recettes se rapportent à l'exercice financier en cours et sont exprimées en euros.

ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) - DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 - LOGEMENT

(2)	Libellé	70 SERVICES COMMUNS	71 PARC PRIVE DE LA VILLE	72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF	73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	Total
	DEPENSES	234 106,13		72 646,00		306 752,13
	Réalisations	234 106,13		72 646,00		306 752,13
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	20 174,05		-21 354,00		-1 179,95
	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES					
6042	AUTRES QUE TERRAINS A MENAGER	8 674,71				8 674,71
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	1 877,07				1 877,07
617	ETUDES ET RECHERCHES			-22 520,00		-22 520,00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS			1 266,00		1 266,00
62676	RBSI COMMUNE MARC GFP	9 622,27				9 622,27
	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES					
6012	ASSIMILES	23 612,08				23 612,08
6036	COTISATIONS AJ CNFP ET AU CIG	8,34				8,34
	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE					
64111	TITULAIRE	1 113,70				1 113,70
6451	COTISATIONS A L'IRSSAF	22 474,42				22 474,42
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	15,62				15,62
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	190 320,00		94 000,00		284 320,00
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVÉ					
6574	DE DROIT PRIVÉ	190 320,00		94 000,00		284 320,00
	Restes à réaliser au 31/12					
	RECETTES	340 416,86		290 716,82		631 133,67
	Réalisations	340 416,86		290 716,82		631 133,67
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 814,00				2 814,00
	RBSI DE FRAIS PAR LES COMMUNES MEMBRES DU GFP					
70376	MEMBRES DU GFP	2 814,00				2 814,00
73	IMPOTS ET TAXES	606,85		280 717,70		281 324,55
7328	AUTRES REVERSEMENTS FISCALITE			280 717,70		280 717,70
7336	DROITS DE PLANCH	606,85				606,85
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	335 305,00		9 998,12		345 303,12
	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS					
7476	AUTRES ORGANISMES	335 305,00		9 998,12		345 303,12
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 690,00				1 690,00
7786	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	1 690,00				1 690,00
	Restes à réaliser au 31/12					
	SOLDE (3)	106 308,72		218 089,82		324 378,54

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services qu'ils soient fournis, les caisses des écoles et les services à activité unique en établissement public du budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comportant le plus grand nombre d'habitants (art. 621-38 et R. 6211-14 JL 6711-1 et R. 6711-2 cl. CCCT).

(2) Le croisement par nature est fait au moyen de crédits des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi qu'aux dépenses à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 6° - Non ventilables.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX
REVENUS DÉTAILLÉS PAR FONCTION (II) - DÉTAIL FONCTIONNEMENT

411

- CHIFFRES ARRARRONDIÉS ET ARRANGÉS À DROITE, DÉCOMMENT

21	Libellés DEPENSES	81	82	83	Total
		EXPANSE	ADMNISTRATIVE	EXPLOITATION	
Prévisions		12 811 287,08	3 361 865,98	1 384 691,28	48 018 746,33
81	CHARGES CORRECTIVES DÉPENSES CORRECTIVES PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES DÉPENSES ADMINISTRATIVES	8 494 416,94	8 692,67	178 282,57	8 681 392,18
8102	MAINTIEN ET AMÉNAGEMENTS	16 211,10			16 211,10
8103	MARCHÉ ET FOURNITURES	28 210,79			28 210,79
8104	CHARGES PERSONNEL	17 200,00			17 200,00
8105	MATERIEL	1 448 816,65			1 448 816,65
8106	MATIÈRES	2 800,00	811,18		3 611,18
8107	AUTRES FOURNITURES NON DÉFINIES	1 284 954,75	1 200,00	104,33	1 286 259,08
8108	FOURNITURES DE FORMATION	42 575,81	36,43		42 612,24
8109	FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF	1 068,11			1 068,11
8110	AUTRES DÉPENSES ADMINISTRATIVES		2 318,95		2 318,95
8111	CHARGES DE PRESTATIONS DE SERVICES	1 418 367,91	1 418,30	1 425,25	1 421 211,46
8112	LOGEMENTS SOCIAUX	43 108,13			43 108,13
8113	EXPANSE DE DÉPENSES SOCIALES	1 173,37			1 173,37
8114	PROJET DE RECONSTRUCTION DES BÂTIMENTS EN TOUTES LES RÈGLES D'UN BÂTIMENT MODERNE	134 382,65			134 382,65
8115	PROJET DE RECONSTRUCTION DES BÂTIMENTS EN TOUTES LES RÈGLES D'UN BÂTIMENT MODERNE	282 442,61			282 442,61
8116	EXPANSE ADMINISTRATIVE	1 168,00			1 168,00
8117	EXPANSE ADMINISTRATIVE	8 126,54			8 126,54
8118	ASSURANCE MULTISPECIFIQUE	330 781,63			330 781,63
8119	Frais et dépenses		16 210,60		16 210,60
8120	EXPANSE ADMINISTRATIVE	8 360,00			8 360,00
8121	EXPANSE ADMINISTRATIVE	21 400,00			21 400,00
8122	EXPANSE ADMINISTRATIVE		2 348,64		2 348,64
8123	EXPANSE ADMINISTRATIVE		5 800,00		5 800,00
8124	EXPANSE ADMINISTRATIVE		67 953,32		67 953,32
8125	TRANSPORT ET FRAIS	12,60			12,60
8126	EXPANSE ADMINISTRATIVE	77 571,00			77 571,00
8127	EXPANSE ADMINISTRATIVE	3 832,81			3 832,81
8128	EXPANSE ADMINISTRATIVE	8 320,00	1 218,63	518,25	10 056,88
8129	EXPANSE ADMINISTRATIVE	8 300,00	1 218,63	518,25	10 036,88
8130	EXPANSE ADMINISTRATIVE	1 135,40			1 135,40
8131	EXPANSE ADMINISTRATIVE	985 188,74			985 188,74
8132	EXPANSE ADMINISTRATIVE	77 388,30		20,18	77 408,48
8133	TAXES ET IMPÔTS SUR LES VEHICULES ALTES IMPÔTS SUR LES VEHICULES ASSURÉS, ALTES ORGANISÉS	4 512,12			4 512,12
8134	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	18 000,00	1 269 105,00	860 163,63	45 269 168,63
8135	AUTRES DÉPENSES PERSONNEL CORRECTIVES PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES DÉPENSES ADMINISTRATIVES	2 117 107,98	5 297,20	1 032,95	2 123 438,13
8136	EXPANSE ADMINISTRATIVE	72 150,50			72 150,50
8137	EXPANSE ADMINISTRATIVE	4 114 444,07	6 079,28	251 438,33	4 121 561,68
8138	EXPANSE ADMINISTRATIVE	482 140,50	18 040,02	1 734,82	499 915,34
8139	EXPANSE ADMINISTRATIVE	3 328 031,94	322 030,18	101 428,28	3 751 490,40
8140	EXPANSE ADMINISTRATIVE	1 308 727,19	114 181,16	91 486,27	1 514 394,62
8141	EXPANSE ADMINISTRATIVE	1 737,52	3 765,24		5 502,76
8142	EXPANSE ADMINISTRATIVE	1 068 896,67	157 251,63	68 556,15	1 294 704,45
8143	EXPANSE ADMINISTRATIVE	2 061 311,83	26 122,64	68 091,82	2 155 526,30
8144	EXPANSE ADMINISTRATIVE	48 860,25	2 805,62	1 268,18	52 934,05
8145	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	14 048 129,93	248 790,00	818 807,73	15 115 727,66
8146	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	890,00			890,00
8147	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	492 140,50		108 807,73	600 948,23
8148	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	25 771,45	258 751,00	178 858,30	503 380,75
8149	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	748,22			748,22
8150	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	748,22			748,22
8151	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	4 426 072,82	27 218,43	286 218,49	4 739 509,74
8152	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	5 458 777,97	27 218,43	286 218,49	5 772 214,89
8153	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	3 158 032,36		198 312,59	3 356 344,95
8154	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	1 667 553,91		1 807 256,27	3 474 810,18
8155	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	1 171 169,95		1 782 966,81	2 954 136,76
8156	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8157	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8158	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8159	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8160	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	129 642,35			129 642,35
8161	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	124 176,49			124 176,49
8162	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	35 111,71			35 111,71
8163	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL			155 220,59	155 220,59
8164	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL			83 836,56	83 836,56
8165	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL			83 836,56	83 836,56
8166	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL			83 836,56	83 836,56
8167	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	27 478,04	4 612,57		32 090,61
8168	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	1 56 092,67	4 612,57		160 705,24
8169	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	1 018 000,00			1 018 000,00
8170	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	364,00	31 081,30		31 445,30
8171	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL	351,00			351,00
8172	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL		11 487,26		11 487,26
8173	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8174	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8175	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8176	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8177	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8178	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8179	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8180	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8181	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8182	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8183	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8184	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8185	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8186	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8187	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8188	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8189	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				
8190	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS PERSONNEL				

TABLEAU 1 - DÉPENSES ET REVENUS GÉNÉRAUX

N°	Libellé	Dépenses et Revenus Généraux				Sources de Financement			
		Montants 2018	Montants 2017	Différence 2018-2017	%	Montants 2018	Montants 2017	Différence 2018-2017	%
	DÉPENSES	478 127,25				278 487,78			
	Revenus	478 127,25				499 227,12			
01	PROVINCE GÉNÉRALE	502 771	502 771			308 244,00	308 244,00		
0002	Administration								
0003	Autres dépenses non classées	48 000	48 000			48 000	48 000		
0005	Autres dépenses de personnel	5 000	5 000			5 000	5 000		
0006	Autres dépenses non classées								
0007	Coûts de production de services								
0008	Autres dépenses non classées	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000		
0009	Autres dépenses non classées								
0010	Autres dépenses non classées								
0011	Autres dépenses non classées								
0012	Autres dépenses non classées								
0013	Autres dépenses non classées								
0014	Autres dépenses non classées								
0015	Autres dépenses non classées								
0016	Autres dépenses non classées								
0017	Autres dépenses non classées								
0018	Autres dépenses non classées								
0019	Autres dépenses non classées								
0020	Autres dépenses non classées								
0021	Autres dépenses non classées								
0022	Autres dépenses non classées								
0023	Autres dépenses non classées								
0024	Autres dépenses non classées								
0025	Autres dépenses non classées								
0026	Autres dépenses non classées								
0027	Autres dépenses non classées								
0028	Autres dépenses non classées								
0029	Autres dépenses non classées								
0030	Autres dépenses non classées								
0031	Autres dépenses non classées								
0032	Autres dépenses non classées								
0033	Autres dépenses non classées								
0034	Autres dépenses non classées								
0035	Autres dépenses non classées								
0036	Autres dépenses non classées								
0037	Autres dépenses non classées								
0038	Autres dépenses non classées								
0039	Autres dépenses non classées								
0040	Autres dépenses non classées								
0041	Autres dépenses non classées								
0042	Autres dépenses non classées								
0043	Autres dépenses non classées								
0044	Autres dépenses non classées								
0045	Autres dépenses non classées								
0046	Autres dépenses non classées								
0047	Autres dépenses non classées								
0048	Autres dépenses non classées								
0049	Autres dépenses non classées								
0050	Autres dépenses non classées								
0051	Autres dépenses non classées								
0052	Autres dépenses non classées								
0053	Autres dépenses non classées								
0054	Autres dépenses non classées								
0055	Autres dépenses non classées								
0056	Autres dépenses non classées								
0057	Autres dépenses non classées								
0058	Autres dépenses non classées								
0059	Autres dépenses non classées								
0060	Autres dépenses non classées								
0061	Autres dépenses non classées								
0062	Autres dépenses non classées								
0063	Autres dépenses non classées								
0064	Autres dépenses non classées								
0065	Autres dépenses non classées								
0066	Autres dépenses non classées								
0067	Autres dépenses non classées								
0068	Autres dépenses non classées								
0069	Autres dépenses non classées								
0070	Autres dépenses non classées								
0071	Autres dépenses non classées								
0072	Autres dépenses non classées								
0073	Autres dépenses non classées								
0074	Autres dépenses non classées								
0075	Autres dépenses non classées								
0076	Autres dépenses non classées								
0077	Autres dépenses non classées								
0078	Autres dépenses non classées								
0079	Autres dépenses non classées								
0080	Autres dépenses non classées								
0081	Autres dépenses non classées								
0082	Autres dépenses non classées								
0083	Autres dépenses non classées								
0084	Autres dépenses non classées								
0085	Autres dépenses non classées								
0086	Autres dépenses non classées								
0087	Autres dépenses non classées								
0088	Autres dépenses non classées								
0089	Autres dépenses non classées								
0090	Autres dépenses non classées								
0091	Autres dépenses non classées								
0092	Autres dépenses non classées								
0093	Autres dépenses non classées								
0094	Autres dépenses non classées								
0095	Autres dépenses non classées								
0096	Autres dépenses non classées								
0097	Autres dépenses non classées								
0098	Autres dépenses non classées								
0099	Autres dépenses non classées								
0100	Autres dépenses non classées								
	Total	478 127,25	478 127,25			499 227,12	499 227,12		

(1) Les dépenses de la province générale sont composées de 100 % de dépenses de la province générale, de dépenses de la province générale et de dépenses de la province générale.
 (2) Les dépenses de la province générale sont composées de 100 % de dépenses de la province générale, de dépenses de la province générale et de dépenses de la province générale.
 (3) Les dépenses de la province générale sont composées de 100 % de dépenses de la province générale, de dépenses de la province générale et de dépenses de la province générale.
 (4) Les dépenses de la province générale sont composées de 100 % de dépenses de la province générale, de dépenses de la province générale et de dépenses de la province générale.
 (5) Les dépenses de la province générale sont composées de 100 % de dépenses de la province générale, de dépenses de la province générale et de dépenses de la province générale.

COMPTES FINANCIERS
BUDGET DE LA VILLE
PRESENTEE PAR LE COMITE PARLEMENTAIRE LOCAL - LOCAL FUNCTIONAL UNIT

FONCTION 2 - ACTION ECONOMIQUE

CJ	Local	00 INTERVENIONS SOUVERAINES	01 FORCES ET MARCHES	02 AGENCES, LAGRICULTURE ET AUTRES INDUSTRIES SANS ALIMENTAIRE	03 AGENCES LETTRES, COMMERCE AU DETAIL ET AU GROS COMMERCE	04 AGENCES COMMERCE ET AUTRES SERVICES INDUSTRIELS	05 AGENCES COMMERCE	CHARGES DES SERVICES PUBLICS	TOTAL
DEPENSES		4 267 069,79			88 000,00		469 200,00		5 224 269,79
Revenants		4 267 069,79			88 000,00		469 200,00		5 224 269,79
010	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 118 218,91					17 012,29		1 135 231,20
6000	MARCHANDISES DE PRESTATION DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	512 288,76							512 288,76
6010	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	2 902,20							2 902,20
6020	MARCHANDISES NON STOCKEES	350,89							350,89
6030	MARCHANDISES D'EQUIPEMENT	44,01							44,01
6040	LOCATIONS IMMOBILIERES	6 000,00							6 000,00
6050	ENTRETIEN ET REPARATION DE BÂTIMENTS	16 217,00				7 052,21			23 269,21
6052	ENTRETIEN REPARATION BAT PUBLICS	1 400,00				6 182,26			7 582,26
6053	ENTRETIEN VEHICULES	2 200,00							2 200,00
6054	ENTRETIEN ET REPARATION AUTRES								
6055	ENTRETIEN MOBILITE	2 600,10							2 600,10
6100	MAINTIENANCE					1 000,00			1 000,00
6110	LITIERAIRE RECHERCHES	23 000,00							23 000,00
6120	DOCUMENTATION GENERALE ET								
6130	TRAVAIL	240,00							240,00
6200	IMPRIMERIE	10 140,20							10 140,20
6230	CARTES POSTALES ET AFFICHES					1 667,22			1 667,22
6240	POSTES ET TELECOM	200,00							200,00
6250	COMPTABILISATION INFORMATIQUE	7 150,00				4 100,00			11 250,00
6260	TRAVAI DE TELECOMUNICATIONS	9 387,75							9 387,75
6270	TRAVAI COMMUNICATIONS	22 040,00							22 040,00
6300	RELEVEMENTS DE PRICES A VALIERS								
6310	TRAVAUX PUBLICS	7 110,20							7 110,20
6320	TAXES COMMUNALES	299 242,00							299 242,00
6400	CHARGES DE RECONSTRUCTION DE BÂTIMENTS ASSEMBLES	235 224,00							235 224,00
6410	CONTRATS ADJUSTES ET REVISES	7 427,14							7 427,14
6420	TRAVAUX PUBLICS	1 000 000,00							1 000 000,00
6430	TRAVAIL DE RECONSTRUCTION DE BÂTIMENTS AUTRES QU'EN BÂTIMENTS	9 000,00							9 000,00
6440	TRAVAUX PUBLICS	25 000,00							25 000,00
6450	RECONSTRUCTION DE BÂTIMENTS RECONSTRUITES	245 000,00							245 000,00
6460	CONTRATS A L'USAGER	12 142,44							12 142,44
6470	CONTRATS AUX CARGES DE RETRAITES PRELATION EN COURS POUR LE COURTS	68 000,00							68 000,00
6480	TRAVAIL PUBLICS	3 330,00							3 330,00
650	ATTENUATIONS DE PRODUITS (REVERSEMENTS RESTITUTIONS ET PROMISES DE DEDUCTIONS)					88 712,29			88 712,29
651	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 295 375,20			60 000,00		268 487,69		2 963 862,89
6510	PROVISIONS POUR DÉPENSES PROJETS LICENCES PROCÈDES DEBTS ET SAISIES RÉGULAIRES	1 500,00							1 500,00
6511	SUBVENTIONS DE GESTION REVENANTS ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE SERVICES	2 291 875,20			60 000,00		268 487,69		2 963 862,89
652	CHARGES EXPLOITATIONNELLES					3 220,45			3 220,45
6520	TROUS ANNULÉS SUR DÉPENSES ANTÉRIEURES					3 220,45			3 220,45
Reven à l'usage du titre									
PRODUITS		670 540,01				1 019 900,20			1 689 440,21
Mutualités		670 540,01				1 019 900,20			1 689 440,21
660	PRODUITS DES SERVICES DU COMMUNE ET SERVICES DIVERSES	45 189,16							45 189,16
6600	PRODUITS DES SERVICES DU COMMUNE ET SERVICES DIVERSES	45 189,16							45 189,16
6601	PRODUITS DES SERVICES	1 247,27							1 247,27
6602	PRODUITS DES SERVICES	44 941,89							44 941,89
670	IMPOSITIONS					652 782,24			652 782,24
6700	TAXES DE PÉRIODE					652 782,24			652 782,24
680	CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS ET AUTRES PRODUITS	27 350,42							27 350,42
6810	CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS DE LA VILLE	27 350,42							27 350,42
690	AUTRES REVENUS DE GESTION COURANTE	407 310,20				359 422,69			766 732,89
6910	REVENUS DES IMMOBILITES	504 331,20				222 122,49			726 452,69
6920	AUTRES REVENUS DE GESTION COURANTE	93 979,00							93 979,00
Reven à l'usage du titre									
SOLDE DE		2 076 600,00			88 000,00		262 800,00		2 427 400,00

Le Comptable a été vérifié par le service des finances de la ville de Québec, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, le 15 mars 2011. Les données financières sont conformes aux données de la ville de Québec, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, le 15 mars 2011. Les données financières sont conformes aux données de la ville de Québec, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, le 15 mars 2011. Les données financières sont conformes aux données de la ville de Québec, en vertu de la loi sur l'accès à l'information, le 15 mars 2011.

FONCTION 4 - SERVICES GENERAUX DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE LOCALE

F	Libellé	E1 OPERATIONS NON CONTABILISEES	E2 OPERATIONS DE JUSTICE GÉNÉRALE	34 RELATIONS INTERNATIONALES	Total
	DEPENSES (C)	17 600 336,66	6 250 091,00		23 850 427,66
	Réalisations	17 600 336,66	6 250 091,00		23 850 427,66
331	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPERTE	1 004 071,76			1 004 071,76
340	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2 428 071,06			2 428 071,06
341	SUBV. CÉDÉES PAR TRANSFÈRES AU COMPTÉ DE RÉSULTAT - ETAT	5 010,00			5 010,00
342	SUBV. CÉDÉES PAR TRANSFÈRES AU COMPTÉ DE RÉSULTAT - REGION	300,00			300,00
343	SUBV. CÉDÉES PAR TRANSFÈRES AU COMPTÉ DE RÉSULTAT - DEPARTEMENTS	1 330,00			1 330,00
344	PROVISIONS POUR L'IMP.	1 750,00			1 750,00
345	AUTRES AIDES FINANCIERES ET AMORTEMENTS	8 620,00			8 620,00
346	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	143 741,00			143 741,00
347	INSTALLATIONS D'ENERGIE SUSCRIPTIONS POUR EQUIPEMENT DE CABINETS	5 900,00			5 900,00
348	OPERATIONS FINANCIERES	2 250 117,00			2 250 117,00
349	CONCESSIONS ET DROITS DE CONCESSION	7 190,00			7 190,00
350	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	2 180,00			2 180,00
351	INSTALLATIONS D'ENERGIE	497,00			497,00
352	AUTRES INSTALLATIONS MATERIELLES ET OULLAGE TECHNIQUES	610,00			610,00
353	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	2 068,00			2 068,00
354	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40,00			40,00
36	BIBLIOTHEQUES ET SERVICES MULTIS	13 028 204,30			13 028 204,30
361	BIBLIOTHEQUES	12 008 200,00			12 008 200,00
362	AUTRES SERVICES	1 020 004,30			1 020 004,30
37	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES	128 110,00	678 240,00		806 350,00
371	FRAIS DE LOCS		6 000,00		6 000,00
372	FRAIS D'INSERTION	31 300,00			31 300,00
373	CONCESSIONS ET DROITS CIVILES	107 110,00	210 000,00		317 110,00
38	IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 684 940,00		2 684 940,00
381	AUTRES BREVETS D'INVENTION		107 120,00		107 120,00
382	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		27 070,00		27 070,00
383	AUTRES CONSTRUCTIONS		1 075 370,00		1 075 370,00
384	AUTRES CONSTRUCTIONS		2 000,00		2 000,00
385	RESERVATIONS		25 000,00		25 000,00
386	AUTRE MATERIEL ET OULLAGE DE DIFFERENTS CANTONS		7 800,00		7 800,00
387	AUTRES INSTALLATIONS MATERIELLES ET OULLAGE TECHNIQUES		42 000,00		42 000,00
388	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET COMMUNALES		328 690,00		328 690,00
389	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES BUREAU		100 320,00		100 320,00
39	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		5 710,00		5 710,00
40	PRELÈVES		48 600,00		48 600,00
41	OPERATIONS FINANCIERES				
411	OPERATIONS FINANCIERES				
412	OPERATIONS FINANCIERES				
413	OPERATIONS FINANCIERES				
414	OPERATIONS FINANCIERES				
415	OPERATIONS FINANCIERES				
416	OPERATIONS FINANCIERES				
417	OPERATIONS FINANCIERES				
418	OPERATIONS FINANCIERES				
419	OPERATIONS FINANCIERES				
42	RECETTES				
421	RECETTES				
422	RECETTES				
423	RECETTES				
424	RECETTES				
425	RECETTES				
426	RECETTES				
427	RECETTES				
428	RECETTES				
429	RECETTES				
43	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	10 000 000,00			10 000 000,00
431	PROVISIONS PRÉLIEVES	10 000,00			10 000,00
432	AUTRES CONSTRUCTIONS	10 000,00			10 000,00
433	FRAIS DE LOCS, RECHERCHE & DE DEVELOPPEMENT AVANTISSEMENT DES	10 000,00			10 000,00
434	FRAIS D'INSERTION	10 000,00			10 000,00
435	AUVERT SUBS. ETAT MOBILIS. ETU	800,00			800,00
436	AUVERT SUBS. ETAT MOBILIS. ETU	41 710,00			41 710,00
437	ETUDES TECHNIQUES & LA RECHERCHES AVANTISSEMENT AVANTISSEMENT	100 000,00			100 000,00
438	INSTALLATIONS	50 000,00			50 000,00
439	AUVERT SUBS. COMMUNE MEMBRES MOBILIS.	10 000,00			10 000,00
440	INSTALLATIONS	100 000,00			100 000,00
441	INSTALLATIONS	10 000,00			10 000,00

FONCTION 01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES COMMUNES, BUREAUX PUBLICS LOCAUX

(1)	Libellé	01 OPÉRATIONS D'OPÉRATIONS D'OPÉRATIONS	02 POPULATION GÉNÉRALE	03 JUSTICE	04 RELATIONS INTERNATIONALES	Total
	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	61 451 00				61 451 00
2004-21	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	72 017 00				72 017 00
2004-22	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	142 125 00				142 125 00
2004-23	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	1 264 000				1 264 000
2004-24	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	2 329 845 00				2 329 845 00
2004-25	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	99 199 50				99 199 50
2004-26	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	1 152 250 00				1 152 250 00
2004-27	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	130 415 97				130 415 97
2004-28	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	396 00				396 00
2004-29	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	1 161 000				1 161 000
	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	671 256 84				671 256 84
2005-01	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	10 175 00				10 175 00
2005-02	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	15 175 00				15 175 00
2005-03	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	6 425 88				6 425 88
2005-04	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	15 752 00				15 752 00
2005-05	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	61 022 23				61 022 23
2005-06	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	314 452 42				314 452 42
2005-07	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	32 132 83				32 132 83
2005-08	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	57 581 74				57 581 74
2005-09	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	644 66				644 66
2005-10	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	458 64				458 64
2005-11	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	2 322 00				2 322 00
2005-12	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	43 502 18				43 502 18
2006-01	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	7 128 22				7 128 22
2006-02	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	1 217 482 84				1 217 482 84
2006-03	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	357 425 12				357 425 12
2006-04	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	200 158 63				200 158 63
2006-05	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	272 00				272 00
2006-06	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	474 028 58				474 028 58
2006-07	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	586 132 00				586 132 00
2006-08	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	12 00				12 00
2006-09	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	458 73				458 73
2006-10	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	12 00				12 00
2006-11	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	451 382 52				451 382 52
2006-12	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	112 652 24				112 652 24
2007-01	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	7 721 88				7 721 88
2007-02	AMORTISSEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT	7 721 24				7 721 24
		12 918 227 48				12 918 227 48
1022	FISTULA	1 952 644 88				1 952 644 88
1028	EXERCICES DE FONCTIONNEMENT	13 945 627 61				13 945 627 61
10	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	12 918 84 83	3 490 51			16 409 357 34
104	EMPRUNTS EN EURO	15 220 826 23				15 220 826 23
105	DEPOTS ET CAUTEREMENTS REÇUS		3 369 31			3 369 31
106	PLANS DE DÉPENSES ASSIMILÉES	357 290 33				357 290 33
20	AUTRES MODALITÉS FINANCIÈRES					
204	PRÊT		10 000 00			10 000 00
205	DEPOTS ET CAUTEREMENTS VERSÉS		1 000 00			1 000 00
206	PRÊT À LA PÉRIODE					
207	PRÊT À LA PÉRIODE					
208	PRÊT À LA PÉRIODE					
209	PRÊT À LA PÉRIODE					
210	PRÊT À LA PÉRIODE					
	Reven à redresser 2012	50 830 250 20				50 830 250 20
	SOLDES (2)	22 723 356 12	4 150 298 81			26 873 654 93

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(1)	Libellé	11 SECURITE INTERIEURE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	Total
DEPENSES (2)				
Réalizations				
Opérations d'équipement				
Opérations pour compte de tiers				
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011			
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014			
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016			
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017			
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018			
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019			
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT			
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL			
AMENAGEMENT STATION CORNACH				
458100005	MULTIOUSE			
458100007	ROUTE MARIE LOUISE			
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES (2)				
Réalizations				
Opérations pour compte de tiers				
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014			
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015			
454200016	AIDE A LA PIERRE 2016			
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT			
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL			
Restes à réaliser au 31/12				
SOLDES (2)				

Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE

(1)	Libellé	110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE
DEPENSES (2)						
Réalizations						
Opérations d'équipement						
Opérations pour compte de tiers						
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011					
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014					
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016					
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017					
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018					
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019					
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT					
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL					
AMENAGEMENT STATION CORNACH						
458100005	MULTI HOUSE					
458100007	ROUTE MARIE LOUISE					
Restes à réaliser au 31/12						
RECETTES (2)						
Réalizations						
Opérations pour compte de tiers						
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014					
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015					
454200016	AIDE A LA PIERRE 2016					
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT					
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL					
Restes à réaliser au 31/12						
SOLDES (2)						

(1) Pour le croisement par nature, le total est fait à la fin de chaque vote (chacun article ou article spécial) et

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondant à la somme des dépenses et des recettes ainsi que des restes à réaliser et des reports (généralisés 201 et 202). Les lignes reports 001 et 002 appartiennent à la colonne 01 Non ventilables.

M. ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT

II
A.1.1

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT FORMATION

(1)	LIBRE	23 SERVICES COMMUNS	24 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	25 ENSEIGNEMENT DU DEGRÉ DEGRÉ	26 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	27 FORMATION CONTINUE	28 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	TOTAL
	DEPENSES (2)		2 063,06		2 433 876,72		2 179 072,03	4 676 939,81
	Reclassés		2 063,06		1 938 031,71		2 204 295,12	4 195 319,89
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						48 000,00	48 000,00
201	20101 CONCEPTIONS ET DROITS DE SOUS-TRAITS						48 000,00	48 000,00
204	20401 MOBILS EQUIPEMENTS VERSES				311 236,48		1 288 687,69	2 099 924,17
2040101	2040101 SUBS/OUVRIERS BÂTIMENTS ET INSTALLATIONS						1 288 687,69	1 288 687,69
2040102	2040102 SUBS/OUVRIERS PUBLCS MOULIN WATER ELE ET/OES				130 000,00			130 000,00
2040103	2040103 SUBS/OUVRIERS PUBLCS BATIMENTS INSTALLATIONS				181 236,48			181 236,48
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 865,66				182 878,75	185 744,41
2101	210101 AUTRES BATIMENTS PUBLCS						39 464,50	39 464,50
210102	210102 AUTRES METALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES		2 865,66					2 865,66
210103	210103 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATRIEL DE BUREAU ET MECANIQUE						1 570,75	1 570,75
210104	210104 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER						25 833,25	25 833,25
210105	210105 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						62 670,25	62 670,25
22	IMMOBILISATIONS EN COURS				1 876 355,31		227 824,30	2 104 179,61
2201	220101 IMMOBILISATIONS EN COURS				1 876 355,31		227 824,30	2 104 179,61
	Opérations d'équipement							
	Opérations pour compte de tiers							
45410001	45410001 AIDE A LA FERRE 2011							
45410002	45410002 AIDE A LA FERRE 2014							
45410003	45410003 AIDE A LA FERRE 2015							
45410004	45410004 AIDE A LA FERRE 2017							
45410005	45410005 AIDE A LA FERRE 2018							
45410006	45410006 AIDE A LA FERRE 2019							
45410007	45410007 AID AVANCE CREDITS DEPARTEMENT							
45410008	45410008 AID 2185T CONSEIL DEPARTEMENTAL AMENAGEMENT STAT UN LOHNACH							
45410009	45410009 AID 1005E							
45410010	45410010 AID 1005E VARE LOUSE							
	Restes à valoir au 31/12				668 035,31		173 779,21	841 814,52
	RECETTES (3)				1 220 682,05		885 448,03	2 106 130,08
	Reclassés						297 733,88	297 733,88
13	SUBVENTIONS D'INTERSECTEUR RECUES						297 733,88	297 733,88
1301	130101 SUBVENTIONS D'INTERSECTEUR NON TRANSFERABLES						30 242,00	30 242,00
130102	130102 SUBVENTIONS COMMUNES MEMBRE DU COT						12 890,00	12 890,00
130103	130103 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES						25 099,88	25 099,88
130104	130104 AUTRES SUBVENTIONS D'INTERSECTEUR NON TRANSFERABLES						220 602,00	220 602,00
	Opérations pour compte de tiers							
45420001	45420001 AIDE A LA FERRE 2014							
45420002	45420002 AIDE A LA FERRE 2015							
45420003	45420003 AIDE A LA FERRE 2016							
45420004	45420004 AID 1005T DEPARTEMENT							
45420005	45420005 AID 2185T CONSEIL DEPARTEMENTAL							
	Restes à valoir au 31/12				1 220 682,05		37 736,12	1 258 418,17
	SOLDES (4)		2 868,66		-1 212 934,72		-2 042 838,05	-3 357 099,81

N° ANNÉES	M
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTAT ON CRIBEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	M 2

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT FONDATION

(1)	LIBRÉ	Sous-fonction 31 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			Sous-fonction 28 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT				
		211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	213 CLASSES REGROUPEES	231 RESPOUNSE ET RESTAURATION SCOLAIRE	252 TRANSPORTS SCOLAIRES	253 SPORT SCOLAIRE	254 MEDICINE SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT
	DEPENSES (2)			2 963,95	2 078 976,00				
	Realisations			2 963,95	2 078 976,00				
33	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES				48 005,00				
2061	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES				45 000,00				
214	SUBV. EQUIPEMENTS VERSEES				1 758 581,69				
2061410	SUBV COMMUNE MERE BATIMENTS ET INSTALLATIONS				1 758 581,69				
21	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES			2 963,95	183 476,75				
21218	AUTRES BATIMENTS PUBLICS				85 484,59				
2158	AUTRES INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			2 963,95					
2163	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				1 020,70				
2184	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE				25 200,25				
2189	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				62 695,75				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				207 454,60				
2113	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION				207 454,60				
	Opérations d'équipement								
	Opérations pour compte de tiers								
45410011	AIDE A LA PIERRE 2011								
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014								
45410015	AIDE A LA PIERRE 2015								
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017								
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018								
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019								
45410100	FIDUCIARITE CREDIT DE DEPARTEMENT								
45410104	FIDUCIARITE CREDIT DEPARTEMENTAL AMENAGEMENT STATION DORVAL H. MULLHUSEL								
45410170	FIDUCIARITE CREDIT DEPARTEMENTAL								
45410207	ROUTE VARE LOUSE								
	Restes à réaliser au 31/12				178 179,91				
	RECETTES (2)				336 443,08				
	Realisations				336 443,08				
33	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				297 183,08				
1321	ELEVATION D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT & ETABLISSEMENT NATIONAL				39 243,00				
1324	ELEVATION COMMUNE MEMBRE DU GPF				12 300,00				
1327	ELEVATION D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES BUDGET COMMUNICATAIRE ET FONDS STRUCT				26 651,05				
1328	AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES				206 989,03				
	Opérations pour compte de tiers								
45420114	AIDE A LA PIERRE 2014								
45420115	AIDE A LA PIERRE 2015								
45420118	AIDE A LA PIERRE 2018								
45420100	FIDUCIARITE DEPARTEMENT								
45420104	FIDUCIARITE CREDIT DEPARTEMENTAL								
	Restes à réaliser au 31/12				31 108,12				
	SOLDES (2)			-2 963,95	2 042 618,15				

1) Les réalisations pour l'exercice concernent les opérations de l'exercice d'origine et les opérations effectuées ultérieurement, sous réserve de leur affectation définitive.
2) Les restes à réaliser au 31/12 correspondent à des opérations effectuées au cours de l'exercice et qui n'ont pas encore été réalisées au 31/12 de l'exercice précédent.
3) Les restes à réaliser au 31/12 correspondent à des opérations effectuées au cours de l'exercice et qui n'ont pas encore été réalisées au 31/12 de l'exercice précédent.

N - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT		A1.2

FONCTION 3 - CULTURE

(1)	Libellé	30 SERVICES COMMUNS	31 EXPRESSION ARTISTIQUE	32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	33 ACTION CULTURELLE	Total
	DEPENSES (2)			1 267 053,21		1 267 053,21
	Réalisations			1 267 744,33		1 267 744,33
204	SUBV EQUIPEMENTS DIVERSES			1 267 380,55		1 267 380,55
	SUBV DROIT PROPRIÉTÉS					
20403	INSTALLATIONS			1 257 250,00		1 257 250,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			2 454,53		2 454,53
	AUTRES INSTALLATIONS MATERIELLES					
2125	OUTILS AGRIQUES DIVERSES			1 377,93		1 377,93
2135	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			635,60		635,60
	Opérations d'équipement					
	Opérations pour compte de tiers					
45410001	AIDE A LA PIERRE 2011					
45410004	AIDE A LA PIERRE 2014					
45410008	AIDE A LA PIERRE 2010					
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017					
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018					
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019					
45410010	PRG AVANCE CREDIT DEPARTEMENT					
45410014	PRG REST CONSEIL DEPARTEMENTAL					
	AMENAGEMENT STATION CORRAACH					
45410025	MUSEE					
45410027	ROUTE MARE LOUÏSE					
	Règles à respecter (3)			26 316,86		26 316,86
	RECETTES (2)					
	Réalisations					
	Opérations pour compte de tiers					
45420014	AIDE A LA PIERRE 2014					
45420015	AIDE A LA PIERRE 2015					
45420016	AIDE A LA PIERRE 2016					
45420018	AIDE A LA PIERRE 2018					
45420019	PRG REST DEPARTEMENTAL					
45420021	PRG REST CONSEIL DEPARTEMENTAL					
	Règles à respecter (3)			-1 267 053,21		-1 267 053,21

Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE

Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES

(1)	Libellé	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREOGRAPHIQUE	312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ARTS VISUELS	313 THEATRES	314 CIRQUES ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUE ET MUSEUMOLOGIE	322 MUSEES	323 ARCHIVES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
	DEPENSES (2)					1 628,95	1 263 234,26		
	Réalisations					1 628,95	1 214 915,60		
204	SUBV EQUIPEMENTS DIVERSES						1 237 283,00		
	SUBV DROIT PROPRIÉTÉS								
20403	INSTALLATIONS						1 237 283,00		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					1 628,95			
	AUTRES INSTALLATIONS MATERIELLES						1 635,60		
2125	OUTILS AGRICOLES DIVERSES					1 628,95			
2135	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						1 635,60		
	Opérations d'équipement								
	Opérations pour compte de tiers								
45410001	AIDE A LA PIERRE 2011								
45410004	AIDE A LA PIERRE 2014								
45410008	AIDE A LA PIERRE 2010								
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017								
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018								
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019								
45410010	PRG AVANCE CREDIT DEPARTEMENT								
45410014	PRG REST CONSEIL DEPARTEMENTAL								
	AMENAGEMENT STATION CORRAACH								
45410025	MUSEE								
45410027	ROUTE MARE LOUÏSE								
	Règles à respecter (3)						26 316,86		
	RECETTES (2)								
	Réalisations								
	Opérations pour compte de tiers								
45420014	AIDE A LA PIERRE 2014								
45420015	AIDE A LA PIERRE 2015								
45420016	AIDE A LA PIERRE 2016								
45420018	AIDE A LA PIERRE 2018								
45420019	PRG REST DEPARTEMENTAL								
45420021	PRG REST CONSEIL DEPARTEMENTAL								
	Règles à respecter (3)								
	SOLDES (2)					1 628,95	-1 246 298,26		

(1) Pour le détail des dépenses, le détail des recettes et des soldes, voir le tableau de bord de la page 109 de ce document. (2) Pour le détail des dépenses, le détail des recettes et des soldes, voir le tableau de bord de la page 109 de ce document. (3) Pour le détail des dépenses, le détail des recettes et des soldes, voir le tableau de bord de la page 109 de ce document.

IV - ANNEXES
ELEMENTS JUSSUY
PRESENTATION ORDONNEE PAR FONCTION - TOTAL INVESTISSEMENT

19

A1.2

FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

FI	Libellé	40 SERVICES COMMUNAUX	41 SPORTS	42 JEUNESSE	Total
	DEPENSES (I)		1 442 484,32		2 442 484,32
	Réalisations		1 131 082,58		1 708 162,60
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		27 358,60		27 358,60
200	FRAIS D'ETUDES		7 173,30		7 173,30
205	ACQUISITIONS ET DROITS SIMILAIRES		20 245,50		20 245,50
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 415 125,72		1 415 125,72
	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS		128 638,87		128 638,87
21010	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		454 298,09		454 298,09
2105	AUTRES INSTALLATIONS MATERIELLES		59 041,57		59 041,57
21050	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIELLES BUREAUX ET INFORMATIQUES		13 356,80		13 356,80
21051	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER		7 111,04		7 111,04
21052	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		34 573,72		34 573,72
211	IMMOBILISATIONS EN COURS		886 257,43		886 257,43
2112	CONSTRUCTION		750 207,43		750 207,43
	Opérations d'équipement				
	Opérations pour compte de tiers				
45410001	AIDE A LA FERRE 2014				
45410004	AIDE A LA FERRE 2014				
45410006	AIDE A LA FERRE 2015				
45410007	AIDE A LA FERRE 2017				
45410008	AIDE A LA FERRE 2018				
45410009	AIDE A LA FERRE 2019				
45410010	FIDUCIARIE DEPART. DEPART. DEPART.				
45410014	PROJET RING CONSEIL DEPARTEMENTAL AMENAGEMENT STATION COPRAVAL				
45410022	VULNERABILITE				
45410027	ROUTE MARIE JOUZE				
	Réalisations au 31/12		724 338,74		724 338,74
	RECETTES (O)		294 695,03		294 695,03
	Réalisations		294 695,03		294 695,03
13	DOTATION FOND DIVERS ET RESERVES		22 874,04		22 874,04
13001	CONVET LES EN CASH		22 874,04		22 874,04
14	SUBVENTIONS D'AMORTISSEMENT RECUES		272 819,00		272 819,00
1402	SUBVENTIONS PARTICIPATION TRANSPORTS REGIONALES REGIONALES		172 019,00		172 019,00
1403	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSMISES A DES DEPARTEMENTS		100 800,00		100 800,00
	Opérations pour compte de tiers				
45420014	AIDE A LA FERRE 2014				
45420015	AIDE A LA FERRE 2015				
45420016	AIDE A LA FERRE 2016				
45420020	FIDUCIARIE DEPART. DEPART.				
45420024	PROJET RING CONSEIL DEPARTEMENTAL				
	Réalisations au 31/12		-2 147 786,32		-2 147 786,32

FI	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS			Sous-fonction 42 JEUNESSE			
		411 SALLES DE SPORTS GYMNASES	412 STADES	413 PERSONNES	414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOGIS	422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES
	DEPENSES (O)	4 416,00		667 064,03	1 573 179,30			
	Réalisations	4 416,00		656 213,50	1 047 423,48			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			25 248,82	2 123,30			
200	FRAIS D'ETUDES				7 173,30			
205	ACQUISITIONS ET DROITS SIMILAIRES			25 248,82				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 416,00		264 427,81	735 812,45			
	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS			5 067,00	1 19 288,07			
21010	AMENAGEMENTS				1 19 288,07			
21050	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIELLES BUREAUX ET INFORMATIQUES	4 416,00		132 179,05	13 356,80			
21051	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER				7 111,04			
21052	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			14 129,56	20 700,07			
211	IMMOBILISATIONS EN COURS			346 558,70	341 697,33			
2112	CONSTRUCTION			346 558,70	341 697,33			
	Opérations d'équipement							
	Opérations pour compte de tiers							

ELEMENTS DU BILAN

RESERVATION CROISSE PAR FONCTION - UTILIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

(1)	Lieu	Sous-fonction 41 SPORTS			Sous-fonction 42 JEUNESSE			
		411 SALLES DE SPORTS, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	421 CENTRES DE LOISIRS	422 ACTIVITES POUR LES JEUNES	423 COLONNES DE VACANCES
45410011	AIDE A LA PIERRE 2011							
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014							
45410016	AIDE A LA PIERRE 2016							
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017							
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018							
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019							
45410019	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45410019	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45410019	AMPLACEMENT STATION DORMACH							
45410020	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45410019	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45410020	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45410020	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45410021	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45410021	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45410022	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45410022	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
	Restes à réaliser au 31/12			211 462,92	532 745,82			
	RECETTES (1)				234 455,20			
	Prévisions				294 466,30			
	DOTATIONS, FONDIS DIVERS ET RESERVES				22 875,20			
1075	DONS ET LEGS EN CÉLÉRAL				229 755,20			
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REÇUES				27 201,80			
1022	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES REGIONALES				172 249,20			
1322	TRANSFÉRABLES DEPARTEMENTAUX				100 000,00			
	Opérations pour compte de tiers							
45420011	AIDE A LA PIERRE 2011							
45420014	AIDE A LA PIERRE 2014							
45420016	AIDE A LA PIERRE 2016							
45420017	AIDE A LA PIERRE 2017							
45420018	AIDE A LA PIERRE 2018							
45420019	AIDE A LA PIERRE 2019							
45420019	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45420019	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45420020	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45420020	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
45420021	MD AVANCE CHENET DEPARTEMENT							
45420021	MD ERSET CONSEIL DEPARTEMENTAL							
	Restes à réaliser au 31/12							
	SOLDES (2)	4 439,00		-87 886,02	1 276 584,20			

(1) Recettes à valoir sur les opérations d'investissement financées par les subventions des collectivités locales, des associations et des particuliers.

(2) Le solde compris à la rubrique 45420000 au 31/12/2022. Les dépenses en cours au 31/12/2022 à l'origine des dépenses d'investissement ont été imputées sur les crédits de la rubrique 45420000 au 31/12/2022.

IV - ANNEXES ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION RETAIL INVESTISSEMENT	N° 412
--	-----------

FONCTION 3 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

(1)	Libellé	52		Total
		51 SANTE	INTERVENTIONS SOCIALES	
DEPENSES (2)				
Réalizations				
Opérations d'équipement				
Opérations pour compte de tiers				
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014			
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014			
45410015	AIDE A LA PIERRE 2015			
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017			
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018			
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019			
45410010	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT			
45410014	PRE REST CONSEIL DEPARTEMENTAL			
45410021	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT			
45410022	MULTI FAMILIAR			
45410027	ROUTE NARIE LOUSE			
Restes à réaliser au 31/12				
RECETTES (2)				
Réalizations				
Opérations pour compte de tiers				
45420014	AIDE A LA PIERRE 2014			
45420015	AIDE A LA PIERRE 2015			
45420016	AIDE A LA PIERRE 2016			
45420017	AIDE A LA PIERRE 2017			
45420018	AIDE A LA PIERRE 2018			
45420019	AIDE A LA PIERRE 2019			
45420010	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT			
45420014	PRE REST CONSEIL DEPARTEMENTAL			
Restes à réaliser au 31/12				
SOLDES (2)				

(1)	Libellé	Fonc-tion 51 SANTE			Fonc-tion 52 INTERVENTIONS SOCIALES				
		510 SERVICES COMMUNS	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE	520 SERVICES COMMUNS	521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPEES ET INADAPTES	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	524 AUTRES SERVICES
DEPENSES (2)									
Réalizations									
Opérations d'équipement									
Opérations pour compte de tiers									
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014								
45410014	AIDE A LA PIERRE 2014								
45410016	AIDE A LA PIERRE 2016								
45410017	AIDE A LA PIERRE 2017								
45410018	AIDE A LA PIERRE 2018								
45410019	AIDE A LA PIERRE 2019								
45410010	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT								
45410014	PRE REST CONSEIL DEPARTEMENTAL								
45410021	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT								
45410022	MULTI FAMILIAR								
45410027	ROUTE NARIE LOUSE								
Restes à réaliser au 31/12									
RECETTES (2)									
Réalizations									
Opérations pour compte de tiers									
45420014	AIDE A LA PIERRE 2014								
45420015	AIDE A LA PIERRE 2015								
45420016	AIDE A LA PIERRE 2016								
45420017	AIDE A LA PIERRE 2017								
45420018	AIDE A LA PIERRE 2018								
45420019	AIDE A LA PIERRE 2019								
45420010	PRE AVANCEZ LIQUIDES DEPARTEMENT								
45420014	PRE REST CONSEIL DEPARTEMENTAL								
Restes à réaliser au 31/12									
SOLDES (2)									

(1) Révisé en conformité avec le plan de classement des dépenses de l'Etat, en date du 15/01/2014, dans le cadre de la loi de finances pour 2014.

(2) Les soldes correspondent à la période de mise en œuvre de la loi de finances. Les dépenses et les recettes sont présentées à la date de clôture de l'exercice budgétaire. Les soldes sont présentés à la date de clôture de l'exercice budgétaire. Les soldes sont présentés à la date de clôture de l'exercice budgétaire.

ÉLÉMENTS DU BILAN
PRÉSENTATION CROISÉE PAR FONCTION - DÉTAIL INVESTISSEMENT

A.2

FONCTION 6 - FAMILLE

(1)	Libellé	61 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGÉES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITÉ	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES	Total
	DÉPENSES (2)					782 529,77	782 529,77
	Réalisations					602 967,67	602 967,67
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					831,60	831,60
2041	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES					831,60	831,60
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES					13 312,00	13 312,00
20421	SUBV PERS DROIT PRIML MOBILIER						
20421	MATERIEL ETUDES					13 312,00	13 312,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					134 359,71	134 359,71
21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS					104 230,00	104 230,00
2132	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
2132	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE					389,66	389,66
2132	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
2134	MOBIELER					3 074,79	3 074,79
2138	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					26 665,26	26 665,26
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					454 472,26	454 472,26
2313	CONSTRUCTION					454 472,26	454 472,26
	Opérations d'équipement						
	Opérations pour compte de tiers						
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011						
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014						
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016						
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017						
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018						
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019						
454100020	PG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT						
454100024	PG 2001 CONSEIL DEPARTEMENTAL						
455100005	AMENAGEMENT STATION DOMMACH						
455100007	MILL HOUSE						
455100007	MOULIN MARIL LOUIS						
	Restes à réaliser au 31/12					179 562,20	179 562,20
	RECETTES (2)					224 200,00	224 200,00
	Réalisations					224 200,00	224 200,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES					224 200,00	224 200,00
1398	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES					224 200,00	224 200,00
	Opérations pour compte de tiers						
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014						
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015						
454200016	AIDE A LA PIERRE 2016						
454200023	PG 2001 DEPARTEMENT						
454200024	PG 2001 CONSEIL DEPARTEMENTAL						
	Restes à réaliser au 31/12						
	SOLDES (2)					558 329,77	558 329,77

(1) Pour le classement par nature, le détail est fait selon le mode de vote en vertu de l'Assemblée délibérante (pour info, voir le contenu des annexes)

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes sont présentées à la somme des dépenses et des recettes et des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne "01 - FONCTIONNELLES".

FONCTION 7 - LOGEMENT

(1)	Livellé	70 SERVICES COMMUNAUX	71 PARC PRIVÉ DE LA VILLE	72 AIDE AU SECTEUR LOCATIF	73 AIDE A L'ACCESSION A LA PROPRIETE	Total
	DEPENSES (2)	8 854 196,46	32 000,00			8 886 196,46
	Réalisations	7 13 975,30	32 000,00			7 45 975,30
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	12 670,00				12 670,00
155	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	12 570,00				12 570,00
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	695 190,84				695 190,84
204	SUB EQUIP ETAR PLSL BATIMENTS					
204.72	INSTALLATIONS	142 552,00				142 552,00
204.22	SUB DROIT PRIVE BATIMENTS					
204.22	INSTALLATIONS	552 638,54				552 638,54
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 224,46	32 000,00			38 224,46
21.318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	6 224,46	32 000,00			38 224,46
	Opérations d'équipement					
	Opérations pour compte de tiers	895 793,46				895 793,46
45410001	AIDE A LA PIERRE 2011	19 040,00				19 040,00
45410004	AIDE A LA PIERRE 2014	55 200,00				55 200,00
45410006	AIDE A LA PIERRE 2016	31 378,10				31 378,10
45410007	AIDF A LA PIERRE 2017	405 300,43				405 300,43
45410008	AIDE A LA PIERRE 2018	139 324,33				139 324,33
45410009	AIDE A LA PIERRE 2019	80 550,00				80 550,00
45410010	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	10 500,00				10 500,00
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	25 500,00				25 500,00
454100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH					
454100006	MILHOUSE					
454100007	ROUTE MARIE LOUISE					
	Restes à réaliser au 31/12	7 244 427,70				7 244 427,70
	RECETTES (2)	7 756 339,48		2 579,00		7 758 918,48
	Réalisations	8 230,00		2 578,00		10 808,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	5 730,00		2 579,00		8 309,00
	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES			2 579,00		2 579,00
1325	ETABLISSEMENTS PUBLICS			2 579,00		2 579,00
	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES	5 730,00				5 730,00
1328	TRANSFÉRABLES AUTRES	5 730,00				5 730,00
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	2 500,00				2 500,00
204.22	SUB DROIT PRIVE BAT INSTAL REMBOURSES	2 500,00				2 500,00
	Opérations pour compte de tiers	908 302,89				908 302,89
454200014	AIDF A LA PIERRE 2014	50 795,71				50 795,71
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015	47 550,80				47 550,80
454200018	AIDE A LA PIERRE 2016	766 043,72				766 043,72
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT	5 960,66				5 960,66
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	31 500,00				31 500,00
	Restes à réaliser au 31/12	6 839 806,59				6 839 806,59
	SOLDES (2)	-1 097 896,98	-32 000,00	2 479,00		-1 127 417,98

(1) Pour le présent bilan par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécial).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi qu'à la somme des restes à réaliser et des reports (y compris les reports de l'exercice précédent) et des opérations de régularisation.

ELEMENTS DU BILAN
PREVISION CROQUE PAR FONCTION - 02/2018 - 01/2019

21.2

FONCTIONS - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS ENVIRONNEMENT

(1)	Libellé	#1 REVENU ORDINAIRE	#2 AMORTISSEMENT TERRAIN	#3 PROVISIONS ET	Total
	DEBITES (2)	2 175 295,31	5 048 725,42	1 743 146,54	8 967 167,27
	Restes à payer	1 250 201,87	5 058 059,35	1 115 483,10	7 423 744,32
33	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 201,43	137 666,07		172 867,50
34	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 500,42	137 666,07		162 166,49
	SACS EQUIPEMENTS VERSEES		413 132,91	79 583,77	492 715,68
204112	SURCOTE ET/OU BARRIAGES		58 000,00		58 000,00
204113	SURCOTE ET/OU BARRIAGES - BARRIAGES		39 000,00		39 000,00
204114	SURCOTE ET/OU BARRIAGES - BARRIAGES			4 000,00	4 000,00
204115	SURCOTE ET/OU BARRIAGES - BARRIAGES		80 000,00		80 000,00
204122	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION		140 000,00		140 000,00
204123	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION			10 000,00	10 000,00
204124	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION		77 000,00		77 000,00
204125	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION		11 000,00	60 000,00	71 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 357 951,57	34 325,52	1 358,54	1 445 595,63
	ALTES AMENAGEMENTS ET		4 172,18		4 172,18
2112	AMENAGEMENTS		4 172,18		4 172,18
2113	AUTRES BÂTIMENTS PUBLICS	95 243,74			95 243,74
2114	INSTALLATIONS DE VOIRIE	2 733,23	76 233,36		79 466,59
	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE				
2123	DEPENSE D'VILLE	2 424,77			2 424,77
	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE				
2128	VOIRIE	114 000,00			114 000,00
	AUTRES INSTALLATIONS MATERIEL ET				
2130	OUTILLAGE TECHNIQUES	58 450,00			58 450,00
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
2142	MATERIEL DE TRANSPORT	434 151,87			434 151,87
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
2183	MATERIEL DE SURVEILLANCE INFORMATIQUE	1 352,00		1 358,00	2 710,00
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	337 324,59		1 630,54	338 955,13
22	IMMOBILISATIONS EN COURS		10 180,54	1 631 194,77	1 641 375,31
	IMMOBILISATIONS EN COURS				
2219	INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE		10 180,54	1 631 194,77	1 641 375,31
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 000 000,00		4 000 000,00
271	PRET		4 000 000,00		4 000 000,00
	Opérations pour compte de tiers		7 044,96		7 044,96
45410001	AIDE A LA PIERRE 2011				
45410002	AIDE A LA PIERRE 2014				
45410003	AIDE A LA PIERRE 2016				
45410004	AIDE A LA PIERRE 2017				
45410005	AIDE A LA PIERRE 2018				
45410006	AIDE A LA PIERRE 2019				
45410007	PRE AVANCE CREDIT DEPARTEMENT				
45410008	PRE A COURT TERME DEPARTEMENTAL				
45410009	AMENAGEMENT STATION GORRAUCH		1 541,52		1 541,52
45410010	PRE A COURT TERME DEPARTEMENTAL		5 503,44		5 503,44
	Restes à payer au 31/12	752 233,33	391 217,51	444 850,54	1 588 301,38
	RECETTES (3)	55 134,11	5 371 460,31	318 577,81	5 745 172,23
	Réalisations	23 734,18	5 008 037,31	318 577,81	5 560 349,30
18	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES	55 134,11	332 195,87	318 577,81	1 205 907,80
	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES				
1821	ETABLISSEMENTS NATIONALS		718 260,77		718 260,77
1822	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES	35 000,00	15 700,00		50 700,00
1823	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES		213 850,00		213 850,00
1824	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES		24 845,00		24 845,00
1825	RECETTES D'ACTIVITES ECONOMIQUES	14 524,10		318 577,81	333 101,91
21	IMMOBILISATIONS FINANCIERES		19 251,25		19 251,25
	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES D'				
211	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		19 251,25		19 251,25
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 000 000,00		4 000 000,00
271	PRET		4 000 000,00		4 000 000,00
	Opérations pour compte de tiers		185 813,02		185 813,02
45420001	AIDE A LA PIERRE 2014				
45420002	AIDE A LA PIERRE 2015				
45420003	AIDE A LA PIERRE 2016				
45420004	PRE A COURT TERME DEPARTEMENTAL				
45420005	PRE A COURT TERME DEPARTEMENTAL				
	Restes à payer au 31/12		185 813,02		185 813,02
	SOLDES (2)	-2 121 561,93	722 734,94	-1 441 768,73	-2 739 595,72

FONCTION 8 - AMÉNAGEMENT ET ESPACES URBAINS, ENVIRONNEMENT

III	Libellé	Région (fonction 8) DÉPENSES DÉTAILLÉES					Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT			
		820 SERVICES COMMUNS	821 FIDUCIARISME ANNEXES DE VOIES	822 VILLE COMMUNALES ET QUARTIERS	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS	831 AMÉNAGEMENT DES PARCS	832 ACTIONS SPÉCIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	833 PRÉSERVATION ENVIRONNEMENT NATUREL
27	AUTRES INVESTISSEMENTS FONCTION 824					4 330 000,00				
274	EFFETS					4 000 000,00				
	Opérations d'équipement									
	Opérations pour compte de tiers					4 000 000,00				
	454100011 AIDE A LA P. ENR 2011									
	454100014 AIDE A LA P. ENR 2014									
	454100016 AIDE A LA P. ENR 2016									
	454100017 AIDE A LA P. ENR 2017									
	454100018 AIDE A LA P. ENR 2018									
	454100019 AIDE A LA P. ENR 2019									
	454100020 P. G. AVANCE CREDIT DEPARTEMENT									
	454100024 P. G. BRAT. CREDIT DEPARTEMENT									
	454100025 AVANCEMENT STATUT DE DOMAINE									
	454100026 VUANO, SE					1 901,32				
	454100027 COLLECTIF VUANO, SE					2 097,34				
	Restes à réaliser au 31/12	226,06		108 654,83	3 426,40	292 351,10	43 288,00		631 071,54	
	RECETTES (2)	20 333,00		248 280,08		2 033 128,20	218 577,81			
	Restes au 01/01	60 543,00		248 280,08		4 731 157,26	218 577,81			
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	65 840,00		248 280,08		668 838,01	218 577,81			
13	Subventions d'équipement non transférables d'Etat									
131	ETABLISSEMENTS NATIONAUX			1 101 000,00		600 483,91				
132	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DE REGION	22 700,23								
133	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES DEPARTEMENTS			126 000,00		65 997,12				
134	SUBVENTIONS COMMUNALES DEPARTEMENT	24 840,00								
135	AUTRES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AUTRES						2 097,78			
13	IMMOBILISATIONS EN COURS					13 201,33				
	AVANCE VERSÉES SUR COMMUNES D'INVESTISSEMENT					15 261,25				
17	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES EFFETS					4 000 000,00				
	Opérations pour compte de tiers					4 000 000,00				
	454200014 AIDE A LA P. ENR 2014									
	454200015 AIDE A LA P. ENR 2015									
	454200016 AIDE A LA P. ENR 2016									
	454200019 P. G. BRAT DEPARTEMENT									
	454200024 P. G. BRAT. CREDIT DEPARTEMENT									
	Restes à réaliser au 31/12	28 210,33				28 444,00				
	RECETTES (2)	22 671,34		278 442,42	110 287,85	657 195,00	192 947,95		1 654 246,31	

(1) Pour le détail de la répartition des dépenses par fonction, voir le tableau des dépenses par fonction (tableau A.1.1) et le tableau des dépenses par fonction (tableau A.1.2).
 (2) Les données concernent le 31/12/2014. Les dépenses de fonctionnement sont présentées dans le tableau des dépenses de fonctionnement (tableau A.1.3) et les dépenses d'investissement dans le tableau des dépenses d'investissement (tableau A.1.4).

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL IMPRIMEMENT

10
417

FONCTION 9 - ACTIVITE ECONOMIQUE

(1)	Libellé	50 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	91 FORÊTS ET MARCHES	92 AIDES A L'AGRICULTURE ET AUX INDUSTRIES AGRO- ALIMENTAIRES	93 AIDES A L'ENERGIE AUX IND. MANUFACT. ET AU TRAVAIL PUBLICS	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME	96 AIDES AUX SERVICES PUBLICS	Total
	DEPENSES (2)	11 329 488,27					674 913,27		12 004 253,54
	Reclassifications	2 603 637,06					93 642,47		4 697 229,52
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 730,00							84 730,00
200	Frais d'études	84 730,00							84 730,00
204	SURVEILLANCE ET ENTRETIEN	1 123 210,02					25 003,00		1 148 213,02
20417	ETABLISSEMENTS PUBLICS BATIMENTS						25 000,00		25 000,00
20418	INSTALLATIONS	1 123 210,02							1 123 210,02
20422	INSTALLATIONS	10 000,00							10 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	630 422,87					42 653,27		673 076,14
2128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	182 422,88							182 422,88
21310000	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	67 623,89					42 653,27		110 277,16
2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	44 826,43							44 826,43
21500000	INSTALLATIONS EN COURS	338 349,93							338 349,93
22	IMMOBILISATIONS EN COURS	48 657,61					26 689,20		75 346,81
2213	CONSTRUCTION	3 426,83					26 689,20		30 116,03
2215	INSTALLATIONS MATERIELLES ET TECHNIQUES	45 230,78							45 230,78
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 167 669,93							2 167 669,93
261	TITRES DE PARTICIPATION	2 167 669,93							2 167 669,93
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	556 169,00							556 169,00
274	PRETS	556 169,00							556 169,00
	Opérations d'équipement								
	Opérations pour compte de tiers								
45410001	AIDE A LA PIERRE 2011								
45410004	AIDE A LA PIERRE 2014								
45410005	AIDE A LA PIERRE 2015								
45410007	AIDE A LA PIERRE 2017								
45410008	AIDE A LA PIERRE 2018								
45410009	AIDE A LA PIERRE 2019								
45410010	TRAVANCS ENUS DEPARTEMENT								
45410014	PROGEST CONSEIL DEPARTEMENTAL AMENAGEMENTS A L'INDUSTRIE								
45410015	INDUSTRIE								
45410017	ROUTE MARCHE LOUSE								
	Restes à réaliser au 31/12	8 733 758,22					686 270,00		9 420 028,22
	RECETTES (2)	1 121 706,06					65 000,00		1 186 706,06
	Reclassifications	684 640,06							684 640,06
16	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECOURS	523 123,26							523 123,26
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFERABLES ETAT A								
1621	ETABLISSEMENTS NATIONALS	59 254,10							59 254,10
1670	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFERABLES REGION A	433 869,16							433 869,16
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	59 414,70							59 414,70
2764	CREANCES SUR LES PARTIULIERS	59 414,70							59 414,70
	Opérations pour compte de tiers								
45420004	AIDE A LA PIERRE 2014								
45420005	AIDE A LA PIERRE 2015								
45420006	AIDE A LA PIERRE 2016								
45420010	PROGEST DEPARTEMENT								
45420014	PROGEST CONSEIL DEPARTEMENTAL								
	Restes à réaliser au 31/12	566 169,00					65 000,00		631 169,00
	SOLDES (2)	-11 196 736,21					-616 921,27		-11 813 657,48

(1) Plan de budgétisation pluri-annuel. Montants budgétaires approuvés par le conseil municipal, affectés à un exercice budgétaire.

(2) Lettre de budgétisation à la fin de l'exercice budgétaire au 31/12/2019. Les dépenses et les recettes correspondantes à l'exercice budgétaire sont affectées à l'exercice budgétaire 2019 et sont affectées à l'exercice budgétaire 2019 et sont affectées à l'exercice budgétaire 2019.

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE		A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

Nature	Date de la décision de valider la ligne de trésorerie	Montant maximum autorisé au 31/12/2020	Montant des tirages 2020	Montant des remboursements 2020		Encours restant dû au 31/12/2020
				Intérêts	Remboursement du tirage	
5191 Avarces du trésor						
5192 Avances de trésorerie						
5190 Lignes de trésorerie						
LT-SGZ SMC	12/11/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5192 Lignes de trésorerie liées à un contrat						
154 Tirage-Eonia	05/12/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020 CC Tirage-Eonia	05/12/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020 CC Tirage-Eonia	05/12/2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Effets de trésorerie						
5195 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV
AZ.2

AZ.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 18449 et 186)

N°	Description	Date d'approbation	Date d'échéance ou date de renouvellement	Date du premier remboursement	Montant	100 de base (différé)	Taux	Taux Index		Devise	Précédents des remises/régularisations	Profil d'amortissement	Possibilité de rachat/ajout de titres par OIV	Caractéristiques
								Actualisé (ans)	Taux (à l'an)					
160	Evénements obligataires (Total)													
161	Banque d'investissement				244 323 707,20									
162	Etat				792 981,67									
163	Etat				5 652 000,00									
164	Etat				2 000 000,00									
165	Etat				5 652 000,00									
166	Etat				5 220 000,00									
167	Etat				5 200 000,00									
168	Etat				2 000 000,00									
169	Etat				2 403 000,00									
170	Etat				3 000 000,00									
171	Etat				0 000 000,00									
172	Etat				0 000 000,00									
173	Etat				2 320 000,00									
174	Etat				2 000 000,00									
175	Etat				2 000 000,00									
176	Etat				2 000 000,00									
177	Etat				2 000 000,00									
178	Etat				2 000 000,00									
179	Etat				2 000 000,00									
180	Etat				2 000 000,00									
181	Etat				2 000 000,00									
182	Etat				2 000 000,00									
183	Etat				2 000 000,00									
184	Etat				2 000 000,00									
185	Etat				2 000 000,00									
186	Etat				2 000 000,00									
187	Etat				2 000 000,00									
188	Etat				2 000 000,00									
189	Etat				2 000 000,00									
190	Etat				2 000 000,00									
191	Etat				2 000 000,00									
192	Etat				2 000 000,00									
193	Etat				2 000 000,00									
194	Etat				2 000 000,00									
195	Etat				2 000 000,00									
196	Etat				2 000 000,00									
197	Etat				2 000 000,00									
198	Etat				2 000 000,00									
199	Etat				2 000 000,00									
200	Etat				2 000 000,00									

100 de base (différé)

Taux

Actualisé (ans)

Taux (à l'an)

Devise

Précédents des remises/régularisations

Profil d'amortissement

Possibilité de rachat/ajout de titres par OIV

Caractéristiques

IV – ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV
A.2.2

A.2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature	Source/Caractéristique	Montant courant	Emplois d'emprunt après coupure éventuelle	Capital restant au 31/12/2020	Durée (années)	Type de taux	Taux d'intérêt		Kilomètre de taux identifié à la date de vote du budget	Impact de l'exercice		ICVF en l'exercice (si cas échéant)
							index	index		Capex	Charges d'intérêt	
163 Emprunts obligataires (Toco)												
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Toco)		5 230 333,83		5 230 333,83								
1641 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Toco)		5 230 333,83		5 230 333,83								
32	H		A-1	5 230,56	U	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,00	24 512,45	0,00	0,00
45	H		A-1	3,40	G	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,00	85 322,13	0,00	0,00
110	K		A-1	416 070,05	1,00	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,00	839 383,32	0,00	0,00
111	M		A-1	638 065,77	1,04	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,00	130 333,72	0,00	0,00
1761	N		A-1	3 780 587,51	17,5	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	5,83	130 074,58	182 258,53	91 170,07
177	N		A-1	2 000 000,00	5	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	5,24	230 000,00	91 633,42	232,22
1782	N		A-1	1 200 000,00	10,33	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,00	66 666,67	0,00	0,00
1783	N		A-1	1 500 000,00	10,33	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	1,00	0,00	0,00	0,00
178	N		A-1	8 600 500,00	0	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,07	400 000,00	2 612,96	0,00
1781	N		A-1	1 620 000,00	3,98	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,04	400 000,00	896,37	0,00
1782	N		A-1	677 892,78	5,93	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,79	175 539,79	38 124,97	5 026,17
1783	N		A-1	220 000,00	0,05	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	0,14	70 000,00	1 074,05	0,00
1784	N		A-1	210 652,97	4,97	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	2,35	52 447,25	7 050,89	527,07
1785	N		A-1	3 270 777,23	5	C	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	3,08	650 666,67	110 273,02	0,00
1786	N		A-1	4 200 000,00	10	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	3,38	420 000,00	144 200,00	0,00
1787	N		A-1	3 532 233,23	5,87	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	2,64	606 000,00	30 212,02	2 000,00
1788	N		A-1	2 905 309,42	5	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	5,45	410 561,26	142 100,84	0,00
1789	N		A-1	2 744 347,58	5	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	5,30	377 125,04	138 000,00	123 476,90
179	N		A-1	2 050 300,11	6,58	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	5,85	399 330,32	179 475,00	8 225,00
1791	N		A-1	919 500,87	5,58	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	4,15	40 538,86	78 173,94	5 590,77
1792	N		A-1	67 047,00	6,33	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	4,00	7 900,77	5 000,00	7 140,00
1793	N		A-1	3 712 000,00	13,08	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	3,05	200 000,00	74 275,42	21 284,50
1794	N		A-1	2 665 666,67	7,75	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	1,70	393 333,33	52 294,38	9 797,18
1795	G		A-1	2 233 333,33	7,37	F	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	2,87	300 000,00	153 941,04	13 033,18
1797	N		A-1	713 037,50	14,00	V	Taux fixe à 3,00 %	Taux fixe à 3,00 %	1,52	44 010,17	13 875,20	8 735,79

Natura	Gobierno T.000	Monstruocion	Subsigla de compromisos contablemente reconocible	Capital excedente al 31/12/2020	Duración (caracteres en años)	Tipo de tasa	Tasa efectiva		Nivel de la subvención o el límite de voto de budget	Amort de intereses			MNE de intereses	
							aides	Hedra de la subvención o el límite de voto de budget		Capital	Charges d'intérêt	Intérêts payés (la cas. Actualité)		
1575 Juntas de la M.E. T.P. el P.P.P. (0101)														
1576 Juntas de la M.E. T.P. el P.P.P. (0101)														
1679 Juntas de la M.E. T.P. el P.P.P. (0101)				003 625,00							21 645,00	0,00		0,00
1680 Juntas de la M.E. T.P. el P.P.P. (0101)														
1681 Juntas de la M.E. T.P. el P.P.P. (0101)				400 675,00							91 282,40	0,00		0,00
4000	M		6-1	0 000,00	0	F	Taux fixe à 0 %		0,00		5 070,70	0,00		0,00
4001	M		6-1	70 000,00	6,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		10 640,00	0,00		0,00
4002	M		6-1	43 700,00	6,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		8 740,00	0,00		0,00
4003	M		6-1	18 000,00	5,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		3 000,00	0,00		0,00
4004	M		6-1	14 000,00	5,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		3 000,00	0,00		0,00
4005	M		6-1	3 700,00	5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		620,00	0,00		0,00
4006	M		6-1	47 000,00	4,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		9 070,00	0,00		0,00
4007	M		6-1	30 000,00	3,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		7 500,00	0,00		0,00
4008	M		6-1	21 000,00	5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		3 000,00	0,00		0,00
4009	M		6-1	17 000,00	6	F	Taux fixe à 0 %		0,00		2 500,00	0,00		0,00
4009	M		6-1	50 000,00	7	F	Taux fixe à 0 %		0,00		7 000,00	0,00		0,00
4009	M		6-1	42 000,00	7	F	Taux fixe à 0 %		0,00		5 200,00	0,00		0,00
4010	M		6-1	42 000,00	7	F	Taux fixe à 0 %		0,00		5 200,00	0,00		0,00
4010	M		6-1	43 700,00	6,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		5 200,00	0,00		0,00
4021	M		6-1	39 070,00	5,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		4 370,00	0,00		0,00
4021	M		6-1	41 700,00	6,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00		5 000,00	0,00		0,00
4022	M		6-1	49 000,00	9,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00					0,00
4023	M		6-1	52 000,00	8,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00					0,00
4024	M		6-1	50 000,00	9,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00					0,00
4025	M		6-1	51 000,00	8,5	F	Taux fixe à 0 %		0,00					0,00
4025	M		6-1	45 700,00	9,0	F	Taux fixe à 0 %		0,00					0,00
Total general		6 333 333,34		140 661 852,86							13 020 214,86	2 474 086,64	-14 712,00	633 607,46

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

Structure	Indices sous-jacents		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart de indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écart de indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart de indices hors zone euro	(6) Autres indices
	Nombre de produits	% de l'encours						
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou investissement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits	0%						
	% de l'encours	37,63%						
	Montant en euros	137 318 530 €						
(B) Barre fixe simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits							
	% de l'encours	2,37%						
	Montant en euros	3 343 333 €						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits							
	% de l'encours							
	Montant en euros							
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits							
	% de l'encours							
	Montant en euros							
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits							
	% de l'encours							
	Montant en euros							
(F) Autres types de structures	Nombre de produits							
	% de l'encours							
	Montant en euros							

IV – ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV
A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

Instrument de couverture	Emprunt couvert					Instrument de couverture							
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/2020	Date de fin du contrat	Organisation contractant	Type de couverture	Nature de la couverture (échange ou taux)	Montant de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Délai de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts	Montant des commissions diversées	Primes financières	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		5 323 333,33					5 323 333,33				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total) Taux complexe	1-31	5 323 333,34	28/11/2026	SAU, P.	TAUX	TAUX	5 323 333,34	28/11/2026	28/11/2026	5	0,00	0,00	0,00
Total		10 646 666,67					10 646 666,67				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

IV

A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (suite)

Effet de financement de couverture

Instrument de couverture	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt	
		Index	Niveau de taux	Index	Niveau de taux	Charges en 000	Produits en 000	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)	136	Taux fixe à 3,38 %	2,12			1 150 282,99	-30 761,23		
Taux variable ajustés (total)				EURibor 3 M	-0,51	159 930,95	-32 761,23	A.1	A.1
Taux complémentés (total)									
Total						1 168 213,94	-30 761,23		

A2.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

Emprunt	Aide de mobilisation et prêts d'investissement de l'entreprise		Cuts de refinancement	Degrès de priorité par rapport à d'autres titres	Capital remboursé au 31/12/2020	Coût de rachat	Capital remboursé	Risque de crédit	Risque de contrepartie	Risque de liquidité	Risque de taux	Risque de change	Risque de fraude
	Montant	Mois											
Total des dettes à et 155					0,00 €		0,00 €						
Total des dettes à et 155					0,00 €		0,00 €						

IV - ANNEXES

A) ELEMENTS DU BILAN
A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL D'AGGLOMERATION	Date de délibération ou réforme M14	
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE	Seul d'amortissement à 100 % - 150 euros de	17-déc-10	
	Catégories de biens amorties	Durée	
	cp1e 200 - frais liés à la réalisation de ces documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	5 ans	26-mars-18
	cp1e 2001 - frais d'études, non suivies de réalisation	5 ans	17-déc-10
	cp1e 2001 - frais d'études, élaboration, modification et révision des doc. d'urbanisme	10 ans	17-déc-10
	cp1e 2002 - frais de recherches et de développement - Matériaux du projet	5 ans	17-déc-10
	cp1e 2002 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1 an	17-déc-10
	cp1e 2003 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5 ans	17-déc-10
	cp1e 2051 - Concessions et droits similaires (i)	2 ans	17-déc-10
	cp1e 208 - Autres immobilisations corporelles	7 ans	17-déc-10
	cp1e 2102 - immeuble de rapport	25 ans	17-déc-10
	cp1e 21561 - Matériel & outillage d'entretien - matériel roulant	10 ans	17-déc-10
	cp1e 21568 - Matériel & outillage d'entretien - autre matériel	10 ans	17-déc-10
	cp1e 21571 - Matériel & outillage de voirie - matériel roulant	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21578 - Matériel & outillage de voirie - autre matériel	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2158 - autres installations - matériel et outillage techniques	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2161 - installations générales, agencements, aménagements divers	15 ans	17-déc-10
	cp1e 2182 - Matériel de transport	10 ans	17-déc-10
	cp1e 2183 - Matériel de bureau et informatique	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2184 - Mobilier	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2188 - Cheptel	10 ans	17-déc-10
	cp1e 2188 - Autres immobilisations corporelles	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21702 - Immeuble de rapport reçu au titre d'une mise à disposition	25 ans	17-déc-10
	cp1e 21767 - Matériel et outillage de voirie reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21768 - Autres installations - matériel et outillage techniques reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21702 - Matériel de transport reçu au titre d'une mise à disposition	10 ans	17-déc-10
	cp1e 21783 - Matériel de bureau et informatique reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21784 - Mobilier reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	17-déc-10
	cp1e 21785 - Cheptel reçus au titre d'une mise à disposition	10 ans	17-déc-10
	cp1e 21788 - Autres immobilisations corporelles reçus au titre d'une mise à disposition	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2202 - Immeuble de rapport reçu en affectation	25 ans	17-déc-10
	cp1e 2255 - Matériel & outillage d'entretien et de défense civile reçus en affectation	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2257 - Matériel & outillage de voirie reçus en affectation	8 ans	17-déc-10
	cp1e 2258 - Autres installations - matériel et outillage techniques reçus en affectation	8 ans	17-déc-10
cp1e 2201 - Installations générales, agencements, aménagements divers reçus en affectation	15 ans	17-déc-10	
cp1e 2282 - Matériel de transport reçu en affectation	10 ans	17-déc-10	
cp1e 2283 - Matériel de bureau et matériel informatique reçu en affectation	8 ans	17-déc-10	
cp1e 2204 - Mobilier reçu en affectation	8 ans	17-déc-10	
cp1e 2285 - Cheptel reçu en affectation	10 ans	17-déc-10	
cp1e 2285 - Autres immobilisations corporelles reçues en affectation	8 ans	17-déc-10	
AMORTISSEMENT FACULTATIF	Non		
AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		Durée	
	cp1e 20411 - Subventions d'équipement aux organismes publics - Etat		
	- 204111 - Biens mobiliers - matériel et études	5 ans	01-janv-12
	- 204112 - bâtiments et installations	30 ans	24-mars-15
	- 204113 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans	24-mars-15
	cp1e 20412 - subventions d'équipement aux organismes publics - Régions		
	- 204121 - Biens mobiliers - matériel et études	5 ans	01-janv-12
	- 204122 - bâtiments et installations	30 ans	24-mars-15
	- 204123 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans	24-mars-15
	cp1e 20413 - subventions d'équipement aux organismes publics - Départements		
	- 204131 - Biens mobiliers - matériel et études	5 ans	01-janv-12
	- 204132 - bâtiments et installations	30 ans	24-mars-15
	- 204133 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans	24-mars-15
	cp1e 20414 - subventions d'équipement aux organismes publics - Communes membres du GIP		
	- 204141 - Biens mobiliers - matériel et études	5 ans	01-janv-12
	- 204142 - bâtiments et installations	30 ans	24-mars-15
	- 204143 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans	24-mars-15
	cp1e 204148 - subventions d'équipement aux organismes publics - Autres Communes		
- 2041481 - Biens mobiliers - matériel et études	5 ans	01-janv-12	
- 2041482 - bâtiments et installations	30 ans	24-mars-15	
- 2041483 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40 ans	24-mars-15	

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL D'AGGLOMERATION		Date de délimitation ou réforme M14	
AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	cpie 204151- subventions d'équipement aux organismes publics - DFP de rattachement - 2041511 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041512 - Bâtimens et installations - 2041513 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 204159- subventions d'équipement aux organismes publics - Autres groupements - 2041591 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041592 - Bâtimens et installations - 2041593 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 204161- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - Classe des écoles - 2041611 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041612 - Bâtimens et installations - 2041613 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 204162- subventions d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - CCAS - 2041621 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041622 - Bâtimens et installations - 2041623 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 204163- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - A caractère administratif - 2041631 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041632 - Bâtimens et installations - 2041633 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 204164- sub d'équipement aux organismes publics - Etablissements et services rattachés - A caractère industriel et commercial - 2041641 - Biens mobiliers, matériel et études - 2041642 - Bâtimens et installations - 2041643 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 20417 - sub-ventions d'équipement aux organismes publics - Autres établissements publics locaux - 204171 - Biens mobiliers, matériel et études - 204172 - Bâtimens et installations - 204173 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 20418- subventions d'équipement aux organismes publics - Autres organismes publics - 204181 - Biens mobiliers, matériel et études - 204182 - Bâtimens et installations - 204183 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 2042- subventions d'équipement aux personnes de droit privé - 20421 - Biens mobiliers, matériel et études - 20422 - Bâtimens et installations - 20423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 20441- subventions d'équipement en nature - organismes publics - 204411 - Biens mobiliers, matériel et études - 204412 - Bâtimens et installations - 204413 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	cpie 20442- subventions d'équipement en nature - personnes de droit privé - 204421 - Biens mobiliers, matériel et études - 204422 - Bâtimens et installations - 204423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	5 ans 30 ans 40 ans	01-janv-12 24-mars-16 24-mars-16	
	RÉGIME DES PROVISIONS	Consolidation : provisions budgétaires Reprise : provisions budgétaires		
	RÈGNE	- Sur le stock de la date		
	AUTRES PROCEDURES (A détailler)	méthode de dépréciation en pour les rattachements gestion de certains investissements en APOCP seuil de rattachement arrêté à 1 500,00 euros ac		

(1)sauf pour les brevets amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève

IV - ANNEXES CA 2020

A) ELEMENTS DU BILAN

A4 - ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/2020	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	Solde
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Prov. Pour risques et charges (3)	0,00		2 788 850,00	2 788 850,00	129,00	2 659 100,00
Provisions pour litiges			1 195 500,00	95 900,00	129,00	204 600,00
Provisions pour qué relés d'emprunts Garanties et emprunts directs		2006	2 675 000,00			2 576 300,00
Provisions pour dépréciation	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations						
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		2 788 850,00	95 900,00	129,00	2 659 100,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Prov. Pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges						
Provisions pour que relés de change			SANS OBJET			
Provisions pour garanties d'emprunts						
Autres provisions pour risques						
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations						
- des stocks						
- des comptes de tiers						
- des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/2020	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant résiduel à provisionner
SANS OBJET						

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau ci-dessus « Etat des provisions » de cet état des annexes.

IV ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS+DM+RA R N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		13 144 895,00	13 028 708,36
18 Emprunts et dettes assimilées (A)		13 138 385,00	13 020 214,36
1E4*	EMPRUNTS FINANCIERS	13 044 470,00	12 979 239,46
15875	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	93 915,00	91 915,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		8 510,00	8 484,00
159*1	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - ETAT	6 920,00	6 916,00
130*2	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	250,00	241,00
159*3	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - DEPARTEMENTS	1 340,00	1 337,00
070	Dépenses imprévues		

	Opération de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D0D1 de l'exercice précédent N-1	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	13 028 708,36	19 395 423,43	1 684 927,20	34 909 058,99

(1) Déclaire les dépenses budgétaires par année conformément au plan de comptes

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Credits de Finances (BP+BS+DM+RA, R.N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) T a + b		32 036 546,00	16 731 449,38
Ressources propres externes de l'année (a)		7 411 775,00	6 183 547,95
10222	F.C.T.V.A.	2 880 000,00	1 959 644,58
10251	CONS ET LEGS LN CAPITAL	17 150,00	27 676,00
274	PRETS	4 855 200,00	4 110 762,67
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES		1 060,00
2754	CREANCF SUR DES PARTICULIERS	59 416,00	59 414,79
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		24 624 570,00	10 547 901,44
28112	PROVISIONS PR LITIGES	95 500,00	95 500,55
28031	FRAIS D'ETUDES RECHERCHE L & DL DEVELOPPEMENT AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	15 350,00	15 355,51
28033	FRAIS CONSTRUCTION	11 240,00	11 036,59
280411	AMORT SUR ETAT MOB MAT ET U	500,00	600,59
280412	AMORT SUB LIAB BATIMENTS ET INSTALLATIONS	42 800,00	41 716,59
2804121	AMORT SUB EQUIP MOBILIER MATERIEL ETUDES VERSEES A LA REGION	120 000,00	120 050,39
2804122	AMORT SUB EQUIP IMPL BATIMENTS INSTALLATIONS	57 410,00	52 905,39
2804141	AMORT SUB COMMUNE MEMBRE MOBILIER MATERIEL ETUDES	38 070,00	15 166,39
2804142	AMORT SUB COMMUNE MEMBRE BATIMENTS INSTALLATIONS	1 598 210,00	1 551 100,39
2804162	AMORT SUB AUTRE COMMUNE BATIMENTS INSTALLATIONS	4 610,00	4 615,39
2804162	AMORT Au TRF GROUPEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS	52 060,00	51 431,39
2804171	AMORT SUB ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX MOBILIER MAT ET	72 140,00	72 617,39
2804172	AMORT LIABD PUBLICS LOCAUX BATIMENTS INSTALLATIONS	581 020,00	648 439,39
2804181	AMORT ORGANISMES PUBL MOBILIER MATERIEL ETUDES	221 530,00	176 074,39
2804182	AMORT SUB ORGANISME PUBL BATIMENTS INSTALLATIONS	2 059 330,00	2 039 845,39
2804183	AMORT SUB DRG PUBL INFRASTR INTERPRET NATIONALE	279 480,00	
280421	AMORT PERS CREDIT PRIVE MOBILIER MATERIEL ETUDES	92 700,00	99 864,59
280422	AMORT PERS CREDIT PRIVE BATIMENTS INSTALLATIONS	574 580,00	535 861,99
280441	AMORT SUB EQUIP NATURE PUBLIC MOB MATERIEL ETUDES	31 830,00	
280442	SUB EQUIP PUBLIC NATURE BATIMENTS INSTALLATIONS	136 420,00	130 415,97
2804421	AMORT SUB EQUIP PRIVE NATURE MOB MATERIEL ETUDES	600,00	296,59
2804422	AMORT SUB EQUIP NAT PRIVE BATIMENTS INSTALL	11 650,00	11 641,59
28051	AMORT CONCESSIONS UNITS SIMILAIRES	850 000,00	777 235,67
28102	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS COMMUNALES IMMEUBLES DE RAPPORT	15 180,00	15 172,59
28112	AMORTISSEMENT DES IMMO CORPO INSTA GENERALES AGENC AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	15 180,00	15 172,59
281561	AMORTISSEMENT MATERIEL ROULANT	3 340,00	
281562	AMORT AUTRE MATERIEL OUTIL AGF INDIVISIB ET DEFENSE CIVILE	5 730,00	9 405,66
281571	AMORT MATERIEL ROULANT	15 760,00	15 752,00
281572	AMORT AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	64 379,93	61 030,23
28152	AMORTISSEMENT AUTRES INSTA TECH MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	270 360,00	274 452,42
281725	AMORT INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	30 140,00	30 139,83
281741	AMORT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI BATIMENTS PUBLICS	57 360,00	57 351,73

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A8.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP+BS-DM+RA, R N-1)	Réalisations
281745	AMORTI CONSTRUCTIONS SUR SOL AUTREI INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGETS	650,00	644,95
281787	AMORTISSEMENT MATERIEL DE TRANSPORT MIS A DISPOSITION	180,00	458,69
281794	AMORTISSEMENT MOBILIER MIS A DISPOSITION	2.300,00	2.300,00
281799	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORIFLES MISES A DISPOSITION		43.500,16
28191	AMORTISSEMENT INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	7.100,00	7.128,25
28192	AMORTISSEMENT MATERIEL DE TRANSPORT	1.357.770,00	1.317.800,61
28183	AMORTISSEMENT MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	368.410,00	368.455,12
28184	AMORTISSEMENT MOBILIER	207.500,00	206.199,82
28185	AMORTISSEMENT DU CHEMISEL	270,00	270,00
28180	AMORTISSEMENT AUTRES	500.600,00	474.059,55
28202	AMORTISSEMENT IMMOBILISABLES DE RAPPORT RECUS EN AFFECTATION	589.140,00	586.182,00
28258	AMORTISSEMENT AUTRES INSTALLATIONS RECUES EN AFFECTATION	10,00	10,00
28265	AMORTISSEMENT CHEQUEL RECUS EN AFFECTATION	500,00	458,70
28266	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORIFLES RECUES EN AFFECTATION	80,00	76,00
4815	SUBVENTIONS POUR EQUIPEMENT DE TIFRS	1.051.355,00	451.255,53
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	260.000,00	289.000,00
024	Produit de cassons	846.235,00	
027	Produit de la cession de l'immobilier	11.359.488,00	

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R006B de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	16.731.449,00	10.333.717,82		10.946.632,81	38.011.800,02

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres II	14.309.056,99
Ressources propres disponibles IV	38.011.800,02
Solde V-IV-II (3)	+3.702.741,03

(1) Les comptes 15, 18, 20, 21, 25, 29, 33, 481, 49 et 59 sont à déduire conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 20, 39, 49 et 59 sont présentés respectivement à la déduction du "total des amortissements" et de la somme des provisions budgétaires.

(3) Noter le signe opposé.

IV – ANNEXES ÉLÉMENTS DU BILAN ÉTAI DE VENTILATION DES DÉPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS À LA TVA - SECTION DE FONCTIONNEMENT PROPRETE - DÉNEIGEMENT	IV A7.2.1
---	--------------

(7)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DÉPENSES

DÉPENSES – MANDATS EN 5		
Article (1)	Libellé (2)	Montant
01	Charges à caractère général	35 493,76
	0102099	35 493,76
012	Charges de personnel, frais accessoires	
	1-1	
03	Autres charges de gestion courante	
	1-1	
06	Charges Financières	
	1-1	
07	Charges exceptionnelles	
	1-1	
08	Opérations sur fonds non-budgétaires (3)	
	1-1	
014	Atténuations de produits	
	1-1	
	Total des dépenses réelles	35 493,76
042	Dépense transférée avec crédits	
	1-1	
043	Dépense transférée initiale de crédits	
	1-1	
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	35 493,76

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EN 9		
Article (1)	Libellé (2)	Montant
70	Produit de ventes, de prestations de services	1 683 194,54
	7040089	1 683 194,54
	7040094	101 435,03
	7040033	19 125,97
73	Impôts et taxes	0,00
	1-1	0,00
74	Totaux et participations	
	1-1	
75	Autres produits de gestion courante	
	1-1	
76	Produits transférés	
	1-1	
77	Produits exceptionnels	
	1-1	
78	Recettes transférées non-budgétaires (3)	
	1-1	
011	Atténuations de charges	
	1-1	
	Total des recettes réelles	1 683 194,54
RECETTES – TITRES EN 9		
Article (1)	Libellé (2)	Montant
042	Dépense transférée avec crédits	
	1-1	
043	Dépense transférée initiale de crédits	
	1-1	
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	1 683 194,54

(1) - Code de la Nomenclature des dépenses et des recettes

(2) - Article de la Nomenclature des dépenses et des recettes et des produits et des services

(3) - Subvention en vertu de la loi n° 83-633 du 26 juillet 1983 relative à la décentralisation

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	AT.2.1
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION UL	
FONCTIONNEMENT	
GESTION DES ZONES D'ACTIVITES	

(1)

AT.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – VARIATIONS		
Articles (1)	Libellés (2)	Montant
011	Charges de personnel global	297 745,69
	salaires	292 700,69
	salaires	5 045,00
	salaires	0,00
012	Charges de personnel Etat déductibles	
013	Autres charges de personnel globale	
014	Charges imprévues	
015	Charges exceptionnelles	
016	Gauche immobilière immobilière (1)	
017	Autres charges de personnel	
	Total des dépenses réelles	297 745,69
018	Spécialités immobilières immobilières	
019	Spécialités immobilières immobilières	
	Total des dépenses d'impôt	0,00
	TOTAL GENERAL	297 745,69

AT.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMB		
Articles (1)	Libellés (2)	Montant
01	Produits de gestion immobilière immobilière	
02	Produits de gestion	606,83
	Produits de gestion	606,83
03	Autres produits de gestion immobilière	
	Total des recettes réelles	606,83
04	Produits de gestion immobilière	
05	Produits de gestion immobilière	622 503,84
		622 503,84
06	Produits de gestion immobilière	
07	Produits de gestion immobilière	0,00
08	Produits de gestion immobilière	
09	Produits de gestion immobilière	
	Total des recettes d'impôt	0,00
	TOTAL GENERAL	623 110,69

(1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

(1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

(1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

IV – ANNEXES	IV
ÉLÉMENTS DU BILAN	A7.2.1
ÉTAT DE VENTILATION DES DÉPENSES ET RELEVÉS DES SERVICES ASSUJETTIS À LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	
(1) PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DÉPENSES

DÉPENSES – MARCHANDISÉES		
Article (2)	Libellé (3)	Montant
011	Services à caractère général	81 085,45
	9912009	3 753,00
	9912010	1 378,87
	9912011	6 272,83
012	Charges de personnel, frais similaires	
013	Frais de voyage de personnel	
014	Charges financières	
015	Charges d'équipement	
016	Charges d'entretien des biens matériels (2)	
017	Charges de produits	
	TOTAL des dépenses déductibles	81 085,45
020	Impôts et taxes déductibles	
021	Impôts et taxes déductibles	
	TOTAL des dépenses d'impôt	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	81 085,45

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRÉS ÉMIS		
Article (2)	Libellé (3)	Montant
01	Produits financiers, intérêts et dividendes	255 243,10
	9912012	338 981,47
	9912013	6 621,85
02	Impôts et taxes	2 000,27
	9912014	2 583,27
03	Revenus de participations	
04	Revenus (produits) de gestion courante	21 197,81
	9912015	21 197,81
05	Produits financiers	
06	Produits assimilés	
07	Produits assimilés	
08	Revenus assimilés (intérêts bancaires (2))	
09	Revenus assimilés (intérêts bancaires (2))	
010	Revenus assimilés (intérêts bancaires (2))	
	TOTAL des recettes déductibles	256 791,16
RECETTES – TITRÉS ÉMIS		
Article (2)	Libellé (3)	Montant
020	Impôts et taxes déductibles	
021	Impôts et taxes déductibles	
	TOTAL des recettes d'impôt	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL	256 791,16

(1) Les données sont ventilées par exercice.
 (2) Les données sont ventilées par exercice et par nature de la recette ou de la dépense.
 (3) Les données sont ventilées par exercice et par nature de la recette ou de la dépense.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A7.2.1
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	

(1) **ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – WANDA'S EW9		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges de caractère général	70 345,87
	01	
	01 02099	60 434,70
	01 02210099	9 911,17
012	Charges de personnel, frais sociaux	
	01	
05	Autres charges de gestion courante	
	01	
06	Charges financières	
	01	
07	Charges exceptionnelles	
	01	
08	Dotations, provisions et fonds d'équilibre (3)	
	01	
09	Subventions de produits	
	01	
	Total des dépenses autorisées	70 345,87
042	Opérations avec clientèle autres services	
	01	
043	Opérations avec clientèle de la section	
	01	
	Total des dépenses autorisées	0,00
	TOTAL GENERAL	70 345,87

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
01	Produits et produits de location et ventes de	
	01	
03	Impôts et taxes	0,00
	01	0,00
04	Dotations et subventions	
	01	
05	Revenus produits de gestion courante	160 686,58
	01	160 686,58
	01 02000	66 677,03
	01 020004	94 009,55
06	Produits financiers	
	01	
07	Produits exceptionnels	0,00
	01	
08	Revenus parrainés wanda's (période 20)	
	01	
09	Différence de charges	
	01	
	Total des recettes réelles	160 686,58
RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	Opérations avec clientèle autres services	
	01	
043	Opérations avec clientèle de la section	
	01	
	Total des recettes réelles	0,00
	TOTAL GENERAL	160 686,58

(1) Champ de compétence des articles 01 à 09 de la TVA

(2) 01 020004 correspond au poste de la rubrique 01 020004 de l'annexe 20 de la TVA

(3) Le montant des dotations et des fonds d'équilibre est égal à la différence entre les dépenses et les recettes

IV - ANNEXES ELEMENTS DU BILAN	IV A7.2.1
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA - SECTION DE FONCTIONNEMENT	
(1) EQUIPEMENTS SPORTIFS	

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS P.V.S		
Article (2)	Libelle (3)	Montant
01	Charges de fonctionnement	0,00
	1	0,00
012	Charges de personnel	
	1	
05	Autres charges de gestion courante	
	1	
08	Charges financières	
	1	
31	Charges exceptionnelles	2 126,25
	1	2 126,25
85	Reprises annuelles surbudgetaires (3)	
	1	
814	Atténuations de passifs	
	1	
	Total des dépenses réelles	2 126,25
049	Opérations de transfert entre sections	
	1	
041	Opérations de transfert de groupement	
	1	
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	2 126,25

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES E.M.S		
Article (2)	Libelle (3)	Montant
01	Recettes courantes, Recettes d'ordre de	23 168,08
	7011044	15 217,50
	7012059	1 020,58
73	Recettes d'ordre	2 990,85
	7320000	2 990,85
74	Dotations et participations	
	1	
75	Autres produits de gestion courante	26 762,02
	7582000	26 762,02
76	Produits financiers	
	1	
77	Produits exceptionnels	
	1	
78	Reprises annuelles surbudgetaires (3)	
	1	
811	Atténuations de charges	
	1	
	Total des recettes réelles	52 920,35
	RECETTES – TITRES E.M.S	
Article (2)	Libelle (3)	Montant
047	Opérations de transfert de groupement	
	1	
049	Opérations de transfert entre sections	
	1	
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	52 920,35

(1) Conformément aux dispositions de l'article 111 de la Loi de 2001 sur le budget fédéral, les dépenses et les recettes des services assujettis à la TVA sont ventilées dans l'état de ventilation des dépenses et des recettes des services assujettis à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A7.2.2
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA 1^{ère} SECTION D'INVESTISSEMENT	
GESTION DES ZONES D'ACTIVITES	

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – VIREMENTS D'EG		
Article (2)	Libelle (3)	Montant
	01000000 – Subventions, fonds et dons et charges	
	1.1	
	02000000 – Conventions d'investissement	
	1.1	
	03000000 – Opérations de crédit et d'octroi	
	1.1	
30	Investissements inscrits au budget de fonctionnement	84 780,00
	301 – Equipement	84 780,00
304	Subventions d'équipement effectuées aux associations	
	3041	
31	Subventions aux entreprises (hors exploitation)	400 170,21
	31000000 – Subventions	
	31000000	
	31000000	67 527,00
	31000000	
32	Investissements inscrits au budget de fonctionnement	336 460,00
	1.1	
33	Investissements inscrits au budget de fonctionnement	
	1.1	
34	Participations dans des sociétés	
	1.1	
37	Auxiliaires administratifs transférés	
	1.1	
	Opérations d'équipement (hors exploitation)	
	Opérations d'équipement (hors exploitation)	
	Opérations pour compte de tiers (hors exploitation)	
	1.1	
	Total des dépenses réelles	490 900,21
69	Opérations de crédits affectés	
	1.1	
99	Mutations (hors ventes)	
	1.1	
	Total des virements de compte	0,00
	TOTAL GENERAL	490 900,21

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TIREMENTS		
Article (2)	Libelle (3)	Montant
	01000000 – Subventions, fonds et dons et charges	
	1.1	
13	Subventions d'équipement	
	1.1	
16	Crédits et avances affectés	
	1.1	
	1.1	
30	Investissements inscrits au budget	
	1.1	
304	Subventions d'équipement aux associations	
	1.1	
31	Investissements inscrits au budget	
	1.1	
33	Investissements inscrits au budget de fonctionnement	
	1.1	
37	Transferts en crédit	
	1.1	
38	Participations dans des sociétés	
	1.1	
39	Recettes transférées en créditeurs	
	1.1	
	Recettes pour compte de tiers (hors exploitation)	
	1.1	
	1.1	
	Total des recettes réelles	0,00
90	Opérations de crédits affectés	
	1.1	
94	Crédits de provision	
	1.1	
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

** Les opérations de virements de compte sont effectuées en vertu de la loi n° 120 du 28/08/89.

III – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	47.22
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSELTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	

III PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Article (1)	DEPENSES – MANDATS FVRS	
	LIBRES (2)	Montant
00	Total des dépenses de services	
	..	
01	Subventions d'investissement	
	..	
02	Dépenses de fonctionnement	
	..	
03	Immobilisations financières (titres cotés en bourse)	
	..	
04	Subventions d'investissement versées à des organismes	
	..	
05	Produits des cessions de participations	0,00
	..	0,00
06	Immobilisations corporelles (autres que les immobilisations)	
	..	
07	Immobilisations incorporelles (autres que les logiciels)	
	..	
08	Autres immobilisations financières	
	..	
Opérations de paiement de la TVA payée (opérations)		
Opérations d'investissement (1) :		
Opérations pour compte de tiers (opérations payées)		
	..	
Total des dépenses courtes		0,00
09	Dépense de services financiers	
	..	
00	Opérations particulières	
	..	
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Article (1)	RECETTES – TITRES EVS	
	LIBRES (2)	Montant
00	Total des recettes de services	
	..	
01	Subventions d'investissement	
	..	
02	Dépenses de fonctionnement	
	..	
03	Immobilisations financières (titres cotés en bourse)	
	..	
04	Subventions d'investissement reçues	
	..	
05	Produits des cessions de participations	
	..	
06	Produits des cessions de valeurs mobilières	
	..	
07	Produits des cessions de brevets	
	..	
08	Autres produits financiers	
	..	
Opérations de paiement de la TVA payée (opérations)		
	..	
Total des recettes d'ordre		0,00
09	Produits financiers	
	..	
00	Opérations particulières	
	..	
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

Il est précisé que les opérations de paiement de la TVA payée sont effectuées par le biais de mandats de paiement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A7.2.2
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	
01 ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE	

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS ENVIS		
Article (2)	(Mont) (2)	Montant
13	Dotations, fonds divers et réserves	
14	Subventions d'investissement	
15	Emplois de créances rattachées	
16	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
16a	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
17	Immobilisations corporelles (hors opérations)	77 180,02
	2130006	2 306,10
	21310008	67 873,92
18	Immobilisations financières (hors opérations)	
19	Immobilisations au cours (hors opérations)	
20	Participations financières rattachées	
21	Autres immobilisations financières	
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations d'investissement (*)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	77 180,02
640	Opérations d'ordre (hors opérations)	
641	Opérations patrimoniales	
	Total des opérations d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	77 180,02

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – MANDATS ENVIS		
Article (2)	(Mont) (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
11	Subventions d'investissement	
15	Emplois de créances rattachées	
18	Immobilisations incorporelles	
18a	Subventions d'équipement versées	
19	Immobilisations corporelles	
19a	Immobilisations reçues en affectation	
20	Immobilisations au cours	
21	Participations financières rattachées	
22	Autres immobilisations financières	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	0,00
640	Opérations d'ordre (hors opérations)	
641	Opérations patrimoniales	
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(*) Opérations financières et opérations d'ordre
 (2) Montants exprimés en euros (partie décimale arrondie par excès à la centième)

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN

IV
A7.2.2

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT

EQUIPEMENTS SPORTIFS

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – TITRES EWS		Montant
Article (2)	Libellé (3)	
10	Déficits, fonds divers et réserves	
11	Subventions d'équipement	
12	Subventions d'investissement	
13	Emprunts et dettes assimilées	
14	Immobilisations incorporelles	
15	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
16	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
17	Immobilisations financières	
18	Participations et avances remboursables	
19	Autres immobilisations financières	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérations de transfert entre exercices	
041	Autres opérations	
Total des dépenses d'exercice		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EWS		Montant
Article (2)	Libellé (3)	
10	Déficits, fonds divers et réserves	
11	Subventions d'équipement	
12	Subventions d'investissement	
13	Emprunts et dettes assimilées	
14	Immobilisations incorporelles	
15	Immobilisations corporelles (hors opérations)	
16	Immobilisations corporelles (hors opérations)	
17	Immobilisations financières	
18	Participations et avances remboursables	
19	Autres immobilisations financières	
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations de transfert entre exercices	
041	Autres opérations	
Total des recettes d'exercice		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

10/2023/2024 - Bilan des services publics locaux - Exercice 2023 - 2024

IV - ANNEXES	IV
ELEMENT DU BILAN	
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A 7.3.1

(COMMUNE ET GROUPEMENT DE 100 000 HABITANTS ET PLUS cf. article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses (1)		Recettes (1)	
Article (2)	Libellé (2)	Article (2)	Libellé (2)
Montant		Montant	
011	Charges à caractère général		
02	Achats et cédats de stocks	7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
61	Services extérieurs		30 296 673
62	Autres services extérieurs		
63	Impôts taxes et versements assimilés		
012	Charges de personnel et assimilées		
64	Charges de personnel et assimilées		
65	Autres charges de gestion courante		
655	Contributions et participations obligatoires	76	Produits des services, du domaine et ventes ally
66	Redevances	704	Produit hydraulique
		706	Produit facturation provisoire
		707	Ventes de marchandises
		708	Autres produits
66	Charges financières	76	Autres produits de gestion courante
67	Charges exceptionnelles	76	Produits financiers
68	Dotation aux provisions (3)	77	Produits exceptionnels
014	Appréciation de charges	78	Reprise sur provisions (3)
022	Dépenses imprévues (3)	013	Atténuations de produits
	Total des dépenses réelles		Total des recettes réelles
			38 879 265
012	Dotations de transfert entre sections	042	Opérations de transfert entre sections
023	Voiries et section d'investissement (4)		
	Total des dépenses d'ordre		Total des recettes d'ordre
			0
	Total général de dépenses		Total général de recettes
			38 879 265

(1) Dépenses et recettes directes et indirectes, affectées à l'exercice de la commune ou du groupement visé à l'article L. 2313-1 du CGCT ;
(2) Dépenses et recettes budgétaires par article conformément au plan de compte appliqué par la commune ou le groupement ;
(3) Si la commune ou le groupement a des fonds communs de gestion ;
(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré au investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la commune mentionnée.

IV - ANNEXES		IV
ÉLÉMENT DU BILAN		A 7.3.2
ÉTAT DE RÉPARTITION DE LA TEQUM		

COMMUNE ET GROUPEMENT DE 100 000 HABITANTS ET PLUS cf. article L. 2313-4)

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses		Montant	Recettes (1)	
Article (2)	Libelle (2)		Article (2)	Libelle (2)
Remboursement d'emprunt et dette assimilée				
1641	Emprunts	507 000	1641	Emprunts
		507 000		
Acquisition des immobilisations				
203	Frais de bureau et de recherche	416 079	203	Subventions d'investissement
2061	Acquisitions logicielles	0		
211	Acquisition de terrains	0		
212	Acquisitions et aménagements terrains	0		
213	Constructions	40 709		
215	Installation, matériel et outillage technique	246 520		
216	Contrats et services d'achat	0		
2182	Matériel de transport	819 167		
2183	Matériel de bureau et informatique	302		
2184	Mobilier	0		
2188	Services informatiques corporels	337 309		
23	Immobilisations à durée indéterminée	0		
		2 922 073		
Opération d'investissement n° ... (1 ligne par opé.)				
Autres dépenses éventuelles				
45 1	Opé. d'op. pers. n° ... (1 ligne par opé.)		45 2	Opé. d'op. pers. n° ... (1 ligne par opé.)
62	Dépenses diverses		624	Produits de cessions
66	Charges financières		75	Produits financiers
67	Charges exceptionnelles		77	Produits exceptionnels
68	Dotation aux provisions (2)		78	Reprise sur provisions (3)
814	Atténuation de charges		81	Atténuation de crédits
823	Dépenses imprévues (2)			
Total des dépenses éventuelles		2 922 073	Total des recettes éventuelles	
		184 882		
042	Opé. d'op. pers. n° ... (1 ligne par opé.)		042	Opé. d'op. pers. n° ... (1 ligne par opé.)
		1 056 000		
04	Opérations patrimoniales			
		130 213		
Total des dépenses d'ordre		0	Total des recettes d'ordre	
		2 922 073		
Total général des dépenses		2 922 073	Total général des recettes	
		2 922 073		

(1) Dépenses et recettes, crédits et versements, affectés à l'exercice de la commune, sont à rattacher à l'article L. 2313-1 du CGCT ;

(2) Ce tableau des dépenses éventuelles par article d'investissement est annexé au budget de la commune et, le cas échéant, au budget de la section de la commune ;

(3) Montant des dépenses et recettes constatés en cours d'exercice pour le financement des dépenses d'investissement affectées à l'exercice de la commune ou du groupement.

IV – ANNEXES

IV

**ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 –
SECTION DE FONCTIONNEMENT**

A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS ÉMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
01	Charges à caractère général	2 476 249,84
6042	Annuités de prestations de services	32 166,56
60623	Alimentation	59,70
60624	Fonds de traitement	227,28
60628	Aides fournies par stockées	30 537,98
60631	Fournitures d'entretien	262 053,25
60632	Fournitures de petit équipement	1 967 003,25
60636	Véhicules de travail	181 369,13
611	Contrats de prestations de services	1 002,40
617	Études et recherches	1 200,00
6238	Divers Publicité, publications, relations publiques	764,40
6251	Voyages et déplacements	17,50
	:	
012	Charges de personnel, frais assimilés	
	:	
66	Autres charges de gestion courante	66 514,18
6574	:	66 514,18
66	Charges financières	
	:	
67	Charges exceptionnelles	500,00
6718	:	500,00
68	Dépenses provenant de subventions	
	:	
014	Atténuations de produits	
	:	
	Total des dépenses réelles	2 543 264,02
047	Opérat° ordre transfert entre sections	451 355,53
6812	:	451 355,53
048	Opérat° ordre intérieur de la section	
	:	
	Total des dépenses d'ordre	451 355,53
	TOTAL GENERAL	2 994 619,55

(1) Détailler les charges budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou le département.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	
	:	
13	Subventions d'investissement	
	:	
16	Emprunts et dettes assimilées	
	:	
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	25 608,97
2051	Concessions et droits similaires	25 608,97
206	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	
	:	
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	12 601,44
2188	Autres immobilisations corporelles	12 601,44
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	
	:	
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	
	:	
26	Participations et créances rattachées	
	:	
27	Autres immobilisations financières	656 168,00
274	Prêts	656 168,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations d'équipement n° : 1		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	:	
Total des dépenses réelles		583 278,41
680	Opérations d'ordre transferts entre sections	2 256 777,64
4815	Charges liées à la crise sanitaire Covid 19	2 256 777,64
691	Opérations patrimoniales	
	:	
Total des dépenses d'ordre		2 256 777,64
TOTAL GENERAL		2 850 056,05

(1) Détailler les dépenses budgétaires par article budgétaire et les opérations pour compte de tiers par la commune de l'investissement

IV - ANNEXES CA 2020		IV
ELEMENTS DU BILAN		A8

A8 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (CARB12) (III)	Solde I - (II + III)
TOTAL							

2015	Etalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFIL Indexé sur le cours EURCHF	10 ans	24/08/2016 (arrêté n° 33)	2 650 000,00	1 325 000,00	266 000,00	1 060 000,00
TOTAL				2 650 000,00	1 325 000,00	266 000,00	1 060 000,00

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TERS

3
63

A5 - CHAMPagnes D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TERS (Detail);

5340035 - PULLVATTENHEIM		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits couverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	169 026,30					169 026,30
534120005	169 026,30					169 026,30
540 Travaux réalisés par le personnel du mandataire						
541 Opérations diverses à l'intérieur de la section						
Ann. d'avis sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	169 026,30					169 026,30
RECETTES (b)	193 000,00	23 000,17		10 000,17		150 000,00
534200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	193 000,00	23 000,17		10 000,17		150 000,00
540 Financement par le mandataire						
541 Financement par d'autres et crédits des tiers	24 590,00					24 590,00
Ann. d'avis sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	153 030,00	23 000,17		10 000,17		150 000,00

(1) Opérations effectuées par le personnel de la section de tiers
(2) Opérations effectuées à l'intérieur de la section
(3) Le compte de tiers doit être arrêté au jour de clôture de l'exercice par le mandataire
(4) Requies super

5340036 - AIDE A LA PIERRE 2006		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits couverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	504 623,31	7 300,00		7 500,00		504 623,31
534120005	504 623,31	7 300,00		7 500,00		504 623,31
540 Travaux réalisés par le mandataire du mandataire						
541 Opérations diverses à l'intérieur de la section						
Ann. d'avis sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	504 623,31	7 300,00		7 500,00		504 623,31
RECETTES (b)	512 124,64					512 124,64
534200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	512 124,64					512 124,64
540 Financement par le mandataire						
541 Financement par d'autres et crédits des tiers	248 477,00					248 477,00
Ann. d'avis sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	512 124,64					512 124,64

(1) Opérations effectuées par le personnel de la section de tiers
(2) Opérations effectuées à l'intérieur de la section
(3) Le compte de tiers doit être arrêté au jour de clôture de l'exercice par le mandataire
(4) Requies super

5340037 - AIDE A LA PIERRE 2007		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits couverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	919 291,42	120 880,58		120 880,58		919 291,42
534120007	919 291,42	120 880,58		120 880,58		919 291,42
540 Travaux réalisés par le personnel du mandataire						
541 Opérations diverses à l'intérieur de la section						
Ann. d'avis sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	919 291,42	120 880,58		120 880,58		919 291,42
RECETTES (b)	1 126 181,00					1 126 181,00
534200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	1 126 181,00					1 126 181,00
540 Financement par le mandataire						
541 Financement par d'autres et crédits des tiers						
Ann. d'avis sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	1 126 181,00					1 126 181,00

(1) Opérations effectuées par le personnel de la section de tiers
(2) Opérations effectuées à l'intérieur de la section
(3) Le compte de tiers doit être arrêté au jour de clôture de l'exercice par le mandataire
(4) Requies super

5340038 - AIDE A LA PIERRE 2008		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits couverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	2 427 315,68	520 081,00		520 081,00		2 427 315,68
534120005	2 427 315,68	520 081,00		520 081,00		2 427 315,68
540 Travaux réalisés par le personnel du mandataire						
541 Opérations diverses à l'intérieur de la section						
Ann. d'avis sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	2 427 315,68	520 081,00		520 081,00		2 427 315,68
RECETTES (b)	3 526 725,83					3 526 725,83
534200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	3 526 725,83					3 526 725,83
540 Financement par le mandataire						
541 Financement par d'autres et crédits des tiers						
Ann. d'avis sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	3 526 725,83					3 526 725,83

(1) Opérations effectuées par le personnel de la section de tiers
(2) Opérations effectuées à l'intérieur de la section
(3) Le compte de tiers doit être arrêté au jour de clôture de l'exercice par le mandataire
(4) Requies super

II - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

N°
A3

43 - CHAPITRE OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Dép) (1)

43400010 AIDE A LA PIERRE 2012		Date de la Génération :			
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
		Credits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Réalisations		
DEPENSES (a)	657 325,00	31 450,33			687 325,00
43400010 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	657 325,00	31 450,33			687 325,00
434 Opérations effectuées à l'initiative de la section					
Annulations sur dépenses (a)(2)					
Dépenses nettes (a - c)	657 325,00	31 450,33			687 325,00
RECETTES (b)	678 846,00	26 718,00			678 846,00
43420012 Financement par le mandataire par d'autres tiers (3)	678 846,00	26 718,00			678 846,00
4342 Financement par le mandataire					
4347 Financement par apport à la charge de tiers					
Annulations sur recettes (b)(3)					
Recettes nettes (b - d)	678 846,00	26 718,00			678 846,00

(1) Cumul des opérations sur compte de tiers.
(2) Impact de la clôture de l'exercice précédent.
(3) Le détail des opérations effectuées au cours de l'exercice est annexé au bilan.

43400011 AIDE A LA PIERRE 2011		Date de la Génération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Credits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	551 320,30	21 280,00	18 040,00	2 240,00		571 960,30
434 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	551 320,30	21 280,00	18 040,00	2 240,00		571 960,30
434 Opérations effectuées à l'initiative de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
Dépenses nettes (a - c)	551 320,30	21 280,00	18 040,00	2 240,00		571 960,30
RECETTES (b)	570 000,30	18 030,00				570 000,30
43420011 Financement par le mandataire par d'autres tiers (3)	570 000,30	18 030,00				570 000,30
4342 Financement par le mandataire						
4347 Financement par apport à la charge de tiers						
Annulations sur recettes (b)(3)						
Recettes nettes (b - d)	570 000,30	18 030,00				570 000,30

(1) Cumul des opérations sur compte de tiers.
(2) Impact de la clôture de l'exercice précédent.
(3) Le détail des opérations effectuées au cours de l'exercice est annexé au bilan.

43400012 AIDE A LA PIERRE 2012		Date de la Génération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Credits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	845 056,68	77 266,32				645 056,68
434 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	845 056,68	77 266,32				645 056,68
434 Opérations effectuées à l'initiative de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
Dépenses nettes (a - c)	845 056,68	77 266,32				645 056,68
RECETTES (b)	713 866,68	8 406,32				713 866,68
43420012 Financement par le mandataire par d'autres tiers (3)	713 866,68	8 406,32				713 866,68
4342 Financement par le mandataire						
4347 Financement par apport à la charge de tiers						
Annulations sur recettes (b)(3)						
Recettes nettes (b - d)	713 866,68	8 406,32				713 866,68

(1) Cumul des opérations sur compte de tiers.
(2) Impact de la clôture de l'exercice précédent.
(3) Le détail des opérations effectuées au cours de l'exercice est annexé au bilan.

43400013 AIDE A LA PIERRE 2013		Date de la Génération :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Credits ouverts (BP+DN+RAR N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	633 480,30	42 400,00				633 480,30
434 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	633 480,30	42 400,00				633 480,30
434 Opérations effectuées à l'initiative de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
Dépenses nettes (a - c)	633 480,30	42 400,00				633 480,30
RECETTES (b)	524 732,34	15 267,36				524 732,34
43420013 Financement par le mandataire par d'autres tiers (3)	524 732,34	15 267,36				524 732,34
4342 Financement par le mandataire						
4347 Financement par apport à la charge de tiers						
Annulations sur recettes (b)(3)						
Recettes nettes (b - d)	524 732,34	15 267,36				524 732,34

(1) Cumul des opérations sur compte de tiers.
(2) Impact de la clôture de l'exercice précédent.
(3) Le détail des opérations effectuées au cours de l'exercice est annexé au bilan.

43 CHAPITRE OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (626/1)*1

4340014 JUIN A LA PIERRE 2013						
Date de la décaisation :						
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/13	
		Credits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser Op. à annuler		
DEPENSES (a)	316 878,69	142 728,61	66 200,00	127 528,61	462 079,99	
454100014 Travaux réalisés par le prestataire de maintenance	254 000,00	150 700,00	66 200,00	127 528,61	402 079,99	
454100014 Opérations d'ordre à l'encontre de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES NETTES (a-c)	316 878,69	142 728,61	66 200,00	127 528,61	462 079,99	
RECETTES (b)	638 811,36	312 527,44	56 798,71	325 028,73	963 710,27	
454200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	638 811,36	312 527,44	56 798,71	325 028,73	963 710,27	
454200014 Financement par le mandataire						
454200014 Financement par d'autres tiers						
Annulations sur recettes (b)(2)						
RECETTES NETTES (b-d)	638 811,36	312 527,44	56 798,71	325 028,73	963 710,27	

(1) Total de l'année précédente pour l'exercice en cours.
 (2) Total de l'année précédente des exercices.
 (3) Le chapitre 43 des dépenses comprendra au 31/12/2013, les dépenses pour l'exercice.
 (4) Total de l'exercice.

4340014 JUIN A LA PIERRE 2013						
Date de la décaisation :						
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/13	
		Credits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser Op. à annuler		
DEPENSES (a)	408 660,19	398 384,39	368 788,09	408 660,19	408 660,19	
454100014 Travaux réalisés par le prestataire de maintenance	408 660,19	398 384,39	368 788,09	408 660,19	408 660,19	
454100014 Opérations d'ordre à l'encontre de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES NETTES (a-c)	408 660,19	398 384,39	368 788,09	408 660,19	408 660,19	
RECETTES (b)	802 488,20	804 488,38	47 950,80	286 538,28	550 408,00	
454200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	802 488,20	804 488,38	47 950,80	286 538,28	550 408,00	
454200014 Financement par le mandataire						
454200014 Financement par d'autres tiers						
Annulations sur recettes (b)(2)						
RECETTES NETTES (b-d)	802 488,20	804 488,38	47 950,80	286 538,28	550 408,00	

(1) Total de l'année précédente pour l'exercice en cours.
 (2) Total de l'année précédente des exercices.
 (3) Le chapitre 43 des dépenses comprendra au 31/12/2013, les dépenses pour l'exercice.
 (4) Total de l'exercice.

4340014 JUIN A LA PIERRE 2016						
Date de la décaisation :						
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/16	
		Credits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser Op. à annuler		
DEPENSES (a)	631 480,80	1 319 299,20	81 378,70	1 237 920,50	716 829,50	
454100014 Travaux réalisés par le prestataire de maintenance	454 000,00	1 019 328,70	81 378,70	1 200 627,40	716 829,50	
454100014 Opérations d'ordre à l'encontre de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES NETTES (a-c)	631 480,80	1 319 299,20	81 378,70	1 237 920,50	716 829,50	
RECETTES (b)	281 442,00	1 693 308,30	788 093,72	827 214,28	1 127 559,72	
454200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	281 442,00	1 693 308,30	788 093,72	827 214,28	1 127 559,72	
454200014 Financement par le mandataire						
454200014 Financement par d'autres tiers						
Annulations sur recettes (b)(2)						
RECETTES NETTES (b-d)	281 442,00	1 693 308,30	788 093,72	827 214,28	1 127 559,72	

(1) Total de l'année précédente pour l'exercice en cours.
 (2) Total de l'année précédente des exercices.
 (3) Le chapitre 43 des dépenses comprendra au 31/12/2016, les dépenses pour l'exercice.
 (4) Total de l'exercice.

4340017 AIND A LA PIERRE 2017						
Date de la décaisation :						
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/17	
		Credits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser Op. à annuler		
DEPENSES (a)	178 878,40	761 053,63	405 300,43	355 789,17	600 478,83	
454100017 Travaux réalisés par le prestataire de maintenance	178 878,40	761 053,63	405 300,43	355 789,17	600 478,83	
454100017 Opérations d'ordre à l'encontre de la section						
Annulations sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES NETTES (a-c)	178 878,40	761 053,63	405 300,43	355 789,17	600 478,83	
RECETTES (b)	50 000,00	843 923,33	843 929,00	90 000,00	90 000,00	
454200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (2)	50 000,00	843 929,00	843 929,00	90 000,00	90 000,00	
454200017 Financement par le mandataire						
454200017 Financement par d'autres tiers						
Annulations sur recettes (b)(2)						
RECETTES NETTES (b-d)	50 000,00	843 923,33	843 929,00	90 000,00	90 000,00	

(1) Total de l'année précédente pour l'exercice en cours.
 (2) Total de l'année précédente des exercices.
 (3) Le chapitre 43 des dépenses comprendra au 31/12/2017, les dépenses pour l'exercice.
 (4) Total de l'exercice.

A3 - CHAPITRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Départ)

4640010 AIDE A LA PIERRE 2018		Date de la réévaluation			
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/18
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	
DEPENSES (a)	45400000	1 336 917,38	185 224,33	1 137 952,87	308 277,18
460 Travaux réalisés par le personnel du ministère					
461 Opérations d'aide à l'entretien de la section					
Annulés sur dépenses (a)(2)					
Dépenses nettes (a - c)		1 336 917,38	185 224,33	1 137 952,87	308 277,18
RECETTES (b)		1 383 069,03		1 383 069,03	60 000,00
45420018 Financement par le ministère par dotation		1 355 000,00		1 355 000,00	60 000,00
460 Financement par le ministère					
461 Financement par emprunt à la charge du tiers					
Annulés sur recettes (b)(2)					
Recettes nettes (b - d)		1 383 069,03		1 383 069,03	60 000,00

(1) Ouvre un compte au créancier pour compte de tiers
 (2) Annule le compte de la dette du créancier
 (3) Le compte 4540010 est affecté au chapitre 464 de dépenses (a) et 45420018 des recettes (b)
 (4) Indique le chapitre

4640010 AIDE A LA PIERRE 2018		Date de la réévaluation			
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/18
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	
DEPENSES (a)	45410000	1 322 620,00	88 880,00	1 233 070,00	89 660,00
460 Travaux réalisés par le personnel du ministère					
461 Opérations d'aide à l'entretien de la section					
Annulés sur dépenses (a)(2)					
Dépenses nettes (a - c)		1 322 620,00	88 880,00	1 233 070,00	89 660,00
RECETTES (b)		1 322 620,00		1 322 620,00	
45420018 Financement par le ministère par dotation		1 322 620,00		1 322 620,00	
460 Financement par le ministère					
461 Financement par emprunt à la charge du tiers					
Annulés sur recettes (b)(2)					
Recettes nettes (b - d)		1 322 620,00		1 322 620,00	

(1) Ouvre un compte au créancier pour compte de tiers
 (2) Annule le compte de la dette du créancier
 (3) Le compte 45410000 est affecté au chapitre 464 de dépenses (a) et 45420018 des recettes (b)
 (4) Indique le chapitre

4540020 AIDE A LA PIERRE 2020		Date de la réévaluation			
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/20
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	
DEPENSES (a)	45410000	1 210 416,00	88 728,00	1 121 688,00	344 668,00
460 Travaux réalisés par le personnel du ministère					
461 Opérations d'aide à l'entretien de la section					
Annulés sur dépenses (a)(2)					
Dépenses nettes (a - c)		1 210 416,00	88 728,00	1 121 688,00	344 668,00
RECETTES (b)		1 210 416,00		1 210 416,00	
45420020 Financement par le ministère par dotation		1 210 416,00		1 210 416,00	
460 Financement par le ministère					
461 Financement par emprunt à la charge du tiers					
Annulés sur recettes (b)(2)					
Recettes nettes (b - d)		1 210 416,00		1 210 416,00	344 668,00

(1) Ouvre un compte au créancier pour compte de tiers
 (2) Annule le compte de la dette du créancier
 (3) Le compte 45410000 est affecté au chapitre 464 de dépenses (a) et 45420020 des recettes (b)
 (4) Indique le chapitre

4540030 PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT		Date de la réévaluation			
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/20
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	
DEPENSES (a)	45400000	358 411,56	10 500,00	26 388,45	347 911,56
460 Travaux réalisés par le personnel du ministère					
461 Opérations d'aide à l'entretien de la section					
Annulés sur dépenses (a)(2)					
Dépenses nettes (a - c)		358 411,56	10 500,00	26 388,45	347 911,56
RECETTES (b)		358 411,56	5 500,00	34 888,45	398 800,01
45420003 Financement par le ministère par dotation		358 411,56	5 500,00	34 888,45	398 800,01
460 Financement par le ministère					
461 Financement par emprunt à la charge du tiers					
Annulés sur recettes (b)(2)					
Recettes nettes (b - d)		358 411,56	5 500,00	34 888,45	398 800,01

(1) Ouvre un compte au créancier pour compte de tiers
 (2) Annule le compte de la dette du créancier
 (3) Le compte 45400000 est affecté au chapitre 464 de dépenses (a) et 45420003 des recettes (b)
 (4) Indique le chapitre

AS - CHAMPIRES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (DEP) (1)

4542001 PIG R99T DEPARTEMENT		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP-DM+RAN N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	598 811,55	36 888,45	10 500,00	26 388,45		589 111,55
454200101 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	598 811,55	36 888,45	10 500,00	26 388,45		589 111,55
454200102 Opérations effectuées à l'extérieur de la section						
Ann. Mont. sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	598 811,55	36 888,45	10 500,00	26 388,45		589 111,55
RECETTES (b)	488 461,55	40 000,00	5 500,00	34 500,00	39,00	568 422,21
454200101 Financement par le mandataire par d'autres services	337 471,55	40 000,00	5 500,00	34 500,00	39,00	55 422,21
454200102 Financement par le mandataire						
454200103 Financement par le mandataire à la charge de tiers						
Ann. Mont. sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	658 461,55	40 000,00	5 500,00	34 500,00	-39,00	56 422,21

(1) Ouvert en vertu de la loi relative aux compétences des communes.
 (2) Montants des dépenses et des recettes.
 (3) Le chapitre 45 des dépenses conformément au plan de comptes, les dépenses des autres chapitres.
 (4) Montants des dépenses.

4540012 PIG 3 R99T CONSEIL DEPARTEMENTAL		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP-DM+RAN N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	19 500,00	84 000,00	35 500,00	48 500,00		65 000,00
454001201 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	19 500,00	84 000,00	35 500,00	48 500,00		65 000,00
454001202 Opérations effectuées à l'extérieur de la section						
Ann. Mont. sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	19 500,00	84 000,00	35 500,00	48 500,00		65 000,00
RECETTES (b)	12 000,00	84 000,00	31 500,00	52 500,00		43 500,00
454001201 Financement par le mandataire par d'autres services	12 000,00	84 000,00	31 500,00	52 500,00		43 500,00
454001202 Financement par le mandataire						
454001203 Financement par le mandataire à la charge de tiers						
Ann. Mont. sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	12 000,00	84 000,00	31 500,00	52 500,00		43 500,00

(1) Ouvert en vertu de la loi relative aux compétences des communes.
 (2) Montants des dépenses et des recettes.
 (3) Le chapitre 45 des dépenses conformément au plan de comptes, les dépenses des autres chapitres.
 (4) Montants des dépenses.

4540005 AMENAGEMENT STATION JOURNAUX MULHOUAIS		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP-DM+RAN N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	546 913,27	163 086,70	1 591,52	1 591,52	161 498,25	689 904,74
454000501 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	546 913,27	163 086,70	1 591,52	1 591,52	161 498,25	689 904,74
454000502 Opérations effectuées à l'extérieur de la section						
Ann. Mont. sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	546 913,27	163 086,70	1 591,52	1 591,52	161 498,25	689 904,74
RECETTES (b)	130 000,00	121 500,00		82 500,00		130 000,00
454000501 Financement par le mandataire par d'autres services	130 000,00	121 500,00		82 500,00		130 000,00
454000502 Financement par le mandataire						
454000503 Financement par le mandataire à la charge de tiers						
Ann. Mont. sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	130 000,00	121 500,00		82 500,00		130 000,00

(1) Ouvert en vertu de la loi relative aux compétences des communes.
 (2) Montants des dépenses et des recettes.
 (3) Le chapitre 45 des dépenses conformément au plan de comptes, les dépenses des autres chapitres.
 (4) Montants des dépenses.

4543007 ROUTE MARIE LOUISE		Date de la détermination :				
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP-DM+RAN N-1)	Sur l'exercice		Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
			Réalisations	Restes à réaliser		
DEPENSES (a)	272 210,64	21 000,00	5 857,34	5 857,34	14 142,68	278 067,88
454300701 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	272 210,64	21 000,00	5 857,34	5 857,34	14 142,68	278 067,88
454300702 Opérations effectuées à l'extérieur de la section						
Ann. Mont. sur dépenses (a)(2)						
DEPENSES nettes (a - c)	272 210,64	21 000,00	5 857,34	5 857,34	14 142,68	278 067,88
RECETTES (b)	375 000,00					375 000,00
454300701 Financement par le mandataire par d'autres services	375 000,00					375 000,00
454300702 Financement par le mandataire						
454300703 Financement par le mandataire à la charge de tiers						
Ann. Mont. sur recettes (b)(2)						
Recettes nettes (b - d)	375 000,00					375 000,00

(1) Ouvert en vertu de la loi relative aux compétences des communes.
 (2) Montants des dépenses et des recettes.
 (3) Le chapitre 45 des dépenses conformément au plan de comptes, les dépenses des autres chapitres.
 (4) Montants des dépenses.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES

IV

A10.1

NUMERO DE BIEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	ML REE	VALEUR ACQUISITION	COUT D'AMORTISSEMENT
AUT0000000016722	ETUDE 11 - DIVERSIFICATION SITE PECTEGOT	5	64 191,50	0,00
AUT0000000016723	ETUDE 15 RENOVATION CARRIERE CENTRE ECOMUSEE	5	4 480,00	0,00
AUT0000000016724	ETUDE 170 - MAILLAGE D'UN VEHICULE MDA	5	55 190,00	0,00
AUT0000000016725	ETUDE 20 - ECOQUARTIER DE NAPOLÉON	5	27 600,00	0,00
AUT0000000016726	ETUDE 20 - REVISION 2 C. COVADINES	5	35 101,50	0,00
AUT0000000016727	ETUDE 20 - VILLAGE D'INTEGRIER IMMIGRÉS	5	84 730,00	0,00
AUT0000000016728	ETUDE 20 - DIAGNOSTIC STRUCTURE CUISINE 200	5	3 123,00	0,00
AUT0000000016729	ETUDE 20 - EXPERIMENTATION COHABITATION US+GER PLACE REPUBLIQUE	5	15 430,00	0,00
AUT0000000016730	ETUDE 20 - REPRISE FFWITTELSEHEM	5	4 800,00	0,00
AUT0000000016731	ETUDE 20 - DIAGNOSTIC SOLS DMC ADJUD SYRNBACHHEIM	5	9 120,00	0,00
AUT0000000016732	ETUDE 200 FOURURE VNF SYSTEME D'OUTILS	5	4 680,00	0,00
AUT0000000016733	ETUDE 20 - COUVERTURE VNF BATIMENT SHT000	5	4 680,00	0,00
Total par Nature : 2041			342 726,60	0,00
AUT0000000016734	PROJET 15484 INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES M7A	5	515,61	0,00
AUT0000000016735	PROJET 15483 DEMULI, OSTROSE ANCIENNE GARIS TRIANG A RUEWELER	5	253,45	0,00
AUT0000000016736	PROJET 175001 OCEC, STRATEGIE INNOVATION MDA INDUSTRIE FUTUR	5	369,31	0,00
AUT0000000016737	PROJET 185007 RACCORDEMENT SECONDAIRE DES STATIONS DES KIMPAUX	5	257,71	0,00
AUT0000000016738	ANNONCE 2 - PAF - PARC CHENZES	5	446,21	0,00
AUT0000000016739	ANNONCE LOCAL SCOT	5	117,50	0,00
AUT0000000016740	ANNONCE LOCAL SCOT	5	356,34	0,00
AUT0000000016741	MARCHE 030004 ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN	5	6 480,00	0,00
AUT0000000016742	INSERTION 20 - OPE, INFENT MODIFIABLE PERISCOLAIRE PLEIN CIEL MULTIOUSE	5	294,77	0,00
AUT0000000016743	INSERTION 20 - DIAGNOSTIC PERIODIQUE VOIES FERREES APPARTENANT A MDA	5	294,77	0,00
AUT0000000016744	ETUDE 20 - REEMPLACEMENT FENETRES QUARTIER FONDEUS	5	103,21	0,00
AUT0000000016745	ETUDE 20 - SUIVANTURE BACS A ROULETTES EN PLASTIQUE ET PILES DE TACHES COLLECTE	5	505,56	0,00
AUT0000000016746	ETUDE 20 - INSTALLATION D'UNE STATION DE GAZ NATUREL COMPRESSE A TELERS SULKA	5	163,32	0,00
AUT0000000016747	ETUDE 20 - FOURNITURE ENGEN PYSHE-OTI 5	5	270,82	0,00
AUT0000000016748	ETUDE 20 - ALIMENTATION DE FENETRES AU QUARTIER FONDEUS	5	123,14	0,00
AUT0000000016749	ETUDE 20 - DIAGNOSTIC RESCAL SUR PILE LANCE KABE ET ETABLISSEMENT DE PRI-CURISATION	5	293,81	0,00
AUT0000000016750	ETUDE 20 - ARTIFICIATIF FOURNITURE BACS A ROULETTES EN PLAS POUR COLLECTE D'EAU	5	141,76	0,00
AUT0000000016751	ETUDE 20 - TRAVAUX DE RENOVATION ET MAINTENANCE COURANT BATIMENTS	5	1 024,93	0,00
AUT0000000016752	INSERTION 20 - FORFAIT EUROPEEN LIE IN UP	5	1 080,00	0,00
AUT0000000016753	INSERTION 20 - FORFAIT EUROPEEN DE 1310	5	1 240,00	0,00
AUT0000000016754	INSERTION 20 - EXTENSION QUARTIER BEL AIR RESEAU CHAUFFAGE URBAIN ET DELEU	5	573,24	0,00
AUT0000000016755	INSERTION 20 - RENOVATION ET MAINTENANCE BATIMENTS COMMUNALES	5	892,85	0,00
AUT0000000016756	INSERTIONS 20 - PROJET 205004 NETTOYAGE LOCALS SITES AGRIC	5	772,00	0,00
AUT0000000016757	INSERTIONS 20 - PROJET 205004 REMPLACEMENT PASSIVE HALLE PONDRE SITE FONDEUS	5	573,24	0,00
AUT0000000016758	INSERTIONS 20 - PROJET 205004 RENOVATION ET MAINTENANCE BAT PERISCOLAIRES	5	293,31	0,00
AUT0000000016759	INSERTIONS 20 - PROJET 205005 REMPLACEMENT DES ASSURISTERS AU CSRA	5	411,76	0,00
AUT0000000016760	INSERTIONS 20 - PROJET 205004 REMPLACEMENT DES MOTEURS DES COMPRESSEURS PATINOIRE	5	367,39	0,00
AUT0000000016761	INSERTIONS 20 - PROJET 205004 TRAVAUX RENOVATION ET MAINT BATIMENTS COMMUNALES	5	761,40	0,00
AUT0000000016762	INSERTION 20 - PROJET 205004 INSTALLATION D'UN ELEVATEUR PMR A LAUBERGE DU PCUM	5	293,04	0,00
AUT0000000016763	INSERTION 20 - PROJET 205004 CREATION HORIZON AERJOL AU 200	5	514,49	0,00
AUT0000000016764	INSERTION 20 - FORFAIT EUROPEEN	5	6 480,00	0,00
Total par Nature : 2033			39 081,85	0,00
AUT0000000016765	SUB20 - BETA, VOYAGE NORD	30	59 500,00	0,00
Total par Nature : 20412			59 500,00	0,00
AUT0000000016766	SUB20 - PISTES CYCLABLES MOUSSER	30	55 833,00	0,00
Total par Nature : 204132			55 833,00	0,00
AUT0000000016767	SUB20 - GERPLAN SUB EQUIPEMENT COMMUNES	5	4 519,71	0,00
Total par Nature : 204141			4 519,71	0,00
AUT0000000016768	SUB20 - PARTICIPATION PERDILBERG	50	78 459,31	0,00
AUT0000000016769	SUB20 - PARTICIPATION PEASTATT VERSEMEN, 6	50	325 492,25	0,00
AUT0000000016770	SUB20 - PARTICIPATION BRINNSTATT DILSEN, 11M	50	413 620,00	0,00
AUT0000000016771	SUB20 - EQUIPEMENT COMMUNES PISTES CYCLABLES	50	69 138,41	0,00
AUT0000000016772	SUB20 - CO-MATERIE CHANTAGE FLAKLANDUN PERISCOLAIRE	50	180 000,00	0,00
AUT0000000016773	SUB20 - VILLAGE DES ENFANTS KINDERHEIM VDF	50	276 000,00	0,00
AUT0000000016774	SUB20 - PERISCOLAIRE DM	50	483 200,00	0,00
Total par Nature : 2041412			1 547 120,00	0,00
AUT0000000016775	SUB20 - EQUIPEMENT SYMA APRODRAGE	30	140 000,00	0,00
Total par Nature : 204152			140 000,00	0,00
AUT0000000016776	SUB20 - AUBERGE DE JEUNESSE	5	10 000,00	0,00
AUT0000000016777	SUB20 - CAMPING DE T.C.L.	5	15 000,00	0,00
Total par Nature : 204173			25 000,00	0,00
AUT0000000016778	SUB20 - EQUIPEMENT LOGEMENTS SOCIAUX ETABLISSEMENTS PERISCOLAIRE LOCALS	30	18 552,00	0,00
AUT0000000016779	SUB20 - PERFORMANCE ENERGETIQUE	30	133 950,00	0,00
Total par Nature : 2041732			152 502,00	0,00
AUT0000000016780	SUB20 - EQUIPEMENT ATMU GRAND EST	5	10 500,00	0,00
AUT0000000016781	SUB20 - EQUIPEMENT HORN USER	5	50 000,00	0,00
AUT0000000016782	SUB20 - CNRS - COMPRESSION 4D	5	30 000,00	0,00
Total par Nature : 204181			90 500,00	0,00
AUT0000000016783	SUB20 - SEMI-CINEMA CONFERENCES	5	112 500,00	0,00
AUT0000000016784	SUB20 - BUDAL	5	1 000 000,00	0,00
AUT0000000016785	SUB20 - CUVIA MUR ESCALADE	5	75 500,00	0,00

NUMERO DE BUDGET D'ACQUISITION	DENOMINATION DU BILAN	DUITE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL ANALYTIQUE
AUT000000012410	SUR20 - LEARNING CENTER	30	1 255,40	0,00
AUT000000012411	SUR20 - AMENAGEMENT CAMPUS	30	25 000,00	0,00
AUT000000012412	SUR20 - OPER. SECURITE MATH	30	150 000,00	0,00
Total par Nature : 20482			1 371 316,00	0,00
AUT000000012413	SUR20 - BIOCROSSITE ATLAS IMVENTAIRE	30	63 240,00	0,00
AUT000000012414	SUR20 - EQUIPEMENT AERE MOODES	30	2 600,00	0,00
AUT000000012415	SUR20 - EQUIPEMENT MODULIN LUTHERUS II	30	9 000,00	0,00
AUT000000012416	SUR20 - EQUIPEMENT LAEP KANOUKOU	30	1 710,00	0,00
AUT000000012417	SUR20 - CLUB VOISIN KINGERSHIM	30	5 701,50	0,00
AUT000000012418	SUR20 - PARTICIPATION ALJRA	30	6 030,00	0,00
Total par Nature : 20421			88 282,50	0,00
AUT000000012419	SUR20 - REHABILITATION THERMIQUE	30	38 300,50	0,00
AUT000000012420	SUR20 - PACTIFICATION LOGEMENTS SUDLACX PAVES	30	154 700,50	0,00
AUT000000012421	SUR20 - FIG ACCESSIBILITE	30	1 500,00	0,00
AUT000000012422	SUR20 - FRIVES POU ENIGNE	30	20 500,00	0,00
AUT000000012423	SUR20 - HABITAT INDIGNE	30	10 500,00	0,00
AUT000000012424	SUR20 - ENERGIE	30	40 200,00	0,00
AUT000000012425	SUR20 - COPROPRIETES LOGEMENTS	30	195 922,84	0,00
AUT000000012426	SUR20 - MUSEES ICA	30	694 385,00	0,00
AUT000000012427	SUR20 - MUSEE PAPIER PEINT	30	533 000,00	0,00
AUT000000012428	SUR20 - MUSEE MINE WITTEBOSTEM KALVIE	30	1 000,00	0,00
AUT000000012429	SUR20 - MUSEE DES SCIENCES	30	10 710,00	0,00
AUT000000012430	SUR20 - ANIS MUSEE MUTU	30	1 000,00	0,00
Total par Nature : 20422			1 798 118,86	0,00
AUT000000012431	PROJET 1950001 SERVICES NUMERIQUES L&R V.A.D	30	847,39	0,00
AUT000000012432	SITE INTERNET AGGLO	30	15 585,35	0,00
AUT000000012433	ASTRE RH	30	8 078,40	0,00
AUT000000012434	18 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2019	30	5 788,80	0,00
AUT000000012435	18 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2019	30	1 628,00	0,00
AUT000000012436	LICENCE E-COMMUNITY 2020	30	15 578,50	0,00
AUT000000012437	LICENCE THALE	30	17 038,40	0,00
AUT000000012438	LOGICIEL PDF ELEMENT - SERVILY FOX	30	303,27	0,00
AUT000000012439	OPER DATA SOFT	30	15 639,26	0,00
AUT000000012440	ASTRE RH - PACK DSN	30	21 190,80	0,00
AUT000000012441	LICENCE SUPPLEMENTAIRE	30	14 400,00	0,00
AUT000000012442	AUTOCOM AGGREGUS	30	9 480,00	0,00
AUT000000012443	CONVIDIS INSCRIPTIONS	30	13 209,60	0,00
AUT000000012444	LYCENCE ALBOUL	30	792,00	0,00
AUT000000012445	LOGICIEL SIS MARCEL	30	630,00	0,00
AUT000000012446	OSEA WEB - VERSION 1	30	918,00	0,00
AUT000000012447	ASTRE RH - PARAMETRAGE IFS	30	2 239,20	0,00
AUT000000012448	CONVIDIS INSCRIPTIONS SERVICE EN LIGNE	30	2 036,00	0,00
AUT000000012449	ASTRE RH - ASSISTANCE IFS	30	1 201,20	0,00
AUT000000012450	LOGICIEL SYX - MODULE DATAMATRIX	30	340,00	0,00
AUT000000012451	LOGICIEL PER. SCOLAIRES AGORA	30	4 100,00	0,00
AUT000000012452	LOGICIEL ELISE	30	12 370,00	0,00
AUT000000012453	EX20 - PAIEMENT EN LIGNE PRESTATION FETICE ENFANT	30	21 416,00	0,00
AUT000000012454	AGORA	30	3 000,00	0,00
AUT000000012455	NO LICENCES ANTI VIRUS - 2 ANS	30	6 450,00	0,00
AUT000000012456	LICENCE ZWAGAT 2019 PRO - SOFT	30	1 100,00	0,00
AUT000000012457	LOGICIEL NYS LABEL	30	501,20	0,00
AUT000000012458	BAN - ACT LOGICIEL REFACT SOFT	30	851,60	0,00
AUT000000012459	ASTRE RH - PAS 2020	30	630,00	0,00
AUT000000012460	LICENCES RESEAU TETRA - PASSERELLE PAGA HURNHURES	30	10 665,80	0,00
AUT000000012461	ADGOND ENTI FORMSE MICROSOFT - 11/00 21/00 21	30	206 148,45	0,00
AUT000000012462	MIGRATION AUTOCOM TECHNICIEN	30	2 587,45	0,00
AUT000000012463	LICENCES OFFICE 2019 STANDARD	30	75 214,00	0,00
AUT000000012464	LOGICIEL PERISCOLAIRE AGORA	30	19 711,00	0,00
AUT000000012465	LICENCE PDF ELEMENT PRO	30	3 530,00	0,00
Total par Nature : 2051			643 213,85	0,00
AUT000000012466	EX20 - ZOO	0	80 571,36	0,00
AUT000000012467	EX20 - P. ANI SPORTIVE WALDECK	0	10 065,51	0,00
AUT000000012468	EX20 - ZA ALLEMAILLIN	0	98 790,51	0,00
AUT000000012469	EX20 - PLAN BAU REINVOIE	0	1 390,60	0,00
AUT000000012470	EX20 - STADE LU	0	11 524,80	0,00
AUT000000012471	EX20 - ZA ILLZACH WIDENHOFIM AVENUE DE FRIEBURG	0	1 281,35	0,00
AUT000000012472	EX20 - BASL NAUHOEF RIFORSHEIM	0	1 634,90	0,00
AUT000000012473	EX20 - ZA LEI WITTEB	0	98,00	0,00
AUT000000012474	EX20 - ZA ANLLIE WITTEB	0	2 174,58	0,00
Total par Nature : 2128			324 857,94	0,00
AUT000000012475	TVX14 - BASE NAUTIQUE KILDISHEIM	0	15 820,00	0,00
AUT000000012476	TVX15 - PERI P.L.VERSHEIM	0	10 927,25	0,00
AUT000000012477	TVX15 - CENTRE DE CANOE KAYAK	0	85 528,74	0,00
AUT000000012478	TVX15 - CANOE KAYAK	0	128 220,57	0,00
AUT000000012479	TVX15 - PERI ESCHENTZWILLER	0	34 651,20	0,00
AUT000000012480	ETUDEST - PROJET 1750001 CONSTRUCTION HANGAR BATEAUX BASE NAUTIQUE CANOE	0	124,40	0,00
AUT000000012481	TVX15 - CENTRE CANOE KAYAK R. COISHEIM	0	1 620 256,72	0,00
AUT000000012482	TVX17 - PERI ESCHENTZWILLER	0	15 755,87	0,00
AUT000000012483	TVX17 - COUR DE LORRAINE	0	1 116,00	0,00

NUMERO DE BUDGET SIGNALÉ D'ACQUISITION	DÉSIGNATION DU BUDGET	DIREC.	VALEUR ACQUISITION	COURS AMORTISSEMENT
AL15000000025350	TVX17 - PLRI FERGAUD	0	206 911,18	0,00
AL15000000025350	TVX17 - PPR MATISSE	0	206 902,61	0,00
AL15000000025378	187001 MISSION PRST INTELLECT. OPERATIONS TRAV PATROLOME DOCKOUBAULTAIRE	0	1 055,59	0,00
AL15000000025374	TVX17 - MA OTTMARSHHEIM	0	19 950,35	0,00
AL15000000025352	TVX17 - CANOE KAYAK BODISSEIM	0	476 066,65	0,00
AL15000000025359	TVX17 - PISCINE RIXHEIM TABSSEIM ILL KAPOLDOFF	0	10 418,42	0,00
AL15000000025371	TVX17 - PISCINE AQUARHIN USERS	0	125 350,67	0,00
AL15000000025340	TVX17 - MULTI ACCUEIL OTTMARSHHEIM	0	17 248,08	0,00
AL15000000025375	PROJET 185001 REHABILITATION PULL MEDICAL CENTRE SPORTIF REGIONAL D ALSACE	0	351,28	0,00
AL15000000025349	TVX18 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL POUR MEDICAL	0	1 209,60	0,00
AL15000000025345	TVX18 - ZOO TAPIRS MALAIS	0	10 654,42	0,00
AL15000000025338	TVX18 - PERI WITTELSHEIM	0	1 650,00	0,00
AL15000000025347	TVX18 - PERI FERGAUD	0	250,80	0,00
AL15000000025311	TVX19 - PERI ZIEBER	0	15 081,22	0,00
AL15000000025317	TVX19 - MULTI ACCUEIL MALES FOLANINES	0	324 954,91	0,00
AL15000000025312	TVX19 - MA OTTMARSHHEIM	0	348 524,15	0,00
AL15000000025313	TVX19 - CENTRE CANOE KAYAK BODISSEIM	0	255 078,88	0,00
AL15000000025314	TVX19 - CSR PULL MEDICAL	0	323 485,67	0,00
AL15000000025315	TVX19 - CANTINE PLAST ?	0	556 193,61	0,00
AL15000000025314	PROJET 185001 CONSTRUCTION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE LEARNING CENTER	0	253,34	0,00
AL15000000025315	PROJET 185001 EXTENSION D'EDUCATION ACCUEIL OTTMARSHHEIM	0	411,17	0,00
AL15000000025315	PROJET 185001 CONSTRUCTION BATIMENT TAPIRS MALAIS ZOO	0	745,92	0,00
AL15000000025315	PROJET 185001 AMOVATION DE CHAUFFERIES COMMUNAUTAIRES	0	242,71	0,00
AL15000000025322	PROJET 185001 REALISATION DES ESCIERS POUR LES TAPIRS MALAIS ZOO	0	219,35	0,00
AL15000000025343	PROJET 185001 AGRONOME CONDUCTES DISTRIBUTION CAU POTABLE VIF	0	202,65	0,00
AL15000000025345	PROJET 185001 INSTALLATION BANCHE MODULAIRE RESTAURATION PPR PLEIN CIEL	0	921,32	0,00
AL15000000025353	TVX19 - MA BAL BODISSEIM	0	2 076,60	0,00
AL15000000025355	TVX19 - IER MORSCHWILLER	0	16 710,25	0,00
AL15000000025357	TVX19 - IER FRIERSHEIM	0	2 676,20	0,00
AL15000000025358	TVX19 - IER FREINF	0	4 060,00	0,00
AL15000000025359	TVX19 - IER ESCHENTZWILLER	0	924,00	0,00
AL15000000025362	TVX19 - IER SCOLAIRE SAUSHEBZ	0	12 376,36	0,00
AL15000000025367	TVX19 - AQUARHIN	0	7 533,36	0,00
AL15000000025368	TVX19 - AQUARHIN	0	44 851,51	0,00
AL15000000025360	PISCINE RIXHEIM TABSSEIM	0	19 638,32	0,00
AL15000000025363	TVX19 - ANCIENNE BASE CANOE KAYAK	0	3 416,29	0,00
AL15000000025364	TVX19 - PANGAR CANGÉ KAYAK	0	17 244,60	0,00
AL15000000025369	TVX19 - PALAIS DES SPORTS	0	5 352,00	0,00
AL15000000025371	EX30 - STADE ILL	0	10 460,00	0,00
AL15000000025372	EX30 - ZOO	0	57 058,05	0,00
AL15000000025373	EX30 - GRAND REX	0	240 734,17	0,00
AL15000000025394	EX30 - CENTRE DE RESSOURCES	0	10 889,20	0,00
AL15000000025394	EX30 - PERI HT POIRIER	0	7 240,42	0,00
AL15000000025394	EX30 - PUPA ROCHETILLER	0	45 420,02	0,00
AL15000000025395	EX30 - ZOO	0	278 451,87	0,00
AL15000000025396	EX30 - CSL CENTRE SPORTIF REGIONAL	0	135 756,44	0,00
AL15000000025392	EX30 - PERI GLUCK	0	35 867,36	0,00
AL15000000025393	EX30 - PALAIS DES SPORTS ILL	0	36 831,98	0,00
AL15000000025390	EX30 - AUBERGE DE JEUNESSE	0	12 620,62	0,00
AL15000000025380	EX30 - VIF	0	67 833,88	0,00
AL15000000025381	EX30 - MAISON DU BASSIN POTASSIQUE	0	88 929,52	0,00
AL15000000025382	EX30 - DMG	0	30 961,67	0,00
AL15000000025382	EX30 - AIRE CHIC	0	67 573,52	0,00
AL15000000025384	EX30 - CANTINE ILL	0	17 000,71	0,00
AL15000000025385	EX30 - RESTAURANT ZOO	0	5 689,35	0,00
AL15000000025386	EX30 - MA SCOURIS VERTIL	0	34 584,20	0,00
AL15000000025387	EX30 - CNE LUTZERSHEIM	0	81 550,37	0,00
AL15000000025388	EX30 - PISCINE ELBERG	0	31 587,37	0,00
AL15000000025389	EX30 - PISCINE JUNQUILLIS	0	15 186,52	0,00
AL15000000025391	EX30 - MAISON TECHNIPULL	0	25 513,75	0,00
AL15000000025383	EX30 - PALAIOIRE	0	50 416,39	0,00
AL15000000025384	EX30 - MULTI ACCUEIL COULBUR DE VIE	0	2 358,30	0,00
AL15000000025384	EX30 - PISCINE BOURTZWILLER	0	5 182,91	0,00
AL15000000025384	EX30 - PISCINE CURIE	0	13 175,75	0,00
AL15000000025386	EX30 - SITE DMG D M C	0	10 266,34	0,00
AL15000000025386	EX30 - PISCINE LANGERSHEIM	0	9 575,28	0,00
AL15000000025386	EX30 - RANG BOURTZWILLER	0	4 042,00	0,00
AL15000000025386	EX30 - MA WETT LANDAU	0	1 780,80	0,00
AL15000000025386	EX30 - OFFICE DU TOURISME	0	15 962,36	0,00
AL15000000025386	EX30 - MA BALDERSHEIM	0	10 774,04	0,00
AL15000000025386	EX30 - PISCINE AQUARHIN	0	13 780,57	0,00
AL15000000025386	EX30 - MAISON DURENG	0	18 565,92	0,00
AL15000000025389	EX30 - BASE CANOE KAYAK	0	465,82	0,00
AL15000000025389	EX30 - AIRE GENS DU VOYAGE KINGERSHHEIM	0	244,80	0,00
AL15000000025389	EX30 - AIRE GENS VOYAGE WITTELSHEIM	0	244,80	0,00
AL15000000025389	EX30 - AIRE GENS VOYAGE RIBBUSHEIM	0	1 251,16	0,00
AL15000000025389	EX30 - MDP MAISON DU BASSIN POTASSIQUE	0	1 682,00	0,00
AL15000000025389	EX30 - GRAND REX	0	9 130,20	0,00

NUMERO DE BREN PAR QUALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DO BREN	USAGER	VALEUR ACQUISITION	COUTS AMORTISSEMENT
AUT000000002175	EX20 - ACQ LOCAUX GRAND ROUX - MA 090127 - 55ARRESA	C	599 395,00	0,00
AUT000000002176	EX20 - AIRE GUY WITTEMLIM	C	1 355,09	0,00
ALT000000002178	EX20 - PISCINE BASSIN INCLINATION DOUTERILLZACH	C	5 934,51	0,50
ALT000000002180	EX20 - PERS FURSTENBURGLER	C	5 052,93	0,50
ALT000000002182	EX20 - PERS DAUDET	D	433,44	0,50
ALT000000002183	EX20 - PERS KURDH - D	D	1 135,14	0,50
ALT000000002185	EX20 - PISCINE RUXILIM HAASHE, MAIF NARCEON	D	1 127,73	0,00
ALT000000002187	EX20 - CENTRE AQUATIF WILDHECK	D	50 135,00	0,00
AUT000000002190	EX20 - MA BAI DERSATIM	D	9 192,95	0,00
AUT000000002191	EX20 - MA PETIT LANDAU	D	5 949,63	5,00
AUT000000002192	EX20 - AUBERBULOC TUNESSE	D	5 907,00	5,00
AUT000000002193	EX20 - PERS GRABERTS	D	5 654,00	0,00
AUT000000002194	EX20 - MA WOLLWILFER	D	9 607,38	0,00
AUT000000002195	EX20 - PERS LA WANNE	D	5 649,65	0,00
AUT000000002196	EX20 - SCHICKENSTERNBACH MAISON DE BASSIN POTASSIQUE	C	270,50	0,00
AUT000000002197	EX20 - STADT NAITIQUE	C	1 207,57	0,00
ALT000000002198	EX20 - PERS METZBIE	C	6 752,30	0,00
ALT000000002199	EX20 - PERS ELLERBACH	C	1 167,60	0,00
ALT000000002200	EX20 - PERS HIRSH ILLZACH	C	3 754,86	0,00
ALT000000002201	EX20 - T RUE DES ORPHELINS	D	6 530,52	0,00
ALT000000002202	EX20 - PERS HAUT POIRIER	D	3 176,52	0,00
ALT000000002203	EX20 - MA DES LUTTES	D	17 013,71	0,00
ALT000000002204	EX20 - MA CHAT BOTTE WITTEMLIM	D	174,02	0,00
ALT000000002205	EX20 - 150 RTE DE SOULIZ	D	4 095,03	0,00
ALT000000002206	EX20 - CENTRE TECHNIQUE COMMUNAUTAIRE D'IMPHEIM	D	15 075,19	0,00
ALT000000002207	EX20 - MA PECHEURS LEON	D	5 195,55	2,00
ALT000000002208	EX20 - MA HABSHEIM	D	4 069,16	0,00
ALT000000002209	EX20 - MA NENUPHARS	D	4 326,00	5,00
ALT000000002210	EX20 - CRECHE NENUPHARS	D	4 723,76	5,00
AUT000000002211	EX20 - PERS ECNSTATT	D	116,20	0,00
AUT000000002212	EX20 - AIRE GENS Y. VOYAGE GUY MILHOUSE	D	3 592,11	0,00
Total par Nature : 21111			7 408 450,52	0,00
AUT000000002213	EX20 - ABERGE ZOO	D	9 206,30	0,00
AUT000000002214	EX20 - SITE DASC D.M.A.	D	44 836,40	0,00
AUT000000002215	EX20 - ACQ SITE FOSDERIE BAT SOY LOO KW 131 - 380ARSES	D	1 076 278,70	0,00
Total par Nature : 21112			1 130 311,40	0,00
ALT000000002216	EX20 - PORT DE FRANCE - TROTCOIRS PETIT LANDAU	D	84 793,52	0,00
ALT000000002217	EX20 - TRAVERSEE AGGLO NIFFER RD 468	D	1 293,14	0,00
ALT000000002218	EX20 - COPPAR TRAVERSEE AGGLO BUCKBOURG	D	30 929,15	0,00
ALT000000002219	EX20 - TROTCOIRS PETIT LANDAU	D	505,72	0,00
ALT000000002220	EX20 - AMENAGEMENT TRAVERSEE AGGLO NIFFER	D	518 275,03	0,00
ALT000000002221	EX20 - TRAVERSEE AGGLO NIFFER RD 468	D	36 036,64	0,00
ALT000000002222	PROJET 198000 REALISATION DUNE PISTE CYCLABLE DE LANG RISS CEALANGE	D	244,61	0,00
ALT000000002223	PROJET 198000 AMENAGEMENTS CYCLABLES VOIE MPA	D	259,34	0,00
ALT000000002224	EX20 - CARREFOUR OTTMARSEIM	D	1 297,30	0,00
ALT000000002225	EX20 - RESTAURANT VIE	D	338 346,33	0,00
ALT000000002226	PANNEAUX ET NOCELETS	D	2 758,33	0,00
ALT000000002227	MOULIN LERBACH	C	62 346,34	0,00
AUT000000002228	MTOUTIER	D	3 916,02	0,00
ALT000000002229	EX20 - AIRE DELA THUR	D	9 969,13	0,00
AUT000000002230	EX20 - PISTE CYCLABLE DIETWILLAS	D	859,70	0,00
ALT000000002231	EX20 - PISTE CYCLABLE ENTRE LANGSHEIM ET DIETWILLER	D	4 382,68	0,00
AUT000000002232	EX20 - ZAC MARIE LOUISE STAL BLI ELUEN	D	1 558,57	0,00
Total par Nature : 21113			1 220 039,40	0,00
ALT000000002233	EX20 - ACSEALIX CARLES WEI	D	75 355,50	0,00
ALT000000002234	EX20 - CABLEAGE RESSEAU TETRA	D	2 744,16	0,00
Total par Nature : 21114			76 099,66	0,00
ALT000000002235	EXTINCTEURS	D	3 933,00	0,00
ALT000000002236	EXTINCTEURS	D	2 433,13	0,00
ALT000000002237	EXTINCTEURS	D	2 931,54	0,00
ALT000000002238	EXTINCTEURS	D	503,75	0,00
Total par Nature : 21115			10 801,42	0,00
AUT000000002239	LANE ACC 17-MAPA INTRANSP 0300034	S	5 582,13	0,00
AUT000000002240	LANE ACC 17-MAPA INTRANSP 0300038	S	5 283,12	0,00
AUT000000002241	LANE ACC 15-MAPA INTRANSP 0300037	S	5 492,29	0,00
AUT000000002242	LANE ACC 17-MAPA INTRANSP 0300039	S	12 920,61	0,00
AUT000000002243	SALAIRES 1 MS-IMBAT SAPP001 N° INV 2020 A 021 SALAIRES	R	24 556,67	5,00
AUT000000002244	SALAIRES 1 MS-IMBAT SAPP001 N° INV 2020 A 022 SA	R	27 271,36	5,00
AUT000000002245	SALAIRES 1 MS-IMBAT SAPP001 N° INV 2020 A 021 SALAIRES	R	25 051,64	5,00
Total par Nature : 21116			114 656,23	0,00
AUT000000002246	PROJET 198000 INSTALLATION APPAREILS ESCOINTEGME AU GBL	R	258,20	0,00
AUT000000002247	PROJET 198000 FOURN BACS A ROULETTES ET DE PILES COST NE COLLECTE DECHETS	R	256,43	0,00
AUT000000002248	PROJET 1980008 SOUMISSION ET SCANTINENCE DE MAT D'IMPRESSON	R	257,71	0,00
ALT000000002249	ARTISAN CHAFFOT THUR LAURET PLATSAL	R	297,60	0,00
ALT000000002250	GPS NAVACOM	R	3 710,66	0,00
ALT000000002251	ASPIRATEURS TASKI	R	7 716,00	0,00
ALT000000002252	CHASSIS DE TRANSPORT	R	154,40	0,00
ALT000000002253	CLIMATISATION VOIE	R	325,70	0,00
ALT000000002254	HEBERGEMENT INV 230051 VICEBOURBIEUR	R	863,59	0,00

NUMERO DE BIEN PAR SOUS-ITEM MACROFONCTION	DESIGNATION DU BIEN	UNITE	VALEUR D'ACQUISITION	CHEVAL D'ASSESSMENT
AUT00000001176	HEBERGEMENT INV. VIDEOPROJECTEUR	1	191,96	0,00
AUT00000001176	HEBERGEMENT INV. ALUMIUMS TABLEAU BLANC CSRA	1	191,96	0,00
AUT00000001177	SECHEUSE CH. SOL.	1	384,43	0,00
AUT00000001177	CHARIOT DE MENAGE	1	219,46	0,00
AUT00000001177	POCEUSE ATELIER REPRO	1	350,00	0,00
AUT00000001177	PLASTIQUEUSE A FILIERE REPRO	1	254,00	0,00
AUT00000001177	MASSICOT	1	21 905,00	0,00
AUT00000001176	RIVELEUSL	1	415,90	0,00
AUT00000001177	PERCEUSE - MITO BLISE	1	213,59	0,00
AUT00000001178	EU PACK UNIFORMISATION LECTE	1	27 302,72	0,00
AUT00000001179	PV PRODISPOSITION GPS SUR BOM	1	4 764,00	0,00
AUT00000001180	EXPOSITION OPS 2 VEHICULES	1	5 000,43	0,00
AUT00000001217	SCIENTIFRS / SOUTREPE CAGE OTARIES	1	8 400,00	0,00
AUT00000001247	OUTILLAGE BIKOBOUS	1	0,00	0,00
AUT00000001248	ACHAT TALKIE WALKIE BIBLIUBUS	1	0,00	0,00
AUT00000001249	GROUPE ELECTROGENE BUS	1	0,00	0,00
AUT00000001249	CLACHIRE COMPRESSION CRULLBY	1	0,00	0,00
AUT00000001249	OUTILLAGE BIBLOBUS	1	289,28	0,00
AUT00000001249	ACHAT TALKIE WALKIE BIBLIUBUS	1	290,00	0,00
AUT00000001249	GROUPE ELECTROGENE BUS	1	449,00	0,00
AUT00000001249	CLACHIRE COMPRESSION CRULLBY	1	299,95	0,00
AUT00000001249	GRUPE - FOURNEURES WUK 31	1	2 968,50	0,00
AUT00000001249	SALLES CSRA APOCHEUR SCOUR	1	3 199,20	0,00
AUT00000001249	SALLES AFFICHEURS DE TEMPS	1	400,00	0,00
AUT00000001248	HEBERGEMENT VIDEOPROJECTEUR	1	191,96	0,00
AUT00000001249	TECHNIQUE COMPRESSEUR	1	92,16	0,00
AUT00000001248	HEBERGEMENT TABLE DE CONSON	1	399,99	0,00
AUT00000001249	TECHNIQUE PERCEUSE VISSEUSE	1	381,61	0,00
AUT00000001248	MEDICAL CHARIOT DE MENAGE	1	451,48	0,00
AUT00000001248	PRATICABLE DE COMPETITION	1	19 390,10	0,00
AUT00000001248	ASPIRATEUR	1	3 000,00	0,00
AUT00000001248	CHARIOT	1	385,60	0,00
AUT00000001248	INJECTEUR LIXEACTEUR	1	1 211,68	0,00
AUT00000001247	CAVE LINGE ET RAYONNEUR SOUFFLANT	1	487,98	0,00
AUT00000001248	ASPIRATEUR ALRO 8	1	2 339,40	0,00
AUT00000001249	CHARIOT A DOSSIER	1	385,60	0,00
AUT00000001248	ANALYSEUR GAR	1	2 685,60	0,00
AUT00000001249	PALX LBM1 EASYOY LECTE	1	4 710,00	0,00
AUT00000001248	BLOUONNEUSE A CHOC - COFFRET	1	491,74	0,00
AUT00000001248	CRUC ROULEUR 0 T	1	1 294,40	0,00
AUT00000001248	CAISSE A Outils APPRENTI	1	505,00	0,00
AUT00000001248	SUIGNELMS - TERRARIUM	1	1 845,13	0,00
AUT00000001248	TERRARIUM SUPPORTS	1	388,44	0,00
Total par Nature : 2199			164 129,96	0,00
AUT00000001248	PROJET 180009 FOURN. DE VEHICULES LEGERS DE TYPE UTILITAIRES A LOUINES	10	912,70	0,00
AUT00000001248	PROJET 180001 ACQUISITION VEHICULES LEGERS TYPE BERLINE POUR GONNETTES	10	867,20	0,00
AUT00000001248	PROJET 180005 FOURNITURE ET MONTAGE DE DEUX BENNES A UM	10	244,00	0,00
AUT00000001248	BALAYEUSE 4M2 - INV.200A.50 PL. - EP12BK INDZAT EP 173-0X	10	121 000,00	0,00
AUT00000001248	2 BOM BMD	10	169 408,90	0,00
AUT00000001248	BERLINE ESSENCE IMMAT FV918 HW INV 200 A 400 VP	10	18 981,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 004 VC IMMAT JP 119-AN	10	17 732,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 007 VC IMMAT JP 661-660	10	17 572,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 006 VC IMMAT JP 669-660	10	18 840,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 008 VP	10	14 200,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 009 VP	10	14 200,00	0,00
AUT00000001248	BOITE OUTILS + BLINNE IMMAT FS 719-DH INV 200 E SOL. TRACTEUR	10	189 000,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 005 VP	10	15 853,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 004 VP	10	14 046,70	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 007 VP	10	15 450,40	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 008 VP	10	16 990,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 009 VP	10	16 990,00	0,00
AUT00000001248	RESACTI KANGURY 1500 VP IMMAT FT-232-K03 INV.200A 018 VP	10	19 200,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEMENT CAVAGE LANTIER	10	51 000,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 007 VP	10	17 690,00	0,00
AUT00000001248	EQUIPEE ELECTROCYCLE + SIGNAL M503 INV 200 A 008 VP	10	19 600,00	0,00
Total par Nature : 2102			321 218,60	0,00
AUT00000001199	TARCIHRET METAL NOIR	1	161,20	0,00
AUT00000001199	MATRIEL PHOTO	1	382,44	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	8 240,00	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	2 465,11	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	2 970,00	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	372,00	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	21 990,00	0,00
AUT00000001199	APPAREIL PHOTO	1	2 394,00	0,00
AUT00000001199	LAMPADARE LED CASSIOPE	1	51,98	0,00
AUT00000001199	MOTEMS ROUTEURS ADELE	1	389,00	0,00
AUT00000001199	LAMPADARE LED CASSIOPE	1	51,98	0,00

NUMERO DE BUN PAI SIGNALALE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT000000001501	IMPRIMANTE - DS - FINANCES	5	561,00	0,00
AUT000000001502	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - FINANCES	5	1 382,50	0,00
AUT000000001503	IMPRIMANTE - DSI	5	322,40	0,00
AUT000000001504	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001505	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001506	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001507	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001508	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001509	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001510	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001511	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001512	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001513	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001514	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001515	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001516	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001517	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001518	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001519	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001520	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001521	IMPRIMANTE - DSI	5	320,40	0,00
AUT000000001522	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - DSI	5	3 015,20	0,00
AUT000000001523	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - FINANCES	5	3 015,20	0,00
AUT000000001524	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - MEYENS GENERAUX	5	3 015,20	0,00
AUT000000001525	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - 4EME GRAND BEX	5	2 380,50	0,00
AUT000000001526	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - 2EME GRAND BEX	5	3 015,20	0,00
AUT000000001527	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - VOIRIE	5	2 380,50	0,00
AUT000000001528	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - VOIRIE	5	2 380,50	0,00
AUT000000001529	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - VOIRIE	5	2 380,50	0,00
AUT000000001530	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - DSI	5	2 380,50	0,00
AUT000000001531	IMPRIMANTE MULTIFONCTION FOMERIE	5	2 380,50	0,00
AUT000000001532	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - SECURITE/SAI	5	3 015,20	0,00
AUT000000001533	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - PUPA D'ENTRÉE	5	1 244,50	0,00
AUT000000001534	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - PUPA	5	1 244,50	0,00
AUT000000001535	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - ATELIER MAINT ETATC	5	3 380,50	0,00
AUT000000001536	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - MAISON BASSIN POTASSIUM	5	1 735,20	0,00
AUT000000001537	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - ITR SAI	5	2 380,50	0,00
AUT000000001538	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - ITR SAI	5	2 380,50	0,00
AUT000000001539	IMPRIMANTE MULTIFONCTION - ITR SAI	5	2 380,50	0,00
AUT000000001540	SAMSUNG A9 + 45 DS + ACCESSOIRES	5	2 281,92	0,00
AUT000000001541	TAB. SAUX, PANNEAUX D'AFFICHAGE	5	169,75	0,00
AUT000000001542	VIRTUALISATION POSTES DE TRAVAIL - ACIAT DE LICENCES	5	14 100,50	0,00
AUT000000001543	IMPRIMANTE - 2EME ENT	5	1 213,20	0,00
AUT000000001544	BORNES WIFI	5	1 732,00	0,00
AUT000000001545	IMPRIMANTE - DSI	5	1 500,00	0,00
AUT000000001546	41 SAMSUNG GALAXY TAB 17	5	12 269,92	0,00
AUT000000001547	2 ROP 4 FAC INTERNET U200055	5	5 815,45	0,00
AUT000000001548	4 ELIANS USB NOIR DELL ET ACCESS	5	1 204,56	0,00
AUT000000001549	FOURNITURE TPV CAUSSES ACCUEIL SIGNATURE ZOO - Q15 3	5	0 320,00	0,00
AUT000000001550	MACHINE A CAFE INOX 8 TASSES	5	463,40	0,00
AUT000000001551	MATERIEL VIDEO	5	2 760,00	0,00
AUT000000001552	CELEPH	1	68,81	0,00
AUT000000001553	TABLEAUX METRIQUES	5	469,44	0,00
AUT000000001554	DIVERS BATIMENTS CAPTEUR TEMPERATURE SE	5	463,53	0,00
AUT000000001555	ETUIS SAMSUNG GALAXY	5	1 253,60	0,00
AUT000000001556	10 PC FIXES	5	1 234,00	0,00
AUT000000001557	10 SAMSUNG A9 + ACCESSOIRES	5	1 402,80	0,00
AUT000000001558	PC PORTABLE - DSI	5	1 471,20	0,00
AUT000000001559	STATIONS D'ACCUEIL	5	1 616,00	0,00
AUT000000001560	IMPRIMANTE MULTIFONCTIONS-MOISES BOCASSE	5	1 111,20	0,00
AUT000000001561	IMPRIMANTES - BUREAU STAPS	5	1 111,20	0,00
AUT000000001562	PC FIXES	5	2 453,10	0,00
AUT000000001563	UTRA PORTABLES	5	8 322,00	0,00
AUT000000001564	STATIONS D'ACCUEIL - SACQUES	5	2 350,00	0,00
AUT000000001565	DURAN PC	5	2 588,00	0,00
AUT000000001566	SWITCHS	5	314,80	0,00
AUT000000001567	PC PORTABLE	5	2 913,00	0,00
AUT000000001568	DISQUE SSD POUR BUREAU	5	203,40	0,00
AUT000000001569	EXTENSION BAIL DE SAUVGARDE - DISQUE SSD	5	1 078,00	0,00
AUT000000001570	SACQUES - KIT NOY BOOK-CLAVIERS/SOLIS	5	340,00	0,00
AUT000000001571	SACQUES - KIT NOY BOOK-CLAVIERS/SOLIS	5	468,00	0,00
AUT000000001572	DISQUE SSD SUPPLEMENTAIRE POUR BUREAU	5	141,60	0,00
AUT000000001573	EXTENSION BAIL DE SAUVGARDE - CARTE EXTENSION	5	278,24	0,00
AUT000000001574	EXTENSION BAIL DE SAUVGARDE - ADAPTATEUR RESEAU	5	138,00	0,00
AUT000000001575	BATTERIE PC PORTABLE	5	66,40	0,00
AUT000000001576	PC PORTABLE - DSI	5	2 316,52	0,00
AUT000000001577	BORNES WIFI	5	390,40	0,00
AUT000000001578	ETUIS POUR SAMSUNG GALAXY	5	180,00	0,00

NUMERO DE BILAN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DE BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMULE AMORTISSEMENT
AUT000000002827	SAMSUNG GALAXY A41 - XCOVER	5	1815,36	0,00
AUT000000002828	PC	5	4494,00	0,00
AUT000000002829	CONVERTISSEURS OPTIQUES	5	80,00	0,00
AUT000000002830	PRINTO - GENERATION ROBOT	5	1470,00	0,00
AUT000000002831	PRINTO - VIDEOPROJECTEUR	5	999,00	0,00
AUT000000002832	TOUS BANC - WEBCAMS	5	389,66	0,00
AUT000000002833	EMPREINTE JONQUELLES	5	1098,40	0,00
AUT000000002834	EMPREINTE BOURZWILLER	5	1058,40	0,00
AUT000000002835	CADRE - SIGNALIOTICE	5	220,59	0,00
AUT000000002836	SCANNERS DE DOCUMENTS	5	672,00	0,00
AUT000000002837	ROUTEURS	5	119,28	0,00
AUT000000002838	BOUTIERS WYSHE-CLAVIERS	5	5192,00	0,00
AUT000000002839	ECRANS-BARRES DE SON	5	1603,00	0,00
AUT000000002840	PC PORTABLE - SERVICE D	5	635,20	0,00
AUT000000002841	CAMERA	5	450,00	0,00
AUT000000002842	BANDES DE SAUVEGARDE	5	158,58	0,00
AUT000000002843	PC PORTABLE DELL PRECISION 5510	5	1350,10	0,00
AUT000000002844	5 PC FINES CAO	5	9615,92	0,00
AUT000000002845	IMPRIMANTE - SERVICE 347	5	2307,61	0,00
AUT000000002846	MATERIELS DIVERS	5	129,28	0,00
AUT000000002847	LOUPE XLS + ECRANS	5	594,00	0,00
AUT000000002848	LOUPE XLS + ECRANS	5	144,96	0,00
AUT000000002849	LOUPE XLS + ECRANS	5	135,80	0,00
AUT000000002850	IMPRIMANTE THERMIQUE POUR ETIQUETTES	5	1399,00	0,00
AUT000000002851	SWITCH	5	4399,00	0,00
AUT000000002852	MATRIEL RESEAU ET SERVEURS	5	4130,48	0,00
AUT000000002853	2 WEBCAMS	5	110,00	0,00
AUT000000002854	PC PORTABLE LATITUDE 5510 + CLAVIERS/SOURIS	5	2118,00	0,00
AUT000000002855	CARTE SECURITE ANTIVOL	5	34,80	0,00
AUT000000002856	SAUVAIGES + STATIONS DACCUEIL	5	618,00	0,00
AUT000000002857	PC PORTABLES + ACCESSOIRES	5	165,80	0,00
AUT000000002858	MATERIELS RESEAU	5	145,50	0,00
AUT000000002859	UNTYLUMES	5	2180,20	0,00
AUT000000002860	MICRO-ORDINATEUR	5	11,46	0,00
AUT000000002861	CARTE DE SECURITE	5	45,60	0,00
AUT000000002862	9 BATTERIES COMACT III	5	15592,60	0,00
AUT000000002863	MISE EN PLACE DUN PARI PCU	5	10358,65	0,00
AUT000000002864	DESECCATION - RESE EN SERVICE SERVICE	5	6738,00	0,00
AUT000000002865	ADAPTATEURS RESEAU + SWITCHS	5	3271,45	0,00
AUT000000002866	STATION DACCUEIL + CARTE ADAPTEUR	5	1161,93	0,00
AUT000000002867	PC PORTABLE DELL G7	5	2315,80	0,00
AUT000000002868	PC CAO - PRECISION 5440 - CLAVIER 890	5	176,00	0,00
AUT000000002869	PC CAO - PRECISION 5440	5	3502,20	0,00
AUT000000002870	ETIQUETTEUSE SE	5	75,00	0,00
AUT000000002871	PC GALAXY A41	5	4750,40	0,00
AUT000000002872	ETIQUETTEUSE GALAXY A41	5	643,00	0,00
AUT000000002873	SAMSUNG GALAXY A41 - XCOVER	5	216,00	0,00
AUT000000002874	SAMSUNG GALAXY A41 - XCOVER	5	517,12	0,00
AUT000000002875	SAMSUNG GALAXY A41 - XCOVER	5	2329,00	0,00
AUT000000002876	SAMSUNG GALAXY A41 - XCOVER	5	97,00	0,00
AUT000000002877	STATIONS DACCUEIL PRECISION 5440 ECRANS	5	1293,00	0,00
AUT000000002878	STATIONS DACCUEIL PRECISION 5440 ECRANS	5	2122,12	0,00
AUT000000002879	PC PORTABLES DELL PRECISION 5510	5	4423,60	0,00
AUT000000002880	SWITCHES	5	1308,00	0,00
AUT000000002881	TERMINAL ZEBRA L329	5	2302,00	0,00
AUT000000002882	5 EPY CAISSES ACCUEIL BOUTIQUE 700	5	420,00	0,00
Total par Nature : 2883			146769,79	0,00
AUT000000002883	ESSAI	8	194,40	0,00
AUT000000002884	CAISSON STAFF CITE	8	415,90	0,00
AUT000000002885	DIVERS PERI - TABLES	8	671,29	0,00
AUT000000002886	DIVERS PERI - TABLES	8	1484,00	0,00
AUT000000002887	ADMONIE	8	167,30	0,00
AUT000000002888	ADMONIE A BIDEVUX	8	215,00	0,00
AUT000000002889	FAUTEUIL D'ADMNIE	8	465,35	0,00
AUT000000002890	FAUTEUIL D'ADMNIE	8	408,40	0,00
AUT000000002891	POSTE DE TRAVAIL RETOUR	8	970,38	0,00
AUT000000002892	PIRFAU	8	417,39	0,00
AUT000000002893	CHAISES	8	1291,51	0,00
AUT000000002894	PERI PLASTAT - MOBILIER	8	1412,98	0,00
AUT000000002895	MURTEL A 5 CARRS	8	268,10	0,00
AUT000000002896	MURTEL	8	1920,28	0,00
AUT000000002897	MURTEL	8	378,44	0,00
AUT000000002898	MURTEL	8	357,26	0,00
AUT000000002899	MEUBLE RANGEMENT	8	119,20	0,00
AUT000000002900	MURTEL	8	292,20	0,00
AUT000000002901	ADMNIE	8	400,34	0,00
AUT000000002902	MURTEL	8	110,44	0,00
AUT000000002903	MURTEL	8	304,60	0,00

NUMERO DE BILAN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION MOBILIER	DURÉE	VALEUR ACQUISITION	CUMULÉ AMORTISSEMENT
AUT0000000001123	MEUBLE A BAK	0	315,00	0,00
AUT0000000001124	MOULIN	0	157,00	0,00
AUT0000000001125	MOULIN	0	50,00	0,00
AUT0000000001126	MOULIN	0	1.537,80	0,00
AUT0000000001127	CANAPES	0	196,00	0,00
AUT0000000001128	MURALE RANGEMENT	0	170,00	0,00
AUT0000000001129	BIBLIOTHEQUE	0	129,00	0,00
AUT0000000001130	CANAPES	0	127,50	0,00
AUT0000000001131	MURALE AVEC SORTES	0	547,70	0,00
AUT0000000001132	MURALE	0	160,00	0,00
AUT0000000001133	EQUIPEMENT	0	309,00	0,00
AUT0000000001134	MURALE	0	139,50	0,00
AUT0000000001135	MURALE	0	190,00	0,00
AUT0000000001136	CANAPÉ	0	227,90	0,00
AUT0000000001137	CANAPES	0	451,90	0,00
AUT0000000001138	MOBILIER SALLE D'INFORMATION	0	1.130,90	0,00
AUT0000000001139	CHAISE VISITEUR WAF	0	931,99	0,00
AUT0000000001140	SEGE ASSIS D'OUVERTURE	0	298,00	0,00
AUT0000000001141	SEGE ASSIS D'OUVERTURE	0	248,00	0,00
AUT0000000001142	FAUTEUIL DRUMBACK	0	404,00	0,00
AUT0000000001143	FAUTEUIL DRUMBACK	0	416,00	0,00
AUT0000000001144	FAUTEUIL DRUMBACK	0	358,00	0,00
AUT0000000001145	EQUIPEMENT	0	158,00	0,00
AUT0000000001146	COFFRE SECURITE	0	187,50	0,00
AUT0000000001147	AMENAGEMENT TRICOINCE ASSIS NONVENTILABLE 200	0	1.735,00	0,00
AUT0000000001148	PERFORATEUR - CHAISES	0	705,00	0,00
AUT0000000001149	MACHINES A ECRIVER - MOBILIER	0	1.439,50	0,00
AUT0000000001150	EQUIPEMENT - ARMOIRE - ETAGERE	0	373,10	0,00
AUT0000000001151	BIBLIOTHEQUE - SALLE 3 PLACES	0	700,10	0,00
AUT0000000001152	ARMOIRE A RIDEAUX	0	16.398,40	0,00
AUT0000000001153	BUREAU, PLAN DROIT 180CM	0	3.813,00	0,00
AUT0000000001154	RAYONNAGE ARCHIVES	0	1.504,00	0,00
AUT0000000001155	FAUTEUIL DRUMBACK	0	6.475,00	0,00
AUT0000000001156	ARMOIRE A RIDEAUX	0	602,50	0,00
AUT0000000001157	BUREAU	0	410,00	0,00
AUT0000000001158	PLAN DE TRAVAIL ET CAISSON	0	453,00	0,00
AUT0000000001159	SEGE ERGONOMIQUE GH	0	1.529,00	0,00
AUT0000000001160	TABLE LONGUE 1600X800	0	287,00	0,00
AUT0000000001161	CAISSON 37	0	1.400,00	0,00
AUT0000000001162	CAISSON MOBILE 3 TROUS	0	275,00	0,00
AUT0000000001163	RAYONNAGE	0	2.025,00	0,00
AUT0000000001164	PERFORATEUR - MOBILIER	0	354,00	0,00
AUT0000000001165	ARMOIRE	0	255,00	0,00
AUT0000000001166	MOBILIER DE BUREAU	0	7.279,00	0,00
AUT0000000001167	PERFORATEUR ET PORTE DOCUMENT 3M	0	311,00	0,00
AUT0000000001168	CAISSON MOBILE LIGNE	0	2.267,00	0,00
AUT0000000001169	STABLES A LANGER - MOISE PROTECTION	0	1.194,00	0,00
AUT0000000001170	TABLE RONDE 100 CM	0	345,00	0,00
AUT0000000001171	SEGE A ROULETTES	0	1.000,00	0,00
AUT0000000001172	MACHINES A ECRIVER - CLASSEUR	0	257,00	0,00
AUT0000000001173	FAUTEUILS LIGNE	0	311,00	0,00
AUT0000000001174	ARMOIRE A RIDEAUX	0	670,00	0,00
AUT0000000001175	ARMOIRE VESTIAIRE	0	611,00	0,00
AUT0000000001176	CASQUE MONOURAL 3M	0	268,00	0,00
AUT0000000001177	SEGE ERGONOMIQUE SYGMA	0	919,00	0,00
AUT0000000001178	PERFORATEUR - ARMOIRES	0	1.504,00	0,00
AUT0000000001179	BUREAU HORIZONTAL - SEGE ERGONOMIQUE 3M	0	2.593,00	0,00
AUT0000000001180	SEGE ERGONOMIQUE 3M	0	1.857,00	0,00
AUT0000000001181	PORTE DOCUMENT MD	0	244,00	0,00
AUT0000000001182	PERFORATEUR - MOBILIER	0	2.474,00	0,00
AUT0000000001183	PERFORATEUR - MANTON - VESTIAIRE	0	291,00	0,00
AUT0000000001184	PERFORATEUR - VESTIAIRE	0	466,00	0,00
AUT0000000001185	PERFORATEUR - VESTIAIRE	0	350,00	0,00
AUT0000000001186	PERFORATEUR - VESTIAIRE	0	133,00	0,00
AUT0000000001187	PERFORATEUR - BIBLIOTHEQUE	0	178,00	0,00
AUT0000000001188	MACHINES A ECRIVER - TABLE	0	130,00	0,00
AUT0000000001189	MACHINES A ECRIVER - FAUTEUIL ALLIANTOGENE	0	1.255,00	0,00
AUT0000000001190	MACHINES A ECRIVER - TABLES	0	14,00	0,00
AUT0000000001191	MEDICAL TISSUS BLANCHES	0	4.701,00	0,00
AUT0000000001192	TABLE	0	718,00	0,00
AUT0000000001193	VOILE POUR BUREAU	0	718,00	0,00
AUT0000000001194	CAISSON PLATON	0	417,00	0,00
AUT0000000001195	CAISSONS SUR ROULETTES	0	1.151,00	0,00
AUT0000000001196	TABLE PLATON VERRE SABLE	0	2.575,00	0,00
AUT0000000001197	ARMOIRE A RIDEAUX	0	545,00	0,00
AUT0000000001198	SEGE ASSIS - GENOUX	0	800,00	0,00
AUT0000000001199	BUREAUX, CAISSONS	0	1.391,00	0,00
AUT0000000001200	TABLE 20X100	0	1.052,00	0,00

NUMERO DE BILLET PAR MORALITEE PARTICIPANT	DESIGNATION DE BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL ASHIGTES/2021
AUT00000000002539	ARMOIRE COMPTOIR	8	66,71	0,00
AUT00000000002540	ARMOIRES	8	1.475,10	0,00
AUT00000000002541	PIED DE TABLE	8	167,00	0,00
AUT00000000002542	TABLE 160X80	8	444,62	0,00
AUT00000000002543	ARMURE A REVEAUX	8	101,28	0,00
AUT00000000002544	ARMURE HAUTE - ARMURE COMPTOIR	8	2.045,34	0,00
AUT00000000002545	ARMURE A REVEAUX	8	101,28	0,00
AUT00000000002546	HAUTS ET SEGE	8	2.132,45	0,00
AUT00000000002547	CHAISE SMASH	8	1.505,60	0,00
AUT00000000002548	CHAISE SMASH	8	557,30	0,00
AUT00000000002549	CHAISES D'IMPACT	8	4.625,00	0,00
AUT00000000002550	CLIPS + PLAQUES DE FIXATION	8	2.421,55	0,00
AUT00000000002551	CLIPS + PLAQUES DE FIXATION	8	55,60	0,00
AUT00000000002552	ARTISANS / MOBILIER DE CUISINE	8	1.241,00	0,00
AUT00000000002553	ARTISANS / MOBILIER DE CUISINE	8	177,90	0,00
AUT00000000002554	ARTISANS / TABLE DE CUISINE	8	119,96	0,00
Total par Morale : 2124			146.642,14	0,00
AUT00000000002555	PROJET 1 95021 ACQUISITION DE FOURNITURES PEDAGOGIQUES ETES PERESCOLAIRES	8	402,66	0,00
AUT00000000002556	MACHINE CAFE NESPRESSO	8	155,60	0,00
AUT00000000002557	KAUR 3 BITE DES CIGARETTES BACTE RESISTANT	8	209,09	0,00
AUT00000000002558	JONQUILLES JIGNE EAU INV. N°20500	8	1.119,96	0,00
AUT00000000002559	UNGE/SHERMIL COME EAU INV.20500	8	1.132,68	0,00
AUT00000000002560	CURIE BANC INV.20500	8	1.627,60	0,00
AUT00000000002561	ITZ BERT RITS WATER INV.20500	8	1.305,42	0,00
AUT00000000002562	ITZ BERT 5000 INV.20500	8	209,94	0,00
AUT00000000002563	LAVOISE/BALAYEUSE INVESTA RE N°20500	8	12.502,00	0,00
AUT00000000002564	COMPRESSEUR INV.20500	8	119,00	0,00
AUT00000000002565	WALDECK BITS FOOT INV.20500	8	1.552,43	0,00
AUT00000000002566	PALAIS DES SPORTS PLAQUES P/M/INV.20500	8	264,30	0,00
AUT00000000002567	MARCES PIED INV. N°20500	8	254,40	0,00
AUT00000000002568	PROJECTILES INV.20500	8	2.667,10	0,00
AUT00000000002569	PERI KING STREET III ENDU M C	8	75,90	0,00
AUT00000000002570	PERI PASTATTE BIL LACKER EQUIPEMENT	8	253,91	0,00
AUT00000000002571	PERI LA FONTAINE - PORTE NANTEAU	8	152,84	0,00
AUT00000000002572	PERI WTT LEUNE BOIS - ARMURE FROD	8	1.911,85	0,00
AUT00000000002573	EQUIPEMENT - PERI DUGO	8	124,89	0,00
AUT00000000002574	PERI KING CENTRE - DIVERS	8	132,90	0,00
AUT00000000002575	DECOUPE LASER	8	1.918,00	0,00
AUT00000000002576	TPE REGIE JDS	8	294,00	0,00
AUT00000000002577	DIVERS PERI - CARRE INTRAGER	8	269,00	0,00
AUT00000000002578	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	410,50	0,00
AUT00000000002579	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	708,00	0,00
AUT00000000002580	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	245,55	0,00
AUT00000000002581	DIVERS PERI - POSTE CL	8	60,00	0,00
AUT00000000002582	DIVERS PERI - ENCONTRE	8	35,50	0,00
AUT00000000002583	DIVERS PERI - CHAINE FIL	8	169,00	0,00
AUT00000000002584	DIVERS PERI - CISAULES	8	350,00	0,00
AUT00000000002585	PERI KING CENTRE - DIVERS	8	109,00	0,00
AUT00000000002586	STAINLESS A NOUVEAU FOURNITURES	8	1.926,00	0,00
AUT00000000002587	SIGNALETIQUE ADOPTS VITRINE	8	910,20	0,00
AUT00000000002588	MEMBRUMENT CENTRAL REPASSAGE ADOPTS	8	350,00	0,00
AUT00000000002589	DIVERS PERI - MIROIR	8	119,00	0,00
AUT00000000002590	DIVERS PERI - ALUMINIUM PHOTO	8	154,00	0,00
AUT00000000002591	DIVERS PERI - CLAPNET	8	72,00	0,00
AUT00000000002592	DIVERS PERI - PLASTIFIEUSE	8	68,31	0,00
AUT00000000002593	DIVERS PERI - JEU D'AS	8	22,30	0,00
AUT00000000002594	DIVERS PERI - TAPIS	8	303,40	0,00
AUT00000000002595	DIVERS PERI - KIT PLANNING	8	80,00	0,00
AUT00000000002596	DIVERS PERI - HAUT PARLEUR	8	215,00	0,00
AUT00000000002597	DIVERS PERI - APPAREIL PHOTO	8	154,00	0,00
AUT00000000002598	DIVERS PERI - PLASTIFIEUSE	8	224,50	0,00
AUT00000000002599	DIVERS PERI - DES TRUCS DEUX	8	22,50	0,00
AUT00000000002600	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	425,50	0,00
AUT00000000002601	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	175,58	0,00
AUT00000000002602	DIVERS PERI - COFFRE	8	102,00	0,00
AUT00000000002603	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	94,82	0,00
AUT00000000002604	DIVERS PERI - PAMS	8	195,93	0,00
AUT00000000002605	DIVERS PERI - COURSINS	8	95,04	0,00
AUT00000000002606	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	661,25	0,00
AUT00000000002607	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	175,00	0,00
AUT00000000002608	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	419,00	0,00
AUT00000000002609	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	156,25	0,00
AUT00000000002610	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	171,91	0,00
AUT00000000002611	DIVERS PERI - EQUIPEMENT	8	119,35	0,00
AUT00000000002612	MIROIR	8	129,00	0,00
AUT00000000002613	MALLE	8	74,00	0,00
AUT00000000002614	EQUIPEMENT	8	252,15	0,00
AUT00000000002615	URALIS/BUSS	8	187,78	0,00

NUMERO DE BIEN PAR MUNICIPALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DU BIEN	QUANTITE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AN D'ATTACHEMENT
AUT0000000001271	SCANNER	8	428,00	0,00
AUT0000000001272	TAPIS	8	132,00	0,00
AUT0000000001279	LUI-AL	8	305,00	0,00
AUT0000000001280	AURICULAIRE	8	69,00	0,00
AUT0000000001281	EQUIPEMENT	8	127,00	0,00
AUT0000000001282	ETIAUTOPHORE	8	93,00	0,00
AUT0000000001283	EQUIPEMENT	8	402,75	0,00
AUT0000000001284	STADE ILL. A200511 SOUFFLEUR A UDS INVENTAIRE A200514	8	666,15	0,00
AUT0000000001285	MEDICAL SACNA INV	8	14907,00	0,00
AUT0000000001286	MONTE VICTORIA INVENTAIRE N°A200017	8	475,50	0,00
AUT0000000001287	MA OTTMARSHHEIM - TAPIS	8	179,92	0,00
AUT0000000001288	MA SAHSEHEIM - LIT ET MATRAS	8	497,00	0,00
AUT0000000001289	MA OTTMARSHHEIM - TAPIS	8	59,52	0,00
AUT0000000001290	MA OTTMARSHHEIM CHAUFF	8	327,77	0,00
AUT0000000001291	MA OTTMARSHHEIM CHAUFF. PER. EXTERIEUR A2004	8	388,50	0,00
AUT0000000001292	MEDICAL APPAREIL ISO CINETISME CSRA	8	81729,12	0,00
AUT0000000001293	AQUARIUM MICRO ONDES INV N°A200...	8	95,99	0,00
AUT0000000001294	MEDICAL INV. MAC MINI	8	313,69	0,00
AUT0000000001295	MEDICAL BUREAU CENTRE MEDICAL INV A200001	8	875,46	0,00
AUT0000000001296	MEDICAL TPE	8	943,25	0,00
AUT0000000001297	EQUIPEMENT - PERI REFLIFER	8	42,60	0,00
AUT0000000001298	EQUIPEMENT - PERI BRUBACH	8	265,85	0,00
AUT0000000001299	EQUIPEMENT - PERI HILZACH BRUGO	8	59,40	0,00
AUT0000000001300	EQUIPEMENT - PERI KOEHLIN	8	97,60	0,00
AUT0000000001301	EQUIPEMENT - PERI FRANKLIN	8	132,80	0,00
AUT0000000001302	EQUIPEMENT - PERI HERRWILLER	8	252,70	0,00
AUT0000000001303	EQUIPEMENT - PERI DORNACH	8	268,50	0,00
AUT0000000001304	EQUIPEMENT - PERI MATISSE	8	294,32	0,00
AUT0000000001305	EQUIPEMENT - PERI HILZACH LADMA	8	291,20	0,00
AUT0000000001306	EQUIPEMENT - PERI FELDKURCH	8	113,29	0,00
AUT0000000001307	EQUIPEMENT - PERI ERABLES	8	176,30	0,00
AUT0000000001308	JEUX - PERI DE ZIMMERHEIM	8	104,40	0,00
AUT0000000001309	JEUX - PERI DE LOISY	8	127,20	0,00
AUT0000000001310	JEUX - PERI FISCHENZWILL	8	269,00	0,00
AUT0000000001311	EQUIPEMENT - PERI DE LOISY - UAC A LAU	8	198,00	0,00
AUT0000000001312	EQUIPEMENT - PERI MONTAIGNE	8	220,00	0,00
AUT0000000001313	EQUIPEMENT	8	275,00	0,00
AUT0000000001314	CAFFETIERE NESKESSE	8	103,24	0,00
AUT0000000001315	PERI GLUCK - ASPERATEUR	8	1750,00	0,00
AUT0000000001316	PERI REFRATATE - TABLE MOX	8	1006,00	0,00
AUT0000000001317	SIREN D'URGENCE POUR REF. 11531 INVENTAIRE N°A200024	8	468,54	0,00
AUT0000000001318	MA HARSHEIM TELEPHONE	8	113,51	0,00
AUT0000000001319	MA OTTMARSHHEIM CHAUFF	8	315,50	0,00
AUT0000000001320	MA SAHSEHEIM - EQUIPEMENTS MATHOU	8	180,00	0,00
AUT0000000001321	MA OTTMARSHHEIM - EQUIPEMENTS MATHOU	8	305,76	0,00
AUT0000000001322	MA HARSHEIM - EQUIPEMENTS	8	863,51	0,00
AUT0000000001323	MA OTTMARSHHEIM - EQUIPEMENTS SAHA	8	3170,40	0,00
AUT0000000001324	EQUIPEMENT - PERI MATHIST	8	42,40	0,00
AUT0000000001325	MEDICAL CABINE SACNA CHAIN FROD	8	35922,80	0,00
AUT0000000001326	JOYONNELLES MICRO UNIDICAFFETIERE INV A200025	8	138,58	0,00
AUT0000000001327	POSTES IP	8	2951,30	0,00
AUT0000000001328	PERI FREY - ROBOT MIXEUR	8	60,15	0,00
AUT0000000001329	PERI GLUCK - MICRO ONDES + FRIGO	8	1058,80	0,00
AUT0000000001330	PERI PERSBUNTING - EQUIPEMENT	8	753,34	0,00
AUT0000000001331	DOLLER CASSETTE REC. PHILIPS INV A200028	8	45,00	0,00
AUT0000000001332	EQUIPEMENT - PERI HILZACH BRUGO	8	315,40	0,00
AUT0000000001333	EQUIPEMENT - MATRAS	8	169,71	0,00
AUT0000000001334	PLASTIQUE	8	49,80	0,00
AUT0000000001335	FALINORISZELER NETTOY INV N°A200034	8	304,82	0,00
AUT0000000001336	MEDICAL FURNITURES INV A200032	8	504,56	0,00
AUT0000000001337	MEDICAL SCANNER ET CAFFETIERE INV	8	30,00	0,00
AUT0000000001338	MEDICAL MICRO ONDE ET CTSV	8	224,96	0,00
AUT0000000001339	MEDICAL SCANNER INV A200027	8	159,50	0,00
AUT0000000001340	MEDICAL CLAVIER MONTAGAC	8	59,00	0,00
AUT0000000001341	REPORTIN TAPIS DE MASSAGE INV A200023	8	16124,00	0,00
AUT0000000001342	MEDICAL BUREAU CENTRE MEDICAL	8	564,60	0,00
AUT0000000001343	MEDICAL BUREAU CENTRE MEDICAL	8	185,48	0,00
AUT0000000001344	MEDICAL PERSONNELLECTRIFICATION MESSAGE	8	1085,32	0,00
AUT0000000001345	BACS	8	395485,08	0,00
AUT0000000001346	SOND	8	3671,90	0,00
AUT0000000001347	EQUIPEMENT - PERI REFRATATE	8	101,20	0,00
AUT0000000001348	EQUIPEMENT - PERI KOEHLIN	8	96,00	0,00
AUT0000000001349	PERI LEBBYAR - JEUX	8	144,80	0,00
AUT0000000001350	PERI BRUBACH - JEUX	8	62,40	0,00
AUT0000000001351	GLUCK TAPIS MOX	8	328,20	0,00
AUT0000000001352	CHARLOIS	8	3523,72	0,00
AUT0000000001353	ETAGERE MICRO ONDE	8	1029,50	0,00
AUT0000000001354	CHARLOIS MOX	8	3417,00	0,00

NUMERO DE BILAN SOMMAIRE D'ACQUISITION	DESCRIPTION DU BILAN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT000000001155	MICRO ONDES	8	152,90	0,00
AUT000000001156	MICRO ONDES	8	165,00	0,00
AUT000000001157	MEDICAL EQUIPMENTS	8	150,00	0,00
AUT000000001158	PERISCOP 30 METRES	8	681,00	0,00
AUT000000001159	MA OTTMARSHHEIM - EQUIPEMENTS TABA	8	343,33	0,00
AUT000000001160	PERISCOP STRUETH - 60 AG TRF	8	251,90	0,00
AUT000000001161	CHARIOT INVENTAIRE N°2159	8	321,29	0,00
AUT000000001162	2 ASPIRATEURS INV N°20 - 541 II	8	347,10	0,00
AUT000000001163	DIVERS PERU - EQUIPEMENT	8	128,90	0,00
AUT000000001164	PERU - THERMOMETRE	8	474,60	0,00
AUT000000001165	PERU - THERMOMETRE	8	365,40	0,00
AUT000000001166	MEDICAL EQUIPEMENTS	8	1592,00	0,00
AUT000000001167	ILE NAPOLEON REVERISATEUR 27V AC...	8	151,90	0,00
AUT000000001168	REPEREUBAIDUK 3 BOPT FAC	8	499,00	0,00
AUT000000001169	MEDICAL CRYOTHERAPIE	8	32426,00	0,00
AUT000000001170	PERIGLUCK - VENTILATEUR	8	1991,50	0,00
AUT000000001171	DIVERS PERU - EQUIPEMENT	8	1404,45	0,00
AUT000000001172	PERU SUTTRABACH CHEVEUEILS EQUIPEMENT	8	155,95	0,00
AUT000000001173	EURAN TACTIF	8	1603,60	0,00
AUT000000001174	TELEPHONE GIGASET 2880A	8	615,85	0,00
AUT000000001175	CLAVIER 4500 RF	8	1764,18	0,00
AUT000000001176	PLATEAU ROULANT	1	99,49	0,00
AUT000000001177	MEDICAL FOURNEURES	8	1465,52	0,00
AUT000000001178	PERU REPEREUBAIDUK - ADRONRE	8	998,30	0,00
AUT000000001179	PERU REPEREUBAIDUK - TABLE INOX	8	1063,10	0,00
AUT000000001180	MA OTTMARSHHEIM - EQUIPEMENTS	8	211,30	0,00
AUT000000001181	MA OTTMARSHHEIM - EQUIPEMENTS	8	1152,00	0,00
AUT000000001182	MA WITTENHEIM - FOURNITURES DIVERSES	8	39,99	0,00
AUT000000001183	MA WITTENHEIM - COUVERS BOULANGERIE	8	111,50	0,00
AUT000000001184	MA BALSERSHEIM - EQUIPEMENT	8	530,69	0,00
AUT000000001185	MA WITTENHEIM - LAVE VAISSELLE	8	449,59	0,00
AUT000000001186	MA GLUCK - SECHE LINGE	8	1672,20	0,00
AUT000000001187	MA HARSHEIM - FAUTEUIL DE BUREAU	4	392,20	0,00
AUT000000001188	MA WITTENHEIM - FOUR 01 MICRO ONDE	8	723,29	0,00
AUT000000001189	MA HARSHEIM - BOULANGERIE STERILISATEUR	8	211,45	0,00
AUT000000001190	MA BALSERSHEIM - MULLERURES	8	154,38	0,00
AUT000000001191	MA WITTENHEIM - EQUIPEMENT CUISINE	8	302,56	0,00
AUT000000001192	MA WITTENHEIM - PANIER BASKET	8	70,21	0,00
AUT000000001193	RAM ROBERTZWILLER - EQUIPEMENT	8	187,38	0,00
AUT000000001194	MA HARSHEIM - TUYAU AROSBAGE	8	69,70	0,00
AUT000000001195	EQUIPEMENTS RAMPE D'ACCES	8	1222,00	0,00
AUT000000001196	CNNH POMPE ALLYAGE PLYOT INV N°200940	8	156,40	0,00
AUT000000001197	RENTINGUE 1 DEBBOUSAILLIER THERMIQUE 411726000	8	347,60	0,00
AUT000000001198	RENTINGUE 1 SOUTILLEUR A TOR 4262300051	8	528,00	0,00
AUT000000001199	CHIEU 1 TRANSPALLET JACOB SERIE 159575625	8	150,00	0,00
AUT000000001200	CINGERSHEIM BROUSSES RIT II 1400 ET 17225	8	1383,95	0,00
AUT000000001201	CURIE FILETS DE SEPARATION BASSINS 140X120+100X120	8	2085,91	0,00
AUT000000001202	CINGERSHEIM PLATEAU POITE DISQUES	8	135,95	0,00
AUT000000001203	ILE NAPOLEON PUMPE KSA CYBER GN 125-130	8	5362,00	0,00
AUT000000001204	STADE NETTOYEUR FROTTOIR FROIDE EAU	8	1015,20	0,00
AUT000000001205	STADE 1 BROUILLEUR ROTATIF - 2 ROUES PRES	8	187,70	0,00
AUT000000001206	TOUTES PISCINES 1100X600CM ETRES	8	845,28	0,00
AUT000000001207	PAENNOIRE CAGES HOCKEY - FILETS	8	1700,00	0,00
AUT000000001208	TOUTES PISCINES 1000X400CM	8	1089,60	0,00
AUT000000001209	AGUILARIN 2 BROSSES MMS	8	605,40	0,00
AUT000000001210	2 CHARIOTS + 1 CENTRALE NETTOYAGE	3	778,40	0,00
AUT000000001211	2 CHARIOTS + 1 CENTRALE NETTOYAGE	3	778,40	0,00
AUT000000001212	WALDECK 84 ADRS. MOIRS + 30 ESPORTS AXEL	3	4714,40	0,00
AUT000000001213	REFRIGERATEUR CONCEL - BOULANGERIE-CAFET.	3	524,86	0,00
AUT000000001214	ILE NAPOLEON 1 CANTIERE SECURITE - ECRANS	3	142,70	0,00
AUT000000001215	1 CHARIOT SERVEUR INVENTAIRE N°200901	3	1701,20	0,00
AUT000000001216	PROJET JLD N°200901 N°200901	3	499,99	0,00
AUT000000001217	PATRUISE UFAUTTE-FAU STRATTE MURAJ. VERILLON	3	158,60	0,00
AUT000000001218	ENCEINTE SUND O. JEL. PARTY BOX REF1720339	3	299,99	0,00
AUT000000001219	POS MATERIEL SPORT DISQUES + ANNEAUX	3	1449,35	0,00
AUT000000001220	PROJET JLD PAT 15X ARDIT + SONY - SENTENDO	3	189,99	0,00
AUT000000001221	PROJET JLD PAT 15X ARDIT + SONY - SENTENDO	3	628,60	0,00
AUT000000001222	PROJET JLD PAT 15X ARDIT + SONY - SENTENDO	3	767,99	0,00
AUT000000001223	GLUCK 3 FROID + 1 MICRO ONDE	3	1675,20	0,00
AUT000000001224	DIVERS PERU - CALENDRIER FORMATION	3	29,19	0,00
AUT000000001225	GLUCK 2 DESSERTS INOX - 12	3	1284,40	0,00
AUT000000001226	THERMOMETRES	3	4103,16	0,00
AUT000000001227	PERI STAFF VILLAGE - BROQUETTE	3	74,98	0,00
AUT000000001228	PERI KINGSLIGH 50UETH - MMS POCS	3	148,59	0,00
AUT000000001229	PERI WTT 51 BARJE - FRUIT ET PLAQUE	3	139,99	0,00
AUT000000001230	PERI WTT PASTELIX - CARRE NOTAGIER	3	147,20	0,00
AUT000000001231	TOUTES LES PERUS - ADRS. WALDECK	3	1481,70	0,00
AUT000000001232	BENTO - FUNGUS	3	119,00	0,00

NUMERO DE BREV PAR MOUJALTA D'ACQUISITION	DESIGNATION DE BIEN	DIVISE	VALEUR D'ACQUISITION	TAUX D'AMORTISSEMENT
ACT000000002194	3. ZACH 4 SAISONS EQUIPEMENT	3	161,66	0,00
ACT000000002196	COAT RAIN - PLASTIFIEUSE	6	23,00	0,00
ACT000000002197	MA WITTMESHEIM - EQUIPEMENTS	3	10,00	0,00
ACT000000002198	MA BALDERSHEIM - FELX	6	120,18	0,00
ACT000000002199	MA BALDERSHEIM - FRIGO TUI	6	119,40	0,00
ACT000000002200	MA BALDERSHEIM - URBAINS	6	370,14	0,00
AJL000000002201	MA HABESHEIM - EQUIPEMENTS	6	7,6,40	0,00
AJF000000002202	MA HABESHEIM - EQUIPEMENTS	6	68,40	0,00
AJH000000002203	MA HABESHEIM - EQUIPEMENT	6	308,60	0,00
AJH000000002204	FLICK - FOURNITURES	6	2,426,37	0,00
AJH000000002205	MA SAUSHEIM - EQUIPEMENTS	6	470,40	0,00
AJH000000002206	RAMPENORNSCHW. IIR - INSTRUMENT MUSIQUE	6	114,00	0,00
AJH000000002207	MA SAUSHEIM - EQUIPEMENTS	6	143,00	0,00
AJH000000002208	MA SAUSHEIM - EQUIPEMENTS	6	178,28	0,00
AJH000000002209	MA SAUSHEIM - EQUIPEMENTS	6	517,12	0,00
AJH000000002210	RAM JALLERSHEIM - EQUIPEMENT	6	174,00	0,00
AJH000000002211	RAM WITTMESHEIM - TABI PAU	6	1,92,19	0,00
AJH000000002212	MA TEL. PHONES - MOA	6	101,92	0,00
AJH000000002213	MA WITTMESHEIM - CHERIE PARTY	6	21,94	0,00
AJH000000002214	MA HABESHEIM - EQUIPEMENT	6	144,84	0,00
AJH000000002215	MA BALDERSHEIM - FELX	6	165,60	0,00
AJH000000002216	REFRIGERIF TROUSQUERREISE THERMULE REF 1,39300044	6	161,94	0,00
AJH000000002217	UNIFORMES COMPRESSELS ABAC BLANK VOLUME	6	345,00	0,00
AJH000000002218	PROJET D'UN FOUIL SAMSUNG MS233513AK	6	100,00	0,00
AJH000000002219	ACHATHIN MARQUE SOCIETE INV.NA20000	6	115,36	0,00
AJH000000002220	PATINOIRE BLOC DE SEPARATION EN MOUSSE	6	8,230,00	0,00
AJH000000002221	STADE CAFETIERE PHILIPS - FROID BRULINE	6	519,98	0,00
AJH000000002222	STADE MATERIEL ROBOT PISC.MARINER PAULINER	6	1,9,920,00	0,00
AJH000000002223	REFRIGERIF POMPE RELEVAGE ELYGIF D'XVM 10-7	6	1,032,88	0,00
AJH000000002224	ILE NAPOLEON CENTRALE ALITCLU CLAIRO	6	5,435,34	0,00
AJH000000002225	TRES PERSONES POMPES RELEVAGE ELYGIF	6	362,40	0,00
AJH000000002226	INAGERSHEIM POMPES DOUBLES ECO PLUS	6	1,070,64	0,00
AJH000000002227	3 DEFIBRILLATEURS INVESTISSELS N-30,005	6	6,662,52	0,00
AJH000000002228	147 DIVERS ROBUITUNIS INVENTAIRE NAC00006	6	2,737,60	0,00
AJH000000002229	AJFOLAVEUSE DISCOMATRU	6	4,914,00	0,00
AJH000000002230	WALDECK KARCHER EDWING CLASSIC	6	1,411,68	0,00
AJH000000002231	STADE POMPE CHANTIER ISTRUY	6	2,190,00	0,00
AJH000000002232	ILLBERG ASPIRATEUR SUIF 12-242	6	721,02	0,00
AJH000000002233	LIGNES DE NAUL INV.NA20000	6	5,486,40	0,00
AJH000000002234	LE NAPOLEON MEUBLE SCS S VACUIF REPORT 19	6	577,90	0,00
AJH000000002235	STADE ILL MACHINE GLACONS 20KG	6	1,176,00	0,00
AJH000000002236	PDS POTERUX VOLLEY VU 172	6	1,370,80	0,00
AJH000000002237	KARTING LOGICIEL SYSTEME REKART SUR CEACF	6	5,090,88	0,00
AJH000000002238	6 CENDRIERS BETON BLANCS ET	6	1,257,20	0,00
AJH000000002239	MEDICAL TABLE MAUSEX ELECTRIQUES	6	5,593,80	0,00
AJH000000002240	TELEPHONE FXE	6	151,28	0,00
AJH000000002241	BUSTES TELEPHONIQUES 8358	6	328,54	0,00
AJH000000002242	CINE DIVERS TRAVAUX	6	1,950,56	0,00
AJH000000002243	MARCHE PILL	6	482,40	0,00
AJH000000002244	TV THOMPSON	6	574,94	0,00
AJH000000002245	MBULLSB - DISQUE-INV CANT T. 2423	6	637,10	0,00
AJH000000002246	3 ESCAMBAUS	6	5,070,00	0,00
AJH000000002247	DESTROYEUR DE PAPIER	6	478,38	0,00
AJH000000002248	RALX ALLURS	6	245,95	0,00
AJH000000002249	ESTRAGE 6 MARCHES	6	189,00	0,00
AJH000000002250	DISTRIBUCION	6	1,171,82	0,00
AJH000000002251	MA LASSHEIM - EQUIPEMENT	6	781,60	0,00
Total par Nature : 2158			756,870,67	0,00
AJH000000002252	EX30 - MA GRANDE COURSE	6	115,609,90	0,00
AJH000000002253	EX30 - MA WITTMESHEIM	6	303,917,90	0,00
AJH000000002254	EX30 - LEARNING CENTER BIODIVERSITE UNIVERSITAIRE	6	1,678,345,31	0,00
AJH000000002255	EX30 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL PNEUMOLOGICAL	6	112,988,01	0,00
AJH000000002256	EX30 - FERI ESCULONIZWILLER	6	154,751,29	0,00
AJH000000002257	EX30 - FERI ELDER	6	12,971,75	0,00
AJH000000002258	EX30 - 200 TAPAS MALAIS	6	75,231,31	0,00
AJH000000002259	EX30 - PISCINE LULUBAO	6	40,336,57	0,00
AJH000000002260	EX30 - PESI PULVERISANT	6	2,076,16	0,00
AJH000000002261	EX30 - PESI PLENTIC	6	6,504,90	0,00
AJH000000002262	EX30 - PETITE ENFANCE CANTONER EDISEIM	6	1,762,40	0,00
AJH000000002263	EX30 - CANCEL KAYAK SILDSHEIM	6	53,115,57	0,00
AJH000000002264	EX30 - DMC	6	1,434,80	0,00
AJH000000002265	EX30 - CANTONER POC	6	1,235,00	0,00
AJH000000002266	EX30 - CANTONER ALL PLASEY	6	25,689,20	0,00
AJH000000002267	EX30 - BANGKAR CANCEL KAYAK BIEDERSHEIM	6	5,013,60	0,00
AJH000000002268	EX30 - PISCINE RAKITIM	6	61,761,24	0,00
AJH000000002269	EX30 - PISCINE UNCLERSHEIM	6	11,105,80	0,00
AJH000000002270	EX30 - PISCINE YONQUILLER	6	16,372,40	0,00
AJH000000002271	EX30 - STADE III	6	39,554,82	0,00

NUMERO DE BLEN PAR MODALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION IMMOBILIERE	DUREE	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT	
AUT0000000000002726	TVX20 - CSX CENTRE SPORTIF REGIONAL	0	47 521,01	0,00	
AUT0000000000002727	TVX20 - PATINOTRE	0	93 667,92	0,00	
AUT0000000000002728	TVX20 - PLAINE SPORTIVE PS WA. 0004	0	24 130,52	0,00	
AUT0000000000002729	TVX20 - PISCINE BOULEZVILLE 3	0	32 430,93	0,00	
AUT0000000000002730	TVX20 - PISCINE AQUACLIM	0	39 516,10	0,00	
AUT0000000000002731	TVX20 - PERIPULLVERBIEHM	0	21 293,90	0,00	
AUT0000000000002732	TVX20 - PALAIS DES SEURIS LJS	0	4 056,76	0,00	
AUT0000000000002733	TVX20 - MA EGLANTIN	0	0,00	0,00	
AUT0000000000002734	TVX20 - MA EGLANTIN	0	142,04	0,00	
AUT0000000000002735	TVX20 - PISCINE CURIE	0	1 031,09	0,00	
AUT0000000000002736	TVX20 - STADE NAUTIQUE ELBERFEN	0	7 816,24	0,00	
Total par Nature : 2313				3 026 766,86	0,00
AUT0000000000002737	TVX20 - PISTES CYCLABLES	0	759 256,91	0,00	
AUT0000000000002738	TVX20 - COFFRES PISTES CYCLABLES	0	256 314,71	0,00	
AUT0000000000002739	TVX20 - AMENAGEMENT TERRAIN 1 PAYS	0	25 314,08	0,00	
AUT0000000000002740	TVX20 - AGSLO SUI BR RD 948	0	4 135,32	0,00	
AUT0000000000002741	TVX20 - RESEAU PEROUVALAC EIPA	0	46 193,71	0,00	
AUT0000000000002742	TVX20 - COFFRES CARRIOLIER OTTMARSHHEIM	0	6 135,00	0,00	
AUT0000000000002743	TVX20 - RUE DES ALPES A OTTMARSHHEIM	0	1 900,62	0,00	
Total par Nature : 2325				1 094 479,70	0,00
AUT0000000000002744	EXC0 - PARTICIPATION CAPITAL SOCIÉTÉ MIXTE PORTS SUD ALSACE	0	450 060,00	0,00	
AUT0000000000002745	EXC0 - ALIMENTATION CAPITAL PARU LAINO	0	1 544 883,73	0,00	
AUT0000000000002746	EXC0 - ALIMENTATION CAPITAL CIVIVA	0	150 648,27	0,00	
Total par Nature : 263				2 145 591,99	0,00
AUT0000000000002747	PREL - ONUS RESERVANCE GRAND EST	0	535 168,00	0,00	
AUT0000000000002748	AVANCE CIT VIA SPL / RUCCE	0	0,00	0,00	
Total par Nature : 274				535 168,00	0,00
Total par modalité d'acquisition : ACQUISITION A TITRE ONEREUX				26 094 527,34	0,00
AUT0000000000002749	FFRS - CANTINE CHALAMPE	0	548 361,32	0,00	
AUT0000000000002750	FFRS - CANTINE OTTMARSHHEIM	0	7 390,00	0,00	
Total par Nature : 2124				548 757,31	0,00
AUT0000000000002751	FFRS - TRAVERSILL R. T PRINCIPALE HOMBURG	0	620 530,65	0,00	
AUT0000000000002752	FFRS - AMENAGEMENT TROTTOIRS PETIT LANDAU	0	126 817,40	0,00	
Total par Nature : 2132				1 326 348,10	0,00
Total par modalité d'acquisition : DIVERS FRS				1 684 155,49	0,00
Total par Budget : BUDGET PRINCIPAL				27 746 677,53	0,00

NUMERO BUDGETAIRE MONTANT DE LA SORTIE	ORIGINATION DU BUDGET	PROBLEME LUMENI	CATEGORIE D'ACQUISITION	PLANNING ANNEE	VALEUR NETTE COMPTABLE	TAUX DE DEPRECIATION	% VALUE
AUT00000001342	LOGICIELS D'INSTRUMENTATION ANALYSE	1		1 200,00	1 200,00	0,00	0,00
AUT00000001662	TRANSPORT DE MOBIILITE DES SANITISATIONS	2		24 800,00	24 800,00	0,00	0,00
Sous-total par Origine du Budget				26 000,00	26 000,00	0,00	0,00
Total par modalite de vote: Autonome				26 000,00	26 000,00	0,00	0,00
AUT00000000000	TRAVAUX COLLECTIFS	0		15 000,00	0,00	15 000,00	100,00
Sous-total par Origine du Budget				15 000,00	0,00	15 000,00	100,00
Total par modalite de vote: LES FONDS A FIDUCIARISATION				15 000,00	0,00	15 000,00	100,00
Total par Budget: BUDGET MUNICIPAL				41 000,00	26 000,00	15 000,00	100,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	A10.3
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	

A10.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP+DM)
chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	846 336,00
Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	15 025,00
Compte 675	Valeur comptable des immobilisations cédées	15 025,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN RÉGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes fibres émis
011	Charges à caractère général	62 196,85	
012	Charges de personnel, frais assimilés	97 158,09	
722	Travaux en régie		159 355,94
	TOTAL GÉNÉRAL	159 355,94	159 355,94

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles TOTAL	159 355,94
213)8		143 741,98
2152		6 981,01
2128		8 632,95
	TOTAL GÉNÉRAL	159 355,94

(1) Les travaux ont été créés par les services techniques de la collectivité et non enregistrés au code de la production. Le montant correspond au coût des équipements des unités de production des charges de service de production (matériel et outillage acquis au titre de la construction de l'installation des fibres) et des travaux effectués par l'administration générale.

(2) Dans les chapitres budgétaires, les articles correspondent au plan de comptes établi par le service de l'investissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux résultats en € rapportés au chapitre 040.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 III	159 355,94
Recettes réelles de fonctionnement	276 199 297,49
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,06%

B) Engagements hors bilan

Bibliography & Methods	Number of peer-reviewed articles		1995-2016 (n=22)	Total articles published	Citations	H-index	Year 2011			Year 2012			Citations 2011-2012	Citations 2012-2013	Citations 2013-2014	Citations 2014-2015	Citations 2015-2016	Citations 2016-2017	Citations 2017-2018	Citations 2018-2019	Citations 2019-2020	Citations 2020-2021	Citations 2021-2022	Citations 2022-2023																																													
	Q1	Q2					Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4													Q1	Q2	Q3	Q4																																									
	1	2					3	4	1	2	3	4													1	2	3	4																																									
1. 2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4	2023	1	0	0	0	15	4

Project ID	Project Name	Project Type	Project Status	Project Manager	Project Start Date	Project End Date	Project Budget	Project Progress (%)	Key Milestones			Overall Status	Risk Level	Comments
									Phase 1	Phase 2	Phase 3			
P001	Project Alpha	Construction	On Track	J. Doe	2023-01-15	2023-06-30	\$1,200,000	85%	Foundation	Roofing	Interior Fit-out	On Track	Low	Minor delays in material delivery.
P002	Project Beta	Software	Delayed	A. Smith	2023-02-01	2023-08-31	\$800,000	60%	Requirements	Development	Testing	At Risk	High	Scope creep and resource shortage.
P003	Project Gamma	Marketing	On Track	M. Lee	2023-03-10	2023-05-15	\$300,000	95%	Strategy	Campaign	Reporting	Complete	Low	Exceeded budget.
P004	Project Delta	IT Upgrade	On Track	K. Brown	2023-04-01	2023-09-30	\$1,500,000	70%	Discovery	Implementation	Migration	On Track	Medium	Vendor selection complete.
P005	Project Epsilon	HR Initiative	On Track	L. Green	2023-05-01	2023-10-31	\$400,000	50%	Analysis	Design	Implementation	On Track	Low	Stakeholder buy-in secured.
P006	Project Zeta	Legal Review	On Track	N. White	2023-06-01	2023-07-31	\$200,000	100%	Review	Approval	Finalization	Complete	Low	All legal requirements met.
P007	Project Eta	Finance	On Track	O. Black	2023-07-01	2023-11-30	\$600,000	40%	Modeling	Validation	Reporting	On Track	Medium	Market volatility impact.
P008	Project Theta	Operations	On Track	P. Grey	2023-08-01	2023-12-31	\$900,000	30%	Planning	Execution	Monitoring	On Track	Low	Process optimization underway.
P009	Project Iota	Research	On Track	Q. Blue	2023-09-01	2024-01-31	\$500,000	20%	Literature	Experimentation	Analysis	On Track	Low	Initial results promising.
P010	Project Kappa	Compliance	On Track	R. Yellow	2023-10-01	2024-02-28	\$350,000	10%	Policy	Implementation	Review	On Track	Low	Regulatory changes considered.
P011	Project Lambda	Customer	On Track	S. Purple	2023-11-01	2024-03-31	\$700,000	5%	Survey	Feedback	Improvement	On Track	Low	Customer satisfaction focus.
P012	Project Mu	Security	On Track	T. Orange	2023-12-01	2024-04-30	\$450,000	0%	Assessment	Implementation	Monitoring	On Track	Low	Threat landscape evolving.
P013	Project Nu	Partnership	On Track	U. Green	2024-01-01	2024-06-30	\$250,000	0%	Identify	Onboarding	Collaboration	On Track	Low	Strategic alliance potential.
P014	Project Xi	Product	On Track	V. Blue	2024-02-01	2024-07-31	\$1,100,000	0%	Concept	Design	Development	On Track	Low	Market research complete.
P015	Project Omicron	Infrastructure	On Track	W. Yellow	2024-03-01	2024-08-31	\$1,800,000	0%	Site	Construction	Commissioning	On Track	Medium	Permitting in progress.
P016	Project Pi	Training	On Track	X. Purple	2024-04-01	2024-09-30	\$300,000	0%	Needs	Program	Delivery	On Track	Low	Employee development focus.
P017	Project Rho	Supply Chain	On Track	Y. Orange	2024-05-01	2024-10-31	\$650,000	0%	Mapping	Optimization	Implementation	On Track	Low	Supplier diversification.
P018	Project Sigma	Quality	On Track	Z. Green	2024-06-01	2024-11-30	\$400,000	0%	Standards	Implementation	Monitoring	On Track	Low	Customer experience priority.
P019	Project Tau	Automation	On Track	AA. Blue	2024-07-01	2025-01-31	\$950,000	0%	Process	Integration	Deployment	On Track	Medium	AI/ML adoption pilot.
P020	Project Upsilon	Brand	On Track	BB. Yellow	2024-08-01	2025-02-28	\$550,000	0%	Positioning	Visual	Launch	On Track	Low	Market differentiation.
P021	Project Phi	Facilities	On Track	CC. Purple	2024-09-01	2025-03-31	\$750,000	0%	Assessment	Renovation	Completion	On Track	Low	Operational efficiency.
P022	Project Chi	Partnership	On Track	DD. Orange	2024-10-01	2025-04-30	\$400,000	0%	Identify	Onboarding	Collaboration	On Track	Low	Strategic alliance potential.
P023	Project Psi	Product	On Track	EE. Green	2024-11-01	2025-05-31	\$1,300,000	0%	Concept	Design	Development	On Track	Low	Market research complete.
P024	Project Omega	Infrastructure	On Track	FF. Blue	2025-01-01	2025-06-30	\$2,000,000	0%	Site	Construction	Commissioning	On Track	Medium	Permitting in progress.

Project ID	Project Name	Project Description	Project Manager	Start Date	End Date	Status	Budget	Actual Cost	Variance	Performance		Risk	Comments
										Cost	Quality		
001	Project A	Construction of new building	John Doe	2023-01-01	2023-03-31	Completed	\$1,000,000	\$980,000	\$20,000	95%	98%	Low	Project completed ahead of schedule.
002	Project B	Software development	Jane Smith	2023-02-15	2023-05-15	In Progress	\$500,000	\$520,000	-\$20,000	80%	75%	Medium	Minor budget overrun due to additional features.
003	Project C	Marketing campaign	Mike Johnson	2023-03-01	2023-04-30	Completed	\$200,000	\$210,000	-\$10,000	90%	92%	Low	Campaign reached target audience.
004	Project D	IT system upgrade	Sarah Lee	2023-04-01	2023-06-30	Delayed	\$300,000	\$350,000	-\$50,000	60%	55%	High	Significant delays due to vendor issues.
005	Project E	Product launch	David Kim	2023-05-01	2023-07-31	On Track	\$400,000	\$400,000	\$0	90%	90%	Medium	Product launch successful.
006	Project F	Facility renovation	Emily White	2023-06-01	2023-09-30	On Track	\$700,000	\$700,000	\$0	95%	95%	Low	Renovation completed on time.
007	Project G	Customer service training	Robert Brown	2023-07-01	2023-08-31	Completed	\$100,000	\$100,000	\$0	100%	100%	Low	Training program well received.
008	Project H	Supply chain optimization	Lisa Green	2023-08-01	2023-10-31	In Progress	\$250,000	\$260,000	-\$10,000	70%	65%	Medium	Identifying cost-saving opportunities.
009	Project I	Website redesign	Kevin Black	2023-09-01	2023-11-30	On Track	\$150,000	\$150,000	\$0	90%	90%	Low	New website design in progress.
010	Project J	Employee wellness program	Amanda Gray	2023-10-01	2023-12-31	On Track	\$80,000	\$80,000	\$0	95%	95%	Low	Wellness program launched.
011	Project K	Compliance audit	Christopher Blue	2023-11-01	2024-01-31	On Track	\$120,000	\$120,000	\$0	90%	90%	Medium	Audit findings being addressed.
012	Project L	Partnership development	Michelle Red	2023-12-01	2024-02-28	On Track	\$90,000	\$90,000	\$0	95%	95%	Low	New partnership agreements in place.
013	Project M	Annual report production	Benjamin Purple	2023-12-15	2024-01-15	On Track	\$50,000	\$50,000	\$0	100%	100%	Low	Annual report ready for review.
014	Project N	Quarterly business review	Sophia Yellow	2023-12-20	2024-01-20	On Track	\$30,000	\$30,000	\$0	100%	100%	Low	QBR completed successfully.
015	Project O	Year-end financial close	Lucas Cyan	2023-12-25	2024-01-25	On Track	\$40,000	\$40,000	\$0	100%	100%	Low	Financial close on schedule.
016	Project P	Strategic planning session	Olivia Magenta	2024-01-01	2024-01-31	On Track	\$60,000	\$60,000	\$0	95%	95%	Low	Strategic plan for next year being developed.
017	Project Q	Customer feedback survey	Ethan Olive	2024-01-15	2024-02-15	On Track	\$70,000	\$70,000	\$0	90%	90%	Low	Survey results being analyzed.
018	Project R	Internal audit	Aria Gold	2024-02-01	2024-03-31	On Track	\$110,000	\$110,000	\$0	95%	95%	Medium	Audit findings being reviewed.
019	Project S	Vendor contract renegotiation	Carter Silver	2024-02-15	2024-04-15	On Track	\$85,000	\$85,000	\$0	90%	90%	Medium	Renegotiation in progress.
020	Project T	Quarterly performance review	Isabella Bronze	2024-03-01	2024-03-31	On Track	\$45,000	\$45,000	\$0	100%	100%	Low	Performance review completed.
021	Project U	Annual budget preparation	Leo Platinum	2024-03-15	2024-04-15	On Track	\$95,000	\$95,000	\$0	95%	95%	Medium	Budget preparation underway.
022	Project V	Customer service training refresh	Mia Nickel	2024-04-01	2024-05-31	On Track	\$105,000	\$105,000	\$0	90%	90%	Low	Training refresh program starting.
023	Project W	Supply chain risk assessment	Noah Copper	2024-04-15	2024-06-15	On Track	\$135,000	\$135,000	\$0	90%	90%	Medium	Risk assessment report being drafted.
024	Project X	Website content update	Oliver Zinc	2024-05-01	2024-06-30	On Track	\$165,000	\$165,000	\$0	95%	95%	Low	Website content update in progress.
025	Project Y	Employee engagement survey	Penelope Tin	2024-05-15	2024-07-15	On Track	\$175,000	\$175,000	\$0	90%	90%	Low	Engagement survey results being analyzed.
026	Project Z	Compliance training	Quinn Lead	2024-06-01	2024-07-31	On Track	\$185,000	\$185,000	\$0	95%	95%	Low	Compliance training modules being developed.
027	Project AA	Partnership agreement finalization	Ryan Silver	2024-06-15	2024-08-15	On Track	\$195,000	\$195,000	\$0	90%	90%	Medium	Finalizing partnership agreements.
028	Project AB	Annual report final review	Sarah Gold	2024-07-01	2024-07-31	On Track	\$205,000	\$205,000	\$0	100%	100%	Low	Annual report final review completed.
029	Project AC	Quarterly business review preparation	Timothy Platinum	2024-07-15	2024-08-15	On Track	\$215,000	\$215,000	\$0	95%	95%	Low	QBR preparation underway.
030	Project AD	Year-end financial close preparation	Uma Nickel	2024-08-01	2024-08-31	On Track	\$225,000	\$225,000	\$0	100%	100%	Low	Financial close preparation complete.
031	Project AE	Strategic planning session follow-up	Victor Copper	2024-08-15	2024-09-15	On Track	\$235,000	\$235,000	\$0	90%	90%	Medium	Follow-up on strategic planning.
032	Project AF	Customer service training refresh	Wendy Zinc	2024-09-01	2024-10-31	On Track	\$245,000	\$245,000	\$0	95%	95%	Low	Training refresh program in progress.
033	Project AG	Supply chain risk assessment	Xavier Tin	2024-09-15	2024-11-15	On Track	\$255,000	\$255,000	\$0	90%	90%	Medium	Risk assessment report being drafted.
034	Project AH	Website content update	Yara Lead	2024-10-01	2024-11-30	On Track	\$265,000	\$265,000	\$0	95%	95%	Low	Website content update in progress.
035	Project AI	Employee engagement survey	Zoe Silver	2024-10-15	2024-12-15	On Track	\$275,000	\$275,000	\$0	90%	90%	Low	Engagement survey results being analyzed.
036	Project AJ	Compliance training	Adam Gold	2024-11-01	2025-01-31	On Track	\$285,000	\$285,000	\$0	95%	95%	Low	Compliance training modules being developed.
037	Project AK	Partnership agreement finalization	Alexa Platinum	2024-11-15	2025-02-15	On Track	\$295,000	\$295,000	\$0	90%	90%	Medium	Finalizing partnership agreements.
038	Project AL	Annual report final review	Ben Nickel	2024-12-01	2024-12-31	On Track	\$305,000	\$305,000	\$0	100%	100%	Low	Annual report final review completed.
039	Project AM	Quarterly business review preparation	Bella Copper	2024-12-15	2025-01-15	On Track	\$315,000	\$315,000	\$0	95%	95%	Low	QBR preparation underway.
040	Project AN	Year-end financial close preparation	Carl Zinc	2024-12-20	2025-01-20	On Track	\$325,000	\$325,000	\$0	100%	100%	Low	Financial close preparation complete.
041	Project AO	Strategic planning session follow-up	Chloe Tin	2025-01-01	2025-02-15	On Track	\$335,000	\$335,000	\$0	90%	90%	Medium	Follow-up on strategic planning.
042	Project AP	Customer service training refresh	Daniel Lead	2025-01-15	2025-03-31	On Track	\$345,000	\$345,000	\$0	95%	95%	Low	Training refresh program in progress.
043	Project AQ	Supply chain risk assessment	Evelyn Silver	2025-02-01	2025-04-15	On Track	\$355,000	\$355,000	\$0	90%	90%	Medium	Risk assessment report being drafted.
044	Project AR	Website content update	Felix Gold	2025-02-15	2025-04-30	On Track	\$365,000	\$365,000	\$0	95%	95%	Low	Website content update in progress.
045	Project AS	Employee engagement survey	Gina Platinum	2025-03-01	2025-05-15	On Track	\$375,000	\$375,000	\$0	90%	90%	Low	Engagement survey results being analyzed.
046	Project AT	Compliance training	Harry Nickel	2025-03-15	2025-06-30	On Track	\$385,000	\$385,000	\$0	95%	95%	Low	Compliance training modules being developed.
047	Project AU	Partnership agreement finalization	Ivy Copper	2025-04-01	2025-07-15	On Track	\$395,000	\$395,000	\$0	90%	90%	Medium	Finalizing partnership agreements.
048	Project AV	Annual report final review	Jack Zinc	2025-04-15	2025-04-30	On Track	\$405,000	\$405,000	\$0	100%	100%	Low	Annual report final review completed.
049	Project AW	Quarterly business review preparation	Karen Tin	2025-05-01	2025-05-31	On Track	\$415,000	\$415,000	\$0	95%	95%	Low	QBR preparation underway.
050	Project AX	Year-end financial close preparation	Liam Lead	2025-05-15	2025-05-31	On Track	\$425,000	\$425,000	\$0	100%	100%	Low	Financial close preparation complete.

Signature & Title	Funding Account ID	Project Name	Department/Agency	Agency Address	Agency Phone	Agency Website	Agency Email	Project Start Date	Project End Date	Project Status	Project Description	Project Budget	Year of			Total Budget	Actual to Date	Estimated Total	Variance	Actual % of Budget	Fiscal Year	Funding Source	
													Start	End	Actual								
...

Project ID	Project Name	Project Manager	Start Date	End Date	Status	Budget	Actual Cost	Variance	Risk Level	Performance			Quality			Compliance	Notes
										Scope	Time	Cost	Defects	Revisions	Standards		
001	Project A	John Doe	2023-01-01	2023-03-31	Completed	\$1,000,000	\$980,000	\$20,000	Low	100%	100%	100%	0	0	0	On schedule and budget.	
002	Project B	Jane Smith	2023-02-15	2023-05-15	In Progress	\$1,200,000	\$1,150,000	\$50,000	Medium	95%	90%	95%	2	1	0	Minor delays, budget under.	
003	Project C	Mike Johnson	2023-03-01	2023-06-30	On Hold	\$800,000	\$820,000	-\$20,000	High	80%	70%	80%	5	3	2	Significant budget overruns.	
004	Project D	Sarah Lee	2023-04-01	2023-07-31	Completed	\$950,000	\$960,000	-\$10,000	Low	100%	100%	100%	1	0	0	Completed ahead of schedule.	
005	Project E	David Kim	2023-05-01	2023-08-31	In Progress	\$1,100,000	\$1,120,000	-\$20,000	Medium	90%	85%	90%	3	2	1	Budget slightly over.	
006	Project F	Emily White	2023-06-01	2023-09-30	On Hold	\$700,000	\$710,000	-\$10,000	High	75%	65%	75%	4	2	1	Major budget issues.	
007	Project G	Chris Brown	2023-07-01	2023-10-31	Completed	\$1,300,000	\$1,280,000	\$20,000	Low	100%	100%	100%	0	0	0	Completed on time and budget.	
008	Project H	Alex Green	2023-08-01	2023-11-30	In Progress	\$1,400,000	\$1,350,000	\$50,000	Medium	92%	88%	92%	2	1	0	Good progress, budget under.	
009	Project I	Mia Black	2023-09-01	2024-01-31	On Hold	\$900,000	\$910,000	-\$10,000	High	85%	75%	85%	3	2	1	Budget overruns.	
010	Project J	Noah Grey	2023-10-01	2024-02-28	Completed	\$1,500,000	\$1,480,000	\$20,000	Low	100%	100%	100%	1	0	0	Completed ahead of schedule.	

IV - ANNEXES CA 2020

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

	Valeur en euros
Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	
Total des montants des garanties à venir dans l'exercice	A 2 265 055,06 €
Total des provisions annuelles émises des nouvelles garanties de l'exercice	B - €
Avués suite de la dette de l'exercice	C 15 494 270,30 €
Paiements pour garanties d'emprunts	D 2 676 930,00 €
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D 15 103 625,06 €
Recettes réelles de fonctionnement	II 239 260 717,94 €

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %

I / II

6,31%

IV - ANNEXES CA 2020

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

B1.5

B1.5 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 31/12/2020	Annuité versée au cours de l'exercice
B017	Subventions à verser en annuités						
B018	Autres engagements donnés						
Au profit d'organismes publics							
Au profit d'organismes privés							
2015	Indemnité de remboursement anticipée d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF intégrée dans les conditions financières de l'emprunt de refinancement	CAFFIL	10,00	A	1 581 000,00	790 600,00	158 100,00
	TOTAL				1 581 000,00	790 600,00	158 100,00

IV - ANNEXES CA 2020

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

B1.6

B1.6 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/2020	Annuité reçue au cours de l'exercice
2026	Redevances de crédit-bail relatif à recevoir (credit-bail immobilier)						
2027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)						
2020	Autres engagements reçus						
	A. l'exception de ceux reçus des entreprises						
2016	Aide du fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement de l'emprunt CAFFIL, indexé sur le cours de change EUR/CHF	Agence de Services et de Paiement	15,00	A	1 208 608,88	1 112 090,36	139 123,70
	Engagements reçus des entreprises						
	TOTAL				1 208 608,88	1 112 090,36	139 123,70

IV - ANNEXES

B4.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2113-1 du CGCT)

Service	Nom des bénéficiaires	N° LC	Nature	Fct	Montant du fonds de concours ou de la subvention (en € HT)	Montant des prestations en nature
4300	DIRECTION DEPARTEMENTALE FINANCES PUBLIQUES HAUTE RHONE	15592	204112	022	59 500,00	
Total article 204112 SUB EQUIPT ET AB BATIMENTS INSTALLATIONS					59 500,00	
5412	CONSEIL DEPARTEMENTAL HAUTE RHONE	8126	204132	022	35 833,00	
Total article 204132 SUB EQUIPT DEPARTEMENT BATIMENTS INSTALLATIONS					35 833,00	
421	COMMUNE DE BANTZENHEIM	12545	204141	012	2 143,07	
421	COMMUNE DE BOLLWILLER	12545	204141	012	147,29	
421	INDUSTRIELLES CONFRERIES SALES SYNDICAT DE LA CITE DE SAIGNE M	12545	204141	012	722,56	
421	MAYRIE DE SECHENZWILLER	12545	204141	012	254,00	
421	MAYRIE DE KIRCHEN	12545	204141	012	1 077,00	
Total article 204141 SUB COMMUNE MEUBR QI P MOBILIER MATERIEL ET LOES					4 379,77	
221	COMMUNE DE ENLSHART D'ENHEIM	22141	204142	021	450 000,00	
221	COMMUNE DE ENLSHART D'ENHEIM	22296	204142	021	485 000,00	
221	MAYRIE DE FLAHLANDEN	22203	204142	021	180 000,00	
221	MAYRIE DE KINCERSHEIM	22122	204142	021	270 000,00	
221	MAYRIE DE L'ENSTATT	22218	204142	021	202 492,26	
221	VILLE DE MULHOUSE FRANCES ET CONTROLE DE DISTRICT	22615	204142	021	70 482,33	
2412	COMMUNE DE ZILLERSHEIM	8124	204142	022	18 718,42	
2412	VILLE DE MULHOUSE FRANCS ET CONTROLE DE DISTRICT	8124	204142	022	31 419,03	
2412	VILLE DE WITTEHEIM	8124	204142	022	39 000,00	
Total article 204142 SUB COMMUNE MEUBR BATIMENTS ET INSTALLATIONS					1 847 720,00	
542	SYNDICAT AERODROME MULHOUSE M	22891	204152	022	140 000,00	
Total article 204152 SUB EQUIPT GROUPEMENT COLLECTIVITES BATIMENTS INSTAL					140 000,00	
511	AJPPROPRIETES OFFICE TOURISME	12600	204171	05	10 000,00	
511	CAMPUS DE LILL	22292	204171	05	16 000,00	
Total article 204171 SUB ETAB PUBL MOBILIER MATERIEL ET LOE					26 000,00	
525	DOMAINE HABITAT FAMILIAL D'ALSACE	15047	204172	72	87 710,00	
525	FAMILIARIS DE HAUTE ALSACE	15428	204172	72	18 582,00	
525	M24 HABITAT OPERA MULHOUSE HABITAT	15047	204172	72	47 230,00	
525	SOUSCRIPTIONS ENNE DES CITE OLYMPIQUES	15047	204172	72	15 000,00	
Total article 204172 SUB EQUIPT ETAB PUBL BATIMENTS INSTALLATIONS					142 552,00	
521	AMNÉ GRAND ES	12605	204181	022	10 804,00	
521	ENRS DELEGATION ALSACE	22073	204181	23	70 090,00	
521	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	22073	204181	23	60 000,00	
Total article 204181 SUB ORGANISMES PUBLICS MOBILIER MATERIEL ET LOES					140 894,00	
521	CITIA SP. SAHM	22721	204182	20	1 000 000,00	
521	SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE	21411	204182	20	112 570,00	
521	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	22703	204182	23	8 229,42	
521	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	22705	204182	23	22 030,00	
521	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	22805	204182	23	190 000,00	
521	CITIA SP. SAHM	22627	204182	024	77 560,00	
Total article 204182 SUB ORGANISMES PUBLICS BATIMENTS INSTALLATIONS					1 371 389,40	
222	ASSOCIATIONS SOCIO CULTURELS WITTEHEIM	8125	20421	04	1 712,00	
222	LAURE ROUES	8125	20421	04	2 850,00	
222	LE MOULIN DE L'ENLSHART	8125	20421	04	6 030,00	
421	CONSERVATOIRE DE HAUTE ALSACE	22101	20421	022	12 740,00	
421	OPERA GRAND ES	22101	20421	022	46 500,00	
522	ALPH AGENCS URBAINES REG OLYMPIQUES ENNE	16642	20421	022	5 000,00	
5412	CLUB NOCCE ENNE MULHOUSE ET ORSLES	18811	20421	022	1 304,50	
5412	CLUB NOCCE ENNE WITTEHEIM	18811	20421	022	680,00	
5412	CLUB NOCCE ENNE KINCERSHEIM	18811	20421	022	1 219,00	
Total article 20421 SUB PERS DRECH PRIVY MOBILIER MATERIEL ET LOES					68 253,50	
573	AVIS DU MUSÉE MOTO GRANDS A BRUNES	22895	20422	022	1 000,00	

IV - ANNEXES

B17 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUÉS A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)

Service	Nom des bénéficiaires	N° LC	Nature	Fct	Système de tarification du concours ou de la subvention (numéraire)	Montant des prestations en nature
512	ARRONDISSEMENT MUSÉE AUTONOME	2135	20422	122		545 000,00
513	CITE DU TRAVAIL PATRIMOINE SAS	2135	20422	122		150 000,00
513	MADAME MONSIEUR ROLOUX RANGHEIM	20614	20422	222		7 000,00
514	MADAME DE RICHEM	21407	20422	222		521 000,00
515	MUSEE DE L'INTERPRETATION HERGIFES	2135	20422	122		45 750,00
515	MUSEE DU PAPIER PEINT	2175	20422	222		20 000,00
515	MUSEE ENERGIE SUSTAINABLE ELECTROFOLS	2135	20422	122		50 000,00
515	MUSEES MULTIMEDIALE RUDOLPHACE	2135	20422	122		67 500,00
521	REGION GRAND EST	10000	20422	20		10 710,00
525	SCHIRMANN MARION	15068	20422	20		1 000,00
530	ADRIEN LAFITE	15062	20422	20		500,00
535	ALES	15075	20422	20		43 750,00
535	ANTHONY ELI H	21905	20422	20		1 000,00
535	ANN FERROUGIA	22000	20422	20		1 000,00
535	ANNE BOULEN	22005	20422	20		1 000,00
535	ANN POLLE LE LOGEMENT DES SPANS ABRE ALCA	15368	20422	20		1 500,00
535	BELTRAM JOSE	22000	20422	20		1 000,00
535	BLOUIN MARTE	15360	20422	20		1 000,00
535	BOISSAN CHRISTOPHE	22000	20422	20		1 000,00
535	BOULIER ANASTASIA	22000	20422	20		1 000,00
535	CERCOYER GABRIEL	22005	20422	20		1 000,00
535	CHERIEU NE ADEL MARIE	22005	20422	20		1 000,00
535	DE LUCA JULIE	15364	20422	20		500,00
535	DELOUILL MURIEL	22005	20422	20		1 000,00
535	DEMBEY ANNE MARIE	22000	20422	20		1 000,00
535	DOAN DOM	22000	20422	20		1 000,00
535	DOMAL HABITAT FAMILIAL ALSACE	15379	20422	20		77 500,00
535	DREYFUSS SALAH	15368	20422	20		500,00
535	EL FERJANI ABDEL KADIR	15368	20422	20		1 000,00
535	EL-HAMMAMI FRANCESCA	22000	20422	20		1 000,00
535	GAUME MARCEL	22000	20422	20		1 000,00
535	GRIN MOHAMED	22000	20422	20		1 000,00
535	HRECH CAROLINE	22005	20422	20		1 000,00
535	HANNI DARRIL	22000	20422	20		1 000,00
535	HOONE RACHID	22000	20422	20		1 000,00
535	HUNSMOER RUTHALE	15420	20422	20		200,00
535	IMMOUILLI MOHAMED	22000	20422	20		1 000,00
535	INVOULIERE JF FRANCK EST	15425	20422	20		113 400,00
535	JUMBLUX COLE	22005	20422	20		1 000,00
535	KADAK FERIT	22000	20422	20		1 000,00
535	KARRO FLIZ	22005	20422	20		1 000,00
535	KLEINHANS GEORG	22000	20422	20		1 000,00
535	KURAYIMF ANF	22000	20422	20		1 000,00
535	KURJAN METE	22005	20422	20		1 000,00
535	KURJAN SADET	22005	20422	20		1 000,00
535	LAFFERT MART JOSEPH	22000	20422	20		1 000,00
535	LAZPES MOHA	22000	20422	20		1 000,00
535	LE SIBRACONS	15625	20422	20		27 000,00
535	LIBERTY ANNE	15006	20422	20		250,00
535	MARSAOU ABDELACIZ	15004	20422	20		1 070,70
535	MERDACH RAHMOUNA	22000	20422	20		1 000,00
535	MERCIER ESCOLA	22000	20422	20		1 000,00
535	MULLER BERENICE	22000	20422	20		1 070,50
535	MULLER FRANCOIS	22000	20422	20		1 000,00
535	MUCOUR PATRICK	10625	20422	20		500,00
535	MURKIN STAFIA	15075	20422	20		1 000,00
535	PELLEGRINI MARIE ELI	15000	20422	20		1 000,00
535	PETIT GEOMET VASVINE	22000	20422	20		1 000,00
535	PROXIMO ALSACE SACOPAL ALSACE	15355	20422	20		23 000,00
535	PROXIMO ALSACE SACOPAL ALSACE	10625	20422	20		4 500,00
535	ROUSSELOT ANNE MARIE	22000	20422	20		1 000,00
535	SAITOUK ALIEN	15378	20422	20		500,00

IV - ANNEXES

B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2913-1 du CGCT)

Service	Nom des bénéficiaires	N° L.D. Nature		Pct	Montant du budget de concours ou de la subvention (numéro)	Montant des prestations en nature
695	SCALORCHIFFERFI	2328	2342	70		4 500,00
696	SCALOR	2328	2342	70		4 500,00
697	SAATCHI MALSACE	2328	2342	70		1 200,00
698	SYNDICAT PROPRIETAIRES LA FORET WITTEHEIM	2512	2542	70		91 500,00
699	SYNDICAT PROPRIETAIRES LA FORET WITTEHEIM	2512	2542	70		102 500,00
699	MAIL ZERI	2328	2342	70		1 000,00
699	TECHNIQUE	2328	2342	70		100,00
699	LYCÉE KATHIEF	2328	2342	70		1 000,00
699	DE L'EK HENRIETTE	2328	2342	70		1 000,00
699	GAREMONT	2328	2342	70		1 000,00
699	ZEROUK EL COUARI	2328	2342	70		1 000,00
Total article 2542 SUB DROIT PRIVE BATIMENTS INSTALLATIONS						1 800 618,88
TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT						3 635 637,93
699	MULHOUSE ALPAGE AGGLOMERATION BUDGET ANNEXE TRANSFERTS	0345	03204	030		12 667 000,00
Total article 697346 SUB FCT SERVICE INDUSTRIEL & COMMERCIAL						12 667 040,00
699	COMMISSION DU PAYS DE MULHOUSE ASSOCIATION MUNICIPALITE	2504	2504	048		7 500,00
Total article 69732 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES						7 500,00
699	ASPT MULHOUSE VOLLEY BALL	2328	2324	100		20 000,00
699	ASSOCIATION LES SAHEL VERT	2328	2324	110		2 500,00
699	ASSOCIATION SAHEL VERT	1982	2324	110		6 000,00
699	COLLEGE FRANCOIS VILLOIS	2328	2324	110		1 000,00
699	ORFÈVRE PASSERELLE	2328	2324	110		1 000,00
699	MJC SOLIGNY	2328	2324	110		1 200,00
699	MJC WITTEHEIM	2328	2324	110		2 500,00
699	FASB AUX BOUTES LECTURE	2328	2324	110		800,00
699	THEMES ASSOCIATION 100000 UN ENFANT	10212	2324	110		47 000,00
699	THEMES ASSOCIATION 100000 UN ENFANT	10212	2324	110		1 000,00
699	MARION DES ADRESSES 20 ANS	1720	2324	110		11 400,00
699	ARMY ASSOCIATION MULHOUSE	2328	2324	60		171 270,00
699	ASSOCIATION PREVENTION SOUS TOXICOMANIE	0970	2324	110		3 500,00
699	ASSOCIATION ANIME	0321	2324	110		52 000,00
699	ASSOCIATION IV GENIE	2328	2324	110		5 000,00
699	CEVRE SOCIO-CULTUREL 11240	2328	2324	110		500,00
699	CSC PAIN	0425	2324	110		1 500,00
699	LYCEE CHARLES STEFANEL	0425	2324	110		2 000,00
699	LYCEE LOUIS ARMOND	0425	2324	110		1 000,00
699	SPMATH MULHOUSE SUD ALSACE	2425	2324	110		2 000,00
699	TRAVAILLEURS DU JOURNALE ALGERIENS DE LA ROUTE	10258	2324	110		750,00
699	ADP	2328	2324	024		1 000,00
699	ARTISANAL	2328	2324	024		1 000,00
699	OPERAIRES	2328	2324	024		1 000,00
699	LE MOULIN DE LUTTERACK	2328	2324	024		1 000,00
699	LES ATeliers DE LA PÊCHE A ZAVATTA ECOLE DU CORDON	2328	2324	024		21 500,00
699	NEF VASSON DE L'EMPLE ET DE LA FORMATION	2328	2324	024		14 000,00
699	MUSIQUE POUR L'EMPLE	2328	2324	024		6 200,00
699	GRUPPEMENTALNE REGIONALE D'INTEGRATION ET DE LA VIE	2328	2324	024		22 500,00
699	UNIVERSITE DE MULHOUSE	2328	2324	024		5 000,00
699	AFSCM ASSOCIATION FAMILIALE ET CENTRE SOCIO-CULTUREL DES COTEURS	2328	2324	250		30 000,00
699	MAP ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS	2328	2324	250		114 000,00
699	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE WITTEHEIM	2328	2324	250		200 000,00
699	CENTRE SOCIO-CULTUREL BELAIR	2328	2324	250		93 750,00
699	CENTRE SOCIO-CULTUREL FORTENBERG	2328	2324	250		12 250,00
699	CSC LA PASSERELLE	10212	2324	250		321 740,00
699	ORFÈVRE PASSERELLE	20227	2324	250		402 225,00
699	FCO DEPART FORTENBERG CLUBS FAUTISMES	20225	2324	250		312 400,00
699	LA BOÛME MJC CSC PRASATT	20225	2324	250		347 200,00
699	LES COUSINS MULHOUSE MJC ESPACE LE TRIPLE	20225	2324	250		50 500,00
699	LES COPAINS D'ABOIR	20225	2324	250		270 000,00

IV - ANNEXES

B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)

Source	Nom des bénéficiaires	N° LC	Nature	Fct	Montant au titre de concours ou de la subvention (numéro)	Nombre des opérations en retour
291	L'ILE AUX COFFRES	20225	5574	251	423 739,00	
291	MUSEUMULLER	20226	5574	251	204 034,00	
291	MUSEUMULLER M	2871	5574	251	25 000,00	
291	RECUP PAYSANNAISES DE LA REGION ESTEROTATM 16	20275	5574	251	10 000,00	
291	SOCIETE FIBL LOCALE FINANCE ANIMATION SPLEN	21510	5574	251	650 100,00	
292	ACCUEIL D'ENFANTS LES PETITS ANIOLS	2875	5574	54	221 750,00	
292	ACCUEIL ENFANTS D'ACCUEIL MULTICULTUREL BARF	2875	5574	54	265 500,00	
292	ACCUEIL FAMILIAR ANIM D'ALSACE	2875	5574	54	12 500,00	
292	ASSOCIATION ASSOCIATION FAMILIALE ET CENTRE SOCIO CULTUREL DES COTTAGES	2875	5574	54	824 750,00	
292	ASSOCIATION SOCIO CULTURELS WITTELSHEIM	2875	5574	54	218 000,00	
292	ASSOCIATION GARDIENNE PRIX DE HAUTE	2875	5574	54	214 221,00	
292	ASSOCIATION CLARE JOE	2875	5574	54	225 411,00	
292	ASSOCIATION DANSE DE LA SOURCE VERTE	13222	5574	54	410 125,00	
292	ASSOCIATION ENFANTS BRUNOIAUX LES PETITS FILLES	2875	5574	54	174 520,00	
292	CENTRE -DEPICTER DE WITTELSHEIM	2875	5574	54	145 513,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL EELNR	2875	5574	54	475 020,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL MAX	2875	5574	54	28 217,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL COPFAL	2875	5574	54	16 558,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL LI TACH	2875	5574	54	29 248,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER	13222	5574	54	277 220,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL L'AVOINNE BRUNOIAUX	2875	5574	54	221 351,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL L'AVOINNE BRUNOIAUX	13222	5574	54	424 088,00	
292	CENTRE SOCIO CULTUREL MOHIE WROB	2875	5574	54	225 148,00	
292	OSC LA PASSERELLE	2875	5574	54	220 570,00	
292	OSC LA PASSERELLE	13222	5574	54	472 280,00	
292	OSC PAFRI	15322	5574	54	250 500,00	
292	FAMILIAR ASSOCIATION WAGNER DE ENCLAR	2875	5574	54	28 500,00	
292	L'ARREMOIS	2875	5574	54	24 300,00	
292	L'ATELIER DELA VE	2875	5574	54	271 562,00	
292	L'EGLANINE ET L'ACCUEIL ENFANTS MOUS GANS	2875	5574	54	495 024,00	
292	MAISON DE LA PETIT ENFANTS COULEUR DE VIE	2875	5574	54	220 642,00	
292	MAD BOLLWILSP	15822	5574	54	229 624,00	
292	MULTI ACCUEIL ELZACH GOE D'UN P P P P P P P P P P	2875	5574	54	585 131,00	
292	MULTI ACCUEIL LA REBAMELLE	2875	5574	54	240 122,00	
292	MULTI ACCUEIL REBAMELLE	2875	5574	54	197 672,00	
292	PROFIT ANIMARY	15222	5574	54	125 242,00	
292	SOCIETE PAYSANNAISE BRASSERIE ANIMATION BRIFA	21522	5574	251	240 000,00	
294	MULHOUSE OLYMPIC NATATION	19222	5574	42	182 642,00	
294	MULHOUSE OLYMPIC NATATION	19244	5574	42	12 000,00	
294	MULHOUSE OLYMPIC NATATION	2177	5574	020	1 022 452,00	
294	LYDIEVILLE DE MULHOUSE	2178	5574	020	240,00	
294	LYDIEVILLE	2178	5574	020	420,00	
294	SYNDICAT UNISA	2178	5574	020	240,00	
294	ANIMALE DU PERSONNEL VITICULTEUR MULHOUSE ET M24	2177	5574	020	10 220,00	
294	UNION PAYSANNE FEMME OUVRIERES	2178	5574	020	240,00	
294	USAG DELA PET	2178	5574	020	240,00	
294	AD FUNDRES RESERVAISAC	19882	5574	020	200,00	
294	ALSAZAIT	19882	5574	020	200,00	
294	RESTAURANTS COULRELLAIS FAUTIMEN	19882	5574	020	1 000,00	
294	AGRI LOCALE MAITRISE ENERGIE MULTIMEDIA	220	5574	50	50 000,00	
294	ALSAZOF NATIF	2215	5574	50	1 000,00	
294	ASSOCIATION GARDIENNE ALSAZAIEN	2215	5574	50	10 000,00	
294	ATMOS GRAND EST	15244	5574	251	84 000,00	
294	BIO EN GRAND EST	2215	5574	50	1 420,00	
294	LE MOULIN DE L'ETERRACI	60	5574	251	25 000,00	
294	MAISON DE HANSEN	2280	5574	50	1 000,00	
294	NATURHERA	2280	5574	50	1 000,00	
294	TOUR DE LIENS ALSACE	2280	5574	50	11 500,00	
294	RATTA BRUNOIAUX	2280	5574	50	1 000,00	
294	ASSOCIATION GARDIENNE ALSAZAIEN	17222	5574	50	1 000,00	
294	COMMISSION D'ORTHOGRAPE	2215	5574	50	5 200,00	
294	OFFICE TOURISME MULHOUSE	2215	5574	50	145 000,00	

IV - ANNEXES

B17 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS FN NATURE (L: FN 5, JEUNES) (Article L. 2313-1 du CGCT)

Service	Nom des bénéficiaires	N° LC	Nature	Fil	Montant de l'ence de concours ou de la subvention (numéraire)	Montant des productions en nature
511	SYNDICAT SYNDICAL MIXTE LE BRESOIS	1593	6574	25	12 440,00	
512	ASSOCIATION CONSERVATION LEVIER ASSOC	2038	6574	413	3 610,00	
512	ASSOCIATION DES PARCS ZOOLOGIQUES	3028	6574	414	1 200,00	
512	ASSOC ANCIENS	3720	6574	414	1 850,00	
512	INSTITUT CONSERVATION ET RECHERCHES ZOOLOGIQUES HERVÉ ZOLFFER DE BEAUMAIS	5018	6574	413	1 600,00	
512	CGRS CENTRE SUISSE DE RECHERCHES ZOOLOGIQUES	5028	6574	414	3 000,00	
512	EAZI	5070	6574	414	1 000,00	
512	GRUPA S. ZEBRA - HUSI	5028	6574	413	1 500,00	
512	PROYECTO MONDO TIGON	5028	6574	414	1 000,00	
512	ROYAL ZOOLOGICAL SOCIETY OF	5028	6574	414	1 000,00	
512	SILAMUKAR YAS	5028	6574	414	1 000,00	
512	SPARK CONSERVATION ENVIRONMENTAL WITH LE PARK ZOOLOGICAL	5028	6574	414	1 500,00	
512	THE ZOOLOGICAL SOCIETY LONDON	5028	6574	414	1 000,00	
512	WAPCA (WILDLIFE AND PLANT CONSERVATION)	5730	6574	414	3 000,00	
512	ZOOLOGICAL SOCIETY OF GREAT BRITAIN	5028	6574	414	1 400,00	
513	AMIS DU MUSÉE NOTO-GRANGE A PECANES	22614	6574	322	7 800,00	
513	ASSOCIATION NISSE ALPICOISE	3550	6574	322	737 000,00	
513	CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC	3669	6574	322	90 000,00	
513	LAZARUS-BOISE	22615	6574	322	5 000,00	
513	KALIME NISSE (HOLLAND) HINNEBACH	23075	6574	322	9 000,00	
513	MUSEE DE LA MONTAGNE ALPICOISE	3669	6574	322	125 000,00	
513	MUSEE DU FAUCON PEINT	15038	6574	322	145 500,00	
513	MUSEE MUJHOUSE SUD ALPINE	1967	6574	322	715 000,00	
514	NINOMIYOTA	20215	6574	90	3 000,00	
514	MUSEE EUROPEEN	20234	6574	90	100 000,00	
514	REGION GRAND EST	20245	6574	90	50 000,00	
514	AFORD	13510	6574	90	5 000,00	
514	ADRAMSCE D'ART ALPINE	27229	6574	90	50 000,00	
514	ALSACE VALLEY	3045	6574	90	3 000,00	
514	ALPINE TECHNIS	13510	6574	90	2 000,00	
514	ASSOCIATION SUPERIEUR TEXTE	17217	6574	29	12 000,00	
514	ASSOCIATION TECHNIS US	20272	6574	31	40 000,00	
514	ASSOCIATION TECHNIS	20233	6574	90	2 500,00	
514	ASSOCIATION FOLIE-MOULE DU FUTUR	17217	6574	90	10 000,00	
514	ASSOCIATION ALPINE REGION MONTAGNE	13510	6574	90	5 000,00	
514	CELESTIALIST	13510	6574	90	10 000,00	
514	CHEREGATO JEWELRY	13510	6574	90	5 000,00	
514	CITIZENSHIP	13510	6574	90	50 000,00	
514	FIND CAMP US	21260	6574	90	40 000,00	
514	ESPACE PROJETS INSERTION DUISSE GARTE	13510	6574	90	10 000,00	
514	EUROPEAN	13510	6574	90	14 000,00	
514	GRAND EST	21260	6574	90	20 000,00	
514	HALCHERORKE MATT E BERTHOLD	13510	6574	90	5 000,00	
514	MUSEE REGIONAL CHERMUSE HREILA	17019	6574	90	4 000,00	
514	MUSEE REGIONAL CHERMUSE	22540	6574	90	10 000,00	
514	SEWA	22540	6574	90	30 000,00	
514	SUD ALPINE INITIATIVE	21038	6574	90	5 000,00	
514	TECHNIS REGIONAL CHERMUSE	1432	6574	90	50 000,00	
514	TECHNIS REGIONAL CHERMUSE	22233	6574	20	40 000,00	
514	TECHNIS REGIONAL CHERMUSE	5072	6574	70	60 000,00	
514	RATTA 2015 REGIONAL CHERMUSE	10074	6574	10	5 000,00	
514	TUSA MUSEE SUD ALPINE	5072	6574	70	60 000,00	
514	TUSA MUSEE SUD ALPINE	13075	6574	70	10 000,00	
514	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	5790	6574	70	25 000,00	
522	ALSACE ACTIVE	10037	6574	90	15 000,00	
522	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE	21037	6574	90	30 000,00	
522	INSTITUTION DE LA FAMILLE DE LA FORMATION	1001	6574	90	250 400,00	
522	REAGIR ENTREPRISE D'INSERTION	10047	6574	20	28 000,00	
522	SI MONTAGNE REGIONAL CHERMUSE	1434	6574	90	50 000,00	
522	SEMPORE REGIONAL CHERMUSE	20077	6574	90	20 000,00	
522	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	29073	6574	90	5 000,00	
522	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	28223	6574	246	3 000,00	

IV - ANNEXES

B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUÉS A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du GEC)

Service	Nom des bénéficiaires	N° LG Nature	F01	Montant ou fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Montant des prestations en nature
524	INSTITUT VALENTIN BRISCH	2460	6574	90	4 250,00
524	OFFICE POUR L'LANGUE ET LA CULTURE ALSACE	2315	6574	246	7 520,00
524	REGIO BASILIENSIS TERRITORY	2314	6574	20	4 247,67
522	AURWAGLICHE URBANISME REGION WILLY-REINHARDT	645	6574	724	401 000,00
525	APPEL A LA COLLABORATION POUR REGION ALSACE	18247	6574	72	4 000,00
525	ASSOCIATION INFORMATIQUE ALSACE	20072	6574	72	80 000,00
525	ASSOCIATION D'ACTIVITE BOULANGERIE	20093	6574	70	190 940,00
522	CA 5 ^{ème} CLASSE COOPERATION	1706	6574	215	31 771,43
Total article 6574 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVÉ					22 885 262,33

TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT				35 756 832,33
--	--	--	--	----------------------

IV ANNEXES

B1.8 - LISTE DES CÔTISATIONS VERSEES

compte 6287

Service gestionnaire	Nom des bénéficiaires	Fct	Montant de la cotisation
244 MANÈGEMENT DE RÉSQUIT MARITIME	ARCOF	071	470,17
241 EQUIPEMENTS SPORTIFS	ASS RIF OUTSIDE	414	360,00
242 COMITE SPORTIF REGIONAL	CITACE TOURS/VEUILLOUSE	414	360,00
341 SECRETARIAT GENERAL	ARCOF	020	4 000,00
341 SECRETARIAT GENERAL	ASS DES MAIRES ET GRANDES VILLES DE FRANCE FRANCE JERMIÉ	000	21 677,88
361 INFORMATION GEOGRAPHIQUE	OPEN DATA FRANCE HOTEL DE LA Mairie	000	1 300,00
401 TRANSITION ECOLOGIQUE ET CLIMATIQUE	COMITE FRANCO BRITON D'ENVIRONNEMENT OF COMITE 21	020	1 500,00
401 TRANSITION ECOLOGIQUE ET CLIMATIQUE	ENERGIE CHES	030	3 000,00
401 TRANSITION ECOLOGIQUE ET CLIMATIQUE	TRUCK CLIMATE	000	1 000,00
411 PROPRETE ET DEVELOPEMENT	ANROCI	010	2 270,00
411 PROPRETE ET DEVELOPEMENT	ASS VILLES POUR MIEUX VIEIR JER MARIE DE VERSAULES	010	2 000,00
511 TOURISME	ASSACE USERINAT ON TOURISME ACT	111	1 00,00
511 TOURISME	PARC NATUREL REGIONAL DES VOISINS	011	4 000,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	ARVINA ASS RIG RIT ENUNAI	414	40,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	ASS DE MEDIAN UN TOURISME VOYAGE	414	450,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	ASS FRANCISE DES PARCS ZOOLOGIQUES	414	2 250,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	ASS VETERINAIRES PARC ZOO	414	40,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	CHAMBRE REGIONALE AGRICULTURE	414	47,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	CONSEIL SUPERIEUR DES VETERINAIRES	414	5 000,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	SAGA	414	2 100,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	SAZIM EUROPEAN ASS OF ZOO ANTI WILDLIFE AND WILDLIFE VETERINARIANS	414	200,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	EUROPEAN COLLEGE OF ZOOLOGIC MEDICINE	414	200,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	ASS ASSOCIATION LA DEFENSE ET L'AMANSUATION DE L'ETAT SAN TAIRE DU CHETEL	414	9,71
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	PARCS VILLAGERES DU PORTOU	414	40,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	INSTITUT FRANCOPHONE DE PRATOLOGIE	414	1 00,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	HEURE DU BALL TRAP DE CERNAY A SAGE	111	1 150,00
512 PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	WORLD ASSOCIATION OF ZOOS AND AQUARIUMS	414	3 500,00
521 DEVELOPEMENT ECONOMIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	COMUNAITE DES VILLES ARVINE	00	5 100,00
521 EMPLOI FORMATION ET INSERTION	ASS RESEAUX TERRI CIRES ECONOMIQUE SOLIDARE	10	1 300,00
524 RELATIONS INTERNATIONALES ET TRANSPORTAIRE	ASS RLUO THIEBA PAT	040	400,00
524 AMPLIEMENT DE L'IMPACT ET RISQUES	ACOM France	020	1 000,00
531 GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE	ASSOCIATION DE PULVERSIEM	020	6,50
531 GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE	ASSOCIATION DE VILLERHEIM	020	5,00
531 GESTION FONCIERE ET IMMOBILIERE	ASSOCIATION DE DUSHEIM	020	49,00
540 GRANDES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	ASS CHARGEURS USAGERS TRANSPORTS A SAINT ADUNA	010	300,00
540 GRANDES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	CONSORTIUM INTERNATIONAL D'APT DES VOIES NAVIGABLES	010	1 000,00
540 GRANDES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	EAR FRANCE	010	900,00
540 GRANDES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	CENTRAL OBSERVATOIRE NATIONAL DES TRANSPORTS NAISACT	010	1 000,00
540 GRANDES INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	TRANS EUROPE TOV	010	2 000,00

TOTAL COTISATIONS VERSEES

69 988,10

C) Autres éléments d'information

V - ANNEXES							74
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION							61
ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS Au 31/12/2000 - Nulouis & 6360 Agglomération (compte général de sol)							
GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (3)		
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
Conseiller de cabinet	A	5		5	1	4	5
EMPLOIS FONCTIONNELS							
Directeur Général	A	1		1	1		1
Directeur Général Adjoint	A	5		5		2	2
FILIERE ADMINISTRATIVE							
<u>Centre d'emplois des agents administratifs titulaires</u> Adjoint technique général Administrateur hors classe Administrateur	G	4		4	1	2	3
<u>Centre d'emplois des attachés techniques</u> Directeur (grade en sus d'effectif) Attaché hors classe Attaché principal Attaché	A	111		111	75	47	122
<u>Centre d'emplois des rédacteurs titulaires</u> Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	27		27	29	22	41
<u>Centre d'emplois des agents non titulaires permanents</u> Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	130	9	148	120	11	137
TOTAL		153	9	167	203	86	331
FILIERE TECHNIQUE							
<u>Centre d'emplois des ingénieurs de droit titulaires</u> Ingénieur général Ingénieur hors classe Ingénieur principal	A	14		14	7		7
<u>Centre d'emplois des ingénieurs techniques</u> Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	78		78	33	17	46
<u>Centre d'emplois des techniciens titulaires</u> Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	105		105	72	27	105
<u>Centre d'emplois des agents de maîtrise titulaires</u> Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	71		71	61	5	66
<u>Centre d'emplois des agents techniques non titulaires</u> Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	550	64	614	560	62	622
TOTAL		784	64	848	740	107	847
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE							
<u>Centre d'emplois des vétérinaires titulaires</u> Vétérinaire de classe exceptionnelle Vétérinaire hors classe Vétérinaire de classe normale	A	2		2	1	1	2
TOTAL		2	0	2	1	1	2

IV - ANNEXES							14
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS							01
ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS AU 31/12/2020 - Mulhouse Alsace Agglomération (compte administratif)							

GRADÉS DES EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS NOUVEAUX SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (4)			
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE							
<u>Centre d'emplois des médecins infirmières</u> Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe Médecin 3ème classe	A	2		2		2	2
<u>Centre d'emplois des infirmières auxiliaires</u> Infirmière 1ère classe Infirmière de classe supérieure Infirmière de classe normale	A	3		3	2		2
<u>Autres emplois des professions paramédicales</u> Puéricultrice 1ère classe Puéricultrice de classe supérieure Puéricultrice de classe normale	A	1		1	2		2
<u>Centre d'emplois des auxiliaires de puériculture</u> Auxiliaire de puériculture ppal 1CI Auxiliaire de puériculture ppal 2CI	C	10	1	11	12	4	16
<u>Centre d'emplois des aides-soignantes de soins</u> Aide-soignant de soins ppal 1CI Aide-soignant de soins ppal 2CI	C				1		1
TOTAL		23	1	24	17	5	22
FILIERE SOCIALE							
<u>Centre d'emplois des conseillers techniques socio-éd. cat.6</u> Conseiller technique socio-éducatif 1ère classe Conseiller technique socio-éducatif supérieur Conseiller technique socio-éducatif	A						1
<u>Centre d'emplois des assistants sociaux permanents</u> Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1ère classe Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	4		4	2	4	4
<u>Centre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants</u> Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1ère classe Educateur de jeunes enfants de 2ème classe	B	16		16	16	5	21
<u>Centre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles</u> Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ère classe Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe	C				2		2
<u>Centre d'emplois des agents sociaux territoriaux</u> Agent social principal de 1ère classe Agent social principal de 2ème classe Agent social	C				2		2
TOTAL		20	0	20	20	7	27
FILIERE CULTURELLE							
<u>Centre d'emplois des conservateurs de tableaux, FB</u> Conservateur FB en chef Conservateur FB	A	1		1	2		2
<u>Centre d'emplois des agents de conservation du patrimoine</u> Agent de conservation du patrimoine	A	2		2	2		2
<u>Centre d'emplois des assistants de conservation FB</u> Assistant de conservation FB principal de 1ère classe Assistant de conservation FB principal de 2ème classe Assistant de conservation PU	B	4		4	3	1	4
<u>Centre d'emplois des assistants de conservation artistique</u> Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe Assistant d'enseignement artistique	B	1		1	1	2	3
TOTAL		10	0	10	8	3	11

IV - ANNEXES							IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION							01
ETAT DES EMPLOIS PERSONNELS AU 31/12/2022 - Ville de Alsace Agglomération (exercice budgétaire 2022)							
GRANDES RUBRIQUES (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (2)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES (3)		
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois intermittents temps non complet	TOTAL	Agents titulaires	Agents non titulaires	TOTAL
FIUERE SPORTIVE							
<u>Centre d'emploi et de formation pour adultes des activités physiques et sportives</u> Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	-	-	1	2	-	2
<u>Centre de loisirs des enfants et adolescents handicapés et sportifs</u> Instituteur des APS principal de 1ère classe Eduviseur des APS principal de 2ème classe Eduviseur des APS	B	42	1	43	12	15	47
<u>Centre d'emploi des opérateurs techniques des activités physiques et sportives</u> Opérateur des activités physiques et sportives principal Opérateur des activités physiques et sportives principal Opérateur des activités physiques et sportives	C	2	-	2	2	-	2
TOTAL		42	1	43	14	15	52
ETI (REP) ANIMATION							
<u>Centre d'emploi des animateurs sportifs</u> Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	25	25	50	15	9	24
<u>Centre d'emploi des éducateurs sportifs et de loisirs</u> Éducateur principal de 1ère classe Éducateur principal de 2ème classe Éducateur de loisir	C	20	219	239	217	76	293
TOTAL		45	244	289	232	85	317
TOTAL GENERAL		1302	332	1634	1304	212	1513

(1) Les grandes rubriques sont des postes conformément à la circulaire n° NOR:1107/0001000T du 23 mai 1986

(2) Catégories : A, B ou C.

IV - ANNEXES	V
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2020	G1

AGENTS NON TITULAIRES (emploi à poste fixe)	CATEGORIES		SECTEUR	REMUNERATION incluse (B)	REMUNERATION Euros	Fondement et nature du contrat (4)(5)
	(1)	(2)				
REDACTEURS TERRITORIAUX	D	ADM	343	2130	CCO ART 32 VACANT	
REDACTEURS TERRITORIAUX	D	ADM	382	2076	CCO ART 31 (1) ILMPOMA NE	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	415	2370	CCO ART 33 Z	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	362	2076	CCO ART 31 (1) ILMPOMA NE	
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	355	1804	CCO ART 33 Z	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	355	2004	CCO ART 32 VACANT	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	401	2204	CCO ART 32 VACANT	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	360	2035	CCO ART 32 VACANT	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	356	2004	CCO ART 32 VACANT	
REDACTEURS TERRITORIAUX	E	ADM	346	2004	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	E	TECH	500	2025	CCO ART 31 (1) ET 33 CERA	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	E	TECH	355	1985	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	E	TECH	381	2124	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	D	TECH	340	1825	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	345	1825	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	345	1825	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	D	TECH	352	2125	CCO ART 31 (1) ET 33 CERA	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	461	1920	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	435	2497	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	320	2125	CCO ART 33 Z ET ART 33-III	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	425	2497	CCO ART 33 Z ET 33 CERA	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	372	2132	CCO ART 33 Z ET 33 CERA	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	202	2396	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	412	2396	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	401	2245	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	291	2198	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	D	TECH	401	2204	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	382	2370	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	356	2504	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	D	TECH	392	2190	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	A	TECH	375	2304	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	462	2276	CCO ART 33 Z	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	D	TECH	362	2176	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	2220	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	459	2504	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	500	2170	CCO ART 32 VACANT	
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	2150	CCO ART 32 VACANT	

(1) CATEGORIES : A, B et C
(2) SECTEUR

- ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
- FN : Finance
- TECH : Technique et informatique (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
- URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)
- ENV : Environnement (dont espaces verts et aménagements verts)
- COM : Communication
 - S : Soins (dont A de Soins)
 - MS : Médico-social
 - MT : Médico-technique
 - SP : Sportif
- CJA : Culturel (dont enseignement)
- ANM : Animation
- RS : Restauration scolaire
- ENI : Entretien
- CAB : Collaborateurs de l'administration (10 de la loi du 26 janvier 1984)

(3) REMUNERATION : rattachée à un indice majoré de la fonction publique en fonction du grade

(4) CONTRAT : Voir le contrat de la loi du 26 janvier 1984 modifiée

3-1 : article 3, 1^{er} alinéa : complément d'un fonctionnaire détaché à temps partiel ou intérimaire (1^{er} alinéa, même loi) ; ou, pour faire leur temporairement à la cessation d'un emploi

3-2 : article 3, 2^{ème} alinéa : agent saisonnier ou occasionnel

3-3 : article 3, 4^{ème} alinéa : emplois permanents à temps non complet (11h30) dans les communes de + 2 000 habitants

38 : article 38 (agents non titulaires catégorie C)

47 : article 47

110 : article 110

A : autres (préciser)

IV - ANNEXES

C) AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

C1.2 - ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/2020(1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
BUCHERT Marc	Trinationaler Bahn Kongress BK20 _ 01.04.2020

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT

**IV - ANNEXE
AUTRES ELEMENTS FINANCIERS
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A
PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**IV
C 2**

C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-3 et L. 2313-3-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de Ville. Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie (sur et/ou par voie électronique).

La nature de l'engagement (1)	Nom de l'organisme	Régime social de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (2)				
Concession exploitation des équipements publics (voirage, voirie, éclairage public, etc.)	SAVIA	SAVIA	SAS	140 320,00
Concession pour gestion du parking de 18	Officiel pour Paris Mulhouse	Office de Tourisme Mulhouse	association	0,00
Concession pour gestion du Centre de Créations Modernes pour les 100 Ans de la ville de Thionville	SOGETIUM	SOGETIUM	SARL	revenu
Exploitation de la Maison de la Patrimoine à Rixheim	Association à but non lucratif	Association à but non lucratif	association	419 136,00
Groupement des Propriétaires de Mulhouse	Mulhouse pour SAEM	Mulhouse pour SAEM	SPRL (Société par Actions Simplifiée)	0,00
Exploitation du musée de la Manufacture de Glaces Mulhouse	Association du Centre socio-culturel L'Association-Suisse	Association du Centre socio-culturel L'Association-Suisse	association	434 038,00
Exploitation du musée de la Manufacture de Glaces Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papier	Association du Centre socio-culturel Papier	association	359 526,00
Exploitation Musée de la Manufacture de Glaces Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Magasin	Association du Centre socio-culturel Magasin	ASSOCIATION	477 458,00
Exploitation multi-accueil collectif familial du site de la Bourse à Mulhouse	People & Baby	People & Baby	SARL	103 347,00
Accueil Petite Enfance et Petite Enfance de la Bourse	Associations de la MJC de Belfort	Associations de la MJC de Belfort	association	432 683,00
Exploitation du parking de la gare de 100 18 Mulhouse	OFFISA	OFFISA	SRL	0,00
Exploitation multi-accueil et activités extrascolaires des sites Entremont & Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passante	Association du Centre socio-culturel La Passante	association	74 092,00
Exploitation du parc de la ville de Belfort	Association du Centre socio-culturel Les Océans d'Alsace	Association du Centre socio-culturel Les Océans d'Alsace	association	97 057,00
OSP multifonctionnel et polyvalent de Rixheim à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passante	Association du Centre socio-culturel La Passante	association	400 383,00
OSP école de la Gaudin	Association Les Copains d'Alsace	Association Les Copains d'Alsace	association	1 20 091,00
OSP périscolaire 28 ans	Fédération Foyers Cote Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	association	143 051,12
OSP périscolaire L'Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	association	105 208,85
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	Fédération Foyers Cote Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	association	549 025,87
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	Fédération Foyers Cote Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	association	120 132,37
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	Association TTe aux copains	Association TTe aux copains	association	202 117,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	Association TTe aux copains	Association TTe aux copains	association	130 022,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	MJC Rixheim	MJC Rixheim	association	165 077,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	MJC Rixheim	MJC Rixheim	association	160 842,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	Fédération Foyers Cote Alsace	Fédération Foyers Cote Alsace	association	165 033,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	OSC Rixheim	OSC Rixheim	association	284 058,00
OSP périscolaire de Rixheim à Rixheim	SP EA	SP EA	SRL	1 200 100,00
Délégation d'une part du capital social (compte 261)				
Délégation de parts				
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	2 372 342,00 515 012,58
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,17
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,12
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,17
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,12
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,12
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,12
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,10
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	0,10
Délégation d'une part du capital social (compte 261)				
Délégation de parts				
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	49 000,00
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	50 890,20
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	261 066,74
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	511 000,00
Délégation de parts				
Délégation de 25000000€ de la SAEM 100/100	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM De Paris des Evénements CIVIVA	SAEM SPL	4 493 804,00

AUTRES ELEMENTS FINANCIERS
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A
PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-4 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'hôtel de ville. Toute personne a le droit de demander communication au plus tard de prendre connaissance de ces documents.

Commune de Mulhouse (département du Haut-Rhin) (code INSEE 68100)			
	FONCTION HABITAT ET LOYERISME	Collectivité	1 072 251,00
	APAD	Association	3 135 232,72
	ALCO	Association	2 796 455,19
	CITIV ASP	SPL	13 097 179,58
	DOMAL ESP	SAD-MIN	12 882 579,72
	HABITATS DE HAUTE ALPES D'HT DE SP	CFH	19 940 750,66
	SP GRAND EST	SAD-MIN	19 679 459,68
	MVA HABITAT	CFH	23 184 983,00
	NEOLIA	SAD-MIN	9 584 089,14
	SAS KNO	SAD	1 200 823,10
	SP FAMSO	SC	19 437,10
	SOVCC	SAD-MIN	2 123 67,00
	Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 30% du produit fiscal net de la commune		
Mairie de Mulhouse	MULHOUSE ASSOCIATION DEVELOPPEMENT RIVER ET ANNEE TRANSPORTS	association de collectivité	12 061 042,00
	CSG LA MARELLE	association	1 920 135,00
	MUSÉE PUBLIC LOCAL ENFANCE ANIMATEUR SILEA	groupement de collectivités	1 738 100,00
	CITIV ASP SEPA	personne morale de droit privé	1 138 277,00
	ASSOCIATION MUSEE AUTOMOTIF	association	1 037 600,00
	CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEA	personnelt	1 235 429,00
	AMICALE DU PEROTABLE CITE D MULHOUSE LE MSA	personnelt	1 272 450,00
	COMMUNE DE BRUNSTATT D'ORIENT	commune	546 520,00
	MAISON DE LA PETITE ENFANCE COLLEGE JE VIE	personnelt	870 447,00
	LEO GERARD FEVERS QUARTIER RIN	personnelt	815 400,00
	OFFICE TOURISME MULHOUSE	association	745 000,00
	ASSOC ASSOCIATION FAMILIARITE NATALE DES CUBAINS	personnelt	722 850,00
	ANIMA ASSOCIATION URBANISME REG DE MULHOUSE NNE	association	713 000,00
	MULTI ACCUEIL ENFANTIN COURSE P PICHONS LONÉ	association	505 131,00
	SEMPHORE MULHOUSE SUD ALPINE	association	578 088,00
	CENTRE SOC CULTUREL AIR	association	572 058,00
	ACCUEIL ENFANTS PROJET MULTI ACCUEIL BRUSTLE	association	568 509,00
	LES LES COURAINS D'ARTS ET DE LA MUSIQUE	association	595 405,00
	COMMUNE DE RAPPIN	commune	630 277,00
	ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE NELLE SHON	association	523 900,00
	CENTRE SOC CULTUREL JEAN MAGNEN	association	477 550,00
	MULTI ACCUEIL LA FIDANCOULE	association	427 129,00
	LEO JAN THE ETY ACCUEIL ENFANTS MULHOUSE	association	425 254,00
	M.C. BOULANGER	association	423 254,00
	LEO AUX COPAINS	association	422 129,00
	ASSO HALTE GARDER LA SOUSVENTE	association	410 130,00
	ASSOCIATION C.A.F.F. KOF	association	319 211,00
	ATELIER DE LA VIE	association	378 542,00
	CSG PAFIN	association	300 000,00
	ECOLE D'ENFANTS LES PETITS SOUSIS	association	287 000,00
	MAD MAISON POUR TOUS BRUSTATT LA BUSINE	association	347 207,00
	UNIVERSITE DE HAUTE ALPINE	établissement public	346 230,00
	CENTRE SOC FORTE WRDR	association	342 404,00
	CITE DU TRAVAIL PATRIMOINE SACR	association	340 020,00
	REGOR ENTREPRISE D'INTEGRATION	association	325 058,00
	ASSOCIATION GARDER FORTE HAUTE	association	314 271,00
	MAIRE DE BRUSTATT	commune	325 452,00
	MUSEES MULHOUSE SUD ALPINE	association	279 418,00
	MAIRE DE KINGSPIED	commune	278 240,00
	MEP MAISON DE L'EMPLOI ET LA FORMATION	association	249 417,00
	TECHNOLOGIE REGION MULHOUSE	association	227 000,00
MULHOUSE PRO CIVIL	personne morale de droit privé	220 000,00	
MUSEE DE L'ART ET DU SUR ENFANTS	association	218 870,00	
CLUB DES OLYMPIEN NATALE	association	194 940,00	
SYNDICAT COPROF RENDEMENT LA FORTY WITTENHOM	association morale de droit privé	196 922,94	
PEUPLE ANDRART	personne morale de droit privé	175 247,00	
MAISON CENTRE D'ACTIVITE BRUSTATT QUEST	personne morale de droit privé	171 323,00	
MAIRE DE BRANLONDEN	commune	160 000,00	
APARAD ASSOC POUR LES MARCHES A COGNOLE	association	174 270,00	
MUSEE DU BARRER PRIN	association	168 522,00	
CENTRE HOSPITALIER DE MULHOUSE	établissement public de santé	146 520,00	
DOMAL HABITAT FAMILIAL MULHOUSE	personne morale de droit privé	145 210,00	
SPAD MIXTE AGRICULTURE MULHOUSE HAESEHAY SIVA	groupement de collectivités	140 000,00	
ECOLE DE LA DECADE BRUSTATT	association	139 600,00	
TUBA MULTIMEDIA SUD ALPINE	association	139 000,00	
ASSOCIATION ENFANCE BRUSTATT LES PETITS PLOUS	association	134 900,00	
APARAD ASSOCIATION DES PENINSULAIRE BRUNSTATT	association	114 410,00	
INMORTELLE DE BRUSTATT	personne morale de droit privé	112 429,00	
SOCIETE INDUSTRIELLE DE MULHOUSE	association	112 532,00	
VILLE DE MULHOUSE	commune	103 920,00	
ASSOCIATION FAMILIAL DU JULE	association	80 000,00	
LE MOULIN DE HETTERBACH	association	70 000,00	
ASSOCIATION INFORMATIQUE MULHOUSE	association	26 000,00	
LES OCCUPATIONNAIRES MULHOUSE LE TREFLE	association	80 500,00	
MAD WITTENHOM	association	61 500,00	
ATVO GRAND EST	mandataire	79 569,00	
Prêts et avances consentis (CPIS 374, 374041, 374043, 374044)			
	association publique		44 690,00
	association publique		4 003 000,00

IV - ANNEXES BUDGET GENERAL

C) AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS

C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT AUXQUELS ADHERE L'EPCI

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Mulhousienne (SIMOM)		contribution des EPCI et des communes membres	
Syndicat mixte de l'Aérodrome (SYMA)		contribution des EPCI et des communes membres	
Syndicat mixte de Bioscope (SYMBIO)		contribution des EPCI et des communes membres	
Pôle Métropolitain		contribution des EPCI	
Espace GEMAPI		contribution des EPCI	
Autres organismes de regroupement			

(1) Proportion de financement en fonction TPZ, TPU, TPO + fiscalité additionnelle ou autres fiscalité à part

IV - ANNEXES BUDGET GENERAL

C) AUTRES ELEMENTS FINANCIERS

C3.4 - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Régie simple	Propreté et déneigement	01/01/2017	09/01/2017	SPA
Régie simple	Gestion des zones d'activités	01/01/2017	09/01/2017	SPA
Régie simple	Parc Zoologique et Botanique	01/01/2017	09/01/2017	SPA
Régie simple	Gestion foncière et immobilière	01/01/2017	09/01/2017	SPA
Régie simple	Equipements sportifs	01/01/2017	09/01/2017	SPA

IV - ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
C.A.G. - PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

N
 C15

1 - BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	94 709 354,63	42 223 410,77	52 485 943,86	31 573 837,30
RECETTES	94 709 354,63	40 140 345,85	54 569 008,78	27 495 646,07
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	205 526 741,30	213 146 782,86		52 331 948,20
RECETTES	205 526 741,30	278 230 152,80		7 236 530,40

(1) Y compris les attachements

2 - BUDGETS ANNEXES (1) (3) : BA M2A CHAUFFAGE URBAIN N° SIRET : 2000600300024

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 276 075,51	1 638 232,22	4 637 843,29	4 424 955,75
RECETTES	6 276 075,51	3 283 341,37	3 000 000,00	2 156 306,14
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 234 125,84	2 161 834,05	10 072 291,79	4 073 301,75
RECETTES	12 234 125,84	11 266 752,23	1 000 000,00	737 243,81

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et autres des écoles, collèges, lycées, etc. qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les attachements

2 - BUDGETS ANNEXES (1) (3) : BA M2A TRANSPORTS EN COMMUN N° SIRET : 2020600800032

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	37 730 512,21	23 187 315,51	14 543 196,70	5 258 777,14
RECETTES	37 730 512,21	25 715 456,79	12 015 055,42	6 577 066,42
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	68 857 126,20	68 101 248,20		1 856 456,39
RECETTES	68 857 126,20	71 491 568,20		1 523 282,17

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et autres des écoles, collèges, lycées, etc. qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les attachements

2 - BUDGETS ANNEXES (1) (3) : BA ZAE DANTZENHE M N° SIRET : 2000605050042

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 118 890,50	1 039 400,00	1 079 490,50	1 079 490,50
RECETTES	2 118 890,50	132 235,81	1 986 654,69	
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 137 115,20	73 479,01	1 063 636,19	
RECETTES	1 137 115,20	23 428,66	1 113 686,54	

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et autres des écoles, collèges, lycées, etc. qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les attachements

2 - BUDGETS ANNEXES (1) (3) : EAU N° SIRET :

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES				
RECETTES				

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et autres des écoles, collèges, lycées, etc. qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les attachements

3 - PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	40 998 507,25	70 036 365,73	29 455 513,26	41 046 631,24
RECETTES	40 998 507,25	77 123 978,92	36 125 471,67	31 158 036,36
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	252 587 838,40	309 833 362,27	42 754 476,13	58 214 348,13
RECETTES	252 587 838,40	361 331 361,89	108 743 523,49	7 545 736,52
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	509 766 256,65	579 729 708,97	28 954 518,20	101 030 077,42
TOTAL GENERAL DES RECETTES	509 766 256,65	438 454 340,40	26 526 763,37	45 169 401,88

(1) Y compris les attachements

IV- ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 - IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1- FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf, liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM dont RAR N-1)	Réalizations - mandats et titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	5 602 491,99	1 852 599,77	57 197,56	3 692 694,66
Recettes	414 175,00	37 040,00	306 623,00	70 520,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	5 496 495,00	5 322 461,76		174 033,24
Recettes	15 694 861,30	17 372 620,25		1 677 758,95

**D) Décisions en matière
des taux
de contributions directes**

IV - ANNEXES CA 2020

D1 - TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Lithés	Bases notariales	Variation des bases/(N-1)	Taux appliqués par décision du Conseil d'agglomération	Variation de l'année-1	Produit voté par le Conseil d'agglomération	Variation du produit /N-1 (%)
Taxe d'habitation	325 643 000 €	1,09%	10,06%	0,00%	32 759 686 €	1,14%
Taxe foncière sur le produit bâti	355 942 000 €	1,48%	1,58%	0,00%	5 623 884 €	1,70%
Taxe foncière sur le produit non-bâti	2 018 000 €	-0,05%	4,78%	0,00%	96 460 €	0,72%
CFE	140 484 000 €	-0,57%	26,36%	0,00%	37 032 696 €	-0,72%
TOTAL					75 512 726 €	0,27%

V ANNEXES BUDGET

CHAUFFAGE URBAIN

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 165)

Emprunts et autres à valoir au bilan

Désignation	Débitants particuliers ou client de l'exercice	Date de signature	Date d'émission ou date de modification	Date du premier remboursement	Montant	Type de titre d'emprunt	Taux	Taux effectif		Parties des remboursements en cours	Modalités de remboursement (type de titre)	Catégorie d'emprunt
								Prévu au budget	Actuel			
162 Emprunts obligataires (100%)					18 062 500,00							
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)												
1641 Emprunts auprès des banques		24/06/2012	24/06/2012	24/06/2014	7 227 070,76	E	Taux fixe à 2,74 %	3,74	3,25	FUP	C	0
1642 Emprunts auprès des banques		01/02/2014	01/02/2014	01/02/2015	2 075 075,00	V	Taux fixe à 1,1 %	3,8	1,40	FUP	C	0
1643 Emprunts auprès des banques		20/11/2016	20/11/2016	20/11/2018	1 075 000,00	E	Taux fixe à 2,05 %	0,01	0,21	FUP	L	0
1644 Emprunts auprès des banques		21/06/2017	26/06/2017	26/06/2019	5 220 000,00	F	Taux fixe à 0,42 %	0,82	0,45	FUP	C	0
1645 Emprunts auprès des banques		01/01/2019	01/01/2019	01/01/2020	2 500 000,00	E	Taux fixe à 0,02 %	0,05	0,07	FUP	L	0
1646 Emprunts auprès des banques		05/01/2019	20/01/2019	01/01/2020	3 385 250,00	E	Taux fixe à 0,01 %	0,01	0,02	FUP	C	0
1647 Emprunts auprès des banques		05/02/2019	01/01/2020	01/01/2020	500 000,00	E	Taux fixe à 0,02 %	0,03	0,09	FUP	C	0
165 Emprunts et avances assortis de garanties					0,00							
1651 Emprunts et avances assortis de garanties												
1652 Emprunts et avances assortis de garanties												
166 Dépôts et cautionnements reçus (Total)												
1661 Emprunts et avances assortis de garanties		26/11/2019	05/01/2019	31/03/2020	0,00	V	Taux fixe à 0,51 %	0,73	0,73	FUP	X	0
167 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1671 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1672 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1673 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1674 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1675 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1676 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1677 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1678 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
1679 Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167A Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167B Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167C Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167D Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167E Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167F Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167G Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167H Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167I Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167J Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167K Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167L Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167M Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167N Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167O Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167P Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167Q Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167R Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167S Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167T Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167U Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167V Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167W Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167X Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167Y Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
167Z Avance de trésorerie de l'exercice en cours												
Total général					18 062 500,00							

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

IV

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 15-449 et 166) (suite)

Empunts et autres au 31/12/2020

nature	Couverture ON	Montant courant	Catégorie d'empunt après conversion actualisée	Géométrie relative au 31/12/2020	Durée maximale (en années)	Taux d'intérêt		Annuité de l'annuité			Date du rachat
						Type de taux	taux	taux de taux	Charges d'intérêt	Intérêt principal (hors décaissements)	
163 Empunt obligataire (163A)				10 000 000,00					1 115 840,23	231 454,16	280 179
164 Empunt après décaissement au cours (164A)				10 000 000,00					1 115 840,23	231 454,16	280 179
165 Empunt à court terme	N		A-1	3 220 340,00	1,25	Taux fixe à 7,74 %	F	0,00	230 176,00	12 510,95	20 525,97
166 C.J.	N		A-1	1 220 300,00	0,00	Emprunt à 0 %	F	0,00	12 167,61	0,00	12 167,61
168	N		A-1	0 000 000,00	10	Taux fixe à 0,51 %	F	0,00	56 662,65	5 732,82	1 21 56
169 C.J.	N		A-1	3 516 566,67	11,75	Taux fixe à 3,36 %	F	0,00	231 212,38	55 175,62	147 06
170 C.J.	N		A-1	4 238 830,24	10,50	Taux fixe à 0,56 %	F	0,00	131 213,38	12 962,68	1 500 27
171 C.J.	N		A-1	2 211 601,72	10	Taux fixe à 0,61 %	F	0,00	100 848,21	18 488,16	5 160 10
172 C.J. 2019 0500	N		A-1	40 000 000,00	10 00	Taux fixe à 0,00 %	F	0,00	3 252,23	0 000,00	567 27
1844 L'opération est sans effet, du fait que le taux du passif est nul				0,00				0,00	0,00	0,00	
185 C.J. 2019 0500	N		A-1	0,00	0	Opération sans effet	F	0,00	0,00	0,00	
186 Décaissements (186A)											
187 Annuités courantes (187A)											
188 Empunt sur compte courant (188A)											
189 Décaissements (189A)											
190 Décaissements (190A)											
191 Décaissements (191A)											
192 Décaissements (192A)											
193 Décaissements (193A)											
194 Décaissements (194A)											
195 Décaissements (195A)											
196 Décaissements (196A)											
197 Décaissements (197A)											
198 Décaissements (198A)											
199 Décaissements (199A)											
Totaux généraux		0,00		14 829 043,13				1 416 043,23	234 464,06	0,00	280 179

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure	Indices sous-jacents					
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sans unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits 7 % de l'encours 100,00% Montant en euros 14 879 905 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros					
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros					
(F) Autres types de structurés	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros					

IV - ANNEXES

**A) ELEMENTS DU BILAN
A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES**

PROCEDURE	COMPTE	CHOIX DU CONSEIL D'AGGLOMERATION	DATE DE DELIBERATION
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE		Catégories de biens amovibles	Ultime
	2051	Logiciel	5 ans
	2031	Frais d'études	5 ans
	2033	Frais d'insertion	5 ans
	2131,2135/2138	Bâtiment : chaufferie, installations générales autres constructions	50 ans
	2135/2138	Amenagement et agencement de bâtiment	5 ans
	2151	Installations complexes spécialisés	50 ans
	2153	Installations à caractère spécifique	50 ans
		Matériel industrie:	
	2154	- Turbine, équipements techniques (vanne, équipements électriques compris)	20 ans
	2154	- Chaudière échangeur	50 ans
	2182	Véhicule	8 ans
	2183/2154	Mobilier, matériel de bureau et informatique	5 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	5 ans	
AMORTISSEMENT FACULTATIF		Non	

IV - ANNEXES
B1.8 - LISTE DES COTISATIONS VERSEES

Compte 6221

Service gestionnaire	Nom des bénéficiaires	Montant de la cotisation
CENTRALE ILLBERG	AMORCE	2 657,00
CENTRALE ILLBERG	SYNDICAT MIXTE RECYCLAGE AGRICOLE	2 270,00
TOTAL COTISATIONS VERSEES		4 927,00

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR MUNICIPALITE D'ACQUISITION	DESIGNATION DE BIEN	DUREE	VALEUR ACQUISITION	EMPH. AMORTISSEMENT
AL7000000001001	CENTRAL E RIXHEIM GEOTHERMIE	5	294 216,00	0,00
Total par Nature : 2001			294 216,00	0,00
AL7000000002001	TVX19 - CENTRALE D'UTERG	30	22 215,30	0,00
AL7000000002147	EX20 - CENTRAL F II UTERG	30	20 215,47	0,00
Total par Nature : 2131			42 430,77	0,00
AL7000000002461	TVX17 LEARNING CENTER	30	20 544,58	0,00
AL7000000002993	TVX18 - RACCORDEMENT LEARNING CENTER	30	1 286,70	0,00
AL7000000002994	TVX19 - RACCORDEMENT TROIS AUX RESEAU DE REFRIG	30	594 215,78	0,00
AL7000000002995	TVX18 - RACCORDEMENT LEARNING CENTER	30	120,70	0,00
AL7000000003147	EX20 - RESEAU ILLICORF	30	4 279,20	0,00
Total par Nature : 2153			120 369,26	0,00
AL7000000003147	VERRENS FB	20	1 582,50	0,00
AL7000000003147	ARMOIRE CHAUDIERE	20	5 743,58	0,00
AL7000000003147	VANNES	20	2 295,50	0,00
AL7000000003147	MARCHE PIEDS	20	1 185,20	0,00
AUT0000000003005	EX20 - EQUIPEMENT EAU CHAUDIERE BOIS	30	28 158,20	0,00
AUT0000000003006	SOUPAPE RESEAU AIR COMPRIMÉ II	20	420,20	0,00
AUT0000000003147	EX20 - PLATEFORME DE TRAVAIL ACCÈS CRAPPIN-FB	30	2 212,20	0,00
Total par Nature : 2154			33 987,18	0,00
AUT0000000003382	PAUTHUIS BUREAU	5	1 628,20	0,00
AUT0000000003383	CAISSONS	5	496,20	0,00
Total par Nature : 2184			1 724,20	0,00
AL7000000003007	TVX20 - SEMPLIUSE CHEMINÉE CENTRALE 30M	30	5 590,20	0,00
AL70000000032148	GLINDEN - RACCORDE RESEAU CHALEUR ELTROGAS HAMBOURG KM	0	24 250,20	0,00
Total par Nature : 2313			30 100,20	0,00
AUT0000000003147	TVX20 - RACCORDEMENT TROIS AUX RESEAU DE REFRIG	30	93 912,24	0,00
Total par Nature : 2314			93 912,24	0,00
Total par modalite d'acquisition : ACQUISITION A TITRE FINANCIEL			1 277 923,21	0,00
Total par Duree : CHAUFFAGE URBAIN			1 277 923,21	0,00

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES

A10.2

NUMERO REMPLI PAR MISE A L'ETAT DE SORTIE	DESIGNATION RUBRIQUE	DUREE DE L'AMORT	VALEUR D'ACQUISITION	CUMUL DES AMORT.	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRISE EN CHARGE	% VALEUR
AJ00000000000022	ANNONCES 2022 - 101.026. DEPLACEMENT DE FORAGE GEOTHERMIQUE	2	25.00	6.14	0.00	0.00	0.00
AJ00000000000023	ANNONCES 2022 - 101.026. DEPLACEMENT CENTRALE THERMIQUE A ROBERTI - GEOTHERMIQUE	2	2161.94	3161.94	0.00	0.00	0.00
AJ00000000000024	ANNONCES 2022 - 101.026. CONSTRUCTION LINE CENTRALE ENERGETIQUE GEOTHERMIQUE	2	4.000.00	4.000.00	0.00	0.00	0.00
AJ00000000000025	ANNONCES 2024 - 101.026. TRAVAUX DE FORAGE GEOTHERMIQUE	2	101.35	101.35	0.00	0.00	0.00
Soit Total par Rubrique 2022			7218.28	7279.38	0.00	0.00	0.00
Total par modalite de sortie : Apurement			7218.28	7279.38	0.00	0.00	0.00
Total par Taux de Traitement Urbain			7218.28	7279.38	0.00	0.00	0.00

VI ANNEXES BUDGET TRANSPORTS URBAINS

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN

IV

A.2.2

A.2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16499 et 165)

Emprunts et dettes à long terme en compte

Année	Organisme prêteur ou créancier	Date de signature	Date d'émission ou date de souscription	Montant de la dette au 31/12	Type de la dette	Taux	Indice	Mois de l'année	Mois de remboursement	Mois de remboursement	Projet d'amortissement	Possibilité de remboursement anticipé	Catégorie de dette
164	EMPRUNT A COURT TERME			100 000 000,00									
2002 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/05/2002	01/05/2009	2 000 000,00	V	3,25	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2004 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/04/2004	01/05/2004	10 000 000,00	V	2,50	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2005 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/05/2005	01/05/2005	10 000 000,00	V	2,25	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2007 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/07/2007	30/04/2005	10 000 000,00	V	2,07	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2008 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2008	29/05/2005	20 000 000,00	V	2,00	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2009 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2009	29/07/2007	4 000 000,00	V	3,74	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2009 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2009	13/03/2008	15 000 000,00	V	2,74	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2010 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/11/2010	21/03/2007	10 000 000,00	V	4,04	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2011 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/04/2011	20/07/2007	7 000 000,00	V	4,37	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2012 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/04/2012	21/03/2010	10 000 000,00	C	3,62	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2013 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/12/2013	21/03/2010	1 000 000,00	V	3,82	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2014 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/05/2014	30/05/2010	1 000 000,00	C	3,37	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2015 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2015	30/05/2010	4 300 000,00	V	0,74	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2016 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/05/2016	21/03/2010	7 000 000,00	F	2,91	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2017 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/03/2017	20/12/2010	5 000 000,00	V	4,20	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2018 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/12/2018	15/05/2012	17 000 000,00	F	0,40	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2019 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	21/12/2019	15/05/2012	4 000 000,00	F	4,40	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2020 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2020	20/12/2012	5 000 000,00	V	3,85	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2021 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/05/2021	20/12/2013	10 000 000,00	F	3,60	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2022 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/02/2022	20/12/2014	1 000 000,00	V	7,75	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2023 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/04/2023	20/12/2015	1 000 000,00	F	3,20	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A
2024 TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/05/2024	20/12/2017	1 000 000,00	F	1,20	EUR	31/12	31/12	31/12	X	U	A

Emprestis de diners a l'enginyer de bombers

Descripció	Organisme cedidor o titular de l'actiu	Data de signatura	Data d'admissió o data de substitució	Data de venciment	Muntant	Tipus de tassa (múltiplicador)	Indicador	Tassa efectiva		Tipus de amortitzament	Percentatge de participació en els guanys	Codi de registre d'empreses
								Previsió de tassa	Tassa efectiva			
20327C Caixa d'Estalvis	CREDIT COOPERATIU D'ESTALVIS I CAIXES D'ESTALVIS DE BARCELONA	15/05/2016	15/05/2016	15/11/2016	4.000.000,00	F	Tassa fixa al 1,33%	1,33	1,36	EUP	W	A-1
20327D	CAIXA	01/07/2015	01/07/2015	01/07/2015	1.000.000,00	F	Tassa fixa al 0,66%	0,66	0,67	EUP	I	A-1
20327E	CAIXA	05/07/2016	05/07/2016	05/07/2016	2.000.000,00	F	Tassa fixa al 0,66%	0,66	0,67	EUP	T	A-1
20327F	CAIXA POSTAL	01/02/2010	01/02/2010	01/02/2010	0.500.000,00	F	Tassa fixa al 0,25%	0,25	0,26	EUP	A	A-1
20327G					0,00							
20327H	CAIXA	05/07/2016	05/07/2016	23/07/2016	0,00	F	Tassa efectiva: 0,74% (0,74% + 0,004%)	0,74	0,74	EUP	A	A-
20327I												
20327J												
20327K												
20327L												
20327M												
20327N												
20327O												
20327P												
20327Q												
20327R												
20327S												
20327T												
20327U												
20327V												
20327W												
20327X												
20327Y												
20327Z												
TOTAL					191.682.478,21							

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN

IV

A2.2

A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 165) (suite)

Emprunts et dettes au 31/12/2020

Nature	Liquetures TCN	Montant inscrit	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle	Capital inscrit au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Niveau de risque attribué à la dette de voies de budget	Annuité de l'exercice			ICNP de l'exercice
						Type de taux	Index		Charges d'intérêt	Capital	Intérêts perçus (ou carré déductif)	
165 Emprunts obligataires (Total)				30 616 694,72					9 262 203,26	1 274 203,85		216 203,27
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)				30 616 694,72					9 262 203,26	1 274 203,85		216 203,27
2022 TC	N		A-1	4 246 232,95	7,9		Variable à 0,25 Lombard A + 0,25	2,00	502 417,55	47 587,55		16 105,30
2023 TC	N		A-1	7 554 811,21	5,33		variable à 0,25 Lombard A + 0,25	2,50	705 415,45	33 502,21		31 675,67
2026 TC	N		A-1	1 344 011,91	9,75		variable à 0,25 Lombard A + 0,25	3,50	296 625,22	34 200,61		9 011,76
2029 TC	N		A-1	0,00	0		variable à 0,25 Lombard A + 0,25	3,50	920 183,40	50,00		
2030 TC	N		A-1	8 020 020,00	0,95		variable à 0,13 Lombard A + 0,13	3,00	970 003,20	97,50		0,00
2021 TC	N		A-1	510 054,86	0,75		variable à 0,13 Lombard A + 0,13	0,00	452 802,31	3,20		0,00
2029 TC	N		A-1	6 040 000,00	0,75		variable à 0,13 Lombard A + 0,13	0,00	620 000,00	3,20		0,00
2011 TC	N		A-1	200 000,00	0		114 (Fondé) - 0,05; Fact. 0,05 S.T TAN 0,000000	0,00	120 000,00	0,00		0,00
2012 TC	N		A-1	3 200 000,00	1,15		Taux fixe à 0,05 %	0,02	400 000,00	170 450,00		16 212,00
2011 TC	N		B-1	5 000 000,00	10		Taux fixe 1,75% à 3 ans 5% au Carbet 2001 variable	2,80	400 000,00	233 070,00		34 402,50
2013 TC	N		A-1	3 020 000,00	11		Taux fixe à 0,05 %	3,50	200 000,00	161 200,00		0,00
1016 TC	N		B-1	3 150 000,00	9		Taux fixe à 3,20% à 10 ans 5% au Carbet 2001 variable	2,40	592 000,00	423 270,00		0,00
2010 TC	N		A-1	2 370 172,50	14		Taux fixe à 3,44 %	3,40	151 134,52	30 200,00		20 000,00
2014 TC	N		A-1	2 250 000,00	6		Taux fixe à 2,91 %	3,50	386 603,70	100 212,20		0,00
2012 TC	N		A-1	600 000,00	5,99		Taux fixe 12M à 100-40-172 au Carbet 2001 variable	0,00	170 000,00	0,00		0,00
2014 TC	N		A-1	2 700 000,00	10		Taux fixe à 3,14 %	3,30	850 000,00	327 000,00		0,00
2024 TC	N		A-1	1 620 000,00	6		Taux fixe à 4,46 %	4,40	239 707,21	20 901,50		0,00
2021 TC	N		A-1	2 200 000,00	6		variable à 2,35 Lombard A + 0,35	0,00	338 103,30	20 220,17		0,00
2023 TC	N		A-1	2 900 000,00	10,7		Taux fixe à 3,46 %	3,40	423 025,62	96 951,00		2 400,00

Empirants et dettes au 31/12/2020

Maturité	Couverture % CN	Montant courant	Catégorie d'empirants selon leur nature	Capital restant dû au 31/12/2020	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Niveau de risque d'intérêt à la date de voix du budget	Montant des emprunts		Date de l'emprunt	
						Type de taux	Incise		Capital	Comptes d'intérêt		
2023 TC	N		A.1	1 211 000,00	14,08	V	Taux fixe à 1,20%	1,50	34 123,01	53 054,60	17/2/2018	
2024 TC	R		A.1	2 410 000,00	2	F	Taux fixe à 1,20%	1,25	2 70 050,00	32 672,00	0/01	
2025	N		A.1	2 599 000,00	11,69	F	Taux fixe à 1,20%	1,20	2 511 000,00	54 721,49	8/2/2015	
2025 TC Contrainte	R		A.1	3 422 222,23	15,78	I	Taux fixe à 1,20%	1,25	2 66 886,04	54 461,44	1/2/01	
2027 TC	N		A.1	2 302 220,00	15,67	F	Taux fixe à 0,05%	0,67	532 353,32	51 443,24	4/2/2012	
2028 TC Cascaïolar	N		A.1	1 965 666,03	14,08	F	Taux fixe à 0,05%	0,59	31 350,23	3 513,28	2/22/23	
2029 TC	N		A.1	3 500 500,00	15,03	F	Taux fixe à 0,25%	0,20			0/00	
1624 Emprunts et dettes (total)												
1624 Emprunts assortis d'une option de swap sur ligne de référence (total)				3,00					0,20	0,00		
2028 TC Trilog-Lorze	R		A.1	0,00	0	V	décausés à 0,75% fixe 0 sur ECOMAR (total)	0,00	0,00	0,00		
Tous débits et remboursements reçus (Total)												
1627 Emprunts et dettes assortis de qualifications particulières (Total)												
1671 Avoies constatées au 1/2020 (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)												
1673 Codes de P.M.E. P. 1/2020 (total)												
1674 Dettes envers l'Etat et emprunts d'Etat												
1675 Autres emprunts et dettes (total)												
Tous emprunts et dettes assimilés (Total)												
1681 Autres emprunts (total)												
1682 Bets à moyen terme (total)												
1683 Autres (total)												
Total général		0,00		90 610 694,72					9 562 793,78	1 724 373,65	0,00	2 15 304,37

IV - ANNEXES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN

A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

	(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure	Indices sous-jacents					
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sans unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits					
	% de l'encours	09,04%				
	Montant en euros	81 700 000 €				
(B) Barrière simple. Pas d'achat de swap	Nombre de produits					
	% de l'encours	10,16%				
	Montant en euros	9 850 000 €				
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 nappé	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					
	% de l'encours					
	Montant en euros					

IV - ANNEXES

**A) ELEMENTS DU BILAN
A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES**

PROCEDURE	COMPTE	CHOIX DU CONSEIL D'AGGLOMERATION	DATE DE DELIBERATION
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE		Catégories de biens amovibles	Usure
	2051	Logiciel	5 ans
	2031	Frais d'études	5 ans
	2032	Frais d'études en non suivi de réalisation	5 ans
	2121/2125/2128	Aménagements de locaux, us. ter. bâtis, autres terrains	25 ans
		Construction :	
	2131	- bâtiment public	25 ans
	2135	- installations générales, agencements, aménagements des constructions	5 ans
	2135	- Autres constructions	25 ans
		Construction au profit d'autrui	
	2141	- bâtiments	25 ans
	2145	- installations générales, agencements, aménagements des constructions	10 ans
	2145	- Autres constructions	25 ans
	2153	Installation à caractère spécifique	25 ans
	2154	Matériel industriel	10 ans
	2165	Outillage industriel	10 ans
	2155	Infrastructure Tramway	25 ans
		Matériel de transport :	
	2152/2158	- services de rénovation des bus	5 ans
	2152/2158	- véhicules pour personnes à mobilité réduite	8 ans
	2152/2158	- autobus d'occasion	8 ans
2152/2158	- équipements des autobus (matériel embarqué) et des véhicules des bus	10 ans	
2152/2158	- tram de Tramway	25 ans	
2152/2158	- autobus neuf	15 ans	
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10 ans	
2158	Matériel informatique et bureautique	5 ans	
2158	Mobilier	5 ans	
	Autres immobilisations corporelles		
2158	- post matériel < 500 €	5 ans	
2158	- post matériel > 500 €	10 ans	
2158	Équipement spécifique électrique	25 ans	
AMORTISSEMENT FACULTATIF		Non	

IV - ANNEXES

A - REMPLIS DU BILAN
A5 - FTA - DES CHARGES TRANSFEREES

JV

AF

Exercice	Nature de la dépense transférée	Cou- ten- seur	Date de la délimitation	Montant transf. en 4818	Solde au 31.12.2017	Dotations 2018	Dotations 2019	Montant au 31.12.2019	Dotations 2020	Solde au 31.12.2020
2002	PARTIE PERI URBAINE TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	115 299,19						
2003	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2003	177 790,47						
2003	PARTIE URBAIN TRAM-TRAIN	15	38.12.2003	16 626,00						
2004	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	35 276,00	2 358,40	2 358,40				
2005	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	255 232,32	22 675,50	22 675,50				
2005	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	61 375,08	8 194,75	4 009,97				
2005	PARTIE URBAIN TRAM-TRAIN	15	18.12.2003	36 643,53	3 283,27	3 283,27				
2005	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	160 787,02	22 152,40	20 717,47				
2005	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	10.12.2003	40 094,00	5 016,94	3 204,98				
2005	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	3 050 305,00	286 105,61	16 026,41				
2005	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	165 532,00	44 000,00	11 000,00				
2008	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	2 872 252,04	533 087,35	201 537,47				
2008	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	10.12.2003	3 309,00	606,67	129,33				
2009	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	12 774 412,34	5 114 784,94	651 627,49				
2009	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	2 000,00	933,33	133,33				
2010	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	3 414 120,51	1 593 256,24	227 658,03				
2011	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	400 411,50	159 086,33	35 600,67				
2011	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	60 000,00	32 000,00	4 000,00				
2012	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	2 842 480,83	1 705 488,50	189 458,72				
2012	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	10 000,00	6 000,00	666,67				
2013	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	34 000,00	35 000,00	2 500,00				
2013	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	628 410,12	412 410,11	41 261,01				
2014	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	05 333,00	59 010,97	6 355,53				
2014	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	379 605,22	345 000,01	30 600,01				
2015	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	326 000,00	193 713,33	-12 907,97				
2015	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	1 051 611,35	841 290,08	70 107,42				
2016	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	110 600,00	95 853,33	7 373,33				
2016	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	1 311 959,97	977 000,55	67 466,66				
2017	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	19.12.2003	311 000,00	103 993,00	7 400,00				
2017	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	986 505,56	854 973,27	63 757,17				
2018	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	18.12.2003	52 000,00	3 466,67	3 466,67				
2018	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	3 110 290,25	1 643 742,23	75 210,97				
2019	AMENAGEMENT DES COMMUNES	15	19.12.2003	43 500,00	4 900,00	4 900,00				
2019	PARTIE PERI URBAIN TRAM-TRAIN	15	04.10.2002	308 588,11	19 574,64	19 574,64				
2020	PREVISIONNEL 2020	15		815 860,12						
	TOTAL			31 809 609,56	10 104 410,55	1 998 056,00	7 139 237,12	11 579 001,78	2 070 835,37	10 524 026,53

VI - ANNEXES	
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B 1.3

B 1.3 - ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

année d'origine	nature du bien	montant de la redevance de l'exercice	crédit-bailleur	durée du contrat	recevables résent à court		
					2021	2022	cumul restant au 31.12.20
2004	véhicules tramway	3 250 776,06	Sogefinerg	25 ans	3 269 737,67	3 265 959,75	35 414 080,22
2008	autobus	977 544,82	La Banque Postale Credit Entreprises	15 ans	977 544,62	977 544,82	2 085 919,08
2009	atelier & sal. adm.	1 063 770,56	Unifergie	27 ans	1 063 770,56	1 063 770,56	23 883 759,74

IV - ANNEXES

01.B - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313-1 du CGCT)

Service	Nom des bénéficiaires	N° LC	Nature	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numérique)	Montant des prestations en nature
541	REGION GRAND EST	110	65712	16 054,39	
Total article 65712 SUB EQUIPEMENT REGION				16 054,39	
541	SNCF VOYAGEURS	51	65713	795 805,13	
Total article 65718 SUBVENTION D'EQUIPEMENT AUX ORGANISMES DIVERS				795 805,13	
541	REGION GRAND EST	10302	65732	325 000,00	
541	REGION GRAND EST	6249	65732	53 000,00	
Total article 65732 SUBVENTION EXPLOITATION AUX REGIONS				378 000,00	
541	COMMUNE DE CHALAMPE	2368	65734	10 785,76	
541	MAIRIE DE HEIMBERUN	3260	65734	12 487,69	
541	RATTA 2019 HEIMBERUN CHALAMPE RANTZENHEIM	1998	65734	-3 182,35	
541	VILLE DE MULHOUSE	10220	65734	27 500,00	
Total article 65734 SUB EXPLOITATION COMMUNES				137 511,11	
541	SYND. INTER. COM. SECCLAIRE GECT MULTIS-F.M	10310	65737	240 000,00	
Total article 65737 SUB EXPLOITATION AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX				240 000,00	
541	ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTEURS SUIVA SAGE	11320	65738	1 000,00	
Total article 65738 SUB EXPLOITATION AUTRES ORGANISMES DIVERS				1 000,00	
541	LK VOYAGES LUCEA KUNIGO	10311	6574	177 929,29	
541	SOLEA TRANSP ACCOMMODATION MULHOUSEN	52	6574	44 500 000,00	
541	SOLEA TRANSP ACCOMMODATION MULHOUSEN	10912	6574	207 900,01	
541	SUIVA TRANSP ACCOMMODATION MULHOUSEN	10010	6574	24 500,01	
541	SOLEA TRANSP ACCOMMODATION MULHOUSEN	10015	6574	255 002,64	
541	VMA GRAND EST	3253	6574	1 361,51	
Total article 6574 SUBVENTION EXPLOITATION AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE				45 219 723,26	
TOTAL DES SUBVENTIONS VERSEES				46 797 096,49	

IV - ANNEXES

B1.8 - LISTE DES COTISATIONS VERSEES

Compte 6281

Service gestionnaire	Nom des bénéficiaires	Montant de la cotisation
54*2 DÉPLACEMENTS DOUX	FEDERATION FRANCAISE DE CYCLO TOURISME	5 000,00
54*1 TRANSPORTS URBAINS	GART	13 304,64
54*1 TRANSPORTS URBAINS	TRANSCITE	2 950,00
TOTAL COTISATIONS VERSEES		21 254,64

IV - ANNEXES				IV
ELEMENTS DU BILAN				A10.1
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - ENTREES				
NUMERO DE BIEN PAR SUDAC00 D'ACQUISITION	DESIGNATION BIENS	NI BNC	VALEUR ACQUISITION	CUMUL AMORTISSEMENT
AUT0000000001477	ETUDES20 - REFLEXION AGENCEMENT INFILTRATION BUS	0	1 000,00	0,00
AUT0000000001478	ETUDES20 - REMPLACEMENT CHAUDIERE ATRIER BUS	0	450,67	0,00
AUT0000000001479	ETUDES20 - MISE CONFORMITE ATELIER BUS SOLEA	0	1 070,51	0,00
AUT0000000001480	ETUDES20 - LOCATION STATION COMPRESSION GNC	0	760,00	0,00
AUT0000000001481	ETUDES20 - MISSION ACCOMP D'ATA CENTRIC TW	0	5 860,00	0,00
AUT0000000001482	ETUDES20 - REMPLACEMENT 3 TRAVERSEES OBLIQUES ELATEROSKE TRAMWAY PORT 5	0	2 917,22	0,00
AUT0000000001483	ETUDES - STATION PROVISORIE GAZ	0	4 049,21	0,00
AUT0000000001484	ETUDES20 - COMPTE MOBILITE	0	31 725,00	0,00
AUT0000000001485	ETUDES20 - COORDINATION SSI PASSAGE GNC ATELIER BUS SOLEA	0	1 260,00	0,00
AUT0000000001486	ETUDES20 - MISE EN CONFORMITE INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE SOLEA	0	4 585,00	0,00
AUT0000000001487	ETUDES20 - REALISATION 3 SONDAGES POINT STORESEL TW	0	13 488,00	0,00
AUT0000000001488	ETUDES20 - MODIF CONFIG AV KENNEDY - ROOSEVELT - CURS MULTIOUSE	0	6 370,00	0,00
AUT0000000001489	ETUDES20 - DESIGN INTELECTUEL BUS GNC	0	1 600,00	0,00
AUT0000000001490	ETUDES20 - D'ANGLE ST GUY	0	7 250,00	0,00
Total par Nature : 2031			75 070,23	0,00
AUT0000000001492	INSERTIONS20 - POSE CONDUIT ATELIER BUS SOLEA	0	269,76	0,00
AUT0000000001493	INSERTIONS20 - POSE MAINTENANCE ET NETTOYAGE ARRIS NON PUBLICITAIRES	0	90,00	0,00
Total par Nature : 2035			378,76	0,00
AUT0000000001494	ETUDE 19 - LIGNE 14 CAR. FRANK ROOSEVELT	5	2 456,35	0,00
AUT0000000001495	ETUDE 19 - STRUCTURE INTERM. SOLEA	5	3 150,00	0,00
AUT0000000001496	ETUDE 19 - INTERFACE EPTE MOB MEA PSULOU	5	4 950,00	0,00
AUT0000000001497	EX200 APPLICATION MODULE LA NAVETTE	5	350,00	0,00
AUT0000000001498	EX20 - LOGICIEL WISOC	5	34 024,95	0,00
AUT0000000001499	EX20 - IN. BIFACE COMPTE MOBILITE CITYWAY	5	47 923,00	0,00
AUT0000000001500	EX20 - OPTION ASSISTANCE TELE MISC NIVEAU WINDOW ET RESE	5	2 370,00	0,00
Total par Nature : 2051			96 804,20	0,00
AUT0000000001502	EX20 - BATIMENT SOLEA	25	149 790,93	0,00
Total par Nature : 2131			149 790,93	0,00
AUT0000000001504	EX20 - VERIE COMMUNALES	25	158 351,98	0,00
Total par Nature : 2135			158 351,98	0,00
AUT0000000001505	ETUDE 19 - MISSION ESPS RPLCE CHAUDIERE ATRIER BUS SOLEA	0	358,50	0,00
AUT0000000001506	ACT. MISSION SSI ALIMENTATION BUS BLEU SOLEA	10	761,25	0,00
Total par Nature : 2154			440,55	0,00
AUT0000000001507	INSERTIONS18 - APP DIVERS TRVX AGENC CYCLABLE	10	387,56	0,00
AUT0000000001508	INSERTIONS18 - REMPLACEMENT 3 TRAVERSEES OBLIQUES	10	349,44	0,00
AUT0000000001509	ETUDES 19 - UT DOMINES ELECTRIQUES SOLEA	10	526,00	0,00
AUT0000000001510	ETUDES 19 - ACC MISSION SSI ALIMENTATION BUS BLEU SOLEA	10	701,75	0,00
AUT0000000001511	ETUDES 19 - TRAVERSEES OBLIQUE	10	5 120,50	0,00
AUT0000000001512	ETUDES19 - TRAVERSEES OBLIQUE	10	4 600,55	0,00
AUT0000000001513	ETUDES19 - REMPLACEMENT 3 TRAVERSEES OBLIQUES PORT 5 TRAM	10	9 668,00	0,00
AUT0000000001514	RESIDIBUS COEUR DE VILLE THERMIQUE	15	541 161,70	0,00
Total par Nature : 2156			551 168,20	0,00
AUT0000000001515	OFFE - 3 ORDINATEURS ULTRA PORTABLES	5	3 178,00	0,00
AUT0000000001516	TRACTEUR	5	4 500,00	0,00
Total par Nature : 2185			7 678,00	0,00
AUT0000000001518	EX20 - CONSTRUCTIONS SOLD ALTBUI - ANCIEN TERMINUS REDISHFEM	10	1 654,12	0,00
AUT0000000001519	EX20 - CONSTRUCTIONS SOLD ALTBUI - SANITAIRES	10	14 146,00	0,00
Total par Nature : 2300			15 800,12	0,00
AUT0000000001520	TVX20 - ARRIS	10	4 151,62	0,00
AUT0000000001521	TVX20 - SOUS STATIONS	25	303 165,06	0,00
Total par Nature : 2445			347 316,68	0,00
AUT0000000001522	TVX20 - BATIMENT SOLEA	25	401 274,36	0,00
Total par Nature : 2528			401 274,36	0,00
AUT0000000001523	AVANCE N°2 MAINTENANCE 602 0000 KM	0	3 101 781,85	0,00
Total par Nature : 255			3 101 781,85	0,00
Total par modalite d'acquisition : ACQUISITION A TITRE UNSEBUN			3 061 268,53	0,00
Total par Budget : TRANSPORTS EN COMMUN			3 061 268,53	0,00

IV - ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN							A10 2
VARIATION DES PATRIMOINES (articles R. 2313-3 du CGCT) - SORTIES							
NUMERO DES B.V. SICILITE DE SURTIS	DESIGNATION DES BILANS	DATE DE L'ANNÉE	VALEUR EN EURO	VALEUR EN EURO	VALEUR NETTE EN EURO	PROCENT CORRIGÉ	VALEUR CORRIGÉE
AUTRES BILANS	ETAT DE L'UNION INTERCOMMUNALE AU DEPOT SOLA	3	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
Somme Total par Nature 2021			2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
AUTRES BILANS	ANNEE FINALE D'ANNEE	3	200,00	200,00	0,00	0,00	200,00
AUTRES BILANS	OPERATIONS DE TRAVAIL VIGILANCE ET TRAVAUX CITEZS ALIEN	3	100,00	100,00	0,00	0,00	100,00
Somme Total par Nature 2021			300,00	300,00	0,00	0,00	300,00
Total par nature des bilans : Années			2 300,00	2 300,00	0,00	0,00	2 300,00
Total par Nature : TRANSPORTS EN COMMUN			2 300,00	2 300,00	0,00	0,00	2 300,00

Arrêté-signatures

Arrêté-signatures

Nombre de membres en exercice : 103
 Nombre de membres présents : 71 (23 absences)
 Nombre de suffrages exprimés : 92

Pour : 69 (23 absences)
 Contre : /
 Abstentions : 2

Présidé par le Président temporaire
 Délibéré par le Conseil d'Agglomération réuni en session le 28 juin 2021
 Certifié exécutoire par le Président le 6 juillet 2021

A Mulhouse le 28 juin 2021

MINERY Loïc		MEYER Véronique		EHRET Antoinette	
LOGEY Pierre		MOR Jean-Faust		EL HALJAJI Nadia	
BELLONI Thierry		BUCHERT Maryvonne		FAUROUX-ZELLER Béatrice	
ONIMUS Roland		BOUILLÉ Jean-Philippe	<i>Signature</i> N. BOUILLÉ	GERARDIN Jean-Marie	<i>Signature</i> N. GERARDIN
GOCFFERT Yves		BONI DA SILVA Claudine		GERKER Valérie	<i>Signature</i> N. GERKER
VIOLA Antoine		ZELLER Fabienne		GOOBILLON Isabelle	
RICHARD Loïc		WOLFF Philippe		HAYE Ludovic	
BUX Daniel	<i>Signature</i> N. BUX	TORANELLI Christophe		HERZOG Michèle	<i>Signature</i> N. HERZOG
BAECHTEL Rachel	<i>Signature</i> N. BAECHTEL	TALLEUX Carole		HORTER Franck	<i>Signature</i> N. HORTER
RICHE Laurent		STURCHLER Philippe		OBERLIN Alfred	
MEHLEN Josiane		SCHILLINGER Gilles		MIMAUD Danièle	
JORDAN Fabian		SHELL Christiane		MATHIEU-RECHT Catherine	<i>Signature</i> N. MATHIEU-RECHT
SCHILDKNECHT Jean-Luc		SALZE Pierre		LUTZ Michèle	
HOMÉ Antoine		COUCHOT Albert	<i>Signature</i> N. COUCHOT	LOISFL Corinne	

MULHOUSE

x N. Fabian JOHAN me prend pas part au vote / sorti pour le vote.
 x N. Roland ONIMUS me prend pas part au vote / sorti pour le vote.

HAGENBACH Vincent		ENGASSER Thierry		LIERMANN Monique	
NEUMANN Rémy		GOETZ Anne-Catherine		KRZEMINSKI Frédéric	Enschede
GOLDSTEIN Danièle	Enschede Procuration à N. COLAN	JENN Fatima	Enschede	JUNG Alfred	Enschede Procuration à N. COLAN
FUCHS Gilbert		MILLION Lara		HOTTINGER Marie	Enschede Procuration à N. COLAN
DUSSOURD Françoise		MOTTE Nathalie		PAUVERT Bertrand	
DUPOINT-DUFEUTRELLE Christine		NICOLAS Thery		PULEDDA Patrick	Enschede
DHALLENNE Christina		RAPP Catherine	Enschede Procuration à N. COLAN	QUIN Paul	
BITSCHENE Christophe		SORNIN Cécile		RENCK Ginette	Enschede
BERGDOLL Benoît	Enschede Procuration à N. COLAN	TRIMAILLE Philippe	Enschede Procuration à N. COLAN	RIFF Didier	
BEHE Jean-Marie	Enschede Procuration à N. COLAN	CORMIER Mina		RISSER Chamiel	
AGUDO-PEREZ Francine		COLOM Fabrian		RITZ Christelle	Enschede Procuration à N. COLAN
MENSCH Jean Claude		CHÉRAY Michel		ROTTNER Jean	Enschede Procuration à N. COLAN
GRELSAMMER Gérard		CHAPATTE Jean-Claude		SCHEIDLIN BEN MBAREK Malika	Enschede Procuration à N. COLAN
GUTH Maurice		CAUSER Jean-Yves		ZIMMERMANN Nicolas	
HILLMEYER Francis		BOUAMAMED Nour		WEISBECK Joseph	
JULIEN Jean-Paul		BOESCH Nathalie	Enschede Procuration à N. COLAN	SUAREZ Emmanuelle	Enschede Procuration à N. COLAN
KEMPF Pierre / Vincent		BLANQUIN Jacques	Enschede Procuration à N. COLAN	STEGER Christophe	Enschede Procuration à N. COLAN
LAUGEL Michel		BEYAZ Beytullah	Enschede Procuration à N. COLAN	SIMEONI Joseph	
LECONTE Alain		BECHT Olivier	Présent	SCHWEITZER Pascale Cléo	Enschede Procuration à N. COLAN
LIPP Pierre		CORNEILLE Marie			
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine		D'ORELLI Philippe			

SOUS-PREFECTURE
 16 JUL. 2021
 DE MULHOUSE

Mulhouse Alsace Agglomération

Habitat
Développement Durable
Tourisme
Petite enfance
Aérodrome
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Economie
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire

Plan Climat
6 JUIN 2021
SOUV. PREFECTURE
DE MULHOUSE



“ Compte administratif
Rapport de présentation
année 2020 ”


MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

Présentation agrégée budget principal et budgets annexes m2A	2
1^{ère} partie – Examen du budget général	3
I. Section de fonctionnement	3
A – Recettes et dépenses réelles	4
• Opérations de gestion	5
1) Recettes	5
2) Dépenses	9
• Opérations financières	13
B – Dépenses et recettes d'ordre	13
II. Section d'investissement	14
A – Opérations réelles	14
• Recettes	14
• Dépenses	15
B – Opérations d'ordre	18
2^{ème} partie – Examen des budgets annexes	19
I. Budget annexe du Chauffage Urbain	19
A – Section d'exploitation	19
B – Section d'investissement	20
II. Budget annexe des Transports Urbains	21
A – Section d'exploitation	21
B – Section d'investissement	23
III. Budget annexe ZAE de Bantzenheim	25
A – Section d'exploitation	25
B – Section d'investissement	25

Présentation agrégée du budget m2A			
BUDGET PRINCIPAL			
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12
Investissement			
DEPENSES	94 709 358.63	42 223 418.37	21 412 602.87
RECETTES	94 709 358.63	48 140 045.85	19 083 666.71
Fonctionnement			
DEPENSES	285 528 741.08	233 196 792.88	
RECETTES	285 528 741.08	278 290 152.60	
BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN			
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12
Investissement			
DEPENSES	6 276 775.91	1 636 222.22	216 496.93
RECETTES	6 276 775.91	3 183 341.07	943 096.66
Fonctionnement			
DEPENSES	12 234 135.84	8 161 834.09	
RECETTES	12 234 135.84	11 396 782.23	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN			
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12
Investissement			
DEPENSES	37 793 512.21	25 197 315.61	7 326 419.46
RECETTES	37 793 512.21	25 716 455.79	5 500 000.00
Fonctionnement			
DEPENSES	69 967 706.28	68 101 246.29	
RECETTES	69 967 706.28	71 491 598.39	
BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM			
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12
Investissement			
DEPENSES	2 118 860.50	1 039 400.50	
RECETTES	2 118 860.50	132 235.81	
Fonctionnement			
DEPENSES	1 137 115.20	173 479.01	
RECETTES	1 137 115.20	123 428.86	
PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES			
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12
Investissement			
DEPENSES	140 898 507.25	70 096 356.70	28 955 519.26
RECETTES	140 898 507.25	77 172 078.52	25 526 763.37
Fonctionnement			
DEPENSES	368 867 698.40	309 633 352.27	
RECETTES	368 867 698.40	361 301 961.88	
Total général des dépenses	509 766 205.65	379 729 708.97	28 955 519.26
Total général des recettes	509 766 205.65	438 474 040.40	25 526 763.37

1^{ère} partie : Examen du budget général

I. Section de Fonctionnement

On distingue deux types d'opérations au sein de la section de fonctionnement :

- les opérations réelles donnant lieu à décaissement ou encaissement,
- les opérations d'ordre, qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie.

Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion*, en *opérations financières* et en *opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépenses réelles fait apparaître le résultat de gestion de l'exercice.

Nous examinerons successivement les différents niveaux d'opérations distingués sur le document qui est soumis à votre approbation.

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève pour l'année 2020 à 8 489 802,64 €. Cumulé avec l'excédent 2019 de 36 603 557,08 €, l'excédent de clôture ressort à 45 093 359,72 €. Ce résultat est toutefois à nuancer par l'analyse de notre épargne brute (différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) et qui constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice.

Notre épargne brute 2020 s'est ainsi vue fortement impactée par la crise sanitaire puisqu'elle régresse de 8,65 M€. Cela se traduit par la « contraction » de l'ordre de 5,31 M€ de nos recettes et de nos dépenses de fonctionnement.

Les conséquences financières de la crise se déclinent selon les axes suivants :

- mesures prises par notre collectivité en soutien au secteur économique avec les exonérations de loyers ou de redevances ;
- pertes de recettes subies par la fermeture des équipements accueillant du public : piscines, parc zoologique et botanique, sites périscolaires...
- nouvelles dépenses prises en charge : achats de masques pour les habitants, les agents communautaires ou certains acteurs économiques. Certaines de ces nouvelles dépenses ont fait l'objet de participations de nos partenaires institutionnels ;
- baisses de charges liées à la fermeture des équipements ou au ralentissement de l'activité de services.

Ces éléments sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

IMPACTS COVID EN M€	-5,31
Baisse de recettes (exonérations, piscines, zoo, CSRA, taxe de séjour, propreté urbaine...)	-5,71
Recettes nouvelles (Etat, CAF, refacturation de masques...)	1,73
Dépenses nouvelles (achat de masques, produits d'hygiène...)	-2,63
Baisse de charges	1,3

A – Recettes et dépenses réelles

Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté), se sont élevées à 239,26 M€ avec un taux de réalisation de 99,5%, contre 247,09 M€ en 2019. L'évolution ainsi constatée est de -3,2%.

Les recettes se décomposent de la manière suivante :

Recettes réelles	Montant 2019	Montant 2020
Recettes de gestion courante	244 837 325,74 €	238 947 850,47 €
Recettes financières	194 448,77 €	192 441,22 €
Recettes exceptionnelles	2 055 767,20 €	120 426,25 €
Total	247 087 541,71 €	239 260 717,94 €

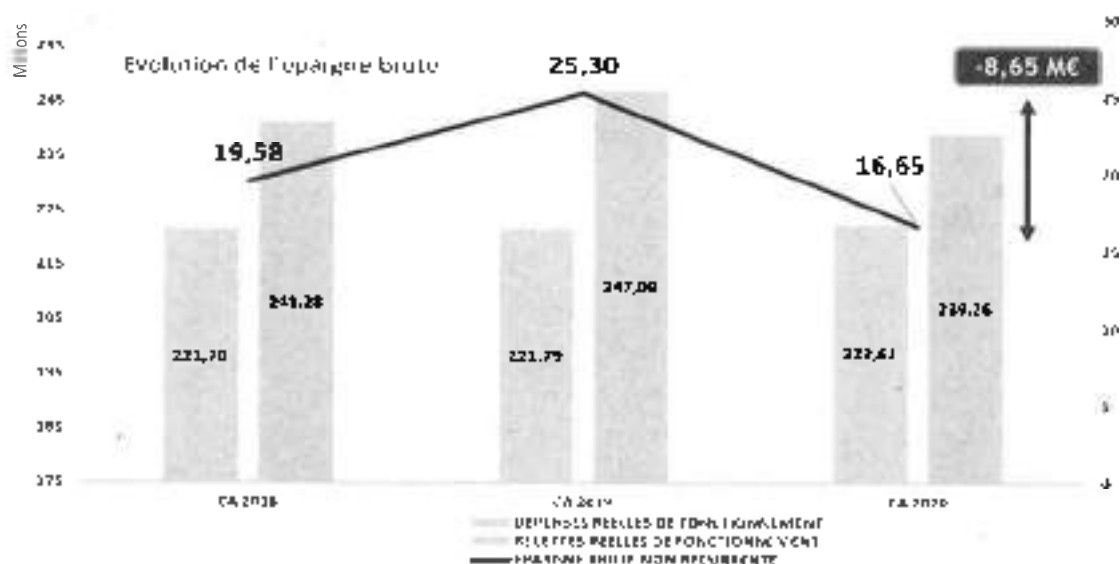
Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 222,61 M€, soit un taux de réalisation de 81,7%, en hausse de 0,37% par rapport aux données de 2019 (221,79 M€).

La répartition des dépenses figure dans le tableau ci-dessous :

Dépenses réelles	Montant 2019	Montant 2020
Dépenses de gestion	218 861 716,31 €	220 065 235,73 €
Dépenses financières	2 765 859,02 €	2 466 501,40 €
Dépenses exceptionnelles	162 777,87 €	82 129,31 €
Total	221 790 353,20 €	222 613 866,44 €

Le solde des opérations réelles de la section de fonctionnement a permis de dégager une épargne brute de 16,65 M€, en retrait significatif par rapport à 2019 (25,3 M€). Le taux d'autofinancement est de 7% des recettes réelles de fonctionnement et ressort à 9,58% après retraitement des versements aux communes.

La détérioration de l'épargne brute découle principalement de la crise sanitaire, mais aussi de la baisse d'un certain nombre de recettes (perte d'éligibilité de FPIC -0,66 M€, moindres cessions -1,87 M€...).



• Opérations de gestion

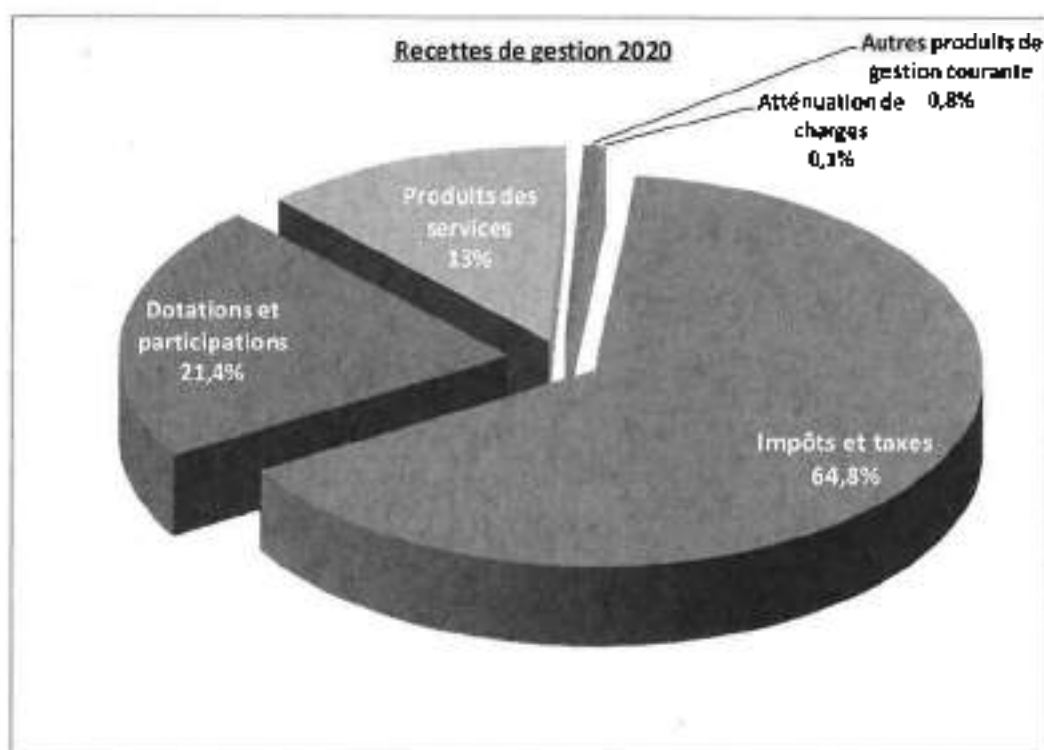
1) RECETTES

Elles sont en baisse de 2,4% (- 5,9 M€) par rapport à 2019 avec 238,95 M€.

Il s'agit :

- des recettes à caractère fiscal (chapitre 73) pour 154 744 997,38 €,
- des dotations et subventions (chapitre 74) pour 51 032 898,49 €,
- des produits des services et du domaine (chapitre 70) pour 31 010 149,06 €,
- des autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 1 882 345,04 €,
- des recettes liées à des remboursements de charges (chapitre 013) pour 277 460,50 €.

Le graphique ci-après illustre la répartition des recettes de gestion :



Chapitre 73 – Impôts et taxes

Il s'agit du poste de recettes le plus important avec 154 744 997,38 €, soit 64,8% des recettes de gestion et 55,6% du total des recettes de fonctionnement. Il est en retrait de -1% par rapport à 2019 du fait de la diminution du montant de FPIC perçu (sortie du dispositif), de la taxe de séjour et d'une partie de la fiscalité professionnelle.

Les recettes fiscales sont listées ci-après :

Recettes	Montant 2019	Montant 2020	% évol.	Observations
Taxe Enlèvement Ordures Ménagères	35 687 411 €	36 295 621 €	1,70%	Effet bases
Cotisation Foncière des Entreprises	37 303 246 €	37 063 042 €	0,64%	Effet bases constaté en particulier sur certains contribuables dominants
Fiscalité ménages	38 461 800 €	38 984 022 €	1,36%	Effet bases
Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	19 825 343 €	19 619 615 €	-1,04%	Baisse en fonction de la valeur ajoutée créée par les entreprises du territoire, en particulier par certains contribuables dominants.
Compensation FNGLR	14 569 273 €	14 569 273 €	0,00%	
Taxe sur les Surfaces Commerciales	4 175 122 €	3 836 556 €	8,11%	En 2019, perception exceptionnelle de rappels d'années antérieures pour 250 000 €
Imposition forfaitaire sur entreprises réseaux (IFER)	1 538 743 €	1 595 176 €	3,66%	Effet bases
FPIC	1 333 091 €	625 204 €	-49,34%	Fin de la garantie de sortie du FPIC
Autres produits fiscaux	3 464 040 €	2 106 416 €	-39,19%	Rôles sup (-1,1M€), taxe séjour (-0,2M€), taxe Gemapi...
Total	156 958 113 €	154 744 997 €	-1,03%	

Chapitre 74 – Dotations et participations

Deuxième poste de recettes pour la collectivité, les dotations et participations d'un montant de 51 032 898,49 € sont en hausse de -2,2% par rapport à 2019.

Les dotations et participations se composent des éléments ci-dessous :

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	CA 2019	CA 2020	Var. en %
DOTATION DE COMPENSATION (ex compensation part salaires)	21 889 106	21 488 906	-1,83%
PARTICIPATIONS CAF	8 910 752	8 687 081	-2,51%
DOTATION COMPENSATION REFORME TAXE PROFESSIONNELLE	7 568 538	7 518 232	-0,66%
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	5 484 155	5 497 922	0,25%
PARTICIPATIONS DES COMMUNES	2 549 337	2 549 337	0,00%
COMPENSATIONS TH, FB, CET	2 270 222	2 422 500	6,71%
PARTICIPATIONS MASQUES (Etat, CAF, mutuelle)		1 021 083	
AUTRES PARTICIPATIONS (FCTVA, CSRA ..)	1 245 107	1 847 837	48,41%
TOTAL	49 917 217	51 032 898	2,24%

A noter que m2A a perçu en 2020, une participation de 1 021 083 € liée à l'acquisition de masques pour les habitants et pour les agents. L'Etat a ainsi participé à hauteur de 742,3 K€, la CAF à hauteur de 256,2 K€ et la mutuelle Muta Santé 22,5 K€.

Chapitre 70 – produits des services et du domaine

Avec une réalisation de 31,01 M€ ce chapitre est en baisse de -1,56 M€, soit -11,75%, sous l'effet conjugué de dépenses nouvelles (masques, équipements de protection des agents) et des diminutions de prestations suite à la fermeture de certains équipements (restauration périscolaire, hébergement centre sportif...). Ainsi les équipements sportifs, le parc zoologique et botanique ainsi que les structures périscolaires et de petite enfance voient leurs recettes lourdement impactées par la fermeture au public pendant plusieurs mois.

A noter par ailleurs que ce chapitre est composé à 56% de remboursements de rémunérations. Le détail par compétence figure ci-dessous :

PRODUITS DES SERVICES	CA 2019	CA 2020	Var. en %
REMBOURSEMENTS DE MUTUALISATION ET DE CHARGES DE PERSONNEL	16 908 369	17 508 180	3,55%
PERISCOLAIRE ET PETITE ENFANCE	6 513 117	3 862 684	-40,69%
PROPRETE ET DENGEMENT	5 236 479	4 622 550	-11,72%
EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 222 195	1 738 105	-46,06%
PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	2 605 548	1 678 402	-35,58%
REFACTURATION DE MASQUES		582 596	
PRODUITS DIVERS	653 418	1 017 632	55,74%
TOTAL	35 139 125	31 010 150	-11,75%

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

D'un montant global de 1 882 345,04 €, ils comprennent principalement :

- les loyers ou produits de mise à disposition des bâtiments communautaires et notamment du Parc Expo (669K€) ;
- les refacturations liées aux collectes de déchets (123 K€) ;
- les refacturations liées aux sites de la Fonderie et de DMC pour 382 K€ ;
- les recettes d'exploitation du centre sportif (216 K€).

Le montant perçu sur ce chapitre est en net recul avec -1,29 M€ soit -40,7%, par rapport à 2019. Ces diminutions proviennent notamment des exonérations de loyers accordées par mZA, de la baisse de recettes du parking de la gare, du changement de mode de gestion du site du VIF ainsi que des moindres produits de location issus des équipements sportifs.

Chapitre 013 – Atténuation de charges

Ces remboursements divers sur les frais de personnel représentent 277 460,50 € en augmentation par rapport au montant 2019 de 247 170,18 €.

Chapitre 76 – Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 192 441,22 € et sont quasiment stables par rapport à l'année précédente.

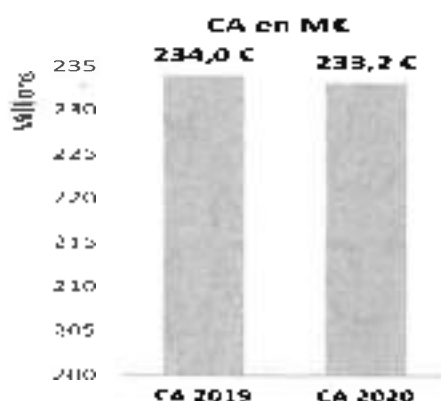
Chapitre 77 – Recettes exceptionnelles

Avec un total de 120 426,25 €, les recettes exceptionnelles sont en nette baisse par rapport à l'année précédente (-1,93 M€) qui avait enregistré des cessions de terrains importantes (terrains Hohmatten pour 1,36 M€ et 0,51 M€ pour les terrains de l'aire de la Thur).

Outre les produits de cession, on trouve dans ce chapitre, les pénalités de retard sur les marchés et les remboursements de frais de sinistres.

2) DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 233,2 M€ en 2020 contre 234 M€ en 2019.

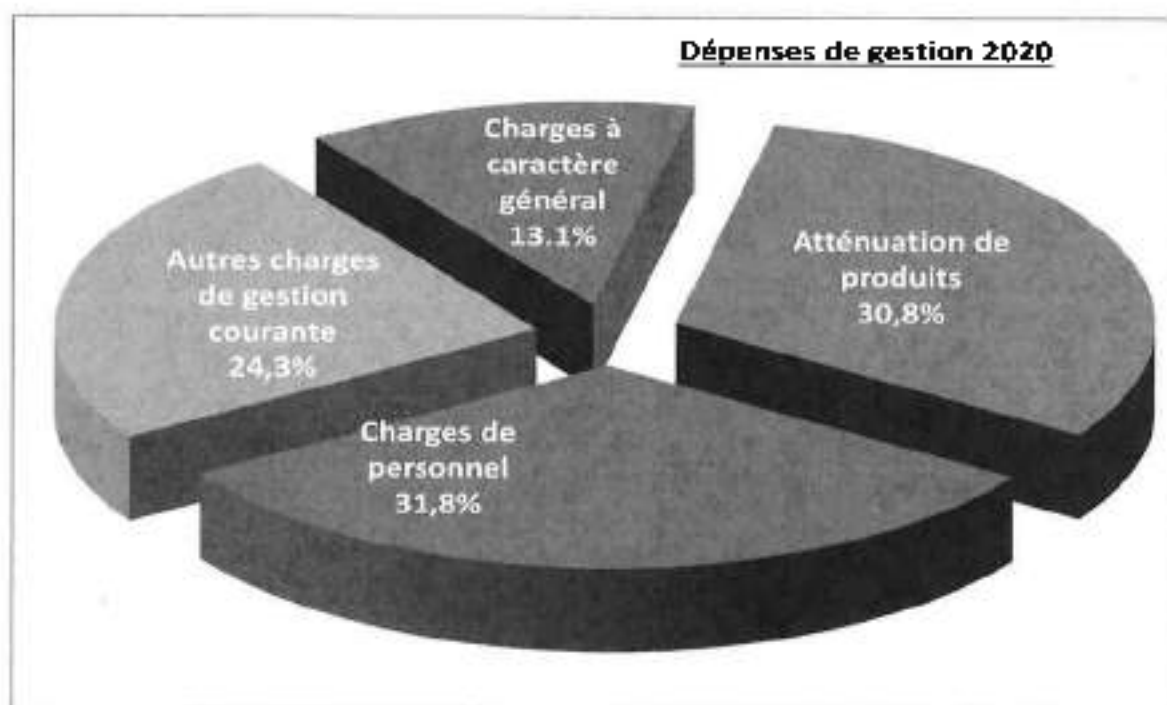


Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 222,6 M€ et se déclinent en dépenses de gestion (220 M€), dépenses financières (2,47 M€), et charges exceptionnelles (82 K€).

Les dépenses de gestion 2020 s'élèvent à 220 065 235,73 €, et se répartissent ainsi :

- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 69 883 398,36 €,
- atténuations de produits (chapitre 014) : 67 864 534,53 €,
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 53 418 426,98 €,
- charges à caractère général (chapitre 011) : 28 898 875,86 €.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses de gestion :



Chapitre 012 – Frais liés au personnel

D'un montant global de 69 883 398,36 €, les charges de personnel progressent de +2,26 M€ par rapport à l'année précédente, dont +1 M€ pour les collaborateurs refacturés par les communes. L'évolution de la charge nette ressort ainsi à +2,65% et s'explique principalement par :

- le renforcement du protocole de nettoyage notamment dans les sites périscolaires ;
- la « prime Covid » versée aux agents ;
- l'actualisation des flux croisés de refacturations entre les collectivités ;
- l'impact du Glissement Vieillesse Technicité proche de +1%/an.

Les frais de personnel regroupent différents postes de dépenses :

- les charges du personnel communautaire pour 42,66 M€,
- les charges liées aux agents mutualisés pour 22 M€ compensées par la Ville de Mulhouse à hauteur de 50,54 % en application des dispositions prévues par la convention de mutualisation pour 2020,
- les charges refacturées aux autres organismes (Sivom) ou aux budgets annexes pour 5,22 M€.

Les charges de personnel représentent le premier poste de dépenses de notre collectivité avec 30 % des dépenses de fonctionnement.

Chapitre 014 – Atténuation de produits

Ces dépenses atteignent 67 864 534,53 € en hausse d'un peu plus de 645 K€ par rapport à 2019. L'évolution résulte essentiellement de la mise en place d'une restitution au titre des dégrèvements de taxe d'habitation.

En font partie :

- l'attribution de compensation pour 65 481 984,08 € en légère baisse compte tenu du transfert PLU au 1^{er} janvier 2020,
- la dotation de solidarité communautaire pour 887 049 € stable par rapport à 2019,
- le reversement au FPIC pour 576 206 € contre 704 512 € en 2019,
- 68 710,29 € de reversement de taxe de séjour au Conseil Départemental,
- 850 585,16 € de restitution au titre des dégrèvements des contributions directes et notamment de la taxe d'habitation pour 564 K€. L'Etat compense les dégrèvements de taxe d'habitation sur la base des taux de 2017. L'augmentation de taux décidée en 2018 reste à charge de m2A.

Ce chapitre représente le deuxième poste de dépenses de m2A.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Leur montant est de 53 418 426,98 € pour 2020, en léger recul par rapport à 2019 (-0,25%).

Elles se répartissent de la manière suivante :

- les subventions de fonctionnement pour 22 892 762,33 € se déclinent dans les domaines suivants :

- petite enfance : 10 640 580 €,
- emploi, université et action économique : 2 373 178 €,
- périscolaire : 4 490 979 €,
musées techniques : 1 469 650 €,
- tourisme et attractivité: 921 440 €,
- aménagement espace communautaire et renouvellement urbain: 991 320 €,
- amicale du personnel : 1 032 453 € ;
- secteur sportif : 218 640 €.
- les contingents et participations se sont élevés à 29 455 521,68 € (contre 28 974 108,41 € en 2019) dont :
 - 15 937 010,55 € au SIVOM pour le traitement et l'élimination des déchets. Ce montant était de 15 664 709.16 € en 2019 soit une hausse de 1,74 % des montants appelés ;
 - une participation d'équilibre de 12 863 040 € au budget annexe des transports légèrement plus élevée que le montant 2019 qui était de 12 648 931 €. La contribution du budget principal a pu être maintenue à son niveau antérieur grâce à l'avance de trésorerie de 7,16 M€ versée par l'Etat au budget annexe et remboursable sur 10 ans ;
 - des contributions aux Epage dans le cadre de la compétence Gemapi, nouvelle compétence de m2A au 1^{er} janvier 2018, pour 459 622,13 € ;
 - une participation au Syma et au Pôle Métropolitain pour 195 849 €.

Chapitre 011 - Charges à caractère général

On retrouve dans ce chapitre les dépenses liées au fonctionnement des services, à l'accomplissement de leurs missions ainsi que des prestations rendues à la population. Ce sont pour la plus grande partie des dépenses incontournables.

Globalement, ces dépenses ressortent à 28 898 875,86 € en 2020 contre 30 463 065,76 € en 2019, soit un net recul de -5,13 %. Cette évolution résulte de

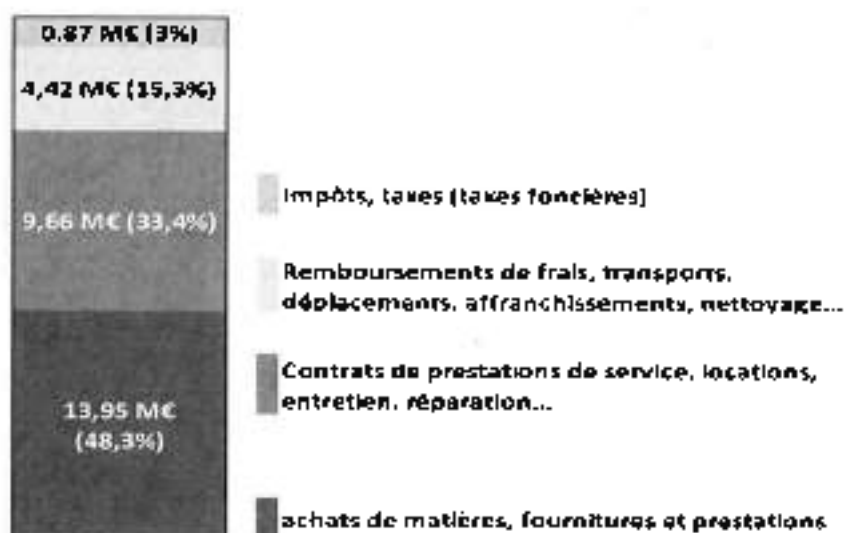
l'effet conjugué des diminutions de prestations et des dépenses nouvelles en lien avec la crise sanitaire :

- baisse de charges liées à la fermeture de certains de nos équipements pendant plusieurs mois (diminution des repas servis en périscolaire, baisse des prestations d'accueil et d'hébergement de délégations au centre sportif...) ;
- dépenses nouvelles d'achats d'équipement de protection tels que masques, gels, gants... (dépenses qui ont par ailleurs fait l'objet d'un accompagnement financier de nos partenaires Institutionnels) ;

Ces dépenses ont été mises en œuvre dans le cadre des compétences suivantes :

Compétences	Montant 2019	Montant 2020	% évol.
Mise en œuvre collecte ordures, propreté urbaine et parc auto	8 650 353 €	8 422 403 €	-2,54%
Gestion de l'activité périscolaire	4 391 124 €	3 063 229 €	-30,24%
Fonctionnement général de la collectivité	2 678 750 €	4 778 321 €	78,38%
Équipements sportifs	5 673 408 €	4 711 006 €	-16,93%
Parc zoologique et botanique	2 084 294 €	1 871 653 €	-10,20%
Entretien et suivi patrimoine communautaire	1 302 054 €	1 374 169 €	5,54%
Ressources humaines	771 262 €	923 353 €	19,72%
Système d'information et Informations géographiques	1 099 721 €	973 340 €	-11,49%
Habitat	511 467 €	-1 180 €	
Petite enfance	646 780 €	617 319 €	-4,56%
Transports et développement économique	2 275 765 €	1 720 786 €	-24,39%
Divers	378 088 €	442 476 €	17,03%
Total	30 463 066 €	28 898 876 €	-5,13%

Le détail par type de dépenses est le suivant :



Chapitre 67 – Charges exceptionnelles

Elles se montent à 82 129,31 € contre 162 777,87 € en 2019. Ces dépenses sont essentiellement liées à la remise gracieuse de créances, aux intérêts moratoires et aux annulations de titres sur exercices antérieurs.

Opérations financières

L'essentiel de ce poste est constitué de la charge de la dette à court et à long terme, dont le niveau de réalisation en 2020 s'inscrit dans une tendance baissière constatée depuis plusieurs années (2,47 M€ en 2020, 2,77 M€ en 2019, 2,97 M€ en 2018, 3,43 M€ en 2017).

Bien que le volume d'emprunts souscrits soit plus important que dans les précédentes années (16,5 M€ en 2020 contre 5,14 M€ en 2019 et 11,18 M€ en 2018), le maintien des conditions financières très favorables pour les collectivités locales explique le repli constaté. En 2020, les emprunts ont été contractés au taux moyen de 0,52%.

Au 31 décembre 2020, le taux moyen de la dette diminuait nettement par rapport à l'exercice précédent, passant à 1,66 % contre 1,90 % au 31 décembre 2019. Les produits structurés ne représentent plus qu'une part marginale de l'encours de la dette (2 %).

B – Dépenses et recettes d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de Fonctionnement et d'Investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

• Recettes

Le total des recettes d'ordre s'élève à 2 425 877,58 € et est constitué par :

- des régularisations diverses et des écritures liées aux travaux en régie pour 169 099,94 € ;
- l'écriture d'étalement sur 5 ans des charges de fonctionnement Covid 19 enregistrées en 2020 pour 2 256 777,64 €.

• Dépenses

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 10 582 926,44 € et sont composées de :

- 10 207 401,44 € de dotations aux amortissements et aux provisions,
- 375 525 € d'écritures diverses.

II. Section d'Investissement

La section d'investissement du compte administratif 2020 totalise 42 223 418,37 € en dépenses et 48 140 045,85 € en recettes.

L'autofinancement et le recours à l'emprunt constituent les premières sources de financement de la section d'investissement.

A – Opérations réelles

• RECETTES

1) AUTOFINANCEMENT

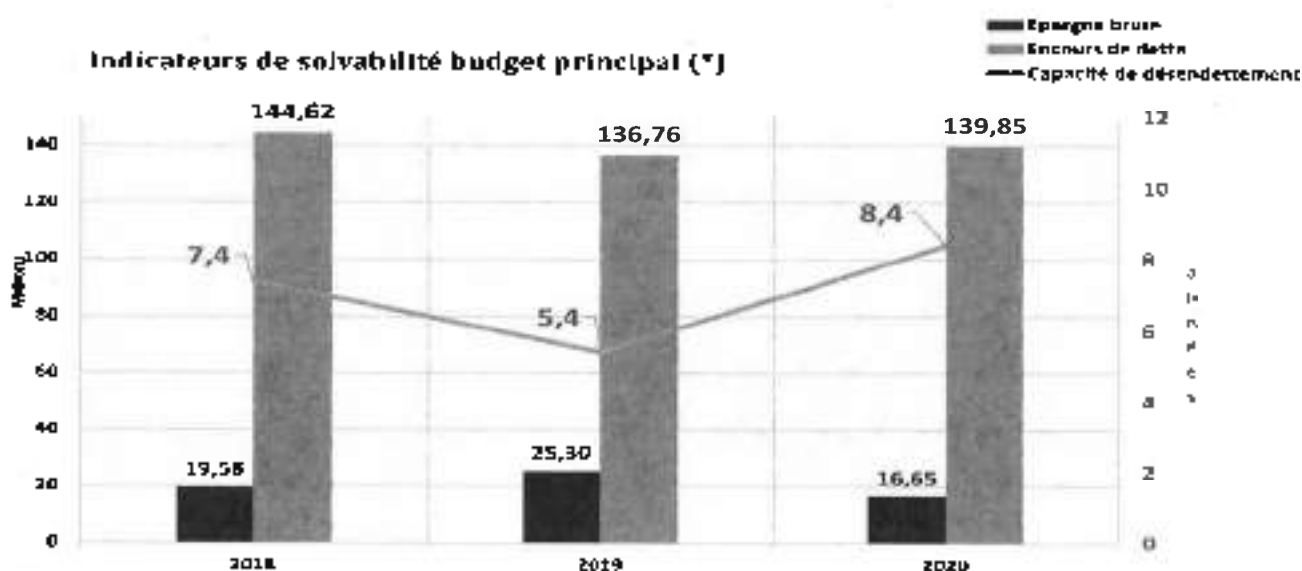
L'autofinancement a atteint en 2020 un montant de 16 646 851,50 € alors qu'il était de 25 297 178,51 € en 2019, soit une dégradation de -34%. Après retraitement des reversements aux communes il représente, ainsi que précédemment exposé, 9,58 % de nos recettes réelles de fonctionnement.

2) DETTE

En 2020, m2A a eu recours à l'emprunt à hauteur de 16,5 M€ (5 M€ en 2019) en vue de :

- soutenir la politique d'investissement ;
- profiter du contexte favorable des conditions de prêts.

L'encours de la dette au 31/12/2020 s'élève à 139,85 M€ contre 136,76 M€ au 31/12/2019. Avec 8,4 années, notre capacité de désendettement reste éloignée des seuils d'alerte.



(*) y compris dépenses et recettes non récurrentes

3) SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES

Le montant des subventions d'équipement perçues de nos partenaires s'est élevé à 2 692 455,26 €, en léger recul par rapport à l'année 2019 où elles représentaient 2 981 057,20 €.

Les montants 2020 sont constitués par :

- les aides du Département qui représentent 313 950,10 €,
- le soutien de l'Etat ou établissements nationaux pour 1 165 349,92 € portant essentiellement sur les zones d'activités économiques (DMC, VIF..) et les pistes et itinéraires cyclables,
- les contributions de la Région : 682 780,26 € avec le soutien à l'aménagement du site DMC et au Centre Sportif Régional d'Alsace,
- des aides de la CAF de 414 800 € destinées au développement du périscolaire et de la petite enfance,
- des subventions ou participations diverses: 115 574,98 €.

4) DOTATIONS ET FONDS DIVERS

D'un total de 12 938 853,49 €, cette catégorie de recettes est constituée par :

- le F.C.T.V.A., Fonds de Compensation pour la TVA pour 1 969 644,68 €,
- les excédents de fonctionnement capitalisés qui viennent couvrir le déficit d'investissement constaté en 2019 pour 10 946 632,81 €.

• DEPENSES

1) CONDITIONS D'EXECUTION

Le total des dépenses réelles de l'exercice (hors solde d'exécution n-1) est de 37 904 822,55 € alors qu'il était de 35 551 722,91 € en 2019.

Les dépenses d'équipement représentent la majeure partie des réalisations avec 18 112 651,24 € (subventions d'équipement et opérations pour compte de tiers comprises), montant très légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

Les dépenses d'équipement se déclinent en :

DEPENSES D'EQUIPEMENT	CA 2020 (M€)
Investissements pluriannuels en APCP	5,43
Subventions d'équipement versées	5,66
Investissements annuels en travaux	1,53
Investissements annuels en mobilier	2,94
Investissements fonciers	1,65
Opérations pour compte de tiers	0,90
TOTAL	18,11

Les dépenses financières se chiffrent à 19 792 171,31 € dont 13 020 214,36 € pour le remboursement du capital de la dette. Figure aussi dans ce total la participation de 555 168 € de m2A au « Fonds de résistance Grand Est » initié par la Région en 2020 pour soutenir via des avances remboursables, les entreprises, indépendants ou associations impactés par la crise qui ne pouvaient prétendre aux aides mises en place par le gouvernement.

S'ajoutent à cela, les avances de trésorerie, les dépôts et cautionnements, les prêts hypothécaires aux agents territoriaux ainsi que les participations au capital de plusieurs de nos partenaires (Parc Expo, syndicat mixte des ports, Citilvia).

D'un montant global de 5 656 637,53 € en 2020 (contre 5 111 515,07 € en 2019), les subventions d'équipement se répartissant dans les domaines d'activité suivants :

Compétence	Montant 2020
Aménagement espace communautaire	143 060
Musées	1 237 280
Développement économique, enseignement supérieur et transports	1 705 139
Habitat	695 181
Petite enfance et périscolaire	1 771 894
Divers	104 084
Total	5 656 638

2) LES DEPENSES D'EQUIPEMENT

Hors subventions, ces dépenses ressortent à 12,46 M€ et se répartissent dans les domaines énumérés ci-dessous :

- **Learning Center** : 1 678 395 €,
- **Rénovation des équipements aquatiques et sportifs** 1 421 374 € avec comme principales réalisations :
 - programme de rénovation des piscines 440 021 €,
 - base canoé kayak : 39 248 €,
 - plateau médical centre sportif : 320 689 €,
 - divers travaux centre sportif : 127 926 €,
 - travaux divers équipements sportifs terrestres : 189 147 €,
 - travaux centre équestre : 55 135 € ;
 - matériel et équipement divers : 249 208 €,
- **Propreté urbaine et parc auto** 1 415 070 € avec comme postes de dépenses :
 - acquisition et renouvellement véhicules : 819 152 €,
 - optimisation de la collecte en bacs : 298 486 €,
 - matériel de déneigement : 114 656 €,
 - matériel et aménagement divers : 182 776 €,
- **Aménagements des pistes cyclables** : 1 049 575 €,
- **Périscolaire** : 448 687 € avec notamment :
 - développement des périscolaires sur l'ensemble du territoire m2A : 207 835 €,
 - travaux et équipements divers sur plusieurs périscolaires : 192 849 €,
 - équipements et logiciels divers sites : 48 003 €,
- **Travaux zones d'activités** : 673 376 €,
- **Etudes et travaux liés à l'aménagement du territoire** : 369 997 €
- **Matériel de bureau, mobilier et informatique** : 1 018 019 €,
- **Petite enfance** 589 656 € pour les projets ci-après :
 - multi accueil Ottmarsheim : 335 609 €,
 - crèche Grande Ourse Illzach: 118 810 €,
 - divers autres travaux et matériel: 135 237 €
- **Parc zoologique et botanique** : 286 688 € avec notamment :
 - enclos tapirs malais : 75 231 €,
 - aménagement rocaille jurassienne : 58 299 €,
 - matériels et travaux divers pour le reste,
- **Travaux sur le patrimoine touristique** : 74 169 € avec notamment,
 - travaux camping : 32 909 €,

- travaux auberge de jeunesse : 17 836 €,
- divers autres travaux : 23 433 €
- Travaux sur l'ensemble du patrimoine communautaire : 679 431 €,
- Acquisitions foncières pour 1 645 833 € avec 1 076 279 € pour les bâtiments et terrains Soflog Endel du Village Industriel de la Fonderie et 569 554 € pour des locaux au Grand Rex,
- Travaux divers pour 202 502 €.

Les opérations réalisées pour compte de tiers se sont chiffrées en 2020 à 903 242,32 € et se déclinent ainsi :

- Aides à la pierre et PIG : 895 796,46 €,
- Opérations sous mandat (gare de Dornach, route Marie Louise...) : 7 448,86 €.

B – Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement sont pour partie, le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. Ainsi, le total des recettes d'ordre « entre sections » est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement. Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections. S'ajoutent à ces opérations entre sections, les opérations patrimoniales qui concernent exclusivement la section d'investissement.

• Recettes

Le total des recettes d'ordre s'élève à 10 590 717,48 € et est constitué de :

- 9 756 045,91 € de dotations aux amortissements et aux provisions,
- 265 000 € d'écritures d'étalement d'indemnité de remboursement anticipé d'emprunts,
- 451 355,53 € d'écritures d'étalement de charges Covid, procédure initiée fin 2020 et qui va se prolonger pendant 5 ans,
- 110 525 € d'écritures diverses, essentiellement des provisions.

• Dépenses

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 2 433 668,62 € et recouvrent :

- 159 355,94 € d'écritures liées aux travaux en régie,
- des opérations diverses pour 9 744 €,
- 2 256 777,64 € d'écritures de transfert en section d'investissement des charges de fonctionnement Covid à étaler sur 5 ans.

2^{ème} partie : Examen des Budgets annexes

En plus de son budget principal, m2A dispose de trois budgets annexes :

- le budget annexe du Chauffage Urbain regroupant les Centrales Thermiques de l'Illberg et de Rixheim,
- le budget annexe des Transports Urbains,
- le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

Ils permettent de retracer les coûts réels des missions qu'ils recouvrent, conformément à la législation relative aux activités à caractère industriel et commercial.

La gestion 2020, permet d'identifier les données par secteur d'activité.

I – Budget annexe du Chauffage Urbain

A – Section d'exploitation

En 2020, les dépenses d'exploitation atteignent 8 161 834,09 € ; elles s'élevaient à 8 990 870,05 € en 2019.

Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 5 708 821,20 € avec notamment :
 - 4 685 381,49 € d'achat d'énergie et combustible,
 - 352 331,02 € de maintenance,
 - 128 449,42 € de sous-traitance,
- les charges de personnel pour 648 054,31 €,
- les intérêts des emprunts pour 237 858,78 €,
- des dépenses diverses ou exceptionnelles pour 14 720,64 €
- les mouvements d'ordre, dont les dotations aux amortissements pour 1 552 379,16 €.

Les recettes d'exploitation sont en hausse sensible par rapport à l'année précédente avec 11 396 782,23 € contre 10 423 895,89 €. Elles se décomposent principalement en :

- la vente de produits (chaleur et électricité) pour 9 383 937,09 €, en diminution par rapport à 2019 (9 834 189,66 €) du fait de conditions climatiques favorables

au cours de cette dernière année d'une part et de la baisse du prix de vente de l'électricité d'autre part,

- la redevance du délégataire du réseau de Rixheim pour 194 507,27 €,
- 275 656 € d'écritures d'ordre relatives au transfert des subventions d'équipement au compte de résultat ainsi que la constatation de la variation des stocks,
- 109 656 € de recettes diverses,
- Le résultat de fonctionnement reporté de 1 433 025,84 €,

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce service dégage un excédent de fonctionnement de 3 234 948,14 €. L'épargne brute se situe à 3,1 M€ contre 2,7 M€ en 2019.

B – Section d'Investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2020 s'élèvent à 1 636 222,22 € contre 10 806 726,78 € en 2019 compte tenu de la finalisation des travaux de raccordement de l'hôpital.

Figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :

- travaux de raccordement des hôpitaux et du Learning Center à la centrale de l'Illberg : 93 912,04 €,
- travaux divers pour 30 100 €,
- travaux ou acquisition de matériel divers pour 120 705,95 €.

S'ajoute à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 1 115 848,23 €. Le capital restant dû au 31/12/2020 est de 14,88 M€ alors qu'il était de 15,5 M€ au 31/12/2019,
- des écritures d'ordre pour 275 656 €.

Ces dépenses ont pu être financées grâce à :

- des mouvements d'ordre à hauteur de 1 552 379,16 € liés à des amortissements et des régularisations diverses,
- l'excédent de clôture d'investissement 2019 de 750 861,91 €,
- la souscription d'un emprunt de 0,5 M€,
- des subventions d'investissement de 0,38 M€.

La section d'investissement est excédentaire de 1 547 118,85 €.

Après reprise du solde des restes à réaliser de 726 599,73 €, la section d'investissement dégage un résultat excédentaire de 2 273 718,58 €.

Le Budget annexe du chauffage urbain dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 5 508 666,72 €.

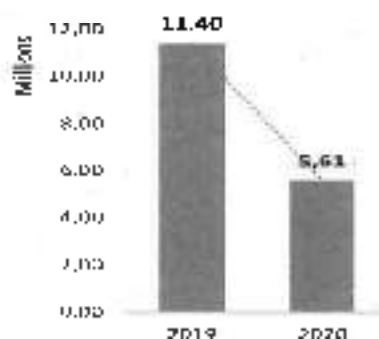
II - Budget annexe des Transports Urbains

Sur le budget annexe des Transports Urbains, les impacts de la crise sanitaire sont significatifs avec une baisse des recettes de transports de voyageurs de -3,6 M€ (-34%), pendant que le versement mobilité diminue de -4 M€ (-9,4%). La conjugaison de ces pertes de recettes avec les baisses de charges conduit à un impact défavorable de la covid-19 de -5,35 M€.

IMPACTS COVID EN M€	
BUDGET TRANSPORTS	-6,35
versement mobilité	-4,03
recettes de transports de voyageurs	-3,62
baisses de charges	2,3

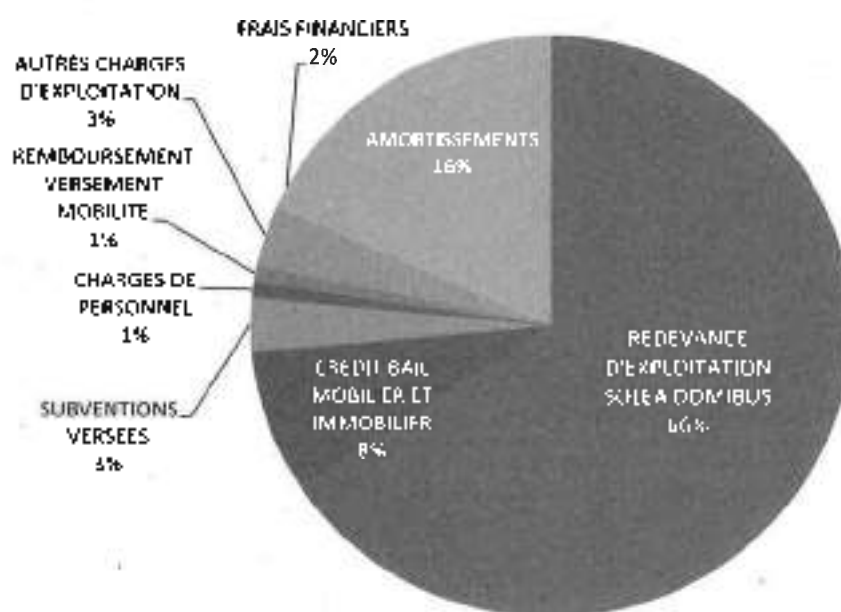
La dégradation de l'épargne brute ressort à -5,8 M€ (-51%) sous l'effet de ces impacts, mais également de la diminution de la compensation par l'Etat du relèvement de seuil d'assujettissement des entreprises au versement mobilité.

Epargne brute en M€



A - Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation se sont élevées pour 2020 à 68 101 246,29 € alors qu'elles étaient de 70 334 399,95 € en 2019.



En 2020, les dépenses ont été mises en œuvre ainsi que détaillé ci-après :

- 44 759 721 € reversés au délégataire pour l'ensemble de ses dépenses,
- 5 306 971 € pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers,
- 2 037 374 € de subventions,
- 1 731 963 € pour les frais financiers de la dette,
- 638 735 € pour le remboursement de la taxe de versement transport,
- 583 533 € pour les frais de personnel,
- 494 732 € de taxes foncières,
- 548 603 € de redevances et droits de passage,
- 181 112 € de frais d'exploitation des vélos électriques,
- les dépenses d'ordre pour un montant de 10 757 005,40 € comprennent des dotations aux amortissements des biens et des charges de fonctionnement à répartir.

Les recettes de la section d'exploitation ont atteint 71 491 598,39 € (contre 71 969 978,44 € en 2019) et sont constituées par :

- le versement mobilité de 38 800 000 € contre 42 827 731 € en 2019 soit une baisse sensible de 9,4 % imputable à la crise sanitaire qui a touché de plein fouet l'activité économique de notre bassin de vie au cours du premier semestre de l'année 2020.
- la contribution de 12 863 040 € versée par le budget général de la Communauté (12 648 931 € en 2019) soit un niveau relativement équivalent. Le montant de la participation versée a pu être maintenu grâce à l'avance de

trésorerie remboursable de 7,16 M€ versée par l'Etat afin d'atténuer les impacts de la crise.

- 6 897 465 € de recettes liées au transport de voyageurs (-34%). Ce montant était de 10 512 532 en 2019.
- une subvention de la Région de 1 973 264 €,
- le soutien du Conseil Départemental à hauteur de 408 127 €,
- une participation de l'Etat pour 596 787 €,
- des recettes liées à la mise en place de navettes pour 232 800 €,
- une compensation du relèvement du seuil du versement mobilité de 358 040 €,
- des produits de location ou produits divers de 131 634 €,
- des recettes d'ordre de 8 148 936,12 € relatives :
 - à des écritures de transfert de charges, pour 988 521,12 €,
 - au transfert en section de fonctionnement de l'avance remboursable de l'Etat de 7,16 M€ perçue en investissement pour atténuer les pertes induites par la crise sanitaire sur le versement mobilité et les recettes voyageurs
- le résultat de fonctionnement reporté de 389 966,28 €.

L'exploitation de ce service dégage, grâce à cette avance de trésorerie de l'Etat de 7,16 M€, un résultat excédentaire de 3 390 352,10 €.

B – Section d'Investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 25 197 315,61 € et se décomposent en 17 018 456,31 € d'opérations réelles et 8 178 859,30 € d'opérations d'ordre.

Le détail des opérations réelles figure ci-dessous :

- les dépenses d'équipement représentent 3 740 954 € et ont été consacrées à :
 - 531 684 € d'acquisition de matériel d'exploitation (bus électriques, bus articulés...),
 - 188 562 € d'aménagement de voirie,
 - 2 101 782 € d'avances versés au délégataire pour qu'il réalise un certain nombre de travaux,
 - 458 837 € pour les travaux et aménagements divers,
 - 303 165 € d'installations techniques tram train,
 - 149 497 € pour les études, logiciels...
- 9 362 783,78 € de remboursement du capital de la dette,
- 3 914 718,21 € de déficit antérieur reporté.

Les opérations d'ordre de 8 178 859,30 € se décomposent en :

- 172 661 € de transfert au compte de résultat des subventions perçues,
- 815 860,12 € de charges à étaler,
- 29 923,18 € d'opérations patrimoniales,
- 7 160 415 € liés à l'avance de trésorerie de l'Etat transférée à la section de fonctionnement.

Les recettes d'investissement se sont élevées à 25 716 455,79 €, réparties en 14 929 527,21 € de recettes réelles, et 10 786 928,58 € en ordre.

Les recettes réelles d'investissement proviennent de :

- 1 245 612,21 € d'affectation du résultat 2019,
- 1 023 500 € de subventions d'équipement,
- la recette d'emprunt de 5,5 M€ ; les emprunts souscrits en 2019 étaient de 8 M€. L'encours de la dette est au 31/12/2020 de 90,61 M€ contre 94,47 M€ au 31/12/2019,
- 7 160 415 € d'avance de trésorerie remboursable de l'Etat allouée pour atténuer l'impact financier de la Covid en 2020. Le remboursement de cette avance débutera lors du « retour à meilleure fortune » pour prendre fin en 2030 au plus tard.

Les recettes d'investissement d'ordre d'un montant global de 10 786 928,58 € sont relatifs à :

- 29 923,18 € d'opérations patrimoniales relatives à la bascule des frais d'études,
- 8 376 170,03 € d'écritures d'amortissements,
- 2 070 835,37 € de charges à étaler,
- 310 000 € de provisions pour risques et charges.

La section d'investissement est excédentaire de 519 140,18 €.

Après reprise des restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte Administratif 2020 du budget annexe des transports urbains dégage un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 2 083 072,82 €.

III – Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim

Le budget annexe de la zone d'activités « Gare de Bantzenheim » retrace les opérations réelles et d'ordre qui ont été réalisées en 2020.

A – Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation 2020 s'élèvent à 173 479,01 €.

Elles comprennent :

- des charges à caractères général pour 3 388 €,
- des écritures d'ordre liées à la variation de stocks de terrains aménagés pour 131 235,81 €,
- la reprise du déficit antérieur pour 38 855,20 €.

Les recettes d'exploitation de 123 428,66 € retracent essentiellement la vente de terrains qui s'élève à 120 216 €.

L'exploitation de ce service dégage un résultat déficitaire de -50 050,35 €.

B – Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 1 039 400,50 € en 2020 et concernent exclusivement la reprise de l'excédent antérieur reporté.

Le montant des recettes d'investissement est de 132 235,81 € et relèvent essentiellement d'écritures d'ordre.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de -907 164,69 €.

Le compte administratif 2020 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global déficitaire de -957 215,04 €.



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**

Sous la présidence de Jean-Luc SCHILDKNECHT
Président temporaire

SOUS-PREFECTURE
- 6 JUL. 2021

DE MULHOUSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

71 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**COMPTE ADMINISTRATIF 2020 : SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DU
WISTARI DISSOUS (311/7.1.3/371C)**

L'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 porte dissolution au 1^{er} janvier 2021 du syndicat mixte pour l'assainissement de Wittelsheim, Staßfelden et Richwiller (WISTARI).

En application de l'article 5216-5 du CGCT ainsi que des lois n° 2015-991 et 2018-702, la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est compétente au 1^{er} janvier 2020 pour l'assainissement.

Ainsi, l'ensemble des biens, droits et obligations des syndicats dissous est transféré à m2A, qui se substitue de plein droit à ces syndicats dans toutes leurs délibérations et actes.

Il appartient ainsi au conseil d'agglomération de m2A de présenter les résultats de la gestion du WISTARI pour l'année 2020.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement 2020 atteignent 643 310,35 €. Les recettes de fonctionnement de l'exercice s'élèvent à 715 942,15 €.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice est excédentaire à hauteur de 72 631,80 €.

En prenant en compte l'excédent de clôture de 2019 de 73 717,39 €, le résultat est excédentaire de 146 349,19 €.

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

Le total des dépenses d'investissement 2020 est de 114 778,15 €.

Les recettes d'investissement de l'exercice ont été enregistrées à hauteur de 143 635,91 €.

Le résultat de la section d'investissement de l'exercice est excédentaire à hauteur de 28 857,76 €.

Compte tenu de l'excédent antérieur reporté de 191 380,14 €, le résultat de clôture de l'exercice 2020 est de 220 237,90 €.

III. RESULTAT

Le résultat global dégagé par le budget du WISTARI est de 366 587,09 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2020 du WISTARI.

PJ : 1

Ne prennent pas part au vote (2) : Fabian JORDAN et Roland ONIMUS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME

Le Président



Fabian JORDAN

DELIBERATION EXECUTOIRE LE 6 JUILLET 2021

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Numéro SIRET
25680221600018

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
COMMUNE dont la population est de 3500 habitants
et plus SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT
WISTARI

SOUS-PREFECTURE
- 6 JUL. 2021

DE MULHOUSE

POSTE COMPTABLE DE : CERNAY

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL WISTARI (2)

ANNEE 2020

(1) Comptes en fonction du service public : autres que le plan de comptes UTRAP - M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 45.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou 90% du budget et cetera.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 17

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 20

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

22

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 643 310,35	G 715 942,15	G-A 72 631,80
	Section d'investissement	B 114 778,15	H 143 635,91	H-B 28 857,76

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 73 717,39 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 191 380,14 (si excédent)		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 758 088,50	Q= G+H+I+J 1 124 675,59	=Q-P 366 587,09

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 643 310,35	= G+I+K 789 659,54	146 349,19
	Section d'investissement	= B+D+F 114 778,15	= H+J+L 335 016,05	220 237,90
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 758 088,50	= G+H+I+J+K+L 1 124 675,59	366 587,09

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

SYNDICAT MIXTE D'ASSAINISSEMENT WISTARI - BUDGET PRINCIPAL WISTARI - CA - 2020

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	656 697,39	492 892,63	0,00	0,00	163 804,76
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 600,00	1 675,36	0,00	0,00	1 924,64
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 320,00	14 263,36	0,00	0,00	2 056,64
Total des dépenses de gestion courante		676 617,39	508 831,35	0,00	0,00	167 786,04
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		676 617,39	508 831,35	0,00	0,00	167 786,04
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	135 000,00	134 479,00			521,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		135 000,00	134 479,00			521,00
TOTAL		811 617,39	643 310,35	0,00	0,00	168 307,04
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	630 000,00	609 970,00	0,00	0,00	20 030,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		630 400,00	609 970,00	0,00	0,00	20 430,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 500,00	3 456,00	0,00	0,00	44,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		633 900,00	613 426,00	0,00	0,00	20 474,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	104 000,00	102 516,15			1 483,85
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		104 000,00	102 516,15			1 483,85
TOTAL		737 900,00	715 942,15	0,00	0,00	21 957,85
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		73 717,39				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	203 040,00	0,00	0,00	203 040,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	31 840,00	12 262,00	0,00	19 578,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	234 880,00	12 262,00	0,00	222 618,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	234 880,00	12 262,00	0,00	222 618,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	104 000,00	102 516,15		1 483,85
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	104 000,00	102 516,15		1 483,85
	TOTAL	338 880,00	114 778,15	0,00	224 101,85
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 500,00	2 556,00	0,00	-56,00
	Total des recettes d'équipement	2 500,00	2 556,00	0,00	-56,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	6 600,91	0,00	3 399,09
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	10 000,00	6 600,91	0,00	3 399,09
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	12 500,00	9 156,91	0,00	3 343,09
021	Virement de la section d'exploitation (2)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	135 000,00	134 479,00		521,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	135 000,00	134 479,00		521,00
	TOTAL	147 500,00	143 635,91	0,00	3 864,09
	Pour information	191 380,14			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	492 892,63		492 892,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 675,36		1 675,36
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	14 263,36		14 263,36
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	134 479,00	134 479,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	508 831,35	134 479,00	643 310,35

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	643 310,35
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	102 516,15	102 516,15
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	12 262,00	0,00	12 262,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	12 262,00	102 516,15	114 778,15

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	114 778,15
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	609 970,00		609 970,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 456,00	102 516,15	105 972,15
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		613 426,00	102 516,15	715 942,15

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	73 717,39
---	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	789 659,54
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	6 600,91	0,00	6 600,91
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	2 556,00	0,00	2 556,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		134 479,00	134 479,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		9 156,91	134 479,00	143 635,91

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	191 380,14
---	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	335 016,05
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF						III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	656 697,39	492 892,63	0,00	0,00	163 804,76
6062	Produits de traitement	8 017,39	12 729,86	0,00	0,00	-4 712,47
6063	Fournitures entretien et petit équipement	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6064	Fournitures administratives	500,00	450,00	0,00	0,00	50,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	9 910,00	13 341,36	0,00	0,00	-3 431,36
6156	Maintenance	4 200,00	3 001,48	0,00	0,00	1 198,52
6161	Multirisques	8 700,00	8 460,00	0,00	0,00	240,00
6168	Autres	250,00	226,00	0,00	0,00	24,00
617	Etudes et recherches	87 000,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
618	Divers	100 000,00	76 841,30	0,00	0,00	23 158,70
6226	Honoraires	5 000,00	2 448,00	0,00	0,00	2 552,00
6228	Divers	430 000,00	374 594,63	0,00	0,00	55 405,37
6231	Annonces et insertions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6256	Missions	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6257	Réceptions	420,00	0,00	0,00	0,00	420,00
6261	Frais d'affranchissement	300,00	300,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 600,00	1 675,36	0,00	0,00	1 924,64
6218	Autre personnel extérieur	3 500,00	1 675,36	0,00	0,00	1 824,64
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 320,00	14 263,36	0,00	0,00	2 056,64
6531	Indemnités élus	8 000,00	7 172,85	0,00	0,00	827,15
6533	Cotisations de retraite élus	320,00	0,00	0,00	0,00	320,00
658	Charges diverses de gestion courante	8 000,00	7 090,51	0,00	0,00	909,49
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		676 617,39	508 831,35	0,00	0,00	167 786,04
66	Charges financières (b) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéficiaires et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		676 617,39	508 831,35	0,00	0,00	167 786,04
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	135 000,00	134 479,00			521,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	135 000,00	134 479,00			521,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		135 000,00	134 479,00			521,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		135 000,00	134 479,00			521,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		811 617,39	643 310,35	0,00	0,00	168 307,04
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	630 000,00	609 970,00	0,00	0,00	20 030,00
741	Primes d'épuration	50 000,00	29 970,00	0,00	0,00	20 030,00
747	Subv. et participat° collectivités	580 000,00	580 000,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		630 400,00	609 970,00	0,00	0,00	20 430,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	3 500,00	3 456,00	0,00	0,00	44,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 500,00	3 456,00	0,00	0,00	44,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		633 900,00	613 426,00	0,00	0,00	20 474,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	104 000,00	102 516,15			1 483,85
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	104 000,00	102 516,15			1 483,85
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		104 000,00	102 516,15			1 483,85
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		737 900,00	715 942,15	0,00	0,00	21 957,85
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		73 717,39				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	203 040,00	0,00	0,00	203 040,00
21532	Réseaux d'assainissement	203 040,00	0,00	0,00	203 040,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	31 840,00	12 262,00	0,00	19 578,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	31 840,00	12 262,00	0,00	19 578,00
Total des dépenses d'équipement		234 880,00	12 262,00	0,00	222 618,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		234 880,00	12 262,00	0,00	222 618,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	104 000,00	102 516,15		1 483,85
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	104 000,00	102 516,15		1 483,85
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	34 000,00	33 465,30		534,70
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	40 000,00	39 196,76		803,24
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	30 000,00	29 854,09		145,91
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		104 000,00	102 516,15		1 483,85
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		338 880,00	114 778,15	0,00	224 101,85
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 500,00	2 556,00	0,00	-56,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 500,00	2 556,00	0,00	-56,00
Total des recettes d'équipement		2 500,00	2 556,00	0,00	-56,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	6 600,91	0,00	3 399,09
10222	FCTVA	10 000,00	6 600,91	0,00	3 399,09
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		10 000,00	6 600,91	0,00	3 399,09
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		12 500,00	9 156,91	0,00	3 343,09
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	135 000,00	134 479,00		521,00
281532	Réseaux d'assainissement	135 000,00	134 479,00		521,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		135 000,00	134 479,00		521,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		135 000,00	134 479,00		521,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		147 500,00	143 635,91	0,00	3 864,09
Pour information		191 380,14			
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1					

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 0 (1)
LIBELLE : CONSTR.INSTALL.INTERCOMMUN.ASSAINISS.EAUX USEES

Pour information

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)		
DEPENSES		234 880,00	A	12 262,00	0,00	222 618,00	B	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	203 040,00		0,00	0,00	203 040,00		0,00
21532	Réseaux d'assainissement	203 040,00		0,00	0,00	203 040,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	31 840,00		12 262,00	0,00	19 578,00		0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	31 840,00		12 262,00	0,00	19 578,00		0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire		
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)		
RECETTES		0,00	C	0,00	0,00	0,00	D	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00

Solde du financement (4)		Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses		C-A	-12 262,00	D-B	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Réseau d'assainissement	60	30/11/0002
L	Station épuration	60	30/11/0002
L	Matériels, outillages et agencements industriels	10	30/11/0002

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		104 000,00	I 102 516,15
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		104 000,00	102 516,15
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	104 000,00	102 516,15
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	102 516,15	0,00	0,00	102 516,15

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		145 000,00	141 079,91
Ressources propres externes de l'année (a)		10 000,00	6 600,91
10222	FCTVA	10 000,00	6 600,91
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		135 000,00	134 479,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281532	Réseaux d'assainissement	135 000,00	134 479,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	141 079,91	0,00	191 380,14	0,00	332 460,05

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 102 516,15
Ressources propres disponibles	IV 332 460,05
Solde	V = IV – II (3) 229 943,90

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité. Les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,2 ETPT (0,8 * 6 / 12).
 %) présent toute l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,48 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant. « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES		IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N		C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Index (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social
 MS : Médico-social
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Moif du contrat (loi du 26 janvier 1984, modifiée) :
 3-6° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité
 3-4 : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité
 3-2 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)
 3-5 : absence temporaire d'un employé
 3-5-1° : absence de cadre d'emplois
 3-3-3° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-2° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-5° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50%.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 36 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
 Nombre de membres présents : 0
 Nombre de suffrages exprimés : 0
 VOTES :
 Pour : 0
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
 A le
 (1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
 A , le
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
 A ,le

- (1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
- (2) L'assemblée délibérante étant : .

Arrêté-signatures

Nombre de membres en exercice : 103

Nombre de membres présents : 71 (+23 pour substitution)

Nombre de suffrages exprimés : 92

Notes :

Pour : 69 (+23 pour substitution)

Contre : /

Abstentions : 2

Présidé par le Président temporaire
Délibéré par le Conseil d'Agglomération, réuni en session le 28 juin 2021
Certifié exécutoire par le Président le 6 juillet 2021

A Mulhouse le 28 juin 2021

MINERY Loïc	MEYER Veronique	EHREI Antoine
LOGEL Pierre	MOR Jean-Pau'	EL HAJJAJI Nadia
BELLONI Thiciry	BUCHERT Maryvonne	FAUROUX-ZELLER Réatrice
ONIMUS Roland	BOUILLE Jean-Philippe	GERARDIN Jean-Marie
GOEPFERT Yves	BONI DA SILVA Claudine	GERRER Valérie
VIOLA Antoine	ZELLER Fabienne	GODDRI LON Isabelle
RICHARD LOIC	WOLFF Philippe	HAYE Ludovic
BUX Daniel	TORANELLI Christophe	HERZOG Michèle
BAECHTEL Rachel	TALLEUX Carole	HORTER Franck
RICHE Laurent	STURCHLER Philippe	OBERLIN Alfred
MEHLEN Josiane	SCHILLINGER Gilles	MIMAUD Danièle
JORDAN Fabian	SCHELL Christiane	MATHIEU-BECHT Catherine
SCHILDKNECHT Jean-Luc	SALZE Pierre	LUTZ Michèle
HOME Antoine	COUCHOT Alain	LOISEL Corinne

DE MULHOUSE
6 JUL. 2021

* N. Fabian JORDAN ne prend pas part au vote / sorti pour la note.
* N. Roland ONIMUS ne prend pas part au vote / sorti pour la note.

HAGENBACH Vincent	ENGASSER Thierry	LIERMANN Manique
NEUMANN Rémy	GOETZ Anne-Catherine	KRZEMINSKI Frédéric
GOLDSTEIN Danièle	JENN Fatima	JUNG Alfred
FUCHS Gilbert	MILLION Lara	HOTTINGER Marie
DUSSOURD Francis	MOTTE Nathalie	PAUVERT Bertrand
DUPONT-OUFEUTREILLE Christine	NICOLAS Thierry	PULEDDA Patrick
DHALLENNE Christine	RAPP Catherine	QUIN Paul
BITSCHEME Christophe	SORNIN Cécile	RENCK Ginette
BERGDOLL Benoit	TRIMAILLÉ Philippe	RIFF Didier
BEHC Jean-Marie	CORMIER Nina	RISSEK Chantal
AGUDO-PEREZ Francine	COLOM Florian	RITZ Christelle
MENSCH Jean-Claude	CHÉRAY Michel	ROTTNER Jean
GREILSAMMER Gérard	CHAPATTE Jean-Claude	SCHMIDLIN BEN MBAREK Malika
GUTH Maurice	CAUSER Jean-Yves	ZIMMERMANN Nicolas
HILLMEYER Francis	BOUAMMAD NOUR	WEISRECK Joseph
JULIEN Jean-Paul	BOESCH Nathalie	SUAREZ Emmanuelle
KEMPF Pierrette	BLANQUIN Jacques	STEGER Christophe
LAUGEL Michel	BEYAZ Beytullah	SIMEONI Joseph
LECONTE Alain	BECHT Olivier	SCHWEITZER Pascale
LIPP Pierre	CORNEILLE Marie	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	D'ORRELLI Philippe	

SUBS-PREFECTURE
 6 JUIN 2021
 DE MULHOUSE

1000
 1000
 1000



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**

Sous la présidence de Jean-Luc SCHILDKNECHT
Président temporaire

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021**

71 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**COMPTE ADMINISTRATIF 2020 : SIVU D'ASSAINISSEMENT DISSOUS DES
COMMUNES DE BANTZENHEIM ET CHALAMPE (311/7.1.3/372C)**

L'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 porte dissolution au 1^{er} janvier 2021 du SIVU de l'assainissement de Bantzenheim regroupant les communes de Bantzenheim et de Chalampe.

En application de l'article 5216-5 du CGCT ainsi que des lois n° 2015-991 et 2018-702, la communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération est compétente au 1^{er} janvier 2020 pour l'assainissement.

Ainsi, l'ensemble des biens, droits et obligations des syndicats dissous est transféré à m2A, qui se substitue de plein droit à ces syndicats dans toutes leurs délibérations et actes.

Il appartient ainsi au conseil d'agglomération de m2A de présenter les résultats de la gestion de ce SIVU pour l'année 2020.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

I. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement 2020 atteignent 183 579,80 €.

Les recettes de fonctionnement de l'exercice s'élèvent à 170 276,45 €.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice est déficitaire à hauteur de 13 303,35 €.

En prenant en compte l'excédent de clôture de 2019 de 170 029,03 €, le résultat est excédentaire de 156 725,68 €.

II. SECTION D'INVESTISSEMENT

Le total des dépenses d'investissement 2020 est de 136 216,93 €.

Les recettes d'investissement de l'exercice ont été enregistrées à hauteur de 70 365,95 €.

Le résultat de la section d'investissement de l'exercice est déficitaire à hauteur de 65 850,98 €.

Compte tenu du déficit antérieur reporté de 37 497,11 €, le résultat de clôture de l'exercice 2020 est déficitaire de 103 348,09 €.

III. RESULTAT

Le résultat global dégagé par le budget du SIVU est de 53 377,59 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2020 du SIVU d'assainissement des communes de Bantzenheim et Chalampé.

PJ : 1

Ne prennent pas part au vote (2) : Fabian JORDAN et Roland ONIMUS.
La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

DELIBERATION EXECUTOIRE LE 6 JUILLET 2021

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
25680307300012

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
Syndicat intercommunal à vocation unique syndicat
assainissement Inter Bart

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE MULHOUSE COURONNE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : SYND ASSAINISSEMENT INTER BART (2)

ANNEE 2020

[1] Compléter au lieu de 0, les services publics locaux du plan de comptes utiles : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 48

[2] Indiquer le budget concerné : budget principal ou budget annexé.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B.3

La liste des articles soustraits sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des versements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépenses « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement).

(1) À compléter par « 01 » ou « 02 » ou « 03 » du tableau ci-dessous.

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) À compléter par un signe des deux côtés suivants.

- semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement)
- budgétaires (inscriptions en recettes de la section d'investissement)

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	183 579,80	G	170 276,45	G-A -13 303,35
	Section d'investissement	B	136 216,83	H	70 365,95	H-B -65 850,88

REPORTS DE L'EXERCICE N-1		C		D	
	Report en section d'exploitation (002)		0,00 (si déficit)		170 029,03 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	37 497,11 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P = A+B+D+0	357 293,84	Q = G+H+J+0	410 671,43	-Q-P 53 377,59

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation		Section d'investissement			
	E	0,00	K	0,00		
	F	0,00	L	0,00		
TOTAL des restes A réaliser A reporter en N+1		= E+K		0,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+D+E	183 579,80	= G+H+K	340 305,45	156 725,68
	Section d'investissement	= B+D+F	173 714,04	= H+J+L	70 365,95	-103 348,09
	TOTAL CUMULE	= A+B+D+E+F	357 293,84	= G+H+J+K+L	410 671,43	53 377,59

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Depenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général	0,00			
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00			
014	Allégations de produits	0,00			
65	Autres charges de gestion courante	0,00			
66	Charges financières	0,00			
67	Charges exceptionnelles	0,00			
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00			
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00		
73	Produits esus de la fiscalité		0,00		
74	Subventions d'exploitation		0,00		
75	Autres produits de gestion courante		0,00		
013	Allégations de charges		0,00		
76	Produits financiers		0,00		
77	Produits exceptionnels		0,00		
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00	L	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00		
18	Compte de liaison : affectat° (BA, Régr) (5)	0,00	0,00		

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+BAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	123 345,00	98 472,95	0,00	0,00	24 872,05
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05	Autres charges de gestion courante	5 300,05	4 650,00	0,00	0,00	1 999,17
Total des dépenses de gestion courante		135 211,05	103 922,95	0,00	0,00	32 167,12
66	Charges financières	10 200,00	10 164,00	0,00	0,00	15,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotation aux provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprevues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		145 411,05	113 213,95	0,00	0,00	32 182,20
023	Virement à la section d'investissement (4)	124 600,00				
042	Opérat' entre transfert entre sections (4)	70 365,95	70 365,95			0,00
043	Opérat' entre intérieur de la section (recouvrement en 044) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		194 965,95	70 365,95			724 800,00
TOTAL		340 377,00	183 579,90	0,00	0,00	156 797,20
Pour information		6,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+BAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	Ventes produits légers (vente courante)	115 000,45	115 099,45	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	700,52	720,00	0,00	0,00	71,52
Total des recettes de gestion courante		116 100,97	116 119,45	0,00	0,00	71,52
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		116 100,97	116 119,45	0,00	0,00	71,52
042	Opérat' entre transfert entre sections (4)	54 151,00	54 151,00			0,00
043	Opérat' entre intérieur de la section (recouvrement en 044) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		54 151,00	54 151,00			0,00
TOTAL		170 347,97	170 276,45	0,00	0,00	71,52
Pour information		170 029,63				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts diminués de la somme des crédits employés.

(2) et (3) - C'est auprès de la région des Dots (DDE) que les collectivités locales ont pu bénéficier aux divers aléas des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, au départ de 1970, des comptes de titres et des dépenses des comptes financiers.

(4) Le chapitre n'est pas en M. 42.

(5) Les 005 + 0021 + 01040 + 02 042 + 01 040 + 05 047 + 01 041 + 01 042 + 05 043 + 01 044.

(6) Le chapitre n'est pas en M. 42, M. 43 et M. 44.

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+OM+RAR+R)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	300,00	219,19	0,00	50,81
21	Immobilisations corporelles	72 446,89	43 212,51	0,00	29 234,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	72 746,89	43 431,70	0,00	29 314,19
13	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
17	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	38 623,00	38 623,23	0,00	-0,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régime) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	38 623,00	38 623,23	0,00	-0,23
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	111 369,89	82 055,93	0,00	29 313,96
093	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	54 151,00	54 151,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	54 151,00	54 151,00		0,00
	TOTAL	165 520,89	136 216,93	0,00	29 313,96
	Pour information	37 497,11			
	R 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+OM+RAR+N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 062,00	0,00	0,00	1 062,00
16	Financements et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 062,00	0,00	0,00	1 062,00
13	Dotations, fonds divers et réserves	7 006,05	0,00	0,00	7 006,05
135	Régularisat° (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régime) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	7 006,05	0,00	0,00	7 006,05
46...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	8 068,05	0,00	0,00	8 068,05
021	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	124 600,00			0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	70 365,93	70 365,93		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	194 965,93	70 365,93		124 600,00
	TOTAL	203 928,00	70 365,93	0,00	132 682,05
	Pour information	0,00			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts au budget à l'issue de l'exercice et non utilisés.

(2) DC 203 - R 021 - R 040 - R 041 - R 042 - R 043 - R 044 - R 045 - R 046 - R 047 - R 048 - R 049 - R 050 - R 051 - R 052 - R 053 - R 054 - R 055 - R 056 - R 057 - R 058 - R 059 - R 060 - R 061 - R 062 - R 063 - R 064 - R 065 - R 066 - R 067 - R 068 - R 069 - R 070 - R 071 - R 072 - R 073 - R 074 - R 075 - R 076 - R 077 - R 078 - R 079 - R 080 - R 081 - R 082 - R 083 - R 084 - R 085 - R 086 - R 087 - R 088 - R 089 - R 090 - R 091 - R 092 - R 093 - R 094 - R 095 - R 096 - R 097 - R 098 - R 099 - R 100 - R 101 - R 102 - R 103 - R 104 - R 105 - R 106 - R 107 - R 108 - R 109 - R 110 - R 111 - R 112 - R 113 - R 114 - R 115 - R 116 - R 117 - R 118 - R 119 - R 120 - R 121 - R 122 - R 123 - R 124 - R 125 - R 126 - R 127 - R 128 - R 129 - R 130 - R 131 - R 132 - R 133 - R 134 - R 135 - R 136 - R 137 - R 138 - R 139 - R 140 - R 141 - R 142 - R 143 - R 144 - R 145 - R 146 - R 147 - R 148 - R 149 - R 150 - R 151 - R 152 - R 153 - R 154 - R 155 - R 156 - R 157 - R 158 - R 159 - R 160 - R 161 - R 162 - R 163 - R 164 - R 165 - R 166 - R 167 - R 168 - R 169 - R 170 - R 171 - R 172 - R 173 - R 174 - R 175 - R 176 - R 177 - R 178 - R 179 - R 180 - R 181 - R 182 - R 183 - R 184 - R 185 - R 186 - R 187 - R 188 - R 189 - R 190 - R 191 - R 192 - R 193 - R 194 - R 195 - R 196 - R 197 - R 198 - R 199 - R 200 - R 201 - R 202 - R 203 - R 204 - R 205 - R 206 - R 207 - R 208 - R 209 - R 210 - R 211 - R 212 - R 213 - R 214 - R 215 - R 216 - R 217 - R 218 - R 219 - R 220 - R 221 - R 222 - R 223 - R 224 - R 225 - R 226 - R 227 - R 228 - R 229 - R 230 - R 231 - R 232 - R 233 - R 234 - R 235 - R 236 - R 237 - R 238 - R 239 - R 240 - R 241 - R 242 - R 243 - R 244 - R 245 - R 246 - R 247 - R 248 - R 249 - R 250 - R 251 - R 252 - R 253 - R 254 - R 255 - R 256 - R 257 - R 258 - R 259 - R 260 - R 261 - R 262 - R 263 - R 264 - R 265 - R 266 - R 267 - R 268 - R 269 - R 270 - R 271 - R 272 - R 273 - R 274 - R 275 - R 276 - R 277 - R 278 - R 279 - R 280 - R 281 - R 282 - R 283 - R 284 - R 285 - R 286 - R 287 - R 288 - R 289 - R 290 - R 291 - R 292 - R 293 - R 294 - R 295 - R 296 - R 297 - R 298 - R 299 - R 300 - R 301 - R 302 - R 303 - R 304 - R 305 - R 306 - R 307 - R 308 - R 309 - R 310 - R 311 - R 312 - R 313 - R 314 - R 315 - R 316 - R 317 - R 318 - R 319 - R 320 - R 321 - R 322 - R 323 - R 324 - R 325 - R 326 - R 327 - R 328 - R 329 - R 330 - R 331 - R 332 - R 333 - R 334 - R 335 - R 336 - R 337 - R 338 - R 339 - R 340 - R 341 - R 342 - R 343 - R 344 - R 345 - R 346 - R 347 - R 348 - R 349 - R 350 - R 351 - R 352 - R 353 - R 354 - R 355 - R 356 - R 357 - R 358 - R 359 - R 360 - R 361 - R 362 - R 363 - R 364 - R 365 - R 366 - R 367 - R 368 - R 369 - R 370 - R 371 - R 372 - R 373 - R 374 - R 375 - R 376 - R 377 - R 378 - R 379 - R 380 - R 381 - R 382 - R 383 - R 384 - R 385 - R 386 - R 387 - R 388 - R 389 - R 390 - R 391 - R 392 - R 393 - R 394 - R 395 - R 396 - R 397 - R 398 - R 399 - R 400 - R 401 - R 402 - R 403 - R 404 - R 405 - R 406 - R 407 - R 408 - R 409 - R 410 - R 411 - R 412 - R 413 - R 414 - R 415 - R 416 - R 417 - R 418 - R 419 - R 420 - R 421 - R 422 - R 423 - R 424 - R 425 - R 426 - R 427 - R 428 - R 429 - R 430 - R 431 - R 432 - R 433 - R 434 - R 435 - R 436 - R 437 - R 438 - R 439 - R 440 - R 441 - R 442 - R 443 - R 444 - R 445 - R 446 - R 447 - R 448 - R 449 - R 450 - R 451 - R 452 - R 453 - R 454 - R 455 - R 456 - R 457 - R 458 - R 459 - R 460 - R 461 - R 462 - R 463 - R 464 - R 465 - R 466 - R 467 - R 468 - R 469 - R 470 - R 471 - R 472 - R 473 - R 474 - R 475 - R 476 - R 477 - R 478 - R 479 - R 480 - R 481 - R 482 - R 483 - R 484 - R 485 - R 486 - R 487 - R 488 - R 489 - R 490 - R 491 - R 492 - R 493 - R 494 - R 495 - R 496 - R 497 - R 498 - R 499 - R 500 - R 501 - R 502 - R 503 - R 504 - R 505 - R 506 - R 507 - R 508 - R 509 - R 510 - R 511 - R 512 - R 513 - R 514 - R 515 - R 516 - R 517 - R 518 - R 519 - R 520 - R 521 - R 522 - R 523 - R 524 - R 525 - R 526 - R 527 - R 528 - R 529 - R 530 - R 531 - R 532 - R 533 - R 534 - R 535 - R 536 - R 537 - R 538 - R 539 - R 540 - R 541 - R 542 - R 543 - R 544 - R 545 - R 546 - R 547 - R 548 - R 549 - R 550 - R 551 - R 552 - R 553 - R 554 - R 555 - R 556 - R 557 - R 558 - R 559 - R 560 - R 561 - R 562 - R 563 - R 564 - R 565 - R 566 - R 567 - R 568 - R 569 - R 570 - R 571 - R 572 - R 573 - R 574 - R 575 - R 576 - R 577 - R 578 - R 579 - R 580 - R 581 - R 582 - R 583 - R 584 - R 585 - R 586 - R 587 - R 588 - R 589 - R 590 - R 591 - R 592 - R 593 - R 594 - R 595 - R 596 - R 597 - R 598 - R 599 - R 600 - R 601 - R 602 - R 603 - R 604 - R 605 - R 606 - R 607 - R 608 - R 609 - R 610 - R 611 - R 612 - R 613 - R 614 - R 615 - R 616 - R 617 - R 618 - R 619 - R 620 - R 621 - R 622 - R 623 - R 624 - R 625 - R 626 - R 627 - R 628 - R 629 - R 630 - R 631 - R 632 - R 633 - R 634 - R 635 - R 636 - R 637 - R 638 - R 639 - R 640 - R 641 - R 642 - R 643 - R 644 - R 645 - R 646 - R 647 - R 648 - R 649 - R 650 - R 651 - R 652 - R 653 - R 654 - R 655 - R 656 - R 657 - R 658 - R 659 - R 660 - R 661 - R 662 - R 663 - R 664 - R 665 - R 666 - R 667 - R 668 - R 669 - R 670 - R 671 - R 672 - R 673 - R 674 - R 675 - R 676 - R 677 - R 678 - R 679 - R 680 - R 681 - R 682 - R 683 - R 684 - R 685 - R 686 - R 687 - R 688 - R 689 - R 690 - R 691 - R 692 - R 693 - R 694 - R 695 - R 696 - R 697 - R 698 - R 699 - R 700 - R 701 - R 702 - R 703 - R 704 - R 705 - R 706 - R 707 - R 708 - R 709 - R 710 - R 711 - R 712 - R 713 - R 714 - R 715 - R 716 - R 717 - R 718 - R 719 - R 720 - R 721 - R 722 - R 723 - R 724 - R 725 - R 726 - R 727 - R 728 - R 729 - R 730 - R 731 - R 732 - R 733 - R 734 - R 735 - R 736 - R 737 - R 738 - R 739 - R 740 - R 741 - R 742 - R 743 - R 744 - R 745 - R 746 - R 747 - R 748 - R 749 - R 750 - R 751 - R 752 - R 753 - R 754 - R 755 - R 756 - R 757 - R 758 - R 759 - R 760 - R 761 - R 762 - R 763 - R 764 - R 765 - R 766 - R 767 - R 768 - R 769 - R 770 - R 771 - R 772 - R 773 - R 774 - R 775 - R 776 - R 777 - R 778 - R 779 - R 780 - R 781 - R 782 - R 783 - R 784 - R 785 - R 786 - R 787 - R 788 - R 789 - R 790 - R 791 - R 792 - R 793 - R 794 - R 795 - R 796 - R 797 - R 798 - R 799 - R 800 - R 801 - R 802 - R 803 - R 804 - R 805 - R 806 - R 807 - R 808 - R 809 - R 810 - R 811 - R 812 - R 813 - R 814 - R 815 - R 816 - R 817 - R 818 - R 819 - R 820 - R 821 - R 822 - R 823 - R 824 - R 825 - R 826 - R 827 - R 828 - R 829 - R 830 - R 831 - R 832 - R 833 - R 834 - R 835 - R 836 - R 837 - R 838 - R 839 - R 840 - R 841 - R 842 - R 843 - R 844 - R 845 - R 846 - R 847 - R 848 - R 849 - R 850 - R 851 - R 852 - R 853 - R 854 - R 855 - R 856 - R 857 - R 858 - R 859 - R 860 - R 861 - R 862 - R 863 - R 864 - R 865 - R 866 - R 867 - R 868 - R 869 - R 870 - R 871 - R 872 - R 873 - R 874 - R 875 - R 876 - R 877 - R 878 - R 879 - R 880 - R 881 - R 882 - R 883 - R 884 - R 885 - R 886 - R 887 - R 888 - R 889 - R 890 - R 891 - R 892 - R 893 - R 894 - R 895 - R 896 - R 897 - R 898 - R 899 - R 900 - R 901 - R 902 - R 903 - R 904 - R 905 - R 906 - R 907 - R 908 - R 909 - R 910 - R 911 - R 912 - R 913 - R 914 - R 915 - R 916 - R 917 - R 918 - R 919 - R 920 - R 921 - R 922 - R 923 - R 924 - R 925 - R 926 - R 927 - R 928 - R 929 - R 930 - R 931 - R 932 - R 933 - R 934 - R 935 - R 936 - R 937 - R 938 - R 939 - R 940 - R 941 - R 942 - R 943 - R 944 - R 945 - R 946 - R 947 - R 948 - R 949 - R 950 - R 951 - R 952 - R 953 - R 954 - R 955 - R 956 - R 957 - R 958 - R 959 - R 960 - R 961 - R 962 - R 963 - R 964 - R 965 - R 966 - R 967 - R 968 - R 969 - R 970 - R 971 - R 972 - R 973 - R 974 - R 975 - R 976 - R 977 - R 978 - R 979 - R 980 - R 981 - R 982 - R 983 - R 984 - R 985 - R 986 - R 987 - R 988 - R 989 - R 990 - R 991 - R 992 - R 993 - R 994 - R 995 - R 996 - R 997 - R 998 - R 999 - R 1000 - R 1001 - R 1002 - R 1003 - R 1004 - R 1005 - R 1006 - R 1007 - R 1008 - R 1009 - R 1010 - R 1011 - R 1012 - R 1013 - R 1014 - R 1015 - R 1016 - R 1017 - R 1018 - R 1019 - R 1020 - R 1021 - R 1022 - R 1023 - R 1024 - R 1025 - R 1026 - R 1027 - R 1028 - R 1029 - R 1030 - R 1031 - R 1032 - R 1033 - R 1034 - R 1035 - R 1036 - R 1037 - R 1038 - R 1039 - R 1040 - R 1041 - R 1042 - R 1043 - R 1044 - R 1045 - R 1046 - R 1047 - R 1048 - R 1049 - R 1050 - R 1051 - R 1052 - R 1053 - R 1054 - R 1055 - R 1056 - R 1057 - R 1058 - R 1059 - R 1060 - R 1061 - R 1062 - R 1063 - R 1064 - R 1065 - R 1066 - R 1067 - R 1068 - R 1069 - R 1070 - R 1071 - R 1072 - R 1073 - R 1074 - R 1075 - R 1076 - R 1077 - R 1078 - R 1079 - R 1080 - R 1081 - R 1082 - R 1083 - R 1084 - R 1085 - R 1086 - R 1087 - R 1088 - R 1089 - R 1090 - R 1091 - R 1092 - R 1093 - R 1094 - R 1095 - R 1096 - R 1097 - R 1098 - R 1099 - R 1100 - R 1101 - R 1102 - R 1103 - R 1104 - R 1105 - R 1106 - R 1107 - R 1108 - R 1109 - R 1110 - R 1111 - R 1112 - R 1113 - R 1114 - R 1115 - R 1116 - R 1117 - R 1118 - R 1119 - R 1120 - R 1121 - R 1122 - R 1123 - R 1124 - R 1125 - R 1126 - R 1127 - R 1128 - R 1129 - R 1130 - R 1131 - R 1132 - R 1133 - R 1134 - R 1135 - R 1136 - R 1137 - R 1138 - R 1139 - R 1140 - R 1141 - R 1142 - R 1143 - R 1144 - R 1145 - R 1146 - R 1147 - R 1148 - R 1149 - R 1150 - R 1151 - R 1152 - R 1153 - R 1154 - R 1155 - R 1156 - R 1157 - R 1158 - R 1159 - R 1160 - R 1161 - R 1162 - R 1163 - R 1164 - R 1165 - R 1166 - R 1167 - R 1168 - R 1169 - R 1170 - R 1171 - R 1172 - R 1173 - R 1174 - R 1175 - R 1176 - R 1177 - R 1178 - R 1179 - R 1180 - R 1181 - R 1182 - R 1183 - R 1184 - R 1185 - R 1186 - R 1187 - R 1188 - R 1189 - R 1190 - R 1191 - R 1192 - R 1193 - R 1194 - R 1195 - R 1196 - R 1197 - R 1198 - R 1199 - R 1200 - R 1201 - R 1202 - R 1203 - R 1204 - R 1205 - R 1206 - R 1207 - R 1208 - R 1209 - R 1210 - R 1211 - R 1212 - R 1213 - R 1214 - R 1215 - R 1216 - R 1217 - R 1218 - R 1219 - R 1220 - R 1221 - R 1222 - R 1223 - R 1224 - R 1225 - R 1226 - R 1227 - R 1228 - R 1229 - R 1230 - R 1231 - R 1232 - R 1233 - R 1234 - R 1235 - R 1236 - R 1237 - R 1238 - R 1239 - R 1240 - R 1241 - R 1242 - R 1243 - R 1244 - R 1245 - R 1246 - R 1247 - R 1248 - R 1249 - R 1250 - R 1251 - R 1252 - R 1253 - R 1254 - R 1255 - R 1256 - R 1257 - R 1258 - R 1259 - R 1260 - R 1261 - R 1262 - R 1263 - R 1264 - R 1265 - R 1266 - R 1267 - R 1268 - R 1269 - R 1270 - R 1271 - R 1272 - R 1273 - R 1274 - R 1275 - R 1276 - R 1277 - R 1278 - R 1279 - R 1280 - R 1281 - R 1282 - R 1283 - R 1284 - R 1285 - R 1286 - R 1287 - R 1288 - R 1289 - R 1290 - R 1291 - R 1292 - R 1293 - R 1294 - R 1295 - R 1296 - R 1297 - R 1298 - R 1299 - R 1300 - R 1301 - R 1302 - R 1303 - R 1304 - R 1305 - R 1306 - R 1307 - R 1308 - R 1309 - R 1310 - R 1311 - R 1312 - R 1313 - R 1314 - R 1315 - R 1316 - R 1317 - R 1318 - R 1319 - R 1320 - R 1321 - R 1322 - R 1323 - R 1324 - R 1325 - R 1326 - R 1327 - R 1328 - R 1329 - R 1330 - R 1331 - R 1332 - R 1333 - R 1334 - R 1335 - R 1336 - R 1337 - R 1338 - R 1339 - R 1340 - R 1341 - R 1342 - R 1343 - R 1344 - R 1345 - R 1346 - R 1347 - R 1348 - R 1349 - R 1350 - R 1351 - R 1352 - R 1353 - R 1354 - R 1355 - R 1356 - R 1357 - R 1358 - R 1359 - R 1360 - R 1361 - R 1362 - R 1363 - R 1364 - R 1365 - R 1366 - R 1367 - R 1368 - R 1369 - R 1370 - R 1371 - R 1372 - R 1373 - R 1374 - R 1375 - R 1376 - R 1377 - R 1378 - R 1379 - R 1380 - R 1381 - R 1382 - R 1383 - R 1384 - R 1385 - R 1386 - R 1387 - R 1388 - R 1389 - R 1390 - R 1391 - R 1392 - R 1393 - R 1394 - R 1395 - R 1396 - R 1397 - R 1398 - R 1399 - R 1400 - R 1401 - R 1402 - R

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	98 472,05		98 472,05
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 556,83		4 556,83
06	Charges financières	10 184,92	0,00	10 184,92
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Foi Amortisi, dépréciat* provisions	0,00	70 365,95	70 365,95
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation - Total	113 213,85	70 365,95	183 579,80

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	183 579,80
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	54 161,00	54 161,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilés (sauf 1688 non budgétaire)	38 622,23	0,00	38 622,23
18	Compte de liaison - affectat* (BA, régime)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	219,19	0,00	219,19
21	Immobilisations corporelles (6)	43 213,51	0,00	43 213,51
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
35	Dépréciat* des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement - Total	82 055,93	54 161,00	136 216,93

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	37 487,11
--	------------------

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	173 714,04
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au financement des charges et des produits et les opérations d'ordre au budget réel.

(2) Y compris les opérations d'ordre.

(3) Régime de réévaluation variable de stocks (sauf stocks de marchandises en inventaire).

(4) Coefficient à calculer par ML 45.

(5) Si le régime appliqué le régime des investissements budgétaires.

(6) Y compris les opérations d'équipement.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (par exemple sur le BA).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Actifs et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	115 896,45		115 896,45
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits assés de la fiscalité (4)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	229,03		229,03
76	Produits financiers	3,00	0,00	3,00
77	Produits exceptionnels	3,00	54 161,00	54 161,00
78	Rprise amort., dépréciat ⁿ et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation - Total	116 116,45	54 161,00	170 276,45

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	170 029,03
---	-------------------

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	340 305,48
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Détachés, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, autor. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1608 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison affectat ⁿ BA régime	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		70 365,95	70 365,95
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat ⁿ des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement - Total	0,00	70 365,95	70 365,95

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	0,00
---	-------------

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	70 365,95
---	------------------

(1) Y compris les opérations réalisées au 00/00/00 pour les charges et les produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires

(2) Hors des opérations d'ordre

(3) Permet de révéler les variations de stocks (sauf signes de marchandises et de financer)

(4) Il s'agit surtout de reprises des provisions budgétaires

(5) Hors rétroactifs + opérations d'investissement

(6) Seul le solde des opérations pour compte de tiers figure en ce) sur le compte de résultat

(7) Ce compte existe uniquement en M 41, 26 M et 21 et M 42

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Classef art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	123 345,00	98 472,05	0,00	0,00	24 872,95
604	Achats d'énergie, prestations de services	40 300,00	32 124,38	0,00	0,00	8 175,64
6061	Fournitures non stockables (eau, électricité)	27 051,00	25 984,70	0,00	0,00	1 066,30
6064	Fournitures administratives	500,00	130,19	0,00	0,00	369,81
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
61528	Entretien, réparation autres biens immeubles	6 000,00	5 444,31	0,00	0,00	555,69
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6156	Vacances	6 000,00	5 304,60	0,00	0,00	-3 264,60
616	Primes d'assurances	6 000,00	4 616,00	0,00	0,00	1 384,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	26 784,00	16 128,53	0,00	0,00	7 655,47
629	Publicité, publicité, relations publiques	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
629	Dépansants, missions et receptions	2 000,00	46,00	0,00	0,00	1 954,00
629	Frais postaux et frais télécommunication	1 000,00	344,16	0,00	0,00	655,84
612	Charges de personnel, frais assimilés	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autres orges)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
610	Rémunération du personnel	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
014	Amortissements de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	6 365,05	4 556,88	0,00	0,00	1 808,17
653	Indemnités (frais officiels) aux	6 365,05	4 556,88	0,00	0,00	1 808,17
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		133 211,05	103 028,93	0,00	0,00	32 182,12
66	Charges financières (b) (3)	10 200,00	10 184,92	0,00	0,00	15,08
6611	Intérêts liés à l'échéance	10 200,00	10 184,92	0,00	0,00	15,08
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (d) (8)	0,00	0,00			0,00
49	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Depenses Imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		143 411,06	113 213,85	0,00	0,00	32 197,20
029	Virement à la section d'investissement	124 600,00				
042	Opérat* ordre transfert entre sections (8)(9)	70 365,95	70 365,95			0,00
6011	Dot. amort. Impôts locaux et assimilés	70 365,95	70 365,95			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		194 965,95	70 365,95			124 600,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		194 965,95	70 365,95			124 600,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE = Total des opérations réelles et d'ordre		340 377,00	183 579,80	0,00	0,00	156 797,20
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes défini par le règlement.

(2) Le compte 621 est rattaché au titre du chapitre 012.

(3) Le compte 604 est rattaché au titre du chapitre 011.

(4) Le compte 610 est rattaché au titre du chapitre 011.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice N est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'exercice N-1 sera égal à 0.

(6) Si le règlement applique le régime des comptes des administrations, les dotations aux provisions des comptes de produits et de charges sont rattachées au titre du chapitre 011.

(7) Ce chapitre n'est pas au titre du chapitre 011.

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre. Cf. 042 - M 040.

(9) Le compte 6011 peut être rattaché au titre du chapitre 011 si le règlement applique le régime des administrations publiques.

(10) Chapitre destiné à recevoir les opérations effectuées lors que des opérations de ordre de biens à la section d'investissement par transfert simple.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Chapit art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+PAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres emis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	115 885,43	115 885,43	0,00	0,00	0,00
7125	Autres taxes et redevances	115 885,43	115 885,43	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Autres produits de gestion courante	300,52	229,00	0,00	0,50	71,52
7599	Autres	301,00	229,00	0,00	0,00	71,52
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+913		116 186,97	116 115,43	0,00	0,00	71,52
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Rprises sur provisions et dépréciations (d) (8)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		116 186,97	116 115,43	0,00	0,00	71,52
042	Opérat ⁿ ordre transfert entre sections (5)	54 161,00	54 161,00			0,00
111	Opérat ⁿ par subv invest transferte réser ^{ve}	54 161,00	54 161,00			0,00
043	Opérat ⁿ ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		54 161,00	54 161,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		170 347,97	170 276,43	0,00	0,00	71,52
Pour information		170 328,03				
R 002 Excédant d'exploitation reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	3,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	3,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	3,00

(1) Les totaux chiffrés budgétaires par année sont indiqués au plan de comptes et par les articles

(2) Article 695 Code de Commerce

(3) Article 1699 Code de Commerce

(4) Si la règle applicable est l'article 1699 du Code de Commerce, sans que pour la détermination des dépréciations des stocks de marchandises et de marchandises, des créances et des valeurs

matérielles de placement, les dépréciations des comptes de stocks de marchandises et de marchandises, des créances et des valeurs

matérielles de placement, les dépréciations des comptes de stocks de marchandises et de marchandises, des créances et des valeurs

(5) Le compte 1815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 et être réajusté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Credits initiaux (BP+DN+RAR N-1)	Mandats emis	Restes à réaliser au 31/12	Credits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	300,00	219,89	0,00	80,81
2051	Coactions et droits assimilés	300,00	219,89	0,00	80,81
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	72 485,88	43 213,51	0,00	29 233,33
2156	Mandat opération d'exploitation	53 140,89	21 818,71	0,00	4 322,18
2158	Autres instal matériel curif, techniq	9 306,00	21 394,80	0,00	12 009,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		72 745,88	43 432,79	0,00	29 214,19
30	Opérations fonds propres et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
33	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Emprunts et dettes assimilées	38 623,26	38 623,23	0,00	-0,23
164	Emprunts en euros	38 623,20	38 623,23	0,00	-0,23
18	Compte de liaison affectif (BA, régime)	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
69	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		38 623,00	38 623,23	0,00	-0,23
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		111 369,88	82 055,93	0,00	29 214,96
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	54 161,00	54 161,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieurs(6)	54 161,00	54 161,00		0,00
338	Subventions d'équipement	54 161,00	54 161,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
047	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		54 161,00	54 161,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		165 530,88	136 216,93	0,00	29 214,96
Pour information		31 497,81			
0 001 Solde d'exécution négatif rapporté de N-1					

- (1) Déclaire les chapitres relatifs au détail du compte administratif par des comptes de 02 à 09 (2) à 99.
(2) Les crédits annulés comprennent les crédits cumulés sur les 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99.
(3) Voir Annexe III (1) pour le détail des opérations d'ordre.
(4) Voir Annexe III (2) pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. destination caractéristique des opérations d'ordre 01-040 - 02-042.
(6) Les comptes 15, 21 peuvent figurer dans le détail des recettes sur autofinancement à attribuer à la ligne typique le régime des produits industriels.
(7) Cf. détail des opérations d'ordre 01-041 - 01-043.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chapit art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+OM+PAR H.1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	1 061,00	0,00	0,00	1 061,00
13'	Subventions d'équipement	1 061,00	0,00	0,00	1 061,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1,00	0,00	0,00	1,00
164'	Emprunts en euros	1,00	0,00	0,00	1,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		1 062,00	0,00	0,00	1 062,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 000,05	0,00	0,05	7 000,05
10222	FCTVA	7 000,05	0,00	0,05	7 000,05
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison "affectal" (BA, régime)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		7 000,05	0,00	0,00	7 000,05
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		8 062,05	0,00	0,00	8 062,05
091	Virement de la section d'exploitation	124 600,00			
040	Opérations ordre transfert entre sections (4)(5)	70 365,95	70 365,95		0,00
7805	Licences logicielles, droits similaires	219,84	219,84		0,00
2810	Contrats	48 992,79	48 992,79		0,00
28156	Matériaux technique d'exploitation	16 214,89	16 214,89		0,00
20158	Autres matériels, outillage technique	4 937,43	4 937,43		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		194 905,91	70 365,95		124 600,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		194 905,91	70 365,95		124 600,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		203 026,00	70 365,95	0,00	132 662,05
Pour information: R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires pour un compte administratif par chapitre de dépenses et par ligne.

(2) Au 31/12 la somme des crédits ouverts, des crédits ouverts jusqu'à 31/12 et des crédits de reports des exercices antérieurs réels et virtuels à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe 17.47 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. Références du directeur des opérations d'ordre: D 240 - RC 610.

(5) Les comptes 15.2 sont figurés sans la référence à l'annexe 092 à la règle applicable au régime des sociétés intégrées.

(6) Cf. Références au chapitre des opérations d'ordre: D 247 - R 041.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + PV + RRH)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		92 784,00	92 784,23
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		38 623,00	38 623,23
163	Emprunts obligataires	0,00	0,00
164	Emprunts en euros	38 623,00	38 623,23
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
1644	Opérai* afférents à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		54 161,00	54 161,00
10 ..	Reprise de dotations, fonds d'investissement et réserves		
10 ..	Reversement de dotations, fonds d'investissement et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	54 161,00	54 161,00
020	Depenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Réalis à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL ■
Dépenses à couvrir par des ressources propres	92 784,23	0,00	37 497,11	130 281,34

(1) Détailler les chapitres budgétaires pour cet exercice (à compléter si nécessaire).

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Credits de l'exercice (R11 + R3 + R7 + RAN N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		201 966,00	70 365,95
Ressources propres externes de l'année (a)		7 000,05	0,00
10222	FCTVA	7 000,05	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		
27 ..	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		194 965,95	70 365,95
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26 ..	Participations et créances rattachées		
27 ..	Autres immobilisations financières		
28 ..	Amortissement des immobilisations		
2805	Licences, logiciels, droits similaires	219,84	219,84
2813	Constructions	49 993,79	49 993,79
28146	Matériel spécifique d'exploitation	16 214,89	16 214,89
28158	Autres matériels, outillage technique	4 937,43	4 937,43
29.	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481 ..	Charges à répartir plusieurs exercices		
621	Virement de la section d'exploitation	124 500,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R108 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	70 365,95	0,00	0,00	0,00	70 365,95

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	130 281,34
Ressources propres disponibles	IV	70 365,95
Solde	V = IV - II (3)	-59 915,39

(1) Les codes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à utiliser uniquement au pied de comptes.

(2) Les codes 15, 29 et 39 sont présents, en premier, en la colonne du bilan, avant d'être appliqués au registre des crédits des budgets.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Assainissement (1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	Charges à caractère général	44 342,16
022	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 865,50
026	Frais postaux et frais de télécommunications	115,92
604	Achats d'études, prestations de services, équipements et travaux	8 355,94
6081	Fournitures non stockables (eau, énergie...)	10 060,56
6021	Matières consommables	0,00
61220	Entretien et réparations autres biens immobiliers	1 209,24
625	Déplacements, missions et régularités	45,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
85	Autres charges de gestion courante	0,00
88	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
Total des dépenses réelles		44 342,16
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
R 002 (5)		0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		44 342,16

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	229,00
7582	Autres	229,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
Total des recettes réelles		229,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
R 002 (5)		0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES		229,00

(1) Champ de compétence : Service de distribution d'eau - et - Service d'assainissement - visé par un budget annexé aux budgets des services de l'eau et de l'assainissement de la commune de Bart - en application de l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 5 000 habitants ou pour le Service d'assainissement collectif de la commune de Bart - en application de l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes de plus de 5 000 habitants.

(2) Titres en les dépenses budgétaires par article - conformément à l'article R. 145 du décret n° 2017-1057 du 21 juin 2017.

(3) Le montant des dépenses et recettes constatés au BAR - bilan de la commune de Bart - en application de l'article R. 145 du décret n° 2017-1057 du 21 juin 2017.

(4) Si applicable, le report des provisions budgétaires - ainsi que - sur les dépenses et les recettes sur les dépenses et les recettes des exercices précédents.

(5) Inscrit en cas de report des résultats des exercices précédents - ainsi que - sur les dépenses et les recettes des exercices précédents.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Assainissement(1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	42 551,11
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
40	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
43	Subventions d'investissement	0,00
18	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (DA, ligne)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		42 551,11
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
D 001 (4)		0,00
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		42 551,11

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
100	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA règle)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
027	Virement de la section d'exploitation	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
R 001 (4)		0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES		0,00

(1) Ligne 001 du tableau « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » en application du budget annexé pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 10 000 habitants ou pour le Service d'assainissement collectif pour le Service d'assainissement non collectif et le budget annexé relatif aux services d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'indiquer l'unité et l'unité par défaut.

(2) Ces articles et libellés budgétaires ont été révisés conformément au plan de comptes 61-40.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR à ordre votés au 31/12/2020.

(4) L'inscrimement des dépenses et recettes résulte de l'exécution précédente par l'entité ou l'organisme du compte administratif ou du régime de droit des 1000 (215).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre gréux				
22/11/2020	Equipement électrique pour le réseau Biosphère	14 642,00	0,00	10
10/06/2020	Affectement et matériel informatique	215,19	0,00	1
10/06/2020	Affectement et matériel informatique	662,40	0,00	1
14/12/2020	Remplacement du matériel de la centrifugeuse	4 351,00	0,00	10
14/12/2020	Remplacement des moteurs et courroies de la machine STCP	1 025,51	0,00	10
14/12/2020	Travaux d'entretien après la destruction des débris de dégrèvement	7 139,00	0,00	10
Acquisitions à titre gréux				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		27 844,20	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
		0,00	0,00	0
Mise à disposition				
		0,00	0,00	0
Affectation				
		0,00	0,00	0
Mises en concession ou affermage				
		0,00	0,00	0
Divers				
		0,00	0,00	0
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins valeurs
Cessions à titre onéreux		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Cessions à titre gratuit		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à disposition		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mises en concession ou affermage		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Mise à la retraite		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libelle (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libelle (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les montants sont cotés par les services techniques de la collectivité et sont enregistrés au 30/06/2020. Ce bilan correspond au bilan d'exploitation des activités concernées uniquement des charges d'ordre de gestion (matériel et matériel acquis au titre des travaux). (2) Exclusion des travaux en régie et des travaux administratifs généraux.

(2) Chiffres des comptes budgétaires conformes au plan de comptes adopté par l'assemblée.

(3) Les montants à consigner correspondent aux montants inscrits au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72.01	0,00
Recettes réelles d'exploitation	116 215,45
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

IV - ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (*)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (**)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garanties de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	116 115,45
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(*) Hors opérations visées par l'article L. 2252-1 du CGCT.

(**) L. 2252-1 du CGCT (art. L. 1511-10 du CGCT).

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 20 % des recettes réelles de fonctionnement du L. 1511-10 du CGCT.

IV - ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

C1.1 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES DU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)		EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	EMPLOIS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur general des services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur general adjoint des services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur general des services techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades du tableau sont classés chronologiquement à la colonne "NOR" (NOR 6762(0)010 du 23 mars 1985. Les emplois fonctionnels sont également répertoriés dans le tableau ci-dessus.

(2) Catégories A, B, C et C

(3) Emplois budgétaires : les emplois budgétaires sont répartis en : emplois à temps complet, emplois à temps partiel, emplois à temps partiel temporaire, emplois à temps partiel temporaire à durée déterminée, emplois à temps partiel temporaire à durée déterminée et emplois à temps partiel temporaire à durée déterminée et à temps partiel temporaire à durée déterminée.

(4) Sources des effectifs : les effectifs sont répartis en : effectifs titulaires, effectifs non titulaires, effectifs à temps partiel, effectifs à temps partiel temporaire, effectifs à temps partiel temporaire à durée déterminée, effectifs à temps partiel temporaire à durée déterminée et à temps partiel temporaire à durée déterminée.

(5) Emplois non cités (k) : les emplois non cités sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

Exemple : les effectifs non cités (k) sont répertoriés dans le tableau ci-dessus. Les effectifs non cités (k) sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

Sur l'ensemble des emplois non cités (k), les effectifs non cités (k) sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

(6) Les effectifs non cités (k) sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1-2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	000

(1) Cette annexe est servie en complément du budget annuel au budget d'un collectivité locale ou d'un établissement public local et s'adresse à la collectivité de rattachement à la disposition du personnel en vue de l'exécution du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES**1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC**

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	340 377,00	183 579,83	0,00	183 579,83
RECETTES	340 377,00	340 305,48	0,00	340 305,48
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	203 028,00	173 714,04	0,00	173 714,04
RECETTES	203 028,00	70 365,95	0,00	70 365,95

(1) Comptes DP, BS et DM

(2) Comptes de réalisations et restes à réaliser

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Comptes DP, BS et DM

(2) Comptes de réalisations et restes à réaliser

3 – PRESENTATION AGREGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	340 377,00	183 579,83	0,00	183 579,83
RECETTES	340 377,00	340 305,48	0,00	340 305,48
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	203 028,00	173 714,04	0,00	173 714,04
RECETTES	203 028,00	70 365,95	0,00	70 365,95
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	543 405,00	357 293,84	0,00	357 293,84
TOTAL AGREGE DES RECETTES	543 405,00	410 671,43	0,00	410 671,43

(1) Comptes DP, BS et DM

(2) Comptes de réalisations et restes à réaliser

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 01/01/2020

Présente par (1) Le Le Président,

A la date 01/01/2020

(1) Le Le Président

Délibéré par l'assemblée (2) réunie en session

A : le 01/01/2020

Les membres de l'assemblée délibérante (2).

Carilla exécutoire par (1) Le Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le . et de la publication le .
A. le

(1) : depuis le 1^{er} président du conseil d'administration avec l'absence de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général.

(2) : Syndicat Intercommunal à vocation unique, le Conseil d'administration

Arrêté-signatures

Nombre de membres en exercice : 103

Nombre de membres présents : 71 (+17 procuration)

Votes :

Pour : 69 (+17 procuration)

Contre : 1

Abstentions : 2

Présidé par le Président temporaire

Délibéré par le Conseil d'Agglomération réuni en session le 28 juin 2021

Certifié exécutoire par le Président, le 6 juillet 2021

A Mulhouse le 28 juin 2021

SOUS-PRÉFECTURE

- 6 juil. 2021

DE MULHOUSE

MINERY Loïc		MEYER Veronique		EHRET Antoine	
LOGEL Pierre		MOR Jean-Pau		EL HAJMAJI Nadia	
BELLONI Thierry		BUCHERT Maryvonne		FAUROUX-ZELLER Beatrice	
ONIMJUS Roland		BOUILLE Jean-Philippe		GERARDIN Jean-Marie	
GOEFFERT Yves		RONI DA SILVA Claudine		GERRER Valérie	
VIOLA Antoine		ZELLER Fabienne		GODRII LON Isabelle	
RICHARD LOIC		WOLFF Philippe		HAYE Ludovic	
BUX Daniel		TORANELLI Christophe		HERZOG Michèle	
BAECHTEL Rachel		TALLEUX Carole		HORTER Franck	
RICHE Laurent		STURCHLER Philippe		OBERLIN A fred	
MEHLEN Josiane		SCHILLINGER Gilles		MIMAUD Danièle	
JORDAN Fabian		SHELL Christine		MATHIEU-BECHT Catherine	
SCHILDKNECHT Jean-Luc		SALZE Pierre		LUTZ Michèle	
HOMÉ Antoine		COUCHOT Alain		LOISEL Corinne	

* N. Fabian Jordan ne prend pas part au vote (sorti pour le vote)
 * N. Roland Onimus ne prend pas part au vote (sorti pour le vote)

HAGENBACH Vincent		ENGASSER Thierry		LIERMANN Monique	
NEUMANN Rémy		GOETZ Anne-Catherine		KRZEMINSKI Frédéric	
GOLDSTEIN Danièle		JENN Fatima		JUNG Alfred	
FUCHS Gilbert		MILLION Lara		HOTTINGER Marie	
DUSSOURD Francis		MOTTE Mathale		PAUVERT Bertrand	
DUPONT-DUFEUTRELLE Christine		NICOLAS Thierry		PULEDDA Patrick	
WHALLENNE Christine		RAPP Catherine		QUIN Paul	
BITSCHENE Christophe		SORMIN Décile		RENCK Ginete	
BERGDOLL Benci		TRIMAILLE Philippe		RIFF Didier	
BEHE Jean-Marie		CORMIFR Nina		RISSE Chantal	
AGUDO-PEREZ Francine		COLOM Florian		RITZ Christelle	
MENSCH Jean-Claude		CHERAY Michel		ROTTNER Jean	
GREILSAMMER Gérard		CHAPATTE Jean-Claude		SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
GUTH Maurice		CAUSER Jean-Yves		ZIMMERMANN Nicolas	
HILLMEYER Francis		BOUAMAIED Nour		WEISBECK Joseph	
JULIEN Jean-Paul		BOESCH Nathalie		SUAREZ Emmanuelle	
KEMPF Pierrette		BLANQUIN Jacques		STEGER Christophe	
LAUGEL Michel		BEYAZ Beytullah		SIMEONI Joseph	
LECONTE Alain		BECHT Olivier		SCHWEITZER Pascale	
LIPP Pierre		CORNEILLE Marie			
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine		D'ORELLI Philippe			

SOUS-RECEPTE

06.07.2021

DE MULHOUSE



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE
ADMINISTRATIF 2020 (311/7.1.5/324 C)**

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	45 093 359,72 €
Résultat de la section d'investissement	5 916 627,48 €
Solde des restes à réaliser	- 2 328 936,16 €
Résultat section d'investissement avec restes à réaliser	3 587 691,32 €

L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures suivantes :

- émission d'un titre au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 5 916 627,48 € ;
- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour un montant de 45 093 359,72 € en section de fonctionnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget principal de m2A.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN - AFFECTATION DU RESULTAT
DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 (311/7.1.5/325 C)**

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	3 234 948,14 €
Résultat de la section d'investissement	1 547 118,85 €
Soldes des restes à réaliser	726 599,73 €
Résultat section investissement avec restes à réaliser	2 273 718,58 €


L'affectation des résultats nécessite de recourir aux écritures comptables suivantes :

- émission d'un titre de recettes au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 1 547 118,85 € ;
- émission d'un titre de recette au compte 002 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour la somme de 3 234 948,14 € en section de fonctionnement.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget annexe du chauffage urbain de m2A.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS - AFFECTATION DU
RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 (311/7.1.5/326 C)**

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	3 390 352,10 €
Résultat de la section d'investissement	519 140,18 €
Solde des restes à réaliser	-1 826 419,46 €
Besoin de financement de la section d'investissement	1 307 279,28 €

L'excédent de fonctionnement à répartir est de 3 390 352,10 €.

Selon l'instruction comptable, l'excédent de fonctionnement (3 390 352,10 €) doit venir financer en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (519 140,18 €) corrigé du solde des restes à réaliser (-1 826 419,46 €).

Après prise en compte des restes à réaliser, la section d'investissement dégage un besoin de financement de 1 307 279,28 € qu'il convient de combler.

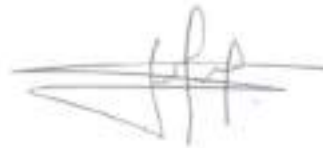
Pour permettre l'affectation des résultats, il est proposé d'effectuer les écritures suivantes :

- émission d'un titre au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour 519 140,18 € ;
- émission d'un titre au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour l'apurement du besoin de financement de la section d'investissement pour 1 307 279,28 € ;
- émission d'un titre au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » pour le solde après apurement pour un montant de 2 083 072,82 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve l'affectation des résultats proposés pour le budget annexe des transports urbains de m2A.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**BUDGET ANNEXE ZAE - AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE
ADMINISTRATIF 2020 (311/7.1.5/327 C)**

L'approbation du compte administratif précède l'affectation des résultats dégagés, qui est proposée dans cette délibération ainsi que le prévoient les textes.

Les résultats suivants peuvent être individualisés :

Résultat de la section de fonctionnement	- 50 050,35 €
Résultat de la section d'investissement	- 907 164,69 €

Les écritures comptables suivantes sont nécessaires :

- émission d'un mandat au compte 001 « résultat d'investissement reporté » pour la somme de 907 164,69 € en section d'investissement ;
- émission d'un mandat au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en section de fonctionnement pour un montant de 50 050,35 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve les écritures liées aux résultats du budget annexe ZAE de m2A.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

CREANCES IRRECOURVABLES : ADMISSION EN NON-VALEUR
(315/7.10.5/358C)

Le Trésorier de Mulhouse Alsace Agglomération demande l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

Les créances appelées en admission en non-valeur découlent essentiellement de liquidations judiciaires, de surendettement et de combinaison infructueuse d'actes. Elles concernent essentiellement des impayés de taxe de séjour et de périscolaire.

La répartition par exercice d'origine est la suivante :

BUDGET PRINCIPAL	
2015	247,79
2016	2 714,03
2017	7 430,42
2018	93,72
2019	2 454,56
2020	3 532,74
TOTAL	16 473,26 €

Ces créances demeurant irrécouvrables après la mise en œuvre par le Comptable de la phase comminatoire amiable et de la phase de recouvrement forcé, il convient d'admettre ces créances en non-valeur.

- sur le budget principal :

Chapitre 65/compte 6541/rubrique 020

Service gestionnaire et utilisateur 315

Ligne de crédit 3977 « Créances admises en non-valeur » : **16 473,26 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et leurs imputations,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

73 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

TRANSFERTS ET CREATIONS DE CREDITS (311/7.1.2/323C)

Pour permettre aux services communautaires de poursuivre leurs activités, il convient de procéder aux créations et transferts de crédits suivants :

A/ BUDGET GENERAL

Dépenses réelles de fonctionnement

chapitre 011/ compte 611 / fonction 70 / ligne de crédit 25064 service gestionnaire et utilisateur 535 "Suivi animation Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropropriétés"	-20 000,00 €
chapitre 65/ compte 6574 / fonction 72 / ligne de crédit 27525 service gestionnaire et utilisateur 535 "Subvention OKTAVE copropriétés"	20 000,00 €
chapitre 011/ compte 61551 / fonction 810 / ligne de crédit 1289 service gestionnaire et utilisateur 411 "Réparations extérieures garage"	9 100,00 €
<u>TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</u>	9 100,00 €

TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT **9 100,00 €**

Dépenses d'investissement

chapitre 21/ compte 21318 / fonction 830/ ligne de crédit 20228
service gestionnaire et utilisateur 401
"Transition énergétique" -18 135,00 €

chapitre 204/ compte 204171/ fonction 95 / ligne de crédit 25192
service gestionnaire et utilisateur 511
"Subvention équipement Symbio" 18 135,00 €

chapitre 454100021/ compte 4541 / fonction 70 / ligne de crédit 27522
service gestionnaire et utilisateur 535
"Aide à la pierre 2021 " 657 312,00 €

TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT **657 312,00 €**

TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT **657 312,00 €**

Recettes de fonctionnement

chapitre 75/ compte 7588/ fonction 020 / ligne de crédit 1350
service gestionnaire et utilisateur 411
"Encaissement divers" 9 100,00 €

TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT **9 100,00 €**

TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT **9 100,00 €**

Recettes réelles d'investissement

chapitre 454200021/ compte 4542 / fonction 70 / ligne de crédit 27523
service gestionnaire et utilisateur 535
"Aide à la pierre 2021" 657 312,00 €

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT **657 312,00 €**

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT **657 312,00 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération approuve les créations et transferts de crédits proposés.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

72 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**MISE A JOUR DE L'ÉTAT DES EMPLOIS PERMANENTS, CREATIONS ET
SUPPRESSIONS DE POSTES AU 2 JUILLET 2021 (324/411/337C)**

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil d'Agglomération de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil d'Agglomération le 31 mai 2021.

Considérant que les besoins de la collectivité nécessitent la création d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois comme suit :

• **Création de postes :**

- 16 postes dans les domaines du périscolaire et de la petite enfance qui bénéficient d'un cofinancement partiel de la CAF
- 10 postes sans incidence financière (postes cofinancés, régularisations de l'état des emplois, SIVOM)
- 8 postes dans les domaines du développement économique et attractivité, de la communication et de l'habitat
- 7 postes liés à l'évolution de la répartition des missions entre la Ville de Mulhouse et la Communauté d'agglomération mulhousienne

- 5 postes dans le cadre du renforcement des services fonctionnels et de nouvelles missions
- 3 postes liés à la mobilité et à la reconversion professionnelle

Soit un total de 49 postes.

- **Suppression de postes :**

- 7 postes liés à l'organisation Ville de Mulhouse/m2A
- 1 poste d'adjoint administratif au Cabinet

- **Transformations :**

Elles résultent de l'évolution des fonctions, des métiers et de la carrière des agents et portant notamment sur les changements de grade dans chacune des filières de la fonction publique territoriale.

Elles sont au nombre de 47.

Le Comité Technique a été saisi de l'ensemble des modifications proposées.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

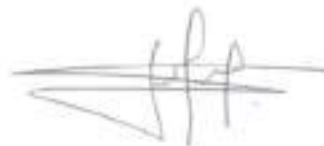
- crée au tableau des effectifs les emplois permanents précités
- modifie en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexes à compter du 2 juillet 2021

P.J : 1 annexe

Abstention (1) : Joseph SIMEONI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	C1
ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 02/07/2021 <i>Mulhouse Alsace Agglomération</i>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	Effectifs budgétaires temps complet	Effectifs budgétaires temps non complet	Effectifs budgétaires totaux
Collaborateur de cabinet	A	6	0	6
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général	A	1	0	1
Directeur Général Adjoint	A	3	0	3
FILIERE ADMINISTRATIVE				
<u>Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux</u> Administrateur général Administrateur hors classe Administrateur	A	7	0	7
<u>Cadre d'emplois des attachés territoriaux</u> Attaché hors classe Directeur (en voie d'extinction) Attaché principal Attaché	A	121	0	121
<u>Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux</u> Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	85	0	85
<u>Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux</u> Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	138	9	147
TOTAL		351	9	360
FILIERE TECHNIQUE				
<u>Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux</u> Ingénieur général Ingénieur en chef hors classe Ingénieur en chef	A	13	0	13
<u>Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux</u> Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	54	0	54
<u>Cadre d'emplois des techniciens territoriaux</u> Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	114	0	114
<u>Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux</u> Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	73	0	73
<u>Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux</u> Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	551	67	618
TOTAL		805	67	872

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	C1
ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 02/07/2021 <i>Mulhouse Alsace Agglomération</i>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	Effectifs budgétaires temps complet	Effectifs budgétaires temps non complet	Effectifs budgétaires totaux
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE				
<u>Cadre d'emplois des vétérinaires territoriaux</u> Vétérinaire de classe exceptionnelle Vétérinaire hors classe Vétérinaire de classe normale	A	2	0	2
FILIERE MEDICO-SOCIALE				
<u>Cadre d'emplois des médecins territoriaux</u> Médecin hors classe Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe	A	2	0	2
<u>Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux</u> Infirmière hors classe Infirmière de classe supérieure Infirmière de classe normale	A	3	0	3
<u>Cadre d'emplois des puéricultrices territoriales</u> Puéricultrice hors classe Puéricultrice de classe supérieure Puéricultrice de classe normale	A	1	0	1
<u>Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture</u> Auxiliaire de puériculture ppal 1CI Auxiliaire de puériculture ppal 2CI	C	17	0	17
TOTAL		23	0	23
FILIERE SOCIALE				
<u>Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs</u> Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1ère classe Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	4	0	4
<u>Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants</u> Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1ère classe Educateur de jeunes enfants de 2ème classe	A	18	0	18
TOTAL		22	0	22
FILIERE CULTURELLE				
<u>Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine</u> Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
<u>Cadre d'emplois des attachés de conservation</u> Attaché de conservation du patrimoine	A	2	0	2
<u>Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques</u> Assistant de conservation principal de 1ère classe Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation	B	4	1	5
<u>Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique</u>	B	1	0	1

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	C1
ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS SITUATION AU 02/07/2021 <i>Mulhouse Alsace Agglomération</i>	

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	Effectifs budgétaires temps complet	Effectifs budgétaires temps non complet	Effectifs budgétaires totaux
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe Assistant d'enseignement artistique				
TOTAL		10	1	11
FILIERE SPORTIVE				
<u>Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives</u> Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	2	0	2
<u>Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives</u> Educateur des APS principal de 1ère classe Educateur des APS principal de 2ème classe Educateur des APS	B	45	1	46
<u>Cadre d'emplois des opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives</u> Opérateur des activités physiques et sportives principal Opérateur des activités physiques et sportives qualifié Opérateur des activités physiques et sportives	C	2	0	2
TOTAL		49	1	50
FILIERE ANIMATION				
<u>Cadre d'emploi des animateurs territoriaux</u> Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	40	26	66
<u>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation</u> Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	33	228	261
TOTAL		73	254	327
TOTAL GENERAL		1345	332	1677

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;

(2) Catégories : A, B ou C.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

60 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**SITES PÉRISCOLAIRES – SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU TITRE
DE 2021 – DEUXIÈME ACOMPTE (231/7.5.6/373C)**

En complément des sites en gestion directe, m2A confie à des partenaires associatifs la gestion d'activités périscolaires.

Les sites sont gérés en délégation de service public (DSP) ou en convention d'objectifs, bénéficiant alors de subventions de fonctionnement attribuées par m2A pour assurer les activités périscolaires qu'elles proposent.

Lors du Conseil d'Agglomération du 23 décembre 2020, il a été décidé le versement d'avances à hauteur de 50 % des subventions attribuées en 2020.

Il est proposé au Conseil d'agglomération de procéder à un deuxième versement, afin d'atteindre 80 % du montant de la subvention 2020.

A noter, pour le CSC AFSCO, la subvention relative au périscolaire maternel, d'un montant annuel de 189 919 €, jusqu'à présent financée par le service Petite Enfance, sera désormais prise en charge par le service périscolaire, compétent en la matière, d'où l'évolution de la subvention de cette structure.

A noter, les soldes éventuels de la subvention 2021, pour les structures citées ci-dessous seront proposés au Conseil d'agglomération de décembre 2021. Ces soldes seront soumis à validation après analyse des comptes consolidés 2020.

Il est proposé donc proposer d'attribuer aux structures les montants suivants :

Structure	Commune	Subvention 2020	Subvention 2021 1^{er} acompte janvier 2021	Subvention 2021 2ème acompte Juin 2021
APAP	BRUNSTATT	118 416 €	59 208 €	35 525 €
CSC AFSCO	MULHOUSE	38 088 €	19 044 €	68 402 €
CSC Porte du miroir	MULHOUSE	13 275 €	6 638 €	7 965 €
CSC Bel Air	MULHOUSE	96 750 €	48 375 €	29 025 €
CSC LA PASSERELLE	RIXHEIM	323 174 €	161 587 €	96 952 €
MJC UNGERSHEIM	UNGERSHEIM	82 500 €	41 250 €	24 750 €
MJC WITTENHEIM	WITTENHEIM	79 000 €	39 500 €	23 700 €
REUSSITE EDUCATIVE	MULHOUSE	10 000 €	5 000 €	5 000 €
TOTAUX		761 203 €	380 602 €	291 319 €

Les crédits sont inscrits au BP 2021.

Chapitre 65 – article 6574 – fonction 251

Service gestionnaire - 231

Enveloppe 3871 « subventions de fonctionnement périscolaire hors DSP »

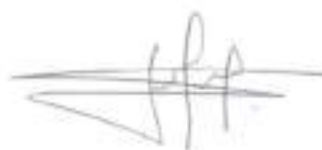
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le deuxième acompte d'un total de 291 319 € pour le fonctionnement périscolaire au titre de l'année 2021,
- autorise le Président ou sa Vice-Présidente déléguée à signer les conventions d'objectifs afférentes

Ne prennent pas part au vote (12) : Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Thierry ENGASSER, Pierrette KEMPF, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Paul QUIN, Chantal RISSER, Pierre SALZE, Christiane SCHELL, Cécile SORNIN, Carole TALLEUX et Philippe WOLFF.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

60 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**STRUCTURES PETITE ENFANCE : 2EME VERSEMENT DE LA SUBVENTION
DE FONCTIONNEMENT 2021 (232/7.5.6./376C)**

m2A contribue au fonctionnement des structures Petite Enfance permettant ainsi un accueil varié et de qualité des enfants de moins de 6 ans.

A ce jour, m2A a versé aux établissements un montant de subvention correspondant à 50 % de la somme attribuée en 2020.

Comme indiqué dans les conventions d'objectifs signées en janvier 2021, il est proposé un 2^{ème} versement de 30 % de la subvention au mois de juin 2021.

A ce titre, le Conseil d'Agglomération autorise les versements suivants :

Commune	Versements Janvier 2021 (avance de 50 %)	Versements Juin 2021 (30 %)
Brunstatt		
Association les Petits Filous	67 450 €	40 470 €
Illzach		
Association multi accueil d'Illzach grande ourse	144 762 €	86 857 €
Association multi accueil d'Illzach petits pêcheurs de lune	147 804 €	88 683 €
RAM	18 273 €	10 964 €
LAEP Fil d'Ariane	1 250 €	750 €

Lutterbach		
LAEP Aire Môme	17 195 €	10 317 €
Mulhouse		
Centre socio culturel AFSCO - multi accueils	340 373 €	147 248 €
LAEP AFSCO	2 010 €	1 206 €
CSC Bel Air multi accueil	234 385 €	140 631 €
Commune	Versements Janvier 2021 (avance de 50 %)	Versement Juin 2021 (30%)
CSC Bel Air - LAEP	3 254 €	1 953 €
CSC Lavoisier Brustlein	330 676 €	198 405 €
CSC Porte du Miroir	164 575 €	98 744 €
Crèche du centre Hospitalier	73 407 €	44 044 €
Multi accueil Accueil d'enfants les petits soleils (anciennement 24/24)	175 875 €	105 525 €
Maison de la Petite Enfance Bab'III	284 255 €	170 553 €
Maison de la Petite Enfance L'atelier de la vie	187 271 €	112 363 €
Multi accueil J. F. Oberlin	157 366 €	94 419 €
Association Claire Joie	189 606 €	113 763 €
Maison de la Petite Enfance Couleurs de Vie	435 224 €	261 134 €
CSC Pax - LAEP	24 459 €	14 675 €
LAEP Capucine	14 250 €	8 550 €
ADAPEI Les Papillons Blancs	-	25 000 € (50 %)
Pfastatt		
la Ribambelle - multi accueil	84 372 €	50 623 €
la Ribambelle - RAM	14 464 €	8 679 €
Riedisheim		
Association l'Eglantine - multi accueil	200 975 €	120 585 €
Association l'Eglantine - RAM	17 053 €	10 231 €
Rixheim		
CSC la Passerelle - le Trèfle et LAEP	154 042 €	92 425 €
CSC la Passerelle - RAM	15 796 €	9 478 €
Wittelsheim		
CSC Wittelsheim - multi accueil Kalinours ***	111 500 €	111 500 € (50 %)
CSC Wittelsheim - LAEP	7 500 €	4 500 €
Wittenheim		
Multi accueil La Ribambelle	120 064 €	72 038 €

CSF de Wittenheim - LAEP Petit Poucet	8 284 €	4 970 €
TOTAL	3 747 770,00 €	2 261 283,00 €

(*** Versement mensuel su 12 mois soit 18 583 € x 11 + 18 587 €. Le conseil autorise les versements de 18 583 € de juillet à novembre et 18 587 en décembre).

Les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2021 :

Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 64
Service gestionnaire et utilisateur : 232
Ligne de crédit 3819 : subventions fonctionnement centres sociaux et crèches

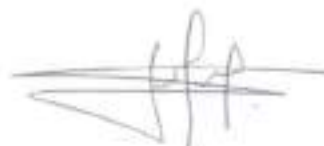
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'attribuer ces subventions proposées,
- autorise le Président ou sa Vice-Présidente déléguée à signer les avenants des conventions d'attribution.

Ne prennent pas part au vote (12) : Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Thierry ENGASSER, Pierrette KEMPF, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Paul QUIN, Chantal RISSER, Pierre SALZE, Christiane SCHELL, Cécile SORNIN, Carole TALLEUX et Philippe WOLFF.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

61 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**STRUCTURES PETITE ENFANCE : VERSEMENT DE SUBVENTIONS
D'ÉQUIPEMENT 2021 (232/7.5.6/377C)**

m2A, par le versement d'une subvention d'équipement annuelle, contribue au maintien de la qualité du service rendu dans les établissements petite enfance du territoire.

Cette subvention annuelle est établie selon les demandes formulées par les gestionnaires. Les demandes portent sur l'acquisition de mobilier et d'équipements, l'aménagement des espaces et divers travaux.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'accorder les subventions suivantes :

STRUCTURES	MONTANT
Illzach	
Les Petits Pêcheurs de lune	2 933,00 €
La Grande ourse	2 468,00 €
Kingersheim	
La Souris Verte	10 000,00 €
	1 632,00 €
Mulhouse	
Le Carrousel	4 090,00 €

Riedisheim	
L'Eglantine	1 200,00 €
TOTAL	22 323,00 €

Les crédits sont inscrits au budget 2021 :

Chapitre 204 – Article 20421 – Fonction 64

Service gestionnaire et utilisateur : 232

Ligne de crédit 8126 : subventions équipement structures Petite Enfance.

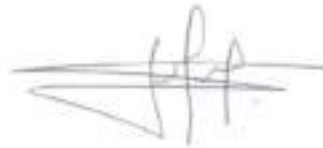
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération décide d'attribuer ces subventions proposées.

PJ : 1

Ne prennent pas part au vote (11) : Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Thierry ENGASSER, Pierrette KEMPF, Véronique MEYER, Paul QUIN, Chantal RISSER, Pierre SALZE, Christiane SCHELL, Cécile SORNIN, Carole TALLEUX et Philippe WOLFF.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

Description des demandes de subvention d'équipements 2021

	GESTIONNAIRE	DESCRIPTION	PARTICIPATION m2A
ILLZACH	Les Petits Pêcheurs de Lune	Achat de 7 nouveaux lits sécurisés à barreaux	2 933,00 €
	La Grande Ourse	Un bureau pour l'équipe, 2 ordinateurs portables 2 climatiseurs mobiles	
		Une armoire de rangement et l'aménagement d'un coin confort	2 468,00 €
KINGERSHEIM	La Souris Verte	Installation de la climatisation	10 000,00 €
		Mise en conformités des portes	1 632,00 €
MULHOUSE	Le Carrousel	Création d'un espace SNOEZELLEN (pièce aménagée pour pouvoir prendre en charge les enfants qui ont besoin d'un moment de détente)	4 090,00 €
RIEDISHEIM	L'Eglantine	Remplacement des lits à barreaux Aménagement des sols Aménagement d'un espace vert et d'un potager	
		TOTAL	1 200,00 € 22 323,00 €



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

59 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES SITES
PETITE ENFANCE, PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DES COMMUNES
DE LA BANDE RHENANE – MISE EN PLACE D'AVENANTS (231/1.2.1/388C)**

Par sa délibération n° 954C du 30 septembre 2019, le Conseil d'agglomération a confié la gestion des sites Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires à la Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA).

Pour mémoire, jusqu'en septembre 2019, les sites Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires étaient gérés par la SPLEA via deux délégations de service public (DSP) conclues sans mise en concurrence, en application de la réglementation en matière de « quasi-régie ». Le mode de gestion était alors la régie intéressée impliquant une absence de risque pour la SPLEA et la gestion directe de certaines charges et de recettes par m2A.

Pour une meilleure lisibilité, le mode de gestion des nouvelles délégations de service public a été modifié à compter de septembre 2019. Ce dernier est désormais l'affermage, impliquant notamment que l'ensemble des charges et recettes soient gérées par le délégataire.

Après plus d'un an de fonctionnement selon le nouveau modèle, il a été constaté que la subvention versée au titre de ces DSP était surévaluée prenant en compte le périmètre des accueils et l'activité connus. Cette surévaluation peut aisément s'expliquer par le changement de mode de gestion lors du renouvellement des DSP en septembre 2019.

Dans ce cadre, il est proposé, conjointement avec la SPLEA, de réduire la subvention annuelle versée sur l'ensemble de la période de la DSP, pour chacune des deux DSP précitées, via avenants, afin de prendre en compte la réalité du

périmètre d'action et de l'activité pour l'ensemble des sites Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de Bantzenheim, Chalampé, Hombourg, Niffer, Ottmarsheim Petit Landau.

Prenant en compte la baisse d'activités sur les différents sites, les avenants proposés sont les suivants :

- Pour la Petite Enfance : - 40 000 €, soit le passage d'une contribution annuelle 2020 de 546 000 € à 506 000 €
- Pour le périscolaire : - 105 000 €, soit le passage d'une contribution annuelle 2020 de 690 100 € à 585 100 €
- Pour l'extrascolaire : - 30 000 €, soit le passage d'une contribution annuelle 2020 de 529 800 € à 499 800 €

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les avenants joints en annexes,
- autorise le Président ou son représentant à signer les avenants précités.

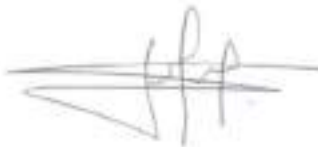
PJ :

- Avenants aux DSP Petite Enfance et Périscolaire et Extrascolaire
- Comptes prévisionnels modifiés 2021-2025.

Ne prennent pas part au vote (11) : Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Thierry ENGASSER, Pierrette KEMPF, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Paul QUIN, Chantal RISSER, Pierre SALZE, Christiane SCHELL, Cécile SORNIN et Carole TALLEUX.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

**AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION
DES MULTI-ACCUEILS D'OTTMARSHEIM ET DE
PETIT-LANDAU et DU RELAI D'ASSISTANTES
MATERNELLES (RAM)**

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à la Petite Enfance, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'un arrêté en date du 12 octobre 2020,

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

La Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA), représentée par sa présidente, Mme Lila SAUPIN, dont le siège est situé au 1 rue des Alpes 68 490 OTTMARSHEIM

ci-après désignée « le délégataire » ou « la SPLEA »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée en septembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, au délégataire l'exploitation des sites Petite Enfance, périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane à partir du 1^{er} octobre 2019 pour une durée de 6 ans.

En raison du changement de mode de gestion, il a été constaté une surévaluation de la subvention versée dans le cadre de la gestion du multi-accueil et du RAM d'Ottmarsheim et du multi-accueil de Petit Landau.

En lien avec la SPLEA, il a été convenu de réduire la subvention annuelle des sites Petite Enfance, afin de prendre en compte la réalité du périmètre d'action et l'activité des sites concernés.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention annuelle forfaitaire versée par m2A au délégataire au titre des multi-accueils d'Ottmarsheim et Petit Landau et du RAM.

ARTICLE 1-1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION

Le terme de « contribution » indiqué à l'article 11 de la convention d'exploitation est remplacé par le terme « subvention ».

ARTICLE 1-2 – SUBVENTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte l'évolution de la subvention versée évoquée ci-dessus, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif à la subvention versée par m2A est modifié comme suit :

« La subvention forfaitaire m2A pour le multi accueil d'Ottmarsheim est fixée à 280 802.20 €. », ce qui représente une baisse annuelle de 22 197,80 € sur la subvention m2A.

« La subvention forfaitaire m2A pour le multi accueil de Petit Landau est fixée à 194 615.38 €. », ce qui représente une baisse de 15 384.62 € annuelle sur la subvention m2A.

« La subvention forfaitaire m2A pour le RAM est fixée à 30 582.42 €. », ce qui représente une baisse annuell de 2 417.58 € sur la subvention m2A.

Soit un total de 40 000 €.

A ce titre, la SPLEA reversera à m2A les sommes évoquées ci-dessus à compter de la signature de cet avenant.

ARTICLE 2 – BUDGETS PREVISIONNELS

Les budgets prévisionnels modifiés sont annexés au présent avenant.

ARTICLE 3 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément à l'article 13 de la convention d'exploitation, en cas de circonstances imprévisibles et indépendantes des parties et qui auraient pour effet de bouleverser l'équilibre économique du contrat, et notamment une baisse de la fréquentation, les parties rechercheront un accord visant à compenser les effets de ces circonstances.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 5 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention initiale non contraires à ce qui précède, demeurent inchangées.

Annexe 1 : Eléments financiers modifiés

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Pour la SPLEA

Josiane MEHLEN

Mme Lila SAUPIN

Avenant notifié le

**AVENANT N° 01 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION
DES PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES DES
COMMUNES DE LA BANDE RHENANE**

Entre

d'une part,

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par sa Vice-Présidente déléguée au Péricolaire et à la Petite Enfance, Madame Josiane MEHLEN, agissant en vertu d'un arrêté en date du 12 octobre 2020.

ci-après désignée « m2A »

et

d'autre part,

La Société Publique Locale Enfance et Animation (SPLEA), représentée par sa présidente, Mme Lila SAUPIN, dont le siège est situé au 1 rue des Alpes 68 490 OTTMARSHEIM

ci-après désignée « le délégataire » ou « la SPLEA »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par convention de délégation de service public notifiée en septembre 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a confié, au délégataire l'exploitation des sites Petite Enfance, périscolaires et extrascolaire des communes de la bande rhénane à partir du 1^{er} octobre 2019 pour une durée de 6 ans.

En raison du changement de mode de gestion, il a été constaté une surévaluation de la subvention versée dans le cadre de la gestion des sites périscolaires et extrascolaires de la bande rhénane.

En lien avec la SPLEA, il a été convenu de réduire la subvention annuelle des sites Petite Enfance, afin de prendre en compte la réalité du périmètre d'action et l'activité des sites concernés.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la subvention forfaitaire versée par m2A au délégataire au titre des accueils périscolaires et extrascolaires des communes de la bande rhénane.

ARTICLE 1-1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION

Le terme de « contribution » indiqué à l'article 11 de la convention d'exploitation est remplacé par le terme « subvention ».

ARTICLE 1-2 – SUBVENTION FORFAITAIRE DE M2A

Afin de prendre en compte l'évolution des subventions versées évoquée ci-dessus, l'article 11 de la convention d'exploitation relatif aux subventions versées par m2A et les communes de la bande rhénane est modifié comme suit :

➤ Contribution forfaitaire m2A

« La subvention forfaitaire m2A pour le périscolaire est fixée à 585 100 €. », ce qui représente une **baisse de 105 000 € sur la subvention annuelle pour l'ensemble des sites périscolaires.**

A ce titre, la SPLEA versera à m2A les sommes évoquées ci-dessus à compter de la signature de cet avenant.

➤ **Contribution forfaitaire des Communes**

« La subvention forfaitaire pour l'extrascolaire est fixée à 499 800 €, répartis de la manière suivante :

- Bantzenheim : 87 315.06 €, ce qui représente une baisse de 5 241 € sur la subvention annuelle.
- Chalampé : 57 177.12 €, ce qui représente une baisse de 3 432 € sur la subvention annuelle.
- Ottmarsheim : 113 604.54 €, ce qui représente une baisse de 6 819 € sur la subvention annuelle.
- Hombourg : 105 057.96 €, ce qui représente une baisse de 6 306 € sur la subvention annuelle.
- Niffer : 78 818.46 €, ce qui représente une baisse de 4 731 € sur la subvention annuelle.
- Petit Landau : 57 826.86 €, ce qui représente une baisse de 3 471 € sur la subvention annuelle

Soit une **réduction globale de 30 000 € sur les subventions liées aux accueils extrascolaires.**

A noter, la répartition de la subvention entre les communes de la bande rhénane reste identique.

A ce titre, la SPLEA versera aux communes les sommes évoquées ci-dessus à compter de la signature de cet avenant.

ARTICLE 2 – BUDGETS PREVISIONNELS

Les budgets prévisionnels modifiés sont annexés au présent avenant.

ARTICLE 3 – CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément à l'article 13 de la convention d'exploitation, en cas de circonstances imprévisibles et indépendantes des parties et qui auraient pour effet de bouleverser l'équilibre économique du contrat, et notamment une baisse de la fréquentation, les parties rechercheront un accord visant à compenser les effets de ces circonstances.

ARTICLE 4 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 5 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention initiale non contraires à ce qui précède, demeurent inchangées.

Annexe 1 : Eléments financiers modifiés

Fait à Mulhouse, le

Fait en un seul original

Pour m2A
La Vice-présidente,

Pour la SPLEA

Josiane MEHLEN

Mme Lila SAUPIN

Avenant notifié le

Petite Enfance

	Multi Accueil Otmarsheim					Multi Accueil Petit Landau					RAM					TOTAL PETITE ENFANCE										
	août-25	2024	2023	2022	2021	cumul	BP hors COVID (base 2019)	BR 2020	01/04/2021	2024	2023	2022	2021	cumul	BP hors COVID (base 2019)	BR 2020	01/04/2021	2024	2023	2022	2021	cumul	BP hors COVID (base 2019)	BR 2020	01/04/2021	
60 Achats matières et consommables	33 089	49 386	49 141	48 896	48 653	229 165	48 411	35 745	20 860	19 102	28 510	28 368	28 227	28 087	132 295	27 947	20 392	12 285	18 336	18 245	18 154	18 064	85 085	17 974	11 677	
6011 Achats autres matières (couches)	20 249	30 223	30 072	29 923	29 774	140 242	29 626	20 860	12 285	1 030	1 537	1 530	1 522	1 515	7 134	1 507	1 352	99	1 488	1 477	1 466	1 456	686	1 445	1 111	
6012 Achats autres matières (couches)	1 858	2 773	2 759	2 745	2 732	12 867	2 718	1 916	1 187	2 011	3 001	2 986	2 971	2 957	13 926	2 942	2 313	31	46	46	46	46	215	15	70	
6022 Achats fournitures consommables	3 597	5 369	5 342	5 316	5 289	24 914	5 263	4 530	2 011	-118	-177	-176	-175	-174	-820	-173	125	31	46	46	46	46	215	15	70	
60221 Achats produits entretien	3 737	5 577	5 542	5 516	5 489	25 053	5 467	4 663	2 011	-118	-177	-176	-175	-174	-820	-173	125	31	46	46	46	46	215	15	70	
6032 Variet* stock approvisionnement	281	420	418	416	414	1 948	411	80	518	774	770	766	762	758	3 590	758	125	1 339	1 999	1 989	1 979	1 969	9 274	1 959	889	
6040 Achats études et prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6040 Achats prestat* Camping et intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6040 Achats prestat* activités-sorties	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6040 Achats prestat* projets et interventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6001 Fournitures non stockables Eau EDF et GDF	307	458	456	453	451	2 125	449	422	154	230	229	228	227	226	1 069	226	246	75	112	111	110	110	518	109	30	
6062 Frais de carburant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6062 Frais d'essence Transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6063 Achats matériels et petits équipements	2 067	3 086	3 070	3 055	3 040	14 318	3 025	3 025	801	1 195	1 189	1 183	1 177	1 172	5 546	1 172	1 172	485	723	720	716	713	3 357	709	709	
60631 Achats matériels et petits équipements (réfection)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6064 Achats fournitures de bureau	1 044	1 558	1 550	1 542	1 535	7 229	1 527	1 527	985	1 471	1 463	1 456	1 449	1 442	6 824	1 442	1 442	3 76	561	558	555	553	2 603	550	413	
6065 Achats fournitures spécifiques activités	1 144	1 707	1 698	1 690	1 681	7 920	1 673	1 673	47	70	69	69	69	68	324	68	68	655	978	973	968	963	4 538	959	959	
6066 Achats autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6066 Achats matériel d'ateliers- pédagogiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6066 Achats matériel de fournitures d'animation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6066 Achats vêtements de travail et EPI	2 041	3 046	3 031	3 016	3 001	14 134	2 986	2 986	1 289	1 924	1 915	1 905	1 896	1 886	8 929	1 886	1 886	101	150	149	149	148	697	147	147	
6066 Achats couches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	866	1 292	1 286	1 279	1 273	5 996	1 267	951	
610 Services extérieurs	8 626	12 874	12 810	12 746	12 683	59 739	12 620	13 009	4 947	7 383	7 346	7 310	7 273	7 237	34 259	7 237	7 237	83	124	124	123	123	577	122	122	
6110 Sous-traitance générale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6110 Services extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6110 Entretien réparation Locaux	2 834	4 230	4 209	4 188	4 167	19 627	4 146	4 146	993	1 482	1 475	1 468	1 460	1 453	6 878	1 453	1 453	696	1 039	1 034	1 029	1 024	4 822	1 019	1 019	
6110 Entretien réparation Locaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6110 Entretien réparation biens mobiliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6110 Entretien réparation véhicules + pneus	1 603	2 392	2 380	2 368	2 357	11 100	2 345	2 345	935	1 395	1 388	1 381	1 374	1 367	6 422	1 367	1 367	114	171	170	169	168	792	167	167	
6156 Maintenance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6156 Maintenance Logiciel et interventions	1 097	1 637	1 629	1 621	1 613	7 597	1 605	1 605	739	1 103	1 097	1 092	1 086	1 081	5 117	1 081	1 081	174	259	258	256	255	1 702	254	254	
616 Assurances multirisques et responsabilité	1 495	2 231	2 220	2 209	2 198	10 352	2 187	2 187	872	1 301	1 294	1 288	1 281	1 275	6 036	1 275	1 275	107	159	158	158	157	738	156	156	
616 Assurances véhicules	536	801	797	793	789	3 715	785	785	313	467	464	462	460	458	2 166	458	458	38	57	57	57	56	265	56	56	
616 Assurance mandataire social-dirigeant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
616 Assurance responsabilité civile et pénale du dirigeant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
616 Assurance Auto collaborateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
616 Assurance exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6164 Assurance exploitation	233	349	347	345	343	1 617	342	342	136	203	202	201	200	199	943	199	199	17	25	25	24	24	115	24	24	
6181 Documentation générale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6183 Documentation technique	304	454	451	449	447	2 105	445	318	136	203	202	201	200	199	941	199	199	60	90	89	89	88	415	88	88	
6185 Frais de colloques et séminaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
62 Autres services extérieurs	27 690	41 329	41 123	40 915	40 715	191 777	40 513	37 412	18 521	27 643	27 506	27 361	27 213	27 097	128 272	27 097	26 366	2 879	4 296	4 275	4 254	4 233	19 937	4 212	3 388	
621 Personnel intérimaire	6 924	7 066	7 023	6 999	6 975	32 775	6 924	6 924	1 835	2 738	2 724	2 711	2 697	2 684	12 706	2 684	2 684	6	9	9	9	9	40	9	9	
6211 Personnel détaché	1 753	2 564	2 563	2 557	2 550	12 140	2 544	2 544	1 037	1 548	1 540	1 533	1 525	1 518	7 184	1 518	1 518	127	189	188	187	187	879	186	186	
6211 Commissions GESU ANCV...	262	391	389	387	385	1 814	383	233	26	39	38	38	38	38	179	38	38	0	0	0	0	0	0	0	0	
6226 Honoraires conseils divers	16 532	24 645	24 522	24 400	24 279	114 357	24 158	22 387	8 922	13 316	13 250	13 184	13 118	13 053	61 789	13 053	13 053	1 091	1 629	1 621	1 613	1 605	7 558	1 597	1 597	
6226 Honoraires commissaire aux comptes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6226 Honoraires expert-comptable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6226 Honoraires médecins	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6226 Honoraires de formation	2 327	3 474	3 456	3 439	3 422	16 118	3 405	3 227	2 400	3 582	3 564	3 547	3 529	3 512	16 623	3 512	3 512	217	324	323	321	319	1 504	318	101	
62261 Honoraires d'exploitation	514	767	763	760	756	3 560	752	752	144	214	213	212	211	210	994	210	210	0	0	0	0	0	0	0	0	0
623 Frais de reproduction et d'impression	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6231 Annonces et insertions	904	1 349	1 343	1 336	1 329	6 262	1 323	1 323	527	787	783	779	775	771	3 651	771	771	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6234 Cadeaux à la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6234 Imprimés	45	67	67	67	66	312	66	19	8	11	11	11	11	11	53	11	11	328	490	488	485	483	2 274	480	480	
6237 Publications et distributions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64	96	96	95	95	447	94	94	
6238 Pourboires et dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
624200 Frais de transport sur ventes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6251 Frais de déplacements - Tickets de transports	519	774	770	767	763																					

64	Charges de personnel	65	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
641	Salaire bruts	6411	20 250	21 531	22 774	24 083	25 459	26 900	28 410	29 984	31 627	33 344	35 130	36 991	38 924	40 935	43 021	45 189	47 446	49 790	52 228	54 767	57 404	60 146	62 991	65 938	68 985	72 131	75 376	78 720	82 161	85 700	89 337	93 072	96 904	100 834	104 862	108 988	113 212	117 534	121 954	126 472	131 089	135 805	140 621	145 537	150 554	155 672	160 891	166 212	171 635	177 162	182 793	188 521	194 347	200 271	206 294	212 416	218 637	224 957	231 376	237 894	244 511	251 228	258 045	264 962	271 979	279 096	286 313	293 630	301 047	308 564	316 181	323 898	331 715	339 632	347 649	355 766	363 983	372 300	380 717	389 234	397 851	406 568	415 385	424 302	433 319	442 436	451 653	460 970	470 387	479 904	489 521	499 238	509 055	518 972	528 989	539 106	549 323	559 640	569 957	580 374	590 891	601 508	612 225	623 042	633 959	644 976	656 093	667 310	678 627	690 044	701 561	713 178	724 895	736 712	748 629	760 646	772 763	784 980	797 297	809 714	822 231	834 848	847 565	860 382	873 299	886 316	899 433	912 650	925 967	939 384	952 901	966 518	980 235	994 052	1 007 969	1 021 986	1 036 103	1 050 320	1 064 637	1 079 054	1 093 571	1 108 188	1 122 905	1 137 722	1 152 639	1 167 656	1 182 773	1 197 990	1 213 307	1 228 724	1 244 241	1 259 858	1 275 575	1 291 392	1 307 309	1 323 326	1 339 443	1 355 660	1 371 977	1 388 394	1 404 911	1 421 528	1 438 245	1 455 062	1 471 979	1 489 096	1 506 313	1 523 630	1 541 047	1 558 564	1 576 181	1 593 898	1 611 715	1 629 632	1 647 649	1 665 766	1 683 983	1 702 300	1 720 717	1 739 234	1 757 851	1 776 568	1 795 385	1 814 302	1 833 419	1 852 636	1 871 953	1 891 370	1 910 887	1 930 504	1 950 221	1 970 038	1 989 955	2 009 972	2 029 989	2 049 906	2 069 923	2 089 940	2 109 957	2 129 974	2 149 991	2 169 908	2 189 925	2 209 942	2 229 959	2 249 976	2 269 993	2 289 910	2 309 927	2 329 944	2 349 961	2 369 978	2 389 995	2 409 912	2 429 929	2 449 946	2 469 963	2 489 980	2 509 997	2 529 914	2 549 931	2 569 948	2 589 965	2 609 982	2 629 999	2 649 916	2 669 933	2 689 950	2 709 967	2 729 984	2 749 901	2 769 918	2 789 935	2 809 952	2 829 969	2 849 986	2 869 903	2 889 920	2 909 937	2 929 954	2 949 971	2 969 988	2 989 905	3 009 922	3 029 939	3 049 956	3 069 973	3 089 990	3 109 907	3 129 924	3 149 941	3 169 958	3 189 975	3 209 992	3 229 909	3 249 926	3 269 943	3 289 960	3 309 977	3 329 994	3 349 911	3 369 928	3 389 945	3 409 962	3 429 979	3 449 996	3 469 913	3 489 930	3 509 947	3 529 964	3 549 981	3 569 998	3 589 915	3 609 932	3 629 949	3 649 966	3 669 983	3 689 900	3 709 917	3 729 934	3 749 951	3 769 968	3 789 985	3 809 902	3 829 919	3 849 936	3 869 953	3 889 970	3 909 987	3 929 904	3 949 921	3 969 938	3 989 955	4 009 972	4 029 989	4 049 906	4 069 923	4 089 940	4 109 957	4 129 974	4 149 991	4 169 908	4 189 925	4 209 942	4 229 959	4 249 976	4 269 993	4 289 910	4 309 927	4 329 944	4 349 961	4 369 978	4 389 995	4 409 912	4 429 929	4 449 946	4 469 963	4 489 980	4 509 997	4 529 914	4 549 931	4 569 948	4 589 965	4 609 982	4 629 999	4 649 916	4 669 933	4 689 950	4 709 967	4 729 984	4 749 901	4 769 918	4 789 935	4 809 952	4 829 969	4 849 986	4 869 903	4 889 920	4 909 937	4 929 954	4 949 971	4 969 988	4 989 905	5 009 922	5 029 939	5 049 956	5 069 973	5 089 990	5 109 907	5 129 924	5 149 941	5 169 958	5 189 975	5 209 992	5 229 909	5 249 926	5 269 943	5 289 960	5 309 977	5 329 994	5 349 911	5 369 928	5 389 945	5 409 962	5 429 979	5 449 996	5 469 913	5 489 930	5 509 947	5 529 964	5 549 981	5 569 998	5 589 915	5 609 932	5 629 949	5 649 966	5 669 983	5 689 900	5 709 917	5 729 934	5 749 951	5 769 968	5 789 985	5 809 902	5 829 919	5 849 936	5 869 953	5 889 970	5 909 987	5 929 904	5 949 921	5 969 938	5 989 955	6 009 972	6 029 989	6 049 906	6 069 923	6 089 940	6 109 957	6 129 974	6 149 991	6 169 908	6 189 925	6 209 942	6 229 959	6 249 976	6 269 993	6 289 910	6 309 927	6 329 944	6 349 961	6 369 978	6 389 995	6 409 912	6 429 929	6 449 946	6 469 963	6 489 980	6 509 997	6 529 914	6 549 931	6 569 948	6 589 965	6 609 982	6 629 999	6 649 916	6 669 933	6 689 950	6 709 967	6 729 984	6 749 901	6 769 918	6 789 935	6 809 952	6 829 969	6 849 986	6 869 903	6 889 920	6 909 937	6 929 954	6 949 971	6 969 988	6 989 905	7 009 922	7 029 939	7 049 956	7 069 973	7 089 990	7 109 907	7 129 924	7 149 941	7 169 958	7 189 975	7 209 992	7 229 909	7 249 926	7 269 943	7 289 960	7 309 977	7 329 994	7 349 911	7 369 928	7 389 945	7 409 962	7 429 979	7 449 996	7 469 913	7 489 930	7 509 947	7 529 964	7 549 981	7 569 998	7 589 915	7 609 932	7 629 949	7 649 966	7 669 983	7 689 900	7 709 917	7 729 934	7 749 951	7 769 968	7 789 985	7 809 902	7 829 919	7 849 936	7 869 953	7 889 970	7 909 987	7 929 904	7 949 921	7 969 938	7 989 955	8 009 972	8 029 989	8 049 906	8 069 923	8 089 940	8 109 957	8 129 974	8 149 991	8 169 908	8 189 925	8 209 942	8 229 959	8 249 976	8 269 993	8 289 910	8 309 927	8 329 944	8 349 961	8 369 978	8 389 995	8 409 912	8 429 929	8 449 946	8 469 963	8 489 980	8 509 997	8 529 914	8 549 931	8 569 948	8 589 965	8 609 982	8 629 999	8 649 916	8 669 933	8 689 950	8 709 967	8 729 984	8 749 901	8 769 918	8 789 935	8 809 952	8 829 969	8 849 986	8 869 903	8 889 920	8 909 937	8 929 954	8 949 971	8 969 988	8 989 905	9 009 922	9 029 939	9 049 956	9 069 973	9 089 990	9 109 907	9 129 924	9 149 941	9 169 958	9 189 975	9 209 992	9 229 909	9 249 926	9 269 943	9 289 960	9 309 977	9 329 994	9 349 911	9 369 928	9 389 945	9 409 962	9 429 979	9 449 996	9 469 913	9 489 930	9 509 947	9 529 964	9 549 981	9 569 998	9 589 915	9 609 932	9 629 949	9 649 966	9 669 983	9 689 900	9 709 917	9 729 934	9 749 951	9 769 968	9 789 985	9 809 902	9 829 919	9 849 936	9 869 953	9 889 970	9 909 987	9 929 904	9 949 921	9 969 938	9 989 955	10 009 972	10 029 989	10 049 906	10 069 923	10 089 940	10 109 957	10 129 974	10 149 991	10 169 908	10 189 925	10 209 942	10 229 959	10 249 976	10 269 993	10 289 910	10 309 927	10 329 944	10 349 961	10 369 978	10 389 995	10 409 912	10 429 929	10 449 946	10 469 963	10 489 980	10 509 997	10 529 914	10 549 931	10 569 948	10 589 965	10 609 982	10 629 999	10 649 916	10 669 933	10 689 950	10 709 967	10 729 984	10 749 901	10 769 918	10 789 935	10 809 952	10 829 969	10 849 986	10 869 903	10 889 920	10 909 937	10 929 954	10 949 971	10 969 988	10 989 905	11 009 922	11 029 939	11 049 956	11 069 973	11 089 990	11 109 907	11 129 924	11 149 941	11 169 958	11 189 975	11 209 992	11 229 909	11 249 926	11 269 943	11 289 960	11 309 977	11 329 994	11 349 911	11 369 928	11 389 945	11 409 962	11 429 979	11 449 996	11 469 913	11 489 930	11 509 947	11 529 964	11 549 981	11 569 998	11 589 915	11 609 932	11 629 949	11 649 966	11 669 983	11 689 900	11 709 917	11 729 934	11 749 951	11 769 968	11 789 985	11 809 902	11 829 919	11 849 936	11 869 953	11 889 970	11 909 987	11 929 904	11 949 921	11 969 938	11 989 955	12 009 972	12 029 989	12 049 906	12 069 923	12 089 940	12 109 957	12 129 974	12 149 991	12 169 908	12 189 925	12 209 942	12 229 959	12 249 976	12 269 993	12 289 910	12 309 927	12 329 944	12 349 961	12 369 978	12 389 995	12 409 912	12 429 929	12 449 946	12 469 963	12 489 980	12 509 997	12 529 914	12 549 931	12 569 948	12 589 965	12 609 982	12 629 999	12 649 916	12 669 933	12 689 950	12 709 967	12 729 984	12 749 901	12 769 918	12 789 935	12 809 952	12 829 969	12 849 986	12 869 903	12 889 920	12 909 937	12 929 954	12 949 971	12 969 988	12 989 905	13 009 922	13 029 939	13 049 956	13 069 973	13 089 990	13 109 907	13 129 924	13 149 941	13 169 958	13 189 975	13 209 992	13 229 909	13 249 926	13 269 943	13 289 960	13 309 977	13 329 994	13 349 911	13 369 928	13 389 945	13 409 962	13 429 979	13 449 996	13 469 913	13 489 930	13 509 947	13 529 964	13 549 981	13 569 998	13 589 915	13 609 932	13 629 949	13 649 966	13 669 983	13 689 900	13 709 917	13 729 934	13 749 951	13 769 968	13 789 985	13 809 902	13 829 919	13 849 936	13 869 953	13 889 970	13 909 987	13 929 904	13 949 921	13 969 938	13 989 955	14 009 972	14 029 989	14 049 906	14 069 923	14

DSP initiale	M2A		ventilation de la diminution des subventions :	175 000,00 €	nouvelles subventions DSP
Petite enfance :					
Subvention allouée :					
Multiaccueil Ottmarsheim		subv annuel	selon sub initiale	40 000,00 €	
Multiaccueil Petit-Landau		303 000,00 €	55%	22 197,80 €	
RPE		210 000,00 €	38%	15 384,62 €	
		33 000,00 €	6%	2 417,58 €	506 000,00 €
		546 000,00 €		40 000,00 €	
Accueils de loisirs :	M2A	690 100,00 €		105 000,00 €	585 100,00 €
subvention allouée :					
Bantzenheim			18 343,50 €		
Chalampé			12 012,00 €		
Ottmarsheim			23 866,50 €		
Hombourg			22 071,00 €		
Niffer			16 558,50 €		
Petit-Landau			12 148,50 €		
			105 000,00 €		
Accueils de loisirs	Com				
subvention allouée (selon clect) :					
Bantzenheim		529 800,00 €		30 000,00 €	
Chalampé		92 556,06 €	17%	5 241,00 €	
Ottmarsheim		60 609,12 €	11%	3 432,00 €	8 673,00 €
Hombourg		120 423,54 €	23%	6 819,00 €	6 819,00 €
Niffer		111 363,96 €	21%	6 306,00 €	
Petit-Landau		83 549,46 €	16%	4 731,00 €	9 777,00 €
AJT		61 297,86 €	12%	3 471,00 €	4 731,00 €
		529 800,00 €		30 000,00 €	499 800,00 €
		1 765 900,00 €		175 000,00 €	1 590 900,00 €



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

70 élus présents (103 en exercice, 24 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

ANIMATIONS AQUATIQUES ET EQUIPEMENTS SPORTIFS
COMMUNAUTAIRES – REVISION ET CREATION DES TARIFS
COMMUNAUTAIRES POUR SERVICES RENDUS (SAISON 2021/2022)
(241/7.1/385C)

Les services rendus à la population, au mouvement associatif ou scolaire font l'objet d'une tarification révisée annuellement.

Au titre de la saison 2021/2022, il est proposé de maintenir les tarifs actuels relatifs aux services rendus en lien avec les animations aquatiques et les équipements sportifs communautaires.

En raison de la situation sanitaire liée au covid-19, les piscines de m2A ont fait l'objet d'une fermeture à compter du 30 octobre 2020.

De ce fait, les usagers n'ont pu profiter pleinement de leur abonnement annuel et autres prestations aquatiques.

Par conséquent, il est proposé une série de compensations selon les situations.

Les compensations se déclinent de la façon suivante :

- pour les forfaits annuels qui n'ont pu être utilisés du 30 octobre 2020 au 8 mai 2021 en raison des mesures sanitaires, l'utilisateur bénéficie d'une prolongation de son forfait d'une durée de 7 mois ;
- pour les inscriptions à l'année à l'école de natation, aux séances de bébés nageurs et jardin aquatique ou aux séances aqua-gym, aqua-jogging, aqua-latina, aqua-mix, aqua-palmes, aqua-tonic ou aqua-training, d'aqua-

bike, d'aqua-fitbike, d'aqua-pilates, d'aqua-fitness ou circuit-training, l'utilisateur bénéficie d'un avoir de la valeur de la prestation achetée lors de la saison 2020/2021 et valable pour les prestations de la saison 2021-2022.

Si l'utilisateur ne souhaite pas bénéficier d'un avoir équivalent à une réinscription gratuite, il pourra alors obtenir, sur demande écrite, un remboursement calculé au prorata des prestations non effectuées (24 sur 30).

- pour les inscriptions de la première période du 7 septembre au 30 octobre 2020 aux séances aqua-gym, aqua-jogging, aqua-latina, aqua-mix, aqua-palmes, aqua-tonic, aqua-training, d'aqua-bike, d'aqua-fitbike, d'aqua-pilates, d'aqua-fitness ou de circuit-training, l'utilisateur bénéficie, sur demande, d'un remboursement calculé au prorata des prestations non effectuées (4 sur 10).

L'ensemble de ces mesures implique une réduction des recettes par rapport à celles inscrites au BP 2021.

En cas de remboursement, une augmentation des dépenses est à prévoir sur le chapitre 67.

De la même façon, le Centre Sportif Régional Alsace a dû fermer ses portes pendant plusieurs mois.

Aussi, il est prévu pour ses internes, sur le modèle de l'année dernière, une déduction du montant du forfait souscrit en fonction des absences liées à la crise sanitaire.

Cette mesure implique une réduction des recettes par rapport à celles inscrites au BP 2021.

Il est proposé au Conseil d'Agglomération d'approuver les grilles tarifaires ci-jointes en annexe, pour une mise en œuvre effective au 1^{er} septembre 2021.

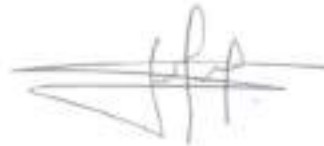
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les mesures de compensation à destination des usagers ;
- approuve les tarifs communautaires pour services rendus 2021/2022 relatifs aux équipements sportifs d'intérêt communautaire figurant en annexe ;
- fixe la date d'application des tarifs communautaires pour services rendus 2021/2022 relatifs aux équipements sportifs d'intérêt communautaire au 1^{er} septembre 2021.

P.J. : listes tarifaires

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN

PISCINES

Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2021

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
1. ENTREES								
Entrées unitaires :								
Piscines :								
* Ticket entrée Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :								
- tarif plein	4,50	4,50			4,50	4,50		
- tarif réduit	3,50	3,50			3,50	3,50		
- tarif minimum et City pass	2,90	2,90						
* Ticket entrée Piscine (ttes piscines sauf CNIN et Aquarhin) :								
- tarif plein	3,90	3,90			3,90	3,90		
- tarif réduit	3,00	3,00			3,00	3,00		
- tarif minimum et City pass	1,90	1,90						
- tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (uniquement facturation, selon convention)	1,00	1,00						
* Tarif carte magnétique en cas de perte ou détérioration	5,10	5,10			5,10	5,10		
* Tarif bracelet électronique	7,10	7,10			7,10	7,10		
Hygiène :								
* Ticket entrée baignoire (Curie) :								
- tarif plein	4,10	4,10			4,10	4,10		
- tarif réduit	3,10	3,10			3,10	3,10		
- tarif minimum	2,90	2,90			2,90	2,90		
* Ticket entrée douche (Curie) :								
- tarif plein	2,10	2,10			2,10	2,10		
- tarif réduit	1,80	1,80			1,80	1,80		
- tarif minimum	1,50	1,50			1,50	1,50		
Forme :								
* Ticket entrée Forme et Bien-Etre (Curie)								
- tarif plein	4,60	4,60			4,60	4,60		
- tarif réduit	3,70	3,70			3,70	3,70		
- tarif minimum	2,90	2,90						
- supplément location appareil aquatique (20 mn)	3,10	3,10			3,10	3,10		
* Ticket entrée Bains Romains (Curie 2h) ou Espace Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :								
- tarif plein	12,40	12,40			12,40	12,40		
- tarif réduit	9,10	9,10			9,10	9,10		
- tarif minimum et City-pass	7,50	7,50						
* Ticket entrée Bien-Etre + (CNIN avec accès bassins) :								
- tarif plein	14,60	14,60			14,60	14,60		
- tarif réduit	11,70	11,70			11,70	11,70		
- tarif minimum	9,20	9,20						
- supplément Bien-Etre (pour les détenteurs d'un accès bassins)	10,20	10,20						
- supplément Bien-Etre + (pour les détenteurs d'un accès Bien-Etre)	2,70	2,70						
* Ticket entrée Bien-Etre (Aquarhin, sans accès bassins) :								
- tarif plein	7,50	7,50			7,50	7,50		
- tarif réduit	6,10	6,10			6,10	6,10		
- tarif minimum	4,70	4,70						
* Ticket entrée Spa (Illberg)								
- tarif plein	3,70	3,70			3,70	3,70		
- tarif réduit	3,00	3,00			3,00	3,00		
- tarif minimum	2,50	2,50						
* Ticket entrée Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins)								
- tarif plein	9,50	9,50			9,50	9,50		
- tarif réduit	8,10	8,10			8,10	8,10		
- tarif minimum	6,70	6,70						
Cartes d'entrées : Les cartes de 10 entrées ou 10 heures sont valables 1 an à partir de leur première utilisation (sauf cartes magnétiques = date d'achat)								
Piscines :								
* Carte 10 entrées "toutes piscines":								
- tarif plein	35,30	35,30			39,90	39,90		
- tarif réduit	27,80	27,80			31,60	31,60		
- tarif minimum	23,10	23,10						
* Carte 10 entrées "Multi-piscines" (toutes piscines sauf CNIN et Aquarhin) :								
- tarif plein	30,50	30,50			34,30	34,30		
- tarif réduit	23,00	23,00			26,00	26,00		
- tarif minimum	16,00	16,00						

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
* Carte 10 heures Complexe nautique (CNIN) :								
- tarif plein	24,80		24,80		30,40		30,40	
- tarif réduit	19,40		19,40		24,20		24,20	
- tarif minimum	16,20		16,20					
* Carte 10 heures (Illberg et Bourtzwiller) :								
- tarif plein	17,80		17,80		22,50		22,50	
- tarif réduit	13,80		13,80		17,30		17,30	
- tarif minimum	11,00		11,00					
Forme :								
* Carte 10 entrées Forme et Bien-Etre (Curie) :								
- tarif plein	36,30		36,30		40,80		40,80	
- tarif réduit	28,80		28,80		32,40		32,40	
- tarif minimum	22,20		22,20					
- carte de 10 entrées location appareil aquatique (20 mn)	23,80		23,80		26,90		26,90	
* Carte 10 entrées Bains Romains (Curie) ou Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :								
- tarif plein	101,00		101,00		112,20		112,20	
- tarif réduit	72,50		72,50		81,60		81,60	
- tarif minimum	60,30		60,30					
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :								
- tarif plein	117,40		117,40		132,00		132,00	
- tarif réduit	94,20		94,20		106,50		106,50	
- tarif minimum	71,10		71,10					
* Carte 10 entrées Bien-Etre (Auarhin, sans accès bassins) :								
- tarif plein	60,30		60,30		68,00		68,00	
- tarif réduit	48,60		48,60		54,70		54,70	
- tarif minimum	40,20		40,20					
* Carte 10 entrées Spa (Illberg) :								
- tarif plein	28,80		28,80		32,40		32,40	
- tarif réduit	23,10		23,10		26,90		26,90	
- tarif minimum	18,90		18,90					
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (Auarhin, avec accès bassins) :								
- tarif plein	76,00		76,00		86,00		86,00	
- tarif réduit	65,00		65,00		73,50		73,50	
- tarif minimum	57,00		57,00					
Abonnements : Les abonnements sont valables 1 an à partir de la date d'achat								
Abonnements annuels Piscines :								
* Abonnement Toutes piscines :								
- tarif plein	222,00		222,00		289,00		289,00	
- tarif réduit	177,00		177,00		232,00		232,00	
- tarif minimum	133,00		133,00					
* Abonnement Multi-piscines (ttes piscines sauf CNIN et Auarhin) :								
- tarif plein	117,80		117,80		157,50		157,50	
- tarif réduit	84,10		84,10		112,00		112,00	
- tarif minimum	71,40		71,40					
* Abonnement Complexe nautique (Ile Napoléon ou Auarhin) :								
- tarif plein	155,50		155,50		202,50		202,50	
- tarif réduit	123,90		123,90		161,60		161,60	
- tarif minimum	93,30		93,30					
* Abonnement Piscine Illberg + Stade Nautique :								
- tarif plein	87,70		87,70		114,10		114,10	
- tarif réduit	71,40		71,40		90,90		90,90	
- tarif minimum	57,10		57,10					
* Abonnement 1 piscine (Bourtzwiller) :								
- tarif plein	63,70		63,70		85,80		85,80	
- tarif réduit	46,90		46,90		63,10		63,10	
- tarif minimum	39,20		39,20					
* Abonnement 1 piscine saisonnière (Curie, Jonquilles, Ungersheim, Stade nautique) :								
- tarif plein	53,50		53,50		74,70		74,70	
- tarif réduit	40,80		40,80		58,00		58,00	
- tarif minimum	34,10		34,10					
Abonnements Forme :								
* Abonnement Forme et Bien-Etre (Curie) :								
- tarif plein	87,70		87,70		113,10		113,10	
- tarif réduit	72,40		72,40		92,90		92,90	
- tarif minimum	60,20		60,20					
* Abonnement annuel Bains Romains (Curie) :								
- tarif plein	244,80		244,80		333,30		333,30	
- tarif réduit	155,00		155,00		197,90		197,90	
- tarif minimum	144,80		144,80					
* Abonnement annuel Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :								
- tarif plein	318,20		318,20		428,20		428,20	
- tarif réduit	208,00		208,00		280,70		280,70	
- tarif minimum	177,40		177,40					
* Abonnement annuel Bien-Etre (CNIN, sans accès bassins) :								
- tarif plein	213,20		213,20		288,80		288,80	
- tarif réduit	134,60		134,60		171,70		171,70	
- tarif minimum	125,40		125,40					

2. ANIMATIONS, LECONS DE NATATION

Découverte du milieu aquatique (CNIN) :

* Bébé nageur et Jardin aquatique annuel :

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
- tarif réduit	189,40		189,40		244,00		244,00	
- tarif minimum	152,60		152,60					

Leçons de natation Adultes ou enfants (droit d'entrée inclus) :

* Ecole de natation annuelle :

- tarif plein (uniquement Adultes)	180,10		180,10		242,40		242,40	
- tarif réduit	153,50		153,50		205,50		205,50	
- tarif minimum	126,30		126,30					

* Ecole de natation trimestrielle :

- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60		80,60		106,60		106,60	
- tarif réduit	69,40		69,40		91,40		91,40	
- tarif minimum	56,60		56,60					

* Leçons individuelles de natation (5 séances) :

- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60		80,60		106,60		106,60	
- tarif réduit	69,40		69,40		91,40		91,40	
- tarif minimum	57,10		57,10					

* Stage Piscine, 1 semaine vacances scolaires (enfants) :

- tarif réduit	61,10		61,10		61,10		61,10	
- tarif minimum	51,00		51,00					

Animations adultes (droit d'entrée inclus) :

* Cours annuel Aqua :

- tarif plein	182,30		182,30		257,70		257,70	
- tarif réduit	151,20		151,20		211,70		211,70	
- tarif minimum	121,70		121,70					

* Cours annuel Aquabike :

- tarif plein	257,20		257,20		335,80		335,80	
- tarif réduit	213,30		213,30		278,50		278,50	
- tarif minimum	170,70		170,70					

* Cours annuel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :

- tarif plein	239,20		239,20		311,30		311,30	
- tarif réduit	191,00		191,00		248,50		248,50	
- tarif minimum	153,00		153,00					

* Cours trimestriel Aqua :

- tarif plein	74,20		74,20		95,50		95,50	
- tarif réduit	62,10		62,10		78,40		78,40	
- tarif minimum	49,50		49,50					

* Cours trimestriel Aquabike :

- tarif plein	95,40		95,40		124,10		124,10	
- tarif réduit	79,20		79,20		103,00		103,00	
- tarif minimum	63,10		63,10					

* Cours trimestriel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :

- tarif plein	81,70		81,70		106,00		106,00	
- tarif réduit	65,30		65,30		83,80		83,80	
- tarif minimum	52,00		52,00					

* Cours, à la séance, Aqua :

- tarif plein	8,00		8,00		10,50		10,50	
- tarif réduit	6,80		6,80		9,00		9,00	
- tarif minimum	5,40		5,40					

* Cours, à la séance, Aquabike :

- tarif plein	10,40		10,40		13,40		13,40	
- tarif réduit	8,60		8,60		11,30		11,30	
- tarif minimum	7,00		7,00					

* Cours, à la séance, Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :

- tarif plein	9,50		9,50		12,30		12,30	
- tarif réduit	8,10		8,10		10,50		10,50	
- tarif minimum	6,60		6,60					

* Cours Aqua sénior (réduit) :

	5,90		5,90		7,90		7,90	
--	------	--	-------------	--	------	--	-------------	--

* Location d'un vélo (la demi-heure) :

	4,80		4,80		4,80		4,80	
--	------	--	-------------	--	------	--	-------------	--

3. MISES A DISPOSITION

La ligne d'eau :

* 2,5 m x 25 m (+ petit bassin), l'heure d'utilisation :

- tarif plein	45,30		45,30		59,70		59,70	
- tarif réduit	34,90		34,90		44,90		44,90	
- tarif minimum	28,80		28,80					

* 2,5 m x 50 m, l'heure d'utilisation :

- tarif plein	69,00		69,00		90,70		90,70	
- tarif réduit	52,50		52,50		67,00		67,00	
- tarif minimum	42,70		42,70					

Le bassin :

* 25 m ou fosse à plongeurs, l'heure d'utilisation :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

* 50 m, l'heure d'utilisation :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

Divers :

* Location salle de réunion (demi-journée) :

- tarif plein
- tarif réduit

* Location salle de réunion (l'heure) :

- tarif plein
- tarif réduit

* Mise à disposition d'un MNS (l'heure d'utilisation) :

* Anniversaires (10 enfants + 2 adultes) à Aquarhin (avec

4. DIVERS SERVICES

* Location serviette de toilette

* Sèche-cheveux automatique

* Lavage de linge (le Kg, TTC)

* Reproduction d'une clé

* Petites réparations (l'heure)

* Grosses réparations (l'heure)

* Nettoyage : forfait classique

* Vente de bonnets de bain (Aquarhin)

* Location raquette ping pong (Aquarhin)

AGGLO				HORS AGGLO			
2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
	95,80	95,80		124,60		124,60	
	72,10	72,10		93,70		93,70	
	59,70	59,70					
	138,50	138,50		179,70		179,70	
	104,00	104,00		134,90		134,90	
	87,00	87,00					
	39,70	39,70		53,00		53,00	
	32,10	32,10		42,80		42,80	
	12,00	12,00		16,00		16,00	
	9,50	9,50		12,50		12,50	
	27,70	27,70		27,70		27,70	
	50,00	50,00		65,00		65,00	
	2,60	2,60		2,60		2,60	
	0,10	0,10		0,10		0,10	
	4,00	4,00		5,20		5,20	
	10,10	10,10		13,20		13,20	
	34,60	34,60		44,90		44,90	
	69,20	69,20		90,90		90,90	
	163,00	163,00		213,10		213,10	
	1,00	1,00		1,00		1,00	
	1,00	1,00		1,00		1,00	

AGGLO				HORS AGGLO			
2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%

Location de locaux :

* Location salle de réunion (demi-journée) :

- tarif plein
- tarif réduit

* Location salle de réunion (l'heure d'utilisation) :

- tarif plein
- tarif réduit

* Salle de danse

Location Patinoire :

* Forfait Saison sportive

4. DIVERS

* Mise à disposition d'un éducateur sportif (à l'heure)

* Mise à disposition karting sur glace :

- tarif réduit
- tarif minimum

* Nettoyage (forfait)

Piscines et Patinoire

*Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs AGGLO)*

Le bénéfice du **tarif réduit (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- agents communautaires et agents municipaux des communes membres
- retraités municipaux et communautaires des communes membres (sauf pour les "prestations entrées unitaires piscines et patinoire" et "prestations douches")
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BEESAN, BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité (uniquement pour les entrées unitaires)
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- titulaires de la carte AS selon réglementation
- adultes disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif minimum (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement, MJC
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- Bénéficiaires du RSA et de l'ASS
- personnes soutenues par un service d'action sociale domiciliées dans l'Agglomération
- enfants des agents communautaires et des agents municipaux des communes membres
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- à partir du 3ème enfant inscrit pour les "animations enfants" sur présentation de justificatifs
- CE (sur facturation, selon convention)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement
- titulaires de la carte AS selon réglementation
- enfants disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (Agglo)** est accordé aux bénéficiaires dépendant des associations d'aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés (uniquement sur facturation et selon convention)

Le bénéfice de la gratuité est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire
- retraités municipaux et communautaires des communes membres pour les "prestations entrées unitaires piscines" et prestations douches"
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs: 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- titulaires de la carte "AS" selon réglementation
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- écoles primaires de l'Agglomération signataires d'une convention
- agents territoriaux de la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte sénior délivrée par la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte Pass' temps sénior : 5 entrées gratuites en piscines sur présentation de la carte
- pompiers, policiers et gendarmes dans le cadre de l'exercice de leurs missions (sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique et sur un créneau conventionné piscine)

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération sur présentation d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois et d'une pièce d'identité avec photo
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- Toute personne souhaitant acheter une carte, un abonnement ou une animation, devra accepter d'être prise en photo

m2A - 241 – Administration et Finances Piscines et Patinoire

*Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs HORS AGGLO)*

Le bénéfice du tarif réduit (Hors Agglo) est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BEESAN, BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement, MJC
- titulaires du RSA
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement

Le bénéfice de la gratuité est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs: 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

- le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération sur présentation d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois et d'une pièce d'identité avec photo
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- Toute personne souhaitant acheter une carte, un abonnement ou une animation, devra accepter d'être prise en photo

EQUIPEMENTS TERRESTRES

Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2021

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS								
Equipements de plein air :								
<u>Terrains (herbe ou synthétique) :</u>								
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	64,20	64,20		85,70		85,70		
- tarif réduit	52,00	52,00		67,30		67,30		
- tarif minimum	41,90	41,90		54,00		54,00		
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	51,00	51,00		67,30		67,30		
- tarif réduit	40,30	40,30		53,00		53,00		
- tarif minimum	18,30	18,30		42,80		42,80		
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	32,10	32,10		42,80		42,80		
- tarif réduit	26,00	26,00		34,10		34,10		
- tarif minimum	20,90	20,90		27,50		27,50		
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	25,40	25,40		33,10		33,10		
- tarif réduit	20,40	20,40		26,50		26,50		
- tarif minimum	9,20	9,20		12,20		12,20		
* Vestiaires seuls (la séance) :								
- tarif plein	13,20	13,20		16,80		16,80		
- tarif réduit	11,20	11,20		13,70		13,70		
- tarif minimum	9,20	9,20		12,20		12,20		
<u>Courts tennis (l'heure d'utilisation) :</u>								
- tarif plein	46,90	46,90		62,20		62,20		
- tarif réduit	37,20	37,20		48,90		48,90		
- tarif minimum	12,70	12,70		16,80		16,80		
* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :								
- tarif plein	64,20	64,20		85,10		85,10		
- tarif réduit	52,00	52,00		67,30		67,30		
- tarif minimum	9,20	9,20		12,20		12,20		
* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :								
- tarif plein	51,00	51,00		67,30		67,30		
- tarif réduit	40,80	40,80		53,00		53,00		
- tarif minimum	9,20	9,20		12,20		12,20		
* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :								
- tarif plein	3,70	3,70		4,80		4,80		
- tarif réduit	3,00	3,00		3,90		3,90		
- tarif minimum	2,40	2,40		3,20		3,20		
* Grands Equipements (Stade III) (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	82,60	82,60		109,00		109,00		
- tarif réduit	65,80	65,80		86,70		86,70		
- tarif minimum	53,00	53,00		69,30		69,30		
Equipements couverts :								
<u>Gymnases (l'heure d'utilisation) :</u>								
- tarif plein	64,20	64,20		85,10		85,10		
- tarif réduit	52,00	52,00		67,30		67,30		
- tarif minimum	18,30	18,30		42,80		42,80		
<u>Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :</u>								
- tarif plein	32,10	32,10		42,80		42,80		
- tarif réduit	26,00	26,00		34,10		34,10		
- tarif minimum	18,10	18,10		27,50		27,50		
<u>Courts de tennis (l'heure d'utilisation) :</u>								
- tarif plein	64,20	64,20		85,70		85,70		
- tarif réduit	52,00	52,00		67,30		67,30		
- tarif minimum	41,80	41,80		54,00		54,00		
<u>Grands Equipements (Palais des Sports) :</u>								
* Salle principale, avec gradins (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	82,60	82,60		109,00		109,00		
- tarif réduit	65,80	65,80		86,70		86,70		
- tarif minimum	53,00	53,00		69,30		69,30		
* Salle principale, sans gradins (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	41,80	41,80		55,00		55,00		
- tarif réduit	33,60	33,60		43,80		43,80		
- tarif minimum	26,50	26,50		34,60		34,60		

* Salle annexe, avec gradins (l'heure d'utilisation) :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

* Salle annexe, sans gradins (l'heure d'utilisation) :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

* Salle VIP (l'heure d'utilisation) :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

* Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

* Forfait "saison sportive"

* Palais des Sports entier :

- la journée : tarif plein
- la journée : tarif réduit
- l'heure : tarif réduit
- l'heure : tarif plein

2. DIVERS

Location de matériel (1 jour) :

* Table

* Chaise

* Paravent

* Grille d'exposition

* Podium (au m2)

* Equipements de sonorisation

Location de locaux (la demi-journée) :

* Salle de réunion ou salle vidéo :

- tarif plein
- tarif réduit

* Espace loge :

- tarif plein
- tarif réduit

* Espace Buvette centrale :

- tarif plein
- tarif réduit

* Espace Buvette latérale :

- tarif plein
- tarif réduit

* Espaces bureaux :

- tarif plein
- tarif réduit

* Hall d'entrée Palais des Sports, forfait réception :

- tarif plein
- tarif réduit

* Coursives et promenoirs Palais des Sports :

- tarif plein
- tarif réduit

* Tribunes Stade :

- tarif plein
- tarif réduit

* Tribunes Palais des Sports :

- tarif plein
- tarif réduit

* Espaces stockage (le m3 par mois) :

- tarif plein
- tarif réduit

Location de locaux (l'heure) :

* Salle de réunion :

- tarif plein
- tarif réduit

3. DIVERS SERVICES

* Petites réparations (l'heure)

* Grosses réparations (l'heure)

* Nettoyage : forfait classique

* Nettoyage : forfait salle principale et tribunes (Palais Sports) :

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
* Salle annexe, avec gradins (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	64,20		64,20		85,70		85,70	
- tarif réduit	52,00		52,00		67,30		67,30	
- tarif minimum	41,80		41,80		54,00		54,00	
* Salle annexe, sans gradins (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	32,60		32,60		42,80		42,80	
- tarif réduit	26,50		26,50		33,60		33,60	
- tarif minimum	21,40		21,40		27,50		27,50	
* Salle VIP (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	64,20		64,20		85,70		85,70	
- tarif réduit	52,00		52,00		67,30		67,30	
- tarif minimum	41,80		41,80		54,00		54,00	
* Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :								
- tarif plein	51,00		51,00		67,30		67,30	
- tarif réduit	40,80		40,80		53,00		53,00	
- tarif minimum	32,60		32,60		42,80		42,80	
* Forfait "saison sportive"	14 276,00		14 276,00					
* Palais des Sports entier :								
- la journée : tarif plein	2 000,00		2 000,00		2 500,00		2 500,00	
- la journée : tarif réduit	1 600,00		1 600,00		2 000,00		2 000,00	
- l'heure : tarif réduit	250,00		250,00		320,00		320,00	
- l'heure : tarif plein	200,00		200,00		250,00		250,00	
<u>2. DIVERS</u>								
<u>Location de matériel (1 jour) :</u>								
* Table	3,20		3,20		4,20		4,20	
* Chaise	1,50		1,50		2,00		2,00	
* Paravent	4,30		4,30		5,50		5,50	
* Grille d'exposition	4,30		4,30		5,50		5,50	
* Podium (au m2)	3,20		3,20		4,20		4,20	
* Equipements de sonorisation	31,30		31,30		40,90		40,90	
<u>Location de locaux (la demi-journée) :</u>								
* Salle de réunion ou salle vidéo :								
- tarif plein	39,70		39,70		53,00		53,00	
- tarif réduit	32,10		32,10		42,80		42,80	
* Espace loge :								
- tarif plein	60,70		60,70		79,50		79,50	
- tarif réduit	48,90		48,90		63,20		63,20	
* Espace Buvette centrale :								
- tarif plein	60,70		60,70		79,50		79,50	
- tarif réduit	48,90		48,90		63,20		63,20	
* Espace Buvette latérale :								
- tarif plein	36,70		36,70		50,00		50,00	
- tarif réduit	29,50		29,50		39,70		39,70	
* Espaces bureaux :								
- tarif plein	39,70		39,70		53,00		53,00	
- tarif réduit	32,60		32,60		42,80		42,80	
* Hall d'entrée Palais des Sports, forfait réception :								
- tarif plein	181,60		181,60		240,70		240,70	
- tarif réduit	144,80		144,80		192,90		192,90	
* Coursives et promenoirs Palais des Sports :								
- tarif plein	64,20		64,20		84,60		84,60	
- tarif réduit	52,00		52,00		67,30		67,30	
* Tribunes Stade :								
- tarif plein	30,10		30,10		39,70		39,70	
- tarif réduit	23,90		23,90		31,60		31,60	
* Tribunes Palais des Sports :								
- tarif plein	64,20		64,20		84,60		84,60	
- tarif réduit	52,00		52,00		67,30		67,30	
* Espaces stockage (le m3 par mois) :								
- tarif plein	5,20		5,20		6,70		6,70	
- tarif réduit	4,20		4,20		5,20		5,20	
<u>Location de locaux (l'heure) :</u>								
* Salle de réunion :								
- tarif plein	12,00		12,00		16,00		16,00	
- tarif réduit	9,50		9,50		12,50		12,50	
<u>3. DIVERS SERVICES</u>								
* Petites réparations (l'heure)	34,60		34,60		44,90		44,90	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20		69,20		90,90		90,90	
* Nettoyage : forfait classique	163,00		163,00		213,00		213,00	
* Nettoyage : forfait salle principale et tribunes (Palais Sports) :	590,00		590,00		766,00		766,00	

Equipements terrestres

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements
(tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
- Associations sportives (hors Mulhouse)
- Centres sociaux (hors Mulhouse)
- Fédérations
- Liges
- Comités
- Clubs
- Centres de formations sportifs
- CE
- Services de la Ville de Mulhouse et de la m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants:

- Scolaires (secondaires et universitaires)
- Associations caritatives
- Foyers
- Centres hospitaliers

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS
- Associations communautaires et corpo

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum.

CENTRE SPORTIF REGIONAL
Tarifs applicables à partir du 1er septembre 2021

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS								
1 alvéole Omnisport ou salle spécialisée et vestiaires :								
- tarif plein	40,40		40,40		52,50		52,50	
- tarif réduit	19,20		19,20		25,30		25,30	
2. RESTAURATION								
Petites restaurations :								
- Petit déjeuner complet (+laitage + jambon + œufs)	8,10		8,10		8,10		8,10	
Restauration :								
Menu Plat du jour 1 (boisson non comprise)	10,10		10,10		10,10		10,10	
Menu Plat du jour 2 (menu du jour amélioré et servi à table)	19,20		19,20		19,20		19,20	
Menu réduit (avec goûter pour les enfants)	7,70		7,70		7,70		7,70	
Menu complet (Menu 1 + 1 boisson non alcoolisée + 1 café)	12,10		12,10		12,10		12,10	
Supplément fromage ou laitage ou autre	1,25		1,25		1,25		1,25	
Goûter selon demande	5,30		5,30		5,30		5,30	
Collation selon demande	7,40		7,40		7,40		7,40	
Pause (arrivée et pauses)	4,05		4,05		4,05		4,05	
Café d'accueil	2,05		2,05		2,05		2,05	
Panier repas	7,40		7,40		7,40		7,40	
Soupe	2,50		2,50		2,50		2,50	
Salade	2,50		2,50		2,50		2,50	
Sandwich	3,50		3,50		3,50		3,50	
Cocktail 5 pièces (par personne)	8,10		8,10		8,10		8,10	
Cocktail 9 pièces (par personne)	15,10		15,10		15,10		15,10	
Cocktail 12 pièces (par personne)	20,10		20,10		20,10		20,10	
Cocktail 15 pièces (par personne)	24,80		24,80		24,80		24,80	
Bar et boissons :								
Café (caisse)	1,40		1,40		1,40		1,40	
Thé ou infusion	1,30		1,30		1,30		1,30	
Bouteille d'eau self (50 cl)	2,00		2,00		2,00		2,00	
Bouteille d'eau maxi (1,5 l)	1,10		1,10		1,10		1,10	
Canette de soda (33 cl)	2,00		2,00		2,00		2,00	
Bière pression	3,05		3,05		3,05		3,05	
Bière self (33cl)	2,55		2,55		2,55		2,55	
Vin self (25cl)	2,55		2,55		2,55		2,55	
Bouteille de vin 1	13,20		13,20		13,20		13,20	
Bouteille de vin 2	15,20		15,20		15,20		15,20	
Bouteille de vin 3	19,20		19,20		19,20		19,20	
Bouteille de vin 4	22,20		22,20		22,20		22,20	
Cidre (75cl)	10,10		10,10		10,10		10,10	
Vin d'honneur (service compris) :								
Jus de fruits (1 L)	4,05		4,05		4,05		4,05	
Café ou thé (thermos 1l)	6,05		6,05		6,05		6,05	
Café ou thé (thermos 3l)	18,20		18,20		18,20		18,20	
Boîte sucrée / salée (1kg)	14,20		14,20		14,20		14,20	
Cacahuètes (1kg)	14,20		14,20		14,20		14,20	
Kougelhopf	10,10		10,10		10,10		10,10	
Brioche ou cake	9,10		9,10		9,10		9,10	
Mini petits pains	0,95		0,95		0,95		0,95	
Mini moricettes	1,55		1,55		1,55		1,55	
Mini mignardises	1,55		1,55		1,55		1,55	
Accompagnement vin d'honneur (verres, nappage...)	60,60		60,60		60,60		60,60	
Espace Détente :								
Barre de céréales	1,00		1,00		1,00		1,00	
Pain d'épices	0,50		0,50		0,50		0,50	
Compote à boire	1,00		1,00		1,00		1,00	
Verre de jus de fruits local	1,00		1,00		1,00		1,00	
Fruit	1,00		1,00		1,00		1,00	
Mélange céréales pâtes de fruits NA	3,00		3,00		3,00		3,00	

3. HEBERGEMENT

Chambres :

Chambre 1 personne (petit déj inclus) :

- tarif plein 33,30 33,30 43,40 43,40
- tarif réduit (spécial sportif) 29,30 29,30 38,40 38,40

Chambre 2 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :

- tarif plein 27,25 27,25 35,35 35,35
- tarif réduit (spécial sportif) 24,75 24,75 32,30 32,30

Chambre 3 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :

- tarif plein 24,60 24,60 32,00 32,00
- tarif réduit 23,20 23,20 30,30 30,30

Chambre 4 personnes et plus (prix par personne, petit déj. Inclus)

- tarif plein 24,30 24,30 30,30 30,30
- tarif réduit 22,20 22,20 29,30 29,30

Groupe supérieur à 50 (prix par personne, petit déj inclus) :

- tarif plein 24,30 24,30 30,30 30,30

- groupe scolaire, sans restriction d'effectif

Internat :

- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle - 1 personne (du lundi soir au vendredi matin) 3 700,00 Déduction de 116€ par semaine d'absence 3 700,00 3 700,00 Déduction de 116€ par semaine d'absence 3 700,00

- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "3700 €) 1 200,00 1 200,00

- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle - 1 personne (du lundi au dimanche) 4 400,00 Déduction de 138€ par semaine d'absence 4 400,00 4 400,00 Déduction de 138€ par semaine d'absence 4 400,00

- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "4400 €) 1 650,00 1 650,00

- Forfait à l'année, dans la limite de 11 mois : idem période scolaire + vacances scolaires et week-end en pension complète) 5 700,00 Déduction de 130€ par semaine 5 700,00 5 700,00 Déduction de 130€ par semaine 5 700,00

- Forfait annuel pension complète (11 mois) 7 000,00 Déduction de 160€ par semaine 7 000,00 7 000,00 Déduction de 160€ par semaine 7 000,00

-Forfait journalier week-end et vacances scolaires 25,20 25,20 25,20 25,20

- Supplément "Bain froid", forfait à 3 700 € 150,00 150,00

- Supplément "Bain froid", forfait à 4 400 € 175,00 175,00

- Supplément "Bain froid", forfaits à 5 700 € et 7 000 € 200,00 200,00

Espace sauna + bain froid, la séance 6,00 6,00 6,00 6,00

Espace sauna + bain froid, abonnement trimestriel 90,00 90,00 90,00 90,00

Espace sauna + bain froid, abonnement annuel 300,00 300,00 300,00 300,00

Stages sportifs "haut-niveau" :

Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour) 50,00 50,00 62,00 62,00

Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie) 62,00 74,00

4. PLATEAU MEDICAL (= tarifs TTC, dont TVA 20%)

Espace récupération (uniquement Cryothérapie) :

Séance de 3 à 5 minutes :

- tarif plein 39,00 39,00 39,00 39,00
- tarif minimum (résidents, PES) 29,00 29,00 29,00 29,00

Abonnement trimestriel :

- tarif plein 200,00 200,00 250,00 250,00
- tarif minimum (résidents, PES) 170,00 170,00 190,00 190,00

Abonnement annuel :

- tarif plein 700,00 700,00 800,00 800,00
- tarif minimum (résidents, PES) 600,00 600,00 600,00 600,00

Labo Isocinétisme :

La séance 20,00 20,00 20,00 20,00

L'heure 60,00 60,00 60,00 60,00

Kit Cryothérapie :

Achat kit cryothérapie 29,00 29,00 29,00 29,00

Location kit cryothérapie 2,00 2,00 2,00 2,00

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
3. HEBERGEMENT								
Chambres :								
Chambre 1 personne (petit déj inclus) :								
- tarif plein	33,30	33,30	43,40	43,40				
- tarif réduit (spécial sportif)	29,30	29,30	38,40	38,40				
Chambre 2 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :								
- tarif plein	27,25	27,25	35,35	35,35				
- tarif réduit (spécial sportif)	24,75	24,75	32,30	32,30				
Chambre 3 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :								
- tarif plein	24,60	24,60	32,00	32,00				
- tarif réduit	23,20	23,20	30,30	30,30				
Chambre 4 personnes et plus (prix par personne, petit déj. Inclus)								
- tarif plein	24,30	24,30	30,30	30,30				
- tarif réduit	22,20	22,20	29,30	29,30				
Groupe supérieur à 50 (prix par personne, petit déj inclus) :								
- tarif plein	24,30	24,30	30,30	30,30				
- groupe scolaire, sans restriction d'effectif	24,30	24,30	30,30	30,30				
Internat :								
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle - 1 personne (du lundi soir au vendredi matin)	3 700,00	Déduction de 116€ par semaine d'absence 3 700,00	3 700,00	3 700,00				
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "3700 €)		1 200,00	1 200,00	1 200,00				
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle - 1 personne (du lundi au dimanche)	4 400,00	Déduction de 138€ par semaine d'absence 4 400,00	4 400,00	4 400,00				
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "4400 €)		1 650,00	1 650,00	1 650,00				
- Forfait à l'année, dans la limite de 11 mois : idem période scolaire + vacances scolaires et week-end en pension complète)	5 700,00	Déduction de 130€ par semaine 5 700,00	5 700,00	5 700,00				
- Forfait annuel pension complète (11 mois)	7 000,00	Déduction de 160€ par semaine 7 000,00	7 000,00	7 000,00				
-Forfait journalier week-end et vacances scolaires	25,20	25,20	25,20	25,20				
- Supplément "Bain froid", forfait à 3 700 €		150,00	150,00	150,00				
- Supplément "Bain froid", forfait à 4 400 €		175,00	175,00	175,00				
- Supplément "Bain froid", forfaits à 5 700 € et 7 000 €		200,00	200,00	200,00				
Espace sauna + bain froid, la séance	6,00	6,00	6,00	6,00				
Espace sauna + bain froid, abonnement trimestriel	90,00	90,00	90,00	90,00				
Espace sauna + bain froid, abonnement annuel	300,00	300,00	300,00	300,00				
Stages sportifs "haut-niveau" :								
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour)	50,00	50,00	62,00	62,00				
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)		62,00		74,00				
4. PLATEAU MEDICAL (= tarifs TTC, dont TVA 20%)								
Espace récupération (uniquement Cryothérapie) :								
Séance de 3 à 5 minutes :								
- tarif plein	39,00	39,00	39,00	39,00				
- tarif minimum (résidents, PES)	29,00	29,00	29,00	29,00				
Abonnement trimestriel :								
- tarif plein	200,00	200,00	250,00	250,00				
- tarif minimum (résidents, PES)	170,00	170,00	190,00	190,00				
Abonnement annuel :								
- tarif plein	700,00	700,00	800,00	800,00				
- tarif minimum (résidents, PES)	600,00	600,00	600,00	600,00				
Labo Isocinétisme :								
La séance	20,00	20,00	20,00	20,00				
L'heure	60,00	60,00	60,00	60,00				
Kit Cryothérapie :								
Achat kit cryothérapie	29,00	29,00	29,00	29,00				
Location kit cryothérapie	2,00	2,00	2,00	2,00				

5. DIVERS

Location de locaux :

Salle de réunion (demi-journée ou soirée) :

- tarif plein (formations)
- tarif réduit (assoc, institutions UHA, CERFA)
- tarif minimum (associations sportives)

Auditorium (demi-journée ou soirée) :

- tarif plein
- tarif réduit
- tarif minimum

Espace Bar :

- journée
- demi-journée ou soirée

Forfait Assemblées générales (salle Omnisport avec chaises et

- Mise à disposition
- Forfait fleurissement 1
- Forfait fleurissement 2

Mise à disposition local médicalisé ou médical :

La journée

La demi-journée

Divers services :

- Petites réparations (l'heure)
- Grosses réparations (l'heure)
- Nettoyage : forfait classique
- Nettoyage : forfait complet
- Lessive complète (lavage et repassage par un préposé)
- Lessive simple (en self service)
- Location serviette de douche
- Photocopies

Taxes de séjour :

Taxe de séjour par nuit et par personne

Acomptes pour réservations :

Acomptes pour réservations d'hébergements ou de salles

Séminaires :

Forfait inscription (repas avec boisson + pause café du petit

	AGGLO				HORS AGGLO			
	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%	2020/21	Tarifs 2021 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire	2021/22	%
	101,00	101,00			132,00	132,00		
	50,50	50,50			66,00	66,00		
	39,40	39,40			52,50	52,50		
	202,00	202,00			263,00	263,00		
	102,00	102,00			132,00	132,00		
	76,00	76,00			98,00	98,00		
	76,00	76,00			98,00	98,00		
	50,50	50,50			66,00	66,00		
	4 900,00	4 900,00			4 900,00	4 900,00		
	250,00	250,00			250,00	250,00		
	350,00	350,00			350,00	350,00		
	50,00	50,00			66,00	66,00		
	25,00	25,00			33,00	33,00		
	34,30	34,30			44,50	44,50		
	68,60	68,60			90,00	90,00		
	161,50	161,50			211,00	211,00		
	585,00	585,00			759,00	759,00		
	10,10	10,10			13,10	13,10		
	4,05	4,05			5,55	5,55		
	7,00	7,00			7,00	7,00		
	0,20	0,20			0,20	0,20		
	4% du coût de la nuitée	4% du coût de la nuitée			4% du coût de la nuitée	4% du coût de la nuitée		
	0% du coût du devis	20% du coût du devis			20% du coût du devis	20% du coût du devis		
	20,00	20,00			20,00	20,00		

CENTRE SPORTIF REGIONAL

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements

Le bénéfice du tarif réduit est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat (CREPS)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Associations sportives
- Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)
- Scolaires (dont secondaires)
- Association caritatives

Dans le cadre des stages sportifs de haut-niveau et selon convention, les structures sportives peuvent bénéficier d'un tarif journalier par stagiaire de 50 euros (tarif m2A) en pension complète.

Le bénéfice de la gratuité est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- Associations sportives mulhousiennes
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

- Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder le tarif réduit, l'exonération partielle ou totale
- Le tarif "AGGLO" s'applique aux comités départementaux 68 (partenariat financier du Conseil Départemental) et aux ligues régionales (partenariat)
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- Des frais administratifs, à hauteur de 15 % du devis initial, seront facturés en cas d'annulation tardive.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**RENOVATION ENERGETIQUE DES COPROPRIETES : CONVENTION DE
PARTENARIAT AVEC OKTAVE POUR LE PROJET « COPROPRIETES GRAND
EST » (535/8.5/364C)**

A l'échelle nationale, les trois quarts des logements en copropriété ont été construits après 1949, et pour nombre d'entre eux, alors qu'il n'existait pas encore de réglementation thermique conduisant ainsi à des performances énergétiques très modestes.

Depuis plusieurs années, la rénovation énergétique des copropriétés est ainsi devenue un enjeu majeur s'inscrivant au cœur des politiques publiques nationales et locales avec notamment la création d'aides financières spécifiques.

Toutefois, la rénovation d'une copropriété présente souvent des difficultés particulières (financières, profil des copropriétaires, juridiques, complexité de fonctionnement et de gestion) et nécessite un accompagnement spécifique.

Entre 2017 et 2020, la FNAIM Alsace, l'ADEME et la Région ont développé un premier dispositif d'accompagnement des copropriétés pour accélérer la rénovation énergétique. Ce dispositif visait deux objectifs :

- l'accompagnement de projets en positionnant un appui aux côtés des syndics et des maitres d'œuvres, pour présenter le montage financier du projet aux copropriétaires et répondre aux questions sur les aides financières mobilisables ;

- l'animation des syndicats et des agences immobilières sur le Grand Est en étant présent au sein des réseaux professionnels : participation aux évènements des syndicats, massification les opérations, etc.

Pour pérenniser ce dispositif et permettre d'augmenter le volume de travaux au bénéfice des copropriétés, la Région Grand-Est a développé un nouveau projet « copropriétés Grand Est » avec pour missions :

- la promotion et recherche de projets de rénovation énergétique ;
- l'accompagnement de projet : technique, financier, soutien dans la communication.

Un partenariat a ainsi été monté avec la FNAIM et UNIS (Union des Syndicats de l'Immobilier) pour mobiliser les syndicats adhérents à ces deux filiales.

Le projet s'établit sur une durée de 3 ans (juillet 2021 – décembre 2024) pour un coût estimé entre 1,5 et 2,2 millions d'euros de fonctionnement. L'opérateur retenu pour sa mise en œuvre est la SEM Oktave. Pour couvrir la Région Grand Est, 9 conseillers en rénovation seront recrutés. Pour le Haut-Rhin, 1 conseiller en rénovation à temps plein sera déployé, sous réserve de l'adhésion des EPCI au dispositif.

Dans le cadre de son Programme d'Intérêt Général, m2A a fait de la rénovation énergétique des copropriétés « fragiles » (taux d'impayés entre 8 et 25 %) une priorité. L'objectif annuel est de 400 logements rénovés. Il s'agit de soutenir la « massification » et montée en puissance des rénovations de copropriétés « fragiles » et celles occupées par des ménages en situation de précarité énergétique (étiquette énergétique E, F, G notamment).

De ce fait les actions conduites par m2A (dispositif d'aides aux copros fragiles) et celles initiées par la Région Grand-Est convergent et s'enrichissent mutuellement.

La plus-value du dispositif régional pour l'Agglomération serait ainsi la suivante :

- création d'une équipe dédiée à l'accompagnement des copropriétés (Oktave, Région, ADEME, FNAIM, UNIS et m2A) ;
- présence de proximité avec un conseiller en rénovation basé au sein des chambres locales FNAIM (pour le Haut-Rhin, la FNAIM est localisée à Didenheim) ;
- mobilisation des syndicats adhérents aux réseaux FNAIM et UNIS : facilitation de la mise en relation, forte implication de la chambre FNAIM ;
- proposition d'un accompagnement global des copropriétés.

Pour le territoire de m2A, le coût du projet est de 61 868 € pour 3 ans, correspondant à la participation au coût de fonctionnement (cf. modalités de calcul article 4 de la convention jointe).

Le projet de convention de financement est joint en annexe.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021.

En dépenses de fonctionnement

- Ligne de crédit n° 27525
Chapitre 65 – article 6574 – fonction 72
Service gestionnaire : 535

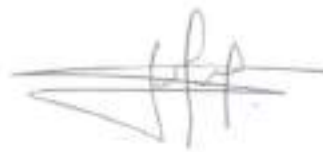
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve le partenariat avec la SEM Oktave pour la mise en œuvre du projet « copropriétés Grand Est » pour la période du 1er juillet 2021 au 31 décembre 2024 ;
- autorise le Président, ou son Vice-président, à signer la convention entre la SEM Oktave et Mulhouse Alsace Agglomération ;
- autorise le Président, ou son Vice-président, à signer tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

PJ : Projet de convention de financement avec la SEM Oktave

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



CONVENTION DE FINANCEMENT POUR LE PROJET DE « COPROS GRAND EST »

ENTRE

La **Société d'Economie Mixte OKTAVE**, sise 11 rue du Marais Vert 67000 Strasbourg, représentée par M. Maxime LENGLET, Directeur Général,
Ci-après dénommée « Oktave » ou « le Bénéficiaire »,

ET

Mulhouse Alsace Agglomération, sise 2 rue Pierre et Marie Curie 68948 Mulhouse Cedex, représentée par M. Fabian JORDAN, Président, agissant en vertu de la délibération du conseil d'agglomération du 28 juin 2021

PREAMBULE

Près de 500 000 logements en copropriétés sont recensés dans le Grand Est, soit environ 18% du parc de logements de la région. Près d'un ménage sur cinq dans le Grand Est habite dans une copropriété. Les copropriétés sont concentrées dans les départements les plus urbains et dans les zones les plus denses de ces départements. 5 agglomérations (Eurométropole de Strasbourg, Grand Nancy, Grand Reims, Mulhouse Alsace Agglomération et Metz Métropole) concentrent 45 % des copropriétés de la région Grand Est. Sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, il y a 4 278 copropriétés avec un nombre moyen de lots par copropriété de 27,7. Ce qui représente une estimation de 118 000 logements en copropriété.

Depuis 5 ans, les copropriétés ont été promues au rang d'enjeu national au sein des politiques de l'habitat. La rénovation d'une copropriété présente souvent des difficultés particulières (financières, profil des copropriétaires, juridiques, complexité de fonctionnement et de gestion) et nécessite un accompagnement spécifique.

Trois constats majeurs ressortent dans la rénovation énergétique des copropriétés :

- La rénovation des copropriétés représente un potentiel important d'économie d'énergie, notamment le bâti des années 50 à 80.
- La décision de faire des travaux appartient aux copropriétaires, maîtres d'ouvrage non professionnels dont les intérêts sont multiples et divergents.
- Les syndicats, par leur position de coordinateur et de prescripteur, ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser l'émergence de projets de rénovation énergétique au sein du patrimoine dont ils ont la gestion.

Mais de nombreux freins sont présents :

- des gestionnaires de copropriété, ayant un profil plutôt juridique ou comptable à la base, pris au dépourvu sur un sujet technique et mouvant,
- la complexité et l'instabilité des différents dispositifs d'aides, de l'échelle nationale à l'échelle locale,
- un écart de niveau d'information entre copropriétaires,
- un déficit d'image des syndicats aux yeux du grand public qui nuit au climat de confiance nécessaire à la conduite d'un projet commun.

Concernant les autres types de bâtiments résidentiels collectifs privés (immeubles de logements en monopropriété notamment), les professionnels mandatés par les propriétaires pour en assurer la gestion sont également en quête d'information et d'accompagnement pour conseiller au mieux leurs clients. Ils se posent en prescripteurs en matière de travaux de rénovation énergétiques auprès des bailleurs privés, qui sont par ailleurs une cible difficilement accessible et peu mobilisée sur le sujet actuellement. Avec les récentes évolutions réglementaires (Loi Energie Climat), cela est amené à évoluer à court terme. Il est donc nécessaire de pouvoir leur proposer également un service d'accompagnement et une montée en compétence dans le domaine, d'autant plus que ce sont souvent les mêmes cabinets immobiliers qui proposent les activités de syndicats et de gestion de biens immobiliers privés.

Une expérience de 10 ans

Un poste de chargé de mission transition énergétique a été mis en place par la FNAIM Alsace le 1^{er} juin 2010. Cette création de poste, unique et expérimentale, a été rendue possible grâce au cofinancement de l'Ademe Alsace, de la Région Alsace et de la Communauté Urbaine de Strasbourg. Tous les partenaires de ce projet partageaient la même volonté de répondre aux enjeux posés par la rénovation énergétique des copropriétés, thématique émergente à ce moment-là. Ce montage, en place jusqu'à fin 2016, a évolué en 2017 avec une nouvelle proposition d'actions à l'échelle du Grand Est pour la chargée de mission en place, grâce notamment à un financement Ademe / Région Grand Est.

En parallèle, l'action sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été pérennisée grâce à la création d'un poste à temps plein au sein de la chambre FNAIM du Bas-Rhin, poste dédié à l'accompagnement des copropriétés sur son territoire de 2017 à mai 2021.

Le bilan de ces 10 années est le suivant :

- 300 copropriétés conseillées ;
- 60 copropriétés accompagnées dans leur projet de rénovation globale ;

- Plus de 3 500 logements rénovés ;
- 50 sessions de formations des syndic ;
- 700 gestionnaires de copropriétés formés ;
- 20 réunions d'information collective à destination des copropriétaires ;
- 2 600 copropriétaires sensibilisés.

Pérenniser et amplifier ce service d'accompagnement des copropriétés

Le projet de « Service d'accompagnement à la rénovation des bâtiments résidentiels collectifs et des copropriétés du Grand Est » porté par Oktave vise à augmenter le nombre de copropriétés rénovées. L'objectif de ce projet de 3 ans est de créer, sur le modèle de l'expérimentation réussie depuis 10 ans, une équipe de 9 conseillers rénovation dédiés à la copropriété et au logement collectif privé, afin qu'ils apportent un service de conseil et d'accompagnement aux syndic de copropriété et aux gestionnaires de biens, ainsi qu'aux syndicats de copropriétaire pour mener à bien des projets de rénovation énergétique ambitieux.

Oktave a sollicité pour cela un soutien financier de :

- l'Union Européenne dans le cadre du mécanisme ELENA du programme Horizon 2020 ;
- de la FNAIM Grand Est ;
- de l'UNIS Grand Est ;
- de 10 collectivités territoriales du Grand Est (Grand Reims, Ardenne Métropole, Pays d'Epernay Terres de Champagne, Châlons-Agglomération, Communauté d'Agglomération d'Epinal, PETR d'Alsace du Nord, Eurométropole de Strasbourg, Colmar Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération, Saint-Louis Agglomération).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la participation de Mulhouse Alsace Agglomération au financement du projet de service d'accompagnement à la rénovation des bâtiments résidentiels collectifs privés et des copropriétés du Grand Est.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROJET

L'aide accordée par Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre de la présente convention est affectée exclusivement au Bénéficiaire pour la réalisation d'un programme d'actions défini ci-dessous. Ce programme d'actions, porté par le Bénéficiaire, est à destination d'un ensemble de cibles finales et poursuit les objectifs suivants :

1. Stimuler le marché de la rénovation performante des bâtiments de logements collectifs privés (copropriétés, monopropriétés) auprès des professionnels de l'immobilier (syndics professionnels de copropriété, gestionnaires de biens) ;
2. Accompagner les projets identifiés, qu'ils soient gérés par un professionnel de l'immobilier ou par un syndic bénévole, par des conseils apportés en amont de la prise de décision puis dans le cadre d'une mission d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) telle que définie dans le cadre de MaPrimeRenov' Copropriété ou Climaxion tout au long du projet.

Pour atteindre les objectifs du projet, le Bénéficiaire déploiera les actions suivantes :

A. Sourcing de projets :

- Préparation du terrain : actions (collectives) d'animation réseau pour sensibiliser et informer les syndics, les gestionnaires de biens et leurs clients (ateliers, réunions d'info, visites de chantier...). Être identifié par les gestionnaires de biens et les syndics comme le référent sur le sujet de la rénovation énergétique.
- Identification des projets « captifs » : proposer un service interne qui permet de détecter les projets émergents souhaitant bénéficier d'aides publiques. Être identifié comme le référent par tous les syndics professionnels et gestionnaires de biens sur les questions liées à la rénovation énergétique en des bâtiments collectifs d'habitation privés (critères techniques et montant des aides financières, réglementation...)
- Identification par la recherche « pro-active » des projets : RDV individuels en cabinet avec les professionnels (gestionnaires de biens et syndics de copropriété) pour l'analyse de leur portefeuille de gestion en fonction du profil des biens (année de construction, urgence des travaux, capacité à passer à l'acte, gain énergétique potentiel, situation financière...)
- Construction et activation d'un réseau de professionnels partenaires (maîtres d'œuvre, architectes, bureaux d'études, coordonnateur SPS, entreprises du bâtiment, etc.) permettant de faire émerger des projets de rénovation énergétique.
- Prise en compte des signalements relayés par les collectivités ou les autres acteurs actifs sur ce champ (opérateur du POPAC – programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés, etc.).

Dans le cadre de son Programme d'Intérêt Général (PIG) Habiter Mieux, Mulhouse Alsace Agglomération a un objectif d'accompagner à la rénovation énergétique de 400 logements par an situés au sein de copropriétés fragiles. Pour accompagner ces copropriétés, l'Agglomération a mandaté l'ADIL du Haut-Rhin pour être le guichet unique des copropriétés sur cette thématique. Une articulation et complémentarité devra être recherchée entre les deux structures.

B. Accompagnement du maître d'ouvrage dans son projet de travaux d'économie d'énergie

- Information et sensibilisation préalable des professionnels et de leurs clients sur la démarche de projets de travaux d'économie d'énergie ;
- Aide à la définition des besoins, à la rédaction du cahier des charges et au choix du prestataire de l'audit énergétique ou du diagnostic global (avec prise en compte des aides disponibles sur le moment)

- Assistance et conseil lors de la restitution de l'audit : aide à la vulgarisation, à la présélection de scénarios de travaux, à la prise en compte des aides financières disponibles
- Accompagnement dans la définition du programme de travaux à partir des éléments de l'audit
- Assistance dans la recherche de l'équipe de maîtrise d'œuvre (le MOA (copropriété ou bailleur) sollicite plusieurs équipes de maîtrise d'œuvre. Les offres de celles-ci sont ensuite étudiées et présentées pour que le MOA fasse son choix. En copropriété, ce choix est fait lors d'un vote en AG).
- Réunions préparatoires avec les représentants de la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour affiner les scénarios de travaux
- Ingénierie financière et administrative pour le financement du projet : calcul des aides et des restes à charge, interface avec les financeurs (ANAH, Région, collectivités, obligés CEE, banques)
- Organisation d'une réunion d'information auprès de la maîtrise d'ouvrage préalable à la décision de réalisation des travaux (présentation des détails techniques par la maîtrise d'œuvre et de l'ingénierie financière par Oktave)
- Assistance du syndic ou de gestionnaire de bien dans l'organisation de l'assemblée générale qui doit voter les travaux
- Participation à l'assemblée générale qui présente les travaux au vote : prise de parole pour répondre aux questions de la maîtrise d'ouvrage
- Après le vote des travaux : assistance du syndic ou de gestionnaire de biens dans la finalisation des dossiers de subvention sur le volet administratif et technique (dialogue avec les financeurs et dépôt de dossier), et suivi jusqu'à réception de la notification d'attribution de l'aide. Aide éventuelle dans la mobilisation des prêts collectifs spécifiques
- Suivi tout au long de la réalisation du chantier pour le déblocage des acomptes et du solde des subventions.

La Bénéficiaire pourra aussi intervenir en tant que maître d'œuvre sur certaines opérations. Les actions décrites au B seront alors réalisées au sein de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 3 – GOUVERNANCE DU PROJET

Les prises de décision relatives à la mise en œuvre du projet sont réparties entre :

- Le comité de pilotage régional composé de chacune des Collectivités partenaires, de la FNAIM Grand Est, de l'UNIS Grand Est, de l'ADEME, de la DREAL et d'Oktave.
Ce Comité se prononce sur tous les éléments relatifs à la structuration du projet (offre vers les copropriétés, tarification, outils de communication).
Ce comité de pilotage régional se réunit 2 fois par an à l'initiative d'Oktave.
- Un comité de pilotage local composé de Mulhouse Alsace Agglomération et de ses partenaires, de la Région Grand Est, de la Chambre syndicale FNAIM du Haut-Rhin, de l'UNIS Grand Est et d'Oktave.
Ce Comité se prononce sur tous les éléments relatifs à l'articulation avec l'offre locale vers les copropriétés en lien notamment avec la mise en œuvre du programme SARE de Mulhouse Alsace Agglomération et l'organisation des opérations de communication prévues localement.
Ce comité de pilotage local se réunit a minima une fois par an à l'initiative d'Oktave. Des réunions techniques pourront être organisées en complément à l'initiative de Mulhouse Alsace Agglomération.

Le suivi des projets accompagnés sera réalisé via l'outil commun Coach Copro mis à disposition par la Région Grand Est.

ARTICLE 4 – MONTANT DE LA PARTICIPATION DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

- Mulhouse Alsace Agglomération attribue au Bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de 61 868 € pour la réalisation du projet décrit à l'article 2 sur la durée du projet (3 ans à compter du 1^{er} juillet 2021) ;

Le montant de l'aide de Mulhouse Alsace Agglomération est calculé de la manière suivante :

- Le montant global du projet est de 2 239 457 € correspondant au coût des 9 postes dédiés au projet et portés par la SEM Oktave ;

- La base éligible des dépenses retenues par Mulhouse Alsace Agglomération s'élève à 211 155 € correspondant au 0,85 poste dédié au projet sur le périmètre de Mulhouse Alsace Agglomération et porté par la SEM Oktave ;
- Le montant maximum de l'aide de Mulhouse Alsace Agglomération est de 61 868 € correspondant à la base éligible des dépenses retenues multipliée par le taux d'intervention des collectivités locales dans le projet soit 29,3 %.

Cette aide est allouée sur la base régime cadre exempté n° SA.59108 aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023. Elle s'appuie sur les critères définis dans le dispositif 6.11 des aides aux études environnementales. Ce dispositif prévoit une intensité d'aide maximum de 40% (hors zone AFR pour les Grandes Entreprises).

Le budget prévisionnel figure en annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Le versement de l'aide de Mulhouse Alsace Agglomération sera effectué conformément aux dispositions exposées ci-après.

- Une avance de 30% sera versée au Bénéficiaire à la suite de la notification de la convention ;
- Un acompte de 40% pourra être versé sur présentation d'un rapport d'avancement intermédiaire et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées conformément au document figurant en annexe 2. Le versement intégral de l'acompte est subordonné à l'utilisation d'au moins 70% de l'avance. Si l'utilisation de l'avance n'atteint pas le niveau exigé, le montant du second préfinancement est diminué du montant non utilisé de l'avance ;
- Le solde de 30% du montant maximal de l'aide de Mulhouse Alsace Agglomération sera versé sur présentation du bilan définitif et détaillé des actions réalisées et d'un état final des dépenses certifié par le représentant légal du Bénéficiaire.

L'aide de Mulhouse Alsace Agglomération sera versée sur le compte du Bénéficiaire qui fournira à Mulhouse Alsace Agglomération un Relevé d'Identité Bancaire à cet effet.

ARTICLE 6 - DELAIS

Le projet devra être réalisé avant la date du 31 décembre 2024.

Le Bénéficiaire disposera d'un délai de 6 mois maximum à compter de cette date pour présenter à Mulhouse Alsace Agglomération l'ensemble des justificatifs demandés à l'article 4 précité.

Seules les dépenses réalisées à compter 1^{er} janvier 2021 seront prises en compte pour cette opération.

ARTICLE 7 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Transmettre à Mulhouse Alsace Agglomération les éléments d'information nécessaire à la valorisation du plan des actions subventionnées dans son programme SARE ;
- Employer l'intégralité de l'aide de Mulhouse Alsace Agglomération pour mener à bien le projet mentionné à l'article 1 précité, à l'exclusion de toute autre opération.
- Supporter la charge de tous les frais, impôts et contributions, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer, afin que Mulhouse Alsace Agglomération ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard.
- Transmettre à Mulhouse Alsace Agglomération, dans les meilleurs délais, toutes informations relatives à un retard ou une difficulté dans la réalisation du projet.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

Hormis le cas de force majeure justifié, l'inobservation des conditions fixées aux précédents articles entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention.

Si nécessaire, Mulhouse Alsace Agglomération procédera à l'annulation de son aide et à la mise en recouvrement de tout ou partie de l'aide versée, sur présentation d'un titre de recette.

ARTICLE 9 - INFORMATION SUR L'AIDE DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le concours financier de Mulhouse Alsace Agglomération à l'occasion de chaque action d'information du public (articles de presse, visites, portes ouvertes, inauguration, etc.) concernant la réalisation du projet.

En particulier, pour les supports de présentation éventuellement édités (que ce soit en version papier ou numérique), le Bénéficiaire s'engage à faire figurer le logo de la collectivité et à partager ces supports avec la collectivité, afin que celle-ci puisse également s'en faire relai auprès du grand public.

ARTICLE 10 - SUIVI D'EXECUTION

Le suivi de la présente convention est exercé conjointement par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération et le Bénéficiaire, ou leurs représentants.

ARTICLE 11 - CONTROLE

Conformément à la législation en vigueur et à une jurisprudence constante des tribunaux de l'ordre administratif comme des juridictions financières en matière de versement de fonds publics, Mulhouse Alsace Agglomération peut être amenée à procéder ou à faire procéder à des contrôles qu'elle jugera utiles, sur pièces ou sur place, concernant l'utilisation des fonds alloués au présent projet, en diligentant éventuellement un audit portant sur les comptes du Bénéficiaire et sur l'utilisation des sommes versées.

Le Bénéficiaire devra donc, le cas échéant, mettre à la disposition de l'organisme de contrôle toutes les pièces techniques, administratives et comptables lui permettant de remplir sa mission.

ARTICLE 12 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est XXX.

Tous les documents se rapportant à la présente aide (convention/avenant, pièces justificatives, courriers, etc.) devront être envoyés à l'adresse suivante :

**Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie
68948 MULHOUSE Cedex 9**

Fait à _____, en 2 exemplaires, le _____

Pour Mulhouse Alsace Agglomération

Pour le Bénéficiaire

ANNEXE 1 – BUDGET PREVISIONNEL ANNUEL

Dépenses		Ressources			
Dépenses éligibles ELENA	558 667 €	74,8%	Union Européenne (ELENA)	502 800 €	67,4%
conseillers rénovation	498 667 €		Collectivités partenaires	218 686 €	29,3%
Opérations de communication spécifiques copropriété	50 000 €		dont subvention	194 855 €	
Audit comptable BEI	10 000 €		dont prestations (Nancy)	23 830 €	
			FNAIM	15 000 €	2,0%
Dépenses non éligibles ELENA	187 819 €	25,2%	UNIS	10 000 €	1,3%
Prorata de loyers, assurances, informatique / maintenance, commissaire aux comptes, impôts et taxes...					
TOTAL ANNUEL	746 486 €			746 486 €	
TOTAL 36 MOIS	2 239 457 €				

ANNEXE 2 – ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES EFFECTUEES

Date d'éligibilité des dépenses : du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.

Nature des dépenses	Montant sur la période	Nombre de conseillers dédiés au projet	Nombre de conseillers intervenant sur le territoire	Montant de la base éligible à la subvention
Salaire et charges des conseillers rénovation				
Opérations de communication spécifiques copropriété				
Audit comptable BEI				
Autres dépenses (non éligibles ELENA)		9 ETP	0,85 ETP	
Prorata de loyers, assurances, informatique / maintenance, commissaire aux comptes, impôts et taxes...				
TOTAUX				

Taux d'intervention de la collectivité : 29,3% de la base éligible

Montant du versement sollicité :

Date :

Signature du représentant légal de la SEM Oktave :



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**POLITIQUE DE L'HABITAT ET AIDES A LA PIERRE : BILAN 2020 ET
PROGRAMME ANNUEL D'ACTION EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE
(535/8.5/366C)**

La convention de délégation de compétence des aides à la pierre a été renouvelée le 22 février 2020 pour une durée de six ans.

Comme chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver le programme annuel d'action en faveur de l'habitat privé qui définit les priorités pour l'agglomération sur 2021.

BILAN 2020

L'enveloppe allouée par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) était de 4,02 M€. 60,3 % de cette enveloppe a été consommée, soit 2,42 M€ d'aides allouées aux propriétaires du parc privé.

Ce qui a permis de financer d'une part 152 logements hors copropriétés :

- 14 logements locatifs ;
- 48 logements permettant l'autonomie des occupants ;
- 90 logements de propriétaires occupants ayant bénéficié de travaux d'économie d'énergie.

Pour les copropriétés d'autre part, l'ANAH a financé des travaux (de chauffage notamment) pour :

- 640 logements en copropriétés dégradées (copropriétés Le Diamant Noir, Plein Ciel 1, Peupliers Nations, Foret 1 et 2) ;

PROGRAMME D'ACTION 2021

Dans sa programmation 2021, m2A souhaite prioriser les actions portant sur des enjeux forts pour le territoire, avec la poursuite de :

- l'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées et la mise en œuvre des outils adaptés pour répondre aux problématiques posées ;
- l'intervention sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie à Mulhouse, élément constitutif du NPNRU sur Péricentre ;
- la lutte contre le logement vacant à l'échelle de Mulhouse.

Selon les règles de l'ANAH, les priorités proposées se déclinent selon 3 axes d'intervention :

- projets spécifiques,
- propriétaires occupants,
- propriétaires bailleurs.

Les projets spécifiques comprennent localement trois volets :

- les copropriétés : de la prévention, à l'incitation jusqu'au redressement pour une vingtaine de copropriétés ;
- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain du quartier de la Fonderie à Mulhouse, opérationnelle depuis le 1^{er} juillet 2020 pour 5 ans ;
- le Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » de m2A (2019-2022).

Les projets prioritaires des propriétaires occupants sont pour le territoire : le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, la lutte contre le réchauffement climatique avec un gain énergétique minimal de 35 % par opération, les travaux de sécurité et de salubrité, les travaux d'adaptation au vieillissement en lien avec la précarité énergétique.

Et enfin, les projets prioritaires des propriétaires bailleurs sont pour le territoire : le traitement de l'habitat indigne ou très dégradé, notamment sur les logements vacants, les projets conventionnés « social » situés dans les communes SRU, les travaux conduits dans le cadre du projet « logement d'abord », les travaux de sécurité et de salubrité et les travaux de résorption de la précarité énergétique.

Le programme d'action 2021 a été soumis aux membres de la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) le 12 mai 2021 et a obtenu un accord favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

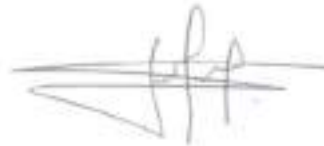
- approuve le programme d'action 2021 en faveur de l'amélioration de l'habitat privé selon projet ci-joint ;
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer les avenants correspondants, les conventions d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : Projet programme d'action 2021

Ne prend pas part au vote (1) : Loïc RICHARD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN

PROGRAMME ANNUEL D'ACTION EN FAVEUR DE L'HABITAT PRIVE

PREAMBULE :

Conformément à l'article R321-10-1 du CCH, l'EPCI délégataire des aides à la pierre doit annuellement établir un programme d'action territorialisé. Ce dernier doit préciser les priorités d'intervention, les critères de sélection des dossiers, les modalités financières d'intervention et présenter un état des opérations programmées. Ce programme d'action est publié au recueil des actes administratifs, ce qui le rend opposable au tiers.

Les décisions d'octroi (ou de refus) des subventions ANAH sont alors prises par l'EPCI délégataire des aides à la pierre après évaluation de l'intérêt "économique, social, environnemental et technique du projet", dans la limite des crédits disponibles, et sur la base du programme d'action.

Dans son programme d'action 2021, m2A souhaite mettre l'accent sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire :

- les problématiques des copropriétés, et plus particulièrement dans les quartiers dits prioritaires de la politique de la ville,
- l'OPAH Renouvellement Urbain du secteur de la Fonderie à Mulhouse qui s'inscrit dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),
- la lutte contre la précarité énergétique,
- la lutte contre l'habitat indigne.

Le présent document précise les modalités et priorités d'action pour 2021 à l'échelle de m2A pour les programmes suivants :

- Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux »,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain de Fonderie à Mulhouse (OPAH RU),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Peupliers Camus signé (arrêté préfectoral en date du 2 mars 2021),
- 1 plan de sauvegarde pour la copropriété Eugène Delacroix en cours de signature,
- 2 plans de sauvegarde pour les copropriétés Plein Ciel 1 et 2 en cours d'élaboration,
- Elaboration de 2 plans de sauvegarde des copropriétés La Foret 1 et la Foret 2 à Wittenheim,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées à Illzach (copropriété Construire) en cours de signature,
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées à Mulhouse (copropriétés Dunkerque/Saint Malo et Le Murat) en cours de signature,
- Etude pré opérationnelle sur la copropriété du Diamant Noir, afin de préciser l'outil opérationnel à mettre en œuvre,
- Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété sur m2A (POPAC) en cours de contractualisation.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'aide Habiter Mieux Agilité est fusionnée avec le CITE (crédit d'impôt pour la transition écologique) pour constituer une nouvelle aide de l'État pour la rénovation énergétique : MaPrimeRénov'. Cette aide de l'État est gérée par l'Anah.

Cette aide permet de financer les travaux simples, mais efficaces comme le remplacement d'un système de chauffage, l'isolation thermique d'une ou plusieurs parois, ... par des entreprises Reconnues Garanties de l'Environnement. (RGE).

MaPrimeRénov' est destinée aux propriétaires occupants pour leur résidence principale située en France métropolitaine et en Outre-mer. Le logement doit être construit depuis plus de 2 ans. Tout le processus se fait via internet, sans accompagnement d'un

opérateur. Une possibilité de mandat est ouverte sur le site internet permettant au ménage de confier à un tiers la possibilité d'effectuer la plupart des démarches.

La demande doit être déposée sur le site : www.maprimerenov.gouv.fr.

A partir de juillet 2021, le dispositif MaPrimeRénov' sera ouvert aux propriétaires bailleurs. Les travaux ci-dessous pourront être éligibles :

- Travaux permettant le maintien en l'état et le bon entretien du logement (volets défectueux, robinetterie vétuste, etc.),
- Travaux d'amélioration de la performance énergétique du logement (isolation, chaudière performante, etc.),
- Travaux qui assurent la décence du logement,
- Travaux d'entretien des toitures et façades végétalisées.

Le conseil d'administration de l'Anah du 2 décembre 2020 a modifié les modalités du dispositif de l'Anah « Habiter Mieux Copropriétés Fragiles » qui était réservé aux seules copropriétés présentant des premiers signes de fragilités ou situées en quartier d'intervention de l'ANRU au titre du NPNRU. Ainsi, le dispositif est remplacé depuis le 1^{er} janvier 2021 par « MaPrimeRénov' copropriétés », ouverte à l'ensemble des copropriétés qui engagent des travaux de rénovation énergétique permettant un gain énergétique d'au moins 35%.

Habiter Mieux sérénité, c'est un accompagnement conseil et une aide financière pour accompagner les ménages aux ressources « modestes » dans leur projet de rénovation énergétique globale de leur logement. La délibération précitée du conseil d'administration de l'Anah a également fait évoluer l'aide Habiter Mieux sérénité : elle concerne tous les travaux permettant un gain énergétique d'au moins 35% (25 % préalablement), visant la sortie durable de la précarité énergétique avec des financements améliorés pour les logements les plus énergivores (financement maximal porté de 12 000€ à 19 000€ par logement et un taux de subvention pouvant atteindre 70%) et une meilleure solvabilisation des ménages modestes (travaux subventionnable jusqu'à 30 000 € et prime améliorée, jusqu'à 4000 €).

Le montant de l'aide Habiter Mieux sérénité :

Pour les propriétaires occupants « très modestes » :

- **50 % du montant total des travaux HT.** L'aide Habiter Mieux sérénité est de 15 000 € maximum.
- **+ la prime Habiter Mieux : 10 % du montant total des travaux HT,** dans la limite de 3000 €.

Pour les propriétaires occupants « modestes » :

- **35 % du montant total des travaux HT.** L'aide Habiter Mieux sérénité est de 10 500 € maximum.
- **+ la prime Habiter Mieux : 10 % du montant total des travaux HT,** dans la limite de 2 000 €.

Possibilité de bénéficier de deux bonus cumulables :

- Un bonus **sortie de passoire thermique** de 1 500 € en complément pour les logements les plus énergivores dont l'étiquette énergétique avant travaux est F ou G, et dont l'étiquette après travaux est E ou mieux.
- Un bonus BBC de 1 500 € en complément pour les logements dont l'étiquette énergétique après travaux est A ou B.

Pour les propriétaires bailleurs :

- **25% du montant total des travaux HT.** L'aide est au maximum de 187,5 € par m² dans la limite de 15 000 € par logement.
- **+ la prime Habiter Mieux : 10 % du montant total des travaux HT,** dans la limite de 2 000 €.

Ces deux aides (non cumulable) visent à s'adapter aux besoins du ménage :

- MaPrimeRénov' pour un geste de travaux ambitieux pour la planète et/ou pour l'installation d'un équipement ;
- Habiter Mieux pour une rénovation globale et vertueuse du logement, un confort thermique retrouvé et une sortie durable de la précarité énergétique.

Le 20 janvier 2021, le Gouvernement lançait un appel à candidatures dans le cadre du Plan national de lutte contre les logements vacants. Son objectif : permettre un déploiement accéléré dans des territoires pilotes d'outils nécessaires à la remise sur le marché du plus grand nombre possible de logements vacants. La Ville de Mulhouse a candidaté et fait partie des 68 collectivités retenues pour expérimenter localement ces outils.

En lien avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et le Réseau National des collectivités mobilisées contre le logement vacant (RNCLV), le ministère met en place une offre renforcée d'accompagnement pour ces collectivités. Ainsi la Ville de Mulhouse pourra :

- Déployer la solution numérique « Zéro Logement Vacant » pour aider à repérer, à contacter et à convaincre les propriétaires de logements vacants ainsi que suivre la remise sur le marché de ces logements ;
- Débloquer des crédits complémentaires auprès de l'ANAH pour l'ingénierie.

Article 1 : LES PRIORITES D'ACTION 2021

Les priorités et règles ci-dessous définies s'appliquent à l'ensemble des dossiers déposés à compter de la date de publication du programme d'action.

Dans son programme d'action 2021, m2A souhaite donc prioriser les actions portant sur des enjeux forts qui correspondent aux besoins de son territoire notamment :

- les copropriétés : plus de 4 000 copropriétés sur m2A dont 18% sont potentiellement très fragiles, soit 770 copropriétés. L'AURM, dans le cadre de l'étude de repérage des copropriétés fragiles estime à 220 copropriétés potentiellement fragiles au sens de l'Anah sur le territoire de m2A.
- Le plan initiative copropriétés national et régional qui se décline en 6 plans ou projet de plan de sauvegarde, 2 OPAH copropriétés dégradées et 1 programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés.
- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville avec l'OPAH RU sur le quartier de la Fonderie, élément constitutif du NPNRU sur Péricentre.
- La lutte contre la vacance à l'échelle de la Ville de Mulhouse, lauréate de l'appel à candidature pour la mise en œuvre du Plan national de lutte contre les logements vacants.

Pour rappel, les priorités nationales 2021 de l'Anah sont :

- La lutte contre le réchauffement climatique,
- La lutte contre les fractures territoriales,
- La lutte contre les fractures sociales,
- La prévention et le redressement des copropriétés.

L'amélioration de la performance énergétique à destination des propriétaires occupants se traduit par l'aide :

- **Habiter Mieux Sérénité** : il s'agit du programme d'aide habituel de l'Anah avec l'objectif d'atteinte du gain énergétique (minimum 35%), et qui bénéficie d'un accompagnement des ménages sur leurs projets de travaux. Cette aide bénéficie d'une bonification pour accompagner la rénovation énergétique des logements les plus énergivores.

1.1 : Priorité 1 : Les projets spécifiques

Premier axe d'intervention : les copropriétés

La délibération n°2020-54 du Conseil d'Administration de l'Anah du 02 décembre 2020 a voté un nouveau régime d'aide en faveur des copropriétés, dit « MaPrimeRénov' copropriétés ». Dans le cadre de son PIG II, m2A a mis en place un volet copropriétés fragiles, avec un objectif fort sur cette cible à hauteur de 3 000 logements. Le financement de l'AMO copropriétés fragiles et des travaux afférents sont ainsi une priorité de m2A.

En 2018, l'Anah a lancé le « Plan initiative copropriétés » qui a pour objectif de mobiliser les acteurs locaux et nationaux pour répondre au traitement des copropriétés en difficulté à travers 3 axes d'intervention :

- Transformer les copropriétés
- Redresser les copropriétés,
- Mettre en place des actions de prévention.

Les 5 copropriétés du quartier des Coteaux sont inscrites sur la liste nationale du plan initiative copropriété, ce qui en fait une priorité.

Sur le même principe, 12 copropriétés sont inscrites sur la liste régionale du plan. La liste concerne les copropriétés suivantes :

- Construire, Les Fleurs H-I-Q (1 copropriété), Les Fleurs J-K-L (3 copropriétés) à Illzach,
- La Forêt I et II à Wittenheim,
- Le Diamant Noir, Gunsbach, Le Murat, Dunkerque Saint Malo et la Tour de l'Europe à Mulhouse.

Ces copropriétés sont une priorité, ainsi que les programmes opérationnels Anah en cours:

- Plan de sauvegarde Peupliers Camus à Mulhouse signé (arrêté préfectoral le 2 mars 2021),
- 2 commissions d'élaboration des plans de sauvegarde des copropriétés la Forêt 1 et 2 à Wittenheim,
- Plan de sauvegarde Delacroix à Mulhouse en cours de signature,
- 2 commissions d'élaboration de plans de sauvegarde Plein Ciel 1 et 2, dont la stratégie est en cours d'élaboration,
- Les 2 OPAH copropriétés dégradées sur Illzach et Mulhouse dont les conventions sont en cours de signatures et les opérateurs en charge du suivi-animation ont été recrutés début 2021,
- Le POPAC m2A dont la convention est en cours de finalisation et devrait être opérationnelle au cours du 2^{ème} trimestre 2021.

2^{ème} axe d'intervention : l'OPAH RU Fonderie dans le cadre du NPNRU

La convention de l'OPAH RU du quartier de la Fonderie est signée et est effective à compter de juillet 2020 pour une durée de 5 ans. Néanmoins, l'OPAH est effective à compter de janvier 2020 et pour 5 ans.

3^{ème} axe d'intervention : le PIG « Habiter Mieux » de m2A

Le PIG entre dans sa 4^{ème} année d'animation.

1. 2 : Priorité 2 : Les propriétaires occupants

Sont retenus comme prioritaires les propriétaires occupants modestes et très modestes ayant un projet de travaux suivant les priorités ci-dessous :

A. Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés : situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation.

B. Les travaux en vue de lutte contre le réchauffement climatique leur permettant d'avoir un gain énergétique d'au moins 35% en maison individuelle et en copropriété.

Montant de subvention de 50% de **30K€** H.T de travaux + prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à **3 000 euros** pour les très modestes.

Possibilité d'aides publiques à hauteur de 100% sur le cout des travaux TTC pour les très modestes.

Montant de subvention de **35% de 30K€** + prime de 10 % du montant des travaux plafonnés à **2 000 euros** pour les modestes.

En cas de rénovation d'un logement énergivore (sortie d'une étiquette de classe « F » ou « G ») : bonus « sortie de passoire énergétique » de 1 500 € par logement.

En cas d'atteinte de l'étiquette de classe « A » ou « B » après travaux, bonus BBC de 1 500 € par logement.

Pour les copropriétés, les travaux financés dans le logement doivent s'inscrire dans une démarche de rénovation de l'ensemble de la copropriété, sauf si la situation technique de la copropriété ne le permet pas ou sur présentation du vote de l'assemblée générale de la copropriété refusant la réalisation des travaux.

Néanmoins, le financement d'un logement en copropriété dit isolé (sans réalisation de travaux dans l'ensemble de la copropriété) est possible, selon les conditions citées ci-dessus.

- C. Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI** (situations de moindre ampleur que le traitement de la LHI : arrêté sur un poste ponctuel ou situation sans arrêté).
- D. Les travaux visant à l'autonomie des personnes couplés à des travaux de précarité énergétique.**
- E. Les travaux visant à l'autonomie des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.**

1.3 : Priorité 3 : Les propriétaires bailleurs

- A. Les travaux portant sur des logements indignes ou très dégradés** : situation d'insalubrité, de péril, ou de forte dégradation constatée par une grille et un rapport d'évaluation, notamment ceux permettant de résoudre des situations d'immeubles vacants et/ou frappés d'un arrêté d'insalubrité ou de péril.
- B. Les projets de bailleurs réalisant des travaux lourds et optant pour le conventionnement social ou très social** en commune SRU ayant des obligations de production de logement locatif social.
- C. Les projets des propriétaires bailleurs réalisant des travaux de précarité énergétique ou de travaux lourds** à destination des publics du « Logement d'abord »
- D. Les travaux pour la sécurité ou la salubrité de l'habitat : travaux de petite LHI** (situations de moindre ampleur que le traitement de la LHI : arrêté sur un poste ponctuel ou situation sans arrêté, travaux visant des logements moyennement dégradés, non conformes au RSD, indécents).
- E. Les travaux de lutte contre la précarité énergétique** dont l'évaluation de la dégradation à un indice inférieur ou égal à 0.35 et un gain énergétique après travaux de 35% minimum et une étiquette énergétique D.

1.4 : L'intervention de m2A

PIG m2A

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à verser de 1 000 à 1 500 € par logement, pour les types d'interventions suivantes :

- propriétaires occupants très modestes dans les copropriétés bénéficiant d'une aide au syndicat des copropriétaires dans le cadre de « MaPrimeRénov' copropriétés » (1.000 € par logement),
- propriétaires occupants très modestes en maison individuelle avec gain énergétique supérieur à 50% et/ou réalisant des travaux d'isolation des murs (1 000 € par logement),
- propriétaires occupants modestes et très modestes réalisant des travaux sur un logement indigne ou très dégradés (1 500 € par logement),
- propriétaires bailleurs en immeuble en mono-propriété et maison individuelle réalisant des travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradés (1 500 € par logement),
- assistance à maîtrise d'ouvrage des « copropriété fragiles » (1 000 € par copropriété) selon cahier des charges.

OPAH

OPAH Renouvellement Urbain Fonderie

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer les aides aux travaux complémentaires de 500 € à 1 500 € par logement, ciblées sur les types d'interventions suivantes :

- Propriétaire occupant très modestes dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (1 000 € par logement)
- Propriétaire occupant modestes dont les travaux permettent un gain énergétique d'au minimum 35% (800€ par logement)
- Propriétaire occupant réalisant des travaux dans un logement indigne ou très dégradé (1 500€ par logement)
- Propriétaire bailleur réalisant des travaux dans un logement très dégradé ou indécent (grille de dégradation ou grille d'insalubrité ou rapport d'indécence) (1 500 € par logement)

OPAH copropriétés dégradées

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à financer des travaux de rénovation (conservation et énergétique) à hauteur de 10% du montant des travaux HT et des frais de maîtrise d'œuvre.

Cette aide sera versée au syndicat des copropriétaires.

Plan de sauvegarde

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à accompagner la réalisation des travaux d'urgence.

L'aide est de **10% des travaux d'urgence plafonné à 100 000 € par copropriété** (prise en charge de tout ou partie de la TVA), excepté pour les IGH (Immeuble de Grande Hauteur) qui ne sont pas éligibles à cette subvention.

Cette aide sera versée au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 2 : MODULATION DES LOYERS

2.1 Le conventionnement avec travaux

Le décret d'application « Louer abordable » publié le 5 mai 2017 définit les loyers en conventionnement sociaux et très sociaux.

Ces loyers sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2021.

Pour m2A, en 2021, ils sont fixés à :

<u>Par m² de surface fiscale</u>	Conventionné très social	Conventionné social
Zone B1 (Mulhouse)	6.24€/m ²	6.92€/m ²
Plafonds national	6.33€/m²	8.13€/m²
Zone B2 (m2A sauf communes de la zone B1 et C)	5.98€/m ²	6.78€/m ²
Plafond national	6.06€/m²	7,81€/m²
Zone C (Heimsbrunn, Galfingue, Flaxlanden, Bruebach, Zimmersheim, Eschentzwiller, Battenheim, Steinbrunn)	5.55€/m ²	6.20€/m ²

<i>le Bas, Bantzenheim, Niffer, Ottmarsheim, Petit Landau, Chalampé, Hombourg)</i>		
Plafond national	5.63€/m²	7.25€/m²

Par m² de surface fiscale	Conventionné intermédiaire
Zone B1 (Mulhouse)	8.36€/m ²
Plafond national	10.51€/m²
Zone B2 (m2A sauf communes de la zone B1 et C)	8.58€/m ²
Plafond national	9.13€/m²
Zone C (Heimsbrunn, Galfingue, Flaxlanden, Bruebach, Zimmersheim, Eschentzwiller, Battenheim, Steinbrunn le Bas, Bantzenheim, Niffer, Ottmarsheim, Petit Landau, Chalampé, Hombourg)	8.35€/m ²
Plafond national	9.13€/m²

Par la délibération n°2017-43 du 29 novembre 2017, le Conseil d'administration a prorogé le dispositif de la prime d'intermédiation locative (PIL) institué par la délibération n°2015-29 du 30 septembre 2015.

2.2 Le conventionnement sans travaux

Les niveaux de loyers sont identiques au conventionnement avec travaux Anah.

L'ensemble des communes de l'agglomération peuvent avoir recours au conventionnement sans travaux, avec une priorité :

- sur les communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain,
- les communes qui ont un taux de vacance supérieur à 7%, à savoir : Battenheim, Berrwiller, Bollwiller, Brunstatt – Didenheim, Habsheim, Heimsbrunn, Illzach, Mulhouse, Ottmarsheim, et Riedisheim.

Il est demandé que les logements concernés soit des logements dont la performance énergétique est en classe E (base de Denormandie).

ARTICLE 3 : GESTION DE LA QUALITE ET DES CONTROLES

3.1 La qualité

Une attention particulière sera portée par la délégation locale de l'Anah, service instructeur des aides sur le territoire de m2A, sur les travaux éligibles au regard de la priorité, sur les travaux induits et les travaux de finitions, sur les travaux somptuaires, sur les travaux inadaptés...

3.2 Le contrôle

Le plan de contrôle 2021 prévoyait les objectifs suivants :

- dossiers « propriétaire occupant » : 5 % dont 1 % en cours de chantier
- dossiers « propriétaire bailleur » : 5 % dont 2 % en cours de chantier
- dossiers « conventionnement sans travaux » : 5 %

Ces contrôles interviendront au plus tard à la demande de paiement du solde de la subvention. La délégation locale de l'Anah, service instructeur des aides sur le territoire de m2A, se réserve la possibilité de contrôler les dossiers en phase chantier.

Des visites au dépôt du dossier pourront être réalisées.

Pour le Président
La Conseillère Communautaire Déléguée,

Fabienne ZELLER

PROJET



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**POLITIQUE DE L'HABITAT ET AIDES A LA PIERRE : BILAN 2020 ET
PROGRAMMATION EN MATIERE DE LOGEMENT SOCIAL DE DROIT
COMMUN POUR 2021 (535/8.5/379C)**

Dans le cadre de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre signée le 22 février 2020 pour une durée de six ans, il convient de définir le règlement annuel et la programmation des agréments pour la production des logements aidés sur le territoire de m2A pour l'année 2021.

Comme chaque année, après avoir fait état du bilan de l'exercice précédent, il s'agit par cette délibération d'approuver :

- la programmation prévisionnelle 2021 en matière de logement social ;
- les conditions financières applicables aux opérations de logement social (crédits délégués et fonds propres m2A).

1) BILAN 2020

1.1 Production de logements sociaux en 2020 :

- le niveau globalement élevé se poursuit avec 408 agréments accordés (458 en 2019) et cela malgré la période d'urgence sanitaire ;
- l'enveloppe déléguée par l'Etat pour le financement de logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) correspondant aux loyers les plus bas dans les communes de m2A s'est élevée à 865 728 €. Les agréments pour les PLUS et PLS (prêt locatif à usage social et prêt locatif social) permettent eux d'obtenir les prêts bancaires spécifiques pour le financement de tous les logements sociaux et les avantages fiscaux ;
- m2A a attribué 270 000 € de subvention sur fonds propres (2500 € par logement PLAI) ;

- la totalité de ces agréments a été affectée à des opérations qui seront réalisées dans les communes déficitaires au regard de l'obligation de 20 % de logements sociaux (article 55 de la loi SRU).

Tous les projets répondent aux dernières évolutions réglementaires et sont économes en énergie (Bâtiment Basse Consommation (BBC) pour le neuf, Très Haute Performance Energétique (THPE) pour les acquisitions-améliorations de logements existants) et concourent à l'objectif de transition énergétique poursuivi par l'agglomération.

Les agréments ont été délivrés dans les communes de :

Bollwiller, Brunstatt-Didenheim, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Wittelsheim.

1.2 Réhabilitation thermique du parc social public

La collectivité a poursuivi le soutien aux bailleurs sociaux pour les réhabilitations thermiques du parc énergivore (logements classés E, F et G). En 2020, 211 logements ont été financés sur les fonds propres de m2A dans le cadre de trois opérations à Riedisheim (70 logements), à Brunstatt-Didenheim (54 logements) et à Mulhouse Bourtzwiller (87 logements). Ce nombre est en augmentation par rapport à 2019 (68 logements au total) et dépend de la programmation annuelle qui est faite chaque année par les bailleurs sociaux. Le montant de la participation de m2A pour ces opérations en engagement de crédits est de 1 500 €.

2) PROGRAMMATION 2021 :

➤ Programmation prévisionnelle 2021 et règlement financier

La programmation pour l'année en cours fait l'objet d'un processus de recensement lors du second semestre de l'année précédente auprès des bailleurs sociaux pour leurs intentions de projets. Les communes dans lesquelles les programmes sont proposés par les bailleurs ont été consultées pour accord. Une première liste prévisionnelle a été présentée en réunion inter-bailleurs en novembre 2020.

La demande a été actualisée jusqu'à la mi-mai, faisant état d'une demande d'agréments qui s'établit à 443 logements pour 2021, un nombre supérieur aux agréments accordés pour m2A à fin mai par le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement qui est de 303 agréments, 104 PLAI, 120 PLUS, 79 PLS. 17 agréments PSLA complètent la liste de programmation.

Ainsi, comme en 2020, une priorisation dans les attributions est indispensable dans le règlement des aides à la pierre (annexe 1). Cette priorisation est établie en fonction de la situation des communes de m2A au regard des obligations SRU qui imposent un quota de 20 % de logements sociaux à celles qui ont plus de 3 500 habitants, celles-ci ont été classées en quatre niveaux de priorité (cf. annexe 2).

Les communes classées en priorité 1 sont les communes carencées ou très fortement déficitaires. Le niveau de priorité 2 correspond aux communes qui ont un écart par rapport aux objectifs supérieur à 3 %. Les communes en priorité 3

sont celles qui ont un retard aux objectifs inférieur à 2 %. Enfin, les communes en priorité 4 respectent déjà les obligations de la loi SRU (20 % de LLS).

Par ailleurs, il est rappelé aux bailleurs sociaux que m2A a la possibilité d'agréer des opérations dans le cadre du nouveau programme de rénovation urbaine, uniquement dans les communes SRU (loi Solidarité et Renouvellement Urbain qui impose aux communes de plus de 3 500 habitants sur le territoire de m2A un minimum de 20 % de logements sociaux), permettant d'obtenir des agréments supplémentaires pour les organismes qui en font la demande. Deux opérations sont proposées en 2021 (annexe 3). Au total, 126 agréments ont déjà été sollicités sur les 556 à attribuer au titre du NPNRU.

La quasi-totalité (93 %) de la demande d'agréments dits de « droit commun » se situe dans des communes dites SRU.

La programmation n'est pas totalement figée à ce stade, à la DREAL notamment ; une réactualisation est prévue en juin et en septembre dans le processus de remontée afin de vérifier les besoins des territoires et réaffecter les reliquats d'agréments encore disponibles ou en solliciter d'autres auprès de l'administration centrale (la DHUP) pour un complément de programmation. m2A a ainsi sollicité des agréments supplémentaires.

La liste indicative des projets portés sur m2A en 2021 est jointe en annexe 3. Tous les projets ont obtenu l'accord des communes concernées.

Les chiffres clés :

Besoins sur le territoire de m2A en Nb de LLS	Nb de LLS attribués DREAL	Montant d'aide par PLAÍ
443 : 110 PLAÍ – 171 PLUS – 162 PLS	303 : 104 PLAÍ – 120 PLUS – 79 PLS	8.016 € crédits délégués 2.500 € de fonds propres

A noter la forte tension sur la disponibilité en matière de PLS qui ne permet pas à ce stade de sécuriser en totalité les opérations avec ce type de financement sur m2A, qui correspondent pour 106 logements à trois structures :

- centre de réadaptation de Mulhouse (CRM) : 40 logements (priorité 1 de m2A compte-tenu de la nature de l'opération)
- résidence autonomie à Ottmarsheim : 25 logements (priorité 3)
- résidence autonomie à Rixheim : 41 logements (priorité 2 – commune SRU)

➤ Programmation de la réhabilitation thermique du parc public :

Afin d'accélérer la transition énergétique du territoire et en complément des éco-prêts proposés par la Caisse des dépôts et de Consignation (CDC), il est proposé que m2A poursuive en 2021 sa participation sous forme de forfait de 1 500 € par logement classé en EFG réhabilité dans une limite de 450 logements.

Cette politique de soutien à la rénovation thermique du parc social a pour objectif d'accompagner les bailleurs sociaux dans leurs programmes de réduction de l'empreinte carbone du territoire. Ces réhabilitations thermiques concerneront en

premier les actions inscrites dans le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain. A terme c'est la totalité du parc qui sera rénové sur une période d'une dizaine d'années environ.

Le nombre de logements du parc social restant à rénover est environ de 3 000. Les opérations sont déposées en cours d'année par les bailleurs sociaux, la priorité pour la sélection des dossiers à financer en 2021 est donnée par ordre d'arrivée jusqu'à épuisement de l'enveloppe annuelle. Les dossiers non pris en compte en 2021 sont reportés sur l'exercice 2022.

Il est proposé que les garanties d'emprunts de m2A sur ces projets soient maintenues, y compris pour les projets qui seraient réalisés sur le territoire de m2A par un bailleur social sans le soutien financier de la collectivité.

➤ **Plan de relance 2021-2022 réhabilitations thermiques**

En 2021 et 2022, les opérations de réhabilitation lourde ou de rénovation thermique font l'objet d'un appel à projets du ministère du logement dans le cadre du plan de relance. En priorité 1 figurent les réhabilitations lourdes, aucun projet entrant dans cette catégorie n'est proposé sur m2A en 2021. En priorité 2 et en fonction des crédits non consommés en priorité 1, les opérations de rénovation thermiques classiques pourraient être retenues et bénéficier d'une enveloppe complémentaire. Les bailleurs sociaux ont souhaité inscrire dans la démarche neuf opérations sur m2A, pour 219 logements. Pour être retenues, les opérations devront correspondre aux critères d'éligibilité du dispositif et notamment, devront obligatoirement démarrer en 2021. L'affectation des subventions accordées dans le cadre de ce plan de relance se fera par m2A avec les crédits délégués de l'Etat.

➤ **Marges d'ajustement des loyers du parc social public (production neuve) :**

m2A a la possibilité d'adapter les modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement social, en fonction de la localisation des logements, de leur qualité thermique dès lors que le gain énergétique est supérieur à la norme standard et de leur niveau d'équipement (ascenseur non obligatoire...). Le cumul des ajustements proposés pour un même logement ne peut excéder 12 % du loyer de référence, ou 15 % si le logement est desservi par un ascenseur. L'ensemble des ajustements proposés est défini en annexe 4.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- prend acte du volume global des agréments 2021 de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre : 443 logements ;
- approuve les principes d'attribution des agréments énoncés ci-dessus et à l'annexe 1 ;
- approuve les principes de priorisation des projets selon les écarts aux objectifs SRU tels que définis à l'annexe 2 ;
- approuve la liste des projets de production de logements sociaux tels que définis à l'annexe 3 ; liste qui sera ajustée en nombre, selon décision de l'Etat (dotation complémentaire et PLS additionnels) ;
- approuve le forfait d'aide de m2A sur fonds propres de 2 500 € par PLAI et en tant que délégataire de l'Etat de 8 016 € par PLAI ;

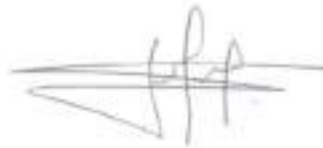
- approuve le forfait d'aide de m2A par logement classé en EFG faisant l'objet d'une réhabilitation thermique : 1 500 € ;
- approuve l'affectation des crédits du plan de relance aux opérations de réhabilitation thermique ;
- approuve la poursuite des garanties d'emprunt pour les projets de construction neuve, de réhabilitation, y compris sans soutien financier de la collectivité au titre de l'alinéa ci-dessus ;
- autorise le Président ou son Vice-Président délégué à formaliser et signer les conventions et avenants correspondants, les chartes d'objectifs avec chaque bailleur et toutes pièces afférentes.

PJ : 4

Ne prend pas part au vote (1) : Loïc RICHARD.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

Annexe 1 : Règlement des aides à la pierre 2021

1. DEPOT DES DOSSIERS :

Les différents organismes sociaux et opérateurs devront déposer leurs dossiers d'opérations **complets** en date limite **du 30 octobre 2021**. Tout dossier déposé au-delà de cette date fera l'objet d'une instruction en 2022. De manière exceptionnelle et spécifique, les dossiers de demande de financement PSLA pourront être déposés au fil de l'eau, ces dossiers ne représentent pas d'enjeu particulier quant à leur financement par m2A.

2. CRITERES D'ATTRIBUTION DES AGREMENTS 2021 :

- a. m2A validera dans un premier temps les dossiers correspondant au nombre d'agrément accordés par la DREAL au CRHH de février (104 PLAI, 120 PLUS, 79 PLS).
- b. une priorisation des opérations sera faite en fonction **de la localisation** de celles-ci, notamment dans les communes les plus en retard sur les objectifs de rattrapage SRU (communes priorité 1., communes priorité 2., communes priorité 3., communes priorité 4. - cf. ci-dessous annexe 2). L'objectif de m2A est de permettre l'atteinte des obligations à l'échelle de l'ensemble de son territoire. Pour 2021, une priorité spécifique est accordée au projet du Centre de Réadaptation de Mulhouse.
- c. **L'ordre d'arrivée des dossiers** sera un critère de sélection mais non prioritaire pour une instruction en 2021.
- d. **La correspondance avec le nombre d'agrément disponibles** au fur et à mesure déterminera enfin le choix de la collectivité afin de mobiliser au mieux les agréments obtenus et d'utiliser l'enveloppe disponible de manière rationnelle.

❖ Modification de la programmation :

En cas de modification en cours d'année d'une opération validée en programmation ou de remplacement d'une opération par une autre (avec accord préalable de m2A), **l'accord écrit de la commune concernée** devra être transmis impérativement et le niveau de priorisation défini sera pris en compte pour la nouvelle validation.

En cas d'annulation d'une opération retenue, m2A décidera de la réaffectation ou non au même bailleur des agréments correspondants ou de leur attribution à un autre organisme pour une opération jugée prioritaire par m2A.

❖ Aide communautaire :

En ce qui concerne l'aide communautaire au logement (fonds propres m2A), il est proposé d'affecter un forfait de 2 500 € par logement PLAI sera accordé. L'objectif de cette dotation est de poursuivre, en complément de l'aide déléguée par l'Etat, le soutien aux logements les plus sociaux (PLAI).

❖ **Utilisation de l'enveloppe allouée :**

Le montant moyen de subvention de l'Etat est de 8016 € par PLAI pour 104 PLAI affectés à m2A (833 664 €).

m2A, délégataire des aides à la pierre ouvre la possibilité aux bailleurs sociaux de gérer à leur convenance les enveloppes globales (8 016 € de crédits délégués de l'Etat et 2 500 € en fonds propres m2A, soit 10 516 €/PLAI au total) entre leurs opérations validées par notre collectivité. L'engagement du bailleur porte sur le respect de la localisation et du nombre de logements à produire et leurs typologies de financement (PLUS/PLAI). L'affectation du montant pour chaque opération est ainsi laissée à la liberté de chaque bailleur, ceci afin de permettre de financer des opérations qui sont plus difficiles à équilibrer que d'autres.

A noter que le montant moyen de subvention de 8016€ par PLAI est susceptible d'être recalculé (à la baisse) en fonction du complément d'agrément attribués par la DREAL en juin ou septembre si le montant moyen de subvention devait être inférieur.

Toutefois, m2A peut attribuer des montants par PLAI différents d'une opération à une autre en cas de nécessité.

Annexe 2 : demande prévisionnelle d'agrément de logements locatifs sociaux (LLS) par commune en 2021

Priorisation des attributions d'agrément demandés dans les communes de m2A selon leur retard SRU :

Communes priorité 1 : communes carencées, anciennement carencées, ou fortement déficitaires

	Taux LLS
Morschwiller le Bas	8,16%
Brunstatt-Didenheim (carencée)	9,87%
Habsheim (carencée)	12,43%
Bollwiller	12,83%
Rixheim	13,84%

Communes priorité 2 : écart aux objectifs supérieur à 3%

	Taux LLS
Richwiller	14,12%
Sausheim	15,81%
Riedisheim	16,40%
Kingersheim	16,54%

Communes priorité 3 : écart aux objectifs inférieur à 2%

	Taux LLS
Illzach	18,96%
Lutterbach	19,41%
Wittelsheim	19,78%

Communes priorité 4 : communes respectant le taux de 20%

	Taux LLS
Pfastatt	20,63%
Staffelfelden	20,83%
Wittenheim	21,37%
Mulhouse	31,49%

Annexe 3 : projets de production de logements sociaux 2021

Liste prévisionnelle des opérations à agréer en droit commun (à juin 2021) :

statut P	Commune LLS 2021	Maître d'Ouvrage	adresse	PLAI	PLUS	PLS
P1	Brunstatt-Didenheim	BATIGERE	429 Av Altkirch	11	10	12
P1	Habsheim	m2AH	rue du Cerf	6	10	
P1	Habsheim	NEOLIA	rue de la Délivrance	8	8	5
P1	Habsheim	3F G-E	rue des Bleuets	4	7	
P1	Brunstatt-Didenheim	3F G-E	rue du Burn	2	4	
P1	Bollwiller	HHA	Rue de Mulhouse (CN)	5	5	2
P1	Bollwiller	HHA	Rue de Mulhouse (A-A)	5	5	2
P1	Rixheim	HHA	rue Bellevue	2		
P1	Rixheim	NEOLIA	88 rue de Mulhouse	6	10	2
P1	Rixheim	SOMCO	rue des Bois	3	7	
P1	Rixheim	SOMCO	Schlechtfeld, Carrière	2	4	
P1	Rixheim	SOMCO	Rue du Gal de Gaulle		2	
P1	Rixheim	DOMIAL	8 chem Sausheim			41
P1	Mulhouse	Vilogia	Centre de réadaptation Mulhouse			40
	Sous total			54	72	104

statut P	Commune LLS 2021	Maître d'Ouvrage	adresse	PLAI	PLUS	PLS
P2	Sausheim	HHA	rue du Vercors	3		
P2	Sausheim	SOMCO	rue de la Hardt	6	14	
P2	Riedisheim	3F G-E	Rue de Bâle	7	13	
	Sous total			16	27	0

statut P	Commune LLS 2021	Maître d'Ouvrage	adresse	PLAI	PLUS	PLS
P3	Wittelsheim	BATIGERE	127 rue de Mulhouse	10	20	
P3	Wittelsheim	HHA	43 rue de Mulhouse			7
P3	Illzach	Lutz Immo	rue des Vosges			4
P3	Wittelsheim	3F G-E	127 rue de Mulhouse	22	38	
	Sous total			32	58	11

statut P	Commune LLS 2021	Maître d'Ouvrage	adresse	PLAI	PLUS	PLS
P4	Mulhouse	BATIGERE	19b rue du Manège			1
P4	Mulhouse	BATIGERE	13 rue des Raisins			3
P4	Mulhouse	BATIGERE	32 rue du Runtz			1
P4	Mulhouse	BATIGERE	39/41 rue Lefèbvre			6
P4	Mulhouse	BATIGERE	2 rue de Rouffach			2
P4	Mulhouse	BATIGERE	175 rue de Belfort			2
P4	Staffelfelden	HHA	rue des Aulnes			6
P4	Ottmarsheim	HHA	rue des Vergers			25
P4	Pfastatt	m2AH	rue des Roseaux	5	10	
P4	Zillisheim	NEOLIA	faubourg de Mulhouse	3	4	1
	Sous total			8	14	47

Les demandes d'agrèments NPNRU 2021 (à juin 2021) :

Commune	Bailleur	Adresse/opération	PLAI	PLUS	Total
Wittelsheim	DOMIAL	lot. De Mulhouse	14	8	22
Rixheim	NEOLIA	route de Mulhouse	18	12	30
			32	20	52

Les programmes inscrits en NPNRU (avant 2021)

Commune	Bailleur	Adresse/opération	PLAI	PLUS	Total	année
Brunstatt-Didenheim	NEOLIA	rue du Dr Laennec	26	16	42	2019
Wittelsheim	DOMIAL	5 rue Staff	22	10	32	2020
Rixheim	DOMIAL	rue de Habsheim	1	1	2	2020
Rixheim	DOMIAL	Chemin de Sausheim	4	0	4	2020
Brunstatt-Didenheim	DOMIAL	av Altkirch (A-A)		4	4	2020
Wittenheim	DOMIAL	Mittelfeld	16	8	24	2020
Wittenheim	DOMIAL	Markstein/Climont	6	6	12	2020
Wittenheim	DOMIAL	Markstein/Climont	3	3	6	2020
	Sous total		78	48	126	

Annexe 4 : adaptations locales des modalités de calcul des loyers et redevances maximales applicables au logement locatif social

Ensemble plafonné à 15 %

I. Localisation

1. Opérations réalisées dans les zones suivantes (construction neuve + acquisition-amélioration)

- | | |
|---|------------|
| a) Communes de Habsheim et Brunstatt-Didenheim : | 12% |
| b) Communes de plus de 3 500 habitants avec objectif de rattrapage :
Bollwiller, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller le Bas, Richwiller,
Riedisheim, Rixheim, Sausheim, Wittelsheim | 8% |
| c) Communes SRU sans objectif de rattrapage : Mulhouse, Pfastatt,
Staffelfelden, Wittenheim | 4% |
| d) Communes de moins de 3500 habitants mais pouvant être soumises à la loi
SRU selon l'évolution de la population dans les prochaines années :
Baldersheim, Pulversheim, Ruelisheim, Ungersheim, Zillisheim | 6% |
| e) Communes non SRU : Battenheim, Berrwiller, Bruebach, Dietwiller,
Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn, Reiningue et
Zimmersheim. | 2% |
| 2. <u>Opérations réalisées dans le périmètre de monuments historiques ou en site
patrimonial remarquable.</u> | 5% |

II. Qualités thermiques

1. Construction neuve

- | | |
|---|-----------|
| a) Label RT 2020 ou E+C- | 6% |
| b) Label THPE : niveau RT 2012 – 20% | 6% |
| c) Label HPE : niveau RT 2012 – 10% | 3% |
| d) Utilisation d'énergies renouvelables : | 4% |

2. Acquisition-amélioration

- | | |
|---|----|
| a) Label HPE rénovation | 4% |
| b) Label BBC rénovation | 6% |
| c) Utilisation d'énergies renouvelables : | 4% |

Services complémentaires

1. Ascenseurs non obligatoire (au prorata des logements desservis)

	5%
si sous-sol desservi :	6%

2. Habitat individuel **5%**

3. Locaux Collectifs Résidentiels (LCR)% de majoration =

$$\frac{0.77 \times \text{SLCR}}{\text{CS} \times \text{SU}}$$

CS : coefficient de structure ()*

SU : surface utile

SLCR : surface des locaux collectifs résidentiels

4. Construction de logements collectifs

(Nombre de logements figurant sur le permis de construire)

- Jusqu'à 10 logements compris **6%**
- De 11 à 25 logements compris **4%**

(*) Le coefficient de structure (CS) est calculé selon la formule:

$CS = 0,77 \times [1 + (\text{nombre de logements} \times 20 \text{ m}^2 / \text{surface utile totale de l'opération})]$

Lorsque l'opération comporte des surfaces annexes entrant dans le calcul de la surface utile, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum (égal au produit de la surface utile par le loyer maximal au m² conventionné) ne dépasse pas pour les opérations PLUS et PLAI le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe et de toute majoration appliquée au loyer maximal de base mensuel (CS X LM zone) de plus de 20% ou, dans le cas des immeubles avec ascenseur, de plus de 25%. Pour les opérations PLS, le loyer maximal au m² de surface utile fixé dans la convention APL est plafonné de telle sorte que le produit locatif maximum ne dépasse pas de plus de 18% le niveau qui aurait été le sien en l'absence de toute surface annexe.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN : INSTAURATION ET DELEGATION A LA
COMMUNE DE STAFFELFELDEN (532/231/ 352C)**

Lors de sa séance du 15 mai 2018, le Conseil Municipal de Staffelfelden a approuvé son plan local d'urbanisme. Les 15 grandes orientations de son projet urbain se déclinent comme suit :

- Conforter la vitalité démographique, un objectif de 4500 habitants d'ici 2033 ;
- Prévoir et favoriser la production quelque 400 logements d'ici 2033 ;
- Garantir la production d'une palette d'offre en habitat diversifiée ;
- Disposer d'une offre foncière justement proportionnée... ;
- Conforter l'offre d'équipements ;
- Conforter le commerce et les services ;
- Conforter les sites d'activités économiques ;
- Conforter la vitalité de l'agriculture ;
- Assurer une évolution optimale de la forme urbaine ;
- Conforter l'identité paysagère, le patrimoine et le cadre de vie ;
- Préserver l'environnement et conforter la biodiversité ;
- Prévenir les risques naturels et technologiques ;
- Promouvoir l'écomobilité ;
- Promouvoir l'amélioration des bilans énergétiques et des énergies renouvelables ;
- Favoriser le développement des technologies numériques.

Pour ce faire, la commune souhaiterait que le droit de préemption urbain puisse être institué sur son territoire.

Les communes dotées d'un PLU approuvé disposent, en effet, de la possibilité d'instituer, par délibération, un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures délimitées par ce plan, pour mener à bien leurs opérations d'aménagement telles que décrites à l'article L300-1 du Code de l'urbanisme. En l'occurrence, il s'agit notamment de pouvoir mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti, de relocaliser des activités industrielles, artisanales ou de services...

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article L211-2 du Code de l'urbanisme, la compétence d'un EPCI à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain. m2A est donc seule compétente pour instituer le droit de préemption urbain sur les territoires de l'agglomération couverts par un PLU.

Ceci étant, l'Agglomération s'est engagée dans le cadre de sa charte de gouvernance approuvée le 20 mai 2019, à déléguer l'exercice du DPU aux communes membres pour qu'elles puissent le cas échéant, en user en dehors du périmètre des zones d'activité économique ou des sites déclarés d'intérêt communautaire conformément à la définition de l'intérêt communautaire approuvée par le Conseil d'Agglomération le 17 décembre 2018.

Aussi et pour répondre au besoin légitime de la commune de Staffelfelden, il est proposé d'instaurer un droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par son PLU.

Par ailleurs, il est proposé au Conseil d'Agglomération de déléguer, sur le fondement de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice de ce droit de préemption ainsi instauré à la commune de Staffelfelden et ce conformément aux engagements transcrits dans la charte de gouvernance approuvée par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 20 mai 2019.

A noter que le Maire pourra également se voir déléguer l'exercice du DPU par le Conseil Municipal dans le respect des exigences de l'article L2122-22 du CGCT.

Enfin et dans la mesure où la commune reste le guichet unique de réception des déclarations d'intention d'aliéner (DIA), il est proposé pour les biens situés dans les zones où l'exercice du DPU est délégué aux communes que les DIA soient directement traitées par la commune concernée et que celle-ci procède aux transmissions exigées par l'article R213-6 du Code de l'urbanisme.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L210-1, L211-1, L211-2, L213-3, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu la délibération du 15 mai 2018 du Conseil Municipal de Staffelfelden approuvant son plan local d'urbanisme,

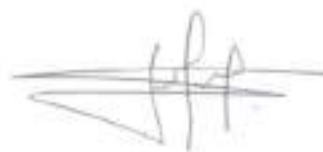
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- instaure un droit de préemption simple (DPU) sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies par le PLU de Staffelfelden approuvé par délibération de son Conseil Municipal afin de permettre la mise en œuvre des orientations du PLU ;
- approuve la délégation de l'exercice de ce droit de préemption urbain à la Ville de Staffelfelden dans la limite de ses compétences territoriales et ce en dehors :
 - des zones d'activités économiques figurant sur la liste annexée à la délibération du Conseil d'Agglomération en date du 17 décembre 2018 ;
 - d'autres sites déclarés d'intérêt communautaire qui entrent dans le champ de compétence de m2A conformément à la définition de l'intérêt communautaire approuvée par le Conseil d'Agglomération le 17 décembre 2018 ;
- dit que cette délibération fera l'objet des mesures de publicités listées à l'article R211-2 du Code de l'urbanisme et sera transmise aux organismes et services mentionnés à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme ;
- précise qu'un registre dans lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par délégation du droit de préemption ainsi que l'utilisation effective de ces biens sera ouvert et consultable par toute personne à la Mairie de Staffelfelden conformément aux dispositions de l'article L213-13 du Code de l'urbanisme ;
- dit que conformément aux dispositions de l'article R151-52, 7° du Code de l'urbanisme le périmètre d'application du DPU figurera en annexe du PLU de Staffelfelden ;
- charge le Président ou le Vice-Président en charge de l'urbanisme de la mise en œuvre de la présente délibération.

P.J. : plan du périmètre du DPU (zones U, AU)

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

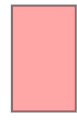


MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

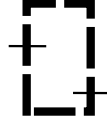
Commune de STAFFELFELDEN

Zones soumises au droit de préemption urbain

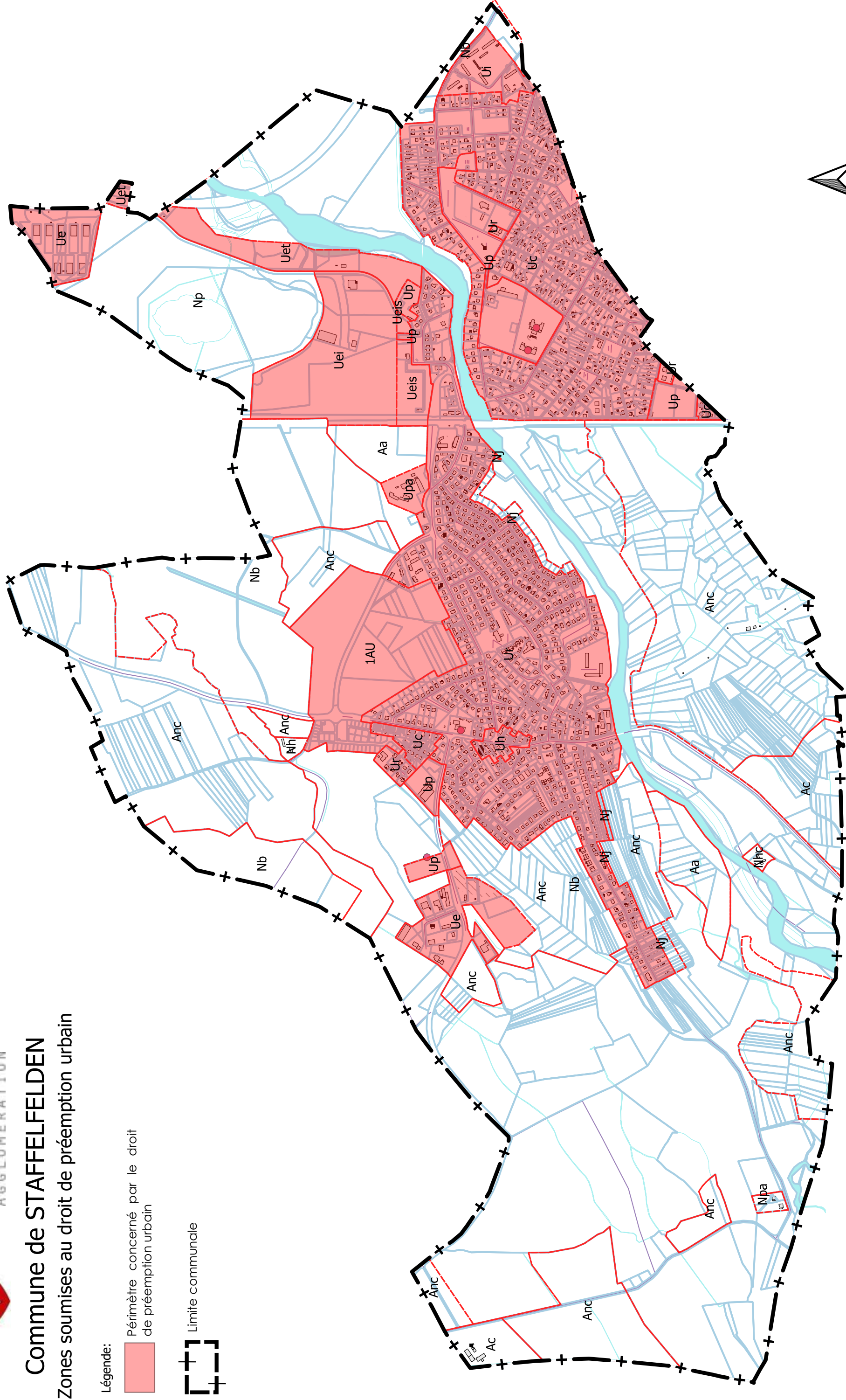
Légende:



Périmètre concerné par le droit
de préemption urbain



Limite commune



0 500 1000 m



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

69 élus présents (103 en exercice, 23 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**PLAN LOCAL D'URBANISME DE FELDKIRCH - APPROBATION DE LA
REVISION (532/2.1.2/391C)**

Rappel de la procédure de la prescription à l'arrêt du projet :

Par délibération en date du 18 décembre 2015, le Conseil Municipal de Feldkirch a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) en vue de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU) et défini les modalités de la concertation afférente.

Cette révision a été engagée pour répondre aux objectifs principaux suivants qui visent à :

- préserver le dynamisme et la vitalité du village, par un développement urbain mesuré de la commune et pleinement compatible avec la dimension rurale marquée de la commune ;
- permettre l'accès à la propriété de jeunes couples afin de pérenniser les équipements et maintenir les écoles, tout en permettant aux personnes âgées vivant seules dans des grandes maisons de rester au village, par le biais d'une offre diversifiée du parc des logements ;
- poursuivre le développement du bâti vers le Sud du village, avec le souci de la diversification des types de logements, pour profiter pleinement des infrastructures de voiries et de réseaux surdimensionnés en 1993 en prévision de l'agrandissement du lotissement de la Roselière, et ainsi faire face à la rétention foncière dans les zones NAa et NAa1 ;
- développer un centre de village s'articulant notamment, autour des écoles en complétant le lotissement de la Roselière, en favorisant le déplacement pédestre et cycliste des parents ;
- utiliser l'opportunité de la proximité d'une gare ferroviaire bénéficiant d'un bon cadencement et bien desservie par des chemins pédestres et les

pistes cyclables pour développer l'usage des transports en commun en permettant l'agrandissement du lotissement de la Roselière idéalement situé. La population attendue du fait de la structure du futur lotissement est une population active par définition consommatrice de déplacement qui pourra ainsi profiter pleinement de ces possibilités ;

- introduire un objectif de poursuite de la réduction de la consommation énergétique et du développement des énergies renouvelables en tendant à l'autosuffisance énergétique et en conservant et en dynamisant les espaces naturels susceptibles d'assurer la biodiversité ;
- au regard des efforts importants mis en œuvre par la commune pour la renaturation et la biodiversité, compte tenu de la fragilité du milieu naturel lié en partie à une grande proximité de la nappe, il apparaît nécessaire d'encadrer strictement les installations d'entreprises polluantes et plus particulièrement dans les secteurs sensibles.

Le Conseil Municipal de Feldkirch a débattu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) le 28 octobre 2019. Les orientations de portée générale concernent les thèmes suivants :

- les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ;
- les espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- l'habitat ;
- les loisirs, le développement économique et commercial ;
- les transports et les déplacements ;
- la maîtrise des risques.

Par délibération du 30 décembre 2019, le Conseil Municipal de Feldkirch a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLU.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2020, date à laquelle m2A est devenue compétente en matière de « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », cette procédure a été menée par le Maire de Feldkirch conformément aux dispositions de l'article R153-1 du Code de l'urbanisme. Aussi et conformément aux exigences de l'article L153-9 I du Code de l'urbanisme, son conseil Municipal a, par délibération en date du 30 décembre 2019, donné son accord à la poursuite et l'achèvement de cette procédure par m2A. Depuis, le Président de m2A a conduit la procédure de révision en étroite collaboration avec Feldkirch.

Les consultations sur le projet arrêté et enquête publique :

Conformément aux dispositions des articles L153-16 et L153-33 du code de l'Urbanisme, le projet arrêté de PLU a été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées à son élaboration et à la CDPENAF (Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers). La Mission Régionale d'Autorité Environnementale du Grand Est (MRAe) a également été saisie. Les avis recueillis ont été joints au dossier soumis à enquête publique.

Les observations formulées portent principalement sur :

- le phasage du lotissement « champs des oiseaux » ;
- l'intégration du SAGE approuvé de la Lauch ;
- la densification des dents creuses ;

- la création d'une nouvelle station d'épuration pour mettre l'assainissement de la commune aux normes ;
- la consommation foncière au regard du scénario démographique retenu ainsi que l'utilisation du bonus « gare » ;
- la constructibilité de la zone agricole.

Un mémoire a été adressé au Préfet du Haut-Rhin afin de répondre aux remarques émises dans son avis défavorable et de justifier les choix retenus dans le projet de PLU. Un courrier équivalent a été transmis à la MRAe dont les recommandations étaient erronées au regard du projet de PLU arrêté.

MRAe et Etat demandaient notamment dans leur avis :

- de revoir le projet de PLU afin de limiter la consommation foncière et de justifier l'utilisation du « bonus gare » défini dans le SCOT bien que l'ouverture de la gare de Bollwiller côté Feldkirch ne soit pas effective. Il a été précisé que le projet de PLU de Feldkirch ne prévoit pas de nouvelle zone à urbaniser puisque que le permis d'aménager a été délivré en 2016 autorisant la création d'un lotissement de 5 ha : 3ha relevant de l'enveloppe d'extension du SCOT et 2 ha du bonus gare. Ce dernier est soumis à l'accessibilité de la gare à vélo en moins de 10 minutes. Ainsi le projet de PLU n'ouvre aucune zone à l'urbanisation, limitant de fait la consommation de l'espace ;
- de rendre compatible le projet de PLU avec le scénario démographique du SCOT. Il a été précisé aux services de l'Etat que le SCOT définit une perspective démographique à l'échelle de l'agglomération et non par commune. Ainsi le projet démographique de Feldkirch est compatible avec le SCOT puisqu'il respecte les surfaces et les densités autorisées ;
- de phaser la réalisation du lotissement le champ des oiseaux en fonction de la mise en service de la nouvelle station d'épuration. En réponse le phasage de la réalisation du lotissement a été inscrit dans le PLU pour répondre à cette préoccupation.

La Chambre d'Agriculture, le Conseil Départemental et la Commune de Raedersheim ont quant à eux émis un avis favorable.

Le projet de PLU arrêté a été soumis à enquête publique du 28 janvier 2021 au 26 février 2021 inclus.

Les observations du public ont principalement portées sur :

- le reclassement de parcelles situées de zone A en zone UB ;
- l'exclusion des activités nuisantes des destinations autorisées en zone UE.

A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de PLU.

Afin de répondre aux observations formulées, le projet de PLU a été modifié dans le respect des exigences de l'article L153-21 du Code de l'urbanisme.

Le tableau de synthèse joint à la présente délibération reprend ainsi l'ensemble des remarques émises par les PPA ainsi que les modifications apportées au projet de PLU arrêté pour en tenir compte. Il expose également les suggestions non retenues et les raisons de l'absence de leur prise en compte.

L'approbation du projet de PLU :

Le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil d'Agglomération est prêt à être approuvé.

Il est composé des pièces suivantes :

- le rapport de présentation ;
- le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ;
- le règlement (pièces écrites et documents graphiques) ;
- les annexes.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L153-21 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne approuvé le 25 mars 2019 ;

Vu la délibération du 18 décembre 2015 du Conseil Municipal de Feldkirch prescrivant la révision du POS pour élaborer un PLU, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation ;

Vu le débat au sein du Conseil Municipal de Feldkirch du 28 octobre 2019 portant sur les orientations générales du PADD du projet de PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Feldkirch en date du 30 décembre 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU ;

Vu les avis rendus par les Personnes Publiques associées ;

Vu l'avis favorable avec réserves de la CDPENAF ;

Vu l'avis de la MRAE ;

Vu le rapport d'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 24 mars 2021 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Feldkirch en date du 30 décembre 2019 autorisant m2A à poursuivre la procédure engagée ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération du 10 février 2020 approuvant l'achèvement de la procédure engagée par la commune de Feldkirch ;

Vu l'arrêté n°88/2020 en date du 31 décembre 2020 soumettant le projet de révision à enquête publique ;

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 24 mars 2021 ;

Considérant que le projet de PLU arrêté soumis à enquête publique a fait l'objet de modifications pour tenir compte des avis et observations formulés par les Personnes Publiques Associées, le public et le rapport du commissaire enquêteur.

Au vu de ces éléments, après en avoir délibéré le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications apportées au projet de PLU arrêté ;
- approuve le projet de PLU de la commune de Feldkirch tel qu'il est annexé à la présente ;
- autorise le Président de m2A ou son représentant à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que conformément aux dispositions de l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Feldkirch et dans les locaux de m2A aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de m2A et à la mairie de Feldkirch durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

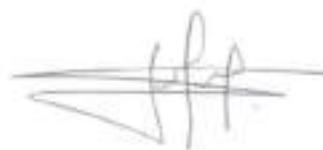
Enfin, cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du CGCT.

PJ : 3

- Projet de PLU de Feldkirch
- Synthèse des observations et modifications apportées au projet de PLU arrêté
- Mémoire en réponse au Préfet

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

Plan Local d'Urbanisme

FELDKIRCH



PLU approuvé par délibération du Conseil
d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président

M. Pierre SALZE, le Maire



Plan Local d'Urbanisme

FELDKIRCH



PLU approuvé par délibération du Conseil
d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président

M. Pierre SALZE, le Maire



Plan Local d'Urbanisme

FELDKIRCH



PLU approuvé par délibération du Conseil
d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président

M. Pierre SALZE, le Maire



Plan Local d'Urbanisme

FELDKIRCH



PLU approuvé par délibération du Conseil
d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président

M. Pierre SALZE, le Maire



Composition du dossier

- 1a. Rapport de présentation partie 1/3 : diagnostic territorial
- 1b. Rapport de présentation partie 2/3 : potentiels, besoins et justifications des choix
- 1c. Rapport de présentation partie 3/3 : évaluation environnementale
- 2a. Projet d'Aménagement et de Développement Durables - PADD – document écrit
- 2b. Projet d'Aménagement et de Développement Durables - PADD – éléments graphiques
- 2c. Orientations d'Aménagement et de Programmation - OAP
- 3a. Plan de zonage - 1/5000
- 3b. Plan de zonage - 1/2000
- 4. Règlement
- 5a. Annexe : plan des risques
- 5b. Annexe : Servitudes d'Utilité Publique
- 5c. Annexe : réseau d'eau
- 5d. Annexe : réseau d'assainissement
- 5e. Annexe : prescriptions d'isolation acoustique
- 5f. Annexe : zones à risque d'exposition au plomb
- 5g. Annexe : zonage d'assainissement
- 5h. Annexe : système d'élimination des déchets
- 5i. Annexe : périmètre de la ZAC - Zone d'Aménagement Concerté - du carreau Marie-Louise

PLAN LOCAL d'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

1. Rapport de présentation 1a. Partie 1/3 : diagnostic territorial

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

Sommaire

AVANT-PROPOS	5
LES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES	7
1. La population : 937 habitants en 2013	9
1.1. Evolution démographique : une croissance continue entre 1982 et 2008 ...	9
1.2. Composantes de l'évolution démographique : les apports migratoires comme élément moteur	11
1.3. Structure par âge	12
1.3.1. Structure par âge et indice de vieillissement en 2013	12
1.3.2. Evolution de la structure par âge	14
2. Les ménages et le logement	15
2.1. Evolution de la taille des ménages	15
2.2. Le parc de logements	16
3. Les actifs au lieu de résidence	20
3.1. Population active résidente : 471 actifs en 2013	20
3.2. Répartition socio-professionnelle de la population active	21
3.3. Le chômage : 7,5 % en 2013.....	23
3.4. Lieux de travail des actifs de la commune.....	24
4. L'emploi au lieu de travail	25
4.1. Provenance des actifs travaillant dans la commune.....	25
4.2. Evolution des emplois, globale et par branche	25
4.3. Répartition socio-professionnelle des emplois et évolution	26
4.4. Le secteur agricole	27
4.5. Indice de concentration de l'emploi.....	29
5. Equipements et services.....	29
6. Les transports	31
6.1. Moyen de transport principal utilisé lors des déplacements domicile- travail	31
6.2. Les infrastructures	31
6.3. Inventaire des capacités de stationnement	37
LE CADRE ENVIRONNEMENTAL	39
7. Le contexte hydrographique.....	41
7.1. Le relief	41

7.2.	Les cours d'eau et leur ripisylve.....	41
7.3.	La nappe phréatique.....	43
7.4.	Les zones humides.....	44
7.5.	L'analyse sur un secteur particulier.....	48
7.6.	Les zones inondables.....	51
7.7.	Le risque de remontées de nappe.....	52
8.	Le contexte géologique et pédologique.....	53
8.1.	Le sous-sol.....	53
8.2.	L'héritage de l'exploitation minière.....	53
8.3.	Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF).....	55
8.4.	Les sites potentiellement pollués.....	57
8.5.	Les propriétés des sols.....	57
8.6.	Mouvements liés aux activités minières.....	59
9.	Les espaces agricoles et naturels.....	62
9.1.	Les champs.....	62
9.2.	Les vergers et autres petites formations boisées.....	64
9.3.	La forêt.....	65
9.4.	Les contraintes supra-communales.....	66
9.4.1.	Le crapaud vert.....	66
9.4.2.	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).....	68
9.4.3.	La trame verte et bleue du SCoT.....	70
10.	La gestion actuelle des ressources et risques.....	72
10.1.	L'eau potable.....	72
10.2.	Les eaux usées.....	73
10.3.	Les déchets.....	75
10.4.	La sismicité.....	75
10.5.	Le transport de matières dangereuses.....	76
10.6.	Le SDAGE et les SAGE.....	78
10.7.	Le PGRI.....	78
10.8.	Les centrales photovoltaïques.....	79
LE DEVELOPPEMENT URBAIN.....	83	
11.	Le village historique.....	85
11.1.	Mixité de l'habitat et des fonctions.....	85
11.2.	Le patrimoine ancien.....	86
11.3.	La morphologie urbaine.....	88

12. Les extensions depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle	93
13. L'opération d'extension en cours.....	95
13.1. Une première phase avec le lotissement la « roselière »	95
13.2. Le champ des oiseaux.....	98
14. Les cités Alex	100
15. Le patrimoine plus récent le long de la RD429.....	103
16. Les voies en impasse.....	106
17. Les entrées dans le village	111
17.1. Par la RD 429 ou route de Mulhouse	111
17.2. Par le village ancien.....	112
18. Le paysage du bassin potassique.....	114

AVANT-PROPOS

Par délibération en date du 18 décembre 2015, le Conseil Municipal de Feldkirch a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols approuvé le 10 septembre 1993, et sa transformation en PLU.

Après examen au cas par cas, sur décision de la mission régionale de l'autorité environnementale, le présent dossier de PLU est soumis à évaluation environnementale.

Par ailleurs, la commune n'ayant pas souhaité s'inscrire dans la nouvelle structure du règlement, c'est l'article R 123-2-1 (ancien) du Code de l'Urbanisme qui s'applique encore et précise le contenu du rapport de présentation.

Ainsi, lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 (ancien) et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2 (ancien). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement

afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

La prise en compte de l'avis des Personnes Publiques Associées et des observations de l'enquête publique sur le PLU arrêté a donné lieu à quelques changements pour le dossier du PLU approuvé.

Ils ont porté sur :

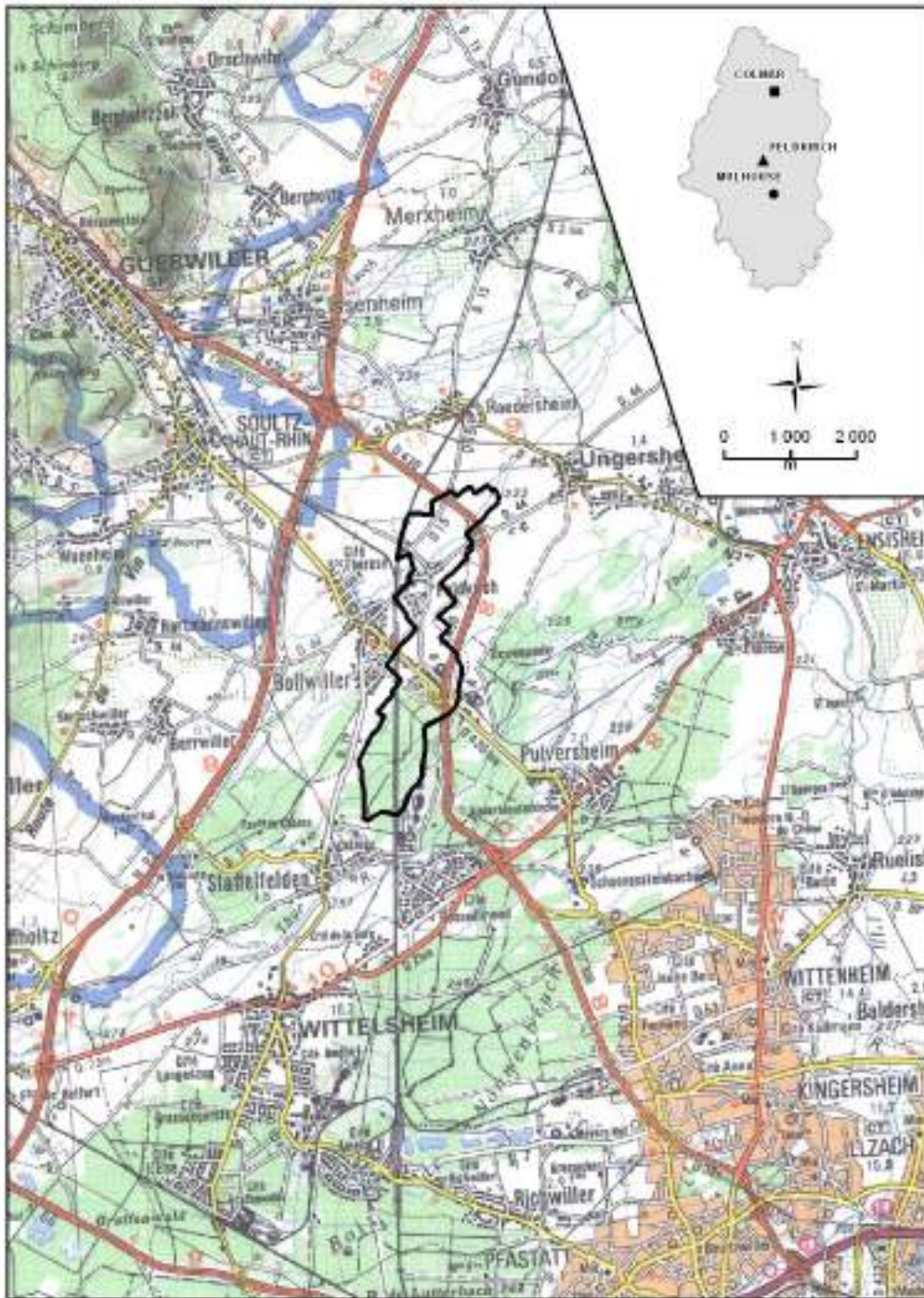
- des compléments, notamment la prise en compte des zones humides du SAGE de la Lauch approuvé après l'arrêt du PLU, l'ajout de conditions d'implantations d'annexes aux constructions isolées en zones agricole et naturelle, la délimitation d'un secteur spécifique, au sein de l'espace agricole, pour la réalisation de la nouvelle station d'épuration, la prise en compte du crapaud vert et de l'atlas des paysages d'Alsace, les conditions de réalisation de la future piste cyclable permettant de relier le lotissement en cours d'aménagement à la gare de Bollwiller ;
- des actualisations, notamment pour l'état d'avancement du projet de nouvelle station d'épuration ;
- la suppression de la possibilité de développer des activités commerciales ou touristiques sur le site de l'exploitation agricole existante (classée comme Installation classée pour le Protection de l'Environnement) ;
- des précisions, entre autres pour le phasage de l'urbanisation du lotissement en cours d'aménagement, le gabarit des constructions existantes dans les STECAL¹ de la zone naturelle, les conditions de compatibilité du PLU avec le SCoT² de la région mulhousienne, les conditions d'implantation des établissements dans la zone d'activités, les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain dans le PADD³, ...

¹ Secteurs de Taille et de Capacité Limitées

² Schéma de Cohérence Territoriale

³ Projet d'Aménagement et de Développement Durables

LES DONNEES SOCIO-ECONOMIQUES



Sources : SCAN 100 © IGN France 1997 BD CARTO © IGN France 1996

01/01/2013	Commune de Feldkirch	Poids dans la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (M2a) (périètre 2016)	Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (M2a) (périètre 2016)	Département du Haut-Rhin
Superficie (km ²)	4,21	1,2%	346	3 525
Population	937	0,4%	266 518	758 723
Population active de 15 ans ou plus	471	0,4%	122 981	368 073
Logements	407	0,3%	127 990	364 334

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation principale

Le village est scindé en deux entités : le village ancien et ses extensions récentes et le secteur des cités minières.

Les quartiers miniers sont coupés par la RD429, axe très chargé.

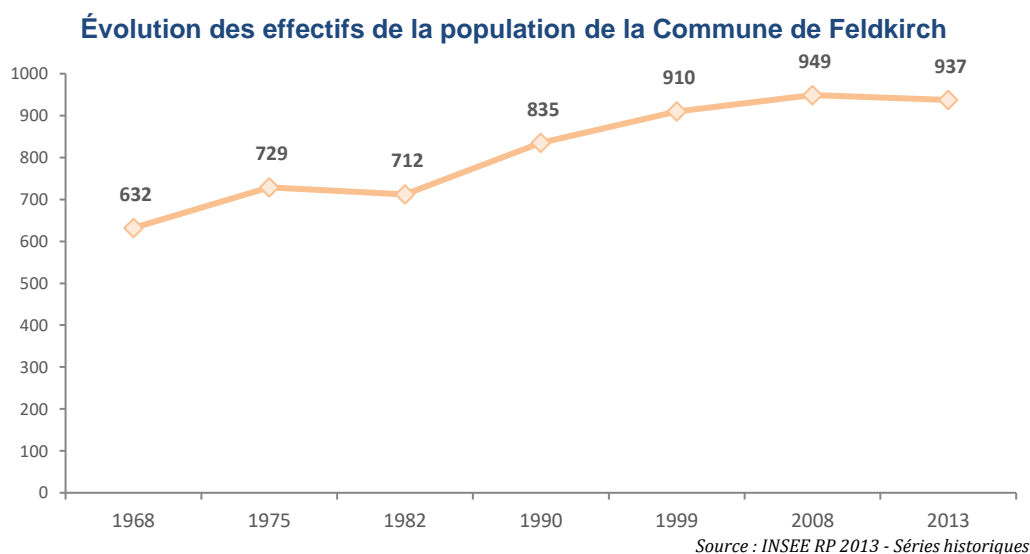
Le développement se concentrera donc surtout au niveau du nord du village.

En effet le secteur minier a plutôt vocation à être protégé et les réseaux datant de l'activité minière sont dimensionnés pour les cités minières.

De plus la biodiversité est très riche à proximité de la forêt.

1. La population : 937 habitants en 2013

1.1. Evolution démographique : une croissance continue entre 1982 et 2008



Tout au long du 19^{ème} siècle, Feldkirch est un village qui ne dépasse pas les 450 habitants, et en compte encore moins de 550 toute la première moitié du 20^{ème} siècle (529 habitants en 1954).

Puis la population s'accroît de 37,8 % de 1954 à 1975.

Après une pause de 1975 à 1982, la croissance reprend, de façon continue jusqu'en 2011. De 1982 à 2011, la commune s'étoffe de 244 habitants (+ 34,3 %).

Au cours de cette période, comme en attestent les données présentées, c'est entre 1982 et 1990 que le rythme de croissance a été le plus élevé (+ 2 % par an), pour diminuer ensuite et arriver à une croissance faible, notamment de 1999 à 2006 (+ 0,2 % par an, et + 0,7 % par an de 2006 à 2011).

Une augmentation de population est due à la réalisation d'un lotissement communal à partir des années 90.

En 2010 s'est implanté un autre lotissement, rue du peuplier.

La population communale est estimée à 937 habitants en 2013.

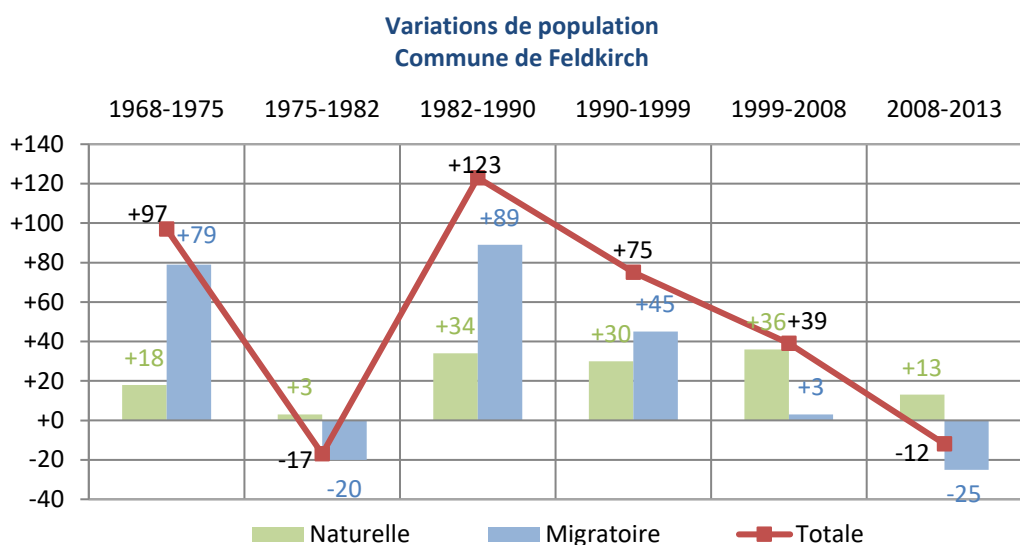
Elle est donc dans une tendance à la baisse.

	Période	Variation brute	Taux de variation annuel moyen	Dû au Solde migratoire	Dû au solde naturel
Commune de Feldkirch	1968-1975	97	2,06%	1,68%	0,38%
	1975-1982	-17	-0,34%	-0,40%	0,06%
	1982-1990	123	2,01%	1,46%	0,56%
	1990-1999	75	0,96%	0,58%	0,38%
	1999-2008	39	0,47%	0,04%	0,43%
	2008-2013	-12	-0,25%	-0,53%	0,28%
Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2a) (périmètre 2016)	1968-1975	22 519	1,43%	0,74%	0,69%
	1975-1982	3 897	0,23%	-0,39%	0,63%
	1982-1990	4 976	0,25%	-0,43%	0,69%
	1990-1999	8 160	0,36%	-0,21%	0,57%
	1999-2008	7 394	0,32%	-0,27%	0,58%
	2008-2013	4 130	0,31%	-0,24%	0,56%
SCOT de la Région Mulhousienne (périmètre 2014)	1968-1975	23 337	1,45%	0,75%	0,70%
	1975-1982	4 745	0,28%	-0,35%	0,63%
	1982-1990	4 850	0,24%	-0,44%	0,69%
	1990-1999	8 232	0,36%	-0,21%	0,57%
	1999-2008	7 960	0,33%	-0,24%	0,58%
	2008-2013	4 364	0,32%	-0,23%	0,55%
Département du Haut-Rhin	1968-1975	50 191	1,18%	0,68%	0,50%
	1975-1982	15 163	0,34%	-0,05%	0,39%
	1982-1990	20 947	0,40%	-0,08%	0,48%
	1990-1999	36 706	0,59%	0,15%	0,45%
	1999-2008	38 047	0,58%	0,14%	0,45%
	2008-2013	12 651	0,34%	-0,06%	0,39%

Source : INSEE RP 2013 - Séries historiques

La commune de Feldkirch, par rapport aux entités de comparaison, est la seule à présenter un taux de variation annuel moyen négatif entre 2008 et 2013. Celui de la commune voisine et contiguë de Bollwiller est bien supérieur (+1,16 % par an).

1.2. Composantes de l'évolution démographique : les apports migratoires comme élément moteur



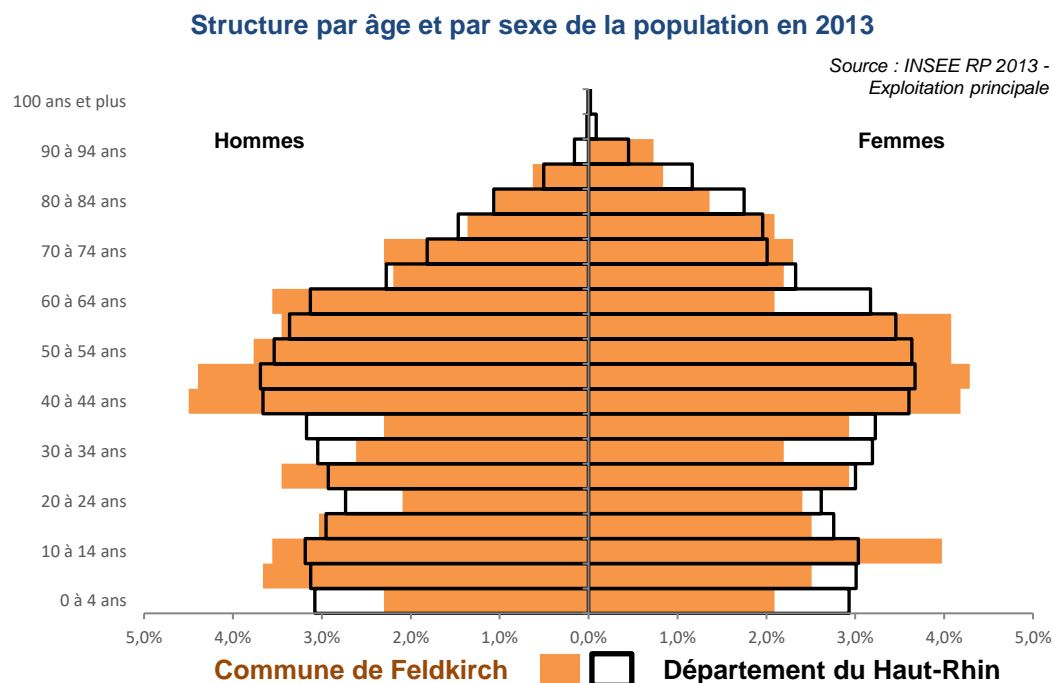
Les phases de croissance démographique ont toujours eu pour moteur à Feldkirch les apports migratoires, conséquents entre 1968 et 1975, et entre 1982 et 1990.

Au contraire, le ralentissement après 1999 s'explique par un tassement des gains migratoires, une perte étant même enregistrée entre 2008 et 2013, les seuls apports naturels ne suffisant pas à assurer une croissance.

A souligner que la situation est différente à Bollwiller, avec des pertes migratoires de 1999 à 2008, mais des gains importants de 2008 à 2013.

1.3. Structure par âge

1.3.1. Structure par âge et indice de vieillissement en 2013



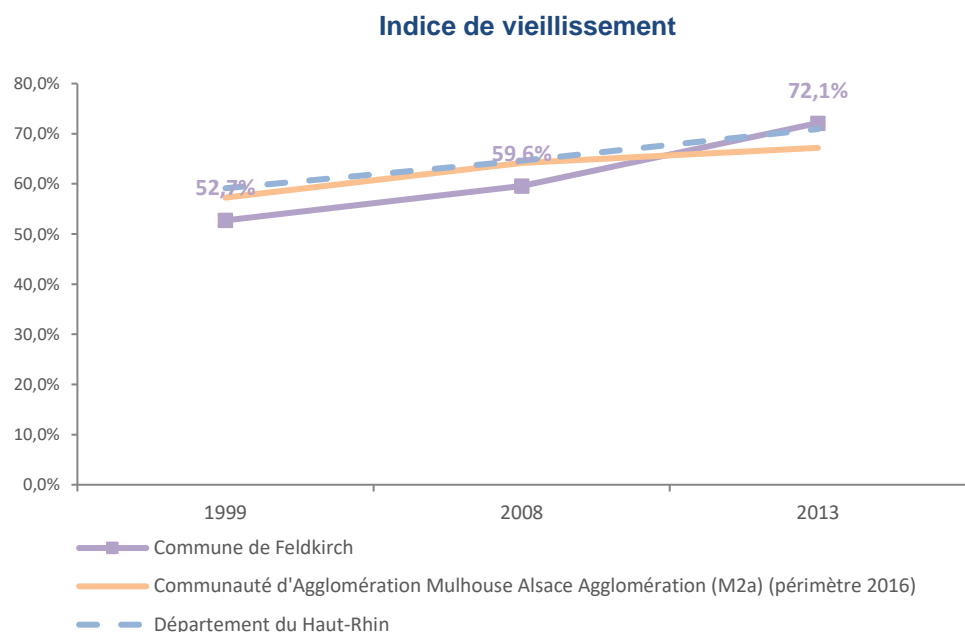
Par rapport à la référence départementale, la structure par âge de la population de Feldkirch présente les spécificités suivantes :

- Une nette sous-représentation des tranches d'âge inférieures à 40 ans (ceci à quelques exceptions près, comme les enfants et jeunes de 5 à 14 ans pour les garçons, 10 à 14 ans pour les filles,...) ;
- Une sur-représentation toute aussi nette des classes supérieures à 40 ans, en particulier celles entre 40 et 59 ans.
Au-delà de 64 ans, la répartition est plus proche de la moyenne départementale.

Le surcroît du nombre d'habitants de 40 à 60 ans est à rapprocher des apports migratoires précédemment observés, dans le passé, notamment de 1982 à 1999.

Avec globalement moins de classes jeunes et plus de classes d'âge supérieures à 40 ans, la population de Feldkirch présente une structure plus âgée que la population départementale.

De fait, l'indice de vieillissement ⁽¹⁾ est très légèrement plus élevé que celui du département en 2013 (0,721 pour 0,709 pour le Haut-Rhin). Il s'est de plus nettement accru depuis 1999.

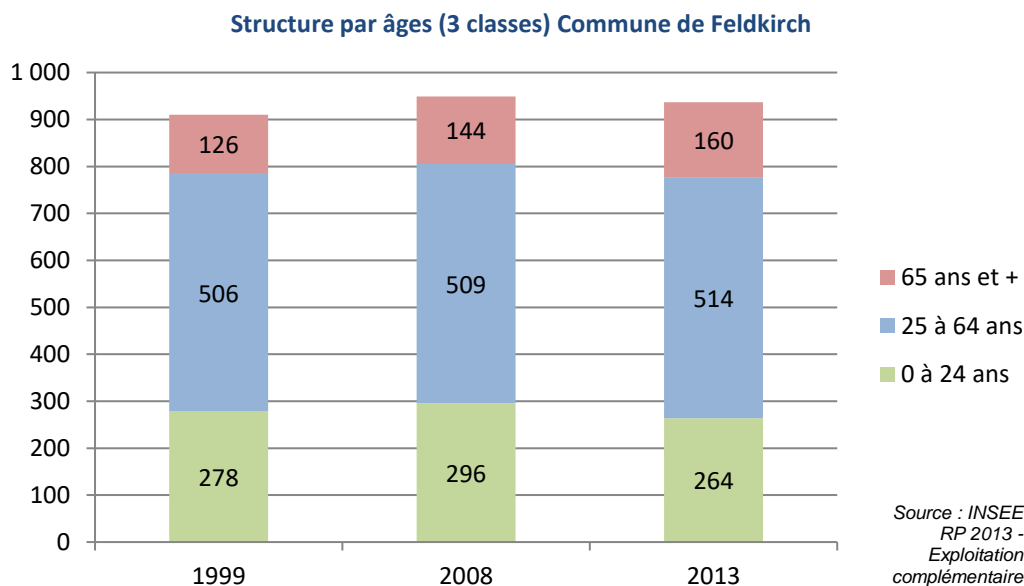


La comparaison avec les entités de référence locales s'établit ainsi :

	Indice de vieillissement 2013
Feldkirch	0,721
Bollwiller	0,685
Communauté d'Agglomération m2A	0,672
SCOT de la région mulhousienne (périmètre 2014)	0,672

⁽¹⁾ L'indice de vieillissement est le rapport entre la population de 65 ans ou plus, et la population de moins de 20 ans

1.3.2. Evolution de la structure par âge



- L'évolution de la répartition en 3 grandes classes d'âge, de 1999 à 2013, fait ressortir surtout une **accentuation du poids de la tranche d'âge supérieure ou égale à 65 ans**. Cette dernière est en effet passée de 13,85 % de la population totale en 1999 et n'a cessé d'augmenter pour atteindre 17 % en 2013 (Bollwiller 17 %). Ses effectifs se sont accrus de 27 % de 1999 à 2013, pendant que la population totale augmentait de 3 %.
- La part de la tranche médiane 25/64 ans est par contre restée relativement stable dans une tendance légère à la baisse, de 55,6 % de la population totale en 1999, à 54,8 % en 2013.
- **C'est la part des jeunes de moins de 25 ans qui a le plus régressé**, passant de 30,5 % de l'ensemble en 1999, à 28,14 % en 2013. En valeurs absolues, le nombre de jeunes de moins de 25 ans n'a pas beaucoup bougé dans la commune, de 1999 à 2013. Il a connu un pic en 2008.

De cette situation, résulte logiquement un taux de dépendance économique⁽¹⁾ à la hausse de 1999 à 2013 (+ 6 points).

⁽¹⁾ le taux de dépendance économique est le rapport entre la population de 65 ans et plus et celle des personnes de 15 à 64 ans (en âge de travailler)

2. Les ménages et le logement

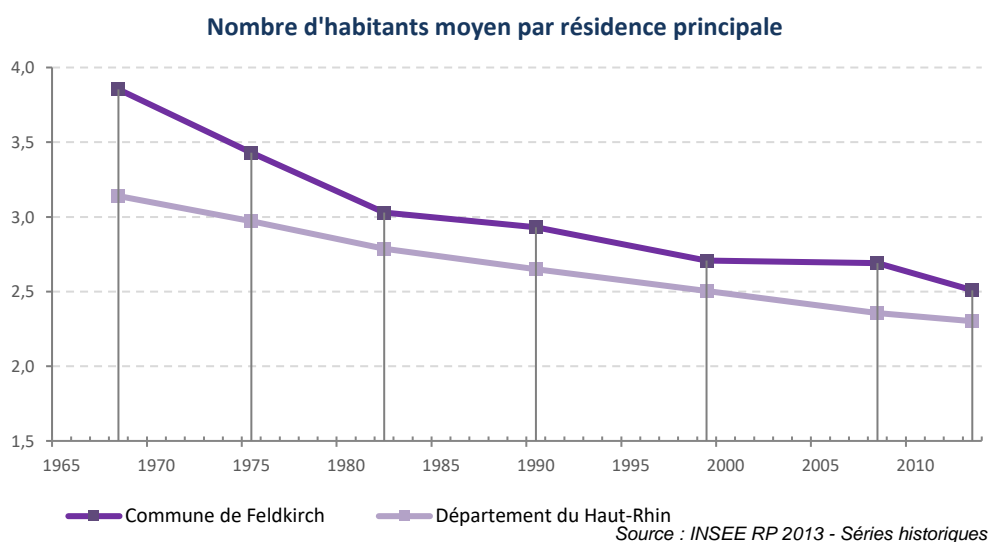
2.1. Evolution de la taille des ménages

L'évolution des ménages (nombre et type) conditionne les besoins en matière d'habitat.

Alors que la population de Feldkirch augmentait de 31,6 % entre 1982 et 2013, le nombre de ménages, donc également de résidences principales, augmentait lui de plus de 58,72 %.

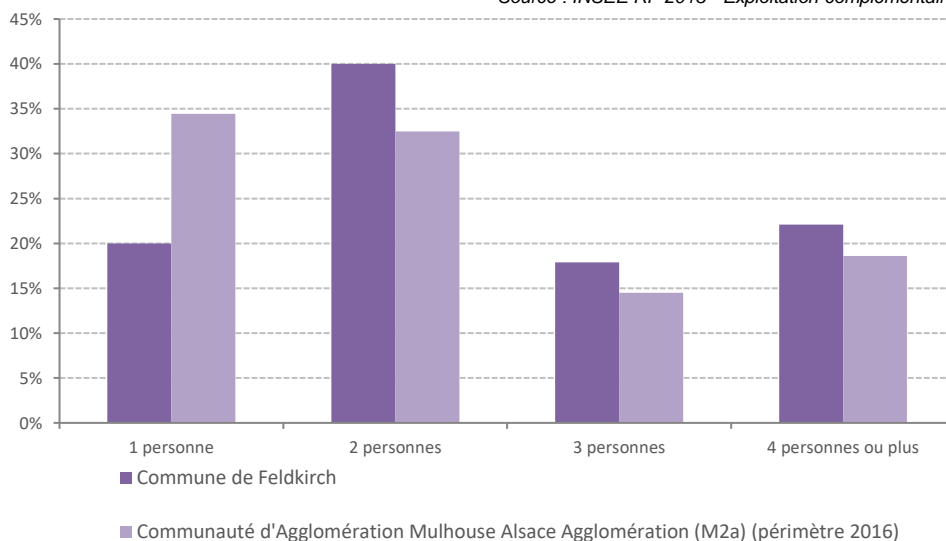
Ce phénomène, qui n'est pas spécifique à Feldkirch, est lié à une réduction de la taille des ménages.

C'est l'effet combiné de l'augmentation des familles monoparentales, de la réduction du nombre d'enfants et de l'allongement de la vie qui réduit la taille des ménages : comme dans l'ensemble du département, le nombre moyen de personnes par ménage diminue, passant à Feldkirch de 3,9 personnes en 1968 à 2,5 personnes en 2013.



Répartition des ménages selon leurs tailles

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation complémentaire

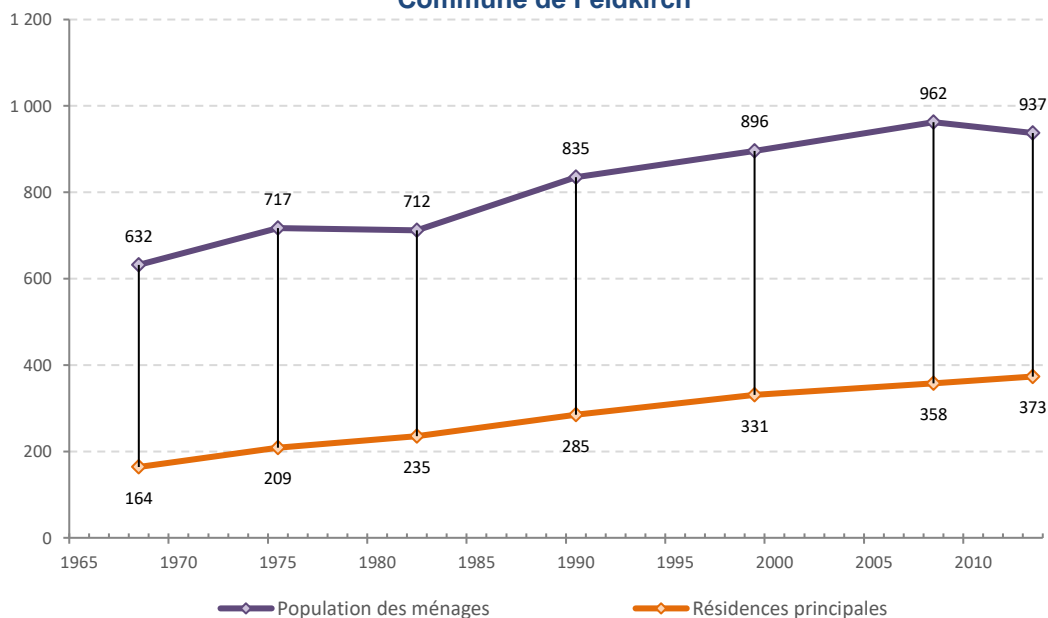


Le graphique ci-dessus vient appuyer les observations précédentes, en soulignant la très forte représentation des ménages de 2 personnes, qui à eux seuls constituent 40 % de l'ensemble.

Au total les ménages de 1 et 2 personnes représentent 60 % des ménages de la commune.

2.2. Le parc de logements

Evolutions comparées de la population et des résidences principales Commune de Feldkirch



Source : INSEE RP 2013 - Séries historiques

L'évolution comparée de la population et des résidences principales confirme la tendance au desserrement des ménages, qui est une réalité sensible dans la commune, avec une progression du nombre d'habitants moins rapide que celle des résidences principales (pour rappel, de 1982 à 2013, + 32 % pour + 59 %). De 2008 à 2013 la population baisse alors que le nombre de résidences principales continue à augmenter.

Evolution du parc de logements et sa composition

	Nombre de logements	Résidences principales	Résidence secondaires	Logements vacants
1968	177	164	0	13
1975	219	209	3	7
1982	252	235	3	14
1990	295	285	1	9
1999	355	331	4	20
2006	364	348	1	15
2013	407	373	2	31

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation principale

En 2013, sont recensés à Feldkirch, 407 logements, dont 373 résidences principales, 2 résidences secondaires, et 31 logements vacants.

Le taux de logements vacants est ainsi de 7,62 % (département 8,8 %, EPCI (m2A), 10,2 %, Bollwiller 9,1 %).

Les logements vacants sont au nombre de 31 en 2013, chiffre le plus élevé depuis 1968, et en doublement par rapport à 2006.

Parmi ces derniers toutefois on comptait des logements non terminés.

En 2016 on n'enregistre que 20 logements vacants.

De 1968 à 2013, le nombre total de logements a été multiplié par 2,3.

Nombre de pièces des logements

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces ou plus	Total
Feldkirch	17	10	53	73	254	407
CA Mulhouse Alsace Agglomération (m2a)	7 056	16 866	32 063	32 282	39 722	127 990

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation complémentaire

En 2013, l'habitat de Feldkirch est composé à 85,5 % de maisons individuelles, et à 14,25 % seulement d'appartements.

De cette configuration résulte logiquement une prédominance des logements spacieux, comportant 5 pièces ou plus. Ces derniers représentent à eux seuls 62 % du parc.

Très loin derrière en seconde position, les 4 pièces représentent 18 % du parc (3 pièces 13 %, 2 pièces 2 %, 1 pièce 4 %).

En 2011, les maisons comptaient majoritairement 5 pièces ou plus (à 72 %), les appartements majoritairement 3 pièces (à 40,7 %).

A souligner cette distorsion importante entre la structure des ménages et l'offre en logements : alors que 60 % des ménages sont composés d'une ou deux personnes, l'offre en logements sur la commune est composée à 62 % de logements comportant 5 pièces ou plus.

A titre de comparaison, à Bollwiller, cette distorsion n'est pas présente de la même façon, essentiellement en raison d'un parc collectif plus important (60 % aussi de ménages d'une ou deux personnes, mais 43 % seulement de logements de 5 pièces ou plus et 25 % de 4 pièces, 24 % de 3 pièces, etc....).

Année de construction des logements

Période de construction des logements	Avant 1919	1919 à 1945	1946 à 1970	1971 à 1990	1991 à 2005	2006 à 2010	Total
Feldkirch	26	56	76	106	71	38	373
CA Mulhouse Alsace Agglomération (m2a)	11 808	17 669	31 095	28 623	16 999	6 182	112 375
SCOT de la Région Mulhousienne	11 988	17 817	31 655	29 624	17 696	6 444	115 224
Haut-Rhin	40 354	39 288	72 678	85 020	56 841	21 533	315 715

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation complémentaire

Si la moitié du parc de logements de Feldkirch a été construite entre 1946 et 1990 (49 %), le parc ancien antérieur à 1946 représente 22% des logements, tandis que près de 30% concernent des logements récents construits entre 1991 et 2010, soit en moins de 20 ans.

Statut d'occupation des résidences principales en 2013

	Résidences principales	Habitées par les propriétaires	En location sur le marché privé	En location sur le marché public	Habitées gratuitement
Feldkirch	373	301	62	3	8
CA Mulhouse Alsace Agglomération (m2a)	114 223	61 418	32 132	18 526	2 147
SCOT de la Région Mulhousienne	117 201	63 625	32 601	18 780	2 195
Haut-Rhin	322 603	195 027	78 053	42 885	6 639

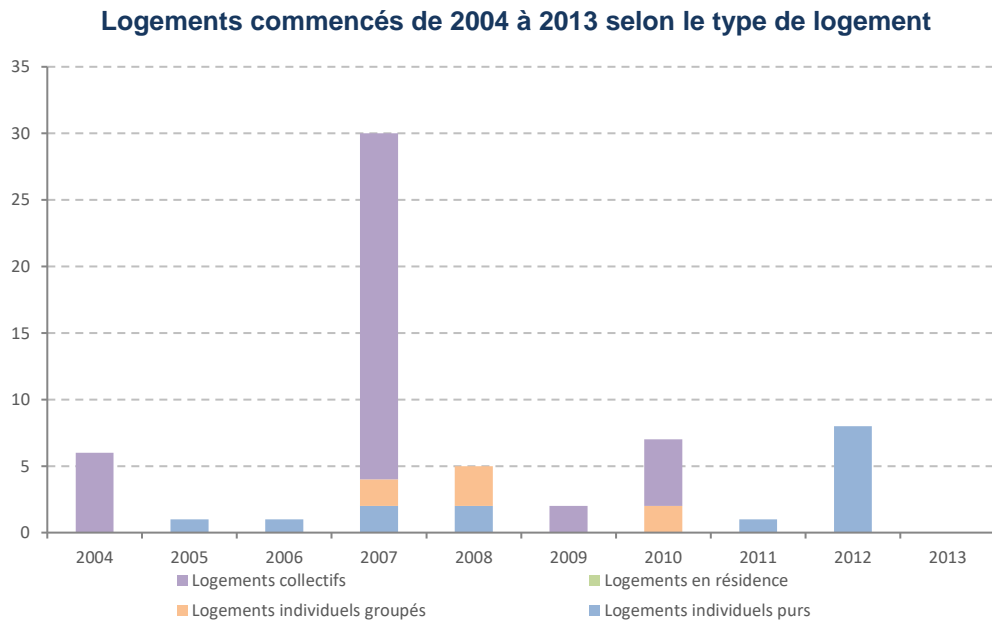
Source : INSEE RP 2013 - Exploitation principale

Le parc de Feldkirch est occupé à 80,6 % par des propriétaires, et à 17,43 % par des locataires (pour rappel, 14,25 % de logements collectifs).

Le taux de logements occupés en propriété est le plus élevé parmi les entités de comparaison ; à Bollwiller il est de 67,5 %, 53,8% pour la m2a, 54,3% pour le SCOT, 60,5% pour le département.

En 2019, on compte 7 logements sociaux, dont le bailleur est m2A habitat.

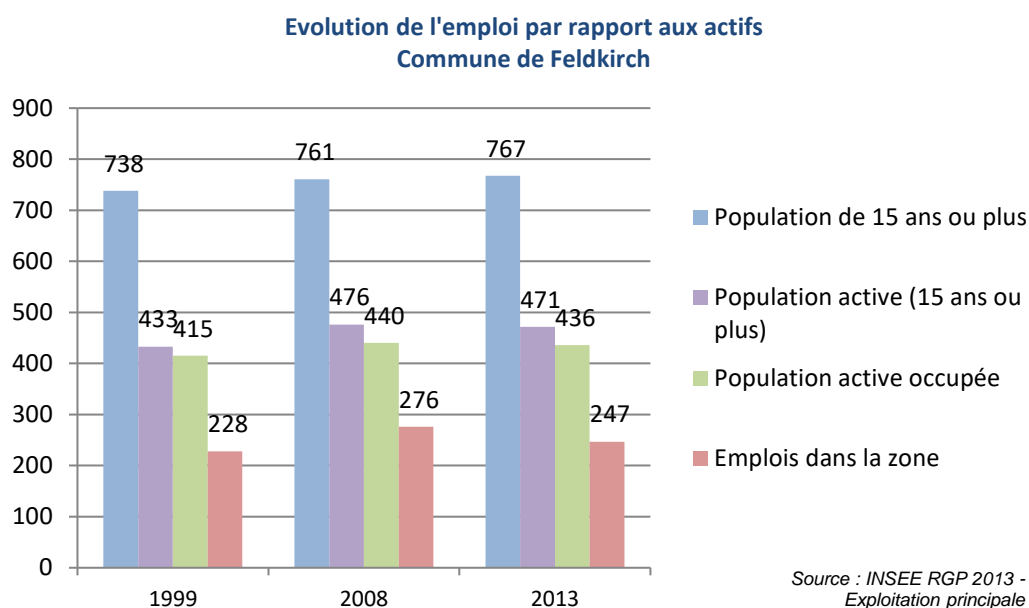
La construction neuve : 61 logements commencés de 2004 à 2013



Sur la période 2004-2013, le nombre de logements commencés a atteint 61 unités, soit un rythme moyen de plus de 6 logements neufs par an (Bollwiller 27,5/an).

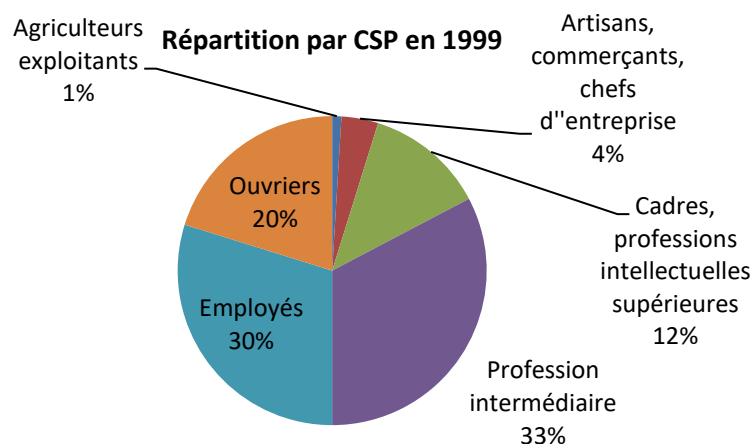
3. Les actifs au lieu de résidence

3.1. Population active résidente : 471 actifs en 2013

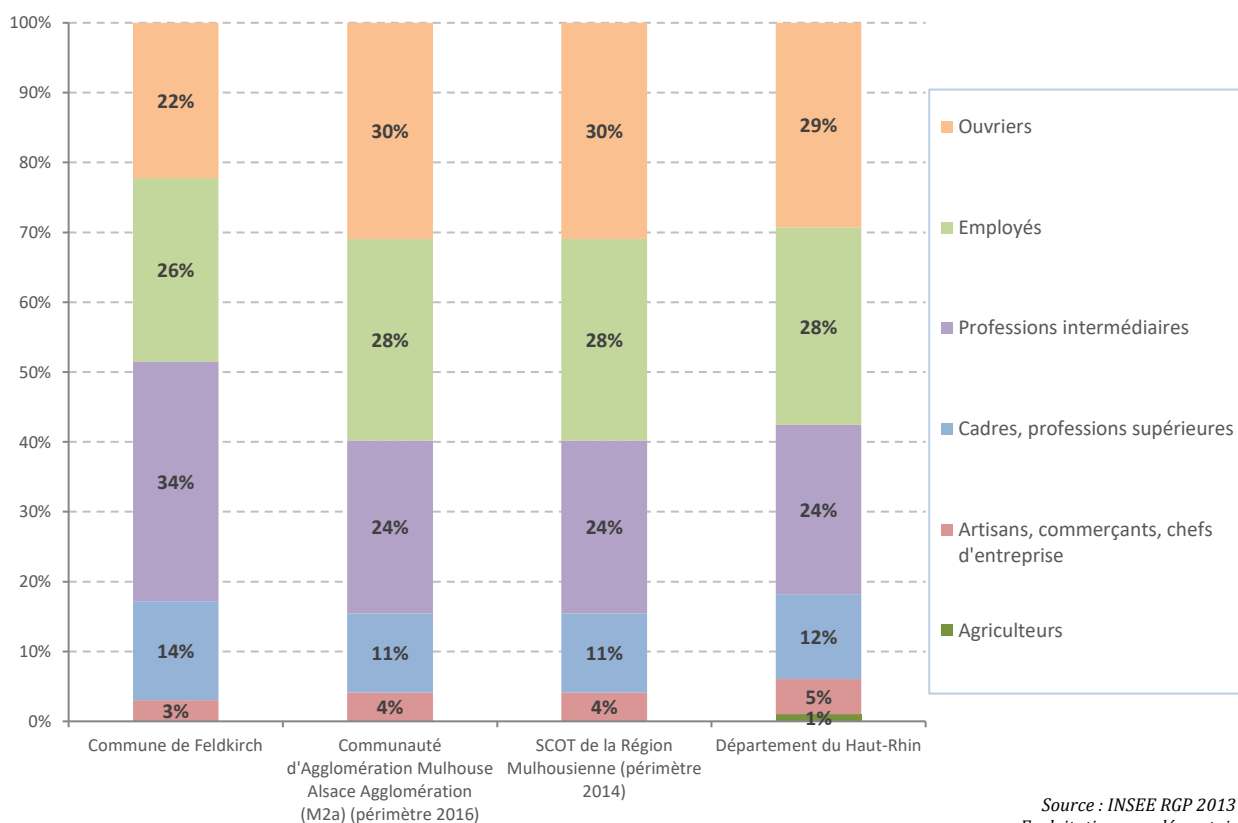


- La population active de la commune compte 471 actifs en 2013, soit un accroissement modéré depuis 1999 (+ 8,9 %), un peu plus élevé que celui de la population totale (+ 3 %).
- La part de la population active est de 50,27 % en 2013, en augmentation par rapport à 1999 (47,58 %), (département 47,28 %, EPCI 46,27 %, Bollwiller 45,35 %, en 2013).
- Le taux d'activité est de 61,41 % (rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population des 15 ans ou plus). Il est en baisse (62,55 %) par rapport à 2008 (m2A et SCOT 58 %).

3.2. Répartition socio-professionnelle de la population active



Répartition de la population active selon les CSP en 2013



Source : INSEE RGP 2013 - Exploitation complémentaire

En 1999 comme en 2013, les professions intermédiaires¹ et les employés représentent les plus grandes parts de la population active (respectivement 34 et 26 % en 2013).

Les ouvriers ne viennent qu'en 3^{ème} position, avec 22 % de l'ensemble en 2013. Leur part est en augmentation de 1999 à 2013, tout comme celles des professions intermédiaires et des cadres. La part des employés au contraire a diminué de 4 points.

¹ position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés + professions dans l'enseignement, la santé et le travail social ; parmi eux, les instituteurs, les infirmiers, les assistantes sociales, ...

3.3. Le chômage : 7,5 % en 2013

Commune de Feldkirch	1999	2008	2013
Nombre de chômeurs	18	36	35
Taux de chômage (au sens du RP)	4,2%	7,6%	7,5%
Taux de chômage des hommes	1,3%	7,4%	7,1%
Taux de chômage des femmes	7,8%	7,7%	7,9%
Part des femmes parmi les chômeurs	83,3%	48,6%	52,8%

Source : INSEE RP 2013 - Exploitation principale

En valeurs absolues, le nombre de chômeurs a doublé dans la commune, de 1999 à 2008, tandis que le taux de chômage progressait de 3,4 points. Il reste cependant en 2013 inférieur aux taux de toutes les entités de comparaison (Bollwiller 12,5 %, SCOT 17,7 %, EPCI 18 %, département 13,7 %).

La part des femmes parmi les chômeurs a beaucoup diminué, d'où une quasi stabilité du taux de chômage féminin de 1999 à 2013, alors que le taux de chômage masculin a été multiplié par 5,5. Néanmoins, le taux de chômage féminin était parti d'un niveau très élevé par rapport au taux de chômage masculin en 1999. C'est un ré-équilibre qui s'est produit entre 1999 et 2013.

Toutes ces évolutions sont cependant à relativiser au regard des faibles valeurs absolues dont il est question (18 chômeurs en 1999, 35 en 2013).

3.4. Lieux de travail des actifs de la commune

	1999	2008	2013
dans la commune de résidence	50	61	54
situé dans le département de résidence	324	341	342
situé dans un autre département de la région de résidence	3	4	4
situé dans une autre région en France métropolitaine	5	5	7
situé à l'étranger	33	29	29
Population active occupée totale	415	440	436

Source : INSEE, RP2013 - exploitation principale

➤ Situation en 2013

En 2013, sur les 436 actifs occupés recensés à Feldkirch, 54 soit 12,39 % occupent un emploi dans la commune.

78,44 % se rendent dans une autre commune du Haut-Rhin, et 6,65 % à l'étranger.

Parmi les flux vers une autre commune du Haut-Rhin, les flux les plus importants concernent Mulhouse et sa périphérie (aire du SCOT de la Région mulhousienne).

Il s'agit principalement et par ordre décroissant, de flux vers Mulhouse, Kingersheim, Bollwiller, Wittenheim, Sausheim, Ungersheim, Wittelsheim (flux de 11 à 3,7 % des actifs ayant un emploi).

La ville de Colmar ne draine que 2,8 % des actifs de la commune, tout comme Ensisheim et Pulversheim.

Les flux vers l'étranger sont quasi exclusivement orientés vers la Suisse.

➤ Evolution 1999-2013

La part des actifs travaillant sur place dans la commune est relativement stable, en baisse cependant de 2008 à 2013 (12 % en 1999, 13,86 % en 2008, 12,39 % en 2013). A Bollwiller cette part est de 12,85 %.

La part des actifs travaillant dans une autre commune du Haut-Rhin tourne autour de 78 % depuis 1999.

Le pourcentage de frontaliers est en baisse par rapport à 1999 (7,95 % en 1999, 6,59 % en 2008, 6,65 % en 2013). A Bollwiller les frontaliers représentent 6 % des actifs.

4. L'emploi au lieu de travail

4.1. Provenance des actifs travaillant dans la commune

Sont recensés 233 actifs au lieu de travail, en 2013.

Parmi eux, 20 % résident dans la commune, et 80 % viennent de l'extérieur.

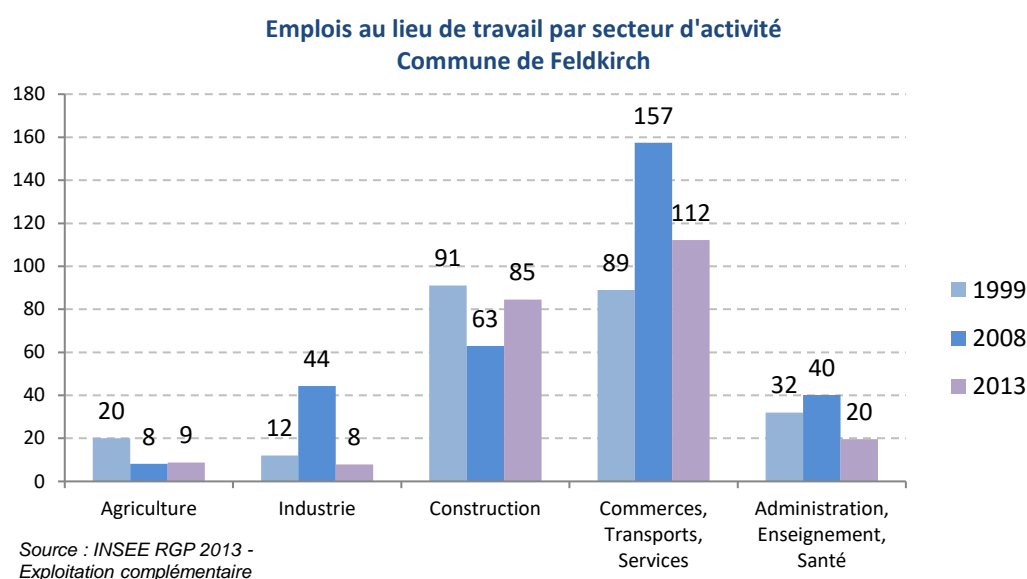
Les deux premiers flux d'entrée concernent presque à égalité les communes de Guebwiller et de Bollwiller. Vient ensuite Wuenheim.

Guebwiller et Bollwiller fournissent ensemble près de 20 % des flux entrants, les 3 communes précitées, 26 %.

4.2. Evolution des emplois, globale et par branche

La commune de Feldkirch a été concernée par l'activité minière au début du 20^{ème} siècle, et a vu se forer sur son territoire le puits "Alex" (1913) aujourd'hui désaffecté.

Ce puits a fermé. Depuis 1975, des entreprises se sont installées sur l'ancien carreau de la mine Alex. Une des premières et plus importantes est l'entreprise de construction HOLDER.



➤ Evolution globale

L'INSEE¹ recense 234² emplois sur place en 2013, dont par ordre décroissant :

- 47,86 % dans le secteur des commerces, transports et services,
- 36,32 % dans la construction,
- 8,55 % dans l'administration/enseignement/santé,
- 3,85 % dans l'agriculture.
- 3,42% dans l'industrie,

¹ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

² La différence avec le §4.1. provient d'une différence de sources

Le nombre d'emplois en 2013 est proche de celui de 1999, après une augmentation momentanée en 2008 (244 emplois en 1999, 312 en 2008, 234 en 2013).

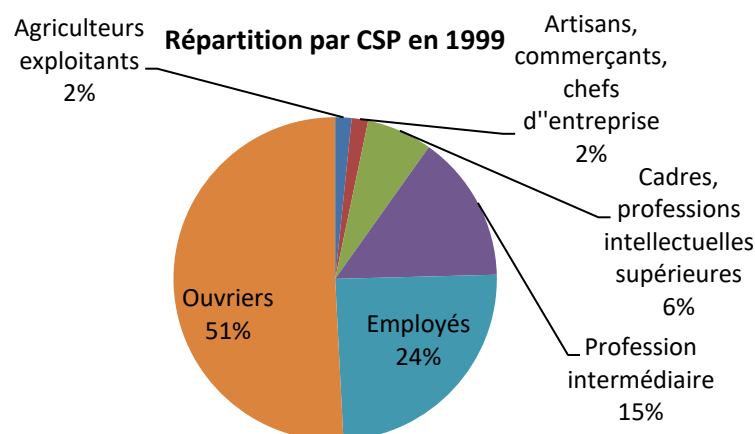
➤ Evolution par branche

En valeurs absolues, conformément à l'évolution globale, 3 branches ont vu le nombre d'emplois s'accroître de 1999 à 2008, avant de diminuer de 2008 à 2013. C'est le cas pour :

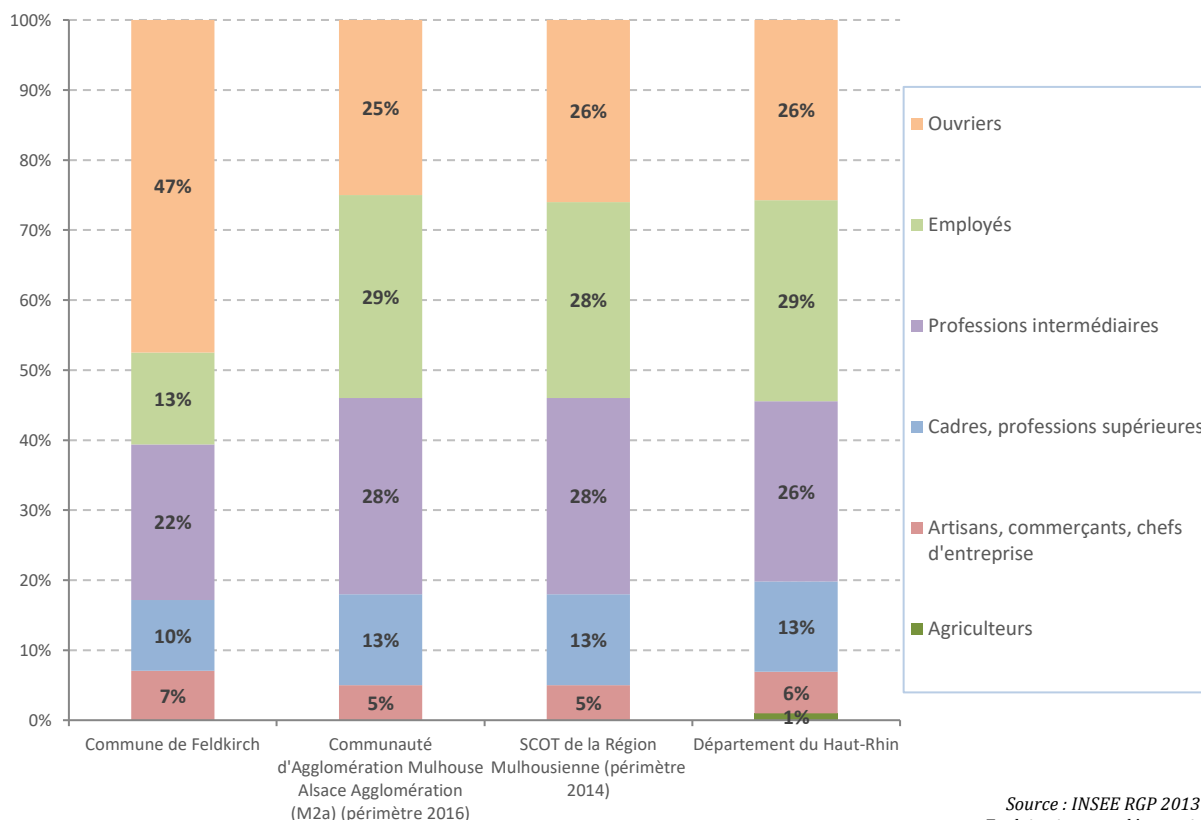
- L'industrie
- Les commerces, transports et services
- L'administration-enseignement-santé dans une moindre mesure (relative stabilité de 1999 à 2008).

L'agriculture a vu chuter ses emplois entre 1999 et 2008, de même que le secteur de la construction en dépit d'une reprise de 2008 à 2013.

4.3. Répartition socio-professionnelle des emplois et évolution



Répartition des emplois au lieu de travail selon les CSP en 2013



Les emplois offerts à Feldkirch en 2013 sont pour un peu moins de moitié des emplois d'ouvriers, et à 22 % des professions intermédiaires.

La part des emplois ouvriers a régressé depuis 1999, ainsi que celle des emplois d'employés. Le nombre et la part des emplois dans les professions intermédiaires ont par contre fortement augmenté ; se sont accrus aussi les emplois d'artisans - commerçants - chefs d'entreprise.

Les emplois agricoles ont totalement disparu en 2013 dans ce type de sources.

4.4. Le secteur agricole

En 1975, l'agriculture occupait encore une partie importante de la population active au lieu de travail, avec 14 % des emplois sur place.

L'évolution de l'agriculture est caractérisée par une forte régression du nombre d'exploitants, depuis le milieu du 20^{ème} siècle (28 exploitations en 1955, 8 en 1988, 4 en 2010).

Stable jusqu'en 1988, la SAU (Surface Agricole Utilisée) chute également depuis, passant de 274 ha en 1988 à 185 ha 2010.

Le cheptel a été divisé par 4 sur la même période, tandis que les superficies labourables ont diminué de 32 %.

	1988	2000	2010
Orientation technico-économique de la commune	-	Polyculture et polyélevage	Viticulture (appellation et autre)
Nombre d'exploitations agricoles	8	6	4
Travail dans les exploitations agricoles (en UTA)	15	9	7
Surface agricole utilisée (en ha)	274	215	185
Cheptel (en UGBTA)	162	131	42
Superficie en terres labourables (en ha)	256	194	173
Superficie en cultures permanentes (en ha)	10	9	nc
Superficie toujours en herbe	7	12	nc

nc : données soumises au secret statistique ou non disponible

Source : RGA 2010 - Principaux résultats

La production qui existe encore est tournée vers la culture céréalière et notamment le maïs.

Encore bien présent en 1989 et 2000, l'élevage est devenu marginal.

A noter que Feldkirch possède aussi une importante tradition d'arboriculture et d'exploitation de pépinière, avec la commune voisine de Bollwiller.

A Feldkirch, comme ailleurs, si la SAU est en baisse régulière depuis les années 1980, ce constat est en partie lié à la progression des aménagements toutes catégories confondues (habitats, activités, équipements, voiries).

La recherche de densification et la limitation de l'étalement urbain doivent permettre un ralentissement de cette perte de foncier à vocation agricole.

L'agriculture actuelle est en pleine mutation avec le développement de petits ateliers complémentaires à l'activité céréalière (maraîchage, petits ateliers d'élevage avec valorisation des productions en vente directe), permettant l'installation de nouvelles personnes en agriculture, ou support de développement d'emplois salariés.

Les exploitations agricoles de Feldkirch n'échappent pas à cette tendance ; en effet, elles ont déjà mis en œuvre des activités de transformation et vente directe, et/ou de service.

En 2017 on recense les établissements suivants à Feldkirch :

- EARL MISLIN et FILS Installation Classée pour la Protection de l'Environnement générant un périmètre de recul de 100 mètres autour de ses installations.

Un principe de réciprocité s'applique pour ce recul. Il est défini par l'article L111-3 du code rural et de la pêche maritime : « Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes ».

- EARL MOYSES BIO
- EARL PEPINIERES HOLDER et société d'entretien d'espaces verts
- SARL HERRISE CHARLES
- SARL HOLDERVERT

4.5. Indice de concentration de l'emploi

Indicateur de concentration de l'emploi ¹ de Feldkirch	
1999	55
2006	54
2011	58
2013	57

L'indice de concentration de l'emploi se maintient bien depuis 1999. Néanmoins, largement inférieur à 100, il indique que les actifs occupés sont nettement supérieurs en nombre aux emplois offerts et que Feldkirch est d'abord aujourd'hui une commune résidentielle. Cette faiblesse sur le plan de l'emploi est compensée par la proximité du bassin d'emplois de l'agglomération mulhousienne.

5. Equipements et services

Si la commune de Feldkirch compte quelques entreprises industrielles et artisanales, les commerces de proximité sont rares, et présents essentiellement à Bollwiller.

Services recensés dans la base permanente des équipements

	Nombre d'équipements
Entreprises artisanales	
Réparation automobile et de matériel agricole	3
Maçon	2
Plâtrier, peintre	1
Menuisier, charpentier, serrurier	1
Plombier, couvreur, chauffagiste	2
Électricien	1
Entreprise générale du bâtiment	1
Commerces et services de proximité	
Agence de travail temporaire	2
Restaurant	1
Taxi	2
Equipements scolaires	
École primaire	1
Périscolaire	1
Santé	
Centre de santé	1
Infirmier	1
Equipements sportifs	
Terrains de grands jeux	2

¹ L'indicateur de concentration de l'emploi désigne le rapport entre le nombre d'emplois offerts dans une commune, et les actifs ayant un emploi qui résident dans la commune (nombre d'emplois dans la commune, pour 100 actifs occupés et résidant dans la commune).

Plate-forme de pétanque	1
Espace de jeux pour petits	1
Skate park	1

Source : INSEE BPE 2013

La commune compte d'autre part une salle des fêtes associative, une salle polyvalente à proximité immédiate de la mairie, un bâtiment communal partagé comprenant une salle socio-culturelle (salle « des chênes »), un club house pour le club de football, et la caserne des pompiers.

Un groupe scolaire dessert la population scolaire, avec un effectif de 86 élèves en 2019-2020 (dont 25% d'élèves en dérogation).

Il existe également une structure périscolaire.

C'est ensuite le collège de Soultz qui dessert la commune, puis le lycée Théodore Deck de Guebwiller pour l'entrée en classe de seconde.

6. Les transports

6.1. Moyen de transport principal utilisé lors des déplacements domicile-travail

	Voitures, camions	Deux roues	Transport en commun	Marche à pied	Sans transport
RP 2013					
Commune de Feldkirch	85,3%	3,7%	5,5%	1,8%	3,7%
Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2a) (périmètre 2016)	76,7%	3,1%	11,7%	6,0%	2,5%
SCOT de la Région Mulhousienne (périmètre 2014)	77,0%	3,1%	11,5%	6,0%	2,5%
Département du Haut-Rhin	78,7%	3,8%	7,8%	6,2%	3,5%

La voiture est le moyen de transport privilégié au niveau de la commune, avec 85,3 % des déplacements, soit un taux supérieur à ceux des entités de comparaison, surtout m2A et SCOT (76 %). Le taux le plus proche est celui de Bollwiller (85%).

A l'inverse, les transports en commun sont moins sollicités (5,5 % à Feldkirch, 11,5 % environ pour la m2A et l'aire du SCOT), tout comme la marche à pied. L'usage des deux-roues est par contre plus fréquent.

6.2. Les infrastructures

➤ Réseau ferré

La voie ferrée Strasbourg-Bâle traverse le ban communal à l'Ouest entre Bollwiller et Feldkirch.

La gare se trouve à proximité immédiate, sur la commune de Bollwiller (1,2 km). Certains quartiers de Feldkirch sont plus proches de la gare que certains quartiers de Bollwiller.

La voie ferrée est à l'origine de nuisances sonores qui impliquent que les constructions à ses abords soient soumises à des normes d'isolation acoustique particulières.

Cela concerne les constructions actuelles (en cas de travaux) ou futures à usage d'habitation qui seraient éventuellement situées dans une bande de 300 mètres de part et d'autre de la voie ferrée.

Le cadencement des transports ferroviaires vers Mulhouse/Colmar/Strasbourg se présente de la façon suivante :

- un train toutes les demi-heures de 6h à 8h30 et de 16h30 à 20h ;
- un train toutes les heures de 8h30 à 10h30 et de 13h à 14h30 ;
- pas de trafic entre 10h30 et 13h et entre 14h30 et 16h30.

➤ Réseau et trafic routier

Le réseau de voiries assure à Feldkirch une bonne liaison avec les communes environnantes, et une accessibilité rapide vers les grands axes, RD 430 Mulhouse-Guebwiller, et RN 83 Belfort-Colmar, qui se croisent au Nord du ban communal.

C'est sur le RD 430 que sont enregistrées les plus fortes moyennes journalières de véhicules (+ de 21 500 en 2015).

Les autres axes sont :

- La RD 429 reliant les communes de Bollwiller, Feldkirch (cité Alex), l'accès aux sites de l'Ecomusée et du Parc du Petit-Prince, et Pulversheim (6 389 véhicules/jour).
- La RD 44 traversant l'agglomération, constitue aussi un axe important de circulation (2 431 véhicules/jour) qui relie les communes de Bollwiller et Ungersheim.
- La RD 44 bis (ou RD 44.2.) assure la liaison entre Feldkirch-village et la cité Alex.
- La RD 15 relie Feldkirch à la commune de Raedersheim.

Les routes sont également à l'origine de nuisances sonores qui impliquent que les constructions à leurs abords soient soumises à des normes d'isolation acoustique particulières.

L'arrêté préfectoral n°981720 du 24 juin 1998, modifié par l'arrêté préfectoral n°992523 du 11 octobre 1999, puis par l'arrêté préfectoral n°20130520009 du 21 février 2013, porte en effet classement des infrastructures de transport terrestre du Haut-Rhin, et détermine l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Plus exactement, cela concerne les constructions actuelles (en cas de travaux) ou futures à usage d'habitation qui seraient éventuellement situées dans une bande de :

- 100 mètres de part et d'autre de la RD44, de la RD430 à Ungersheim ;
- 100 mètres de part et d'autre de la RD429, de la limite avec Bollwiller à la RD 430 ;
- 250 mètres de part et d'autre de la RD430.

La RD 430 est par ailleurs considérée comme une route à grande circulation et concernée à ce titre par l'application de l'article L111-6 du code de l'urbanisme.

Celui-ci stipule qu'en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation.

En 2013, le transport routier était responsable de 85% des émissions d'oxydes d'azote et de 60% des émissions de gaz à effet de serre à Feldkirch.

Emissions atmosphériques d'oxydes d'azote NOx, de particules PM10 et de gaz à effet de serre (PRG exprimé en tonnes équivalent CO₂) pour l'année 2013 sur le territoire de Feldkirch :

	NOx en kg	PM10 en kg	PRG en teq CO ₂
Extraction, transformation et distribution d'énergie			52
Industrie manufacturière, traitement des déchets, construction	12	382	60
Résidentiel	1 273	2020	1188
Tertiaire, commercial et institutionnel	209	23	204
Agriculture, sylviculture	421	1145	363
Transport routier	11782	809	2750
Modes de transports autres que routier	240	998	41
TOTAL : 2013	13937	5377	4658

Source : ASPA

La circulation routière est donc la principale source de pollution de l'air à Feldkirch, les activités économiques (dont l'agriculture) peuvent également être à l'origine d'émissions de polluants.

➤ Transports en commun

En dehors des TER vers Mulhouse ou Colmar, au départ de la gare de Bollwiller, la commune est desservie par la ligne de bus régulière Mulhouse-Bollwiller-Guebwiller-Linthal n° 454 (Transdev/Ligne Soléa n° 54 entre Mulhouse et Bollwiller).

3 arrêts desservent Feldkirch-village et un arrêt la cité Alex, avec plusieurs arrivées et départs quotidiens de et vers Mulhouse ou Guebwiller.

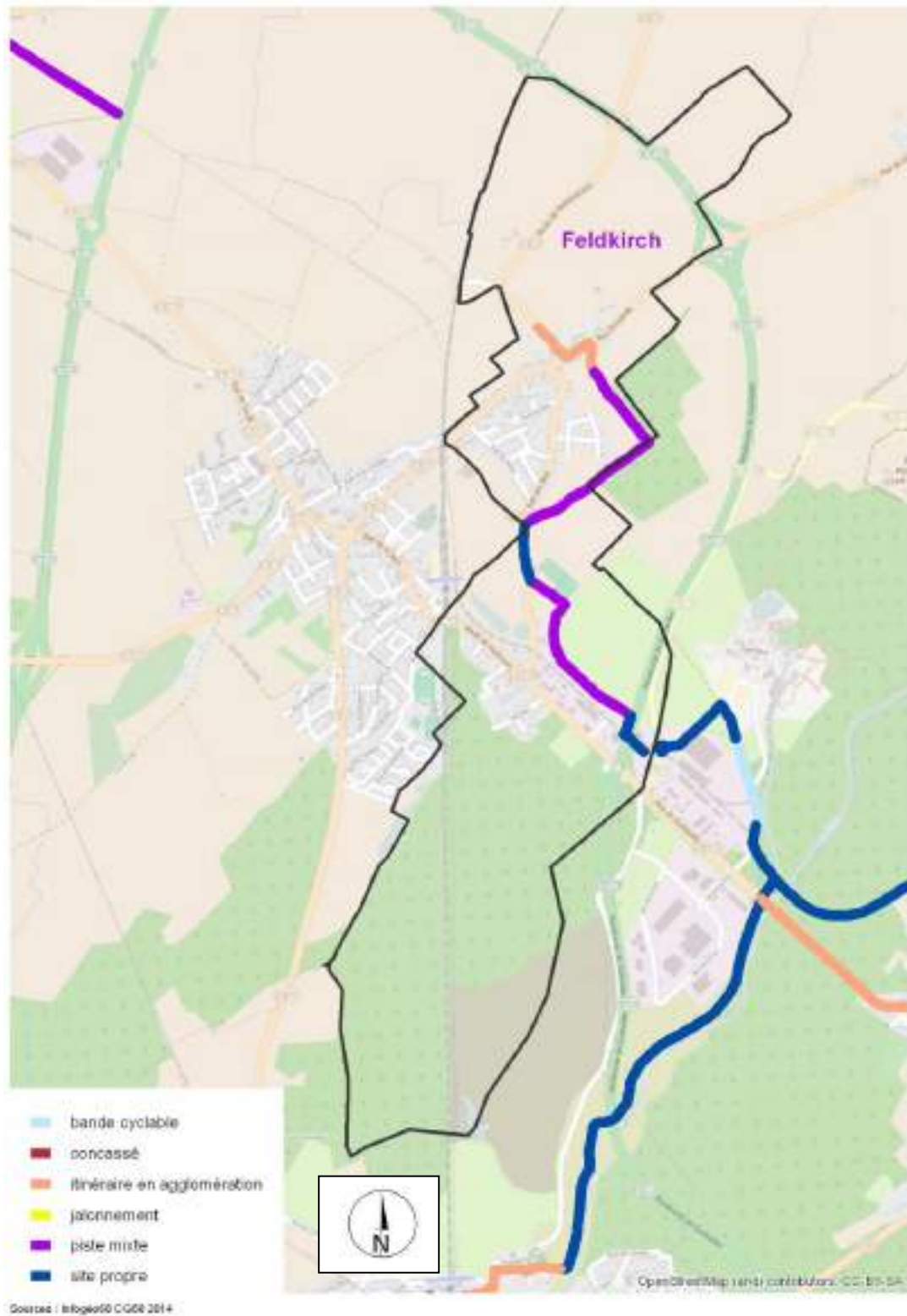
Ligne n°454
MULHOUSE - GUEBWILLER - LINTHAL

transdev

Direction de circulation		Mulhouse		Bollwiller		Guebwiller		Linthal		Feldkirch		Alex		Guebwiller		Mulhouse		
Direction de circulation		Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	Arrivées	Départs	
LIGNE REGULIERE N° 454	Mulhouse																	
	Bollwiller																	
	Guebwiller																	
	Linthal																	
	Feldkirch																	
	Alex																	
	Guebwiller																	
	Mulhouse																	
	<p>1 - la service assure une correspondance à l'arrêt "Mairie/Bollwiller" (arrêt "Mairie") (2) - les liaisons assurées à l'arrêt de l'arrêt "Alex" se font en premier lieu de la ligne (3) - les liaisons assurées à l'arrêt de l'arrêt "Alex" se font en premier lieu de la ligne</p>																	

➤ Piste cyclable

Une piste cyclable, mixte le plus souvent, longe le terroir Alex puis le village côté Est.





Il existe également une bande cyclable le long de la route de Mulhouse, et dans la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du carreau Marie-Louise :



➤ Cheminement piétonnier

On note l'existence d'une portion de chemin pour piétons entre l'extrémité ouest du village, avec un immeuble de logements collectifs récents, et les lotissements déjà plus anciens.

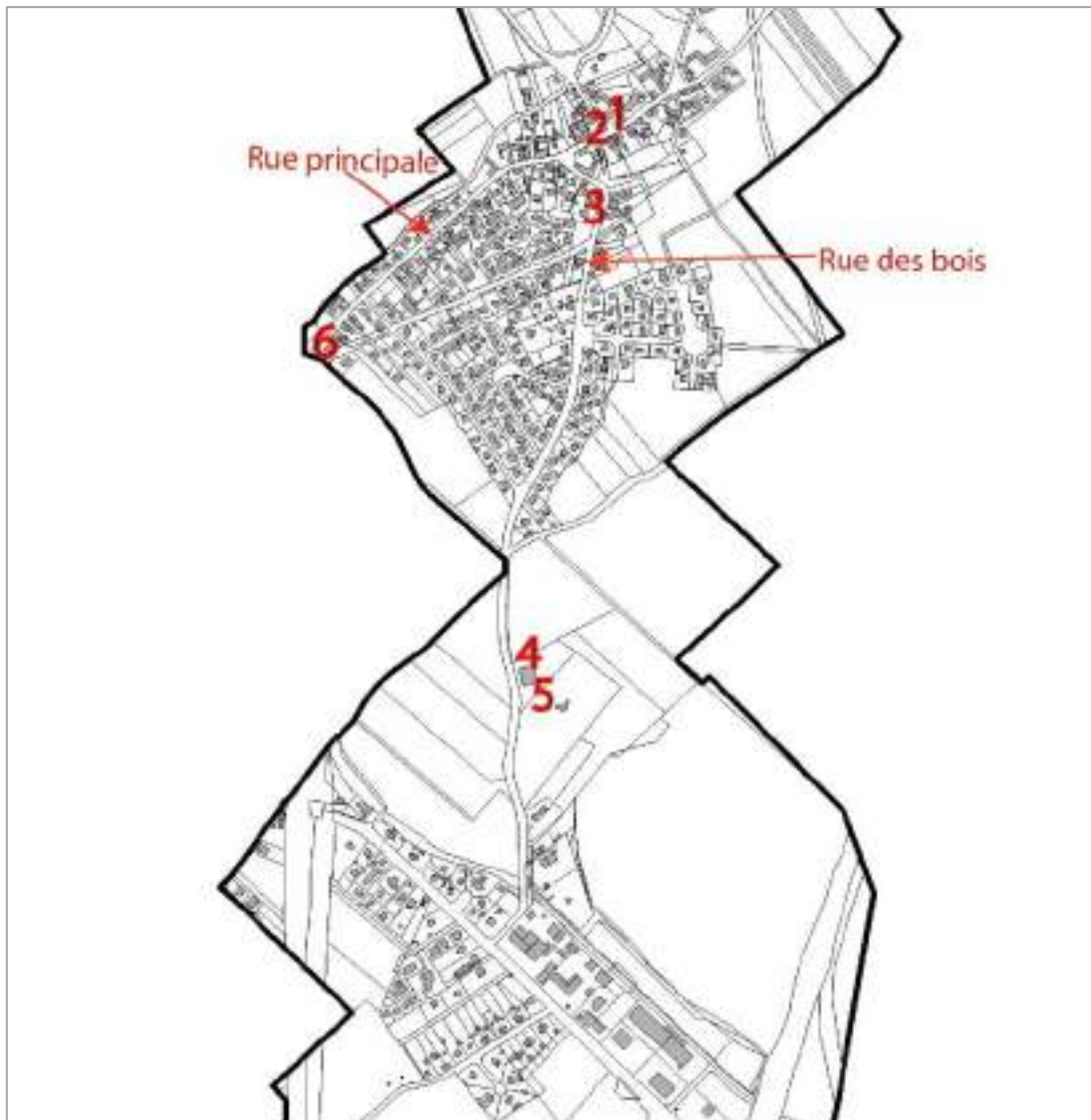
Voie exclusivement piétonne entre la rue des mines et la rue des prés :



6.3. Inventaire des capacités de stationnement

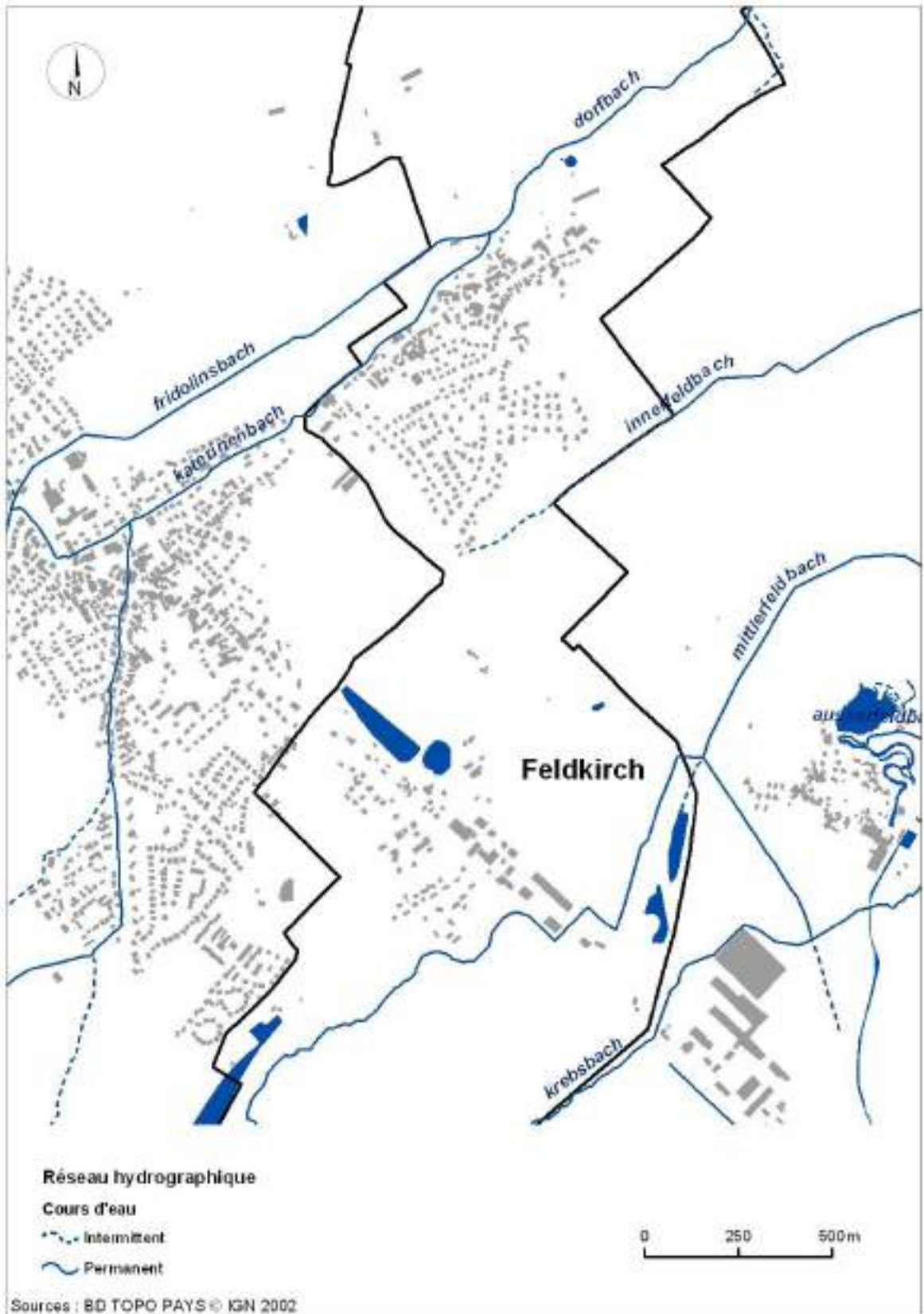
L'offre en stationnement public est répartie de la façon suivante dans la commune :

N° sur le plan	Nom de la rue	Nombre de places gratuites non réglementées	dont nombre de places handicapés	Total
1	place de la mairie	3	1	3
2	53 rue principale	13	1	13
3	rue des bois - Ecoles	23		23
4	rue des bois espaces des chênes - football	30	2	30
5	rue des bois - club canin	15	2	15
6	2 rue principale salle des fêtes - amicale sapeurs-pompiers	25		25
Total			6	109



Ces sites dispersés présentent peu de possibilités de mutualisation à part le parking de la rue principale qui peut servir pour aller à la mairie, à l'église, au cimetière, à l'arrêt de bus, ...

LE CADRE ENVIRONNEMENTAL



7. Le contexte hydrographique

7.1. Le relief

D'une superficie de 420 hectares, le territoire de Feldkirch se trouve dans la plaine de l'Ill, en frange nord du bassin potassique.

Le village se situe à une altitude de 230 mètres et la topographie du ban communal est plane.

On peut observer une légère pente du sud-ouest au nord-est, de 247 mètres à 223 mètres.

C'est dans la direction de cette légère pente que s'écoulent aussi les principaux cours d'eau du ban, plus ou moins permanents.

Les aménagements artificiels tels que les remblais des routes, de la voie ferrée, les terrils, constituent par contre des éléments de relief notables dans le paysage.

7.2. Les cours d'eau et leur ripisylve

Ce sont tous des affluents directs ou indirects de la «Vieille Thur », elle-même affluent de l'Ill.

L'état ou le potentiel écologique des cours d'eau qui traversent le village au nord était moyen en 2009.

Les cours d'eau hors forêt, les ruisseaux et fossés sont soulignés par des formations végétales linéaires à forte valeur écologique.

Ces ripisylves, au bord des cours d'eau, s'apparentent souvent à des haies, par leur forme et leur richesse faunistique (zones de refuge, de nidification, d'affût, couloirs de circulation, zones de développement des Grillons, Sauterelles, Criquets, Libellules, ...).

En effet, ces ensembles constituent des relais pour l'avifaune, un lieu de nidification et de perchoirs pour certaines espèces et un refuge pour les petits mammifères.

Les haies, et surtout les cortèges végétaux des ruisseaux, sont un lieu privilégié de nidification pour la Fauvette à tête noire, le Rossignol, le geai, la Grive musicienne, le Lorient, le Faucon crécelle, les Mésanges.

Le Canard colvert peut fréquenter les cours d'eau et leurs rives.

Ce type de formations abrite également des insectes pollinisateurs des cultures et prédateurs de certains ravageurs.

Les ripisylves jouent un rôle d'animation du paysage, surtout au sein d'un espace plane, et contribuent aussi à l'insertion des bâtiments qu'elles côtoient parfois, dans l'environnement.

Elles constituent aussi un gage de stabilité des berges et de prévention des risques, grâce notamment aux racines qui ancrent les sols et absorbent l'eau.

Le rôle de la végétation dans l'absorption et la purification des eaux est particulièrement important près de la zone habitée.

Enfin, grâce aux capacités d'autoépuration que les végétaux impliquent, leur présence favorise la qualité de l'eau.

Les cortèges végétaux se composent par endroits d'une strate arborescente riche en Aulnes glutineux, Chênes pédonculés, Peupliers, Robiniers, Frênes.

Aulne glutineux :



Chêne pédonculé :



Robinier :



Les Aulnes glutineux en particulier, grâce à leur système racinaire développé, fixent et consolident les berges de la rivière.

Végétation variée sur les berges des Katerinenbach, Fridolinsbach, Dorfbach :



L'Innerfeldbach, fossé qui longe les espaces agricoles au sud du lotissement de la roselière, présente un accompagnement buissonneux particulièrement dense, à base principalement de Pruneliers, et de Saules.

L'Innerfeldbach est de plus le fossé drainant traversant le site naturel de l'Entenbad.

7.3. La nappe phréatique

Les alluvions vosgiennes du sous-sol sont le siège de la nappe phréatique.

La nappe phréatique est très vulnérable aux pollutions superficielles, du fait :

- de sa proximité avec la surface à certains endroits ;
- de la faible épaisseur des placages qui la recouvrent ;
- des échanges avec les rivières qui ont tendance à s'infiltrer vers la nappe.

A Feldkirch, la nappe phréatique se trouve à une distance d'une dizaine de mètres sous le niveau du sol jusqu'à 1 à 2 mètres, voire l'affleurement à l'extrémité nord-est du ban.

Le toit de la nappe se rapproche de la surface du sud-ouest du ban vers le nord-est.

Les fluctuations ponctuelles du niveau se traduisent en général par des hautes eaux à la fin de l'hiver, et des basses eaux en automne.

Le ban communal compte également des nappes perchées, résurgences de la nappe, très sensibles aux pollutions.

Dans la zone des étangs la nappe est également affleurante.

Des nappes perchées se trouvent aussi sur le carreau Marie-Louise et le site est protégé par des installations photovoltaïques.

Sinon, les nappes perchées se trouvent essentiellement au nord-est du ban, en zone agricole.

7.4. Les zones humides

Les plans d'eau aménagés en étangs de pêche s'accompagnent également d'une végétation arborée apportant une richesse au paysage et à la biodiversité.

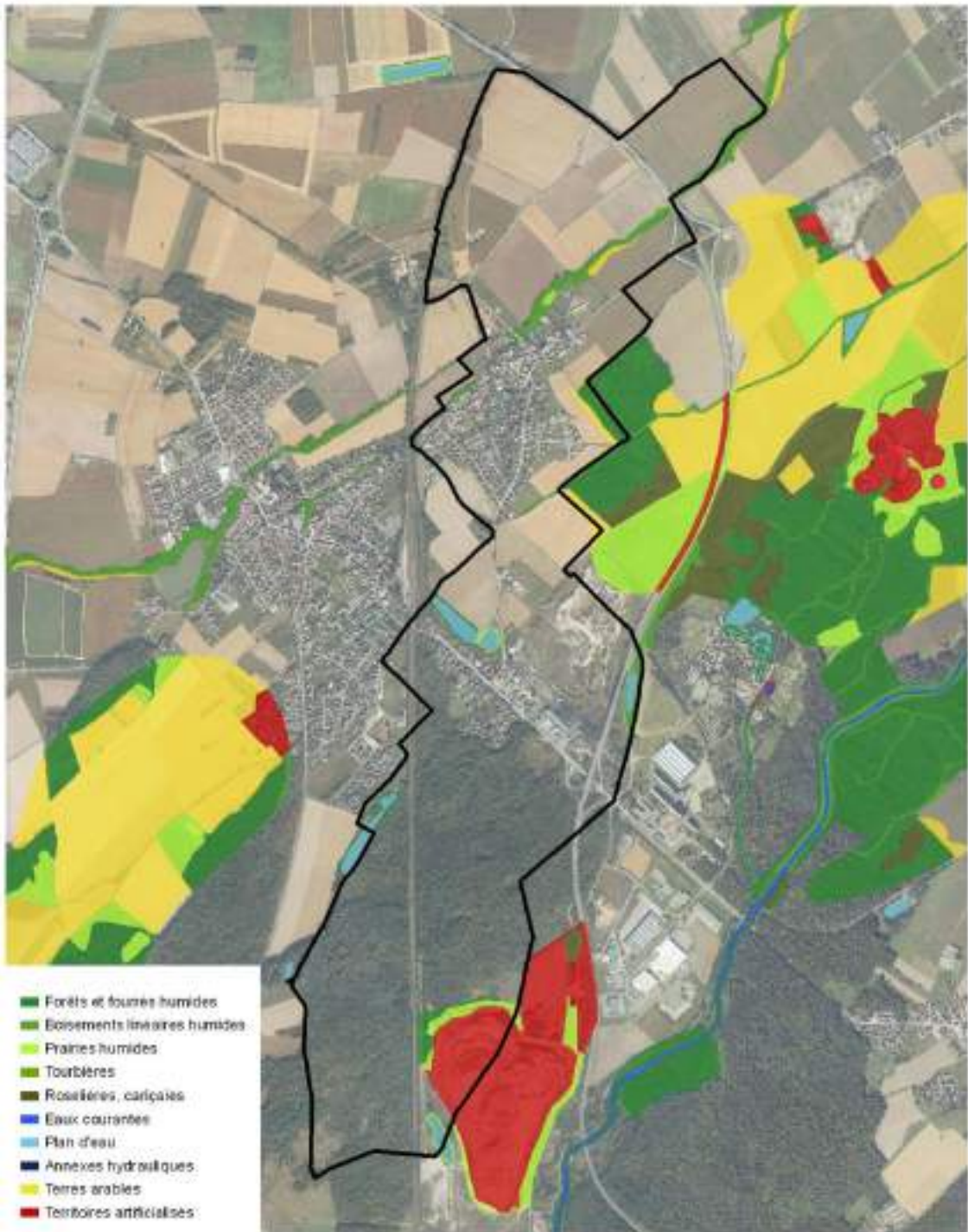
Secteur du Baggerloch :



Des zones humides jalonnent les bords de la voie ferrée Mulhouse-Strasbourg ; elles correspondent à des dépressions artificielles envahies par la végétation, qui ont servi de zones d'emprunt pour la construction du remblai.

Les affaissement miniers ont également favorisé la formation de dépressions, et donc la création de zones humides.

Zones à dominante humide Commune de Feldkirch



- Forêts et fourrés humides
- Boisements linéaires humides
- Prairies humides
- Tourbières
- Rosillères, calciques
- Eaux courantes
- Plan d'eau
- Annexes hydrauliques
- Terres arables
- Territoires artificialisés



Sources : BD ZDM 2008 CIGAL, BD ORTHO 2007 IGN FRANCE - partenariat CIGAL
Elaboration : ADAUHR/FW - 03/2012
Réalisation graphique : ADAUHR/GH - 03/2012

0 250 500 Mètres

En particulier, la roselière et saulaie de l'Entenbad, d'une superficie de 22 ha majoritairement sur le ban d'Ungersheim, est issue d'une conséquence d'affaissements miniers.

La nappe phréatique y affleure ou presque et a transformé ce paysage en zone humide.

Le site est inscrit à l'inventaire des zones remarquables humides du Haut-Rhin.

Il s'agit d'un marais, composé de forêts humides non inondables.

Ce patrimoine biologique est très favorable à la biodiversité et à la régulation des régimes hydrologiques (épuration des eaux, protection de la nappe).

Il s'étend sur une très faible partie sur le ban de Feldkirch, au voisinage du lotissement la roselière et à proximité des équipements sportifs de la commune ; outre ses intérêts écologiques (notamment ornithologique et batrachologique), il fait partie du cadre de vie des habitants et constitue une sorte d'écran entre le village et la voie rapide.

Une piste cyclable-chemin agricole est une barrière entre l'Entenbad et le village et dispose d'accotements engazonnés.

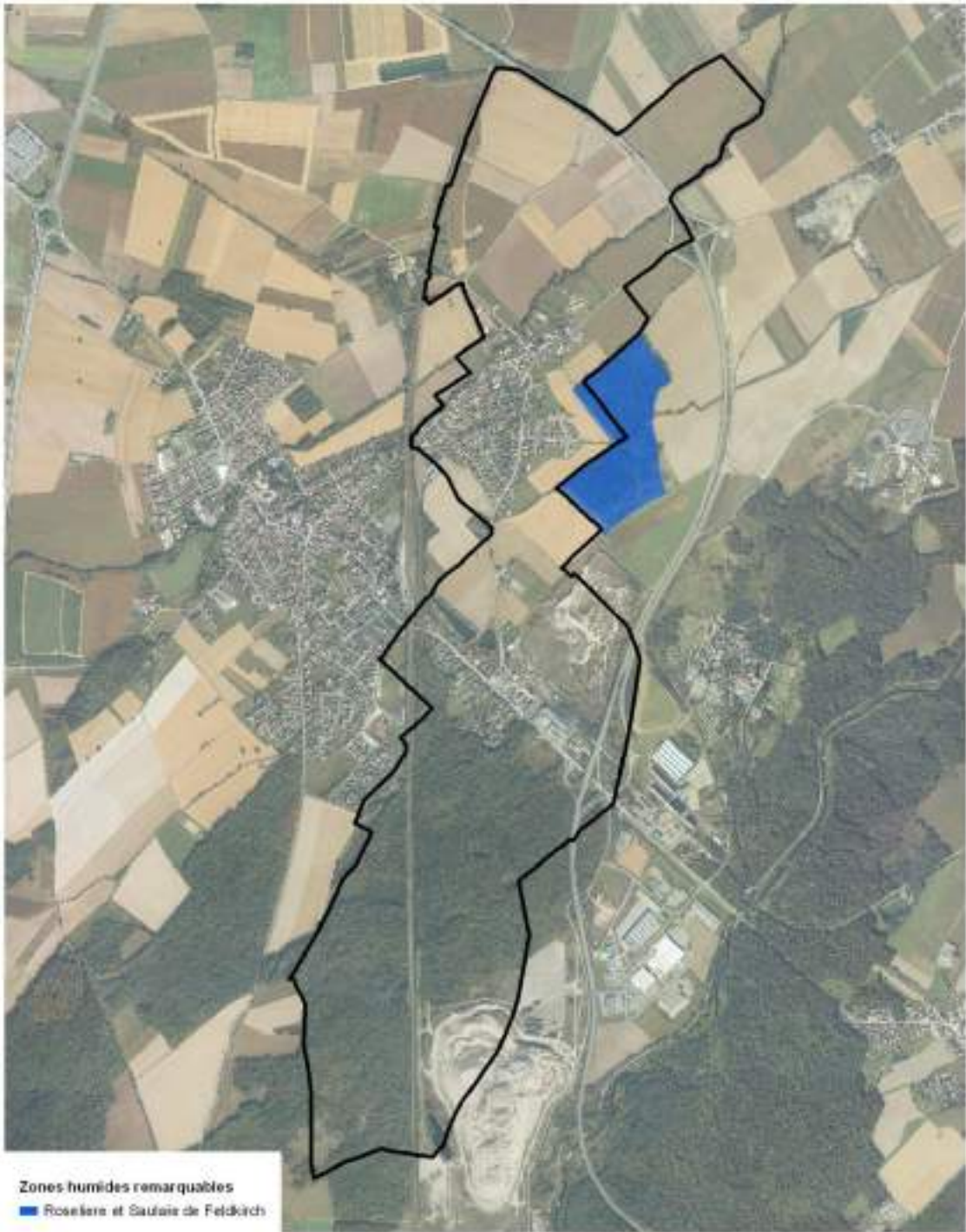
Dans sa portion sud, cette piste-chemin est doublée d'un fossé de récupération des eaux.

On peut citer dans l'Entenbad :

- quelques espèces animales remarquables qui peuvent s'observer sur le site : Butor étoilé, Bruant des roseaux, Rousserolle effarvate, Rousserolle verderolle, Locustelle tachetée, batraciens, ... L'isolement du site par rapport aux populations de gibier des forêts permet la nidification réussie du Busard des roseaux ;
- des habitats remarquables : Phragmition (= roseaux), Saulaie (*Salicion albae*), *Alnetea glutinosae*, ...

Le site est géré par le Conseil Départemental.

Zones humides remarquables Commune de Feldkirch



Zones humides remarquables
■ Roseière et Sautaire de Feldkirch



Sources : CG88 2509, BD ORTHO 2007 IGN FRANCE - partenariat CIGAL

0 250 500 Mètres

Busard des roseaux



Butor étoilé



Rousserolle verderolle



Bruant des roseaux



Rousserolle effarvate



Locustelle tachetée



7.5. L'analyse sur un secteur particulier

Les zones humides présentées sur la carte ci-avant sont issues de la base de données des Zones potentielles à Dominante Humide (ZDH) de CIGAL, datée de 2008, qui donne des indications sur les possibles zones humides présentes sur le territoire communal. Cette base de données correspond à un inventaire général à l'échelle régionale au 1/10 000^{ème}. Cette cartographie se base sur des photo-interprétations de l'occupation du sol. La délimitation des zones à dominante humide repose sur les principaux critères suivants :

- présence de végétation hygrophile,
- saturation permanente ou non du sol,
- topographie.

L'ensemble des zones visées par la cartographie CIGAL n'est pas forcément des zones humides telles que visées par la définition du Code de l'Environnement, des expertises complémentaires sont nécessaires, dès lors qu'un projet est susceptible de les toucher.

A l'occasion de la création du nouveau lotissement « le champ des oiseaux », une expertise a été réalisée sur les espaces situés entre le lotissement de la roselière et l'Entenbad.

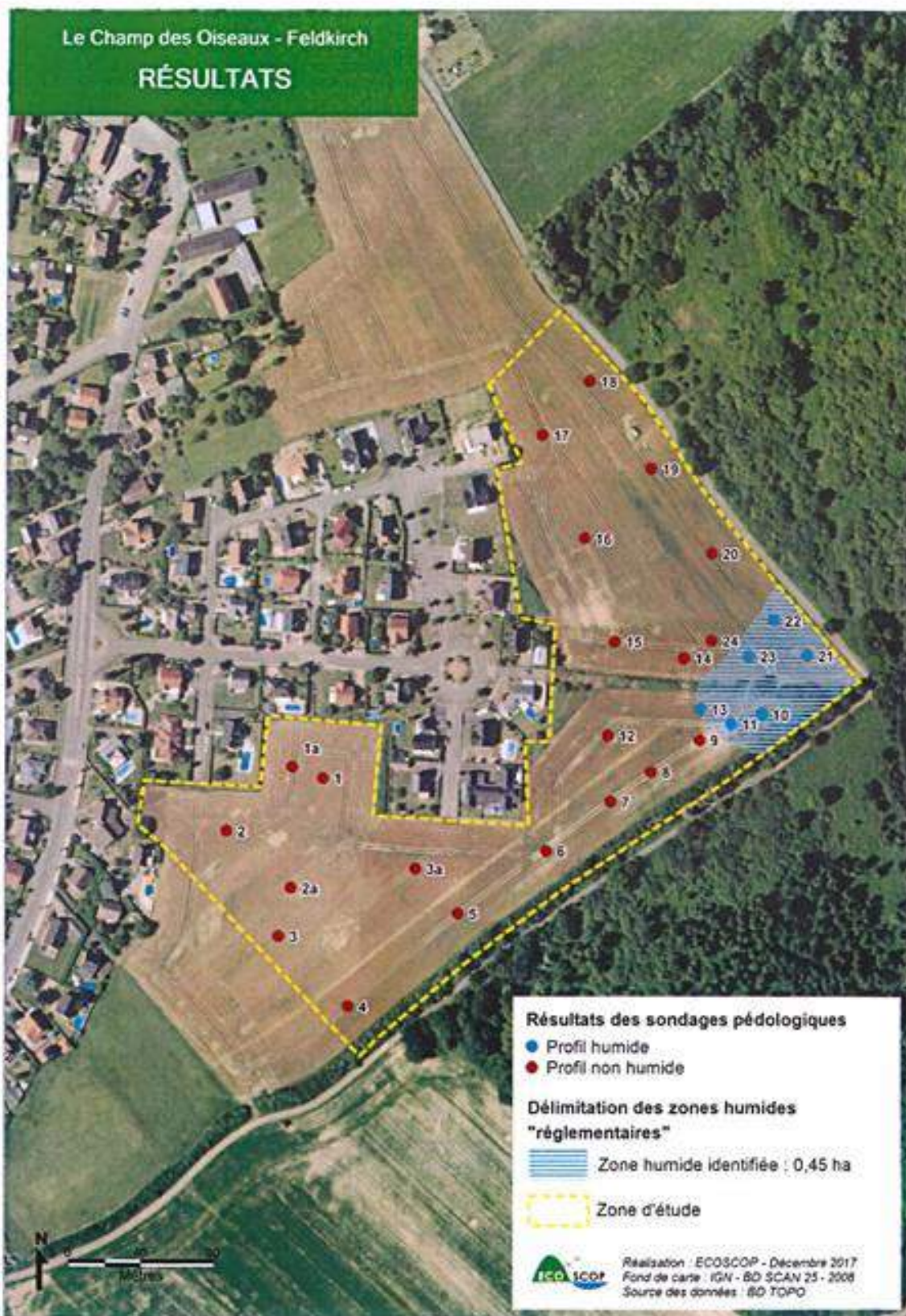
L'inventaire CIGAL y repère une zone humide sous la forme d'une bande de terres arables longeant le chemin agricole.



Des sondages ont été effectués par un bureau d'études et ont détecté la présence d'une zone humide au sud-est de la zone étudiée mais pas dans toute la bande identifiée par CIGAL.

Les résultats ont conclu à la présence de 0,45 ha de zone humide au regard des critères législatifs en vigueur. Seule la fonctionnalité hydraulique est assurée (pas la fonction biogéochimique ni la fonction écologique). Il s'agit d'une zone humide dite « ordinaire ».

Zone humide ordinaire près de l'Entenbad :



7.6. Les zones inondables

Par rupture de digue de la Thur

Pour Feldkirch, le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du bassin versant de la Thur (PPRI), approuvé en 2003, montre un petit appendice inondable, compris entre la sortie vers l'Ecomusée sur la RD 430, depuis Mulhouse, et la limite de ban avec Ungersheim.

Cette portion est soumise au risque de rupture de digue de la Thur ; il s'agit d'un risque faible.

Le règlement du PPRI de la Thur ne s'applique pas à Feldkirch.

Il convient tout de même de prendre en compte cette zone inondable, elle sera classée en zona naturelle.



Par rupture de barrages

La commune de Feldkirch, comme l'ensemble des communes du bassin versant de la Thur, est concernée par un risque de rupture du barrage de Kruth-Wildenstein.

Par ailleurs, les travaux de protection contre les inondations de Bollwiller ont conduit à la création de trois barrages écrêteurs de crue, sur les territoires de Feldkirch et de Bollwiller.

Dans le cadre de l'autorisation « loi sur l'eau » préalable à la construction de ces ouvrages, une étude de rupture a été menée par les services du Conseil Départemental.

Cette étude a mis en évidence des zones inondables générées par une éventuelle rupture de la digue des barrages.

Feldkirch est concernée par la zone inondable induite par le barrage se trouvant sur son territoire, et par la zone inondable générée par un barrage situé sur les territoires de Feldkirch et de Bollwiller.

La nature du risque (vitesse, hauteur de l'eau en cas de rupture) a fait l'objet d'une étude complémentaire en mars 2019.

Le PLU prendra le risque en compte en interdisant les parties enterrées ou semi-enterrées des bâtiments qui s'implanteraient dans les zones inondables, quel que soit le niveau de risque.

7.7. Le risque de remontées de nappe

Le Préfet du Haut-Rhin a prescrit au début des années 2000 une procédure de Plan de Prévention des Risques (PPR) "remontées de nappe" dans le bassin potassique. Cette procédure nécessite de s'appuyer sur des prévisions de l'aléa qui ne peuvent être obtenues que par une modélisation hydrodynamique des eaux souterraines.

L'aléa "remontées de nappe" a été cartographié par le BRGM dans l'ensemble des communes de l'ancien bassin potassique par simulation de la piézométrie de la nappe dans la situation de hautes eaux de mars 2001, dont le temps de retour est d'au moins 40 ans, et en arrêtant tous les pompages, mêmes ceux destinés à l'alimentation en eau potable.

Ont été ainsi délimitées 3 zones (rouge, jaune, bleue) selon le niveau de remontée des eaux de la nappe.

Les services de l'Etat ont élaboré sur ces bases un certain nombre de préconisations qui sont reprises dans le PLU, même si l'arrêté portant prescription du Plan de Prévention des Risques est désormais abrogé.

8. Le contexte géologique et pédologique

8.1. Le sous-sol

Le substratum tertiaire, formé par des marnes oligocènes, est entièrement recouvert, comme dans toute la plaine d'Alsace, par une épaisse couche de terrains quaternaires d'origine alluviale et éolienne.

Le solce tertiaire contient des niveaux salifères dont le plus remarquable, la sylvinite, mélange de chlorure de potassium et chlorure de sodium, a été exploité pendant une longue période du 20^{ème} siècle, par la société minière Kali Sainte-Thérèse, grâce au puits Alex, à 653 mètres de profondeur.

A la surface de ce matériel typique d'une sédimentation en milieu marin, la Thur a accumulé des alluvions grossières, sables, graviers, galets dont la nature silicieuse témoigne d'une origine vosgienne.

Cete formation s'épaissit d'ouest en est au droit de Feldkirch, passant de 30 à 50 mètres environ.

Lors des épisodes froids du quaternaire, les vents violents de sud-ouest, soufflant dans des conditions steppiques, ont accumulé du loess (limon calcaire) qui masque par plages les alluvions vosgiennes.

Ce matériel fin et pulvérulent, épais de quelques mètres, remanié par ruissellement et gélifluxion, a développée de bons sols de culture.

8.2. L'héritage de l'exploitation minière

L'exploitation minière a engendré des résidus constitués de schistes insolubles argileux et de chlorures de sodium.

Les insolubles ont été déposés en terrils, et le chlorure de sodium, hormis une faible part commercialisée comme sel de déneigement, a été rejeté dans le Rhin sous forme de saumures.

L'ensemble des résidus, y compris les chlorures de sodium, a été mis en terrils.

Les terrils représentaient une source de pollution pour la nappe.

Sous l'effet de la pluie, les chlorures s'infiltrent dans la nappe.

Les différentes parties du terril Alex ont été traités pour limiter les impacts de leur dissolution.

Le site était composé de trois parties :

- le terril ancien (1913-1933 ; 3 ha au sol) ;
- le terril mixte (1913-1969 ; 6,8 ha au sol) ;
- les bassins à boues (argiles / 1923-1963 ; 13,5 ha au sol).

Les terrils ancien et mixte ont été traités par dissolution accélérée de 1989 à 2000.

Cette méthode consiste à accélérer le phénomène de dissolution par un arrosage intensif des terrils avec récupération des saumures en périphérie du terril et dans la nappe par l'intermédiaire de puits de pompage (puits de fixation).

Les saumures récupérées après décantation et les eaux pompées dans le puits et le drain de fixation étaient envoyées au Rhin via la Saumoduc.

Le terril mixte a fait l'objet de 2 opérations de végétalisation, isolé ainsi de l'action des pluies.

Les terrils remodelés et stabilisés sont en grande partie recouverts par de la végétation.

La végétation peut se développer naturellement sur le terril et ne nécessite pas d'entretien particulier.

Le terril ancien présente un dénivelé de 20 mètres.

Une partie a été reboisée et une autre partie est une zone non boisée, terrain de chasse des Busards.

Le terril mixte comprend une surface nivelée légèrement vallonnée avec dômes et évacuation des eaux pluviales.

Les bassins à boues ont une surface pratiquement plane et stable, avec ponctuellement la présence de végétation (arbustes, bouleaux, ...).

Ces bassins à boues ne nécessitaient pas de traitement.

Une partie de l'argile de ces bassins a été réutilisée pour réaliser l'étanchéité du terril d'Ensisheim ouest.

L'enlèvement de ces matériaux a créé une cuvette au milieu du bassin central.

Les concentrations en chlorure dans les eaux souterraines en aval du terril ont fortement diminué passant de 16 g/L à 9 g/L entre 2000 et 2010.

L'arrêté n°2007-232-9 du 20 août 2007 encadre la surveillance de la nappe à l'aval du terril Alex pour le suivi de la dépollution des eaux souterraines.

En ce qui concerne le terril Marie-Louise, il est le plus important en masse du bassin potassique.

Le terril Marie-Louise n'est pas homogène, plusieurs zones ont été différenciées, selon l'origine des dépôts, leur teneur en sel et leur ancienneté.

Ainsi le traitement du terril a nécessité des méthodes de dépollution différentes :

- dissolution accélérée ; un arrosage a dissous le sel, et les eaux étaient recueillies puis dirigées vers le Rhin via un saumoduc ;
- étanchement – végétalisation : une partie du terril a été isolé des pluies en la recouvrant d'un revêtement étanche ;
- végétalisation après une opération de remodelage.

8.3. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Feldkirch est concernée principalement par 2 ZNIEFF de type 1 (secteurs de grand intérêt biologique ou écologique).

Elles sont toutes 2 liées à l'activité minière.

La ZNIEFF « terril Alex et landes boisées » s'étend à Feldkirch et Ungersheim.

Des successions naturelles se sont développées depuis l'arrêt des activités d'extraction dans le secteur.

Le site présente des milieux de pelouses sèches pionnières sur substrats minéraux remaniés (marnes, cailloutis), favorables au développement d'une flore et d'une faune adaptées, à forte valeur patrimoniale.

Par endroit, de petites mares temporaires sont susceptibles de se former dans des dépressions qui peuvent, si leur taille est suffisante et selon la pluviométrie caractérisant le printemps ou le début d'été, accueillir le Crapaud calamite (*Bufo calamita*).

La ZNIEFF comprend le site du terril Alex de Feldkirch et ses pelouses sèches pionnières ainsi que la zone humide de L'Entenbad.

Sur le site du terril, c'est la présence d'espèces liées à ces milieux et revêtant un fort enjeu patrimonial qui justifie la délimitation, parmi lesquelles plusieurs orthoptères (*Aiolopus thalassinus*, *Platycleis tessellata*...) et espèces de la flore (*Achillea nobilis*, *Hieracium calodon*, *Verbascum pulverulentum*...).

La ZNIEFF « terril Marie-Louise » s'étend à Feldkirch (au sud des installations photovoltaïques) et Staffelfelden.

Le site a été colonisé par des plages enherbées et autre végétation rudérale.

Des zones de substrat à nu y favorisent l'établissement d'espèces d'intérêt patrimonial, telles l'Epilobe à feuilles de romarin (*Epilobium dodonaei*) et le Petit gravelot (*Charadrius dubius*).

L'ancienne gravière au sud-ouest du terril accueille des amphibiens rares qui y profitent aussi de zones dégagées et dépourvues de ligneux. Elle permet également la nidification du Grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*) dont le régime alimentaire est adapté à de telles petites surfaces d'eau stagnante.

ZNIEFF modernisées
Commune de Feldkirch



- ZNIEFF Type 1
- ZNIEFF Type 2



Source : DRGAL 2015, Ortho 2011-2012 Cgsl.org/svizzera.org



8.4. Les sites potentiellement pollués

En dehors de toute suspicion de pollution, un inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de services a été réalisé par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières).

Il a pour objectif d'aider à la connaissance des sites lors des transactions immobilières, de garder la mémoire de ces sites pour se souvenir de la présence éventuelle dans le sol de produits liés à ces activités.

Les propriétés du sol ou du sous-sol de certains sites ont également pu être modifiées par le type d'activités en place.

Le BRGM recense a priori 3 sites susceptibles de se trouver pollués sur le ban de Feldkirch :

- le terail Alex, pour les produits utilisés ou générés par l'activité du site : potasse et sels de potassium, hydrocarbures de type carburant (fuel, essence, acétylène, ...) ;
- site de l'entreprise ECOMIX, 122 route de Mulhouse (RD429), pour son activité de valorisation des fragments de caoutchouc. Cette entreprise n'est plus en activité mais le site est réutilisé pour une activité de broyage de pneumatiques et de déchets électroniques. Les produits sont susceptibles de migrer vers la nappe à travers le ruisseau ;
- site de l'entreprise CALER, sur l'ancien carreau de la mine Alex également, rue des bois à proximité de la RD429, pour son stockage de métaux et les produits utilisés ou générés par l'activité du site : produits organo-halogénés, ... Le site est réutilisé pour une activité de broyage, retraitement et recyclage de plastiques issus de filières de câblerie électrique. Il n'y a plus de broyage de pneumatiques ni de déchets électroniques.

8.5. Les propriétés des sols

Au nord du ban communal, les sols sont de type brun calcaire présentant toutes les qualités de bons terrains de culture : bonne perméabilité assurant un bon drainage, profondeur suffisante, réserve utile importante grâce à une bonne capacité de rétention, relative richesse en éléments fertilisants, ...

Dans la zone centrale les sols sont de type bruns alluviaux marmorisés, se différenciant de ceux du nord notamment par la présence d'argiles et de sables, l'absence de calcaire et un drainage plus difficile.

Plus lourds, ces sols sont sensibles au tassement.

Ils présentent néanmoins une vocation agricole certaine.

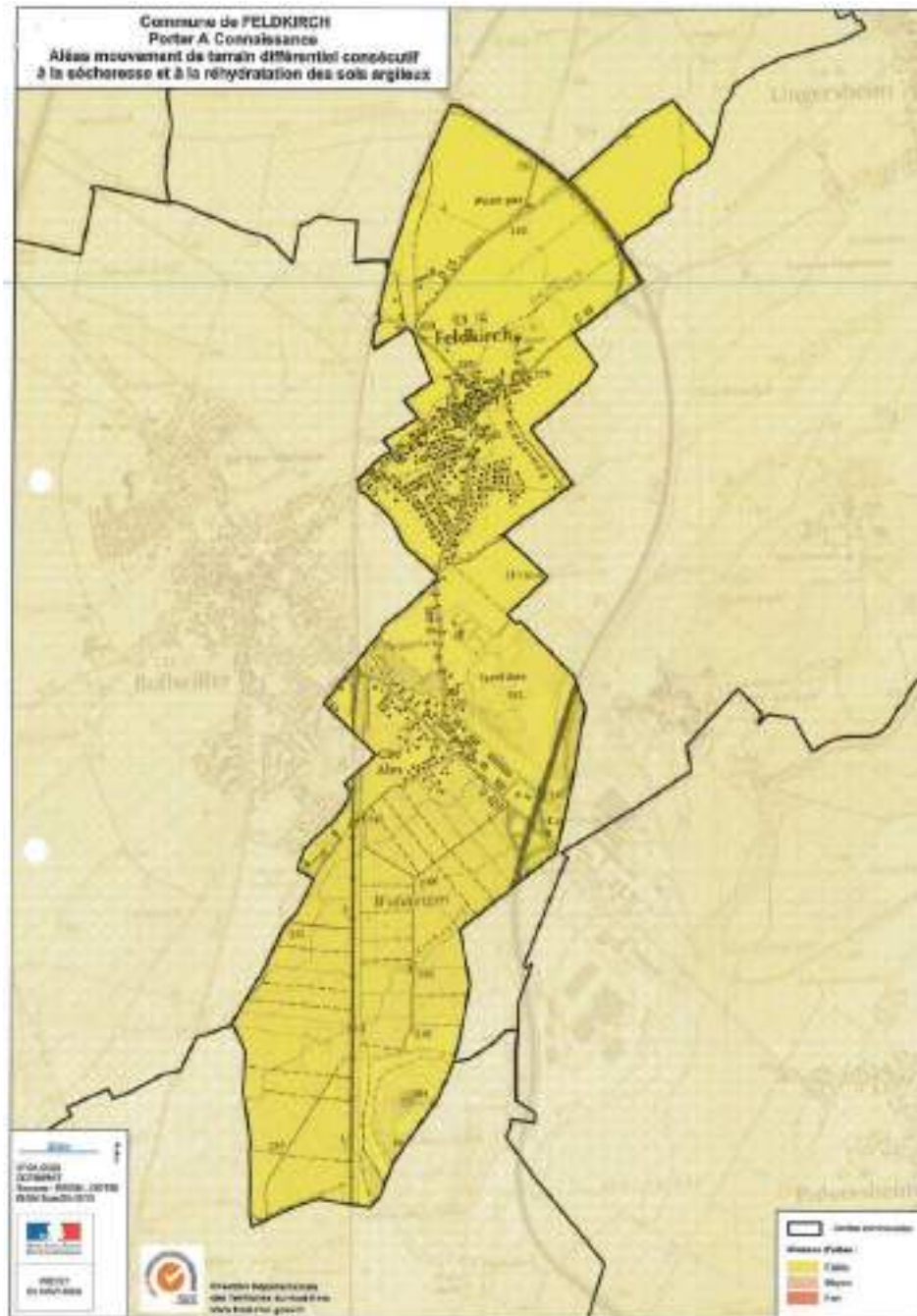
Les sols de la partie sud du ban sont bruns alluviaux mésotrophes (moyennement riche en nutriments).

Ils sont peu profonds, acides, pierreux, pauvres en matière organique et en éléments fertilisants.

Plus au sud, la forêt domine sur des sols encore plus pauvres.

La commune est concernée par le phénomène de retrait-gonflement d'argiles (aléa faible).

En cas de sécheresse, un sol argile se rétracte et se tasse, souvent de manière non homogène, pour gonfler ensuite quand il se réhydrate en période de pluie.



Ces mouvements peuvent être à l'origine de dégâts sur les constructions : fissuration des murs, déformation des ouvertures, rupture des canalisations, ... Des règles de construction simples et peu coûteuses peuvent prévenir ces dommages.

Au cours des dernières décennies, les épisodes de sécheresse caractérisés par des températures élevées et un déficit hydrique se sont multipliés, avec pour effet une amplification du phénomène de retrait-gonflement des sols argileux. Ce phénomène est devenu la deuxième cause d'indemnités au titre des catastrophes naturelles, derrière les inondations.

La nouvelle politique de prévention mise en place par les pouvoirs publics doit permettre de mieux anticiper et maîtriser ce risque.
De nouvelles règles ont été codifiées dans le code de la construction et de l'habitation, aux articles L. 112-20 à L. 112-25 et R. 112-5 à R.112-10.

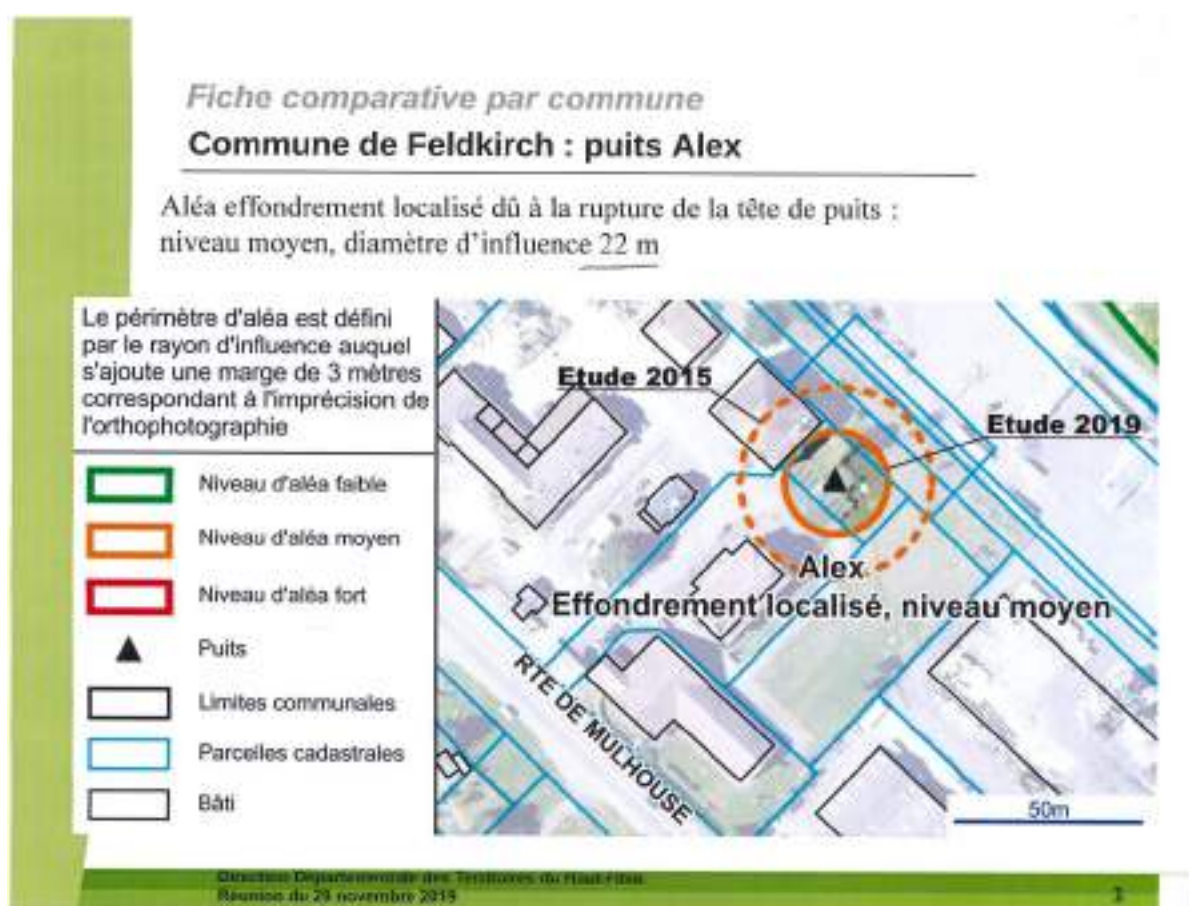
Pour l'instant les argiles n'ont pas posé de problème à Feldkirch car ils sont situés à un niveau bas dans le sol.

8.6. Mouvements liés aux activités minières

Un « Porter à connaissance » des aléas miniers a été transmis à la commune en novembre 2019.

Il identifie des risques de mouvements de terrain sur les terrils Alex et Marie-Louise, et autour du puits Alex.

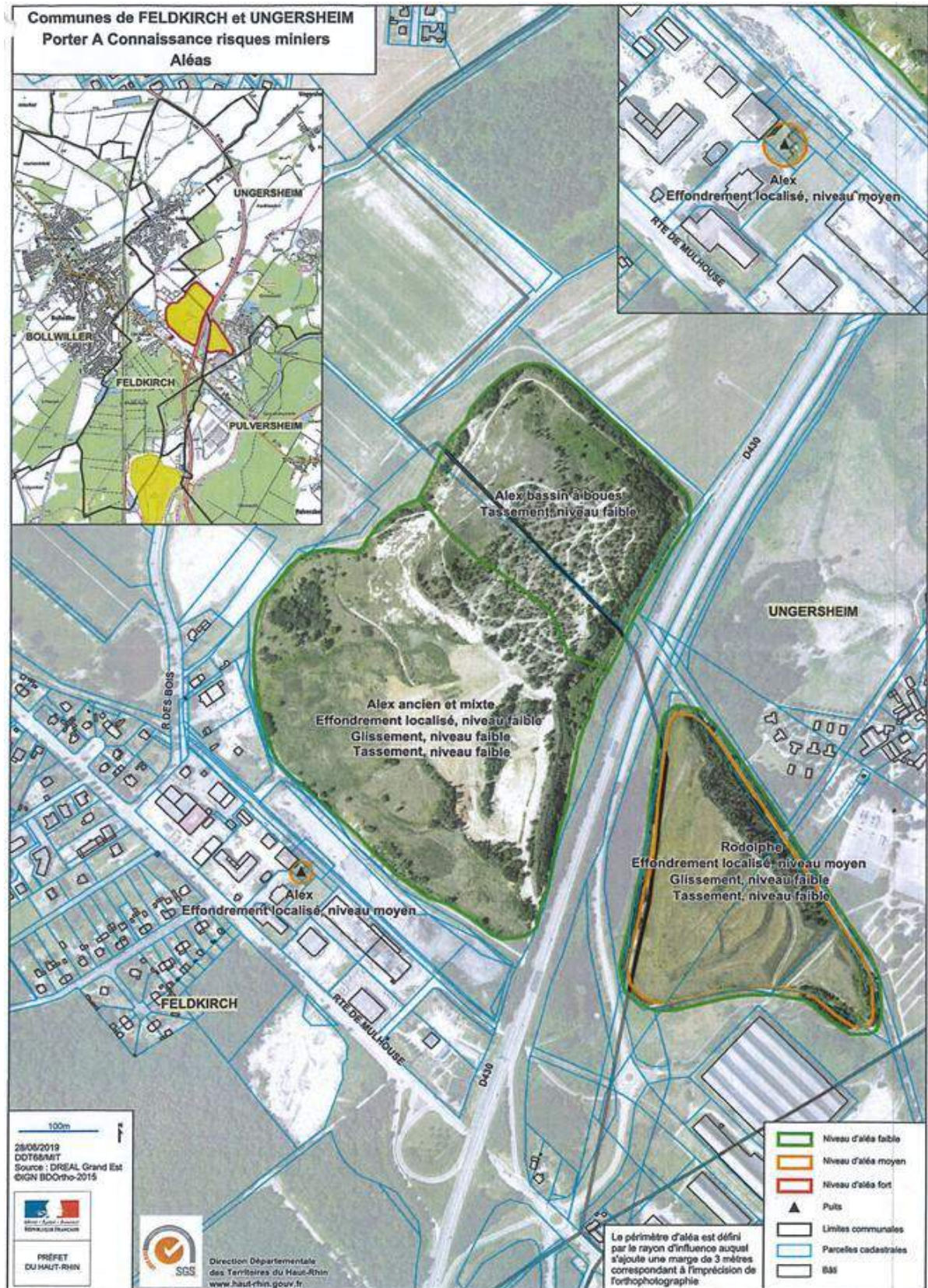
Feldkirch présente un niveau d'aléa moyen d'effondrement localisé autour du puits Alex.



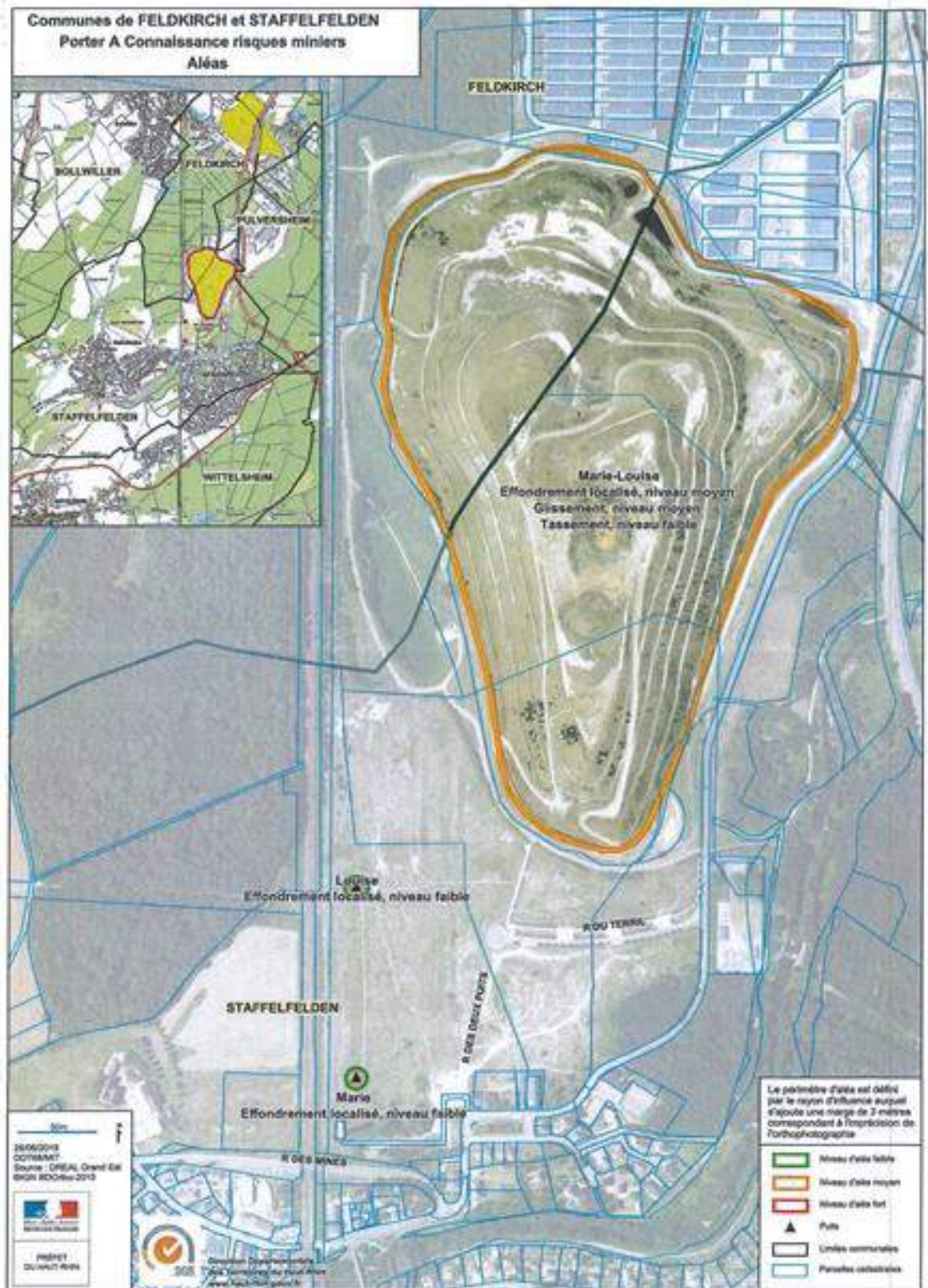
La zone d'aléa, cercle de rayon 14 mètres (11 m + 3 m de marge) autour du puits, ne couvre pas de bâtiments existants.

Les terrils se trouvant sur le territoire de la commune présentent :

- un aléa de niveau faible pour le terri Alex ;



- un aléa de niveau moyen pour le terril Marie-Louise.



9. Les espaces agricoles et naturels

9.1. Les champs

L'espace agricole est très simple, se déployant sur de vastes parcelles au tracé géométrique.

Les sites pour les labours dominant très largement.

Au sein des espaces voués à l'agriculture intensive, seuls l'Alouette des champs et la Campagnol vivent de façon permanente.

L'Alouette des champs, qui niche au sol et n'exige aucun perchoir pour son chant territorial, est l'espèce caractéristique de la « steppe culturale ».

Le Vanneau huppé s'adapte bien à la transformation des milieux par retournement des prés et suppression des haies et bosquets.

D'autre part, le Grand Hamster d'Alsace est protégé depuis 1993 et sa préservation fait l'objet d'un plan de conservation national spécifique depuis 2000.

Ce plan national a été reconduit en 2007.

Feldkirch ne se situe pas dans une aire de reconquête ou d'action prioritaire en faveur de cette espèce, mais dans l'aire historique de présence de l'espèce.

L'exploitation Mislin est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et génère un périmètre inconstructible de 100 mètres.

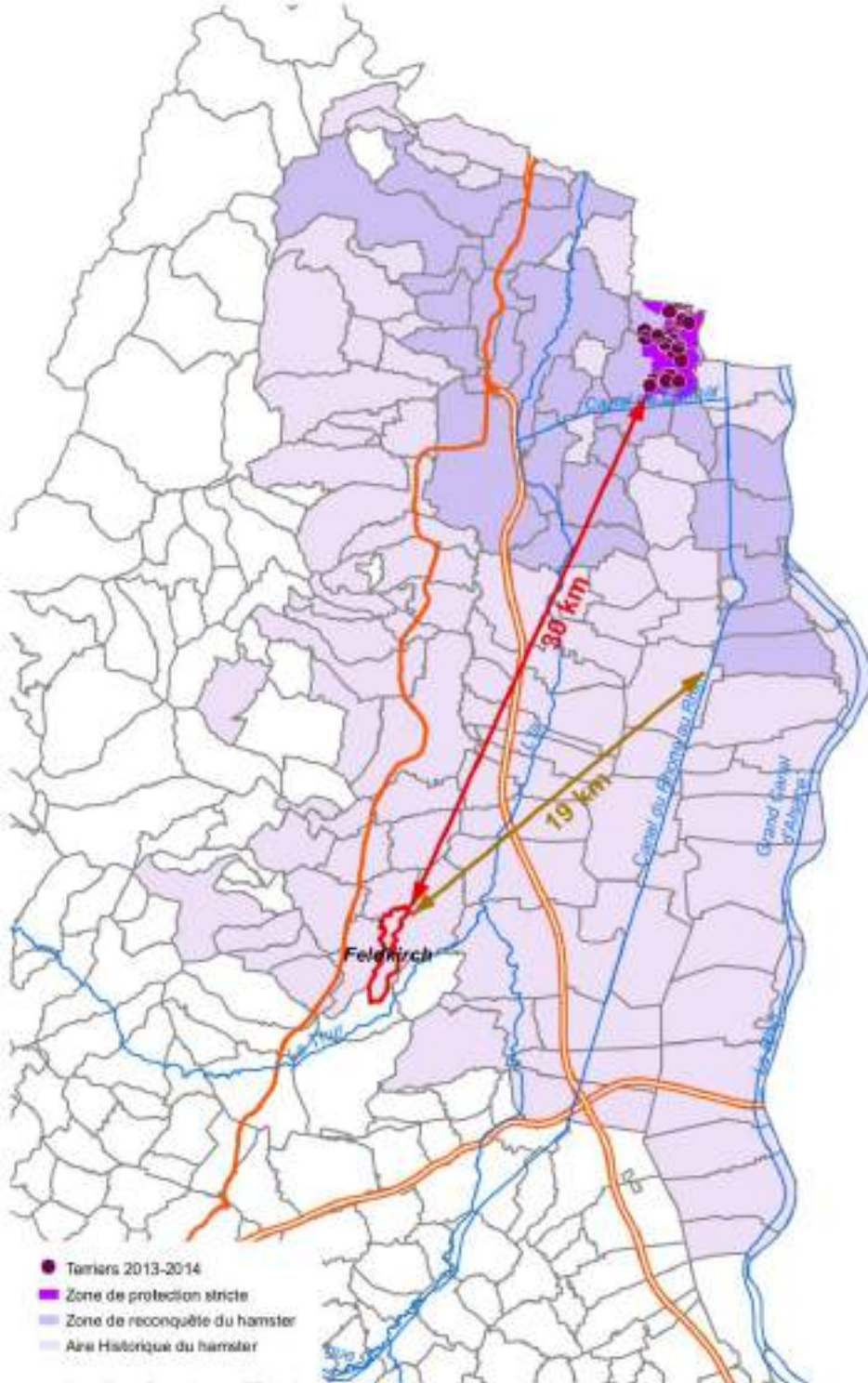
Elle se trouve en retrait par rapport au village.

La carte ci-contre montre les bâtiments de l'exploitation, au nord du village, ainsi que le périmètre de recul pour les constructions des tiers (hachures).



Protection du grand hamster

Commune de Feldkirch



Source : DREAL CARMEN 2014



9.2. Les vergers et autres petites formations boisées

La ceinture des vergers autour du village s'est rétrécie ; ces milieux n'ont toutefois pas totalement disparu.

On trouve encore quelques vergers de taille non négligeable disséminés autour du village, et plus au nord vers la voie ferrée.

Le verger est un milieu naturel extrêmement original et luxuriant.

De très nombreuses espèces animales et végétales s'y nourrissent et s'y reproduisent.

Le Léroty est le mammifère le plus typique du verger dont il apprécie la production ; le fréquentent aussi la Martre, la Belette, le Loir, l'Ecureuil, ...

On rencontre parfois aussi la Chouette chevêche nichant dans les cavités ou à l'occasion dans un vieux nid de Pie.

Outre ces espèces menacées, les vergers abritent des oiseaux plus aisés à observer, tels la Pie, les Merles, les Mésanges bleues et charbonnières, le Moineau friquet, l'Etourneau sansonnet, le Rouge-queue, le Verdier, ...

Verdier



Léroty



Etourneau sansonnet



Tourterelle turque



De par leur présence dans les espaces urbains ou en périphérie, l'association arbres fruitiers et arbres d'ornement favorise une avifaune adaptée : Moineau domestique, Rouge-queue noir, Bergeronnette grise, Hirondelle des fenêtres, Tourterelle turque, Chouette effraie, ...

Pour la faune on trouvera alors aussi : la Souris grise, le Rat gris, la Musaraigne musette, le Mulot gris, la Fouine...

Des parcelles vides au sein du tissu bâti accueillent aussi des groupes arborés, importants dans le cadre urbain et le réseau de stations écologiques.

On observe le Faucon pèlerin et le Moyen Duc au centre du village.

Formations arborées en périphérie du village :



De façon générale, les structures arborées, quelles que soient leurs essences, jouent un rôle écologique et paysager majeur sur le ban.

Alignements d'arbres dans le paysage urbain ou naturel :



Les arbres, isolés, en haies ou bosquets, jouent différents rôles :

- au niveau écologique, dans la diversité de la faune et la flore associées, dans leurs fonctions de refuges, abris, habitats, zones de nourrissage ;
- au niveau environnemental, dans la contribution à la stabilité des sols, et à la fonction de brise-vent.

Le terriil Alex en cours de revitalisation est également riche en biodiversité.

9.3. La forêt

Le massif forestier couvre une centaine d'hectares au sud des RD 429 et 430.

La constitution des terrils Marie-Louise (stockage de résidus de l'extraction), la pollution aérienne par poussières issues des terrils ou des usines de traitement des produits d'extraction, la pollution souterraine de la nappe par lessivage des terrils et débordements des fossés de drainage, l'urbanisation et les aménagements sur la RD 430, ont entamé le patrimoine naturel boisé d'autrefois sur plusieurs dizaines d'hectares.

On observe, dans la forêt de Feldkirch, des Chênes, Frênes, Charmes, Aulnes, divers feuillus, Pins sylvestres et autres résineux, ... selon les conditions d'humidité et d'écoulement des eaux de surface.

Les zones humides sont favorables au Chêne pédonculé, en association avec l'Aulne glutineux.

Les terrains engorgés en bordure de voie ferrée sont plutôt colonisés par les Bouleaux.

Les Frênes, Erables sycomores, Robiniers sont caractéristiques des zones moins hydromorphes.

Le Chêne rouvre, le Charme, le Merisier, le Pin sylvestre se développent en station sèche.

La faune de la forêt comprend le Sanglier, le Chevreuil, le Lièvre, le Renard, le Lapin de garenne, le Canard colvert qui vit sur les deux ruisseaux drainant le massif.

Cette forêt péri-urbaine assure des fonctions essentielles :

- protection du milieu physique (sol, nappe, climat) et du milieu biologique (espèces animales et végétales) ;
- régularisation du régime des eaux (en favorisant leur infiltration) ;
- stabilisation du niveau de la nappe par absorption de l'eau par les arbres ;
- protection de la nappe contre les pollutions de surface ; ...

9.4. Les contraintes supra-communales

9.4.1. Le crapaud vert

La répartition actuelle du Crapaud vert (*Bufo viridis*) est limitée à la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Corse. L'espèce est classée "en danger" pour les populations du nord-est de la France.

Le Crapaud vert a un statut d'espèce intégralement protégée (annexe IV de la directive européenne 92/43/CEE, annexe II de la convention de Berne, arrêté du 19 novembre 2007, arrêté du 9 juillet 1999).

Il existe un Plan National d'Actions qui constitue une stratégie de conservation à long terme, visant à enrayer les menaces touchant l'espèce et à assurer a minima la pérennité des populations, en atteignant une dynamique viable.

Des Plans Régionaux d'Actions (PRA) en faveur du Crapaud vert sont déjà mis en œuvre, dont l'un en Alsace (suivi, préservation, prévention, ...).

D'après l'association Bufo, l'ancien carreau Marie-Louise est le seul site qui accueille une population encore assez nombreuse de Crapaud vert et qui permet le succès de sa reproduction. Intégré dans la « coulée verte » entre la Thur et les forêts de Feldkirch, il présente également un intérêt en termes de corridor écologique et de couloir de migration.

Ainsi, bien que le niveau d'actions varie de faible à fort pour le PRA, il s'agit d'un enjeu important pour la commune.



9.4.2. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

La mise en place d'un réseau écologique national nommé «Trame verte et bleue» a été l'une des mesures prioritaires du groupe « Préserver la biodiversité et les ressources naturelles » du Grenelle II de l'Environnement.

Cette démarche fait suite au constat de fragmentation importante du territoire et de fragilisation des populations animales et végétales, y compris en ce qui concerne les espèces ordinaires.

En Alsace, la politique Trame Verte et Bleue (TVB) a été initiée par le Conseil Régional dès 2003, afin de restaurer les réseaux écologiques dégradés de la plaine.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), outil de mise en œuvre de la TVB régionale, a été adopté en Alsace le 22 décembre 2014.

La trame verte et bleue est composée de deux catégories d'éléments :

- des réservoirs de biodiversité d'une part ;
- et des corridors qui les relient entre eux d'autre part.

Le tracé linéaire des cours d'eau en fait un cas particulier, ils peuvent être à la fois des corridors et des réservoirs.

Feldkirch est concernée par des réservoirs de biodiversité (terrils et forêts) et par des corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité correspondent aux sites à forts enjeux de biodiversité sur le territoire.

Il s'agit de grands ensembles, dont la taille et le degré de conservation sont jugés satisfaisants pour le maintien des espèces.

Ils sont définis sur la base d'éléments écologiques patrimoniaux tels que les zones bénéficiant de protections et/ou d'inventaires.

Les corridors écologiques sont les voies de déplacement empruntées par la faune et la flore, qui relient les réservoirs de biodiversité entre eux.

Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration.

Ils constituent des éléments importants dans le fonctionnement écologique des écosystèmes à l'échelle communale et supra-communale.

Leur qualité ainsi que leur continuité représentent un facteur essentiel pour la préservation des connexions et des relations entre les populations animales et végétales.

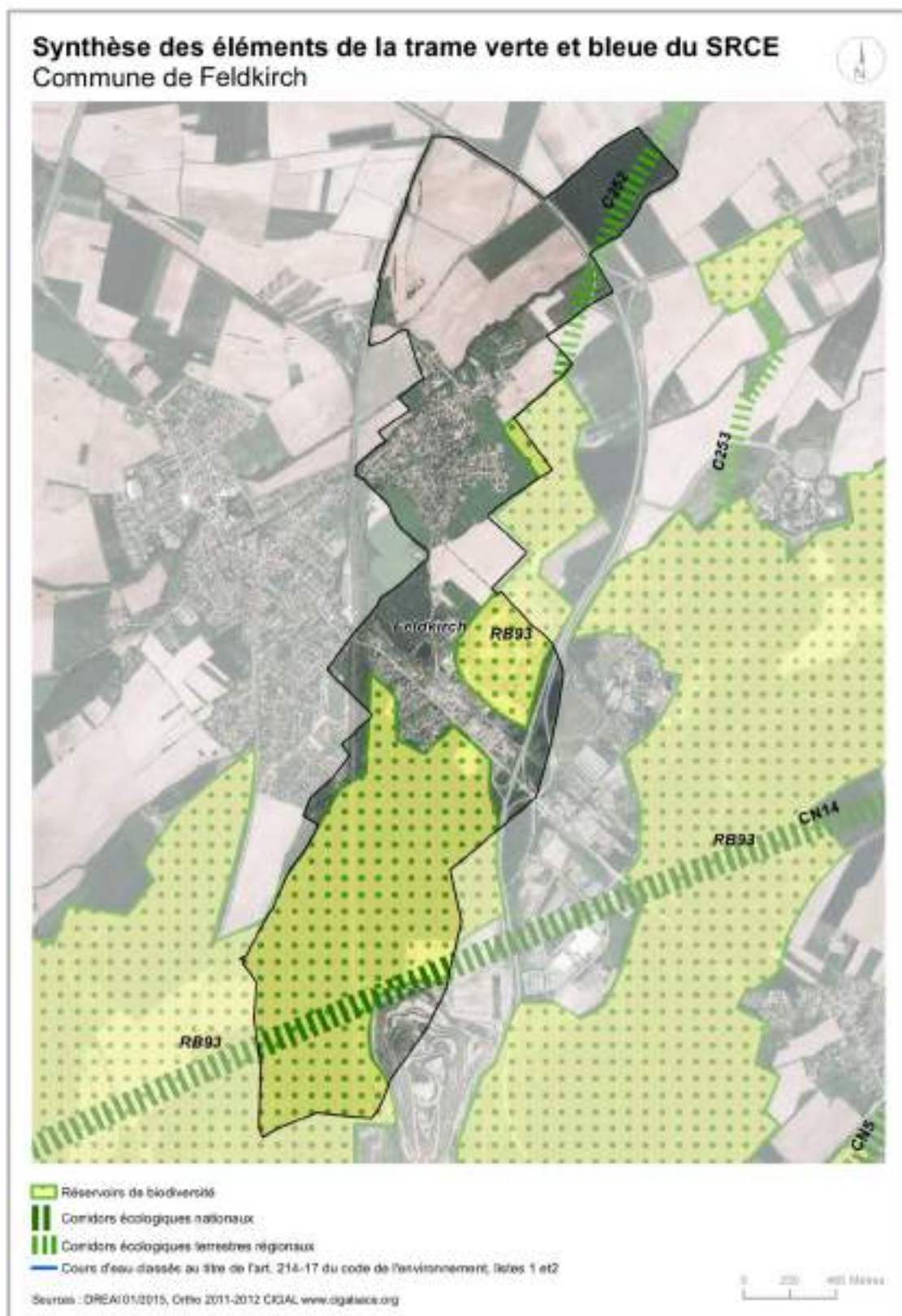
Le réservoir de biodiversité pour Feldkirch est celui des « Forêt du Nonnenbruch et bois de la Thur ».

Il regroupe des espèces des cours d'eau et milieux forestiers.

Le corridor au sud du ban communal correspond à celui des « Hautes-Vosges, vallée de la Thur et forêt de la Hardt », il est d'importance nationale.

Il comprend notamment des cours d'eau vosgiens, des milieux alluviaux, des prairies et milieux agricoles extensifs, des forêts de plaine et de montagne.

Le corridor, d'importance régionale, au nord du ban, correspond à un corridor de cours d'eau avec des espèces privilégiées : Rainette verte, Coronelle lisse (petit serpent), Chat sauvage.



En ce qui concerne plus particulièrement le terri Alex, une expertise a été réalisée par le bureau d'études Climax en 2015-2016.

Cette étude d'impacts a été à l'origine de mesures visant à la protection des milieux naturels, prises à l'occasion des aménagements réalisés sur le site (centrale photovoltaïque).

Par ailleurs, le long de la RD 429, on constate une erreur due à l'échelle du tracé du réservoir de biodiversité.

En effet ce tracé couvre le secteur NAe du POS (caduc depuis 2017), destiné à l'extension de la zone d'activités en vis-à-vis.

Or ce secteur n'est pas boisé, il s'agissait d'une friche qui sert temporairement d'aire de stockage. Il est aujourd'hui en cours d'aménagement.

Il ne fait en réalité pas partie en fait du réservoir de biodiversité.

Les études liées à l'élaboration du SRCE ont été réalisées à l'échelle du 100 000^{ème}, les données sont par conséquent à ajuster au niveau local.

Par ailleurs le réservoir de biodiversité couvre la centrale photovoltaïque existante sur l'ancien site minier Marie-Louise, ce qui est également une erreur.

9.4.3. La trame verte et bleue du SCoT

Le PLU doit être compatible avec le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) de la région mulhousienne, approuvé le 25 mars 2019.

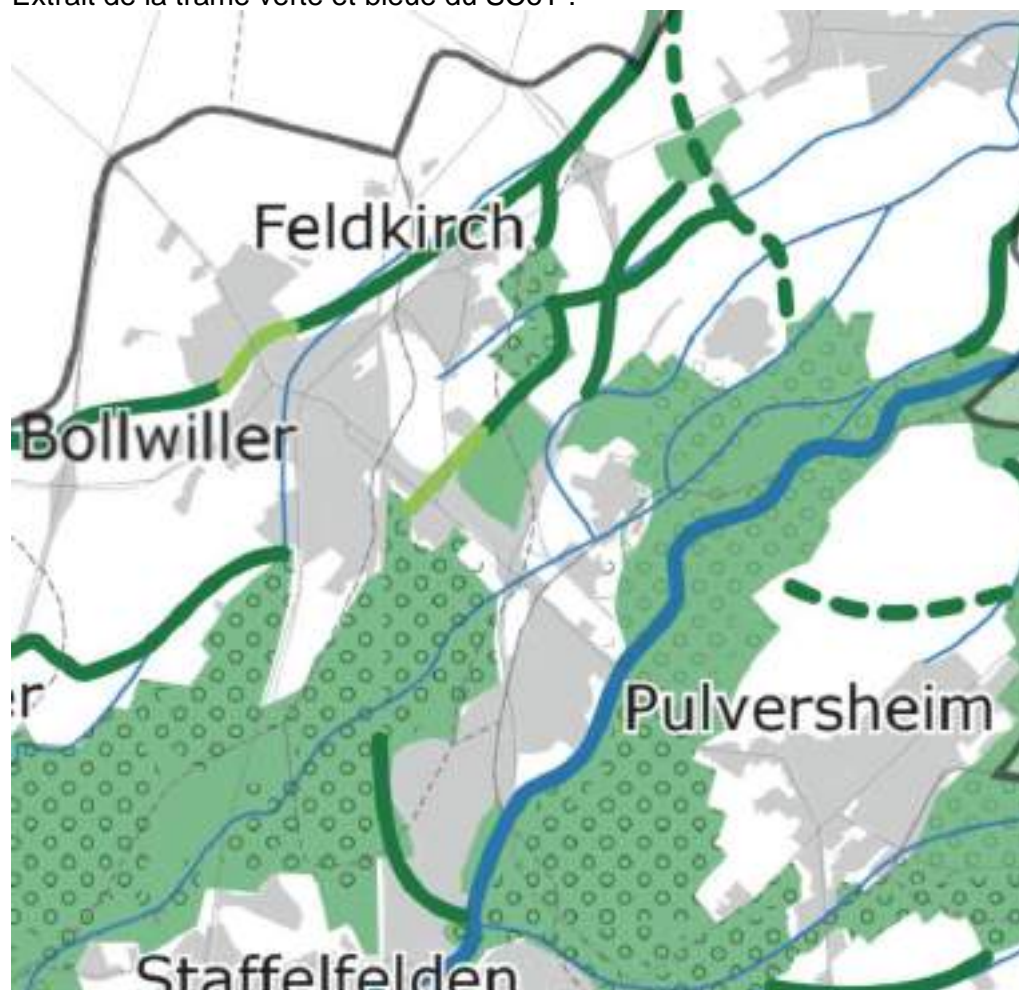
Ce dernier prend en compte les dispositions du SRCE.

Afin de préserver et conforter la charpente naturelle et paysagère de son territoire, le SCoT de la région mulhousienne définit une trame verte et bleue, des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Pour Feldkirch, les réservoirs de biodiversité du SCoT sont identiques à ceux du SRCE, sauf pour un petit site en bordure sud de la RD429, défriché depuis longtemps et en cours d'aménagement pour des activités économiques.

Les corridors écologiques du SCoT diffèrent de ceux du SRCE.

Extrait de la trame verte et bleue du SCoT :



Trame verte

- Réservoirs de biodiversité
- Corridors à préserver
- - - Corridors à remettre en bon état ou à créer

Corridors en milieu urbanisé

- Pénétrantes vertes à renforcer et à valoriser
- Passage à enjeu à préserver / restaurer en lien avec l'infrastructure

Trame bleue

- Cours d'eau classés (au titre du L.214-17 du CE) ou identifiés par le SDAGE
- Coulée verte du canal du Rhône au Rhin à préserver en vue de l'élargissement éventuel du canal

Éléments de contexte

- ▨ Espaces forestiers
- Autres cours d'eau
- Zones urbanisées ou anthropisées
- Limites communales

10. La gestion actuelle des ressources et risques

10.1. L'eau potable

L'alimentation en eau potable est assurée à Feldkirch par le SIAEP (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable) d'Ensisheim, Bollwiller et environs, qui regroupe les communes de Bollwiller, Ensisheim, Feldkirch, Meyenheim, Munwiller, Pulversheim, Raedersheim, Réguisheim et Ungersheim. Feldkirch a adhéré au syndicat en 1927.

L'eau distribuée, de 2010 à mi-2012, par le SIAEP, contenait des pesticides (bromacil et lénacile) mesurés à des teneurs supérieures à la limite de qualité. L'origine était une fuite de l'usine Du Pont de Nemours à Cernay. Après la découverte de la pollution de Du Pont de Nemours, il a été décidé de réaliser un nouveau puits à l'est du ban d'Ensisheim. Le meilleur site possible a été recherché pour éviter de nouveaux risques et il a été décidé de changer de bassin, du côté de la nappe du Rhin.

Depuis juin 2012, date de mise en service de ce forage Ensisheim Hardt, certains pesticides recherchés, même s'ils sont encore détectés, ne le sont plus qu'à l'état de traces.

On a constaté cependant une pollution bactériologique par des germes de type coliformes.

Il n'y a pas de risque sanitaire pour le consommateur, suivant le ministère de la santé, mais il appartient à la commune d'effectuer un entretien régulier du réseau d'adduction d'eau (désinfection par chloration au niveau du réservoir, purges des canalisations, etc...).

Des traces ont également été trouvées, dans cette eau, d'une pollution par l'ammonium (ammoniac dissous dans l'eau) dont l'origine peut être diverse : engrais, pollution animale ou humaine.

Toutefois, aujourd'hui, la qualité bactériologique et physico-chimique de l'eau distribuée est maintenant bonne ; il n'y a donc pas de nécessité de procéder à des traitements de l'eau.

Des prélèvements sont réalisés aux captages, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

Les analyses de l'eau distribuée en 2017 ont montré :

- que l'eau est douce (peu calcaire) ;
- l'absence de bactéries indicatrices de pollution ;
- que la ressource est bien protégée des apports en nitrates ;
- que certains pesticides recherchés ont été détectés à l'état de traces, inférieures à la limite de qualité ;
- que l'eau distribuée à Feldkirch était conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur ; ...

En ce qui concerne la capacité du réseau d'alimentation en eau potable, le puits qui alimente les 9 communes du syndicat présente aujourd'hui un débit de 3000-3500 m³/jour pour 22000 habitants.

Ce puits permettrait théoriquement d'alimenter environ 40000 habitants ; même si la commune de Feldkirch doublait sa population, il n'y aurait pas de problème d'approvisionnement, il faudrait juste pomper plus longtemps.

De plus, les équipements en place permettraient de faire transiter davantage d'eau que ce qui est actuellement consommé.

La conduite qui alimente Feldkirch est de type 350 mm, ce qui permet de desservir une commune de 10000 habitants¹.

Le stockage de l'eau s'effectue dans le château d'eau d'Ungersheim, ou celui de Pulversheim.

10.2. Les eaux usées

La gestion du traitement des eaux usées est effectuée par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne.

Les eaux usées de Feldkirch sont dirigées vers la station d'épuration de la commune, comme celles de Bollwiller.

La station est située à proximité de l'entrée nord-est du village, son milieu récepteur étant le ruisseau qui la borde.

Sa capacité règlementaire correspond à 5 500 équivalents habitants.

En 2017, la station a reçu environ 210 kg DBO5/jour soit 3490 équivalents habitants.

La station d'épuration de Feldkirch pose des problèmes récurrents d'eaux claires parasites.

Le SIVOM de la region mulhousienne a entrepris, entre 2011 et 2015, des travaux :

- de réduction des eaux claires sur les reseaux de collecte, permettant de réduire la dilution des eaux et d'améliorer le fonctionnement de la station ;
- d'augmentation du débit admis au pré-traitement de la station ;
- de création d'une zone de rejet végétalisée en sortie du déversoir d'orage amont.

Ces mesures ont permis de limiter l'impact sur le milieu naturel.

Par ailleurs, des mesures de suivi de la qualité du milieu récepteur ont été mises en oeuvre de manière à dimensionner les capacités de traitement d'un nouvel ouvrage qui devraient se situer entre 5550 et 6000 équivalents habitants.

Dans le souci d'amélioration des ouvrages actuels, il a été procédé à la fin du

¹ Source : SIAEP

printemps 2018 à des tests d'injection de polymère dans le bassin d'aération afin de permettre une meilleure décantation des boues et donc la fiabilisation du traitement épuratoire du site.

Ces essais ont également mis en avant une possibilité théorique d'augmenter significativement le débit admissible sur la station tout en conservant une eau épurée répondant à la réglementation.

Pour l'amélioration du traitement de la station existante, les tests de traitement avec ajout de polymère ont été concluants et le SIVOM est passé en phase opérationnelle depuis mai 2019.

Le débit maximal transitant par la station d'épuration est dorénavant de 115m³/h au lieu de 80m³/h.

L'injection de polymères a en effet entraîné une augmentation artificielle du débit de la station, et une amélioration du traitement.

L'ajout de produits permet de decanter les bactéries plus rapidement.

La commune de Feldkirch inscrit des emplacements réservés dans son PLU, pour la construction d'une nouvelle station d'épuration et pour son accès, au nord-est du village, suffisamment éloignée des zones d'habitation.

Le SIVOM de l'agglomération mulhousienne s'est engagé, notamment par délibération du 8 juin 2018 à mener des travaux de construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées et d'un bassin d'orage pour le système d'assainissement de Bollwiller-Feldkirch.

En mai 2019, le maître d'œuvre a été retenu ; les travaux d'avant-projet étaient en cours en octobre 2019.

L'acquisition des terrains est en cours en 2021.

L'objectif du SIVOM est une mise en service de la nouvelle station pour mi-2023 et d'un bassin d'orage dans la foulée

Le bassin d'orage pourrait être construit sur le site de la station d'épuration actuelle, ou sur celui de la nouvelle station, en fonction des possibilités et contraintes.

Dans ces conditions, on peut considérer que les démarches engagées par la collectivité garantissent la prise en compte de la problématique de l'assainissement à long terme (2050) pour les deux communes dont les perspectives de développement et d'accueil de population nouvelle ne sont donc pas remises en cause.

La nouvelle station d'épuration présentera une capacité de 6300 Equivalents Habitants.

De plus, la station actuelle a une capacité suffisante pour absorber le développement des 2 communes en attendant la mise en service de la nouvelle station.

Par ailleurs, la commune est couverte par un zonage d'assainissement datant de 2015, qui est annexé au dossier de PLU en 2019.

Il est en cours de révision en 2021.

Il sera mis à jour par le SIVOM lorsque le PLU sera approuvé ; la nouvelle version remplacera alors celle de 2015 dans les annexes du PLU.

10.3. Les déchets

La communauté d'agglomération m2A assure la valorisation des déchets (recyclage) ou leur élimination (incinération).

La collecte en porte-à-porte se fait pour les papiers cartons, briques alimentaires, journaux, magazines, prospectus, cartonnets, bouteilles et flacons en plastique, déchets verts,

La collecte du verre, notamment, se fait par en apport volontaire rue des bois et rue principale.

Les déchetteries les plus proches sont à Pulversheim et Wittenheim.

Les déchets sont triés en différentes catégories au centre de tri à Illzach. Ils sont ensuite compactés et transformés en balles avant de rejoindre les filières de recyclage.

Les containers proches du cœur du village :



Les métaux ferreux et non ferreux, contenus dans les ordures ménagères, sont envoyés à l'usine d'incinération de Sausheim, et triés avant incinération (en retirant le plus gros).

Après incinération, les métaux restants sont retirés des cendres, grâce à un crible et un équipement (basé sur le principe de l'aimant) qui permet de trier les particules non ferreuses telles que le cuivre, l'aluminium ou le laiton.

Les métaux récupérés sont ensuite expédiés vers les filières de recyclage.

L'énergie libérée par l'incinération des déchets permet de valoriser les ordures ménagères sous forme d'électricité.

10.4. La sismicité

Le risque sismique (modéré) induit le respect de normes de construction.

La commune de Feldkirch est en effet classée en zone de sismicité modérée, conformément aux décrets n° 2010-1254 (relatif à la prévention du risque sismique) et n° 2010-1255 (portant délimitation des zones de sismicité du territoire français), du 22/10/2010, qui sont applicables depuis le 1er mai 2011.

Les constructions et installations sont donc soumises aux règles parasismiques correspondantes.

La réglementation parasismique impose différents niveaux d'exigence de résistance aux séismes selon le niveau de risque à la personne et de l'impact socio-économique que présente la défaillance de chaque ouvrage.

Ainsi, la réglementation distingue deux classes d'ouvrages : les ouvrages « à risque normal » et les ouvrages « à risque spécial » (art. R.563-2 du code de l'environnement).

Chacune de ces deux classes est subdivisée en différentes catégories d'ouvrages.

Les règles parasismiques applicables aux bâtiments à risque normal s'intéressent au comportement de la structure (sa résistance aux secousses), mais également au dimensionnement des éléments non structuraux (cloisons, faux plafonds, cheminées...).

Les exigences réglementaires en matière de dimensionnement parasismique ne sont pas les mêmes selon que l'on considère un ouvrage neuf ou déjà existant. Pour les ouvrages déjà existants, des travaux de renforcement peuvent être imposés dans certains cas, et la réalisation de travaux ne doit pas aggraver leur vulnérabilité aux séismes.

10.5. Le transport de matières dangereuses

Le risque de transport de marchandises dangereuses est consécutif à un accident ou un incident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière (RD430), ferroviaire ou canalisation, à Feldkirch.

Il s'agit de risques d'incendie, d'explosion, de déversement, qui peuvent propager dans l'atmosphère des vapeurs toxiques, et polluer l'environnement.

Le transport de matières dangereuses ne concerne pas uniquement les produits hautement toxiques, explosifs ou polluants.

Tous les produits utilisés couramment comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'accident, présenter des risques pour la population ou l'environnement.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de 2003 a classé l'ensemble du département en zone à risque d'exposition au plomb (dans les bâtiments).

Les annexes du PLU comportent les informations sur le risque d'exposition au plomb.

Il existe des zones de recul par rapport au gazoduc qui passe à l'extrémité est du ban communal.

Selon la zone il convient de prévenir le transporteur de gaz en cas d'aménagement, et plus près de la canalisation, de ne pas permettre l'implantation d'immeubles de haute taille ni de certains Etablissements Recevant du Public (ERP).

Zones de recul de la conduite de gaz :



10.6. Le SDAGE et les SAGE

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré pour un périmètre hydrographique cohérent.

Feldkirch est concernée par le SAGE :

- Ill-nappe-Rhin approuvé en 2015. Les enjeux du SAGE sont les suivants : préservation et reconquête de la qualité de la nappe phréatique, notamment vis à vis des pollutions diffuses, gestion des débits (crues et étiages, relations entre le Rhin et la plaine), restauration des écosystèmes (cours d'eau et zones humides), reconquête de la qualité des eaux superficielles ;
- de la Thur, approuvé en 2001. Les enjeux sont : qualité des eaux, gestion débits d'étiage, restauration milieux physiques ;
- de la Lauch, approuvée le 15 janvier 2020. Il délimite des zones humides ordinaires et prioritaires sur le territoire de Feldkirch.

Le PLU est compatible avec le SDAGE et les SAGE, dans la mesure où les choix, notamment :

- n'affectent aucune zone humide, aucun milieu à fort intérêt naturel,
- ne placent aucune construction dans une zone inondable par débordement de cours d'eau,
- ne mettent pas en péril les capacités de la ressource à alimenter la population en eau potable,
- sont accompagnés d'un projet de nouvelle station d'épuration, ...

10.7. Le PGRI

Le PGRI (Plan de Gestion des Risques d'Inondation) du district Rhin a été approuvé le 30 novembre 2015.

On peut noter quelques-uns de ses objectifs pour le bassin versant du Rhin :

- identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues
- préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable ;
- limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro écologiques ;
- prévenir le risque de coulées d'eau boueuse, ...

Le PLU de Feldkirch ne va pas à l'encontre de ces dispositions.

10.8. Les centrales photovoltaïques

La partie nord de la ZAC du carreau Marie-Louise, à Feldkirch, comprend un parc solaire (sur bâtiments avec accueil d'entreprises pour certains secteurs de la ZAC).



La centrale existante à cheval sur les bans de Feldkirch, Ungersheim et Staffelfelden

La centrale solaire du site Marie Louise assure déjà l'indépendance énergétique des foyers de Feldkirch et d'Ungersheim (pour les consommations électriques des foyers, hors chauffage et eau chaude).

Ces efforts vont être confortés par l'aménagement en cours d'une centrale photovoltaïque sur une portion du terri­l Alex, à cheval sur les communes de Feldkirch et d'Ungersheim.

Cette opération présente un caractère d'intérêt général. En effet, la production d'énergie d'origine renouvelable permettra :

- de répondre aux objectifs de 23% de production d'énergies renouvelables fixés par la France et l'Union Européenne ;
- de répondre aux objectifs et orientations du SRCAE (Schéma Régional Climat Air Energie) Alsace et du PCET (Plan Climat-Énergie Territorial) de la m2a (Communauté de Communes Mulhouse Alsace Agglomération) ;
- de renforcer l'indépendance énergétique des communes d'Ungersheim et de Feldkirch.

La réalisation de cette centrale permettra en outre d'éviter d'importantes pertes d'énergie lors du transport. En effet, les consommateurs et entreprises sont sur place.

De plus, l'implantation du projet sur le terriil répond à plusieurs objectifs et recommandations nationales et locales relatives à la consommation foncière. En effet, localisé sur le terriil, pollué et à l'abandon, le projet ne consomme ni surface agricole ni zone urbanisable et répond aux objectifs de « requalification ».

A Feldkirch, les nouveaux panneaux se déploieront sur 4,43 ha du terriil Alex.

Une étude d'impacts de la centrale photovoltaïque sur le terriil a été achevée par le bureau d'études Climax en 2016, comme déjà mentionné.

Les spécificités du terriil ont justifié son classement en ZNIEFF de type 1 (incluant d'autres sites) et il a été cartographié comme « réservoir de biodiversité » par le SRCE et le SCoT.

L'importance du terriil Alex est forte au titre de la ZNIEFF, notamment au titre des espèces.

Les habitats déterminants sont en revanche principalement localisés hors terriil, dans les parties humides de la ZNIEFF.

Le maintien de la valeur ZNIEFF du terriil Alex est apparu comme un enjeu fort du projet de parc solaire.

L'analyse a montré que la quasi-totalité des espèces justifiant la ZNIEFF sera maintenue.

Ce maintien, sur l'ensemble du terriil, est déduit pour l'une (ou la combinaison) des raisons suivantes :

- l'espèce ou l'habitat déterminant occupe un espace non convoité par le projet (ex. : roselière sèche, terrier de européen) ;
- l'espèce est répandue dans des secteurs qui ne seront pas touchés par le projet (ex. : Lézard des murailles) ;
- l'espèce sera maintenue grâce aux mesures d'évitement (ex. : Orthoptères des friches et sols nus) ;
- l'espèce bénéficie de mesures adaptées (ex. : Crapaud calamite).

Le Crapaud vert n'a pas été observé sur le site en 2015, malgré des recherches ciblées en période favorable. Sa présence sur le terriil est peu probable.

Le SRCE indique que le terriil est intégré à un vaste réservoir de biodiversité d'intérêt régional. Celui-ci est essentiellement composé de massifs de forêts humides, du massif du Nonnenbruch aux bois de la Thur.

Le terriil Alex est relativement isolé du reste du réservoir de biodiversité : il est fragmenté à l'est par la RD 430, et au sud-ouest par l'urbanisation. Les possibilités de lien avec d'autres sites aux valeurs écologiques similaires sont difficiles et peu probables (terriil Marie-Louise au sud, carreau et terriil Rodolphe à l'est, gravières et plans d'eau ...).

Localement, le terriil constitue un réservoir de biodiversité pour les habitats et espèces des milieux pionniers, chauds et secs, notamment les insectes sténoèces (Orthoptères) et, dans une moindre mesure, pour les amphibiens dont le Crapaud calamite.

Des mesures compensatoires comme le maintien d'habitats ouverts (dont mare au sein du périmètre de la centrale), la conservation et la création de mares, au sud des panneaux, seront favorables notamment au Crapaud calamite.

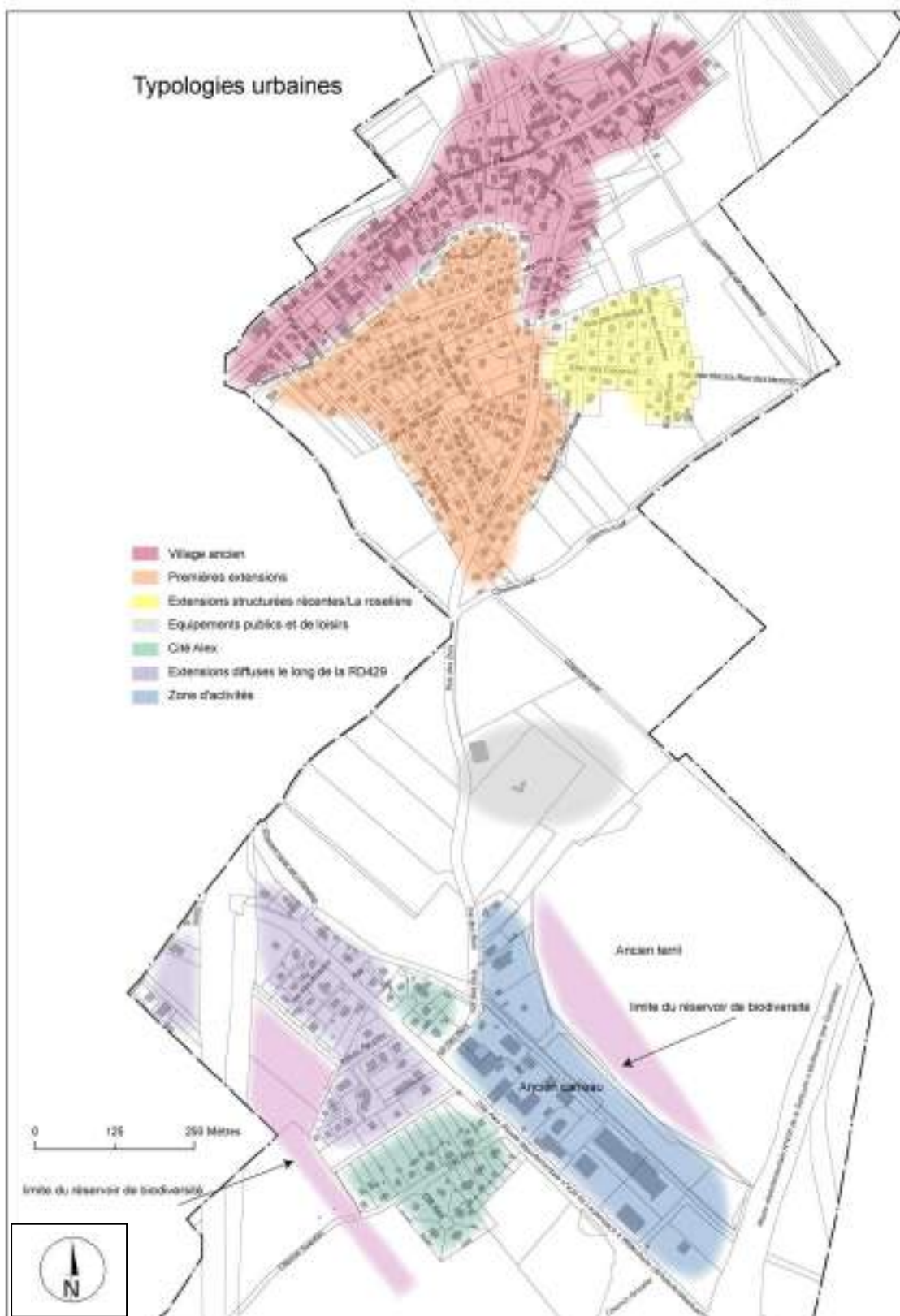
Des mesures d'évitement et de réduction des impacts ont par ailleurs été prises pour définir le projet d'implantation de la centrale.

De plus, des opérations de plantations arbustives et arborescentes sont en cours au sud du terri, menées par la commune de Feldkirch.

Les plantations substitueront peu à peu aux friches des peuplements boisés, et diversifieront les habitats du site.

Elles devraient aboutir à la création de plus de 6 ha de boisements.

LE DEVELOPPEMENT URBAIN



11. Le village historique

L'agglomération de Feldkirch est scindée en 2 parties, distantes l'une de l'autre d'un peu moins d'un kilomètre, et conurbées toutes deux à Bollwiller.

D'une part, la partie construite à partir du village originel.

Celui-ci, le long de la RD44, a été largement étendu au sud depuis la seconde moitié du 20^{ième} siècle.

11.1. Mixité de l'habitat et des fonctions

Autour de la rue principale, et à la racine des voies qui en partent, le village ancien est celui qui connaît depuis le plus longtemps des opérations de densification.

Il présente ainsi une très grande mixité, du point de vue architectural, mais également une certaine mixité des types d'habitat (logements collectifs, maisons accolées, ...) grâce notamment à des opérations de renouvellement urbain.

La mixité des constructions :



Ce « centre » ancien regroupe les équipements publics, services et quelques entreprises, mais il constitue en réalité, plutôt qu'un « centre », la limite nord de tout le village.

Une mixité des fonctions :



11.2. Le patrimoine ancien

Les anciennes exploitations agricoles sont linéairement étalées le long de la voie principale entre Bollwiller et la sortie est du village.

Il subsiste dans le village des maisons et fermes anciennes, datant du 17^{ième} siècle au tout début du 20^{ième}.

Des vestiges de bâtiments anciens, des fermes-cours notamment, ont parfois été réutilisés, rénovés ou reconstruits pendant le 20^{ième} siècle sur le mode d'implantation initial.

Aujourd'hui, qu'ils soient réutilisés/rénovés ou non, les bâtiments résiduels de l'activité agricole sont très prégnants dans le paysage du cœur du village.

Ils sont fortement mêlés aux constructions récentes, ou rénovations récentes, greffées autour de ces sites agricoles.

Certains bâtiments comme les granges présentent des volumes relativement importants, des caractéristiques permettant au paysage urbain de conserver un aspect rural comme les formes, sens, volumes, et débords des toitures, ...

Il en est de même pour les éléments résiduels en bois, les murs de pignons sur rue, murs de clôture, qui sont un rappel de l'histoire du village et lui confère une particularité qu'on ne trouve pas dans les quartiers construits à partir de la seconde moitié du 20^{ième} siècle.

La prégnance des traces agricoles et rurales dans le paysage urbain :



Quelques bâtiments anciens peuvent être plus particulièrement remarquables.

Contrairement au schéma rural classique, deux grandes fermes ne sont pas bâties au cœur du village, mais à sa sortie vers Ungersheim.

Le logis de la ferme située 62 rue principale date de 1717. Sa façade reprend les lignes néo-classiques des maisons urbaines construites vers 1800 ; le balcon à l'étage tend également à donner l'aspect d'une maison de ville.



La ferme du numéro 63 de la rue est de même style. Deux poteaux à l'entrée de la cour sont réalisés dans un style néo-classique.

Le « château » ou « petit château », situé au 6 rue des bois, tranche avec les autres bâtiments historiques du village, plus agricoles.

Sa spécificité est notamment due à la tourelle d'escalier en façade, avec sa toiture à flèche polygonale.

La maison date du tout début du 17^{ème} siècle (1604).



Ce bâtiment a récemment été acquis par la commune.



L'ancien presbytère se trouve rue principale, près de l'église Saint-Rémi.

Il présente une variante (deux fenêtres encadrant la porte, trois fenêtres au premier étage) de la façade typique des presbytères alsaciens de son époque.

La maison a été édifiée en 1774, son toit est long avec des croupes.

Il accueille aujourd'hui des logements collectifs sociaux.

11.3. La morphologie urbaine

Dans cette partie historique, la surface bâtie est la plus importante de la commune.

Les constructions sont pour beaucoup implantées à l'alignement de la voie publique, même si la densification du tissu bâti a abouti à un mélange entre ce type d'implantation traditionnel et des opérations en retrait par rapport à la voie.

Par contre, les distances des constructions par rapport aux limites séparatives sont presque partout faibles.

Dans la plupart des cas les bâtiments sont implantés au moins sur une limite, du fait que des espaces résiduels, réduits et souvent en lanières, ont été utilisés.

La morphologie traditionnelle du village ancien :



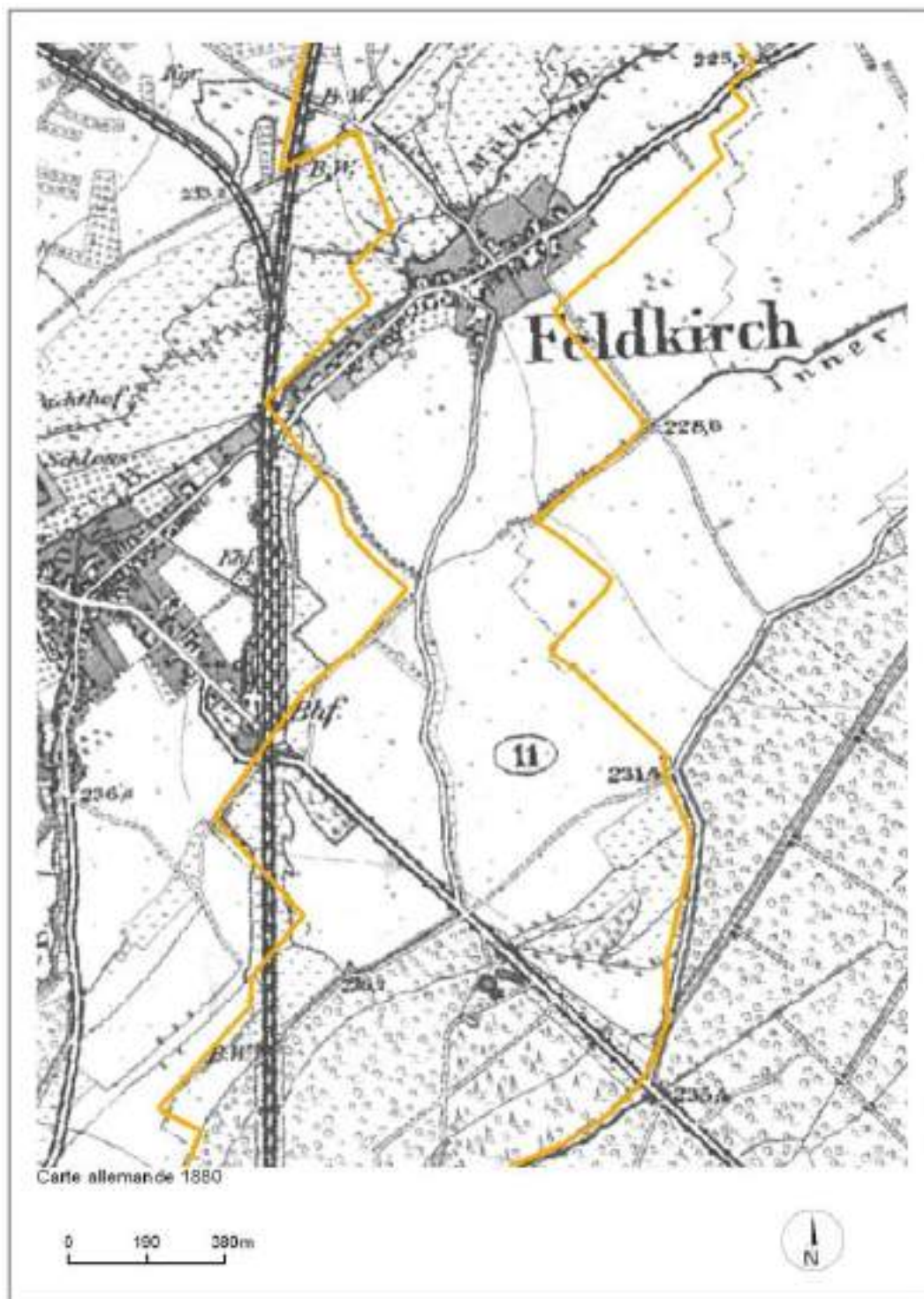
L'emprise des constructions sur leur parcelle est dans ce secteur la plus forte du village, et dans plusieurs cas elle est supérieure au tiers de la superficie de leur parcelle.

On compte cependant encore de nombreux cas où ce tiers n'est pas atteint, ce qui tendrait à montrer que, certes il reste peu de parcelles vides dans ce secteur, mais il subsiste par contre des possibilités de densification sur des parcelles déjà construites.

Toutefois, ce type de foncier fait évidemment l'objet d'une forte rétention foncière, et d'autre part la rue principale est peut-être arrivée à sa limite en termes de flux automobiles supplémentaires.

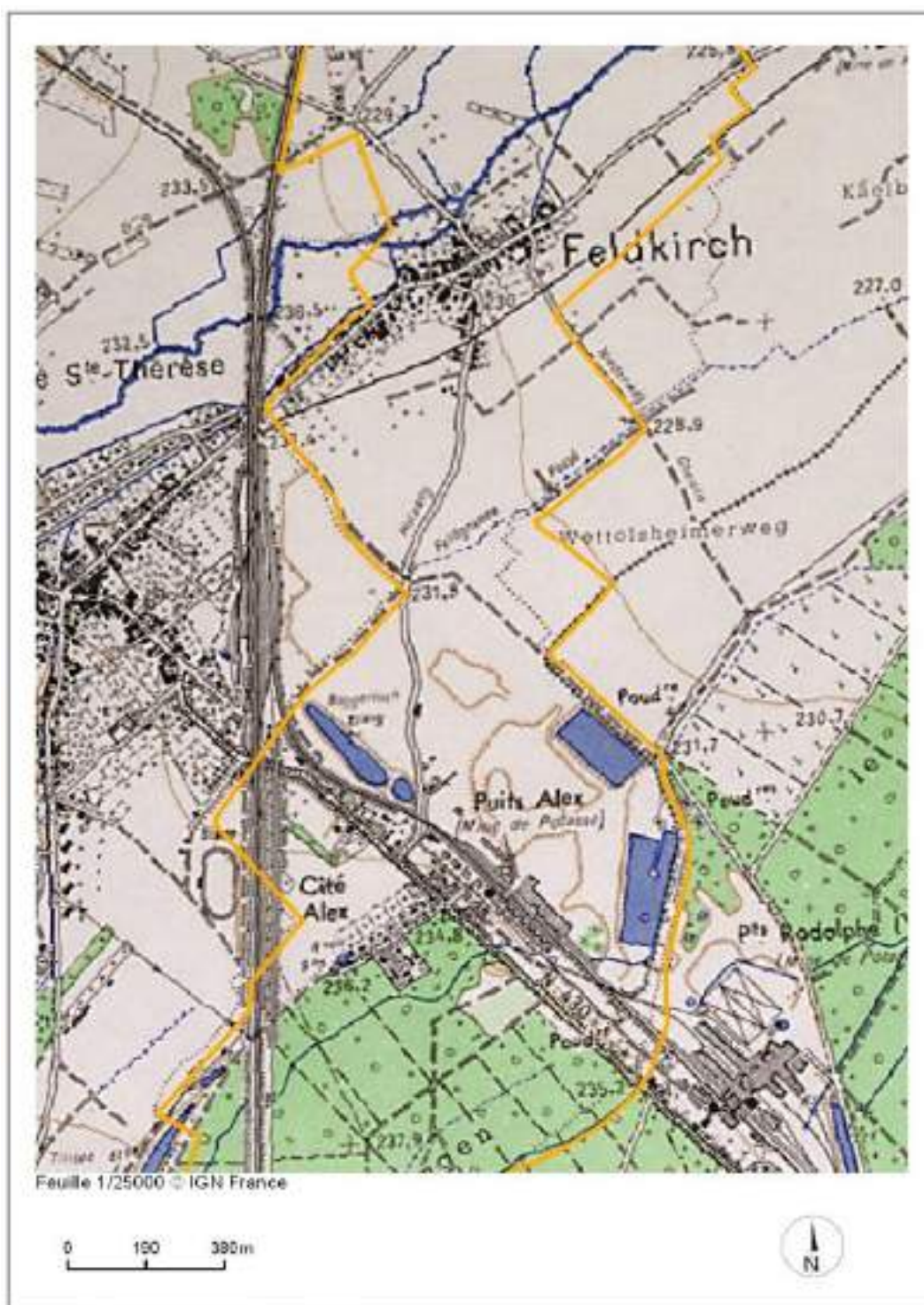
En effet, il semble que la multiplication des accès à plusieurs logements sur cette RD et ses courbes ait créé quelques points plus à risques.

Carte de 1880 :



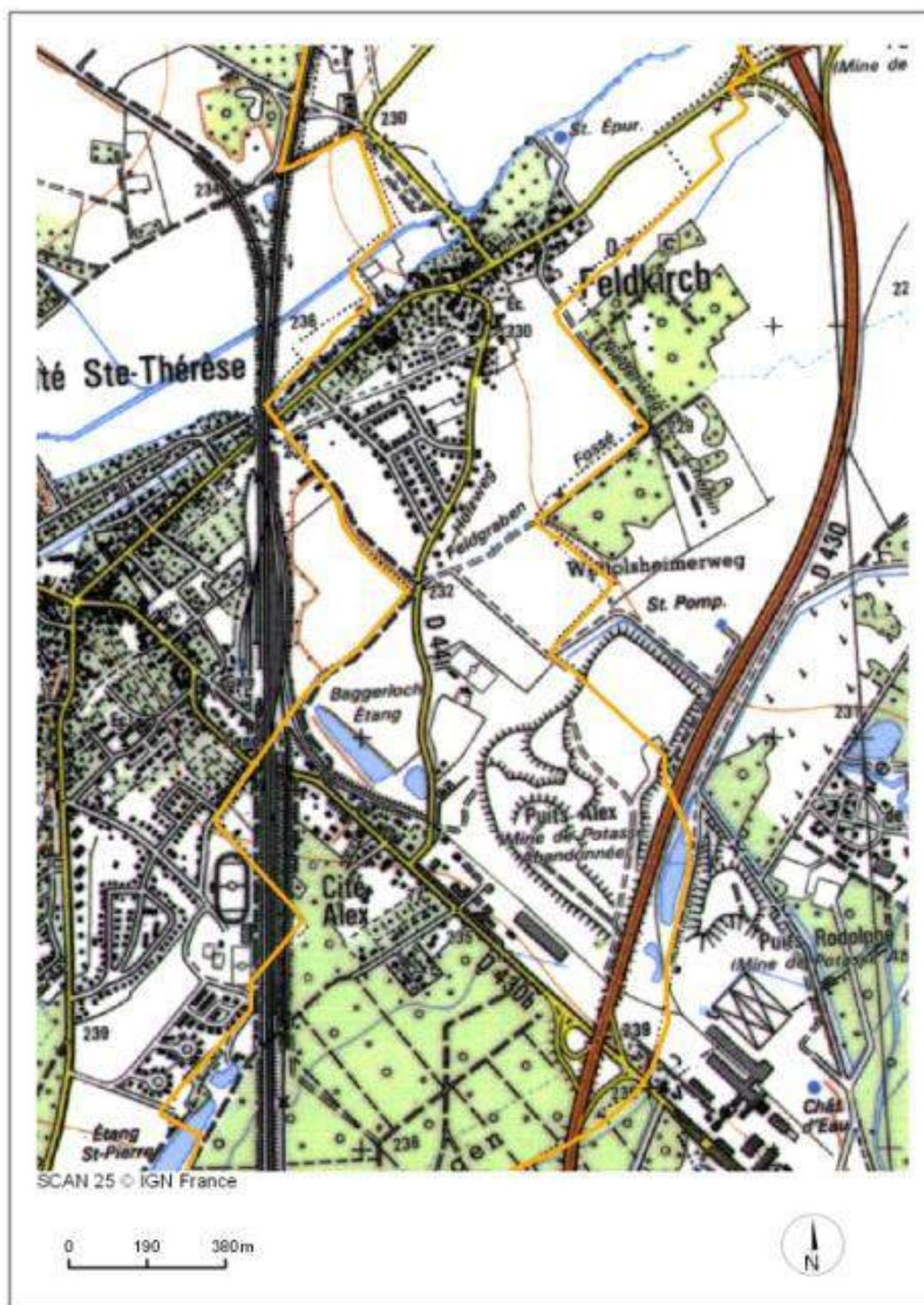
Sources : Archives Départementales du Haut-Rhin

Carte de 1957 :



Sources : Feuille 1/25000 © IGN France 1957

Carte de 1987 :



Sources : SCAN 25 © IGN France 1987

12. Les extensions depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle

Au sud-ouest du village originel, s'étendent les quartiers essentiellement pavillonnaires et résidentiels réalisés à partir de la seconde partie du 20^{ème} siècle.

Les maisons sont d'époques diverses des années 1950 à 2000, présentant les physionomies correspondantes.

On note toutefois que les aspects architecturaux sont peu variés et tout l'ensemble est assez homogène.

La plupart des maisons présente un sous-sol semi-enterré, un niveau plus un autre dans les combles, avec une toiture à 2 pans.

Celle-ci est parfois parallèle à la rue, mais le plus souvent le pignon est face à la rue.

On observe quelques variantes :

- des maisons des années 80 reprenant des aspects traditionnels comme des colombages, une toiture à 4 pans avec demi-croupes,
- des toitures à plusieurs pignons dont celles des maisons « traditionnelles » susvisées ;
- des toitures à 2 pans sur des volumes bas et longs ;
- des maisons d'un niveau des années 50 à 70, à toitures à 4 pans et faible pente ;
- des bâtiments de type « chalets », à 2 niveaux dont l'un sous une toiture à faible pente, mais à 2 pans à débords sur une façade large, ...

Elles sont toutefois bien intégrées dans leur environnement du fait de leur volume contenu et du respect des modes d'implantations du quartier.

Les bâtiments principaux sont pratiquement tous implantés à plus de 3 mètres par rapport à l'espace public, et beaucoup se trouvent également en retrait de plus de 3 mètres par rapport aux limites séparatives de leur parcelle.

L'emprise des constructions par rapport à la taille des terrains varie surtout de 10% à un tiers.

Le développement dans et autour du triangle « rue des bois - rue des mines - rue des prés » :



13. L'opération d'extension en cours

13.1. Une première phase avec le lotissement la « roselière »

Le lotissement de la roselière, d'une trentaine de parcelles, constitue la seule portion de secteur/zone d'extension NA du POS consommée entre 1993 et la fin des années 2010.

Plus exactement, la plupart des maisons a été édifiée à la fin des années 90, mais il s'en est rajouté ponctuellement une de temps en temps.

Les caractéristiques principales de la morphologie urbaine dans ce lotissement sont comparables à la partie ouest de la rue des bois :

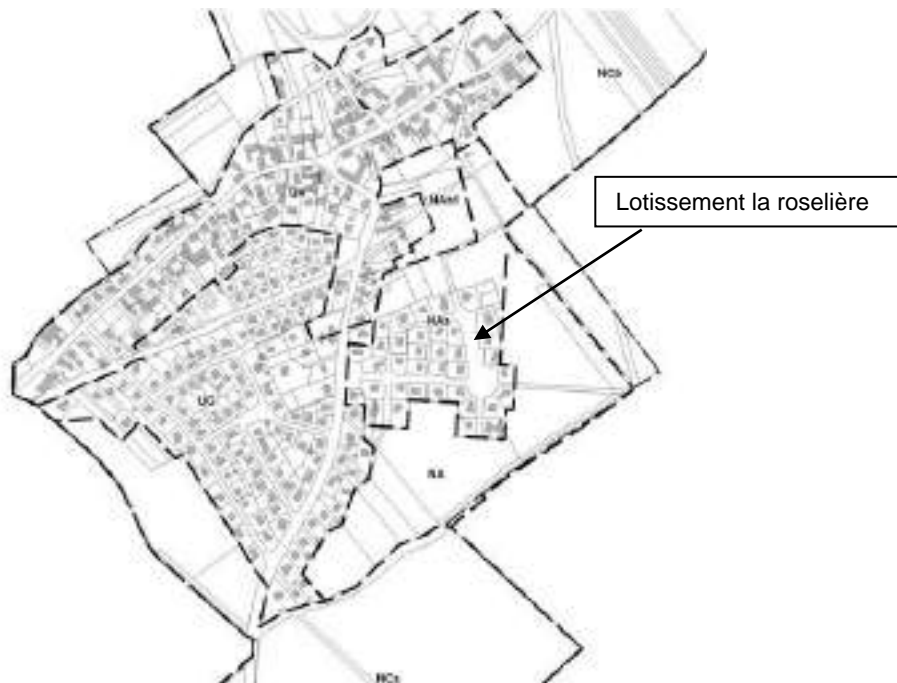
- bâtiments présentant un sous-sol semi-enterré, un niveau droit et un niveau sous combles, avec une toiture souvent à 2 pans, parfois à plusieurs pignons ;
- un recul des constructions par rapport à la voie publique et aux limites séparatives de plus de 3 mètres ;
- des clôtures basses, en particulier les murets de clôture bas, qui ne cloisonnent pas l'espace ;
- une emprise au sol des constructions (le plus souvent entre 10 et 20% de la superficie de la parcelle) qui permet de conserver un paysage très aéré.

Le lotissement de la roselière, dans la partie nord du village :

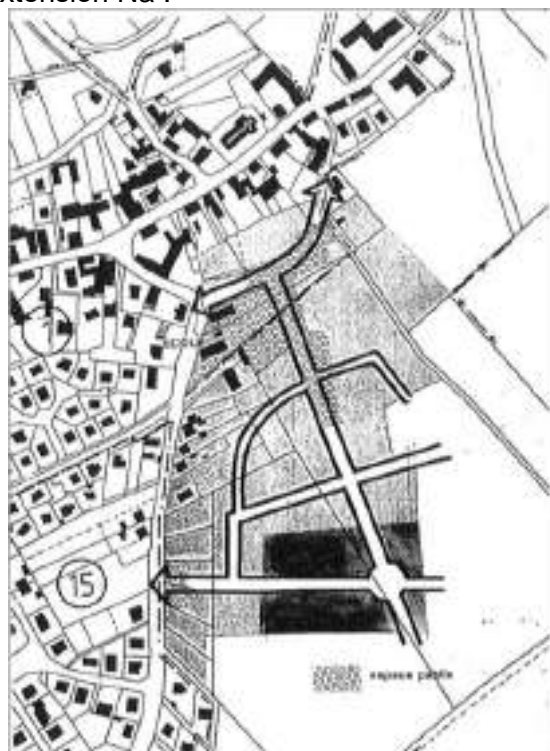


Cette ventilation du tissu bâti est renforcée par la largeur des rues, calibrées pour faire partie d'un projet de plus grande ampleur.
En effet, le lotissement de la roselière a été construit au sud du secteur NAa du POS.

Zones NA du POS avant mise en compatibilité de 2016 (reportées sur un plan cadastral récent) :



Or, le rapport de présentation du POS contenait un schéma d'organisation des zones/secteurs d'extension Na :



Le lotissement de la roselière devait constituer la première tranche d'un projet d'urbanisation qui, à terme, s'articulerait avec le secteur NAa1 au nord (inséré dans l'enveloppe urbaine existante), et la zone NA, réserve foncière, au sud et à l'est.

Projet d'ensemble d'origine :



Même si l'ensemble du site bâti de la roselière est cohérent, le lotissement était inachevé à la fin des années 2010.

Le plan global des années 1990 n'avait pas pu être achevé.

Les réseaux et voiries avaient été calibrés, dès l'origine, pour une urbanisation de tout le secteur compris entre la rue des Bois, le ruisseau, et la piste cyclable.

Le système de desserte/voirie de la roselière, s'il n'y avait pas eu de prolongation, aurait été fortement irrationnel, aurait constitué un gaspillage de terrains important, et aurait perdu une intéressante possibilité de raccordement au réseau du reste du village.

Le lotissement est en effet articulé autour d'impasses qui ont été très consommatrices d'espace, qui finalement posaient un problème du fait de l'absence de places de retournement, et qui n'auraient pas de raison d'être si l'extension de la roselière s'était avérée définitivement impossible.

De plus, s'il n'y avait pas eu de continuité possible de ce lotissement, le bénéfice de sa localisation dans le village aurait été perdu, voire se serait transformé en incongruité.

L'extension en cours de ce lotissement permettra également à la commune de « rentabiliser » ses investissements en équipements publics, dans la mesure où les opérations à venir se grefferont sur les équipements d'infrastructures du lotissement de la roselière, largement dimensionnés à l'époque pour la poursuite de l'urbanisation.

13.2. Le champ des oiseaux

En 2016 a été autorisée la prolongation de la roselière par le lotissement « le champ des oiseaux ».

L'opération est en cours.

La commune a réussi à débloquer une situation de rétention foncière qui empêchait jusqu'alors une extension de la roselière, prévue dès le début des années 90.

A l'époque où le champ des oiseaux n'était encore qu'un projet, la population de la commune connaissait une tendance à la baisse.

L'évolution démographique due au solde migratoire était négative.

Avec globalement moins de classes d'âge jeunes et plus de classes d'âge supérieures à 40 ans, la population de Feldkirch présentait une structure plus âgée que la population départementale.

La conservation à terme des écoles existantes était menacée ; à la rentrée 2015 une classe de maternelle avait été fermée.

Il existait paradoxalement une réelle demande de solutions pour rester dans la commune de la part des jeunes ménages dont les parents habitent à Feldkirch. Or, ces derniers étaient contraints de partir dans une autre commune (pas d'offre en adéquation avec leurs demandes ou moyens).

De ce fait, la tendance devait absolument être inversée afin de maintenir les équipements vitaux pour la vie du village dans un parfait état de fonctionnement.

S'agissant d'un projet de lotissement communal, le champ des oiseaux devait permettre des opérations d'aménagement pour la construction de logements selon une typologie répondant à la demande.

Il devait ainsi contribuer à fixer dans la commune des jeunes ménages avec enfants, à même de pérenniser les équipements scolaires et de garantir la vitalité et le dynamisme de la commune.

La proximité de la gare de Bollwiller et des axes routiers majeurs (RD 430, RD 83) rendent par ailleurs la commune attractive en matière résidentielle et renforcent l'atout qu'offre le positionnement géographique favorable de Feldkirch par rapport aux pôles urbains haut-rhinois (Mulhouse, Colmar, Guebwiller, Cernay).

Pour le nouveau lotissement, l'existence et la proximité de la gare évitent des investissements coûteux en matière de transports collectifs et présentent un argument essentiel quant à l'intérêt de la création du champ des oiseaux : il est en effet prévu dans les textes de loi depuis « Grenelle 2 » (2010) de favoriser, voire de privilégier, l'ouverture à l'urbanisation à proximité des gares et autres sites d'échange avec des transports en commun performants.

Le champ des oiseaux est de plus bordé par une piste cyclable existante, dans le cadre d'un plan d'ensemble qui prévoit l'extension du réseau cyclable dans tout le secteur.

Par ailleurs, la commune envisage la prolongation prochaine de la piste existante en direction de la gare de Bollwiller.

La bordure est du champ des oiseaux est constituée d'une zone tampon entre l'habitat et la piste cyclable, celle-ci représentant aussi la limite de la zone humide remarquable de l'Entenbad.

Cette bande verte constitue encore une autre coupure entre habitat et espace naturel.

En bref, la création du champ des oiseaux présentait une opportunité et une nécessité majeure, voire essentielle, pour la commune.

Elle permet notamment de :

- compléter (enfin) une opération d'urbanisme voulue, programmée et pensée il y a près de 30 ans, à l'aune de choix d'urbanisme forts et cohérents (conforter le centre ville, valoriser la proximité de la gare, de l'école, ...);
- répondre à un besoin démographique vitale pour la collectivité et ses services et à une véritable demande de logements et de terrains de construction ;
- valoriser des investissements en infrastructures surdimensionnés (réseaux) et partiellement inopérants (impasses) ;
- phaser le développement de la commune et assurer une réponse diversifiée aux besoins en logements de la population par une maîtrise foncière communale, et donc par une maîtrise du temps et de l'aménagement effectif du nouveau lotissement.

14. Les cités Alex

La seconde partie de l'agglomération est reliée au village par la rue des bois.

Cette partie sud est constituée d'arêtes en impasses greffées sur la RD429.

Il s'agit d'extensions réalisées à partir du quartier minier du puits Alex.

De ce dernier subsistaient des bâtiments de l'exploitation minière, dont certains aujourd'hui reconvertis, et deux cités de taille modeste.

Elles présentent toutefois, par rapport aux autres cités du bassin potassique, des caractéristiques particulières.

Les parcelles sont de taille notable, en lanières pour beaucoup avec les bâtiments implantés à l'avant, même s'ils sont quand même en recul de plus de 3 mètres par rapport à la voie publique.

On observe une certaine mixité des types de maisons, maisons accolées par deux mais aussi constructions individuelles.

Plus les cités étaient proches des bâtiments d'exploitation des mines, plus elles comprenaient des maisons de cadre.

La plupart des maisons accolées présente, notamment avec leur toiture à la Mansart (comble brisé), une architecture du style KST, Kali Sainte-Thérèse, la seconde entreprise exploitant le bassin potassique, avec les MDPA.

Ce style, notamment dans les années 20, se distinguait des autres cités, avec des caractéristiques plus « démonstratives ».

On trouve aussi des spécificités de ce style dans la cité du château au nord de Bollwiller, ou dans celle d'Ensisheim.

Les maisons sont aujourd'hui bien entretenues ou rénovées dans un style cohérent avec le paysage initial.

Toutefois, le sous-sol est impacté par les anciennes installations abandonnées par les cités.

Des logements accolés :



Les maisons individuelles sont notablement grandes, et pourtant spécifiques par rapport aux maisons plus cossues des autres cités.

Elles datent probablement d'avant la première guerre mondiale, l'utilisation du puits Alex ayant démarré avant 1914.

A deux niveaux plus combles, elles se distinguent par leur hauteur qui permet de laisser une plus grande place aux espaces extérieurs et verts.

Elles comportent plusieurs pignons à 2 pans, ce qui renforce l'aspect spacieux de ces constructions qui semblent parfois être constituées de plusieurs blocs.

On remarque même 12 maisons de cadres bifamilles.

Des constructions individuelles :



La densité des constructions dans la cité Alex est, en particulier, inférieure à d'autres cités.

Malgré la présence de bâtiments annexes, l'emprise au sol des constructions ne dépasse pas 20% de la superficie des parcelles.

La qualité de vie dans ce quartier doit être spécifique aussi, à l'orée de la forêt, plus à l'écart de la voie ferrée et de la RD430 ou « voie rapide ».

Les rues elles-mêmes, avec leurs accotements enherbés et/ou arborés, contribuent à l'aspect paisible du quartier.

Les alignements d'arbres qu'on peut trouver dans la cité Alex ne nécessitent pas de protection spécifique dans le PLU.

En effet, ils sont protégés par l'article L.350-3 du code de l'environnement qui concerne les allées et alignements d'arbres le long des voies de communication.

Des rues de la cité Alex :



Les rues de la cité ont constitué les premières impasses greffées sur la voie qui est devenue la RD429.

La densification de ces quartiers est freinée par les impacts financiers dus aux réseaux hérités de l'époque minière.

15. Le patrimoine plus récent le long de la RD429

Ce type de développement a continué plus tard au 20^{ème} siècle et le tissu bâti a encore été densifié après les années 2000, par le lotissement des peupliers il y a quelques années.

Les implantations se sont faites dans des zones remblayées.

Les opérations récentes présentent une certaine mixité des types d'habitat et quelques variantes architecturales.

Dernières opérations de densification :



Toutefois, quel que soit leur âge, les pavillons présentent très majoritairement un sous-sol semi-enterré + un niveau + combles, une toiture à 2 pans de pente autour de 45°.

Le modèle de construction comparable à celui du reste du village :



Les parcelles sont plutôt de type carré avec des bâtiments implantés plus ou moins au milieu.

L'emprise au sol des constructions sur leur parcelle est donc globalement un peu plus élevée que dans les 2 parties de la cité Alex.

Les extensions pavillonnaires plus récentes que les cités, en augmentant les flux et accès sur une route passagère, ont été source de dangers, et de manque de lisibilité dans le paysage urbain.

Les modes d'accès aux différentes propriétés et les limites des espaces public et privé semblent un peu confus.

Une organisation de la desserte un peu confuse :



Le développement a abouti à une série d'îlots confinés uniquement ouverts sur la RD 429, qui en même temps les isole ou coupe les uns des autres et du reste du village.

Tous les sites construits à partir de la RD 429 semblent compartimentés par des limites géographiques ou physiques (étang, forêt, voie ferrée, routes, ...).

En particulier, l'extrémité du ban de Feldkirch est mêlée au tissu bâti de Bollwiller, coupée de Feldkirdh par la RD 429, et le pont de la voie ferrée.

Le quartier le plus éloigné et déconnecté du village de Feldkirch, la rue Lafer :



16. Les voies en impasse

De façon générale, dans toute la commune, la densification du tissu bâti a permis d'optimiser les espaces vides et des opérations ont pu être réalisées en fonction des opportunités foncières.

Celles-ci n'étaient pas forcément les plus logiques pour la cohérence des dessertes et du fonctionnement urbain.

Un des inconvénients d'une urbanisation au coup-par-coup, en fonction des disponibilités, consiste en un système des circulations peu organisé et très consommateur de terrains.

En effet, les vides urbains sont peu à peu rentabilisés, mais on compte aussi maintenant dans le village une quarantaine d'impasses, y comprises les constructions en double ou triple profondeur.

Le fonctionnement urbain est particulièrement marqué par ce type de voies publiques ou privées en impasses, et de très longs accès permettant de rejoindre une construction très en retrait par rapport à la rue.

La partie sud de la commune, constituée le long de la RD 429, est entièrement constituée à partir d'une série d'impasses en arêtes.

Les impasses, voies publiques ou surtout privées (les impasses publiques étant en attente de prolongement), constituent un système de desserte extrêmement consommateur d'espace, un espace qui pourrait être employé à d'autres usages.

Souvent, ces voies sont extrêmement longues, parfois de plusieurs dizaines de mètres, juste pour desservir une maison.

Certains accès, voisins et longs de plusieurs dizaines de mètres, paraissent redondants car ils mènent au même secteur.

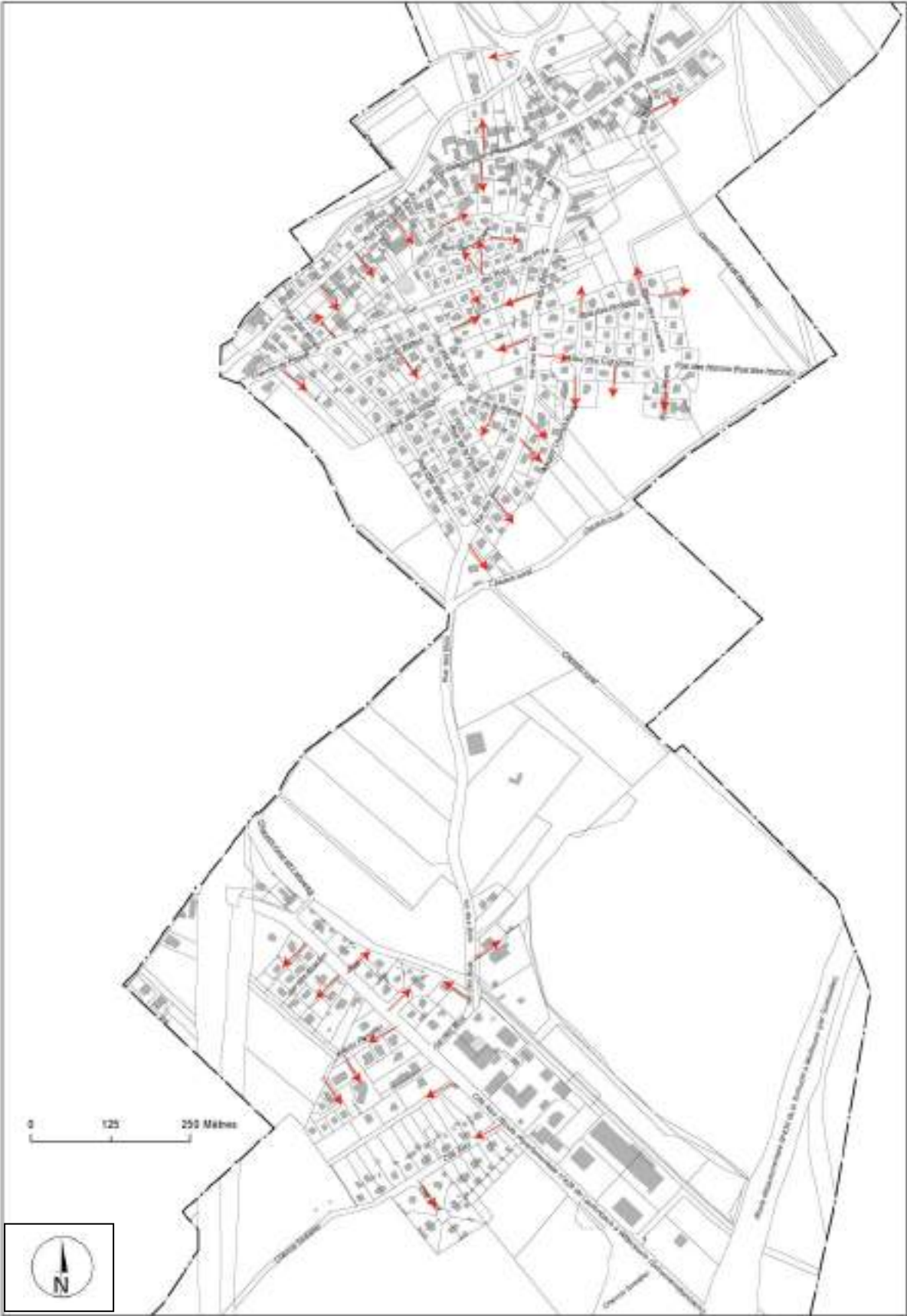
Parfois, le système de desserte par impasses a créé une succession de parallèles, parfois longues, et sensiblement de même direction.

Evidemment au moment de leur réalisation, ils constituaient chacun le seul moyen d'accès à la parcelle à aménager.

Il est plus économe de prévoir une voie de desserte pour davantage de constructions, et si possible reliant deux issues distinctes, ou alors bouclant tout le site constructible.

Par ailleurs, les impasses sont à l'origine parfois de la création d'ilots enclavés, difficilement gérables, et pratiquement inaccessibles pour des services de secours, de lutte contre les incendies par exemple.

En rouge, des voies ou accès en impasse :



D'autre part, la multiplication des constructions en double ou triple profondeur, ainsi que la multiplication des impasses, augmentent les dangers dans les rues sur lesquelles elles débouchent.

En effet, celles-ci supportent une multitude d'accès et de sorties de véhicules, alors que souvent la visibilité est brouillée dans ce système de desserte.

Des voies ou accès en impasses :



Le lotissement de la rue des vergers est tout particulièrement notable dans ce système de voiries : une impasse en Y dont une branche est encore prolongée par une troisième impasse.

Cela représente environ 1500 m², ou 15 ares, de voirie pour desservir une quinzaine de maisons dont certaines sont accessibles par une autre rue ou un autre moyen.

La rue des vergers :



Lorsqu'on agrège la surface de toutes les impasses et accès vers des constructions en double ou triple profondeur, la consommation totale de terres est très importante dans un contexte de raréfaction des terrains utilisables.

Ces opérations se sont faites hors lotissement communal.

Les impasses du lotissement de la roselière sont utilisables pour un prolongement.

Le gaspillage de terrains serait particulièrement dommageable dans le lotissement de la roselière si aucun prolongement ne pouvait être réalisé, alors que le lotissement a justement été conçu dans un principe de développement harmonieux, régulier et réfléchi.

Les amorces de voie dans le lotissement de la roselière, inutilisées jusqu'en 2018 :



17. Les entrées dans le village

17.1. Par la RD 429 ou route de Mulhouse

Depuis la RD 430

La zone d'activités de Feldkirch, située le long de la RD 429, sur le site de la mine du puits Alex, constitue l'entrée sud de la commune depuis la RD 430 (voie rapide) en direction de Mulhouse.

Elle présente une morphologie sobre et un caractère aéré ; insérée dans un environnement boisé, elle s'apparente plutôt à une zone artisanale.

Les bâtiments, plus ou moins récents ou même réaffectés sont :

- de conception très simple ; ils présentent souvent un niveau de large emprise au sol (rarement 2 niveaux), avec une toiture-terrasse ou à 2 pans et faible pente ;
- donc de hauteur très modérée, et la hauteur est graduelle en allant de l'entrée vers le tissu bâti : 7 mètres au maximum à la gouttière pour les constructions les plus proches de la RD 430, puis 10 mètres au niveau de la cité Alex, puis 13 mètres au maximum vers la rue des bois.
La hauteur relativement limitée des bâtiments est d'ailleurs assez générale dans toute la commune puisqu'à quelques exceptions près, la très grande majorité des maisons de Feldkirch présente moins de 8 mètres à la gouttière ;
- éloignés des voiries de plus de 3 mètres de distance, et également souvent à plus de 3 mètres de distance des limites séparatives des parcelles.

L'emprise au sol des constructions par rapport à la surface de leur parcelle n'est pas très importante ; le type de certaines activités induit certes peu de besoins en bâtiments (pépinières, vente de caravanes, récupération de déchets triés, ...).

Depuis Bollwiller

L'entrée depuis Bollwiller au sud de Feldkirch, par la RD 429, s'effectue juste avant le pont de la voie ferrée.

Mais la délimitation entre les deux communes est peu claire, puisqu'au niveau du pont sur la RD 429, le tissu bâti est un prolongement de celui de Bollwiller et, une fois le pont franchi, le reste de l'agglomération de Feldkirch est plus éloignée et éparpillée le long de la route.

La RD 429, très large et rectiligne, est une voie particulièrement dangereuse, la circulation des poids-lourds y est très importante.

La route de Mulhouse ou RD 429



17.2. Par le village ancien

Depuis Bollwiller

L'entrée par le pont au nord est un peu plus nette, même si Feldkirch et Bollwiller sont conurbées à cet endroit.

La voie ferrée apparaît bien comme la limite entre les deux communes.

Par contre, l'aspect d'abord un peu clairsemé des constructions le long de la rue principale, avec les terrains vides en bordure de la voie ferrée, ne permet pas d'identifier très précisément l'entrée et la spécificité du village.

Une entrée directe dans le village peu valorisée :



Depuis la RD430

L'arrivée dans le village ancien par la RD 430 (voie rapide) est l'entrée la plus champêtre.

La légère descente vers le clocher et le village dans son écrin boisé, avec les Vosges en arrière-plan, les bandes enherbées, l'étendue des champs et les cortèges végétaux de part et d'autre de la route, est particulièrement distinctive.

Elle reste, malgré le développement urbain, proche de l'image du village traditionnel originel.

Le cadre rural maintenu à l'est du village, avec notamment une ceinture de boisements :



Depuis Raedersheim

L'entrée par la RD15 depuis Raedersheim est du même acabit, avec une végétation encore plus luxuriante du fait des vastes plantations d'arbres, de la proximité de la ripisylve du Dorfbach ; elle offre une image plus bucolique encore du clocher derrière le pont sur le ruisseau et les toitures traditionnelles et sobres.

L'entrée la mieux préservée :



18. Le paysage du bassin potassique

La démarche de réalisation des atlas de paysages s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale.

La loi "Paysage" du 8 janvier 1993, puis celle du 2 janvier 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, invitent les services de l'Etat et les collectivités territoriales à intégrer la qualité du paysage et sa préservation dans les politiques publiques d'aménagement.

L'atlas des paysages d'Alsace classe Feldkirch dans l'unité paysagère « Mulhouse et le bassin potassique ».

Mulhouse et le bassin potassique forment un paysage semi fermé et complexe, composé d'une mosaïque imbriquée de forêts, de cultures, de friches, d'industries et d'une urbanisation issue des cités minières et de l'agglomération mulhousienne.

Extrait de l'atlas des paysages :

Mulhouse et le Bassin potassique

- Un relief plat
- Un paysage composite et imbriqué, une composition complexe
- Une forte présence de la forêt qui limite les horizons
- Mulhouse, une agglomération qui s'étale
- De grandes clairières urbaines ou agricoles
- Un réseau routier très diversifié et important qui quadrille l'unité
- Des cours d'eau discrets alternant des passages urbains, forestiers ou agricoles
- L'Ill, la Doler et l'Hinsel traversant l'unité avec une direction sud/ouest – nord/est
- De nombreuses cités ouvrières déconnectées des centres bourgs
- Des lieux de mémoire miniers ou de loisirs disséminés

Les paysages sont en constante évolution. Celles-ci sont souvent lentes, s'étirant sur de longues périodes, mais parfois également plus rapides voire brutales, transformant alors radicalement le cadre de vie ou de travail des habitants.

Ces mutations entraînent des enjeux paysagers qu'il est nécessaire de prendre en compte pour construire des paysages de qualité.

Les enjeux identifiés pour le territoire « Mulhouse et bassin potassique » sont les suivants :

- soigner la gestion de la forêt et de ses accès ;
- atténuer l'impact des gravières et valoriser les étangs « potassiques » ;
- valoriser la présence de l'eau comme élément structurant ;
- maintenir des ouvertures paysagères à l'échelle du bassin/retrouver une cohérence paysagère entre espaces naturels, agricoles et urbains ;
- soigner les limites urbaines ;
- mettre en valeur le patrimoine issu de l'industrie de la potasse ;
- qualifier les pénétrantes et affirmer les entrées de ville ;
- mettre en valeur les espaces publics ;
- maîtriser et recomposer l'urbanisation.



PLAN LOCAL d'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



1. Rapport de présentation
 - 1b. Partie 2/3 : potentiels, besoins et justifications des choix

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

Sommaire

LE POTENTIEL RESIDUEL ET LA SYNTHESE DU DIAGNOSTIC	3
1. Le potentiel de densification et de mutation des espaces bâtis	4
1.1. Carte de repérage des zones et secteurs du POS	4
1.2. Parcelles non construites en zones urbaines ou urbanisables du POS	7
1.3. Emprise du bâti dans le zonage et secteurs d'analyse du POS	12
1.4. Emprise des infrastructures dans le zonage et secteurs d'analyse du POS	16
1.5. Distance du bâti existant par rapport aux voiries et emprises publiques dans le zonage et secteurs d'analyse du POS.....	19
1.6. Distance du bâti existant par rapport aux limites séparatives dans le zonage et secteurs d'analyse du POS.....	22
1.7. Synthèse des distances d'implantation du bâti existant par rapport aux voiries et limites dans le zonage du POS.....	25
1.8. Hauteurs de construction dans les zones et secteurs d'analyse du POS .	27
1.9. Consommation d'espace.....	30
2. Tendances et besoins	36
2.1. Démographie.....	36
2.2. Habitat et logement.....	37
2.3. Espace bâti.....	38
2.4. Développement économique et équipements.....	39
2.5. Surfaces agricoles et développement forestier	40
2.6. Aménagement de l'espace et paysage.....	41
2.7. Environnement et biodiversité.....	42
2.8. Transports, déplacements et stationnement	43
2.9. Risques et nuisances, maîtrise de l'énergie	44
2.10. Prévisions démographiques et économiques	45
2.11. Le bilan du POS	50
LES CHOIX D'AMENAGEMENT RETENUS ET LES DISPOSITIONS DU PLU	57
3. Choix d'aménagement retenus pour l'établissement du PADD	58
3.1. Objectifs de consommation de l'espace	58
3.2. Renforcement du poids de l'entité nord.....	59
3.3. Orientations renforcées par le SCoT	63
3.4. L'équilibre entre le développement et la préservation des espaces non bâtis	68
3.5. La conservation des milieux naturels et la prise en compte des risques..	70
3.6. Autres objectifs de protection supra-communaux.....	73

4. Délimitation des zones et exposé des motifs du règlement.....	75
4.1. Découpage du territoire communal en zones	75
4.2. Les règles dans les différentes zones	78
La zone UA.....	78
La zone UB.....	87
La zone UC.....	92
La zone UE.....	98
La zone US.....	103
La zone UX.....	105
La zone AU.....	108
La zone A	112
La zone N	116
4.3. Autres éléments de zonage et de règlement.....	119
Le renvoi au plan des risques	119
Les constructions isolées	120
Les espaces boisés classés	120
Des milieux naturels à protéger	121
Les emplacements réservés.....	123
Etudes L.111-8.....	123
5. Motifs des Orientations d'Aménagement et de Programmation	130
6. Les indicateurs de suivi	131

LE POTENTIEL RESIDUEL ET LA SYNTHESE DU DIAGNOSTIC

1. Le potentiel de densification et de mutation des espaces bâtis

Le POS (Plan d'Occupation des Sols) de 1993 est caduc depuis mars 2017, mais certaines cartes et analyses du chapitre qui suit se basent encore sur son découpage car :

- il permettait de repérer les zones ou secteurs étudiés, avant de choisir les options du PLU ;
- ses dispositions et son bilan ont influencé les choix faits dans le PLU.

1.1. Carte de repérage des zones et secteurs du POS



Type de zones	Intitulé POS	Intitulé analyse	Superficie Zones POS et analyse (ha)	
1_U	UA	UA-14	14,75	75,62
	UC	UC-15	13,19	
	UD	UD-16	4,32	
	UD	UD-17	1,85	
	UDa	UDa-18	6,45	
	UDa	UDa-19	1,49	
	UE	UE-28	10,52	
	UEm	UEm-20	23,04	
2_NA	NAa	NAa-29	6,26	31,36
	NAa1	NAa1-1	1,45	
	NAe	NAe-2	3,99	
	NA	NA-21	7,72	
	NAh1	NAh1-23	6,41	
	NAh2	NAh2-24	3,25	
	NAh3	NAh3-25	2,28	
3_NC	NC	NC-3	90,04	139,91
	NCa	NCa-4	20,92	
	NCb	NCb-5	28,95	
4_ND	ND	ND-6	62,25	171,24
	ND	ND-7	65,68	
	NDa	NDa-8	7,55	
	NDa1	NDa1-26	8,28	
	NDb	NDb-9	2,44	
	NDb	NDb-10	6,93	
	NDb	NDb-27	7,89	
	NDc	NDc-11	0,06	
	NDc	NDc-12	3,02	
	NDc	NDc-13	3,99	
	NDm	NDm-22	3,16	

Le précédent document sert de carte de repérage pour l'approche urbaine de la commune de Feldkirch.

L'idée développée ici est d'étudier la morphologie de l'agglomération, ses potentialités et son évolution au travers d'un certain nombre d'indicateurs spatiaux, et se faisant, d'analyser également la répartition en zones proposée par le Plan d'Occupation des Sols (POS), aujourd'hui caduc, au travers de ses articles majeurs.

Afin d'être au plus proche de la réalité de l'agglomération et de ses quartiers, la méthode d'approche préconisée vise à analyser les zonages du POS, mais également chaque type de zone ; d'où une numérotation affectée à chaque secteur.

Il se peut en effet, que la morphologie actuelle d'une zone urbaine (pour prendre cet exemple) recèle des différences d'implantation du bâti ou de densité par rapport aux autres zones urbaines classées au POS.

Les résultats ainsi observés peuvent permettre le cas échéant une réflexion nouvelle sur les délimitations en zonage du PLU, soit afin de tenir compte plus justement de cette réalité, soit par choix politique de renforcer tel ou tel aspect réglementaire afin d'infléchir à moyen et long termes la physionomie urbaine de tel ou tel quartier.

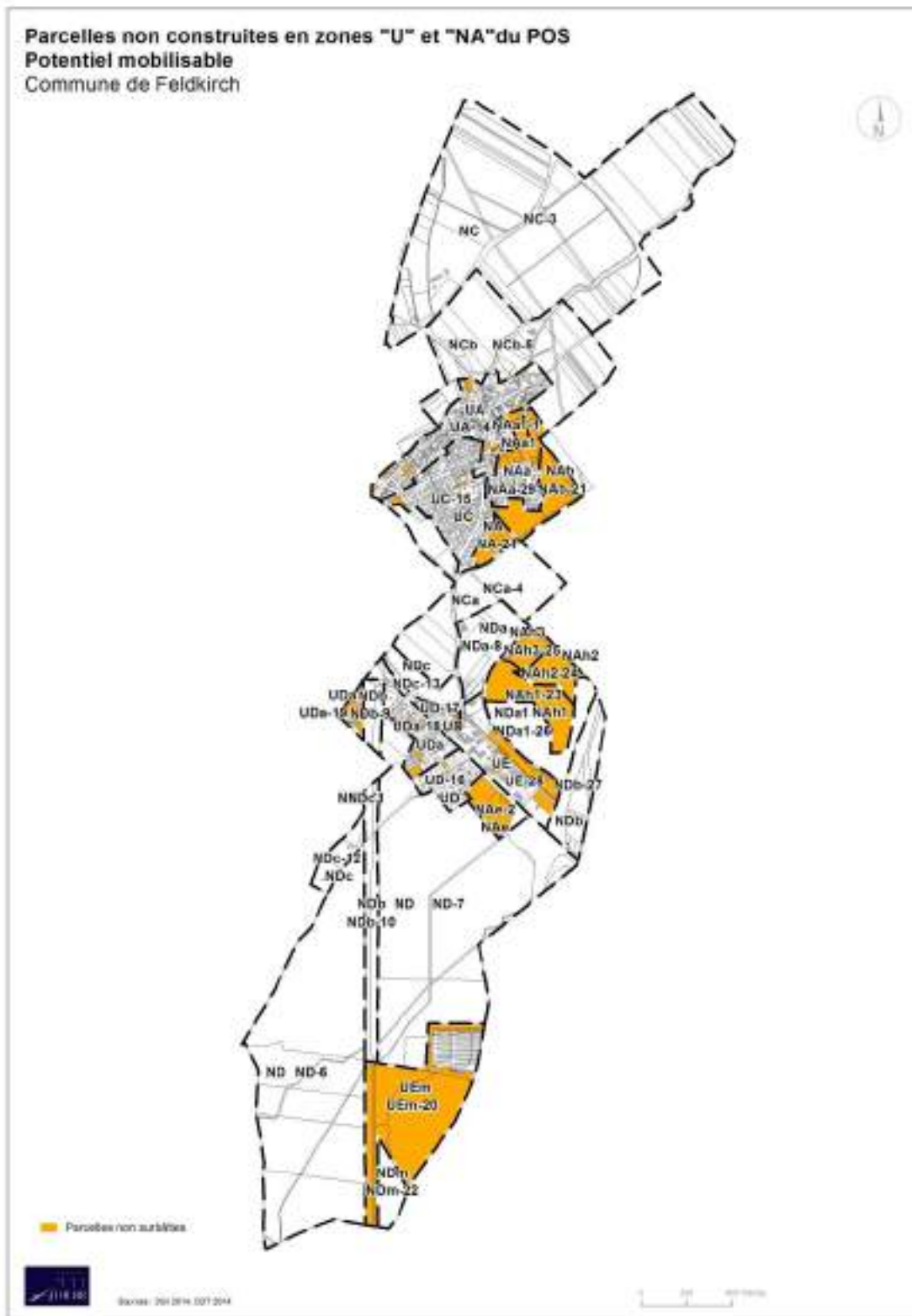
Ainsi, si la commune de Feldkirch au travers de son plan de zonage POS délimitait 21 zones ou secteurs, la méthode d'analyse préconisée détaille ce zonage en 29 secteurs identifiés pour appréhender au mieux la morphologie urbaine existante et/ou la géographie du ban communal.

Le tableau ci-contre indique les correspondances entre zones POS et secteurs d'analyse.

Précisons quelques points particuliers en termes d'appellations de zones dans le POS de Feldkirch qui se distinguent par rapport aux classifications habituelles :

- le secteur UEm, (vocation économique) qui recouvre l'ancien site minier Marie-Louise ;
- les secteurs NAh1, 2 et 3 (vocation principale d'équipements) qui concerne le projet Domaine Nature, aujourd'hui abandonné ;
- les secteurs NDa et NDa1 qui sont des secteurs à vocation sportive et de loisirs ;
- les secteurs NDc, secteur d'étangs, NDm, ancienne gravière du carreau minier Marie-Louise ,...

1.2. Parcelles non construites en zones urbaines ou urbanisables du POS



Intitulé POS	Intitulé analyse	Nb de parcelles vides	Superficies des parcelles vides		
			en m ²	en ha	part de vide dans la zone
UA	UA-14	23	9 290	0,93	1,8%
UC	UC-15	7	4 517	0,45	0,9%
UD	UD-16	3	1 239	0,12	0,2%
UD	UD-17	3	1 565	0,16	0,3%
UD	UDa-18	6	4 800	0,48	0,9%
UD	UDa-19	4	7 185	0,72	1,4%
UE	UE-28	17	32 360	3,24	6,3%
UE	UEm-20	17	193 752	19,38	37,7%
NA	NAa-29	20	21 899	2,19	4,3%
NA	NAa1-1	15	14 482	1,45	2,8%
NA	NAe-2	4	30 250	3,03	5,9%
NA	NAh1-23	2	64 136	6,41	12,5%
NA	NAh2-24	2	32 510	3,25	6,3%
NA	NAh3-25	6	22 603	2,26	4,4%
NA	NA-21	18	73 889	7,39	14,4%
Total		147	514 478	51,4	100%

NB : la part de vide est calculée par rapport au total des vides

Etabli au début de la procédure, le document qui précède tente d'appréhender les espaces libres de toute construction dans les zones urbaines (zones U) et/ou urbanisables (NA et NA avec indice) du POS de la commune de Feldkirch. Son but est de montrer le potentiel résiduel existant dans l'agglomération.

Le document cartographique en question a été réalisé à partir du fond de plan cadastral le plus récent, à savoir le plan 2014 fourni par la DGI (Direction Général des Impôts).

L'analyse spatiale effectuée par des moyens SIG (Système d'Information Géographique) sélectionne les parcelles non surbâties.

Le résultat obtenu est ensuite confronté à une vérification sur photo aérienne de l'IGN, en l'occurrence celle de fin 2012 (on sait que les reports de constructions ont souvent au moins deux ans de retard sur le fond de plan cadastral) et à une approche terrain (parcs et stationnements principaux ont notamment été enlevés de ce potentiel) ou communale (prise en compte des opérations en cours).

Les limites de l'exercice sont de deux ordres :

- technique tout d'abord ; le fond de plan peut comporter des erreurs de saisie, notamment dans le contour ou l'affectation des parcelles (certaines d'entre elles devraient de fait être intégrées dans le domaine public, ou font partie du domaine privé de la commune) ; de même, le résultat des échanges ou des ventes de parcelles n'est pas toujours à jour, et les unités foncières résultantes mal figurées ;

- de temps ensuite : il est difficile de vérifier sur le terrain l'ensemble des résultats. Ce plan sert au départ de support d'analyse sur les potentialités foncières mobilisables. Il devra être complété ou régulièrement mis à jour par des données communales sur les délivrances de permis de construire, de lotir ou d'aménager, voire de certificats d'urbanisme afin de «coller» au mieux à la réalité urbaine existante ou en devenir à court terme.

Encore faut-il pouvoir le mobiliser et/ou qu'il soit mis sur le marché.

Potentiellement les zones NA utilisables pour l'habitat du POS offrent encore 11 ha de surfaces urbanisables.

Toutefois, le secteur NAb est en cours d'aménagement en 2018.

A priori, le potentiel foncier à des fins d'accueil d'activités économiques est important.

Il convient bien entendu de nuancer ce premier constat : cette approche, on l'a indirectement annoncé en préambule, ne gère que de façon approximative ou incomplète la notion d'unité foncière.

De fait, certaines parcelles dites libres ou vides font partie d'une propriété foncière plus vaste, voire surbâtie, et ne sont pas disponibles.

De même, le fait d'apparaître comme libre d'urbanisation n'est pas synonyme de disponibilité ou de mise sur le marché : le phénomène de rétention foncière ou de contrainte sur site doivent être pris en considération, même si le premier est particulièrement difficile à quantifier et à étalonner dans le temps.

Le secteur NAe par exemple comprend une part de boisements et une emprise conséquente pour la route.

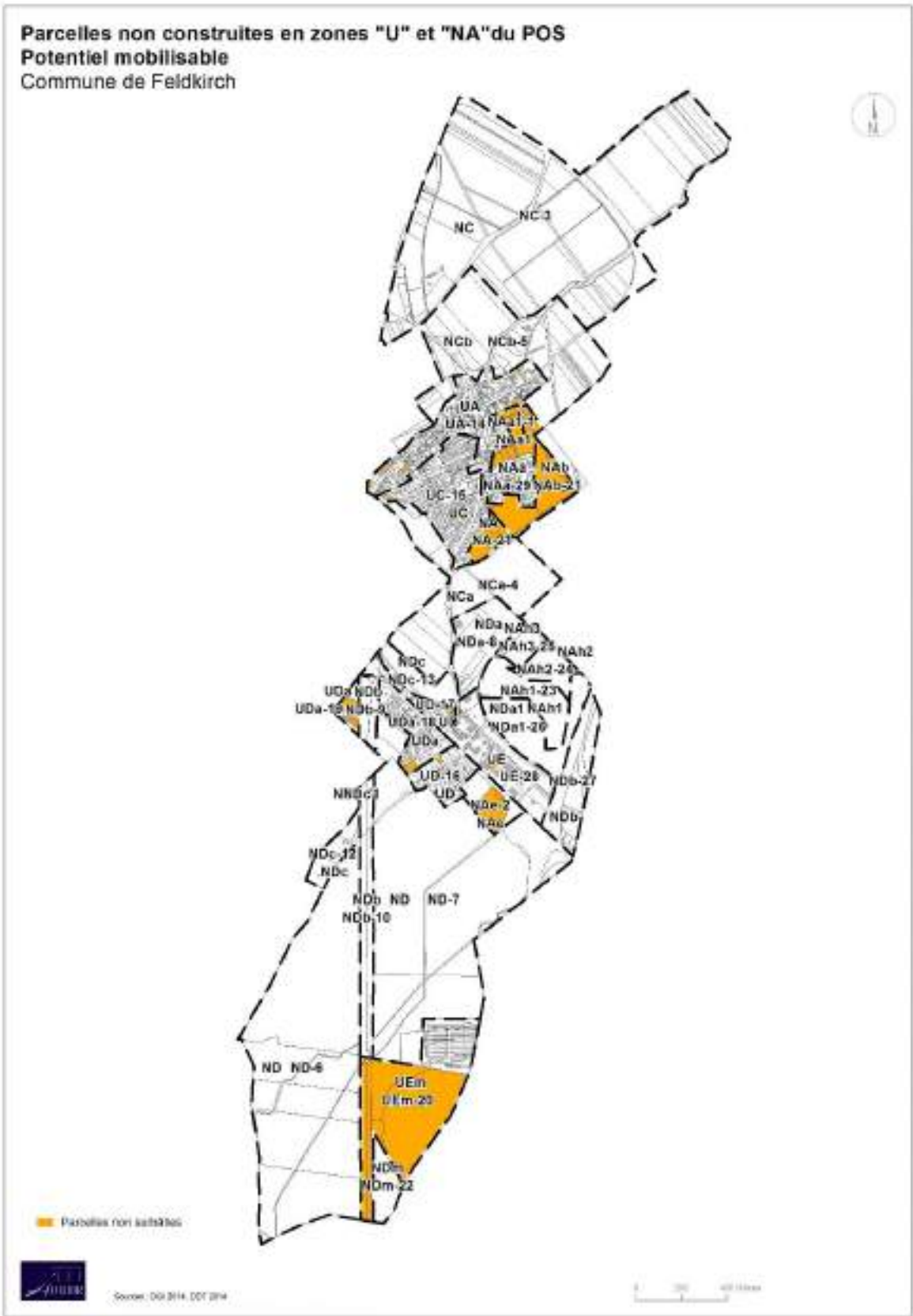
Face à ce premier constat brut et quantitatif, devrait-on tenter d'inscrire le PLU dans les délimitations du POS pour faire face aux besoins de développement et d'aménagement de la commune de Feldkirch ?

Encore faut-il pouvoir le mobiliser et/ou qu'il soit mis sur le marché.

Voici, ci-après, la carte des vides une fois ceux-ci analysés juste après la caducité du POS.

De nombreuses parcelles ne sont pas réellement des vides, mais sont un bout de la propriété voisine, d'autres sont en construction ou ont fait l'objet d'un permis, d'autres encore ont déjà un autre usage

Parcelles non construites en zones "U" et "NA" du POS
Potentiel mobilisable
 Commune de Feldkirch



Le tableau des surfaces vides est également modifié :

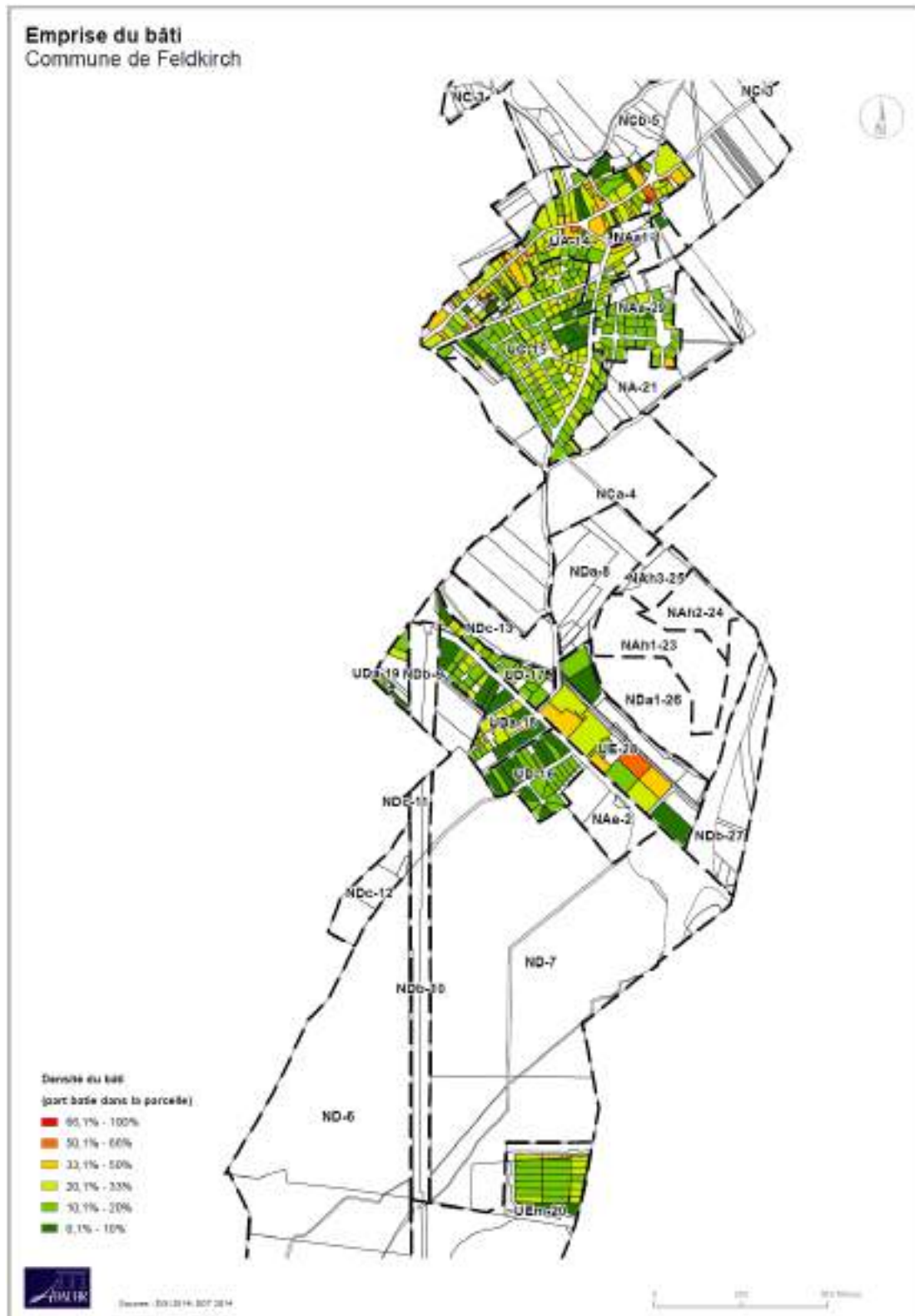
Intitulé POS	Intitulé analyse	Nb de parcelles vides	Superficies des parcelles vides		
			en m ²	en ha	part de vide dans la zone
UA	UA-14	22	4426	0,44	3%
UC	UC-15	2	1632	0,16	1,2%
UD	UD-16	1	606	0,06	1,4%
UD	UD-17	3	1565	0,16	8,4%
UD	UDa-18	4	3355	0,34	5,2%
UD	UDa-19	4	7185	0,72	48,2%
UE	UE-28	1	2203	0,22	2,1%
UE	UEm-20	6	175434	17,54	76,1%
NA	NA-21	7	19390	1,94	98,9%
NA	NAa-29	16	20804	2,08	33,2%
NA	NAa1-1	15	14482	1,45	99,8%
NA	NAb-21	15	54499	5,45	94,7%
NA	NAe-2	3	18252	3,03	75,9%
NA	NAh1-23	2	64136	6,41	100,0%
NA	NAh2-24	2	32510	3,25	100,0%
NA	NAh3-25	6	22603	1,83	45,8%

Il ne restait donc en réalité que 1,8 ha de surfaces vides en zones urbaines à vocation d'habitat.

Il subsistait environ 5 hectares (en excluant le secteur AUb affecté à un nouveau lotissement) de surfaces vides dans les zones d'extension du POS à vocation d'habitat.

On peut remarquer également que le secteur UEm, tel que délimité sur les cartes, contient des éléments non urbanisables comme la voie ferrée.

1.3. Emprise du bâti dans le zonage et secteurs d'analyse du POS



Intitulé POS	Intitulé analyse	Superficie			Emprise en %	
		du bâti (ha)	des parcelles (ha)	de la zone d'assise (ha)	du bâti	des parcelles bâties dans la zone
NC	NC-3	0,01	0,10	90,04	11,4%	0,1%
NC	NC-3	0,01	0,08	90,04	14,1%	0,1%
NC	NC-3	0,12	4,75	90,04	2,5%	5,3%
NCa	NCa-4	0,00	0,62	20,92	0,0%	3,0%
NCb	NCb-5	0,00	0,01	28,95	71,6%	0,0%
NCb	NCb-5	0,00	0,08	28,95	0,0%	0,3%
NCb	NCb-5	0,07	1,27	28,95	5,7%	4,4%
NCb	NCb-5	0,07	0,65	28,95	11,5%	2,2%
ND	ND-7	0,00	2,75	65,68	0,1%	4,2%
NDa	NDa-8	0,00	0,00	7,55	0,4%	0,0%
NDa	NDa-8	0,00	0,18	7,55	0,0%	2,4%
NDa	NDa-8	0,02	2,47	7,55	0,6%	32,7%
NDa	NDa-8	0,08	0,65	7,55	12,3%	8,6%
NDa	NDa-8	0,02	0,09	7,55	18,3%	1,2%
NDa	NDa-8	0,02	0,12	7,55	18,5%	1,6%
NDb	NDb-9	0,00	1,30	2,44	0,0%	53,5%
NDb	NDb-10	0,00	2,30	6,93	0,1%	33,2%
NDb	NDb-10	0,00	0,13	6,93	0,9%	1,8%
NDb	NDb-27	0,01	0,18	7,89	6,9%	2,3%
NDb	NDb-27	0,01	0,11	7,89	10,1%	1,4%
NDc	NDc-12	0,01	1,19	3,02	0,6%	39,3%
NDc	NDc-12	0,02	1,05	3,02	2,1%	34,9%

Le document «emprise du bâti» récapitule toutes les parcelles bâties présentes sur le ban communal, quelle que soit la zone POS, et établit une typologie en fonction de l'emprise de la (ou des) construction (s) sur la parcelle d'assise.

Six classes de densité du bâti ont été retenues dans cette approche, sachant que les deux classes les moins denses (0,1% à 20% de l'emprise parcellaire) sont également celles où l'on peut imaginer, dans le cadre du PLU, des formes de densification possibles (cf. loi ALUR du 24 mars 2014).

Ce document cartographique a été réalisé à partir du fond de plan cadastral le plus récent, à savoir le plan 2014 fourni par la DGI (Direction Général des Impôts).

L'analyse spatiale qui a permis le traitement de l'information a été effectuée par des moyens SIG en sélectionnant dans un premier temps les bâtiments existants, puis les parcelles d'assise de ces bâtiments.

Le croisement de ces deux informations permet le calcul du taux d'emprise bâtie pour chaque parcelle.

Tous les résultats obtenus ont été enfin synthétisés cartographiquement en six catégories.

Les limites de cet exercice sont similaires à celles évoquées dans le chapitre précédent car le fond de plan cadastral peut comporter des erreurs de saisie, notamment dans le contour ou l'affectation des parcelles : certaines d'entre elles devraient de fait être intégrées dans le domaine public, ou font partie du domaine privé de la commune ; de même, le résultat des échanges ou des ventes de parcelles n'est pas toujours à jour, et les unités foncières résultantes mal figurées.

Enfin, certaines constructions sont implantées à cheval sur une ou plusieurs parcelles ce qui peut induire des erreurs de calcul.

Le tout donne toutefois un résultat sérieux, significatif et parlant.

Ce plan, et le tableau qui lui est associé, servent à appréhender les densités urbaines effectives au travers du critère de l'emprise au sol des bâtiments sur la parcelle de propriété et d'interroger, le cas échéant, l'article 9 du POS en vigueur (taux d'occupation effectif par rapport aux indications du POS selon les zones et secteurs).

La carte, comme le tableau ci-joint montrent les différences de densités existantes, notamment à l'intérieur du tissu urbain de la commune de Feldkirch.

Les données relatives aux zones agricoles (NC) ou naturelles (ND) sont plus anecdotiques, ces espaces étant très peu le support de constructions (contraintes réglementaires), et quand c'est le cas, ces dernières sont bien souvent implantées sur des parcelles très importantes ce qui donne une densité faible.

L'intérêt réside ici plus sur le recensement des constructions existantes en dehors des zones urbaines et/ou urbanisables (U et NA) : cette information revêt toute son utilité au regard de la loi ALUR et de la loi Avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt du 13 octobre 2014 qui toutes les deux encadrent aujourd'hui différemment les possibilités de constructibilité, y compris pour des bâtiments existants, dans les zones A (agricoles) et N (naturelles) des PLU.

Le fait que l'emprise moyenne de la zone UA de Feldkirch présente le score le plus élevé à l'échelle de la commune (25,3%-UA14) n'étonne guère.

Trois constats toutefois :

- le score reste relativement faible (seul ¼ de la parcelle est surbâtie) et correspond à des valeurs que l'on retrouve dans de gros bourgs, mais pas dans des villes ;
- pour le centre de Feldkirch, on pourrait sur ce seul critère de l'emprise bâti envisager de petites extensions du périmètre UA.

Intitulé POS	Intitulé analyse	Superficie en ha			Emprise en %	
		du bâti	des parcelles	de la zone d'assise	du bâti	des parcelles bâties dans la zone
UA	UA-14	2,74	10,68	14,75	25,7%	72,4%
UC	UC-15	1,81	9,90	13,19	18,3%	75,1%
UD	UD-16	0,36	3,34	4,32	10,9%	77,2%
UD	UD-17	0,21	1,40	1,85	14,9%	75,7%
UD	UDa-18	0,57	4,02	6,45	14,1%	62,3%
UD	UDa-19	0,11	0,65	1,49	16,7%	43,4%
UE	UE-28	1,38	6,02	10,52	22,9%	57,2%
UE	UEm-20	0,63	3,61	23,04	17,5%	15,7%
NA	NAa-29	0,46	2,96	6,26	15,6%	47,2%

L'analyse des scores obtenus en zones UC et UD du POS montre une bonne homogénéité pour les résultats : 18% pour les zones UC, et des résultats plus faibles et plus hétérogènes dans les secteurs de la zone UD, ce qui sur cet aspect indique que le choix du POS correspondait bien à des typologies bâties différenciées.

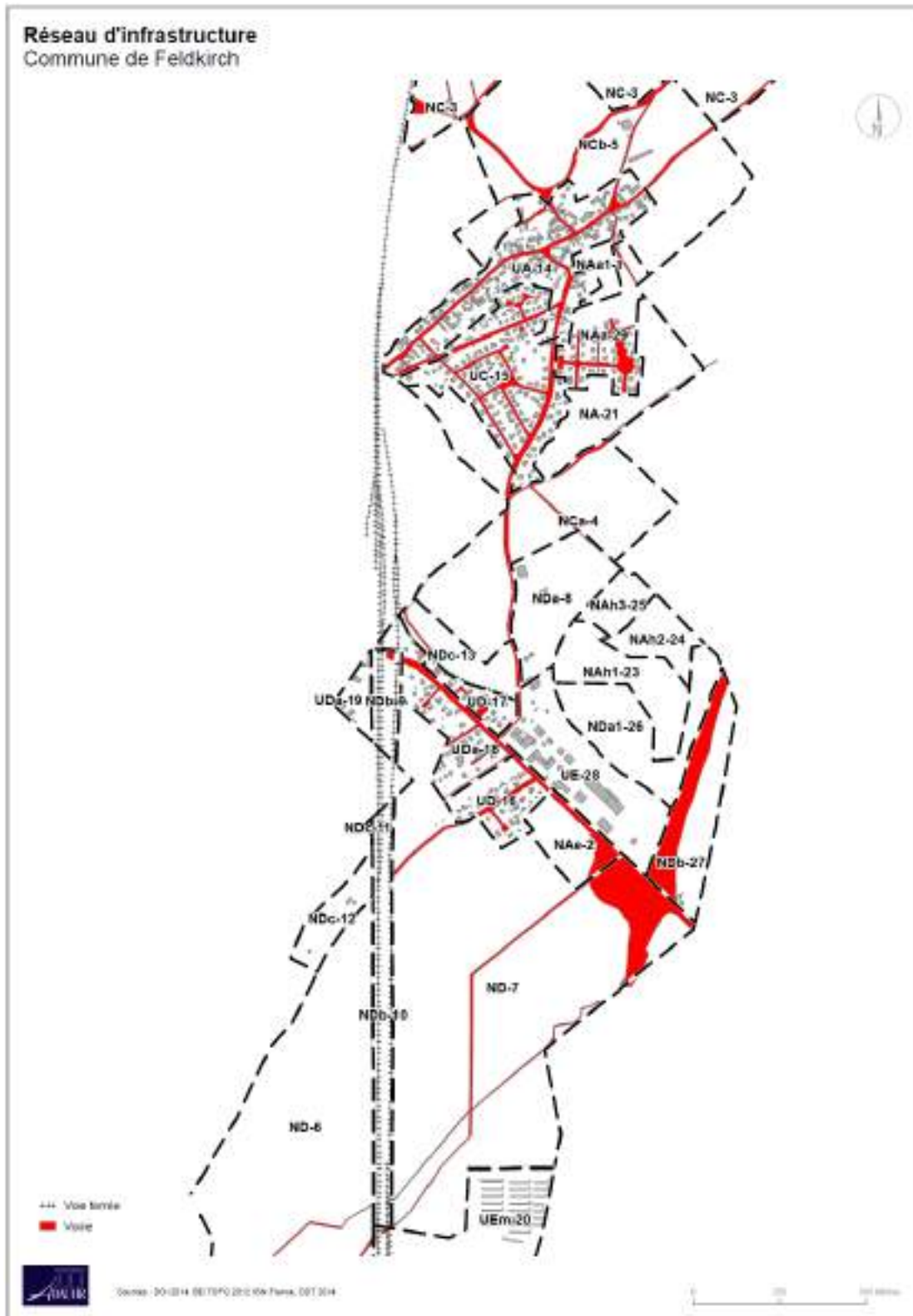
La zone UD comprend quatre secteurs d'analyse.

La zone UE et son secteur sont dévolus aux activités économiques.

La zone UE semble remplie à un peu plus de la moitié de sa capacité, mais une activité de stockage utilise l'espace.

Comment réajuster, dans le PLU, les délimitations entre zones afin de gagner en cohérence réglementaire (éventuellement en simplification de zonage) et optimiser le foncier urbain disponible ou bâti, a fortiori si le choix de la commune est de rester peu ou prou dans les délimitations du POS ?

1.4. Emprise des infrastructures dans le zonage et secteurs d'analyse du POS



Le document cartographique relatif aux infrastructures à le double avantage de montrer comment sont desservis les différents secteurs géographiques du ban communal, notamment les quartiers de l'agglomération, et d'apporter un certain nombre d'informations sur l'emprise effective des espaces publics (voiries, places, etc.).

Les emprises publiques sont par définition non cadastrées et apparaissent de fait en creux sur le fond de plan cadastral disponible.

Afin de les cartographier et d'analyser leur impact spatial, il convient dans un premier temps de les créer spatialement afin de les délimiter et de pouvoir les quantifier.

L'approche proposée ici porte sur l'emprise, et non le linéaire de voies : l'idée est de pouvoir mesurer la consommation d'espace des infrastructures, et notamment leur impact dans les zones et secteurs urbains et urbanisables du POS.

Le travail spatial effectué comporte lui aussi quelques erreurs ou approximations : seules les emprises publiques sont mesurées (les voies qui seraient dans le domaine privé échappent à ce calcul) et certaines configurations parcellaires à proximité des voies existantes laissent à penser que des réaménagements, alignements, achats communaux n'ont pas été reversés dans le domaine public sur le plan cadastral utilisé (micro-parcelles près de carrefours, lanières le long de certaines voies, etc. qui apparaissent notamment dans l'emprise viaire sur photos aériennes).

Intitulé POS	Superf. Voies (ha)	Superf. ZONE (ha)	Part des voies (%)
UA	2,3	14,7	15,4%
UC	2,1	13,2	15,9%
UD - UDa	2,1	14,1	14,7%
UE - UEm	0,3	33,6	0,9%
NAa	1,2	7,7	15,3%
NAe	0,96	3,99	24,1%
NA	0,2	7,7	2,3%
NC	10,9	139,9	7,8%
ND	10,0	168,2	5,9%
Totaux	30,0	403,1	7,4%

Les données collationnées, cartographiées et traitées montrent que les voies et emprises publiques existantes et repérables consomment 30 ha.

Leur part dans le ban communal est de 7 %.

En moyenne, le réseau viaire de la commune de Feldkirch dans les zones urbaines d'habitat (zones U du POS) représente 15,4 % des emprises des zones en question.

Les taux particulièrement faibles d'emprises publiques observés dans certaines zones sont à mettre en regard là aussi avec des configurations ou vocations particulières : les zones d'activités profitent des routes départementales et ne sont pas innervées par des réseaux routiers spécifiques, d'où des taux d'emprises bien bas, etc

Le même constat peut être fait dans les zones urbanisables (NA indicées) où le taux moyen d'emprise des voies est faible, mais masque la réalité des secteurs et des opérations.

En effet, les zones d'extension urbaine (NAa) bien engagées, voire abouties, présentent des scores plus élevés.

A l'opposée, les mêmes zones peu surbâties ont un taux de voirie inférieur.

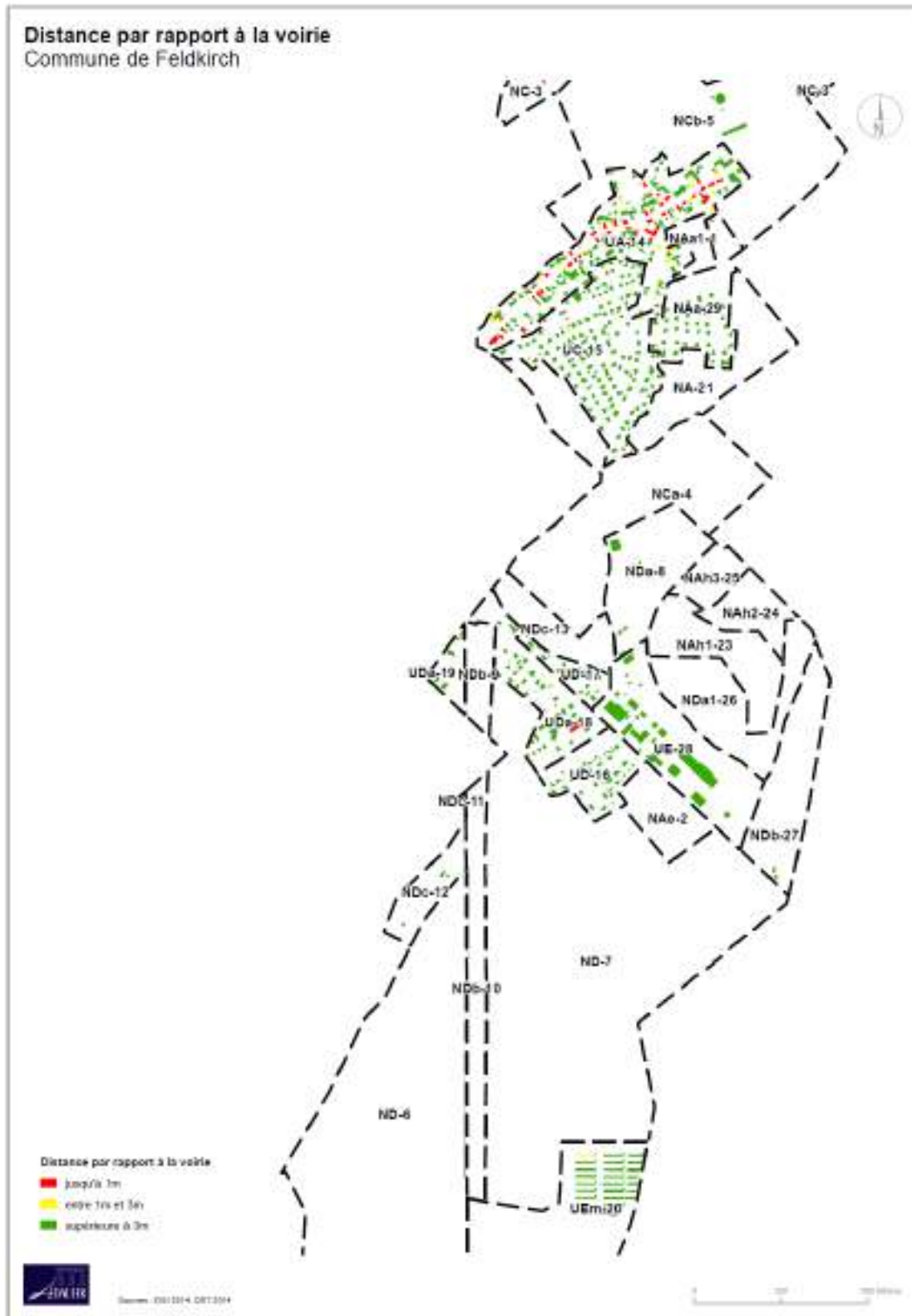
Rappelons à titre indicatif, que dans une opération d'aménagement organisée, la part des voiries est rarement inférieure à 12 % et qu'elle oscille plutôt autour de 15-16 %. Tomber en dessous de 10% nécessite une organisation viaire particulière et des choix d'aménagement qui restreignent les largeurs de plateforme et/ou le nombre ou l'existence de trottoirs.

Intitulé POS	Intitulé analyse	Superf. Voies (ha)	Superf. ZONE (ha)	Part des voies (%)
UA	UA-14	2,28	14,75	15,4%
UC	UC-15	2,09	13,19	15,9%
UD	UD-16	0,62	4,32	14,2%
UD	UD-17	0,17	1,85	9,2%
UDa	UDa-18	1,23	6,45	19,0%
UDa	UDa-19	0,07	1,49	4,6%
UE	UE-28	0,27	10,52	2,6%
UEm	UEm-20	0,04	23,04	0,2%
NAa	NAa-29	1,18	6,26	18,9%
NAa1	NAa1-1	0,00	1,45	0,0%
NAe	NAe-2	0,96	3,99	24,1%
NAh3	NAh3-25	0,02	2,28	0,7%
NA	NA-21	0,18	7,72	2,3%
NC	NC-3	7,65	90,04	8,5%
NCa	NCa-4	1,40	20,92	6,7%
NCb	NCb-5	1,90	28,95	6,6%
ND	ND-6	0,73	62,25	1,2%
ND	ND-7	5,34	65,68	8,1%
NDa	NDa-8	0,24	7,55	3,2%
NDa1	NDa1-26	0,00	8,28	0,0%
NDb	NDb-10	0,01	6,93	0,1%
NDb	NDb-27	3,26	7,89	41,3%
NDb	NDb-9	0,07	2,44	3,0%
NDc	NDc-13	0,32	3,99	8,0%
NDm	NDm-22	0,00	3,16	0,0%

A Feldkirch les voiries sont surtout départementales, et il n'est pas nécessaire d'en envisager de nouvelles.

L'enjeu ici porte sur la poursuite de la maîtrise de la consommation d'espace des emprises publiques, notamment viaires et sur la définition de secteurs ou de quartiers urbains à aménager qui pourraient ou devraient faire l'objet d'OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) dans le PLU, afin de définir une organisation urbaine qualitative et efficace.

1.5. Distance du bâti existant par rapport aux voiries et emprises publiques dans le zonage et secteurs d'analyse du POS



Ce document tente de résumer les grands types d'implantation des constructions existantes par rapport aux voies et espaces publics, et ce faisant porte sur l'article 6 du POS, un des articles obligatoires dans les documents d'urbanisme locaux, y compris les PLU (même si leur numérotation varie).

Il a été également réalisé à partir du fond de plan cadastral le plus récent, à savoir le plan 2014 fourni par la DGI (Direction Général des Impôts).

L'analyse spatiale effectuée par des moyens SIG mesure dans un premier temps pour chaque construction la distance qui la sépare des emprises publiques (de fait on utilise l'entité emprises publiques évoquée dans le chapitre précédent).

Puis les informations obtenues sont résumées en trois classes afin de simplifier les résultats et de faire ressortir graphiquement des «morpho-types» différenciés.

Dans la catégorie 0-1 mètre on peut partir du principe que l'on se situe dans des espaces urbains implantés à l'alignement des voies.

Au-delà de 3 mètres, on se situe dans des quartiers où on applique des règles d'implantation standards des quartiers résidentiels.

La catégorie intermédiaire ressort graphiquement dans des îlots où le document d'urbanisme a probablement servi ou tenté d'optimiser l'usage du sol en permettant des implantations bâties spécifiques. On retrouvera ici des limites à l'exercice d'analyse déjà évoquées ci-dessus, tant pour les emprises publiques que pour les délimitations parcellaires.

Les tableaux ci-joints identifient les constructions analysées et présente des comptages de constructions par catégories d'implantations retenues.

ZONE POS	Distance en mètres par rapport aux voies et emprises publiques			Nb constructions
	entre 0-1m	entre 1-3m	sup. à 3m	
UA	79	32	333	444
UC	22	12	600	634
UD	15	4	267	286
UE	2	1	87	90
Total U	118	49	1 287	1 454
NAa	1	1	75	77
Total NA	1	1	75	77

Premier constat : la zone UA de Feldkirch qui graphiquement ressort en rouge, donc avec un bâti à l'alignement plus important qu'ailleurs.

Force est toutefois de constater que 75% des bâtiments en zone UA sont implantés en retrait de la voie de plus de 3 mètres. Certes, bon nombre de ces constructions sont toutefois situées en seconde position, à l'arrière d'une construction située elle, à l'alignement.

Second constat : dans toutes les autres zones, c'est le recul de plus de 3 mètres qui s'impose quasi exclusivement (la part des constructions de ce type est supérieure à 90%).

La création de secteurs POS particuliers est donc globalement justifiée au travers de cette règle et a porté ses fruits.

Sur la base de cette seule règle, la différenciation entre zones UC et UD ne semble pas se justifier. En effet, respectivement 94,6 % et 93,4 % des constructions présentent un recul marqué par rapport aux emprises publiques.

Troisième constat : en zone d'activités économiques la généralité est le recul de plus de 3 mètres.

Quatrième constat : dans les secteurs d'extension urbaine, la règle est le recul de plus de 3 mètres (97% des constructions sont implantées à au moins 3 mètres des emprises publiques).

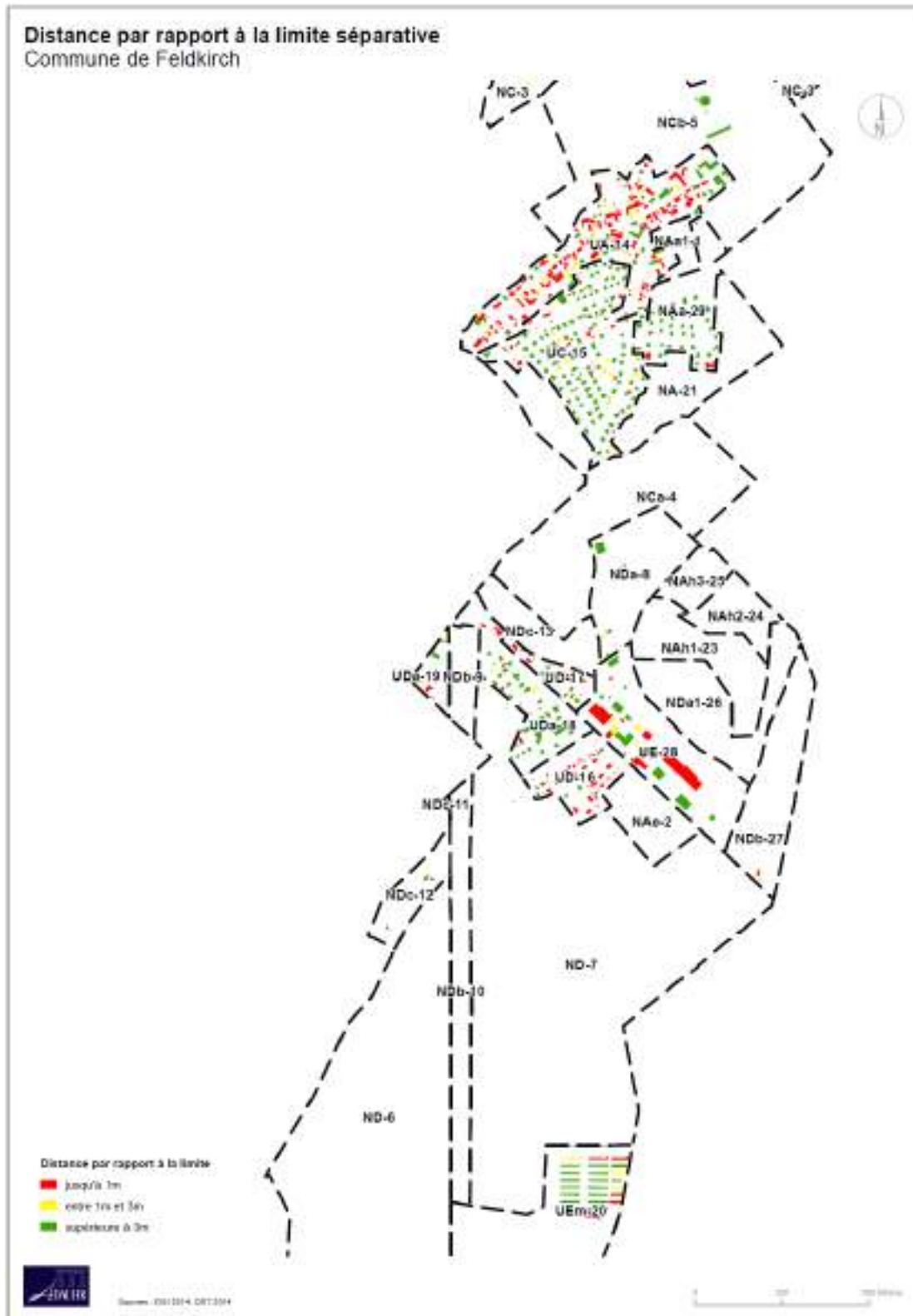
Intitulé POS	Intitulé analyse	Distance en mètres par rapport aux voies et emprises publiques			Nb constructions
		entre 0-1m	entre 1-3m	sup. à 3m	
UA	UA-14	79	32	333	444
UC	UC-15	7	8	333	348
UD	UD-16	0	1	115	116
	UD-17	1	1	60	62
UDa	UDa-18	11	1	76	88
	UDa-19	3	1	16	20
UE	UE-28	1	0	44	45
UEm	UEm-20	1	1	43	45
NAa	NAa-29	1	1	75	77
NC	NC-3	2	0	4	6
NCa	NCa-4	0	0	3	3
NCb	NCb-5	0	0	8	8
ND	ND-7	0	0	14	14
NDa	NDa-8	0	0	10	10
NDb	NDb-10	0	0	2	2
	NDb-27	0	0	5	5
	NDb-9	0	0	1	1
NDc	NDc-12	0	0	7	7
Total général		106	46	1 149	1 301

Dans tous les tableaux de ce document, certaines zones peuvent être renseignées alors qu'elles ne comprennent pas de bâtiment : cela résulte d'un léger décalage informatique des limites de zonages et/ou d'un problème de report cadastral.

L'enjeu ici porte sur le bon usage de la règle : la mixité urbaine en termes d'implantation par rapport aux voies est possible, voire souhaitable, soit de façon volontaire, voire exclusive pour marquer un paysage urbain le long d'une voie, ou d'une place, soit pour donner des réponses et une diversité de situation dans les quartiers ou les îlots.

Le choix est par contre difficile tant la morphologie urbaine de certains quartiers est imprégnée de ce recul notable par rapport aux emprises publiques.

1.6. Distance du bâti existant par rapport aux limites séparatives dans le zonage et secteurs d'analyse du POS



Ce document tente de résumer les grands types d'implantations des constructions par rapport aux limites séparatives, et ce faisant porte sur l'article 7 du POS, un autre article obligatoire dans les documents d'urbanisme locaux, y compris les PLU (même si leur numérotation varie).

Il a été également réalisé à partir du fond de plan cadastral le plus récent, à savoir le plan 2014 fourni par la DGI (Direction Général des Impôts).

L'analyse spatiale effectuée par des moyens SIG mesure dans un premier temps pour chaque construction la distance qui la sépare de chaque limite parcellaire.

Puis les informations obtenues sont résumées en trois classes afin de simplifier les résultats et de faire ressortir graphiquement des «morpho-types» différenciés.

Dans la catégorie 0-1 mètre on peut partir du principe que l'on se situe dans des espaces urbains implantés sur limite séparative.

Au-delà de 3 mètres, on se situe dans des quartiers où on applique des règles d'implantation standards de quartiers résidentiels.

La catégorie intermédiaire ressort graphiquement dans des îlots où le document d'urbanisme a probablement servi ou tenté d'optimiser l'usage du sol en permettant des implantations bâties spécifiques le long des limites de parcelles. On retrouvera ici des limites à l'exercice d'analyse déjà évoquées ci-dessus, tant pour les emprises publiques que pour les délimitations parcellaires : dans ce dernier cas, la méconnaissance des unités de propriétés fausse le travail.

On peut toutefois espérer que les résultats obtenus, malgré ces erreurs ou déficit d'informations restent corrects et utilisables en termes de choix d'urbanisme à venir.

Les tableaux ci-joints identifient les constructions analysées et présente des comptages de constructions par catégories d'implantations retenues.

ZONE POS	Distance en mètres par rapport aux limites			Nb constructions
	entre 0- 1m	entre 1- 3m	sup. à 3m	
UA	283	41	120	444
UC	71	25	252	348
UD	136	19	131	286
UE	26	26	38	90
Total U	516	111	541	1 168
NAa	8	3	66	77
Total NA	8	3	66	77

Le centre (UA) regroupe les îlots et quartiers urbains où les constructions sur limites séparatives sont soit la règle, soit la tendance majeure : seules 27 % des constructions sont implantées à plus de 3 mètres des limites séparatives.

Ce sont aussi les secteurs où les bâtiments les plus marquants au sol apparaissent.

En zone UC, 72 % des constructions en recul de plus de 3 mètres ; les choix d'implantations sont assez analogues, avec 1/4 de constructions plus ou moins sur limites.

La zone UD présente quant à elle deux aspects différenciés : 46% des constructions sont en recul de plus de 3 mètres, et plus de 47% plus ou moins sur limites ; en effet, la zone UD comprend les cités Alex.

Il convient toutefois de stipuler qu'en zones UC et UD, l'importance des implantations sur limites dans certains secteurs est partiellement faussée par les constructions d'annexes, peu volumineuses qui ont été autorisées sur limites séparatives.

Le même constat peut être posé en zones NA constructibles, ces dernières privilégiant quasi exclusivement le recul de plus de 3 mètres.

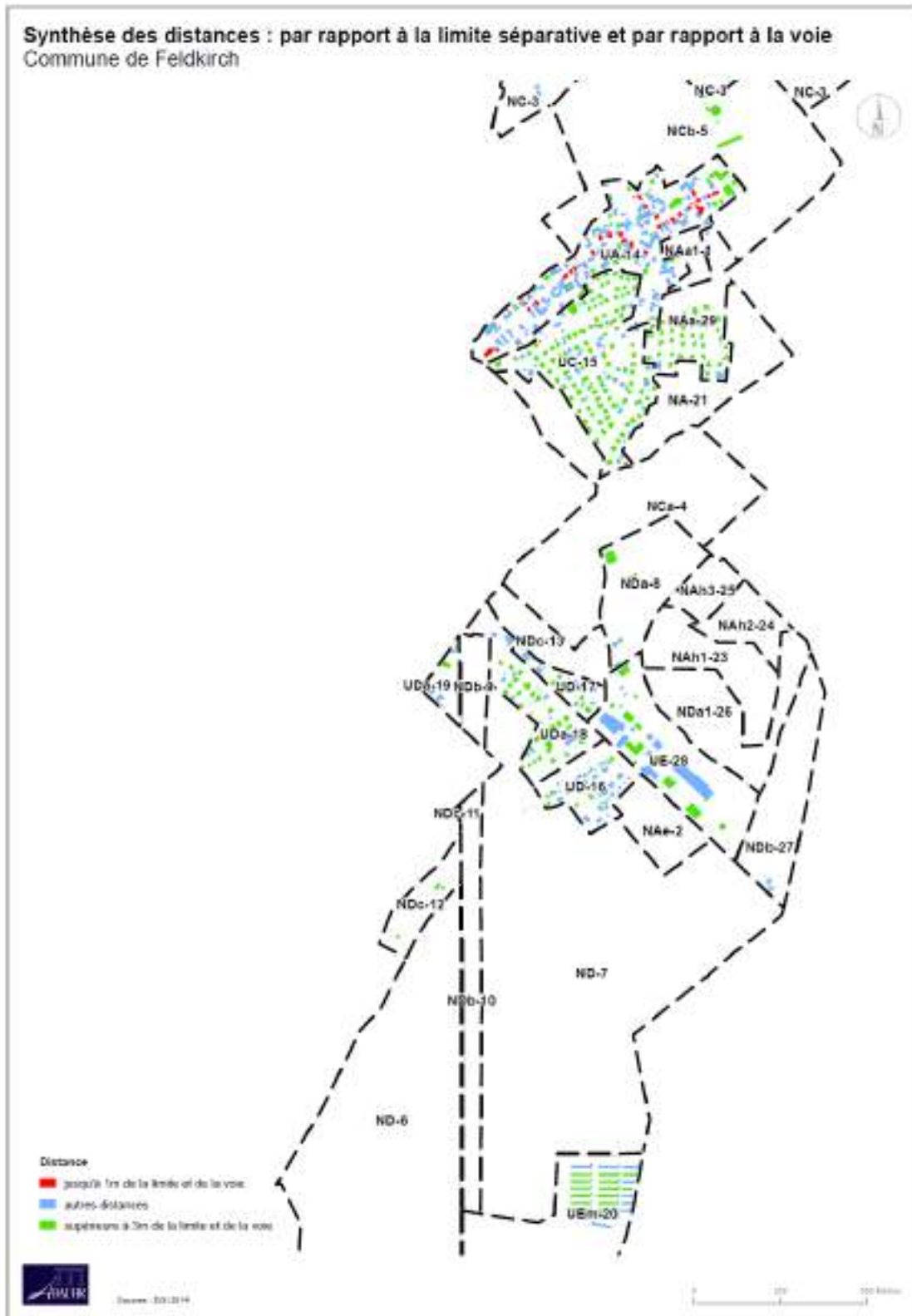
Enfin, en zone d'activités, force est de constater le caractère particulier des secteurs dans leur rapport aux limites séparatives : 30% des constructions se sont faites sur limites séparatives. Il est vrai que les bâtiments ne sont guère hauts et ne présentent pas de contraintes de nuisance importantes.

Intitulé POS	Intitulé analyse	Distance en mètres par rapport aux limites séparatives			Nb constructions
		entre 0-1m	entre 1-3m	sup. à 3m	
UA	UA-14	283	41	120	444
UC	UC-15	71	25	252	348
UD	UD-16	82	2	32	116
	UD-17	28	5	29	62
UDa	UDa-18	18	9	61	88
	UDa-19	8	3	9	20
UE	UE-28	17	6	22	45
UEm	UEm-20	9	20	16	45
NAa	NAa-29	8	3	66	77
NC	NC-3	0	1	5	6
NCa	NCa-4	3	0	0	3
NCb	NCb-5	3	0	5	8
ND	ND-7	12	0	2	14
NDa	NDa-8	2	3	5	10
NDb	NDb-9	1	0	0	1
	NDb-10	1	0	1	2
	NDb-27	4	1	0	5
NDc	NDc-12	0	1	6	7
Total général		550	120	631	1 301

Même type de conclusion et même enjeu qu'au chapitre précédent quant à la possibilité et au bon usage de la règle d'implantation sur limite : son impact dans la commune est toutefois moins prégnant.

La cartographie et ses statistiques associées laissent à penser que des réajustements voire des simplifications de zonages, dans le PLU, sont possibles ou souhaitables et que les choix d'urbanisme dans les zones d'extension devraient permettre un meilleur usage du foncier disponible.

1.7. Synthèse des distances d'implantation du bâti existant par rapport aux voiries et limites dans le zonage du POS



L'idée, au travers de ce document de synthèse, est de tenter de présenter l'agglomération bâtie de Feldkirch au travers d'une analyse croisée qui porte sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et limites.

Là encore trois catégories cartographiques sont proposées afin de faciliter la lecture et de faire ressortir graphiquement les situations selon les quartiers et les zones du POS.

Dans la catégorie 0-1 mètre des voies et limites (en rouge sur la carte) on retrouve les espaces urbains qui utilisent au mieux l'espace et les configurations parcellaires disponibles.

La bonne corrélation avec les résultats obtenus au chapitre 3 (emprise bâtie) qui précède n'étonnera personne.

A l'inverse, en vert sur la carte, apparaissent les bâtis standards des quartiers résidentiels.

Et en bleu on retrouve tous les cas intermédiaires, qui tantôt sont situés sur une limite, ou un alignement.

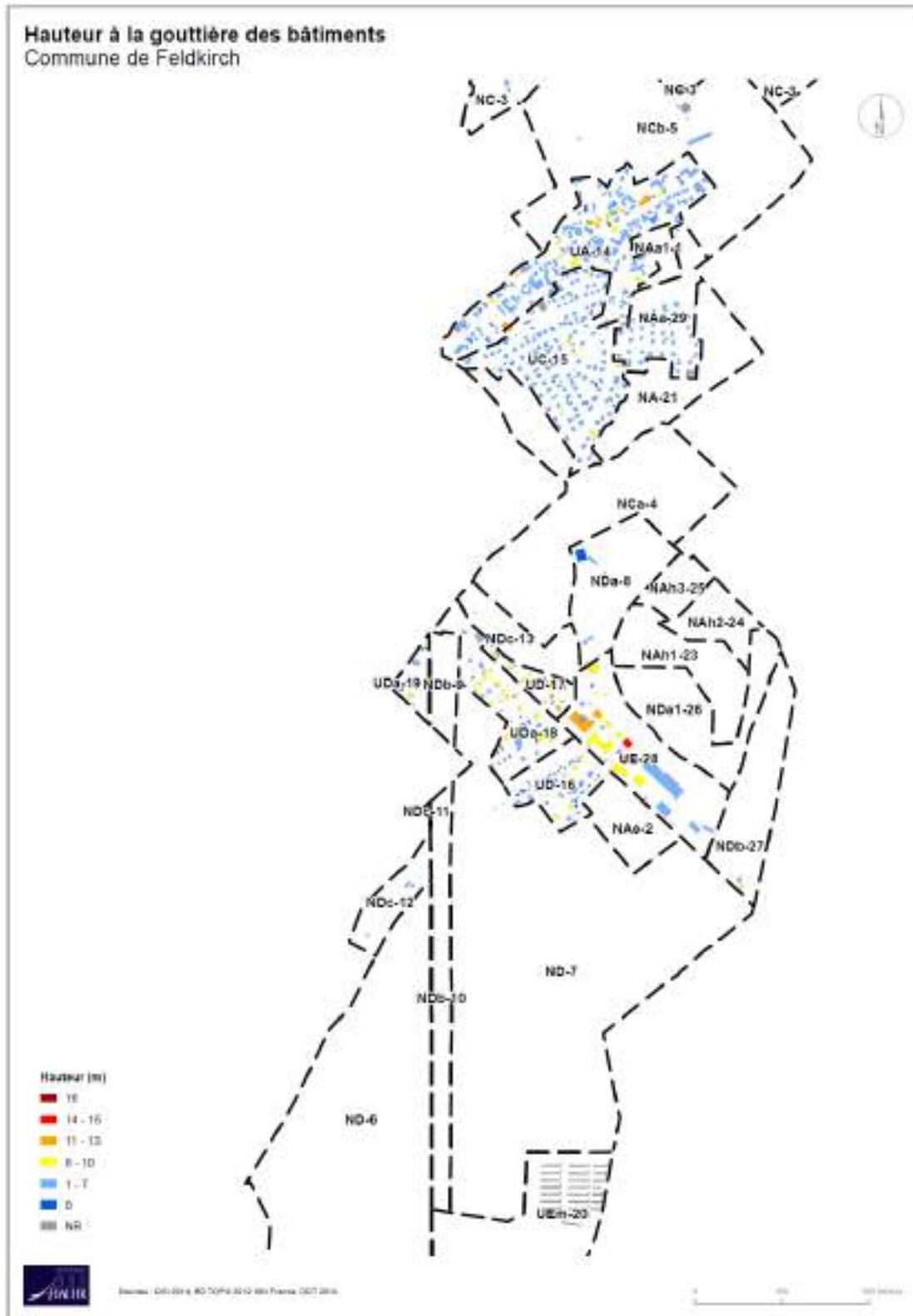
Graphiquement, cette carte de synthèse produite sur la base de l'implantation des constructions permet de s'interroger sur la pertinence des zonages proposés par le POS et/ou sur leur nécessaire pérennisation dans le PLU.

Elle est d'autant plus importante que les articles réglementant les conditions d'implantations restent des articles obligatoires dans le PLU de Feldkirch.

Trois questions semblent ouvertes sur la base de cette synthèse :

- la pertinence du maintien de toutes les différences entre zones UC et UD ;
- l'extension éventuelle des limites de zone urbaine de Feldkirch village afin de favoriser la densification urbaine au travers des possibilités d'extension des constructions existantes et/ou du remplissage des quelques vides interstitiels repérés ;
- l'écriture des règles d'urbanisme, voire des OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) pour les zones d'urbanisation, afin d'optimiser l'usage du foncier disponible.

1.8. Hauteurs de construction dans les zones et secteurs d'analyse du POS



Il s'agit là du document de synthèse le plus complexe à élaborer car il fait appel à deux types de sources de données :

- d'abord le fond de plan cadastral le plus récent, à savoir le plan 2014 fourni par la DGI (Direction Général des Impôts) ;
- ensuite le fichier de la BD Topo de l'IGN 2012 qui dans certains de ses attributs donne des valeurs indicatives pour les hauteurs à l'égout du toit des bâtiments répertoriés.

La première difficulté réside dans le croisement de ces deux sources d'informations par des moyens SIG.

La BD Topo étant moins à jour que le cadastre, certaines hauteurs de bâtiments ne peuvent être mentionnées (il s'agit notamment des bâtiments plus récents, mais surtout de la moindre précision de la BD Topo quant à la représentation des constructions dans les agglomérations).

De même, cette source d'information étant géométriquement moins précise, il convient d'opérer préalablement des réajustements entre les deux plans d'informations afin de pouvoir affecter aux bâtiments du cadastre, les données sur les hauteurs issues de la BD Topo de l'IGN.

Seconde limite : dans le cas de constructions agglomérées ou comportant des hauteurs différentes, c'est la hauteur la plus importante à l'égout qui est prise en considération.

Troisième limite : cette méthode et aucune source d'information actuelle ne donne la hauteur maximale des constructions.

La carte produite classe les bâtiments en 6 catégories qui sont comparables à des hauteurs en niveaux.

Ainsi la première classe de 0 à 4 mètres correspond à une construction comprenant un sous-sol et un étage.

Les suivantes rajoutent chaque fois un étage (on considère qu'un étage fait 3 mètres avec la dalle). Au-delà de 16 mètres, on aura toutes les constructions de plus de 6 étages.

Autre précision : dans les zones d'activités, on a considéré par défaut que toutes les constructions comprenaient un étage, parfois de grande hauteur.

Une cinquantaine de constructions présente une hauteur de plus de 10 mètres à l'égout du toit.

Aucun ne dépasse 15 mètres de haut, même l'église.

Globalement, la hauteur moyenne en zone U est de 7 mètres, alors qu'elle est de 5 mètres en NA.

Ces valeurs correspondent à des immeubles de 1 étage + sous-sol, voire de deux étages.

La zone d'activités présente des hauteurs juste un peu plus importantes : 8 mètres en moyenne en UE.

Force est de constater que Feldkirch présente dans la diversité de ses zones et quartiers, et ce quel que soit leur typologie, une très grande homogénéité au sein des quartiers, avec des hauteurs de construction moyennes.

Seules quelques constructions ressortent de la silhouette.

Dans les zones urbanisables sous condition (NA indicés) un questionnement sur les hauteurs admissibles devrait être mené.

Intitulés de zones	Hauteurs à l'égout		
	H minimale	H maximale	H moyenne
UA	2	12	6
UA-14	2	12	6
UC	2	12	6
UC-15	2	12	6
UD	2	13	7
UD-16	2	10	6
UD-17	4	13	8
UDa	4	9	7
UDa-18	4	9	7
UDa-19	5	8	7
UE	3	15	8
UE-28	3	15	8
NAa	3	7	5
NAa-29	3	7	5
NC	2	7	4
NC-3	2	7	4
NCa	4	4	4
NCa-4	4	4	4
NCb	2	7	4
NCb-5	2	7	4
ND	3	3	3
ND-7	3	3	3
NDa	5	10	7
NDa-8	5	10	7
NDb	4	9	6
NDb-10	6	6	6
NDb-27	4	9	6
NDc	3	5	4
NDc-12	3	5	4
NDc-13	4	5	5
Total	2	15	6

Faudrait-il reconsidérer des critères réglementaires de hauteurs dans le PLU pour Feldkirch, a fortiori si on souhaite ou doit rester dans les contours de zonages du POS ?

La mixité urbaine souhaitée par le législateur depuis la loi SRU passe aussi par des amplitudes de hauteurs peut-être un peu plus importantes dans des zones de type UC et UD, ou AU (A Urbaniser).

1.9. Consommation d'espace



La loi ALUR impose une analyse de la consommation du sol sur 10 ans à la date d'arrêt d'un document d'urbanisme local.

Evolution du bâti entre 2002 et 2012

Ainsi, au début de la procédure, le travail effectué a d'abord consisté à comparer le plan parcellaire de 2014 à la photo aérienne de l'IGN (BD Ortho) de 2002.

Le retard constaté quant à l'inscription effective des constructions réalisées sur un fond de plan cadastral oscille entre 1,5 à 2 ans, ce qui nous donne une période effective de 10 ans.

Ce travail de comparaison est effectué par photo-interprétation par un opérateur. Il consiste à relever toutes les constructions supplémentaires par rapport à la date de départ.

Limites de l'exercice : une erreur d'interprétation ou un oubli de l'opérateur ; le fait qu'un bâtiment nouveau puisse être implanté sur plusieurs parcelles d'assises (le cadastre ne donne pas forcément un parcellaire à jour des unités de propriétés effectives) et/ou qu'il puisse être « découpé » en plusieurs entités alors qu'il ne s'agit de fait que d'une seule et même construction : le nombre de bâtiments nouveaux est de ce fait indicatif.

Zones	Nb de bâtiments	Superficie bâtie cumulée entre 2002 et 2012 sur des espaces vierges	
		m ²	en %
UA	4	939	21,8%
UC	5	539	12,5%
UD	14	719	16,7%
UE	2	119	2,8%
NAa	8	822	19,1%
NC	1	365	8,5%
ND	1	803	18,6%
Totaux	35	4 306	100%

Premier constat : le maintien de la dynamique urbaine

Une trentaine de constructions nouvelles a été recensée par cette méthode d'analyse, représentant environ 4 300 m² d'emprise bâtie au sol.

Second constat : la géographie urbaine de ce phénomène

Les zones U d'habitat du POS, certes importantes, cristallisent 2 constructions nouvelles sur 3, alors que les zones dites d'extension (NAa), n'en représentent qu'un quart.

Troisième constat : la faiblesse de l'attractivité économique

Seules deux constructions ont été recensées en zone UE, pour moins de 120 m² au sol.

Quatrième constat : peu de mouvements sont observés dans les zones agricoles et naturelles, à part dans les secteurs à vocations particulières.

Intitulé POS	Intitulé analyse	Nb de bâtiments (indicatif)	Superficies cumulées				
			bâtie au sol (m ²)	Taille moyenne du bâti au sol (m ²)	bâtie au sol (ha)	Superficie zone d'analyse (ha)	%
UA	UA-14	4	939	235	0,09	14,75	0,6%
UC	UC-15	5	539	108	0,05	13,19	0,4%
UD	UD-16	2	60	30	0,01	4,32	0,1%
UDa	UDa-18	12	660	55	0,07	6,45	1,0%
UE	UE-28	2	119	60	0,01	10,52	0,1%
UEm	UEm-20	45	6 306	140	0,63	23,04	2,7%
NAa	NAa-29	8	822	103	0,08	6,26	1,3%
NC	NC-3	1	365	365	0,04	90,04	0,0%
NDa	NDa-8	1	803	803	0,08	7,55	1,1%

Intitulé POS	Intitulé analyse	Nb de parcelles (indicatif)	Superficies cumulées				Part en % des parcelles dans la zone
			Zone d'analyse (m ²)	Parcelles bâties (m ²)	Parcelles bâties (ha)	Zone d'analyse (ha)	
UA	UA-14	7	147 459	2 349	0,23	14,75	1,6%
UC	UC-15	9	131 884	2 127	0,21	13,19	1,6%
UDa	UDa-18	8	64 537	3 581	0,36	6,45	5,5%
UEm	UEm-20	29	230 412	36 105	3,61	23,04	15,7%
NA	NA-21	1	77 183	8	0,00	7,72	0,0%
NAa	NAa-29	4	62 637	3 214	0,32	6,26	5,1%
NCa	NCa-4	1	209 232	0	0,00	20,92	0,0%
ND	ND-7	3	656 817	160	0,02	65,68	0,0%
NDa	NDa-8	1	75 457	6 518	0,65	7,55	8,6%
		63	1 655 617	54 062	5,4	165,6	3,3%

Les différences observables entre nombre de bâtiments supplémentaires et parcelles surbâties par zone d'analyse s'expliquent pour deux raisons essentielles : le fait que le cadastre découpe certaines constructions qui en fait forment une unité, et amplifie donc le nombre de bâtiments nouveaux ; bon nombre d'opérations, y compris en zone U sont des opérations d'ensemble qui portent sur un même parcellaire (phénomène de densification ou d'optimisation foncière).

Le mouvement sur 10 ans a permis une meilleure utilisation des zones déjà desservies et viabilisées de la commune et le potentiel urbanisable inscrit au POS sous forme d'extensions a été peu utilisé pendant longtemps.

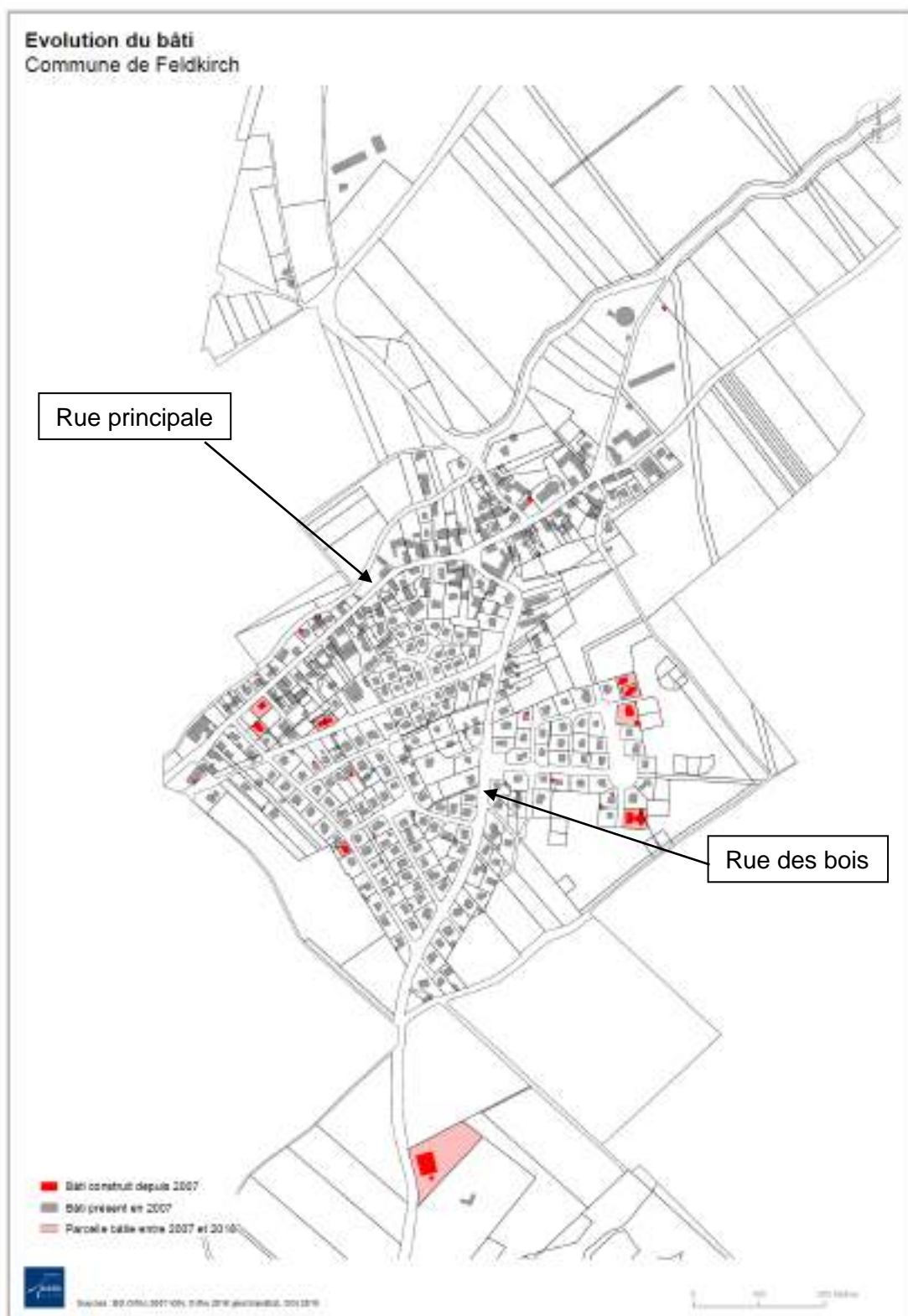
Au vu de ces constats et des zones libres du POS, le PLU devrait reconsidérer l'inscription de ces zones NA indicées (AU au PLU) au regard de leur positionnement et de leur réelle disponibilité.

Evolution du bâti entre 2007 et 2018

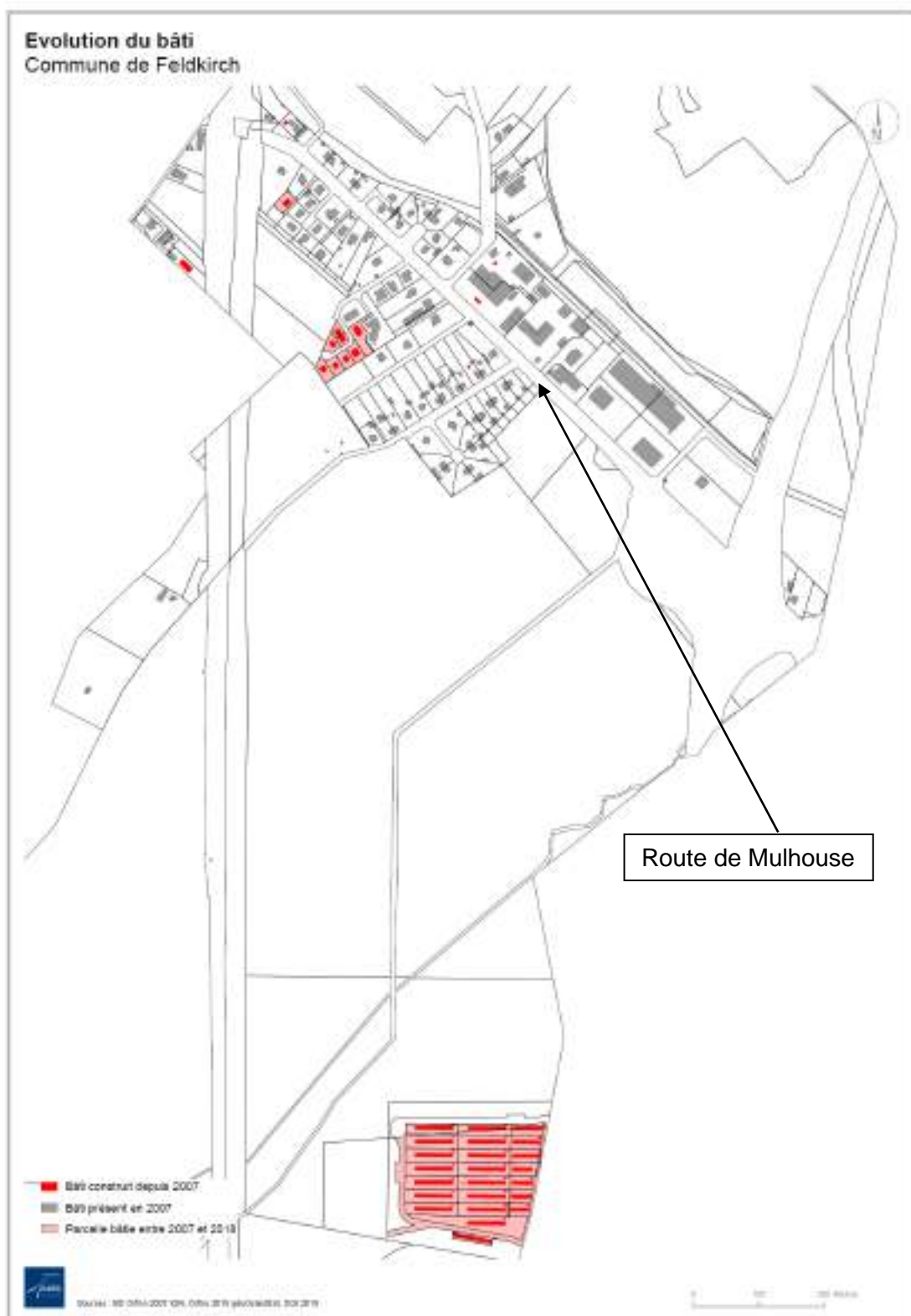
Il est possible de procéder à une analyse de la consommation d'espace plus récente, sans tenir compte du zonage du POS, caduc depuis mars 2017.

Les cartes suivantes montrent l'évolution du tissu bâti sur le ban communal, entre 2007 et 2018.

Evolution dans la partie nord du village (développée à partir de la rue principale et de la rue des bois) :



Evolution dans la partie sud du village (développée à partir des cités Alex et de la route de Mulhouse) :



Au total, en une dizaine d'années, entre 2007 et 2018, environ 5,3 ha de terrains ont été mobilisés pour une construction.

Toutefois, cette surface comprend :

- 0,65 ha pour constituer la parcelle accueillant le bâtiment communal en bordure de la rue des bois, entre les 2 entités du village (comprenant une salle socio-culturelle dite salles des chênes, un club house pour le club de football, et la caserne des pompiers) ;
- 3,61 ha consommés pour la mise en place de panneaux photovoltaïques dans la ZAC du carreau Marie-Louise, au sud du ban communal.

Ainsi, seul 1 ha environ de parcelles a été ouvert à l'urbanisation en accueillant une nouvelle construction à usage d'habitation (les cartes ci-avant montrent aussi les constructions, souvent d'annexes, sur les parcelles déjà construites).

Cette consommation d'espace représente 0,24% de la surface du ban communal, utilisé en 10 ans pour l'habitat.

On compte environ 18 nouvelles maisons implantées dans le village entre 2007 et 2018.

La surface moyenne des terrains mobilisés pour de nouvelles constructions est de 6 ares.

On constate une répartition équilibrée des constructions nouvelles sur les 2 entités du village.

Elles se sont développées par densification du tissu déjà bâti, et par les possibilités offertes par les lotissements (la « roselière » et le lotissement des peupliers).

L'aménagement du lotissement des peupliers a en effet été facilité par la révision simplifiée du POS en 2007.

Les dents creuses éventuellement mobilisables pour de nouvelles constructions se sont réduites, impliquant aujourd'hui un potentiel de densification modeste.

Il subsiste, en 2019, 1,81 ha d'espaces interstitiels ou vides à l'intérieur des zones urbanisées (zones urbaines à dominante d'habitat du POS ou du PLU).

Certains d'entre eux sont en cours d'urbanisation, d'autres resteront probablement des jardins, d'autres ne présentent pas encore un système de desserte permettant d'envisager leur utilisation à des fins résidentielles, ou leur utilisation pour une opération de logements collectifs, ...

Seul 1 ha environ de parcelles, au total, peut être considéré comme raisonnablement mobilisable d'ici 2033.

Les dents creuses potentiellement urbanisables, ainsi que leur classification sont représentées au chapitre 19.10 du présent rapport de présentation.

L'hectare « disponible » est constitué de 7 parcelles, dont 4 n'accueilleront probablement qu'une construction (du fait de leur taille, configuration, desserte).

3 parcelles constituent un potentiel plus important, mais 2 d'entre elles représentent 60 ares en bordure de la voie ferrée.

La commune estime donc que seule une petite opération pourrait y être implantée, compte tenu du peu d'attractivité que le site présente.

Ainsi, globalement, il est probable que d'ici 2033, une demi-douzaine de constructions seulement soit réellement installée dans les dents creuses ou vides des zones urbaines à vocation d'habitat, et qu'elle n'offre qu'une demi-douzaine de logements, une dizaine tout au plus.

On peut noter qu'entre 2007 et 2018, aucune construction significative n'a été ajoutée à la zone d'activités qui se déploie le long de la route de Mulhouse ou RD429, ou sur le terail Marie-Louise classé dans le POS en zones d'activités.

2. Tendances et besoins

2.1. Démographie

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Le solde migratoire est à l'origine des évolutions de population significatives passées.		Apports migratoires importants dans les années 80 et 90.	
Le solde naturel est son corollaire.		Ils sont corrélés à des opérations de lotissement.	
Nouveau lotissement en cours d'aménagement.			
Faiblesses		Menaces	
Pertes migratoires au début des années 2010		Déficit des enfants ainsi que des jeunes adultes.	
Vieillesse de la population		Surreprésentation des adultes de plus de 40 ans ; accentuation possible du vieillissement de la population ces prochaines années.	
Besoins			
Diversifier l'offre immobilière :			
<ul style="list-style-type: none">• attirer davantage les jeunes ménages ou permettre aux jeunes originaires du village d'y rester, en mettant en place une politique de logement adaptée.• poursuivre les incitations de renouvellement urbain/comblement des dents creuses et la construction de collectifs/locatifs.• prendre en compte le SCoT.			

2.2. Habitat et logement

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Augmentation du nombre de résidences principales malgré la baisse de population.		Des offres immobilières qui se sont diversifiées un peu (maisons, appartements, ...).	
Peu de résidences secondaires (0,5%).		Mobilisation des logements vacants	
Rythme moyen de 6 logements neufs par an au début des années 2010.			
Une part importante des logements est récente.			
Nouvelle offre de logements en cours de concrétisation.			
Faiblesses		Menaces	
La plupart des logements est de grande taille.		Inadéquation de l'offre de logements par rapport à la taille des ménages.	
Coût élevé des logements disponibles.		Prédominance des propriétaires de logements de grande taille.	
Besoins			
Continuité de la maîtrise des zones de développement			
Amélioration de l'accès au logement pour les jeunes ménages, dans un contexte de coûts élevés pour des logements inadaptés.			
Prise en compte du PLH (Plan Local de l'Habitat)			

2.3. Espace bâti

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Cités minières encore relativement préservées. Homogénéité des quartiers. Création d'un nouveau quartier en prolongement du tissu bâti existant.		Conservation des caractéristiques des cités minières. Tissu urbain plutôt aéré hors centre historique.	
Faiblesses		Menaces	
Type de développement traditionnel avec implantation au milieu d'une parcelle relativement grande. La densification est à l'origine de nombreuses constructions en double voire triple profondeur.		Raréfaction des terrains disponibles ou utilisables en zone déjà urbanisée. Rétention foncière Peu de dents creuses	
Besoins			
Poursuivre le développement adéquat de l'habitat, qui permette de renforcer le cœur du village et évite le développement le long des axes de communication. Encourager les constructions en zone urbaine en mobilisant encore les dents creuses. Donner des possibilités réglementaires qui permettent de construire avec une densité adaptée aux besoins et modes de vie actuels. Etudier la nécessité réelle de prévoir des sites d'extension supplémentaires			

2.4. Développement économique et équipements

Tendances		Enjeux	
Forces Village résidentiel mais offrant tout de même des centaines d'emplois. Plusieurs zones d'activités économiques		Opportunités Activité économique encore en développement.	
Faiblesses Peu de commerces ou services de proximité		Menaces Activités polluantes	
Besoins			
Maintenir les emplois dans la commune et favoriser les activités non nuisantes dans le village.			
Reconsidérer l'utilité de l'affectation du terriil Marie-Louise			
Maintenir les services et équipements qui constituent une force pour le village.			
Encourager la pérennisation des activités existantes.			
Améliorer la maîtrise foncière de la commune par une politique d'acquisition foncière pour être en mesure de développer/renouveler des équipements d'intérêt collectif.			

2.5. Surfaces agricoles et développement forestier

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Les territoires agricoles représentent le tiers du ban communal.		Variété dans les activités (pépinière, vente de produit à la ferme, ...)	
35% du ban est en espaces forestiers et/ou en dynamique naturelle.			
Proximité avec les boisements de l'Entenbad			
Politique active de renaturation en cours			
Faiblesses		Menaces	
Des lisières forestières sont au contact direct des habitations.		Perturbation des écosystèmes par la densification.	
Besoins			
Fixer des limites strictes à l'urbanisation.			
Proscrire tout mitage dans les zones agricoles.			
Prendre en compte les besoins des agriculteurs existants.			
Protéger les espaces forestiers.			

2.6. Aménagement de l'espace et paysage

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Un paysage marqué par l'activité minière dans la partie sud du ban.		Mise en valeur/réutilisation du patrimoine agricole dans le centre ancien	
Caractéristiques rurales encore bien présentes dans le noyau ancien.		Des opérations de logements collectifs réalisées à proximité du centre.	
Faiblesses		Menaces	
Opérations très denses dans le centre ancien qui multiplient les accès.		Banalisation du paysage dans les cités minières et au centre du village.	
Besoins			
Conserver des règles adaptées aux quartiers plus typiques.			
Conserver des éléments de diversité du paysage.			
Eviter le développement uniquement par extension, le long des voies.			

2.7. Environnement et biodiversité

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Des milieux diversifiés (forêts, champs, zones humides, étangs, ripisylves, végétation sur les friches minières, ...).		Aménagements qui préservent la biodiversité.	
Une faune et une flore riche, plus particulièrement sur certains sites (terrils, roselière, ...)			
Présence d'une zone humide remarquable à la lisière du ban et de zones humides ordinaires			
Opérations de renaturation			
Développement des énergies renouvelables			
Faiblesses		Menaces	
Pression foncière près des sites naturels.		Des éléments de fragmentation traversent le ban (notamment les RD430 et 429)	
Besoins			
Déterminer les maillons de corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité effectifs.			
Préserver la richesse et la diversité des milieux, de la faune et de la flore.			
Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels.			
Poursuivre les opérations de renaturation			
Poursuivre la politique de développement durable			

2.8. Transports, déplacements et stationnement

Tendances		Enjeux	
Forces		Opportunités	
Bonne accessibilité grâce aux RD430, 429 et 44 et à la proximité de la RD83.		La commune se trouve à un 20 minutes de Mulhouse et 30 minutes de Colmar (à 10 minutes des zones d'activité du nord de Mulhouse).	
Proximité de la gare de Bollwiller.		Développement des itinéraires cyclables, notamment vers la gare.	
Réseau de bus de Mulhouse.			
Faiblesses		Menaces	
Prédominance des trajets domicile-travail en voiture.		Accroissement du trafic/nuisances et des risques	
Trafic intense sur les voies qui traversent la commune.			
Besoins			
Promouvoir les transports en commun et déplacements doux			
Assurer un fonctionnement urbain cohérent			
Adapter les normes de stationnement			

2.9. Risques et nuisances, maîtrise de l'énergie

TENDANCE	BESOINS et ENJEUX
<p>La commune est soumise aux risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• inondations<ul style="list-style-type: none">- par remontées de nappes- par rupture de digue de la Thur- par rupture de barrages• mouvements de terrain liés<ul style="list-style-type: none">- au puits du carreau Alex- aux terrils• zone de sismicité modérée• transport de matières dangereuses <p>Présence d'une conduite de gaz à une extrémité est du ban.</p>	<p>Prendre en compte tous les risques</p> <p>Fixer des limites strictes à l'urbanisation, en particulier en interdisant toute habitation dans les zones non construites le long de la RD44bis.</p> <p>Utiliser les espaces permettant de concentrer le développement, et non le diffuser.</p> <p>Poursuivre l'intégration de toutes les possibilités de recours aux énergies renouvelables et à la réduction de l'empreinte écologique des aménagements, dans le respect du patrimoine existant.</p>

2.10. Prévisions démographiques et économiques

Grâce aux possibilités offertes par le POS (Plan d'Occupation des Sols aujourd'hui caduc) et en partie mises en œuvre, les perspectives d'avenir à moyen terme sont satisfaisantes du point de vue de la vitalité du village.

Dynamique démographique

L'aménagement du lotissement « le champ des oiseaux », en cours (secteur NAb du POS), permet d'anticiper un rajeunissement de la population, un ré-équilibre des classes d'âge, et l'efficience des équipements.

Il présente de plus l'avantage d'être composé de terrains devenus communaux, ce qui permet de prévoir une mise sur le marché progressive.

La localisation du nouveau lotissement :



En effet, ce quartier renforcera l'offre immobilière dans la commune, avec environ 90 nouveaux logements neufs sur une quinzaine d'années.

De plus, la densification du tissu bâti existant, déjà entamée, se poursuivra.

Il subsiste des dents creuses dans la zone équipée et urbanisée du village, même si tous ces espaces ne sont pas destinés, par leur propriétaire, à la construction.

On peut recenser les parcelles vides en zone urbaine (les terrains faisant l'objet d'un projet en cours en 2018-2019 sont exclus de l'inventaire), et caractériser leur état.

Il se dégage ainsi un aperçu des parcelles raisonnablement mobilisables dans le village d'ici 2033 (horizon du Schéma de Cohérence Territoriale - ou SCoT - de la région mulhousienne, approuvé le 25 mars 2019).

Carte des vides caractérisés :



On peut envisager qu'environ une demi-douzaine de constructions pourra être raisonnablement implantée dans les dents creuses mobilisables, soit au minimum une demi-douzaine de logements de plus d'ici les années 2030 (mais probablement au plus une dizaine, comme cela est évalué au chapitre 18.9. du présent rapport de présentation).

Par ailleurs, l'INSEE estimait à 23 le nombre de logements vacants dans le village en 2015.

Ce chiffre comprenait les logements en construction ou en travaux.

On a recensé seulement 14 logements vacants en 2016, et en 2019 les logements réellement vacants sont en nombre restreint.

On trouve par ailleurs un potentiel de logements futurs dans les bâtiments existants (non vacants) du village : transformation de bâtiments agricoles, division d'un grand logement en plusieurs unités, ...

On peut émettre l'hypothèse qu'une dizaine de logements peut être réinvestie, d'ici 2033, dans le patrimoine aujourd'hui existant, que ce potentiel soit issu de l'utilisation de logements vacants (de 2016 à 2033)¹ ou d'opérations de réaffectation.

Ainsi le nombre de logements disponibles supplémentaires, en 2033 par rapport à 2016, s'élèverait à une centaine au minimum, en prenant en compte :

- le lotissement du champ des oiseaux ;
- les logements vacants ;
- le renouvellement urbain.

En 2015, l'INSEE recensait 392 résidences principales dans le village. Elles sont au nombre de 393 en 2016.

Entre 2016 et début 2019, 6 logements ont été construits ou sont en projet (il existe par ailleurs un projet de logements collectifs, bloqué pour l'instant).

On peut donc extrapoler que le nombre de résidences principales pourrait s'élever à 399 dans le village en 2019.

Ainsi, en 2033, la commune pourrait compter un peu plus de 500 logements.

D'après l'INSEE, on comptait, à Feldkirch, 2,5 personnes par foyer en 2015.

Le SCoT de la région mulhousienne prévoit que le nombre de personnes par foyer va encore baisser d'ici 2033, dans son aire.

En effet, le phénomène de vieillissement de la population va s'amplifier.

Toutefois, l'offre de logements neufs dans le lotissement du champ des oiseaux sera, à Feldkirch, un frein à la baisse du nombre de personnes par foyer (attirait pour les familles).

Ainsi on peut évaluer le nombre de personnes par logement à 2,4 pour 2033.

Compte tenu du parc de logements envisagé en 2033, la population du village peut être estimée à un peu plus de 1200 habitants à cette date.

¹ Période prise en compte par le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) pour ses prescriptions

Dynamique économique

La commune procure plus de 250 emplois en 2015.

Les entreprises se trouvent au sein du village ou dans les zones d'activités.

Feldkirch disposait, dans le POS, de deux zones d'activités principales :

- l'une autour de l'ancien puits Alex, en bordure de la RD 429 ;
- l'autre englobant le carreau de l'ancienne mine Marie-Louise, au sud du ban, en limite avec Staffelfelden et Ungersheim. Le terri-til voisin était également classé en zone d'activités dans la POS (mais ne fait pas partie de la ZAC).

La première, aisément desservie et proche des grandes voies structurantes, s'est remplie avant les années 2000.

La seconde est une ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du ressort de la communauté d'agglomération. Elle comprend un secteur aujourd'hui occupé par des panneaux photovoltaïques.

Sinon, le terri-til Marie-Louise demeure inoccupé, malgré l'offre foncière conséquente.

Dans le POS, une extension de la zone d'activités qui longe la RD 429 était prévue, par l'intermédiaire d'un secteur NAE.

Ce secteur est en cours d'aménagement et le permis d'aménager fait état de 7 lots au maximum.

Localisation du secteur d'activités en cours d'aménagement :



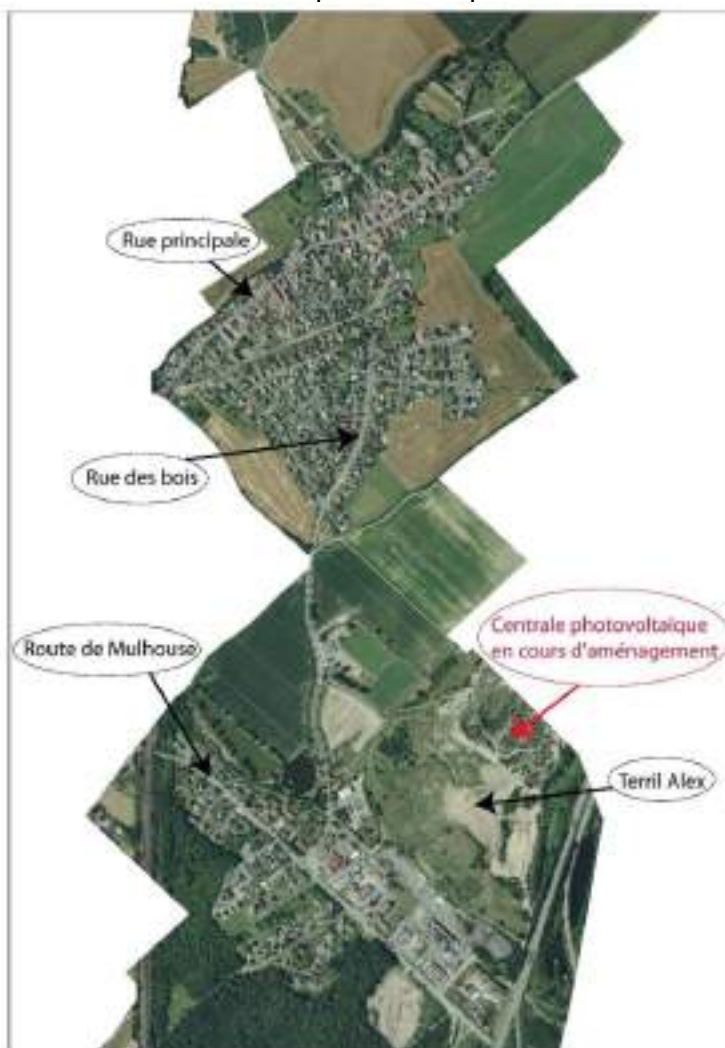
Ce potentiel répond aux besoins de développement économique pour le moyen terme.

On peut noter que le terriil Marie-Louise sortira dans l'avenir du potentiel utilisable pour l'activité, du fait du risque de mouvements de terrain identifié.

L'activité agricole est importante dans le village, dans la mesure où elle est représentée par des établissements dynamiques, porteurs de projets. Leur développement, ou réorganisation, a déjà été engagé, notamment en périphérie du village, grâce à une disposition du POS qui permettait aux entreprises existantes de se développer dans les espaces agricoles voisins. Ces prémices devront être confortés pour favoriser l'essor des activités concernées.

La politique d'équipement en panneaux photovoltaïques est un autre exemple des démarches innovantes et entreprenantes dans la commune. Outre la centrale existante dans la ZAC Marie-Louise, l'aménagement d'un second site est en cours sur le terriil Alex. L'opération a été permise par le RNU (Règlement National d'Urbanisme), une fois le POS caduc. Cette nouvelle centrale renforcera l'indépendance énergétique des communes de Feldkirch et d'Ungersheim.

Localisation de la nouvelle centrale photovoltaïque :



2.11. Le bilan du POS

L'urbanisme dans la commune de Feldkirch a été régi par le POS, Plan d'Occupation des Sols, de 1993 à 2017.

Ses fondements s'appuyaient sur quelques objectifs de base :

- promouvoir un développement urbain et économique cohérent et modéré ;
- protéger les espaces agricoles, et essentiellement ceux situés au nord du territoire communal ;
- protéger le massif boisé situé au sud du territoire communal ;
- prendre en compte les problèmes liés à la réhabilitation des friches industrielles.

Plusieurs procédures ont apporté des changements dans les dispositions du dossier initial :

- mise en compatibilité pour une Déclaration d'Utilité Publique de janvier 2004 : pour la desserte routière du Bioscope, et de l'Ecomusée ;
- révision simplifiée de décembre 2005 : pour l'aménagement du carreau Marie-Louise ;
- révision simplifiée de septembre 2007 : pour les conditions d'aménagement d'un lotissement au bout de la rue des peupliers ;
- modification de décembre 2007 : pour les possibilités d'aménagement du carreau Marie-Louise ;
- mise à jour de décembre 2008 : pour le plan des Servitudes d'Utilité Publique ;
- révision simplifiée de décembre 2009 : pour la création d'un lieu de vie pour les personnes handicapées ;
- modification de décembre 2009 : pour mieux encadrer l'implantation de nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, optimiser les conditions de circulation et la valorisation paysagère des sites d'activités ;
- mise en compatibilité de janvier 2012 : pour la réalisation de levées de terre ;
- modification simplifiée de mars 2012 : pour permettre la réalisation de toitures-terrasses végétalisées dans le village ;
- mise en compatibilité pour déclaration de projet en juillet 2016 : pour permettre la réalisation du lotissement communal nommé « champ des oiseaux », en extension de celui de « la roselière ».

Les zones urbaines

Le POS délimitait, d'une part, des zones urbaines pour une vocation principale d'habitat, dans lesquelles la capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettaient d'admettre immédiatement des constructions.

Elles se déclinaient selon des critères spécifiques :

- UA, zone à caractère central avec des constructions traditionnellement affectées à l'activité agricole, et évoluant progressivement vers un usage principal d'habitat, de services et d'activités diverses ;
- UC, quartier situé en périphérie sud du village, avec un tissu bâti à forte dominante d'habitat individuel de moyenne densité ;
- UD, zone d'habitat de faible densité, le long de la RD 429, comprenant deux cités ouvrières, des activités économiques, des lotissements et constructions hors cités ; dans le secteur UDa, de part et d'autre de la voie ferrée, la densité des constructions pouvait être plus élevée.

Pendant la durée d'application du POS, dans la zone UA, la densité des constructions s'est renforcée dans les dents creuses ou fonds de parcelles, en double voire triple profondeur par rapport à la rue principale.

La zone UC s'est complétée avec des maisons dans un îlot entre les rues des bois, des prés, des jardins et de la plaine (desservies par plusieurs petites impasses), et quelques opérations ponctuelles plus récentes dans des espaces interstitiels.

La zone UD s'est étoffée également, avec des constructions dans les espaces vides au sein du tissu bâti, et le lotissement du bout de la rue du peuplier, objet de la révision simplifiée du POS de septembre 2007.

D'autre part, une zone UE recouvrait notamment, dans le POS de 1993, la zone d'activités existante, constituée à partir du carreau minier Alex.

La zone comprenait aussi un secteur recouvrant le carreau Marie-Louise.

Ce dernier est devenu une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) en 2005.

En 2012, la partie nord de la zone d'activités a permis la réalisation d'une pépinière d'entreprises dont les toitures sont couvertes de panneaux solaires.

Le voisinage de la ZAC, dont le terriil Marie-Louise, sur le territoire de Feldkirch, n'a pas été aménagé.

La zone UE, en bordure nord de la RD429, a fait l'objet de transformations et s'est remplie, certaines activités ne nécessitant pas forcément de grandes surfaces de bâtiments.

Les zones d'extension

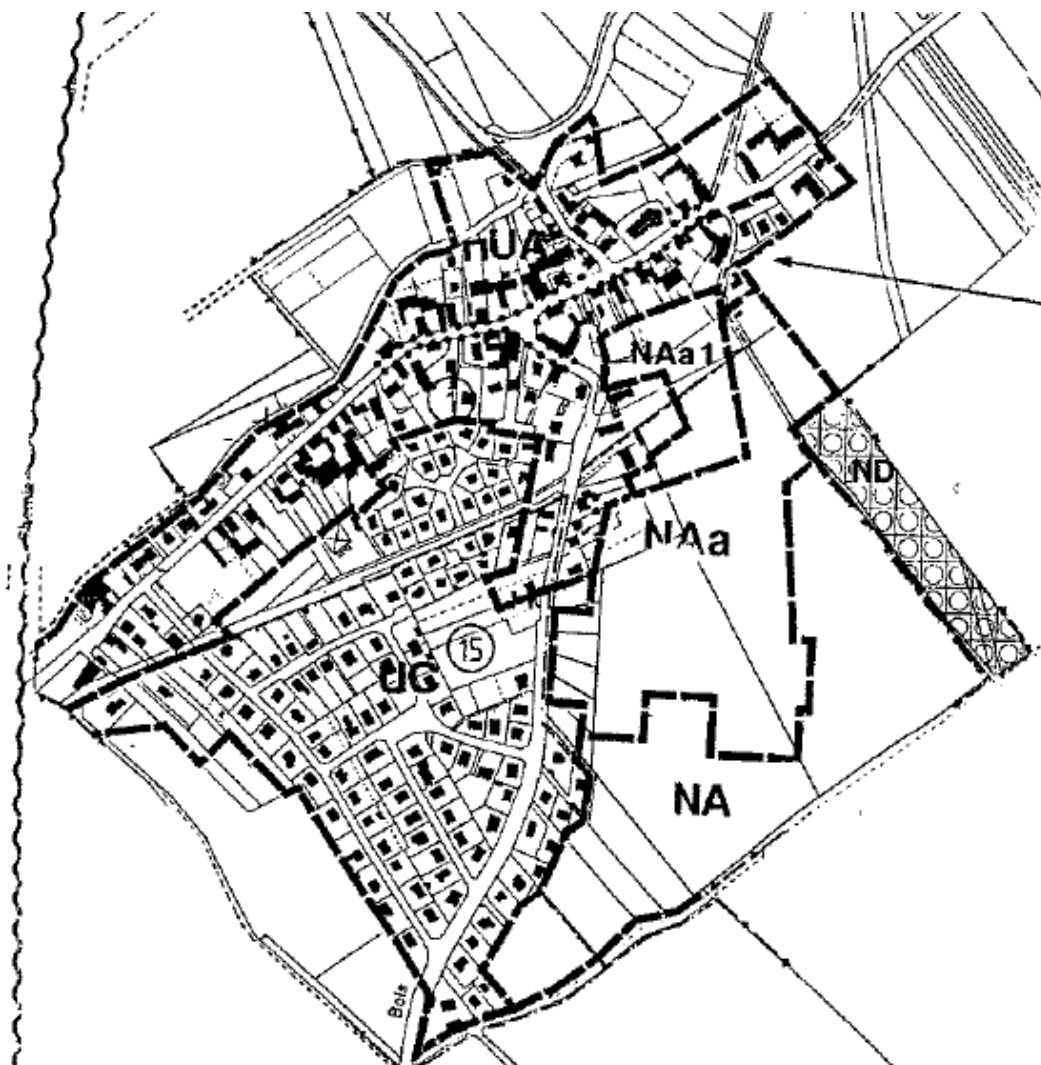
L'habitat

Le POS de 1993 prévoyait plusieurs zones d'extension futures, destinées notamment à l'habitat :

- les secteurs NAa et NAa1 (ce dernier pouvant éventuellement être plus dense), pour le court terme. Un schéma d'aménagement de ces secteurs figurait dans le dossier (cf. 13.1.) ;
- la zone NA, réserve pour le plus long terme.

Ainsi, 15,5 hectares approximativement de zones d'extension étaient délimités dans le POS, principalement pour les besoins en logements.

Extrait du plan de zonage de 1993, sur le nord du village ; les zones NA se trouvent à l'est de la rue des bois :



Le secteur NAa a été partiellement rempli (une trentaine de maisons individuelles), surtout dans les années 90 avec la réalisation du lotissement de la « roselière ».

Quelques constructions se sont rajoutées dans les années 2000.

Ce lotissement est accessible par l'allée des cigognes à partir de la rue des bois.

L'objectif du POS était que le secteur NAa constitue la première tranche d'un projet d'urbanisation concernant l'ensemble de la zone délimitée par la rue des bois, la piste cyclable, et le cours d'eau temporaire.

Il devait s'organiser autour d'un mail principal axé sur le clocher de l'église et autour du bâtiment de l'école, prolongé par des espaces publics.

Il était prévu que des immeubles collectifs et commerces puissent être édifiés dans la partie nord (NAa1), la partie sud étant plutôt destinée à des maisons individuelles.

Des possibilités d'accès ont été ménagées vers la zone NA voisine (une demi-douzaine d'impasses dans le lotissement de la roselière), mais les terrains visés ont longtemps fait l'objet de rétention foncière.

En 2016, suite notamment à une mise en compatibilité du POS pour déclaration de projet, la situation a enfin pu se débloquer, et l'extension de la roselière par le lotissement du « champ des oiseaux » a pu être autorisée.

L'aménagement de ce dernier est en cours.

Il permettra de conserver des accès vers le nord et le sud (mais pas en multipliant les impasses), en vue d'une extension à très long terme, vers les vastes dents creuses, alors résiduelles.

Les activités

Un secteur NAe de plus de 4 hectares (mais partiellement boisés par des plantations à conserver) devait permettre l'extension de la zone d'activités UE, au sud de la RD 429 ou route de Mulhouse.

Une portion de ce secteur a, depuis, contribué à l'aménagement du système de desserte du Bioscope, devenu Parc du Petit Prince (opération permise par la mise en compatibilité du POS de 2004).

Après prise en compte des boisements et de l'emprise nécessaire au réaménagement des liaisons routières, il subsistait moins de 2 ha de surfaces utilisables.

En 2015, un permis d'aménager a été délivré sur le site pour la réalisation d'un lotissement d'activités.

L'aménagement du secteur est en cours.

Les zones agricoles

Les zones agricoles NC du POS étaient protégées en raison de la valeur agricole des terres. Seules pouvaient y être autorisées les constructions nécessitées par l'exploitation agricole.

Depuis, l'exploitation Misslin, en retrait du village, et Installation Classée pour la Protection de l'Environnement générant un périmètre de recul pour les constructions des tiers (avec principe de réciprocité), s'est développée.

Un secteur, constitué d'espaces agricoles assurant la discontinuité entre les deux entités bâties de la commune (autour de la rue principale et autour des cités minières), était totalement inconstructible.

Un autre secteur agricole, bordant le village au nord, bénéficiait d'un règlement un peu particulier. Il admettait en effet les constructions nécessaires à l'agrandissement et au développement des entreprises existantes dans la zone urbaine adjacente.

Ainsi, un producteur de céréales, fruits et légumes, a pu implanter un bâtiment à la lisière est du village.

De plus, un permis de construire a été accordé en janvier 2017 pour l'extension des bâtiments d'activités d'un paysagiste. Cet aménagement, à la sortie du village vers Raedersheim, a donc été entamé.

Ces deux entreprises sont dans une dynamique de développement/restructuration, et la volonté municipale est d'encourager leur essor.

Les zones naturelles

Les zones naturelles ND du POS de 1993 ont connu des redéfinitions par l'intermédiaire des procédures qui ont suivi.

Elles ont notamment été redéfinies par la révision simplifiée du POS de 2005 qui organisait l'aménagement de la zone d'activités du carreau Marie-Louise. Un nouveau secteur a en particulier été inscrit, le secteur NDm, couvrant la mare et la gravière.

La zone naturelle comprenait initialement, entre autres :

- un secteur NDa d'une dizaine d'hectares, réservé aux équipements de loisirs et de sports ;
- un secteur NDb, recouvrant le terail Alex et ses abords, dans lequel seules étaient autorisées des installations nécessaires à la réhabilitation du site.

La révision simplifiée de décembre 2009 a fractionné ces secteurs pour en créer d'autres (NDa1, NAh1 à NAh3) dans le but de construire un lieu de vie pour les personnes handicapées.

Ce projet de reconversion du terriil Alex ne s'est pas concrétisé ; il a été abandonné.

Une fois le POS caduc, sur la base du Règlement National d'Urbanisme (RNU), un projet de centrale photovoltaïque a été autorisé au nord du terriil Alex. Cette opération est donc en cours sur une partie seulement du terriil (emprise : près de 5 ha pour 4,43 ha d'emprise des panneaux).

Sur le reste du terriil des travaux de renaturation (boisements) ont débuté et vont se poursuivre.

En effet il s'agit d'une volonté communale forte, et une réflexion est en cours pour organiser le traitement écologique et paysager de l'ensemble du terriil. Jusqu'au début 2019, plus de 4 hectares ont été renaturés sur le terriil Alex.

Espaces renaturés avant 2019 sur le terriil Alex (sur photo aérienne de 2015) :



Les espaces boisés classés

La forêt du sud du ban communal et la végétation de l'Entenbad étaient protégés en tant qu'« espaces boisés classés » au titre de l'ancien article L.130-1 du code de l'urbanisme, dans le POS de 1993.

Le versement en « espaces boisés classés » n'a pas été étendu sur une partie est du massif boisé. En effet, il existait un projet de zone d'activités à cet endroit ; il n'a pas été concrétisé et le secteur est resté boisé.

La délimitation des plantations sauvegardées dans la forêt a fait l'objet de plusieurs remaniements à l'occasion de :

- la révision simplifiée de 2005 pour l'aménagement de la zone d'activités du carreau Marie-Louise ;
- la révision simplifiée de 2007 pour la réalisation du lotissement de la rue des peupliers (pas de défrichage mais un simple débroussaillage).
- la mise en compatibilité de 2012 pour la création de levées de terre dans la forêt, contre les inondations.

Des réductions ou augmentations de la surface des espaces boisés classés ont donc été effectuées pour des projets d'intérêt général.

Les emplacements réservés

Le POS de 1993 prévoyait deux emplacements réservés (gel d'un terrain pour un équipement public) au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de rues (rue de Raedersheim et rue basse).

Les opérations n'ont pas été effectuées telles qu'elles figuraient dans le POS, et il n'est pas certain que leur réalisation soit réellement possible.

La mise en compatibilité du POS, en 2004, a ajouté deux autres emplacements réservés au bénéfice du Département, pour l'optimisation de la desserte du Bioscope.

Le système de desserte du parc a été créé, même si pas tout à fait conformément à ce que prévoyait le dossier de mise en compatibilité.

Ces emplacements réservés n'ont plus lieu d'être désormais.

Des emprises de levées de terre ont été classés en emplacements réservés dans la mise en compatibilité de 2012.

Ces opérations ont depuis été réalisées.

LES CHOIX D'AMENAGEMENT RETENUS ET LES DISPOSITIONS DU PLU

3. Choix d'aménagement retenus pour l'établissement du PADD

3.1. Objectifs de consommation de l'espace

Les prévisions démographiques et économiques montrent que les options, mises en œuvre dans le cadre du POS, sont suffisantes pour couvrir les besoins à moyen terme.

En effet :

- le développement du village, en cours, dans le lotissement du champ des oiseaux, et le renouvellement urbain, permettent d'envisager d'arriver à 1200 habitants dans les années 2030, et un rajeunissement de la population (l'offre foncière du champ des oiseaux répond à des besoins exprimés notamment par des jeunes du village ; en 2019 on enregistre déjà des dizaines de demandes d'installations dans le lotissement) ;
- l'opération d'aménagement en cours à la sortie de la commune vers Pulversheim contribuera à accueillir plusieurs entreprises en bordure sud de la RD 429.

Le développement de l'utilisation des énergies renouvelables est également en cours et la commune sera à moyen terme dotée de deux centrales photovoltaïques contribuant, de plus, à résorber des friches minières.

Par ailleurs, les dispositions du POS ont permis à des entreprises existantes et en plein essor d'amorcer un redéploiement modéré sur des espaces agricoles (secteur NCB du POS).

Pour un de ces établissements (Ferme Moyses), exploité dans les conditions du développement durable (circuits courts, contrôle complet de la filière, produits bio, baisse de consommation du gazoil, recherche, ...), l'enjeu consiste aujourd'hui à lui fournir les moyens d'un déploiement rationnel et calqué sur ses besoins. Ces projets sont également mus par le désir d'éloigner du village les nuisances (poussières, bruits, ...).

Un autre établissement (Paysages Herrisé) est engagé dans une démarche de regroupement de ses activités sur un même site ; le permis de construire, accordé sur la base du POS en 2016, a déjà permis de mettre en place la plateforme du bâtiment principal.

Ces élans ne sauraient être compromis par un classement des sites en zone agricole ; la réalisation de ces plans de restructuration sera assurée par le PLU.

Ainsi, les choix retenus pour le PLU s'inscrivent dans la continuité des projets entamés sous le régime du POS.

Aucune zone d'extension supplémentaire n'est envisagée dans le PLU.

Jusqu'en 2033, les opérations en cours rempliront leur rôle de revitalisation de la commune.

3.2. Renforcement du poids de l'entité nord

Le village est scindé en deux parties :

- l'une au nord de la RD 44 bis (ou RD 44.2.), développée à partir de la rue principale ;
- l'autre au sud de la RD 44 bis, étendue à partir des cités minières Alex.

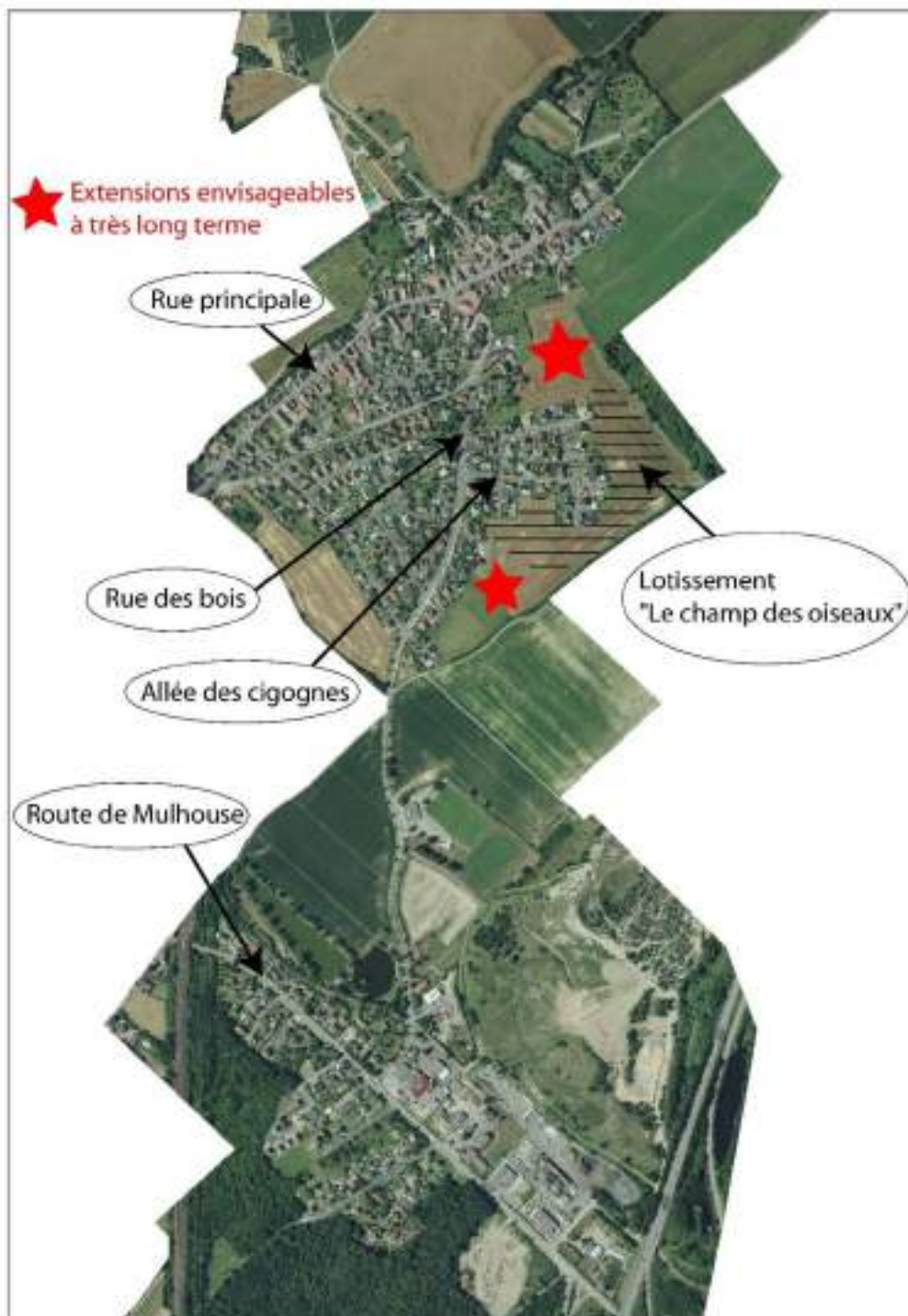
Les deux entités formant le village :



Plus loin que le PLU

Cependant, on peut d'ores et déjà prédire que le développement futur du village, au-delà des années 2030, pourra se faire de façon logique dans la continuité du champ des oiseaux, sur les espaces interstitiels résiduels, à proximité des équipements.

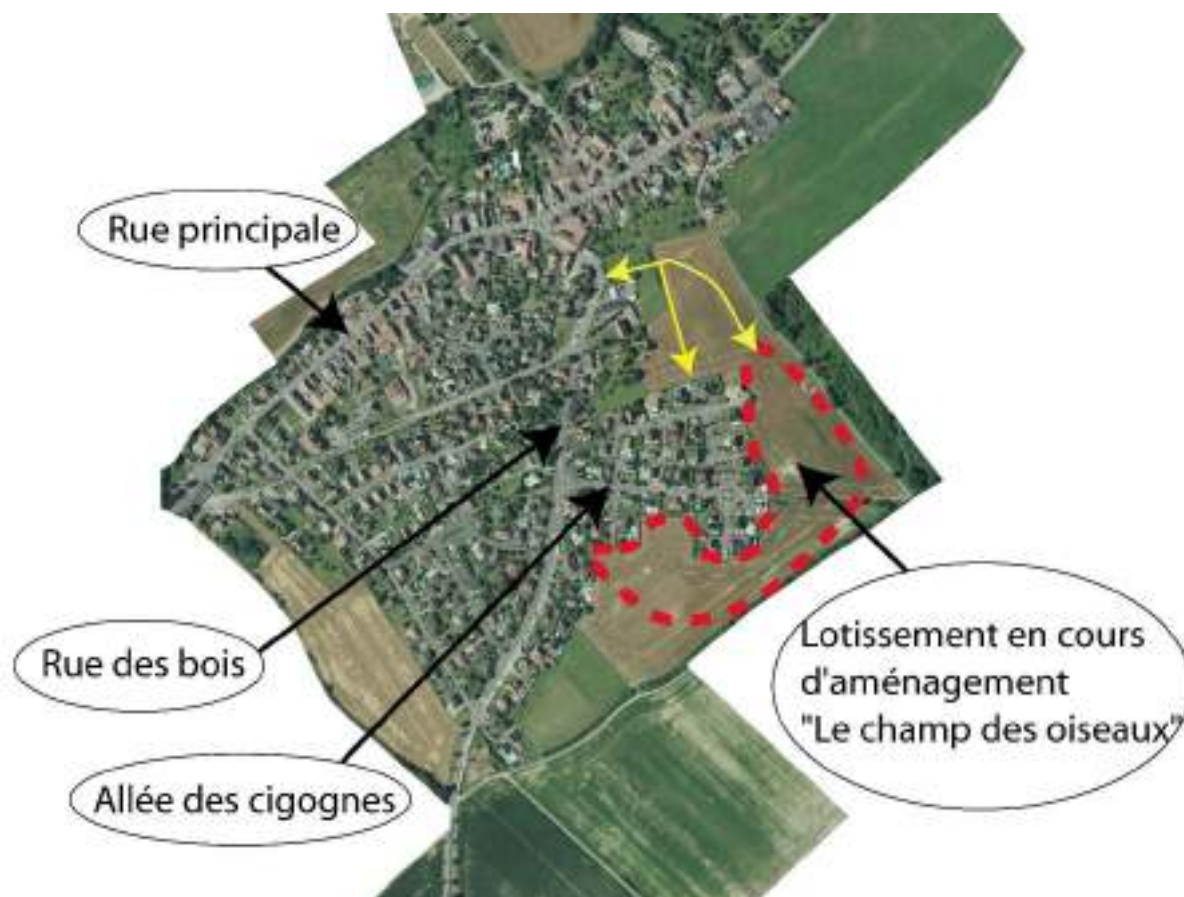
Sites potentiels de développement du village à plus long terme, après évolution du SCoT et du PLU :



On peut dès à présent anticiper cette vocation à plus long terme, afin de ne pas grever ce potentiel par des implantations de bâtiments agricoles.

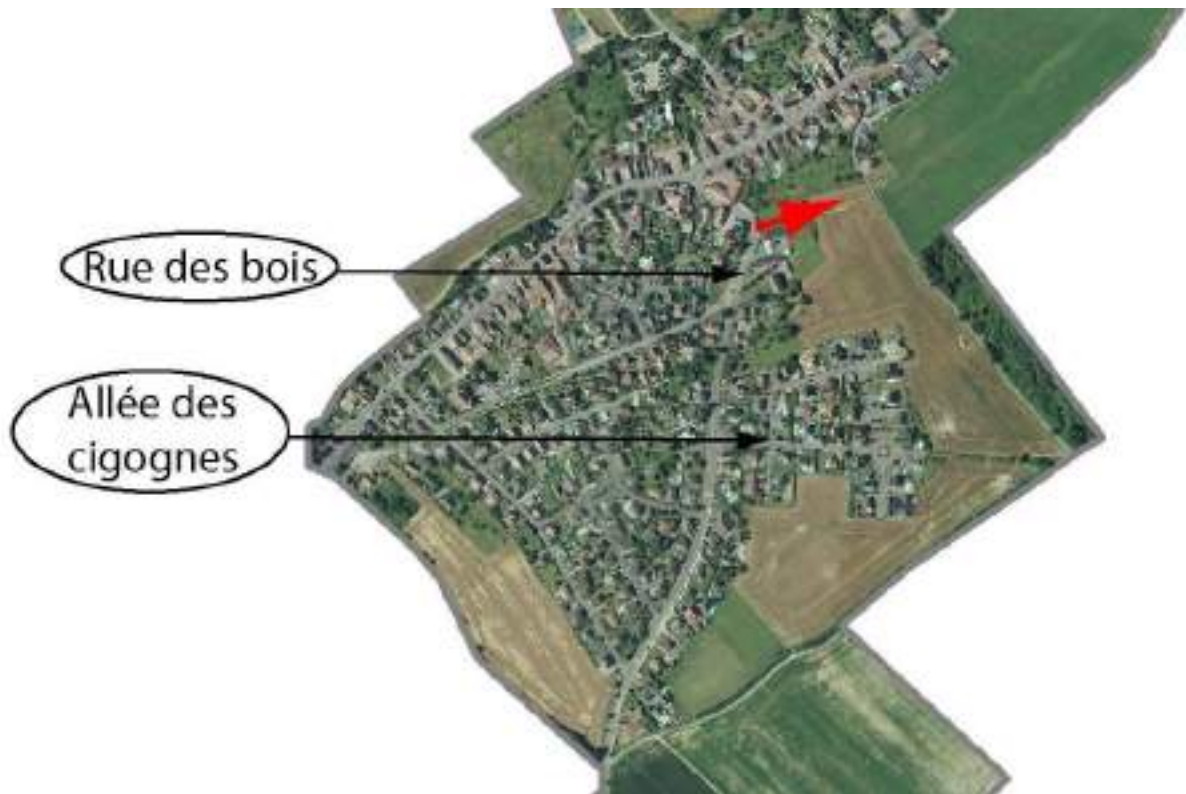
L'aménagement du champ des oiseaux intègre déjà ces possibilités d'extension, dans son schéma de desserte (Orientations d'Aménagement et de Programmation, OAP).

En jaune, le principe de desserte possible des sites, à très long terme :



La commune dispose déjà d'un accès potentiel aux sites d'extension, grâce à une parcelle communale en bordure de la rue des bois.

En rouge, le futur accès possible à partir d'une parcelle communale :



A très long terme, la liaison entre les branches du tissu bâti existant aura l'avantage de permettre un système de desserte rationnel et cohérent, développé à partir du réseau existant.

Sauvegarde de l'entité sud

Le développement de la partie sud du village, autour des cités minières, le long de la RD 429, n'est pas souhaitable.

En effet :

- certains réseaux sont anciens et ne sont pas aptes à recevoir une charge supplémentaire significative ;
- la RD 429 supporte déjà une circulation automobile intense et présente des dangers ;
- il n'est pas envisageable de porter atteinte à la forêt qui borde le quartier au sud ;
- les cités minières Alex montrent la particularité d'être encore relativement préservées ; leur état, proche des caractéristiques d'origine, les distingue de l'ensemble des autres cités du bassin potassique. Leur environnement ne doit pas se banaliser.

Pour l'entité sud, l'objectif est de permettre une densification, nécessaire dans le contexte réglementaire actuel, y compris dans les cités Alex.

Toutefois, pour ces dernières, des règles seront établies qui contribueront à conserver les caractéristiques urbaines des cités, les abords et le cadre paysager dans lesquels elles s'inscrivent.

De façon générale dans la commune, l'objectif est de préserver la qualité de vie (proportion des espaces verts, ...) tout en permettant de densifier (règles encore plus souples que dans le POS, ...).

3.3. Orientations renforcées par le SCoT

Les extensions pour Feldkirch

Le SCoT de la région mulhousienne, a été approuvé le 25 mars 2019.
Le PLU de Feldkirch doit donc être compatible avec ses prescriptions.

Le SCoT classe Feldkirch comme « village » dans l'organisation urbaine de son périmètre.

A ce titre, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT alloue, d'une part, à Feldkirch, 3 ha de surfaces d'extension, pour l'habitat, de 2016 à 2033, au-delà de l'enveloppe urbanisée « temps zéro » (T0).
Celle-ci correspond à l'ensemble des terrains urbanisés, artificialisés ou viabilisés au 1^{er} juillet 2016.

D'autre part, des surfaces d'extension supplémentaires peuvent être dévolues au développement urbain, en plus de ces 3 ha :

- en cas de renaturation (boisements, mises en culture ou prairie pérenne et classement en zone agricole ou naturelle) dans l'horizon du SCoT (2016-2033) ;
- du fait de la proximité de la gare de Bollwiller et de l'attractivité qu'elle peut induire.

Le lotissement du champ des oiseaux, bien qu'en cours de réalisation, n'est pas inclus dans l'« enveloppe temps zéro » T0.

Il sera donc considéré comme une « extension », dans le sens d'un dépassement du T0.

Mais c'est l'ensemble des extensions, permises par le PLU, par rapport au T0, qui devra représenter une surface compatible avec les prescriptions du SCoT.

La renaturation

Les conditions pour bénéficier de surfaces d'extension supplémentaires grâce à la renaturation (boisements, remise en culture, prairie pérenne,...) sont, entre autres, les suivantes :

- les surfaces renaturées doivent être comprises dans l'enveloppe T0 ;
- dans le cas de sites dont la vocation agricole ou naturelle est encore impactée par l'ancien usage (mouvement de terrain, pollution résiduelle,

etc ...), un ratio de 0,5 ha de surfaces supplémentaires pour 1 ha de surface restituée est appliqué, ...

Or, la commune de Feldkirch est justement engagée dans un programme de renaturation du terriL Alex ; plusieurs hectares ont déjà fait l'objet de renaturation, dont près de 2 ha de boisements qui ont été implantés en automne 2016.

Toutefois, pour le SCoT, la renaturation ne doit pas être déjà une mesure compensatoire associée à la réalisation d'un projet d'urbanisation.

La commune de Feldkirch poursuivra, quoi qu'il en soit, le programme de renaturation du terriL Alex, au sud de la centrale photovoltaïque ; il subsiste plus de 11 ha de surfaces susceptibles d'être renaturées (prairies ou boisements selon le relief) sur le terriL, dont près de 8,5 ha inclus dans l'enveloppe T0.

Le terriL sera par ailleurs classé en zone naturelle.

Ainsi, même si les programmes de renaturation en cours dans la commune ne permettent pas de remplir les conditions du SCoT pour bénéficier du supplément de 2 ha de zones d'extensions, la municipalité s'inscrit pleinement dans l'objectif environnemental visé.

La proximité de la gare

Le SCoT accorde au PLU de Feldkirch la faculté d'ouvrir 2 ha de plus à l'urbanisation, du fait de la proximité de la gare de Bollwiller et de l'existence d'un projet d'ouverture de cette gare du côté de Feldkirch, par prolongement du passage souterrain existant.

Cette faculté est exploitable aux conditions suivantes :

- que ces surfaces d'extension supplémentaires soient localisées dans « un périmètre de 10 minutes à vélo de la gare » ;
- qu'une liaison cyclable directe soit réalisée entre le secteur d'extension et la gare ;
- qu'une densité moyenne d'au moins 25 logements par hectare soit appliquée aux surfaces d'extension.

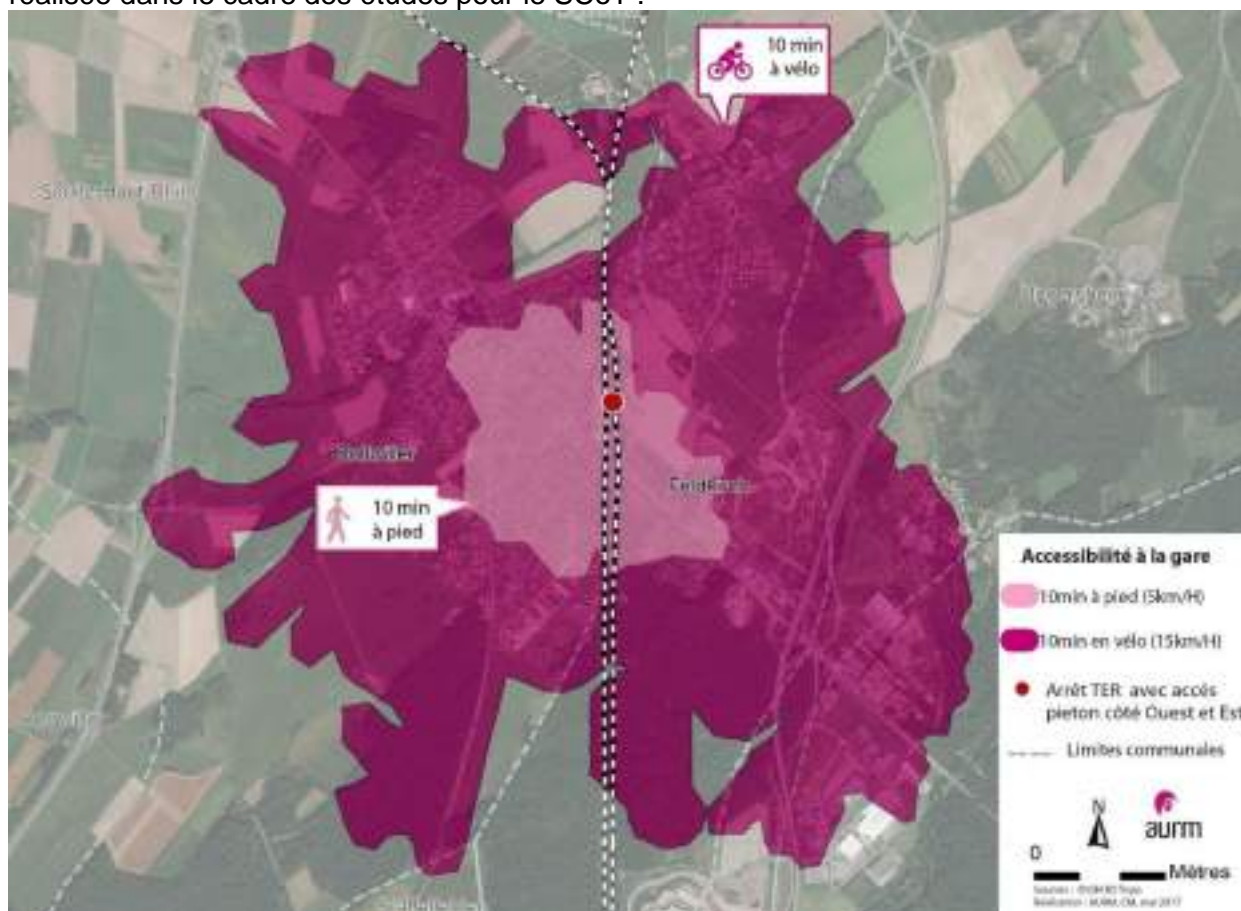
Cette densité est une densité nette, elle exclutR de la surface de référence les voiries et espaces publics.

Extrait de la page 43 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT de la région mulhousienne :

« Densité moyenne (nette) : Densité résidentielle de construction obtenue en rapportant le nombre de logements construits sur l'emprise foncière d'assise des constructions. Sont exclues du calcul les éventuelles surfaces des constructions dédiées à des activités économiques. Sont également exclues du calcul les éventuelles surfaces dédiées à la voirie interne et aux espaces/équipements publics ou collectif ».

Grâce au réseau cyclable actuel, la gare de Bollwiller se trouve à moins de 10 minutes à vélo du lotissement du champ des oiseaux en construction.

Carte isochrone des 10 minutes à vélo pour accéder à la gare de Bollwiller, réalisée dans le cadre des études pour le SCoT :



Le lotissement du champ des oiseaux présentera bien, dans son ensemble, une densité moyenne compatible avec la demande du SCoT (au moins 25 logements/ha).

Cette prescription sera formulée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU.

La commune souhaite réaliser un prolongement de la liaison cyclable actuelle, qui longe le lotissement, vers la gare.

Le nouvel itinéraire du lotissement à la gare sera direct et extrêmement court lorsque l'accès à la gare par Feldkirch sera réalisé.

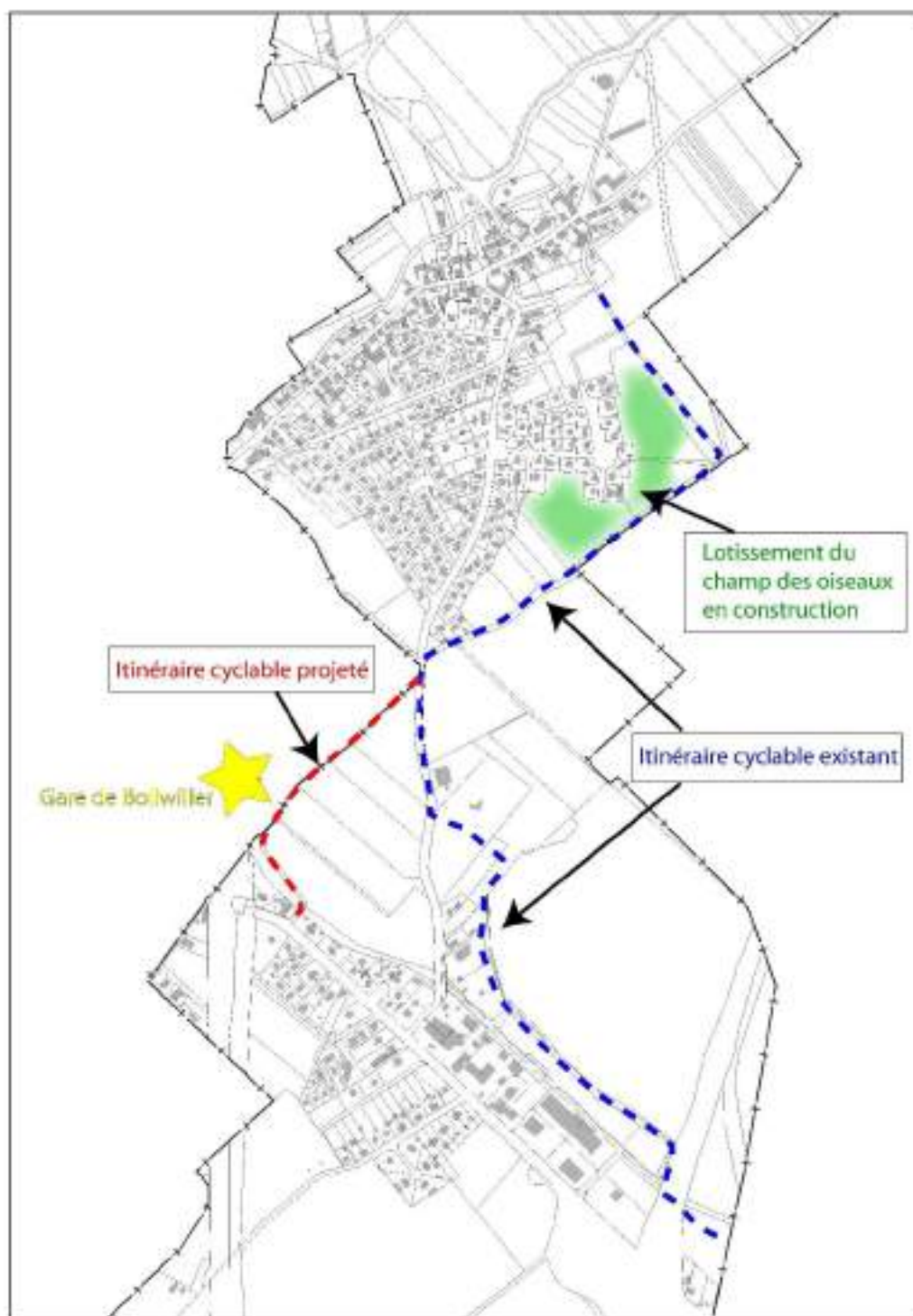
En attendant, la voie cyclable nouvelle pourra déboucher sur la RD429 au niveau de sa limite avec Bollwiller.

La municipalité envisage une mise en route du chantier de la prolongation de la piste cyclable existante en 2022.

Le financement sera tripartite, associant la communauté d'agglomération m2A, la Collectivité Européenne d'Alsace et la commune.

L'aménagement sera mis en oeuvre dans le respect des accès aux espaces agricoles avoisinants (notamment pour l'irrigation) et des réglementations en vigueur.

Le réseau cyclable envisagé dans un premier temps :



Le prolongement de la piste cyclable jusqu'à la gare ne nécessite pas de fixer des emplacements réservés dans le PLU de Feldkirch, les terrains n'étant pas privés (appartenant à l'association foncière pour la plupart).

Le franchissement de l'ancienne voie ferrée, entre le Baggerloch et la RD429 (à la limite nord de la cité Alex) se fera sur une propriété de RFF (Réseau Ferré de France).

Le débouché sur la RD429 n'est certes pas une solution idéale ; l'itinéraire de liaison entre le champ des oiseaux et la gare sera plus sécurisé lorsqu'une ouverture de la gare côté Feldkirch sera réalisée.

De plus, la commune porte un projet d'amélioration des conditions de circulation douce (vélos et piétons) le long de la RD429, et met en place un groupe de travail réunissant la Collectivité Européenne d'Alsace et les habitants de la partie sud de la ville.

L'itinéraire cyclable existant sera protégé dans le PLU.

Toutes les conditions, fixées par le SCoT, sont donc remplies pour que le PLU de la commune puisse bénéficier des 2 ha d'extensions supplémentaires alloués, du fait de la proximité avec la gare et de son accessibilité.

En effet, il est spécifié à la page 41 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT que :

« Pour les communes concernées par la création d'un nouvel arrêt ferroviaire (Chalampé, Riedisheim/Illzach) ou l'ouverture d'une gare d'un nouveau côté (Feldkirch, par prolongement du passage souterrain), **la faculté d'ouvrir à l'urbanisation des surfaces d'extension supplémentaires (2 ha maxi) au-delà de l'enveloppe d'extension initiale fixée est soumise aux conditions cumulatives suivantes :**

- la création du nouvel arrêt ferroviaire (dans les cas de Chalampé et de Riedisheim/Illzach),
- **la localisation de ces surfaces d'extension supplémentaires dans un périmètre de 10 min à vélo de la gare,**
- **la réalisation d'une liaison cyclable directe entre le secteur d'extension et la gare,**
- **l'application d'une densité résidentielle majorée d'au moins 5 logements/ha par rapport à la densité moyenne prévue page suivante ».**

Les possibilités globales

On peut noter que, même sans l'approbation du présent PLU, le lotissement du champ des oiseaux serait urbanisable et urbanisé, le permis d'aménager ayant été donné sur la base du document d'urbanisme antérieur.

Pour le présent PLU, la surface totale d'extension au-delà du T0 permise par le SCoT à Feldkirch s'élève donc à 5 ha.

La commune n'a pas de projet d'expansion en dehors des opérations déjà en cours.

Mais celles-ci ne sont pas toutes prises en compte dans le T0 car postérieures à juillet 2016.

La surface allouée sera néanmoins suffisante pour matérialiser dans le PLU (et assurer sa compatibilité avec le SCoT sur ce point) :

- le lotissement du champ des oiseaux ;

- les besoins modérés et maîtrisés des entreprises existantes en phase de croissance.

Le SCoT ne prévoit pas spécifiquement de nouvelles zones d'activités dans les villages, mais il permet « le renforcement d'une zone d'activités existante face aux besoins grandissants d'une entreprise ».

Les possibilités d'urbanisation des dents creuses et de renouvellement urbain dans la zone T0, privilégiées par le SCoT, sont désormais réduites à Feldkirch (ces formes de développement ont déjà contribué à densifier le village). Le développement démographique et économique ne peut reposer que dans une moindre mesure sur la densification.

La mixité des fonctions sera néanmoins encouragée à l'intérieur du village, comme c'est le cas actuellement.

3.4. L'équilibre entre le développement et la préservation des espaces non bâtis

Les besoins dans le secteur agricole

Les entreprises en développement dans le village sont notamment liées au secteur agricole.

La commune a souhaité pouvoir, plus généralement, répondre aux besoins des exploitants agricoles, dont l'activité assure la gestion des espaces non bâtis du ban.

Les exploitants, dans la commune, ont été interrogés sur leurs projets concrets à l'occasion de deux réunions de concertation, qui se sont tenues en mars et août 2018.

Le choix a été fait de répondre, par le PLU, à leurs demandes dans la mesure où elles ne remettaient pas en question le potentiel global économique et paysager des terres.

Il n'a pas été identifié, à l'occasion de la concertation agricole, de besoins autres que ceux qui sont pris en compte dans le présent PLU.

Ce choix s'inscrit dans un principe du SCoT dans ce domaine : soutenir l'économie agricole locale et valoriser les initiatives contribuant au développement d'une agriculture de proximité et plus respectueuse de l'environnement.

Les orientations pour les équipements

Le SCoT approuvé prévoit la construction d'une nouvelle station d'épuration à Feldkirch, et définit une surface aménageable hors « Temps 0 » à cet effet

La construction d'une nouvelle station d'épuration est maintenant décidée par le SIVOM de la région mulhousienne.

La station d'épuration actuelle dispose enore de capacités permettant d'absorber un développement de Feldkirch, mais aussi de Bollwiller.

Les perspectives d'extension démographique et économique du village ne sont donc pas freinées par la problématique de l'assainissement.

La nouvelle station d'épuration sera implantée sur un terrain aujourd'hui agricole, en retrait par rapport au village, pour éloigner les éventuelles nuisances des habitations.

Un calendrier prévisionnel des travaux a été élaboré, il est susceptible d'évoluer. Il prévoit pour l'instant la mise en service de la nouvelle station d'épuration pour l'été 2023. On peut noter que le programme comprend la construction d'un bassin d'orage.

On peut remarquer aussi que la mise en service de la nouvelle station d'épuration est prévue pour 2023, alors que les prévisions les plus optimistes de remplissage du lotissement du champ des oiseaux concernent les années 2030.

Le développement du village, qui sera progressif (puisque maîtrisé par la commune), est donc compatible avec les capacités et l'efficacité du système d'assainissement (moins de 5500 habitants projetés à Feldkirch et Bollwiller pour les années 2030).

La nouvelle station d'épuration a été dimensionnée en fonction d'estimations pour 2050, et présentera dès la mise en service, une capacité de 6300 Equivalents Habitants.

On peut noter que, pour le nouveau lotissement du champ des oiseaux, les réseaux séparatifs ont été prévus, et le SIVOM de la région mulhousienne impose l'installation de clapets anti-retour pour les réseaux desservant les constructions.

De plus, la commune privilégie l'infiltration des eaux pluviales de façon horizontale (noues avec drains en-dessous), et pas en profondeur.

En ce qui concerne les autres équipements, il existe dans la commune des projets dans le domaine de l'enfance pour accompagner l'installation de jeunes couples.

Ces équipements, localisés à proximité du cœur du village et de ses écoles, seraient aisément accessibles depuis les lotissements récents, notamment le « champ des oiseaux ».

La commune dispose d'une zone de sports et loisirs le long de la RD 44 bis, entre les deux entités de la commune.

Il existe un besoin en salle de sports pour les écoles qui ne disposent pas de structure adéquate. Les clubs de loisirs de la commune pourraient également y trouver un intérêt.

Toutefois, l'équipement sportif ne bénéficiant pas d'un financement certain, le choix a été fait de réduire considérablement la surface des zones affectées aux sports et loisirs par rapport au POS, au profit des espaces agricoles et naturels. En effet, dans le POS, les secteurs NDa et NDa1 étaient destinées aux sports et loisirs (sans construction pour le secteur NDa1) et couvraient près de 16 ha.

Dans le PLU, le pôle de sports et loisirs sera circonscrit aux équipements existants afin de diminuer l'atteinte potentielle aux terres agricoles.

Par ailleurs, la localisation du lotissement du champ des oiseaux est idéale du point de vue des liaisons douces.

Elle a permis d'une part d'inclure dans le lotissement des cheminements piétons qui rejoindront le chemin rural environnant, mais d'autre part aussi de tirer profit de l'existence de la piste cyclable couplée avec le chemin rural.

Il est très aisé de concevoir la prolongation, par un chemin existant, de l'itinéraire cyclable vers la gare de Bollwiller, facteur d'attractivité de la commune.

3.5. La conservation des milieux naturels et la prise en compte des risques

Les zones humides

Le nouveau lotissement se trouve également à proximité de la zone humide remarquable de l'Entenbad (située pour la plus grande partie sur le ban d'Ungersheim).

Il en est déjà isolé par le chemin rural et la piste cyclable.

La conservation d'une bande verte est notamment prévue sur la frange est du lotissement du champ des oiseaux, qui renforcera la zone tampon.

L'interface verte et L'Entenbad seront protégés dans le PLU.

Pour la conception du lotissement du champ des oiseaux, la commune a demandé une expertise « zone humide » au bureau d'études Ecoscop.

Ce dernier a réalisé une vingtaine de sondages sur l'emprise initialement envisagée du lotissement.

Une zone humide de 0,45 ha a ainsi été identifiée en limite est du lotissement.

Ce site a été entièrement exclu du projet de lotissement et sera protégé par l'intermédiaire du PLU.

Forêts et plans d'eau

Le massif forestier couvrant la partie sud du ban sera sauvegardé à double titre : classé en zone naturelle et conservé en tant qu'« espace boisé classé ».

Il remplit en effet de nombreuses fonctions, écologiques et récréatives.

La portion boisée du secteur d'extension à vocation économique NAe du POS (au sud de la RD 429) sera reclassée en zone naturelle.

On peut noter que le réservoir de biodiversité constitué par la forêt est ainsi protégé.

La proximité de la forêt avec la coulée verte de la ZAC Marie-Louise multiplie le potentiel de biodiversité.

Cette trame verte a été imaginée dans le cadre de l'aménagement de la ZAC afin :

- de recréer une amorce de corridor écologique permettant la liaison entre la forêt de Feldkirch et la vallée de la Thur qui relie la forêt du Nonnenbruch ;
- d'offrir un aménagement paysager de qualité ;
- d'offrir un caractère socio-récréatif aux usagers des liaisons douces du secteur.

La coulée verte sera aussi protégée à double titre dans le PLU (zone naturelle et classement au titre de son intérêt écologique).

La mare et l'ancienne gravière du carreau feront partie de cette zone naturelle.

La préservation du crapaud vert sera ainsi assurée.

Plus généralement, tous les éléments de diversification biologique (pouvant composer un corridor écologique) et paysagère seront repérés et conservés : la ripisylve des ruisseaux, les plantations du terri Alex, l'alignement d'arbres le long du site des étangs donnant sur la RD 44 bis.

En ce qui concerne les étangs, ils seront limités à ceux existants.

De plus, les aménagements liés à la pêche seront également circonscrits à l'existant, afin d'éviter le mitage des espaces naturels.

La gestion des risques

Le ban communal est soumis à plusieurs types de risques, naturels ou technologiques.

Le PLU prend en compte le risque :

- de remontées de nappe.
Les services de l'Etat ont ébauché un Plan de Prévention des Risques de remontées de nappe pour certaines communes du bassin potassique. Dans ce cadre, Feldkirch a été destinataire d'un « Porter à connaissance » comprenant un zonage des risques et des recommandations en matière d'urbanisation.
La prescription du Plan de Prévention des Risques de remontées de nappe est aujourd'hui abrogée.
Le PLU intègre toutefois les éléments du « Porter à connaissance », même si la réalité semble par endroits différente du zonage proposé. Le PLU va même plus loin dans les prescriptions assurant la sécurité des biens et personnes pour le lotissement du champ des oiseaux, particulièrement impacté par les phénomènes de remontées de nappe ;
- d'inondation par rupture de digue de la Thur.

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) pour la Thur existe et définit les zones potentiellement inondables.

Le PPRI ne s'applique pas à Feldkirch, mais la petite portion de zone inondable qui touche son ban sera prise en compte.

En effet, le Plan de Gestion des risques d'Inondation (PGRI) s'applique en l'absence d'un PPRI ; le PGRI considère la portion de zone inondable se trouvant sur le ban de Feldkirch comme un zone d'expansion des crues qu'il convient de préserver.

Elle sera classée en zone naturelle ;

- d'inondation par rupture de barrages.
Trois barrages écrêteurs de crues ont été réalisés pour lutter contre les inondations à Bollwiller.
Deux d'entre eux génèrent une zone inondable par rupture de barrage couvrant le territoire de Fledkirch.
Ces zones ont été délimitées dans une étude complémentaire réalisée par un service du Conseil Départemental en mars 2019.
Des prescriptions préventives sont ainsi définies dans le PLU pour les zones concernées ;

- de mouvements de terrain, liés au puits Alex et à la nature des deux terrils.
Ainsi, les terrils Alex et Marie-Louise seront reclassés en zone naturelle.
Dans le POS, le terril Alex était destiné aux aménagements d'un « Domaine Nature » (espace de vie pour personnes handicapées notamment) et d'un site de sports et loisirs.
Le terril Marie-Louise avait une vocation de zone d'activités.
Ainsi, les deux sites, considérés comme des ZNIEFF, seront préservés.
Le reclassement du terril Alex en zone naturelle, et les opérations de renaturation entreprises et encore programmées, concernent la partie du terril résiduelle après l'implantation de la nouvelle centrale photovoltaïque.
Cette dernière a déjà été autorisée et est en cours d'aménagement, mais on peut noter quand même que l'opération est compatible avec les prescriptions du SCoT.
En effet, celui-ci classe le terril Alex en « réservoir de biodiversité », mais admet tout de même la construction de la centrale photovoltaïque, si elle est accompagnée d'une étude environnementale pour mesurer les impacts sur la biodiversité.
Une étude d'impacts a été réalisée à l'amont du projet de centrale, par le bureau d'études Climax.
Elle analysait notamment les impacts de l'installation des panneaux sur le terril, notamment sur les caractéristiques de la ZNIEFF.
Des mesures ont ainsi été définies pour éviter, réduire ou compenser ces incidences ; elles sont mises en oeuvre à l'occasion de la construction de la centrale ;

- de transport de matières dangereuses, par gazoduc notamment.
Les zones de danger sont reportées en annexe du PLU pour information et prise des mesures adéquates.

3.6. Autres objectifs de protection supra-communaux

Les principales orientations du PADD se résument aux principes suivants :

- achever l'utilisation des espaces vides mobilisables en zone urbaine,
- renforcer les conditions de la mixité urbaine,
- bénéficier, en termes de dynamisme, de la zone d'extension en cours d'aménagement, à dominante d'habitat,
- encourager les initiatives dans la zone d'activités en cours d'aménagement au sud de la RD 429,
- répondre aux demandes (dans les domaines du foncier, des activités, de l'agriculture),
- s'adapter aux besoins nouveaux,
- se prémunir contre les risques,
- protéger les milieux naturels,
- maintenir des éléments de biodiversité qui peuvent contribuer aux liaisons écologiques.

Aucune zone d'extension supplémentaire, par rapport aux possibilités actuelles, n'est prévue sur le ban.

La limitation du développement aux opérations permises dans le cadre de l'application du POS, et les principes de densification proposés dans le PLU, permettent de répondre aux objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain sur la commune.

Les opérations en cours intègrent des principes de conservation des spécificités naturelles.

De façon générale, le PLU accorde une place importante à la préservation des différents écosystèmes et des caractéristiques paysagères.

Plusieurs principes et orientations visent à conserver l'existant mais également à renforcer le maillage écologique actuel.

Par l'ensemble des orientations du PADD, les objectifs de protection établis au niveau international, communautaire, national, sont donc pris en compte et les choix vont dans le sens de leurs objectifs, ou n'ont pas d'incidences sur eux.

En effet, les choix retenus pour établir le PADD sont compatibles avec les outils de déclinaison territoriale des conventions nationales et internationales : plan de conservation du Grand Hamster, liste régionale des espèces protégées, DOCOB (document d'objectifs) des sites Natura 2000, inventaires ZNIEFF (Zones à Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) et liste rouge de la nature menacée en Alsace, SDAGE et SAGE, Orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH), Directive et Schéma Régional d'Aménagement Forestier (DRA et SRA), ZIEP (Zones d'Intérêt Ecologique et Paysager) Alsace, Unités paysagères du département, GERPLAN, Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI), ...

Ils sont aussi, plus globalement, compatibles avec les documents suivants : recensement départemental des infrastructures bruyantes, Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE), Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, Schéma départemental des carrières, Plan Santé Environnement, ...

Cette compatibilité est assurée par les choix de continuité, dans les projets de croissance, par rapport au POS, et des orientations qui déterminent les dispositions du règlement en zones urbaine, naturelle et agricole.

4. Délimitation des zones et exposé des motifs du règlement

4.1. Découpage du territoire communal en zones

Le PLU de Feldkirch classe les sols en 4 grandes catégories :

- **les zones urbaines ou zones U** qui correspondent aux zones déjà urbanisées et aux zones où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Elles comprennent :
 - la zone **UA**, zone à vocation mixte - noyau bâti ancien. Elle inclut le secteur **UAa**, correspondant à la station d'épuration en service en 2021, et le secteur **UAb**, destiné à la poursuite du développement d'une exploitation existante,
 - des zones **UB**, extensions à dominante d'habitat pavillonnaire, et un secteur **UBa** pour le projet de nouvelle station d'épuration en cours de concrétisation,
 - des zones **UC**, cités minières,
 - la zone **UE**, zone d'activité, située principalement le long de la RD429. Elle contient aussi le secteur **UEa**, site de la restructuration entamée d'une entreprise existante, et le secteur **UEm**, couvrant la centrale photovoltaïque du carreau Marie-Louise,
 - et la zone **UX**, site d'implantation d'une seconde centrale photovoltaïque, sur une partie du terroir Alex.

- **la zone à urbaniser ou zone AU**, regroupant les secteurs de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.
Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement des terrains.
Les constructions y sont autorisées dans le cadre de la réalisation d'opérations d'aménagement d'ensemble. Il s'agit dans le cas présent du secteur **AUb**, à vocation principale d'habitat.

- **la zone agricole ou zone A**, englobe l'ensemble des surfaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.
Elle comprend :
 - un secteur **Aa**, autour d'une exploitation existante,
 - un secteur **Ab**, site de stockage d'une entreprise existante,
 - des secteurs **Ac**, à constructibilité très limitée.

- **la zone naturelle et forestière ou zone N**, qui comprend les secteurs à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Elle inclut :

- des secteurs **Na**, couvrant des installations liées aux étangs de pêche,
- et un secteur **Nb**, correspondant à des installations du club canin.

Répartition de la surface des différentes zones du PLU :

Zone ou secteur	Nb	Surface en ha
A	3	140
Aa	1	2,6
Ab	1	0,2
Ac	2	5,1
AUb	1	4,9
N	3	190,6
Na	3	0,3
Nb	1	0,3
UA	1	16,1
UAa	1	0,6
UAb	1	0,5
UB	3	26,3
UBa	2	0,7
UC	2	6,6
UE	1	12,4
UEa	1	0,7
UEm	1	5,2
US	1	2,9
UX	1	4,9
Total		421

Répartition des surfaces du PLU d'après leur vocation dominante :

Parts des affectations principales dans la superficie communale

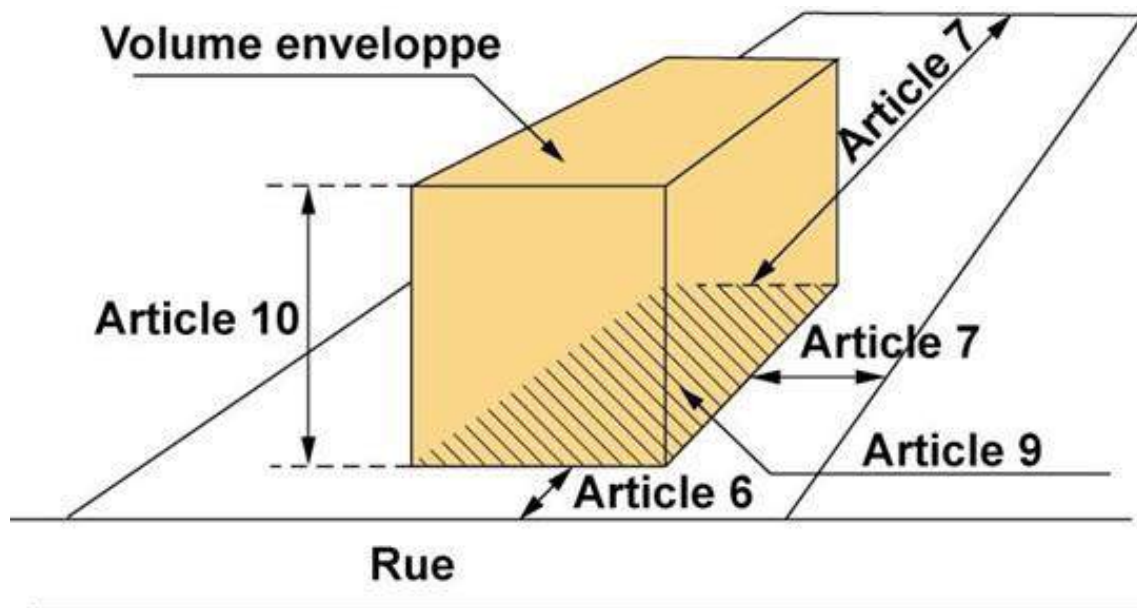


Chacune des zones ou des secteurs définis par le PLU est délimitée sur des documents graphiques (plans de zonage) et fait l'objet d'un règlement qui comporte les articles suivants :

Art.	Intitulé	
1	Occupations et utilisations du sol interdites*	Qui répondent à la question Quoi ?
2	Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions spéciales*	
3	Condition de desserte des terrains par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public	Qui répondent à la question Comment ?
4	Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement	
5	Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques	
6	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques*	
7	Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*	
8	Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	
9	Emprise au sol des constructions	
10	Hauteur maximale des constructions	
11	Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords (éventuellement, les prescriptions de nature à assurer la protection des éléments de paysage, des quartiers, des îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger)	
12	Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement	
13	Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations	
14	Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	

* Articles obligatoires

Illustration de la portée de certaines règles régissant les constructions :



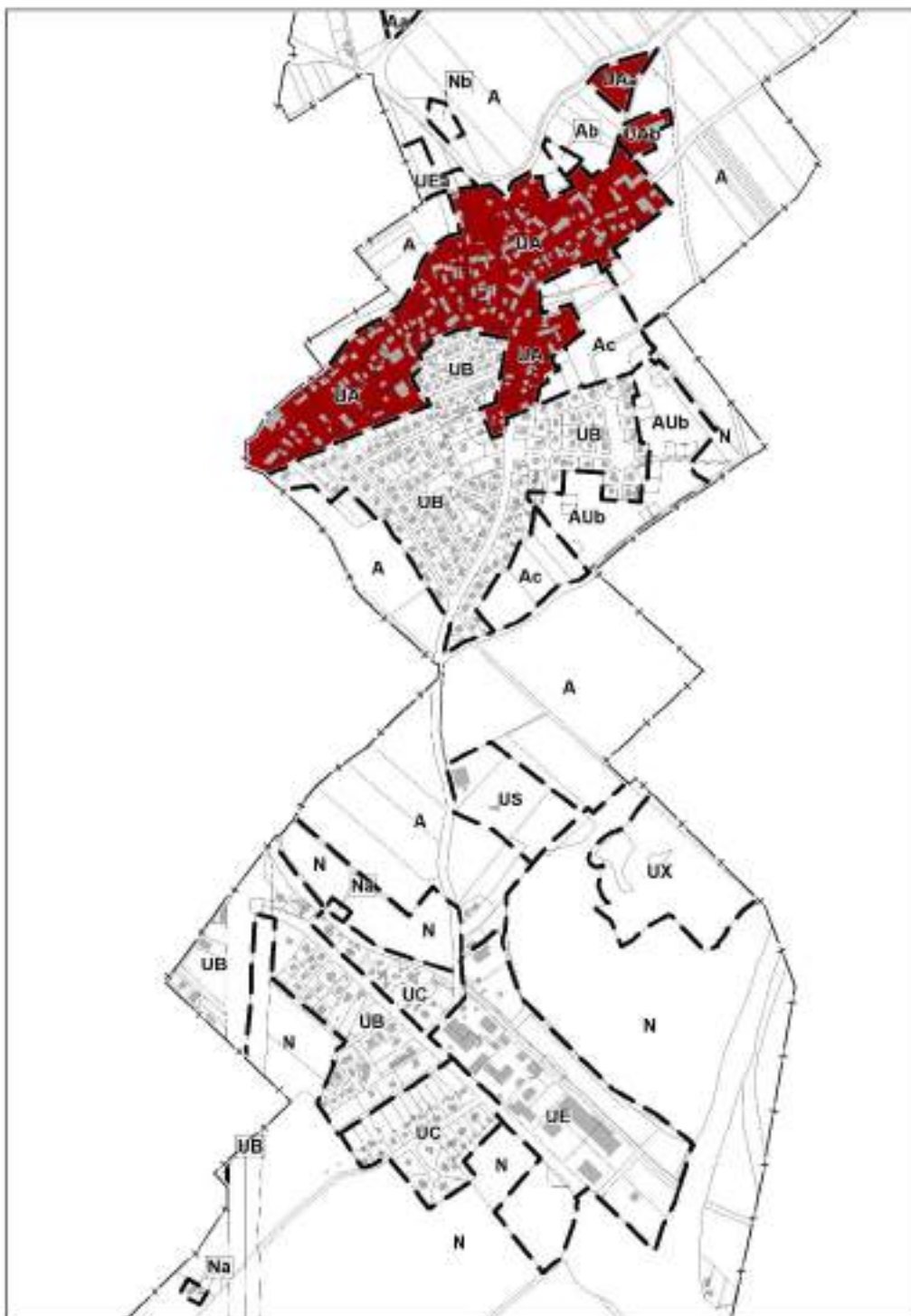
4.2. Les règles dans les différentes zones

La zone UA

La zone UA correspond à l'enveloppe du village ancien, et comporte des habitations, des constructions à usage agricole, encore utilisées à cet effet ou reconverties, des commerces/services, et équipements publics.

L'objectif central du PLU pour cette zone est de conserver les caractéristiques de la forme urbaine existante, qui identifient le cœur et l'histoire du village par rapport aux extensions périphériques, tout en permettant encore une certaine densification et une réponse à des besoins plus actuels.

La zone UA :



Un équilibre a été recherché entre densification et respect du cadre de vie.

Mixité fonctionnelle et sociale

Les articles 1 et 2 du règlement de la zone UA visent à ouvrir la zone à une **large gamme d'occupations et d'utilisations du sol** pour répondre aux enjeux de centralité.

Toutefois, l'article 1 interdit les activités, constructions, agrandissements ou transformations d'établissements susceptibles d'entraîner ou d'augmenter des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation.

Cette disposition permet d'envisager l'implantation d'activités économiques, y compris industrielles ou agricoles, dans la mesure où elles ne sont pas source de gênes pour les habitants.

Les commerces seront bien entendu permis, afin de pouvoir répondre à l'enjeu de proximité aujourd'hui prégnant, mais dans la limite d'une surface de vente de 300 m², comme demandé par le DAAC (Document d'Aménagement Artisanal et Commercial) du SCoT de la région mulhousienne.

Le règlement, comme celui de toutes les autres zones concernées, inclut la prise en compte des risques de remontées de nappe, et de ceux liés à l'existence du gazoduc à l'est de la zone, avec des prescriptions adaptées à la nature des risques.

L'article 2 définit les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières.

L'aménagement et l'extension de constructions à usage d'activités existantes sont permises à condition de ne pas être incompatible avec le voisinage des zones d'habitation et de n'entraîner aucune aggravation des nuisances.

Par ailleurs, l'article 10 fixe, en zone UA :

- la **hauteur maximale** des constructions à 7 m à l'égout ou à l'acrotère et 14 m au faîtage,
- le **nombre de niveaux** à 2 maximum, à l'égout du toit ou l'acrotère.

Pour les constructions présentant éventuellement une toiture-terrasse, 7 mètres maximum permettent de réaliser 2 niveaux sous l'acrotère, tout en encadrant l'impact visuel que peuvent avoir ces bâtiments.

Le nombre de niveaux dans les combles n'est pas limité.

Il sera possible d'en aménager 2, mais cette possibilité dépend de l'emprise du bâtiment.

On peut donc envisager la poursuite de l'implantation d'immeubles de logements collectifs de 4 niveaux.

Le fait que 2 des niveaux se trouvent sous la toiture permet une insertion plus harmonieuse dans le tissu ancien.

Optimisation de l'utilisation de l'espace sur les parcelles

Pour augmenter les possibilités d'utilisation des terrains, et favoriser encore la densification dans le village ancien, les constructions pourront être implantées sur **limite séparative** (article 7).

Cette possibilité crée les conditions d'une utilisation des petites parcelles, de création d'extensions pour les bâtiments existants, d'implantation de bâtiments de grande taille, ...

Toutefois si les constructions ne sont pas implantées sur limite, elles devront respecter un recul par rapport aux limites séparatives pour assurer le maintien d'une certaine ventilation des parcelles, réduire les conflits de voisinage possibles, et éviter de créer des espaces délaissés (bandes trop étroites pour être utilisées entre une maison et la limite de parcelle), ...

La règle de l'article 7 impose alors d'implanter une construction en recul d'une distance au moins égale à la moitié de sa hauteur par rapport aux limites séparatives, ce recul ne pouvant dans tous les cas être inférieur à 3 mètres. Cette règle s'applique en chaque point du bâtiment.



La possibilité d'aménager des bâtiments couvrant au sol jusqu'à 60% de la **superficie d'une parcelle** (article 9) favorise :

- la réutilisation du patrimoine existant,
- la densification des espaces libres résiduels,
- l'implantation de grands bâtiments.

Toutefois, afin de conserver un minimum d'accompagnement végétal, les surfaces non utilisées sur les parcelles devront être **plantées** (article 13).

Une superficie minimale d'espaces verts est demandée pour les opérations de logements groupés, afin de garantir l'existence de sites communs d'agrément.

La morphologie dominante actuelle de la zone UA présente une proximité des constructions avec l'espace public.

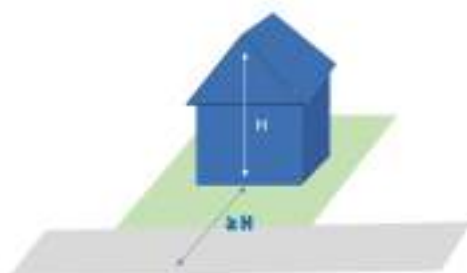
L'unique règle du PLU dans le domaine du **recul des constructions par rapport aux voies publiques** concernera la hauteur du bâtiment, et ce pour des raisons paysagères, et d'ensoleillement.

Un bâtiment implanté à l'alignement de l'espace public ne pourra pas être plus haut que la distance qui le sépare de l'alignement opposé.

Par exemple, pour une voie publique large de 9 mètres, un bâtiment implanté à l'alignement de l'espace public ne pourra pas dépasser 9 mètres de hauteur.

Plus le bâtiment sera haut, plus il devra être en recul par rapport à la voie publique.

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques



Cette mesure évite de façon évidente un obscurcissement important du cadre de vie dans des quartiers déjà habités.

Ainsi la règle choisie pour l'article UA6 permet de remplir l'obligation de renseignement de cet article, en respectant l'objectif de densification voulu par le cadre réglementaire.

L'article 6 du règlement du PLU augmente les possibilités d'optimisation de l'aménagement des terrains.

Il laissera la possibilité à chaque propriétaire de décider du recul (et de l'importance), ou pas, de sa construction par rapport à l'emprise et la voie publiques, selon ses besoins, possibilités, la configuration ou localisation de sa parcelle, etc ...

D'autres précautions de base sont prises pour que les programmes de constructions, susceptibles parfois de comprendre plusieurs logements (notamment dans les opérations de réaffectation d'un terrain), respectent l'identité spécifique du village et centre ancien, et ne soient pas à l'origine d'une trop grande hétérogénéité du tissu urbain.

Le PLU a intégré les évolutions nécessaires liées aux besoins actuels tout en préservant le paysage urbain et la sécurité publique.

Pour favoriser au maximum la réutilisation des bâtiments anciens, afin de réduire les besoins en surfaces constructibles supplémentaires, et poursuivre la mise en valeur du patrimoine ancien, les travaux dans les volumes existants (exemple : transformation d'une ancienne grange en logements) à la date d'approbation du PLU, sont exemptés de certaines règles :

- la distance d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques,
- la distance minimale d'implantation par rapport aux limites séparatives, ...

Ces exceptions valent pour la zone UA mais aussi pour les autres zones urbaines UB, UC, UE, US.

La souplesse architecturale

La **pente des toitures** (article 11) des maisons et bâtiments d'activités devra être comprise entre 45° et 55°, de façon à permettre quelques variations (espace sous combles variable, constructions de plus petite emprise possibles, ...) à partir de la toiture « traditionnelle » à 45°.

L'homogénéité actuelle du paysage rural, à laquelle participent fortement les formes des toitures, ne pourrait qu'être perturbée par l'introduction des toitures aux pentes trop hétérogènes.

Il s'agit de la seule obligation en matière de forme de toitures, sinon, elles pourront présenter 2 pans ou plus, comme les constructions actuelles.

La règle en matière de pente de toiture n'empêche pas l'installation de panneaux solaires ou même de toitures terrasses si elles sont végétalisées.

La possibilité de réaliser des toitures aux pentes différentes est laissée pour les bâtiments annexes (garages, remises, ...), puisqu'il n'est pas souhaitable d'introduire des contraintes inutiles pour les constructions de petite taille qui ne marquent pas le paysage urbain.

En matière de souplesse des règles par rapport aux nouveaux besoins, il est également accordé une certaine latitude pour les **clôtures** (article 11), afin que celles-ci soient le plus adaptées à leur environnement certes, mais aussi de constitution variable en fonction de la configuration et localisation des parcelles.

Les nouvelles clôtures devront respecter un seul principe d'insertion dans le paysage du centre, soit au maximum 2 m de hauteur totale (le paysage urbain n'étant pas de type « ouvert » dans la zone UA), qu'elles soient constituées de murs, de grillages, de dispositifs à claire-voie, surmontant ou non des murs bahuts, etc

A chaque propriétaire appartiendra la liberté, s'il désire clore son terrain, de choisir le type de clôture qui lui convient, en fonction de ses moyens, souhaits d'intimité ou désirs d'ouverture des panoramas.

La sécurité et la fluidité des déplacements

La croissance du nombre de logements dans la commune s'est effectuée par le biais de nombreuses **impasses**, sources de dangers et de consommation importante d'espace.

Pour favoriser la densification, elles ne peuvent être proscrites.

Mais elles peuvent être limitées pour contenir leurs effets négatifs.

Les nouvelles impasses ne pourront excéder 100 m de long afin de limiter l'éloignement des constructions par rapport à la voie principale et l'importance de la voie sans issue, qui peuvent induire des difficultés de gestion (secours, ordures ménagères, flux automobiles, ...).

La densification et le renouvellement urbain peuvent être à l'origine d'un renforcement du parc de véhicules et de la circulation dans le village.

Or, plus les espaces sont construits et restreints et plus la place pour le **stationnement** est problématique (elle diminue alors que les besoins augmentent).

L'espace réservé au stationnement doit donc être raisonnablement calibré, pour répondre aux besoins croissants, assurer la sécurité des espaces publics et voies, tout en modérant la consommation de foncier.

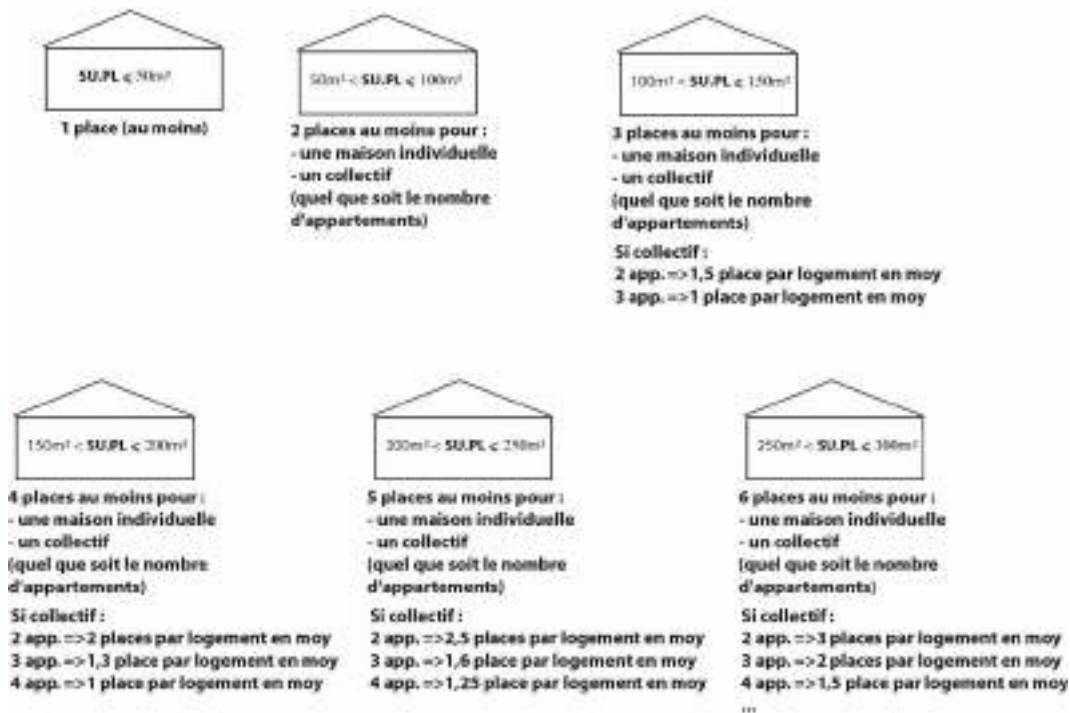
Pour les logements, partout dans le village, il sera exigé au moins une place par tranche de 50 m² de surface de plancher entamée (article 12).

Cette disposition constitue un équilibre satisfaisant entre le nombre de places de stationnement imposé à une maison individuelle ou à un immeuble d'habitations collectives, selon leur taille.

Elle anticipe de plus les besoins futurs des familles (souvent plus de 2 voitures par foyer) et ceux liés au stationnement des visiteurs.

En effet, on peut représenter le nombre minimal de places de stationnement requis pour quelques cas :

SU.PL = Surface de Plancher



La rue principale, la rue des bois et la rue de Raedersheim sont des **routes départementales** susceptibles de présenter un trafic relativement soutenu.

La possibilité de densification du tissu bâti ne doit pas être source de renforcement des gênes ou dangers sur ces voies.

Pour chaque propriété la possibilité d'accès carrossable à l'une de ces RD est ainsi limitée à un seul accès (article 3).

La multiplication des points d'entrée/sortie sera encadrée.

Remarques

On peut noter quelques particularités :

- dans les secteurs UAa et UAb, l'article 2 interdit toute occupation du sol autre que celles liées, respectivement, au fonctionnement de la station d'épuration ou d'un bassin d'orage et au stockage de matériel ou produits agricoles. Une fois ces conditions remplies, les constructions seront régies par les règles édictées pour toute la zone UA ;
- le règlement de l'article 4 (desserte par les réseaux) pour toutes les zones a été rédigé par le SIVOM de la région mulhousienne dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement de la commune ;
- l'article 8 (implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété) du règlement est le même pour toutes les zones du

territoire communal, sauf la zone US. Les différentes constructions sur une parcelle pourront être contiguës, mais dans le cas contraire elles devront être disposées de manière à ne pas gêner une intervention éventuelle des secours ;

- l'article 5 du règlement fixe les obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communication électroniques. Pour toutes les zones urbaines à vocation principale d'habitat, il est demandé que toute construction principale nouvelle puisse être raccordée à un réseau à haut débit, conformément à la politique régionale de desserte de tous les foyers ou bâtiments d'activités. En ce qui concerne les réseaux d'électricité et de télécommunication, ceux-ci doivent être réalisés en souterrain à l'intérieur des îlots de propriété, dans toutes les zones à vocation principale d'habitat du village, sauf en zone UA. En effet, compte tenu de sa configuration, il n'est pas possible d'y généraliser cette règle.

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- l'enveloppe de la zone UA du PLU est approximativement la même que celle de la zone UA (partie ancienne de l'agglomération) du POS. Les secteurs UAa et UAb, quant à eux, se trouvaient dans un secteur NCb qui admettait des constructions liées au développement des entreprises existantes dans la zone UA adjacente,
- la création de nouvelles exploitations agricoles était interdite, dans la zone UA du POS,
- la taille des commerces n'était pas limitée,
- les possibilités d'accès à une route départementale n'étaient pas règlementées,
- le recul des constructions par rapport aux voies et emprises publiques était défini par rapport à l'axe de la voie ; dans le PLU il se calcule par rapport à l'alignement opposé ;
- le recul des constructions exigé par rapport aux limites séparatives était différent selon la profondeur de l'implantation sur la parcelle, et selon le gabarit de la construction,
- la distance minimale à respecter entre 2 bâtiments non contigus sur une même parcelle était fixée,
- les clôtures sur rue devaient être constituées de murs pleins,
- le nombre minimal requis de places de stationnement était principalement fixé à 2 par logement ;
- les espaces verts pour les logements construits en groupe n'étaient pas prévus,
- le PLU intègre le risque de remontées de nappe.

La zone UB

Il s'agit d'une zone à dominante d'habitat pavillonnaire (qui comprend quelques activités), correspondant à des extensions urbaines périphériques développées à partir :

- du noyau du village ancien, le long de la rue des bois (RD44bis),
- des cités minières Alex, le long de la route de Mulhouse (R429).

La zone UB est moins dense que la zone UA, et les constructions y sont le plus souvent implantées en recul par rapport à l'alignement des voies et des limites séparatives.

L'objectif pour cette zone est également de favoriser l'utilisation des terrains encore disponibles, le renouvellement urbain, et la diversité, tout en conservant le cadre de vie local.

Les buts recherchés sont, comme en zone UA :

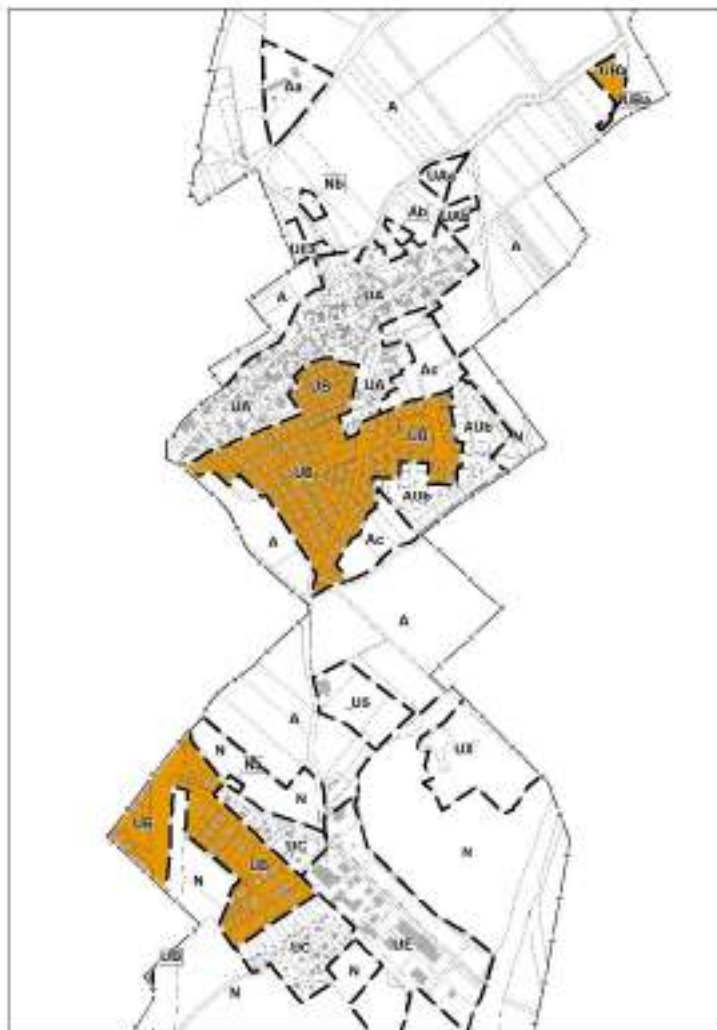
- le renforcement de la mixité tant fonctionnelle que sociale,
- la poursuite de la diversification de l'offre en logements,
- la densification maîtrisée du tissu urbain.

Les équipements nécessaires à la nouvelle station d'épuration intercommunale ne peuvent pas être classés en zone agricole A, puisque l'ancien article R123-7 du code de l'urbanisme, qui s'applique encore au présent PLU, stipule qu'en zone A peuvent être autorisées : « les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».

L'implantation d'une station d'épuration n'étant pas compatible avec l'exercice d'une activité agricole, un secteur urbain UBa a été créé pour délimiter l'emprise des équipements de la station.

En effet, le projet, en cours de réalisation, est desservi par le réseau d'alimentation en eau potable, et sera bien sûr raccordé au reste du réseau de collecte et traitement des eaux usées.

La zone UB :



Les précautions nécessaires

Les articles 1 et 2 du règlement de la zone UB sont rédigés dans la même optique que ceux de la zone UA.

Ils visent à permettre un large panel d'occupations et utilisations du sol, pour favoriser la mixité, tout en préservant la qualité de vie des habitants.

Contrairement à la zone UA, constituée à partir du patrimoine agricole, il ne sera pas possible d'implanter de **nouvelles exploitations agricoles** en UB.

En effet, les caractéristiques de la zone UB ne se prêtent pas à l'accueil de ce type d'activités, à la densité des bâtiments induite, à une desserte satisfaisante, ...

Comme en UA, les **risques naturels et technologiques** sont pris en compte, par des mesures spécifiques aux sites soumis aux risques :

- de remontée de nappe,
- d'inondation par rupture de barrage (interdiction des sous-sols enterrés et semi-enterrés et caves).

Les moyens de desserte

L'article 3 du règlement de la zone UB ne réglemente pas la longueur des **impasses** comme en UA, car cette disposition risquerait d'empêcher la réalisation de certaines opérations de densification.

Elles devront toutefois aussi être aménagées de façon à permettre à tous les véhicules de faire demi-tour.

Les considérations liées à la sécurité des déplacements sont également prégnantes dans cette zone :

- le long des RD429 et RD44bis (**route de Mulhouse et rue des bois**), les accès carrossables seront limités à un par propriété.
De plus, l'organisation des bâtiments sur les parcelles pouvant être assez lisible et standard, les possibilités globales d'accès carrossables à une voie publique sont limitées à 2 (article 3) ;
- les normes minimales de **stationnement** requises sont similaires à celles de la zone UA puisque les besoins (en fonction des surfaces de plancher) sont les mêmes quelle que soit la zone.
Cependant, pour la zone UB et ses maisons individuelles, il est demandé qu'une des places de stationnement réalisées soit immédiatement et aisément accessible depuis la voie publique (article 12).
En effet, cette précaution, réalisable en zone UB puisque la densité urbaine est moindre qu'en UA, permet de réduire le stationnement systématique sur la voie publique.

Les caractéristiques architecturales

Les règles de **hauteur** maximale des constructions et de répartition des **niveaux** sont identiques à celles de la zone UA (article 10).

En effet, quels que soient l'âge et la configuration du patrimoine urbain, le cadre de 2 niveaux maximum plus combles est un compromis satisfaisant entre :

- possibilités de construire des habitations diversifiées
- et intégration réussie dans le paysage existant.

De la même façon, une hauteur totale des bâtiments de 14 m au maximum permet d'envisager une densification des zones, tout en demeurant dans un tissu bâti relativement harmonieux (exemple : possibilité d'implanter des immeubles d'habitation collective, en évitant les constructions trop imposantes).

Toutefois, la zone UB est l'espace d'une certaine créativité architecturale représentative des différentes époques de constructions.

Ainsi, pour renforcer la variété des choix, les pentes des **toitures** pourront se décliner à l'intérieur d'une amplitude plus large (entre 30° et 55°) que dans la zone UA (article 11).

Il n'y a en effet pas de risque d'atteinte au caractère rural/agricole et historique du tissu bâti, comme en UA.

Des toitures aux pentes plus douces ne dégraderont pas le cadre de vie dans les quartiers plus résidentiels, elles relèvent d'une architecture compatible avec celle des maisons existantes.

Cette possibilité permet aussi d'aménager des terrains résiduels qui ne pourraient pas accueillir de maisons avec des règles de toitures plus contraignantes (car supposent une certaine emprise au sol).

La liberté est laissée pour le nombre de pans constitutifs des toitures, ainsi que pour la toiture des bâtiments annexes, ceux-ci tirant souvent profit d'un reliquat d'espace.

En matière de **clôtures**, la seule règle définie par la PLU concerne leur hauteur maximale (1,2 m sur rue pour pérenniser l'ouverture du paysage existante en UB, 2 m sur limite séparative pour procurer quand même une certaine intimité aux jardins).

La constitution des clôtures sera libre, cette liberté de choix permettra d'ériger des clôtures adaptées à chaque type de maison, chaque aspiration ou possibilité financière.

Comme en UA il n'apparaît pas de raison de réglementer la nature des clôtures, la variété étant déjà de mise dans le village actuel.

Les différentes règles précitées ne seront pas à l'origine de la création de bâtiments atypiques aux impacts négatifs, d'autant plus que les aménagements seront encadrés aussi par les mesures de conservation de la morphologie urbaine actuelle.

La configuration du tissu bâti

L'importance des espaces non bâtis

L'**emprise au sol** des bâtiments sera au maximum égale à la moitié de la superficie du terrain (article 9).

Il s'agit d'avoir un usage des sols équilibré permettant non seulement de construire mais aussi d'assurer un traitement des abords contribuant à la qualité du cadre de vie, et de permettre la réalisation des aires de stationnement.

La fixation d'une emprise au sol est un facteur de régulation de la densité et d'amélioration du cadre de vie par les espaces libres qu'elle induit.

Pour peu que ces espaces libres soient mis en valeur sous forme de jardins ou d'espaces verts comportant quelques plantations, la zone urbaine peut contribuer à l'équilibre écologique et offrir des milieux refuges ou des milieux de nourrissage.

On peut noter que l'emprise au sol pourra être plus importante pour des bâtiments à usage d'activités (deux tiers de la parcelle au maximum), afin de ne pas entraver le projet d'installation ou de développement d'une entreprise.

De plus, l'urbanisation s'accompagne souvent d'une importante imperméabilisation dont l'un des effets est une aggravation des désordres liés au ruissellement (augmentation significative du volume d'eaux claires à évacuer).

Imposer une portion minimale de surface non imperméabilisée permet de réduire les effets négatifs du ruissellement (dont l'évacuation des eaux claires).

En outre, une minéralisation excessive des espaces bâtis fait obstacle à la biodiversité en ville.

En zone UB, la superficie des **espaces plantés** devra être au moins égale au tiers de la superficie du terrain.

Cette disposition devrait être peu contraignante, même dans un contexte de terrains qui se rétrécissent, tout en assurant une végétalisation effective d'une partie de l'espace.

La position des bâtiments sur la parcelle

Pour conserver le caractère aéré des quartiers pavillonnaires, tout en tenant compte des demandes et besoins actuels :

- l'article 6 impose un **recul** des constructions d'au moins 3 mètres par rapport à l'alignement des voies. La distance de recul imposée permettra de réaliser des aménagements paysagers ou une place de stationnement comme cela est demandé à l'article 12 (une place directement accessible depuis la voie publique).

Par contre, dans un souci d'optimisation de l'utilisation des terrains, l'espace entre la construction principale et la rue pourra être occupé par un élément de faible emprise, tel qu'un carport, mode de stationnement devenu très courant.

Pour les routes départementales (rue des bois, route de Mulhouse), le retrait exigé est plus important du fait de la dangerosité de la voie, qui requiert une visibilité accrue ;

- l'article 7 permet la construction **sur limite séparative**, et donc la densification des parcelles, dans plusieurs cas :
 - bâtiment de gabarit réduit sur limite,
 - adossement à une construction existante,
 - lotissement ou groupe d'habitation, ...

L'implantation sur limite doit en effet préserver et ménager le voisinage.

Si le bâtiment n'est pas implanté sur limite, il devra présenter un recul par rapport aux limites séparatives correspondant au minimum à la moitié de sa hauteur (sans que ce recul puisse être inférieur à 3 m), comme en zone UA. Le retrait du bâtiment par rapport aux limites de parcelles sera ainsi fonction de sa hauteur, plus il sera important plus il sera éloigné.

Dans le cadre d'une implantation traditionnelle en recul des limites, la morphologie du quartier pavillonnaire standard devra être respectée, avec les interfaces libres de construction pouvant être le siège d'aménagements paysagers.

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- la zones UB du PLU correspond à la fusion de la zone UC et du secteur UDa délimités par le POS. Cette fusion répond à une volonté de simplification du

zonage. Elle intègre de plus le lotissement de la roselière qui était une extension prévue dans le POS et est maintenant réalisé ;

- les établissements commerciaux pouvaient atteindre 500 m² sous le régime du POS (limités à 300 m² dans le PLU) ;
- les accès sur les routes départementales n'étaient pas règlementés ;
- la distance minimale à respecter entre une construction et les voies était plus importante ;
- les possibilités d'implantation sur limite séparative étaient plus restreintes ; dans les autres cas, le recul incompressible à présenter par rapport à une limite séparative était plus important ;
- l'emprise au sol possible des bâtiments était plus restreinte pour les quartiers environnant la RD429 ;
- la hauteur totale des constructions possible était moins élevée dans les quartiers se trouvant autour de la RD429 ;
- les pentes des toitures étaient plus contraintes ;
- les clôtures devaient être constituées d'un mur-bahut ou mur plein de 0,4 m au maximum surmonté d'un dispositif à claire-voie ;
- la proportion d'espaces verts demandée sur chaque parcelle était plus importante dans les quartiers autour de la RD429 ;
- le nombre minimal requis de places de stationnement était principalement fixé à 2 par logement ;
- les espaces verts pour les logements construits en groupe n'étaient pas prévus,
- le PLU intègre le risque de remontées de nappe et de rupture de barrage.

La zone UC

La zone UC couvre les anciennes cités minières Alex, de part et d'autre de la RD429.

La zone UC :



Les particularités

Ces ensembles urbains, vestiges des cités ouvrières de la première moitié du 20^{ème} siècle, présentent plusieurs caractéristiques notables concernant le plan d'urbanisme, le découpage parcellaire, l'architecture des constructions, l'importance accordée aux jardins, ...

Les maisons ont fait l'objet de transformations, d'agrandissements, d'ajouts d'annexes, mais elles n'ont pas été soumises, contrairement à beaucoup d'autres cités minières, à des transformations successives en rupture complète avec l'harmonie d'origine.

Elles présentent la spécificité d'avoir été relativement préservées dans leur **configuration d'origine**.

Les caractéristiques des maisons sont homogènes par groupe, mais diversifiées sur l'ensemble de la zone UC.

On observe ainsi différents types d'architectures et d'implantations dans les cités de Feldkirch :

- des parcelles carrées, rectangulaires, en triangle et en lanières. Pour ces dernières, les constructions principales sont installées à proximité de l'espace public ou alors plus en retrait,
- des toitures à plusieurs pans et plusieurs pignons à 45°, à plusieurs pignons à pans cassés, à 2 pans avec un sens de faitage parallèle au grand côté du bâtiment, avec lucarnes rampantes simples ou doubles ou sans lucarnes (greniers avec une petite ouverture ronde ou en forme de losange),
- des ouvertures hautes et peu larges ou carrées ou rectangulaires avec des volants à battants,
- des maisons individuelles mais aussi bi-familles, ...

Les propriétés de la zone UC présentent toutefois des éléments communs :

- une emprise des bâtiments peu importante par rapport à la taille de la parcelle,
- donc des espaces verts privatifs prégnants dans le paysage des quartiers,
- des annexes (dont garages) accompagnent les constructions principales mais ne sont souvent pas accolées à celles-ci,
- le paysage des cités est aéré et ouvert sur ces propriétés, notamment grâce à des clôtures ajourées ou basses, ...

L'objectif du PLU pour la zone UC est d'accompagner l'évolution de ces cités afin de concilier le souci de préservation de l'identité et du caractère de ce patrimoine urbain avec les impératifs :

- d'amélioration du confort des habitants,
- de prise en compte des besoins nouveaux,
- de densification actuels pour préserver les terres agricoles, la densification par division de parcelle ayant déjà commencé sur des terrains qui étaient auparavant en lanière, ...

Ainsi, il n'a pas été décidé de figer des éléments ou la zone sans possibilité d'évoluer, dans une vision strictement conservatrice.

Compte tenu de la diversité architecturale dans la zone UC, les règles communes doivent permettre la conservation des particularités des cités mais ne sont pas détaillées pour chaque groupe de constructions homogènes.

Certaines règles répondent aux nécessités actuelles, exprimées aussi dans d'autres quartiers du village, notamment en zone UB (quartiers résidentiels à organisation plus simple que dans le cœur du village).

L'équilibre entre les exigences actuelles et l'intégration environnementale

Les principes de **mixité** doivent pouvoir être appliqués à la zone UC.

La mixité fonctionnelle pourra être effective avec la possibilité d'implantation de bâtiments d'activités, sauf ceux susceptibles de générer des nuisances, comme les constructions agricoles, les commerces de taille importante, ... (article 1).

La mixité sociale peut passer entre autres par la construction de bâtiments de logements collectifs insérés harmonieusement dans le tissu bâti existant : 4 niveaux envisageables, mais dont 2 dans des combles (article 10).

Les règles pour la zone UC ont été édictées en tenant compte des possibilités de réutilisation du patrimoine existant, mais aussi de celles qui pourront être offertes par les divisions de terrains.

Ces dernières contribueront aussi à la mixité sociale et générationnelle, au maintien de jeunes dans leur village.

Des règles spécifiques sont établies pour les groupes d'habitation, afin de faciliter leur création mais aussi d'encadrer leur configuration : implantations sur limites séparatives permises (article 7), minimum d'espaces verts communs (article 13), ...

Comme dans la majeure partie de la zone UB, on ne trouve pas, actuellement, dans la zone UC, de constructions implantées sur **limite avec la voie publique**. Il s'agit, dans le PLU, de pérenniser cette donnée du paysage actuel, qui permet d'offrir un espace, en premier plan, végétalisé ou affecté au stationnement, et d'éviter l'encombrement des voies publiques.

Comme en UB donc, les bâtiments futurs devront être en recul d'au moins 3 mètres par rapport à l'alignement des voies, d'au moins 7 mètres pour la route de Mulhouse, plus dangereuse (la visibilité des accès est plus importante) et nuisante (article 6).

En ce qui concerne le **stationnement**, la réponse aux besoins actuels est la même en zone UC que dans le reste du village : les normes minimales sont identiques, elles assurent un équilibre satisfaisant entre les places requises pour une maison individuelle ou un immeuble de logements collectifs (article 12).

Pour pérenniser leur affectation et encourager leur réutilisation, les travaux sur les **volumes actuels** des constructions existantes seront exemptés de certaines règles (articles 6, 7, 11).

Cette disposition est applicable dans l'ensemble du village.

La nécessité d'obtenir un permis de **démolir** pour pouvoir détruire un bâtiment est aussi valable dans tout le village.

En zone UC particulièrement, elle peut contribuer à la protection du patrimoine ancien.

Les adaptations nécessaires aux caractéristiques des cités minières

Comme dans les quartiers résidentiels appartenant à la zone UB, l'article 7 du règlement relatif aux cités minières fixe un retrait minimal par rapport aux **limites séparatives** équivalent à la moitié de la hauteur de la construction, avec un minimum de 3 m (la règle est d'ailleurs la même pour la zone UA si les constructions ne sont pas implantées sur limite).

L'objectif, dans le village, est de prévoir une implantation des bâtiments garantissant un ensoleillement minimal pour les voisins, et des espaces de respiration entre les bâtiments.

Toutefois, pour encourager l'utilisation optimale des terrains déjà bâtis, certaines constructions pourront être implantées sur limite séparative.

Elles devront présenter un gabarit réduit, en UC comme en UB, pour ne pas « enfermer » les fonds de parcelles.

Les conditions sont plus restrictives en UC qu'en UB, car le paysage urbain propre aux cités minières ne doit pas être dénaturé par un essaim de constructions autour de la maison.

Ainsi, les volumes réduits pourront être installés sur les limites séparative, mais sans que plus du quart de la longueur totale des limites séparatives puisse être bordé.

Comme dans le reste du village, le choix des pentes de **toiture** des maisons peut se faire à l'intérieur d'un intervalle donné (article 11).

Une certaine liberté architecturale est ainsi laissée afin de faciliter l'utilisation des petits terrains.

Comme dans le cœur du village, les pentes de toitures devront être comprises entre 45° et 55° (sauf en cas d'aménagement d'un volume existant) pour rester proches des caractéristiques des bâtiments anciens et ne pas banaliser le paysage.

Seuls les bâtiments annexes pourront présenter des toitures plus diversifiées, car ils ne constituent pas des points d'appel prégnants dans le paysage, et l'instauration d'une règle concernant leur toiture empêcherait la réalisation de nombre d'entre eux.

La **hauteur maximale** permise des constructions contribue également à la perception du paysage et à son homogénéité (article 10).

Comme dans le reste du village, on pourra, en UC, envisager la réalisation de bâtiments de logements collectifs tout en se pliant à des règles d'insertion.

Les constructions pourront ainsi atteindre 13 m de hauteur en UC, soit un mètre de moins qu'en UA et UB.

Les mesures de protection stricte de la morphologie urbaine

Certaines règles sont spécifiquement destinées à encadrer l'évolution des cités minières au plus proche des atouts principaux actuels.

Ainsi, des dispositions particulières garantissent l'aspect ouvert, aéré, verdoyant des cités, et intègrent leur positionnement, à proximité d'un réservoir de biodiversité, et d'une pénétrante verte.

L'**emprise au sol** maximale que peuvent atteindre toutes les constructions sur une parcelle est limitée à un tiers (article 9).

Le but est de conserver dans l'ensemble la configuration des propriétés actuelles, ainsi la densification sera fonction de la taille de la parcelle.

Les constructions nouvelles qui feraient suite à des divisions parcellaires seront admises mais à la condition de réserver un espace libre conséquent sur le terrain.

En corollaire au moins 40% de la superficie des parcelles devront être **plantés** (article 13).

Ce taux qui avoisine la moitié de la parcelle est à la hauteur des enjeux de protection des caractéristiques écologiques et biodiversitaires dans la zone UC.

Les **clôtures**, dont la nature est laissée au choix des propriétaires sur l'ensemble du village (en UA et en UB rien ne justifie de réglementer leur constitution), sont en UC précisément normalisées pour garder l'ouverture du paysage sur le patrimoine particulier (article 11).

Elles devront être constituées de manière à ménager la vue sur l'intérieur des parcelles et leurs aménagements végétalisés : grillage, claire-voie, lattis de bois, ...

Par ailleurs leur hauteur sera également limitée (1,2 m sur rue ; 1,5 m sur limite séparative) en tenant compte de l'existant et de la nécessité de ne pas cloisonner le paysage sur l'ensemble de la cité.

Pour ne pas altérer la lisibilité actuelle de l'organisation urbaine, un seul **accès** carrossable à une voie publique sera autorisé pour chaque propriété (article 3).

Cette mesure permettra aussi d'assurer la sécurité des déplacements dans ces quartiers paisibles.

Enfin, des prescriptions sont faites pour parfaire la qualité **esthétique** des cités du futur (article 11) :

- les dimensions et types d'ouverture d'un bâtiments devront être respectés en cas d'extension ,
- les maison jumelées doivent présenter des couleurs harmonieuses,

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- les cités minières étaient classées en zone UD dans le POS ;
- des commerces de plus grande taille pouvaient éventuellement être admis (requéraient toutefois un grand terrain donc peu probables) ;
- les possibilités d'accès carrossables à une voie publique étaient au nombre de 2 pour chaque propriété ;
- le recul exigé d'une construction par rapport à l'alignement des voies publiques était plus important ;
- la possibilité d'implantation sur limite séparative dépendait de la profondeur de la parcelle ;
- les clôtures sur limites séparatives pouvaient être plus hautes et les clôtures sur rue ne pouvaient être constituées que d'un mur bahut surmonté d'un dispositif à claire-voie ;
- le nombre minimal requis de places de stationnement était principalement fixé à 2 par logement ;
- prise en compte des risques dans le PLU.

La zone UE

La zone UE correspond tout d'abord à la zone d'activités en cours de remplissage le long de la RD429 ou route de Mulhouse.

Elle accueille aujourd'hui, au nord de la RD429, de nombreuses entreprises dans des domaines variés : commerces (plantes, camping-cars, matériel pour clôtures, fournitures d'emballage et de manutention, ...), services (soins infirmiers, formation, informatique, ...), travaux de construction, rénovation, terrassements, etc ...

Le développement de la zone est en cours au sud de la RD429 dans le secteur NAe du POS (permis d'aménager accordé sur la base du POS).

L'objectif du PLU pour cette zone est de pérenniser les activités existantes et favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur le site prévu à cet effet.

La zone UE comprend d'autre part deux secteurs :

- UEa au nord du village, le long de la route de Raedersheim ;
- UEm au sud du territoire communal, prolongé sur les bans de Staffelfelden et Ungersheim.

Le secteur UEa couvre le site de regroupement des activités d'un paysagiste déjà présent en zone UA.

Ce projet est déjà amorcé et l'objectif du PLU est de permettre la poursuite de cette opération de rationalisation et simplification.

Le secteur UEm englobe la partie feldkirchoise de la centrale photovoltaïque du carreau Marie-Louise.

Cet espace fait partie d'une ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) gérée par la m2A, la communauté d'agglomération.

Ainsi, l'objectif du PLU pour ce secteur est de permettre la pérennisation des activités en place, éventuellement un renouvellement le cas échéant.

La zone UE :



Il s'agit de soumettre les futurs constructions ou travaux dans la zone UE aux mêmes règles (possibilités et contraintes) que celles qui prévalaient jusqu'en mars 2017 (date de caducité du POS), en réajustant les dispositions pour tenir compte de la réalité.

Le long de la RD429

Ainsi, les activités admises en UE (hors secteurs UEm et UEa) sont un peu étendues pour élargir le panel des activités susceptibles d'être accueillies dans la zone à des secteurs en développement.

Aux activités industrielles, commerciales, artisanales, de services se rajoutent les activités « de bureaux » (article 2).

Ces dernières recouvrent les activités de direction, et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

Un logement par établissement est autorisé, pour les cas où le gardiennage de l'entreprise s'avérerait nécessaire.

Par contre les activités commerciales sont désormais limitées, pour être compatible avec le SCoT, à celles qui seraient annexes à une activité productive principale.

De façon à prendre en compte l'ensemble des activités existantes dans la zone, le règlement intègre également la possibilité de réaliser, sous conditions, des constructions, extensions ou transformations des établissements existants de manière à favoriser la pérennisation des activités en place.

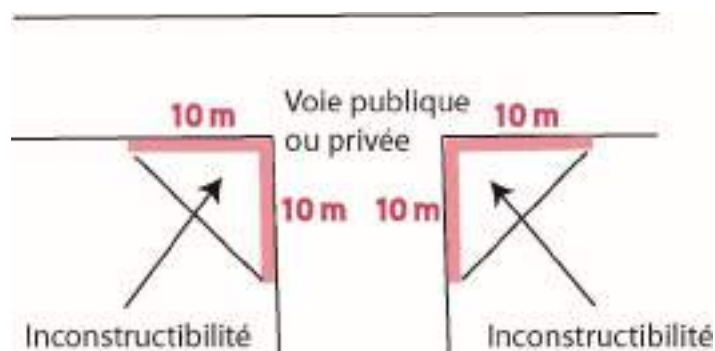
Compte tenu du type de circulation potentielle, des dispositions sont prises pour assurer la sécurité et la fluidité du trafic et des manœuvres dans la zone d'activités (articles 3, 11, 12) : caractéristiques des voies, notamment des impasses, des clôtures, recul des entrées cochères, espaces de stationnement...

De plus, les constructions devront respecter des règles qui favorisent la visibilité dans la zone, en plus de permettre une aération du tissu bâti (compte tenu de la hauteur potentielle des constructions).

C'est pourquoi l'article 6 du règlement impose aux constructions un recul d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies.

Il ajoute, pour les intersections, une inconstructibilité dans les triangles de 10 m de longueur pour les côtés portés par les alignements, pour ne pas perturber la visibilité.

Illustration d'une disposition de l'article 6 :



En ce qui concerne le voisinage, il ne pourra pas y avoir d'implantation sur limite, et le recul d'une construction, par rapport à une limite séparative, sera au moins égal à la moitié de sa hauteur avec un minimum de 4 m, pour assurer une réelle coupure entre les bâtiments, et un paysage équilibré (bâtiments susceptibles d'être plus imposants que dans les zones à vocation principale d'habitat).

D'autres dispositions sont prévues pour assurer la qualité paysagère de la zone, dont celles de l'article 11 : dépôts ou stockages masqués et confinés, harmonie entre les bâtiments (activité/logement), ...

L'article 13 restreint le type de clôtures à des installations ajourées n'excédant pas 1,8 m de hauteur. Celle-ci permet isolement et discrétion, tout en limitant la fermeture des perspectives.

Enfin, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 15 m (article 10), ce qui offre une marge de manœuvre permettant de s'adapter à des besoins spécifiques pouvant émerger dans certaines activités.

Dans la ZAC du carreau Marie- Louise

La gestion de la ZAC relevant de la communauté d'agglomération, le règlement du PLU reprend pour le secteur UEm le règlement du POS, réalisé en 2005 pour la création de la ZAC.

Quelques adaptations ont néanmoins été apportées, suite à la demande de la m2A, pour que le règlement soit en cohérence avec celui de Staffelfelden (hauteurs des constructions ou des clôtures).

De plus, il n'est plus judicieux d'y autoriser des logements, même sous conditions, le secteur étant éloigné des pôles de services.

Le secteur UEm est déjà occupé par les installations photovoltaïques.

Le règlement s'applique aux travaux d'aménagement, renouvellement ou remplissage éventuels, de l'existant.

Ainsi, sont permises dans le secteur UEm les activités : industrielles, logistiques, artisanales, de bureaux, de services, de commerces de gros si l'activité commerciale est annexe à une activité productive (condition demandée par le SCoT).

Les constructions devront être en recul d'au moins 4 m par rapport aux voies publiques (contre 5 m dans la zone en bordure de la RD429), afin de favoriser la densification dans un secteur éloigné des villages et des routes fréquentées.

Le secteur est éloigné des autres poches urbanisées, mais est intégré dans une ZAC qui doit présenter un minimum de cohésion et d'atouts paysagers et organisationnels, pour exercer une attractivité sur les entreprises potentielles.

Ainsi quelques articles du règlement de la zone UE sont plus détaillés pour le secteur UEm :

- les constructions doivent toujours respecter un recul d'au moins 30 m par rapport aux lisières forestières (article 7).
En effet, le secteur est directement voisin de la forêt du sud du ban communal.

Ce recul a pour but d'éloigner les constructions de l'ombre, du risque de chute d'arbre et du risque de propagation d'un incendie.

Cette distance permet aussi de limiter l'impact des activités humaines sur la faune au sein des espaces forestiers (bruit, lumière, ...), et de créer une zone tampon de lisière propice au déplacement de cette faune,

- la densité du secteur peut être accentuée par rapport à d'autres sites d'activités, mais la hauteur des bâtiments est limitée à 10 m (article 10). Les constructions éventuelles devront rester de taille modérée dans cet espace relativement isolé ;
- pour une parcelle, la moitié au moins des surfaces non affectées à un rôle particulier, devra être végétalisée (article 13). Les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives ne pourront pas servir au stockage (article 11) et elles devront être traitées en espaces verts (article 13). De plus, les aires de stationnement devront être plantées d'arbres à hautes tiges ;
- les clôtures sur voie publique et limites séparatives sont règlementées (hauteur, nature, teinte) , de manière à créer une homogénéité à l'intérieur du secteur tout en s'adaptant aux différents projets et exigences (isolement, ...) qui en découlent.

Le secteur de regroupement des activités d'une entreprise existante

Le secteur UEa, au nord du village, en prolongement direct de ce dernier, est exclusivement affecté aux besoins d'une entreprise de paysagiste existante dans le village (article 2), dont les activités peuvent être rationalisées et optimisées par un regroupement.

Le terrain en question accueille déjà l'amorce du projet, pour lequel un permis a été accordé sur la base du POS.

Les règles qui s'appliqueront dans le secteur UEa seront celles de la zone UE pour l'essentiel.

Toutefois :

- aucun logement n'y est admis car il ne s'agit pas d'étendre la zone résidentielle ;
- les constructions devront être implantées en recul d'au moins 4 m par rapport aux voies publiques. Ainsi le recul par rapport aux voies privées sera libre et fonction de l'appréciation des besoins. Elles ne concerneront que le seul site de regroupement. Le recul par rapport à la voie publique, en l'occurrence la route de Raedersheim, permettra de ne pas brouiller et banaliser cette entrée du village encore préservée ;
- les clôtures ne sont pas règlementées ; en effet, elles ne feront pas partie d'un ensemble à harmoniser, et d'ailleurs elles existent déjà et sont insérées discrètement dans le paysage.

Ainsi, sauf pour des critères tenant à la spécificité du secteur (localisation, unicité du porteur de projet), l'activité d'aménagements extérieurs sera soumise aux mêmes règles qu'une entreprise du même domaine se trouvant en zone UE le long de la RD429.

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- prise en compte du risque de remontées de nappe ;
- prise en compte du risque d'inondation par rupture de barrage ;
- prise en compte du risque de mouvements de terrain liés au puits (inconstructibilité dans le périmètre à risques) ;
- prise en compte du risque de mouvements de terrain liés à la nature des terrils (classement de près de 18 ha de zone d'activités UEm du POS en zone naturelle N du PLU) ;
- classement de 1,7 ha de zone d'activités NAe du POS en zone naturelle du PLU, avec en sus une protection au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme sur une partie ;
- dans le POS, parmi les constructions interdites en zone d'activités figuraient des catégories d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ces références ont été supprimées dans le PLU car les ICPE se retrouvent dans de nombreux domaines et leur statut est variable. Une interdiction des établissements présentant des dangers, risques ou nuisances, plus adaptée à la réalité, a été reprise ;
- dans la zone d'activités située le long de la RD429, selon le POS, les voies publiques ne devaient pas avoir une largeur inférieure à 10 m. Le PLU stipule que pour tous les sites d'activités la largeur des voies sera fonction de l'importance des établissements à desservir ;
- dans la zone d'activités située le long de la RD429, le recul des constructions par rapport à la RD429 est de 5 m au minimum ;
- pour la zone d'activités située le long de la RD429, dans le POS, la distance minimale entre 2 bâtiments d'une même parcelle était fixée ;
- pour la zone d'activités située le long de la RD429, les surfaces à planter étaient très précisément règlementées ;
- dans le POS, pour le secteur UEm (qui était alors plus vaste de près de 18 ha), les toitures de moins de 15% de pente ne pouvaient être visibles de l'extérieur et devaient être dissimulées par un acrotère horizontal. Les couvertures en fibrociment brut étaient interdites.

La zone US

La zone US comprend les équipements publics et de sports/loisirs existants (notamment les terrains de football), desservis par la rue des bois ou RD44 bis. Ce site se trouve au sein de l'espace agricole, entre les 2 entités du village, celle bâtie à partir de la rue principale et l'autre partie, construite autour des cités minières.

La zone US :



D'une superficie de plus de 3 ha, l'espace dans la zone US est déjà grandement utilisé, y compris pour des bâtiments (salle polyvalente, club-house, ...).

Il ne subsiste pas beaucoup de terrains susceptibles d'accueillir un équipement supplémentaire, toutefois cette éventualité ne peut être négligée.

On peut aussi envisager une réorganisation des fonctions sur le site.

Ainsi, le règlement de la zone US est assez souple pour permettre la réalisation d'un projet sans contraintes excessives et injustifiées (la zone est réservée aux équipements collectifs et éloignée des quartiers d'habitation).

Toutefois, quelques règles déterminent une enveloppe constructible à même de garantir sécurité et intégration environnementale.

Les pentes des toitures ne sont pas réglementées (les modes de construction de bâtiments à vocation sportive sont variés), mais la hauteur maximale des bâtiments est limitée à 12 mètres (article 10).

Cette hauteur permet d'envisager la création d'une salle de sports par exemple, tout en réduisant son impact paysager, notamment si la pente de sa toiture est faible.

L'implantation d'une construction sur une parcelle est encadrée de manière à respecter des distances minimales :

- 4 mètres entre 2 bâtiments non contigus (article 8). Un bâtiment affecté aux sports peut être imposant ; s'il n'est pas accolé à un bâtiment existant il faudra que son implantation assure la possibilité de circulation aisée sur le site, notamment celle des véhicules de secours ;
- 6 mètres au moins de recul par rapport à l'alignement des voies (article 6). La visibilité sur la route départementale et la fluidité de l'accès au site doivent être préservés ;
- correspondant à la moitié de la hauteur du bâtiment (avec une bande de recul incompressible de 4 m), par rapport à une éventuelle limite séparative (article 7). Il n'y aura pas d'implantation possible sur limite séparative. Le respect de potentiels voisins sera pris en compte.

D'autres règles, plus subjectives, devraient permettre d'estimer la prise en compte de l'environnement (route, espaces agricoles, ...) au cas-par-cas :

- les caractéristiques des voies et les aires de stationnement doivent être calibrés en fonction de l'importance de l'opération (articles 3 et 12) ;
- tous les éléments susceptibles d'être placés dans la zone devront faire partie d'un ensemble harmonieux (article 11), ...

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- dans le PLU, réduction de plus de 10 ha par rapport au secteur NDa du POS (de près de 20 ha si on tient compte du secteur NDa1 qui était affecté aux mêmes fonctions) ;
- il n'est plus possible, dans l'application du PLU, de déroger à la distance de 4 m minimum entre 2 bâtiments non contigus sur la même parcelle ;
- dans le POS l'emprise au sol de toutes les constructions ne pouvait dépasser 10% de la superficie du terrain.

La zone UX

Cette zone couvre l'emprise de la centrale photovoltaïque en cours d'aménagement, au nord du terriil Alex, en limite avec Ungersheim où se prolonge la centrale.

La superficie de la zone UX est de 4,97 ha, pour une emprise des panneaux de 4,43 ha.

La zone UX :



Le règlement de la zone UX est adapté aux caractéristiques de la centrale. Les dispositions et décisions prises pour l'implantation de la centrale ont été guidées par les conclusions de l'étude d'impacts, réalisée par le bureau d'études Climax, en 2016.

Le permis de construire étant déjà accordé sur la base du RNU, les règles du PLU ne seront plus appliquées pour d'autres usages, probablement, pendant la durée de vie du document.

On peut noter les principales prescriptions :

- la zone n'est ouverte qu'aux constructions industrielles si elles sont nécessaires aux installations photovoltaïques et aux constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (articles 1 et 2) ;
- celles-ci ne pourront présenter une hauteur de plus de 5 m (article 10). Les panneaux photovoltaïques seront moins hauts (2 m maximum) ; ...

De plus, il n'est pas fixé de distance minimale d'implantation par rapport à la RD430.

En effet, la zone UX est pour une petite partie concernée par l'article L111-6 du code de l'urbanisme.

Ainsi, en dehors des espaces urbanisés, les constructions doivent respecter un recul d'au moins 75 m par rapport à l'axe de la RD430.

Toutefois, seule une portion de la zone UX est comprise dans cette bande de 75 m ; l'essentiel de la zone se situe à plus de 75 m de la RD430.

De plus, l'article L.111-8 permet de fixer d'autres règles de recul par l'intermédiaire d'un PLU lorsque celui-ci comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Cette étude est présentée au § 21.3 (« études L.111-8 ») du présent document.

Il est donc possible de s'affranchir de la règle de recul édictée par l'article L.111-6.

Il n'est pas nécessaire de fixer une autre règle de recul, que les 75 m, pour la zone UX par rapport à l'axe de la RD430, puisque les constructions de cette zone seront de toute façon éloignées d'au moins 60 m de l'axe de la route.

Situation de la zone UX par rapport à l'axe de la RD430 :



L'article 6 du règlement est toutefois obligatoire, donc les constructions devront être implantées à une distance au moins égale à 3 m par rapport aux autres voies et emprises publiques.

Cette règle assurera confort, sécurité et la lisibilité dans les espaces publics.

Par ailleurs, les constructions devront être implantées à une distance minimale de 3 m par rapport aux limites séparatives (article 7).

Une zone tampon sera ainsi créée entre les installations de la centrale et le reste du terri, classé en zone naturelle.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, quant à elles, pourront être implantées soit sur limite séparative, soit en retrait d'au moins un mètre par rapport aux limites séparatives.

En effet, ces constructions potentielles étant d'initiative publique, les considérations d'ordre environnemental seront prises en compte.

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- les terrains inclus dans la zone UX du PLU étaient, dans le POS, classés principalement comme :
 - des secteurs destinés à accueillir le « Domaine Nature » (projet d'aménagements pour des personnes handicapées – équipements, services, loisirs, logements, activités),
 - et dans une très petite proportion, un secteur affecté aux activités sportives et de loisirs ;

- les règles et possibilités qui en découlaient étaient donc adaptées à un environnement urbain puisque le site admettait : aires de stationnement, de jeux ou de sports, structures d'accueil, de soins, d'activités, de services et de loisirs (notamment centre équestre et ferme pédagogique), structures d'hébergement dont touristique, de restauration, de loisirs connexes, création d'un plan d'eau, ...
La hauteur possible des bâtiments, par exemple, étaient d'une dizaine de mètres, atteignant 15 mètres par endroits et même 20 m sous conditions ;

- prise en compte du risque de mouvements de terrain dans le PLU.

La zone AU

La zone à urbaniser AU ne se compose que du secteur AUb car aucune autre extension n'est pour l'instant envisagée au-delà de ce qu'autorisait le POS.

En effet, le secteur AUb est en cours d'aménagement pour la création du lotissement du « champ des oiseaux ».

L'objectifs du PLU pour ce secteur est de poursuivre l'urbanisation rationnelle du lotissement combinant :

- une diversité des types d'habitat et tailles de parcelles ;
- une desserte cohérente de l'ensemble du secteur ;
- une densité en rapport avec l'attractivité du secteur, due en partie à son accessibilité (dont proximité de la gare de Bollwiller, ...) ;
- une prise en compte des risques basée sur des événements observés ;
- une intégration harmonieuse à l'environnement ; ...

Des « Orientations d'Aménagement et de Programmation » (OAP) ont défini des grands principes d'aménagement (échancier, desserte, déplacements, densité, ...) avec lesquels les permis devront être compatibles.

Le rapport de compatibilité suppose qu'il puisse y avoir des ajustements dans la concrétisation des prescriptions.

Les OAP constituent un complément du règlement.

Le rapport des permis avec le règlement est, par contre, un rapport de conformité.

Le règlement de la zone AU détermine donc des conditions d'aménagement très précises.

Toutefois, le permis d'aménager du champ des oiseaux a été accordé en automne 2016 sur la base du POS (mis en compatibilité pour déclaration de projet en juillet 2016).

Or, l'article L442-14 du code de l'urbanisme stipule que : « Lorsque le lotissement a fait l'objet d'un permis d'aménager, le permis de construire ne peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme nouvelles intervenues depuis la date de délivrance du permis d'aménager, et ce pendant cinq ans à compter de l'achèvement des travaux constaté dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat ».

Ainsi, pour le secteur AUb, les dispositions du PLU (notamment des OAP et du règlement) ne s'appliqueront pas pendant 5 ans après l'achèvement des travaux si elles sont plus restrictives que celles du POS.

Les premiers stades du lotissement seront donc probablement soumis aux dispositions les plus contraignantes du POS.

Quoi qu'il en soit, dans le règlement du PLU, en particulier, en ce qui concerne les risques d'inondation, les observations, réalisées (notamment lors de la crue de juillet 2016) dans le lotissement de la roselière et sur les terrains du lotissement du champ des oiseaux, ont conduit à définir des règles qui vont au-delà des recommandations du « Porter à connaissance » de l'Etat :

- les terrains à construire devront être remblayés jusqu'au niveau de la voirie pour ne pas former une cuvette (article 2) ;
- les constructions ne devront pas comporter de cave ni de sous-sol enterré ou semi-enterré, pour éviter les dommages constatés dans le lotissement de la roselière (articles 1,2 et 10).

Les constructions admises dans le secteur AUb sont les mêmes que celles autorisées dans la zone UB, les quartiers relativement récents du village.

La même mixité des fonctions y est donc possible, éventuellement.

Toutefois, les constructions ne pourront être réalisées que dans le cadre d'opérations d'ensemble (cette condition est remplie par le permis d'aménager accordé).

Il ne pourra donc y avoir ni opération au coup par coup, ni gaspillage de terrains par des enclavements.

Certaines règles applicables au secteur AUB sont identiques aux règles régissant les constructions dans la zone UB ; elles sont généralisables à tous les quartiers à dominante résidentielle du village :

- un **recul** de 3 m au moins est demandé par rapport à l'alignement des voies (article 6). Cet espace libre pourra accueillir des installations de faible emprise telles que les carports, une place de stationnement proche de la voie publique sera alors créée. L'interface pourra aussi être végétalisée, ce qui estompera l'impact paysager des bâtiments ;
- l'implantation sur limite séparative sera règlementée de la même façon que dans les lotissements plus anciens : un **recul** des constructions d'au moins la moitié de la hauteur du bâtiment avec, dans tous les cas, un minimum de 3 m (comme les terrains devront être remblayés jusqu'au niveau de la voirie de desserte, les hauteurs dans le secteur AUB seront calculées par rapport à ce niveau). Cette disposition assure un certain respect du confort des propriétés voisines, dans un contexte de densité plus forte des espaces bâtis. L'implantation sur limite sera permise pour les bâtiments de gabarit encadré. D'autres possibilités d'implantation seront possibles pour un groupe d'habitation, les besoins étant étudiés collectivement ;
- les **toitures** devront présenter des pentes comprises entre 30° et 55°. Une liberté architecturale est ainsi offerte, tout en restant dans une gamme proche de celle que l'on peut voir dans les quartiers résidentiels du village. Les toitures-terrasses sur les bâtiments principaux seront admises, comme partout dans le village, si elles sont justifiées par des raisons énergétiques ou de régulation des eaux ;
- la **hauteur** maximale admise des constructions sera la même qu'en UB (14 m au faîtage, 7 m à l'égout du toit ou à l'acrotère – article 10), mais elle sera calculée par rapport à la voirie de desserte puisque les terrains seront remblayés jusqu'à ce niveau ;
- les **clôtures** devront, comme dans les autres lotissements, présenter une hauteur maximale de 1,2 m sur rue, et 2 m sur limites séparatives. Le paysage urbain ne doit pas être cloisonné, fermé, par des éléments artificiels, mais la discrétion doit quand même être assurée dans les jardins ;
- la proportion minimale d'**espaces libres** (potentiellement verts) sur une parcelle sera d'un tiers pour garantir éventuellement un enrichissement paysager et écologique et surtout ne pas induire de problèmes de gestion des eaux ;
- les normes minimales de **stationnement** seront identiques dans le lotissement du champ des oiseaux et dans le reste du village, les besoins étant comparables (article 12). Toutefois le cadre est différent, l'ensemble du

lotissement a bénéficié de réflexions sur les possibilités de stationnement et de nombreuses places publiques seront disséminées dans les rues. L'encombrement devrait donc être moindre. De la même façon les possibilités d'accès carrossables à une propriété ne sont pas limitées, l'accès à chaque terrain ayant été organisé.

Par contre, la densification doit être plus importante dans le champ des oiseaux par rapport aux lotissements plus anciens ; il est en effet le premier lotissement postérieur aux lois qui la promeuvent.

Ainsi, l'emprise au sol des constructions pourra atteindre les deux tiers de la superficie d'une parcelle (article 9).

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 mais toujours « en vigueur » par l'intermédiaire du permis d'aménager :

- prise en compte des milieux naturels, dont humides, et des risques ;
- la marge de recul minimal des constructions par rapport à l'alignement des voies était de 4 m dans le POS ;
- la hauteur des constructions pouvait être plus importante (9 m à l'égout du toit, 15 m au faîtage, 10 m pour les bâtiments avec toitures à faible pente, ...) ;
- le POS n'édicte pas de règles relatives à la pente des toitures ;
- les clôtures sur rue pouvaient atteindre 2 m de haut ;
- le nombre minimal requis de places de stationnement était principalement fixé à 2 par logement.

La zone A

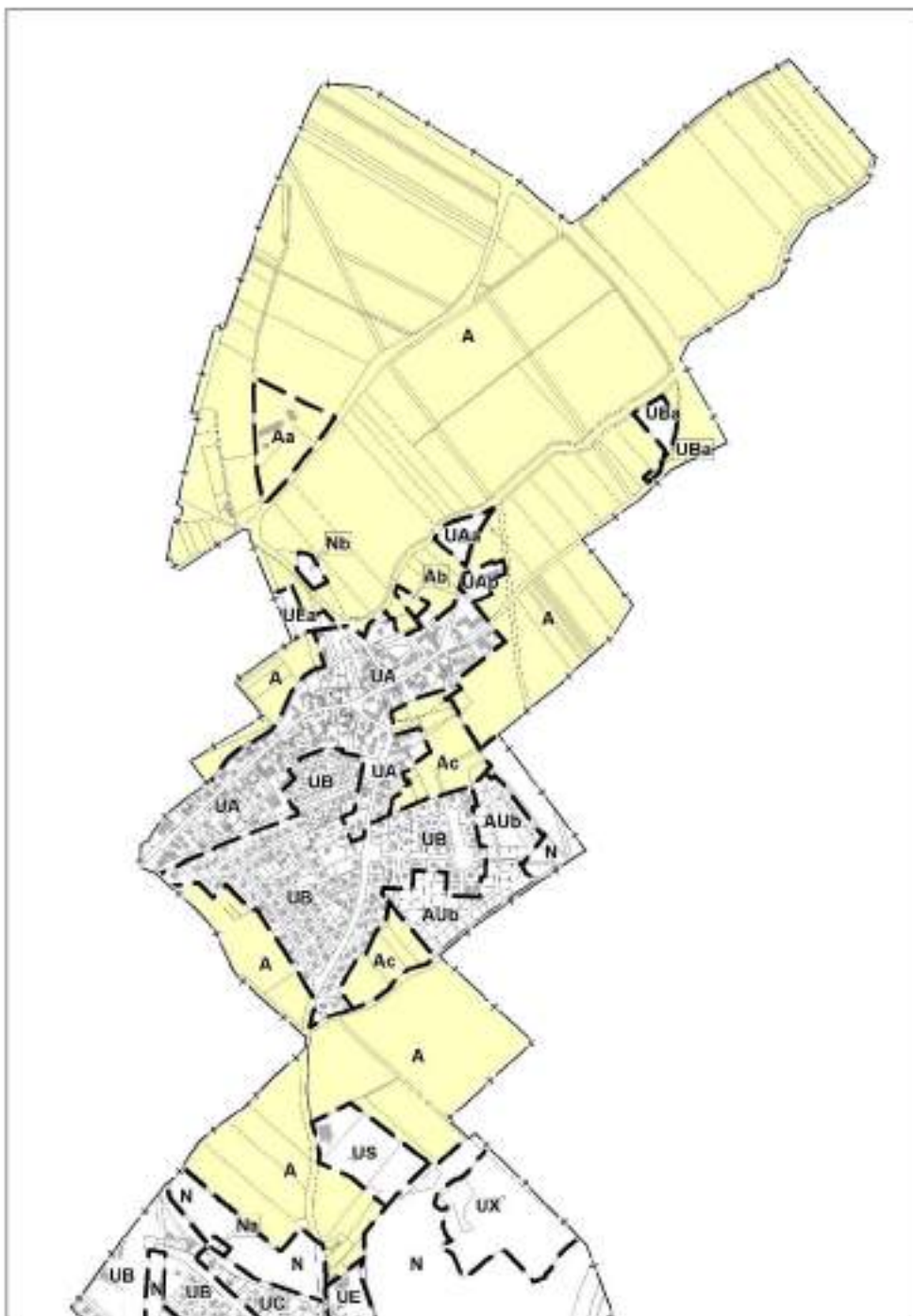
La zone agricole A, d'une superficie totale de près de 150 ha (soit 35% de la surface du ban communal), est protégée en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

La zone agricole couvre le nord du territoire communal, jusqu'à ses limites avec Bollwiller, Raedersheim, Ungersheim.

Elle ceint aussi l'entité nord du village (construite à partir de la rue principale) et la zone de sports et loisirs.

L'objectif pour cette zone A est de garantir la pérennité des structures agricoles existantes tout en prenant en compte les contraintes et spécificités locales.

La zone A :



Les constructions admises

La zone A « stricte » (sans les secteurs) se déploie sur 140 ha. Elle admet quelques constructions mais ni exploitation ni hangars. Dans la zone A ne sont possibles (article 2 du règlement) : que les constructions liées aux services publics ou d'intérêt collectif, mais aussi annexes de l'activité agricole : serres, silos, cribs, abris (de pâturage notamment), ...

La zone agricole A voit donc sa constructibilité fortement limitée, tandis que les secteurs Aa et Ab répondent aux besoins de la profession agricole et des activités existantes.

Les bâtiments d'exploitation ne seront admis que dans le secteur Aa, d'une superficie de 2,6 ha, déjà occupé par un établissement dont les divers besoins sont ainsi pris en compte.

Un seul logement, déjà existant, est autorisé pour cette exploitation.

Aucun logement ne sera admis ailleurs dans les espaces agricoles.

Cette localisation précise permet l'agrandissement/développement de l'exploitation existante, générant par ailleurs un périmètre de recul, tout en évitant le mitage/morcellement de l'espace agricole.

Les secteurs Ab et Ac sont protégés pour leur usage agricole mais sont également ciblés pour répondre à des besoins (article 2) :

- le secteur Ab, d'une superficie de 22 ares, en prolongement de la zone UA, peut accueillir un hangar agricole (activité de pépiniériste) car il s'agit d'un besoin exprimé à l'occasion de la concertation agricole ;
- les secteurs Ac (5 ha environ au total), faisant la jonction, au sud et au nord, entre le lotissement du champ des oiseaux et les maisons implantées le long de la rue des bois, sont préservés car ils pourraient être mobilisés pour le développement logique du village à très long terme. Dans les secteurs Ac, seuls les aménagements liés aux services publics ou d'intérêt collectif sont admis, ainsi que les locaux ou abris de faible emprise, de façon à ce qu'aucune installation agricole conséquente ne vienne s'opposer un jour à l'utilisation du site pour une autre vocation.

Les constructions et installations admises en secteurs Ac ne grèvent donc pas les possibilités d'utilisation ultérieure des sites ; les aménagements d'intérêt collectif qui pourraient y trouver place seront principalement des voies, dont douces, notamment pour rejoindre l'école.

Les secteurs Ac ne pourraient être urbanisés dans un très long terme que si les documents supra-communaux, tels que le SCoT, autorisent un nouveau développement, relayé par une évolution du PLU.

Les règles applicables

Un ensemble de règles, visant à l'insertion des constructions dans l'environnement en général, permettront une appréciation de la conformité au cas-par-cas, en fonction de l'importance et des caractéristiques des opérations : voies et accès (article 3), aspect des constructions (article 11), clôtures (qui ne devront pas faire obstacle aux déplacements de la faune), ...

Toutefois, des règles plus précises garantissent un encadrement des constructions sur les terrains qui les accueillent.

Ainsi, l'article 6 impose que les constructions soient implantées à plus de 6 m de l'alignement des voies.

Cette règle permet de préserver des espaces libres suffisants pour les manœuvres et le stationnement d'engins agricoles, parfois volumineux.

Par rapport à la RD430, le recul demandé est de plus de 75 m comme l'exige l'article L111-6 du code de l'urbanisme (la RD430 étant classée comme « route à grande circulation »).

Cette disposition ne s'applique néanmoins pas aux bâtiments « d'exploitation agricole ».

Par ailleurs, une marge de 6 est également à respecter par rapport aux berges des cours d'eau et fossés, comme le demande le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) pour le bassin Rhin-Meuse.

L'article 7 impose un recul des constructions, par rapport aux limites séparatives, de la moitié au moins de la hauteur du bâtiment, avec un minimum de 4 mètres dans tous les cas.

Cette mesure ménage des marges suffisantes pour ne pas imposer de nuisances aux parcelles voisines.

Afin d'éviter que les besoins agricoles soient à l'origine de la création d'éléments fortement perturbateurs dans le paysage plane, la hauteur des constructions est limitée à 12 mètres.

Des bâtiments d'exploitation pourront être réalisés tout en conservant un volume à l'impact limité.

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- la zone agricole NC du POS admettait (nord du ban, terres autour de la zone de sports et loisirs) les constructions liées à l'activité agricole et des logements sous conditions. Dans le PLU, seul le secteur Aa admet dorénavant les bâtiments d'exploitation et un seul logement. Le reste de l'espace agricole peut accueillir, selon le cas, des constructions de moindre impact (abris, serres, etc ...) ;
- un vaste secteur agricole NCb, au nord du village, était exclusivement destiné aux constructions nécessaires à l'agrandissement ou au développement des entreprises existantes dans le village, quelle que soit le domaine d'activités ;
- les secteurs Ac du PLU constituaient, dans le POS, des sites réservés à la poursuite de l'urbanisation de la commune ;
- d'importantes portions du secteur NDa du POS (activités de sports et loisirs + logement sous condition) sont reversées en zone agricole du PLU ;
- sous le régime du POS, les constructions pouvaient se trouver plus près de la RD430 ;
- une distance minimale était précisément fixée entre 2 constructions d'une même propriété ;
- les constructions dans l'espace agricole devaient être accompagnées d'une proportion minimale d'espaces plantés, les arbres devaient être à haute tige et d'essence locale ;

- dans le PLU, il y a prise en compte des risques.

La zone N

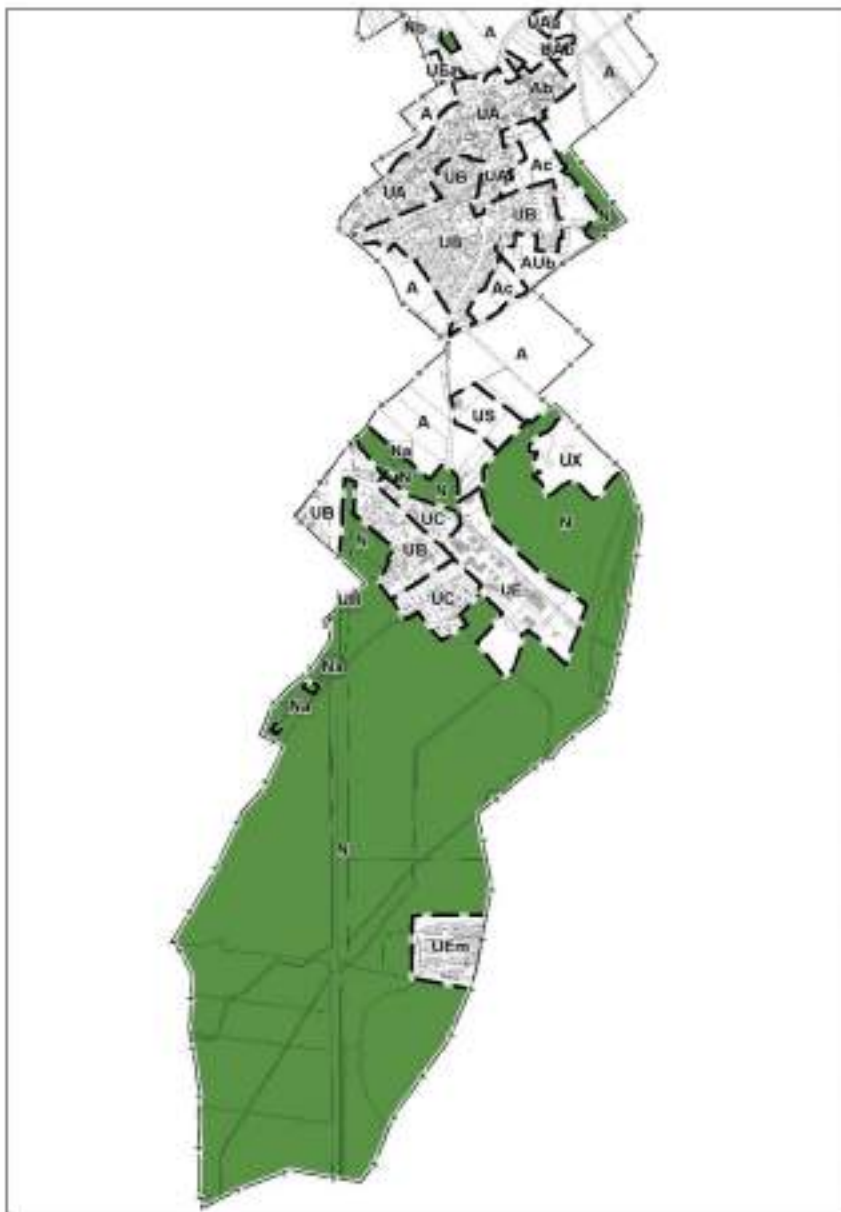
La zone naturelle N est à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

A Feldkirch, la zone N globale (y compris les secteurs Na et Nb) couvre plus de 190 ha, soit 45 % de la surface du territoire communal.

Ainsi, près de la moitié de la surface de la commune est classée en zone naturelle préservée.

En particulier, une grande partie du sud du ban est classée en zone naturelle.

La zone N :



La zone N recouvre sur l'ensemble du territoire communal :

- toute la forêt ;
- les 2 terrils, Marie-Louise et Alex. Ces derniers ont entre autres la particularité d'être couplé à une centrale photovoltaïque classée en zone urbaine ;
- les bordures du lotissement du champ des oiseaux (Entenbad, prolongation des terrains humides à l'angle du lotissement du champ des oiseaux, ripisylve du cours d'eau temporaire), en cohérence avec le PLU d'Ungersheim ;
- les étangs de pêche et leurs abords ; les constructions liées à la pêche sont repérées dans des secteurs Na et ne pourront pas connaître de transformations impliquant une augmentation de gabarit ;
- les plans d'eau à l'est de la RD430, et ceux du carreau Marie-Louise (dont mare et ancienne gravière, ...) ;
- l'emprise, pour l'instant boisée, de la 3^{ième} voie prévue de la ligne ferroviaire Richwiller-Bollwiller (protection demandée par le SCoT approuvé).

En l'absence de besoins exprimés, le développement des constructions liées à l'activité de pêche est stoppé en secteurs Na, afin de ne pas risquer le mitage des espaces naturels.

Les bâtiments existants dans les secteurs Na comptent moins de 7 m à la gouttière et leurs emprises sont les suivantes :

- 1 are dans le secteur Na en bordure du Baggerloch ;
- 1,6 ares et 0,7 are dans le secteur Na accessible par la rue de Lyon à Bollwiller ;
- 0,7 are dans le secteur Na en bordure de l'étang Saint-Pierre.

Les installations du club canin, situées au bord de la route de Raedersheim, sont quant à elles circonscrites dans un secteur Nb. A l'intérieur de ce secteur, seules les installations existantes pourront perdurer.

Elles sont de faible hauteur et présentent une emprise de 26 m² et 84 m².

L'objectif pour le club canin est de permettre la poursuite de l'activité sans porter atteinte aux espaces non construits.

Les secteurs Na et Nb sont des STECAL (Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées) de la zone N.

En effet, d'après l'article L151-13 du code de l'urbanisme, « le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

(...)

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions (...) doivent satisfaire. »

Dans les STECAL Na et Nb, seuls les volumes déjà existants, et leurs attributs, seront autorisés.

Le PLU, par l'intermédiaire de sa zone N, exprime la volonté forte de sauvegarder les îlots de nature, qui constituent les piliers de la biodiversité locale, les éléments majeurs de la richesse écologique du territoire communal. Ces milieux jouent un rôle primordial pour la faune et la flore. Ils représentent également des secteurs de quiétude proches des zones d'habitat et assurent ainsi une fonction d'espace naturel de proximité pour la population locale. Ne sont admises en zone naturelle que les constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, et celles liées à l'exploitation de la forêt ou la prévention des risques.

Il ne devrait ainsi logiquement y avoir aucune construction sur les terrils, ni dans les sites accueillant des plans d'eau (environnement des étangs, mares, dépressions sur le terriil Alex, ...), en dehors de la protection contre les risques.

Dans la zone N, les constructions éventuelles devront par ailleurs respecter un recul d'au moins 75 m par rapport à l'axe de la RD430 (article 6 du règlement et article L.111-6 du code de l'urbanisme), ce qui réduit encore le potentiel constructible.

Par rapport aux autres voies, les constructions devront être implantées à plus de 6 m de leur alignement, pour limiter l'impact des constructions dans le site, pour des motifs de sécurité et pour ne pas compromettre des éventuels élargissements.

Comme en zone agricole, une marge de recul d'au moins 6 m devra être garantie par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.

Par rapport aux limites séparatives, un bâtiment devra être implanté en recul d'au moins l'équivalent de la moitié de sa hauteur avec un minimum de 4 mètres (article 7), pour ménager des marges d'aération suffisantes par rapport aux parcelles voisines.

Le retrait exigé est du même type que celui imposé en zone agricole, mais les constructions en zone naturelle ne peuvent pas être aussi hautes qu'en zone agricole.

En effet, la limite de hauteur pour un bâtiment en zone naturelle est de 8 m (article 10), dans un souci d'implantation discrète.

On peut envisager que les bâtiments soient ainsi masqués par des arbres.

Il a été choisi de ne pas autoriser les installations de type aire de pique-nique ou de jeux dans la zone naturelle, car les milieux ne se prêtent pas à ce genre d'utilisation (dérangements, piétinements, ...).

De plus, en ce qui concerne la mise en valeur du carreau Marie-Louise, des aménagements de loisirs existent déjà à Staffelfelden.

Sur le site de l'ancienne gravière et de la mare du carreau Marie-Louise par exemple, favoriser la fréquentation des sites humides susceptibles d'accueillir le crapaud vert notamment, n'est pas souhaitable

Principales évolutions par rapport au POS, caduc depuis mars 2017 :

- sur le terriil Alex, tant que le POS était en vigueur, il était possible d'implanter des bâtiments destinés à l'accueil, aux soins, aux activités de loisirs et de services des personnes handicapées, ainsi que, plus au sud, des constructions liées aux activités de sports et loisirs en général ;
- le terriil Marie-Louise était dans le POS une zone d'activités pouvant accueillir des entreprises dans les domaines de l'industrie, la logistique, l'artisanat, des bureaux, des services, des commerces de gros,
- dans l'environnement de la forêt il était possible de voir l'installation de constructions liées à sa mise en valeur récréative ;
- sur le site de la gravière et de la mare du carreau Marie-Louise on pouvait implanter des installations légères de loisirs sous le régime du POS ;
- la zone humide détectée à l'angle du lotissement du champ des oiseaux était classée au POS comme secteur constructible faisant partie du lotissement du champ des oiseaux ;
- sur les sites des étangs, il était possible de développer les constructions liées aux activités de pêche ;
- sauf sur les sites des plans d'eau du carreau Marie-Louise et des étangs, les constructions pouvaient atteindre une hauteur de 12 m ;
- prise en compte des risques dans le PLU.

4.3. Autres éléments de zonage et de règlement

Le renvoi au plan des risques

Le ban communal est soumis à différents types de risques reportés sur un plan en annexe du PLU ; il s'agit des risques :

- de remontées de nappe ;
- d'inondations par rupture de barrages ;
- d'inondations par rupture de digue de la Thur ;
- de mouvements de terrain liés au puits Alex (dans un cercle de 28¹ m de diamètre autour du puits) ;
- de mouvements de terrains liés aux terrils ;
- d'accidents liés à la présence d'un gazoduc.

Ces risques génèrent des périmètres, reportés sur le plan des risques, dans lesquels des règles spécifiques sont fixées.

¹ Disposition issue du « Porter à connaissance » aléas miniers de novembre 2019 : cercle de 14 m de diamètre autour du puits + marge de 3 m pour imprécision graphique.

Le plan rappelle aussi le zonage afin de permettre de localiser une parcelle ou un projet au regard des risques potentiels.

Le plan constitue une annexe du PLU, de façon à ce que, en cas d'évolutions des périmètres soumis à risques, une mise à jour du PLU permette de l'adapter.

Le règlement du PLU renvoie aux délimitations du plan des risques dans les zones concernées, et y définit certaines prescriptions issues des recommandations des Personnes Publiques Associées.

Les constructions isolées

On recense plus d'une demi-douzaine de constructions à usage d'habitations au sein des zones agricoles et naturelles.

Elles sont repérées sur le plan de zonage (« constructions isolées ») car, si on tient certes compte de la nécessité d'une potentielle extension ou d'un éventuel ajout de bâtiments annexes, il n'est pas envisageable d'encourager le développement de l'habitat dans ces zones.

Ainsi, qu'elles soient situées en zone agricole ou naturelle, ces constructions ne pourront s'étendre que dans la limite de 20% de surface de plancher supplémentaires et ne s'accompagner d'autres bâtiments que de type annexes.

On peut noter que les extensions des habitations existantes sont permises, nonobstant la marge de recul de 75 m générée par la RD430.

En effet cette interdiction de construire ne s'applique pas à l'extension de constructions existantes (article L111-7 du code de l'urbanisme).

Les espaces boisés classés

Les articles L 113-1 et L 113-2 du code de l'urbanisme ont pour objectif de maintenir l'état boisé des terrains auxquels ils s'appliquent en rejetant de plein droit toute demande de défrichement, quel que soit le propriétaire concerné.

De façon générale, au sein de ces "espaces boisés classés", les coupes et abattages d'arbres demeurent possibles mais restent soumis à autorisation préalable du maire, sauf dans le cas d'un plan de gestion en vigueur, ce qui est le cas pour la forêt communale gérée par l'O.N.F..

En plus du classement en zone naturelle N pratiquement inconstructible, toute la forêt du sud du ban (dont la lisière se situe en bordure des quartiers d'habitation : cité Alex, lotissement des peupliers, ...) est couverte par la protection au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

Tout défrichement y sera interdit.

Près de 115 ha de boisements sont protégés dans le PLU par le titre « d'espaces boisés classés », soit 27 % de la superficie du territoire communal.

On peut noter que des éléments se trouvant dans la forêt sont soustraits de ce classement car leur vocation n'est pas d'atteindre un état boisé :

- les chemins existants ;

- de larges bandes entourant des chemins surélevés qui font office de barrages (notamment les 2 barrages qui génèrent des zones inondables sur le territoire de Feldkirch).

Les espaces boisés classés, en forêt, excluant les chemins et barrages :



Des milieux naturels à protéger

L'article L.151-23 du code de l'urbanisme permet d'«identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation».

Dans le PLU de Feldkirch, un certain nombre d'éléments naturels et paysagers sont distingués afin d'assurer leur préservation, en sus du classement en zone naturelle pour la plupart :

- boisements et prairies de la coulée verte de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du carreau Marie-Louise ;
- boisements et roselière de l'Entenbad ;
- zone humide ordinaire au bout du lotissement du champ des oiseaux ;
- zones humides repérées par le SAGE de la Lauch ;
- renaturations effectuées sur le terail Alex, soit boisements plantés avant 2019 ;
- ripisylve des cours d'eau pérennes ou temporaires, ainsi qu'un fossé qui accueille des roseaux ;
- alignement d'arbres en bordure nord du Baggerloch ;
- bosquet en zone UE non urbanisée, au bord de la RD430,
- deux vergers d'importance écologique et historique pour l'un d'entre eux, en zone agricole.

Le règlement du PLU pour les zones concernées interdit les travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de ces éléments.

Il précise aussi que des déboisements ou défrichement ponctuels dans ces « éléments du paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme » peuvent être envisagées à condition d'être en lien avec la gestion des rivières et des risques, ou avec des infrastructures ou ouvrages d'intérêt général.

Au total, ce sont ainsi 20,5 ha de milieux naturels diversifiés (boisements, roselière, prairies, vergers, zones humides, etc ...), et près de 5 km de linéaires végétalisés, répartis sur tout le ban communal, qui sont protégés par le PLU.

On peut noter qu'il est inutile de protéger, au titre de l'article L151-23, les alignements d'arbres le long des voies, même si leur rôle écologique et paysager est indéniable.

En effet, l'article L350.3 du code de l'environnement assure déjà leur préservation :

« Les allées d'arbres et alignements d'arbres qui bordent les voies de communication constituent un patrimoine culturel et une source d'aménités, en plus de leur rôle pour la préservation de la biodiversité et, à ce titre, font l'objet d'une protection spécifique. Ils sont protégés, appelant ainsi une conservation, à savoir leur maintien et leur renouvellement, et une mise en valeur spécifiques.

Le fait d'abattre, de porter atteinte à l'arbre, de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit, sauf lorsqu'il est démontré que l'état sanitaire ou mécanique des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes et des biens ou un danger sanitaire pour les autres arbres ou bien lorsque l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée et que la préservation de la biodiversité peut être obtenue par d'autres mesures.

Des dérogations peuvent être accordées par l'autorité administrative compétente pour les besoins de projets de construction.

Le fait d'abattre ou de porter atteinte à l'arbre, de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres donne lieu, y compris en cas d'autorisation ou de dérogation, à des mesures compensatoires locales, comprenant un volet en nature (plantations) et un volet financier destiné à assurer l'entretien ultérieur ».

Les emplacements réservés

L'inscription d'emplacements réservés au P.L.U. répond au souci de réserver la meilleure localisation possible pour la réalisation des équipements publics d'infrastructures ou de superstructures.

Toute demande de permis de construire concernant un terrain frappé d'emplacement réservé sera rejetée. Les terrains en question ne pourront faire l'objet d'une utilisation autre que celle prévue au document d'urbanisme.

Les emplacements réservés inscrits au PLU (plans de zonage) concernent des aménagements liés à la construction d'une nouvelle station d'épuration : emplacement de l'équipement (62 ares) et desserte (pour la partie constituée de terrains, pour l'instant, privés).

Ces 2 emplacements sont réservés au bénéfice du SIVOM de la région mulhousienne.

L'accès à la station se fera par une route départementale ; le Conseil Départemental du Haut-Rhin a été consulté sur ce projet.

L'emplacement réservé pour la station d'épuration se trouve à plus de 75 m de la RD430 comme l'exige l'article L.11-6 du code de l'urbanisme.

Etudes L.111-8

Pour la zone UX

La RD430 longe le terail Alex à l'est de la zone UX correspondant à la seconde centrale photovoltaïque de la commune.

La voie est classée comme route à grande circulation.

Ce classement impacte donc une partie du terail Alex.

Conformément à l'article L111-6 du code de l'urbanisme, une bande d'inconstructibilité est inscrite sur soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe de la RD 430 : « en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de (...) soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des (...) routes classées à grande circulation. »

La présente procédure de PLU permet de fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L111-6, grâce à l'article L.111-8 : « le plan local d'urbanisme, (...) peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages ».

Les développements suivants constituent cette étude, nommée « étude L.111-8 ». Ils se focalisent sur la zone UX, couvrant la partie nord du terriil Alex.

La prise en compte des nuisances

Une fois réalisée, la centrale photovoltaïque n'engendrera pas de trafic routier supplémentaire (de plus elle ne sera pas desservie par la RD), donc pas de nuisance sonore ou lumineuse supplémentaire.

Durant les travaux, des gênes émaneront néanmoins du trafic de poids-lourds nécessaire à l'installation du parc solaire (mais ces gênes n'auront pas d'impact sur la relativement lointaine RD).

La centrale solaire au sol aura des effets sur les pratiques informelles parfois observées sur le terriil, notamment la pratique du motocross.

Ainsi, une fois réalisée, la centrale photovoltaïque n'engendrera pas de nuisances qui justifient les règles d'implantation prévues par l'article L111-6 du code de l'urbanisme.

La présence de la route n'aura pas d'impact sur les installations de la zone.

La prise en compte de la sécurité

La maintenance du site nécessitera 1 intervention au maximum par mois, d'une équipe composée de 2 techniciens et d'un véhicule léger.

De plus, la fréquentation du site ne sera pas autorisée pour des raisons de sécurité. Le parc solaire sera entièrement clôturé sur une hauteur de 2 mètres.

Par conséquent, le projet n'engendrera pas de trafic routier supplémentaire et pas de présence humaine supplémentaire, il n'aura donc pas d'impacts sur la sécurité ni sur la circulation publique.

Ainsi, une fois réalisée, le projet de centrale photovoltaïque n'engendrera pas de question de sécurité qui justifient les règles d'implantation prévues par l'article L111-6 du code de l'urbanisme.

La route et ses dangers potentiels n'auront aucun lien avec la zone UX.

La prise en compte de la qualité architecturale

Le site du terriil Alex n'est concerné par aucun périmètre de protection du patrimoine culturel, historique ou archéologique : aucun site inscrit, site classé, Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Paysager (ZPPAUP) ou Monument Historique (MH) n'y a été désigné.

Le patrimoine architectural des mines de potasse a presque complètement disparu du carreau Alex.

Les cités minières de Feldkirch sont proches mais sont peu concernées par le projet.

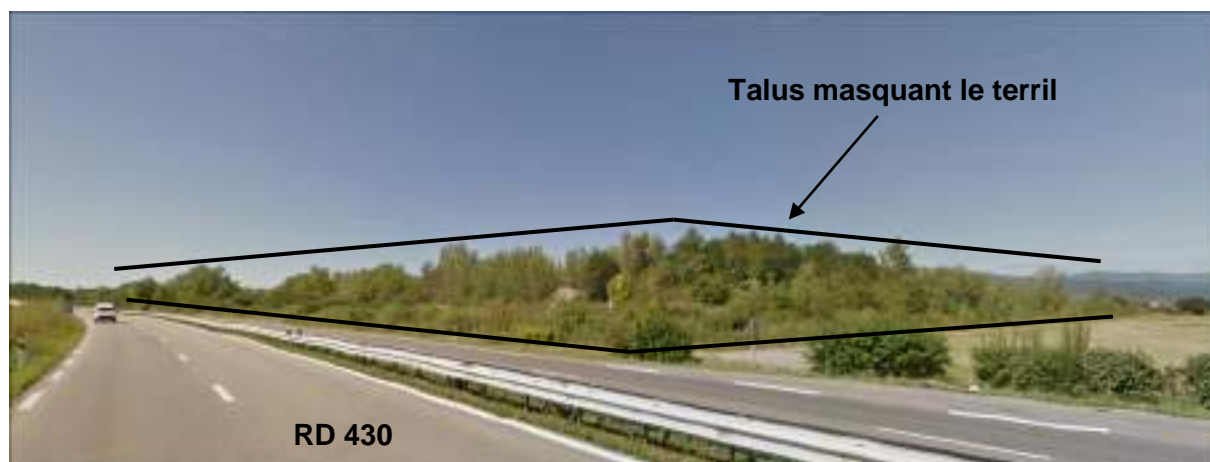
L'Ecomusée d'Alsace n'est pas impacté par le projet de centrale.

Ainsi, le site accueillant la centrale photovoltaïque et ses alentours ne présentent pas une qualité architecturale qui justifient les règles d'implantation prévues par l'article L111-6 du code de l'urbanisme.

De plus, le projet de centrale photovoltaïque ne comprend pas la création de bâtiments, autres que les équipements nécessaires au bon fonctionnement du site.

Enfin, le projet veillera à ce que les constructions, installations et clôtures s'intègrent harmonieusement dans le site.

La prise en compte de la qualité de l'urbanisme et des paysages
Le terril Alex est complètement invisible depuis la R430, car il est masqué par un talus végétalisé :



De fait, le parc photovoltaïque aura un impact paysager relativement faible depuis les (rares) axes et points de vue rapprochés ou lointains identifiés autour du site, en raison de la persistance des talus et merlons arborés qui bordent la zone d'implantation autour du terril, et des caractéristiques propres au projet qui participent à son intégration paysagère :

- la mise en place des installations sur le terrain naturel (respect du relief), l'absence de terrassement, et la structure visuelle horizontale (hauteur maximale de 2 mètres), les rend peu visibles pour un observateur au sol, même se trouvant à proximité ;
- la gamme de couleurs dominantes « passe-partout » (entre bleu moyen et gris foncé), la surface des panneaux lisse et très peu réfléchissante, et les modules en plans inclinés striés selon un carroyage en lignes gris clair (montants métalliques) séparant des surfaces carrées de couleur bleu sombre, donnent une composition de l'ensemble très rigoureuse, régulière et qui présente une certaine harmonie à forte connotation industrielle.



Les modalités de conception du projet – câbles circulant sous les panneaux, clôture à maille large, absence d'éclairage nocturne, locaux techniques (onduleurs, poste de livraison) peu nombreux et de couleur discrète – limiteront son impact visuel.



Photomontage / simulation de l'implantation du projet vu depuis les ballons captifs du parc du Petit Prince à Ungersheim (135 m de haut). Le parc solaire, dont les couleurs bleu sombre rappellent les montagnes vosgiennes en arrière plan, se fond dans la continuité des massifs boisés du paysage de la plaine et est relativement bien intégré. Il ne crée pas d'impact paysager majeur (CLIMAX, 2016).



Même photomontage de l'implantation du projet depuis les ballons captifs du parc du Petit Prince à Ungersheim (135 m de haut), mais zoomé à l'aide de l'objectif de l'appareil photo (précision non visible à l'œil nu). (CLIMAX, 2016).

Ainsi, la centrale photovoltaïque n'aura que des impacts très faibles sur la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Ces faibles impacts ne justifient pas les règles d'implantation prévues par l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme.

Conclusions sur l'étude L.111-8

Ainsi, en prenant en compte :

- les nuisances,
- la sécurité,
- la qualité architecturale,
- et la qualité de l'urbanisme et des paysages,

il apparaît que la centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex ne justifie pas les règles d'implantation prévues par l'article L111-6 du Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme, la présente procédure d'élaboration du PLU fixe ainsi la règle suivante : les constructions dans la zone UX pourront s'implanter à une distance indifférente par rapport à l'axe de la RD430.

L'article 6 de la zone UX ne fixe donc pas de règle d'implantation par rapport à la R430.

Cet article, obligatoire, exige cependant un recul minimal par rapport aux voies et emprises publiques en général ; l'article est donc renseigné.

Quoi qu'il en soit, les constructions implantées dans la zone UX seront distantes de la RD430 d'au moins 60 m.

Pour une section de zone UE

Ce recul de 75 m issu de l'article L.111-6 est également valable pour la portion de zone UE non urbanisée jouxtant le sud du terriil Alex.

La bande de recul de 75 m dans la partie non urbanisée de la zone UE :



Il s'agit d'une zone de stockage de broyats de plastique, en vue de sa réutilisation, présentant un rideau végétal dense en bordure de la RD430.

Ce bosquet est repéré au plan de zonage comme élément du paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

L'écran végétal protégé en bordure de la RD430 :



L'article L.111-6 ne s'appliquerait que sur une portion minime de la zone UE comprise dans la bande de recul de 75 m.

Or, par son classement, cette portion est susceptible d'accueillir un bâtiment d'activités.

Toutefois, ce type d'implantation n'est pas à même de provoquer sur la RD430 :

- des nuisances car l'article 1 du règlement de la zone UE ne les admet pas ;
- des problèmes de sécurité, le site n'ayant pas d'accès sur la RD ;
- des préjudices en matière de qualité architecturale, qualité de l'urbanisme et des paysages puisque les aménagements seront masqués par le bosquet préservé.

D'autre part, la présence de la route impactera un éventuel bâtiment situé dans la bande des 75 m requis par l'article L.111-6, mais ont été pris en compte :

- les nuisances (bruit, pollution, ...), qui seront moins gênantes dans un espace d'activités que dans un quartier d'habitation et ne seront pas significativement différentes selon qu'un bâtiment est situé dans la bande de recul de 75 m par rapport à la route ou juste au-delà. De plus, le voisinage direct, au sud, est lui déjà construit dans la bande de 75 m, et la présence de la RD430 n'a pas altéré son potentiel économique ;
- la sécurité puisqu'aucun échange n'est possible entre la RD et la zone UE à cet endroit ;
- la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages est assurée par les prescriptions du règlement pour la zone UE, notamment l'article 11. Le voisinage de la route n'aura pas d'incidence sur ces aspects, puisqu'elle sera elle-même masquée depuis la zone UE par le bosquet protégé.

Ainsi, la solution la plus judicieuse qui permet de s'affranchir du recul de 75 m par rapport à la RD75 dans cette petite portion de zone UE (13 ares) est la conservation de ce rideau végétal qui masquera d'un côté d'éventuelles constructions, et de l'autre la route et sa circulation.

Dans ce cas il n'est pas utile d'imposer un recul des bâtiments par rapport à la RD430.

5. Motifs des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) définies dans le cadre du PLU portent sur un seul secteur, l'unique secteur d'extension affecté principalement à la réalisation de logements, le secteur AUb.

Il s'agit d'un secteur à enjeux puisque le lotissement du champ des oiseaux y est en cours de réalisation, par l'intermédiaire d'opérations d'aménagement d'ensemble.

En 2019, les réseaux ne sont pas encore déployés partout sur le secteur, d'où un classement en zone « A Urbaniser » (AU). Toutefois, les travaux ont débuté, les premiers permis de construire ont été délivrés.

Même si le lotissement est déjà autorisé et engagé, les terrains d'assise se trouveront hors enveloppe T0 du SCoT approuvé en 2019.

Ainsi, selon les principes de ce dernier, le lotissement constitue une extension par rapport à la zone urbanisée en juillet 2016 (référence du T0).

Le SCoT fixe une densité moyenne nette minimale à atteindre à l'échelle communale de 25 logements par hectare.

Cette densité est à atteindre à l'échelle du village, sur l'ensemble de la production de logements neufs (densification et extensions).

Cette mesure est toutefois difficile à mettre en pratique et à estimer pour la densification.

On considère donc que cette densité doit s'appliquer sur les secteurs d'extension, en l'occurrence à Feldkirch sur le secteur AUb dans son ensemble (et non à l'échelle de l'opération résidentielle).

Au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), la commune applique à ce site des principes d'aménagement portant sur la production du nombre de logements, la desserte du site, l'intégration paysagère ...

Les OAP comprennent aussi le principe d'un phasage auquel la commune souhaite procéder pour l'ouverture du lotissement (2^{ème} phase urbanisable seulement à partir de 2025), afin de maîtriser le rythme d'évolution de la population, en fonction des besoins et des équipements.

Les opérations touchant le secteur AUb devraient demeurer compatibles avec les principes des OAP.

Toutefois, les permis de construire seront délivrés dans la continuité du permis d'aménager déjà accordé, et ne pourront, dans un délai de 5 ans après l'achèvement des travaux du lotissement, être refusés pour le motif que les dispositions d'urbanisme auraient changé par rapport à celle du POS.

Les OAP constituent donc, dans le PLU de Feldkirch, un moyen d'affirmer les fondements rationnels et cohérents qui ont dicté la programmation du lotissement.

6. Les indicateurs de suivi

Le conseil municipal procède, 9 ans au plus tard après la délibération portant approbation du PLU, à une analyse des résultats de l'application de ce plan.

L'objectif de cette évaluation est de déterminer si le document d'urbanisme doit faire l'objet d'ajustements ou de remaniements afin de permettre une meilleure adéquation avec les objectifs d'aménagement ou pour prendre en compte des évolutions non prévisibles lors de son établissement.

Il est donc nécessaire de prévoir un dispositif de suivi qui permette une telle évaluation.

Le bilan devra notamment s'appuyer sur les indicateurs suivants :

- Bilan de l'évolution démographique
- Evolution du nombre de logements par statut (propriétaires/locataires) et type d'habitat
- Nombre de logement et localisation
- Nombre de logements vacants
- Evolution du nombre d'emplois
- Nombre de permis accordés, localisation, surface, types et destination des constructions
- Nombre de commerces
- Inventaire des espaces encore disponibles pour l'urbanisation en zones urbaines
- Densité en logements des constructions à usage d'habitation
- Superficie agricole
- Espace consommé par l'urbanisation au sein des zones U et AU



PLAN LOCAL d'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



1. Rapport de présentation 1c. Partie 3/3 : évaluation environnementale



PLU approuvé par délibération du Conseil
d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

CONTACTS

Réalisation

Cathy GUILLOT, chargée d'études Géographe
Sébastien COMPERE, assistant d'études Ecologue
Céline LOTT, assistante d'études Ecologue

Bureau d'études **ECOSCO**P

9 rue des Fabriques
68470 Fellingring
secretariat@ecoscop.com
Tél. 03 89 55 64 00
www.ecoscop.com

SOMMAIRE

A. LA DEMARCHE	6
1. CADRE REGLEMENTAIRE	7
2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE / PRINCIPE DE LA DEMARCHE	7
3. DESCRIPTION DE LA MANIERE DONT L'EVALUATION A ETE EFFECTUEE.....	8
3.1. Sources et valorisation des données existantes	8
3.2. Grille d'analyse et evaluation des incidences	9
3.3. Indicateurs de suivi.....	10
4. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES	11
B. RESUME NON TECHNIQUE	12
1. ANALYSE DES ENJEUX	13
2. COHERENCE DU PROJET, ARTICULATION ET COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES	14
3. EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES	17
4. EVALUATION DES INCIDENCES SUR NATURA 2000	24
5. BILAN ENVIRONNEMENTAL	25
6. EVOLUTION DU PLU SUITE A LA CONSULTATION DES PPA ET LA MISE EN ENQUETE PUBLIQUE	32
C. ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET	34
1. SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL ET DES ENJEUX IDENTIFIES	35
1.1. Milieu physique	35
1.2. Milieux naturels.....	35
1.3. Paysage et patrimoine.....	36
1.4. Santé publique	36
1.5. Risques naturels et technologiques	36
1.6. Hiérarchisation des enjeux identifiés	37
2. ANALYSE DU DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL AU REGARD DES OBJECTIFS DU GRENELLE	39
2.1. Analyse du diagnostic.....	39
2.2. Prise en compte des objectifs du Grenelle.....	39
3. ANALYSE DU PADD.....	40
3.1. Orientations générales concernant les espaces naturels, agricoles et forestiers.....	40
3.2. Orientations générales concernant l'habitat	43
3.3. Orientations générales concernant les loisirs, le développement économique et commercial.....	45
3.4. Orientations générales concernant les transports et les déplacements	47
3.5. Orientations générales concernant la maîtrise des risques.....	47

4.	ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE L'EIE DANS LE PROJET DU PLU	49
5.	ANALYSE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)	51
5.1.	OAP 1 : Secteur du lotissement « champ des oiseaux »	51
5.2.	Conclusion	54
6.	ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	55
6.1.	Documents cadre avec un rapport de compatibilité	55
6.2.	Documents cadres avec un rapport de prise en compte	68
6.3.	Autres documents cadres	71
D. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT		74
1.	EVALUATION DE LA PARTIE REGLEMENTAIRE	75
1.2.	Gestion de la ressource en eau	79
1.3.	Gestion économe de l'espace	82
1.4.	Préservation des milieux naturels	84
1.5.	Préservation des paysages et du patrimoine bâti	108
1.6.	Transports, déplacements et développement des communications numériques	111
1.7.	Performances énergétiques	112
1.8.	Nuisances, risques naturels et technologiques	113
E. EVALUATION DES INCIDENCES SUR NATURA 2000		119
1.	CADRE REGLEMENTAIRE	120
1.1.	Le réseau Natura 2000	120
1.2.	Cadre réglementaire et méthodologique	120
2.	LES SITES NATURA 2000	121
2.1.	Directive Faune Flore Habitats : Zone Spéciale de Conservation (ZSC)	121
2.2.	Directive Oiseaux : Zone de Protection Spéciale (ZPS)	125
3.	EVALUATION DES INCIDENCES	126
F. BILAN ENVIRONNEMENTAL, MESURES ET SUIVI		128
1.	PREAMBULE	129
2.	SYNTHESE DES INCIDENCES	130
3.	MISE EN ŒUVRE DE LA SEQUENCE ERC (EVITER-REDUIRE-COMPENSER)	136
4.	EVOLUTION DU PLU SUITE A LA CONSULTATION DES PPA ET LA MISE EN ENQUETE PUBLIQUE	138
5.	SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLU	140
Tableau 1 : Synthèse des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement		37
Tableau 2 : Traduction des règles du SRADDET dans le PLU		57
Tableau 3: Synthèse des incidences du projet de PLU sur l'environnement		130
Tableau 4 : Indicateurs locaux et état de référence		140
Carte 1 : Zonage du PLU hors T0		64

Carte 2 : Carte de synthèse de la TVB du SCoT, intégrant les éléments du SRCE	69
Carte 3 : Occupation du sol et zonage du PLU	89
Carte 4 : Zones humides et zonage du PLU	90
Carte 5 : Expertise zone humide.....	91
Carte 6 : Trame verte et bleue et zonage du PLU.....	92
Carte 7 : TVB et zonage du PLU	93

A. LA DEMARCHE

1. CADRE REGLEMENTAIRE

En raison de l'absence de site Natura 2000 sur le ban communal, le Plan Local d'Urbanisme est concerné par la procédure d'examen au cas par cas. Après analyse du dossier de demande au cas par cas, et en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnemental du Grand Est (MRAe) a décidé le 10 septembre 2018 de soumettre à évaluation environnemental le projet de PLU. Cette mission a été confiée au bureau d'études ECOSCOPE en date du 24 janvier 2019.

L'ensemble des pièces qui composent le projet de PLU (rapport de présentation, PADD, OAP, zonage et règlement) a été élaboré par l'ADAUHR. Les dernières versions du règlement, du document relatif aux Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP), du rapport justificatif et du zonage, ayant servi à analyser les incidences environnementales, ont été transmises en date du 12 décembre 2019.

L'état initial de l'environnement a également été réalisé par l'ADAUHR.

Le projet PLU a été arrêté par délibération du Conseil Municipal le 30 décembre 2019.

L'enquête publique a eu lieu du 28 janvier au 26 février 2021.

Le présent document tient compte des avis et remarques formulés au cours de l'enquête publique. Les modifications induites par les évolutions apportées au projet de PLU, ainsi que les précisions demandées par les personnes publiques associées, sont mises en évidence dans chaque thématique concernée sous forme d'encart surligné en vert.

Ces évolutions ont porté sur :

- des compléments, notamment la prise en compte des zones humides du SAGE de la Lauch approuvé après l'arrêt du PLU, l'ajout de conditions d'implantations d'annexes aux constructions isolées en zones agricole et naturelle, la délimitation d'un secteur spécifique, au sein de l'espace agricole, pour la réalisation de la nouvelle station d'épuration, la prise en compte du crapaud vert et de l'atlas des paysages d'Alsace, les conditions de réalisation de la future piste cyclable permettant de relier le lotissement en cours d'aménagement à la gare de Bollwiller ;
- des actualisations, notamment pour l'état d'avancement du projet de nouvelle station d'épuration ;
- la suppression de la possibilité de développer des activités commerciales ou touristiques sur le site de l'exploitation agricole existante (classée comme Installation classée pour le Protection de l'Environnement) ;
- des précisions, entre autres pour le phasage de l'urbanisation du lotissement en cours d'aménagement, le gabarit des constructions existantes dans les STECAL de la zone naturelle, les conditions de compatibilité du PLU avec le SCOT de la région mulhousienne, les conditions d'implantation des établissements dans la zone d'activités, les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain dans le PADD, ...

2. OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE / PRINCIPE DE LA DEMARCHE

L'évaluation environnementale s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix d'aménagements, en amont de la réalisation des projets d'urbanisme. Elle s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales, contrairement à l'étude d'impact qui analysera ensuite chaque projet individuellement.

La présente étude intègre ainsi :

- **l'évaluation environnementale du document d'urbanisme,**

- l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

L'exercice de l'évaluation environnementale consiste à confronter le projet de territoire défini dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) aux enjeux environnementaux identifiés lors de l'état initial de l'environnement.

Ainsi, l'évaluation se base sur les documents du rapport de présentation, en particulier sur l'Etat Initial de l'Environnement, et analyse l'ensemble des documents constitutifs du PLU : Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), zonage et règlement.

L'évaluation porte sur l'ensemble des rubriques énoncées dans la réglementation. Elle vérifie la comptabilité du projet avec les différents plans et programmes et énonce les incidences possibles du projet de PLU sur l'environnement.

En cas d'impacts sur les différentes composantes environnementales, un programme de mesures d'insertion environnementale est ensuite proposé à la commune. Il existe différents types de mesures :

- Des mesures d'évitement et de réduction, proposant de nouvelles alternatives au projet d'aménagement ;
- Des mesures compensatoires, imaginées dans le but de compenser les impacts négatifs résiduels après application des mesures précédentes.

La prise en compte de l'environnement dans le projet de PLU et l'élaboration du dossier d'évaluation environnementales ont été menées parallèlement, selon le processus itératif.

3. DESCRIPTION DE LA MANIERE DONT L'EVALUATION A ETE EFFECTUEE

Dans un premier temps, l'état initial de l'environnement, effectué par l'ADAUHR, a permis de mettre en évidence les principaux atouts et les sensibilités du territoire et de faire ressortir les enjeux propres à chaque thématique au regard de la mise en œuvre du PLU.

Les différentes pièces du PLU sont ensuite élaborées en prenant en compte les différents enjeux environnementaux.

Afin de vérifier cette bonne prise en compte et l'existence d'éventuelles incidences, l'évaluation des documents a été menée à l'aide de plusieurs grilles d'analyse croisant, avec les enjeux environnementaux, les orientations du PADD, le zonage, le règlement et les OAP.

Un des outils particulièrement utilisé est l'outil SIG (système d'information géographique) qui s'avère très utile pour analyser les incidences du zonage et des prescriptions particulières. Cette analyse spatiale par croisement de données SIG a été réalisée à deux stades d'avancement du projet et a permis de minimiser certaines incidences prévisibles sur l'environnement, en vue notamment de la préservation des milieux naturels du territoire communal.

3.1. SOURCES ET VALORISATION DES DONNEES EXISTANTES

La présente évaluation environnementale s'appuie principalement sur les données existantes de l'état initial de l'environnement (rapport de présentation). L'étude réalisée dans le cadre du projet de centrale photovoltaïque sur le terroir Alex (Climax, 2016) et l'expertise de zone humide réalisée sur le site du projet d'ensemble immobilier « Le champs des oiseaux » (Ecoscop, 2017) ont également été prise en compte.

3.2. GRILLE D'ANALYSE ET EVALUATION DES INCIDENCES

L'évaluation des incidences du projet nécessite de s'appuyer sur les enjeux identifiés dans l'analyse de l'état initial de l'environnement. Ainsi, pour chaque thème se pose la question des incidences prévisibles, directes ou indirectes, du projet sur l'enjeu environnemental.

Thèmes analysés

Les enjeux environnementaux identifiés lors du diagnostic ont été structurés selon 7 thèmes principaux qui intègrent également les objectifs du Grenelle de l'Environnement.

Les thèmes analysés lors de l'évaluation environnementale du projet de PLU sont les suivants :

- Qualité de la ressource en eau
- Gestion économe de l'espace
- Préservation des milieux naturels et leur fonctionnalité
- Paysage et patrimoine bâti
- Transports, déplacements et développement des communications numériques
- Performances énergétiques
- Nuisances, risques naturels et technologiques

Niveaux d'incidences

Le principe de la démarche itérative dans l'évaluation environnementale vise à identifier les incidences prévisibles du projet lors de son élaboration, afin de pouvoir les éviter en modifiant le projet initial. Des adaptations et modifications du projet ont été réalisées en cours d'élaboration grâce aux allers-retours réguliers entre l'agence d'urbanisme et le bureau d'études en charge de l'évaluation ; l'objectif premier étant d'améliorer la prise en compte de l'environnement dans le projet de la collectivité.

L'évaluation environnementale traduit plusieurs niveaux d'incidences : **incidence positive (ou potentiellement positive)**, **incidence négative**, **incidence mitigée**, **incidence positive, négative ou neutre selon les modalités de mise en œuvre, sans effet ou négligeable**.

En cas d'incidence négative, le degré d'intensité est précisé : faible, moyen, fort.

La nature de chaque incidence est précisée en termes de type (direct/indirect) et de durée (permanente/temporaire).

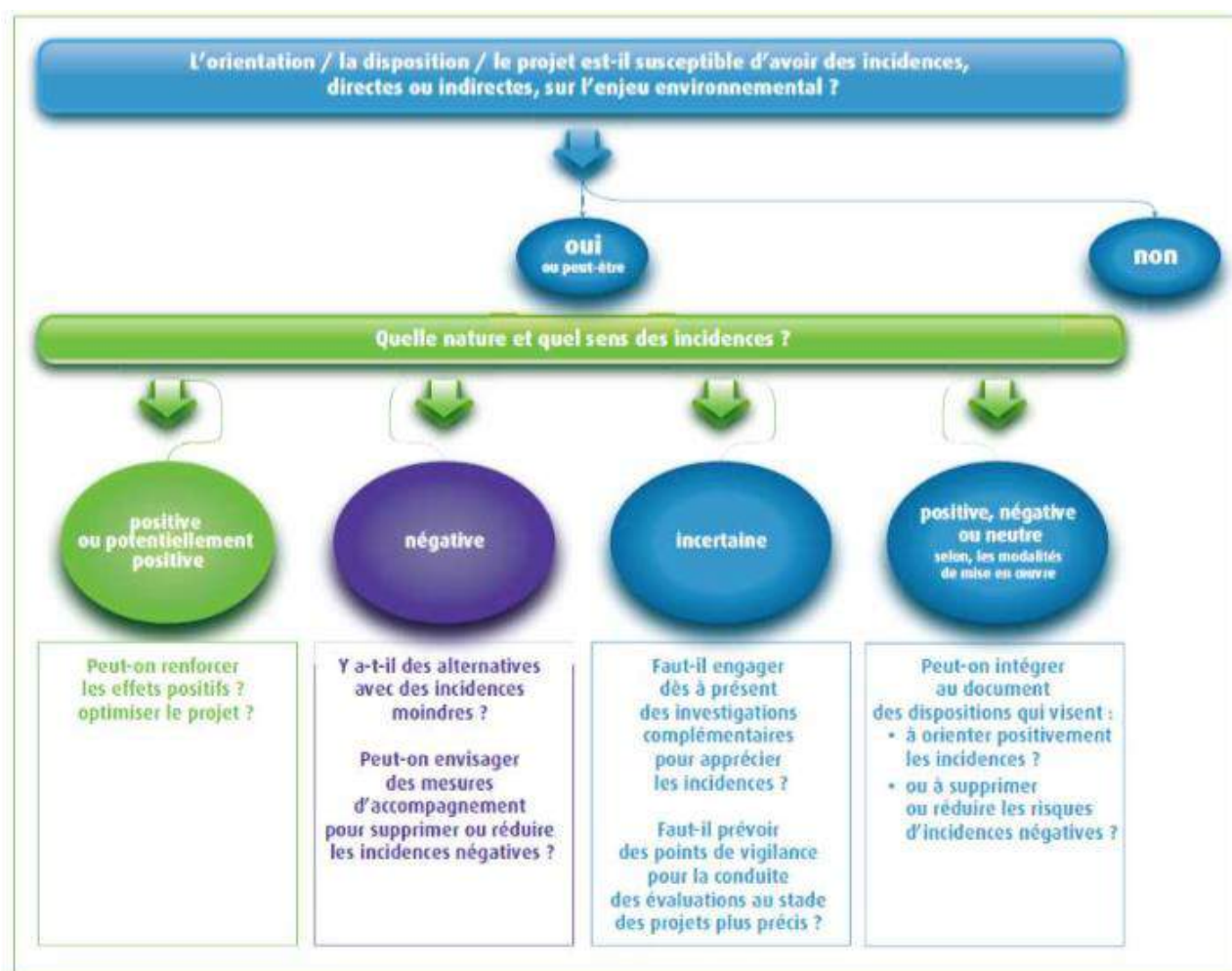


Figure 1: Principes de questionnement des orientations du projet (CGDD, Le Guide, 2011)

3.3. INDICATEURS DE SUIVI

D'après le Code de l'Urbanisme, au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation doit définir des critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du PLU sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant et à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et à envisager si nécessaire les mesures appropriées.

Les indicateurs de suivi sont des données quantitatives ou qualitatives à un temps t qui permettent de caractériser une situation évolutive, une action ou les conséquences d'une action, de manière à les évaluer et à les comparer à leur état initial à différentes dates. Ils possèdent donc un rôle non négligeable dans le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PLU, notamment en ce qui concerne ses incidences et ses dispositions en termes d'environnement. Ils auront pour rôle de montrer et d'évaluer les conséquences directes du document d'urbanisme sur le territoire. Afin de visualiser rapidement les évolutions du territoire liées à l'urbanisme, les indicateurs doivent correspondre à un outil simple à mettre en œuvre et à évaluer.

La définition et l'adaptation des indicateurs dans l'évaluation environnementale doit tenir compte des différentes caractéristiques du territoire (milieux naturels et agricoles, milieu physique, paysages, qualité de l'air, risques, énergie...). Ces indicateurs sont le reflet de l'originalité du territoire et sont donc être variables selon les territoires.

A noter que les indicateurs ne doivent pas être définis si des fluctuations trop importantes des valeurs indicatrices sont possibles. C'est notamment le cas en ce qui concerne les espèces protégées par exemple.

4. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée lors de l'élaboration de ce document.

Afin de compléter l'état initial de l'environnement réalisé par l'ADAUHR, un travail de cartographie de l'occupation du sol a été nécessaire, préalablement à l'analyse spatiale par croisement de données SIG servant à extraire les données chiffrées présentées dans ce document.

L'application de cette méthodologie demande de jongler avec des données SIG qui n'ont pas été produites aux mêmes échelles de saisie. C'est pourquoi la confrontation des diverses données utilisées peut présenter d'éventuels biais cartographiques et statistiques.

Ainsi, les données chiffrées issues de la superposition du zonage avec les périmètres d'inventaires (zones humides remarquables, ZNIEFF) ou les réservoirs de biodiversité, affichées dans les tableaux ci-après, sont à considérer avec une certaine marge d'erreur due à la confrontation d'échelles différentes. Celles-ci apportent néanmoins des éléments de cadrage utiles au travail d'évaluation des incidences du projet de PLU sur les composantes environnementales.

B. RESUME NON TECHNIQUE

1. ANALYSE DES ENJEUX

L'analyse de l'état initial du site et de l'environnement est la première étape de l'évaluation environnementale du projet de PLU. Elle consiste à distinguer les enjeux principaux, décelés lors du diagnostic. Ces enjeux sont liés au milieu physique, aux milieux naturels et agricoles, au paysage et au patrimoine bâti, à la santé publique et aux risques naturels et technologiques.

THEMES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	NIVEAU D'ENJEUX
Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintien de la biodiversité et préservation du patrimoine naturel ✓ Préservation des continuités écologiques locales 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préserver la richesse et la diversité des milieux, de la faune et de la flore. ✓ Préserver les milieux aquatiques et humides, (ripisylves, zones humides) ✓ Protéger les espaces forestiers ✓ Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels ✓ Poursuivre les opérations de renaturation et la politique de développement durable 	FORT
Pollutions	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préservation qualité de l'eau ✓ Préservation qualité de l'air et prévention changements climatiques ✓ Gestion durable des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des cours d'eau ✓ Promouvoir les transports en commun et déplacements doux 	FAIBLE
Risques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des biens et des personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en compte les risques d'inondations et de mouvement de terrain (terrils, puit Alex) ✓ Prendre en compte les risques technologiques (ICPE, transport de matière dangereuse) par rapport à l'urbanisation ✓ Favoriser les activités non nuisantes dans le village. 	MOYEN
Ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion économe de l'espace ✓ Gestion économe de l'énergie ✓ Préservation des espaces naturels et ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion économe de l'espace en favorisant la densification de l'enveloppe bâtie (mobilisation des dents creuses, limites strictes à l'urbanisation) ✓ Prendre en compte les besoins des agriculteurs, proscrire tout mitage des zones agricoles ✓ Poursuivre l'intégration de toutes les possibilités de recours aux énergies renouvelables et à la réduction de l'empreinte écologique des aménagements, dans le respect du patrimoine existant. 	MOYEN
Cadre de vie et paysages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des sites et des paysages ✓ Valorisation des entrées de ville et villages ✓ Préservation de la qualité de l'ambiance acoustique 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conserver les éléments de diversité du paysage ✓ Eviter le développement uniquement par densification, le long des voies ✓ Préserver le caractère typique de certains quartiers ✓ Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels 	FORT

2.COHERENCE DU PROJET, ARTICULATION ET COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

Cohérence interne

La cohérence entre les différentes pièces du PLU est bonne. L'ensemble des orientations affichées dans le PADD sont retranscrites dans les autres pièces du PLU.

Par ailleurs, le projet de PLU prend bien en compte les principaux enjeux identifiés par le diagnostic environnemental réalisé sur le territoire. Ainsi, on constate l'intégration de la majorité des enjeux liés aux milieux naturels, au paysage et au patrimoine bâti mais aussi aux questions de santé publique et de prise en compte des risques naturels et technologiques dans les orientations développées dans le PADD. Ces orientations sont ensuite traduites dans les différentes pièces du PLU (règlement, zonage, OAP).

Seule l'ouverture à l'urbanisation de la zone UX à des fins de production d'énergie renouvelable et de la zone d'extension AUb à vocation d'habitat serait susceptible d'induire des incidences sur les enjeux de préservation des milieux naturels et de gestion économe de l'espace.

A noter que pour certains projets mis en avant dans le PADD, le PLU ne dispose pas réellement d'outils de retranscription, c'est le cas de la volonté d'encourager certaines pratiques agricoles, dont l'agriculture raisonnée ou biologique.

Le projet de PLU de Feldkirch prend en compte les objectifs du Grenelle, notamment en ce qui concerne la gestion économe des espaces agricoles, naturels et forestiers à travers la limitation de l'étalement urbain, l'étude du potentiel de densification, la prise en compte des déplacements doux (OAP), la préservation des espaces agricoles et forestiers (zonage et règlement), la protection des espaces naturels et paysagers (zonage et règlement), la préservation de la trame verte et bleue (zonage et règlement). Par ailleurs le règlement favorise l'amélioration de la performance énergétique des constructions, la mise en place de dispositifs de production d'énergies à partir de sources renouvelables et le développement des communications numériques.

Les OAP prennent bien en compte les enjeux environnementaux. Elles définissent des prescriptions et des recommandations qui garantissent à la zone à urbaniser un aménagement de qualité, permettant de minimiser les incidences sur l'environnement.

Le secteur AUb, seule zone à urbaniser du PLU, est en cours d'aménagement pour la création du lotissement du « Champ des oiseaux ». Les études préalables ont permis d'identifier une zone humide ordinaire qui a été exclue du périmètre aménageable. De plus, le maintien d'un espace vert tampon en bordure de la zone humide remarquable de l'Entenbad, ainsi que la préservation de la ripisylve du fossé longeant la zone au sud, participent au renforcement des milieux naturels humides présents dans ce secteur.

Le permis d'aménagement intègre également l'aménagement de noues pour la gestion de l'eau pluviale, ainsi qu'un programme de plantation d'espaces verts le long des voiries et des aires de stationnement. L'essentiel de ces principes d'aménagement est repris dans les OAP. D'autres propositions concernant les enjeux d'insertion paysagère du futur quartier, la performance énergétique des constructions ou la réduction de l'imperméabilisation des sols sont formulées dans les recommandations. Or afin d'assurer une bonne cohérence interne du projet et renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers dans le PLU, il serait judicieux de donner une valeur prescriptive à ces recommandations.

Pour les thématiques liées aux déplacements et aux risques, les incidences des OAP sont positives. En termes de densification urbaine, les OAP s'alignent sur le SCoT en fixant une densité minimale de 25 logements à bâtir par hectare.

Cohérence externe

En présence d'un SCoT intégrateur, le PLU n'a pas à être directement compatible avec le **SRADDET**. En effet, le rapport de compatibilité s'applique entre le SRADDET et le SCOT et non entre le SRADDET et les PLU. Concernant la réduction de la consommation foncière à horizon 2030, le SCOT de la région mulhousienne, approuvé en 2007, autorisait à l'échelle de l'agglomération environ 400 ha d'extension au titre de l'habitat. La révision du SCOT approuvé en 2019 n'en n'autorise que 200 ha. Il y a donc bien une réduction de la consommation foncière de 50% à l'horizon 2033. Ce principe a également été appliqué aux extensions dédiées à l'activité économique. Ainsi le SCOT anticipe bien l'application du SRADDET, tout comme le PLU de Feldkirch dont les dispositions respectent les orientations du SCOT.

Force est donc de constater que le PLU de Feldkirch est globalement compatibles avec le SRADDET Grand Est. La plupart des règles relatives au climat et à l'énergie, à la biodiversité et la gestion de l'eau, à la gestion des espaces, ainsi qu'aux transports et mobilités sont traduites de manière satisfaisante au sein du règlement et des OAP. A noter que certaines règles, liées aux déchets et à l'économie circulaire notamment, sont sans objet vis-à-vis du présent PLU.

Au travers des orientations générales du PADD concernant les espaces naturels, agricoles et forestiers, la commune affiche sa volonté d'assurer une gestion durable du cycle de l'eau, en veillant à la qualité de la ressource en eau par la limitation des pollutions de surfaces, notamment dans les zones d'activités économiques, en interdisant la création de nouveaux plans d'eau et en confortant le projet de renouvellement de la station d'épuration existante. Le PLU prévoit de plus une marge de recul par rapport aux berges des cours d'eau de 6 mètres en zone A et en zone N.

Le règlement du PLU impose à toute nouvelle construction le raccordement au réseau public d'eau potable et au réseau collectif d'assainissement ou la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales. Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Les zones U sont classées en zone de non aggravation du ruissellement, la zone AUb est classée en zone de compensation du ruissellement, dans le projet de zonage d'assainissement en cours. La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération est à privilégier. Un prétraitement avant rejet est demandé le cas échéant selon la nature des aménagements. Le projet est ainsi compatible avec le **SDAGE Rhin Meuse**.

Le projet de PLU est également compatible avec le **SAGE III-Nappe-Rhin** et le **SAGE de la Lauch**. Suite à l'approbation du SAGE de la Lauch le 15 janvier 2020, postérieurement à l'arrêt du PLU, celui-ci a pris en compte les zones humides prioritaires et non prioritaires sur le territoire de Feldkirch. A cet effet, une protection des zones humides répertoriées dans le SAGE a été mise en place au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme. De plus, les dispositions du PLU n'entravent en aucun cas les autres objectifs visés puisque le document d'urbanisme a été élaboré de manière à être compatible avec le SDAGE Rhin Meuse, dont les orientations sont déclinées à l'échelle des SAGE. Rappelons par ailleurs que le PLU n'a pas à être directement compatible avec le SAGE mais avec le SCOT qui, lui, doit être compatible avec ce dernier.

Le PLU prend en compte l'ensemble des risques d'inondable présents sur le territoire communal : rupture de digue de la Thur (PPRI), rupture de barrages, remontées de nappe. Les différentes zones d'enjeux sont repérées sur le plan des risques annexé au PLU, qui stipule de plus les règles à respecter dans chacune de ces zones (articles 1 et 2 du règlement). Le projet est ainsi compatible avec le **PGRI Rhin Meuse**.

Globalement, le PLU est compatible avec le **SCoT de la Région Mulhousienne**. La majorité des orientations du SCoT trouvent une transcription dans les pièces du PLU. Les objectifs en matière de développement urbain et économique, soutien à l'agriculture, réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion des risques et préservation de la ressource en eau sont bien mis en application dans le projet de PLU.

En permettant aux exploitations agricoles de la commune de se développer de manière encadrée, le PLU s'inscrit dans l'orientation du SCoT visant à soutenir l'économie agricole locale et valoriser les initiatives contribuant au développement d'une agriculture de proximité et plus respectueuse de l'environnement.

Il soutient et favorise également le développement des énergies renouvelables sur le territoire en inscrivant une zone UX destinée à l'accueil d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol.

Concernant l'assainissement, le SCoT prévoit la construction d'une nouvelle station d'épuration à Feldkirch, ce que le PLU permet grâce à un secteur UBa dédié et deux emplacements réservés à cet effet.

De plus, le PLU est compatible avec les objectifs de préservation des milieux naturels et des éléments de la trame verte et bleue (classement en zone naturelle des massifs forestiers et conservation en espace boisé classé, préservation des zones humides remarquables et ordinaire en zone N, protection des éléments de diversification biologique et paysagère au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme : ripisylves, renaturations du terroir Alex, coulée verte de la ZAC Marie-Louise, vergers, ...). Le PLU est dans ce sens également compatible avec les objectifs de préservation des paysages et du cadre de vie fixés par le SCoT.

Il prend par ailleurs en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire communal conformément aux orientations du SCoT.

Concernant la consommation foncière, les zones U et AU du PLU présentent au total un dépassement de 5,7 ha par rapport au périmètre T0, ce qui est compatible avec la surface de 5 ha allouée par le SCoT à Feldkirch (3 ha + 2 ha du fait de la proximité de la gare de Bollwiller). Le projet respecte donc l'enveloppe octroyée en extension et en densification par le SCOT. De plus une majoration de la densité des logements, qui est une condition d'utilisation fixée par le SCOT, est appliquée sur le lotissement la portant ainsi à 25 logements/ha en densité nette (hors voirie et espaces publics).

Le PLU de Feldkirch prend en compte les divers éléments de la **Trame verte et bleue déclinés dans le SCoT de la région Mulhousienne**. Le PADD affiche clairement la volonté de la commune de préserver et remettre en état les continuités écologiques. Le massif forestier constituant le réservoir de biodiversité forestier est doublement protégé par son classement en zone N et en espace boisé classé. La portion de la zone humide remarquable présente sur le ban communal et correspondant également à un réservoir de biodiversité est classée en zone naturelle. Les OAP du secteur à urbaniser AUb limitrophe assure de plus la préservation des zones humides remarquables et ordinaire.

En sus du classement en zone N des milieux naturels à protéger, certains éléments participant à la diversification de la trame verte locale sont également protégés au titre de l'article L.151-23 du CU (boisements et prairies de la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, renaturations du terroir Alex, zone humide remarquable, ripisylves, bosquets, vergers, etc.).

Les corridors écologiques d'intérêt national et régional sont également préservés par le classement en zone N ou A.

Le projet de PLU est favorable à l'atteinte des objectifs du **Plan Climat Air Energie Territorial** de M2A au travers tout d'abord des orientations du PADD qui soutiennent le développement des performances énergétiques et environnementales dans la construction. Le règlement n'entrave donc en aucun cas l'évolution des formes d'habitat plus adaptées aux économies d'énergie ni l'installation de dispositifs de production d'énergie à partir de sources renouvelables. Celui-ci applique également la réglementation thermique en vigueur.

Le PLU affirme de plus l'objectif d'indépendance énergétique poursuivi par la collectivité en lien avec Ungersheim et la communauté d'agglomération en instaurant des zones d'activités spécifiquement dédiées à l'accueil et à l'implantation de centrales photovoltaïques.

La révision du PCAET est en cours de finalisation après une longue période de concertation avec l'ensemble des acteurs du climat intervenants sur notre territoire, et devrait être mis en œuvre prochainement.

Enfin, les enjeux et pistes d'actions définis dans **l'Atlas des paysages d'Alsace**, pour l'unité paysagère de Mulhouse et le bassin potassique, ne sont pas compromises par le PLU de Feldkirch.

3.EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES

Gestion de la ressource en eau

L'augmentation de la population entrainera une hausse de la consommation en eau potable et des volumes d'eaux usées à traiter. Le forage Ensisheim Hardt, mis en service en 2012, peut produire jusqu'à 8 400 m³ par jour, soit plus du double de la production actuelle qui s'élève à 3 500 m³ par jour pour les besoins des 9 communes du SIAEP d'Ensisheim Bollwiller. Avec une consommation moyenne journalière en eau potable d'environ 0,1 m³ par personne, et une population projetée de 1200 habitants en 2033, les besoins en eau pour Feldkirch s'élèveraient à 120 m³ par jour, soit 3,4% de la production actuelle journalière du forage Ensisheim Hardt. La ressource sera ainsi suffisante, et depuis les années 2000, la tendance montre une baisse de la consommation malgré une augmentation de la population.

Compte tenu des dysfonctionnements de la station d'épuration actuelle, la commune de Feldkirch a inscrit dans son PLU un secteur UBa et deux emplacements réservés pour le projet de nouvelle station d'épuration et son accès en cours de concrétisation. Ce secteur est localisé au nord-est du village, suffisamment éloignée des zones d'habitation. Le SIVOM de l'agglomération mulhousienne s'est en effet engagé, notamment par délibération du 8 juin 2018, à mener les travaux de construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées et d'un bassin d'orage pour le système d'assainissement de Bollwiller-Feldkirch. Un calendrier prévisionnel des travaux prévoit pour l'instant la mise en service de la nouvelle station d'épuration pour l'été 2023. Le programme comprend également la construction d'un bassin d'orage probablement dans le secteur UAa.

Cette nouvelle station d'épuration a été dimensionnée en fonction d'estimations pour 2050, et présentera dès la mise en service, une capacité de 6300 Equivalents Habitants. Le développement du village, qui sera progressif et maîtrisé, est donc compatible avec les capacités et l'efficacité du système d'assainissement (moins de 5500 habitants projetés à Feldkirch et Bollwiller pour les années 2030 avec 1200 habitants à Feldkirch et 4250 habitants à Bollwiller).

En matière d'assainissement, tout projet devra respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne. Le branchement au réseau collectif d'assainissement et au réseau collecteur des eaux pluviales est obligatoire dans toutes les zones, ou à défaut la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Le mode séparatif est à privilégier. A noter que le zonage d'assainissement est actuellement en cours de révision.

Concernant les eaux pluviales, une gestion à la parcelle ou par opération sera favorisée. L'ensemble des zones U est classé en zone de non aggravation du ruissellement (dans le projet de zonage d'assainissement en cours), autorisant le rejet dans un réseau existant dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel. La zone AUb est classée en zone de compensation du ruissellement, où une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales est exigée sauf cas particulier. En zones A ou N, les aménagements ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, ni aggraver les risques en aval. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

En matière de protection des cours d'eau et fossés, le PLU impose pour toute construction un recul de 6 m par rapport aux berges en zones A et N.

Les incidences du projet du PLU sur la ressource en eau sont négligeables.

Gestion économe de l'espace

Le projet de PLU propose des zones U cohérentes avec le tissu existant. Bien que très réduit, le PLU a pris en compte le potentiel de densification en dents creuses qui s'élève à environ 1,8 ha. La zone d'extension à vocation d'habitat AUb s'étend sur une superficie de 5 ha, dont une partie est incluse dans le T0.

L'ensemble des surfaces en U et AU hors T0 est compatible avec la superficie attribuée par le SCOT (3 ha auxquels s'ajoutent également un bonus d'extension supplémentaires de 2 ha alloué par le SCOT pour la proximité avec la gare de Bollwiller).

La zone AUb étant actuellement occupée par des cultures annuelles, la perte en terrains agricoles s'élève à 7% des surfaces disponibles à l'échelle communale. Toutefois, il convient de préciser qu'il ne s'agit pas de consommation d'espaces agricoles à proprement parlé puisque l'urbanisation du secteur AUb a été rendue possible par la mise en compatibilité du POS en 2016, qui s'en est suivie par l'octroi d'un permis d'aménager.

A l'inverse, une bande d'environ 10 ares de terrains agricoles est versé en zone N entre le secteur AUb et la piste cyclable, permettant ainsi de renforcer la protection de la zone de contact entre les espaces bâtis et les espaces naturels de la zone humide remarquable de l'Entenbad.

Le reste de l'espace agricole est protégé en zone A en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles, à l'exception des secteurs Aa et Ab ciblés pour répondre aux besoins de développement des activités agricoles existantes et encadrés par des règles distinctives.

Les incidences du projet en matière de consommation d'espace sont faibles. De plus, le PLU n'induit aucune consommation d'espaces supplémentaire par rapport à ce qui est déjà autorisé et en cours suite à la mise en compatibilité du POS en 2016.

Préservation des milieux naturels

Habitats naturels

Dans l'ensemble, le PLU est compatible avec la préservation des milieux naturels de Feldkirch. Les habitats naturels d'intérêt, c'est-à-dire tous les milieux à l'exception des espaces artificialisés et des cultures, sont en très grande majorité classés en zone naturelle ou en zone agricole.

Les principales incidences sont liées à la perte d'environ 5 ha d'habitats ouverts pionniers secs sur le site du terril Alex, désigné en ZNIEFF de type 1 et classé en zone UX pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque au sol. L'étude d'impact, réalisée dans le cadre de ce projet, a mis en évidence certaines incidences sur la biodiversité, qui ont pu être minimisées grâce à différentes mesures d'intégration du projet destinées à garantir les valeurs biologiques du site ayant justifiées la désignation de la ZNIEFF. Le PLU de Feldkirch a pris en compte le souci de maintien de la valeur de la ZNIEFF du terril Alex, notamment à travers le classement en zone naturelle de la partie du terril Alex non concernée par la nouvelle centrale photovoltaïque, auparavant classée en zone urbanisable dans le POS. Le PLU protège également les plantations effectuées sur le territoire communal, dans le cadre du traitement écologique et paysager du terril Alex, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Les incidences liées à l'urbanisation de la zone d'extension AUb (autorisée par un permis d'aménager délivré sur la base du POS) sont faibles car le site est intégralement occupé par des cultures. Une part importante des milieux naturels est identifiée au plan de zonage et protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme : 20,6 ha d'espaces liés à la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, la roselière et la saulaie de l'Entenbad, aux zones humides ordinaires, aux boisements de renaturation effectués sur le terril Alex, à des bosquets et des vergers ; 5 km de ripisylves et un alignement d'arbres en bordure du Baggerloch. A cela s'ajoute 115 ha d'espaces boisés classés au titre de l'article L.113-1 du CU.

De plus en zones A et N, le règlement prévoit que les constructions doivent respecter une distance minimale de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés. .

Les incidences du projet sur les milieux naturels sont faibles à moyennes.

Cas particulier du Crapaud vert

Le PLU de Feldkirch prend en compte le parc photovoltaïque au sol en cours d'aménagement sur le terril Alex en délimitant une zone UX pour l'accueil des infrastructures associées. Ce site est localisé dans le

périmètre d'enjeu fort du Plan Régional d'Action pour le Crapaud vert (*Bufo viridis*). Il convient donc de s'assurer de l'absence d'incidences du PLU sur la conservation de cette espèce.

Le Crapaud vert colonise les formations sèches et ouvertes. Il fréquente les zones urbanisées ou rudérales comme les jardins, friches, terrains vagues, terrils, accotements routiers, sablières ou gravières, etc. Son habitat aquatique est bien ensoleillé et est souvent pauvre en poissons.

Il se reproduit dans les milieux pionniers, dépourvus ou presque de végétation, souvent d'origine anthropique (bassins des gravières et sablières, carreaux de mines, déversoirs d'orage du réseau routier, etc). Dans nos régions, les adultes sont actifs de février à octobre. Ils hivernent généralement dans des galeries de rongeurs, sous des tas de bois ou de pierre et peuvent également creuser des terriers dans le sol meuble.

Il convient de rappeler que le Plan National d'Action (PNA) Crapaud vert n'est pas un document opposable et que les cartes de ce plan sont établies à une échelle régionale, ne pouvant être exploitées telles quelles à l'échelle d'un PLU.

Dans le cas présent, les enjeux forts pour le Crapaud vert sont liés à la présence d'un noyau de population dans le secteur de l'ancien carreau minier Marie-Louise de Feldkirch/Staffelfelden. Des individus ont également été observés en 2011 sur l'ancien carreau minier de Wittenheim et aux abords de la gravière de Wittelsheim en 2010. Néanmoins, les études montrent que les populations tendent vers l'isolement et la faible diversité génétique laisse penser que l'état de conservation de l'espèce est défavorable dans le Haut-Rhin (source : Plan Régional d'Actions Alsace 2012 – 2016).

Dans le Haut-Rhin donc, les sites de reproduction du Crapaud vert sont principalement des milieux anthropisés, composés d'anciens carreaux miniers où l'espèce se reproduit dans des flaques d'eau temporaires liées aux précipitations.

L'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sur le terril Alex, réalisé par CLIMAX en 2016, n'a pas mis en évidence la présence d'individus malgré des investigations de terrain ciblées, en période favorable. Sans totalement exclure la présence du Crapaud vert sur le terril Alex, l'étude d'impact conclut que l'espèce n'est probablement pas fixée sur le site en raison de l'absence de milieux aquatiques favorables. Ceci laisse donc présager que la présence du Crapaud vert sur la zone AUb est également fort peu probable, d'autant plus que les continuités de milieux ouverts qui permettraient à l'espèce de se disperser d'un ancien carreau minier à l'autre puis vers la zone AUb sont fortement altérées.

De plus, les espaces cultivés de la zone AUb ne constituent pas des milieux favorables à la reproduction de l'espèce. Bien qu'ils puissent avoir une fonction en matière de déplacement pour des individus en essaimage, un environnement dominé par l'agriculture intensive ne correspond pas aux exigences écologiques de l'espèce. En outre, l'utilisation de produits phytosanitaires réduit considérablement les ressources alimentaires, majoritairement composées d'invertébrés, limitant ainsi fortement les probabilités de fixation d'une population. Précisons également que l'espèce n'a pas non plus été contactée lors de l'expertise de terrain menée dans le cadre de la caractérisation des zones humides dans le périmètre de la zone AUb.

La zone humide dite « remarquable » de l'Entenbad, située en bordure du secteur AUb, est gérée par le Conservatoire des Sites Alsaciens. Celle-ci fait aujourd'hui l'objet d'une gestion cynégétique car elle est devenue un réservoir pour les sangliers, bien qu'elle soit classée en ENS par le Conseil Départemental du Haut-Rhin. Les habitats sont ainsi très dégradés et en mauvais état de conservation ; ils ne sont donc pas aptes à accueillir le Crapaud vert.

Enfin, les supports de dispersion potentiels étant quasiment inexistantes au sein de la zone AUb, comme la plupart des supports de trame verte dans les zones agricoles du territoire communal (hormis ceux associés aux cours d'eau), l'évaluation environnementale du PLU ne conclut pas à la nécessité de prendre des dispositions réglementaires spécifiques pour la préservation du Crapaud vert dans la zone AUb puisque sa présence est très peu probable.

En revanche, d'après l'étude d'impact, une seule espèce d'Amphibien semble présente sur le terril Alex : le Crapaud calamite, une espèce pionnière des milieux minéraux peu végétalisés. Afin de minimiser les

incidences du projet sur la biodiversité (destruction de friches mésoxérophiles durant les travaux, destruction et dérangement d'espèces peu mobiles), des mesures d'intégration environnementales doivent être mises en œuvre par le maître d'ouvrage. Sur le ban de Feldkirch, la mesure d'évitement de milieux naturels remarquables, consistant à soustraire les secteurs d'intérêt écologique, ainsi que la mesure de compensation proposée notamment au titre des impacts cumulés et de la destruction de la végétation et les risques de pertes d'individus, se traduisent dans le PLU par le reversement en zone naturelle des superficies du terroir non concernées par le projet de centrale solaire. Pour rappel, ces superficies étaient classées en zone urbanisable dans le POS.

Cette mesure de compensation consiste à réaliser de petites mares peu profondes et minérales pour la reproduction du Crapaud calamite ; réserver des espaces minéraux comme espace de vie au Crapaud calamite et susceptibles d'accueillir des espèces remarquables (insectes, plantes) des milieux minéraux. Cette mesure sera principalement prise en charge par la commune de Feldkirch qui a réalisé des plantations de renaturation au sud de la zone UX, que le PLU protège par ailleurs au titre de l'article L.151-23 du CU.

En conséquence, bien que la présence du Crapaud vert soit peu probable, les mesures prises pour conserver des habitats favorables au Crapaud calamite seront également bénéfiques au Crapaud vert qui fréquente les mêmes habitats. Les incidences du PLU sur le Crapaud vert et ses habitats sont considérées comme faibles.

Zones humides

90 % des zones à dominante humides (hors territoires artificialisés) sont classées en zone A inconstructible ou N. Par ailleurs, l'expertise zone humide réalisée sur la zone d'extension AUB a permis d'éviter une zone humide ordinaire de 0,45 ha, qui a été reversée en zone naturelle et identifiée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme comme éléments à préserver pour des motifs d'ordre écologique. Le PLU protège également au titre de l'article L.151-23 les ripisylves du cours d'eau du Dorfbach et du fossé de l'Innerfeldbach qui longe la zone AUB.

Par ailleurs, suite à la consultation publique du PLU arrêté, les zones humides répertoriées dans le SAGE de la Lauch, approuvé après l'arrêt du PLU ont été ajoutées aux éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme. Il s'agit d'une zone humide moins prioritaire, ordinaire donc, qui s'étend autour d'un fossé localisé en zone agricole, entre le Dorfbach et la RD 15.

Les incidences du projet sur les zones humides sont faibles.

Périmètres d'inventaires et de protection

Le zonage du PLU tient compte des périmètres d'inventaires du patrimoine naturel (ZNIEFF, ZHR) en mettant en place un zonage N sur ces espaces. Une partie de la zone UX, qui couvre des milieux pionniers secs situés sur le terroir Alex concernés par l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol, est incluse dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1 du terroir Alex. Ce site a fait l'objet d'une étude d'impact que le PLU a pris en compte, en reversant d'une part les espaces non concernés par la centrale solaire en zone naturelle (ceux-ci étaient classés en zone urbanisable dans le POS), et en instaurant une protection au titre de l'article L.151-23 du CU des boisements de renaturation réalisés dans le cadre du traitement écologique et paysager du terroir Alex. La zone humide remarquable de l'Entenbad bénéficie quant à elle d'une double protection en zone N et au titre de l'article L.151-23 du CU.

Les incidences du projet sur les périmètres d'inventaires du patrimoine naturel et de sont faibles.

Fonctionnement écologique

Le réservoir de biodiversité d'intérêt régional (délimité par le SRCE, Schéma Régional de Cohérence Ecologique) associé aux ZNIEFF est classé à 92% en zone naturelle. Une faible part du réservoir (7%) est située en zones UE et UX. Dans la première, les espaces impactés sont déjà artificialisés en marge du massif forestier. Dans la seconde, environ 5 ha de milieux pionniers secs seront impactés par l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol. Les incidences de ce projet ont été évaluées dans le cadre de

l'étude d'impact réalisée en 2016. L'impact sur les déplacements de la faune a été jugé faible car les déplacements resteront possibles sur les parties non concernées par le projet, classés en zone naturelle par le PLU. D'autre part le terriil Alex est assez isolé biologiquement par la présence de la RD430 et l'urbanisation de la cité adjacente. A noter que le réservoir de biodiversité délimité par le SCoT de la Région mulhousienne (SCoT intégrateur du SRCE) n'inclut pas la partie située en zone UE. Le PLU est ainsi compatible avec le SCoT. Par ailleurs, les protections mises en place au titre des EBC et de l'article L.151-23 du CU profitent également à la fonctionnalité des continuités écologiques associées à la forêt du Nonnenbruch et à la ripisylve du Dorfbach.

Les incidences du projet sur le fonctionnement écologique sont faibles.

Préservation des paysages et du patrimoine

Le PLU est globalement favorable à la préservation du paysage communal. Le règlement garantit l'adéquation des futures constructions avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages naturels ou urbains ainsi que la conservation des perspectives. Le règlement lié à la zone UC permet de conserver l'identité et les particularités urbaines des cités minières de Feldkirch.

L'étalement urbain est limité et les entrées de ville préservées. Le choix de localisation de la seule zone d'extension AUb n'aura pas d'impact significatif sur le paysage de Feldkirch. Celle-ci s'inscrit en continuité du lotissement de la Roselière et est bordée par des écrans végétaux (boisements de zones humides) qui sont par ailleurs protégés au titre de l'article L.151-23 du CU. Les prescriptions définies dans les OAP en matière de milieux naturels à préserver assurent également le maintien d'une zone tampon végétalisée avec le tissu bâti.

D'autres éléments structurants du paysage sont également protégés au titre de l'article L.151-23 ou des espaces boisés classés en sus d'un classement en zone agricole ou naturelle. Dans un contexte paysager fortement artificialisé par l'agriculture et les activités minières du passé, ces éléments apportant une diversification paysagère sont d'autant plus importants à préserver. Ainsi, la protection du seul véritable verger périvillageois, situé entre la rue des Bois et la rue Basse, permet de préserver la perspective sur le cœur historique du village. Des dispositions réglementaires sont prises de plus pour développer la part consacrée aux espaces verts dans le tissu urbanisé ou à urbaniser.

En zone agricole, le règlement impose une bonne insertion paysagère des bâtiments agricoles.

En ce qui concerne l'urbanisation d'une partie du terriil Alex, la centrale photovoltaïque au sol en cours d'aménagement aura un impact faible sur le paysage communal en raison du maintien des talus et merlons arborés qui bordent le terriil et des caractéristiques propres au projet qui participent à son intégration paysagère, limitant ainsi son impact visuel.

Le projet de PLU est favorable à la préservation d'un cadre paysager de qualité. Les incidences du PLU sont évaluées comme positives sur le paysage et sur le patrimoine.

Transports, déplacements et développement des communications numériques

Le projet contribue au développement des modes de déplacement doux au travers d'un itinéraire cyclable à conserver identifié au plan de zonage et de l'intégration des circulations douces dans les OAP de la zone d'extension AUb. Le projet n'entraîne pas d'étalement urbain qui induirait un allongement excessif des déplacements. Les emplacements de stationnement seront prévus en quantité suffisante et seront adaptés à la nature des constructions. Les OAP précisent les modalités d'accès aux secteurs à urbaniser. A noter que l'évolution démographique entraînera une augmentation du parc automobile, sans avoir d'incidences significatives sur les conditions de circulations.

L'intégration des réseaux de communication dans les opérations d'aménagement est prévue dans les dispositions communes du règlement.

Les incidences du projet sur le transport, les déplacements et les communications numériques sont évaluées positives.

Performances énergétiques

Le développement de la commune entraîne inévitablement une augmentation des besoins et des consommations énergétiques. Toutefois le projet est favorable aux économies d'énergie. Le règlement du PLU se réfère à la réglementation en vigueur en matière de performances énergétiques et environnementales. Il n'apporte aucune contrainte particulière à la mise en place de dispositifs de production d'énergie renouvelables sur l'habitat. Les OAP recommandent l'intégration des facteurs d'ensoleillement naturel pour la disposition et l'orientation des constructions.

De plus, le PLU soutient le renforcement de l'indépendance énergétique des communes de Feldkirch et Ungersheim au travers du classement de zones spécifiquement dédiées à la production d'énergie solaire photovoltaïque (UEm et UX).

Les incidences du projet de PLU sur les performances énergétiques sont positives.

Nuisances, risques naturels et technologiques

Risques naturels

L'ensemble des risques naturels (inondation, mouvement de terrain) est bien pris en compte par le projet de PLU, à la fois dans le plan de zonage (plan des risques annexé) et dans le règlement avec des prescriptions adaptées à la nature des risques. Ainsi, le PLU intègre entre autres des prescriptions assurant la sécurité des biens et personnes pour le lotissement du champ des oiseaux (zone AUb), particulièrement impacté par les phénomènes de remontées de nappe, en interdisant notamment la construction de caves et de sous-sols enterrés ou semi-enterrés.

La petite portion de zone inondable par rupture de digue de la Thur, qui touche le ban communal de Feldkirch, est classée en zone naturelle. Des prescriptions relatives au risque d'inondation par rupture de barrages sont également définies dans le PLU pour les zones concernées.

Le PLU prend également bien en compte les risques de mouvement de terrain liés aux puits et aux terrils. Outre les prescriptions du règlement s'appliquant aux zones concernées, les terrils Alex et Marie-Louise sont reclassés en zone naturelle. Dans le POS, le terril Alex était destiné à l'urbanisation et le terril Marie-Louise faisait partie d'une ZAC à vocation d'activités.

Les incidences du projet en matière de risques naturels sont faibles.

Risques technologiques

Les enjeux en matière de risques technologiques sur le territoire de Feldkirch sont liés au transport de matières dangereuses notamment par gazoduc. Les zones de danger qui en découlent sont reportées en annexe du PLU pour information et prise des mesures adéquates, et rappelées dans le règlement des zones concernées.

Une seule Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) génère un périmètre inconstructible de 100 mètres. Il s'agit de l'exploitation Mislin qui se trouve en retrait par rapport au village. Classés en zone Aa, les bâtiments concernés par le périmètre de réciprocité inconstructible sont identifiés aux plans de zonage.

Le règlement interdit par ailleurs les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage.

Les incidences du projet en matière de risques technologiques sont faibles.

Pollution des sols

En reversant les terrils Alex et Marie-Louise en zone naturelle, le PLU limite les sources de pollution que représentait les terrils pour la nappe phréatique. A noter que ces terrils ont fait l'objet d'opérations de dépollution et de surveillance. Ils sont par ailleurs recensés dans les bases de données des sites et sols susceptibles d'être pollués (BASIAS et BASOL).

Seule la zone UX d'une partie du terril Alex est aménagée pour l'accueil de la centrale photovoltaïque au sol, mais cette activité ne présente pas de risque pour la pollution des sols. Le terril n'est pas sujet au risque d'inondation de la Thur et présente une sensibilité faible aux remontées de nappe, sensibilité prise en compte dans le règlement.

Le règlement prévoit enfin qu'un prétraitement des eaux pluviales (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

Les incidences du projet en matière de pollution des sols sont faibles.

Gestion des déchets

Le projet de PLU ne prévoit pas de modification particulière liée à la gestion des déchets. L'augmentation de la population sera associée à une hausse des volumes produits. Les modalités actuelles de collecte et de traitement des déchets sont compatibles avec l'évolution des volumes à gérer.

Les incidences du projet sur la gestion des déchets sont négligeables.

Nuisances

Le règlement interdit les activités, constructions, agrandissements ou transformations d'établissements susceptibles d'entraîner ou d'augmenter des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation. Cette disposition permet d'envisager l'implantation d'activités économiques, y compris industrielles ou agricoles, dans la mesure où elles ne sont pas source de nuisances pour les habitants.

Concernant les nuisances générées par le bruit des infrastructures routières et ferroviaires qui traverse le ban communal, le PLU prend en compte le souci de réduire les gênes sonores à travers les dispositions générales du règlement rappelant que les constructions aux abords de ces infrastructures sont soumises à des normes d'isolation acoustique spécifiques.

Les incidences du projet en matière d'exposition aux bruits sont négligeables.

Qualité de l'air

Le PLU soutient le développement des modes de déplacement doux aussi bien au niveau du plan de zonage qui identifie un itinéraire cyclable à conserver, qu'au niveau des OAP de la zone AUb qui prescrivent la prolongation de la liaison cyclable en direction de la gare de Bollwiller et l'aménagement de cheminements piétons vers la piste cyclable. Ces dispositions vont dans le sens de l'incitation à une utilisation plus régulière des modes doux pour les déplacements intra-urbains, et donc une réduction relative des émissions polluantes. Le choix d'implantation de la zone d'extension à proximité des équipements structurants du village, ainsi que la mise en place d'une densité minimum de logements à bâtir, participent également à limiter les déplacements sur le territoire.

Néanmoins la hausse de la population entrainera inévitablement une augmentation du trafic routier et du parc automobile et donc des émissions polluantes associées (CO₂, particules, ...). La population projetée (environ 1200 habitants d'ici 2033, soit une centaine de logements/foyers supplémentaires par rapport à 2019) représenterait environ 200 véhicules supplémentaires en comptant 2 véhicules/foyer, et donc des émissions de polluants et de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en partie atténuées par la proximité de la gare et la desserte en pistes cyclables permettant de réduire les trajets domicile-travail.

Par ailleurs, le règlement n'interdit pas les dispositifs de production d'énergies d'origine renouvelables qui contribuent également à la réduction des émissions polluantes. Bien au contraire, les dispositions du PLU prennent en compte le souci de la commune d'atteindre l'indépendance énergétique grâce aux centrales solaires photovoltaïques du territoire, dont l'une est en cours d'aménagement sur le terroir Alex.

Enfin, le PLU encourage la plantation d'espèces végétales non allergisantes (OAP) ; une liste des plantes allergènes à éviter est annexé au PLU.

Les incidences du projet vis-à-vis de la qualité de l'air sont négligeables.

4. EVALUATION DES INCIDENCES SUR NATURA 2000

Le territoire de Feldkirch n'est pas directement concerné par un périmètre Natura 2000. Les plus proches se situent à plus de 6 km du territoire communal.

Sites de la directive "Habitats, faune, flore"	Distance au territoire communal
FR4202004 SITE A CHAUVES-SOURIS DES VOSGES HAUT-RHINOISES	6 km à l'ouest
FR4201813 HARDT NORD	8 km à l'est
FR4201806 COLLINES SOUS-VOSGIENNES	6 km au nord
FR4201810 VALLEE DE LA DOLLER	9 km au sud
Sites de la directive "Oiseaux"	
FR4211808 ZONES AGRICOLES DE LA HARDT	8 km à l'est
FR4211809 FORET DOMANIALE DE LA HARTH	8 km à l'est

De ce fait, seules des incidences indirectes potentielles doivent être étudiées, principalement sous l'angle du fonctionnement écologique.

Ainsi, les espèces de la flore et les habitats qui ont mené à la désignation des ZSC et qui sont présents dans la zone d'étude n'ont pas à être traités dans le cadre de l'évaluation des incidences Natura 2000. En effet, des impacts consécutifs au projet sur un espace boisé Natura 2000 (par exemple) sur le ban de Feldkirch n'auraient aucune conséquence sur l'état de conservation du même habitat, mais à l'intérieur des ZSC, à plusieurs kilomètres de distance.

Il s'agit alors essentiellement de définir si le projet pourrait être à même d'empêcher l'accomplissement du cycle vital de certaines espèces de la faune qui exploitent les sites Natura 2000 proches, et donc d'entraîner une *incidence significative* sur l'état de conservation de certaines populations animales (exemple : rupture de corridor écologique migratoire pour une espèce ayant participé à la désignation des ZSC ou ZPS).

Compte tenu :

- De l'éloignement des périmètres concernées (6 km au plus proche des périmètres des ZSC « Sites à chauve-souris des Vosges haut-rhinoises » et « Collines sous-vosgiennes » ; 8 km des sites Natura 2000 de la Hardt) ;
- Du fait que les milieux impactés par le projet correspondent à 92% à des cultures annuelles, 8% à des espaces déjà artificialisés et 1% à des boisements ne correspondent pas à des habitats d'espèces parmi celles ayant mené à la désignation des périmètres Natura 2000 ;
- Du fait que les milieux susceptibles de correspondre à des habitats d'espèces Natura 2000 sont classés en zone naturelle et ne subiront donc pas d'altérations significatives dans le cadre du projet ;

... il n'existe aucun risque de dégradation de relations d'écologie fonctionnelle vis-à-vis de populations d'espèces inféodées aux périmètres Natura 2000 limitrophes dans le cadre du projet de PLU.

Le projet n'aura aucune incidence significative sur les espèces de l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore ayant mené à la désignation des ZSC limitrophes ni sur les espèces de l'annexe I de la Directive Oiseaux ayant mené à la désignation des ZPS de la Hardt.

5. BILAN ENVIRONNEMENTAL

Synthèse des incidences

Le tableau ci-après synthétise les incidences décrites précédemment, pour chaque compartiment environnemental. Il confronte donc l'ensemble des aspects négatifs du projet aux aspects positifs, qu'ils correspondent à des composantes initiales du projet ou à des évolutions liées à la démarche itérative d'évaluation environnementale.

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
INCIDENCE SUR LES MILIEUX NATURELS ET LEUR FONCTIONNALITES			
Habitats naturels	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 87 % de milieux naturels classés en zone N, 7 % en zone A - 115 ha d'espaces boisés classés (EBC) - 20,6 ha d'espaces identifiés au titre de l'article L.151-23 (protection coulée verte de a ZAC Marie-Louise, roselière et saulaie de l'Entenbad, zones humides ordinaires, boisements de renaturation effectués sur le terriil Alex, bosquets, vergers) - 5 km de linéaires boisés identifiés au titre de l'article L.151-23 (ripisylves, alignement d'arbres en bordure du Baggerloch) - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés en zones A et N - Zonage globalement cohérent avec la préservation du patrimoine naturel remarquable : ZHR classée en zone N, 85% des ZNIEFF de type 1 classés en zone N <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Altération / destruction de 5 ha de milieux particuliers liés à la friche minière du terriil Alex situé en ZNIEFF de type 1 (pelouses sèches pionnières sur substrats minéraux remaniés) mais impacts évalués à l'échelle du projet de parc solaire contrebalancés par des mesures d'évitement, de réduction et de compensation permettant le maintien des espèces justifiant la ZNIEFF et une bonne intégration environnementale du projet. <p>Observation :</p> <p>Bien que le Crapaud vert n'ait pas été observé lors des investigations de terrain effectuées dans le cadre de l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex, les mesures d'accompagnement proposées (maintien d'habitats ouverts et de mares favorables au Crapaud calamite) seront également bénéfiques à cette espèce, qui fait l'objet d'un Plan Régional d'Action indiquant un enjeu fort sur le terriil Alex.</p> <p>En ce qui concerne le secteur AUb, les enjeux liés à la présence du Crapaud vert sont fort peu probables puisque ce site est bien trop éloigné des noyaux de population identifiés sur l'ancien carreau minier Marie-Louise de Feldkirch/Staffelfelden et sur les anciens carreaux miniers Eugène à Wittenheim et Amélie à Wittelsheim. La RD 430 étant également un obstacle fort à la circulation de la faune, une migration du Crapaud vert vers le lotissement du champ des oiseaux est improbable.</p>	Faible à moyenne
Zones humides	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 90 % des zones à dominante humide (hors espaces artificialisés) disposant d'un zonage naturel ou agricole - Protection de la zone humide remarquable et des ripisylves au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme - Évitement et protection au titre de l'article L.151-23 d'une zone humide ordinaire de 0,45 ha au sein de la zone d'extension AUb - Préservation des zones humides répertoriées dans le SAGE de la Lauch au titre de l'article L.151-23 <p>Observation :</p> <p>Présence de zones à dominantes humides non artificialisées en zones UA et UEm mais non concernées par une urbanisation potentielle (boisements humides)</p>	Faible

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Trame Verte & Bleue	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réservoir de biodiversité préservé de l'urbanisation (zone N). - Corridor écologique d'importance nationale situé en zone N. - Corridor écologique d'importance régional situé en zone A - Protection des ripisylves et d'éléments support de TVB au titre de l'article L.151-23 - Clôtures devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune et insectes marcheurs en zone A et N <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une partie du réservoir de biodiversité situé en zone UX dédié au projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex <p>Observation :</p> <p>Les enjeux écologiques identifiés sur le réservoir de biodiversité du Nonnenbruch sont davantage liés aux forêts et milieux aquatiques qui représentent plus de 80% des milieux contenus dans le réservoir. Les milieux ouverts et pionniers présents sur le terriil Alex et dans la zone UX sont minoritaires dans ce réservoir. Les liens d'écologie fonctionnelle avec d'autres sites similaires sont peu probables du fait de l'isolement du terriil et de la fragmentation constituée par la RD430 limitrophe.</p>	Faible
INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE			
Paysage et approche visuelle	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compact, pas d'étalement urbain et choix d'extension cohérent - Protection de 20,6 ha d'éléments naturels et paysagers dont 0,6 ha de vergers périurbains et 5 km de ripisylves et alignement d'arbres - Maintien d'un espace vert tampon entre espaces bâtis et espaces naturels en zone AUb - Requalification paysagère du terriil Alex dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains constructibles - Nouvelles plantations de préférence réalisées à partir d'essences locales (liste annexé au PLU) - Insertion paysagère des nouveaux bâtiments agricoles <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de valeur prescriptive des OAP liées la qualité urbaine, architecturale et paysagère de la zone AUb (recommandations) 	Positive
Patrimoine	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence urbaine maintenue au travers de plusieurs prescriptions encadrant l'architecture et l'aspect des constructions. - Prescriptions favorisant la préservation de l'identité et du caractère des cités minières du village (zone UC) <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - / 	Positive

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS NUMERIQUES			
Transports et déplacements	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimensionnement adapté des voiries, emplacements de stationnement en quantité suffisante - Intégration des circulations douces (OAP) - Identification d'un itinéraire cyclable à conserver <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du trafic routier liée à l'augmentation de la population. 	Positive
Communications numériques	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Raccordement aux réseaux de communication à haut débit pour les constructions nouvelles en zone U à vocation d'habitat et zone AU 	Positive
INCIDENCES EN MATIERE DE RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS			
Risques naturels (inondation, mouvements de terrain)	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du risque d'inondation par rupture de barrage (caves ou sous-sol enterré ou semi-enterré interdits) - Application d'une réglementation spécifique sur les terrains soumis au risque de remontées de nappe (aménagement de caves et sous-sols enterrés réglementé, déblais interdits) - Plan des risques annexé au PLU 	Faible
Risques technologiques	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Occupations et utilisations du sol réglementées en zone UE dans le périmètre soumis au risque de mouvement de terrain lié au puits Alex - Application de prescriptions spécifiques dans les zones de dangers liés à la canalisation de transport de gaz - Plan des risques annexé au PLU - ICPE générant un périmètre inconstructible de 100 m identifiée aux plans de zonage 	Faible
Qualité de l'air	Indirecte / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de modification significative du réseau de voirie, dimensionnement adapté des nouvelles infrastructures. - Maintien d'une trame urbaine compacte. - OAP en faveur des circulations douces (cheminements piétons et cyclables, notamment vers la gare de Bollwiller) - Pas de contrainte à l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables. <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des émissions de CO₂ liée à l'augmentation du nombre de véhicules sur la commune. 	Négligeable
Pollution des sols	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de la pollution ancienne des sols par le zonage établi - Délimitation d'un secteur UBa et inscription de 2 emplacements réservés pour la construction d'une nouvelle station d'épuration et son accès - Prétraitement des eaux pluviales avant rejet le cas échéant selon la nature des aménagements. 	Faible

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Gestion des déchets	Indirecte / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépôts de ferrailles, matériaux divers, déchets et véhicules interdits en zones U à vocation d'habitat, A et N <p>Observation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de modification des modalités de collecte des déchets par le projet de PLU <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du volume de déchets produits liée à l'augmentation de la population. 	Négligeable
Bruit et nuisances	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'extension non située dans un secteur affecté par les voies bruyantes - Interdiction des activités, constructions, agrandissements ou transformations d'établissements susceptibles d'entraîner ou d'augmenter des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation <p>Observation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs routes et voie ferrée concernées par le classement sonore des infrastructures routières bruyantes mais application de la réglementation en vigueur pour l'isolation acoustique des habitations. 	Négligeable
INCIDENCES SUR LES RESSOURCES NATURELLES			
Ressource en eau	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect des règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne - Branchement au réseau collectif d'assainissement et au réseau collecteur des eaux pluviales obligatoire ou à défaut mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Mode séparatif à privilégier. - Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération à favoriser. Rejet dans le réseau conditionné à un zonage différencié mis en place par le SIVOM (zone de non aggravation ou zone de compensation du ruissellement dans le projet de zonage d'assainissement en cours) - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés (zone A et N) - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains constructibles (limitation de l'imperméabilisation des sols) <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la population entraînant une augmentation des besoins en eau potable et donc des prélèvements. - Par conséquent une hausse des rejets domestiques d'eaux usées. 	Négligeable
Energie et climat	Directe – Indirecte / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux secteurs dédiés à l'accueil (UEm) et l'installation de centrales photovoltaïque (UX) - Pas de contrainte à l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables dans l'habitat - Application de la réglementation en vigueur en matière d'isolation thermique. <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des besoins énergétiques. - Augmentation des émissions de gaz à effet de serre. 	Positive

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Consommation d'espace et perte de surfaces agricoles	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compacte, prise en compte du potentiel de dents creuses. - Limitation de l'emprise au sol des constructions - Zone d'extension à vocation d'habitat compatible avec le SCoT. <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation de 6 ha d'espaces agricoles dont 4,7 ha en extension (4% des surfaces agricoles). 	Faible

Le projet de PLU aura inévitablement des incidences négatives. Les plus significatives concernent la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Environ 4,7 ha de cultures sont en effet classés en zone à urbaniser AUB, seule zone d'extension inscrite dans le PLU qui permettra de poursuivre l'aménagement du lotissement du Champ des Oiseaux dans le prolongement de la Roselière. Il s'agit néanmoins d'une zone dont le permis d'aménager a déjà été donné suite à la mise en compatibilité du POS en 2016 et dont l'aménagement est actuellement en cours de travaux.

Les incidences sur les milieux naturels sont essentiellement liées à la perte 5 ha d'habitats ouverts pionniers secs sur le site du terail Alex, désigné en ZNIEFF de type 1, classé en zone UX pour l'implantation de la centrale photovoltaïque au sol. L'étude d'impact a mis en évidence certaines incidences sur la biodiversité, qui ont pu être minimisées grâce à différentes mesures d'intégration du projet destinées à garantir les valeurs biologiques du site ayant justifiées la désignation de la ZNIEFF. Le PLU de Feldkirch a pris en compte le souci de maintien de la valeur de la ZNIEFF du terail Alex, notamment à travers le classement en zone naturelle de la partie du terail Alex non concernée par la nouvelle centrale photovoltaïque, auparavant classée en zone urbanisable dans le POS. Il protège également les plantations effectuées sur le territoire communal, dans le cadre du traitement écologique et paysager du terail Alex, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

D'autres éléments naturels et paysagers sont identifiés et localisés au plan de zonage, au titre de l'article L.151-23, afin d'assurer leur préservation en sus du classement en zone naturelle pour la plupart. Il s'agit des milieux constitutifs de la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, des milieux de la zone humide remarquable de l'Entenbad, des ripisylves des cours d'eau et fossés, d'un alignement d'arbres en bordure de l'étang du Baggerloch, d'un bosquet en zone UE longeant la RD430 et de deux vergers en zone agricole.

Les zones à dominante humide sont presque intégralement classées en zone A et N. Une expertise zone humide a permis d'éviter une zone humide ordinaire de 0,45 ha au sein de la zone d'extension AUB. De plus, suite à l'approbation du SAGE de la Lauch début 2020, le PLU prend également en compte le souci de préservation des zones humides non prioritaires répertoriées à Feldkirch. L'ensemble des zones humides ordinaires font ainsi l'objet d'une protection au titre de l'article L.151-23, les incidences sur les zones humides sont donc très faibles.

Le fonctionnement écologique du territoire est préservé grâce au zonage établi A et N ainsi que la protection des éléments de la TVB au titre de l'article L.151-23 et des Espaces Boisés Classés.

Les incidences sur le cadre paysager, le patrimoine, les déplacements et les communications numériques sont positives.

Concernant les autres thématiques (ressource en eau, risques, nuisances, pollutions...), les incidences sont globalement équilibrées.

Notons enfin les incidences positives du PLU sur l'amélioration des performances énergétiques et l'adaptation au changement climatique. Avec ses deux sites de production d'énergie solaire photovoltaïque (dont une centrale au sol en cours d'aménagement sur le terail Alex), la commune de Feldkirch réussit à atteindre l'objectif d'indépendance énergétique, partagé avec la commune de Ungersheim.

On peut considérer que les incidences négatives du projet (consommation d'espaces naturels et agricoles) sont contrebalancées par les aspects positifs du projet (protection de nombreux éléments naturels, mesures d'intégration environnementales dans les OAP). Ainsi, le projet de PLU n'aura aucune incidence résiduelle significative. Son bilan environnemental est équilibré.

Mise en œuvre de la séquence ERC (Eviter – Réduire – Compenser)

Le tableau suivant précise de quelle manière le projet de PLU met en œuvre la séquence ERC, en distinguant les mesures prises dès la phase d'élaboration du projet et les mesures issues de la démarche itérative d'intégration de l'environnement dans la conception du projet de moindre impact.

Le bilan environnemental étant équilibré la définition de mesures compensatoires n'a pas été nécessaire.

Phase	Thématique	Mesures d'évitement
Conception du projet de PLU	Milieus naturels / TVB	<ul style="list-style-type: none"> - Espaces naturels remarquables (ZNIEFF, ZHR) et ordinaires, éléments de la TVB classés en zone N ou A - Classement de la majeure partie des zones à dominante humide en zone N ou A - évitement d'une zone humide ordinaire dans le secteur d'extension AUb - Reclassement de la partie non concernée par la centrale photovoltaïque du terail Alex en zone naturelle (auparavant en zone urbanisable dans le POS)
	Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compact, pas d'étalement urbain et choix d'extension cohérent - Maintien d'un espace vert tampon entre espaces bâtis et espaces naturels en zone AUb (OAP) - Prescriptions favorisant la préservation de l'identité et du caractère des cités minières (zone UC)
	Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Raccordement obligatoire au réseau d'assainissement ou mise en place d'un dispositif individuel
	Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - Zones d'extension non exposées à des nuisances sonores - Interdiction des activités dont les nuisances seraient incompatibles avec le voisinage des zones habitées
	Transport / déplacements / communications numériques	<ul style="list-style-type: none"> - Dimensionnement adapté des voiries, emplacements de stationnement en quantité suffisante - Intégration des circulations douces (OAP) - Identification d'un itinéraire cyclable à conserver - Raccordement aux réseaux de communication à haut débit pour les constructions nouvelles en zone U à vocation d'habitat et zone AU
Démarche itérative	/	<ul style="list-style-type: none"> - Protection de la zone humide ordinaire située dans la zone AUb au titre de l'article L.151-23 du CU
Phase	Thématique	Mesures de réduction
Conception du projet de PLU	Milieu naturels / TVB	<ul style="list-style-type: none"> - Protection d'éléments naturels : identification au plan de zonage + prescriptions réglementaires au titre de l'article L.151-23 du CU et des EBC - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés en zones A et N
	Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Règlementation de l'implantation, de la volumétrie et de l'aspect extérieur des constructions en zone U - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains

Phase	Thématique	Mesures d'évitement
		<ul style="list-style-type: none"> constructibles - Nouvelles plantations de préférence réalisées à partir d'essences locales (liste annexé au PLU) - Insertion paysagère des nouveaux bâtiments agricoles - Requalification paysagère du terriil Alex dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol
	Consommation d'espace	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du potentiel de densification - Zone d'extension cohérente avec l'enveloppe urbaine actuelle - Application de la densité urbaine imposée par le SCoT - Surface en extension compatible avec le SCoT - Constructibilité limitée de la zone agricole
	Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Emplacement réservé pour la construction d'une nouvelle station d'épuration - Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération à favoriser. Rejet dans le réseau conditionné à un zonage différencié mis en place par le SIVOM (zone de non aggravation ou zone de compensation du ruissellement dans le zonage d'assainissement en cours)
	Energie et climat	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex (zone UX) - Application de la réglementation thermique en vigueur
	Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des risques naturels et technologiques (plan des risques annexé au PLU + règlement des zones concernées)
Démarche itérative	Milieus naturels / paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Ajout d'éléments naturels à protéger au titre de l'article L.151-23 (vergers périverillageois)

Mesures complémentaires proposées

En l'état actuel, le bilan du projet est considéré comme équilibré, la prise en compte ou non des mesures proposées ci-après ne remet pas en cause cet équilibre environnemental. Cependant leur intégration éventuelle permettrait de compléter les éléments positifs du projet.

Mesures complémentaires	
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la protection au titre de l'article L.151-23 de la haie bordant le domaine de la ferme Moyses et la RD44 à l'entrée est du village
Points de vigilance	
OAP	<ul style="list-style-type: none"> - Les recommandations relatives aux espaces verts et aux sensibilités environnementales n'ayant pas de valeur prescriptives, elles pourraient être basculées dans les prescriptions.

6. EVOLUTION DU PLU SUITE A LA CONSULTATION DES PPA ET LA MISE EN ENQUETE PUBLIQUE

Afin de donner suite aux observations émises lors de la consultation des personnes publiques associées et la mise en enquête publique, les modifications suivantes ont été apportées au dossier de PLU :

Thématique	Modifications apportées au PLU arrêté
Biodiversité, TVB, zones humides	<ul style="list-style-type: none"> • Justifications complémentaires concernant la prise en compte des enjeux de préservation du Crapaud vert • Renforcement de la protection des zones humides par la prise en compte des zones humides non prioritaires répertoriées par le SAGE de la Lauch approuvé le 15 janvier 2020 : classement au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme des berges du Bruecklenbach dans le prolongement du Dorfbach), du fossé longeant le chemin rural au lieu-dit Niedermatten et de la zone humide ordinaire située entre le Dorfbach et la RD430 ; modification du règlement (préservation des milieux naturels, interdiction des affouillements et exhaussements du sol...
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> • Justification de l'articulation du PLU avec l'Atlas des Paysages de l'Alsace
Consommation d'espaces	<ul style="list-style-type: none"> • Précisions sur le phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUb • Mention du prélèvement sur les terres agricoles d'une bande de terrain classée en zone N en marge du secteur AUb et de la piste cyclable • Modification des règles relatives à l'emprise au sol des constructions en zone A et en zone N
Ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> • Mention des mesures prises dans le secteur AUb pour garantir l'absence de risque de pollution de la nappe (notamment par l'extension de l'assainissement). • Délimitation d'un secteur UBa pour la construction de la nouvelle station d'épuration et précision sur l'état d'avancement du projet • Précision sur le zonage d'assainissement en cours de révision
Mobilités	<ul style="list-style-type: none"> • Repérage de la piste cyclable existante dans les OAP
Risques	<ul style="list-style-type: none"> • Précision sur la prise en compte des périmètres de réciprocité des ICPE • Rappel des obligations liés au risque sismique en matière de constructions • Prise en compte de la nouvelle carte des risques de retrait-gonflement des sols argileux

Compatibilité avec les documents de rang supérieur	<ul style="list-style-type: none">• Justification de la compatibilité SRADDET / SCoT / SAGE• Complément de justification de la compatibilité avec le SCoT• Compatibilité avec le SAGE de la Lauch approuvé après l'arrêt du PLU
Autres	<ul style="list-style-type: none">• Précision concernant la lecture des cartes du rapport de l'évaluation environnementale (échelles différentes selon les sources des données SIG)

Les évolutions apportés en aval de la phase de consultation publique vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et et des documents de rang supérieur qui s'imposent au PLU. Celles-ci ont notamment permis de réduire les impacts du PLU sur les zones et les milieux humides.

C. ANALYSE DE LA COHERENCE DU PROJET

1. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL ET DES ENJEUX IDENTIFIÉS

Conformément à l'article R.151-1 du Code de l'Urbanisme, l'analyse de l'état initial de l'environnement est une obligation légale dans le cadre de l'évaluation environnementale d'un Plan Local d'Urbanisme.

Le diagnostic présenté dans le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme de Feldkirch a été réalisé entre 2018 et 2019 par l'ADAUHR. Une partie de ce rapport s'attache à présenter le cadre environnemental de la commune (milieu physique, milieux naturels, risques, ...), à partir duquel il met en évidence les enjeux associés à chacune de ces thématiques.

Les éléments principaux du diagnostic en termes d'environnement sont les suivants :

1.1. MILIEU PHYSIQUE

- Le ban communal de Feldkirch s'étend sur 420 ha et présente une topographie globalement plane (légère pente du sud-ouest au nord-est). Les éléments de relief les plus notables sont d'origine artificielle (remblais de routes, de voies ferrées et terrils).
- La commune repose sur un substratum tertiaire recouvert d'une couche de dépôts quaternaire d'origine alluviale et éolienne ;
- La nappe phréatique repose sur des alluvions vosgiennes. Le toit de la nappe est situé à une profondeur qui varie d'une dizaine de mètre à 1 à 2 mètres, voire affleure, au nord-est du ban.
- Plusieurs cours d'eau traversent le ban communal. Tous sont des affluents directs ou indirects de la « Vieille Thur », elle-même affluent de l'Ill. Les plus notables sont le Dorfbach au nord et le Krebsbach au sud du territoire.
- Présence de terrils issus de l'exploitation minière ;
- Présence d'une nappe d'eau souterraine : « «Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace » ».

1.2. MILIEUX NATURELS

- Le ban communal est composé à 35,4 % d'espaces forestiers ou en dynamique naturelle, 33,3 % de territoires agricoles, 31,3 % d'espaces artificialisés ;
- Les ripisylves des cours d'eau offrent des habitats privilégiés pour les oiseaux et les insectes, elles participent également au maintien et à la consolidation des berges ;
- Des zones humides sont présentes aux abords de la voie ferrée Mulhouse-Strasbourg. Des zones humides se forment également en faveur des affaissements miniers ;
- Une zone humide remarquable est présente au nord-est du ban communal : Roselière et Saulaie de de l'Entenbad ;
- Présence de deux ZNIEFF de type 1 : « Terril Alex et landes boisées » qui s'étend à Feldkirch et Ungersheim et « Terril Marie-Louise » qui s'étend du sud des installations photovoltaïques jusqu'au ban communal de Staffelfelden ;
- Les vergers ont nettement reculé mais certains de taille significative existent encore autour du village et au nord de la voie ferrée ;
- La commune compte diverses structures arborées (haies, bosquets, arbres isolés) dont le rôle est à la fois écologique et paysager ;

- Un massif forestier d'une centaine d'hectares est présent au sud du ban communal. Sa composition varie au gré des conditions d'humidité et d'écoulement des eaux de surface ;
- Commune située dans un secteur à enjeux faibles à forts pour le Crapaud vert. L'espèce fait l'objet d'un PRA et est présente sur le terroir Marie-Louise ;
- Présence d'un réservoir de biodiversité d'importance régionale : Forêt du Nonnenbruch et bois de la Thur »
- Commune traversée dans sa partie sud par un corridor d'importance nationale (Hautes-Vosges, vallée de la Thur et forêt de la Hardt) et au nord par un corridor d'importance régionale (corridor de cours d'eau). Le SCoT de la région mulhousienne précise et complète les corridors du SRCE.

1.3. PAYSAGE ET PATRIMOINE

- Une agglomération scindée en deux parties : le village historique au nord présente la surface bâtie la plus importante. Il associe implantation historique le long de la voirie et opérations en retrait.
- Présence de maison et fermes anciennes datant de la période du XVII^{ème} au début du XX^{ème} siècle et d'autres bâtiments historiques (le « petit château », le presbytère) ;
- La seconde partie de l'agglomération est constituée des cités Alex, au sud du village historique. Les parcelles de taille notables sont occupées soit de maisons individuelles ou de maisons accolées ;
- 5 entrées de villes répertoriées : l'entrée dans le village ancien depuis Raedersheim est la mieux préservée ;

1.4. SANTE PUBLIQUE

- Alimentation en eau potable assurée par le SIAEP (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable) d'Ensisheim, Bollwiller et environs. Le puits qui alimente la commune est apte à produire des volumes supplémentaires en eau potable ;
- La commune a connu par le passé plusieurs épisodes de pollution de l'eau potable (pesticides, bactéries, ammonium).
- Gestion des eaux usées par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne. Les eaux usées de Feldkirch sont dirigées vers la station d'épuration de la commune, comme celles de Bollwiller. La station a une capacité suffisante pour absorber le développement des 2 communes.
- La valorisation et l'élimination des déchets est assurée par la communauté d'agglomération m2A.
- Présence de 2 terroirs : terroir Alex et terroir Marie-Louise ;
- 3 sites potentiellement pollués (données BASIAS) : le terroir Alex, l'ancienne usine ECOMIX et l'ancien site de l'entreprise CALER de stockage de métaux ;

1.5. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

- Commune classée en zone de sismicité 3 (risque modéré) ;
- Commune concernée par le PPRI du bassin versant de la Thur : risque faible par rupture de digue. Le règlement du PPRI ne s'applique pas Feldkirch ;
- Présence d'un risque d'inondation par rupture de barrage de Kruth-Wildenstein ;

- Risque d'inondation par rupture des barrages écrêteurs de crue à Feldkirch et Bollwiller ;
- Ebauche d'un PPR « remontée de nappe » dans le bassin potassique ;
- Existence d'un aléa moyen d'effondrement du puits Alex, d'un aléa faible de tassement et glissement superficiel sur le terroir Alex, d'un aléa faible de tassement et moyen de glissement superficiel pour le terroir Marie-Louise ;
- Une ICPE générant un périmètre inconstructible de 100 m : exploitation MISLIN
- Un risque de transport de matières dangereuses par voie routière, ferrée et canalisation (gazoduc).

1.6. HIERARCHISATION DES ENJEUX IDENTIFIES

Tableau 1 : Synthèse des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement

THEMES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	NIVEAU D'ENJEUX
Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Maintien de la biodiversité et préservation du patrimoine naturel ✓ Préservation des continuités écologiques locales 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préserver la richesse et la diversité des milieux, de la faune et de la flore. ✓ Préserver les milieux aquatiques et humides, (ripisylves, zones humides) ✓ Protéger les espaces forestiers ✓ Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels ✓ Poursuivre les opérations de renaturation et la politique de développement durable 	FORT
Pollutions	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Préservation qualité de l'eau ✓ Préservation qualité de l'air et prévention changements climatiques ✓ Gestion durable des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des cours d'eau ✓ Promouvoir les transports en commun et déplacements doux 	FAIBLE
Risques et nuisances	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des biens et des personnes 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en compte les risques d'inondations et de mouvement de terrain (terroirs, puits Alex) ✓ Prendre en compte les risques technologiques (ICPE, transport de matière dangereuse) par rapport à l'urbanisation ✓ Favoriser les activités non nuisantes dans le village. 	MOYEN

THEMES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX	NIVEAU D'ENJEUX
Ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion économe de l'espace ✓ Gestion économe de l'énergie ✓ Préservation des espaces naturels et ruraux 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gestion économe de l'espace en favorisant la densification de l'enveloppe bâtie (mobilisation des dents creuses, limites strictes à l'urbanisation) ✓ Prendre en compte les besoins des agriculteurs, proscrire tout mitage des zones agricoles ✓ Poursuivre l'intégration de toutes les possibilités de recours aux énergies renouvelables et à la réduction de l'empreinte écologique des aménagements, dans le respect du patrimoine existant. 	MOYEN
Cadre de vie et paysages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection des sites et des paysages ✓ Valorisation des entrées de ville et villages ✓ Préservation de la qualité de l'ambiance acoustique 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Conserver les éléments de diversité du paysage ✓ Eviter le développement par extension, le long des voies ✓ Préserver le caractère typique de certains quartiers ✓ Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels 	FORT

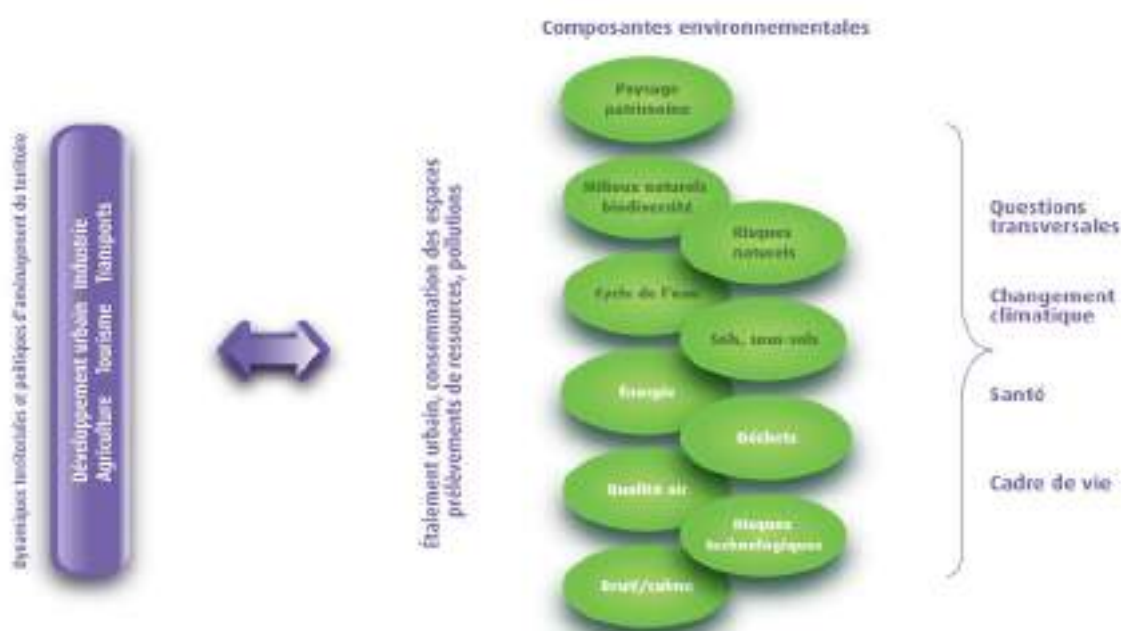
Source : ADAUHR

2. ANALYSE DU DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL AU REGARD DES OBJECTIFS DU GRENELLE

2.1. ANALYSE DU DIAGNOSTIC

La réglementation n'impose pas une liste des thèmes à traiter dans l'état initial. Cependant, il doit permettre de répondre aux exigences de la directive EIPPE (directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, article 5 et annexe 1f) et du code de l'urbanisme (article L.121-1 pré ALUR) portant respectivement sur les champs de l'environnement sur lesquels doit porter l'évaluation environnementale et sur les objectifs des SCOT et des PLU.

Au regard de ces textes et d'après « Le guide de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme » (Dron 2011), les thématiques environnementales constitutives de l'état initial de l'environnement sont les suivantes :



(Source : Dron 2011)

L'état initial de l'environnement, réalisé par l'ADAUHR, traite de l'ensemble des thèmes environnementaux. Il analyse et localise les espaces naturels, les paysages et les éléments patrimoniaux, décrit les richesses et les fragilités, prend en compte les risques présents sur la commune et les contraintes environnementales. Il permet ainsi d'aboutir à une bonne connaissance des enjeux environnementaux.

2.2. PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DU GRENELLE

Le Grenelle de l'environnement comprend plusieurs objectifs en termes d'urbanisme dont les principaux sont les suivants :

- Gestion économe des espaces agricoles, naturels et forestiers
- Préservation de la biodiversité (conservation, remise en bon état des continuités écologiques (trames verte et bleues)

- Prise en compte des risques majeurs
- Lutte contre le changement climatique, réduction des gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie
- Amélioration de la performance énergétique des bâtiments
- Réduction des obligations de déplacement par une meilleure corrélation entre urbanisme et transports collectifs
- Développement des communications numériques

Le projet de PLU de Feldkirch prend en compte les objectifs du Grenelle, notamment en ce qui concerne la gestion économe des espaces agricoles, naturels et forestiers à travers la limitation de l'étalement urbain, l'étude du potentiel de densification, la prise en compte des déplacements doux (OAP), la préservation des espaces agricoles et forestiers (zonage et règlement), la protection des espaces naturels et paysagers (zonage et règlement), la préservation de la trame verte et bleue (zonage et règlement). Par ailleurs le règlement favorise l'amélioration de la performance énergétique des constructions, la mise en place de dispositifs de production d'énergies à partir de sources renouvelables et le développement des communications numériques.

3. ANALYSE DU PADD

« Le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Les orientations générales du PADD de Feldkirch sont structurées en 5 axes, déclinés en diverses actions pour le territoire. Ces axes sont décrits ci-après et analysés au regard des enjeux environnementaux globaux, ainsi que vis-à-vis du règlement et des OAP.

3.1. ORIENTATIONS GENERALES CONCERNANT LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Les grands objectifs de cet axe résident en la protection et la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, et en la valorisation de l'activité agricole sur les zones allouées à l'agriculture.

Développement de l'espace rural

- Freiner l'étalement urbain le long des grands axes de communication ;
- Reverser en zone agricole plus de 5 ha autrefois classés en réserves foncières.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Délimitation d'une zone agricole d'une superficie totale de près de 148 ha dont un sous-secteur Ac inconstructible (auparavant réserve foncière du POS)	/	Consommation d'espace

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Préservation des espaces affectés aux activités agricoles

- Rendre la zone agricole inconstructible sauf pour des besoins avérés des exploitations existantes.
- Encourager le développement de l'agriculture raisonnée et bio.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Délimitation en zone A de sous-secteurs Aa et Ab destinés aux besoins des exploitations agricoles locales et réglementations spécifiques associées - Délimitation d'un secteur UAb destiné au développement d'une exploitation existante	/	Consommation d'espace

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.** A noter que le PLU n'a pas de réel levier d'action pour encourager certaines pratiques agricoles, dont l'agriculture raisonnée ou biologique. Cependant le PLU de Feldkirch fait le choix de soutenir l'agriculture biologique en inscrivant un secteur UAb destiné à la poursuite du développement d'une exploitation existante tournée vers l'agriculture biologique.

Préservation des espaces forestiers

- Protéger les massifs forestiers par un classement au titre du Code de l'Urbanisme, d'où une interdiction de défrichement, impliquant l'impossibilité de construire à la place des boisements.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Classement des massifs forestiers en zone naturelle doublé d'une protection au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme (115 ha d'espaces boisés classés soit 27% du ban communal) - Défrichement au sein des EBC interdits - Coupes et abatages d'arbres dans les EBC soumis à autorisation préalable	/	Préservation des milieux naturels

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Protection des espaces naturels et des paysages

- Classer en zone naturelle protégée des espaces remarquables du point de vue écologique, dont les forêts, les zones humides, les sites des étangs, le terril Marie-Louise et la partie du terril Alex non concernée par la centrale photovoltaïque ;
- Conditionner les possibilités de constructions agricoles à des prescriptions générales en matière d'insertion paysagère ;
- Développer, dans certains cas, l'existant dans une logique de compacité ;
- Classer des ripisylves au titre du Code de l'Urbanisme.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Classement des espaces naturels remarquables en zone naturelle - Protection de 20,6 ha d'espaces naturels et paysagers et 5 km de linéaire végétalisés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme (boisements, prairies, vergers, zones humides, ripisylves) - Règlementation de l'insertion paysagère des bâtiments agricoles (article 11 zone A) 	OAP secteur AUb : prescriptions milieux naturels (préservation de la ripisylve attenante, maintien d'un espace tampon avec la zone humide remarquable, évitement d'une zone humide ordinaire)	Préservation des milieux naturels et des paysages

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Gestion du cycle de l'eau

- Veiller à la qualité de la ressource en eau, limiter les pollutions de surface, avec une attention particulière en zone d'activités économiques ;
- Interdire la création de nouveaux plans d'eau ;
- Poursuivre le projet de renouvellement de la station d'épuration et se donner les moyens de son déplacement.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Recul de 6 mètres des constructions par rapport aux berges des cours d'eau et fossés - Équipements liés aux étangs circonscrits en secteurs Na - Respect des règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne - Branchement sur le réseau collectif d'assainissement obligatoire ou mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes - Gestion séparée des eaux usées et pluviales pour les nouveaux projets - Zones U classé en zone de non aggravation du ruissellement (zonage d'assainissement en cours) - Zone AUb classée en zone de compensation du ruissellement (zonage d'assainissement en cours) - Gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites privilégiée - Prétraitement des eaux pluviales avant rejet le cas échéant - Emplacement réservés pour la construction d'une nouvelle station d'épuration - Délimitation de 2 secteurs UBa pour l'implantation de la nouvelle station d'épuration et de sa voie d'accès. 	OAP secteur AUb : recommandations en faveur de la limitation de l'imperméabilisation des sols	Ressource en eau

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Préservation et remise en état des continuités écologiques

- Protéger les éléments susceptibles d'être un maillon d'un corridor écologique : ripisylves, milieux humides tels que les étangs, boisements et prairies du terriil Alex, etc... ;
- Maintenir les réservoirs de biodiversité sur les périmètres effectifs ;
- Poursuivre le reboisement et la renaturation du terriil Alex, sur la surface non utilisée par la centre photovoltaïque en cours d'aménagement ;

- Renforcer la protection de l'Entenbad ;
- Prévoir des zones tampons entre des espaces bâtis ou à bâtir et les espaces agricoles ou naturels ;
- Imposer des plantations dans les programmes de construction en zone urbaine ;
- Préserver la proportion d'espaces verts et ainsi la biodiversité dans les cités Alex, à proximité de la forêt.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Classement des espaces naturels remarquables / réservoirs de biodiversité en zone naturelle - Protection de 20,6 ha d'espaces naturels et paysagers et 5 km de linéaires végétalisés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme (boisements, prairies, vergers, zones humides, ripisylves) - Secteur concerné par les opérations de renaturation du terroir classé en zone N et protégé au titre de l'art. L.151-23 - Zone humide remarquable de l'Entenbad et zone humide ordinaire attenante classées en zone N et protégées au titre de l'art. L.151-23 - Zones humides répertoriées par le SAGE de la Lauch approuvé le 15 janvier 2020 ajoutées aux éléments protégés au titre de l'art. L.151-23 	OAP secteur AUB : prescriptions milieux naturels (préservation de la ripisylve attenante, maintien d'un espace tampon avec la zone humide remarquable, évitement d'une zone humide ordinaire). Recommandations en matière d'espaces verts à planter.	Préservation des milieux naturels et de la trame verte et bleue

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

Réseaux d'énergie

- Poursuivre l'objectif d'indépendance énergétique, en lien avec Ungersheim et en cohérence avec la politique de la communauté d'agglomération ;
- Poursuivre l'évolution vers des formes d'habitat plus denses, plus adaptées aux économies d'énergie ;
- Permettre la mise en place d'installations en lien avec les énergies renouvelables du type dispositifs solaires, photovoltaïques ou thermiques ou tout autre dispositif du même type.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Zone UEm accueillant une centrale photovoltaïque sur le site de l'ancien carreau minier Marie-Louise - Zone UX affecté à l'implantation d'une centrale photovoltaïque au nord du terroir Alex - Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales (respect de la réglementation thermique en vigueur) - Dispositifs solaires photovoltaïques et thermiques autorisés en zone UA, UB et AU) 	OAP secteur AUB : recommandations en faveur de la mise en œuvre de constructions passives ou à énergie positive, l'utilisation d'éco-matériaux et l'intégration des apports solaires dans l'orientation des constructions.	Performances énergétiques

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

3.2. ORIENTATIONS GENERALES CONCERNANT L'HABITAT

La diversification des types de logements est à promouvoir et inciter, tout en respectant les spécificités historiques du village et en conservant sa typicité.

Sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti

- Différencier les règles de constructions selon l'âge et la morphologie des quartiers (centre ancien / quartiers plus récents ou futurs / cités minières) ;
- Développer harmonieusement les cités minières.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Zonage UA (noyau villageois ancien), zone UB (extensions d'habitat pavillonnaire), zone UC (cités minières) et règles spécifiques associés	/	Paysages et patrimoine

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat

- Offrir des terrains pour les constructions à usage d'habitat, individuel, intermédiaire et collectif ;
- Choisir en priorité les sites susceptibles de bénéficier à des habitats, dont les jeunes du village ;
- Conforter le village, au nord, en termes de développement, par rapport à l'entité minière, afin de renforcer sa polarité et profiter des services existants dont l'école ;
- Poursuivre le renforcement du cœur du village notamment en matière de projets d'intérêt collectif ;
- Privilégier, en termes de développement urbain, la finalisation des projets autour du quartier de la roselière ;
- Adapter des règles de construction aux risques de remontée de nappe et à l'architecture générale de chaque quartier ;
- Anticiper la localisation des sites d'extension à très long terme.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Urbanisation du secteur AUb dans le prolongement du lotissement de la Roselière et à proximité des équipements structurants (en cours d'aménagement suite à la mise en compatibilité du POS pour déclaration de projet en 2016) - Prise en compte des risques de remontée de nappe dans le règlement de chaque zone - Délimitation d'une zone agricole inconstructible pour ménager des possibilités d'extension urbaine à très long terme	- OAP secteur AUb : prescriptions en matière d'habitat	Consommation d'espace

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Consolidation de la mixité sociale dans l'habitat

- Favoriser la diversification de l'offre en logement : individuel et collectif, accession et location (primo-accédants), tailles variées de logements,... ;
- Imposer des espaces collectifs dans les programmes de lotissements ou de groupements d'habitations.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
---------------------	--	----------------------------------

<ul style="list-style-type: none"> - Mixité urbaine et des fonctions encouragée par le règlement - Urbanisation d'un secteur AUB offrant des possibilités variées de types d'habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - OAP secteur AUB : prescriptions en matière de densité et de types d'habitat 	Consommation d'espace
--	---	-----------------------

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

3.3. ORIENTATIONS GENERALES CONCERNANT LES LOISIRS, LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Le niveau des équipements et activités économiques devrait être maintenu, voire amélioré et développé en fonction de l'évolution de la population. La mixité, sans nuisances avec les zones d'habitats, est à promouvoir.

Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités économiques

- Permettre le maintien d'activités économiques (artisanat, commerces, services), de faible nuisance, dans le tissu existant ;
- Encourager la pérennisation et le développement des activités existantes, notamment liées à l'agriculture, sur des sites affectés à cet effet ;
- Conforter la zone consacrée aux activités économiques au bord de la RD 429 ;
- S'appuyer sur le développement en cours pour limiter les surfaces affectées aux activités, à l'existant.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Délimitation d'une zone UE destinée à l'accueil d'activités artisanales, industrielles, commerciales, de services et de bureaux - Secteurs UEa et UEm destinés au développement d'entreprises existantes, mais dont la nature des activités justifie des règles différenciées, et un secteur UEm qui recouvre une partie de l'ancien site minier du carreau Marie-Louise, et qui accueille actuellement une centrale photovoltaïque (sur bâtiments d'activités). - Zone UX affecté à l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol. - Règles d'usage des sols, de desserte et d'implantation permettant le développement des activités économiques 	/	Consommation d'espace
<ul style="list-style-type: none"> - Espaces agricoles classés en zone A dont la constructibilité est fortement limitée - Secteurs Aa dédiés aux besoins de la profession agricole et aux activités existantes 	/	Préservation des ressources naturelles

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités sportives ou culturelles

- Maintenir et mettre à niveau les équipements existants en s'adaptant à l'évolution de la demande, notamment pour les jeunes ;
- Ne pas geler d'emplacements pour la création de nouveaux équipements tant que leur réalisation effective n'est pas réaliste ou nécessaire.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Zone US comprenant les équipements publics, de sports et de loisirs existants et règlement associé permettant le déploiement des équipements sur ce site	/	Consommation d'espace

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'équipements commerciaux

- Favoriser le maintien du commerce de proximité, tout en évitant le développement des pollutions, nuisances ou dangers.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Zones U mixtes autorisant des activités n'aggravant pas des risques ou ne présentant pas de nuisances pour l'environnement urbain.	/	Pollutions et nuisances

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

Equilibre entre emploi et habitat

- Permettre un développement de l'activité économique, dans le tissu existant pour les activités non nuisantes, et veiller à un équilibre entre une éventuelle croissance de population (ouverture de lotissement) et une offre commerciale / de services correspondante (pour atténuer les flux automobiles supplémentaires).

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Zones U mixtes autorisant des activités n'aggravant pas des risques ou ne présentant pas de nuisances pour l'environnement urbain.	/	/

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

Développement des communications numériques

- Veiller, en accord et aux côtés de tous les acteurs concernés, à améliorer / généraliser la situation existante ;
- Localiser les extensions urbaines futures en fonction de leur raccordement aisé aux réseaux ;
- Prévoir la mise en place de gaines d'attente dans les aménagements publics ou privés afin d'anticiper et/ou faciliter la mise en œuvre du raccordement en fibre optique de chaque logement (politique régionale).

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
- Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques (article 5)	/	Communication numériques

→ *Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.*

3.4. ORIENTATIONS GENERALES CONCERNANT LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS

Des considérations en matière de modes de déplacements de l'avenir doivent guider les choix d'aménagement. Les dangers et nuisances liées à la croissance de la circulation automobiles sont également des éléments décisifs.

Maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile

- Encourager les modes de transport alternatifs et leur utilisation, et favoriser les déplacements doux des habitants ;
- Limiter les déplacements automobiles à l'intérieur du village (localisation des zones urbanisables, incitation aux déplacements piétons ou cyclistes,...).

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Règlement : aménagements liés à la mise en place de cheminements piétonniers et itinéraires cyclables admis - Zonage : identification d'un itinéraire cyclable à conserver 	<ul style="list-style-type: none"> - OAP secteur Aub : prescriptions circulations douces 	Transports et déplacements

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Satisfaction des besoins présents et futurs en matière de déplacements

- Poursuivre le développement des chemins piétonniers ou cyclistes ;
- Porter une attention particulière aux places de stationnement des programmes de construction ;
- Prévoir un accès piéton et cycliste à la gare de Bollwiller ;
- Reprendre un schéma de principe de dessertes des sites urbanisables ;
- Prévoir une mesure d'aire de stationnement adjacente à la voie publique dans des quartiers récents ;
- Prévoir des normes de stationnement intégrant les vélos en cas de réalisation d'habitat collectif.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Règlement : aménagements liés à la mise en place de cheminements piétonniers et itinéraires cyclables admis - Zonage : identification d'un itinéraire cyclable à conserver - Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement des véhicules dont cycles (article 12) 	<ul style="list-style-type: none"> - OAP secteur Aub : prescriptions réseau viaire, circulations douces et stationnement 	Transports et déplacements

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

3.5. ORIENTATIONS GENERALES CONCERNANT LA MAITRISE DES RISQUES

La circulation automobile et certaines pratiques agricoles sont les principales sources de dangers/pollutions à prendre en compte dans la commune. Les forêts et les ressources en eau, milieux les plus susceptibles de subir des pollutions ou atteintes, sont à préserver au maximum.

Réduction des nuisances sonores et risques

- Gérer les nuisances sonores et dangers liés aux déplacements automobiles, notamment par une organisation du trafic prévue à l'amont de l'urbanisation (schéma de principe de desserte) ;
- Réduire les nuisances sonores dans la zone d'activités, interdire les nuisances sonores nocturnes ;
- Prévoir un recul des constructions par rapport à la RD 429.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Règlement de la zone UE (installations et constructions présentant un danger grave pour la sécurité ou la santé publique interdites) - Règles d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques 	OAP secteur AUb : prescriptions trame viaire et circulations douces	Prévention des risques et des nuisances

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Prévention des risques naturels prévisibles

- Prendre en compte les risques de remontées de nappe ;
- Adapter les capacités d'épuration.

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des risques de remontées de nappe (articles 1 et 2 du règlement) - Annexe plan des risques - Délimitation d'un secteur UAa (terrain d'accueil de la station d'épuration existante) et emplacement réservé pour la construction d'une nouvelle station d'épuration - Délimitation de 2 secteurs UBa pour l'implantation de la nouvelle station d'épuration et de sa voie d'accès. 	OAP secteur AUb : prescriptions risques (prise en compte du risque remontée de nappe et des zones de danger du gazoduc)	Prévention des risques et des nuisances

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

Prévention des risques technologiques

- Interdire l'installation d'entreprises susceptibles de générer un risque incompatible avec les zones habitées et l'environnement ;
- Prendre en compte les risques de :
 - Rupture de digue de la Thur ;
 - Rupture des barrages écrêteurs de crues ;
 - Mouvements de terrain, liées à l'activité minière (puits, terrils).

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des zones de dangers liée à la canalisation de transport de gaz (articles 1 et 2 du règlement) - Aménagement de sous-sol enterré / semi-enterré ou de cave interdit dans les zones inondables par rupture de barrage - Classement des terrils en zone naturelle (auparavant en constructible dans le POS) - Annexe plan des risques 	OAP secteur AUb : prescriptions risques (prise en compte du risque remontée de nappe et des zones de danger du gazoduc)	Prévention des risques et des nuisances

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.****Prévention des pollutions et des nuisances**

- Interdire les dépôts, stockages, rejets dans les milieux naturels ;
- Interdire les activités gênantes incompatibles avec le voisinage ;
- Prévenir la pollution ou la dégradation des milieux, notamment en zone d'activités économiques, y compris pour les installations existantes ;
- Respecter une zone tampon entre les constructions futures et les lisières d'espaces naturels ;
- Assurer un contrôle strict sur les activités susceptibles d'impacter l'environnement (proximité de la nappe, zones en ZNIEFF,...).

Zonage et règlement	Orientations d'Aménagement et de Programmation	Enjeux environnementaux associés
<ul style="list-style-type: none"> - Règlement : articles 1 zone U à vocation d'habitat, A et N ; article 11 zone UE - Protection au titre de l'article L.151-23 des milieux naturels d'intérêt du carreau Marie-Louise et renaturations effectuées sur le terail Alex 	OAP secteur AUb : préservation de la ripisylve en bordure du lotissement, maintien d'une zone tampon entre espaces bâtis et espaces naturels et évitement d'une zone humide ordinaire	Prévention des risques et des nuisances

→ **Concordance entre les enjeux environnementaux, le PADD et les pièces constitutives du PLU.**

4. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE L'EIE DANS LE PROJET DU PLU

Le tableau suivant présente les principaux enjeux mis en évidence dans l'Etat Initial de l'Environnement et la manière dont ils sont pris en compte dans le projet de PLU.

Enjeux identifiés	Prise en compte dans le projet de PLU
Milieux naturels	
Préserver la richesse et la diversité des milieux, de la faune et de la flore.	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation des milieux naturels remarquables (ZNIEFF, ZHR) par un classement en zone naturelle - Protection d'éléments naturels au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et L.113-1 (Espaces boisés classés) - Zone d'activité UX située dans la ZNIEFF de type 1 du terail Alex
Préserver les milieux aquatiques et humides, (ripisylves, zones humides)	<ul style="list-style-type: none"> - Préservation de la zone humide de l'Entenbad en zone N et L.151-23 - Protection des ripisylves au titre de l'article L.151-23 - Évitement d'une zone humide ordinaire en limite de zone AUb (OAP), classement en zone N et protection au titre de l'article L.151-23 - Protection des zones humides répertoriées au SAGE de la Lauch approuvé le 15 janvier 2020 au titre de l'article L.151-23
Protéger les espaces forestiers	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des massifs forestiers par un double classement en zone naturelle et comme espaces boisés classés (articles L.113-1 et L113-2 du CU)
Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une zone tampon entre la zone d'extension AUb et la zone humide remarquable (OAP)
Poursuivre les opérations de renaturation	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des espaces renaturés du terail Alex au titre de l'article L.151-23 du CU

Cadre de vie et paysage	
Conserver les éléments de diversité du paysage	- Protection d'éléments paysagers au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme
Eviter le développement par extension, le long des voies	- Règles d'implantation, de desserte et de volumétrie des constructions
Préserver le caractère typique de certains quartiers	- Prise en compte de l'identité et des qualités architecturales des quartiers par le zonage établi - Préservation du caractère des cités minières (zone UC)
Prévoir des zones tampons entre les habitations et les milieux naturels	- Maintien d'une zone tampon entre la zone d'extension AUb et la zone humide remarquable (OAP)
Ressources naturelles	
Gestion économe de l'espace en favorisant la densification de l'enveloppe bâtie (mobilisation des dents creuses, limites strictes à l'urbanisation)	- Prise en compte du potentiel de densification des zones U
	- Urbanisation de la zone AUb (consommation d'espaces agricoles)
Prendre en compte les besoins des agriculteurs, proscrire tout mitage des zones agricoles	- Délimitation de sous-secteurs Aa et Ab destinés aux besoins des exploitations agricoles locales et règles spécifiques associées
Poursuivre l'intégration de toutes les possibilités de recours aux énergies renouvelables et à la réduction de l'empreinte écologique des aménagements, dans le respect du patrimoine existant.	- Zones UEm et UX dédiées à la production d'énergie renouvelable (centrale photovoltaïque) - Règles en faveur de l'installation des dispositifs individuels de production d'énergie renouvelable - Recommandations en faveur de la mise en œuvre de constructions passives ou à énergie positive, l'utilisation d'éco-matériau et l'intégration des apports solaires dans l'orientation des constructions (OAP).
Pollutions	
Protection des cours d'eau	- Marge de recul de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau en zones A et N - Création d'un secteur UBa et inscription de 2 emplacements réservés pour la construction de la nouvelle station d'épuration et son accès
Promouvoir les transports en commun et déplacements doux	- Intégration des circulations douces (OAP) - Identification d'un itinéraire cyclable à conserver au plan de zonage
Risques	
Prendre en compte les risques naturels	- Prise en compte des risques d'inondations, remontées de nappe et mouvement de terrain liés aux terrils et puits miniers (articles 1 et 2 du règlement) - Annexe plan des risques
Prendre en compte les risques technologiques (ICPE, transport de matière dangereuse) par rapport à l'urbanisation	- Prise en compte des zones de dangers liée à la canalisation de transport de gaz (articles 1 et 2 du règlement) - Identification de l'ICPE (zone Aa) au plan de zonage - Aménagement de cave ou sous-sol enterré/semi-enterré ou interdit dans les zones inondables par rupture de barrage - Classement des terrils en zone naturelle (auparavant en zone constructible dans le POS) - Annexe plan des risques
Favoriser les activités non nuisantes dans le village	- Mixité fonctionnelle des zones U encouragée à condition que les activités n'entraînent pas de nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation

Point positif / Point de vigilance

La cohérence entre les différentes pièces du PLU est bonne. L'ensemble des orientations affichées dans le PADD sont retranscrites dans les autres pièces du PLU.

Par ailleurs, le projet de PLU prend bien en compte les principaux enjeux identifiés par le diagnostic environnemental réalisé sur le territoire. Ainsi, on constate l'intégration de la majorité des enjeux liés aux milieux naturels, au paysage et au patrimoine bâti mais aussi aux questions de santé publique et de prise en compte des risques naturels et technologiques dans les orientations développées dans le PADD. Ces orientations sont ensuite traduites dans les différentes pièces du PLU (règlement, zonage, OAP).

Seule l'urbanisation de la zone UX à des fins de production d'énergie renouvelable et du secteur AUb à vocation d'habitat serait susceptible d'induire des incidences sur les enjeux de préservation des milieux naturels et de gestion économe de l'espace. A noter que l'aménagement de la zone UX et du secteur AUb est actuellement en cours et que le PLU régularise la situation actuelle en intégrant les projets pour lesquels les permis d'aménager ont déjà été accordés dans le cadre du POS ou du RNU.

L'analyse des outils réglementaires (règlement écrit, zonage, OAP) élaborés par la collectivité permettra de justifier plus précisément la bonne prise en compte ou non des enjeux environnementaux et les incidences du projet sur l'environnement.

5. ANALYSE DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les OAP offrent la possibilité de définir de manière précise des dispositions en matière de préservation de l'environnement, ainsi que des mesures de réduction voire de compensation des incidences. Elles peuvent en effet « *définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de ville et le patrimoine, ...* ».

L'analyse des OAP consiste à évaluer que celles-ci prennent en compte les enjeux environnementaux établis lors du diagnostic ainsi que les orientations du PADD.

Le projet de PLU intègre une seule OAP pour la zone AUb destinée à l'aménagement du lotissement du « champ des oiseaux ».

Un tableau d'analyse des incidences présente les enjeux identifiés au niveau de l'OAP et la manière dont ils sont pris en compte.

5.1. OAP 1 : SECTEUR DU LOTISSEMENT « CHAMP DES OISEAUX »

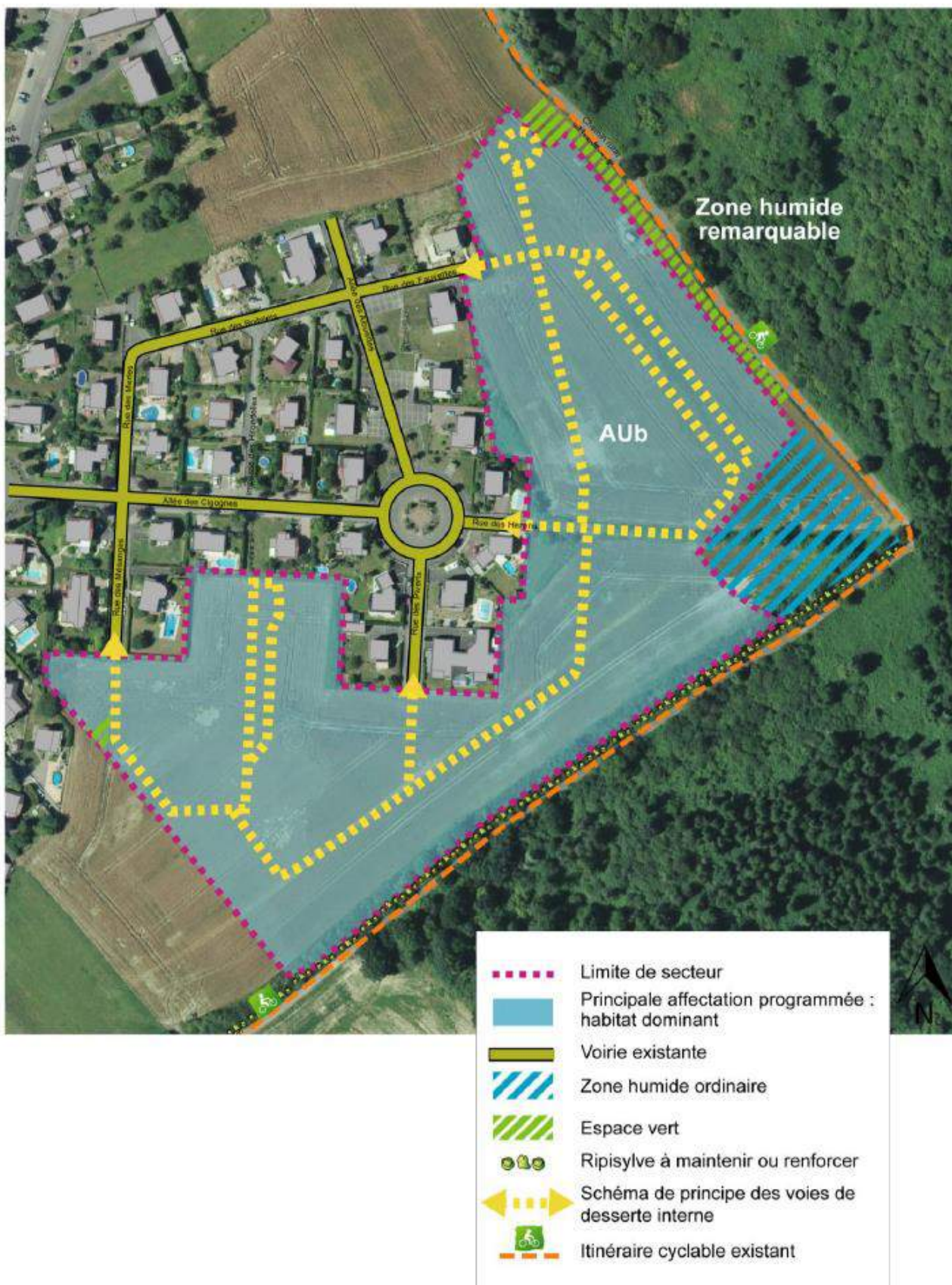
Cette unique OAP du projet de PLU concerne la zone d'extension AUb du futur lotissement « champ des oiseaux ». Elle se situe à l'est du village, dans le prolongement du lotissement de la Roselière construit dans les années 1990-2000. Sa superficie est d'environ 5 ha.

En vert : les prescriptions

En bleu : les recommandations

Thématique	Enjeux	Incidences	
Milieux naturels	Préservation de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Exclure du périmètre du lotissement la ripisylve du ruisseau, la zone tampon végétalisée et la zone humide ordinaire. - Privilégier les espaces verts privatifs en limite de zone. 	Positive

Espaces verts	Intégrer des zones vertes	<ul style="list-style-type: none"> - Prévoir un programme de plantations, en accompagnement de certaines voies ; - Privilégier les essences locales fruitières ou feuillues dans les aménagements paysagers. 	Positive
Paysage	Intégration paysagère du nouveau quartier	<ul style="list-style-type: none"> - Les aires de stationnement publiques feront l'objet d'un aménagement paysager de qualité, et les parkings seront plantés d'arbres ; - Les espaces extérieurs aménagés, clôtures, devront s'intégrer dans une cohérence d'ensemble paysagère et une harmonie visuelle ; - Garantir l'homogénéité du front urbanisé. 	Positive
Echéancier	Gestion de la phase d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement à réaliser de manière progressive, sauf pour les voiries qui pourront être aménagées simultanément sur tout le secteur AUb ; - Le phasage se fera par la mise en vente des terrains communaux, le développement sera donc maîtrisé en fonction des besoins et capacités des équipements. Quoiqu'il en soit, la phase 2 du lotissement ne pourra pas être urbanisée avant 2025, sauf pour des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. 	Nulle
Ressource en eau	Préservation du cycle de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de l'imperméabilisation des surfaces de terrain et des emplacements de stationnement par des choix de matériaux appropriés. 	Positive
Energie et climat	Gestion économe de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser les constructions passives ou à énergie positive ; - Privilégier l'utilisation d'éco-matériaux ; - Intégration des facteurs d'ensoleillement naturel pour la disposition et l'orientation des constructions. 	Positive
Risques naturels et technologiques	Protection des biens et des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique ; - Remplir les conditions d'urbanisation dans les zones de dangers du gazoduc. - Favoriser les espèces végétales non allergisantes 	Positive
Transports et déplacements	Assurer une bonne liaison du nouveau quartier avec le reste du village Circulation douce	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la desserte interne par un bouclage complet reliant toutes les rues permettant d'accéder au secteur ; - Prévoir des liaisons piétonnes vers la piste cyclable ; - Prolonger la piste cyclable en direction de la gare de Bollwiller. 	Positive
Stationnement	Gestion économe de l'espace	<ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation d'une partie des aires de stationnement ; 	Positive
Mixité urbaine et densité en logements	Compatibilité avec le SCoT	<ul style="list-style-type: none"> - Variété de types d'habitat : individuel, intermédiaire, collectif - Densité minimale de 25 logements / ha 	Nulle



5.2. CONCLUSION

Les OAP prennent bien en compte les enjeux environnementaux. Elles définissent des prescriptions et des recommandations qui garantissent à la zone à urbaniser un aménagement de qualité, permettant de minimiser les incidences sur l'environnement.

Le secteur AUb, seule zone à urbaniser du PLU, est en cours d'aménagement pour la création du lotissement du « Champ des oiseaux ». Les études préalables ont permis d'identifier une zone humide ordinaire qui a été exclue du périmètre aménageable. De plus, le maintien d'un espace vert tampon en bordure de la zone humide remarquable de l'Entenbad, ainsi que la préservation de la ripisylve du fossé longeant la zone au sud, participent au renforcement des milieux naturels humides présents dans ce secteur.

Le permis d'aménager intègre également l'aménagement de noues pour la gestion de l'eau pluviale, ainsi qu'un programme de plantation d'espaces verts le long des voiries et des aires de stationnement. L'essentiel de ces principes d'aménagement est repris dans les OAP. D'autres propositions concernant les enjeux d'insertion paysagère du futur quartier, la performance énergétique des constructions ou la réduction de l'imperméabilisation des sols sont formulées dans les recommandations. Or afin d'assurer une bonne cohérence interne du projet et renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers dans le PLU, il serait judicieux de donner une valeur prescriptive à ces recommandations.

Pour les thématiques liées aux déplacements et aux risques, les incidences des OAP sont positives. En termes de densification urbaine, les OAP s'alignent sur le SCoT en fixant une densité minimale de 25 logements par hectare pour l'ensemble du secteur AUb, sur les surfaces à bâtir (hors voiries et espaces collectifs).

6. ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Il existe une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme élaborés par l'État ou des collectivités territoriales, selon des rapports de conformité, de compatibilité ou de prise en compte entre eux. Le PLU doit ainsi être compatible ou prendre en compte les orientations et objectifs des documents de rang supérieur élaborés par l'État ou d'autres collectivités territoriales.

6.1. DOCUMENTS CADRE AVEC UN RAPPORT DE COMPATIBILITE

Bien que non définie juridiquement, la notion de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. Dans ce cas, la norme supérieure se borne à tracer un cadre général, en déterminant, par exemple, des objectifs ou en fixant des limites, mais laisse à l'autorité inférieure le choix des moyens et le pouvoir de décider librement, dans les limites prescrites par la norme.

Le SRADDET du Grand Est

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires est une stratégie à horizon 2050 pour l'aménagement et le développement durable du Grand Est. Adopté le 22 novembre 2019, le SRADDET du Grand Est fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

La Région porte pour ses territoires une ambition en **30 objectifs**, structurée autour de **2 axes stratégiques** :

- Axe 1. Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires
- Axe 2. Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté

Pour déployer dans le temps cette stratégie collective, deux grands horizons de temps sont proposés à 2030 et 2050.

Le fascicule du SRADDET est le document dont la portée prescriptive est la plus forte. Il comporte **30 règles générales** organisées en **5 chapitres thématiques**, contribuant à la réalisation des objectifs.



Les éléments opposables du SRADDET sont :

- Les **objectifs**, figurant dans le rapport et constituant la stratégie, dans un lien de « **prise en compte** », impliquant une obligation de compatibilité avec dérogation possible pour des motifs justifiés. En d'autres termes, selon le Conseil d'État (CE, 9 juin 2004, n°256511), la prise en compte impose de ne pas s'écarter des orientations fondamentales sauf pour un motif tiré de l'intérêt général et dans la mesure où cet intérêt le justifie ;
- Les **règles**, regroupées dans le fascicule, dans un lien de « **compatibilité** », c'est-à-dire que la norme inférieure doit respecter la norme supérieure dans la mesure où elle ne la remet pas en cause. Autrement dit, la norme inférieure peut s'écarter de la norme supérieure à condition que cette différenciation n'aille pas jusqu'à la remise en cause de ses options fondamentales.

Les règles générales doivent être appliquées par les documents et les acteurs ciblés règlementairement par le SRADDET, à savoir :

- les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) et à défaut de SCoT, les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux ou non (PLU(i)) ou les Cartes communales ;
- les Plans de déplacement urbain (PDU) ;
- les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ;
- les chartes de Parcs Naturels Régionaux (PNR) ;
- les acteurs des filières déchets du fait de l'intégration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) dans le SRADDET.

Les documents ciblés gardent leurs propres calendriers de révision et devront être compatibles avec le SRADDET lors de la première révision suivant l'approbation du SRADDET. La compatibilité avec les règles du SRADDET doit être recherchée dans l'ensemble des pièces constituant ces différents documents :

- Prescriptives tels que le DOO des SCoT ; le règlement, les OAP et les zonages de PLU, les mesures des chartes de PNR ;
- Programmatiques comme les plans d'actions des PCAET et des PDU.

Concernant le PLU de Feldkirch, voici la façon dont les règles du SRADDET sont traduites dans le projet :

Tableau 2 : Traduction des règles du SRADDET dans le PLU

REGLES GENERALES DU SRADDET	TRANSCRIPTION DANS LE PROJET DE MODIFICATION DU PLU
Chapitre 1 : Climat, air, énergie	
Règle 1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique	<p>Les dispositions du PLU de Feldkirch n'entravent en aucun cas la mise en œuvre des règles du SRADDET relatives à cette thématique.</p> <p>Le règlement n'apporte aucune contrainte particulière à la mise en place de dispositifs de production d'énergie renouvelables sur l'habitat. Les OAP recommandent la mise en œuvre de constructions passives ou à énergie positive ainsi que l'utilisation des apports solaires pour l'orientation des constructions.</p> <p>Le PLU soutient également le renforcement de l'indépendance énergétique des communes de Feldkirch et Ungersheim au travers du classement de zones spécifiquement dédiées à la production d'énergie solaire photovoltaïque (UEm et UX). Concernant l'amélioration de la qualité de l'air, le PLU soutient le développement des modes de déplacement doux aussi bien au niveau du plan de zonage qui identifie un itinéraire cyclable à conserver, qu'au niveau des OAP de la zone AUb qui prescrivent la prolongation de la liaison cyclable en direction de la gare de Bollwiller et l'aménagement de cheminements piétons vers la piste cyclable.</p>
Règle 2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement, la construction et la rénovation	
Règle 3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant	
Règle 4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises	
Règle 5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération	
Règle 6 : Améliorer la qualité de l'air	
Chapitre 2 : Biodiversité et gestion de l'eau	
Règle 7 : Décliner localement la trame verte et bleue	<p>Les espaces naturels remarquables (ZNIEFF, ZHR) et ordinaires, éléments de la TVB sont classés en zone N ou A. Une majorité de ces éléments naturels sont identifiés au plan de zonage, au titre de l'article L.151-23 ou des espaces Boisés Classés, afin d'assurer leur préservation.</p> <p>Ainsi, le PLU ne porte pas atteinte à la préservation des zones humides, ni à la qualité de l'eau. Il fixe de plus une distance minimale de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés pour toute nouvelle construction.</p> <p>Les prélèvements d'eau induits par l'urbanisation future sont en adéquation avec les capacités de production du forage Ensisheim Hardt. Le PLU prévoit également les conditions pour la construction d'une nouvelle station d'épuration à l'horizon 2023.</p>
Règle 8 : Préserver et restaurer la trame verte et bleue	
Règle 9 : Préserver les zones humides	
Règle 10 : Réduire les pollutions diffuses	
Règle 11 : Réduire les prélèvements d'eau	
Chapitre 3 : Déchets et économie circulaire	
Règle 12 : Favoriser l'économie circulaire	<p>Le PLU ne remet pas en question la gestion des déchets assurée par la communauté d'agglomération M2A.</p>
Règle 13 : Réduire la production de déchets	
Règle 14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets	
Règle 15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage	
Chapitre 4 : Gestion des espaces et urbanisme	
Règle 16 : Sobriété foncière	<p>Concernant la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, le SRADDET est inapplicable dans un PLU comme celui de Feldkirch, puisqu'il n'y a pas eu de consommation d'espaces agricoles pendant la dernière décennie. Un permis d'aménager a été délivré en 2016 pour la création du lotissement du champ des oiseaux et les travaux d'aménagement ont été engagés. Bien qu'inscrit en secteur AUb, à urbaniser, il ne s'agit aucunement d'une ouverture à l'urbanisation mais de la poursuite de l'aménagement du lotissement autorisé.</p>
Règle 17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable	
Règle 18 : Développer l'agriculture urbaine et périurbaine	
Règle 19 : Préserver les zones d'expansion des crues	
Règle 20 : Décliner localement l'armature urbaine	
Règle 21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine	
Règle 22 : Optimiser la production de logements	
Règle 23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes	

Règle 24 : Développer la nature en ville	Concernant la préservation des zones d'expansion des crues, le PLU prend en compte l'ensemble des risques d'inondable présents sur le territoire communal.
Règle 25 : Limiter l'imperméabilisation des sols	
Chapitre 5 : Transports et mobilités	
Règle 26 : Articuler les transports publics localement	La proximité de la gare de Bollwiller est un atout dont le PLU entend tirer parti pour son développement futur (protection d'un itinéraire cyclable existant, prolongation de la piste cyclable jusqu'à la gare).
Règle 27 : Optimiser les pôles d'échanges	
Règle 28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales	
Règle 29 : Intégrer le réseau routier d'intérêt régional	
Règle 30 : Développer la mobilité durable des salariés	

En présence d'un SCoT intégrateur, le PLU n'a pas à être directement compatible avec le SRADET. En effet, le rapport de compatibilité s'applique entre le SRADET et le SCOT et non entre le SRADET et les PLU. Concernant la réduction de la consommation foncière à horizon 2030, le SCOT de la région mulhousienne, approuvé en 2007, autorisait à l'échelle de l'agglomération environ 400 ha d'extension au titre de l'habitat. La révision du SCOT approuvé en 2019 n'en autorise que 200 ha. Il y a donc bien une réduction de la consommation foncière de 50% à l'horizon 2033. Ce principe a également été appliqué aux extensions dédiées à l'activité économique. Ainsi le SCOT anticipe bien l'application du SRADET, tout comme le PLU de Feldkirch dont les dispositions respectent les orientations du SCOT. Force est donc de constater que le PLU de Feldkirch est globalement compatibles avec le SRADET Grand Est. La plupart des règles relatives au climat et à l'énergie, à la biodiversité et la gestion de l'eau, à la gestion des espaces, ainsi qu'aux transports et mobilités sont traduites de manière satisfaisante au sein du règlement et des OAP. A noter que certaines règles, liées aux déchets et à l'économie circulaire notamment, sont sans objet vis-à-vis du présent PLU.

Le SDAGE Rhin Meuse

Feldkirch appartient au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse (SDAGE), approuvé le 30 novembre 2015 par arrêté du Préfet Coordinateur de bassin, qui fixe les grands enjeux d'une gestion de l'eau équilibrée : (Source : AERM, 2015)

- Enjeu 1 : Améliorer la qualité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et à la baignade ;
- Enjeu 2 : Garantir la bonne qualité de toutes les eaux, tant superficielles que souterraines ;
- Enjeu 3 : Retrouver les équilibres écologiques fondamentaux des milieux aquatiques ;
- Enjeu 4 : Encourager une utilisation raisonnable de la ressource en eau sur l'ensemble des bassins du Rhin et de la Meuse ;
- Enjeu 5 : Intégrer les principes de gestion équilibrée de la ressource en eau dans le développement et l'aménagement des territoires ;
- Enjeu 6 : Développer, dans une démarche intégrée à l'échelle des bassins versants du Rhin et de la Meuse, une gestion de l'eau participative, solidaire et transfrontalière.

Au travers des orientations générales du PADD concernant les espaces naturels, agricoles et forestiers, la commune affiche sa volonté d'assurer une gestion durable du cycle de l'eau, en veillant à la qualité de la ressource en eau par la limitation des pollutions de surfaces, notamment dans les zones d'activités économiques, en interdisant la création de nouveaux plans d'eau et en confortant le projet de renouvellement de la station d'épuration existante. Le PLU prévoit de plus une marge de recul par rapport aux berges des cours d'eau de 6 mètres en zone A et en zone N.

Le règlement du PLU impose à toute nouvelle construction le raccordement au réseau public d'eau potable et au réseau collectif d'assainissement ou la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales. Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable.

Les zones U sont classées en zone de non aggravation du ruissellement, la zone AUb est classée en zone de compensation du ruissellement (dans le zonage d'assainissement en cours). La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération est à privilégier. Un prétraitement avant rejet est demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

Le projet est ainsi compatible avec le SDAGE Rhin Meuse. Il n'entre pas en conflit avec le document, ni n'empêche l'atteinte des objectifs fixés, notamment en terme de préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Le SAGE III-Nappe-Rhin

La commune de Feldkirch fait partie du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) III-Nappe Rhin pour tout ou partie de ses eaux superficielles et souterraines. Ce schéma, initialement approuvé en 2005, a fait l'objet d'une révision entrée en vigueur le 1er juin 2015. Les 6 enjeux suivant son identifiés :

- Garantir la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble de la nappe alluviale rhénane d'Alsace ;
- Préserver et restaurer la qualité et la fonctionnalité des écosystèmes aquatiques ;
- Renforcer la protection des zones humides, des espaces écologiques et des milieux aquatiques remarquables ;
- Prendre en compte la gestion des eaux dans les projets d'aménagement et le développement économique ;
- Assurer une cohérence globale entre les objectifs de protection contre les crues et la préservation des zones humides ;
- Limiter les risques dus aux inondations par des mesures préventives, relatives notamment à l'occupation des sols

De la même façon que le projet de PLU est compatible avec le SDAGE, il l'est également avec le SAGE III-Nappe-Rhin, les objectifs poursuivis par ces deux types de documents étant similaires.

Le SAGE de la Lauch

Le SAGE de la lauch a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 janvier 2020. Le périmètre du SAGE s'étend sur 40 communes, pour une superficie de 358 km² et un linéaire de cours d'eau proche de 100 km. Les principaux cours d'eau sont la Lauch, l'Ohmbach, et le Rimbach.

Les objectifs du SAGE sont :

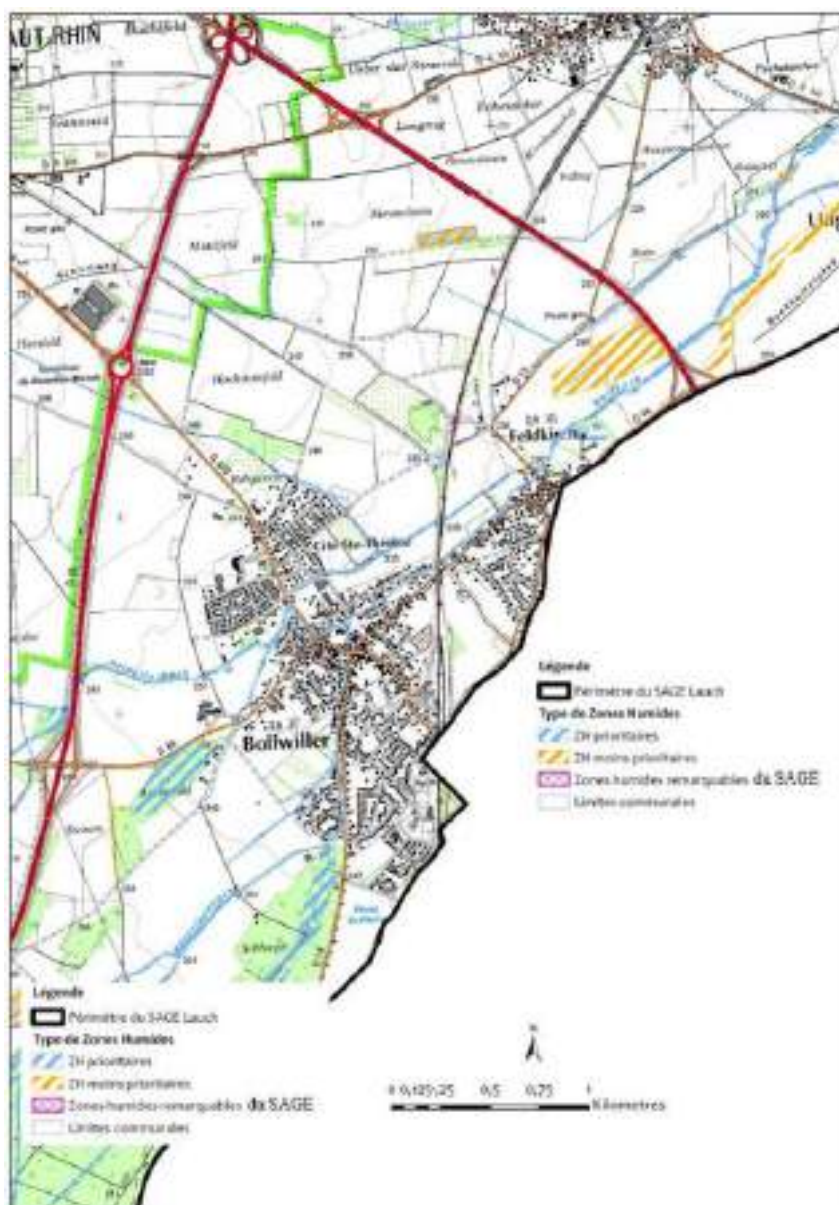
- Mettre à jour et compléter l'inventaire des zones humides remarquables et non remarquables, et préserver les zones humides, avec entre autre la rédaction d'un guide de bonne gestion de ces milieux.
- Restaurer la continuité écologique sur la Lauch et ses principaux affluents, en veillant à la prise en compte des usages existants (conciliation).
- Identifier les fuseaux de mobilité et redynamiser (préservation/restauration) la mobilité latérale des cours d'eau, en veillant à la prise en compte de l'occupation du sol (conciliation).
- Améliorer la biodiversité des milieux aquatiques et humides, et limiter le développement des espèces invasives.
- Préserver les zones inondables et privilégier la protection des biens et des personnes sans générer d'autres problèmes sur la ressource en eau et la biodiversité.
- Concilier la préservation du débit naturel de la Lauch pour les milieux aquatiques en périodes de basses eaux, et la sécurisation durable de l'alimentation en eau potable de la vallée de Guebwiller.
- Lutter contre les pollutions diffuses, préserver la qualité des eaux souterraines sur le piémont vosgien, et reconquérir la qualité des eaux de la Lauch et des eaux souterraines dans le secteur de la plaine, en cohérence avec le SAGE III-Nappe-Rhin.

- Mettre en œuvre l’assainissement des eaux usées sur la tête du bassin versant, et poursuivre l’amélioration de l’assainissement collectif et le traitement des effluents viticoles sur le reste du bassin versant.
- Améliorer le suivi et l’entretien des ouvrages actuels et futurs de collecte et de traitement des eaux pluviales, notamment à proximité de la nappe d’accompagnement de la Lauch, des eaux souterraines du piémont vosgien et des affluents de la Lauch.
- Promouvoir les enjeux du SAGE de la Lauch pour mettre en place une dynamique locale en faveur de la préservation de l’eau et des milieux aquatiques.

Suite à l’approbation du SAGE de la Lauch le 15 janvier 2020, postérieurement à l’arrêt du PLU, celui-ci a pris en compte les zones humides prioritaires et non prioritaires sur le territoire de Feldkirch. A cet effet, une protection des zones humides répertoriées dans le SAGE a été mise en place au titre de l’article L151-23 du code de l’urbanisme.

De plus, les dispositions du PLU n’entravent en aucun cas les autres objectifs visés puisque le document d’urbanisme a été élaboré de manière à être compatible avec le SDAGE Rhin Meuse, dont les orientations sont déclinées à l’échelle des SAGE.

Rappelons par ailleurs que le PLU n’a pas à être directement compatible avec le SAGE mais avec le SCOT qui, lui, doit être compatible avec ce dernier.



Le PGRI Rhin et Meuse

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du district du Rhin a été arrêté par le préfet coordonnateur de bassin en décembre 2015. Il est établi pour une durée de 6 ans (2015-2021). Il s'appuie sur l'évaluation préliminaire des risques d'inondation, adoptée en 2011, l'identification de Territoires à Risque Important d'inondation (TRI), réalisée en 2012, et l'approfondissement des connaissances sur ces territoires.

L'évaluation préliminaire des risques d'inondation a conduit à l'identification des TRI en croisant la présence d'enjeux humains (population permanente, nombre d'emploi), patrimoniaux et environnementaux avec l'importance des aléas d'inondation.

Le secteur de Feldkirch ne fait pas partie des territoires identifiés comme TRI et seules les dispositions générales du PGRI s'appliquent :

- Les orientations fondamentales et dispositions présentes dans le SDAGE concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- La surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation notamment le schéma directeur de prévision des crues ;
- La réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation ;
- L'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque.

Le PLU prend en compte l'ensemble des risques d'inondable présents sur le territoire communal : rupture de digue de la Thur (PPRI), rupture de barrages, remontées de nappe. Les différentes zones d'enjeux sont repérées sur le plan des risques annexé au PLU, qui stipule de plus les règles à respecter dans chacune de ces zones (articles 1 et 2 du règlement). Le projet est ainsi compatible avec le PGRI Rhin Meuse.

Le Schéma de Cohérence Territoriale de la Région Mulhousienne

Le SCoT de la Région Mulhousienne a été approuvé le 25 mars 2019. La révision du SCoT a été l'opportunité pour les élus et acteurs de la Région Mulhousienne d'enrichir le projet de territoire de 2007 pour un projet encore plus durable, notamment sur l'aspect climat-énergie. Différentes évolutions législatives ont aussi fait évoluer le code de l'urbanisme et plus précisément les champs d'action et marges de manoeuvre offertes aux SCoT : loi Engagement National pour l'Environnement (2010), loi pour un Accès au Logement à un Urbanisme Rénové (2014), loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (2014), loi Pinel (2014), etc. Celles-ci ont fait évoluer la façon d'aborder et d'encadrer l'aménagement du territoire de la Région Mulhousienne pour un projet davantage soucieux des enjeux liés à l'environnement, au climat, à l'agriculture et au développement commercial. Les évolutions les plus marquantes dans le SCoT révisé sont un effort important pour une réduction de la consommation projetée d'espaces agricoles et la rédaction d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial pour mieux encadrer le développement commercial.

La révision du SCoT a permis de faire le bilan des orientations inscrites au SCoT de 2007 :

- **réajuster l'ambition démographique** pour un projet de croissance plus réaliste et des besoins en foncier ajustés ;
- **affiner l'organisation territoriale** pour un territoire mieux structuré, plus lisible et plus efficient (nouvelle classification des communes, hiérarchisation des zones d'activités, nouvelle armature commerciale, etc.) ;
- **apporter davantage de flexibilité et de pragmatisme à certaines orientations** pour mieux concilier certains enjeux et permettre des projets adaptés au lieu de bloquer tout projet (densité de logements selon le contexte, bâtiments agricoles en milieux naturels, projets proches des lieux supports de biodiversité, etc.) ;

- **prendre acte des projets inscrits réalisés** et de leur place dans le fonctionnement actuel du territoire (infrastructures de transports collectifs et routiers, construction de logements, aménagement de zones d'activités, équipements touristique ou de loisirs, etc.) ;
- **ne pas reconduire ou redimensionner les projets non réalisés n'étant plus pertinents et/ou non réalisables d'ici 2033** (déviation locale au lieu de grands barreaux routiers, maillage de bus ou tram structurants au lieu d'extensions du réseau tramway jusqu'en seconde couronne de Mulhouse, construction d'un nouveau lycée Bugatti, etc.) ;
- **intégrer de nouveaux projets** (production d'énergies renouvelables, nouvelle zone d'activité, etc) ou de nouvelles préoccupations (covoiturage, efficacité énergétique, qualité urbaine renforcée, etc.) qui n'apparaissaient pas.

Le projet de territoire pour la Région Mulhousienne à l'horizon 2033 est traduit dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCoT, qui entend porter une stratégie d'aménagement pour un territoire plus durable et mieux préparé au changement climatique à travers trois objectifs principaux :

- La construction d'un territoire métropolitain au service du Sud Alsace et de la grande région Est,
- L'affirmation d'un territoire exemplaire d'un point de vue environnemental,
- Le développement d'un territoire structuré et équilibré.

Ces objectifs sont déclinés en orientations dans le projet de Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) selon le même plan en 3 axes. Les orientations s'appliquent aux documents d'urbanisme locaux, aux opérations d'aménagement, aux politiques d'habitat et d'aménagement. Deux types de traductions sont utilisés pour mettre en œuvre les orientations :

- Les prescriptions : elles sont la traduction réglementaire des orientations. Ces points doivent être respectés, le rapport de compatibilité s'applique systématiquement.
- Les recommandations : elles n'ont pas de valeur prescriptive, elles proposent des mesures d'accompagnement, des outils complémentaires à mettre en place dans le cadre de la mise en œuvre du SCoT.

La commune de Feldkirch est considérée par le SCoT de la région mulhousienne comme un « village » dans l'armature territoriale envisagée. A ce titre, le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT alloue, d'une part, à Feldkirch, 3 ha de surfaces d'extension, pour l'habitat, de 2016 à 2033, au-delà de l'enveloppe urbanisée « temps zéro » (T0).

Celle-ci correspond à l'ensemble des terrains urbanisés, artificialisés ou viabilisés au 1er juillet 2016.

D'autre part, des surfaces d'extension supplémentaires peuvent être dévolues au développement urbain, en plus de ces 3 ha :

- en cas de renaturation (boisements, mises en culture ou prairie pérenne et classement en zone agricole ou naturelle) dans l'horizon du SCoT (2016-2033) ;
- du fait de la proximité de la gare de Bollwiller et de l'attractivité qu'elle peut induire.

Le lotissement du champ des oiseaux, bien qu'en cours de réalisation, n'est pas inclus dans l'« enveloppe temps zéro » T0. Il est donc considéré comme une extension et doit représenter une surface compatible avec les prescriptions du SCoT.

Les conditions pour bénéficier de surfaces d'extension supplémentaires grâce à la renaturation (boisements, remise en culture, prairie pérenne,...) sont, entre autres, les suivantes :

- les surfaces renaturées doivent être comprises dans l'enveloppe T0 ;
- dans le cas de sites dont la vocation agricole ou naturelle est encore impactée par l'ancien usage (mouvement de terrain, pollution résiduelle, etc ...), un ratio de 0,5 ha de surfaces supplémentaires pour 1 ha de surface restituée est appliqué, ...

Or, la commune de Feldkirch est justement engagée dans un programme de renaturation du terril Alex ; plusieurs hectares ont déjà fait l'objet de renaturation, dont près de 2 ha de boisements qui ont été implantés en automne 2016.

Toutefois, pour le SCoT, la renaturation ne doit pas être déjà une mesure compensatoire associée à la réalisation d'un projet d'urbanisation.

La commune de Feldkirch poursuivra, quoi qu'il en soit, le programme de renaturation du terril Alex, au sud de la centrale photovoltaïque ; il subsiste plus de 11 ha de surfaces susceptibles d'être renaturées (prairies ou boisements selon le relief) sur le terril, dont près de 8,5 ha inclus dans l'enveloppe T0.

Le terril sera par ailleurs classé en zone naturelle.

Le SCoT accorde au PLU de Feldkirch la faculté d'ouvrir 2 ha de plus à l'urbanisation, du fait de la proximité de la gare de Bollwiller et de l'existence d'un projet d'ouverture de cette gare du côté de Feldkirch, par prolongement du passage souterrain existant.

Cette faculté est exploitable aux conditions suivantes :

- que ces surfaces d'extension supplémentaires soient localisées dans « un périmètre de 10 minutes à vélo de la gare » ;
- qu'une liaison cyclable directe soit réalisée entre le secteur d'extension et la gare ;
- qu'une densité moyenne d'au moins 25 logements par hectare soit appliquée aux surfaces d'extension.

Grâce au réseau cyclable actuel, la gare de Bollwiller se trouve à moins de 10 minutes à vélo du lotissement du champ des oiseaux en construction. Celui-ci présentera bien, dans son ensemble, une densité moyenne compatible avec la demande du SCoT (au moins 25 logements/ha).

La commune souhaite réaliser un prolongement de la liaison cyclable actuelle, qui longe le lotissement, vers la gare. Le nouvel itinéraire du lotissement à la gare sera direct et extrêmement court lorsque l'accès à la gare par Feldkirch sera réalisé. En attendant, la voie cyclable nouvelle pourra déboucher sur la RD429 au niveau de sa limite avec Bollwiller.

Ainsi, la surface totale d'extension au-delà du T0 permise par le SCoT à Feldkirch s'élève à 5 ha.

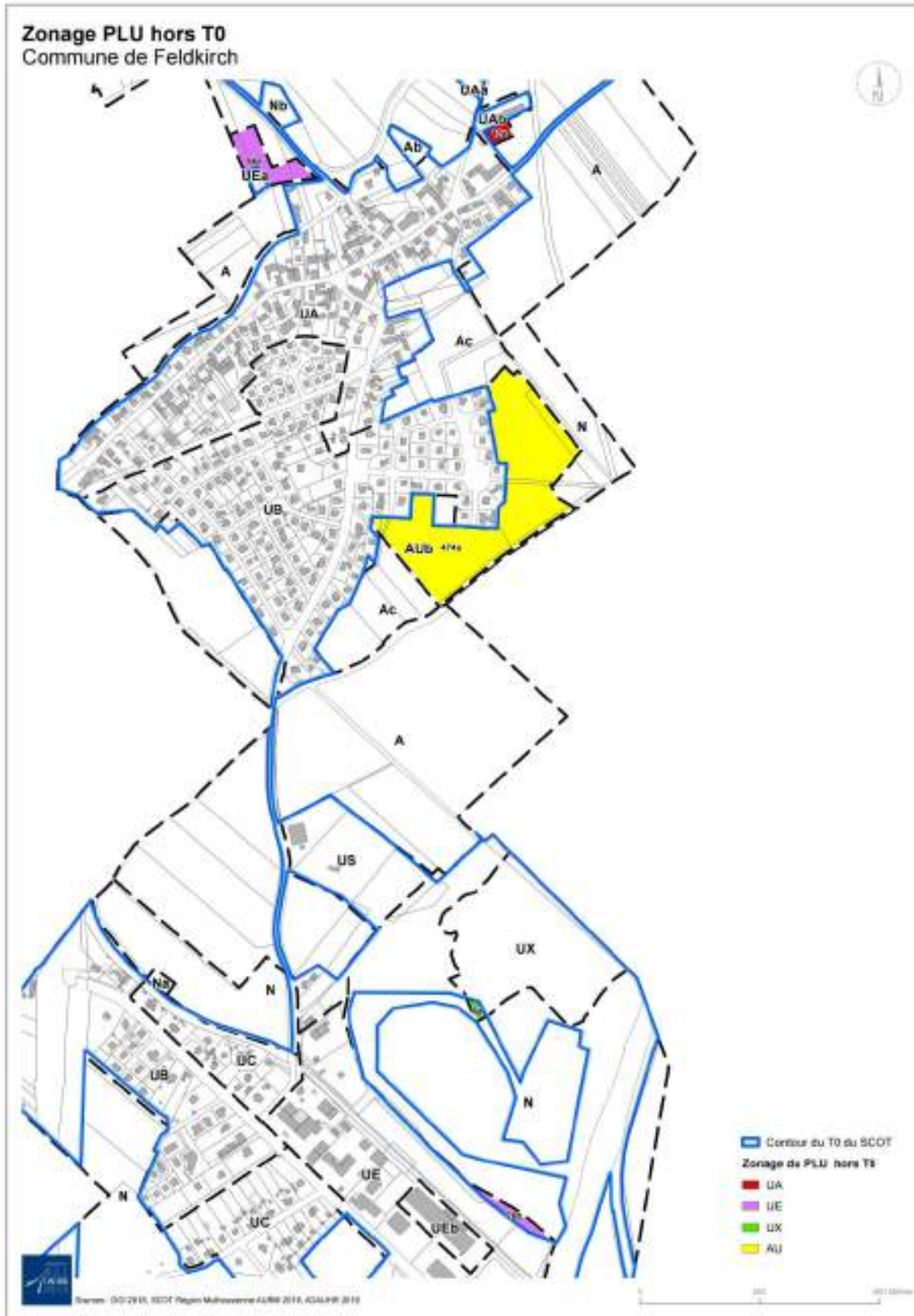
La commune n'a pas de projet d'expansion en dehors des opérations déjà en cours. Mais celles-ci ne sont pas toutes prises en compte dans le T0 car postérieures à juillet 2016.

La surface allouée sera néanmoins suffisante pour matérialiser dans le PLU (et assurer sa compatibilité avec le SCoT sur ce point) :

- le lotissement du champ des oiseaux ;
- les besoins modérés et maîtrisés des entreprises existantes en phase de croissance.

Le SCoT ne prévoit pas spécifiquement de nouvelles zones d'activités dans les villages, mais il permet « le renforcement d'une zone d'activités existante face aux besoins grandissants d'une entreprise ».

Les possibilités d'urbanisation des dents creuses et de renouvellement urbain dans la zone T0, privilégiées par le SCoT, sont désormais réduites à Feldkirch (ces formes de développement ont déjà contribué à densifier le village). Le développement démographique et économique ne peut reposer que dans une moindre mesure sur la densification. La mixité des fonctions sera néanmoins encouragée à l'intérieur du village.



Carte 1 : Zonage du PLU hors T0

ORIENTATIONS DU SCOT	TRANSCRIPTION DANS LE PLU
AXE 1 : UN TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN AU SERVICE DU SUD ALSACE ET DE LA GRANDE RÉGION EST, INSCRIT AU COEUR DE L'EUROPE	
Développer les fonctions métropolitaines de Mulhouse, pour affirmer la position de la Région Mulhousienne dans le grand territoire	/
Renforcer les grandes infrastructures de transport pour assurer l'ancrage de la Région Mulhousienne au cœur de l'Europe et dans la Grande Région > permettre la réalisation d'un 3ème terminal portuaire à Ottmarsheim > préserver le réseau ferroviaire du port d'Ottmarsheim et des ports de Mulhouse Rhin	/
Renforcer la coopération et la cohérence d'aménagement avec les territoires voisins	/
Accroître l'attractivité économique : production, services et innovation > Favoriser le développement de l'industrie et conforter le développement des activités tertiaires > Recentrer le développement des activités sur les espaces les plus stratégiques > Développer une offre foncière diversifiée et optimisée à court, moyen et long terme > Accroître la qualité urbaine et environnementale des espaces d'activités existants et futurs > Soutenir l'économie agricole locale et valoriser les initiatives contribuant au développement d'une agriculture de proximité et plus respectueuse de l'environnement	PADD : Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités économiques Zonage et règlement : Zones UE et UX Zone A protégée en raison du potentiel agronomique, biologique et économique les terres agricoles Secteur Aa et Ab réservé aux besoins des exploitations agricoles locales Secteur UAb destiné à la poursuite du développement d'une exploitation existante (agriculture biologique)
Assurer un développement équilibré et raisonné du commerce	PADD : Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'équipements commerciaux Zonage et règlement : Commerces admis en zone U
Conforter les atouts touristiques et culturels de la Région Mulhousienne	PADD : Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités sportives ou culturelles Zonage et règlement : Zone US à vocation sportive et de loisirs
Pérenniser et renforcer les grands équipements, leviers de structuration du territoire	/
AXE 2 : UN TERRITOIRE EXEMPLAIRE D'UN POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL	
Contribuer à l'objectif d'atteinte du facteur 4 de réduction des GES > Limiter la consommation d'énergie et la précarité énergétique grâce notamment à une meilleure articulation entre déplacements et urbanisme > Optimiser et développer les réseaux de chaleur > Développer les énergies renouvelables sur le territoire	PADD : Réseaux d'énergie Zonage et règlement : Trame urbaine compacte Zones UEm et UX dédiées à des centrales de production d'énergie solaire Dispositifs d'exploitation d'énergie renouvelable autorisés Intégration des déplacements doux dans les OAP
Préserver et conforter la charpente naturelle et paysagère > Préserver les espaces agricoles, naturels et forestiers, pour un cadre de vie de qualité > Préserver les éléments supports de la biodiversité et remettre en bon état les continuités écologiques > Prendre en compte la trame verte et bleue définie à l'échelle régionale, en trouvant la bonne articulation entre enjeux de biodiversité et enjeux	PADD : Protection des espaces naturels et des paysages Zonage et règlement : Zonage N et A Règles limitant la constructibilité des zones N et A Protections d'éléments naturels au titre de l'article L.151-23 du CU et des espaces boisés classés

ORIENTATIONS DU SCoT	TRANSCRIPTION DANS LE PLU
d'aménagement > Intégrer des aménités paysagères et environnementales dans les espaces urbanisés et notamment dans les opérations d'aménagement	
Offrir un cadre de vie de qualité > Préserver et mettre en valeur les éléments qui font l'identité et la qualité patrimoniale et paysagère > Traiter et soigner les entrées de villes et portes d'entrée du territoire existantes et à venir > Sauvegarder le patrimoine architectural et urbain	PADD : Protection des espaces naturels et des paysages Sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti Zonage et règlement : Zone UA délimitant le centre ancien
Réduire le rythme de consommation foncière > Densifier par l'urbanisation des dents creuses et par le renouvellement urbain > Maîtriser les extensions en dehors de l'enveloppe urbanisée > Maîtriser les extensions résidentielles > Renforcer la densité moyenne résidentielle dans les communes en tenant compte des différents contextes urbains et villageois	PADD : Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain Zonage et règlement: Potentiel de densification pris en compte Application de la densité urbaine fixée par le SCoT de 25 log/ha Phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUB
Préserver et gérer durablement les ressources > Gérer durablement l'extraction des ressources minérales > Préserver et gérer durablement la ressource en eau	PADD : Gestion du cycle de l'eau Zonage et règlement Protection des ripisylves et zones humides Règle de recul de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau Emplacement réservé pour la création d'une nouvelle station d'épuration
Réduire la vulnérabilité du territoire aux principaux risques et aux impacts du changement climatique > Prévenir les risques d'inondation > Agir pour limiter les risques de ruissellement et coulées de boues > Agir pour adapter le territoire au changement climatique > Prendre en compte les risques technologiques	PADD : Orientations générales concernant la maîtrise des risques et des nuisances Zonage et règlement : Prise en compte du PPRI, risque de rupture de barrage, risque mouvement de terrain et transport de matière dangereuse
Réduire la vulnérabilité du territoire aux pollutions et nuisances > Maîtriser l'exposition des populations aux polluants atmosphériques > Résorber les points noirs sonores présents sur le territoire > Anticiper la gestion des déchets en lien avec le développement du territoire	PADD : Orientations générales concernant la maîtrise des risques et des nuisances Zonage et règlement : Rappel de l'application de la réglementation en vigueur en matière d'isolation acoustique
AXE 3 : UN TERRITOIRE STRUCTURE ET ÉQUILIBRÉ	
Renforcer la structure du territoire, pour en assurer sa lisibilité et son efficience tant économique qu'environnementale > Penser le développement urbain en fonction de l'organisation territoriale, prioritairement dans les communes structurantes et dans les sites les plus stratégiques au sein des communes pour minorer les déplacements et le recours à la voiture individuelle > Assurer les complémentarités entre composantes de la Région Mulhousienne	PADD : Orientations générales concernant l'habitat Zonage et règlement : Zones U mixtes, règles permettant de conforter les fonctions de centralité et les équipements existants

ORIENTATIONS DU SCOT	TRANSCRIPTION DANS LE PLU
Maintenir une dynamique de croissance de population et de production de logements neufs, en cohérence avec l'organisation territoriale > Viser une croissance démographique ambitieuse mais réaliste > Loger 13 000 ménages supplémentaires > Diversifier l'offre résidentielle et les formes d'habitat	PADD : Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain Consolidation de la mixité sociale dans l'habitat Zonage et règlement : Application des principes de mixité de l'habitat
Structurer le développement urbain à partir d'un réseau de transports en commun (TC) optimisé	/
Développer les mobilités durables alternatives et/ou complémentaires à la voiture individuelle et bénéfiques à la santé publique	PADD : Orientations générales concernant les transports et les déplacements Zonage et règlement : Identification d'itinéraires cyclables à conserver OAP : Rationalisation du système de voiries Création de cheminements doux
Mieux articuler les modes des déplacements en complétant le maillage de voirie	PADD : Conforter et compléter les équipements de la ville OAP : Rationalisation du système de voiries Création de cheminements doux
Renforcer l'attractivité territoriale par des communications électroniques performantes	PADD : Développement des communications numériques

Globalement, le PLU est compatible avec le SCOT de la Région Mulhousienne. La majorité des orientations du SCOT trouvent une transcription dans les pièces du PLU. Les objectifs en matière de développement urbain et économique, soutien à l'agriculture, réduction des émissions de gaz à effet de serre, gestion des risques et préservation de la ressource en eau sont bien mis en application dans le projet de PLU.

En permettant aux exploitations agricoles de la commune de se développer de manière encadrée, le PLU s'inscrit dans l'orientation du SCOT visant à soutenir l'économie agricole locale et valoriser les initiatives contribuant au développement d'une agriculture de proximité et plus respectueuse de l'environnement. Il soutient et favorise également le développement des énergies renouvelables sur le territoire en inscrivant une zone UX destinée à l'accueil d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol.

Concernant l'assainissement, le SCOT prévoit la construction d'une nouvelle station d'épuration à Feldkirch, ce que le PLU permet grâce à un secteur UBa dédié et deux emplacements réservés à cet effet.

De plus, le PLU est compatible avec les objectifs de préservation des milieux naturels et des éléments de la trame verte et bleue (classement en zone naturelle des massifs forestiers et conservation en espace boisé classé, préservation des zones humides remarquables et ordinaires (zone N, protection L.151-23), protection des éléments de diversification biologique et paysagère au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme : ripisylves, renaturations du terril Alex, coulée verte de la ZAC Marie-Louise, vergers, ...). Le PLU est dans ce sens également compatible avec les objectifs de préservation des paysages et du cadre de vie fixés par le SCOT.

Il prend par ailleurs en compte les risques naturels et technologiques présents sur le territoire communal conformément aux orientations du SCOT.

Enfin, les zones U et AU du PLU présentent au total un dépassement de 5,7 ha par rapport au périmètre T0, ce qui est compatible avec la surface de 5 ha allouée par le SCOT à Feldkirch (3 ha + 2 ha du fait de la proximité de la gare de Bollwiller). Le projet respecte donc l'enveloppe octroyée en extension et en densification par le SCOT. De plus une majoration de la densité des logements, qui est une condition d'utilisation fixée par le SCOT, est appliquée sur le lotissement la portant ainsi à 25 logements/ha en densité nette (hors voirie et espaces publics).

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

Feldkirch est concernée par le Plan Local de l'Habitat (PLH) de M2A. Celui-ci donne un état des lieux de la situation et les grandes orientations et programmation des actions en matière de politique du logement, à l'échelle des communes de M2A. Ces orientations visent à équilibrer l'offre de logements sur le territoire, à la fois en termes de localisation, de type d'habitats, de statut, de revenus... Elles sont divisées en 3 axes de mise en œuvre :

- Mener une politique urbaine qui permette le développement de l'offre en logements ;
- Offrir un parcours résidentiel sur l'agglomération pour tous les ménages ;
- Réduire la consommation énergétique des logements et lutter contre la précarité énergétique et les logements indignes.

Le projet de PLU de Feldkirch prend en compte les 3 axes de mise en œuvre du PLH, au travers notamment des orientations générales concernant l'habitat exprimées dans le PADD, ainsi qu'aux prescriptions définies dans les OAP et le règlement permettant le développement de différents types d'habitat afin de répondre aux besoins des habitants à tous les niveaux du parcours résidentiel. Le règlement n'entrave pas non plus l'amélioration des performances énergétiques des habitations.

Plan de Déplacement Urbain (PDU)

La Commune de Feldkirch n'est pas concernée par ce type de plan.

6.2. DOCUMENTS CADRES AVEC UN RAPPORT DE PRISE EN COMPTE

En complément des documents pour lesquels un rapport de compatibilité est exigé, le Code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme prennent en compte un certain nombre d'autres plans et programmes. La notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. Une disposition d'un document qui serait contraire à un document supérieur doit être motivée.

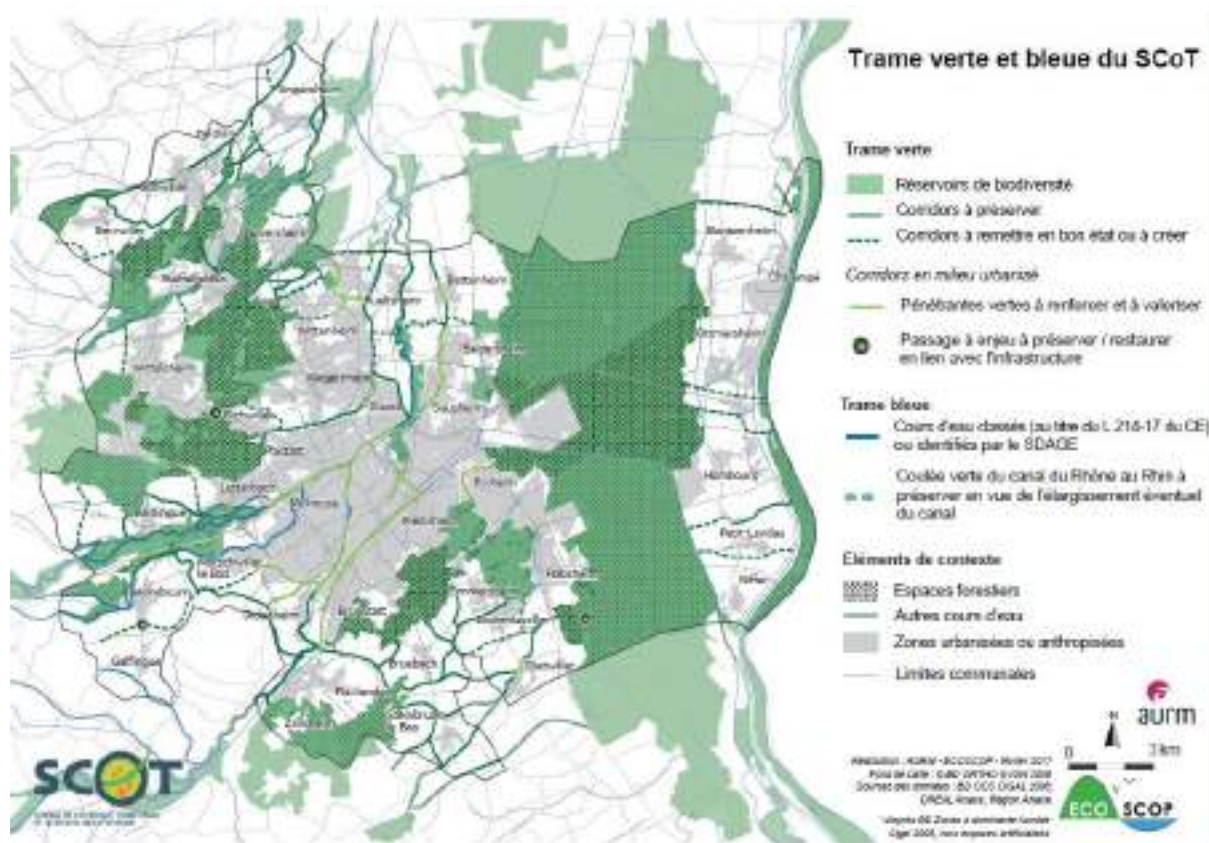
Le SRCE Alsace

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Alsace a été adopté par arrêté préfectoral n°2014/92 du 22 décembre 2014. Outil de mise en œuvre de la Trame verte et bleue (TVB) régionale, il a pour ambition de concilier la préservation de la nature et le développement des activités humaines, en améliorant le fonctionnement écologique des territoires. Il identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), pour favoriser le déplacement des espèces, réduire la fragmentation des habitats, préserver les services rendus par la biodiversité et préparer l'adaptation au changement climatique.

Le SCoT de la Région Mulhousienne approuvé en mars 2019 intègre les éléments du SRCE Alsace. La prise en compte du SCRCE par le projet de PLU s'évalue donc également au travers de sa compatibilité avec le SCoT.

Les éléments de la TVB identifiés sur le territoire sont :

- Un réservoir de biodiversité associé à la « Forêt du Nonnenbruch et bois de la Thur » qui regroupe des espèces des cours d'eau et milieux forestiers ;
- Un corridor écologique d'importance nationale des « Hautes-Vosges, vallée de la Thur et forêt de la Hardt », passant au sud du territoire communal ;
- Un corridor écologique d'importance régionale au nord du ban lié au cours d'eau.



Carte 2 : Carte de synthèse de la TVB du SCoT, intégrant les éléments du SRCE

Le PLU de Feldkirch prend en compte les divers éléments de la Trame verte et bleue déclinés dans le SCoT de la région Mulhousienne. Le PADD affiche clairement la volonté de la commune de préserver et remettre en état les continuités écologiques. Le massif forestier constituant le réservoir de biodiversité forestier est doublement protégé par son classement en zone N et en espace boisé classé. La portion de la zone humide remarquable présente sur le ban communal et correspondant également à un réservoir de biodiversité est classée en zone naturelle et protégée au titre de l'article L.151-23 du CU. Les OAP du secteur à urbaniser AUB limitrophe assure de plus la préservation des zones humides remarquables et ordinaires.

En sus du classement en zone N des milieux naturels à protéger, certains éléments participant à la diversification de la trame verte locale sont également protégés au titre de l'article L.151-23 du CU (boisements et prairies de la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, renaturations du terrier Alex, zones humides, ripisylves, bosquets, vergers, etc.).

Les corridors écologiques d'intérêt national et régional sont également préservés par le classement en zone N ou A.

Le Plan Climat air Energie Territorial (PCAET)

Le Plan Climat air Energie Territorial (PCET) de Mulhouse Alsace Agglomération, dont fait partie Feldkirch, a été lancé en 2006 et actualisé en décembre 2010. Il reprend l'objectif national visant une réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Ce plan s'articule autour de 3 axes prioritaires :

- Réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 ;
- Porter la part d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique à 20 % d'ici 2020 ;
- Améliorer de 20 % l'efficacité énergétique d'ici 2020.

Et de 5 axes complémentaires :

- Acheter et consommer durablement ;

- Aménager et gérer durablement le territoire ;
- Construire et rénover pour demain ;
- Se déplacer en préservant l'environnement ;
- Informer, sensibiliser et former.

Le projet de PLU est favorable à l'atteinte des objectifs du PCET de M2A au travers tout d'abord des orientations du PADD qui soutiennent le développement des performances énergétiques et environnementales dans la construction. Le règlement n'entrave donc en aucun cas l'évolution des formes d'habitat plus adaptées aux économies d'énergie ni l'installation de dispositifs de production d'énergie à partir de sources renouvelables. Celui-ci applique également la réglementation thermique en vigueur.

Le PLU affirme de plus l'objectif d'indépendance énergétique poursuivi par la collectivité en lien avec Ungersheim et la communauté d'agglomération en instaurant des zones d'activités spécifiquement dédiées à l'accueil et à l'implantation de centrales photovoltaïques.

La révision du PCAET est en cours de finalisation après une longue période de concertation avec l'ensemble des acteurs du climat intervenants sur notre territoire, et devrait être mis en œuvre prochainement.

Le Schéma Interdépartemental des Carrières

Ce schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières. Le SIDC vise notamment à promouvoir une utilisation limitée et rationnelle des ressources naturelles, permettant à la fois de répondre aux besoins en matériaux et de préserver les zones sensibles d'un point de vue environnemental.

En Alsace, les commissions des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont décidé de réaliser une élaboration conjointe des schémas des deux départements alsaciens pour dix années, du fait des grandes similitudes existant entre les deux départements, tant du point de vue des enjeux environnementaux que du point de vue de la gestion des matériaux. La révision de ce schéma a été approuvée le 30 octobre 2012.

Face à l'éparpillement des extractions qui consomme de l'espace et l'exiguïté des chantiers qui limite l'approfondissement de l'exploitation, les schémas départementaux des carrières ont mis en place les Zones d'Exploitation et de Réaménagement coordonnés des Carrières (ZERC) dont les objectifs sont :

- Répondre aux besoins régionaux en matériaux ;
- Assurer la valorisation optimale du gisement ;
- Garantir le respect de l'environnement pendant l'exploitation ;
- Organiser le réaménagement des sites en fin d'exploitation.

La commune de Feldkirch n'est pas concernée par le SIDC.

Schéma Régional d'Aménagement des Forêts des Collectivités (SRAFC)

Ce schéma datant d'août 2009 énumère plusieurs orientations :

- Privilégier la régénération naturelle ;
- Privilégier les essences autochtones et raisonner la place des essences allochtones selon les enjeux ;
- Diversifier les peuplements ;
- Intégrer la biodiversité dans la gestion ordinaire (lisières, milieux associés, stades de grande maturité et sénescence) ;
- Préserver et restaurer les habitats prioritaires ou rares et protéger les espèces remarquables ;
- Préserver et valoriser les ressources en eau et les milieux aquatiques (ripisylves, zones humides, périmètres de captage...) ;
- Limiter la circulation des engins sur les sols forestiers ;
- Améliorer et organiser l'accueil du public dans l'espace ;

- Préserver les paysages et les richesses culturelles.

Le projet de PLU de Feldkirch ne s’oppose pas à ces orientations et les prend en compte par le biais du zonage établi. Ce dernier confère une préservation des massifs forestiers de la commune par un double classement en zone naturelle N (99 % des forêts) et en espace boisés classés (88% des forêts).

6.3. AUTRES DOCUMENTS CADRES

Plan de Prévention contre le Bruit dans l'Environnement (PPBE)

Les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) sont établis à la suite des cartes de bruit. Ils recensent les mesures prévues par les autorités compétentes pour traiter les situations identifiées par les cartes de bruit, notamment lorsque des valeurs limites de bruit sont dépassées ou risquent de l'être.

Le PPBE (deuxième échéance) du Haut-Rhin a été approuvé le 6 novembre 2015. Ce document établit la programmation de mesures (de prévention ou de protection) visant à réduire les nuisances sonores autour des axes routiers et ferroviaires. Les infrastructures concernées par la deuxième échéance de la directive sont :

- Les voies routières dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an, soit 8 200 véhicules/jour ;
- Les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de train par an, soit 82/jour.

La commune de Feldkirch est concernée par plusieurs infrastructures de transport à l’origine de nuisances sonores (RD44, RD429, 430, voie ferrée Strasbourg-Bâle) qui implique que les constructions à leurs abords soient soumises à des normes d’isolation acoustique spécifiques. Le PLU prend en compte le souci de réduire les nuisances sonores autour des axes de communication concernés à travers les dispositions générales du règlement et les annexes.

Plan Régional de l’Agriculture Durable

Le Plan Régional de l’Agriculture Durable (PRAD) est prévu par la Loi de Modernisation de l’Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010. Il « fixe les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l’Etat dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l’ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux » (art. L.111-2-1 du Code Rural et de la Pêche maritime). Ce même document précise « les actions qui feront l’objet prioritairement des interventions de l’Etat ».

Le PRAD d’Alsace a été approuvé par arrêté préfectoral en décembre 2012. Les orientations générales du document sont :

- Pérenniser un tissu d’exploitations agricoles équilibré sur le territoire ;
- Maintenir ou développer la contribution de l’agriculture à l’économie régionale ;
- Reconquérir et préserver la qualité des eaux ;
- Préserver et améliorer l’équilibre entre agriculture et biodiversité ordinaire et remarquable ;
- Prendre en compte la qualité de l’air et le changement climatique ;
- Répondre aux attentes de la société en matière de qualité de l’alimentation et de proximité ;
- Développer le rôle de l’agriculture dans l’attractivité des territoires ;
- Faire connaître la contribution de l’agriculture à la production de biens publics ;
- Valoriser les métiers et améliorer la qualité de vie des actifs agricoles.

Le PLU ne remet pas en question les orientations du PRAD. Le PADD met en avant la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et le règlement les classe en zone A. La consommation d’espace agricole est faible, environ 6 ha sont susceptibles d’être urbanisés en zone U et AU, soit 4% de l’espace agricole communal.

Atlas des Paysages d'Alsace

L'atlas des Paysages d'Alsace propose une description des paysages à l'échelle régionale. Il est à la fois un inventaire, un document de référence, un outil de connaissance et d'aide à la décision.

Il décrit et explique la diversité et la richesse des paysages alsaciens en s'appuyant sur un découpage en dix-sept unités paysagères cohérentes. Il a vocation à faire connaître les paysages de ce territoire marqué par l'histoire et son attachement à concilier développement économique et environnement.

La commune de Feldkirch s'inscrit dans l'unité paysagère de « Mulhouse et le bassin potassique ». Celle-ci forme un paysage semi fermé et complexe, composé d'une mosaïque imbriquée de forêts, de cultures, de friches, d'industries et d'une urbanisation issue des cités minières et de l'agglomération mulhousienne.

Mulhouse et le Bassin potassique

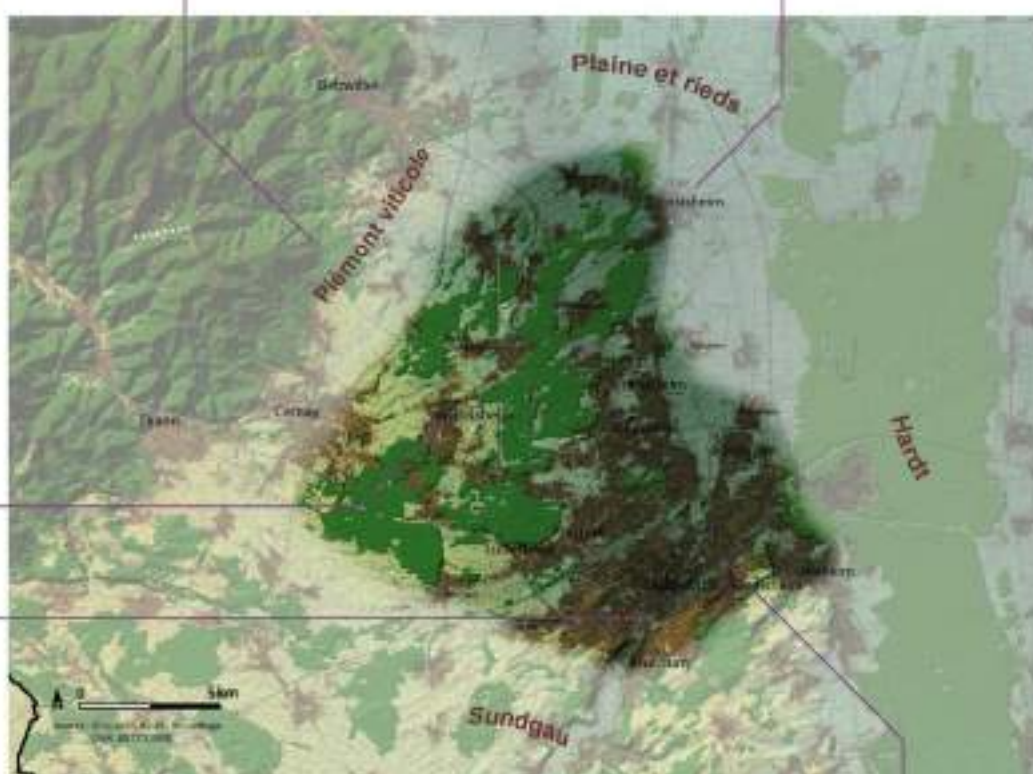
- Un relief plat
- Un paysage composite et imbriqué, une composition complexe
- Une forte présence de la forêt qui limite les horizons
- Mulhouse, une agglomération qui s'étale
- De grandes clairières urbaines ou agricoles
- Un réseau routier très diversifié et important qui quadrille l'unité
- Des cours d'eau discrets alternant des passages urbains, forestiers ou agricoles
- L'III, la Doller et l'Insel traversant l'unité avec une direction sud-ouest – nord-est
- De nombreuses cités ouvrières déconnectées des centres bourgs
- Des lieux de mémoire miniers ou de loisirs disséminés

Le bassin minier forme un paysage de clairières au coeur de la forêt du Nonnenbruch

La vallée de l'III traversant une partie de Mulhouse, empruntée par le canal à grand gabarit du Rhône au Rhin

Les Vosges en toile de fond à l'ouest forment une belle ligne de force dans le paysage

L'ouverture de la plaine agricole marque la fin du bassin potassique au nord



L'agglomération de Mulhouse implantée à la confluence de la Doller et de l'III, s'est développée le long de la vallée de l'III puis en direction du Bassin potassique

Les principaux enjeux de cette unité sont :

- Soigner la gestion de la forêt et de ses accès ;
- Atténuer l'impact des gravières et valoriser les étangs « potassiques » ;
- Valoriser la présence de l'eau comme élément structurant ;
- Maintenir des ouvertures paysagères à l'échelle du bassin/ Retrouver une cohérence paysagère entre espaces naturels, agricoles et urbains ;
- Soigner les limites urbaines ;
- Mettre en valeur le patrimoine issu de l'industrie de la potasse ;
- Qualifier les pénétrantes et affirmer les entrées de ville ;
- Mettre en valeur les espaces publics ;
- Maîtriser et recomposer l'urbanisation.

Les enjeux et pistes d'actions définis dans l'Atlas des paysages d'Alsace, pour l'unité paysagère de Mulhouse et le bassin potassique, ne sont pas compromises par le PLU de Feldkirch.

D. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme, ayant une valeur réglementaire, et un document d'aménagement, respectant les enjeux du développement durable selon ses trois piliers : économique, social et environnemental.

Après l'analyse de la cohérence interne du projet, il convient dans l'évaluation environnementale d'analyser le règlement écrit et graphique ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation. L'articulation du projet avec les autres documents cadre est analysée dans un deuxième temps, selon un rapport de compatibilité ou de prise en compte.

L'analyse est organisée selon les thématiques suivantes :

- gestion de la ressource en eau (ressource en eau potable, assainissement, etc.),
- gestion économe de l'espace,
- préservation des milieux naturels (espaces naturels à fort enjeu environnemental, périmètres d'inventaire et de protection),
- préservation des paysages et du patrimoine bâti,
- transports, déplacements et communications numériques,
- performances énergétiques,
- nuisances, risques naturels et technologiques.

L'analyse tient compte de l'ensemble des évolutions du projet, notamment celles liées à la démarche itérative de l'évaluation environnementale.

1. EVALUATION DE LA PARTIE REGLEMENTAIRE

L'évaluation du règlement graphique (plan de zonage) et du règlement écrit consiste à analyser si ceux-ci prennent en compte les enjeux environnementaux. L'analyse du zonage doit notamment permettre de vérifier que les terrains voués à l'urbanisation future :

- ne sont pas recensés en tant que zones humides remarquables ou ordinaires ;
- n'appartiennent pas à des continuités écologiques d'intérêt régional ;
- ne créent pas à travers leur aménagement futur une fragmentation supplémentaire du territoire ;
- ne relèvent ni de ZNIEFF, ni de sites Natura 2000 ;
- ne font l'objet d'aucune protection au titre de l'environnement ;
- ne sont pas inscrits au sein de périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable ;
- ne sont pas inscrits au sein de périmètre de protection au titre de monuments historiques...

Ces conditions sont toutes respectées par le projet à l'exception de celle concernant une ZNIEFF. En effet, la zone d'activités UX destinée à l'accueil de la centrale photovoltaïque au sol sur une partie de l'emprise du terrier Alex est située dans la ZNIEFF de type 1 « Terril Alex et landes boisées, à Feldkirch et Ungersheim ». A noter que la zone UX correspond à une régulation de la situation existante actuellement car le permis de construire de la centrale photovoltaïque a déjà été donné sur la base du RNU. Son aménagement est déjà en cours

Les incidences liées à l'aménagement de cette zone, ainsi que celles concernant les autres thématiques environnementales, sont analysées ci-après.

Le règlement graphique

Le zonage du PLU de Feldkirch se divise en 6 catégories : les zones urbanisées à vocation d’habitat (UA, UB, UC), les zones urbanisées à vocation d’équipements (US), les zones urbanisées à vocation d’activités économiques (UE, UX), les zones à urbaniser (AUb), les zones agricoles (A) et les zones naturelles (N). Certaines zones sont déclinées en sous-catégories précisant la vocation de chaque secteur. Le tableau suivant indique les surfaces affectées à chaque zone sur le territoire communal.

Zones	Vocation	Superficie (ha)	Part du territoire communal	
UA		16,1	18,3%	
UAa		0,6		
UAb		0,5		
UB		26,3		
UBa		0,7		
UC		6,6		
UE		12,4		
UEa		0,7		
UEm		5,2		
US		2,9		
UX		5,0		
AU b		4,9		4,9
A		140,1	148,0	35,1%
Aa		2,6		
Ab		0,2		
Ac		5,1		
N		190,6	191,2	45,4%
Na		0,3		
Nb		0,3		
Total		421,1		100,0%

Le règlement écrit

Le règlement écrit du PLU de Feldkirch est constitué de 7 chapitres décrivant les règles des 7 zones du plan de zonage (UA, UB, UC, UE, AU, A et N) selon 16 articles organisés de la manière suivante :

Articles	Contenu de l'article
Article 1	Occupations et utilisations du sol interdites
Article 2	Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières
Article 3	Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public
Article 4	Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement
Article 5	Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques
Article 6	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques
Article 7	Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Article 8	Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété
Article 9	Emprise au sol des constructions
Article 10	Hauteur maximum des constructions
Article 11	Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords
Article 12	Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement
Article 13	Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations
Article 14	Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Les tableaux suivants reprennent les principaux éléments du règlement et indiquent pour chacun d'eux les zones du PLU qui sont concernées. Pour chaque prescription ses effets concernant la thématique en question sont évalués selon 4 niveaux : effet négatif, effet positif avec amélioration possible, effet positif, effet très positif.

1.2. GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Analyse du zonage

Le territoire de Feldkirch n'est soumis à aucune servitude d'utilité publique instaurée par des périmètres de protection de captage publics d'eau potable. L'alimentation en eau potable est assurée par un captage situé entre Ensisheim et Munchhouse, en pleine forêt de la Hardt, mis en service en 2012 et déclaré d'utilité publique le 15/01/2017.

En ce qui concerne l'assainissement, les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration de la commune classée en zone UAa. **Le PLU identifie au plan de zonage un secteur UBa et deux emplacements réservés pour le projet de nouvelle station d'épuration et son accès.**

Le plan des risques annexé au PLU identifie les zones soumises au remontées de nappe.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 6	Les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés								x	x
Article 2	Dans le secteur UAa, seuls sont admis les ouvrages, constructions et installations liés au fonctionnement d'une station d'épuration, les ouvrages, constructions et installations liés à la réalisation et au fonctionnement d'un bassin d'orage...	UAa								
	Dans les secteurs UBa, seuls sont admis : - les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, - les opérations figurant en emplacements réservés sur les plans de zonage ; - les ouvrages, constructions et installations liés à la création et au fonctionnement d'une station d'épuration, - les ouvrages, constructions et installations liés à la réalisation et au fonctionnement d'un bassin d'orage (station de relevage, déversoir d'orage, ...), - les aires de stationnement, - l'édification et la transformation de clôtures.		UBa							
Article 4	Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.	x	x	x	x	x	x	x	x	x
	Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.	x	x	x	x	x	x	x		
	Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées. Cependant, en l'absence d'un	x	x	x	x	x		x		

	<p>collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considéré comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en oeuvre un assainissement non collectif aux normes.</p> <p>Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales. Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.</p>									
	<p>En zones UEa, UEm et UX, les eaux usées sont traitées selon les règles de l'assainissement non collectif. Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.</p> <p>Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordable.</p>				UEa UEm	x				
	<p>Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif.</p> <p>Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.</p> <p>Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordable.</p>							x	x	
	<p>Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.</p>	x	x	x	x	x	x			
	<p>Pour les eaux pluviales, l'ensemble des zones urbaines U est classé en zone de non aggravation du ruissellement (dans le projet de zonage d'assainissement en cours) : le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.</p>	x	x	x	x	x				
	<p>Les zones à urbaniser AUb sont classées en zone de compensation du ruissellement (zonage d'assainissement en cours). Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance ou d'impossibilité d'une telle gestion, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte, le transport, l'épuration.</p>						x			
	<p>Un prétraitement (déboureur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.</p>	x	x	x	x	x	x			

	Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants, ni aggraver les risques en aval. Pour les eaux pluviales, l'ensemble des zones A et N est classé en zone sans prescriptions particulières : les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.									X	X
Article 11	Les toitures terrasses ne sont autorisées s'il s'agit de toitures terrasses végétalisées dans le but d'améliorer les performances énergétiques de la construction ou de contribuer à la régulation des eaux pluviales.	X	X							X	

Analyse des incidences

L'augmentation de la population entrainera une hausse de la consommation en eau potable et des volumes d'eaux usées à traiter. Le forage Ensisheim Hardt, mis en service en 2012, peut produire jusqu'à 8 400 m³ par jour, soit plus du double de la production actuelle qui s'élève à 3 500 m³ par jour pour les besoins des 9 communes du SIAEP d'Ensisheim Bollwiller. Avec une consommation moyenne journalière en eau potable d'environ 0,1 m³ par personne, et une population projetée de 1200 habitants en 2033, les besoins en eau pour Feldkirch s'élèveraient à 120 m³ par jour, soit 3,4% de la production actuelle journalière du forage Ensisheim Hardt. La ressource sera ainsi suffisante, et depuis les années 2000, la tendance montre une baisse de la consommation malgré une augmentation de la population.

Compte tenu des dysfonctionnements de la station d'épuration actuelle, la commune de Feldkirch a inscrit dans son PLU un secteur UBa et deux emplacements réservés pour le projet de nouvelle station d'épuration et son accès en cours de concrétisation. Ce secteur est localisé au nord-est du village, suffisamment éloignée des zones d'habitation. Le SIVOM de l'agglomération mulhousienne s'est en effet engagé, notamment par délibération du 8 juin 2018, à mener les travaux de construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées et d'un bassin d'orage pour le système d'assainissement de Bollwiller-Feldkirch. Un calendrier prévisionnel des travaux prévoit pour l'instant la mise en service de la nouvelle station d'épuration pour l'été 2023. Le programme comprend également la construction d'un bassin d'orage probablement dans le secteur UAa.

Cette nouvelle station d'épuration a été dimensionnée en fonction d'estimations pour 2050, et présentera dès la mise en service, une capacité de 6300 Equivalents Habitants. Le développement du village, qui sera progressif et maîtrisé, est donc compatible avec les capacités et l'efficacité du système d'assainissement (moins de 5500 habitants projetés à Feldkirch et Bollwiller pour les années 2030 avec 1200 habitants à Feldkirch et 4250 habitants à Bollwiller).

En matière d'assainissement, tout projet devra respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne. Le branchement au réseau collectif d'assainissement et au réseau collecteur des eaux pluviales est obligatoire dans toutes les zones, ou à défaut la mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Le mode séparatif est à privilégier. A noter que le zonage d'assainissement est actuellement en cours de révision.

Concernant les eaux pluviales, une gestion à la parcelle ou par opération sera favorisée. L'ensemble des zones U est classé en zone de non aggravation du ruissellement (zonage d'assainissement en cours), autorisant le rejet dans un réseau existant dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou

de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel. La zone AUb est classée en zone de compensation du ruissellement, où une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales est exigée sauf cas particulier. En zones A ou N, les aménagements ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, ni aggraver les risques en aval. Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

En matière de protection des cours d'eau et fossés, le PLU impose pour toute construction un recul de 6 m par rapport aux berges en zones A et N.

Les incidences du projet du PLU sur la ressource en eau sont négligeables.

1.3. GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE

Analyse du zonage

Les zones U limitent l'extension linéaire le long des routes et maintiennent une trame urbaine compacte. Une partie des dents creuses pourra être mobilisée pour optimiser l'espace disponible dans la trame urbaine existante (environ 1,8 ha). Une zone d'extension AUb à vocation d'habitat, d'une superficie de 5 ha, est localisée en continuité du lotissement de la Roselière et à proximité des équipements structurants de la commune. Celle-ci correspond à une opération actuellement en cours liée à l'aménagement du lotissement du Champ des oiseaux qui permettra de boucler le réseau de voiries du lotissement de la Roselière, constitué d'impasses en attente de la réalisation de cette opération.

Concernant les zones à vocation d'activités, les choix retenus pour le PLU s'inscrivent dans la continuité des projets entamés sous le régime du POS. Aucune zone d'extension supplémentaire n'est inscrite dans le PLU. Une opération d'aménagement est en cours en bordure sud de la RD 429 ou route de Mulhouse, répondant aux besoins de développement économique de la commune qui a donc restreint les zones d'activités à l'existant, renonçant ainsi au potentiel du terroir Marie-Louise. Le terroir Alex est pour une partie concerné par l'implantation d'une centrale photovoltaïque en cours d'aménagement, dont l'emprise a été classée en zone UX (5 ha).

L'urbanisation de la zone agricole est fortement limitée à deux secteurs Aa et Ab permettant de répondre aux besoins de la profession agricole et des activités existantes.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 1	Les constructions à usage de commerce de plus de 300 m ² de surface de vente sont interdites.	x	x	x						
Article 2	Sont autorisés, les abris de pâturage à vocation agricole, les locaux techniques à usage strictement agricole (abris destinés à protéger les installations d'irrigation, ...), à condition que leur emprise au sol n'excède pas 20 m ²								x	
	Dans le secteur Aa sont autorisées, l'extension mesurée (20% au maximum) des bâtiments à								Aa	

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
	usage d'habitation existants à la date d'approbation du présent PLU									
	Dans la zone N sont admises les extensions mesurées des habitations existantes mentionnées dans la limite de 20% de surface de plancher supplémentaire									
	Dans les secteurs Na et Nb, l'emprise au sol des bâtiments ne pourra excéder l'emprise existante à la date d'approbation du présent PLU.								Na/ Nb	
Article 9	L'emprise au sol ne peut excéder les 60% de la superficie du terrain.	x								
	L'emprise au sol des constructions ne peut excéder la moitié de la superficie du terrain. Cette emprise peut être portée aux 2/3 de la superficie du terrain dans le cas de constructions à usage principal d'activités économiques.		x							
	L'emprise au sol des constructions ne peut excéder le tiers de la superficie du terrain.			x						
	L'emprise au sol maximale des constructions ne peut excéder les deux tiers de la superficie du terrain.							x		

Analyse des incidences

Le projet de PLU propose des zones U cohérentes avec le tissu existant. Bien que très réduit, le PLU a pris en compte le potentiel de densification en dents creuses qui s'élève à environ 1,8 ha. La zone d'extension à vocation d'habitat AUB s'étend sur une superficie de 5 ha, dont une partie est incluse dans le T0. L'ensemble des surfaces en U et AU hors T0 est compatible avec la superficie attribuée par le SCOT : 3 ha auxquels s'ajoutent également un bonus d'extension supplémentaires de 2 ha alloué par le SCOT pour la proximité avec la gare de Bollwiller et l'existence d'un itinéraire cyclable permettant de rejoindre la gare en moins de 10 minutes à vélo.

La zone AUB étant actuellement occupée par des cultures annuelles, la perte en terrains agricoles s'élève à 7% des surfaces disponibles à l'échelle communale. Toutefois, il convient de préciser qu'il ne s'agit pas de consommation d'espaces agricoles à proprement parlé puisque l'urbanisation du secteur AUB a été rendue possible par la mise en compatibilité du POS en 2016, qui s'en est suivie par l'octroi d'un permis d'aménager.

A l'inverse, une bande d'environ 10 ares de terrains agricoles est versé en zone N entre le secteur AUB et la piste cyclable, permettant ainsi de renforcer la protection de la zone de contact entre les espaces bâtis et les espaces naturels de la zone humide remarquable de l'Entenbad.

Le reste de l'espace agricole est protégé en zone A en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles, à l'exception des secteurs Aa et Ab ciblés pour répondre aux besoins de développement des activités agricoles existantes et encadrés par des règles distinctives.

Les incidences du projet en matière de consommation d'espace sont faibles.

1.4. PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS

Analyse du zonage

Habitats naturels

Le zonage est globalement cohérent avec l'occupation du sol. Les milieux naturels (boisements, friches, prairies, vergers, ripisylves, zones humides,...) sont en grande majorité classés en zones N ou A. La superficie brute de milieux naturels (hors cultures) potentiellement détruite par l'urbanisation des zones U s'élève à 11,4 ha (mais le potentiel mobilisable en dents creuses n'est en réalité évalué qu'à 1,8 ha).

Il s'agit essentiellement de milieux pionniers secs des friches minières, dont 5 ha sont présents dans la zone UX associée au terroir Alex et concernée par l'accueil d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le projet de PLU prévoit en sus la **protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme de 20,6 ha et de 5 km d'habitats naturels**. Il s'agit :

- des boisements et prairies de la coulée verte de la ZAC du carreau Marie-Louise ;
- des boisements et de la roselière de l'Entenbad ;
- des renaturations effectuées sur le terroir Alex avant 2019 ;
- des ripisylves des cours d'eau et fossés ;
- de l'alignement d'arbres en bordure nord du Baggerloch ;
- du bosquet en zone UE non urbanisée, au bord de la RD430,
- de deux vergers d'importance écologique et historique pour l'un d'entre eux, en zone agricole.
- **et des zones humides ordinaires identifiées par le SAGE de la Lauch et à dire d'expert dans la zone AUB, celles-ci sont toutes occupées par des cultures.**

L'ensemble de la forêt située au sud du ban, dont la lisière se situe en bordure des quartiers d'habitation (cité Alex, lotissement des peupliers, ...) est couverte par la protection au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme (espaces boisés classés), qui interdit tout défrichement.

Rappel : l'application de la méthodologie choisie demande de jongler avec des données SIG qui n'ont pas été produites aux mêmes échelles de saisie. C'est pourquoi la confrontation des diverses données utilisées peut présenter d'éventuels biais cartographiques et statistiques.

Ainsi, les données chiffrées issues de la superposition du zonage avec l'occupation du sol, et les périmètres d'inventaires (zones humides remarquables, ZNIEFF) ou les réservoirs de biodiversité, affichées dans les tableaux ci-après, sont à considérer avec une certaine marge d'erreur due à la confrontation d'échelles différentes. Celles-ci apportent néanmoins des éléments de cadrage utiles au travail d'évaluation des incidences du projet de PLU sur les composantes environnementales.

De même, certaines cartes produites dans ce rapport présentent des biais cartographiques dus à la superposition de couches SIG qui ont été numérisées à des échelles différentes selon les thématiques et les sources utilisées (ex. une petite partie de la ZNIEFF du terroir Alex se trouve en zone agricole).

Occupation du sol (ha)	A	Aa	Ab	Ac	AUb	N	Na	Nb	UA	UAa	UAb	UB	UC	UE	UEa	UEm	US	UX	Total
Bosquets et haies	1,9		< 0,1			2,6	0,1		< 0,1	0,1	< 0,1	0,4	< 0,1						5,1
Cultures	124,4	2,0		2,8	4,9	1,2			< 0,1			0,2			0,6		< 0,1		136,2
Espaces artificialisés	1,3	0,5	0,2	0,1	< 0,1	2,8	0,1	0,3	15,8	0,3	0,3	21,6	6,0	9,2	< 0,1	4,6	2,9		66,7
Forêts	0,2			< 0,1	< 0,1	126,8	< 0,1					0,2	< 0,1	< 0,1		< 0,1			127,2
Friches arbustives						3,3													3,3
Friches herbacées	0,1					1,5	0,1						< 0,1	< 0,1					1,6
Friches minières	0,2					31,1								2,1		0,6	< 0,1	5,0	39,0
Plans d'eau						2,4	< 0,1												2,5
Prairies	4,2			1,2		0,8	< 0,1		0,1		0,0	1,5							7,9
Réseau routier/ferré	3,3					17,3						2,3	0,6	1,1					24,7
Ripisylves	2,9		< 0,1			0,8			< 0,1	0,3									4,0
Vergers	2,3			0,9					0,1		0,2	< 0,1							3,4
Total	140,8	2,6	0,2	5,1	4,9	190,5	0,3	0,3	16,1	0,6	0,5	26,3	6,6	12,4	0,7	5,2	3,0	5,0	421,1

Occupation du sol (%)	A	Aa	Ab	Ac	AUb	N	Na	Nb	UA	UAa	UAb	UB	UC	UE	UEa	UEm	US	UX	Total
Bosquets et haies	37,6%		0,2%			51,1%	1,4%		0,5%	1,1%	0,1%	8,0%							100,0%
Cultures	91,3%	1,5%		2,1%	3,6%	0,9%						0,2%			0,5%				100,0%
Espaces artificialisés	2,0%	0,8%	0,3%	0,2%	0,1%	4,2%	0,2%	0,4%	23,9%	0,4%	0,5%	32,7%	9,1%	13,9%		7,0%	4,4%		100,0%
Forêts	0,1%					99,7%						0,2%							100,0%
Friches arbustives						100,0%													100,0%
Friches herbacées	3,6%					88,8%	5,5%						2,0%	0,1%					100,0%
Friches minières	0,6%					79,8%								5,3%		1,5%		12,8%	100,0%
Plans d'eau						98,9%	1,1%												100,0%
Prairies	53,8%			15,6%		9,5%	0,1%		1,5%			19,5%							100,0%
Réseau routier/ferré	13,4%					70,1%						9,5%	2,4%	4,6%					100,0%
Ripisylves	71,8%		0,2%			19,7%			0,3%	7,9%									100,0%
Vergers	65,6%			25,9%					3,5%		5,1%	0,1%							100,0%

Occupation du sol (%)	A	Aa	Ab	Ac	AUb	N	Na	Nb	UA	UAa	UAb	UB	UC	UE	UEa	UEm	US	UX	Total
Total	33,4%	0,6%	0,1%	1,2%	1,2%	45,3%	0,1%	0,1%	3,8%	0,2%	0,1%	6,2%	1,6%	2,9%	0,2%	1,2%	0,7%	1,2%	100,0%

Protections (ha)	Espaces artificialisés	Cultures	Boisements	Friches arbustives	Friches minières	Prairies	Vergers	Total
EBC (espaces boisés classés)	0,3		112,1	2,1	0,2			114,7
L.151-23 (éléments naturels protégés)	0,4	0,1	1,4	0,4	6,1	0,2	0,6	9,25
L.151-23 (zones humides ordinaires protégées)		11,3						0,45
Total	0,7	11,4	113,5	2,5	6,3	0,2	0,6	124,4

Zones humides

Les zones à dominantes humides (inventaire CIGAL) sont majoritairement classées en zone N (prairies et boisements humides) et en zone A (terres arables et boisements humides). Les surfaces classées en zone U à vocation d'habitat sont faibles ; il s'agit principalement de boisements humides.

Zones à dominante humide (Inventaire CIGAL) en ha	A	Ab	Ac	AUb	N	Na	UA	UAa	UEm	Total
Boisements linéaires humides	4,7	0,1	0,1	0,2	1,2		0,6	0,3		7,2
Forêts et fourrés humides	0,2				4,2	0,1			0,1	4,7
Plan d'eau					3,6					3,7
Prairies humides	0,2				2,1				0,6	2,9
Terres arables	1,8		0,1	0,4	0,4					2,6
Territoires artificialisés					10,8				0,2	11,0
Total	6,9	0,1	0,2	0,5	22,3	0,1	0,6	0,3	0,9	32,1

Zonage cohérent / Point de vigilance

0,45 ha de zones à dominante humide cultivées ont été exclus de l'urbanisation du secteur AUb, qui a fait l'objet d'une expertise par ECOSCOPE, visant à déterminer la présence ou non de zones humides, conformément à l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition des zones humides (mis à jour par l'arrêté du 1er octobre 2009). Cette expertise a été réalisée en décembre 2017 sur le secteur AUb dans le cadre du projet d'aménagement du lotissement « Le Champ des oiseaux ».

Celle-ci se base uniquement sur une approche par la pédologie puisque toute la zone d'étude est composée de terrains agricoles en cultures annuelles. 27 sondages ont été effectués pour observer les éventuelles traces d'hydromorphie dans le sol. Du fait de la présence de galets, apparaissant généralement entre 30 et 50 cm de

profondeur, l'utilisation de la tarière à main a été anecdotique ; seuls trois sondages ont été « conclusifs » le 5 décembre 2017. Une deuxième session a eu lieu le 7 décembre ; 24 sondages ont été réalisés à la pelle mécanique. La localisation et l'analyse des sondages sont présentés sur la carte ci-après.

Les sols sont globalement limoneux à argilo-sablo-caillouteux. Dans la moitié nord-ouest de la zone d'étude, aucune trace d'hydromorphie n'est observée avant 50 cm de profondeur. Dans la moitié sud-est, des traces d'hydromorphie (traits réductiques) ont été observées dans la plupart des sondages effectués. Leur profondeur d'apparition diminue d'ouest (autour de 50 cm) en est (20 cm). Cependant, aucun trait rédoxique ne leur y est associé en profondeur. Des couches argileuses grises ont été observées dans certains sondages, mais elles n'étaient jamais des gleys purs (présence de marques d'oxydo-réduction de couleur rouille).

De l'humidité a été observée en profondeur dans les sondages n°19 et 20, mais la nappe n'a jamais été atteinte. Six sondages effectués à l'extrémité est sont caractérisés par la présence de traits réductiques à partir de 20-25 cm, se maintenant ou s'intensifiant en profondeur. Ces profils correspondent à des sols hydromorphes de classe GEPPA Vb ou Vc. Ils permettent donc la délimitation d'une zone humide « réglementaire », d'une superficie de 0,45 ha.

L'expertise a conclu à la présence de 0,45 ha de zone humide au regard des critères législatifs en vigueur. Seule la fonctionnalité hydraulique est assurée ; il s'agit d'une zone humide dite « ordinaire » que le PLU préserve par un classement en zone naturelle et une protection au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Fonctionnement écologique

Le réservoir de biodiversité de la « Forêt du Nonnenbruch et Bois de la Thur » identifié dans le SRCE Alsace est majoritairement classé en zone N (155 ha soit 92% de la superficie du réservoir de biodiversité). Environ 4 % du réservoir est situé en zone UE, mais ces surfaces correspondent à des espaces déjà artificialisés en marge du massif forestier. Environ 3% (5 ha) est classé en zone UX destinée à l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol.

A noter que le réservoir de biodiversité délimité par le SCoT de la Région mulhousienne (SCoT intégrateur du SRCE) n'inclut pas la partie située en zone UE. Le PLU est ainsi compatible avec le SCoT. Par ailleurs, une large part du réservoir de biodiversité est concerné par une protection au titre des Espaces Boisés Classés (articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme) ou au titre de l'article L.151-23 du CU permettant d'identifier et localiser des sites naturels à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques. Ainsi, cette protection s'applique aux milieux humides par ailleurs concernés par une Zone Humide Remarquable, aux espaces renaturés du terroir Alex, à des vergers et aux ripisylves des cours d'eau, support de corridors écologiques.

Les corridors écologiques d'importance national et régional qui traversent le territoire communal sont également préservés par le zonage établi (zone N ou A).

Réservoir de biodiversité SRCE (ha)	A	Ac	AUb	N	UB	UC	UE	UEm	UX	Total
Forêt du Nonnenbruch et Bois de la Thur	0,5	0,1	0,2	154,6	0,7	0,3	1,8	4,7	5,0	167,8

Périmètres de protection

Zone humide remarquable

Les surfaces de la zone humide remarquable de l'Entenbad, situées sur le ban de Feldkirch, sont classées en zone naturelle. Celles-ci jouxtent la zone d'extension AUB et afin de renforcer la préservation des milieux humides associés, une protection au titre de l'article L.151-23 du CU est également mise en place en sus du classement en zone N.

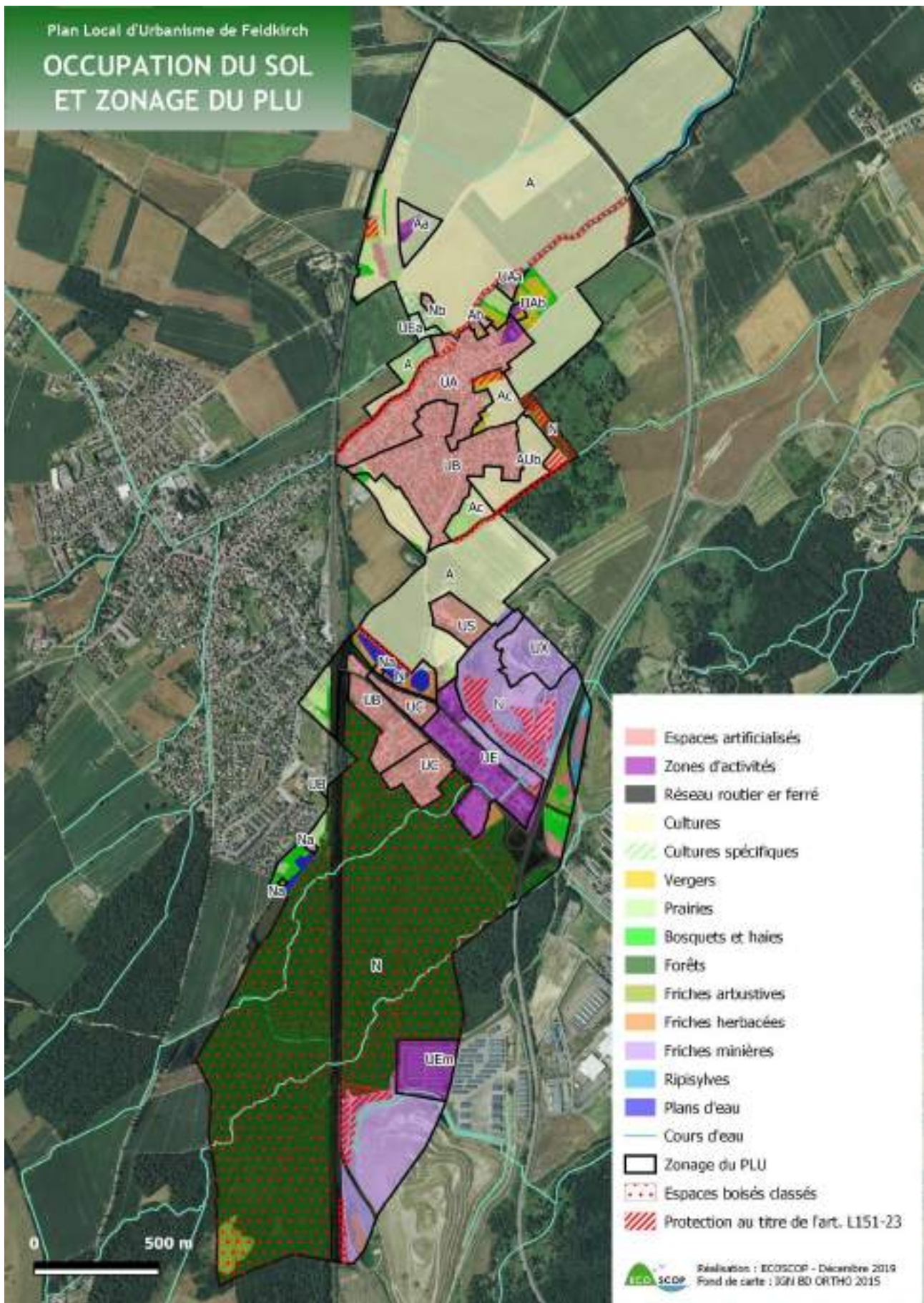
ZNIEFF

Comme le périmètre du réservoir de biodiversité auquel elles sont associées, les deux ZNIEFF de type 1 sont majoritairement classées en zone N. Une superficie d'environ 5 ha est en revanche classée en zone UX, qui couvre des milieux pionniers secs situés sur le terril Alex concernés par le projet d'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol. A noter que la partie non concernée par la centrale photovoltaïque est classée en zone naturelle alors que le POS l'avait classé en zone urbanisable. Les boisements réalisés par la commune dans le cadre de la renaturation du terril Alex sont de plus protégés au titre de l'article L.151-23 du CU.

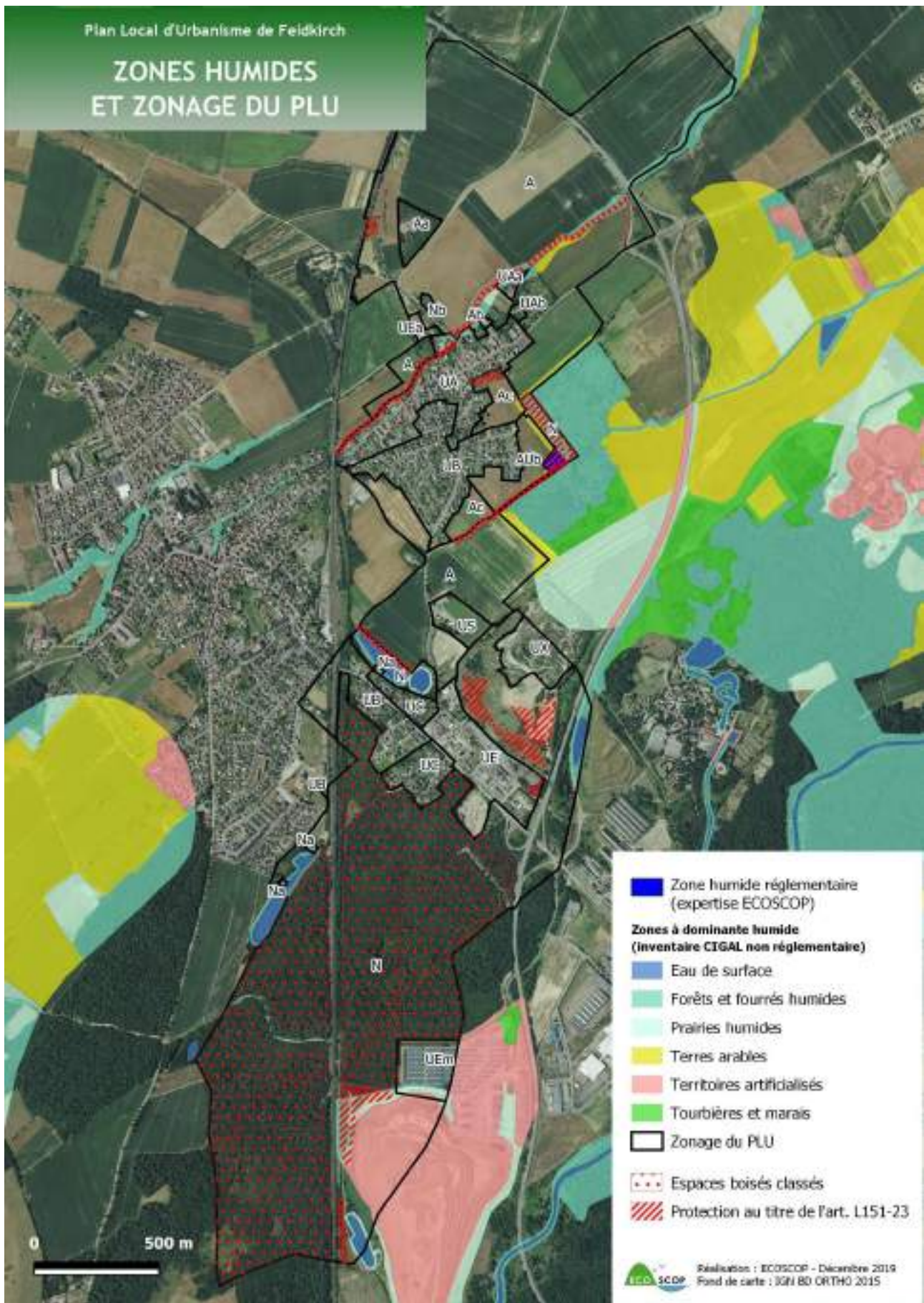
ZNIEFF (ha)	A	N	UEm	UX	Total
Terril Alex et landes boisées, à Feldkirch et Ungersheim	0,5	16,25		5,0	21,7
Terril Marie Louise, à Staffelfelden et Feldkirch		16,34	0,6		16,9
Total	0,5	32,6	0,6	5	38,6

Zonage cohérent / Point de vigilance

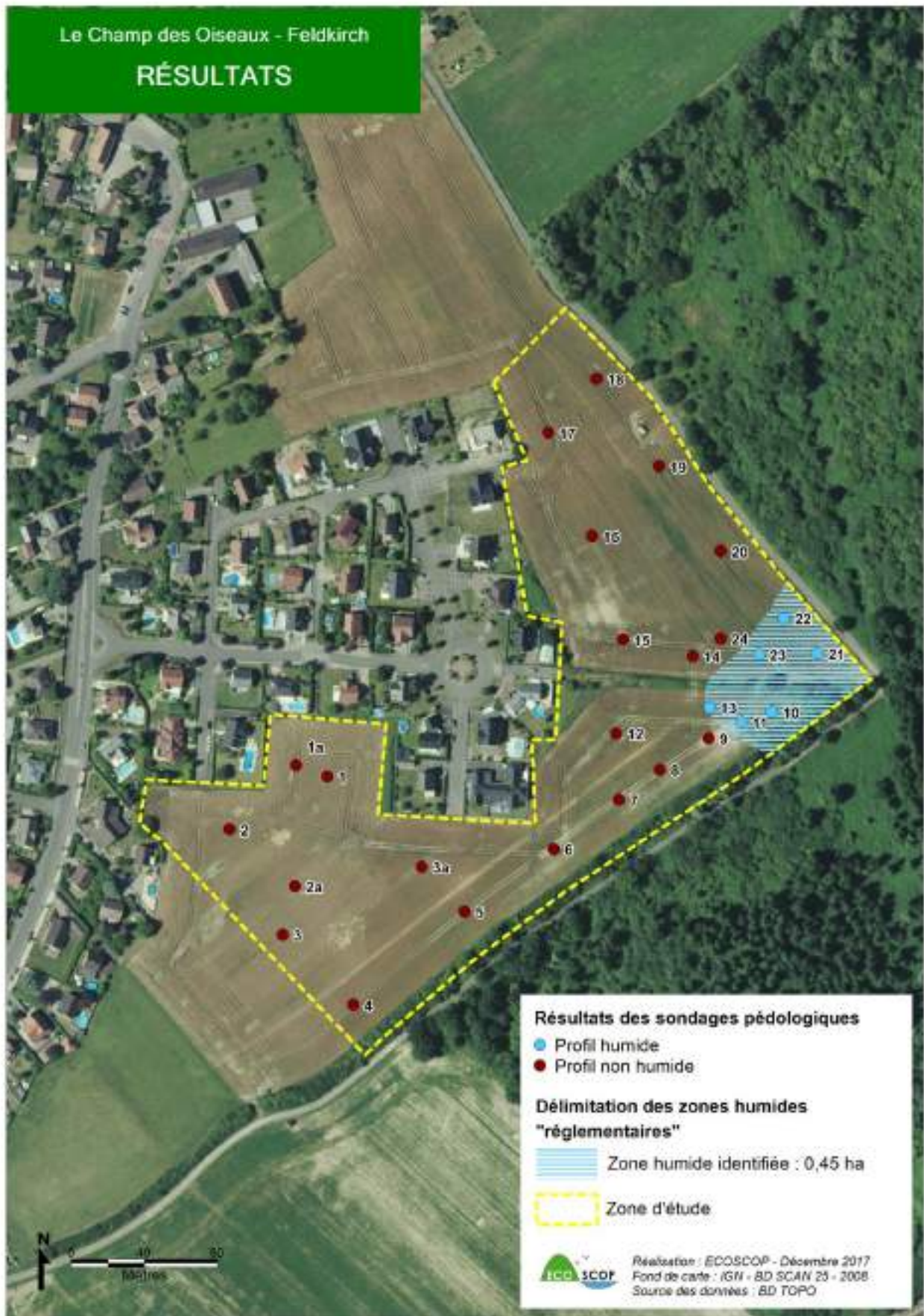
NB : Les cartes présentées ci-après ont été produites sur la base du projet de PLU arrêté et ne tiennent pas compte des évolutions qui ont suivis la phase de consultation publique.



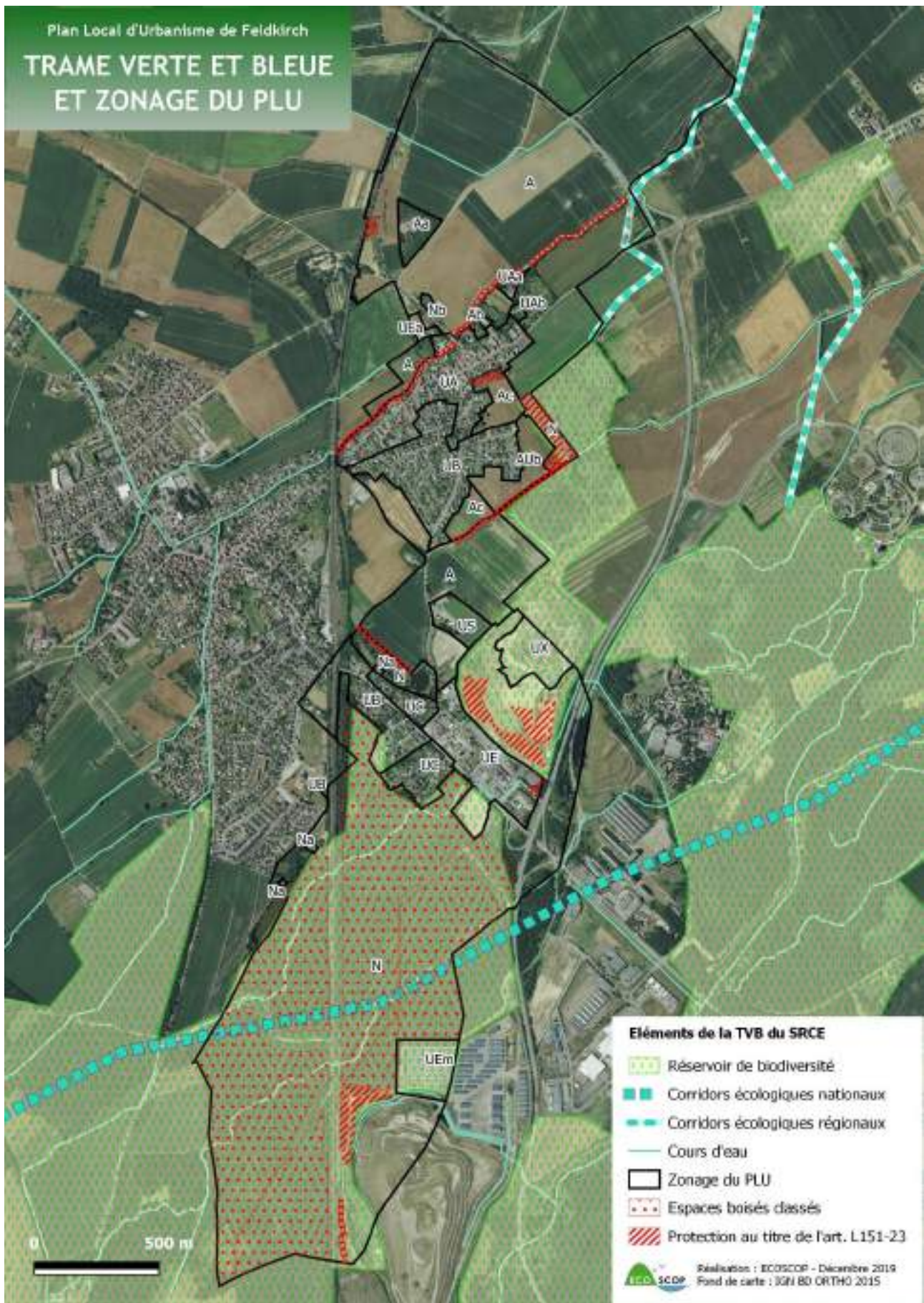
Carte 3 : Occupation du sol et zonage du PLU



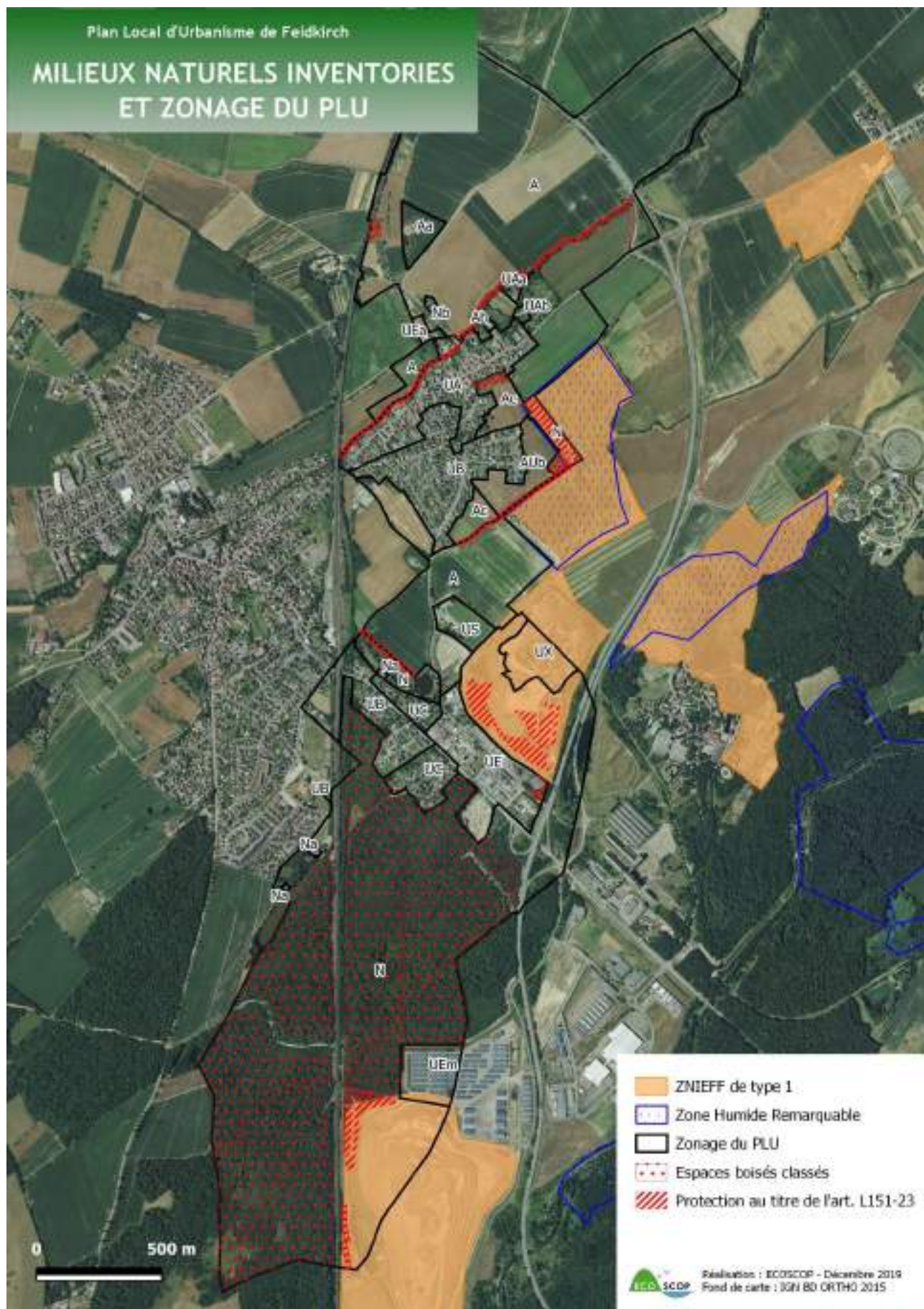
Carte 4 : Zones humides et zonage du PLU



Carte 5 : Expertise zone humide



Carte 6 : Trame verte et bleue et zonage du PLU



Carte 7 : TVB et zonage du PLU

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 1	Dans les espaces repérés comme «Éléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme » aux plans de zonage : les travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de ces éléments	x							x	x
	Sont interdits tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de l'écran végétal, repéré au plan de zonage comme «Élément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme»				x					
Article 2	Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.									x
Article 6	Les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.								x	x
Article 11	Les clôtures devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune (Hérissons, ...), des insectes marcheurs et au libre écoulement des eaux								x	x
Article 13	Les espaces libres non affectés aux aires de manoeuvre ou de stationnement des véhicules ou aux accès piétonniers doivent être végétalisés.	x								
	La superficie des espaces plantés doit être au moins égale au tiers de la superficie du terrain		x							
	La superficie des espaces plantés doit être au moins égale à 40% de la superficie du terrain.			x						
	Les plantations peuvent être réalisées à partir d'essences locales fruitières ou feuillues choisies parmi la liste figurant en annexe au présent règlement. Le mélange des essences est à promouvoir.	x	x	x						
	Toute opération de logements collectifs, de groupe d'habitations ou de lotissement, une aire, d'une superficie au moins égale à 5 % de la superficie totale du terrain d'assiette de l'opération, doit être réservée pour les espaces verts communs. Elle peut être aménagée en un ou plusieurs endroits.	x	x	x						
	Dans le secteur UAa, les clôtures devront être doublées d'une haie arbustive et arborée.	UAa								
	La ripisylve du ruisseau matérialisée au plan de zonage, est classée en tant qu'«Élément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».	x								
	Dans le secteur UEm, 50% au minimum des surfaces libres non destinées au stockage, aux manoeuvres et stationnement de véhicules, devront être traitées en espace vert. Les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives devront être traitées en espaces verts sauf si des raisons de sécurité s'y opposent. Dans la marge de recul par rapport à la voie publique, la configuration des plantations d'arbres de hautes tiges doit permettre un dégagement visuel de la façade principale ; les haies y sont interdites. Les aires de stationnement doivent être plantées au minimum d'un arbre à hautes tiges pour 3									

	UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
places de stationnement. L'écran végétal matérialisé au plan de zonage, est classé en tant qu'«Elément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».									
Au moins un tiers de la superficie des terrains devra rester libre de toute construction ou aménagement visant à imperméabiliser les surfaces.							x		
Les constructions, par leurs teintes, implantation, aspect et volume, devront garantir une insertion satisfaisante au site et au paysage.								x	
Les massifs forestiers matérialisés au plan de zonage conformément à la légende «espaces boisés classés », à conserver, sont soumis au régime des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme. Les boisements de l'étang matérialisés au plan de zonage, les boisements du terriil Alex, les ripisylves, et la coulée verte du carreau Marie-Louise sont repérés comme «Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme».									x

Analyse des incidences

Habitats naturels

Dans l'ensemble, le PLU est compatible avec la préservation des milieux naturels de Feldkirch. Les habitats naturels d'intérêt, c'est-à-dire tous les milieux à l'exception des espaces artificialisés et des cultures, sont en très grande majorité classés en zone naturelle ou en zone agricole.

Les principales incidences sont liées à la perte d'environ 5 ha d'habitats ouverts pionniers secs sur le site du terriil Alex, désigné en ZNIEFF de type 1 et classé en zone UX pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque au sol. L'étude d'impact, réalisée dans le cadre de ce projet, a mis en évidence certaines incidences sur la biodiversité, qui ont pu être minimisées grâce à différentes mesures d'intégration du projet destinées à garantir les valeurs biologiques du site ayant justifiées la désignation de la ZNIEFF.

Extrait de l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex - CLIMAX, 2016

LES IMPACTS DU PROJET

Récapitulatif des impacts par domaine de l'environnement

DESCRIPTION DE L'IMPACT		NIVEAU (*)
Milieu physique		
Substrat géologique, sols	Aucun, le site est un dépôt de terre issue des galeries et de divers matériaux (MDPA)	très faible
Substrats du terriil	Remodelage, talutage, tranchées, tassement lors de l'installation et du démantèlement du parc. Risques d'érosion et d'instabilités.	faible
Eaux superficielles	- Risques de pollution (hydrocarbures des engins, départ de fines) en phases chantier et démantèlement. - Faibles départs de Zn durant l'exploitation (pieux galvanisés) - Concentration des écoulements (phase exploitation).	faible
Eaux souterraines	Risques de pollution via les eaux de ruissellement lors de l'installation et du démantèlement du parc.	faible
Climat	Méso et microclimats localement modifiés pendant l'exploitation	très faible
Milieu biologique		
Végétation, flore	Destruction lors des travaux (ligneux, végétation herbacée). Perte directe de stades initiaux de pelouses ; d'autres habitats sont de faible valeur (bétulaie).	assez fort
	Modification des conditions de développement et gestion. Incertitude sur la qualité des habitats en phase exploitation	Assez faible
Faune	Destruction d'individus d'espèces peu mobiles (Invertébrés, Micromammifères, Reptiles et Amphibiens). Gîtes (Reptiles, Amphibiens) majoritairement hors zone d'implantation.	assez fort
	Perte et modification des habitats pour les espèces animales : habitats détruits lors des travaux, puis modifiés par les structures solaires et la gestion du parc.	Assez faible
Echanges biologiques	Clôture du parc soustraira certains espaces aux mammifères terrestres de moyenne et grande taille (fragmentation). Les marges resteront accessibles et peu d'espèces seront affectées. Peu d'impact sur le SRCE (corridors boisés autour seront maintenus)	faible
Valeurs de la Znieff type 1	Risque de perte d'espèces justifiant la ZNIEFF.	moyen
Milieu humain		
Paysage	Modification du paysage mais le parc solaire peu visible au sol. Phénomènes optiques faibles (types de panneaux utilisés). Valorisation d'une partie du terriil identifié comme dépotoir.	faible
Patrimoine culturel	Absence de co-visibilité avec des monuments remarquables	très faible
Usages sur et à proximité du terriil	Nuisances lors des travaux d'installation et de démantèlement. Promenades peu perturbées (cheminements maintenus).	faible
	Usages sur le terriil. Soustraction de l'activité motocross du terriil, certains secteurs ne seront plus accessibles.	Plutôt positif
Cadre de vie (riverains), santé	Nuisances par le trafic d'engins lors du chantier (bruit, vibrations, poussières, trafic) mais à distance des habitants.	faible
	Modification de l'aspect du site mais écrans végétaux sont maintenus et des plantations sont en cours au sud. Champs électriques peu étendus, proches des installations.	très faible
Autres projets (impacts cumulés)		
Plantations sur terriil Alex; projets sur sites similaires	Effets négatifs : pertes d'habitats et d'espèces des milieux ouverts, risque de perte d'individus et de sites de ponte. Effets positifs : développement d'habitats de ligneux ; traitement paysager (terriil Alex); aménagements pour la faune sur le terriil Alex.	moyen

(*) évaluation de l'intensité avant les mesures d'intégration

LES MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION D'IMPACT

■ **E1 : Évitement de milieux naturels remarquables**

L'évitement consiste à soustraire la partie nord du projet pour conserver des végétations et des secteurs d'intérêt entomologique. Ce secteur s'est aussi révélé peu favorable à l'implantation de pieux battus (instabilité). Enfin, le parc solaire sera un peu moins perceptible depuis le front urbain et la piste cyclable de Feldkirch.

La carte suivante (p.41) montre la partie soustraite au projet et la nouvelle répartition des panneaux sur le terrain.

La superficie évitée est de 44 ares, soit 4,4 % de la superficie totale (10 ha) du projet retenu. Les habitats qui correspondent à cette superficie sont principalement la Calamagrostidaie (35.14) et la pelouse lacunaire (34.322).

L'intérêt principal de cette mesure d'évitement est de préserver 15 ares de sols minéraux et de pelouses lacunaires. Ces habitats d'intérêt sont exploités par des Insectes remarquables du groupe des Sauterelles, Grillons et Criquets.

Habitats préservés en superficie par l'évitement

Habitats (Code Corine)	DH (2)	LRA (3)	Sup. (ares)
Carpino betuli - Prunion spinosae Weber 1974 (31.81)			5,59
Communaute a Rubus spp. (31.931)			0,17
Recrus forestiers caducifoliés (31.8D)			8,44
Pelouse lacunaire du <i>Mesobromenion erecti</i> (34.322)	"6210"	"LRA"	9,28
Groupement a <i>Calamagrostis epigeios</i> (35.14)			13,97
Groupement a <i>Solidago gigantea</i> (37.71)			0,34
Sol nu (87.0)			6,19
			44,00

> Par ailleurs, le parc ne sera pas éclairé en période nocturne, ce qui limitera les risques de surmortalité et de dérangement de la faune.

Trois mesures de réduction d'impact sont proposées :

- Encadrer le chantier dans sa tenue et son déroulement (R1);
- Rendre perméable la clôture pour la petite faune terrestre (R2);
- Optimiser la gestion de la végétation (R3).

■ **R1 : Suivi environnemental des travaux d'installation (et démantèlement) du parc solaire**

Les objectifs poursuivis seront de :

- bien organiser le chantier en évitant les périodes sensibles pour les espèces du site ;
- réduire les risques de pollution des substrats, de l'air et de l'eau ;
- réduire les risques de destruction de la flore et la faune peu mobile (périodes d'intervention);
- prévenir des effets négatifs les zones évitées et les espaces qui n'accueilleront pas les panneaux.
- limiter les gênes pour les riverains (accès chantier, matériel).

Les interventions sur les sols et la végétation devront être réalisées hors période d'activité biologique, d'octobre à mars. Les autres phases non problématiques du projet pourront se dérouler sur les autres périodes de l'année.

■ **R2 : Adaptation de la clôture pour le passage des petits mammifères**

Cette mesure cherche à rendre la clôture davantage perméable à certaines espèces de taille modeste, notamment le Lapin de garenne et les petits mustélidés.

De petites ouvertures de 10-20 cm entre le sol et la clôture seront pratiquées tous les 50 m.l. pour permettre le passage de la petite faune vertébrée.

■ **R3 : Gestion de la végétation du parc solaire**

Le mode de gestion des espaces non couverts de panneaux solaires revêt une importance pour conserver la valeur biologique de la partie nord du terriil Alex.

L'objectif de la mesure est de garantir les valeurs pour la végétation, la flore et les Insectes à l'intérieur du futur parc solaire.

La gestion différenciée des espaces verts consiste à diversifier les modes de gestion de ces espaces et d'entretenir extensivement les espaces non utilisés. Les coûts d'entretien peuvent être ainsi réduits.

La gestion différenciée préconisée est détaillée dans le tableau suivant. Les fauches devront être suivies d'un export de la végétation.

Modes de gestion de la végétation dans le futur parc solaire

Types de superficie	Mode de gestion
<i>Sous les rampes de panneaux</i>	Gestion alternant fauche 1 fois/an avec évacuation des produits de fauche (valorisation en compostage) et/ou pâturage extensifs.
<i>Entre les rampes de panneaux</i>	Fauche (1 fois par an avec export) ou pâturage extensifs ou combinaison des deux.
<i>Le long de la clôture</i>	Le maintien d'ourlet sera réalisé, seule une fauche en fin de saison (septembre) sera pratiquée, avec export.
<i>Espaces évités</i>	Non gestion ou gestion très extensive : fauche et coupes seulement si elles deviennent nécessaires en termes d'ombrage ou de sécurité. Espaces non pâturés.
<i>Autres dispositions</i>	Pas de produits phytosanitaires

Bilan intermédiaire des impacts résiduels

	Description	Niveau (1)	Mesures	Bilan (2)
Milieu physique				
Substrat géologique, sols	Aucun	très faible		très faible
Substrats du terril	Remodelage, talutage, tranchées, tassement, risques d'érosion, d'instabilité	faible	E1	très faible
Eaux superficielles	Risques de pollution (chantier et démantèlement) ; dépôts de Zn durant l'exploitation ; Modification des écoulements	faible	E1	très faible
Eaux souterraines	Risques de pollution via les eaux	faible	E1	très faible
Climat	Méso et microclimats localement	très faible		très faible
Milieu biologique				
Végétation, flore	Destruction lors des travaux	assez fort	E1, R1	moyen
	Modification des conditions de développement et gestion	moyen	R3	faible
Faune	Destruction d'individus d'espèces peu mobiles	assez fort	E1, R1	moyen
	Perte et modification des habitats pour les espèces animales	moyen	R3	faible
Echanges biologiques	Clôture du parc soustraira des espaces à certains mammifères terrestres	faible	R2	très faible
Valeurs de la Znieff type 1	Risque de perte d'espèces justifiant la Znieff.	moyen	E1, R1	faible
Milieu humain				
Paysage	Modification du paysage mais parc solaire peu visible. Phénomènes optiques.	faible	E1	faible
Patrimoine culturel	Absence de co-visibilité avec des monuments remarquables	très faible		très faible
Usages sur et à proximité du terril	Nuisances lors des travaux d'installation et de démantèlement.	faible	R1	très faible
	Soustraction de l'activité motocross du terril, certains secteurs ne seront plus accessibles.	positif		positif
Cadre de vie (riverains), santé	Nuisances par le trafic d'engins lors du chantier	faible	R1	très faible
	Aspect du site mais écrans végétaux sont maintenus et plantations au sud. Champs électriques des installations.	très faible		très faible
Autres projets (impacts cumulés)				
Plantations sur terril Alex; projets sur sites similaires	Pertes d'habitats et d'espèces des milieux ouverts, risque de perte d'individus et de sites de ponte. Développement d'habitats de ligneux ; traitement paysager (terril Alex); aménagements pour la faune sur le terril Alex	moyen		moyen

(1) niveau d'impact avant mesures

(2) niveau d'impact après mesures (3^{ème} colonne).

LES MESURES DE COMPENSATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

Une mesure de compensation est proposée notamment au titre des impacts cumulés et de la destruction de la végétation et les risques de pertes d'individus (cf. tableau précédent).

Les plantations sur le terail Alex réduiront la part des habitats minéraux et risquent d'affecter un site de reproduction actuellement utilisé par le Crapaud calamite.

La mesure (C1) au sud du projet solaire, dans la partie Feldkirch consiste à :

- réaliser de petites mares peu profondes et minérales pour la reproduction du Crapaud calamite ;
- réserver des espaces minéraux comme espace de vie au Crapaud calamite et susceptibles d'accueillir des espèces remarquables (Insectes, plantes) des milieux minéraux.

Cette mesure sera principalement prise en charge par la commune de Feldkirch qui réalise ces plantations telles qu'il a été convenu avec la commune (M. Felly, com. pers. mars 2015).

Localisation des mesures d'évitement et de compensation



■ E1 - Mesure d'évitement (E1)

■ C1 - Maintien d'habitats ouverts et mares

Projet de plantation (commune de Feldkirch)

■ Plantations arbustives (haies)

■ Plantations arborescentes

■ Emprise des panneaux du projet de centrale solaire



Une mesure est dite d'accompagnement lorsqu'elle n'est pas en relation directe avec la suppression, la réduction ou la compensation (COLLIN, 2011).

La mesure proposée vise à améliorer la connaissance des effets du parc solaire sur la biodiversité en phase d'exploitation de la centrale solaire. Le rédacteur de l'étude d'impact est confronté au manque de retours d'expérience des projets solaires sur ce point.

Cette mesure se penchera sur l'évaluation de la végétation et de la faune dans le parc solaire. Elle consistera à réaliser des relevés et des cartographies décrivant l'abondance et la répartition des habitats et des espèces pendant l'exploitation. L'étude se penchera particulièrement sur les espaces entre les rampes solaires où se redéveloppera une végétation spontanée.

La mesure est aussi justifiée par le fait que le site figure dans une Znieff de type 1.

Descriptif de la mesure d'accompagnement (A1)

Thèmes étudiés	Contenu
Végétation, flore	Cartographie de la végétation ; relevés de végétation
Faune	Relevés Insectes, Oiseaux, Reptiles, Amphibiens, Mammifères terrestres
Cartographie SIG	Habitats; localisation des espèces et cheminements
Analyse des données	Evaluation de la répartition des espèces et habitats. Evaluation de l'abondance, de la répartition selon les secteurs (parties évitées, bordures, espaces entre les tables...)
Bilan annuel	Comparaison avec l'état initial avant projet solaire. Evaluation des impacts.

La mesure pourrait être effectuée 2 ans, puis 5 ans après la mise en place du projet solaire.

Six mesures sont proposées de type évitement (E1), réduction (R1, R2, R3), compensation (C1) et accompagnement (A1). Le tableau suivant montre que la mesure d'évitement conduit à des pertes d'exploitation significatives.

Les mesures proposées, leurs objectifs et leur coûts

Intitulé	Objectifs	Montant HT
<i>Evitement de l'angle nord-ouest (E1)</i>	Eviter d'affecter des valeurs de la biodiversité. Zone non adaptée au battage de pieux (milieu physique).	85.000 € (1)
<i>Suivi environnemental des travaux d'installation du parc solaire (R1)</i>	Limiter les risques pour le milieu physique, la biodiversité et les nuisances (milieu humain) en phase chantier	4.000 € (2)
<i>Aménagement de la clôture (R2)</i>	Rendre perméable la clôture en laissant passer de petits mammifères (biodiversité)	Intégré au projet
<i>Gestion de la végétation du parc solaire (R3)</i>	Maintenir des valeurs de la biodiversité à l'intérieur du parc solaire.	Intégrée dans les charges d'exploitation
<i>Création de mares et réservation d'espaces rudéraux (C1)</i>	Impacts cumulés des plantations et destructions espèces et végétations.	4.000 € (3)
<i>Etude de l'effet du parc solaire sur la biodiversité (A1)</i>	Mieux évaluer les effets du projet sur la biodiversité	12.000 € (4)
	TOTAL	105.000 €

(1) correspond au manque à gagner estimé par le développeur

Maintien des valeurs de la ZNIEFF de type 1

Le maintien de la valeur ZNIEFF "terril Alex est apparu comme un enjeu fort du projet de parc solaire. L'analyse montre que la quasi-totalité des espèces justifiant la ZNIEFF sera maintenue. Le total des points ZNIEFF obtenu est de 125 points et s'appuie uniquement sur les espèces attestées par CLIMAX en 2015/16. Le détail du décompte figure dans le corps du texte de l'étude d'impact.

Ce maintien est déduit pour l'une (ou la combinaison) des raisons suivantes :

- l'espèce ou l'habitat déterminant occupe un espace non convoité par le projet (ex : roselière sèche, terrier de Blaireau européen) ;
- l'espèce est répandue dans des secteurs qui ne seront pas touchés par le projet (ex : Lézard des murailles) ;
- l'espèce sera maintenue grâce aux mesures d'évitement (ex : Orthoptères des friches et sols nus) ;
- l'espèce bénéficie de mesures adaptées (ex : Crapaud calamite).

Une seule espèce liée aux stades boisés pourrait disparaître du teruil Alex : l'Hypolaïs polyglotte, un oiseau des habitats semi-ouverts observé en limite sud de l'emprise du parc solaire. Les plantations réalisées au sud sont néanmoins susceptibles d'être investies par cette espèce d'oiseau.

Outre, les 125 points du teruil Alex, dans l'hypothèse du maintien de l'état actuel des parties en dehors du teruil, 55 points s'ajouteront au décompte de la ZNIEFF, soit 180 points. Ces 55 points correspondent à des espèces et des habitats des milieux humides qui sont localisés en dehors du teruil (exemple : Rainette verte).

Par conséquent, le projet avec ses mesures d'intégration garantira le maintien de la valeur de cette ZNIEFF de type 1.

Intégration environnementale globale

L'ensemble des six mesures, de l'évitement à l'accompagnement proposées est de nature à réaliser une bonne intégration environnementale du projet solaire envisagé sur le teruil Alex.

Le PLU de Feldkirch a pris en compte le souci de maintien de la valeur de la ZNIEFF du terril Alex, notamment à travers le reclassement en zone naturelle de la partie du terril Alex non concernée par la nouvelle centrale photovoltaïque ; celle-ci était auparavant classée en zone urbanisable dans le POS. Le PLU protège également les plantations effectuées sur le territoire communal, dans le cadre du traitement écologique et paysager du terril Alex, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Les incidences liées à l'urbanisation de la zone d'extension AUb sont faibles car le site est intégralement occupé par des cultures.

Une part importante des milieux naturels est identifiée au plan de zonage et protégée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme : 20,6 ha d'espaces liés à la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, la roselière et la saulaie de l'Entenbad, aux zones humides ordinaires, aux boisements de renaturation effectués sur le terril Alex, à des bosquets et des vergers ; 5 km de ripisylves et un alignement d'arbres en bordure du Baggerloch. A cela s'ajoute 115 ha d'espaces boisés classés au titre de l'article L.113-1 du CU.

De plus en zones A et N, le règlement prévoit que les constructions doivent respecter une distance minimale de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.

Les incidences du projet sur les milieux naturels sont faibles à moyennes.

Cas particulier du Crapaud vert

Le PLU de Feldkirch prend en compte le projet de parc photovoltaïque au sol sur le terril Alex en délimitant une zone UX pour l'accueil des infrastructures associées au projet. Ce site est localisé dans le périmètre d'enjeu fort du Plan Régional d'Action pour le Crapaud vert (*Bufo viridis*). Il convient donc de s'assurer de l'absence d'incidences du PLU sur la conservation de cette espèce.

Le Crapaud vert colonise les formations sèches et ouvertes. Il fréquente les zones urbanisées ou rudérales comme les jardins, friches, terrains vagues, terrils, accotements routiers, sablières ou gravières, etc. Son habitat aquatique est bien ensoleillé et est souvent pauvre en poissons.

Il se reproduit dans les milieux pionniers, dépourvus ou presque de végétation, souvent d'origine anthropique (bassins des gravières et sablières, carreaux de mines, déversoirs d'orage du réseau routier, etc). Dans nos régions, les adultes sont actifs de février à octobre. Ils hivernent généralement dans des galeries de rongeurs, sous des tas de bois ou de pierre et peuvent également creuser des terriers dans le sol meuble.



Crapaud vert (*Bufo viridis*)

Il convient de rappeler que le Plan National d'Action (PNA) Crapaud vert n'est pas un document opposable et que les cartes de ce plan sont établies à une échelle régionale, ne pouvant être exploitées telles quelles à l'échelle d'un PLU.

Dans le cas présent, les enjeux forts pour le Crapaud vert sont liés à la présence d'un noyau de population dans le secteur de l'ancien carreau minier Marie-Louise de Feldkirch/Staffelfelden. Des individus ont également été observés en 2011 sur l'ancien carreau minier de Wittenheim et aux abords de la gravière de

Wittelsheim en 2010. Néanmoins, les études montrent que les populations tendent vers l'isolement et la faible diversité génétique laisse penser que l'état de conservation de l'espèce est défavorable dans le Haut-Rhin (source : Plan Régional d'Actions Alsace 2012 – 2016).

Dans le Haut-Rhin donc, les sites de reproduction du Crapaud vert sont principalement des milieux anthropisés, composés d'anciens carreaux miniers où l'espèce se reproduit dans des flaques d'eau temporaires liées aux précipitations.

L'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex, réalisé par CLIMAX en 2016, n'a pas mis en évidence la présence d'individus malgré des investigations de terrain ciblées, en période favorable. Sans totalement exclure la présence du Crapaud vert sur le terriil Alex, l'étude d'impact conclut que l'espèce n'est probablement pas fixée sur le site en raison de l'absence de milieux aquatiques favorables. Ceci laisse donc présager que la présence du Crapaud vert sur la zone AUb est également fort peu probable, d'autant plus que les continuités de milieux ouverts qui permettraient à l'espèce de se disperser d'un ancien carreau minier à l'autre puis vers la zone AUb sont fortement altérées.

De plus, les espaces cultivés de la zone AUb ne constituent pas des milieux favorables à la reproduction de l'espèce. Bien qu'ils puissent avoir une fonction en matière de déplacement pour des individus en essaimage, un environnement dominé par l'agriculture intensive ne correspond pas aux exigences écologiques de l'espèce. En outre, l'utilisation de produits phytosanitaires réduit considérablement les ressources alimentaires, majoritairement composées d'invertébrés, limitant ainsi fortement les probabilités de fixation d'une population. Précisons également que l'espèce n'a pas non plus été contactée lors de l'expertise de terrain menée dans le cadre de la caractérisation des zones humides dans le périmètre de la zone AUb.

La zone humide dite « remarquable » de l'Entenbad, située en bordure du secteur AUb, est gérée par le Conservatoire des Sites Alsaciens. Celle-ci fait aujourd'hui l'objet d'une gestion cynégétique car elle est devenue un réservoir pour les sangliers, bien qu'elle soit classée en ENS par le Conseil Départemental du Haut-Rhin. Les habitats sont ainsi très dégradés et en mauvais état de conservation ; ils ne sont donc pas aptes à accueillir le Crapaud vert.

Enfin, les supports de dispersion potentiels étant quasiment inexistantes au sein de la zone AUb, comme la plupart des supports de trame verte dans les zones agricoles du territoire communal (hormis ceux associés aux cours d'eau), l'évaluation environnementale du PLU ne conclut pas à la nécessité de prendre des dispositions réglementaires spécifiques pour la préservation du Crapaud vert dans la zone AUb puisque sa présence est très peu probable.

En revanche, d'après l'étude d'impact, une seule espèce d'Amphibien semble présente sur le terriil Alex : le Crapaud calamite, une espèce pionnière des milieux minéraux peu végétalisés. Afin de minimiser les incidences du projet sur la biodiversité (destruction de friches mésoxérophiles durant les travaux, destruction et dérangement d'espèces peu mobiles), des mesures d'intégration environnementales doivent être mises en œuvre par le maître d'ouvrage. Sur le ban de Feldkirch, la mesure d'évitement de milieux naturels remarquables, consistant à soustraire les secteurs d'intérêt écologique, ainsi que la mesure de compensation proposée notamment au titre des impacts cumulés et de la destruction de la végétation et les risques de pertes d'individus, se traduisent dans le PLU par le reversement en zone naturelle des superficies du terriil non concernées par le projet de centrale solaire. Pour rappel, ces superficies étaient classées en zone urbanisable dans le POS.

Cette mesure de compensation consiste à réaliser de petites mares peu profondes et minérales pour la reproduction du Crapaud calamite ; réserver des espaces minéraux comme espace de vie au Crapaud calamite et susceptibles d'accueillir des espèces remarquables (insectes, plantes) des milieux minéraux. Cette mesure sera principalement prise en charge par la commune de Feldkirch qui a réalisé des plantations de renaturation au sud de la zone UX, que le PLU protège par ailleurs au titre de l'article L.151-23 du CU.

En conséquence, bien que la présence du Crapaud vert soit peu probable, les mesures prises pour conserver des habitats favorables au Crapaud calamite seront également bénéfiques au Crapaud vert qui fréquente les mêmes habitats. Les incidences du PLU sur le Crapaud vert et ses habitats sont considérées comme faibles.

Zones humides

90 % des zones à dominantes humides (hors territoires artificialisés) sont classées en zone A inconstructible ou N. Par ailleurs, l'expertise zone humide réalisée sur la zone d'extension AUb a permis d'éviter une zone humide ordinaire de 0,45 ha, qui a été reversée en zone naturelle et identifiée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme comme éléments à préserver pour des motifs d'ordre écologique. Le PLU protège également, au titre de l'article L.151-23, les ripisylves des cours d'eau et du fossé de l'Innerfeldbach qui longe la zone AUb.

Par ailleurs, suite à la consultation publique du PLU arrêté, les zones humides répertoriées dans le SAGE de la Lauch, approuvé après l'arrêt du PLU ont été ajoutées aux éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme. Il s'agit d'une zone humide moins prioritaire, ordinaire donc, qui s'étend autour d'un fossé localisé en zone agricole, entre le Dorfbach et la RD 15.

Les incidences du projet sur les zones humides sont faibles.

Périmètres d'inventaires et de protection

Le zonage du PLU tient compte des périmètres d'inventaires du patrimoine naturel en mettant en place un zonage N sur ces espaces. Une partie de la zone UX, qui couvre des milieux pionniers secs situés sur le terail Alex concernés par l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol, est incluse dans le périmètre de la ZNIEFF de type 1 du terail Alex. Ce site a fait l'objet d'une étude d'impact que le PLU a pris en compte, en reversant d'une part les espaces non concernés par la centrale solaire en zone naturelle (ceux-ci étaient classés en zone urbanisable dans le POS), et en instaurant une protection au titre de l'article L.151-23 du CU des boisements de renaturation réalisés dans le cadre du traitement écologique et paysager du terail Alex. La zone humide remarquable de l'Entenbad bénéficie quant à elle d'une double protection en zone N et au titre de l'article L.151-23 du CU.

Les incidences du projet sur les périmètres d'inventaires du patrimoine naturel et de sont faibles.

Fonctionnement écologique

Le réservoir de biodiversité d'intérêt régional (SRCE) associé aux ZNIEFF est classé à 92% en zone naturelle. Une faible part du réservoir (7%) est située en zones UE et UX. Dans la première, les espaces impactés sont déjà artificialisés en marge du massif forestier. Dans la seconde, environ 5 ha de milieux pionniers secs seront impactés par l'implantation d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol. Les incidences de ce projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'impact réalisée en 2016. L'impact sur les déplacements de la faune a été jugé faible car les déplacements resteront possibles sur les parties non concernées par le projet, classés en zone naturelle par le PLU. D'autre part le terail Alex est assez isolé biologiquement par la présence de la RD430 et l'urbanisation de la cité adjacente.

A noter que le réservoir de biodiversité délimité par le SCoT de la Région mulhousienne (SCoT intégrateur du SRCE) n'inclut pas la partie située en zone UE. Le PLU est ainsi compatible avec le SCoT.

Par ailleurs, les protections mises en place au titre des EBC et de l'article L.151-23 du CU profitent également à la fonctionnalité des continuités écologiques associées à la forêt du Nonnenbruch et à la ripisylve du Dorfbach.

Les incidences du projet sur le fonctionnement écologique sont faibles.

1.5. PRESERVATION DES PAYSAGES ET DU PATRIMOINE BATI

Analyse du zonage

Les principaux éléments paysagers structurants (forêts, bosquets, ripisylves, zones humides, vergers) sont préservés d'une part au travers de leur classement en zone A ou N et d'autre part au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ou des espaces boisés classés en ce qui concerne les grands massifs forestiers de la commune.

La localisation de la zone AUb, dans le prolongement du lotissement de la Roselière, permet de maintenir une trame urbaine compacte et cohérente. Le site choisi constitue en fait l'extension du programme d'urbanisation entamé dans les années 1990 dans le cadre du POS. Le permis d'aménager ayant été autorisé en 2016, c'est tout naturellement que la commune a inscrit cette zone à urbaniser dans le PLU. Le lotissement du Champ des Oiseaux est par ailleurs en cours de construction.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 1	Occupations et utilisation du sol interdites : L'ouverture et l'exploitation de carrières	x	x	x	x	x	x		x	x
	La création de nouvelles exploitations agricoles		x	x	x	x	x			
	Les dépôts de toute nature (ferrailles, déchets, vieux véhicules, ...)	x	x	x					x	x
	Dans les espaces repérés comme «Éléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme » aux plans de zonage : les travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de ces éléments	x							x	x
	Sont interdits tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de l'écran végétal, repéré au plan de zonage comme «Élément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme»				x					
Article 2	Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.									x

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Articles 6 à 11	D'une manière générale les dispositions fixées par les articles 6 et 11 permettent d'encadrer l'implantation, l'emprise au sol, la volumétrie, l'architecture et l'aspect des constructions et des aménagements de leurs abords afin d'assurer une cohérence architecturale et paysagère au sein de chaque zone.	x	x							
	Sauf nécessités découlant de la nature des activités, tout dépôt ou stockage à l'air libre doit être masqué par une paroi périphérique ou par un rideau végétal dense.				x					
	Dans le secteur UEm, les dépôts et stockages sont interdits dans les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives.				UEm					
	Les constructions, par leurs teintes, implantation, aspect et volume, devront garantir une insertion satisfaisante au site et au paysage.								x	
	Les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.								x	x
Article 13	Les espaces libres non affectés aux aires de manoeuvre ou de stationnement des véhicules ou aux accès piétonniers doivent être végétalisés.	x								
	La superficie des espaces plantés doit être au moins égale au tiers de la superficie du terrain		x							
	La superficie des espaces plantés doit être au moins égale à 40% de la superficie du terrain.			x						
	Les plantations peuvent être réalisées à partir d'essences locales fruitières ou feuillues choisies parmi la liste figurant en annexe au présent règlement. Le mélange des essences est à promouvoir.	x	x	x						
	Toute opération de logements collectifs, de groupe d'habitations ou de lotissement, une aire, d'une superficie au moins égale à 5 % de la superficie totale du terrain d'assiette de l'opération, doit être réservée pour les espaces verts communs. Elle peut être aménagée en un ou plusieurs endroits.	x	x	x						
	Dans le secteur UAa, les clôtures devront être doublées d'une haie arbustive et arborée.	UAa								
	La ripisylve du ruisseau matérialisée au plan de zonage, est classée en tant qu'«Elément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».	x								
	Dans le secteur UEm, 50% au minimum des surfaces libres non destinées au stockage, aux manoeuvres et stationnement de véhicules, devront être traitées en espace vert. Les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives devront être traitées en espaces verts sauf si des raisons de sécurité s'y opposent. Dans la marge de recul par rapport à la voie publique, la configuration des plantations d'arbres de hautes tiges doit permettre un dégagement visuel de la façade principale ; les haies y sont interdites. Les aires de stationnement doivent être plantées au minimum d'un arbre à hautes tiges pour 3 places de stationnement. L'écran végétal matérialisé au plan de zonage, est classé en tant qu'«Elément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».									

	UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Au moins un tiers de la superficie des terrains devra rester libre de toute construction ou aménagement visant à imperméabiliser les surfaces.							x		
Les constructions, par leurs teintes, implantation, aspect et volume, devront garantir une insertion satisfaisante au site et au paysage.								x	
Les massifs forestiers matérialisés au plan de zonage conformément à la légende «espaces boisés classés », à conserver, sont soumis au régime des articles L.113-1 et L.113-2 du Code de l'Urbanisme. Les boisements de l'étang matérialisés au plan de zonage, les boisements du terril Alex, les ripisylves, et la coulée verte du carreau Marie-Louise sont repérés comme «Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme».									x

Analyse des incidences

Le PLU est globalement favorable à la préservation du paysage communal. Le règlement garantit l'adéquation des futures constructions avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages naturels ou urbains ainsi que la conservation des perspectives. Le règlement lié à la zone UC permet de conserver l'identité et les particularités urbaines des cités minières de Feldkirch.

L'étalement urbain est limité et les entrées de ville préservées. Le choix de localisation de la seule zone d'extension AUb n'aura pas d'impact significatif sur le paysage de Feldkirch. Celle-ci s'inscrit en continuité du lotissement de la Roselière et est bordée par des écrans végétaux (boisements de zones humides) qui sont par ailleurs protégés au titre de l'article L.151-23 du CU. Les prescriptions définies dans les OAP en matière de milieux naturels à préserver assurent également le maintien d'une zone tampon végétalisée avec le tissu bâti.

D'autres éléments structurants du paysage sont également protégés au titre de l'article L.151-23 ou des espaces boisés classés en sus d'un classement en zone agricole ou naturelle. Dans un contexte paysager fortement artificialisé par l'agriculture et les activités minières du passé, ces éléments apportant une diversification paysagère sont d'autant plus importants à préserver. Ainsi, la protection du seul véritable verger périvillageois, situé entre la rue des Bois et la rue Basse, permet de préserver la perspective sur le cœur historique du village. Des dispositions réglementaires sont prises de plus pour développer la part consacrée aux espaces verts dans le tissu urbanisé ou à urbaniser.

En zone agricole, le règlement impose une bonne insertion paysagère des bâtiments agricoles.

En ce qui concerne l'urbanisation d'une partie du terril Alex, le projet de centrale photovoltaïque au sol en cours d'aménagement aura un impact faible sur le paysage communal en raison du maintien des talus et merlons arborés qui bordent le terril et des caractéristiques propres au projet qui participent à son intégration paysagère, limitant ainsi son impact visuel.

Le projet de PLU est favorable à la préservation d'un cadre paysager de qualité. Les incidences du PLU sont évaluées comme positives sur le paysage et sur le patrimoine.

1.6. TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Analyse du zonage

Le projet est favorable au maintien d'une trame urbaine compacte qui contribue, dans une faible mesure, à limiter les déplacements en voiture et qui encourage l'usage des modes de déplacement doux. Un itinéraire cyclable à conserver est identifié au plan de zonage. Cet itinéraire longe la zone d'extension AUb en direction de la gare de Bollwiller qui se trouve à moins de 10 minutes à vélo du lotissement en cours de construction. Une liaison cyclable est par ailleurs projetée jusqu'à la gare ne nécessitant pas de fixer des emplacements réservés dans le PLU puisque les terrains appartiennent à l'association foncière communale.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 2	Les aménagements liés à la mise en place de cheminements piétonniers et itinéraires cyclables sont admis								x	x
Article 3	Les voies nouvelles publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.	x	x	x	x		x		x	x
	Les accès doivent être aménagés de manière à ne pas entraver la libre circulation des véhicules sur la voie publique.	x	x	x	x			x	x	x
Article 5	Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement immédiat ou ultérieur à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.	x	x	x	x			x		
Article 12	Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement. La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.	x	x	x	x	x		x	x	x

Analyse des incidences

Le projet contribue au développement des modes de déplacement doux au travers d'un itinéraire cyclable à conserver identifié au plan de zonage et de l'intégration des circulations douces dans les OAP de la zone d'extension AUb. Le projet n'entraîne pas d'étalement urbain qui induirait un allongement excessif

des déplacements. Les emplacements de stationnement seront prévus en quantité suffisante et seront adaptés à la nature des constructions. Les OAP précisent les modalités d'accès aux secteurs à urbaniser. A noter que l'évolution démographique entrainera une augmentation du parc automobile, sans avoir d'incidences significatives sur les conditions de circulations.

L'intégration des réseaux de communication dans les opérations d'aménagement est prévue dans les dispositions communes du règlement.

Les incidences du projet sur le transport, les déplacements et les communications numériques sont évaluées positives.

1.7. PERFORMANCES ENERGETIQUES

Analyse du zonage

Le projet de PLU de Feldkirch inscrit deux zones urbaines à vocation de production d'énergie solaire photovoltaïque : la zone UEm sur le site du carreau Marie-Louise et la zone UX située sur le terriil Alex.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 11	Les toitures terrasses ne sont autorisées que s'il s'agit de toitures terrasses végétalisées dans le but d'améliorer les performances énergétiques de la construction...	x	x					x		
Article 14	La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.	x	x	x	x	x		x	x	

Analyse des incidences

Le développement de la commune entraine inévitablement une augmentation des besoins et des consommations énergétiques. Toutefois le projet est favorable aux économies d'énergie. Le règlement du PLU se réfère à la réglementation en vigueur en matière de performances énergétiques et environnementales. Il n'apporte aucune contrainte particulière à la mise en place de dispositifs de production d'énergie renouvelables sur l'habitat. Les OAP recommandent l'intégration des facteurs d'insolation naturel pour la disposition et l'orientation des constructions.

De plus, le PLU soutient le renforcement de l'indépendance énergétique des communes de Feldkirch et Ungersheim au travers du classement de zones spécifiquement dédiées à la production d'énergie solaire photovoltaïque (UEm et UX).

Les incidences du projet de PLU sur les performances énergétiques sont positives.

1.8. NUISANCES, RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Analyse du zonage

Plusieurs zones étant soumises à des risques d'inondation et de mouvement de terrain, un plan des risques au 1/5000^{ème} est annexé au PLU. Celui-ci identifie et localise les zones inondables liées aux risques de rupture de digue de la Thur, rupture de barrage et remontée de nappe, les risques de mouvement de terrain associés aux puits et terrils des activités minières d'autrefois, ainsi que les reculements à observer par rapport aux zones de dangers liées au gazoduc.

Les bâtiments de l'ICPE Misslin (zone Aa) concernés par un périmètre de réciproque de recul ont été identifiés aux plans de zonage.

Analyse du règlement

		UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
Article 1	Sont interdits : - Les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage. - Les travaux d'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements de toute nature s'il en résulte une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain ou une atteinte à la salubrité et à la sécurité publique.	X	X	X						
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe sont interdits : - pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ; - les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ; - pour le bâti existant, l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement	X	X		X		X		X	X
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites : - pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en dessous du niveau du terrain naturel ; - les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.	X	X		X	X	X		X	X
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur rouge sur le plan des risques en annexe,				X				X	X

	UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N	
sont interdits : - pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés ; - les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais - pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.										
La réalisation de sous-sols enterrés ou semi-enterrés et de caves est interdite pour les constructions nouvelles qui seraient implantées dans les zones inondables par rupture de barrage, délimitées sur le plan des risques en annexe.		x	x							
La construction de caves et de sous-sols enterrés ou semi-enterrés est interdite							x			
Dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1ère et la 3ème catégorie. Dans la zone de dangers très graves sont interdits les immeubles de grande hauteur, et les Etablissements Recevant du Public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.	x					x	x	x	x	
Article 2	Sont soumis à conditions, l'aménagement, la transformation ou l'extension des bâtiments d'activités existants dans la zone sont admis, s'il n'en résulte pas une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain.	x	x	x						
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations, des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel.	x					x		x	x
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleurs rouge et jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations, des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel		x						x	x
	Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue au plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.	x				x	x		x	x
	Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.	x					x	x	x	x
Dans le périmètre soumis au risque de mouvements de terrain liés au puits, repéré sur le plan				x						

	UA	UB	UC	UE	US	UX	AU	A	N
des risques en annexe, seule est admise : l'utilisation du bâtiment existant à la date d'approbation du présent PLU, à des fins de stockage/entrepotage									

Analyse des incidences

Risques naturels

L'ensemble des risques naturels (inondation, mouvement de terrain) est bien pris en compte par le projet de PLU, à la fois dans le plan de zonage (plan des risques annexé) et dans le règlement avec des prescriptions adaptées à la nature des risques. Ainsi, le PLU intègre entre autres des prescriptions assurant la sécurité des biens et personnes pour le lotissement du champ des oiseaux (zone AUb), particulièrement impacté par les phénomènes de remontées de nappe, en interdisant notamment la construction de caves et de sous-sols enterrés ou semi-enterrés.

La petite portion de zone inondable par rupture de digue de la Thur, qui touche le ban communal de Feldkirch, est classée en zone naturelle. Des prescriptions relatives au risque d'inondation par rupture de barrages sont également définies dans le PLU pour les zones concernées.

Le PLU prend également bien en compte les risques de mouvement de terrain liés aux puits et aux terrils. Outre les prescriptions du règlement s'appliquant aux zones concernées, les terrils Alex et Marie-Louise sont reclassés en zone naturelle. Dans le POS, le terril Alex était destiné à l'urbanisation et le terril Marie-Louise faisait partie d'une ZAC à vocation d'activités.

Les incidences du projet en matière de risques naturels sont faibles.

Risques technologiques

Les enjeux en matière de risques technologiques sur le territoire de Feldkirch sont liés au transport de matières dangereuses notamment par gazoduc. Les zones de danger qui en découlent sont reportées en annexe du PLU pour information et prise de mesures adéquates, et rappelées dans le règlement des zones concernées.

Une seule Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) génère un périmètre inconstructible de 100 mètres. Il s'agit de l'exploitation Misslin qui se trouve en retrait par rapport au village. Classés en zone Aa, les bâtiments concernés par le périmètre de réciprocité inconstructible sont identifiés aux plans de zonage.

Le règlement interdit par ailleurs les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage.

Les incidences du projet en matière de risques technologiques sont faibles.

Pollution des sols

En reversant les terrils Alex et Marie-Louise en zone naturelle, le PLU limite les sources de pollution que représentait les terrils pour la nappe phréatique. A noter que ces terrils ont fait l'objet d'opérations de dépollution et de surveillance. Ils sont par ailleurs recensés dans les bases de données des sites et sols susceptibles d'être pollués (BASIAS et BASOL).

Seule la zone UX d'une partie du terril Alex est en cours d'aménagement pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, mais cette activité ne présente pas de risque pour la pollution des sols. Le terril n'est pas sujet au risque d'inondation de la Thur mais présente une sensibilité faible aux remontées de nappe, sensibilité prise en compte dans le règlement.

Le règlement prévoit enfin qu'un prétraitement des eaux pluviales (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

Les incidences du projet en matière de pollution des sols sont faibles.

Gestion des déchets

Le projet de PLU ne prévoit pas de modification particulière liée à la gestion des déchets. L'augmentation de la population sera associée à une hausse des volumes produits. Les modalités actuelles de collecte et de traitement des déchets sont compatibles avec l'évolution des volumes à gérer.

Les incidences du projet sur la gestion des déchets sont négligeables.

Nuisances

Le règlement interdit les activités, constructions, agrandissements ou transformations d'établissements susceptibles d'entraîner ou d'augmenter des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation. Cette disposition permet d'envisager l'implantation d'activités économiques, y compris industrielles ou agricoles, dans la mesure où elles ne sont pas source de nuisances pour les habitants.

Concernant les nuisances générées par le bruit des infrastructures routières et ferroviaires qui traverse le ban communal, le PLU prend en compte le souci de réduire les gênes sonores à travers les dispositions générales du règlement rappelant que les constructions aux abords de ces infrastructures sont soumises à des normes d'isolation acoustique spécifiques.

Les incidences du projet en matière d'exposition aux bruits sont négligeables.

Qualité de l'air

Le PLU soutient le développement des modes de déplacement doux aussi bien au niveau du plan de zonage qui identifie un itinéraire cyclable à conserver, qu'au niveau des OAP de la zone AUb qui prescrivent la prolongation de la liaison cyclable en direction de la gare de Bollwiller et l'aménagement de cheminements piétons vers la piste cyclable. Ces dispositions vont dans le sens de l'incitation à une utilisation plus régulière des modes doux pour les déplacements intra-urbains,

et donc une réduction relative des émissions polluantes. Le choix d'implantation de la zone d'extension à proximité des équipements structurants du village, ainsi que la mise en place d'une densité minimum de logements à bâtir, participent également à limiter les déplacements sur le territoire.

Néanmoins la hausse de la population entrainera inévitablement une augmentation du trafic routier et du parc automobile et donc des émissions polluantes associées (CO₂, particules, ...). La population projetée (environ 1200 habitants d'ici 2033, soit une centaine de logements/foyers supplémentaires entre 2019 et 2033) représenterait environ 200 véhicules supplémentaires en comptant 2 véhicules/foyer, et donc des émissions de polluants et de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, en partie atténuées par la proximité de la gare et la desserte en pistes cyclables permettant de réduire les trajets domicile-travail.

Par ailleurs, le règlement n'interdit pas les dispositifs de production d'énergies d'origine renouvelables qui contribuent également à la réduction des émissions polluantes. Bien au contraire, les dispositions du PLU prennent en compte le souci de la commune d'atteindre l'indépendance énergétique grâce aux centrales solaires photovoltaïques du territoire, dont l'une est en cours d'aménagement sur le terriil Alex.

Enfin, le PLU encourage la plantation d'espèces végétales non allergisantes (OAP) ; une liste des plantes allergènes à éviter est annexé au PLU.

Les incidences du projet vis-à-vis de la qualité de l'air sont négligeables.

E. EVALUATION DES INCIDENCES SUR NATURA 2000

Le territoire de Feldkirch n'est pas directement concerné par un périmètre Natura 2000. Les plus proches se situent à plus de 6 km du territoire communal.

Sites de la directive "Habitats, faune, flore"	Distance au territoire communal
FR4202004 SITE A CHAUVES-SOURIS DES VOSGES HAUT-RHINOISES	6 km à l'ouest
FR4201813 HARDT NORD	8 km à l'est
FR4201806 COLLINES SOUS-VOSGIENNES	6 km au nord
FR4201810 VALLEE DE LA DOLLER	9 km au sud
Sites de la directive "Oiseaux"	
FR4211808 ZONES AGRICOLES DE LA HARDT	8 km à l'est
FR4211809 FORET DOMANIALE DE LA HARTH	8 km à l'est

L'objet de la présente note est donc d'évaluer si le projet de PLU a un impact « significatif » sur les habitats et les espèces ayant justifié la désignation de ces sites Natura 2000. La réalisation de cette évaluation se base sur les éléments de l'état initial de l'environnement effectué par l'ADAUHR et sur la bibliographie existante (DOCOB, INPN, ...).

1. CADRE REGLEMENTAIRE

1.1. LE RESEAU NATURA 2000

Dès 1992, face à la problématique de la diminution du patrimoine naturel, l'Union Européenne s'est engagée à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro à enrayer la perte de biodiversité sur ses territoires en créant un réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Ce réseau vise à assurer la survie et la protection à long terme des espèces et des habitats identifiés par leur rareté ainsi que leur fragilité. Ces derniers sont dits « d'intérêt communautaire ».

Le réseau Natura 2000 est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes « Oiseaux » de 1979 et « Habitats-Faune-Flore » de 1992. Il comprend donc 2 types de sites :

- Les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** éligibles au titre de la Directive « Oiseaux » (CEE/79/409) ;
- Les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** éligibles au titre de la Directive « Habitats » (CEE/92/43).

La spécificité de ce réseau écologique réside dans la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable des milieux naturels qui tient compte des préoccupations économiques et sociales. A ce titre, l'intégration d'un site au sein du réseau Natura 2000 n'entraîne pas la limitation des activités, pour autant qu'elles demeurent compatibles avec le maintien de l'environnement et n'affectent pas l'intégrité de la zone, des habitats naturels ou les objectifs de conservation des espèces. L'objectif étant de concilier préservation de la biodiversité et activités humaines.

1.2. CADRE REGLEMENTAIRE ET METHODOLOGIQUE

Les différents textes de référence concernant la procédure de notice d'incidences au titre de Natura 2000 sont les suivants :

- Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite Directive « Habitats » ;
- Directive 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Ordonnance 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42 ;

- Décret 2005-608 du 27 mai 2005 et circulaire 2006-16 UHC/PA2 du 6 mars 2006 relatifs à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement ;
- Code de l'urbanisme : articles L.104-2, L.104-3, R.104-8, R.104-9 et R.104-18 ;
- Code de l'environnement : articles L.414-4, R.414-19 à R.414-22.

L'article 6.3 de la Directive « Habitats » dispose que « *tout plan ou projet non lié ou nécessaire à la gestion d'un site Natura 2000, mais susceptible de l'affecter de manière significative [...] fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site, eu égard aux objectifs de conservation de ce dernier* ».

L'article L.414-4 du code de l'environnement énonce : « *Lorsque les documents de planification [...] sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 "* ». Il en va de même pour « *les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations* ».

La procédure d'évaluation des incidences Natura 2000 diffère des études environnementales *classiques* dans la mesure où elle introduit la notion d'*incidences significatives*, correspondant réglementairement au seuil de déclenchement de la séquence éviter / réduire / compenser. Cette notion n'étant pas définie, on l'interprète comme étant une incidence susceptible de remettre en question la conservation d'une population d'espèce ou d'un habitat, parmi ceux ayant justifié la désignation du périmètre Natura 2000 considéré.

L'évaluation doit donc se concentrer sur les habitats et les espèces des listes de désignation, mais d'autres espèces patrimoniales non Natura 2000 peuvent être prises en compte, au titre de l'état de conservation.

La manière de mener l'évaluation diffère donc selon que le projet étudié croise un périmètre Natura 2000 ou non. Dans le cas du PLU, le projet est décliné à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des sites. Il est susceptible d'avoir des incidences directes, par exemple sur des habitats identifiés comme composante d'un site, et/ou des incidences indirectes, principalement alors sous l'angle du fonctionnement écologique.

Dans ce deuxième cas, les espèces de la flore et les habitats qui ont mené à la désignation des ZSC et qui sont présents hors sites n'ont pas à être traités dans le cadre de l'évaluation des incidences Natura 2000. En effet, des impacts consécutifs au projet sur une prairie correspondant à un habitat de l'annexe I de la Directive Habitats (par exemple), mais située hors de la ZSC, n'auraient aucune conséquence sur l'état de conservation du même habitat, mais à l'intérieur de la ZSC, à plusieurs kilomètres de distance.

Pour les incidences indirectes, il s'agit alors essentiellement de définir si le projet pourrait être à même d'empêcher l'accomplissement du cycle vital de certaines espèces de la faune qui exploitent les sites Natura 2000 proches, et donc d'entraîner une *incidence significative* sur l'état de conservation de certaines populations animales (exemple : rupture de corridor écologique migratoire pour une espèce d'amphibien ayant participé à la désignation d'une ZSC).

2. LES SITES NATURA 2000

2.1. DIRECTIVE FAUNE FLORE HABITATS : ZONE SPECIALE DE CONSERVATION (ZSC)

❖ SITE A CHAUVES-SOURIS DES VOSGES HAUT-RHINOISES (FR4202004)

La ZPS « Sites à chauve-souris des Vosges haut-rhinoises » (FR202004), désignée le 27/05/2009, possède une superficie de 6 225 ha et concerne 23 communes. Sa désignation est justifiée par la présence de 4 espèces ayant

présidé à l'annexe II de la Directive Habitat-Faune-Flore et de 19 habitats patrimoniaux listé à l'annexe I de cette même directive, dont 3 sont jugés prioritaires. Les principales caractéristiques écologiques du site sont les suivantes :

- Un relief montagnard prédominant les différentes parties du site étant essentiellement situées sur les crêtes secondaires d'orientation ouest est, perpendiculaire à la crête centrale, à des altitudes comprises entre 400 et 1 000 m, de 700 m en moyenne ;
- Un climat subatlantique à tendance continentale, une pluviosité marquée, un enneigement important, des températures moyennes fraîches, un substrat géologique essentiellement granitique, comportant cependant des grès localement et dans les parties sud différents substrats volcaniques ;
- Des activités essentiellement forestières, mais également agricole, sur un peu moins du quart de la surface et touristiques ;
- D'anciennes activités minières et militaires qui constituent des milieux d'accueil pour plusieurs espèces de chauves-souris.

La vulnérabilité la plus importante pour les populations de chauves-souris se situe au niveau des gîtes de reproduction, d'hibernation ou de transit. La perturbation de ces lieux a un impact négatif immédiat sur la colonie. Pour ce qui concerne les gîtes de reproduction, la situation locale semble favorable, en raison de conventions de gestion existant entre la plupart des communes et l'association de protection des mammifères d'Alsace. Des mesures devront cependant être prises pour les gîtes de transit et de l'hibernation.

Nom scientifique	Nom commun
<i>Austropotamobius pallipes</i>	Ecrevisse à pattes blanches
<i>Miniopterus schreibersii</i>	Minioptère de Schreibers
<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin
<i>Lynx lynx</i>	Lynx

Code	Habitat	Couverture
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	1 %
3260	Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion	1 %
4030	Landes sèches européennes	11 %
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* site d'orchidées remarquables)	1 %
6230	Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	1 %
6430	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)	1 %
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	1 %
6520	Prairies de fauche de montagne	8 %
8110	Éboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani)	1 %
8220	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	1 %
8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii	1 %
91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	1 %
9110	Hêtraies du Luzulo-Fagetum	18 %
9130	Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	13 %
9150	Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion	1 %
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli	3 %
9170	Chênaies-charmaies du Galio-Carpinetum	4 %
9180	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	3 %

En grisé : Habitat prioritaire

❖ HARDT NORD (FR4201813)

La Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Hardt nord » s'étend sur 6 546 ha et concerne 25 communes.

Les forêts de la Hardt constituent une des entités paysagères et écologiques principales de la Plaine d'Alsace. Elles représentent le reste d'un vaste massif forestier qui occupait près de 50 000 ha en rive gauche du Rhin. Elles sont constituées d'un massif principal d'environ 14 000 ha (forêt domaniale de la Hardt), au Sud, et de huit massifs qui totalisent environ 3 000 ha au nord.

Le climat à tendance continentale, c'est-à-dire relativement sec (de 500 à 700 mm/an), et le substrat composé de cailloux grossiers sur une forte épaisseur, très drainant (sol à faible réserve en eau) sont liés à

la formation de chênaies sessiliflore et pubescente sèches et de clairières steppiques à la flore fragile et rare.

Habitats

5 habitats de l'annexe I de la Directive Habitats (dont 1 défini comme prioritaire) ont été pris en compte pour la désignation du site. Ils correspondent majoritairement à des milieux forestiers.

Code	Habitats	Proportion
9170	Chênaies-charmaies du <i>Galio-Carpinetum</i>	50 %
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco Brometalia</i>) (*sites d'orchidées remarquables)	9 %
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	2 %
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	2 %
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies sub-atlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>	1 %

En grisé : Habitat prioritaire

Espèces

8 espèces (7 faunistiques et 1 floristique) sont listées pour la désignation de la ZSC. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Nom commun	Nom scientifique
Amphibiens et reptiles	
Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>
Invertébrés	
Grand capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>
Laineuse du prunellier	<i>Eriogaster catax</i>
Lucane cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>
Mammifères	
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>
Vespertilion de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>
Plantes	
Dicrâne verte	<i>Dicranum viride</i>

❖ COLLINES SOUS-VOSGIENNES (FR4201806)

Le site s'étend sur une superficie de 470 hectares pour 12 communes, et se décompose en 5 secteurs : le secteur « sud », le secteur de Wintzenheim, le secteur du Florimont, le secteur du Mont de Sigolsheim et le secteur du Grasberg. Il s'étend dans la zone de piémont, sous l'abri des hauts sommets vosgiens, conférant des conditions stationnelles les plus chaudes et les plus sèches d'Alsace. Les forêts de Pfaffenheim présentent les altitudes les plus importantes, de l'ordre de 600 mètres.

Les collines sous-vosgiennes calcaires haut-rhinoises abritent 7 habitats d'intérêt communautaire et 3 espèces d'intérêt communautaire. Elles sont majoritairement recouvertes de pelouses thermoxérophiles à orchidées entrecoupées de landes sèches et de maigres forêts. Le site abrite en effet plus de 200 ha de pelouses sèches calcaires à orchidées dont la diversité structurale (dalles rocheuses à sédum, végétation rase, ourlets et bosquets) permet le développement de 500 espèces végétales dont près de 15 % sont protégées en Alsace. La diversité des espèces présentes et leurs origines reflètent la localisation privilégiée de ce site situé à un carrefour biogéographique.

Code	Habitats	Proportion
6110	Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l' <i>Alyso-Sedion albi</i>	1 %
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	51 %
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	7 %
8310	Grottes non exploitées par le tourisme	1 %
9110	Hêtraies du <i>Luzulo-Fagetum</i>	1 %
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	12%
9150	Hêtraies calcicoles médio-européennes du <i>Cephalanthero-Fagion</i>	21%

Groupe	Nom latin	Nom commun
Insecte	<i>Callimorpha quadripunctaria</i>	Ecaille chinée
	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant
Chiroptère	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin

❖ VALLEE DE LA DOLLER (FR4201810)

La Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vallée de la Doller » s'étend sur 1 155 ha et concerne 9 communes.

La Doller est une rivière à fond mobile à haut degré de naturalité : annexes, bras morts, ripisylves, forêts alluviales constituent des habitats attractifs pour de nombreuses espèces animales et végétales. Depuis 1970, la vallée de la Doller accueille une population importante de Castor d'Europe.

Situé géographiquement dans le couloir de la plaine rhénane, le plan d'eau de Michelbach est une voie de passage majeur pour les oiseaux migrateurs.

Habitats

7 habitats de l'annexe I de la Directive Habitats (dont 2 définis comme prioritaires) ont été pris en compte pour la désignation du site. Ils correspondent majoritairement à des milieux prairiaux.

Code	Habitats	Proportion
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) * (69,3 ha)	6%
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (23,1 ha)	2%
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>) (231 ha)	20%
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (*sites d'orchidées remarquables) (11,55 ha)	1%
91F0	Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>) (46,2 ha)	4%
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitriche-Batrachion</i> (11,55 ha)	1%
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i> (23,1 ha)	2%

Espèces

7 espèces (6 faunistiques et 1 floristique) sont listées pour la désignation de la ZSC. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Nom commun	Nom scientifique
Amphibiens et reptiles	
Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>
Invertébrés	

Nom commun	Nom scientifique
Cuivré des marais	<i>Lycaena dispar</i>
Mammifères	
Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>
Plantes	
Marsilea à quatre feuilles	<i>Marsilea quadrifolia</i>
Poissons	
Chabot	<i>Cottus gobio</i>
Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>

2.2. DIRECTIVE OISEAUX : ZONE DE PROTECTION SPECIALE (ZPS)

FR4211808 ZONES AGRICOLES DE LA HARDT

❖ ZONES AGRICOLES DE LA HARDT (FR4211808)

La ZPS « Zones agricoles de la Hardt » occupe une superficie de 9 790 ha, sur 16 communes du Haut-Rhin. Elle englobe des terres agricoles (maïs essentiellement, blé, orge, quelques prairies) et des boisements feuillus (chênaie sessile à chênaie pubescente). Les caractéristiques physiques de la Hardt (faible pluviométrie, sols filtrants limoneux ou pierreux) reproduisent les conditions nécessaires à l'accueil d'oiseaux originaires des steppes de l'Europe centrale (Oedicnème criard, Pipit rousseline) et des milieux subdésertiques méditerranéens (Outarde canepetière, Busard cendré).

Ces oiseaux apprécient particulièrement les céréales sèches, la luzerne, les pâtures et les lisières herbeuses. La banalisation des milieux agricoles (quasi généralisation par la maïsiculture) a mis à mal les populations aviaires et seules des mesures telles que la rotation des cultures a permis le maintien de certaines de ces espèces.

Milieux	Proportion
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec une jachère régulière)	89 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	6 %
Forêts caducifoliées	4 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %

Le tableau ci-dessous présente la liste des espèces présentes et des espèces de l'Annexe I de la Directive Oiseaux qui ont mené au classement du site :

Nom commun	Nom scientifique	Fréquentation
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	Reproduction
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	Résidente
Caille des blés	<i>Coturnix coturnix</i>	Reproduction
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i>	Résidente
Cygne tuberculé	<i>Cygnus olor</i>	Résidente
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	Résidente
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	Reproduction
Foulque macroule	<i>Fulica atra</i>	Résidente
Gallinule poule-d'eau	<i>Gallinula chloropus</i>	Résidente
Grive litorne	<i>Turdus pilaris</i>	Reproduction
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>	Hivernage

Nom commun	Nom scientifique	Fréquentation
Oedicnème criard	<i>Burhinus oedicnemus</i>	Reproduction
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Reproduction
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	Reproduction
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	Reproduction
Vanneau huppé	<i>Vanellus vanellus</i>	Reproduction

En grisé : Espèces de l'Annexe I de la Directive Oiseaux (mesures de conservation de l'habitat)

❖ FORET DOMANIALE DE LA HARTH (FR4211809)

La ZPS « Forêt domaniale de la Hardt », d'une superficie de 13 040 ha dont 1 305 ha sur la commune, a été désignée le 18/01/2005. Sa désignation résulte du fait qu'elle est un écosystème de grand intérêt pour seize espèces d'oiseaux dont neuf d'entre elles sont listées en annexe I de la Directive Oiseaux, comme les Pics noir et cendré, le Milan royal, la Pie-grièche écorcheur et l'Engoulevent d'Europe. Le massif de la Hardt est également un refuge pour de nombreux oiseaux insectivores qui trouvent une quantité de nourriture suffisante dans les clairières sèches. Le Document d'Objectif (DOCOB) de la ZPS a été approuvé par arrêté préfectoral le 22/12/2011.

Classe d'habitats	% de couverture
Forêts caducifoliées	90 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	5 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	5 %

Le tableau ci-dessous présente la liste des espèces de l'Annexe I de la Directive Oiseaux présentes qui ont mené au classement du site. Des mesures de conservation de l'habitat de ces espèces sont mises en place.

Nom commun	Nom scientifique	Fréquentation
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	Reproduction
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	Concentration
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	Concentration
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	Reproduction
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	Reproduction
Pic cendré	<i>Picus canus</i>	Sédentaire
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	Sédentaire
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	Sédentaire
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	Reproduction

3. EVALUATION DES INCIDENCES

La procédure d'évaluation des incidences Natura 2000 diffère des études environnementales classiques dans la mesure où elle introduit la notion d'*incidences significatives*, correspondant réglementairement au seuil de déclenchement de la séquence éviter / réduire / compenser. Cette notion n'étant pas définie, on l'interprète comme étant une incidence susceptible de remettre en question la conservation d'une population d'espèce ou d'un habitat, parmi ceux ayant justifié la désignation du périmètre Natura 2000 considéré.

L'évaluation doit donc se concentrer sur les habitats et les espèces des listes de désignation, mais d'autres espèces patrimoniales non Natura 2000 peuvent être prises en compte, au titre de l'état de conservation.

Pour rappel, Feldkirch n'est concerné par aucun périmètre Natura 2000. De ce fait, seules des incidences indirectes potentielles doivent être étudiées, principalement sous l'angle du fonctionnement écologique.

Ainsi, les espèces de la flore et les habitats qui ont mené à la désignation des ZSC et qui sont présents dans la zone d'étude n'ont pas à être traités dans le cadre de l'évaluation des incidences Natura 2000. En effet, des impacts consécutifs au projet sur un espace boisé Natura 2000 (par exemple) sur le ban de Feldkirch n'auraient aucune conséquence sur l'état de conservation du même habitat, mais à l'intérieur des ZSC, à plusieurs kilomètres de distance.

Il s'agit alors essentiellement de définir si le projet pourrait être à même d'empêcher l'accomplissement du cycle vital de certaines espèces de la faune qui exploitent les sites Natura 2000 proches, et donc d'entraîner une *incidence significative* sur l'état de conservation de certaines populations animales (exemple : rupture de corridor écologique migratoire pour une espèce ayant participé à la désignation des ZSC ou ZPS).

Compte tenu :

- De l'éloignement des périmètres concernées (6 km au plus proche des périmètres des ZSC « Sites à chauve-souris des Vosges haut-rhinoises » et « Collines sous-vosgiennes » ; 8 km des sites Natura 2000 de la Hardt) ;
- Du fait que les milieux impactés par le projet correspondent à 92% à des cultures annuelles, 8% à des espaces déjà artificialisés et 1% à des boisements ne correspondent pas à des habitats d'espèces parmi celles ayant mené à la désignation des périmètres Natura 2000 ;
- Du fait que les milieux susceptibles de correspondre à des habitats d'espèces Natura 2000 sont classés en zone naturelle et ne subiront donc pas d'altérations significatives dans le cadre du projet ;

... il n'existe aucun risque de dégradation de relations d'écologie fonctionnelle vis-à-vis de populations d'espèces inféodées aux périmètres Natura 2000 limitrophes dans le cadre du projet de PLU.

Le projet n'aura aucune incidence significative sur les espèces de l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore ayant mené à la désignation des ZSC limitrophes ni sur les espèces de l'annexe I de la Directive Oiseaux ayant mené à la désignation des ZPS de la Hardt.

F. BILAN ENVIRONNEMENTAL, MESURES ET SUIVI

1. PREAMBULE

La construction d'un bilan environnemental repose sur la séquence « éviter – réduire – compenser » (ERC). Son principe est de chercher en premier lieu à éviter les incidences potentielles d'un projet. Si l'évitement n'est pas possible, on étudie les possibilités de les réduire et, enfin, s'il existe des incidences résiduelles, celles-ci doivent être compensées. La finalité de la démarche est la définition d'un bilan équilibré ou positif : les effets potentiels de la mise en œuvre d'un projet ne doivent pas entraîner une dégradation de la qualité environnementale, en comparaison de l'état initial.

L'évaluation environnementale est réalisée normalement « au fil de l'eau ». Elle participe à améliorer la prise en compte des enjeux environnementaux au moment de la construction du projet, grâce à la démarche itérative. Des allers-et-retours ont lieu entre le porteur du projet et l'évaluateur, et l'intensité des incidences du projet diminue à mesure qu'il intègre les enjeux environnementaux, jusqu'à normalement arriver à l'équilibre du bilan.

Les améliorations du projet qui permettent d'éviter et de réduire les incidences peuvent être assimilées à des mesures environnementales, ou à des évolutions, en tant que composantes du projet. La finalité est la même en terme de bilan.

Au moment de l'arrêt du projet, si le bilan apparaît négatif et qu'il nécessite alors des mesures complémentaires, en particulier des mesures compensatoires, on peut estimer que l'évaluation environnementale n'a pas joué pleinement son rôle.

Ce chapitre s'attache à présenter le bilan environnemental du projet de PLU.

2.SYNTHESE DES INCIDENCES

Le tableau ci-après synthétise les incidences décrites précédemment, pour chaque compartiment environnemental. Il confronte donc l'ensemble des aspects négatifs du projet aux aspects positifs, qu'ils correspondent à des composantes initiales du projet ou à des évolutions liées à la démarche itérative d'évaluation environnementale.

Tableau 3: Synthèse des incidences du projet de PLU sur l'environnement

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
INCIDENCE SUR LES MILIEUX NATURELS ET LEUR FONCTIONNALITES			
Habitats naturels	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 87 % de milieux naturels classés en zone N, 7 % en zone A - 115 ha d'espaces boisés classés (EBC) - 20,6 ha d'espaces identifiés au titre de l'article L.151-23 (protection coulée verte de a ZAC Marie-Louise, roselière et saulaie de l'Entenbad, zones humides ordinaires, boisements de renaturation effectués sur le terriil Alex, bosquets, vergers) - 5 km de linéaires boisés identifiés au titre de l'article L.151-23 (ripisylves, alignement d'arbres en bordure du Baggerloch) - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés en zones A et N - Zonage globalement cohérent avec la préservation du patrimoine naturel remarquable : ZHR classée en zone N, 85% des ZNIEFF de type 1 classés en zone N <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Altération / destruction de 5 ha de milieux particuliers liés à la friche minière du terriil Alex situé en ZNIEFF de type 1 (pelouses sèches pionnières sur substrats minéraux remaniés) mais impacts évalués à l'échelle du projet de parc solaire contrebalancés par des mesures d'évitement, de réduction et de compensation permettant le maintien des espèces justifiant la ZNIEFF et une bonne intégration environnementale du projet. <p>Observation :</p> <p>Bien que le Crapaud vert n'ait pas été observé lors des investigations de terrain effectuées dans le cadre de l'étude d'impact du projet de centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex, les mesures d'accompagnement proposées (maintien d'habitats ouverts et de mares favorables au Crapaud calamite) seront également bénéfiques à cette espèce, qui fait l'objet d'un Plan Régional d'Action indiquant un enjeu fort sur le terriil Alex.</p> <p>En ce qui concerne le secteur AUb, les enjeux liés à la présence du Crapaud vert sont fort peu problable puisque ce site est bien trop éloigné des noyaux de population identifiés sur l'ancien carreau minier Marie-Louise de Feldkirch/Staffelfelden et sur les anciens carreaux miniers Eugène à Wittenheim et Amélie à Wittelsheim. La RD 430 étant également un obstacle fort à la circulation de la faune, une migration du Crapaud vert vers le lotissement du champ des oiseaux est improbable.</p>	Faible à moyenne

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Zones humides	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 90 % des zones à dominante humide (hors espaces artificialisés) disposant d'un zonage naturel ou agricole - Protection de la zone humide remarquable et des ripisylves au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme - Évitement et protection au titre de l'article L.151-23 d'une zone humide ordinaire de 0,45 ha au sein de la zone d'extension AUb - Préservation des zones humides répertoriées dans le SAGE de Lauch au titre de l'article L.151-23 <p>Observation :</p> <p>Présence de zones à dominantes humides non artificialisées en zones UA et UEm mais non concernées par une urbanisation potentielle (boisements humides)</p>	Faible
Trame Verte & Bleue	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réservoir de biodiversité préservé de l'urbanisation (zone N). - Corridor écologique d'importance nationale situé en zone N. - Corridor écologique d'importance régional situé en zone A - Protection des ripisylves et d'éléments support de TVB au titre de l'article L.151-23 - Clôtures devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune et insectes marcheurs en zone A et N <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une partie du réservoir de biodiversité situé en zone UX dédié au projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex <p>Observation :</p> <p>Les enjeux écologiques identifiés sur le réservoir de biodiversité du Nonnenbruch sont davantage liés aux forêts et milieux aquatiques qui représentent plus de 80% des milieux contenus dans le réservoir. Les milieux ouverts et pionniers présents sur le terriil Alex et dans la zone UX sont minoritaires dans ce réservoir. Les liens d'écologie fonctionnelle avec d'autres sites similaires sont peu probables du fait de l'isolement du terriil et de la fragmentation constituée par la RD430 limitrophe.</p>	Faible
INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE			
Paysage et approche visuelle	Directe / Continue	<p>Points positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compact, pas d'étalement urbain et choix d'extension cohérent - Protection de 20,6 ha d'éléments naturels et paysagers dont 0,6 ha de vergers pévillageois et 5 km de ripisylves et alignement d'arbres - Maintien d'un espace vert tampon entre espaces bâtis et espaces naturels en zone AUb - Requalification paysagère du terriil Alex dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains constructibles - Nouvelles plantations de préférence réalisées à partir d'essences locales (liste annexé au PLU) - Insertion paysagère des nouveaux bâtiments agricoles <p>Points négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de valeur prescriptive des OAP liées la qualité urbaine, architecturale et paysagère de la zone AUb (recommandations) 	Positive

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Patrimoine	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Cohérence urbaine maintenue au travers de plusieurs prescriptions encadrant l'architecture et l'aspect des constructions. - Prescriptions favorisant la préservation de l'identité et du caractère des cités minières du village (zone UC) <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - / 	Positive
TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS NUMERIQUES			
Transports et déplacements	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dimensionnement adapté des voiries, emplacements de stationnement en quantité suffisante - Intégration des circulations douces (OAP) - Identification d'un itinéraire cyclable à conserver <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du trafic routier liée à l'augmentation de la population. 	Positive
Communications numériques	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Raccordement aux réseaux de communication à haut débit pour les constructions nouvelles en zone U à vocation d'habitat et zone AU 	Positive
INCIDENCES EN MATIERE DE RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS			
Risques naturels (inondation, mouvements de terrain)	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du risque d'inondation par rupture de barrage (caves ou sous-sol enterré ou semi-enterré interdits) - Application d'une réglementation spécifique sur les terrains soumis au risque de remontées de nappe (aménagement de caves et sous-sols enterrés réglementé, déblais interdits) - Plan des risques annexé au PLU 	Faible
Risques technologiques	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Occupations et utilisations du sol règlementées en zone UE dans le périmètre soumis au risque de mouvement de terrain lié au puits Alex - Application de prescriptions spécifiques dans les zones de dangers liés à la canalisation de transport de gaz - Plan des risques annexé au PLU - ICPE générant un périmètre inconstructible de 100 m identifiée aux plans de zonage 	Faible
Qualité de l'air	Indirecte / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de modification significative du réseau de voirie, dimensionnement adapté des nouvelles infrastructures. - Maintien d'une trame urbaine compacte. - OAP en faveur des circulations douces (cheminements piétons et cyclables, notamment vers la gare de Bollwiller) - Pas de contrainte à l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables. <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des émissions de CO₂ liée à l'augmentation du nombre de véhicules sur la commune. 	Négligeable

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Pollution des sols	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte de la pollution ancienne des sols par le zonage établi - Délimitation d'un secteur UBa et inscription de 2 emplacements réservés pour la construction d'une nouvelle station d'épuration et son accès - Prétraitement des eaux pluviales avant rejet le cas échéant selon la nature des aménagements. 	Faible
Gestion des déchets	Indirecte / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépôts de ferrailles, matériaux divers, déchets et véhicules interdits en zones U à vocation d'habitat, A et N <p><u>Observation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de modification des modalités de collecte des déchets par le projet de PLU <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du volume de déchets produits liée à l'augmentation de la population. 	Négligeable
Bruit et nuisances	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'extension non située dans un secteur affecté par les voies bruyantes - Interdiction des activités, constructions, agrandissements ou transformations d'établissements susceptibles d'entraîner ou d'augmenter des nuisances incompatibles avec le voisinage des zones d'habitation <p><u>Observation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs routes et voie ferrée concernées par le classement sonore des infrastructures routières bruyantes mais application de la réglementation en vigueur pour l'isolation acoustique des habitations. 	Négligeable
INCIDENCES SUR LES RESSOURCES NATURELLES			
Ressource en eau	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect des règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne - Branchement au réseau collectif d'assainissement et au réseau collecteur des eaux pluviales obligatoire ou à défaut mise en œuvre d'un assainissement non collectif aux normes. Mode séparatif à privilégier. - Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération à favoriser. Rejet dans le réseau conditionné à un zonage différencié mis en place par le SIVOM (zone de non aggravation ou zone de compensation du ruissellement dans le projet de zonage d'assainissement en cours) - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés (zone A et N) - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains constructibles (limitation de l'imperméabilisation des sols) <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la population entraînant une augmentation des besoins en eau potable et donc des prélèvements. - Par conséquent une hausse des rejets domestiques d'eaux usées. 	Négligeable

THEMATIQUE	INCIDENCE	DESCRIPTION	INTENSITE
Energie et climat	Directe – Indirecte / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux secteurs dédiés à l'accueil (UEm) et l'installation de centrales photovoltaïque (UX) - Pas de contrainte à l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables dans l'habitat - Application de la réglementation en vigueur en matière d'isolation thermique. <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des besoins énergétiques. - Augmentation des émissions de gaz à effet de serre. 	Positive
Consommation d'espace et perte de surfaces agricoles	Directe / Continue	<p><u>Points positifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compacte, prise en compte du potentiel de dents creuses. - Limitation de l'emprise au sol des constructions - Zone d'extension à vocation d'habitat compatible avec le SCoT. <p><u>Points négatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Consommation de 6 ha d'espaces agricoles dont 4,7 ha en extension (4% des surfaces agricoles). 	Faible

Le projet de PLU aura inévitablement des incidences négatives. Les plus significatives concernent la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Environ 4,7 ha de cultures sont en effet classés en zone à urbaniser AUb, seule zone d'extension inscrite dans le PLU qui permettra de poursuivre l'aménagement du lotissement du Champ des Oiseaux dans le prolongement de la Roselière. Il s'agit néanmoins d'une zone dont le permis d'aménager a déjà été donné suite à la mise en compatibilité du POS en 2016 et dont l'aménagement est actuellement en cours de travaux.

Les incidences sur les milieux naturels sont essentiellement liées à la perte d'environ 5 ha d'habitats ouverts pionniers secs sur le site du terail Alex, désigné en ZNIEFF de type 1, classé en zone UX pour l'implantation du projet de centrale photovoltaïque au sol. L'étude d'impact a mis en évidence certaines incidences sur la biodiversité, qui ont pu être minimisées grâce à différentes mesures d'intégration du projet destinées à garantir les valeurs biologiques du site ayant justifiées la désignation de la ZNIEFF. Le PLU de Feldkirch a pris en compte le souci de maintien de la valeur de la ZNIEFF du terail Alex, notamment à travers le classement en zone naturelle de la partie du terail Alex non concernée par la nouvelle centrale photovoltaïque, auparavant classée en zone urbanisable dans le POS. Il protège également les plantations effectuées sur le territoire communal, dans le cadre du traitement écologique et paysager du terail Alex, au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

D'autres éléments naturels et paysagers sont identifiés et localisés au plan de zonage, au titre de l'article L.151-23, afin d'assurer leur préservation en sus du classement en zone naturelle pour la plupart. Il s'agit des milieux constitutifs de la coulée verte de la ZAC Marie-Louise, des milieux de la zone humide remarquable de l'Entenbad, des ripisylves des cours d'eau et fossés, d'un alignement d'arbres en bordure de l'étang du Baggerloch, d'un bosquet en zone UE longeant la RD430 et de deux vergers en zone agricole.

Les zones à dominante humide sont presque intégralement classées en zone A et N. Une expertise zone humide a permis d'éviter une zone humide ordinaire de 0,45 ha au sein de la zone d'extension AUb. De plus, suite à l'approbation du SAGE de la Lauch début 2020, le PLU prend également en compte le souci de préservation des zones humides non prioritaires répertoriées à Feldkirch. L'ensemble des zones humides ordinaires font ainsi l'objet d'une protection au titre de l'article L.151-23, les incidences sur les zones humides sont donc très faibles.

Le fonctionnement écologique du territoire est préservé grâce au zonage établi A et N ainsi que la protection des éléments de la TVB au titre de l'article L.151-23 et des Espaces Boisés Classés.

Les incidences sur le cadre paysager, le patrimoine, les déplacements et les communications numériques sont positives.

Concernant les autres thématiques (ressource en eau, risques, nuisances, pollutions...), les incidences sont globalement équilibrées.

Notons enfin les incidences positives du PLU sur l'amélioration des performances énergétiques et l'adaptation au changement climatique. Avec ses deux sites de production d'énergie solaire photovoltaïque (dont une centrale au sol en cours d'aménagement sur le terri Alex), la commune de Feldkirch réussit à atteindre l'objectif d'indépendance énergétique, partagé avec la commune de Ungersheim.

On peut considérer que les incidences négatives du projet (consommation d'espaces naturel et agricole) sont contrebalancées par les aspects positifs du projet (protection de nombreux éléments naturels et des zones humides, mesures d'intégration environnementales dans les OAP). Ainsi, le projet de PLU n'aura aucune incidence résiduelle significative. Son bilan environnemental est équilibré.

Le chapitre suivant synthétise les aspects permettant la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet (séquence ERC).

3.MISE EN ŒUVRE DE LA SEQUENCE ERC (EVITER-REDUIRE-COMPENSER)

La séquence «éviter, réduire, compenser» a pour objectif d'établir des mesures visant à éviter les atteintes à l'environnement, à réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, à compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. Le respect de l'ordre de cette séquence constitue une condition indispensable et nécessaire pour en permettre l'effectivité et ainsi favoriser l'intégration de l'environnement dans le projet de PLU.

Mesures prises en compte dans le projet de PLU

Le tableau suivant précise de quelle manière le projet de PLU met en œuvre la séquence ERC, en distinguant les mesures prises dès la phase d'élaboration du projet et les mesures issues de la démarche itérative d'intégration de l'environnement dans la conception du projet de moindre impact.

Le bilan environnemental étant équilibré la définition de mesures compensatoires n'a pas été nécessaire.

Phase	Thématique	Mesures d'évitement
Conception du projet de PLU	Milieus naturels / TVB	<ul style="list-style-type: none"> - Espaces naturels remarquables (ZNIEFF, ZHR) et ordinaires, éléments de la TVB classés en zone N ou A - Classement de la majeure partie des zones à dominante humide en zone N ou A - évitement d'une zone humide ordinaire dans le secteur d'extension AUb - Reclassement de la partie non concernée par la centrale photovoltaïque du terroir Alex en zone naturelle (auparavant en zone urbanisable dans le POS)
	Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'une trame urbaine compacte, pas d'étalement urbain et choix d'extension cohérent - Maintien d'un espace vert tampon entre espaces bâtis et espaces naturels en zone AUb (OAP) - Prescriptions favorisant la préservation de l'identité et du caractère des cités minières (zone UC)
	Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Raccordement obligatoire au réseau d'assainissement ou mise en place d'un dispositif individuel
	Nuisances	<ul style="list-style-type: none"> - Zones d'extension non exposées à des nuisances sonores - Interdiction des activités dont les nuisances seraient incompatibles avec le voisinage des zones habitées
	Transport / déplacements / communications numériques	<ul style="list-style-type: none"> - Dimensionnement adapté des voiries, emplacements de stationnement en quantité suffisante - Intégration des circulations douces (OAP) - Identification d'un itinéraire cyclable à conserver - Raccordement aux réseaux de communication à haut débit pour les constructions nouvelles en zone U à vocation d'habitat et zone AU
Démarche itérative	/	<ul style="list-style-type: none"> - Protection de la zone humide ordinaire située dans la zone AUb au titre de l'article L.151-23 du CU

Phase	Thématique	Mesures de réduction
Conception du projet de PLU	Milieu naturels / TVB	<ul style="list-style-type: none"> - Protection d'éléments naturels : identification au plan de zonage + prescriptions réglementaires au titre de l'article L.151-23 du CU et des EBC - Recul des constructions de 6 m par rapport aux berges des cours d'eau et fossés en zones A et N
	Paysage et patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Règlementation de l'implantation, de la volumétrie et de l'aspect extérieur des constructions en zone U - Prescriptions concernant la part dédiée aux espaces verts sur les terrains constructibles - Nouvelles plantations de préférence réalisées à partir d'essences locales (liste annexé au PLU) - Insertion paysagère des nouveaux bâtiments agricoles - Requalification paysagère du terriil Alex dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol
	Consommation d'espace	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du potentiel de densification - Zone d'extension cohérente avec l'enveloppe urbaine actuelle - Application de la densité urbaine imposée par le SCoT - Surface en extension compatible avec le SCoT - Constructibilité limitée de la zone agricole
	Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Emplacement réservé pour la construction d'une nouvelle station d'épuration - Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou par opération à favoriser. Rejet dans le réseau conditionné à un zonage différencié mis en place par le SIVOM (zone de non aggravation ou zone de compensation du ruissellement dans le zonage d'assainissement en cours)
	Energie et climat	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le terriil Alex (zone UX) - Application de la réglementation thermique en vigueur
	Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des risques naturels et technologiques (plan des risques annexé au PLU + règlement des zones concernées)
Démarche itérative	Milieux naturels / paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Ajout d'éléments naturels à protéger au titre de l'article L.151-23 (vergers périvillageois)

Mesures complémentaires proposées

En l'état actuel, le bilan du projet est considéré comme équilibré, la prise en compte ou non des mesures proposées ci-après ne remet pas en cause cet équilibre environnemental. Cependant leur intégration éventuelle permettrait de compléter les éléments positifs du projet.

Mesures complémentaires	
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la protection au titre de l'article L.151-23 de la haie bordant le domaine de la ferme Moyses et la RD44 à l'entrée est du village
Points de vigilance	
OAP	<ul style="list-style-type: none"> - Les recommandations relatives aux espaces verts et aux sensibilités environnementales n'ayant pas de valeur prescriptives, elles pourraient être basculées dans les prescriptions.

4. EVOLUTION DU PLU SUITE A LA CONSULTATION DES PPA ET LA MISE EN ENQUETE PUBLIQUE

Afin de donner suite aux observations émises lors de la consultation des personnes publiques associées et la mise en enquête publique, les modifications suivantes ont été apportées au dossier de PLU :

Thématique	Modifications apportées au PLU arrêté
Biodiversité, TVB, zones humides	<ul style="list-style-type: none"> • Justifications complémentaires concernant la prise en compte des enjeux de préservation du Crapaud vert • Renforcement de la protection des zones humides par la prise en compte des zones humides non prioritaires répertoriées par le SAGE de la Lauch approuvé le 15 janvier 2020 : classement au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme des berges du Bruecklenbach dans le prolongement du Dorfbach), du fossé longeant le chemin rural au lieu-dit Niedermatten et de la zone humide ordinaire située entre le Dorfbach et la RD430 ; modification du règlement (préservation des milieux naturels, interdiction des affouillements et exhaussements du sol...
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> • Justification de l'articulation du PLU avec l'Atlas des Paysages de l'Alsace
Consommation d'espaces	<ul style="list-style-type: none"> • Précisions sur le phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUb • Mention du prélèvement sur les terres agricoles d'une bande de terrain classée en zone N en marge du secteur AUb et de la piste cyclable • Modification des règles relatives à l'emprise au sol des constructions en zone A et en zone N
Ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> • Mention des mesures prises dans le secteur AUb pour garantir l'absence de risque de pollution de la nappe (notamment par l'extension de l'assainissement). • Délimitation d'un secteur UBa pour la construction de la nouvelle station d'épuration et précision sur l'état d'avancement du projet • Précision sur le zonage d'assainissement en cours de révision
Mobilités	<ul style="list-style-type: none"> • Repérage de la piste cyclable existante dans les OAP
Risques	<ul style="list-style-type: none"> • Précision sur la prise en compte des périmètres de réciprocité des ICPE • Rappel des obligations liés au risque sismique en matière de constructions • Prise en compte de la nouvelle carte des risques de retrait-

	gonglement des sols argileux
Compatibilité avec les documents de rang supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Justification de la compatibilité SRADDET / SCoT / SAGE • Complément de justification de la compatibilité avec le SCoT • Compatibilité avec le SAGE de la Lauch approuvé après l'arrêt du PLU
Autres	<ul style="list-style-type: none"> • Précision concernant la lecture des cartes du rapport de l'évaluation environnementale (échelles différentes selon les sources des données SIG)

Les évolutions apportés en aval de la phase de consultation publique vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et et des documents de rang supérieur qui s'imposent au PLU. Celles-ci ont notamment permis de réduire les impacts du PLU sur les zones et les milieux humides.

5.SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PLU

Une fois le PLU approuvé, sa mise en œuvre, et en particulier ses incidences et dispositions en matière d’environnement, doit faire l’objet d’un suivi et d’une évaluation. L’évaluation environnementale doit prévoir des indicateurs et modalités de suivi du PLU. Ce dispositif de suivi permettra de vérifier les hypothèses émises au cours de l’élaboration du document et d’adapter celui-ci et les mesures prises en fonction des résultats. Le suivi permet de faire face aux éventuelles incidences imprévues.

Article R.151-3 du Code de l’urbanisme :

6° Le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l’analyse des résultats de l’application du plan mentionnée à l’article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l’application des dispositions relatives à l’habitat prévu à l’article L.153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l’environnement afin d’identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Article L.153-27 du Code de l’urbanisme :

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d’urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l’organe délibérant de l’établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l’application du plan, au regard des objectifs visés à l’article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports. L’analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l’opportunité de réviser ce plan

En rapport aux enjeux identifiés, aux objectifs de préservation retenus et aux incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU, il est possible de dégager plusieurs indicateurs de suivi, qualifiant au mieux l’état de l’environnement communal, ainsi que leur état de référence.

Remarque : L’état de référence de certains indicateurs n’est pas renseigné lorsque la donnée n’est pas disponible dans les documents constitutifs du projet de PLU.

Tableau 4 : Indicateurs locaux et état de référence

THEME	SOUS-THEME	INDICATEUR ET ETAT DE REFERENCE
Milieux naturels	Espaces protégés	<ul style="list-style-type: none"> - Superficie classée en zone N : 191 ha (soit 45 % du territoire communal) - Superficie classée en EBC : 115 ha - Superficie protégée au titre de l’article L.151-23 : 20,6 ha
	Fonctionnement écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de réservoirs de biodiversité : 1 d’importance régionale - Superficie des réservoirs de biodiversité d’importance régionale : 168 ha - Nombre de corridor nationaux : 1 - Nombre de corridors régionaux : 1 - Linéaire de ripisylve : 2 km
	Milieux prairiaux	<ul style="list-style-type: none"> - Surface de prairies : 7,9 ha - Surface de vergers : 3,4 ha
	Milieux forestiers	<ul style="list-style-type: none"> - Surface en milieux forestiers : 127 ha - Superficie des Espaces Boisés Classés : 115 ha
	Milieux humides	<ul style="list-style-type: none"> - Surface en milieux humides : 32 ha de ZDH (CIGAL) - Surface en zones humides protégées : 11,4 ha

THEME	SOUS-THEME	INDICATEUR ET ETAT DE REFERENCE
Ressources naturelles	Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation moyenne d'eau potable en m³ par an - Nombre d'abonnés - Qualité des eaux rejetées après traitement en STEP en mg/l et % du rendement épuratoire - Contrôle des dispositifs d'assainissement autonome
	Espaces agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Surface occupée par des cultures : 136 ha - Superficies agricoles classées en zones U et AU : 0,9 ha + 4,7 ha
Paysage et patrimoine	Patrimoine protégé	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites classés et/ou inscrits : 0 - Nombre de Monuments Historiques : 0 - Superficie communale concernée par un périmètre de protection des monuments historiques : 0 ha
	Paysage et petit patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Surface d'éléments paysagers protégés au titre de l'article L.151-23 : 20,6 ha
Gestion de l'espace	Artificialisation des sols	<ul style="list-style-type: none"> - Superficie classée en zone U : 77 ha - Superficie classée en zone AU urbanisable dans le cadre du PLU : 5 ha - Superficie classée en réserve foncière : 0 ha - Superficie moyenne consommée par lot - Nombre de logements réalisés par an - Superficie constructible consommée par an
	Population	<ul style="list-style-type: none"> - En 1990 : 835 habitants - En 1999 : 910 habitants - En 2008 : 949 habitants - En 2013 : 937 habitants
Transition énergétique	Déplacements doux	<ul style="list-style-type: none"> - Linéaire de pistes cyclables : 3,3 km - Linéaires de cheminements piétons aménagés
	Energies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'installations photovoltaïques - Surfaces de panneaux solaires

Les superficies indiquées représentent les surfaces SIG.

Les surfaces concernant l'occupation du sol sont issues de la base de données CIGAL 2012 mise à jour par photo-interprétation avec les ortho images IGN 2015.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



2. **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

2b. **Éléments graphiques**

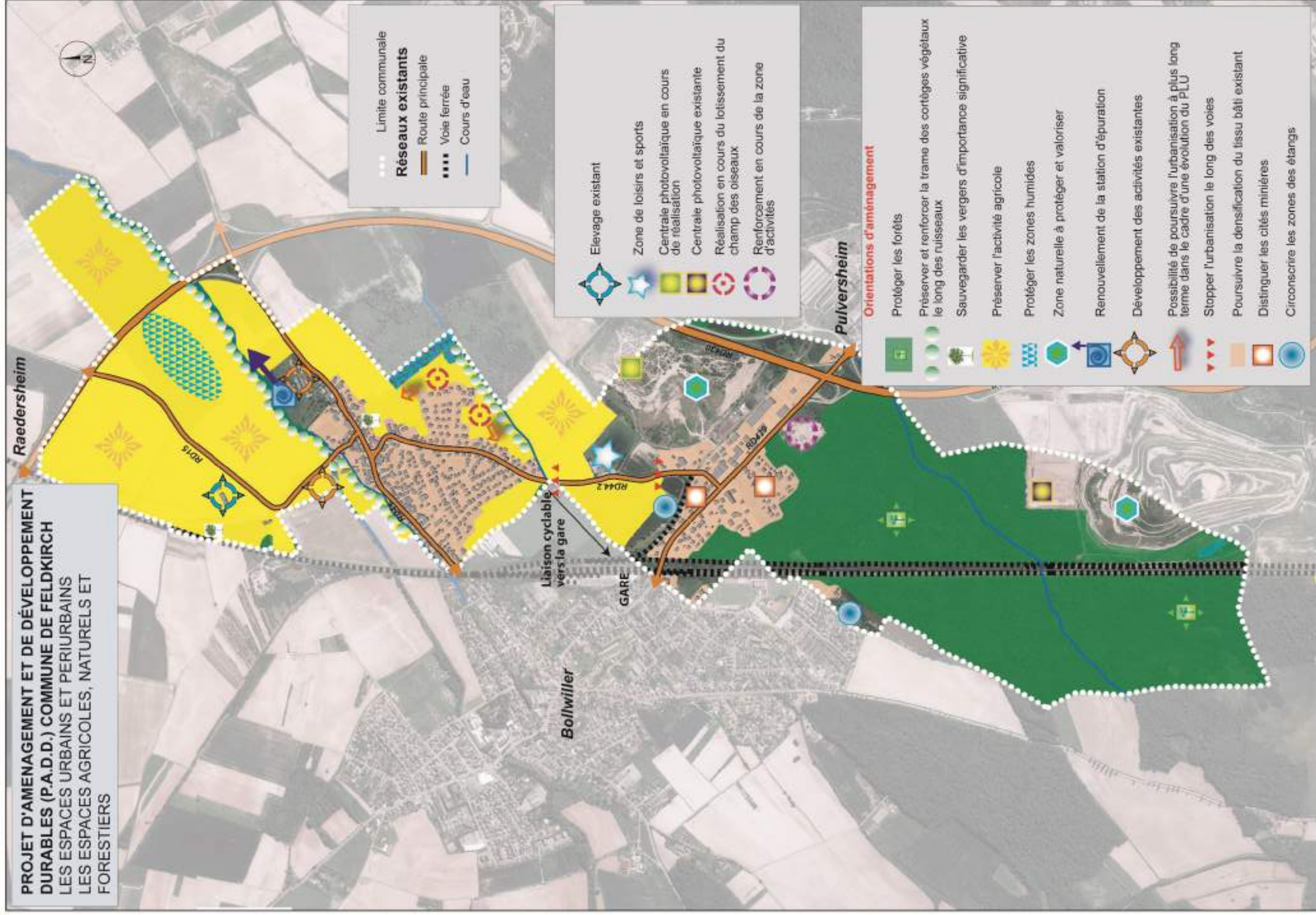
PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Jun 2021

**PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (P.A.D.D.) COMMUNE DE FELD KIRCH
LES ESPACES URBAINS ET PERIURBAINS
LES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS**



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

2a. Document écrit

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

Sommaire

Avant-propos	3
1. Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain	5
1.1. Les constats du début de la décennie.....	5
1.2. Les évolutions en cours	6
1.3. Les alternatives jusqu'en 2033.....	7
1.3.1. L'opération d'extension en cours.....	7
1.3.2. Fin de la consommation d'espace	7
1.3.3. Les espaces interstitiels	8
1.3.4. La réutilisation du patrimoine existant	8
1.3.5. Les logements dans le futur	9
1.4. Les autres types d'extension	9
2. Orientations générales concernant les espaces naturels, agricoles et forestiers...	10
3. Orientations générales concernant l'habitat	12
4. Orientations générales concernant les loisirs, le développement économique et commercial.	13
5. Orientations générales concernant les transports et les déplacements	15
6. Orientations générales concernant la maîtrise des risques.....	16

Avant-propos

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L.101-1 et L101-2, les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune.

Article L101-1

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Article L151-5

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

- 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
 - 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
- Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (...).

Afin d'éviter que la politique locale d'aménagement se construise par simple addition de projets indépendants, le PADD propose une vision globale et cohérente de l'ensemble du territoire de la commune, relative aussi bien aux enjeux des espaces naturels qu'à ceux des parties urbanisées.

Cette vision globale prend également en compte les dispositions supra-communales.

Il était, il y a peu, essentiel que Feldkirch conserve sa vitalité pour les quinze prochaines années, ce qui passait par une progression démographique volontaire mais raisonnable et maîtrisée par la commune.

Cette évolution est aujourd'hui en cours par le biais de la réalisation d'un lotissement communal projeté dès les années 90.

Le village a en effet des atouts sur lesquels son développement s'appuie : situation géographique à la jonction de deux territoires (m2A et la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller), paysage à dominance rurale, activité agricole de proximité, activités économiques dédiées à l'environnement, engagement fort dans la transition énergétique, appartenance à la communauté d'agglomération mulhousienne, proximité de la commune de Bollwiller avec qui des échanges doivent être naturellement développés au sein de projets d'intérêt partagé ; et dans ce cadre, la question de l'accès à la gare de Bollwiller devra être résolue.

1. Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

1.1. Les constats du début de la décennie

Le PADD constitue un moyen de se structurer autour d'un projet de village, en s'appuyant sur le diagnostic réalisé en amont.

Le village présente des avantages attrayants (proximité et accès à des voies de communication structurantes, proximité de la gare et des commerces et services de Bollwiller, mosaïque de milieux naturels, agriculture de qualité, activité paysagère connue ...).

Toutefois il a pâti de phénomènes de rétention foncière et d'une offre immobilière inadaptée.

Au début des années 2010, on constatait que :

- la part des jeunes de moins de 20 ans dans la population baissait ;
- la structure de la population était plus âgée que la moyenne départementale (pour les classes d'âge de 40 à 70 ans) et les enfants étaient sous-représentés ;
- les effectifs scolaires stagnaient ou diminuaient.
- le nombre de personnes par ménage baissait par rapport à la fin du 20^{ième} siècle, comme partout, et la plupart des ménages était constitué d'une ou deux personnes.

Le patrimoine disponible ne correspondait pas, techniquement et financièrement, à la demande des jeunes.

Il y avait peu d'offres foncières.

Sans nouvelle source d'offre immobilière, le taux de variation de la population ne devait pas significativement évoluer.

Cette perspective ne pouvait pas garantir une utilisation satisfaisante des équipements, notamment de l'école, et assurer une évolution suffisante pour une commune géographiquement très bien située.

Ce scénario tendanciel ne pouvait donc être retenu pour l'avenir de la commune.

En 2015, la population était estimée à 972 habitants, en légère hausse depuis 2010. Il était important de réamorcer un dynamisme et une vitalité dans le village pour assurer un remplissage satisfaisant des équipements et le renouvellement de la population.

Pour permettre l'accession à la propriété des jeunes couples et maintenir les écoles, pour permettre aux personnes âgées vivant seules dans de grandes maisons de rester au village, il était indispensable de prévoir une nouvelle offre de logements, et une diversification du parc.

1.2. Les évolutions en cours

La commune a mené une politique d'acquisition foncière des terrains qui prolongent le lotissement de la roselière ; elle y avait imaginé de longue date l'aménagement d'un nouveau lotissement.

Ce dernier a enfin été engagé au travers d'une adaptation du POS communal (mise en compatibilité pour une déclaration de projet en 2016).

La commune a ainsi fait l'effort de débloquer une des situations de rétention foncière qui empêchait la poursuite du développement au-delà du lotissement de la roselière. Ainsi, le lotissement du « champ des oiseaux » est une opération actuellement en cours.

Parallèlement, la commune mène une politique de ré-acquisition foncière dans le périmètre scolaire du village centre de façon à être en mesure de développer des projets d'intérêt général tels qu'un agrandissement de l'école ou un redimensionnement de l'accueil périscolaire.

Le développement devait être concentré dans cette partie du village (extension de la roselière) car il a l'avantage d'en conforter le cœur, ses équipements et ses services, et d'optimiser les réseaux en place déjà dimensionnés pour une opération plus vaste. En effet, les réseaux étaient déjà calibrés pour les extensions à partir de la roselière.

La création du « champ des oiseaux » permet aussi le bouclage du réseau de voiries de la « roselière », constitué d'impasses en attente d'être prolongées.

Certaines garanties étaient d'autant plus affirmées sur des terrains communaux et dans le cadre d'une opération communale :

- maîtriser les opérations dans le temps et dans l'espace grâce à un phasage en plusieurs périodes en fonction des besoins, demandes, capacités des équipements ;
- assurer l'intérêt général par un système de lotissement communal dans lequel les prix peuvent être attractifs.

Le lotissement du champ des oiseaux présente une localisation idéale, puisqu'en contiguïté avec les espaces bâtis existants, longée par une piste cyclable qu'il est aisé de raccorder à l'environnement de la gare de Bollwiller.

L'offre de terrains et de logements dans le nouveau lotissement contribuera à faire face aux problèmes de rétention foncière dans le village, et à modérer le développement le long des axes de communication.

1.3. Les alternatives jusqu'en 2033

1.3.1. L'opération d'extension en cours

La politique volontariste qui a visé à offrir des terrains et logements adaptés, par l'intermédiaire du lotissement du « champ des oiseaux », permet aujourd'hui de prévoir environ 1200 habitants dans la commune, à l'horizon 2033 (horizon du SCoT, Schéma de Cohérence Territoriale, de la région mulhousienne, approuvé le 25 mars 2019).

Ce chiffre peut paraître ambitieux mais Feldkirch a déjà connu par le passé une expansion démographique d'ampleur comparable lors de la création des lotissements Elodie, du secteur de la place des Vosges, et plus récemment de la roselière (croissance par paliers).

Les choix de la commune pour les 15 années à venir, en termes d'extensions, se limitent donc aux potentialités qui étaient déjà offertes par le POS.

La zone d'expansion en cours de réalisation (suite à la mise en compatibilité du document en 2016) permet de tendre vers l'estimation précitée d'un niveau de population pour 2033, qui n'est pas un objectif du PLU (juste l'intégration de l'existant) mais était un objectif du POS.

Pendant une longue période, l'évolution de la commune était bloquée alors que des besoins existaient.

La municipalité ne pouvait ainsi envisager aucun effort de modération de consommation de l'espace, ni aucun objectif dans ce domaine.

Maintenant que la situation et les problèmes de rétention foncière sont surmontés, l'objectif de la commune est de :

- phaser en deux périodes l'ouverture à l'urbanisation du lotissement du champ des oiseaux, afin notamment d'adapter l'évolution de la population, ainsi progressive, aux possibilités des équipements,
- densifier et diversifier les logements dans le lotissement.

L'élaboration du PLU ne s'accompagne pas de projets de croissance supplémentaires pour l'horizon 2033, en ce qui concerne l'habitat.

En effet, la densification des espaces déjà urbanisés et le renouvellement urbain contribueront aussi à la réalisation de la prévision démographique.

1.3.2. Fin de la consommation d'espace

Le lotissement du champ des oiseaux, en cours d'aménagement, serait urbanisé même sans l'approbation du présent PLU.

Les besoins de la commune en espaces de développement supplémentaires, exprimés dans le PLU, s'élèvent à 0 ha.

Il n'y aura donc plus, tant que le présent PLU est en vigueur, d'étalement urbain.

On ne peut pas comparer la consommation d'espace en cours et future à celle d'un passé récent dans lequel il n'y a pas eu d'extensions significatives du village.

Par contre, on peut calculer la densité de logements dans le lotissement de la roselière et la comparer à celle du futur champ des oiseaux.

La surface de ce dernier est importante, mais un phasage est prévu, et la densité de logements sera beaucoup plus forte que dans le lotissement de la roselière, le plus récent de la commune.

Le dernier lotissement de la commune, la roselière, présente une superficie de 3,83 ha, pour 35 logements, soit une densité de 9 logement/ha.

La densité dans le lotissement du champ des oiseaux, en cours d'aménagement, sera d'au moins 25 logements/ha.

La modération de la consommation d'espace est donc considérable ; un logement a consommé en moyenne 11 ares dans le lotissement de la roselière, mais un logement consommera au plus 4 ares en moyenne dans le lotissement du champ des oiseaux.

De plus, on notera la forte réduction des besoins et prévisions liés aux équipements de sports et loisirs, qui se traduira dans le PLU par une baisse d'une dizaine d'hectares des surfaces agricoles potentiellement aménagées à cette fin.

Enfin, il n'y a pas, dans le projet communal, de consommation d'espaces supplémentaires pour des activités économiques, sauf pour les entreprises agricoles en cours de développement dont les besoins ont été identifiés lors de la concertation avec les exploitants.

1.3.3. Les espaces interstitiels

Les zones urbaines déjà construites de la commune correspondent, en gros, à l'enveloppe urbanisée « temps zéro » (T0) définie par le SCoT.

Il subsiste des dents creuses dans le tissu bâti, qu'il est envisageable d'utiliser pour de nouvelles constructions, et entraîner ainsi la densification du village.

Toutefois,

- il n'est pas forcément souhaitable d'urbaniser tous les espaces vides du village, certains pouvant jouer un rôle important pour des habitants en tant qu'espaces verts, de jardins, ou d'aération du tissu bâti ;
- tous les terrains vides ne seront pas destinés à l'urbanisation par leur(s) propriétaire(s) (autre vocation souhaitée, problème de succession, etc ...) ;
- tous les terrains vides résiduels ne peuvent pas être aisément mobilisables du fait de leur taille ou configuration ;
- l'accès aux terrains n'est pas toujours possible à coût raisonnable, ...

Pour les dents creuses, le phénomène de rétention foncière est particulièrement fort à Feldkirch.

Après analyse de la typologie des dents creuses (cf. rapport de présentation du présent dossier), il a été possible de distinguer les terrains raisonnablement urbanisables d'ici 2033.

On peut raisonnablement considérer qu'une demi-douzaine de constructions peut être implantée dans ces vides avant 2033 (donc au moins une demi-douzaine de logements).

On peut noter que la disposition du SCoT incitant à réaliser 50% des nouveaux logements d'une commune en densification n'est pas applicable pour celles qui se sont renforcées, par le passé, uniquement par densification.

Ce mode de développement a en effet réduit considérablement le nombre de dents creuses jusqu'à la limite de leur disponibilité.

1.3.4. La réutilisation du patrimoine existant

L'INSEE estime à 23 le nombre de logements vacants dans la commune en 2015, mais en réalité on en compte peu en 2019 ; des logements vacants ont été (ré)investis depuis le milieu des années 2010.

Les logements disponibles sont pour partie de grandes propriétés d'un coût élevé, non adaptées aux aspirations actuelles, notamment des populations jeunes.

Par ailleurs, on peut envisager que certains éléments du patrimoine ancien et/ou agricole (granges, ateliers, grand bâtiment avec un seul logement, ...) puissent être réaffectés à de l'habitat, grâce à des opérations de réhabilitation.

On peut supposer que, du milieu des années 2010 à 2033 environ, une dizaine de logements vacants ou transformés, aura pu être réutilisée.

1.3.5. Les logements dans le futur

Ainsi, l'ensemble des possibilités de création de logements (lotissement du champ des oiseaux, dents creuses, logements vacants, réaffectations) permet de prévoir environ une centaine de logements supplémentaires d'ici 2033, sans extensions par rapport à ce qui était autorisé par le POS.

C'est encore dans le prolongement du champ des oiseaux que l'on peut imaginer le développement du village à plus long terme, sur des sites qui seront, après aménagement total du champ des oiseaux, des espaces interstitiels.

Ils se situeront au nord et au sud du champ des oiseaux, et une possibilité d'y accéder est d'ores et déjà prévue.

On introduit de fait dans le projet communal la notion de « possibilité de poursuivre l'urbanisation des sites à plus long terme, dans le cadre d'une révision ultérieure du PLU ». Il faudra au préalable une révision du SCoT.

Le classement en secteur agricole inconstructible de ces dents creuses ménagera la possibilité de réaliser ultérieurement l'orientation du PADD.

1.4. Les autres types d'extension

On peut noter que, dans le domaine économique, une opération d'aménagement est également en cours, en bordure sud de la RD 429 ou route de Mulhouse.

Cette nouvelle offre de développement économique a été jugée suffisante pour le moyen terme.

La municipalité a donc choisi de restreindre les zones d'activités à l'existant, renonçant aussi au potentiel du terroir Marie-Louise.

Par contre, le développement et les besoins des entreprises existantes doivent être encouragés.

Dans le domaine des équipements, la commune s'en tiendra là aussi au site existant ; les projets en cours peuvent en effet se concrétiser dans le tissu déjà urbanisé.

La seule exception à ce principe sera faite pour une nouvelle station d'épuration, équipement aujourd'hui indispensable.

Elle ne pourra se situer qu'en retrait du village, pour éviter les nuisances.

2. Orientations générales concernant les espaces naturels, agricoles et forestiers

Les espaces naturels, agricoles et forestiers, existants doivent être protégés et perpétués, et l'activité sur les zones agricoles encouragée et valorisée.

Le renforcement du réseau et de la diversité des milieux sera encouragé.

<p>Développement de l'espace rural</p>	<p>Freiner l'étalement urbain le long des grands axes de communication.</p> <p>Reverser en zone agricole plus de 5 ha autrefois classés en réserves foncières.</p>
<p>Préservation des espaces affectés aux activités agricoles</p>	<p>Rendre la zone agricole inconstructible sauf pour des besoins avérés des exploitations existantes.</p> <p>Encourager le développement de l'agriculture raisonnée et bio.</p>
<p>Préservation des espaces forestiers</p>	<p>Protéger les massifs forestiers par un classement au titre du Code de l'Urbanisme, d'où une interdiction de défrichement, impliquant l'impossibilité de construire à la place des boisements.</p>
<p>Protection des espaces naturels et des paysages</p>	<p>Classer en zone naturelle protégée des espaces remarquables du point de vue écologique, dont les forêts, les zones humides, les sites des étangs, le terail Marie-Louise et la partie du terail Alex non concernée par la centrale photovoltaïque,</p> <p>Protéger des vergers d'intérêt écologique et/ou historique, ...</p> <p>Conditionner les possibilités de constructions agricoles à des prescriptions générales en matière d'insertion paysagère.</p> <p>Développer, dans certains cas, l'existant dans une logique de compacité.</p> <p>Classer des ripisylves au titre du Code de l'Urbanisme.</p>
<p>Gestion du cycle de l'eau</p>	<p>Veiller à la qualité de la ressource en eau, limiter les pollutions de surface, avec une attention particulière en zone d'activités économiques.</p> <p>Interdire la création de nouveaux plans d'eau.</p> <p>Poursuivre le projet de renouvellement de la station d'épuration et se donner les moyens de son déplacement.</p>

<p>Préservation et remise en état des continuités écologiques</p>	<p>Protéger les éléments susceptibles d'être un maillon d'un corridor écologique : ripisylves, milieux humides tels que les étangs, boisements et prairies du terril Alex, etc...</p> <p>Maintenir les réservoirs de biodiversité sur des périmètres effectifs.</p> <p>Poursuivre le reboisement et la renaturation du terril Alex, sur la surface non utilisée par la centrale photovoltaïque en cours d'aménagement.</p> <p>Renforcer la protection de l'Entenbad.</p> <p>Prévoir des zones tampons entre des espaces bâtis ou à bâtir et les espaces agricoles ou naturels.</p> <p>Imposer des plantations dans les programmes de construction en zone urbaine.</p> <p>Préserver la proportion d'espaces verts et ainsi la biodiversité dans les cités Alex, à proximité de la forêt.</p>
<p>Réseaux d'énergie</p>	<p>Poursuivre l'objectif d'indépendance énergétique, en lien avec Ungersheim et en cohérence avec la politique de la communauté d'agglomération</p> <p>Poursuivre l'évolution vers des formes d'habitat plus denses, plus adaptées aux économies d'énergie.</p> <p>Permettre la mise en place d'installations en lien avec les énergies renouvelables du type dispositifs solaires, photovoltaïques ou thermiques ou tout autre dispositif du même type.</p>

3. Orientations générales concernant l'habitat

La diversification des types de logements est à promouvoir et inciter, tout en respectant les spécificités historiques du village et en conservant sa typicité

Sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti	<p>Différencier les règles de constructions selon l'âge et la morphologie des quartiers (centre ancien / quartiers plus récents ou futurs / cités minières).</p> <p>Développer harmonieusement les cités minières.</p>
Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat	<p>Offrir des terrains pour les constructions à usage d'habitat, individuel, intermédiaire¹ et collectif.</p> <p>Choisir en priorité les sites susceptibles de bénéficier à des habitants, dont les jeunes du village.</p> <p>Conforter le village, au nord, en termes de développement, par rapport à l'entité minière, afin de renforcer sa polarité et profiter des services existants dont l'école.</p> <p>Poursuivre le renforcement du cœur du village notamment en matière de projets d'intérêt collectif.</p> <p>Privilégier, en termes de développement urbain, la finalisation des projets autour du quartier de la roselière.</p> <p>Adapter des règles de construction aux risques de remontée de nappe et à l'architecture générale de chaque quartier</p> <p>Anticiper la localisation des sites d'extension à très long terme.</p>
Consolidation de la mixité sociale dans l'habitat	<p>Favoriser la diversification de l'offre en logement : individuel et collectif, accession et location (primo-accédants), tailles variées de logements,</p> <p>Imposer des espaces collectifs dans les programmes de lotissements ou de groupements d'habitations.</p>

¹ L'habitat intermédiaire est une forme urbaine intermédiaire entre la maison individuelle et l'immeuble collectif (appartements). Il se caractérise principalement par un groupement de logements avec des caractéristiques proches de l'habitat individuel : accès individualisé aux logements et espaces extérieurs privatifs.

4. Orientations générales concernant les loisirs, le développement économique et commercial.

Le niveau des équipements et activités économiques devrait être maintenu, voire amélioré et développé en fonction de l'évolution de la population.

La mixité, sans nuisances avec les zones d'habitation, est à promouvoir.

<p>Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités économiques</p>	<p>Permettre le maintien d'activités économiques (artisanat, commerces, services), de faible nuisance, dans le tissu existant.</p> <p>Encourager la pérennisation et le développement des activités existantes, notamment liées à l'agriculture, sur des sites affectés à cet effet.</p> <p>Conforter la zone consacrée aux activités économiques au bord de la RD 429.</p> <p>S'appuyer sur le développement en cours pour limiter les surfaces affectées aux activités, à l'existant.</p>
<p>Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'activités sportives ou culturelles</p>	<p>Maintenir et mettre à niveau les équipements existants en s'adaptant à l'évolution de la demande, notamment pour les jeunes.</p> <p>Ne pas geler d'emplacements pour la création de nouveaux équipements tant que leur réalisation effective n'est pas réaliste ou nécessaire.</p>
<p>Satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'équipements commerciaux</p>	<p>Favoriser le maintien du commerce de proximité, tout en évitant le développement des pollutions, nuisances ou dangers.</p>
<p>Equilibre entre emploi et habitat</p>	<p>Permettre un développement de l'activité économique, dans le tissu existant pour les activités non nuisantes, et veiller à un équilibre entre une éventuelle croissance de population (ouverture de lotissement) et une offre commerciale / de services correspondante (pour atténuer les flux automobiles supplémentaires).</p>
<p>Développement des communications numériques</p>	<p>Veiller, en accord et aux côtés de tous les acteurs concernés, à améliorer / généraliser la situation existante.</p> <p>Localiser les extensions urbaines futures en fonction de leur raccordement aisé aux réseaux.</p> <p>Prévoir la mise en place de gaines d'attente dans les aménagements publics ou privés afin d'anticiper et/ou faciliter la mise en œuvre du raccordement en fibre optique de chaque logement (politique régionale).</p>

L'utilisation des communications numériques offre la possibilité de réduire les mobilités motorisées dans un contexte de hausse constante et régulière du coût de l'énergie.

Ces outils permettent d'accéder à une multitude de connaissances et services (formation à distance, télétravail, assistance des personnes dépendantes à domicile, ...) en réduisant les déplacements, et au bénéfice, entre autres, des personnes à mobilité réduite.

5. Orientations générales concernant les transports et les déplacements

Des considérations en matière de modes de déplacements de l'avenir doivent guider les choix d'aménagement.

Les dangers et nuisances liés à la croissance de la circulation automobiles sont également des éléments décisifs.

Maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile	<p>Encourager les modes de transport alternatifs et leur utilisation, et favoriser les déplacements doux des habitants.</p> <p>Limiter les déplacements automobiles à l'intérieur du village (localisation des zones urbanisables, incitation aux déplacements piétons ou cyclistes, ...).</p>
Satisfaction des besoins présents et futurs en matière de déplacements	<p>Poursuivre le développement des chemins piétonniers ou cyclistes.</p> <p>Porter une attention particulière aux places de stationnement des programmes de construction.</p> <p>Prévoir un accès piéton et cycliste à la gare de Bollwiller.</p> <p>Reprendre un schéma de principe de desserte des sites urbanisables.</p> <p>Prévoir une mesure d'aire de stationnement adjacente à la voie publique dans des quartiers récents.</p> <p>Prévoir des normes de stationnement intégrant les vélos en cas de réalisation d'habitat collectif.</p>

6. Orientations générales concernant la maîtrise des risques

La circulation automobile et certaines pratiques agricoles sont les principales sources de dangers/pollutions à prendre en compte dans la commune.

Les forêts et les ressources en eau, milieux les plus susceptibles de subir des pollutions ou atteintes, sont à préserver au maximum.

Réduction des nuisances sonores et risques	<p>Gérer les nuisances sonores et dangers liés aux déplacements automobiles, notamment par une organisation du trafic prévue à l'amont de l'urbanisation (schéma de principe de desserte).</p> <p>Réduire les nuisances sonores dans la zone d'activités, interdire les nuisances sonores nocturnes.</p> <p>Prévoir un recul des constructions par rapport à la RD429.</p>
Prévention des risques naturels prévisibles	<p>Prendre en compte les risques de remontées de nappe.</p> <p>Adapter les capacités d'épuration.</p>
Prévention des risques technologiques	<p>Interdire l'installation d'entreprises susceptibles de générer un risque incompatible avec les zones habitées et l'environnement.</p> <p>Prendre en compte les risques de :</p> <ul style="list-style-type: none">- rupture de digue de la Thur ;- rupture des barrages écrêteurs de crues ;- mouvements de terrain, liés à l'activité minières (puits, terrils).
Prévention des pollutions et des nuisances	<p>Interdire les dépôts, stockages, rejets dans les milieux naturels.</p> <p>Interdire les activités gênantes incompatibles avec le voisinage.</p> <p>Prévenir la pollution ou la dégradation des milieux, notamment en zone d'activités économiques, y compris pour les installations existantes.</p> <p>Respecter une zone tampon entre les constructions futures et les lisières d'espaces naturels.</p> <p>Assurer un contrôle strict sur les activités susceptibles d'impacter l'environnement (proximité de la nappe, zones en ZNIEFF¹, ...).</p>

¹ Zones Naturelles à Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



2c. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Jun 2021

Sommaire

Avant-propos.....	3
Positionnement du secteur AUb dans l'organisation de la commune	5
Principes d'aménagement	6
Schéma d'aménagement	8
Phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUb	9

Avant-propos

Article L151-6 du code de l'urbanisme - extrait -

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements.

Article L151-7 du code de l'urbanisme - extrait -

I. - **Les orientations d'aménagement et de programmation** peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain, favoriser la densification et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

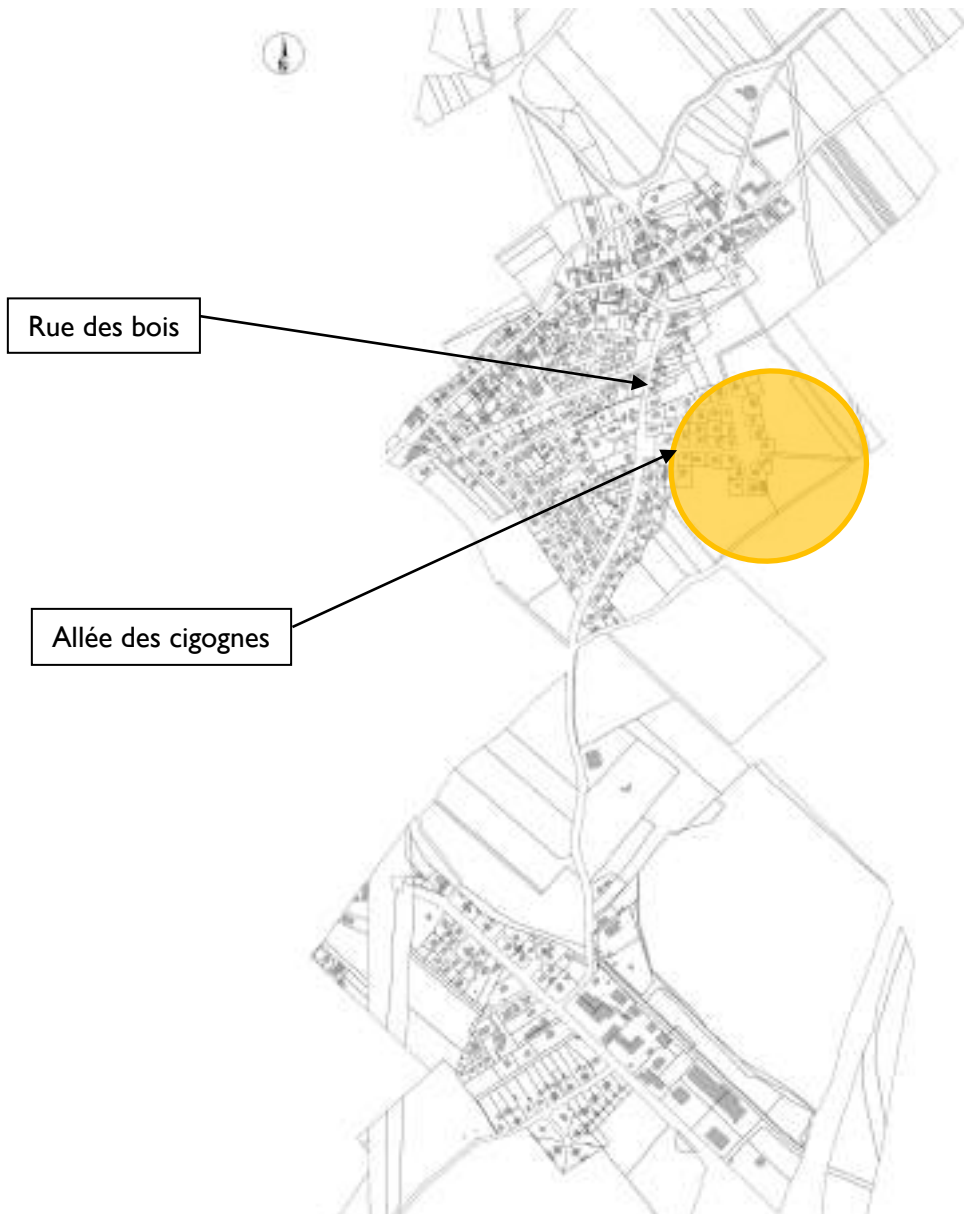
6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles [L. 151-35](#) et [L. 151-36](#).

Dans le droit fil du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), un secteur à enjeux, AUb, déterminant pour le fonctionnement, la physionomie et le cadre de vie futurs de la commune, a été identifié.

Ce secteur fait ainsi l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) destinées, en complément du règlement, à fixer des principes généraux d'organisation et de composition urbaine.

Les orientations visent, dans ce secteur à vocation principale d'habitat, à garantir la prise en compte du développement durable dans les opérations d'aménagement, tout en assurant la qualité de vie des habitants.

Localisation du secteur AUB :



Ces orientations indiquent des objectifs et des principes généraux et particuliers qui doivent être traduits par les aménageurs qui disposent de toute latitude quant aux moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Toutefois, le présent document distingue, parmi les principes d'aménagement, ceux qui ont valeur de **prescriptions** qui s'imposent de manière obligatoire dans un lien de compatibilité aux aménageurs, de ceux qui correspondent à des **préconisations** qui n'ont pas de portée juridique, mais qui constituent des propositions à l'attention des porteurs de projet.

Il convient de souligner que la relation entre l'aménagement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation est une relation de compatibilité. Cela implique que, par exemple le tracé d'une voie de desserte n'a qu'une valeur indicative et que les indications spatialisées n'ont pas, sauf mention expresse, de valeur normative.

Les éléments graphiques des OAP ont une valeur indicative et doivent guider les porteurs de projet.

Positionnement du secteur AUb dans l'organisation de la commune

La commune de Feldkirch doit développer, renouveler sa population, et renforcer l'unité urbaine « villageoise ».

Une action longue a été engagée dans les années 90 pour un aménagement d'ensemble des terrains situés entre de la rue des bois et la rue basse (prolongée par un chemin agricole), et la première tranche est réalisée (lotissement de « la roselière »).

L'enjeu du PLU est de permettre la finalisation de l'opération commencée il y a plus de 20 ans, et rendue enfin possible.

Le secteur d'extension AUb (lotissement du « champ des oiseaux »), à dominante d'habitat, permet désormais à la commune d'accueillir de nouvelles populations, mais également de répondre aux besoins des habitants actuels.

Il est possible d'y implanter des logements individuels, intermédiaires et collectifs.

De plus, il peut y avoir éventuellement implantation d'établissements d'activités, compatibles avec le voisinage de logements.

Un permis d'aménager a déjà été accordé pour le secteur AUb.

Le site était, avant la réalisation des travaux pour le « champ des oiseaux », utilisé à des fins agricoles.

Il est séparé de la zone humide remarquable de l'Entenbad par un chemin rural et une piste cyclable.

Cette dernière devrait être prolongée en direction de la gare de Bollwiller, située à moins de 2 km du lotissement.

Le PLU prévoit le maintien d'une bande verte le long du lotissement, en bordure nord-est, qui doublera la barrière entre les espaces bâtis et les espaces naturels (zone humide remarquable de l'Entenbad).

Les études préalables à la création du lotissement du champ des oiseaux ont repéré une autre zone humide, ordinaire, de 0,45 ha, à l'extrémité est du lotissement.

Le PLU prescrit la conservation de cette zone.

En bordure sud, le lotissement est aussi longé par un fossé dont la ripisylve est préservée dans le PLU.

Environnement du secteur AUb :



Principes d'aménagement

Le secteur AUb, d'une superficie de près de 5 ha, se situe à l'est du village, en continuité du lotissement, relativement récent, de la roselière.

L'aménagement concret du secteur en lotissement du « champ des oiseaux » a commencé en 2019.

Les réseaux étaient existants dans les amorces de voies qui mènent au champ des oiseaux (et desservant la roselière).

Ils ont été suffisamment calibrés pour un prolongement de la roselière.

L'accès au secteur AUb est possible par l'allée des cigognes puis 4 amorces de voies.

Le PLU tient compte également d'un deuxième accès direct par la rue des bois au nord (parcelle communale), à moyen terme, dans le cadre d'un futur besoin de développement du village.

Même si le lotissement est réalisé en plusieurs phases, l'aménagement des réseaux et voiries doit pouvoir être réalisé simultanément pour toutes les phases.

Prescriptions pour le secteur AUb :

Densité
- produire au minimum 25 logements/ha pour l'ensemble du secteur AUb, uniquement sur les surfaces à bâtir (en excluant les voiries et espaces collectifs) ;
Echéancier
- l'aménagement doit être réalisé de manière progressive, sauf pour les voiries qui pourront être aménagées simultanément sur tout le secteur AUb ; - le phasage se fera par la mise en vente des terrains communaux, le développement sera donc maîtrisé en fonction des besoins et capacités des équipements. Quoi qu'il en soit, la phase 2 (cf p.9) du lotissement ne pourra pas être urbanisée avant 2025, sauf pour des constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
Habitat
- offrir une variété de types d'habitat : individuel, intermédiaire, collectif.
Trame viaire
- assurer la desserte interne par un bouclage complet reliant toutes les rues permettant d'accéder au secteur ; - prévoir les éventuelles futures extensions vers le nord et le sud-ouest, à long terme ;
Stationnement
- permettre la mutualisation d'une partie des aires de stationnement ; - les aires de stationnement publiques feront l'objet d'un aménagement paysager de qualité, et les parkings seront plantés d'arbres ;
Circulations douces
- prévoir des liaisons piétonnes vers la piste cyclable ; - prolonger la piste cyclable en direction de la gare de Bollwiller ;
Risques
- prendre en compte le risque de remontée de la nappe phréatique ; - remplir les conditions d'urbanisation dans les zones de dangers du gazoduc ;
Milieus naturels
- exclure du périmètre du lotissement la ripisylve du ruisseau, la zone tampon végétalisée, la zone humide ordinaire.

Recommandations :

Qualité urbaine
- les espaces extérieurs aménagés, clôtures, devront s'intégrer dans une cohérence d'ensemble paysagère et une harmonie visuelle ; - garantir l'homogénéité du front urbanisé (implantations, hauteurs et traitement architectural) ; - privilégier les espaces verts privatifs en limite de zone ;
Qualité architecturale
- favoriser la mise en œuvre de constructions passives ou à énergie positive ; - privilégier l'utilisation d'éco-matériaux ; - intégration des facteurs d'ensoleillement naturel pour la disposition et l'orientation des constructions ;
Espaces verts
- prévoir un programme de plantations, en accompagnement de certaines voies ; - privilégier les essences locales fruitières ou feuillues dans les aménagements paysagers ; - favoriser les espèces non allergisantes.
Sensibilités environnementales
- des itinéraires pour circulations douces pourront border la zone humide ordinaire, afin de créer une interface entre cette dernière et les espaces bâtis ; - limitation de l'imperméabilisation des surfaces de terrain et des emplacements de stationnement par des choix de matériaux appropriés.

Schéma d'aménagement

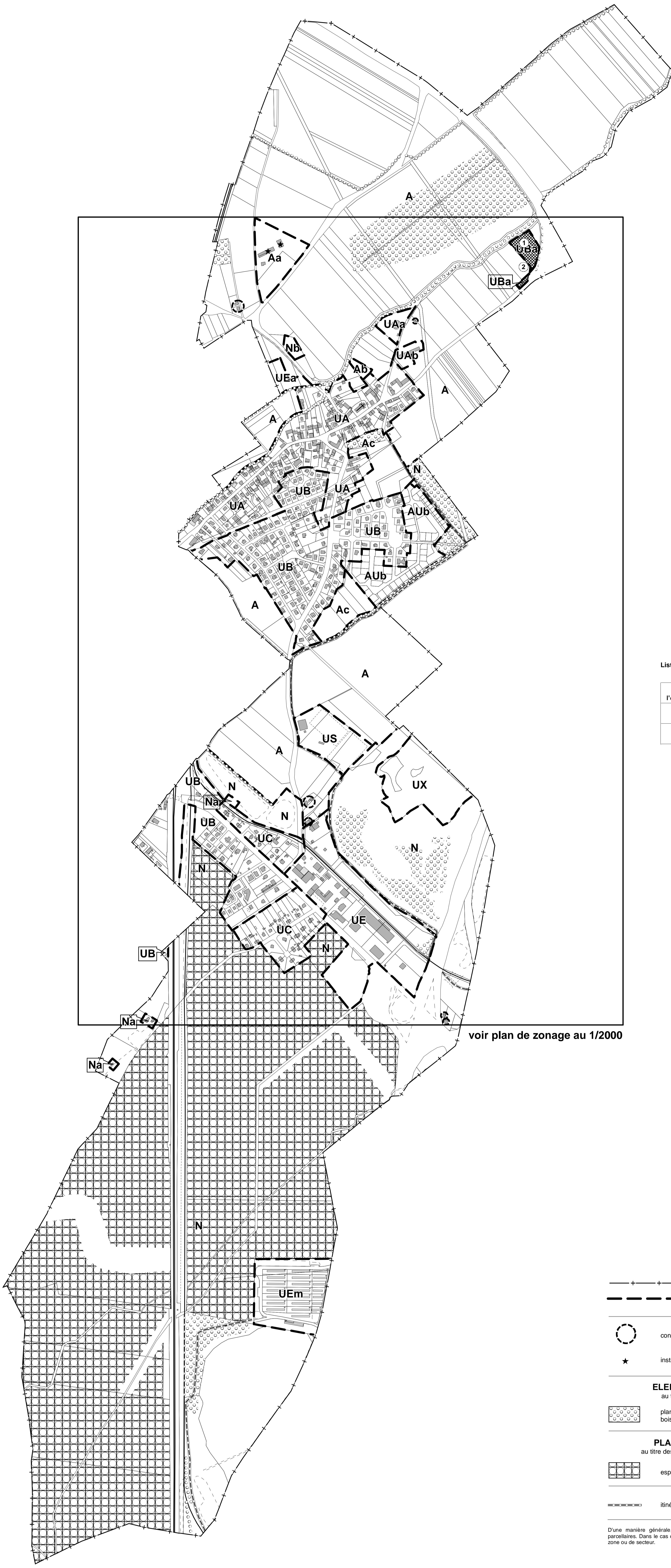
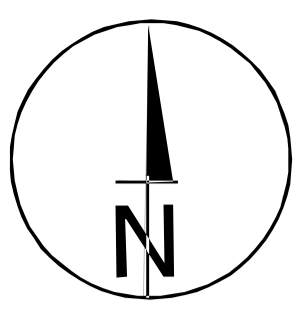
Principe de desserte du secteur AUb :



Phasage de l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUb







Liste des emplacements réservés

N° de l'opération	Désignation des opérations	Bénéficiaires	Surface
1	Création d'une station d'épuration	SIVOM de la Région Mulhousienne	62 ares
2	Accès à la station d'épuration	SIVOM de la Région Mulhousienne	7,4 ares

voir plan de zonage au 1/2000

LIMITES

--- limite communale ---

--- limite de zone ou de secteur ---

○ constructions isolées en A et N

★ installation agricole ICPE en 2019

ELEMENTS DU PAYSAGE DELIMITES

au titre de l'art. L.151-23 du code de l'urbanisme

□ plantations à maintenir ou à renforcer
boisements, prairies, vergers, zones humides ○○○○○○

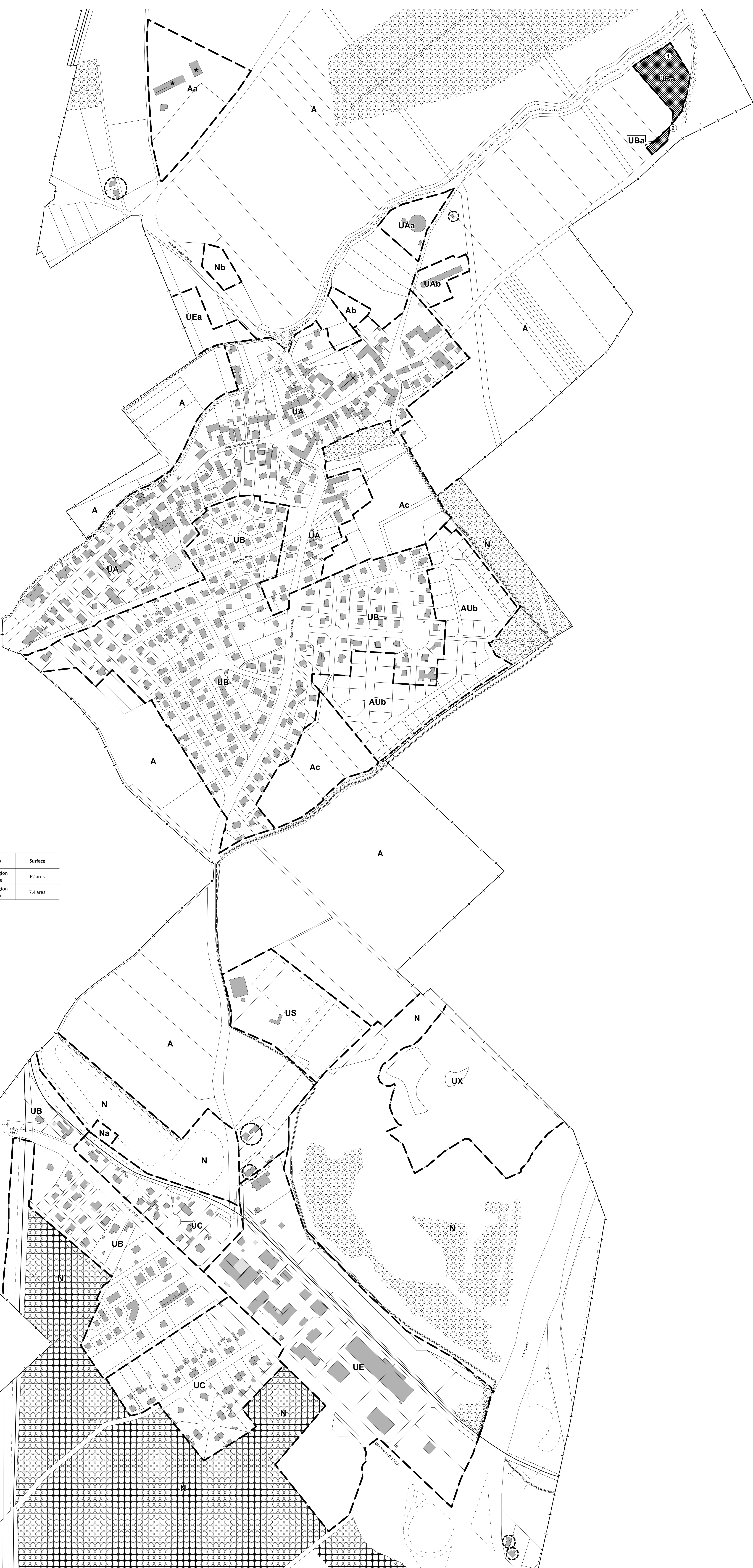
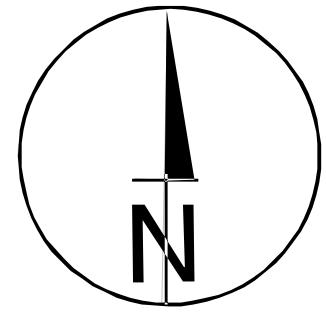
PLANTATIONS ET ESPACES BOISES

au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme

□ espaces boisés classés

--- itinéraires cyclables à conserver ---

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.



Liste des emplacements réservés

N° de l'opération	Désignation des opérations	Bénéficiaires	Surface
1	Création d'une station d'épuration	SIVOM de la Région Mulhousienne	62 ares
2	Accès à la station d'épuration	SIVOM de la Région Mulhousienne	7,4 ares

LIMITES

- limite communale
- - - - - limite de zone ou de secteur
- constructions isolées en A et N
- ★ installation agricole ICPE en 2019

ELEMENTS DU PAYSAGE DELIMITES
au titre de l'art. L. 151-23 du code de l'urbanisme

- ▨ plantations à maintenir ou à renforcer
- boisements, prairies, vergers, zones humides

PLANTATIONS ET ESPACES BOISES
au titre des articles L. 113-1 et L. 113-2 du code de l'urbanisme

- ▨ espaces boisés classés
- itinéraires cyclables à conserver

D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parcellaires. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

4. Règlement

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
CHAPITRE I - ZONE UA.....	7
CHAPITRE II - ZONE UB.....	15
CHAPITRE III - ZONE UC.....	24
CHAPITRE IV – ZONE UE.....	30
CHAPITRE V – ZONE US.....	40
CHAPITRE VII – ZONE AU.....	49
CHAPITRE VIII - ZONE A.....	54
CHAPITRE IX - ZONE N.....	61
ANNEXES	67
SURFACE DE PLANCHER	69
NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT	70
ARTICLE 682 DU CODE CIVIL	71
ESPACES BOISES CLASSES ARTICLES L 113-1 ET L 113-2 DU CODE DE L'URBANISME	72
RAPPEL DU CODE CIVIL CONCERNANT LES VUES	73
LISTE D'ESSENCES POSSIBLES	74
LISTE DE ESPECES ALLERGISANTES	75

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Feldkirch tel que délimité sur les plans de zonage.

2. PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

2.1. Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent à celles du Règlement National d'Urbanisme en vigueur depuis le 27 mars 2017

S'y ajoutent les articles R 111-2, R 111-4, R 111-26 et R 111-27 du Code de l'Urbanisme rappelés ci-dessous :

Article R.111-2 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Article R.111-4 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Article R.111-26 : Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Article R.111-27 : Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales

2.2. Les réglementations spécifiques aux Servitudes d'Utilité Publique transcrites aux plans des servitudes joints au dossier du P.L.U. s'ajoutent aux règles propres du Plan Local d'Urbanisme.

2.3. L'édification des clôtures est soumise à une déclaration préalable conformément à la délibération du Conseil Municipal du 27 octobre 2008.

2.4. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention d'un permis de démolir conformément à la délibération du Conseil Municipal du 11 juin 2015.

- 2.5.** Les dispositions de l'arrêté du 21 février 2013 relatives à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation s'appliquent aux secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre. Le texte de cet arrêté et la liste des infrastructures de transport concernées sont annexés au PLU.

3. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le Plan Local d'Urbanisme définit :

- ✚ La zone UA qui comprend les secteurs UAa et UAb
- ✚ La zone UB qui comprend le secteur UBa
- ✚ La zone UC
- ✚ La zone UE qui comprend les secteurs UEa et UEm
- ✚ La zone US
- ✚ La zone UX
- ✚ La zone AU qui se compose du secteur AUb
- ✚ La zone A qui comprend les secteurs Aa, Ab et Ac
- ✚ La zone N qui comprend les secteurs Na et Nb

4. ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L.152-3 du Code de l'Urbanisme, des adaptations mineures dérogeant à l'application stricte des articles 3 à 14 du règlement peuvent être autorisées en raison de la nature du sol, de la configuration des parcelles ou du caractère des constructions avoisinantes.

5. REGLES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS

Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les dispositions du présent PLU sont applicables à chaque lot individuel apparaissant sur le plan de division que le pétitionnaire aura joint à sa demande.

6. TRAVAUX SUR LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES NON CONFORMES AUX REGLES DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

7. GLOSSAIRE

Acrotère : relief constitué par un muret situé en bordure de la toiture plate, dans le prolongement de ses murs de façade.

Alignement de la voie : limite commune entre un fonds privé et la voie.

Carport : abri couvert, ouvert sur les côtés, destiné au stationnement d'un véhicule.

Claire-voie : clôture formée d'éléments non jointifs dont les éléments sont assemblés de manière à laisser passer le jour.

Construction principale : construction destinée au(x) logement(s), équipements publics et activités par rapport à des bâtiments annexes destinés au stationnement et au rangement.

Construction annexe : construction de faible importance non destinée à l'habitat, aux équipements publics ou à l'activité professionnelle, et qui peut dépendre d'une construction principale (exemples : garage, abri de jardin, piscine, remise, carport...).

Contiguïté : un bâtiment contigu est un bâtiment accolé à un autre bâtiment.

Egout du toit : limite ou ligne basse d'un pan de couverture. Ce point de référence revient à définir une hauteur de façade, sauf en cas de débords de toiture importants.

Emprise au sol des constructions : l'emprise au sol des constructions correspond à la surface au sol de l'assise de la construction.

Faitage : ligne de jonction supérieure de pans de toitures inclinés suivant des pentes opposées. Il s'agit du point le plus haut de la construction.

CHAPITRE I - ZONE UA

Caractère de la zone :

Il s'agit d'une zone à caractère d'habitat, de services et d'activités qui recouvre le centre ancien dont il convient de préserver la morphologie urbaine et la vitalité.

Elle comprend le secteur UAa, terrain d'accueil de la station d'épuration en activité à la date d'approbation du PLU, et le secteur UAb destiné au développement amorcé d'une entreprise existante.

Articles

UA 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1. Les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage.
- 1.2. Les travaux d'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements de toute nature s'il en résulte une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain ou une atteinte à la salubrité et à la sécurité publique.
- 1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que la création d'étangs.
- 1.4. Les constructions à usage de commerce de plus de 300 m² de surface de vente.
- 1.5. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :
 - le stationnement de plus de 3 mois de caravanes isolées,
 - les terrains de camping et de caravanage,
 - les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
 - les parcs d'attraction ouverts au public,
 - les garages collectifs et non couverts de caravanes,
 - les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception de ceux nécessaires aux constructions ou installations autorisées par le présent règlement de zone et aux fouilles archéologiques.
- 1.6. La création et l'extension de dépôts de toute nature (ferrailles, déchets, vieux véhicules, ...) sauf de ceux directement liés aux activités présentes dans la zone.
- 1.7. Dans les espaces repérés comme «Eléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme » aux plans de zonage : les travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de ces éléments, à l'exception des opérations prévues à l'article 2.6.
- 1.8. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe sont interdits :

 - pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ;

- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;
- pour le bâti existant, l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

1.9. Dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1^{ère} et la 3^{ème} catégorie. Dans la zone de dangers très graves sont interdits les immeubles de grande hauteur, et les Etablissements Recevant du Public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

1.10. Dans le secteur **UAa**, toutes constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article UA 2.8.

1.11. Dans le secteur **UAb**, toutes constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article UA 2.9.

UA 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.2. La reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sous réserve :

- du respect des impératifs relevant de l'intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement du trafic ou la sécurité de la circulation,
- du respect des dispositions induites par le risque de remontée de nappe, exprimées par les articles UA1.8. et UA2.5.

2.3. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

2.4. L'aménagement, la transformation ou l'extension des bâtiments d'activités existants dans la zone sont admis, s'il n'en résulte pas une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain.

2.5. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

- sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations, des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel ;
- sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue au plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

2.6. Dans les espaces repérés comme «Éléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme» aux plans de zonage, des déboisements ou défrichements ponctuels sont autorisés pour :

- des travaux et ouvrages nécessaires à la gestion des cours d'eau et des risques,
- des infrastructures ou ouvrages d'intérêt général.

2.7. Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.

2.8. Dans le secteur UAa, seuls sont admis :

- les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- les ouvrages, constructions et installations liés au fonctionnement d'une station d'épuration
- les ouvrages, constructions et installations liés à la réalisation et au fonctionnement d'un bassin d'orage (station de relevage, déversoir d'orage, ...),
- les aires de stationnement,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve du respect des dispositions de l'article UA 11.

2.9. Dans le secteur UAb, sont admis :

- les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- les constructions, installations ou travaux liés au fonctionnement, à l'agrandissement, et au développement de l'exploitation agricole existante dans la zone UA adjacente à la date d'approbation du présent PLU : locaux de stockage, réfrigération, transformation, conditionnement, production, commercialisation, des produits liés à l'activité agricole,
- les aires de stationnement,
- deux logements intégrés à un bâtiment d'activités,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve du respect des dispositions de l'article UA 11.

UA 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les voies nouvelles publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les nouvelles voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules lourds de faire demi-tour et ne doivent pas excéder 100 mètres de long.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

Les accès doivent être aménagés de manière à ne pas entraver la libre circulation des véhicules sur la voie publique.

Le long des Routes Départementales, les possibilités d'accès carrossables sont limitées à un accès par propriété.

UA 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau.

4.2. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.3. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées.

Cependant, en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considéré comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon

fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduelles non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.4. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (déboureur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

UA 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement immédiat ou ultérieur à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.

UA 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

6.1. La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de l'alignement opposé ne peut pas être inférieure à la différence d'altitude entre ces deux points.

6.2. Les éléments de faible emprise du type auvent, marquise, escalier, ainsi que carport peuvent s'implanter à une distance inférieure à celles fixées en UA 6.1.

6.3. La règle ne s'applique pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).

Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

UA 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7.1. Les constructions doivent être édifiées :

- soit sur limite séparative,
- soit de manière à ce que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans être inférieure à 3 mètres.

7.2. D'autres implantations sont possibles par rapport à celles définies au paragraphe précédent :

- lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune,
- dans le cas d'un projet architectural commun à plusieurs unités foncières limitrophes,
- dans le cadre d'opérations d'ensemble sous forme de lotissement ou groupe d'habitations.

7.3. Les règles ne s'appliquent pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de relevage d'assainissement, postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).

Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit sur limites, soit en recul par rapport à celles-ci.

UA 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

UA 9 : Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol ne peut excéder les 60% de la superficie du terrain.

Les piscines extérieures ne sont pas comptabilisées dans l'emprise des constructions.

UA 10 : Hauteur maximum des constructions

10.1. Le nombre de niveaux ne pourra excéder deux à l'égout du toit ou à l'acrotère. Cette limitation ne s'applique pas aux sous-sols lorsque leur hauteur ne dépasse pas de plus de 1,5 mètre le niveau moyen du terrain naturel.

10.2. La hauteur des constructions compte non tenu des cheminées et antennes est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et à 14 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel.

10.3. En cas de bâtiment existant présentant des hauteurs supérieures, la reconstruction et la réhabilitation, réaffectation et transformation sont autorisées sans dépassement de la hauteur du bâtiment d'origine.

10.4. Peuvent être édifiés au-dessus de ces limites de hauteur les ouvrages techniques de faible emprise (tels que cheminées, ascenseurs), et les équipements d'intérêt général lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, et s'il n'en résulte pas d'atteinte au site ou à l'intérêt paysager des lieux avoisinants.

UA 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Bâtiments

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les bâtiments annexes devront être en harmonie avec les constructions principales. Les constructions nouvelles doivent par leur volumétrie, architecture et proportions s'insérer de manière harmonieuse dans le tissu bâti préexistant, le site et le paysage.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les revêtements de façade et les teintes des ravalements extérieurs seront choisis en harmonie avec le site et les constructions avoisinantes.

11.3. Toitures

Les matériaux de couverture à caractère précaire sont interdits.

La pente des toitures des bâtiments principaux doit être comprise entre 45° et 55°.

Les toitures terrasses ne sont autorisées que :

- si elles constituent des éléments d'accompagnement insérés dans le volume des toitures en pente
- ou s'il s'agit de toitures terrasses végétalisées dans le but d'améliorer les performances énergétiques de la construction ou de contribuer à la régulation des eaux pluviales.

Les dispositions concernant la pente des toitures ne s'appliquent toutefois pas aux aménagements de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU.

Les dispositifs solaires photovoltaïques et thermiques sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la qualité architecturale, urbaine ou paysagère des lieux.

11.4. Clôtures

Les clôtures seront d'une hauteur maximale de 2 mètres par rapport au niveau du terrain naturel.

Les clôtures sur rue devront être conçues de manière à ne pas porter atteinte à la visibilité aux croisements et à la sécurité de la circulation publique.

Dans tous les cas, les clôtures devront être en harmonie avec les constructions principales et présenter une unité d'aspect avec les clôtures des terrains avoisinants.

UA 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

UA 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

- 13.1.** Les espaces libres non affectés aux aires de manœuvre ou de stationnement des véhicules ou aux accès piétonniers doivent être végétalisés.
- 13.2.** Les plantations peuvent être réalisées à partir d'essences locales fruitières ou feuillues choisies parmi la liste figurant en annexe au présent règlement. Le mélange des essences est à promouvoir.
Elles pourront d'autre part se faire en évitant les plantes allergènes (liste indicative en annexe du présent règlement).
- 13.3.** En outre, pour toute opération de logements collectifs, de groupe d'habitations ou de lotissement, une aire, d'une superficie au moins égale à 5 % de la superficie totale du terrain d'assiette de l'opération, doit être réservée pour les espaces verts communs. Elle peut être aménagée en un ou plusieurs endroits.
- 13.4.** Dans le secteur **UAa**, les clôtures devront être doublées d'une haie arbustive et arborée.
- 13.5.** La ripisylve du ruisseau matérialisée au plan de zonage, est classée en tant qu'«Elément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».

UA 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE II - ZONE UB

Caractère de la zone :

Il s'agit d'une zone à dominante d'habitat constituée par un tissu urbain majoritairement composé de pavillons individuels. Cette zone admet par ailleurs des activités économiques. La zone UB comprend deux secteurs UBa, sites d'implantation de la nouvelle station d'épuration et de sa voie d'accès.

Articles

UB 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1. Les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage.
- 1.2. Les travaux d'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements de toute nature s'il en résulte une aggravation des risques et nuisances pour l'environnement urbain ou une atteinte à la salubrité et à la sécurité publique.
- 1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que la création d'étangs.
- 1.4. La création de nouvelles exploitations agricoles.
- 1.5. Les constructions à usage de commerce de plus de 300 m² de surface de vente.
- 1.6. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :
 - le stationnement de plus de 3 mois de caravanes isolées,
 - les terrains de camping et de caravanage,
 - les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
 - les parcs d'attraction ouverts au public,
 - les garages collectifs et non couverts de caravanes,
 - les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception de ceux nécessaires aux constructions ou installations autorisées par le présent règlement de zone et aux fouilles archéologiques.
- 1.7. La création et l'extension de dépôts de toute nature (ferrailles, déchets, vieux véhicules, ...) sauf de ceux directement liés aux activités présentes dans la zone.
- 1.8. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur rouge sur le plan des risques en annexe sont interdits :

 - pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés ;
 - les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;
 - pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur zone jaune sur le plan des risques en annexe sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;
- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

1.9. La réalisation de sous-sols enterrés ou semi-enterrés et de caves est interdite pour les constructions nouvelles qui seraient implantées dans les zones inondables par rupture de barrage, délimitées sur le plan des risques en annexe.

1.10. Dans les secteurs **UBa**, toutes constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article UB 2.6.

UB 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.2. La reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sous réserve :

- du respect des impératifs relevant de l'intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement du trafic ou la sécurité de la circulation,
- du respect des dispositions induites par les risques exprimés par les articles UB1.8., UB1.9., UB2.5. et UB10.5.

2.3. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

2.4. L'aménagement, la transformation ou l'extension des bâtiments d'activités existants dans la zone sont admis, s'il n'en résulte pas une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain.

2.5. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

- sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleurs rouge et jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations, des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel ;
- sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

2.6. Dans les secteurs UBa, seuls sont admis :

- les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- les opérations figurant en emplacements réservés sur les plans de zonage ;
- les ouvrages, constructions et installations liés à la création et au fonctionnement d'une station d'épuration,
- les ouvrages, constructions et installations liés à la réalisation et au fonctionnement d'un bassin d'orage (station de relevage, déversoir d'orage, ...),
- les aires de stationnement,
- l'édification et la transformation de clôtures.

UB 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les voies nouvelles publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies nouvelles en impasse publiques ou privées doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Pour chaque propriété, les possibilités d'accès carrossables à une voie publique sont limitées à deux.

Toutefois, le long des Routes Départementales, les possibilités d'accès carrossables sont limitées à un accès par propriété.

UB4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau.

4.2. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.3. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées.

Cependant, en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considéré comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduelles non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.4. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.5. Electricité et télécommunication

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique des réseaux d'électricité et de télécommunication le permettent, les raccordements seront réalisés en souterrain.

UB 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement immédiat ou ultérieur à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.

UB 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

- 6.1.** Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ; cette distance est portée à 5 mètres le long de la rue des bois (RD 44.2. ou RD 44 bis) et à 7 mètres le long de la route de Mulhouse (RD 429).
- 6.2.** Les éléments de faible emprise du type auvent, marquise, escalier, ainsi que carports peuvent s'implanter à une distance inférieure à celles fixées en UB 6.1.
- 6.3.** Les règles ne s'appliquent pas :
- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
 - aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...),
 - aux clôtures.
- Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.
- 6.4.** Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire pourront s'implanter soit à l'alignement de la voie soit en recul de cet alignement.
- 6.5.** **En outre, dans les secteurs UBa**, les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.

UB 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- 7.1.** Sauf en cas d'implantation sur limite séparative réglementée au paragraphe 7.2. ci-dessous, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
- 7.2.** En cas d'implantation sur limite séparative, la hauteur des constructions sur limite ne peut excéder 4 mètres, sauf adossement visé au paragraphe 7.3. ci-dessous. En outre, la longueur d'implantation sur limite ne peut dépasser 10 mètres mesurés sur un seul côté et 16 mètres mesurés sur deux côtés consécutifs.
- 7.3.** Les dimensions indiquées au 7.2. ci-dessus pourront être dépassées si le bâtiment à édifier s'adosse à un bâtiment existant plus important, sans toutefois pouvoir en dépasser ni la longueur, ni la hauteur sur limite séparative.

- 7.4.** D'autres implantations sont possibles par rapport à celles définies aux paragraphes UB 7.1. et UB 7.2. :
- lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune entraînant l'application des dispositions de l'article UB 8,
 - en cas de projet architectural commun à plusieurs unités foncières limitrophes,
 - dans le cadre d'opérations d'ensemble sous forme de lotissement ou groupe d'habitations.
- 7.5.** Les règles ne s'appliquent pas :
- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
 - aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).
- Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit sur limites, soit en recul par rapport à celles-ci.
- 7.6.** Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire pourront s'implanter soit sur limite séparative soit en recul de cette limite.

UB 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

UB 9 : Emprise au sol des constructions

- 9.1.** Sauf dans les secteurs UBa, l'emprise au sol des constructions ne peut excéder la moitié de la superficie du terrain.
- 9.2.** Cette emprise peut être portée aux 2/3 de la superficie du terrain dans le cas de constructions à usage principal d'activités économiques.
- 9.3.** Les piscines extérieures ne sont pas comptabilisées dans l'emprise des constructions.

UB 10 : Hauteur maximum des constructions

- 10.1.** A l'égout du toit ou à l'acrotère, la hauteur des constructions est limitée à 2 niveaux, quelle que soit leur affectation ; cette limitation ne s'applique pas aux sous-sols lorsque leur hauteur ne dépasse pas de plus de 1,5 mètre le niveau moyen du terrain naturel.
- 10.2.** Sauf dans les secteurs UBa, la hauteur des constructions compte non tenu des cheminées et antennes est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et à 14 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel.

- 10.3.** En cas de bâtiment existant présentant une hauteur supérieure, les transformations sont autorisées sans dépassement de la hauteur du bâtiment d'origine.
- 10.4.** **Dans les secteurs UBa**, la hauteur maximum des constructions mesurée à partir du sol existant est limitée à 12 mètres.
- 10.5.** Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur s'il n'en résulte pas une atteinte à l'harmonie et au caractère des lieux avoisinants.
- 10.6.** Dans les zones inondables par rupture de barrage délimitées sur le plan des risques en annexe, aucune construction nouvelle ne pourra comporter de sous-sol enterré ou semi-enterré ni de cave.

UB 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Bâtiments

Les constructions doivent présenter un aspect respectueux du caractère des lieux. Les constructions nouvelles doivent par leur volumétrie, architecture et proportions, s'insérer de manière harmonieuse dans le tissu bâti préexistant, le site et le paysage.

Les bâtiments annexes devront être en harmonie avec les constructions principales.

11.2. Façades

Les revêtements de façade, les teintes des ravalements extérieurs seront choisis en harmonie avec le site et les constructions avoisinantes.

11.3. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

11.4. Toitures

Les matériaux de couverture à caractère précaire sont interdits.

La pente des toitures des bâtiments principaux doit être comprise entre 30° et 55°.

Les toitures terrasses ne sont autorisées que :

- si elles constituent des éléments d'accompagnement insérés dans le volume des toitures en pente
- ou s'il s'agit de toitures terrasses végétalisées dans le but d'améliorer les performances énergétiques de la construction ou de contribuer à la régulation des eaux pluviales.

Les dispositions concernant la pente des toitures ne s'appliquent toutefois pas aux aménagements de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU.

Les dispositifs solaires photovoltaïques et thermiques sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la qualité architecturale, urbaine ou paysagère des lieux.

11.5. Clôtures

Sauf dans les secteurs UBa :

Les clôtures doivent garantir une insertion satisfaisante à l'environnement urbain et présenter une unité d'aspect avec les clôtures des habitations avoisinantes.

Les clôtures sur rue ne pourront excéder 1,2 mètre.

Les clôtures sur limite séparative ne pourront excéder 2 mètres de hauteur.

Dans le secteur UBa, les clôtures devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune (Hérissons, ...), des insectes marcheurs et au libre écoulement des eaux.

UB 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement.

Pour les constructions individuelles à usage d'habitation, et sauf impossibilité technique liée notamment à la configuration de la parcelle : il devra être réalisé au moins une aire de stationnement adjacente à la voie publique (pour les constructions situées en première ligne par rapport à la voie publique).

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

UB 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

13.1. Sauf dans les secteurs UBa, la superficie des espaces plantés doit être au moins égale au tiers de la superficie du terrain sauf s'il est fait application des dispositions de l'article UB 9.2.

13.2. Les plantations peuvent être réalisées à partir d'essences locales fruitières ou feuillues choisies parmi la liste figurant en annexe au présent règlement. Le mélange des essences est à promouvoir.
Elles pourront d'autre part se faire en évitant les plantes allergènes (liste indicative en annexe du présent règlement).

13.3. En outre, pour toute opération de logements collectifs, de groupe d'habitations ou de lotissement, une aire, d'une superficie au moins égale à 5 % de la superficie totale du terrain d'assiette de l'opération, doit être réservée pour les espaces verts communs. Elle peut être aménagée en un ou plusieurs endroits.

UB 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE III - ZONE UC

Caractère de la zone :

Cette zone correspond aux cités minières composées de maisons comprenant notamment des logements jumelés. Cet ensemble constitue un patrimoine architectural et urbain particulier dont le présent PLU s'attache à préserver l'identité et le caractère.

Articles

UC 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1. Les constructions et installations présentant un risque pour le voisinage ou une nuisance incompatible avec le voisinage.
- 1.2. Les travaux d'aménagement, l'agrandissement ou la transformation des établissements de toute nature s'il en résulte une aggravation des risques et nuisances pour l'environnement urbain ou une atteinte à la salubrité et à la sécurité publique.
- 1.3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que la création d'étangs.
- 1.4. La création de nouvelles exploitations agricoles.
- 1.5. Les constructions à usage de commerce de plus de 300 m² de surface de vente.
- 1.6. Les modes particuliers d'utilisation du sol suivants :
 - le stationnement de plus de 3 mois de caravanes isolées,
 - les terrains de camping et de caravanage,
 - les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
 - les parcs d'attraction ouverts au public,
 - les garages collectifs et non couverts de caravanes,
 - les affouillements et exhaussements du sol, à l'exception de ceux nécessaires aux constructions ou installations autorisées par le présent règlement de zone et aux fouilles archéologiques.
- 1.7. La création et l'extension de dépôts de toute nature (ferrailles, déchets, vieux véhicules, ...) sauf de ceux directement liés aux activités présentes dans la zone.
- 1.8. La réalisation de sous-sols enterrés ou semi-enterrés et de caves est interdite pour les constructions nouvelles qui seraient implantées dans les zones inondables par rupture de barrage, délimitées sur le plan des risques en annexe.

UC 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- 2.1. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.
- 2.2. La reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sous réserve du respect des impératifs relevant de l'intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement du trafic ou la sécurité de la circulation.

2.3. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

2.4. L'aménagement, la transformation ou l'extension des bâtiments d'activités existants dans la zone sont admis, s'il n'en résulte pas une aggravation des risques ou nuisances pour l'environnement urbain.

UC 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques et une largeur adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Pour chaque propriété, les possibilités d'accès carrossables à une voie publique sont limitées à un seul.

UC 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau.

4.2. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.3. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées.

Cependant, en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considéré comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.4. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (déboureur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.5. Electricité et télécommunication

A l'intérieur des îlots de propriété, si la configuration des lieux et la structure technique des réseaux d'électricité et de télécommunication le permettent, les raccordements seront réalisés en souterrain.

UC 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement immédiat ou ultérieur à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.

UC 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

6.1. Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres par rapport à l'alignement des voies ; cette distance est portée à 7 mètres le long de la route de Mulhouse (Route Départementale 429).

6.2. Ces règles ne s'appliquent pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).

Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

UC 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- 7.1.** La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
- 7.2.** Des constructions peuvent être réalisées le long des limites séparatives, sans que pour une propriété plus du quart de la longueur totale des limites séparatives puissent être bordé de constructions :
- si elles s'adosent à des constructions existantes sur le fond voisin sans en excéder ni la hauteur ni la longueur,
 - si leur hauteur ne dépasse pas 4 mètres sur limite et leurs longueurs cumulées sur limite ne dépassent pas 16 mètres, sans excéder 10 mètres sur un seul côté de la parcelle.
- 7.3.** D'autres implantations sont possibles par rapport à celles définies aux paragraphes UC 7.1. et UC 7.2. :
- lorsque les propriétés voisines sont liées par une servitude de cour commune entraînant l'application des dispositions de l'article UB 8,
 - en cas de projet architectural commun à plusieurs unités foncières limitrophes,
 - dans le cadre d'opérations d'ensemble sous forme de lotissement ou groupe d'habitations.
- 7.4.** Les règles ne s'appliquent pas :
- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
 - aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).
- Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit sur limites, soit en recul par rapport à celles-ci.

UC 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

UC 9 : Emprise au sol des constructions

- 9.1.** L'emprise au sol des constructions ne peut excéder le tiers de la superficie du terrain.
- 9.2.** Les piscines extérieures ne sont pas comptabilisées dans l'emprise des constructions.

UC 10 : Hauteur maximum des constructions

- 10.1.** A l'égout du toit, la hauteur des constructions est limitée à 2 niveaux, quelle que soit leur affectation ; cette limitation ne s'applique pas aux sous-sols lorsque leur hauteur ne dépasse pas de plus de 1,5 mètre le niveau moyen du terrain naturel.
- 10.2.** La hauteur des constructions compte non tenu des cheminées et antennes est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et à 13 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen du terrain naturel.
- 10.3.** Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur s'il n'en résulte pas une atteinte à l'harmonie et au caractère des lieux avoisinants.
- 10.4.** Dans les zones inondables par rupture de barrage délimitées sur le plan des risques en annexe, aucune construction nouvelle ne pourra comporter de sous-sol enterré ou semi-enterré ni de cave.

UC 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Bâtiments

Tout projet doit présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, l'architecture et l'harmonie d'origine de la cité.

Les bâtiments annexes doivent être en harmonie avec les constructions principales.

11.2. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

11.3. Façades

Les revêtements de façade, les teintes des ravalements extérieurs, seront choisis en harmonie avec le site et les constructions avoisinantes.

Dans le cas de maisons jumelées, les couleurs doivent être choisies dans un souci d'harmonie d'ensemble.

Pour tout projet d'extension visant à réaliser de nouveaux percements, les dimensions et types d'ouvertures existants sur l'édifice d'origine doivent être respectés.

En cas d'isolation par l'extérieur, il ne doit pas être porté atteinte aux caractéristiques architecturales et patrimoniales de la construction d'origine.

11.4. Toitures

Les matériaux de couverture à caractère précaire sont interdits.

La pente des toitures des bâtiments principaux doit être comprise entre 45 et 55°.

Les dispositions concernant la pente des toitures ne s'appliquent toutefois pas aux aménagements de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU.

11.5. Clôtures

Les clôtures sur rue ne pourront dépasser 1,2 mètre de hauteur. Elles seront constituées soit d'un grillage à larges mailles ou simple torsion dressé entre poteaux bois ou ciment, soit d'un dispositif à claire-voie ou à lattis de bois, doublé ou non d'une haie.

La réalisation d'un mur bahut, d'une hauteur maximum de 0,40 mètre, soutenant ces dispositifs, est admise. Dans tous les cas, les matériaux ou dispositifs rendant opaques les clôtures sur rue sont proscrits exceptées les haies.

Les clôtures sur limites séparatives de propriété ne pourront dépasser une hauteur de 1,50 mètre et seront constituées soit d'un grillage, soit d'une haie, ou d'un dispositif à claire-voie ou lattis de bois doublé ou non d'une haie. La réalisation d'un mur bahut d'une hauteur maximum de 0,40 mètre est admise.

Les clôtures existantes pourront faire l'objet de réfection même si elles excèdent les hauteurs précitées.

UC 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

UC 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

13.1. La superficie des espaces plantés doit être au moins égale à 40% de la superficie du terrain.

13.2. Les plantations peuvent être réalisées à partir d'essences locales fruitières ou feuillues choisies parmi la liste figurant en annexe au présent règlement. Le mélange des essences est à promouvoir.
Elles pourront d'autre part se faire en évitant les plantes allergènes (liste indicative en annexe du présent règlement).

13.3. En outre, pour toute opération de logements collectifs, de groupe d'habitations ou de lotissement, une aire, d'une superficie au moins égale à 5 % de la superficie totale du terrain d'assiette de l'opération, doit être réservée pour les espaces verts communs. Elle peut être aménagée en un ou plusieurs endroits.

UC 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE IV – ZONE UE

Caractère de la zone :

*Il s'agit d'une zone destinée à l'accueil d'activités artisanales, industrielles, commerciales, de services et de bureaux. Cette zone comprend un secteur **UEa** destiné au développement d'une entreprise existante, et un secteur **UEm** qui recouvre une partie de l'ancien site minier du carreau Marie-Louise, et qui accueille actuellement une centrale photovoltaïque.*

Articles

UE 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article UE 2 et notamment :

- les installations et constructions présentant un danger grave pour la sécurité ou la santé publique ou présentant des risques ou nuisances pour le voisinage et les sites environnants (par exemple des nuisances sonores, olfactives, ...), pour la qualité de l'air, la qualité de l'eau, ainsi que les constructions ou installations susceptibles de modifier ou d'affecter les zones naturelles proches et les zones d'habitation,
- les parcs d'attraction ouverts au public,
- les salles de spectacle, de concert, et toute les installations et constructions publiques et privées à l'origine de nuisances sonores nocturnes,
- toute activité industrielle nocturne pouvant provoquer des nuisances environnementales, sonores, olfactives,
- le stationnement de caravanes ou mobil-home isolés,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que la création d'étangs,
- les habitations légères de loisir,
- la création de nouvelles exploitations agricoles,
- la présence de sous-sols enterré ou semi-enterré ou de cave pour les constructions nouvelles qui seraient implantées dans les zones inondables par rupture de barrage, délimitées sur le plan des risques en annexe,
- toute construction ou installation autre que celle existante à la date d'approbation du présent PLU, dans le périmètre soumis au risque de mouvements de terrain lié au puit Alex, délimité sur le plan des risques en annexe du présent PLU,
- tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation de l'écran végétal, repéré au plan de zonage comme « Élément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme », à l'exception des opérations prévues dans l'emprise de cet écran à l'article UE 2.1.,
- les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur rouge sur le plan des risques en annexe, sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;

- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;
- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

UE 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. Dans la zone UE (secteurs UEa et UEm compris) sont admis :

- les constructions et installations à condition de ne pas être situées dans le périmètre soumis au risque de mouvements de terrain lié au puit Alex, délimité sur le plan des risques en annexe du présent PLU,
- les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve du respect des dispositions de l'article UE 11,
- les affouillements et les exhaussements de sol liés aux activités et constructions admises,
- les dépôts de véhicules liés aux activités admises,
- les aires de stationnement ouvertes au public,
- les constructions et installations de stockage à condition qu'elles soient rendues nécessaires par une activité admise dans le secteur,
- la reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sous réserve :
 - du respect des impératifs relevant de l'intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement du trafic ou la sécurité de la circulation ;
 - du respect des dispositions induites par les risques exprimés par les articles UE 1, UE2.9., et UE10.4.,

- dans l'espace repéré comme «Elément du paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme» aux plans de zonage, des déboisements ou défrichements ponctuels sont autorisés pour :
 - des travaux et ouvrages nécessaires à la gestion des cours d'eau et des risques,
 - des infrastructures ou ouvrages d'intérêt général,
- l'aménagement ou l'extension des établissements ou habitations existants à la date d'approbation du présent PLU, à condition qu'il n'en résulte pas de création de nouveaux logements.

2.2. Dans la zone UE, sauf dans les secteurs UEa et UEm, sont admis :

- les constructions et installations nécessaires aux commerces si l'activité commerciale est annexe à une activité productive principale, aux activités industrielles, de production d'énergie photovoltaïque, artisanales, de bureaux, de services, à condition qu'il n'en résulte pas de nuisances incompatibles avec le bon fonctionnement des établissements situés à proximité, qu'elles ne compromettent pas la tranquillité, la sécurité et la salubrité des zones limitrophes (notamment par des nuisances sonores nocturnes, des rejets pulvérulents, ...), et qu'elles s'intègrent dans le site et le paysage environnant,
- les constructions à usage d'habitation dans la limite de un logement par établissement à condition :
 - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence constante est nécessaire pour assurer le gardiennage et la surveillance des établissements ;
 - qu'elles soient intégrées à l'ensemble du projet sauf si des raisons de sécurité s'y opposent.

2.3. En outre, dans le secteur UEm, sont admis :

- les constructions et installations nécessaires aux commerces de gros si l'activité commerciale est annexe à une activité productive principale, aux activités industrielles, logistiques, artisanales, de bureaux, de services, ainsi que celles destinées au service commun de ces dernières,
- les constructions à usage de commerce de détail sont admises à la double condition suivante :
 - qu'elles soient complémentaires d'une activité principale de production de l'entreprise implantée dans le secteur ;
 - que la surface de vente n'excède pas un maximum de 300 m²,
- les installations de dépollution rendues nécessaires par l'ancienne activité minière, le stockage et le traitement des résidus miniers.

2.4. En outre, dans le secteur UEa sont admis :

- les hangars, bureaux, locaux d'exposition, locaux de vente, liés au fonctionnement et au développement d'une activité de réalisation d'aménagements extérieurs, existante dans la zone UA adjacente à la date d'approbation du présent PLU,
- les aires de stationnement,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve du respect des dispositions de l'article UA 11.

2.5. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.6. Pour des motifs d'ordre esthétique ou sanitaire, l'autorisation de construire pourra être subordonnée à la démolition de tout ou partie de bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée.

2.7. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

- Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleurs rouge et jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations et des équipements publics doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel.
- Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

UE 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées ou publiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et permettre une approche aisée des moyens de lutte contre l'incendie.

La largeur des plates-formes des voies sera fonction de l'importance des établissements à desservir.

Les nouvelles voies en impasse doivent être aménagées sous forme d'une place de retournement afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

Les entrées cochères des parcelles bordant le domaine public doivent avoir un recul suffisant par rapport à l'alignement et à la clôture sur rue afin de permettre aux véhicules lourds même attelés de remorques d'entrer et de sortir de la propriété dans un seul virage continu quelle que soit la largeur de la chaussée carrossable.

Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et garantir la sécurité des usagers.

UE 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.2. En outre, sauf dans les secteurs UEa et UEm :

Eaux usées :

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées.

Cependant, en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considérée comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduelles non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

Eaux pluviales :

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.3. En outre, dans les secteurs UEa et UEm :

Eaux usées :

Les eaux usées sont traitées selon les règles de l'assainissement non collectif. Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.

Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordables.

Eaux pluviales :

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront

autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (déboureur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.4. Electricité et télécommunication

A l'intérieur des îlots, les réseaux d'électricité et de télécommunication seront réalisés en souterrain.

UE 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement, immédiat ou ultérieur, à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.

UE 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

6.1. Sauf dans les secteurs UEa et UEm, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 5 mètres par rapport à l'alignement des voies, sauf nécessité découlant de la nature de l'activité.

Afin de ne pas compromettre la visibilité à l'intersection des voies, il ne sera pas édifié de construction à l'intérieur du triangle dont deux côtés portés par les alignements, ont une longueur de 10 mètres.

6.2. Dans les secteurs UEa et UEm, sauf nécessité technique, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 4 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques, à l'exception des constructions situées en bordure des noues recueillant les eaux pluviales, où aucune distance minimale n'est requise.

6.3. Ces règles ne s'appliquent pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).

Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

6.4. Les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif peuvent s'implanter soit à l'alignement de la voie soit en retrait de cet alignement.

UE 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- 7.1. La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.
- 7.2. **En outre, dans le secteur UEm**, la distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la lisière de la forêt qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 30 mètres.
- 7.3. Ces règles ne s'appliquent pas :
- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
 - aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).
- Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit sur limites, soit en recul par rapport à celles-ci.
- 7.4. Les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif peuvent s'implanter soit à l'alignement de la voie soit en retrait de cet alignement.

UE 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

UE 9 : Emprise au sol des constructions

Il n'est pas fixé de règle.

UE 10 : Hauteur maximale des constructions

- 10.1. **Sauf dans le secteur UEm**, la hauteur des constructions, compte non tenu des cheminées, antennes et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables, est limitée à 15 mètres mesurée à partir du sol existant.
- 10.2. **Dans le secteur UEm**, la hauteur maximale des constructions est limitée à 10 mètres, mesurée en tous points par rapport au terrain naturel préexistant.
- 10.3. Peuvent être édifiés au-dessus de ces limites de hauteur les ouvrages techniques de faible emprise (tels que cheminées, ascenseurs,), et les équipements d'intérêt général lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent, et s'il n'en résulte pas d'atteinte au site ou à l'intérêt paysager des lieux avoisinants.

- 10.4.** Dans les zones inondables par rupture de barrage délimitées sur le plan des risques en annexe, aucune construction nouvelle ne pourra comporter de sous-sol enterré ou semi-enterré ni de cave.

UE 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Bâtiments

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère des lieux avoisinants, des sites et des paysages. Une cohésion architecturale et une cohérence chromatique à l'échelle de l'ensemble du site doivent être recherchées.

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

Les bâtiments quelle que soit leur destination et les terrains, même s'ils sont utilisés pour des dépôts, parking, aire de stockage, etc..., doivent être aménagés et entretenus de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soient pas altérés.

Les façades latérales ou postérieures des constructions, les murs et pignons aveugles et les bâtiments annexes doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles.

Les constructions à usage de logement de service doivent présenter un aspect s'harmonisant avec l'ensemble du projet, notamment du point de vue du volume, des matériaux et des teintes.

En outre, dans le secteur UEm :

- chacun des projets devra être étudié en fonction du site et des édifices déjà réalisés dans la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté). Les constructions doivent s'harmoniser au caractère des lieux avoisinants, au site, aux paysages naturels, aux bâtiments voisins,
- les postes de transformation électrique et autres annexes techniques doivent être intégrés architecturalement aux constructions nouvelles et existantes.

11.2. Dépôts et stockages

Sauf nécessités découlant de la nature des activités, tout dépôt ou stockage à l'air libre doit être masqué par une paroi périphérique ou par un rideau végétal dense. Les matériaux susceptibles d'être entraînés par la pluie ou le vent doivent être retenus par des dispositifs adaptés aux caractéristiques de ces matériaux.

Dans le secteur UEm, les dépôts et stockages sont interdits dans les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives.

11.3. Clôtures

Les clôtures, à proximité immédiate des accès aux établissements et des carrefours des voies ouvertes à la circulation publique, doivent être établies de telle sorte qu'elles ne créent pas une gêne pour la circulation publique, notamment en diminuant la visibilité aux sorties d'établissements et aux carrefours.

Sauf dans les secteurs UEa et UEm, les clôtures sur rue doivent être constituées par des grilles, grillages ou claire-voie de conception simple, ne dépassant pas 1,8 mètre de hauteur.

En outre, dans le secteur UEm, les clôtures sur voie publique ou limite séparative doivent être constituées par des grilles, grillages ou claire-voie de conception simple, de teinte sombre ne dépassant pas 2,5 mètres de hauteur, surmontant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,5 mètre.

Les clôtures sur voie publique doivent laisser transparaître l'intérieur de la parcelle depuis la voie publique.

Les clôtures sur limites séparatives latérales pourront être doublées d'une haie vive à base d'essences locales, fruitières ou feuillues.

La réalisation d'éléments architecturaux pleins de part et d'autre de l'entrée principale de l'entreprise est admise dans le cadre d'un traitement de qualité de cette entrée.

11.4. Toitures

Dans le secteur UEm, les toitures devront être traitées comme une 5^{ème} façade. Les appareils techniques, notamment les échangeurs de climatisation ou les tourelles de ventilation, doivent être dissimulés.

UE 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement selon les normes définies en annexe au présent règlement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques sur des emplacements aménagés à cet effet.

Les besoins en stationnement étant essentiellement fonction du caractère de l'établissement, ces surfaces minimales peuvent être adaptées compte tenu de la nature, de la situation de la construction ou d'une polyvalence éventuelle d'utilisation des aires.

Toutes dispositions doivent être prises pour réserver sur chaque propriété les dégagements nécessaires au stationnement et aux manœuvres, de façon à ce que les opérations de chargement et de déchargement des véhicules (y compris des poids-lourds) s'effectuent à l'intérieur de la propriété.

UE 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

13.1. Dans le secteur UEm, 50% au minimum des surfaces libres non destinées au stockage, aux manœuvres et stationnement de véhicules, devront être traitées en espace vert.

Les marges de recul par rapport aux voies et aux limites séparatives devront être traitées en espaces verts sauf si des raisons de sécurité s'y opposent. Dans la marge de recul par rapport à la voie publique, la configuration des plantations d'arbres de hautes tiges doit permettre un dégagement visuel de la façade principale ; les haies y sont interdites.

Les aires de stationnement doivent être plantées au minimum d'un arbre à hautes tiges pour 3 places de stationnement.

- 13.2.** L'écran végétal matérialisé au plan de zonage, est classé en tant qu'«Elément de paysage délimité au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme».

UE 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE V – ZONE US

Caractère de la zone :
Il s'agit d'une zone à vocation sportive et de loisirs.

Articles

US 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Toutes constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article UE 2 et notamment :

- les parcs d'attraction ouverts au public,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les terrains de camping et de caravanage,
- les terrains d'accueil d'habitations légères de loisirs,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ainsi que la création d'étangs,
- la création de nouvelles exploitations agricoles,
- les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

US 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. Dans la zone US sont admis :

- les constructions, installations ou travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- l'aménagement et l'extension des constructions existantes,
- les constructions et installations nécessaires aux activités sportives et de loisirs, y compris un logement de gardiennage, à condition qu'il soit réalisé en assurant l'aménagement cohérent du secteur et son intégration dans le site et les paysages environnants,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve du respect des dispositions de l'article US 11,
- les affouillements et les exhaussements de sol liés aux activités et constructions admises,
- les aires de stationnement, y compris celles ouvertes au public,
- la reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sous réserve :

- du respect des impératifs relevant de l'intérêt général tels que la nécessité d'élargir ou d'améliorer les voies pour faciliter l'écoulement du trafic ou la sécurité de la circulation ;
- du respect des dispositions induites par les risques exprimés par les articles US1,US 2.3. et US10.2.

2.2. La démolition de tout ou partie des constructions est soumise à l'obtention préalable d'un permis de démolir.

2.3. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit. Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

US 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées ou publiques doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir et permettre une approche aisée des moyens de lutte contre l'incendie.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

US 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.2. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées.

Cependant, en l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, ou si une dérogation est acceptée pour un immeuble ou un projet ou une parcelle considéré comme difficilement raccordable, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Pour les nouveaux projets, le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.3. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

US 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Aucune règle n'est fixée.

US 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 6 mètres par rapport à l'alignement des voies.

Cette règle ne s'applique pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets électriques, locaux techniques, cheminées, antennes, pylônes, ...).

Les équipements publics d'infrastructure et leurs annexes techniques susvisés pourront être implantés soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

Les équipements techniques de superstructure de faible emprise susvisés :

- devront être implantés avec un recul minimum de 4 m par rapport aux Routes Départementales, pour des raisons de sécurité routière,
- pourront être implantés soit à l'alignement des autres voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

US 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Cette règle ne s'applique pas :

- aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- aux équipements publics d'infrastructure et à leurs annexes techniques, ni aux équipements techniques de superstructure de faible emprise lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (postes de transformation électriques, armoires et coffrets).

Les équipements publics et/ou techniques susvisés pourront être implantés soit sur limites, soit en recul par rapport à celles-ci.

US 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

La distance entre deux bâtiments non contigus doit être au moins égale à 4 mètres.

US 9 : Emprise au sol des constructions

Aucune règle n'est fixée.

US 10 : Hauteur maximale des constructions

Au faite du toit, la hauteur maximum des constructions mesurée à partir du sol existant, compte non tenu des cheminées, antennes et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables, est limitée à 12 mètres.

US 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Une harmonie et une cohérence d'ensemble entre l'implantation, les volumes et l'aspect des constructions, installations et plantations devront être recherchées afin de permettre leur intégration dans le site.

US 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations.

US 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

Il n'est pas fixé de règle.

US 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE VI – ZONE UX

Caractère de la zone :

Il s'agit d'une zone correspondant à la partie nord du terroir Alex, située à cheval sur les communes de Feldkirch et Ungersheim. Ce site est affecté à l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol.

UX 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1. Les constructions destinées à l'habitation.
- 1.2. Les constructions destinées à l'hébergement hôtelier.
- 1.3. Les constructions destinées aux bureaux.
- 1.4. Les constructions destinées au commerce.
- 1.5. Les constructions destinées à l'artisanat.
- 1.6. Les constructions destinées à l'exploitation forestière ou agricole.
- 1.7. Les constructions destinées à la fonction d'entrepôt.
- 1.8. L'ouverture et l'exploitation de carrières, la création d'étangs.
- 1.9. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :
 - sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe est interdite : pour les constructions nouvelles, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel.
 - sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe est interdite : pour les constructions nouvelles, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel.
- 1.10. Dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1^{ère} et la 3^{ème} catégorie.

UX 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- 2.1. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- 2.2. Les constructions destinées à l'industrie à condition d'être nécessaires aux installations photovoltaïques.
- 2.3. Les affouillements et exhaussements du sol liés aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à la prévention des risques et des nuisances.

- 2.4. Les aires de stationnements liées aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- 2.5. L'édification et la transformation de clôtures.
- 2.6. Les équipements d'infrastructures linéaires et leurs annexes techniques s'ils sont liés à un réseau d'intérêt public.
- 2.7. Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleurs jaune et bleue, représentant les risques de remontées de nappe, sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des équipements publics doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel.
- 2.8. Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.

UX 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.

Dans tous les cas, les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

3.2. Voirie

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

UX 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.2. Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les règles de l'assainissement non collectif. Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.

Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordable.

4.3. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le rejet dans un réseau existant (unitaire ou d'eaux pluviales) est autorisé dans la limite du rejet actuel avant les aménagements envisagés, ou de l'acceptabilité du milieu récepteur pour un rejet en milieu naturel superficiel.

Un prétraitement (déboureur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

UX 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Il n'est pas fixé de règle.

UX 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Par rapport aux voies et emprises publiques, les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres de l'alignement des voies.

UX 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7.1. Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

7.2. Nonobstant l'article 7.1., les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif doivent être implantées soit sur limite séparative, soit en recul minimal de 1 mètre par rapport à la limite séparative.

UX 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

UX 9 : Emprise au sol des constructions

Il n'est pas fixé de règle

UX 10 : Hauteur maximale des constructions

Les hauteurs sont calculées par rapport au terrain naturel avant travaux.

10.1. La hauteur totale des constructions ne peut excéder 5 mètres.

10.2. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont exemptés de la règle de hauteur si leurs caractéristiques techniques l'exigent.

UX 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Les constructions, installations et clôtures doivent s'intégrer harmonieusement dans le site.

UX 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Il n'est pas fixé de règle

UX 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

Il n'est pas fixé de règle

UX 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Il n'est pas fixé de règle

CHAPITRE VII – ZONE AU

Caractère de la zone :

*Cette zone correspond au secteur de développement urbain aménageable sous conditions. Elle se compose du secteur **AUb** à vocation principale d'habitat.*

AU 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

- 1.1. Toutes occupations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article **AU 2**.
- 1.2. La construction de caves et de sous-sols enterrés ou semi-enterrés.
- 1.3. Dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1^{ère} et la 3^{ème} catégorie.
Dans la zone de dangers très graves sont interdits les immeubles de grande hauteur, et les Etablissements Recevant du Public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

AU 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

- 2.1. **Dans le secteur AUb**, sont permises les occupations et utilisations du sol admises dans la zone UB réalisées dans le cadre d'opérations d'ensemble à condition :
 - que les terrains d'opération soient contigus à des équipements publics existants,
 - que les terrains d'opération soient remblayés jusqu'au niveau de la voirie de desserte,
 - qu'elles soient réalisées dans le cadre d'une réflexion d'ensemble couvrant tout le secteur,
 - que les opérations soient compatibles avec le document «Orientations d'Aménagement et de Programmation» du PLU,
 - que les équipements nécessaires à l'opération soient pris en charge par les lotisseurs ou les constructeurs,
 - que les constructions nouvelles ne comportent pas de cave ou de sous-sol enterré ou semi-enterré.
- 2.2. Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.

AU 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie, aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules de lutte contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères d'effectuer aisément un demi-tour.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible, à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins dans les conditions fixées par l'article 682 du Code Civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter une moindre gêne à la circulation publique.

AU 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne. Toute installation de raccordement au réseau collectif d'assainissement est équipée d'un système de protection s'opposant au reflux des eaux de pluie et/ou d'égout dans les caves, sous-sols et cours.

4.3. Eaux usées

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) est obligatoire pour toute construction produisant des eaux usées. En l'absence d'un collecteur public au droit de propriété, le demandeur doit mettre en œuvre un assainissement non collectif aux normes.

Le mode d'assainissement à privilégier est le mode séparatif avec gestion séparée des eaux usées et pluviales.

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans un réseau existant est soumis à une autorisation préalable. Si l'effluent est de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations, l'évacuation des eaux résiduaires non domestiques peut être subordonnée à un prétraitement approprié.

4.4. Eaux pluviales

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public (unitaire ou d'eaux pluviales) ou leur rejet systématique dans un milieu naturel environnant n'est pas la règle. Il appartient à tout(s) porteur(s) public(s) ou privé(s) de projet(s) d'envisager d'abord une gestion à la parcelle ou par opération des eaux pluviales produites. Si cette gestion n'est pas satisfaisante, les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public, ou dans un milieu naturel environnant.

Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle ou par opération de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance ou d'impossibilité d'une telle gestion, le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte, le transport, l'épuration.

Un prétraitement (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures...) avant rejet pourra être demandé le cas échéant selon la nature des aménagements.

4.5. Electricité et télécommunication

Pour toute nouvelle construction, à l'intérieur des îlots de propriété et sauf impossibilité technique, les branchements d'électricité et de télécommunication devront être souterrains.

AU 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Toute construction principale nouvelle doit permettre un raccordement immédiat ou ultérieur à un réseau de communication à haut débit, sauf impossibilité technique.

AU 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à une distance au moins égale à 3 mètres par rapport à l'alignement des voies.

Nonobstant cette règle, les cas suivants sont autorisés :

- dans le cadre d'un projet d'ensemble, une implantation différente peut-être autorisée afin de permettre la réalisation d'une unité architecturale et urbaine, sous réserve qu'elle réponde aux impératifs de sécurité,
- les constructions, installations et ouvrages techniques de faible emprise nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (distribution d'électricité, de gaz, de télécommunication, d'eau...) peuvent être édifiées en recul de la voie ou à l'alignement, sous réserve qu'elles répondent aux impératifs de sécurité,
- des installations de faible emprise (carport, escalier, auvent, ...) pourront être autorisées à l'alignement de la voie ou en recul.

AU 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Pour cet article, la hauteur est mesurée par rapport au niveau moyen de la voirie de desserte.

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. Toutefois, des constructions peuvent être édifiées le long des limites séparatives dans les conditions suivantes :

- si elles sont réalisées dans le cadre d'un lotissement, d'un permis d'aménager ou d'un groupe d'habitation,
- en cas de projet architectural commun,
- si leur hauteur ne dépasse pas 4 mètres sur limite(s) séparative(s) et leur longueur sur limite séparative n'excède pas 10 mètres mesurés sur un seul côté et 16 mètres mesurés sur deux côtés consécutifs,
- s'il s'agit d'un abri de jardin ou d'un carport d'une surface maximale inférieure à 20 m², qui pourra dans ce cas s'implanter sur limite séparative ou en recul.

AU 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

AU 9 : Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximale des constructions ne peut excéder les deux tiers de la superficie du terrain.

Les piscines extérieures ne sont pas comptabilisées dans l'emprise des constructions.

AU 10 : Hauteur maximale des constructions

- 10.1.** A l'égout du toit ou à l'acrotère, la hauteur des constructions est limitée à 2 niveaux, quelle que soit leur affectation.
- 10.2.** La hauteur des constructions compte non tenu des cheminées et antennes est limitée à 7 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et à 14 mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen de la voirie de desserte.
- 10.3.** Aucune construction nouvelle ne pourra comporter de cave ou de sous-sol enterré ou semi-enterré.
- 10.4.** Les ouvrages techniques de faible emprise tels que cheminées et autres superstructures sont exemptés de la règle de hauteur s'il n'en résulte pas une atteinte à l'harmonie et au caractère des lieux avoisinants.

AU 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Bâtiments

Toute autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions, l'aspect extérieur des bâtiments ou des ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte :

- au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants,
- aux sites,
- aux paysages naturels ou urbains.

Une harmonie et une cohérence d'ensemble devront être recherchées afin de permettre l'intégration des bâtiments dans le site.

11.2. Façades

Le revêtement de façade, les teintes des ravalements extérieurs et l'aspect des toitures seront choisis en harmonie avec le site et les constructions avoisinantes.

Les effets de bariolage résultant de la juxtaposition de différentes couleurs ou teintes sont proscrits.

11.3. Matériaux

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

11.4. Toitures

La pente des toitures des bâtiments principaux doit être comprise entre 30° et 55°.

Les toitures terrasses ne sont autorisées que :

- si elles constituent des éléments d'accompagnement insérés dans le volume des toitures en pente
- ou s'il s'agit de toitures terrasses végétalisées dans le but d'améliorer les performances énergétiques de la construction ou de contribuer à la régulation des eaux pluviales.

Les dispositifs solaires photovoltaïques et thermiques sont autorisés sous réserve de ne pas porter atteinte à la qualité architecturale, urbaine ou paysagère des lieux.

11.5. Clôtures

Dans tous les cas, les clôtures doivent garantir une insertion satisfaisante à l'environnement urbain et présenter une unité d'aspect avec les clôtures des habitations avoisinantes.

Les clôtures sur rue ne pourront excéder 1,2 mètre.

Les clôtures sur limite séparative ne pourront excéder 2 mètres de hauteur.

AU 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il doit être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins nouveaux de ces opérations et selon les normes minimales définies en annexe au présent règlement.

La norme applicable aux constructions ou établissements non prévus en annexe est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

AU 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

Au moins un tiers de la superficie des terrains devra rester libre de toute construction ou aménagement visant à imperméabiliser les surfaces.

AU 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur doit être respectée.

CHAPITRE VIII - ZONE A

Caractère de la zone :

La zone agricole A est à protéger en raison :

- *du potentiel agronomique, biologique et économique des terres ;*
- *de la richesse et de l'étendue des perspectives paysagères.*

Cette zone comprend un secteur Aa correspondant à une exploitation existante, un secteur Ab destiné aux besoins d'une autre exploitation existante, et les secteurs Ac inconstructibles.

Articles

A 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Toute constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article A 2 et notamment :

- la création de terrains de camping et de stationnement de caravanes,
- le stationnement de caravanes isolées,
- les constructions édifiées dans une bande de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés,
- l'ouverture de carrières et la création d'étangs,
- les dépôts de ferrailles, matériaux divers, déchets et véhicules,
- les parcs d'attraction,
- tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation des plantations (ripisylves et vergers), du fossé et de la zone humide repérés aux plans de zonage comme «Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme», à l'exception des opérations prévues dans l'emprise des plantations à l'article A2.1.,
- les affouillements et exhaussements du sol dans la zone humide protégée au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et repérée sur les plans de zonage,
- dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1^{ère} et la 3^{ème} catégorie. Dans la zone de dangers très graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur, et les Etablissements Recevant du Public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes,
- les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur rouge sur le plan des risques en annexe, sont interdits :

- pour les constructions nouvelles, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;

- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur jaune sur le plan des risques en annexe sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais ;
- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe sont interdites :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais si le niveau du sous-sol excède une profondeur de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

A 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. Dans l'ensemble de la zone A (y compris les secteurs Aa, Ab, et Ac), sont admis :

- les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (notamment les voies, station d'épuration et équipements connexes, bassin d'orage, ...), dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- les abris de pâturage à vocation agricole à condition que leur emprise au sol n'excède pas 20 m² et que ces abris soient entièrement ouverts sur un grand côté ;
- les locaux techniques à usage strictement agricole (abris destinés à protéger les installations d'irrigation, ...), à condition de ne pas dépasser 20 m² d'emprise au sol,
- pour les constructions existantes repérées sur les plans de zonage et intitulées « constructions isolées » :
 - l'adaptation et la réfection des constructions existantes mentionnées sans changement de destination à condition de ne pas créer de nouveau logement et/ou de nuisance incompatible avec le voisinage et le site, et de ne pas compromettre l'activité agricole ou forestière,
 - les extensions mesurées des habitations existantes mentionnées dans la limite de 20% de surface de plancher supplémentaire,
 - l'adjonction de bâtiments annexes (garages, abris, ...) de faible emprise,

- l'extension des bâtiments annexes à condition qu'elle soit limitée à une par annexe à partir de la date d'approbation du présent PLU, et qu'elle ne dépasse pas 8 m² d'emprise supplémentaire après travaux,
- la reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant les dispositions des articles A 3 à A 13, sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général et du respect des dispositions induites par le risque de remontée de nappe, exprimées par les articles A 1 et A 2.6. ;
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve des dispositions de l'article A 11 ;
- les installations et travaux divers liés aux occupations et utilisations du sol admises ;
- les aménagements liés à la mise en place de cheminements piétonniers et itinéraires cyclables ;
- les travaux et aménagements liés à l'entretien des cours d'eau et fossés,
- les affouillements et exhaussements du sol liés aux occupations et utilisations du sol admises s'ils ne compromettent pas la stabilité des terrains ;
- dans les espaces repérés comme «Eléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme» aux plans de zonage, des déboisements ou défrichements ponctuels sont autorisés pour :
 - des travaux et ouvrages nécessaires à la gestion des cours d'eau et des risques,
 - des infrastructures ou ouvrages d'intérêt général.

2.2. Dans la zone A (y compris les secteurs Aa et Ab), sauf dans les secteurs Ac, sont autorisés :

- les constructions et installations liées à la serriculture,
- les aires de stationnement nécessaires à l'activité,
- les silos et cribs.

2.3. En outre dans le secteur Aa sont autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole de productions animales ou végétales ou au stockage et à l'entretien agricole ;
- l'extension mesurée (20% au maximum) des bâtiments à usage d'habitation existants à la date d'approbation du présent PLU ;
- l'extension ou l'aménagement des bâtiments à usage agricole, existants à la date d'approbation du présent PLU ;
- un logement par exploitation, à condition :
 - qu'il permette le logement des personnes dont la présence continue sur le lieu d'exploitation est nécessaire au regard des activités de l'exploitation ;
 - qu'il soit situé à proximité des constructions agricoles.

2.4. En outre, dans le secteur Ab sont autorisés : les hangars pour le stockage de matériel lié à une activité de paysagiste, existante dans la zone UA adjacente à la date d'approbation du présent PLU.

2.5. Les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

- sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleurs rouge et jaune sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des habitations, des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus du niveau du terrain naturel,

- au sein des terrains figurant en zone de couleur bleue sur le plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers bas des habitations ne doivent pas être situés à plus de 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel. Les planchers des équipements publics et des établissements hébergeant du public doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel. Les constructions nouvelles à usage d'habitation en déblais pourront être autorisées si le niveau du sous-sol n'excède pas 1,50 mètre au-dessous du niveau du terrain naturel.

2.6. Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.

A 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Ils devront être aménagés de manière à ne pas créer un risque pour la sécurité des usagers de la voie publique ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration et des problèmes de visibilité.

A 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

4.2. Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif. Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.

Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordables.

4.3. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants, ni aggraver les risques en aval.

Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

A 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Il n'est pas fixé de règle.

A 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

6.1. Les constructions doivent être implantées à plus de :

- 6 mètres de l'alignement des voies. La règle ne s'applique pas aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- 75 mètres de l'axe de la RD 430. Cette mesure ne s'applique pas aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public. Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux infrastructures linéaires.

Les constructions exemptées des règles pourront être implantées soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

6.2. Par ailleurs, les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.

A 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Cette règle ne s'applique pas aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,

A 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

A 9 : Emprise au sol des constructions

Les abris de pâturage et les locaux techniques à usage agricole ne doivent pas excéder 20 m² d'emprise au sol.

A 10 : Hauteur maximale des constructions

- 10.1.** La hauteur maximum des constructions mesurée à partir du sol existant, compte non tenu des cheminées, antennes et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables, est limitée à 12 mètres.
- 10.2.** En cas d'extension d'une maison d'habitation existante, la hauteur de cette extension ne peut pas dépasser celle de la construction initiale.

A 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

11.1. Dispositions générales

Toute autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions par leur utilisation, leur architecture, leurs dimensions, l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte :

- au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants,
- aux sites,
- aux paysages naturels ou urbains,
- à la conservation des perspectives monumentales.

11.2. Bâtiments agricoles

Les constructions, par leurs teintes, implantation, aspect et volume, devront garantir une insertion satisfaisante au site et au paysage.

Les bâtiments d'exploitation et la maison d'habitation devront présenter une unité pour former un corps de ferme cohérent destiné à éviter la simple juxtaposition de constructions.

Les matériaux ne présentant pas, par eux-mêmes, un aspect suffisant de finition, doivent être enduits ou recouverts d'un revêtement approprié.

11.3 Clôtures

Seules les clôtures à caractère précaire (facilement démontables : grillage, bois) seront autorisées.

Les clôtures devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune (Hérissons, ...), des insectes marcheurs et au libre écoulement des eaux.

A 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations.

A 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

Les ripisylves et vergers, matérialisées au plan de zonage, sont repérées comme «Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme».

A 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

La réglementation thermique en vigueur devra être respectée.

CHAPITRE IX - ZONE N

Caractère de la zone :

*La zone naturelle **N** englobe principalement la forêt communale, des étangs à l'est de la RD 430, une partie des terrils Alex et Marie-Louise, et la portion de l'Entenbad se trouvant sur le ban de Feldkirch. Cette zone est à protéger en raison de son caractère de zone naturelle et forestière, de la qualité des sites, des milieux naturels et de leur intérêt du point de vue paysager et écologique. La zone N comprend :*

- des secteurs **Na** qui couvrent les installations existantes des étangs de pêche ;
- un secteur **Nb** qui comprend des installations d'un club canin.

Articles

N 1 : Occupations et utilisations du sol interdites

Toute constructions, installations et utilisations du sol autres que celles visées à l'article **N 2** et notamment :

- le stationnement de caravanes isolées,
- les dépôts de déchets, ferrailles, véhicules et matériaux divers.
- la création de terrains de camping et de stationnement de caravanes,
- les parcs d'attraction,
- l'ouverture de carrières et la création de nouveaux étangs,
- les constructions édifiées dans une bande de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés,
- les défrichements au sein des espaces boisés classés à conserver, au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme, matérialisés au plan de zonage,
- tous travaux et occupations du sol de nature à compromettre le maintien et la conservation des milieux repérés au plan de zonage comme «Éléments de paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme», à l'exception des opérations prévues dans l'emprise de ces milieux à l'article N2.2.,
- dans la zone de dangers graves liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, sont interdits les immeubles de grande hauteur et les Etablissements Recevant du Public entre la 1^{ère} et la 3^{ème} catégorie. Dans la zone de dangers très graves sont interdits les immeubles de grande hauteur, et les Etablissements Recevant du Public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes,
- la réalisation de sous-sols enterrés ou semi-enterrés, ou de caves pour les constructions nouvelles qui seraient implantées dans les zones inondables par rupture de barrage, délimitées sur le plan des risques en annexe,
- les terrains soumis au risque de remontées de nappe sont réglementés comme suit :

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur rouge au plan des risques en annexe sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés ;

- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur zone jaune au plan des risques en annexe sont interdits :

- pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 0,50 mètre en dessous du niveau du terrain naturel ;
- pour le bâti existant : l'aménagement de sous-sols ou le changement d'affectation des locaux situés en sous-sol pour des usages autres que le stationnement.

Sur l'ensemble des terrains figurant en zone de couleur bleue au plan des risques en annexe est interdite : pour les constructions nouvelles ou extensions de bâtiments existants, la réalisation de caves et de sous-sols enterrés à une profondeur supérieure à 1,50 mètre en-dessous du niveau du terrain naturel.

N 2 : Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

2.1. Dans toute la zone N (y compris les secteurs Na et Nb) sont admis :

- les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- l'édification et la transformation de clôtures sous réserve des dispositions de l'article **N 11**.

2.2. Dans la zone N, sauf les secteurs Na et Nb, sont admis :

- les constructions, installations et travaux strictement nécessaires à la sauvegarde, à l'entretien et à l'exploitation de la forêt, ainsi qu'à la prévention des risques,
- pour les constructions existantes mentionnées aux plans de zonage intitulées « constructions isolées » :
 - l'adaptation et la réfection des constructions existantes mentionnées sans changement de destination à condition de ne pas créer de nouveau logement et/ou de nuisance incompatible avec le voisinage et le site, et de ne pas compromettre l'activité agricole ou forestière,
 - les extensions mesurées des habitations existantes mentionnées dans la limite de 20% de surface de plancher supplémentaire,
 - l'adjonction de bâtiments annexes (garages, abris, ...) de faible emprise,
 - l'extension des bâtiments annexes à condition qu'elle soit limitée à une par annexe à partir de la date d'approbation du présent PLU, et qu'elle ne dépasse pas 8 m² d'emprise supplémentaire après travaux,
- les installations et travaux divers liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone **N**,
- les affouillements et exhaussements du sol liés aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone **N**,
- les aménagements liés à la mise en place de cheminements piétonniers et itinéraires cyclables,
- les travaux et aménagements liés à l'entretien des cours d'eau et fossés,

- la reconstruction à l'identique des constructions, régulièrement édifiées, détruites ou démolies, est autorisée, dans un délai de dix ans, nonobstant les dispositions des articles A 3 à A 13, sous réserve du respect des impératifs relevant d'un intérêt général et du respect des dispositions induites par les risques exprimés par les articles N 1, N2.5. et N10.3.,
- dans les espaces repérés comme «Eléments du paysage délimités au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme» aux plans de zonage, des déboisements ou défrichements ponctuels sont autorisés pour :
 - des travaux et ouvrages nécessaires à la gestion des cours d'eau et des risques,
 - des infrastructures ou ouvrages d'intérêt général.

2.3. En outre, dans les secteurs Na et Nb, ne sont admises que la reconstruction et la réfection des constructions ou installations existantes à la date d'approbation du présent PLU, sans changement d'affectation.

2.4. Les coupes et abattages d'arbres dans les espaces boisés classés à conserver au titre des articles L 113-1 et L 113-2 du Code de l'Urbanisme sont soumis à autorisation préalable.

2.5. Au sein des terrains figurant en zone de couleurs rouge, jaune et bleue, représentant les risques de remontées de nappe, au plan des risques en annexe : pour les constructions nouvelles, les planchers des équipements publics doivent être situés au-dessus de la cote du terrain naturel.

2.6. Dans la zone de dangers significatifs liée à la canalisation de transport de gaz reportée sur le plan des risques en annexe, il est obligatoire d'informer le transporteur des projets de construction ou d'aménagement le plus en amont possible.

N 3 : Desserte des terrains par les voies publiques ou privées et accès aux voies ouvertes au public

3.1. Desserte par les voies publiques ou privées

Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.

3.2. Accès aux voies ouvertes au public

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur les fonds de ses voisins en application de l'article 682 du Code Civil et dont le texte est reproduit en annexe au présent règlement.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

N 4 : Desserte par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement

4.1. Assainissement

Le pétitionnaire doit respecter les règlements des services publics de l'assainissement collectif et non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne.

4.2. Eaux usées

Les eaux usées sont traitées selon les dispositions de l'assainissement non collectif. Toute construction produisant des eaux usées doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif aux normes.

Toutefois, le branchement sur un réseau collectif d'assainissement (unitaire ou d'eaux usées) desservant au droit de propriété est obligatoire sous réserve que l'immeuble, le projet ou la parcelle ne soient pas considérés comme difficilement raccordables.

4.3. Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales, en particulier par les fossés et cours d'eau existants, ni aggraver les risques en aval.

Les eaux de ruissellement doivent être limitées autant que possible en maximisant les surfaces végétalisées et en privilégiant des matériaux perméables.

N 5 : Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Il n'est pas fixé de règles.

N 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

6.1. Les constructions doivent être implantées à plus de :

- 6 mètres de l'alignement des voies. La règle ne s'applique pas aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU,
- 75 mètres de l'axe de la RD 430. Cette mesure ne s'applique pas aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole, aux réseaux d'intérêt public. Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux infrastructures linéaires.

Les constructions exemptées des règles pourront être implantées soit à l'alignement des voies et emprises publiques, soit en recul par rapport à celles-ci.

6.2. Par ailleurs, les constructions doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et fossés.

6.3. Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire ne sont pas soumis aux dispositions de l'article N 6.1..

N 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux constructions et installations liées aux infrastructures linéaires, ni aux travaux de quelque nature que ce soit dans les volumes existants à la date d'approbation du présent PLU.

Les outillages nécessaires au fonctionnement de services publics situés sur le domaine public ferroviaire ainsi que les ouvrages techniques nécessaires au maintien de la sécurité de la circulation ferroviaire ne sont pas soumis aux dispositions du présent article.

N 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions situées sur un terrain appartenant à un même propriétaire ne doivent pas faire obstacle par leur disposition aux interventions nécessitées par la lutte contre les incendies et la protection civile.

N 9 : Emprise au sol des constructions

Dans les secteurs Na et Nb, l'emprise au sol des bâtiments ne pourra excéder l'emprise existante à la date d'approbation du présent PLU.

N 10 : Hauteur maximum des constructions

10.1. La hauteur maximum des constructions, mesurée à partir du sol existant compte non tenu des cheminées, antennes et autres superstructures de faible emprise reconnues indispensables, est limitée à 8 mètres.

10.2. En cas d'extension d'une maison d'habitation existante, la hauteur de cette extension ne peut pas dépasser celle de la construction initiale.

10.3. **Dans les secteurs Na et Nb**, la hauteur totale des constructions ne pourra pas dépasser la hauteur existante à la date d'approbation du présent PLU.

10.4. Dans les zones inondables par rupture de barrage délimitées sur le plan des risques en annexe, aucune construction nouvelle ne pourra comporter de sous-sol enterré ou semi-enterré ni de cave.

N 11 : Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords

Dans l'ensemble de la zone, les constructions et installations devront présenter des teintes, un aspect extérieur, un volume et être implantées de manière à garantir une bonne insertion dans le site et le paysage et ne pas porter atteinte aux perspectives monumentales. Les matériaux utilisés devront s'harmoniser avec le paysage naturel et forestier et présenter un aspect suffisant de finition.

Les clôtures devront s'intégrer au paysage naturel et forestier. Elles devront être conçues de manière à ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune (Hérissons,...) et des insectes marcheurs et au libre écoulement des eaux.

N 12 : Obligations en matière de réalisation d'aires de stationnement

Lors de toute opération d'aménagement, de construction, d'extension, de création de surfaces de plancher ou de changement d'affectation de locaux, il devra être réalisé en dehors des voies publiques des aires de stationnement correspondant aux besoins de ces opérations.

N 13 : Obligations en matière d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs et de plantations

Les massifs forestiers matérialisés au plan de zonage conformément à la légende «espaces boisés classés », à conserver, sont soumis au régime des articles L 113-1 et L 113-2 du Code de l'Urbanisme.

Les boisements de l'étang matérialisés au plan de zonage, les boisements du terriil Alex, les ripisylves, les zones humides, et la coulée verte du carreau Marie-Louise sont repérés comme «Eléments de paysage à conserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme».

N 14 : Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

Il n'est pas fixé de règles.

ANNEXES

SURFACE DE PLANCHER

Article R111-22 du code de l'urbanisme

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

NORMES MINIMALES DE STATIONNEMENT¹

Logements Y compris opérations de lotissements, AFU, groupes d'habitations.	1 place par tranche de 50 m² de surface de plancher entamée
Pour les constructions comprenant plusieurs logements, un local clos et couvert facilement accessible pour le stationnement des cycles et poussettes doit être réalisé. La surface minimale de ce local est de 2 m ² par tranche de 70 m ² de Surface de Plancher de logement.	
foyer de personnes âgées/EHPAD	2pl/5 chambres + places de stationnement nécessaires au personnel
résidences sénior	1pl/logement + 2 pl/ par tranche de 5 logements+ places de stationnement nécessaires au personnel
commerces isolés	60 % de la surface de plancher minimum 2 places
marchés	60 % de la surface de plancher + places aux véhicules des commerçants
bureaux	60 % de la surface de plancher
ateliers/dépôts	60 % de la surface de plancher
restaurant	1 place pour 3 places assises + places nécessaires au personnel
hôtel	1 place par chambre + places nécessaires au personnel
salles de spectacles/salles de réunions	2 pl/10 personnes
cultes	1 pl/15 personnes
stades : entraînement spectacles	10 % de l'emprise 1 pl/10 personnes
piscines/patinoires	100 % de l'emprise
enseignement	1 pl/7 élèves

En outre, pour tous les types d'établissements, doit être prévu un emplacement destiné au stationnement des vélos répondant aux besoins propres de l'établissement.

¹ Ces normes ne sont pas applicables aux logements sociaux visés à l'article R 111-25 du Code de l'Urbanisme

ARTICLE 682 DU CODE CIVIL

Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue ou qu'une issue insuffisante, soit pour l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale de sa propriété, soit pour la réalisation d'opération de construction ou de lotissement, est fondé à réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte complète des fonds, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

ESPACES BOISES CLASSES ARTICLES L 113-1 ET L 113-2 DU CODE DE L'URBANISME

Article L113-1

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.

Article L113-2

Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre 1er du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa.

RAPPEL DU CODE CIVIL CONCERNANT LES VUES

Vue :

Toute fenêtre ou aménagement (balcon, terrasse, escalier extérieur) qui permet d'avoir un regard sur la propriété voisine est une vue.

Afin de protéger la vie privée, il est interdit de créer des vues sur les propriétés voisines qui ne respectent pas les distances légales prévues par le code civil : 1,90 m pour les vues droites, 0,60 m pour les vues obliques (article 678 et 679). Si la distance n'est pas respectée, la suppression de la vue peut être exigée ou donner lieu à l'établissement d'une servitude de vue. La servitude de vue s'acquiert soit par convention, soit par prescription trentenaire.



LISTE D'ESSENCES POSSIBLES

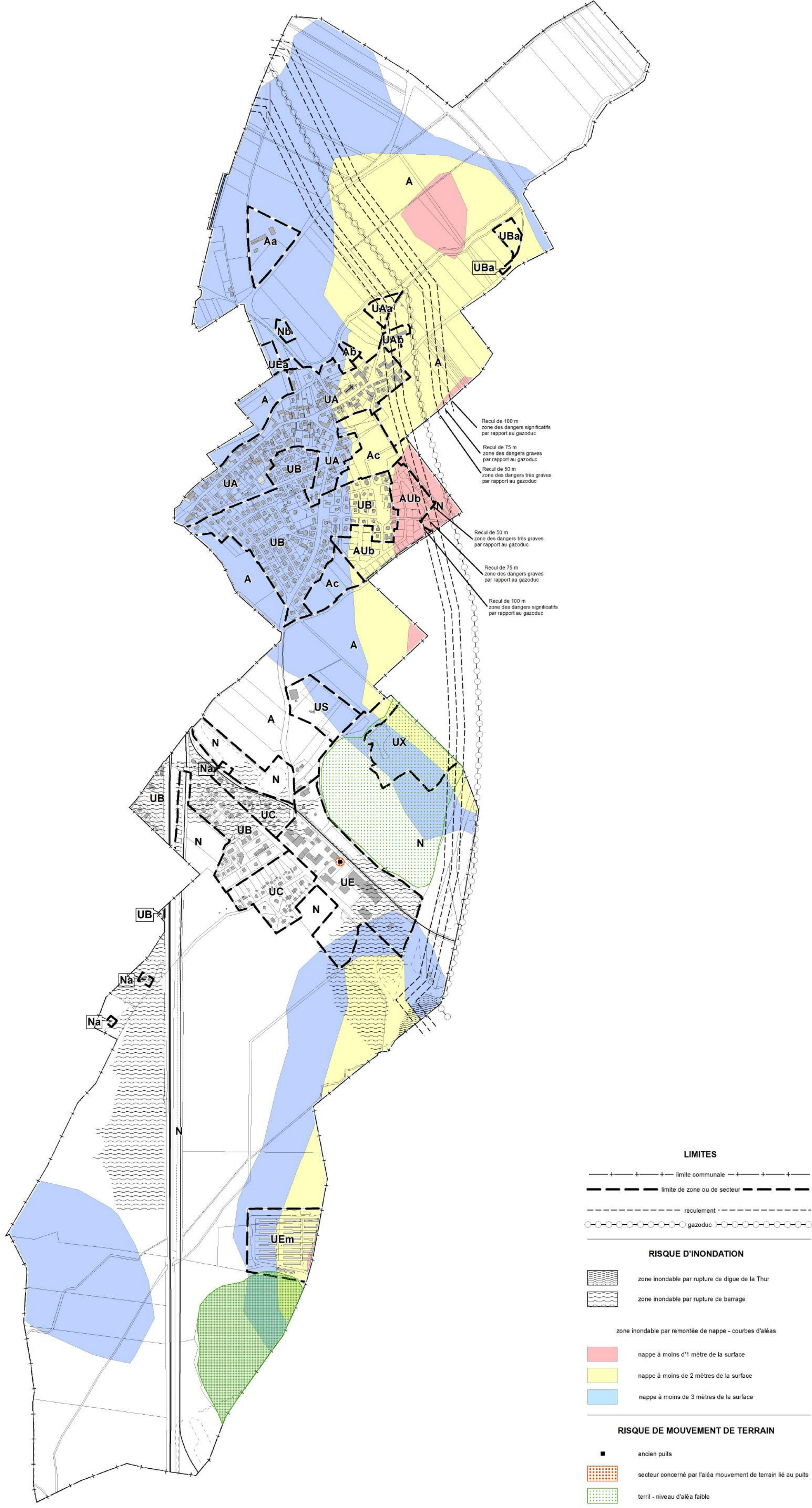
Une haie libre champêtre	Une haie gourmande	Un bosquet ou une haie pour les oiseaux	Une haie rustique
Amélanchier	Amélanchier	Alisier blanc	Abélia
Aubépine	Cassissier	Alisier torminal	Berbéris
Cerisier à grappe	Cornouiller mâle	Aubépine épineuse ou monogyne	Cognassier du Japon
Charme	Coudrier	Chêne pédonculé	Deutzia
Cognassier du Japon	Epine-vinette	Coudrier	Daphné
Cornouiller sanguin	Framboisier	Epine-vinette	Groseillier à fleurs
Noisetier	Genévrier	Houx	Kolkwitzia
Coronille emerus	Groseillier rouge ou à maquereaux	Merisier	Lilas
Epine-vinette	Prunellier épineroire	Prunellier épineroire	Rosier botanique
Fusain d'Europe	Prunier myrobolan	Rosier des chiens	Seringat
Sureau rouge à grappes	Roncier des bois	Sorbier des oiseleurs	Spirée
Nerprun purgatif	Eglantier	Sureau noir ou rouge à grappes	Viburnum
Troène des bois	Sureau noir		Weigélia
Viorne lantane	Vigne		
Viorne obier			

+ tous les arbres fruitiers traditionnels

LISTE DE ESPECES ALLERGISANTES

La plante		Potentiel allergisant	Caractéristique du pollen			Période de pollinisation	
Genre	Nom Commun		Famille	Pollinisation	Taille du pollen		Abondance dans les capteurs
ACER	ERABLE	Aceraceae	Faible	Anémophile	35µm; dispersion moyenne.	1/3	Mars à Mai
ALNUS	AULNE	Betulaceae	Moyen	Anémophile	30µm; bonne dispersion	2/3	Février
BETULA	BOULEAU	Betulaceae	Fort	Anémophile	20µm; très bonne dispersion	3/3	Avril
BROUSSONETIA	Mûrier à Papier	Moraceae	Faible	Anémophile	12µm; ils sont très volatiles	2/3	Mai/ Juin
CASTANEA	CHÂTAIGNIER	Fagaceae	Faible	Anémophile	15µm; très bonne dispersion.	3/3	Juin
CARPINUS	CHARME	Betulaceae	Moyen	Anémophile	40µm; dispersion moyenne.	2/3	Mars / avril
CORYLUS	NOISSETIER	Betulaceae	Fort	Anémophile	20µm; très bonne dispersion	2/3	Février / Mars
CUPRESSUS	CYPRES	Cupressaceae					
<i>C. sempervirens</i>			Fort	Anémophile	35µm; dispersion moyenne.	3/3	Mars / avril
<i>C. arizonica</i>			Fort	Anémophile	35µm; dispersion moyenne.	3/3	Janvier / février
FAGUS	HÊTRE	Fagaceae	Faible	Anémophile	43µm; Dispersion moyenne.	2/3	Avril / mai
FRAXINUS	FRENES	Oleaceae	Moyen	Anémophile	25µm; bonne dispersion	3/3	Avril / mai
JUGLANS	NOYERS	Juglandaceae	Faible	Anémophile	40µm; Dispersion moyenne.	1/3	Mai/ juin
JUNIPERUS	GENEVRIERS	Cupressaceae					
<i>Juniperus oxycedrus</i>			Moyen	Anémophile			
<i>Juniperus ashei</i>			Fort	Anémophile			
<i>Juniperus communis</i>			Faible	Anémophile			
LIGUSTRUM	TROENES	Oleaceae	Moyen	Entomophile	Allergie de proximité	1/3	Juin / juillet
OLEA	OLIVIER	Oleaceae	Moyen	Anémophile	25µm; bonne dispersion	2/3 En Pneu	Mai/ Juin
OSTEYA	CHAÏME HOUBLON	Betulaceae	Faible	Anémophile	24µm; bonne dispersion	1/3	Mars / avril
POPULUS	PEUPLIER	Salicaceae	Faible	Anémophile	30µm; bonne dispersion	3/3	Avril
PLATANUS	PLATANE	Platanaceae	Fort	Anémophile	20µm; très bonne dispersion.	3/3	Avril/ Mai
QUERCUS	CHÊNE	Fagaceae	Fort	Anémophile	De 30 à 40µm; dispersion moyenne	2/3	Avril à Juin
SALEX	SAULE	Salicaceae	Faible	Anémophile	19µm; très bonne dispersion.	2/4	Avril / Mai
THUJA	THUYA	Cupressaceae	Faible	Anémophile			Avril / Mai
TILIA	TILLEUL	Tiliaceae	Faible	Entomophile	Allergie de proximité	1/3	Juin / juillet
ULMUS	ORMES	Ulmaceae	Faible	Anémophile	35µm; dispersion moyenne	1/3	Mars





D'une manière générale, les limites de zone ou de secteur s'appuient sur des limites parallèles. Dans le cas contraire, la limite à considérer est constituée par l'axe des limites de zone ou de secteur.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH




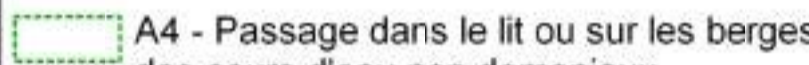
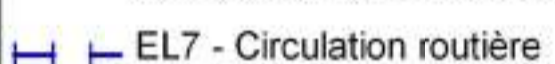
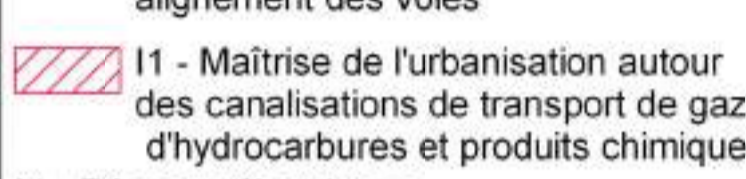
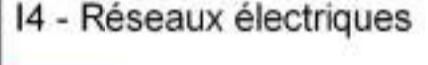
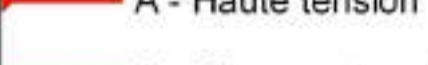
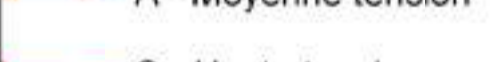
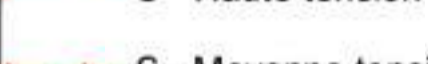
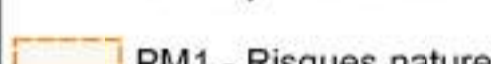


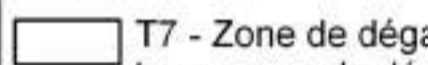
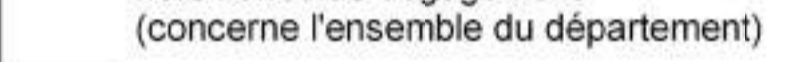

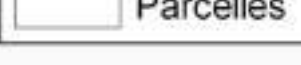
MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

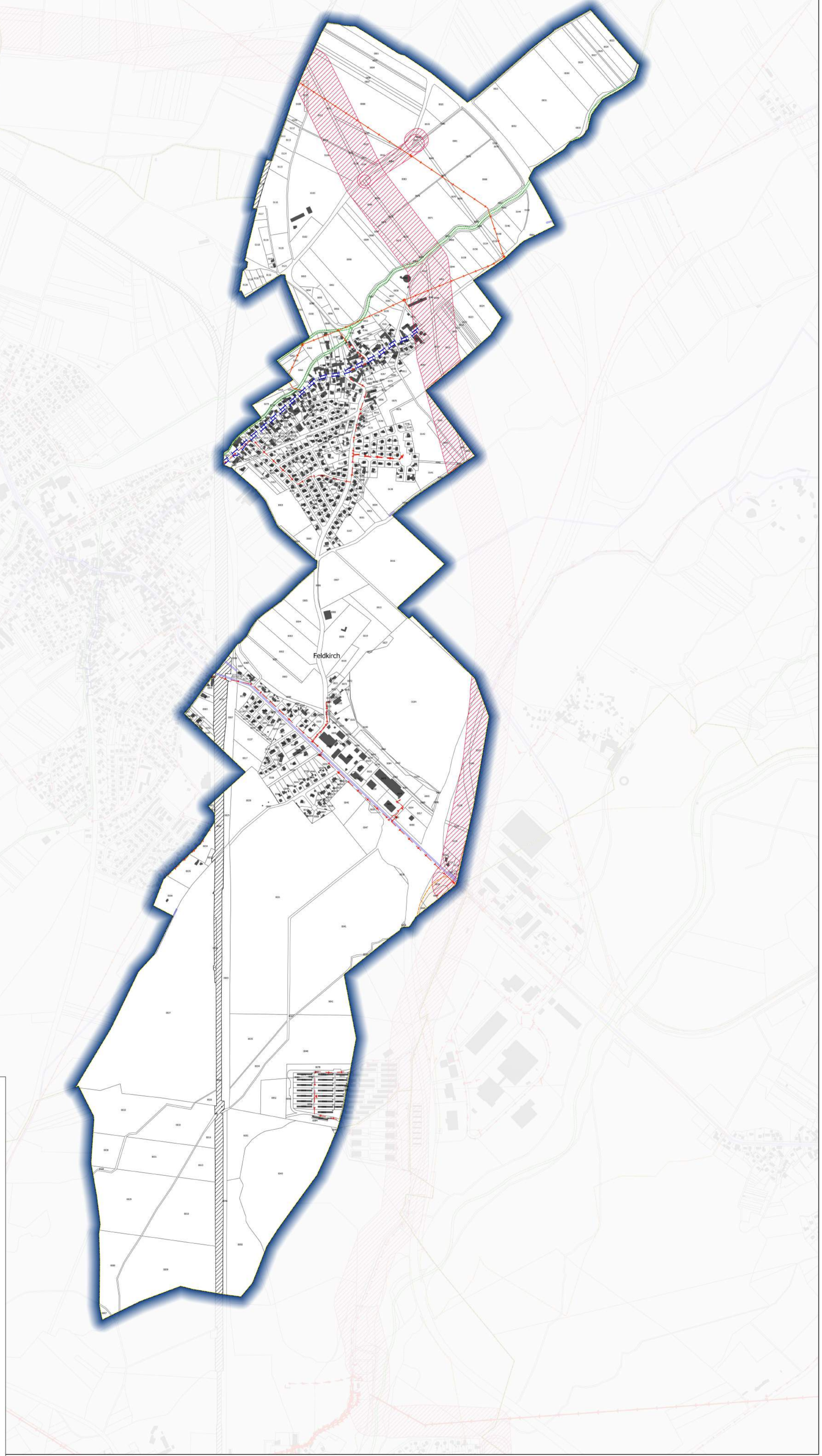
PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

-  COMMUNE
-  A4 - Passage dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non domaniaux
-  EL7 - Circulation routière alignement des voies
-  I1 - Maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et produits chimiques
-  I4 - Réseaux électriques
-  A - Haute tension
-  A - Moyenne tension
-  S - Haute tension
-  S - Moyenne tension
-  PM1 - Risques naturels prévisibles (PPRN)
-  PT3 - Réseaux de télécommunications
-  T1 - Emprise des voies ferrées
-  T7 - Zone de dégagement aéronautique hors zones de dégagement (concerne l'ensemble du département)
-  Bâtiments
-  Parcelles



FELDKIRCH

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Plan des servitudes d'utilité publique



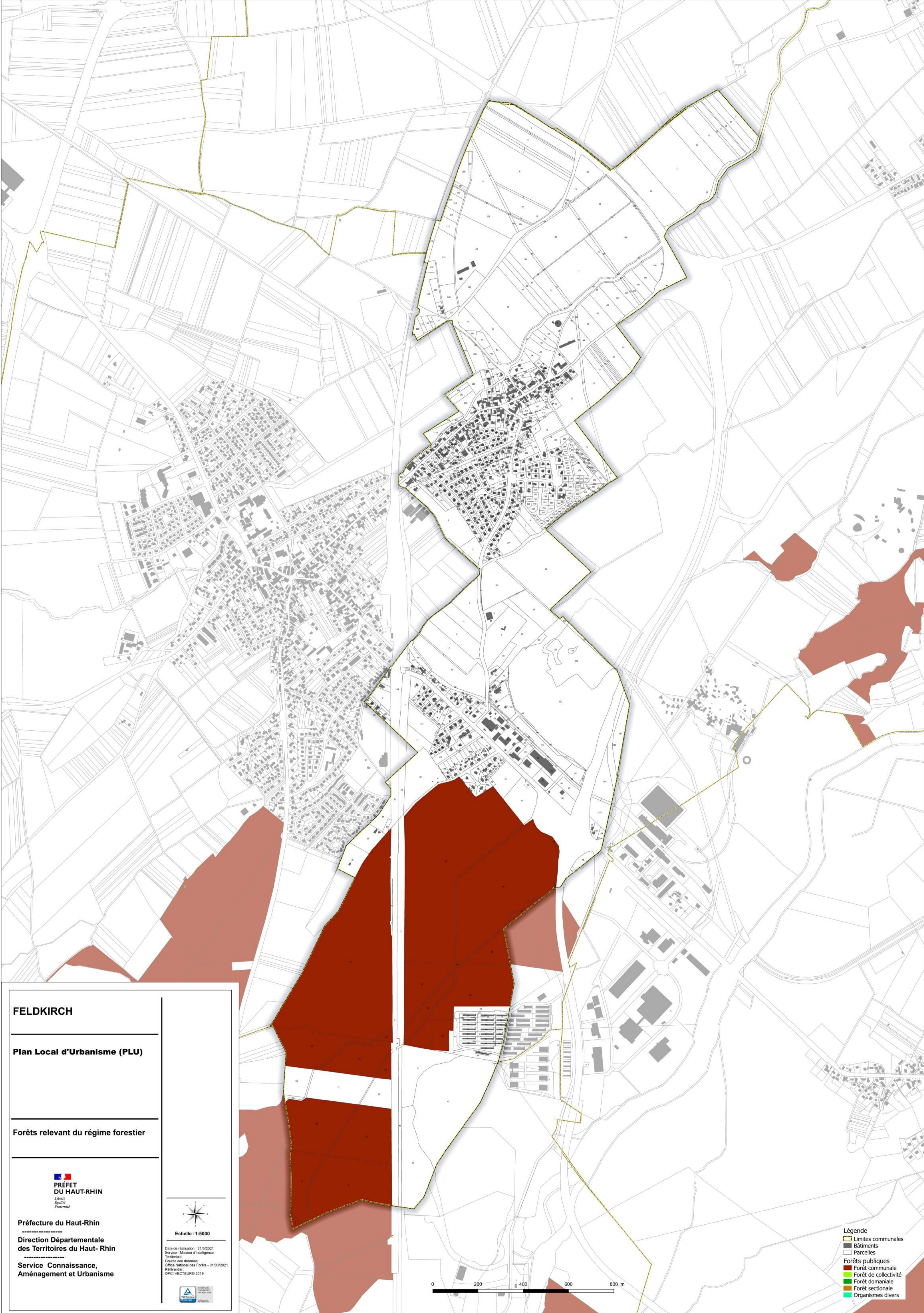
Préfecture du Haut-Rhin
 Direction Départementale
 des Territoires du Haut-Rhin
 Service Connaissance,
 Aménagement et Urbanisme



Echelle : 1:5000

Date de réalisation : 28/5/2021
 Service : Mission d'Intelligence
 Territoriale
 Source des données :
 DDT 68 - 2017
 Référentiel :
 S IGN BDCADASTRE® 2016





FELDKIRCH

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Forêts relevant du régime forestier



Préfecture du Haut-Rhin
Direction Départementale
des Territoires du Haut-Rhin
Service Connaissance,
Aménagement et Urbanisme

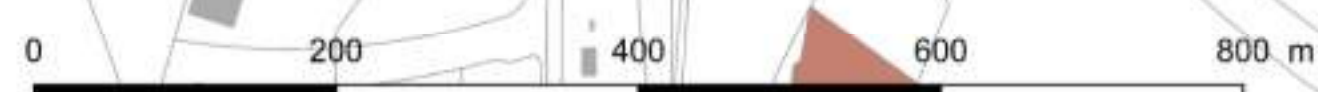


Echelle : 1:5000

Date de réalisation : 21/5/2021
Service : Mission Intelligence
Territoriale
Source des données :
Office National des Forêts - 01/03/2021
Références :
GPCI VECTEURB 2019



- Légende**
- Limites communales
 - Bâtiments
 - Parcelles
 - Forêts publiques**
 - Forêt communale
 - Forêt de collectivité
 - Forêt domaniale
 - Forêt sectionale
 - Organismes divers



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



5. Annexes

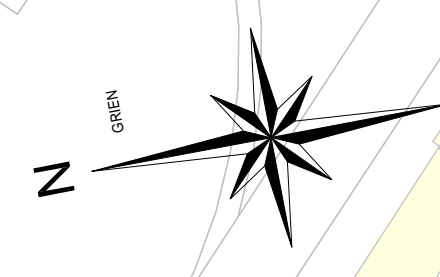
5c. Réseau d'eau

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021



- Zone de couverture, débit < 60m³/h
- Zone de couverture, débit ≥ 60 m³/h
- réseau distribution
- réseau transport
- branchement
- vanne ouverte / fermée
- vanne sous regard ouverte / fermée
- cône / plaque de réduction
- bouchon, plaque pleine
- poteau incendie diam. 100 / 80
- bouche incendie
- ventouse
- vidange
- réservoir
- château d'eau
- station de pompage / relais

**COMMUNE DE
FELDKIRCH**

Réseau d'Eau Potable

Mise à jour le :	Dessinateur :	Détails :
Date d'édition :		Echelle :
18/10/2011		1 / 2000
N° Contrat :		Reproduction interdite
<small>17 rue de la Poste 54 000 VILLERS-LES-NORMANDS 03 83 37 81 00 FAX 03 83 37 81 06</small>		<small>Fond de plan issu de Cadastre</small>

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



5. Annexes

5d. Réseau d'assainissement

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



5. Annexes

5e. Prescriptions d'isolation acoustique

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

PRESENTATION GENERALE

Le classement sonore fait partie des dispositifs de la politique française du bruit. Le but est de limiter l'exposition des personnes construisant un nouveau bâtiment d'habitation à proximité des routes et des voies ferrées existantes. Le classement sonore impose des niveaux d'isolation minimum des façades des nouvelles habitations. C'est une règle de construction.

LISTE DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS TERRESTRES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARRETE DU 30 mai 1996

L'arrêté préfectoral n°2013052-0009 du 21 février 2013 porte classement des infrastructures de transport terrestre du Haut-Rhin¹.

La commune de Feldkirch est concernée pour les infrastructures suivantes :

Voie	Catégorie	Largeur du secteur affecté
RD429, de la limite avec Bollwiller à la RD 430	3	100 m
RD430 dans toute sa traversée du ban	2	250 m
RD44, de la RD430 à Ungersheim	3	100 m
Ligne ferroviaire Strasbourg-Bâle	1	300 m

¹ Cet arrêté préfectoral peut être consulté en Préfecture, à la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin ainsi qu'en Mairie



Données à titre indicatif ; source DDT 68



Secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transport terrestre soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Extrait de l'Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

Modifié par arrêté du 23 juillet 2013

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-4-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-1, R. 111-3-1, R. 123-19, R. 123-24, R. 311-10, R. 311-10-2, R. 410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Article 1

Cet arrêté a pour objet, en application des articles R. 571-32 à R. 571-43 du code de l'environnement :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les prescriptions que doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines vis-à-vis des bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article R. 571-43 du code de l'environnement.

Cet arrêté a également pour objet de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans les zones d'exposition au bruit engendré par les aéronefs définies par les plans d'exposition au bruit des aérodromes, l'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines vis-à-vis des bruits des transports aériens.

TITRE Ier : CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE PRÉFET.

Article 2

Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté LAeq (6 heures - 22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;
- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté LAeq (22 heures - 6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur" à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- pour les rues en "U" : à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades ;
- pour les tissus ouverts : à une distance de dix mètres de l'infrastructure considérée. Ces niveaux sont augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre afin d'être équivalents à un niveau en façade. La distance est mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée le plus proche, et pour les infrastructures ferroviaires, à partir du rail le plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Article 3

Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne conduit pas à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;
- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB (A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;
- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article R. 571-32 du code de l'environnement, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préalables à l'une de ces mesures.
- Les calculs sont réalisés en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure, et, pour les infrastructures routières, en prenant en compte une allure stabilisée ou accélérée.

En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par file de circulation peuvent être utilisées. Le cas échéant, les mesures sont réalisées aux points de référence, conformément aux normes NF S 31-088 pour le bruit dû au trafic ferroviaire et NF S 31-085, pour le bruit routier, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Article 4

Le classement des infrastructures routières et des lignes ferroviaires à grande vitesse ainsi que la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définis en fonction des niveaux sonores de référence dans le tableau suivant :

Infrastructures routières et lignes ferroviaires à grande vitesse

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles, les valeurs limites des niveaux sonores de référence du tableau ci-dessus sont à augmenter de 3 dB(A), en application de l'arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires. Les valeurs à prendre en compte sont donc les suivantes :

Lignes ferroviaires conventionnelles

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE L_{Aeq} (6 h-22 h) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE L_{Aeq} (22 h-6 h) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 84	L > 79	1	d = 300 m
79 < L ≤ 84	74 < L ≤ 79	2	d = 250 m
73 < L ≤ 79	68 < L ≤ 74	3	d = 100 m
68 < L ≤ 73	63 < L ≤ 68	4	d = 30 m
63 < L ≤ 68	58 < L ≤ 63	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Si, sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres, il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.
Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

TITRE II : DÉTERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BÂTIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES ET AERIENS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU BÂTIMENT.

Article 5

En application de l'article R. 571-43 du code de l'environnement et des articles L. 147-5 et L. 145-6 du code de l'urbanisme, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou de plusieurs infrastructures de transports terrestres ou d'un aéroport doivent bénéficier d'un isolement acoustique minimal vis-à-vis des bruits extérieurs.

Lorsque le bâtiment considéré est situé dans un secteur affecté par le bruit d'infrastructures

de transports terrestres, cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut déduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, et l'implantation de la construction dans le site. Cette évaluation est faite sous sa responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Lorsque le bâtiment est situé dans une des zones d'exposition au bruit engendré par les aéronefs définies dans les plans d'exposition au bruit des aéroports, l'isolement acoustique minimal est déterminé selon les modalités décrites à l'article 8 ci-après. Les valeurs d'isolement acoustique minimal retenues après application des articles 6 à 9 ne peuvent pas être inférieures à 30 dB, conformément à l'article 10 du présent arrêté.

Article 6

Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal vis-à-vis des bruits de transports terrestres des pièces principales et cuisines des logements est déterminée de la façon suivante :

En tissu ouvert ou en rue en U, la valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré $D_{nT, A, tr}$ minimal des pièces est donnée dans le tableau ci-dessous par catégorie d'infrastructure. Cette valeur est fonction de la distance horizontale entre la façade de la pièce correspondante du bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord de la chaussée classée le plus proche du bâtiment considéré ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le rail de la voie classée le plus proche du bâtiment considéré.

La détermination de la distance horizontale à l'infrastructure considérée est illustrée par des schémas figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Tableau des valeurs d'isolement minimal $D_{nT, A, tr}$ en dB.

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO n° 177 du 01/08/2013 texte numéro 23 à l'adresse suivante :

http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20130801&numTexte=23&pageDebut=13132&pageFin=13136

Ces valeurs peuvent être diminuées en fonction de la valeur de l'angle de vue selon lequel on peut voir l'infrastructure depuis la façade de la pièce considérée. Cet angle de vue prend en compte à la fois l'orientation du bâtiment par rapport à l'infrastructure de transport et la présence d'obstacles tels que des bâtiments entre l'infrastructure et la pièce pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement de façade.

Ces valeurs peuvent aussi être diminuées en cas de présence d'une protection acoustique en bordure de l'infrastructure, tel qu'un écran acoustique ou un merlon.

Les corrections sont calculées conformément aux indications suivantes :

Pour chaque infrastructure classée considérée, un point d'émission conventionnel situé au niveau du sol de cette infrastructure est défini :

- pour les infrastructures routières : sur le bord de la chaussée de cette infrastructure le plus éloigné de la façade de la pièce considérée ;
- pour les infrastructures ferrées : sur le rail de cette infrastructure le plus éloigné de la façade de la pièce considérée.

La position du point d'émission conventionnel est illustrée par des schémas figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

1. Protection des façades du bâtiment considéré par des bâtiments

Les bâtiments susceptibles de constituer des écrans sont le bâtiment étudié lui-même, des bâtiments existants ou des bâtiments à construire faisant partie de la même tranche de construction que le bâtiment étudié.

L'angle de vue sous lequel l'infrastructure est vue est déterminé depuis la façade de la pièce considérée du bâtiment étudié. Cet angle n'est pas limité au secteur affecté par le bruit.

Les corrections à appliquer à la valeur d'isolement acoustique minimal en fonction de l'angle de vue sont les suivantes :

ANGLE DE VUE	CORRECTION
> 135°	0 dB
110° < ≤ 135°	- 1 dB
90° < ≤ 110°	- 2 dB
60° < ≤ 90°	- 3 dB
30° < ≤ 60°	- 4 dB
15° < ≤ 30°	- 5 dB
0° < ≤ 15°	- 6 dB
= 0° (façade arrière)	- 9 dB

Pour chaque portion de façade, l'évaluation de l'angle de vue est faite en tenant compte du masquage en coupe par des bâtiments. Cette disposition est illustrée par des schémas et exemples figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

2. Protection des façades du bâtiment considéré par des écrans acoustiques ou des merlons continus en bordure de l'infrastructure

Tout point récepteur de la façade d'une pièce duquel est vu le point d'émission conventionnel est considéré comme non protégé. La zone située sous l'horizontale tracée depuis le sommet de l'écran acoustique ou du merlon est considérée comme très protégée. La zone intermédiaire est considérée comme peu protégée.

Les corrections à appliquer à la valeur d'isolement acoustique minimal sont les suivantes :

PROTECTION	CORRECTION
Pièce en zone de façade non protégée	0
Pièce en zone de façade peu protégée	- 3 dB
Pièce en zone de façade très protégée	- 6 dB

Les notions de pièces en zone de façade non protégée, zone de façade peu protégée et zone de façade très protégée sont illustrées par un schéma figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

En présence d'un écran ou d'un merlon en bordure d'une infrastructure et de bâtiments faisant éventuellement écran entre l'infrastructure et la façade du bâtiment étudié, on cumule les deux corrections, sauf si un des deux éléments faisant écran (bâtiment ou écran acoustique ou merlon) masque l'autre. Toutefois, la correction globale est limitée à - 9 dB. Le cumul des corrections dû à deux écrans est illustré par des schémas et exemples figurant en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

3. Exposition à plusieurs infrastructures de transports terrestres

Que le bâtiment à construire se situe dans une rue en U ou en tissu ouvert, lorsqu'une façade est située dans le secteur affecté par le bruit de plusieurs infrastructures, une valeur d'isolement est déterminée pour chaque infrastructure selon les modalités précédentes.

La valeur minimale de l'isolement acoustique à retenir est calculée de la façon suivante à partir de la série des valeurs ainsi déterminées. Les deux valeurs les plus faibles de la série sont comparées. La correction issue du tableau ci-dessous est ajoutée à la valeur la plus élevée des deux.

ÉCART ENTRE DEUX VALEURS	CORRECTION
Ecart de 0 à 1 dB	+ 3 dB
Ecart de 2 à 3 dB	+ 2 dB
Ecart de 4 à 9 dB	+ 1 dB
Ecart > 9 dB	0 dB

Si le bruit ne provient que de deux infrastructures, la série ne comporte que deux valeurs et la valeur calculée à l'aide du tableau est l'isolement acoustique minimal.

S'il y a plus de deux infrastructures, la valeur calculée à l'aide du tableau pour les deux plus faibles isollements est comparée de façon analogue à la plus faible des valeurs restantes. Le processus est réitéré jusqu'à ce que toutes les valeurs de la série aient été ainsi comparées.

Un exemple d'application de ces dispositions figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Article 7

Lorsque le maître d'ouvrage effectue une estimation précise du niveau sonore engendré par les infrastructures des transports terrestres en façade, en prenant en compte des données urbanistiques et topographiques particulières et l'implantation de sa construction dans le site, il évalue la propagation des sons entre les infrastructures et le futur bâtiment :

- par calcul réalisé selon des méthodes conformes à la norme NF S 31-133 ;
- à l'aide de mesures réalisées selon les normes NF S 31-085 pour les infrastructures routières et NF S 31-088 pour les infrastructures ferroviaires.

Dans les deux cas, cette évaluation est effectuée pour l'ensemble des infrastructures, routières ou ferroviaires, en recalant les niveaux sonores calculés ou mesurés à 2 mètres en avant des façades du bâtiment sur les valeurs suivantes de niveaux sonores au point de référence défini à l'article 2 du présent arrêté :

Niveaux sonores pour les infrastructures routières et pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

CATÉGORIE	NIVEAU SONORE AU POINT	NIVEAU SONORE AU POINT
	de référence en période diurne (en dB [A])	de référence en période nocturne (en dB [A])
1	83	78
2	79	74

3	73	68
4	68	63
5	63	58

Niveaux sonores pour les infrastructures ferroviaires conventionnelles :

CATÉGORIE	NIVEAU SONORE AU POINT	NIVEAU SONORE AU POINT
	de référence en période diurne (en dB [A])	de référence en période nocturne (en dB [A])
1	86	81
2	82	77
3	76	71
4	71	66
5	66	61

Lors d'une estimation par calcul sur modèle numérique de propagation sonore, les caractéristiques acoustiques des infrastructures sont définies à l'aide des informations pouvant être recueillies (puissance acoustique, vitesses, trafic, etc.) et sont recalées afin d'ajuster, par le calcul, le niveau sonore au point de référence à la valeur correspondante donnée dans le tableau concerné ci-dessus.

Lors d'une estimation par calcul, la valeur calculée au point de référence ou à l'emplacement du futur bâtiment est augmentée de 3 dB (A) pour tenir compte de la réflexion de la façade dans le cas où les points de calcul sont en champ libre.

Un exemple d'application de cette disposition figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Lors d'une estimation par mesure, des mesurages sont effectués simultanément en plaçant les microphones au point de référence de chaque infrastructure concernée et aux emplacements correspondant à 2 mètres en avant des façades des bâtiments étudiés.

La valeur mesurée au point de référence de chaque infrastructure est comparée à la valeur correspondante du tableau concerné ci-dessus et la différence est appliquée aux valeurs mesurées en façade des bâtiments étudiés. Lors d'un mesurage en champ libre, la valeur mesurée au point de référence ou à l'emplacement du futur bâtiment est augmentée de 3 dB (A) pour tenir compte de la réflexion sur la façade.

La valeur d'isolation acoustique minimal déterminée à partir de cette évaluation est telle que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisines est égal ou inférieur à 35 dB (A) en période diurne et 30 dB (A) en période nocturne, ces valeurs étant exprimées

en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A, de 6 heures à 22 heures pour la période diurne, et de 22 heures à 6 heures pour la période nocturne.
Un exemple d'application de cette disposition figure en annexe d'un arrêté des ministres chargés de la construction et de l'écologie.

Dans le cadre du contrôle des règles de construction applicable à toutes les catégories de bâtiments, les hypothèses et paramètres conduisant aux valeurs d'isolement acoustique minimal déterminées à partir de cette évaluation sont tenues à disposition par le maître d'ouvrage de manière à permettre la vérification de l'estimation précise du niveau sonore en façade réalisée par le maître d'ouvrage.

Article 8

Dans les zones définies par le plan d'exposition aux bruits des aérodromes, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique standardisé pondéré DnT, A, tr minimum des locaux vis-à-vis de l'espace extérieur est de :

- en zone A : 45 dB ;
- en zone B : 40 dB ;
- en zone C : 35 dB ;
- en zone D : 32 dB.

Article 9

Dans le cas de zones exposées à la fois au bruit des infrastructures de transports terrestres et aériens, la valeur minimale de l'isolement acoustique standardisé pondéré DnT, A, tr des locaux vis-à-vis de l'espace extérieur est calculée en prenant en compte les différentes sources de bruit de transports (terrestres et aériens).

La valeur minimale de l'isolement acoustique est déterminée à partir des deux valeurs calculées pour les infrastructures de transports terrestres et pour le trafic aérien. Pour la valeur concernant les infrastructures de transports terrestres, il s'agit de la valeur calculée selon les articles 6 ou 7 qui peut être inférieure à 30 dB. Pour le trafic aérien, il s'agit de la valeur définie à l'article 8. Ces deux valeurs sont comparées. La valeur minimale de l'isolement est la valeur la plus élevée des deux, augmentée de la correction figurant dans le tableau ci-dessous :

ÉCART ENTRE DEUX VALEURS	CORRECTION
Ecart de 0 à 1 dB	+ 3 dB
Ecart de 2 à 3 dB	+ 2 dB
Ecart de 4 à 9 dB	+ 1 dB
Ecart > 9 dB	0 dB

Article 9-1

Les valeurs d'isolement retenues après application des articles 6 à 9 ne sont en aucun cas inférieures à 30 dB et s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

La mesure de l'isolement acoustique de façade est effectuée conformément à la procédure décrite dans le guide de mesures acoustiques de la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (disponible sur le site <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>), les portes et fenêtres étant fermées et les systèmes d'occultation ouverts. La correction de durée de réverbération est calculée à partir des mesures de la durée de réverbération dans les locaux. L'isolement est conforme si la valeur mesurée est supérieure ou égale à la valeur exigée diminuée de l'incertitude I définie dans les arrêtés du 30 juin 1999 susvisés.



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

5. Annexes

5f. Zones à risque d'exposition au plomb

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

Arrêté

n° 574/IV du 25 avril 2003 portant

définition de la zone à risque d'exposition au plomb du Haut-Rhin

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

1. le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1334-1 à L. 1334-6 et R. 32-8 à R. 32-12 ;
2. l'arrêté interministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R. 32-12 du code de la santé publique ;
3. la circulaire interministérielle DGS/VS n° 99/533 du 14 septembre 1999 et UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme ;
4. la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 n° 2001-1 du 6 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb ;
5. les avis émis par les Conseils Municipaux des communes du département du Haut-Rhin ;
6. l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène émis au cours de sa séance du 5 décembre 2002 à laquelle les maires ont été invités à présenter leurs observations ;

Considérant que le plomb est un toxique très dangereux pour la santé publique et notamment pour celle des jeunes enfants ;

Considérant que les peintures ou revêtements contenant du plomb ont été largement utilisés dans les bâtiments jusqu'en 1948 ;

Considérant dès lors que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition pour ses occupants ;

Considérant que toutes les communes du Haut-Rhin comportent des bâtiments d'habitation construits avant le 1^{er} janvier 1948 ;

Considérant qu'en raison du nombre de cas de saturnisme déjà survenus dans le Haut-Rhin, il est souhaitable que les acheteurs d'immeubles d'habitation soient informés de la présence de peintures au plomb afin qu'ils intègrent ce risque dans la gestion de leur bien ;

Sur proposition du Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales et du Directeur départemental de l'Équipement,

arrêté :

- ARTICLE 1^{er} :** **L'ensemble du département du Haut-Rhin** est classé **zone à risque d'exposition au plomb**.
- ARTICLE 2 :** Un **état des risques d'accessibilité au plomb** relatif aux revêtements des bâtiments est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1948 et situé dans la zone à risque définie à l'article 1^{er}. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou du contrat susvisé.
- ARTICLE 3 :** L'état des risques d'accessibilité au plomb identifie toute surface comportant un revêtement avec présence de plomb et précise la concentration en plomb, la méthode d'analyse utilisée, ainsi que l'état de conservation de chaque surface. L'état des risques doit être établi par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de l'immeuble. Un guide méthodologique pouvant servir de référence pour la réalisation d'un état des risques d'accessibilité au plomb est mis à la disposition des professionnels et des particuliers à la préfecture et dans les mairies du département.
- ARTICLE 4 :** Lorsque l'état des risques d'accessibilité au plomb révèle la présence de revêtements contenant du plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire, il lui est annexé une note d'information générale à destination du propriétaire lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants et les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concernée. Cet état est communiqué par ce propriétaire aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne physique ou morale appelée à y effectuer des travaux.
- ARTICLE 5 :** Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R. 32-2 du code de la santé publique, c'est-à-dire la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire, le vendeur ou son mandataire en transmet une copie au Préfet (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales - cité administrative - 68026 COLMAR cedex) après la vente dans les meilleurs délais, en précisant simultanément à cet envoi les coordonnées complètes du propriétaire vendeur et de l'acquéreur.
- ARTICLE 6 :** Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques d'accessibilité au plomb n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2 du présent arrêté.
- ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune du Haut-Rhin pendant deux mois à compter de la date de signature. Mention du présent arrêté sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département. Une copie sera adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est située la zone à risque, ainsi qu'aux Juges du Livre Foncier.

ARTICLE 8 : Le présent **arrêté sera applicable** aux actes visés à l'article 2 signés à **partir du 1^{er} septembre 2003**.

ARTICLE 9 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, Monsieur le Directeur départemental de l'Équipement, Mesdames, Messieurs les Directeurs des Services communaux d'hygiène et de santé des villes de Colmar et Mulhouse et Mesdames et Messieurs les Maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Haut-Rhin.



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

5. Annexes

5g. Zonage d'assainissement

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021



Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

Sivom
RÉGION MULHOUSIENNE

SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE

COMMUNE DE FELDKIRCH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOTICE EXPLICATIVE

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 2. Règlement du service public de l'assainissement non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
 3. Règlement du service public de l'assainissement collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
 4. Coûts des solutions proposées par secteur non desservi
 5. Plan de zonage assainissement collectif / non collectif
 6. Plan de zonage pluvial et de pollution
 7. Tarifs de l'assainissement 2015

COMMUNE DE FELDKIRCH

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Bordereau des pièces

- Mémoire justificatif
- Annexes
 1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
 2. Règlement du service public de l'assainissement non collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
 3. Règlement du service public de l'assainissement collectif du SIVOM de la Région Mulhousienne
 4. Coûts des solutions proposées par secteur non desservi
 5. Plan de zonage assainissement collectif / non collectif
 6. Plan de zonage pluvial et de pollution
 7. Tarifs assainissement 2015

SOMMAIRE

I - PREAMBULE	3
II - PRESENTATION GENERALE	3
1 - OBJET DU DOSSIER	3
2 - CONSTITUTION DU DOSSIER	3
III - DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT	4
1 - ASSAINISSEMENT COLLECTIF	5
1.1 - DEFINITION	4
1.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DU PARTICULIER	4
1.3 - LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE FELDKIRCH	5
1.4 - LE TRAITEMENT DES EAUX USEES	6
1.5 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE FELDKIRCH	6
1.6 - ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	6
1.7 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	7
2 - ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	8
2.1 - DEFINITION	8
2.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS.....	9
2.3 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE FELDKIRCH.....	10
2.4 - ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	12
2.5 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	Erreur ! Signet non défini.
3 - GESTION DES EAUX PLUVIALES	14
3.1 - DEFINITION	14
3.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES USAGERS.....	14
3.3 - PRESENTATION DU PROJET D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL	14
3.4 - ZONAGE RUISSELLEMENT.....	16
3.4.1 - Principes généraux	
3.4.2.-Zones d'urbanisation existante	17
3.4.3 - Zones urbanisables	18
3.5 - ZONAGE POLLUTION	18

I - PREAMBULE

Le zonage d'assainissement répond au souci de préservation de l'environnement. Il doit permettre également de s'assurer de la mise en place des modes d'assainissement les mieux adaptés à la configuration locale et au milieu naturel. Ce zonage va permettre à la commune de disposer d'un schéma global de gestion des eaux usées et pluviales sur son territoire. Il constituera aussi un outil pour la gestion de l'urbanisme. D'autre part, le zonage va permettre d'orienter le particulier pour la mise en place d'assainissement conforme à la réglementation, tant dans le cas de constructions nouvelles que dans le cas de restaurations.

II - PRESENTATION GENERALE

1 - OBJET DU DOSSIER

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 03 janvier 1992, modifié par Loi du 30 décembre 2006, attribue de nouvelles obligations aux communes et à leur groupement. Au terme de l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

L'article R2224-8 du code général des collectivités territoriales fait référence aux articles R123-6 à R123-23 du code de l'environnement pour la conduite de l'enquête publique.

Les objectifs du présent dossier d'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire de la commune.

2 - CONSTITUTION DU DOSSIER

Le dossier soumis à enquête publique est constitué des documents suivants :

- la présente notice explicative
- le plan de zonage d'assainissement collectif / non collectif
- le plan de zonage d'assainissement pluvial/ points de pollution.

III - DESCRIPTION TECHNIQUE DE L'ASSAINISSEMENT

FELDKIRCH fait partie de l'agglomération d'assainissement comprenant les réseaux d'assainissement de BOLLWILLER et de FELDKIRCH ainsi que la station d'épuration des eaux usées exutoire de traitement des eaux usées des deux communes. Celle-ci est implantée sur le territoire de FELDKIRCH,

1 - NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1.1 - DEFINITION

L'assainissement collectif a pour objet la collecte, le transport et le traitement des eaux usées vers une station d'épuration. Le réseau de collecte peut être de deux types :

- réseau séparatif : les eaux pluviales (toitures et chaussées) et usées (domestiques et industrielles) sont collectées séparément et acheminées par un double réseau au milieu naturel pour les eaux pluviales et à la station d'épuration pour les eaux usées.
- réseau unitaire : les eaux pluviales et usées sont collectées par un réseau unique et dirigées vers la station d'épuration ; pendant les périodes pluvieuses le trop plein peut être rejeté dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de bassins de d'orage.

Le niveau de traitement de la station d'épuration dépend des contraintes environnementales du site, et doit permettre de respecter les objectifs de qualité assignés au milieu naturel, récepteur des eaux épurées. L'assainissement collectif convient particulièrement bien pour des zones d'habitats regroupés, de densité moyenne ou forte.

1.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DU PARTICULIER

Le présent chapitre a pour but de préciser les principales attributions de chacune des parties (collectivités et particuliers) en matière d'assainissement collectif. L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment les stations d'épuration des eaux usées et l'élimination des boues qu'elles produisent. En contrepartie, la présence d'un réseau réalisé en domaine public oblige l'utilisateur à se raccorder et à payer la redevance correspondante aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

L'article L1331-1 du Code de la Santé Publique précise :

- qu'à partir du moment où un système d'assainissement est réalisé, les particuliers disposent de deux ans pour s'y raccorder (un délai de dix ans peut être accordé par dérogation dans le cas où un particulier posséderait un dispositif d'assainissement non collectif conforme) ;
- qu'en attendant la réalisation du projet, les habitations doivent être dotées d'un assainissement non collectif conforme et en état de fonctionnement.

Peuvent être exonérés de l'obligation de raccordement, par arrêté approuvé par le représentant de l'Etat dans le département :

- les immeubles abandonnés ou les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés ;
- les immeubles difficilement raccordables, dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement autonome conforme (arrêté du 19 juillet 1960 modifié relatif au raccordement des immeubles aux égouts).

L'utilisateur est également soumis au contrôle par le SIVOM de la partie en domaine privé de son branchement selon les dispositions de la délibération du comité d'administration du SIVOM. Le tarif de la prestation est actualisé au 1^{er} janvier de chaque année. La délibération portant sur le tarif applicable au 1^{er} janvier 2015 est annexée à la présente.

Le zonage collectif n'engage pas la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement collectif, ni ne dispense le pétitionnaire de disposer d'une installation non collective conforme si le réseau collectif est livré postérieurement aux constructions. Un règlement intercommunal d'assainissement collectif définit les droits et obligations de la collectivité et de l'utilisateur (joint en annexe).

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties des branchements situées sous le domaine public sont à la charge du SIVOM ou de son exploitant. Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du SIVOM ou de son exploitant pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts. Le SIVOM ou son exploitant est en droit d'exécuter d'office, après information de l'utilisateur, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 44 du règlement d'assainissement collectif.

1.3 - LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE FELDKIRCH

Le réseau d'assainissement de la commune est majoritairement unitaire. D'une longueur de 6 897 m, il a été refait à neuf entre 1970 et 1980. Certains secteurs de la commune sont toutefois équipés en réseau séparatif, correspondant le plus souvent aux extensions les plus récentes : allées des Cigognes et des Alouettes, rues des Hérons, des Piverts, des Mésanges, des Merles, des Roitelets et des Fauvettes et impasse des Hirondelles.

Les milieux récepteurs des eaux pluviales et des sur verses unitaires sont le Feldgraben (EP) et le Muehlbach (DO15). On dénombre :

- 2 déversoirs d'orage :
 - DO n°15, sur ovoïde T150 unitaire en amont de la station d'épuration de FELDKIRCH
 - DO n°15b, sur Ø500 unitaire cité Alex (sur verse dans un bassin d'orage qui restitue les eaux chargées après l'épisode pluvieux)
- 2 stations de relevage :
 - rue des Cigognes, avec 2 pompes
 - cité Alex dans le bassin d'orage, avec 2 pompes de 20 m³/h chacune.
- Un bassin d'orage cité Alex (volume 330 m³).

Les effluents de la commune sont traités sur la station d'épuration de FELDKIRCH, avec ceux de BOLLWILLER.

1.4 - LE TRAITEMENT DES EAUX USEES

Les eaux usées de FELDKIRCH sont traitées à la station d'épuration située sur le territoire communal. La station a une capacité de 5 500 Equivalents-Habitants (EH) pour une population raccordée estimée à 4409 habitants. Elle est de type boues activées en aération prolongée. Elle traite les effluents de BOLLWILLER et de FELDKIRCH et a été construite et mise en service par France Assainissement en 1975. Le milieu récepteur des eaux épurées est le Muehlbach. Une zone de rejet végétalisée est réalisée pour renforcer la capacité de traitement de l'ouvrage.

1.5 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE FELDKIRCH

Les immeubles raccordés à un système d'assainissement collectif sont ipso facto classés en zone d'assainissement collectif. Les immeubles situés dans une zone d'assainissement collectif sont tenus de se raccorder au réseau collectif dès lors qu'il existe et au plus tard dans les deux ans suivant sa mise en service. Certains immeubles peuvent être exonérés de cette obligation de raccordement par le SIVOM de la région mulhousienne au vu des contraintes techniques et financières et à condition que les immeubles non raccordés soient dotés d'une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement. En l'absence de réseau collectif, l'assainissement doit provisoirement être assuré par un système d'assainissement non collectif aux normes conçu pour être raccordé ultérieurement au réseau public. Dans ce cas, un délai dérogatoire jusqu'à 10 ans à compter du permis de construire peut être accordé pour le raccordement au réseau posé postérieurement à la construction de l'immeuble. Le plan comprenant la délimitation des zones d'assainissement collectif est joint en annexe.

1.6 - ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Depuis le 1^{er} janvier 2010 les réseaux d'assainissement font l'objet d'un entretien par prestations de service à court terme à la charge directe du SIVOM de la Région Mulhousienne. La station d'épuration des eaux usées est exploitée dans le cadre d'un contrat de prestations de services avec les stations d'épuration à SAUSHEIM, PULVERSHEIM et RUELSHEIM pour une durée de 12 ans.

1.7 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

FELDKIRCH est concernée par les projets d'assainissement collectif mis en œuvre par le SIVOM de la Région Mulhousienne. Les usagers de la commune participent aux coûts d'investissement et d'exploitation par le versement de :

La redevance d'assainissement collectif : le montant de la redevance d'assainissement tient compte d'une part fixe et d'une part variable dont le montant est voté chaque année par le comité syndical du SIVOM.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées domestiques : conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé public les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation ont été déterminées par délibération du SIVOM lors de sa séance du 26 juin 2012. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques. Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis du 1^{er} juillet 2012. La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les producteurs d'eaux usées assimilées domestiques : la participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques a été instituée par le SIVOM lors de la séance de son comité d'administration du 26 juin 2012 avec effet au 1^{er} juillet 2012. Son montant est limité au coût économisé par la non-réalisation d'un système d'assainissement non collectif. Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

La délibération fixant les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2015 est ci-jointe.

2 – NOTICE JUSTIFIANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.1 - DEFINITION

Conformément à l'article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (*absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement*).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (*fosse toutes eaux ou fosse septique*) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.

Le non-respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V du règlement d'assainissement non collectif.

Les présentes dispositions ne s'appliquent ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

2.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES PARTICULIERS

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les communes doivent obligatoirement prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, afin de protéger la salubrité publique. L'entretien des systèmes d'assainissement non collectif n'est pas pris en charge par le service d'assainissement non collectif (SPANC) du SIVOM. Le service est financé par une redevance d'assainissement non collectif payée par les usagers qui se compose comme suit :

- la redevance pour le diagnostic initial des installations existantes ;
- la redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes (un contrôle tous les 6 ans) ;
- la redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un Immeuble. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble. Dans le cas de la cession, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation ou de son mandataire ;
- la redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves, le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demandes d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations ;

- la redevance de contre-visite : Il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances mentionnées ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- le remboursement du coût des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues par le SPANC pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez-vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

La redevance est due après service fait. La délibération fixant le tarif applicable au 1^{er} janvier 2015 est ci-jointe.

Le règlement du service public de l'assainissement non collectif fixant les responsabilités et les obligations du SPANC et des usagers est également ci-joint.

La conformité des installations est appréciée selon le tableau ci-après qui synthétise les dispositions mises en œuvre par les arrêtés du 07 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations.

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
Absence d'installation	Non-respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique > Mise en demeure de réaliser une installation conforme > Travaux à réaliser dans les meilleurs délais		
<ul style="list-style-type: none"> • Défaut de sécurité sanitaire (<u>contact direct possible avec les eaux usées prétraitées</u>, prolifération d'insectes, nuisances olfactives récurrentes, ...) • Défaut de structure ou de fermeture (des ouvrages constituant l'installation) • Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'AEP d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution 	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux dans un délai d'un an si vente Supprimer le contact possible sur ou en dehors de la parcelle avec les eaux usées prétraitées et interdiction de vidanger soi-même les ouvrages.	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux dans un délai d'un an si vente	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux dans un délai d'un an si vente
Installation incomplète	Installation non conforme > si vente, travaux dans un délai d'un an : réhabilitation de la filière, se traduisant par la mise en place d'un système de prétraitement et de traitement dont la nature est à déterminer par le biais d'une étude de sol réalisée par un bureau d'études. L'installation d'un nouveau système d'assainissement non collectif est soumise à l'autorisation du SIVOM.	Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux dans un délai d'un an si vente	Installation non conforme > Risque environnemental avéré > Travaux obligatoires sous 4 ans > Travaux dans un délai d'un an si vente
Installation présentant des dysfonctionnements majeurs			
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	> Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation : -Surveillance et entretien des ouvrages, -Nettoyer et changer le matériau filtrant du préfiltre si besoin, -ajout d'une ventilation secondaire, -ajout d'un traitement.	> Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation	> Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation

2.3 - PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE FELDKIRCH

En dehors de la zone d'assainissement collectif s'applique les dispositions en matière d'assainissement non collectif. Une enquête a permis de diagnostiquer les habitations existantes relevant de l'assainissement non collectif identifiées sur le plan par les mentions 51 à 58 selon le plan de zonage d'assainissement collectif ci-joint suite aux conclusions de l'étude technico-économique (voir sous assainissement non collectif ci-joint). Les habitations non desservies par un réseau de collecte font l'objet d'une analyse prenant en compte les critères suivants :

1 - La structure de l'habitat à savoir :

- l'isolement ou le regroupement des bâtiments
- la distance au réseau existant
- la taille de la parcelle, son aménagement et son accessibilité
- la situation de chaque immeuble sur la parcelle et le dénivelé entre l'immeuble et les limites de la parcelle, et entre l'immeuble et les voies d'accès
- les projets de développement de l'habitat

La structure de l'habitat définit la localisation du traitement, à la parcelle privée ou sur le domaine public dans le cas de système de traitement autonome regroupé.

2 - Les contraintes du milieu naturel à savoir :

- la nature et la perméabilité
- la profondeur de la nappe
- la géologie
- la pente du terrain
- l'existence de contraintes spécifiques (périmètre de protection de captage d'eau potable, zone naturelle à protéger)
- la disponibilité foncière

Les contraintes du milieu imposent des techniques de traitement.

3 - les possibilités de raccordement à un réseau collectif

La plus ou moins grande proximité des réseaux existants et les contraintes technico-économiques de raccordement orientent le choix vers l'assainissement collectif ou non.

12 habitations sont à ce jour en zone d'assainissement non collectif. Le tableau ci-après les situe et précise les filières préconisées à mettre en place (à confirmer selon études à la parcelle). La zone d'assainissement non collectif inclut également implicitement toutes les autres parties du territoire communal non zonées en collectif ou non clairement identifiées dans les secteurs du tableau précédent. Toute construction autorisée dans le cadre du règlement du POS et produisant des eaux usées devra être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme. Cependant, si un réseau collectif dessert au droit de propriété et sous réserve que la construction ne soit pas considérée comme difficilement raccordable, le raccordement est obligatoire.

Zones	Repère	Fillères à mettre en place	Justifications
Cité Alex	S1	Lits filtrants drainés verticaux	Assainissement non collectif financièrement plus intéressant
Rue de Mulhouse	S2	Lit filtrant drainé vertical	Habitations éloignées du réseau et ANC plus intéressant
Rue de Raedershelm	S3	Lit filtrant drainé vertical	Habitation éloignée du réseau
Rue de Raedersheim	S4	Lits filtrants drainés verticaux	Habitations éloignées du réseau
Rue de Raedershelm	S5	Lit filtrant drainé vertical	Assainissement non collectif financièrement plus intéressant
Etang St Pierre	S6	Lits filtrants drainés verticaux	Assainissement non collectif financièrement plus intéressant
Rue des Bols	S7	Lit filtrant drainé vertical	Habitation éloignée du réseau

Les installations doivent être complètes et en bon état de fonctionnement.

2.4 - ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

FELDKIRCH adhère au Service Public de l'Assainissement Non Collectif du SIVOM (SPANC). Il s'agit d'un service à caractère industriel et commercial organisé en régie dont les usagers sont soumis à une redevance d'assainissement. Celle-ci est un montant forfaitaire dû après service rendu. Cette redevance finance en totalité le service. Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

2.5 - INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le montant de la redevance d'assainissement non collectif s'élève au 1^{er} janvier 2015 à 97,27 € par contrôle. La mise aux normes des installations d'assainissement non collectif est à la charge exclusive du propriétaire. Un prix indicatif par filière pour un équipement standard est indiqué ci-après :

- tranchées d'épandage à faible profondeur : entre 5 000 et 8 000 €HT,
- lit filtrant à flux vertical : entre 6 000 et 9 000 €HT,
- terre d'infiltration : entre 13 000 et 15 000 €HT,
- filière compacte (zéolite) : entre 9 000 et 11 000 €HT,
- micro station : entre 6 000 et 10 000 €HT.

3 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

3.1 - DEFINITION

Le zonage pluvial consiste :

- à délimiter des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ; que l'on appellera ZONAGE RUISSELLEMENT
- à délimiter des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ; que l'on appellera ZONAGE POLLUTION.

3.2 - DROITS ET DEVOIRS DE LA COLLECTIVITE ET DES USAGERS

Les eaux pluviales appartiennent en pleine propriété au propriétaire du terrain qui les reçoit (*article 641 du Code Civil*). Il n'y a donc pas d'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif dans les secteurs qui en sont équipés (*réseau unitaire collectant à la fois les eaux usées et pluviales, ou réseau séparatif pluvial collectant les seules eaux pluviales, selon les cas*). Les terrains sont assujettis à recevoir les eaux qui s'écoulent naturellement. Cependant, le propriétaire du terrain supérieur ne peut rien faire qui aggrave celle servitude (*article 640 du Code Civil*). La commune, ou le cas échéant la collectivité à laquelle elle adhère pour la compétence en matière de gestion des eaux pluviales, a la possibilité de réglementer les rejets sur la voie publique dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de lutte contre les accidents, les inondations et les pollutions (*article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales*). Elle peut éventuellement interdire ou limiter les rejets sur la voie publique. S'il existe un réseau pluvial ou unitaire, les conditions de son utilisation peuvent être fixées par un arrêté municipal ou figurer dans le règlement du service d'assainissement.

3.3 - PRESENTATION DU PROJET D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Les réseaux d'assainissement par temps de pluie sont souvent à l'origine de 2 types majeurs de dysfonctionnement :

- pour des pluies d'occurrence fréquente, rejet d'eaux usées de temps de pluie du fait de l'insuffisance des ouvrages à transiter la totalité des flux vers les ouvrages de traitement (*l'occurrence critique a été retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement*) ;
- pour des pluies d'occurrence plus rare (*10/20/30/50 ans*), débordements et inondations du fait de l'insuffisance hydraulique des ouvrages, avec remontée de l'eau chez les riverains par les branchements sur les réseaux en charge et/ou inondation des voies lorsque que la ligne d'eau atteint le terrain naturel (*l'occurrence de pluie décennale a été retenue pour analyser ce type de dysfonctionnement*).

Le niveau de protection pour la lutte contre les inondations retenu par le SIVOM de la Région Mulhousienne est la pluie de projet décennale définie d'après les coefficients de Montana à la station météorologique de Mulhouse-Hirtzbach [$i_{10ans}(t)$ en $mm/min=16.284(mm/min) t(min)^{0.682}$]. De forme "double triangle", elle génère une pluviométrie totale de 30.1 mm en 4 heures, et présente une période intense générant 23.9 mm en 30 minutes.

Par conséquent, le SIVOM a prévu des travaux pour remédier aux risques de débordement jusqu'à cette occurrence. Par contre, les mises en charge des réseaux pour cette occurrence qui n'occasionnent pas de risque d'inondation ne font pas l'objet d'intervention particulière.

FELDKIRCH est très majoritairement assainie en unitaire, sauf les allées des Cigognes et des Alouettes, les rues de Hérons, des Piverts, des Mésanges, des Merles, des Roitelets et des Fauvettes en séparatif. Les milieux récepteurs des eaux pluviales et surversées unitaires sont le Feldgraben et le Muehlbach.

Les réseaux unitaires sont pourvus de déversoirs d'orage permettant, en cas de pluie, la conservation vers un dispositif de traitement (*station d'épuration*) ou des bassins de tamponnement de la partie en général la plus chargée en flux polluants, et la surverse vers le milieu naturel des flux excédentaires. Dans le programme de travaux proposé à l'issue du diagnostic réalisé sur le système d'assainissement, les ouvrages de traitement ou de stockage sont dimensionnés de telle sorte que les déversoirs d'orage ne fonctionnent pas jusqu'à hauteur d'une pluie dite "critique" générant 15 l/s/ha (5.4 mm/h).

Les eaux collectées par les réseaux d'eaux pluviales sont quant à elles rejetées directement dans un milieu naturel (*ou localement dans des puits perdus ou des bassins d'infiltration*).

Selon les conclusions du diagnostic réalisé sur le système d'assainissement de FELDKIRCH, les réseaux actuels :

- occasionnent une importante surverse d'eaux usées lors d'évènement pluvieux au niveau du déversoir d'orage de la station d'épuration. Le SIVOM a prévu d'y remédier par la création d'un bassin d'orage (*d'un volume évalué à 1 625 m³*).
- présentent des mises en charge généralisées pour une pluie décennale, mais seulement avec quelques risques de débordement localisés.

Le comité syndical sera amené à décider de la suite à donner à ce diagnostic. Dès à présent celui-ci permet de mettre en œuvre le zonage ruissellement.

3.4 - ZONAGE RUISSELLEMENT

3.4.1 – Principes généraux

Le règlement d'assainissement collectif précise les dispositions en matière d'eaux pluviales :

« Le document d'urbanisme de la commune et particulièrement son plan de zonage d'assainissement fixe les dispositions à mettre en œuvre en matière de gestion des eaux pluviales.

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tout porteur public ou privé d'un projet d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public. »

Ces dispositions s'appliquent aux zones urbaines ou à urbaniser. Dans le cas où ces dispositions ne peuvent être réalisées, le demandeur est autorisé à rejeter ses eaux pluviales selon les trois (3) niveaux de contraintes ci-après :

- 1 – en zone de non-aggravation du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite du rejet actuel ;
- 2 – en zone de contrôle du ruissellement : le rejet dans un réseau existant est autorisé dans la limite de la capacité de collecte, de transport, de traitement des ouvrages du SIVOM ;
- 3 – en zone de compensation du ruissellement : le réseau existant n'est pas en capacité d'accueillir de nouveaux rejets. Le demandeur doit envisager une gestion à la parcelle de ses eaux pluviales. En cas d'insuffisance d'une gestion à la parcelle le demandeur peut être autorisé à rejeter dans le réseau. Cette autorisation est conditionnée par des travaux pouvant porter sur la collecte, le transport, l'épuration.

En parallèle au zonage, certaines opérations d'aménagement, selon leur importance, sont soumises à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement et notamment de la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du même code :

- rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration) ou supérieure ou égale à 20 ha (autorisation).

C'est dans le cadre du dossier réglementaire d'incidence à établir que les aménagements spécifiques à prévoir devront être établis. Pour les opérations plus modestes n'entrant pas dans le cadre de ces procédures, c'est à l'aménageur qu'il revient de prendre les mesures nécessaires permettant de satisfaire le règlement du PLU et le présent zonage.

Dans les secteurs ruraux, trois niveaux de contraintes sont également définis :

1 – zone sans prescription particulière : il s'agit des secteurs où le ruissellement et l'évacuation des eaux pluviales ne présentent pas de problème particulier, compte tenu de la nature du sol, de la topographie ou de la présence d'un milieu récepteur à proximité ;

2 – zone de non-aggravation du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont d'ouvrages hydrauliques, existants ou projetés (*bassins de rétention, collecteurs*), dont le dimensionnement est suffisant pour permettre la gestion des eaux pluviales sans débordement ni problème d'évacuation, sous réserve de ne pas accroître les flux ;

3 – zone de réduction du ruissellement : il s'agit des secteurs situés en amont de zones urbaines équipées de collecteurs déjà saturés, où toute disposition visant à réduire le ruissellement contribue à l'amélioration de la situation et à la réduction des risques.

3.4.2 – Zones d'urbanisation existante

Les zones agglomérées sont souvent les plus sensibles au ruissellement et aux inondations. En effet, la concentration des eaux de ruissellement par la pose de collecteurs, l'extension de l'urbanisation et l'accroissement de l'imperméabilisation au fil du temps conduisent les réseaux pluviaux et unitaires, souvent anciens, à la limite de leur capacité, voire les rendent insuffisants. Il s'agit de zones où le ruissellement ne doit pas être aggravé.

Généralement, pour les constructions et infrastructures existantes, les aménagements possibles pour limiter les débits et le ruissellement et ne pas aggraver les inondations sont :

- la réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons)
- la déconnexion de bassins versants des zones de collecte (*mise en séparatif, séparation de réseaux d'eaux pluviales et unitaires...*)
 - la modification de la répartition des flux d'amont en aval et la dispersion des rejets (*recherche de nouveaux exutoires...*)
- la suppression d'insuffisances locales par remplacement/renforcement d'ouvrages incriminés
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements (*aménagement des sous-sols, réfection de voirie, secteurs de requalification...*), toute possibilité de techniques alternatives, faisant appel soit à l'infiltration, soit au stockage et à l'épandage superficiel :
 - . Assainissement à la parcelle : puisards, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
 - . Assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
 - . Assainissement par opération : bassins de retenue, chaussées réservoirs
- l'installation de clapets anti-retour pour éviter les remontées dans les branchements.

Pour FELDKIRCH, les mises en charge des réseaux et les postes de relevage présents au niveau du bassin d'orage de la Cité Alex et en entrée de la station d'épuration de FELDKIRCH constituent des éléments limitant à l'admission de nouveaux apports pluviaux dans les réseaux. En effet, de nouveaux apports pluviaux dans les réseaux existants peuvent provoquer de nouveaux déversements d'eaux usées au droit des déversoirs d'orage pour la

pluie critique, et une aggravation des mises en charge avec nouveaux risques de débordement pour la pluie décennale.

Par conséquent, les nouveaux aménagements ou requalifications dans les zones urbanisées devront privilégier l'assainissement séparatif (*collecte séparée des eaux usées et pluviales*), et, chaque fois que possible, le rejet des eaux pluviales dans un milieu superficiel proche après tamponnement ou en infiltration après tamponnement éventuel en fonction des capacités d'absorption du sol.

En l'absence de milieu récepteur ou en cas d'impossibilité d'infiltration, les eaux pluviales pourront être rejetées dans les réseaux unitaires ou pluviaux existants, à débit limité de 2 litres/seconde/hectare aménagé à hauteur de la pluie décennale. Il pourra le cas échéant être dérogé à cette valeur en fonction des caractéristiques du projet et des capacités résiduelles des réseaux, moyennant une justification de la part de l'aménageur et l'approbation du gestionnaire des réseaux.

3.4.3 – Zones urbanisables

A FELDKIRCH, les zones urbanisables sont situées en périphérie immédiate des zones urbanisées équipées de réseaux. Pour les mêmes raisons que dans les zones urbanisées (*mises en charge, éléments limitants*), afin d'éviter de nouveaux rejets d'eaux usées vers le milieu naturel pour la pluie critique et des mises en charge des réseaux avec nouveaux risques de débordement pour la pluie décennale, l'assainissement séparatif sera privilégié (*collecte séparée des eaux usées et pluviales, avec, pour les activités, rejet après prétraitement éventuel et selon convention de rejet à définir au cas par cas*).

A FELDKIRCH, les réseaux existants présentant encore dans certains secteurs des mises en charge pour une pluie décennale (*compte tenu des aménagements envisagés pour une protection jusqu'à une pluie décennale en situation d'urbanisation actuelle*), **les zones urbanisables sont rangées :**

En zone où le ruissellement doit être contrôlé

Le raccordement sur les réseaux existants est possible, dans la limite de 2 l/s/ha aménagé à hauteur de la pluie décennale. Un rejet moins contraignant pourra être toléré, moyennant l'évaluation par l'aménageur des impacts de ce rejet sur le fonctionnement des réseaux existants. Toutefois, en fonction de la proximité des zones urbanisables à des milieux naturels superficiels ou de la capacité d'infiltration du sol, la recherche d'exutoires locaux devra être privilégiée, avec les mêmes règles de limitation des débits pour un rejet en milieu superficiel.

En zone où le ruissellement doit être compensé.

La recherche d'un exutoire local en infiltration ou milieu superficiel est obligatoire, avec limitation du rejet à 2 l/s/ha aménagé en cas de rejet en milieu superficiel ou à la capacité d'infiltration du sol, à hauteur de la pluie décennale. En cas d'impossibilité majeure (pas d'exutoire local, infiltration impossible...), le rejet dans les réseaux existants sera toléré dans la limite de 2 l/s/ha à hauteur de la pluie décennale, moyennant l'évaluation et le cas échéant la compensation par l'aménageur des impacts négatifs sur le fonctionnement des réseaux existants.

3.5 – ZONAGE POLLUTION

Le zonage relatif à la pollution des eaux pluviales a été établi d'après les résultats de la modélisation hydraulique menée sur les réseaux, ayant permis de localiser et quantifier les

principaux rejets par temps de pluie et de proposer un programme d'intervention permettant leur reprise jusqu'à hauteur de la pluie critique. En situation actuelle et à l'issue du programme de travaux établi par suite au diagnostic du système d'assainissement, les réseaux de FELDKIRCH ne présentent pas, jusqu'à hauteur de la pluie critique, de zone sensible quant aux rejets polluants vers le milieu naturel, en mode de fonctionnement normal.

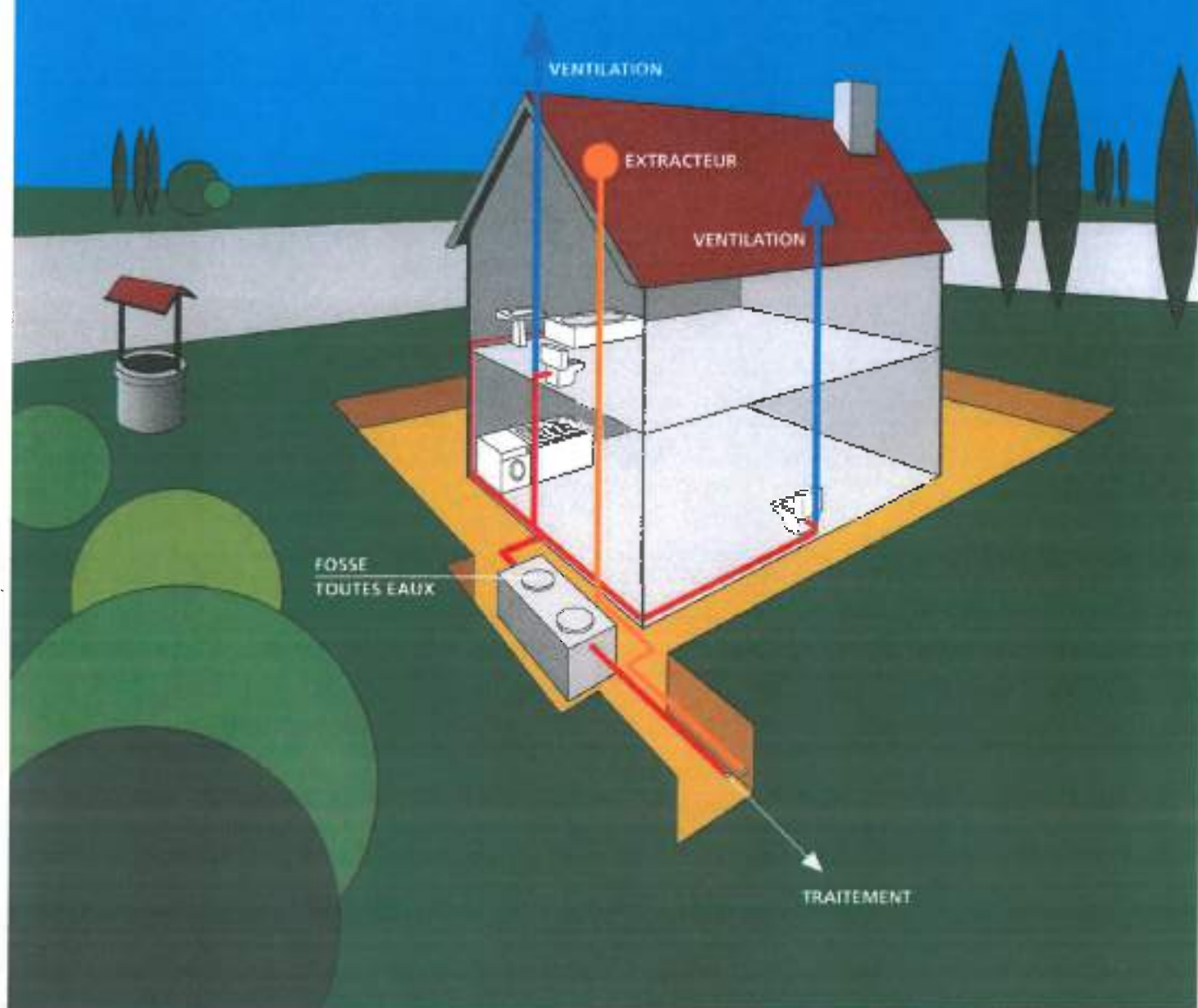
Cependant, en cas d'incident sur le poste de pompage situé en aval en entrée de station, le DO15 chemin de la station peut constituer un ouvrage sensible aux déversements. L'exutoire de sa sur verse dans le milieu naturel est rangé en zone sensible quant aux rejets polluants.

ANNEXES

1. Les filières de traitement de l'assainissement non collectif
2. Règlement du service public de l'assainissement non collectif du SIVOM de la région mulhousienne
3. Règlement du service public de l'assainissement collectif du SIVOM de la région mulhousienne
4. Coûts des solutions proposées par secteurs non desservis
5. Plans de zonage assainissement collectif et non collectif
6. Plan de zonage pluvial et de pollution
7. Tarifs assainissement 2015

**LES FILIERES DE TRAITEMENT DE
L'ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF**
(Liste non exhaustive)

FOSSÉ TOUTES EAUX



Une fosse toutes eaux est un appareil destiné à la collecte, à la liquéfaction partielle des matières polluantes contenues dans les eaux usées et à la rétention des matières solides et des déchets flottants.

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques.

La fosse toutes eaux doit débarrasser les effluents bruts de leurs matières solides afin de protéger l'épandage contre un risque de colmatage.

Elle doit également liquéfier ces matières retenues par décantation et flottation.

La hauteur d'eau ne doit pas être inférieure à 1 m.

La fosse toutes eaux génère des gaz qui doivent être évacués par une ventilation efficace.

L'évacuation de ces gaz est assurée par un extracteur placé au-dessus des locaux habités.

Le diamètre de la canalisation d'extraction sera d'au moins 10 cm.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

A défaut de justifications fournies par le constructeur de la fosse toutes eaux, la vidange des boues et des matières flottantes doit être assurée au moins tous les 4 ans.

DIMENSIONNEMENT :

Le volume minimum de la fosse toutes eaux sera de 3 000 l pour les logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales.

Il sera augmenté de 1 000 l par pièce supplémentaire.

FOSSÉ TOUTES EAUX

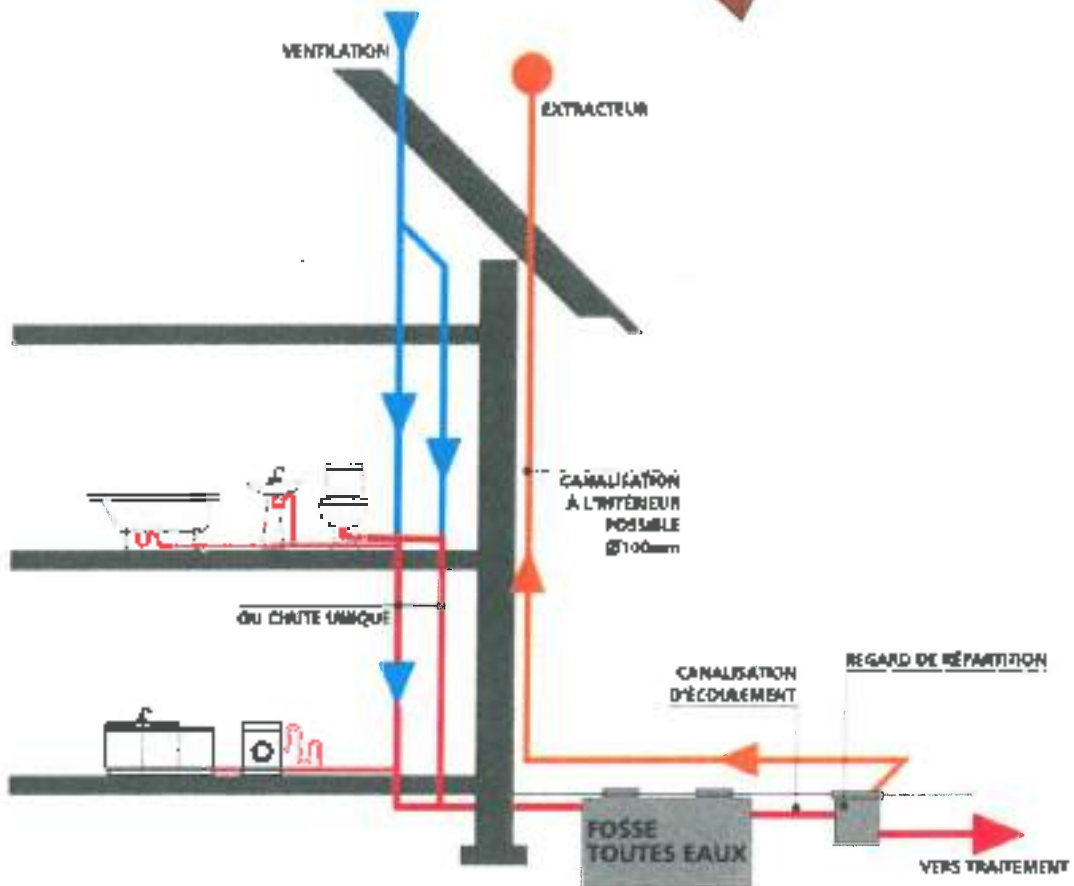
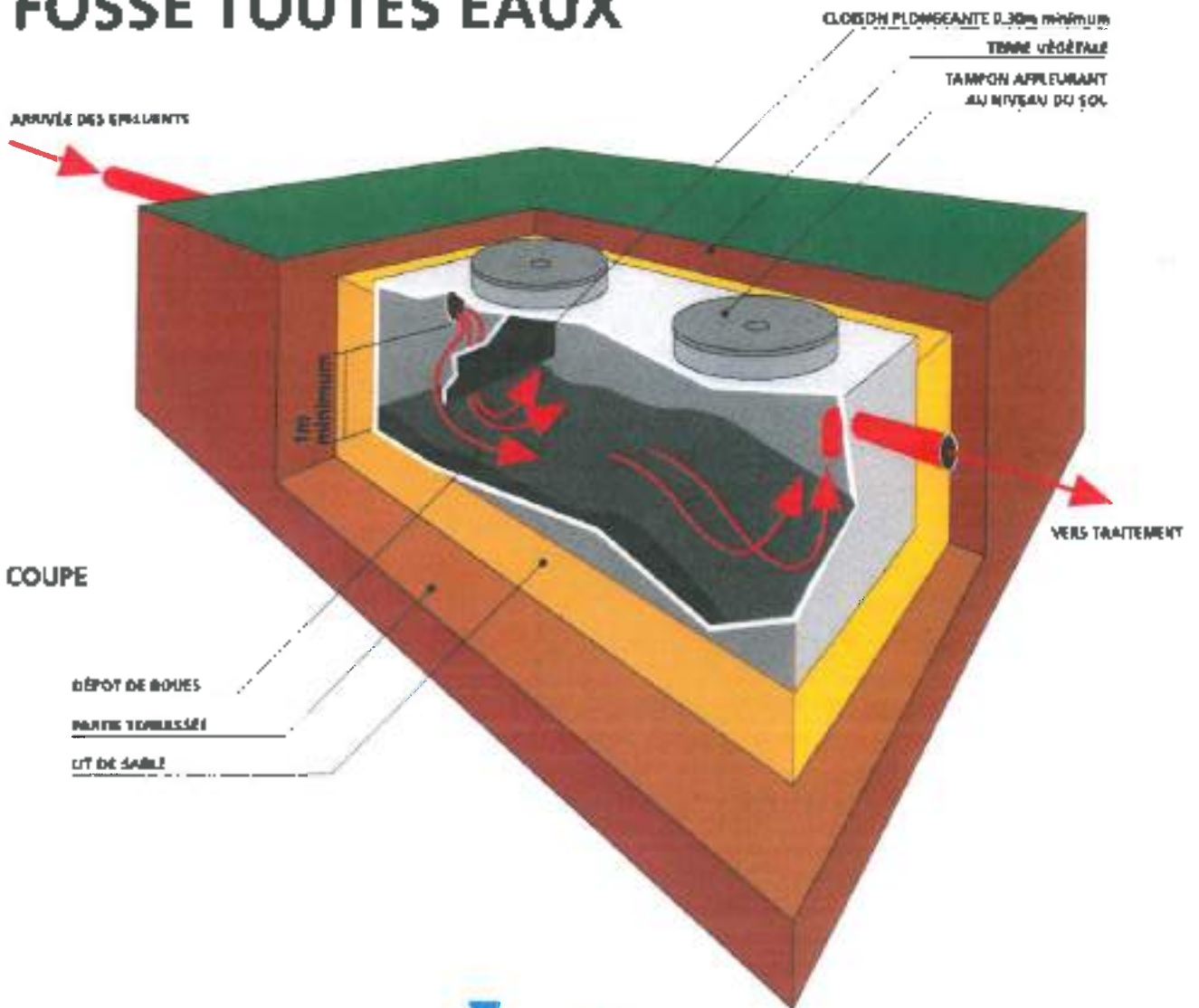
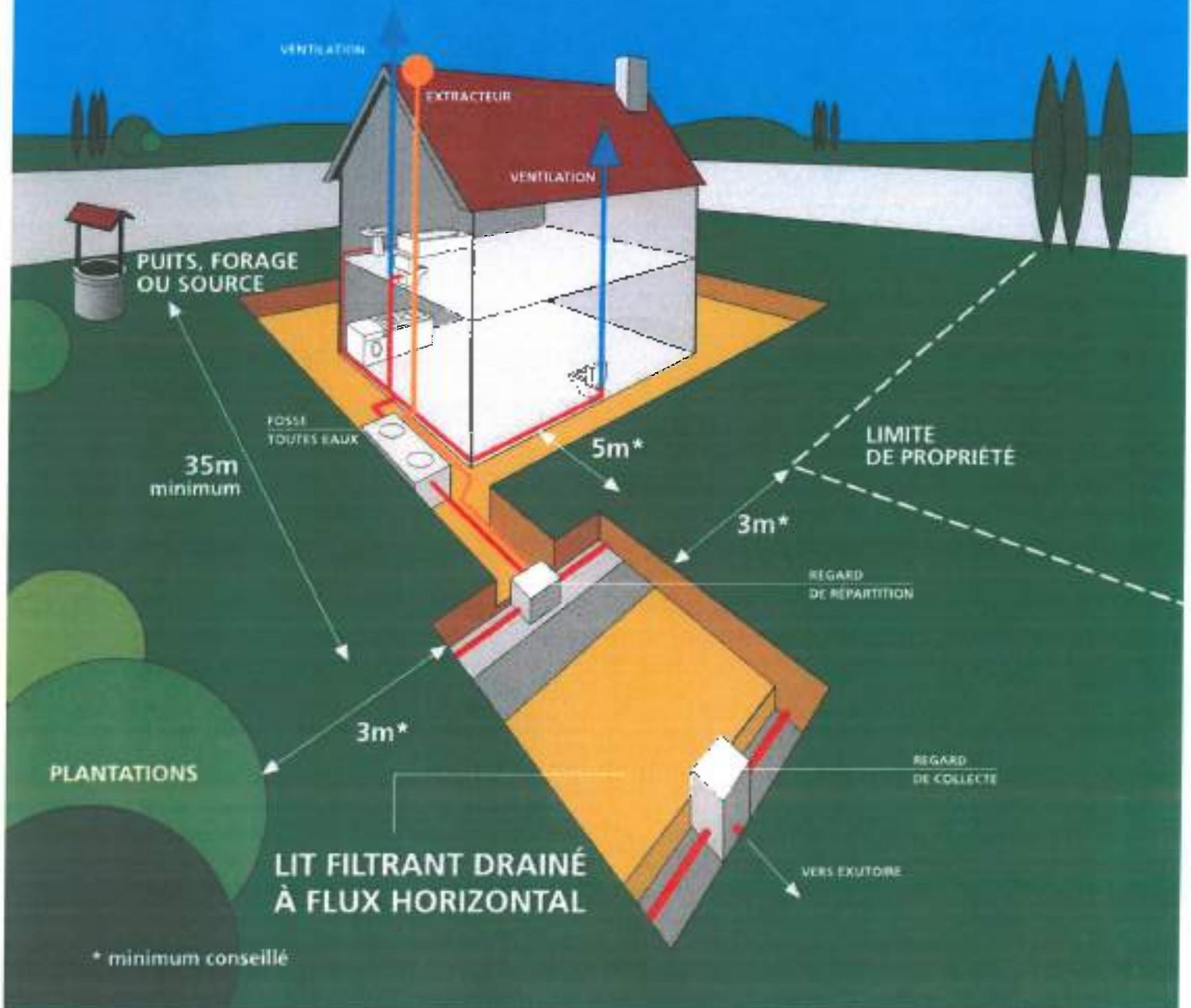


SCHÉMA DE PRINCIPE DE VENTILATION

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX HORIZONTAL



Ce dispositif ne doit être mis en place que dans des cas exceptionnels : sol inapte à l'épandage naturel et impossibilité d'installer un lit filtrant drainé à flux vertical.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux horizontal est établi dans une fouille à fond horizontal, creusée d'au moins 0,50 m sous le niveau d'arrivée des effluents.

La répartition des effluents sur toute la largeur de la fouille est assurée, en tête par une canalisation enrobée de graviers dont le fil d'eau est situé à au moins 0,35 m du fond de la fouille. Le dispositif comporte successivement dans le sens d'écoulement des effluents des bandes de matériaux disposées perpendiculairement à ce sens

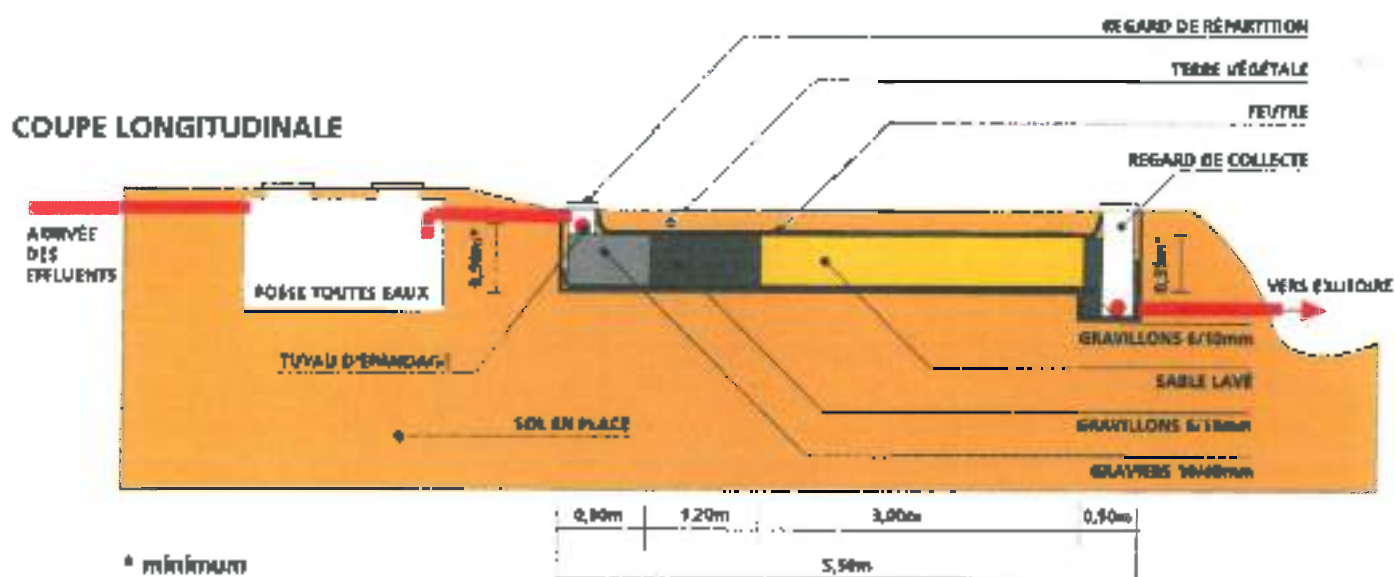
sur une hauteur de 0,35 m au moins et sur une longueur de 5,50 m :

- une bande de 1,20 m de gravillons fins,
- une bande de 3 m de sable propre,
- une bande de 0,50 m de gravillons fins à la base desquels est noyée une canalisation de reprise des effluents.
- l'ensemble est recouvert d'un feutre impu-tréscible perméable à l'eau et à l'air recouvert d'une couche de terre végétale.

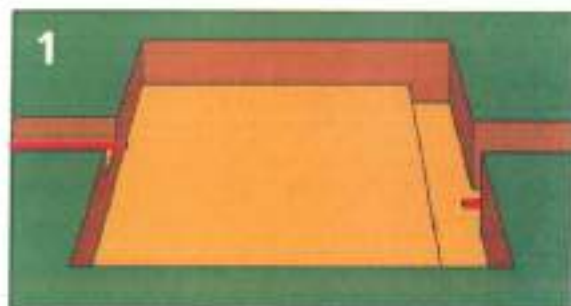
DIMENSIONNEMENT :

La largeur du front de répartition est de 6 m jusqu'à 4 pièces principales et de 8 m pour 5 pièces. Il est ajouté 1 m par pièce principale supplémentaire.

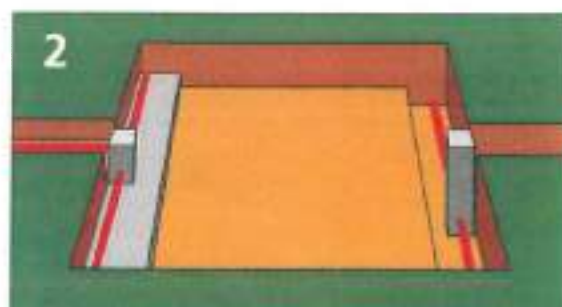
LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX HORIZONTAL



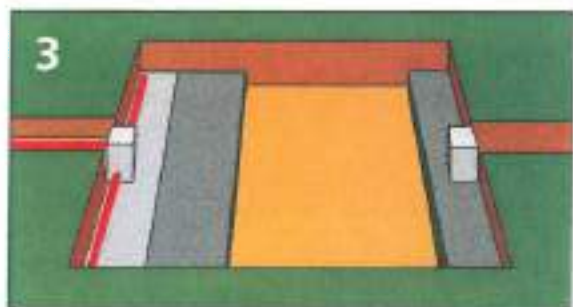
FICHE TECHNIQUE



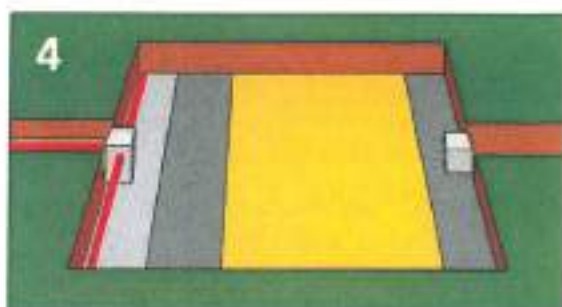
- Réaliser une excavation à fond plat de 0,35m au moins sous le niveau de la canalisation d'amenée. Elle doit être au-dessus de la nappe et ne doit pas collecter les eaux de ruissellement et de drainage naturel. Creuser une rigole de 0,50m de large en fin de lit filtrant.



- Placer le gravier (10/40mm) sur une hauteur de 0,35m, puis poser le regard et la canalisation de distribution.
- Placer le regard de sortie et la canalisation de reprise de l'effluent traité sur le fond du lit filtrant.

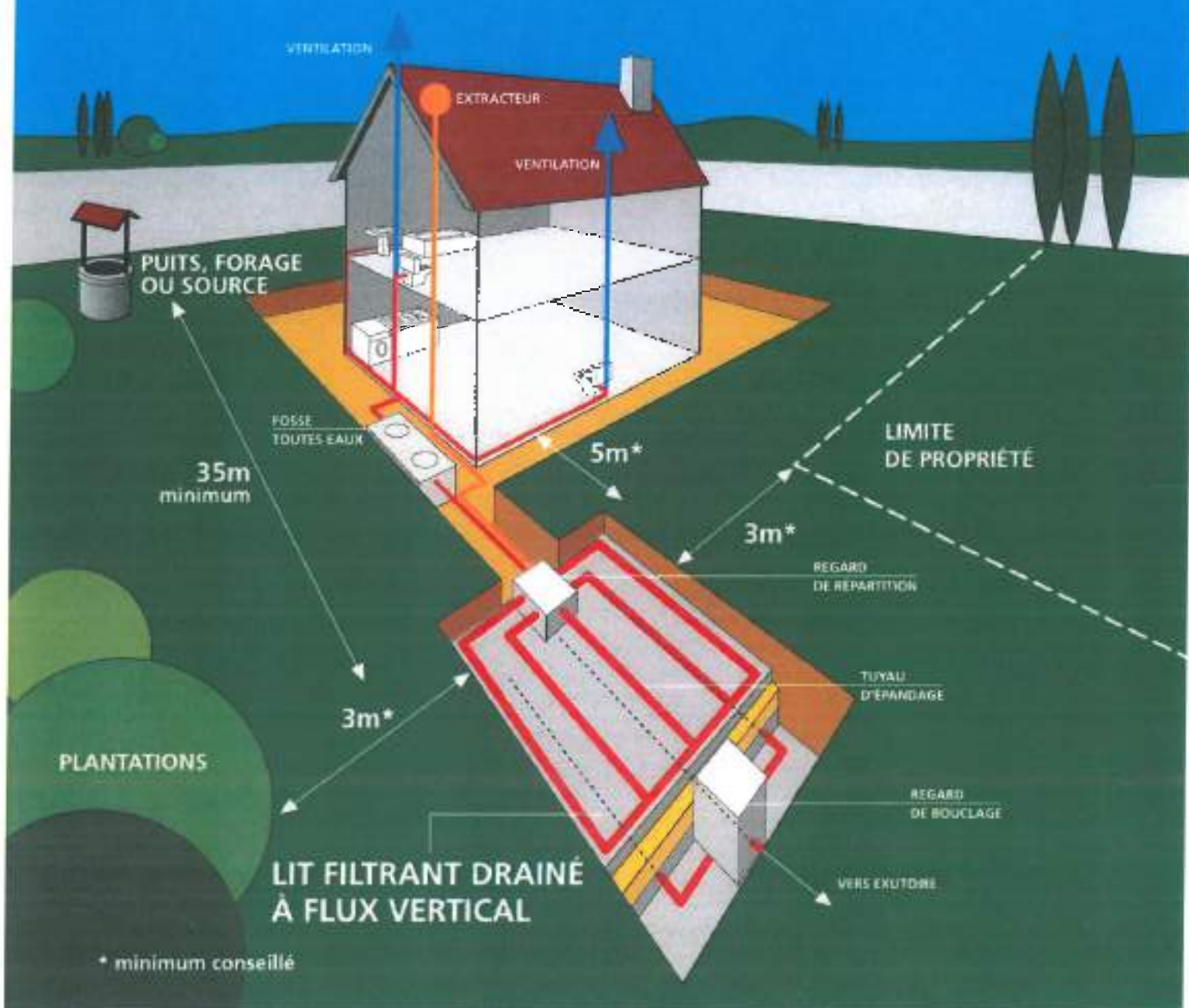


- Mettre en place le gravillon (6/10mm) pour obtenir au total avec le gravier une longueur de 2m.
- Mettre en place le gravillon avarié.
- Placer le sable (taille 0,25 à 0,60mm) dans les 3m situés entre le gravillon amont et aval en veillant à ce qu'il n'y ait pas de gravillon sous le sable.



- Il ne reste plus qu'à recouvrir l'ensemble d'une feuille de protection imputrescible (feutre de jardin) perméable, puis d'une couche de terre non argileuse (la terre des fouilles ne doit pas être utilisée en recouvrement).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL



Ce dispositif est à prévoir lorsque le sol est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant drainé à flux vertical se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1,00 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

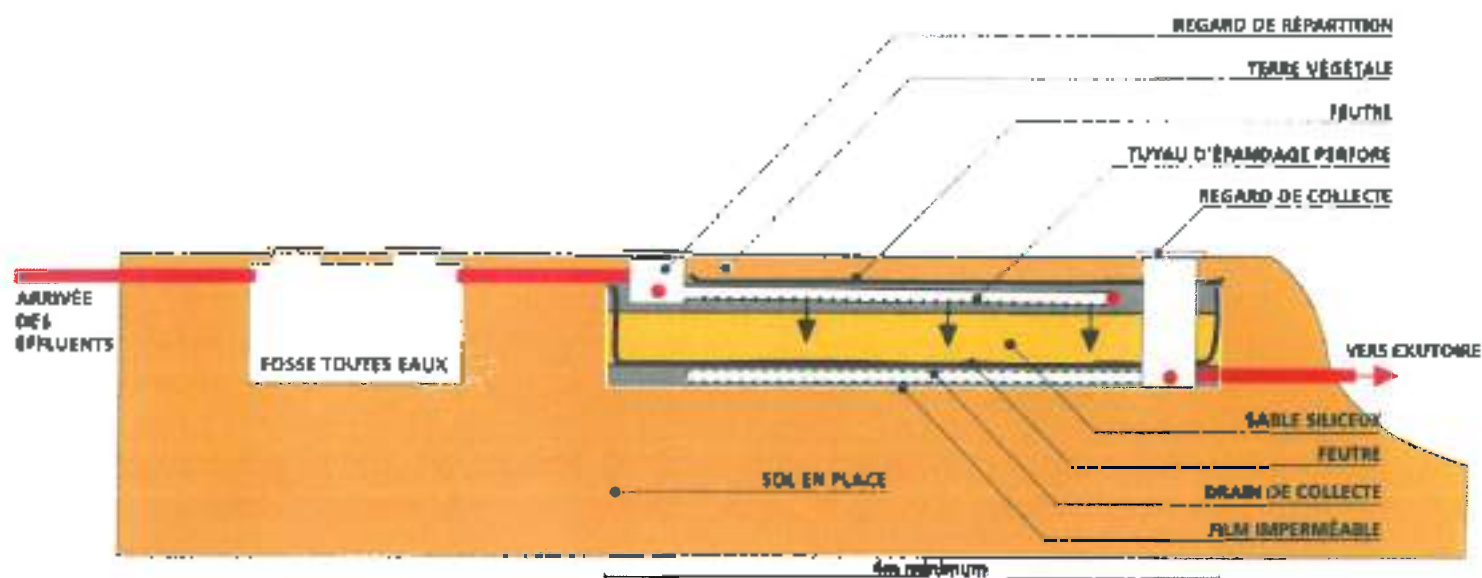
- un film imperméable,
- une couche de graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,

- un feutre impuantescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit filtrant,
- un feutre impuantescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de terre végétale.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant drainé à flux vertical doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT DRAINÉ À FLUX VERTICAL

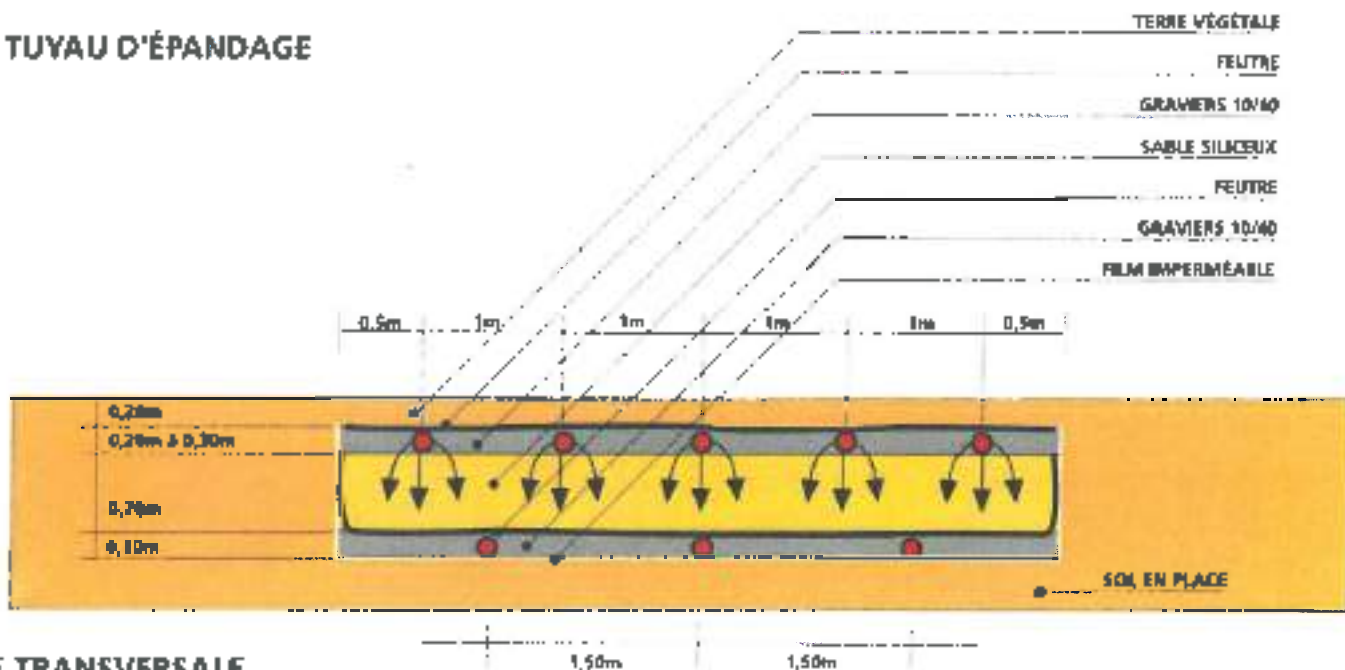


COUPE LONGITUDINALE



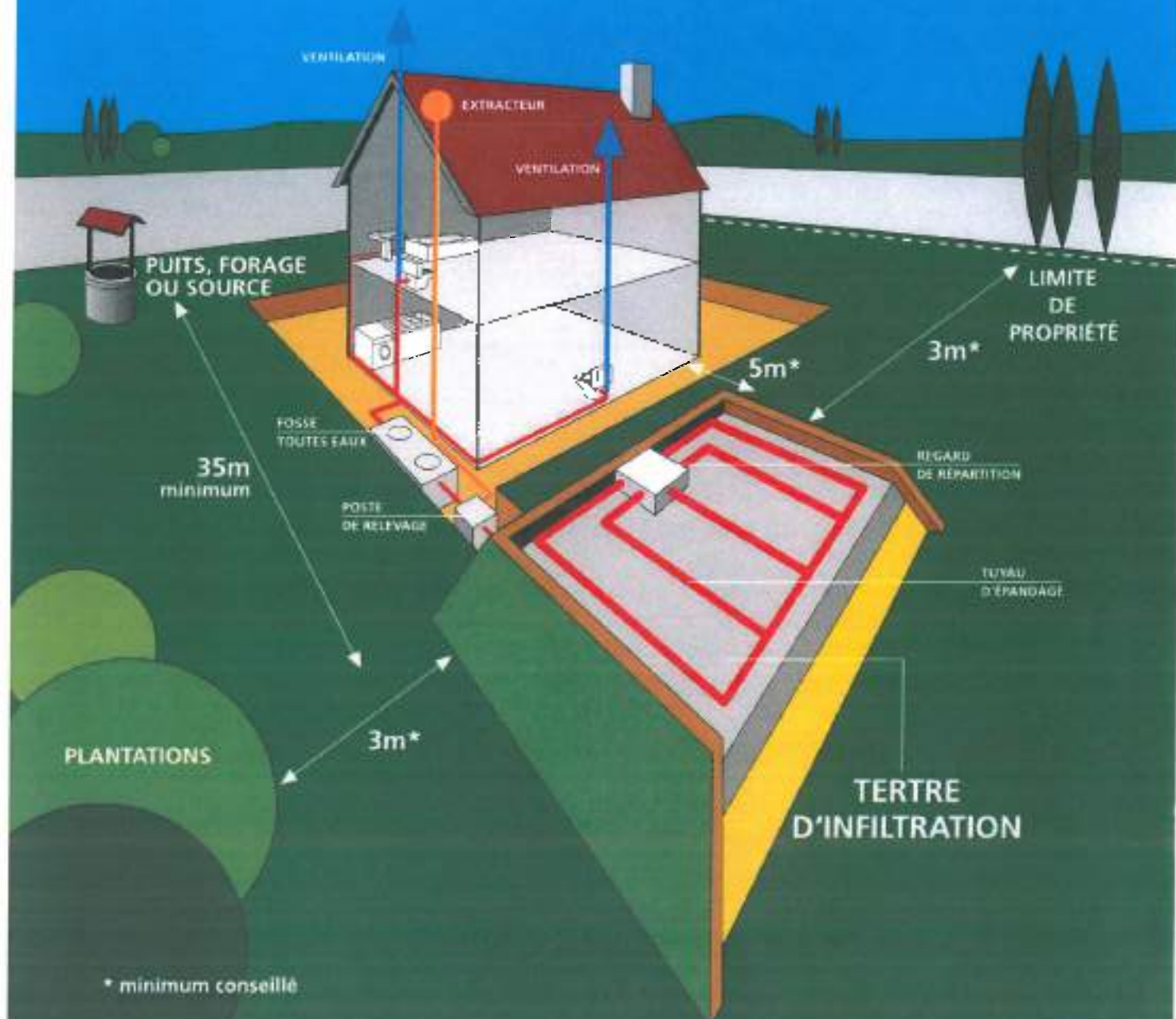
CANALISATIONS RIGIDES Ø 100mm
 AVEC OUVERTURES Ø 10mm OU FENTES DE 5mm MINIMUM
 ESPACÉES TOUS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE

TERTRE D'INFILTRATION



* minimum conseillé

Ce dispositif exceptionnel est à prévoir lorsque le sol est incapable d'un épandage naturel, qu'il n'existe pas d'exutoire pouvant recevoir l'effluent traité et/ou que la présence d'une nappe phréatique proche a été constatée.

Le tertre d'infiltration reçoit les effluents issus de la fosse toutes eaux.

Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol en place comme moyen dispersant.

Il peut être en partie enterré ou totalement hors sol et nécessite, le cas échéant, un poste de relevage.

Dans les cas de topographie favorable ou de construction à rez de chaussée surélevé, permettant l'écoulement gravitaire des effluents, la mise en place du poste de relevage pourra être évitée.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

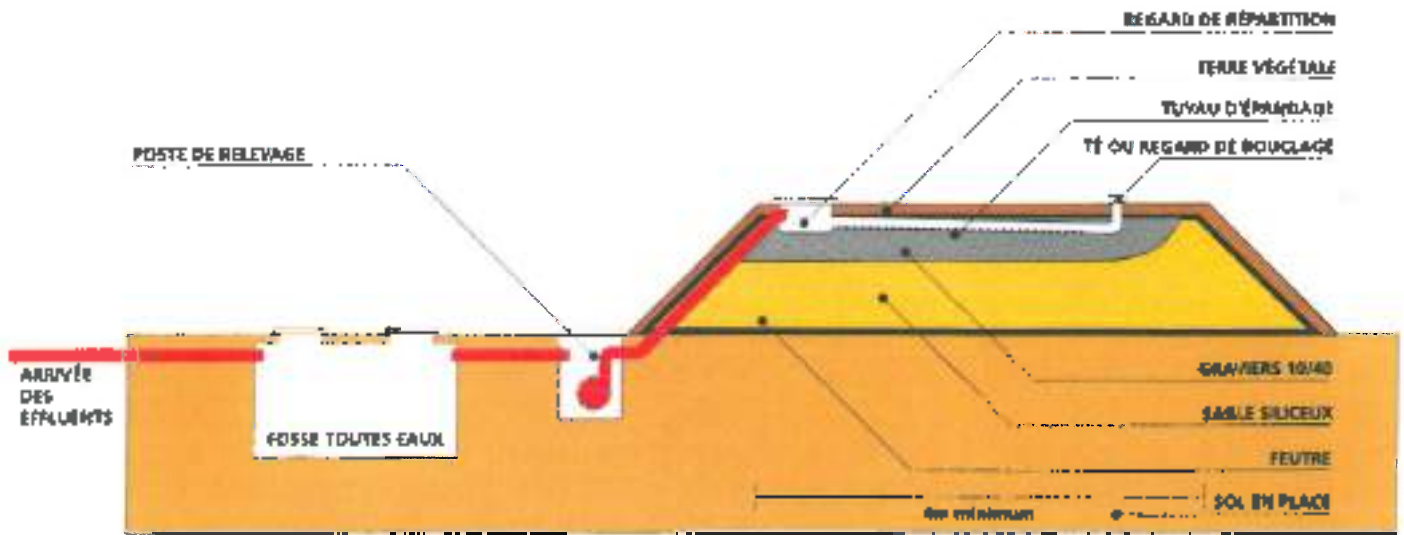
Le tertre d'infiltration se réalise sous la forme d'un massif sableux sous le niveau de la canalisation d'amenée. Le tertre est constitué de bas en haut :

- d'une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur,
- d'une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le tertre,
- d'un feutre impurescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- d'une couche de terre végétale,
- d'un feutre impurescible perméable à l'eau et à l'air.

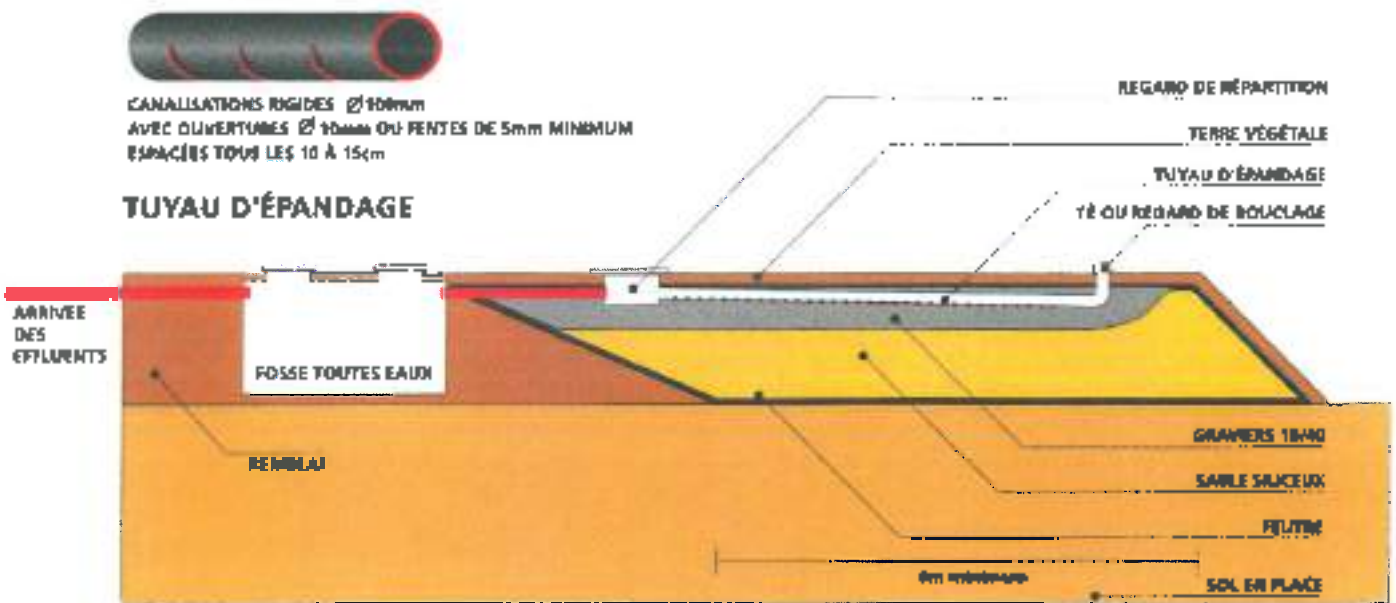
DIMENSIONNEMENT :

La surface du tertre d'infiltration doit être au moins égale, à son sommet, à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

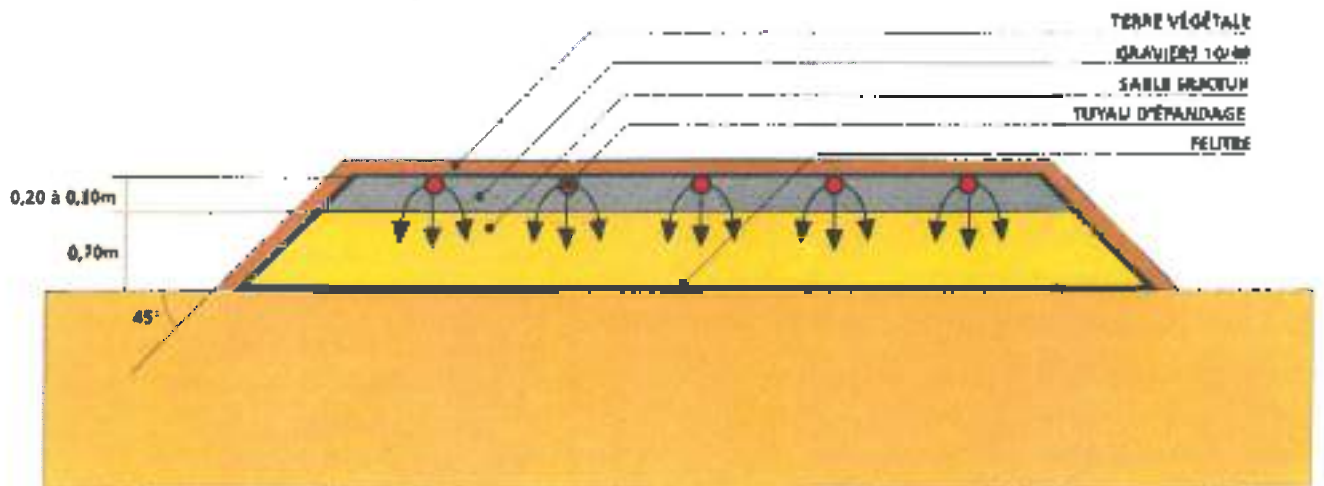
TERTRE D'INFILTRATION



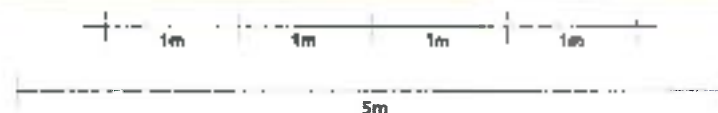
COUPE LONGITUDINALE : VERSION AVEC POSTE DE RELEVAGE



COUPE LONGITUDINALE : VERSION SANS POSTE DE RELEVAGE

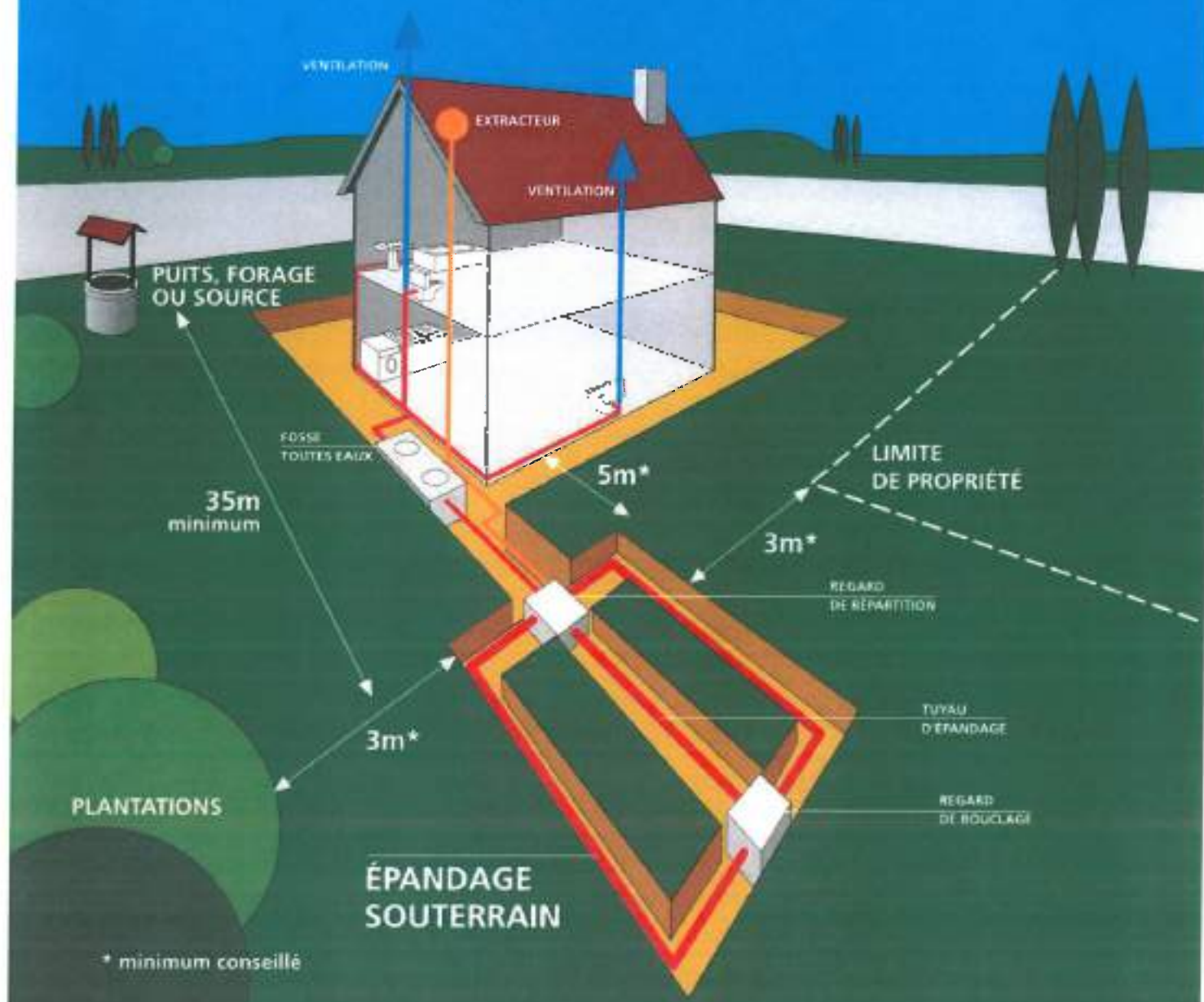


COUPE TRANSVERSALE



ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL



Les tranchées d'épandage reçoivent les effluents de la fosse toutes eaux. Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

L'épandage souterrain doit être réalisé par l'intermédiaire de tuyaux placés horizontalement dans un ensemble de tranchées.

Il doit être placé aussi près de la surface du sol que le permet sa protection.

- Les tuyaux d'épandage doivent avoir un diamètre au moins égal à 100 mm. Ils doivent être constitués d'éléments rigides en matériaux résistants munis d'artifices dont la plus petite dimension doit être au moins égale à 5 mm.
- La longueur d'une ligne de tuyaux d'épandage ne doit pas excéder 30 m.

- La largeur des tranchées d'épandage dans lesquelles sont établis les tuyaux est de 0,50 m minimum.
- Le fond des tranchées est garni d'une couche de graviers lavés.
- La distance d'axe en axe des tranchées doit être au moins égale à 1,50 m.
- Un feutre imputrescible doit être disposé au-dessus de la couche de graviers.
- Une couche de terre végétale.

L'épandage souterrain doit être maillé chaque fois que la topographie le permet.

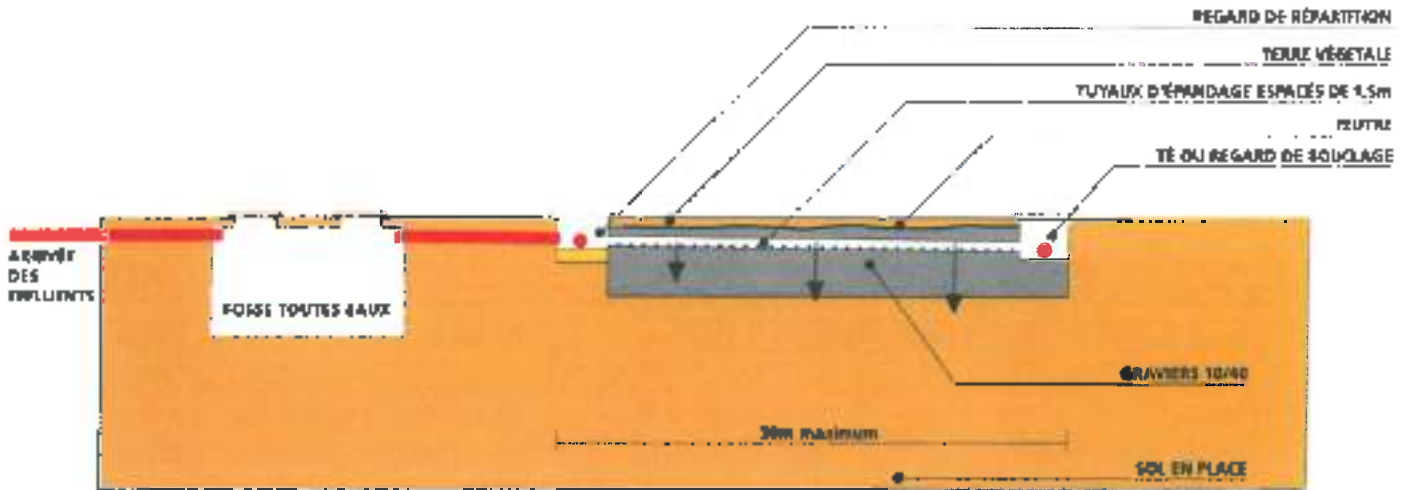
Il doit être alimenté par un dispositif assurant une égale répartition des effluents dans le réseau de distribution.

DIMENSIONNEMENT :

La surface d'épandage (fond des tranchées) est fonction de la taille de l'habitation et de la perméabilité du sol. Elle est définie par l'étude pédologique à la parcelle.

ÉPANDAGE SOUTERRAIN

ÉPANDAGE EN SOL NATUREL

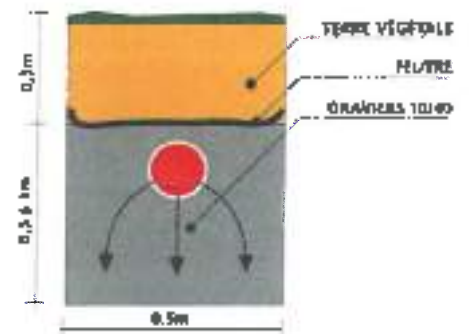


COUPE LONGITUDINALE EN TERRAIN PLAT

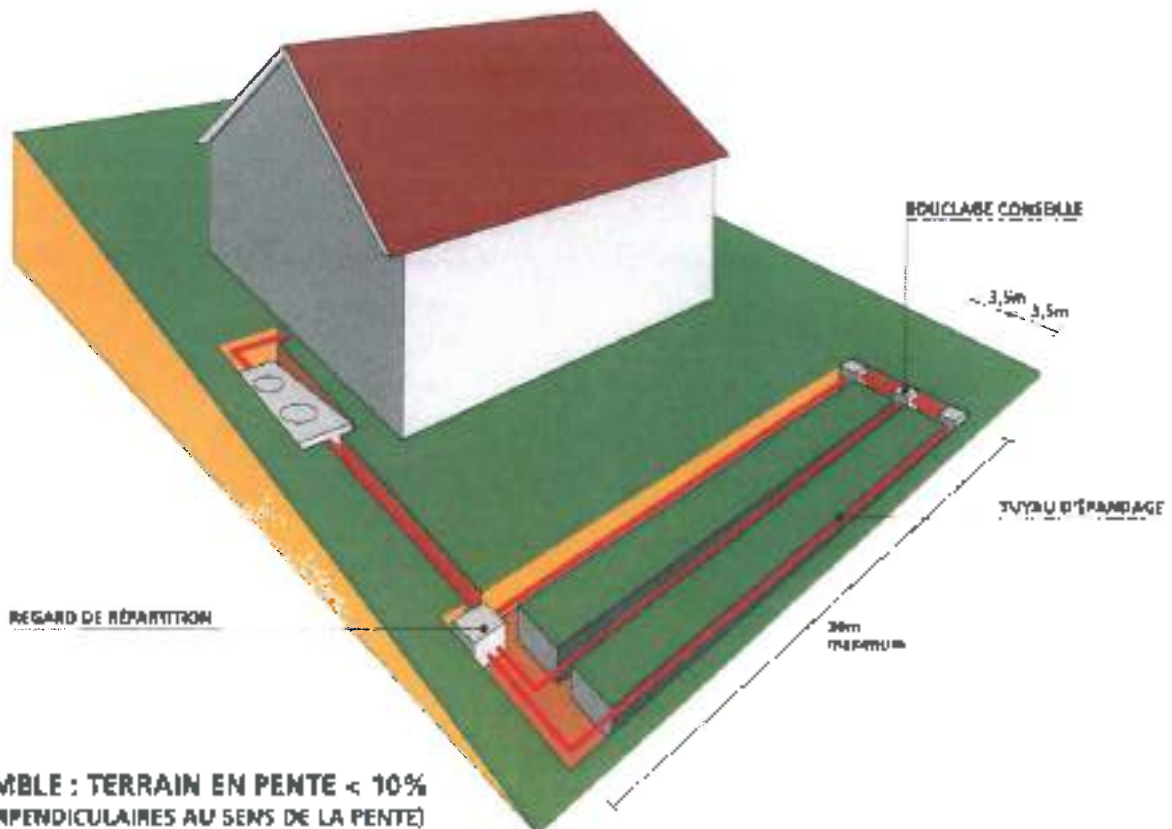


CANALISATIONS RIGIDES Ø100mm
AVEC OUVERTURES 45° 10mm OU FENTES DE 5mm maximum
ESPACÉES TOUTES LES 10 à 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



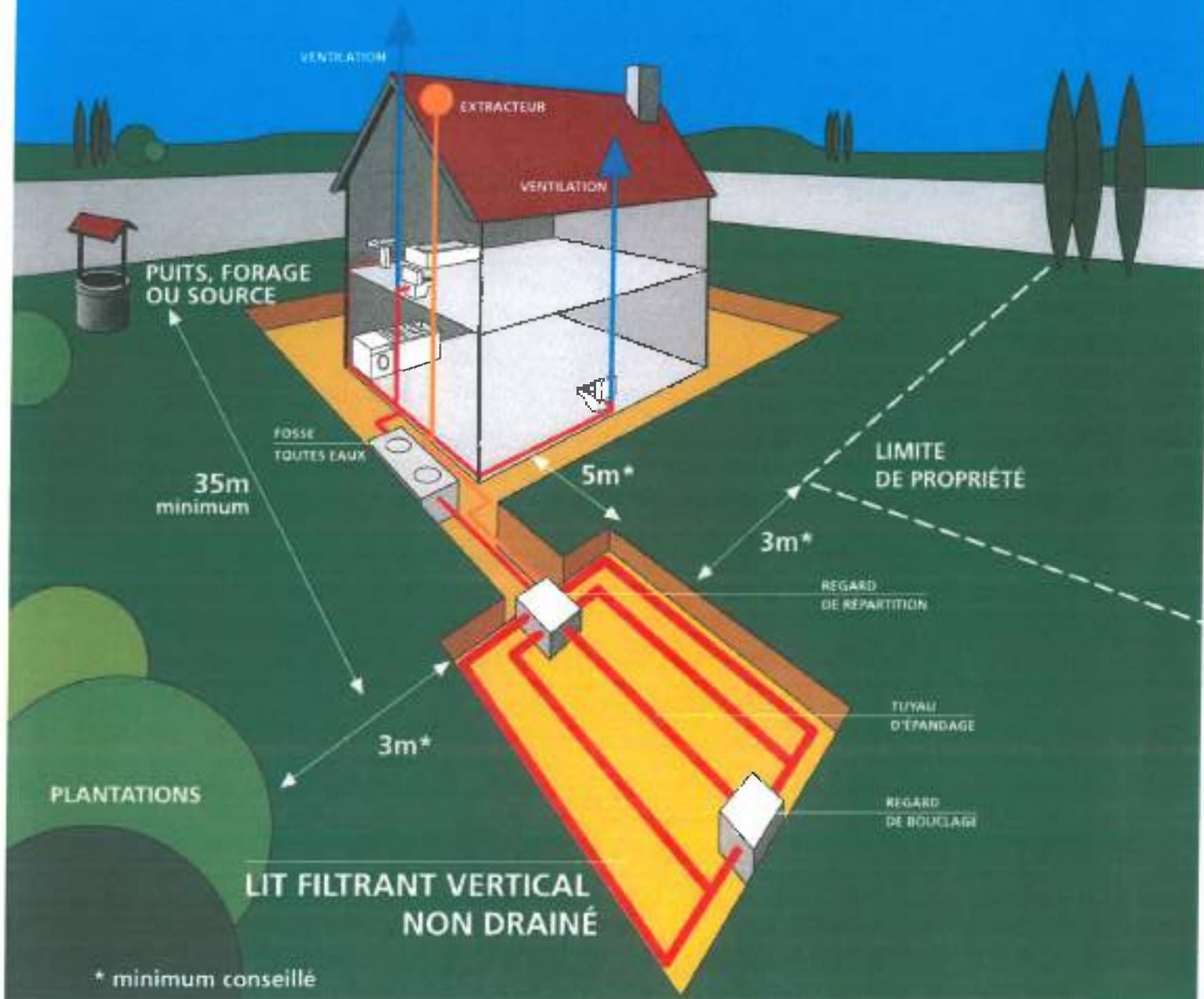
COUPE D'UNE TRANCHÉE



VUE D'ENSEMBLE : TERRAIN EN PENTE < 10%
(TRANCHÉES PERPENDICULAIRES AU SENS DE LA PENTE)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ



Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (craie), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur minimale de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, établis en tranchées dans une couche de graviers.

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE :

Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1 m minimum sous le niveau

de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

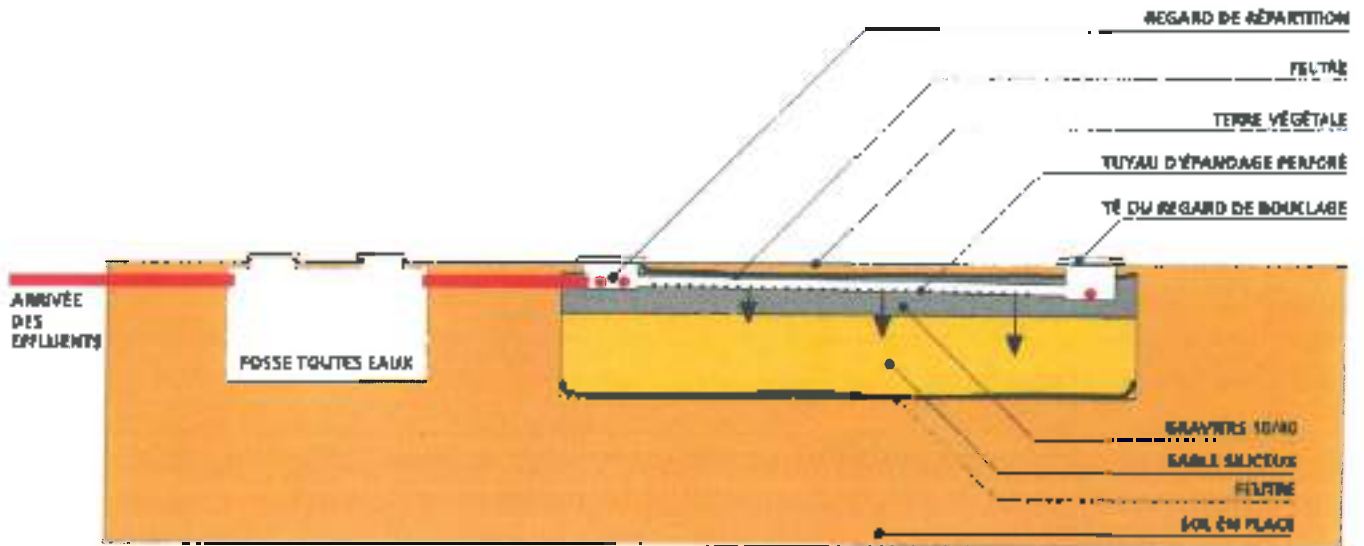
- un feutre impu-tréscible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de sable lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- une couche de graviers de 0,20 à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- un feutre impu-tréscible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- une couche de terre végétale d'une épaisseur de 0,20 m.

DIMENSIONNEMENT :

La surface du lit filtrant vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum : 20 m²).

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINÉ

ÉPANDAGE EN SOL RECONSTITUÉ

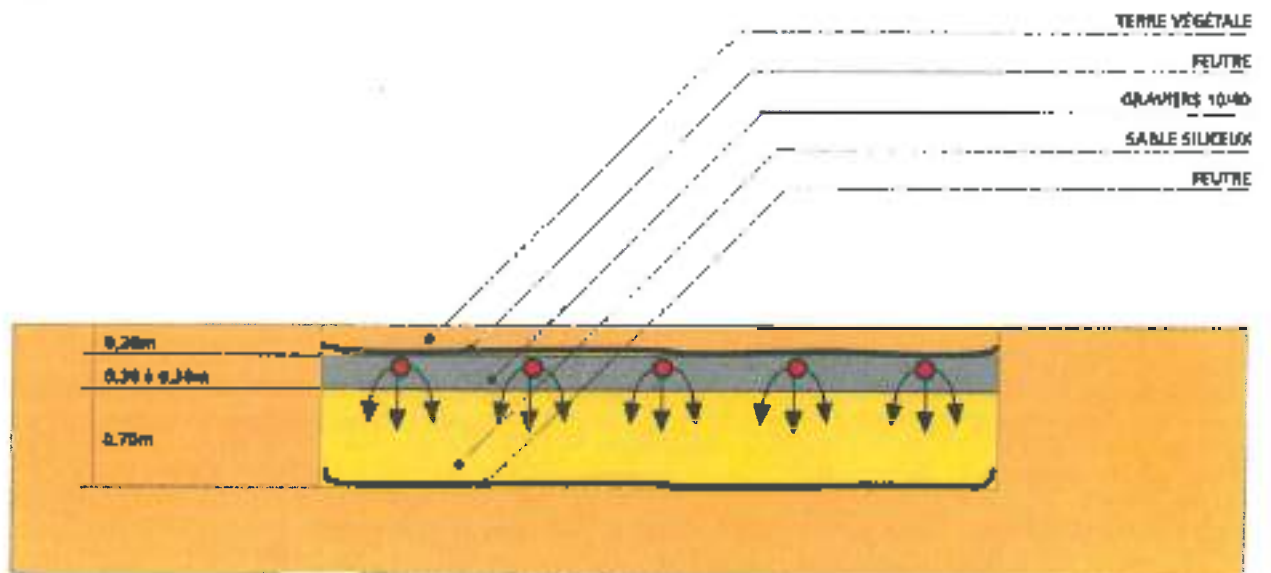


COUPE LONGITUDINALE



CAVALLERIES RIGIDES $\varnothing 100\text{mm}$
 AVEC OUVERTURES $\varnothing 10\text{mm}$ OU FÉRÊTES DE 5mm maximum
 ESPACÉES TOUTS LES 10 À 15cm

TUYAU D'ÉPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE

**REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC
DE L'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF
DU SIVOM DE LA REGION
MULHOUSIENNE**

Règlement du Service public de l'assainissement non collectif



sommaire

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 5

Article 1	Objet du règlement.....	5
Article 2	Territoire d'application du règlement.....	5
Article 3	Explications et définitions des termes employés dans le règlement....	5
Article 4	Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement.....	5
Article 5	Immeubles concernés par l'article 4.....	6
Article 6	Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC.....	6
Article 7	Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation.....	7
Article 8	Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite.....	7
Article 9	Règles de conception et d'implantation des dispositifs.....	8
Article 10	Les objectifs environnementaux à atteindre par les installations.....	9
Article 11	Le choix du système d'assainissement.....	9

CHAPITRE II : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU SPANC..... 10

Article 12	Pour les installations neuves ou à réhabiliter.....	10
Article 13	Pour les installations d'ANC existantes.....	12
Article 14	Contrôle par le SPANC au moment des ventes.....	14
Article 15	Contrôle de l'entretien par le SPANC.....	15



CHAPITRE III : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE	16
Article 16 Pour les installations neuves ou à réhabiliter	16
Article 17 Pour les installations existantes	17
Article 18 Entretien et vidange des installations d'ANC	18
CHAPITRE IV : REDEVANCES ET PAIEMENTS	19
Article 19 Principes applicables aux redevances d'ANC	19
Article 20 Types de redevances, et personnes redevables	19
Article 21 Institution et montant des redevances d'ANC	20
Article 22 Information des usagers sur le montant des redevances	20
Article 23 Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif - Mentions obligatoires sur les factures	20
CHAPITRE V : SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT	21
Article 24 Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante	21
Article 25 Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	21
Article 26 Modalités de règlement des litiges	21
Article 27 Modalités de communication du règlement	22
Article 28 Modification du règlement	22
Article 29 Date d'entrée en vigueur du règlement	22
Article 30 Exécution du règlement	22
ANNEXE 1 : DÉFINITIONS ET VOCABULAIRES	23
ANNEXE 2 : RÉFÉRENCES DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES	27

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Préambule

Le SIVOM de la Région Mulhousienne en application de la loi sur l'eau du 03 janvier 1992 ainsi que des dispositions du Code des collectivités territoriales s'est doté, par délibération en date du 23 juin 2000, d'un service public de l'assainissement non collectif.

■ Article 1^{er} : Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis à l'article 3. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

■ Article 2 : Territoire d'application du règlement

Le présent règlement s'applique aux communes suivantes membres de la compétence assainissement non collectif du SIVOM : BLRWILLER, BOLLWILLER, BRUNSTATT, DIDENHEIM, ESCHENTZWILLER, FFI DKIRCH, FLAXLANDEN, HABSHEIM, ILLZACH, KINGERSHEIM, LUTTERBACH, MORSCHWILLER le BAS, MULHOUSE, PFASTATT, PULVERSHEIM, REININGUE, RICHWILLER, RIEDISHEIM, RIXHEIM, RUELSHEIM, SAUSHEIM, STAFFELFELDEN, WITTFNHEIM, ZILLISHEIM, ZIMMERSHEIM.

Le SIVOM sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de "Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)".

■ Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

■ Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation,

ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que celles des immeubles d'habitation, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.

Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.

Le non respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre V.

L'article 4 ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

■ Article 5 : Immeubles concernés par l'article 4

Les immeubles équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme (et dont le permis de construire date de moins de 10 ans) peuvent bénéficier d'une dérogation au non raccordement au réseau public de collecte des eaux usées pendant un délai de 10 ans maximum afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'ANC, à compter de la date de contrôle de l'installation par le SPANC.

Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées au titre du code de la santé publique, peuvent également obtenir une dérogation de non raccordement, délivrée par la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif.

■ Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation. Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

- les eaux pluviales,
- les eaux de piscine,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- les huiles usagées même alimentaires,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- les peintures ou solvants,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

■ Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

■ Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement ;
- pour effectuer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation, dans le cas où une convention relative à de tels travaux a été conclue entre le propriétaire et le SPANC ;
- pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC. Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC.

Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégagant tous les regards de visite de ces ouvrages.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 25. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire. En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée à l'autorité détentrice du pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par cette autorité, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 25 du présent règlement.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui initie la même procédure.

■ Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Les installations d'assainissement non collectif réglementaires qui ne sont pas soumises à agrément ministériel doivent être mises en œuvre de préférence selon les règles de l'art de la norme AFNOR NF D1U 64.1 de mars 2007 (annexe n°1).

Tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit être adapté au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi (capacité, ...).

Le SPANC demande la réalisation d'une étude particulière qui devra déterminer le système d'assainissement non collectif le plus adapté aux besoins du demandeur.

9.1- Dispositions pour les maisons jusqu'à 20 équivalent habitant

9.1-1 Pour les maisons individuelles

Conformément à l'arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 07 mars 2012, les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur. Un dispositif doit en règle générale comporter les ouvrages suivants :

- un dispositif de pré traitement ;
 - un dispositif de traitement (épuration) ;
 - un dispositif d'évacuation (par le sol ou par un rejet au milieu hydraulique superficiel).
- Une dérogation à ces obligations nécessite un arrêté préfectoral. Un arrêté

ministériel modifie ou complète les conditions et les caractéristiques techniques applicables en cas d'innovation technique.

9.1-2 Pour les autres immeubles (immeubles, ensembles immobiliers, installations diverses)

L'assainissement de ces immeubles peut relever soit des techniques admises pour les maisons d'habitation individuelles soit des techniques mises en œuvre en matière d'assainissement collectif (dispositions applicables à l'article 9-2 ci-après)

9.2- Dispositions pour les maisons et les autres immeubles au-delà de 20 équivalents habitant (charge brute de DBO5 supérieure à 1.2kg/j)

L'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement précisent : les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être dimensionnés, conçus réalisés, réhabilités, exploités comme des ensembles techniques cohérents. Ils sont conçus et implantés de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les caractéristiques techniques et le dimensionnement de ces ensembles doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et au milieu récepteur des eaux rejetées après traitement (pédologie, hydrogéologie et hydrologie) et permettre d'atteindre les objectifs de qualité de la masse d'eau réceptrice des rejets.

Article 10 - Les objectifs environnementaux à atteindre par les installations

Les installations d'assainissement doivent :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- assurer la protection des nappes d'eau souterraine,
- répondre aux obligations de résultats en termes de rendement épuratoire et de concentration en sortie avant rejet selon les dispositions réglementaires.

Sont interdits les rejets d'effluents même traités, dans les puisards, puits perdus, puits d'infiltration, puits désaffectés, cavités naturelles ou artificielles sauf dérogation pour le puits d'infiltration.

Le choix du système le plus adapté dépend :

- de la nature du sol (capacité du sol à épurer, perméabilité...),
- de la configuration du terrain (pente, présence ou non d'eau - superficielle ou souterraine à proximité...).

Article 11 - Le choix du système d'assainissement

Afin de mettre en œuvre le système d'assainissement non collectif le plus adapté au projet immobilier, le demandeur fait réaliser une étude particulière par un bureau d'études.

Le coût de cette étude est à la charge du demandeur.
L'étude portera pour le moins sur les aspects suivants :

Pour les maisons individuelles jusqu'à 20 EH : la description et l'analyse des caractéristiques du sol, sous-sol, de l'hydrogéologie, de la topographie, et de l'ensemble des paramètres permettant de déterminer la filière la plus adaptée au terrain, le plan d'exécution des ouvrages et les conditions de réalisation, le profil en long de l'installation avec cotes et niveaux.

Pour les autres immeubles jusqu'à 20 EH : idem que ci-dessus complété par les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du mode et du lieu de rejet.

Pour les maisons individuelles et autres immeubles au-delà de 20 EH : l'étude répondra aux exigences de l'article 9-2 ci-dessus. Selon le système d'assainissement non collectif proposé un agrément ministériel peut être exigé.

CHAPITRE II - RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU SPANC

■ Article 12 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter :

12.1- Vérification préalable du projet

12.1-1 Dossier remis au propriétaire

Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et faciliter leur examen, le SPANC établit un dossier-type destiné aux auteurs de projets constitué des documents suivants :

- un formulaire "assainissement non collectif de demande d'autorisation d'installation d'un système de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées",
- le présent règlement du service public de l'assainissement non collectif,
- les liens vers les sites internet qui renseignent sur les filières autorisées par la réglementation,
- un guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière,
- le coût de l'examen du projet par le SPANC.

Ce dossier-type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC. Il peut être adressé par courrier sur demande et être téléchargé sur le site Internet du SIVOM.

12.1-2 Examen du projet par le SPANC

Le SPANC examine le projet d'assainissement dès la réception du dossier complet transmis par le propriétaire contenant toutes les pièces mentionnées à l'article 16-1.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

L'examen du projet porte sur sa conformité aux dispositions réglementaires et son adaptation aux documents décrivant le contexte local (zonage d'assainissement, carte pédologique locale, ...) mais aussi sur la cohérence de l'étude de filière jointe au dossier.

Si des contraintes particulières le justifient (puits déclaré utilisé pour la consommation humaine, périmètre de protection de captage, caractéristiques spécifiques de l'immeuble...), une étude complémentaire justifiée pourra être demandée aux frais du propriétaire par le SPANC, nécessaire à la validation du projet, ou à sa réorientation vers d'autres solutions techniques.

12.1-3 Mise en œuvre de l'avis du SPANC

À l'issue du contrôle du projet du propriétaire, le SPANC formule un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen. Le rapport d'examen est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

En cas d'avis sur le projet, "conforme" du SPANC, le propriétaire peut commencer immédiatement les travaux.

Un avis sur le projet "conforme" du SPANC peut éventuellement être assorti d'observations ou de réserves qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Lorsque le projet est lié à une demande d'autorisation de construire ou d'aménager, le SPANC atteste de la conformité du projet afin que le propriétaire l'intègre au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

Si l'avis du SPANC sur le projet est non conforme, le propriétaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis conforme du SPANC, et obtenir l'autorisation de réaliser ses travaux et le cas échéant, l'attestation de conformité de son projet.

La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

12.2- Vérification de l'exécution

12.2-1 Vérification de bonne exécution des ouvrages

Le SPANC est informé par le propriétaire ou son mandataire de l'état d'avancement des travaux. Il fixe un rendez vous avec le propriétaire pour effectuer le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux.

Le contrôle de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées par le SPANC dans l'avis qu'il a remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen de ce projet.

La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 8.

Les modifications apportées par le propriétaire ou ses prestataires, au projet d'assainissement non collectif initial devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

Si la visite sur place ne permet pas d'évaluer les conséquences des modifications apportées par rapport au projet initial d'ANC validé par le SPANC, celui-ci peut prescrire une étude de définition de la filière d'ANC à la charge du propriétaire selon les conditions fixées à l'article 12.1-2. Dans ce cas, le rapport de visite établi par le SPANC à l'issue de la vérification de la bonne exécution énonce notamment les justifications qui rendent nécessaire l'étude de filière.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le démontage des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace.

12.2-2 Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite

À l'issue de la vérification de bonne exécution, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite qui comporte les conclusions de la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

Quelque soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite à la charge du propriétaire pour vérifier la bonne exécution de ces travaux. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux selon les modalités prévues à l'article 16.2.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

■ Article 13 : Pour les installations d'ANC existantes

13.1- Le contrôle périodique par le SPANC :

Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 8. Le SPANC précise dans l'avis préalable de visite les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession.

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique sont celles qui sont définies par la réglementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la

demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique immédiatement le texte réglementaire applicable.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien. Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC après découvert.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, le SPANC alerte le maire de la commune ou des services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution.

A l'issue du contrôle périodique, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la conformité réglementaire de l'installation.

Ce même rapport de visite contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Le rapport de visite comprend obligatoirement le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature et la date de réalisation du contrôle.

La fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation est précisée dans le rapport de visite.

La notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien mentionnée à l'article 21. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

Lorsque le rapport de visite présente des travaux obligatoires à la charge du propriétaire, le SPANC réalise sur demande du propriétaire, avant le délai impart, un examen

préalable à la conception, conformément à l'article 12.1, puis une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis conformément à l'article 12.2-1, après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 16.2. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Cette notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

Dans le cas d'un premier contrôle périodique concernant un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif dont le projet et la bonne exécution des travaux n'ont pas été antérieurement soumis au contrôle du SPANC, celui-ci effectuée a posteriori les vérifications définies à l'article 12.2-1 du présent règlement qui font partie, dans ce cas particulier, du premier contrôle périodique.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle et dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite.

13.2- Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous les 6 ans.

L'intervalle entre deux contrôles est décompté à partir de la date du dernier contrôle effectué par le SPANC, qu'il s'agisse d'une vérification de l'exécution des travaux (dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée), du précédent contrôle périodique, d'une contre-visite, d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, dans les deux cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation ;
- sur demande du maire au titre de son pouvoir de police.

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire.

Article 14 : Contrôle par le SPANC au moment des ventes

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC peut être contacté par le vendeur pour effectuer un contrôle de l'installation existante. Le SPANC adresse au demandeur l'une des réponses suivantes :

Cas 1 - Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (moins de 3 ans à compter de la date de la visite), il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur, et seuls les frais d'envoi et/ou de reproduction du rapport de visite seront à la charge de celui-ci conformément à la réglementation applicable à la communication de documents administratifs.

Cas 2 – Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité ou à la demande express du vendeur ou de son mandataire, le SPANC contacte le demandeur pour organiser le contrôle.

Hors vente d'un immeuble, le SPANC peut réaliser un contrôle de l'installation à la demande et aux frais du propriétaire ou de son mandataire. Dans tous les cas, le SPANC propose une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours qui suivent la date de la demande enregistrée au SIVOM.

Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 13 du présent règlement. Le coût du contrôle est à la charge du propriétaire vendeur.

Le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, pour le compte de propriétaires ou mandataires résidant à l'étranger si ces derniers présentent la demande au SPANC par un notaire ou une agence immobilière établie en France.

■ **Article 15 : Contrôle de l'entretien par le SPANC**

Le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien,
- de documents attestant le bon entretien régulier de l'installation.

Le SPANC vérifie ces documents :

- au moment du contrôle sur site,
- entre deux visites sur site après transmission par le propriétaire des copies des documents.

CHAPITRE III - RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE

■ Article 16 : Pour les installations neuves ou à réhabiliter

16.1- Vérification préalable du projet

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif conformément à l'article 9. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur ;
- les règles d'urbanisme nationales et locales ;
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable ;
- les zonages d'assainissement approuvés ;
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC le dossier mentionné à l'article 12-1.1. Puis il remet au SPANC, en 2 exemplaires, son dossier de demande d'autorisation d'installation d'un système de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées dont l'étude particulière réalisée par un bureau d'études. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un ou plusieurs prestataire(s) s'il le juge utile. Le propriétaire peut également consulter en mairie ou dans les bureaux du SPANC les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC...).

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 12.1-2.

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis conforme du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 12.1-3.

16.2- Vérification de l'exécution des travaux

Le propriétaire, qui a obtenu un avis conforme du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 8.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans...).

■ Article 17 : Pour les installations existantes

17.1- Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Il est interdit de déverser dans une installation d'assainissement non collectif tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement des dispositifs de prétraitement, traitement et infiltration. Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies à l'article 3, sont admises dans ce type d'installation, à l'exclusion des fluides ou déchets mentionnés à l'article 6.

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions de l'article 18.

Toute modification des dispositifs existants est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui comprend la vérification du projet dans les conditions de l'article 12.1-2 et la vérification de l'exécution des travaux dans les conditions de l'article 12.2-1. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (plan, factures, rapport de visite...) nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

17.2- Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC encore en cours de validité, ce propriétaire ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage autre que l'habitation ne sont pas soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

17.3- Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation

Lorsque les travaux obligatoires mentionnés dans le rapport de visite sont à la charge de l'acquéreur celui-ci les réalise dans le délai maximum d'un an après l'acte de vente. Avant la fin de ce délai il en informe le SPANC selon les modalités prévues à l'article 16.2. Les travaux ne peuvent avoir lieu qu'après un avis conforme du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur.

La visite de contrôle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique mentionnant obligatoirement la date de la visite, notifié par le SPANC à l'acquéreur dont la notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 20. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 23.

■ Article 18 : Entretien et vidange des installations d'ANC

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- leur bon fonctionnement et leur bon état,
- le bon écoulement et la bonne distribution des eaux,
- l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles, et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

CHAPITRE IV - REDEVANCES ET PAIEMENTS

■ Article 19 : Principes applicables aux redevances d'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers mentionnés à l'article 3 d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'assainissement non collectif.

Les redevances d'assainissement non collectif doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service.

■ Article 20 : Types de redevances, et personnes redevables

Le SPANC perçoit les redevances suivantes :

- Redevance pour le diagnostic initial des installations existantes,
- Redevance pour le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes,
- Redevance pour le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble. Dans le cas de la cession, il s'agit du propriétaire vendeur comme l'indique l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation ou de son mandataire,
- Redevance pour le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves. Pour toutes les installations neuves le service d'assainissement non collectif instruit les dossiers de demandes d'installation et suit l'exécution des travaux par des interventions sur le terrain. Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet. Elle est exigible après l'exécution des prestations.
- Redevance de contre visite : il s'agit de l'examen préalable de la conception suivi de la vérification de l'exécution des travaux obligatoires prescrits par le SPANC à la suite d'un contrôle périodique. Le redevable de la redevance de contre-visite est le propriétaire de l'immeuble, ou le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif.

Outre les redevances mentionnées ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- le remboursement du coût des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'ANC, déterminé selon les modalités fixées par une convention conclue entre le propriétaire et le SPANC, en tenant compte des subventions éventuellement perçues par le SPANC pour ces travaux ;
- la part destinée à couvrir un déplacement inutile du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire alors même qu'un rendez vous avait été formalisé selon les dispositions réglementaires. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble ;
- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation. Le redevable est le propriétaire de l'immeuble.

■ Article 21 : Institution et montant des redevances d'ANC

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, le tarif des redevances mentionnées à l'article 25 du présent règlement est fixé par des délibérations du conseil syndical du SIVOM de la région Mulhousienne.

■ Article 22 : Information des usagers sur le montant des redevances

Les tarifs des redevances mentionnés à l'article 25 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande. En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

■ Article 23 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif - Mentions obligatoires sur les factures

Toute facture (ou titre de recettes) relative aux redevances d'assainissement non collectif indique obligatoirement :

- l'objet de la redevance (ou des redevances) dont le paiement est demandé ;
- le montant de chacune des redevances, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe) ;
- le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant TTC ;
- la date limite de paiement de la facture (ou du titre de recettes), ainsi que les conditions de son règlement ;
- l'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture ;
- nom, prénom et qualité du redevable ;
- coordonnées complète du service de recouvrement.

CHAPITRE V - SANCTIONS, VOIES DE RECOURS ET DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT

■ Article 24 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Conformément à l'article 4 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de cette dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle (article L1331-8 du code de la santé publique). Le SPANC prescrit des travaux obligatoires à réaliser dans un délai imparti. Lorsque ces travaux ne sont pas réalisés dans ce délai, le propriétaire est soumis chaque année au versement de ladite pénalité jusqu'à la réalisation desdits travaux.

■ Article 25 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

L'usager est prévenu par l'envoi d'un avis préalable d'intervention dans un délai raisonnable. En cas d'absence du propriétaire ou de son représentant ou en cas d'interdiction d'accéder aux installations le SIVOM propose par un envoi en recommandé une nouvelle date et heure de visite. En cas d'une 2^{ème} absence du propriétaire ou de son représentant ou en cas d'une 2^{ème} interdiction d'accéder aux installations, le propriétaire reste astreint au versement de la redevance d'assainissement non collectif majorée dans la limite de 100%.

En cas de report abusif des rendez vous fixés par le service à compter du 4^{ème} report, le propriétaire reste astreint au versement de la redevance d'assainissement non collectif majorée dans la limite de 100%.

La visite des installations reste due pour l'année considérée facturée au tarif applicable.

■ Article 26 : Modalités de règlement des litiges

26.1- Modalités de règlement amiable interne

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal d'un mois.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet.

Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai de 1 mois. En cas de désaccord avec la réponse effectuée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, ou avec une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours auprès du Président du SIVOM par simple courrier adressé en recommandé avec AR dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée.

Le Président du SIVOM dispose d'un délai d'1 mois à réception du courrier pour :

- répondre favorablement au réexamen du dossier. Dans ce cas la décision sera transmise au demandeur dans un délai de 2 mois,

Ou

- rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

26.2- Voies de recours externe

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés, et SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

■ Article 27 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement est communiqué aux propriétaires concernés en même temps que l'avis préalable de visite prévu par l'article 8, ainsi que dans le dossier retiré par le pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 12.1-1 en cas d'examen par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC.

En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, qui peuvent à tout moment le demander au SPANC.

■ Article 28 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux propriétaires comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

■ Article 29 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1^{er} avril 2013.

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date.

■ Article 30 : Exécution du règlement

Le Maire de la commune concernée, le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par le comité syndical du SIVOM de la région Mulhousienne lors de sa séance du 27 mars 2013.

ANNEXE 1 – DÉFINITIONS ET VOCABULAIRES

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou assainissement autonome ou encore ANC : le présent règlement entend par "assainissement non collectif", c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Logement individuel : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif).

Eaux usées domestiques ou assimilées : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci de réaliser des opérations d'entretien de l'installation ou de traitement des matières de vidange. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

Immeuble abandonné : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

Etude particulière = Etude de filière : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Etude de sol : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

Service public d'assainissement non collectif (SPANC) : Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

Rapport de visite : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.

Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques réglementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au

projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- a) la date de la visite correspondante, le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle ;
- b) la date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document ;
- c) les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux ;
- d) le projet d'arrêté précise qu'il est obligatoire d'indiquer : les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation ;
- e) la liste des points contrôlés ;
- f) la liste des travaux, le cas échéant.

Zonage d'assainissement : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC.

Norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 :

Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.

La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à

10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

La norme AFNOR NF DTU 64.1 de mars 2007 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

Équivalent habitant : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est "la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour".

ANNEXE 2 – RÉFÉRENCES DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif

Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 délimitant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Arrêté du 22 juin 2007 relative aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅.

Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme.

Code de la Santé Publique

Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique.

Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2.

Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales.

Article L.1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées.

Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif.

Article L.1331-5 : mise hors services des fosses dès raccordement au réseau public de collecte.

Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées.

Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.

Article L.1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC.

Code Général des Collectivités Territoriales

- Article L.2224-6** : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,
Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,
Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,
Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,
Article L.2224-12 : règlement de service,
Article R.2224-19 : concernant les redevances d'assainissement.

Code de la Construction et de l'Habitation

- Article L.152-1** : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,
Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur,
Article L.271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles.

Code de l'Urbanisme

- Articles L.160-4 et L.480-1** : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,
Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement

- Article L.432-2** : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,
Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,
Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

Textes non codifiés

- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées,
Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées.

Sivom
REGION MULHOUSSIENNE

25, avenue Kennedy - BP 2287 - 68068 Mulhouse Cedex

Tél 03 89 43 21 30 - Fax 03 89 59 75 70

e-mail : contact@sivom-mulhouse.fr - site internet : www.sivom-mulhouse.fr

**REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC
DE L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF
DU SIVOM DE LA REGION
MULHOUSIENNE**

Règlement du Service public de l'assainissement collectif



sommaire

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

p. 5-11

- Article 1** - Objet du règlement.
- Article 2** - Autres prescriptions.
- Article 3** - Catégories des eaux admises au déversement
- Article 4** - Définition du branchement
- Article 5** - Modalités générales d'établissement du branchement
- Article 6** - Demande d'autorisation de déversement
- Article 7** - Demande d'autorisation de déversement provisoire
- Article 8** - Déversements interdits
- Article 9** - Installations de prétraitement
- Article 10** - Obligations d'entretien des installations de prétraitement
- Article 11** - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement
de la partie des branchements située sous le domaine public
- Article 12** - Conditions de suppression ou de modification des branchements
- Article 13** - Matière de vidange
- Article 14** - Rejets non autorisés
- Article 15** - Contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour
amener les eaux usées à la partie publique du branchement
(branchement neuf)
- Article 16** - Contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des
ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie
publique du branchement (branchement existant)
- Article 17** - Contenu des contrôles pour branchement neuf et pour
branchement existant
- Article 18** - Organisation du contrôle



CHAPITRE II : LES EAUX USEES DOMESTIQUES

p. 11-13

Article 19 - Définition

Article 20 - Obligation de raccordement

Article 21 - Exonération de l'obligation de raccordement

Article 22 - Modalités particulières de réalisation des branchements

Article 23 - Caractéristiques techniques des branchements eaux usées domestiques

CHAPITRE III : LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES ASSIMILEES A DES EAUX USEES DOMESTIQUES

p. 13-14

Article 24 - Définition

Article 25 - Droit de raccordement

Article 26 - Conditions d'amissibilité

CHAPITRE IV : LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES

p. 14-17

Article 27 - Définition

Article 28 - La demande d'autorisation de déversement

Article 29 - Arrêté d'autorisation de déversement

Article 30 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations pour les eaux usées non domestiques

Article 33 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques

Article 32 - Caractéristiques des branchements « eaux usées non domestiques »

Article 33 - Prélèvements et contrôle des eaux usées non domestiques

CHAPITRE V : LES EAUX PLUVIALES

p. 17-19

Article 34 - Définition

Article 35 - Prescriptions communes « eaux usées domestiques - eaux pluviales »

Article 35 - Article 36 - Conditions de raccordement des eaux pluviales

CHAPITRE VI : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

p. 19-24

Article 37 - Dispositions générales

Article 38 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Article 39 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Article 40 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Article 41 - Pose de siphons

Article 42 - Toilettes

Article 43 - Colonnes de chutes d'eaux usées

Article 44 - Broyeurs d'éviers

Article 45 - Descente des gouttières

Article 46 - Cas particuliers d'un système unitaire ou pseudo séparatif

Article 47 - Réparations et renouvellement des installations intérieures

Article 48 - Mise en conformité des installations intérieures

Article 49 - Piscines

Article 50 - Raccordement des aires de parkings, sous sol couverts

CHAPITRE VII : LE CONTROLE DES RESEAUX PRIVES p. 23-24
Article 51 - Conditions d'intégration au domaine public

CHAPITRE VIII : LES DISPOSITIONS FINANCIERES p. 24-29

Article 52 - Travaux de branchement

Article 53 - Redevance d'assainissement collectif pour les eaux usées domestiques

Article 54 - Redevance d'assainissement collectif pour les eaux usées non domestiques et assimilées domestiques

Article 55 - Frais d'établissement du rapport de contrôle pour un branchement neuf

Article 56 - Frais d'établissement du rapport de contrôle pour un branchement existant

Article 57 - Participations financières dues par les usagers non domestiques

Article 58 - Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers domestiques

Article 59 - Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers assimilés à des usagers domestiques

Article 60 - Pénalité financière ou doublement de la redevance

CHAPITRE IX : INFRACTIONS ET SANCTIONS p. 29

Article 61 - Infractions et poursuites

Article 62 - Voies de recours des usagers

Article 63 - Mesures de sauvegarde

CHAPITRE X : DISPOSITIONS D'APPLICATION p. 30

Article 64 - Date d'application

Article 65 - Modifications du règlement

Article 66 - Clauses d'exécution

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

■ Article 1 - Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement des communes ayant transférée au SIVOM de la Région Mulhousienne leur compétence en matière de collecte et de transport des eaux usées.

■ Article 2 - Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des autres réglementations en vigueur. Le présent règlement tient compte des prescriptions des zonages « assainissement eaux usées et eaux pluviales » intégrés au document d'urbanisme de chaque commune.

■ Article 3 - Catégories d'eaux admises au déversement

1. *Système unitaire*

Sont admises dans le même réseau :

- les eaux usées domestiques définies à l'article 19 ci-après,
- les eaux usées assimilées à des eaux usées domestiques définies à l'article 24 ci-après,
- les eaux usées non domestiques définies à l'article 27 ci-après,
- les eaux pluviales définies à l'article 34 ci-après.

2. *Système séparatif*

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau d'eaux usées :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux usées assimilées à des eaux usées domestiques,
- les eaux usées non domestiques,
- les eaux pluviales après accord du SIVOM.

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau d'eaux pluviales :

les eaux pluviales, les eaux traitées en sortie d'un assainissement non collectif aux normes et en bon état de fonctionnement.

■ Article 4 - Définition du branchement

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" placé dans le domaine privé à une distance maximale de 2 m de la limite du domaine public ; ce regard doit être visible et accessible pour permettre le contrôle et l'entretien du branchement. En cas d'impossibilité de pose d'un tel regard, ce dispositif sera remplacé par une pièce de visite,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

La partie publique du branchement est la partie du branchement comprise entre le collecteur principal et le regard de branchement, situé sur la propriété privée, regard de branchement inclus. En cas d'absence de regard ou si celui-ci est situé à une distance supérieure à 2 mètres de la limite du domaine public, la partie publique du branchement s'arrête à la limite du domaine public.

■ Article 5 - Modalités générales d'établissement du branchement

Chaque immeuble doit avoir son ou ses propres raccordements. Un raccordement commun à plusieurs immeubles ne peut être autorisé qu'exceptionnellement, lorsque toute autre disposition est impossible.

Le SIVOM ou son exploitant fixe le tracé, le diamètre, la pente de la canalisation ainsi que l'emplacement du regard de branchement ou d'autres dispositifs, notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement.

Si pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par le SIVOM ou son exploitant, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que ces modifications soient compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Toute modification des installations ou toute modification de la qualité du rejet fait l'objet d'une demande à la charge du propriétaire adressée au SIVOM.

La partie du branchement en domaine public y compris le regard de branchement est réalisée par le SIVOM ou son exploitant aux frais du propriétaire de l'immeuble à raccorder.

La partie du branchement en domaine privé depuis le regard de branchement est réalisée par le propriétaire à ses frais et par l'entreprise de son choix.

Pour des branchements réalisés sans l'aval du SIVOM ou de son exploitant celui-ci se réserve la possibilité de modifier aux frais des propriétaires de l'immeuble, l'implantation du raccordement et de son regard de branchement pour le mettre en conformité avec les dispositions du présent règlement.

■ Article 6 - Demande de raccordement

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande d'autorisation de déversement adressée au SIVOM 30 jours avant le commencement des travaux.

Cette demande doit être signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement. La demande est établie en 3 exemplaires dont l'un sera retourné à l'utilisateur. En l'absence de réalisation du branchement dans un délai de 2 ans, une nouvelle demande doit être présentée.

Le dossier devra comprendre les pièces et documents énumérés sur le formulaire. Le SIVOM instruit la demande et notifie au demandeur sa décision et ses prescriptions.

L'autorisation de déversement est accordée après le contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement.

■ Article 7 - Demande d'autorisation de déversement provisoire

La mise en place de branchements provisoires s'impose dans le cas d'installation de chantier provisoire, de manifestations ponctuelles ou toutes autres situations limitées dans le temps.

Les dispositions de l'article 6 ci-dessus sont mises en œuvre. Les conditions de branchements et le point de rejet sont définis par le SIVOM ou son exploitant. Les travaux sont réalisés par l'organisateur à ses frais ainsi que la remise en état.

■ Article 8 - Déversements interdits

Il est formellement interdit de rejeter dans le réseau d'assainissement, directement ou par l'intermédiaire des branchements d'immeubles :

- des matières provenant de la vidange ou de l'entretien de fosses fixes, de fosses septiques ou de bacs à graisses,
- des ordures ménagères, même après broyage,
- des corps solides, tels que débris de vaisselle, cendres, décombres, cadavres d'animaux, lingettes, tampons hygiéniques et d'une façon générale des matières pouvant obstruer les conduites,
- des huiles usagées,
- des substances gazeuses ou liquides inflammables ou toxiques susceptibles de nuire au bon fonctionnement du réseau d'assainissement ou de la station d'épuration, de détériorer les ouvrages ou de mettre en danger le personnel chargé de leur entretien,
- des produits radioactifs,
- des eaux de piscine non neutralisées,
- des substances pouvant dégager par elles-mêmes ou après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables,
- des effluents d'origine industrielle ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilités.

■ Article 9 – Installations de prétraitement

elon la nature, la qualité des rejets ou autres prescriptions réglementaires, la mise en place d'installations de prétraitement adaptée est obligatoire. Celle-ci est soumise à l'accord du SIVOM et de son exploitant. Les autorisations de déversement précisent leurs caractéristiques qui doivent être dimensionnées selon les normes en vigueur.

Notamment les installations de prétraitement suivantes doivent être prévues :

- fosse de dessablage débouillage. Lorsque les effluents sont susceptibles d'être chargés de boue ou de sable,
- séparateur d'hydrocarbures si les eaux sont chargées, en quelque quantité que ce soit d'essence, pétrole, huile minérale et tous hydrocarbures,
- bacs à graisses, si les eaux contiennent des huiles ou graisses animales ou végétales,
- séparateur de féculés, si l'établissement industriel est équipé d'une éplucheuse de légumes.

■ Article 10 - Obligation d'entretien des installations de prétraitement

Les installations de prétraitement devront être vidangées et entretenues chaque fois que nécessaire. L'usager, en tout état de cause, en demeure seul responsable.

■ Article 11 - Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements située en domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties des branchements qui font partie du réseau public d'assainissement, selon la définition de l'article 4 ci-dessus, sont à la charge du SIVOM ou de son exploitant.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du SIVOM ou de son exploitant pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le SIVOM ou son exploitant est en droit d'exécuter d'office, après information de l'usager, sauf cas d'urgence, et aux frais de l'usager s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 60 ci-après.

■ Article 12 - Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

Les travaux correspondants sur la partie publique du branchement seront exécutés par le SIVOM ou son exploitant.

■ Article 13 - Matières de vidange

Le déversement de matières de vidange se fait uniquement à la station d'épuration des eaux usées équipée à cet effet. Toute infraction sera signalée aux services de l'Etat qui délivrent les agréments de dépotage.

■ Article 14 - Rejets non autorisés

Les rejets non autorisés font l'objet de recherche sur l'origine des déversements. Le branchement du rejet est obturé en cas de risque :

- de sécurité,
- de pollution du milieu naturel,
- de dégradation des ouvrages de transport de collecte et d'épuration.

Les frais de recherche, de nettoyage, de dépollution, de mise en bon fonctionnement des ouvrages sont à la charge du responsable du rejet non autorisé.

■ Article 15 - Contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement neuf)

Conformément à l'article L 1331-4 du code de la santé publique le SIVOM ou son exploitant organise le contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement.

Le propriétaire transmet au SIVOM ou au gestionnaire des réseaux une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux selon le modèle cerfa n° 13408*01. Au vu de cette information le SIVOM organise avec le propriétaire le contrôle de la bonne exécution du branchement en domaine privé. En l'absence de rapport de contrôle le bien est déclaré non conforme.

■ **Article 16 - Contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement existant)**

Conformément à l'article L 1331-4 du code de la santé publique, le SIVOM ou son exploitant organise le contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement avec délivrance d'un rapport de contrôle.

■ **Article 17 - Contenu des contrôles pour branchement neuf et branchement existant**

Le contrôle est réalisé sur la base des documents et des informations apportées par le propriétaire et du contrôle des points d'eau et des évacuations rendues accessibles le jour du contrôle.

Le contrôle porte sur la séparation des eaux pluviales et des eaux usées dans le cas d'un réseau de type séparatif, le raccordement de toutes les eaux usées, le contrôle visuel de la boîte de branchement sous domaine privé, la déconnexion et le nettoyage des anciens ouvrages de traitement non collectif. Pour les activités assimilées ou non domestiques le contrôle permet de vérifier le bon entretien des dispositifs de prétraitement, la nature des effluents rejetés, la séparation des eaux usées assimilées et non domestiques.

En cas de conformité, le rapport délivré par le SIVOM vaut autorisation de rejet.

En cas de non-conformité, le SIVOM notifie les conclusions du contrôle au propriétaire qui dispose d'un délai de 1 (un) an pour procéder aux opérations de mise en conformité. Le propriétaire informe le SIVOM dès que les travaux ont été réalisés pour que celui-ci procède à une contre-visite de contrôle.

Conformément à l'article L1331-8 du code de la santé publique, en cas de non-réalisation des travaux de mise en conformité dans le délai fixé, le propriétaire est automatiquement astreint au paiement de la pénalité prévue à l'article 60 du présent règlement.

En cas de non-conformité majeure, (risques pour les biens, les personnes ou l'environnement...) les travaux doivent être réalisés par le propriétaire sans délai.

■ Article 18 - Organisation du contrôle

Les contrôles sont réalisés par les agents du service public de l'assainissement ou ceux de son exploitant. L'agent réalisant le contrôle est muni d'une attestation de la collectivité le désignant nominativement pour cette mission et d'une carte professionnelle ou de sa carte d'identité.

Le propriétaire est avisé de la date et de la plage horaire de réalisation du contrôle le concernant au moins 10 jours ouvrés avant la date du contrôle. Dans le cas où la date de visite proposée ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée au-delà d'un délai raisonnable. Le propriétaire est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous. L'absence de demande de modification du rendez-vous, adressée au SIVOM ou à son exploitant en temps utile pour que le service puisse en prendre connaissance au moins un jour ouvré avant le rendez-vous, vaut acceptation par le propriétaire de la date et de la plage horaire proposée par le SIVOM ou son exploitant.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de la réalisation du contrôle. Il incombe au propriétaire de faciliter l'accès aux différents ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (y compris à l'intérieur de l'immeuble).

Tout refus d'accepter un rendez-vous ainsi que toute absence à un rendez-vous fixé non justifié par un motif réel et sérieux constitue un obstacle à l'accomplissement de la mission de contrôle. Dans ce cas le SIVOM ou son exploitant constate l'impossibilité matérielle de réaliser le contrôle et notifie ce constat au propriétaire. Le propriétaire qui fait obstacle à la réalisation du contrôle est redevable de la pénalité financière prévue par l'article 60 ci-après. Un nouvel avis préalable de visite est notifié au propriétaire qui initie la même procédure.

■ CHAPITRE II - LES EAUX USEES DOMESTIQUES

■ Article 19 - Définition

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

■ Article 20 - Obligations de raccordement

Conformément à l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout. Le principe de raccordement étant, sauf dérogation, un branchement par construction. Tant que le raccordement n'est pas effectif l'immeuble doit être équipé d'un assainissement non collectif conforme et maintenu en bon état de fonctionnement.

■ Article 21 - Exonération de l'obligation de raccordement

Un immeuble édifié antérieurement à la mise en service du réseau d'eaux usées pourra être exonéré de l'obligation de raccordement par arrêté du Président du SIVOM et approuvé par le représentant de l'Etat dans le département si son dispositif d'assainissement non collectif est conforme aux normes en vigueur et s'il est considéré comme difficilement raccordable. A ce titre le propriétaire est soumis aux dispositions du règlement de l'assainissement non collectif et notamment assujéti à la redevance correspondante.

■ Article 22 - Modalités particulières de réalisation des branchements

Conformément à l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique, lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement ou de l'incorporation d'un réseau pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, le SIVOM exécutera ou fera exécuter d'office les parties des branchements situées sous le domaine public de tous les immeubles riverains, jusque et y compris le « regard de branchement ».

Dans les autres cas, la partie du branchement située sous le domaine public jusque et y compris le « regard de branchement » est réalisée par le SIVOM ou son exploitant à la demande du propriétaire.

Dans tous les cas, le SIVOM ou son exploitant se fait rembourser les sommes correspondant aux travaux d'établissement de la partie publique du branchement auprès du propriétaire.

Dans tous les cas, le branchement est incorporé au réseau d'assainissement géré par le SIVOM. Le SIVOM ou son exploitant en assure désormais l'entretien et en contrôle le fonctionnement.

■ Article 23 - Caractéristiques techniques des branchements eaux usées domestiques

La partie des branchements situés sous le domaine privé, comme celle située sous le domaine public doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- afin d'être à l'abri du gel, toutes les conduites posées à l'extérieur du bâtiment doivent avoir une couverture de terre d'au moins 1 mètre,
- sauf impossibilité technique, les conduites d'évacuation doivent être constituées d'éléments courts et rectilignes, posées parallèlement aux murs qu'elles sont appelées à longer. Si elles longent les murs à l'extérieur de bâtiments, elles doivent en rester éloignées d'au moins 1 m,

- les changements de direction des conduites d'évacuation sont obtenus par des coudes de 45° au maximum ou par l'intermédiaire de regard d'angle inférieur à 90, un angle de 90° est obtenu par 2 coudes à 45°. Les collets des tuyaux doivent être dirigés vers l'amont, c'est-à-dire en sens contraire de l'écoulement des eaux,
- la jonction de 2 conduites est réalisée par un raccord dit "embranchement" ou "culotte" sous un angle de 70° au maximum dans la direction de l'écoulement. L'emploi de pièce d'embranchement double n'est toléré qu'exceptionnellement,
- aucun tuyau ne doit, dans le sens de l'écoulement, être suivi d'un autre de dimension moindre ou être divisé en plusieurs branches,
- les raccordements de tuyaux de diamètres différents, s'obtiennent par des pièces spéciales dites "cônes",
- la pente des conduites ne doit en aucun cas diminuer dans le sens de l'écoulement ; elle est au minimum égale à 2/100 sauf impossibilité technique,
- aucune conduite d'évacuation ne doit avoir un diamètre inférieur à 100 mm; sauf dérogation le diamètre intérieur du raccordement à l'égout public est de 150 mm,
- l'écoulement dans les conduits d'évacuation doit être continu et n'être interrompu ni par des bouches d'égouts siphonides, ni par des siphons, ni par des vannes d'arrêt,
- les regards de visites doivent être étanches, avoir une dimension intérieure de 80 cm au moins, et être munis d'un couvercle approprié à la charge roulante,
- le radier doit comporter une cunette d'un rayon égal à celui de la conduite d'évacuation ; cette cunette doit épouser la pente de la conduite sans provoquer une chute, une retenue ou une stagnation des eaux et matières à évacuer,
- quel que soit les modalités de gestion des eaux pluviales, les réseaux et ouvrages des eaux usées doivent être strictement séparés des réseaux et ouvrages des eaux pluviales.

CHAPITRE III - LES EAUX USEES ASSIMILEES A DES EAUX USEES DOMESTIQUES

Article 24 - Définition

Les eaux usées résultants d'utilisations de l'eau assimilées à un usage domestique sont celles affectées exclusivement à la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux ainsi qu'au nettoyage et au confort de ces locaux. La liste des activités est visée à l'article L.1331-7-1 du Code de Santé Publique, à l'article R213-4B-1 du Code de l'Environnement et de l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte.

■ Article 25 - Droit de raccordement

Le propriétaire d'immeuble ou d'établissement produisant des eaux usées assimilées domestiques a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation. La demande est instruite dans les conditions de raccordement des eaux usées domestiques.

■ Article 26 - Conditions d'admissibilité

Le raccordement des eaux usées assimilées domestiques est assorti de prescriptions techniques spécifiques en fonction des risques résultant des activités exercées dans les immeubles et établissements concernés ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. L'acceptation du déversement des eaux usées assimilées domestiques dans le réseau public ne prendra effet, le cas échéant, qu'après la mise en œuvre d'ouvrages ou d'installations permettant de satisfaire aux obligations du présent règlement.

■ ■ ■ CHAPITRE IV - LES EAUX USEES NON DOMESTIQUES

■ Article 27 - Définition

Cette catégorie désigne toutes les eaux usées autres que domestiques.

■ Article 28 - La demande d'autorisation de déversement

Le rejet des eaux usées non domestiques, produites par une entreprise industrielle, commerciale ou autres, dans un réseau public d'assainissement doit faire l'objet, au préalable, d'une autorisation de déversement à l'égout, accompagnée, si nécessaire, d'une convention spéciale de déversement. La demande d'autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques et la convention spéciale de déversement sont instruites par le SIVDM ou par son exploitant.

■ Article 29 - Arrêté d'autorisation de déversement

Tout effluent autre que domestique doit faire l'objet d'un arrêté d'autorisation de déversement signé par le Président du SIVDM, gestionnaire des réseaux de collecte et des stations d'épuration. L'arrêté d'autorisation de déversement fixe la durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Il est valable pour une durée comprise entre 2 et 5 ans et renouvelable à la demande du bénéficiaire 6 mois avant son expiration. L'arrêté de déversement peut être provisoire pour des rejets ponctuels, pendant la période d'instruction de la demande ou autres situations analogues. L'arrêté peut être complété par une convention de déversement.

■ Article 30 - Conception et réalisation des ouvrages et canalisations pour les eaux usées non domestiques

Conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique, le raccordement des immeubles ou des établissements produisant des eaux usées non domestiques est assorti de prescriptions particulières définies par l'autorisation de déversement. Tout usager non domestique conçoit, construit et exploite des installations spécifiques lui permettant de rejeter ses eaux usées vers le réseau public. En domaine privé, les eaux usées non domestiques et les eaux usées domestiques produites par un même établissement sont collectées par le biais de réseaux distincts. Le branchement d'eaux usées non domestiques doit répondre aux dispositions générales du chapitre I ci-dessus.

■ Article 31 - Conditions de raccordement pour le déversement des eaux usées non domestiques

Le raccordement des établissements déversant des eaux usées non domestiques au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique.

Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les prescriptions réglementaires en vigueur et notamment les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure ou égale à 30°C,
- absence de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés,
- rapport DCO/DBO5 inférieur ou égal à 2,5,
- concentration en matières en suspension inférieure ou égale à 2000 mg/l,
- concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total du liquide n'exécède pas 150 mg/l si on l'exprime en azote élémentaire ou 200 mg/l si on l'exprime en ion ammonium,
- absence de matières flottantes déposables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de mettre en danger le personnel chargé de leur exploitation,
- absence de substances susceptibles de perturber le traitement biologique de la station d'épuration.

- conformité des rejets liquides radioactifs :
 - au décret n° 66-450 du 20 juin 1966 relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants,
 - au décret n° 67-228 du 15 mars 1967 portant règlement d'administration publique relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants,
 - à l'avis du Ministre de la Santé du 06 juin 1970 relatif à l'élimination des déchets radioactifs des déchets liquides,
- absence de rejets d'isotopes de période supérieure à 100 jours, ceux-ci doivent être pris en charge par le Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants.

Avant rejet les eaux usées non domestiques peuvent être soumises à une obligation de prétraitement. Le coût et l'entretien des installations de prétraitement sont à la charge du propriétaire. Les présentes dispositions peuvent être complétées de mesures spécifiques qui seront mentionnées dans l'autorisation préalable de déversement.

■ Article 32 - Caractéristiques des branchements eaux usées non domestiques

Sauf impossibilité technique, les eaux usées non domestiques et les eaux domestiques doivent faire l'objet de branchements distincts ou rejoindre séparément le "regard de branchement". Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels, commerciaux ou autres sont soumis aux règles fixées au chapitre II.

Les raccordements d'effluents d'origine non domestiques doivent être pourvus d'un regard agréé par le SIVOM ou son exploitant pour y effectuer des prélèvements et mesures ; ce regard sera placé en limite de propriété, de préférence dans le domaine public pour être facilement accessible à toute heure aux agents du service d'assainissement ou du SIVOM. Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut, à l'initiative du service d'assainissement ou du SIVOM, être placé sur le branchement des eaux usées non domestiques.

■ Article 33 - Prélèvements et contrôle des eaux usées non domestiques

Indépendamment des contrôles mis à la charge du producteur d'eaux usées non domestiques aux termes de l'autorisation de déversement, des prélèvements et des contrôles pourront être effectués à tout moment par le SIVOM ou son exploitant dans les regards de visite.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité des eaux usées non domestiques aux prescriptions et aux dispositions de l'autorisation de déversement. Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le SIVOM ou son exploitant. Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si le résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 60 du présent règlement.

■ ■ ■ CHAPITRE V - LES EAUX PLUVIALES

■ Article 34 - Définition

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, de l'arrosage et du lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings...

Ne sont pas considérées comme des eaux pluviales notamment les eaux souterraines et de nappe, les eaux de source, les rejets ou vidange des installations de traitement thermique ou de climatisation et les eaux de vidange des piscines.

Ces effluents, autres que pluviaux, ne sont pas admis dans un collecteur public sauf exception instruite selon le formalisme d'une autorisation de rejet temporaire au titre des eaux usées non domestiques.

■ Article 35 - Prescriptions communes eaux usées domestiques - eaux pluviales

Les articles 17 à 22 inclus relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements des eaux pluviales.

■ Article 36 - Conditions de raccordement des eaux pluviales

36-1 Principe

Le document d'urbanisme de la commune et particulièrement son plan de zonage d'assainissement fixe les dispositions à mettre en œuvre en matière de gestion des eaux pluviales.

Le raccordement systématique des eaux pluviales au réseau public n'est pas la règle. Il appartient à tous porteurs public(s) ou privé(s) de projets d'envisager d'abord une gestion à la parcelle des eaux pluviales produites. Si la gestion à la parcelle n'est pas satisfaisante les eaux pluviales seront autorisées partiellement ou en totalité à être rejetées dans le réseau public.

36-2 Dispositions de gestion à la parcelle

Les dispositions de gestion à la parcelle peuvent être notamment :

- l'évacuation vers un émissaire naturel comme un fossé ou un cours d'eau avec autorisation de son gestionnaire,
- la limitation de l'imperméabilisation,
- l'infiltration dans le sol :
 - EP des toitures en zone d'habitation sans traitement avant rejet
 - EP autres avec traitement approprié avant rejet
 - EP exposées à des produits polluants = interdiction d'infiltration
- le stockage et tamponnage :
 - dans des citernes
 - dans des ouvrages enterrés
 - sur des surfaces et aménagements extérieurs spécialement conçus et adaptés à cet effet (fossé, noue...).

Protection contre les eaux de ruissellement :

Seuil : pour limiter les débordements des eaux de ruissellement de chaussée vers les propriétés à l'occasion de pluies d'intensité exceptionnelles. Il est demandé de s'assurer que les seuils d'entrée des propriétés présentent une dénivelée positive par rapport à la chaussée.

Accès au garage et sous-sol : les évacuations d'eaux pluviales en domaine privé doivent disposer d'un stockage au moins égal à un volume 35 litres par m² de surface recueillie par ces évacuations.

Aménagement de terrain : l'aménagement doit être conçu et réalisé de façon à éloigner les eaux de ruissellement des bâtiments.

36-3 Demande de branchement.

La demande adressée au SIVOM ou son exploitant doit indiquer en outre le diamètre du branchement nécessaire pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le SIVOM ou son exploitant, compte tenu des particularités de la parcelle à desservir.

36-4 Caractéristiques techniques.

Le SIVOM ou son exploitant peut imposer à l'utilisateur la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs, débourbeurs et/ou déshuileurs à l'exutoire notamment des parcs de stationnement et des voies d'accès circulées. L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'utilisateur, sous le contrôle du SIVOM ou de son exploitant.

Les eaux pluviales provenant des cours, entrées charretières ou autres voies d'accès doivent être recueillies dans des bouches d'égout siphonides munies d'une décantation de seaux à boues en vue de leur déversement dans la conduite d'évacuation. Ces bouches doivent être couvertes par des grilles dont les barreaux sont espacés de 15 mm au maximum, les grilles sont dimensionnées et posées de manière à ce que les charges qu'elles sont appelées à subir ne détériorent pas les bouches d'égout.

Le SIVOM ou son exploitant se fait rembourser les sommes correspondant aux travaux d'établissement de la partie publique du branchement y compris le regard de branchement auprès du propriétaire.

36-5 Conditions d'admissibilités des eaux pluviales

La qualité des eaux pluviales doit respecter les limites fixées par les textes réglementaires, les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe ainsi que les objectifs de qualité et la vocation du milieu récepteur.

CHAPITRE VI - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Article 37 - Dispositions générales

Les installations sanitaires intérieures sont toutes les installations desservant une propriété et situées en amont de la limite de cette propriété. L'installation intérieure doit être équipée de boîtes de nettoyage en nombre suffisant et facilement accessibles pour permettre l'entretien de toutes les conduites d'eaux usées et pluviales.

Des boîtes de nettoyage à fermeture hermétique doivent être prévues sur chaque conduite d'évacuation. Si la conduite est souterraine, un regard étanche d'au moins 0,40 m de côté ou de diamètre muni d'un couvercle doit donner accès à la boîte de nettoyage. A l'intérieur des bâtiments, les conduites de chute et d'évacuation sont en fonte en PVC, en PE, en PP ou en PRV. A l'extérieur, les conduites sont en grès de première qualité, en PVC renforcé, en fonte en PE renforcé et PP renforcé.

Tout autre matériau ne peut être utilisé qu'avec l'accord du SIVOM ou de son exploitant.

Article 38 - Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisance

Conformément à l'article L. 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L.1331-4 et L.1331-5, le SIVOM ou son exploitant peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont, soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

■ Article 39 - Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

■ Article 40 - Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous les orifices sur ces canalisations, ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales. Le système mis en œuvre sera positionné en amont du regard de branchement, des gouttières et de la colonne de ventilation. Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité et être à une profondeur suffisante à l'abri du gel.

■ Article 41 - Pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

■ Article 42 - Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

■ Article 43 - Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Le sommet du tuyau d'évent doit se trouver simultanément :

- à 0,50 m au-dessus de la toiture,
- à 1,00 m au-dessus de toute ouverture en liaison avec l'intérieur de l'immeuble,
- à 2,00 m horizontalement de toute ouverture précitée.

Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales. Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts. La jonction des appareils sanitaires aux colonnes de chutes doit se faire suivant un angle de 70° au maximum dans la direction de l'écoulement.

Les diamètres suivants doivent être adoptés pour les colonnes de chute :

- descente des cuisines ou salles de bains :
 - jusqu'à 5 unités : 75 mm
 - de 5 à 10 unités : 100mm
- descente de WC ordinaires :
 - jusqu'à 3 unités : 100 mm
 - au-dessus de 3 unités : 125 mm
- descente de WC à action siphonique :
 - quel que soit le nombre : 100 mm.

Les colonnes de chute concernant plus de 10 unités seront traitées cas par cas. Chaque colonne de chute doit être munie, avant son raccordement avec la conduite d'évacuation, d'un orifice de visite à fermeture hermétique. La ventilation doit être de même diamètre que la colonne de chute principale.

■ Article 44 - Broyeurs d'éviers

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

■ Article 45 - Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Elles comportent en partie basse un dauphin d'une hauteur minimum de 1 m et un tabouret de gouttière avec panier amovible. Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment et être pourvues de boîtes de nettoyage à leur base et de crapaudines à leur sommet. Des descentes de gouttières communes à plusieurs immeubles sont interdites.

Si une descente d'eau pluviale débouche à une distance horizontale inférieure à 2 m d'une fenêtre, lucarne ou ouverture en liaison avec l'intérieur de l'immeuble, ou si elle reçoit les eaux de balcons ou terrasses accessibles, elle doit être munie à sa partie basse d'une occlusion siphonoïde visitable et résistant au gel.

■ Article 46 - Cas particulier d'un système unitaire ou pseudo séparatif

Dans le cas d'un réseau public, dont le système est unitaire ou pseudo séparatif, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée sur la parcelle privée en dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard dit "regard de branchement", pour permettre tout contrôle au service d'assainissement.

■ Article 47 - Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures jusqu'en limite de propriété y compris la descente de gouttière avec son tabouret de gouttière sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

■ Article 48 - Mise en conformité des installations intérieures

Le SIVOM ou son exploitant a le droit de vérifier, avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

De la même façon le Service d'Assainissement ou le SIVOM peut vérifier les installations intérieures déjà raccordées; dans le cas où des désordres sont constatés, le propriétaire doit y remédier à ses frais.

■ Article 49 - Piscines

La vidange de la piscine dans le réseau public est soumise à une autorisation préalable du SIVOM après dépôt par le demandeur d'une demande d'autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques. En tout état de cause les produits additifs devront être neutralisés avant tout rejet. Les douches extérieures et autres installations sanitaires doivent être raccordées au réseau d'eaux usées.

■ Article 50 - Raccordement des aires de parkings, sous sol couverts

Les grilles de sol dans les parkings et sous-sols couverts sont raccordées au réseau public d'eaux usées via un séparateur à hydrocarbures dont le modèle est soumis à approbation préalable du SIVOM ou de son exploitant.

Le raccordement des aires de parking et de sous-sols couverts n'est pas obligatoire, les eaux peuvent être stockées dans des fosses étanches qui seront vidangées autant que nécessaires.

■ ■ ■ CHAPITRE VII - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

■ Article 51 - Conditions d'intégration au domaine public

Les réseaux d'assainissement pourront être intégrés au réseau public lorsque la voirie sous laquelle ils sont situés est intégrée au domaine public.

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés ou publics, elles font l'objet d'un contrôle technique par le SIVOM ou son exploitant. L'aménageur remet un dossier des ouvrages exécutés au SIVOM et à son exploitant comprenant :

- le plan de récolement, établi par un géomètre, des collecteurs, ouvrages spéciaux, des branchements et des regards de branchement avec un repère en x, y et z de l'ensemble des ouvrages (format papier et numérique) avec une incertitude maximum de 40 cm sur la localisation,
- les essais d'étanchéité des collecteurs et regards, et de pénétrométrie des tranchées d'assainissement, exécutés par des organismes qualifiés indépendants,
- les certificats de conformité des installations électromécaniques établies par un organisme qualifié indépendant,
- le rapport de l'inspection télévisée de l'ensemble des collecteurs et des branchements (format papier et numérique).

- les plans de détail au 1/50 ou au 1/25 des ouvrages spéciaux (format papier et numérique) ainsi que l'ensemble des documents y afférent (dimensionnement, calage, programmation, schéma, paramétrage...),
- le Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO).

Les réalisations non conformes au présent règlement et aux prescriptions techniques du SIVOM sont mises en conformité par le demandeur à ses frais.

L'intégration des réseaux fait l'objet d'un procès verbal d'intégration au périmètre d'assainissement.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 52 - Travaux de branchement

Le SIVOM ou son exploitant réalise les travaux de la partie du branchement en domaine public jusque et y compris le regard de branchement. Ces travaux donnent lieu au paiement par le demandeur du coût du branchement au vu du devis établi par le SIVOM ou par son exploitant.

Devis : Le SIVOM ou son exploitant établit un devis estimatif du coût des travaux à réaliser soumis à l'approbation et à la signature du demandeur. Sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, les travaux doivent être terminés dans un délai d'1 mois suivant le règlement d'un acompte égal à 50 % du montant du devis. Le solde est facturé dans les quinze jours suivant l'exécution des travaux.

Facturation : Le décompte définitif des travaux est établi sur la base des travaux réellement exécutés majorés de frais dont la nature et le montant sont définis sous l'autorité du SIVOM. Le règlement des sommes dues intervient dans les deux mois à compter de la date d'émission de la facture.

Article 53 - Redevance d'assainissement collectif pour les eaux usées domestiques

Article 53-1 Définition

Tout service public d'assainissement donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R2333-121 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. La redevance d'assainissement collectif comprend une partie variable et une partie fixe.

La partie variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'utilisateur sur le réseau de distribution. Elle est déterminée aussi en fonction du volume d'eau prélevé sur toute autre source dont l'usage génère le rejet d'une eau usée collectée par le SIVOM.

La partie fixe est calculée pour couvrir une partie des charges fixes du service d'assainissement du SIVOM.

Article 53 -2 Volume d'eau pris en compte

Les volumes prélevés sur le réseau de distribution d'eau potable sont soumis à une redevance d'assainissement.

Les volumes prélevés à une source qui ne relève pas d'un service public (puits, eaux pluviales, autres) et générant le rejet d'eaux usées collectées traitées par le SIVOM sont soumis à une redevance d'assainissement.

Article 53 -3 Volume d'eau à exonérer

Les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation et l'arrosage des jardins ou pour tout autre usage ne générant pas une eau usée pouvant être rejetée dans le système d'assainissement, dès lors qu'ils proviennent de branchements spécifiques, n'entrent pas en compte dans le calcul de la redevance d'assainissement.

Article 53 -4 Alimentation à une source autre que le service public

Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et qui s'alimente en eau, totalement ou partiellement, à une source qui ne relève pas d'un service public doit en faire la déclaration à la mairie (puits, eaux pluviales, autre).

Article 53 -5 Calcul de la redevance d'assainissement pour les volumes d'eaux prélevés sur le réseau de distribution d'eau potable

Partie fixe : La partie fixe est déterminée selon la taille du compteur.

Partie variable : La partie variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'utilisateur sur le réseau de distribution. Ce volume est multiplié par le tarif au m³ de la redevance d'assainissement.

Article 53 -6 Calcul de la redevance d'assainissement pour les volumes d'eaux prélevés à une source qui ne relève pas d'un service public (puits, eaux pluviales, autres) dans le cas où l'usage de cette eau génère le rejet d'eaux usées collectées par le SIVOM

Partie fixe : La partie fixe est déterminée selon la taille du compteur.

Partie variable :

Présence d'un compteur : la redevance d'assainissement collectif est calculée par une mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais du SIVOM.

Absence de compteur : Dans le cas où l'utilisateur refuse la pose d'un compteur la redevance d'assainissement collectif est calculée en prenant en compte un volume forfaitaire de 150 litres par jour et par personne pour les eaux usées domestiques. En cas d'activité le volume pris en compte est celui admis par le secteur professionnel considéré.

Article 53 -7 Conditions de paiement

La redevance est perçue dès que l'usager est raccordé après constat par un agent ou une personne mandatée du service de l'assainissement. Elle est payable dans les mêmes conditions que les sommes afférentes à la consommation d'eau.

Article 53 -8 Immeubles raccordables non raccordé

Le propriétaire paie une somme équivalente à la redevance d'assainissement collectif dès la mise en service du réseau d'assainissement qu'il soit effectivement raccordé ou non. Cette somme est applicable aux propriétaires des immeubles jugés raccordables mais non raccordés. Elle est payable dans les mêmes conditions que la redevance d'assainissement collectif. Au terme du délai de deux ans fixé par l'article L1331-1 du Code de la santé publique tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une pénalité prévue par l'article 60 du présent règlement.

Ne sont pas concernés par cette disposition les immeubles équipés d'un assainissement non collectif aux normes [durée d'exonération de 10 ans], les immeubles équipés d'un assainissement non collectif aux normes et considérés comme difficilement raccordable. Ces immeubles considérés sont soumis à la redevance d'assainissement non collectif pour la durée de leur exonération.

Article 53 -9 Immeubles raccordés non conformes

Les immeubles raccordés au réseau d'assainissement qui ne sont pas conformes aux dispositions réglementaires et/ou aux prescriptions du SIVDM sont mis en conformité par le propriétaire.

Si le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation dans le délai prescrit, il est astreint au paiement d'une pénalité prévue par l'article 60 du présent règlement.

Article 54 - Redevance d'assainissement collectif pour les eaux usées non domestiques et pour les eaux usées assimilées à des eaux usées domestiques

Les dispositions prévues par l'article 53 ci-dessus s'appliquent aux eaux usées non domestiques. Les volumes d'eau pris en compte selon l'article 53-2 ci-dessus peuvent être pondérés par un coefficient de rejet. Les modalités de mise en œuvre du coefficient de rejet sont définies par la convention de déversement.

Pour les activités soumises à une installation de prétraitement qui ne se sont pas dotées d'une telle installation ou si l'installation existante n'est pas conforme ou si l'entretien de l'installation n'est pas réalisée dans les règles de l'art,

le propriétaire dispose d'un délai de 6 mois à réception de la notification de non-conformité pour remédier à la situation.

Le délai passé sans que l'installation soit sortie de sa situation de non-conformité le SIVOM applique la pénalité prévue par l'article 60 du présent règlement. Cette majoration s'applique jusqu'à la réalisation d'un système de prétraitement, la mise aux normes ou le bon entretien de l'installation de prétraitement.

■ **Article 55 - Frais d'établissement du rapport de contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement neuf)**

L'établissement du rapport de contrôle est gratuit pour le propriétaire qui transmet au SIVOM ou au gestionnaire des réseaux une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux selon le modèle cerfa n°13408*01 dans un délai de 30 jours après l'achèvement des travaux de construction.

Pour le propriétaire qui n'a pas transmis au SIVOM ou au gestionnaire des réseaux une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux selon le modèle cerfa n°13408*01 dans un délai de 30 jours, le SIVOM réalisera le contrôle à la demande du propriétaire. Les frais d'établissement du rapport de contrôle sont alors facturés au propriétaire selon un montant décidé par le comité d'administration du SIVOM.

■ **Article 56 - Frais d'établissement du rapport de contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement existant)**

A la demande d'une personne dûment autorisée (exemple : notaire pour une vente immobilière) le SIVOM réalise le contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement. Les frais d'établissement de rapport de contrôle sont facturés au demandeur selon un montant décidé par le comité d'administration du SIVOM.

■ **Article 57 - Participations financières dues par les usagers non domestiques**

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et/ou la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais d'équipements et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique. Les participations financières seront définies par la convention spéciale de déversement.

■ Article 58 - Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers domestiques

Conformément à l'article L1331-7 du Code de la santé publique et suite à la délibération du SIVOM les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainissement collectif s'élevant au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation sont déterminées par délibération du SIVOM.

Elle est exigible à la date de raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ou à la date d'achèvement du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires.

■ Article 59 - Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers assimilés à des usagers domestiques

Conformément à l'article L1331-7-1 du Code de la santé publique, les usagers assimilables à des usagers domestiques ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet. Les producteurs concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils sont soumis au versement d'une participation financière limitée au montant économisé par la non réalisation d'un système d'assainissement non collectif. Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.). Le montant de cette participation est fixé par le SIVOM.

Elle est exigible à la date de délivrance de l'autorisation de déversement au réseau d'assainissement. Les activités relevant du présent article ne sont pas soumises à la participation pour le financement de l'assainissement collectif due pour les usagers domestiques.

■ Article 60 - Pénalité financière ou doublement de la redevance

Conformément à l'article L1331.8 du code de la santé publique, le propriétaire qui ne s'est pas conformé à son obligation de raccordement ou de mise en conformité de son branchement est astreint après mise en demeure, au terme du délai imparti, au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau. Cette somme pourra être majorée dans une proportion fixée par le comité syndical du SIVOM dans la limite de 100%.

Si l'obligation de raccordement, la mise en conformité d'une installation non conforme, la mise en œuvre de système de prétraitement pour les assimilés domestiques ne sont pas respectées à l'issue du nouveau délai imparti par le SIVOM celui-ci peut procéder, après mise en demeure, aux travaux nécessaires, y compris en domaine privé, aux frais du propriétaire.

Si la mise en œuvre de système de prétraitement pour les usagers non domestiques n'est pas respectée à l'issue du nouveau délai, le SIVOM interdit tout rejet du contrevenant dans le réseau public.

CHAPITRE IX - INFRACTIONS ET SANCTIONS

■ Article 61 - Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents du SIVOM ou de son exploitant. Ils peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

■ Article 62 - Voies de recours des usagers

En cas de faute du SIVOM ou de son exploitant l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir les tribunaux judiciaires, compétents pour connaître des différends entre les usagers d'un service public industriel et commercial et ce service, ou les tribunaux administratifs si le litige porte sur l'assujettissement à la redevance d'assainissement ou le montant de celle-ci.

Préalablement à la saisine des tribunaux l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président du SIVOM. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

■ Article 63 - Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement passées entre le SIVOM et des usagers non domestiques troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement de la station d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le SIVOM pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur le champ et sur constat du SIVOM ou de son exploitant.

CHAPITRE X - DISPOSITIONS D'APPLICATION

■ Article 64 - Date d'application

Le présent règlement s'applique à compter du 01 janvier 2015.

■ Article 65 - Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le SIVOM et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service trois mois avant leur mise en application.

■ Article 66 - Clauses d'exécution

Le Président du SIVOM de la Région Mulhousienne, les Maires des communes concernées, les agents du Service public de l'assainissement collectif, habilités à cet effet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent règlement.

Modification du règlement approuvé par le comité d'administration du SIVOM de la région mulhousienne lors de sa séance du 18 décembre 2014.

Édition de janvier 2015

Sivom
RÉGION MULHOUSE

25, avenue Kennedy - BP 2287 - 68068 Mulhouse Cedex

Tél 03 89 43 21 30 - Fax 03 89 59 75 70

e-mail : contact@sivom-mulhouse.fr - site internet : www.sivom-mulhouse.fr

***COÛTS DES SOLUTIONS
PROPOSEES
PAR SECTEURS NON DESSERVIS***

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S1	3	UE		N° 1 : Assainissement Non Collectif
				N° 2 : extension du réseau cité Alex

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	27 000,00	600,00
Collectif		
TOTAL	27 000,00	600,00
Total / logement	9 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	105 000,00	270,00
TOTAL	105 000,00	270,00
Total / logement	35 000,00	90,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S1 - Cité Alex					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			LN filtrant drainé vertical	3	27 000,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		27 000,00
			Total par logement		9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S1 - Cité Alex					
	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL INVESTISSEMENT			27 000,00		
par logement			7 600,00		

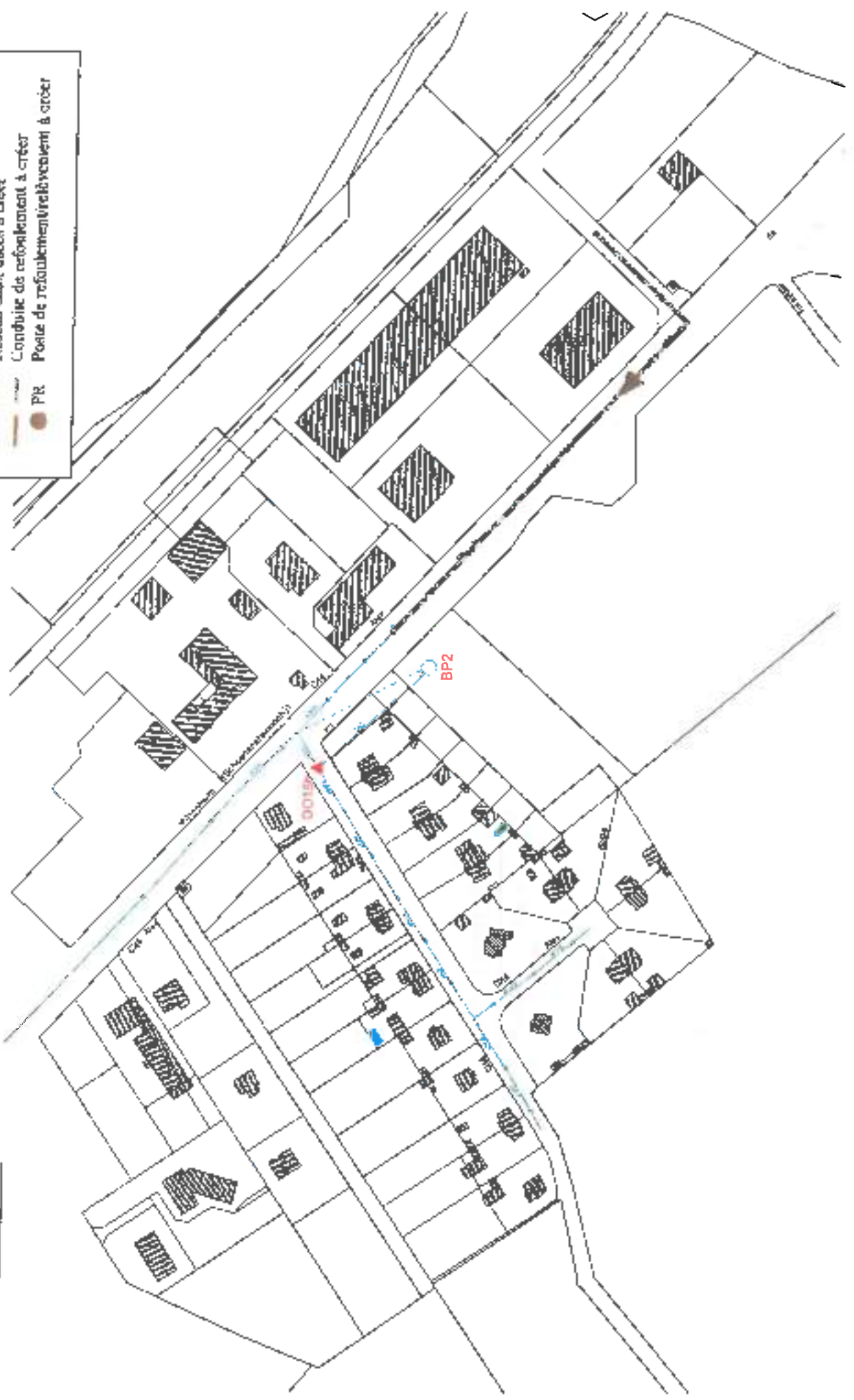
Secteur S1 - Cité Alex					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Entretien Assainissement Autonome	3	600,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		600,00
			Total par logement		200,00
	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL FONCTIONNEMENT			600,00		
par logement			100,00		

Commune de Feldkirch - Secteur 1

Legend

- Niveau unitaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de renforcement à créer
- PR Poste de renforcement/rélevement à créer

Solution N° 2



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S1 - Cité Alex					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S1 - Cité Alex					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	3	4 500,00		
	Déconnection et ramblaiement de fosse septique	3	2 340,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		6 840,00		
Total par logement		2 280,00			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	270	94 500,00		
	Branchement en domaine public	3	10 500,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		105 000,00		
Total par logement		35 000,00			
TOTAL INVESTISSEMENT			111 840,00		
par logement			37 280,00		

Secteur S1 - Cité Alex				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
	Entretien du réseau gravitaire	270	270,00	
	TOTAL Assainissement Collectif		270,00	
	Total par logement		90,00	
TOTAL FONCTIONNEMENT			270,00	
par logement			90,00	

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S2	1	ND6		N° 1 : Assainissement Non Collectif
				N° 2 : extension du réseau Cité Alex
				N° 3 : extension de réseau rue de Guebwiller à Pulverschelm

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	7 600,00	100,00
Collectif		
TOTAL	7 600,00	100,00
Total / logement	7 600,00	100,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	175 000,00	490,00
TOTAL	175 000,00	490,00
Total / logement	175 000,00	490,00

Solution N° 3

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	58 000,00	150,00
TOTAL	58 000,00	150,00
Total / logement	58 000,00	150,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF						
Secteur S2 - Rue de Mulhouse						
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation		Quantité	Montant en € HT	
		Lit filtrant drain vertical		1	9 000,00	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			9 000,00	
		Total par logement			9 000,00	
ASSAINISSEMENT COLLECTIF						
Secteur S2 - Rue de Mulhouse						
PRIVE	PRIVE	Désignation		Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Collectif				
		Total par logement				
PUBLIC	PUBLIC	Désignation		Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Collectif				
		Total par logement				
TOTAL INVESTISSEMENT					9 000,00	
par logement					9 000,00	

Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation		Quantité	Montant en € HT
		Entretien Assainissement Autonome		1	200,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif			200,00
		Total par logement			200,00
PUBLIC	PUBLIC	Désignation		Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Collectif			
		Total par logement			
TOTAL FONCTIONNEMENT					200,00
par logement					200,00

Commune de Feldkirch - Secteur 2

Solution N° 2



Légende

- Réseau existant
- - - Réseau eaux usées à créer
- ▨ Circuits de renforcement à créer
- Poste de renforcement/relèvement à créer
- PK

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	1	1 500,00		
	Déconnection et remblaiement de fosse septique	1	780,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		2 280,00		
Total par logement		2 280,00			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	490	171 600,00		
	Branchement en domaine public	1	9 500,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		175 000,00		
Total par logement		175 000,00			
TOTAL INVESTISSEMENT			177 280,00		
par logement			177 280,00		

Secteur S2 - Rue de Mulhouse				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
		Total par logement		
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
	Entretien du réseau gravitaire	490	490,00	
	TOTAL Assainissement Collectif		490,00	
	Total par logement		490,00	
TOTAL FONCTIONNEMENT			490,00	
par logement			392,00	

Commune de Feldkirch - Secteur 2

Solution N° 3

- Légende**
- Réseau unitaire existant
 - Réseau eaux usées à créer
 - Conduite de renforcement à créer
 - Poste de renforcement/relèvement à créer



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES FAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 3

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	1	1 500,00		
	Déconnexion et remblaiement de fosse septique	1	780,00		
	TOTAL Assainissement Collectif			2 280,00	
Total par logement			2 280,00		
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	150	52 500,00		
	Branchement en domaine public	1	3 500,00		
	TOTAL Assainissement Collectif			56 000,00	
Total par logement			56 000,00		
TOTAL INVESTISSEMENT			58 280,00		
par logement			58 280,00		

Secteur S2 - Rue de Mulhouse					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Entretien du réseau gravitaire	150	150,00		
	TOTAL Assainissement Collectif			150,00	
	Total par logement			150,00	
TOTAL FONCTIONNEMENT			150,00		
par logement			120,00		

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S3	1	NC	Limon - Argile	N° 1 : Assainissement Non Collectif N° 2 : refoulement sur la rue de Raedarsheim

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	9 000,00	200,00
Collectif		
TOTAL	9 000,00	200,00
Total / logement	9 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	139 450,00	2 024,00
TOTAL	139 450,00	2 024,00
Total / logement	139 450,00	2 024,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S3 - Rue de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Lit filtrant drainé vertical	1	9 000,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		9 000,00
			Total par logement		9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S3 - Rue de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
INVESTISSEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL INVESTISSEMENT			9 000,00		
par logement			9 000,00		

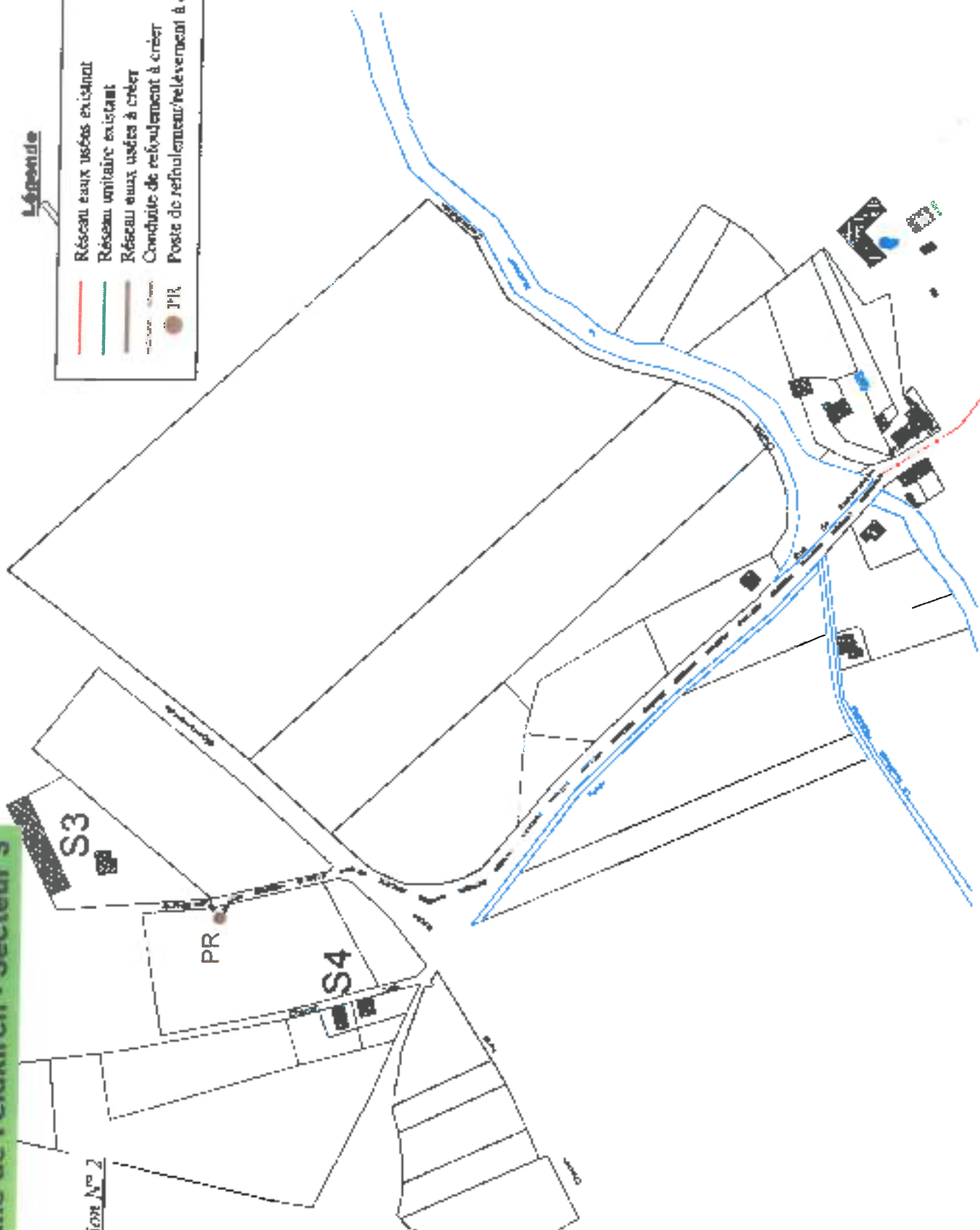
Secteur S3 - Rue de Raedersheim					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Entretien Assainissement Autonome	1	200,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		200,00
			Total par logement		200,00
FONCTIONNEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL FONCTIONNEMENT			200,00		
par logement			200,00		

Commune de Feldkirch - Secteur 3

Solution N° 2

Légende

- Réseau eaux usées existant
- Réseau unitaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de refoulement à créer
- Poste de refoulement/relèvement à créer
- PIR



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S3 - Rue de Rædersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S3 - Rue de Rædersheim					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	1	1 500,00		
	Déconnection et remblaiement de fosse septique	1	780,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		2 280,00		
	Total par logement		2 280,00		
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	24	8 400,00		
	Branchement en domaine public	1	3 500,00		
	Poste de refoulement (< 7 logements)	1	30 000,00		
	Conduite de refoulement	450	91 600,00		
	Passage sous rivière (2 passages) en refoulement	17	5 950,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		139 450,00		
Total par logement		139 450,00			
TOTAL INVESTISSEMENT			141 730,00		
par logement			141 730,00		

Secteur S3 - Rue de Rædersheim					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Entretien du réseau gravitaire	24	24,00		
	Poste de Refoulement	1	2 000,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		2 024,00		
	Total par logement		2 024,00		
TOTAL FONCTIONNEMENT			2 024,00		
par logement			2 024,00		

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Faldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S4	2	NC	Limon - Argile	N° 1 : Assainissement Non Collectif N° 2 : Refoulement sur la rue de Raedersheim
S3 et S4	3	NC	Limon - Argile	N° 3 : Refoulement sur la rue de Raedersheim

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	18 000,00	400,00
Collectif		
TOTAL	18 000,00	400,00
Total / logement	9 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	129 700,00	2 029,00
TOTAL	129 700,00	2 029,00
Total / logement	64 850,00	1 014,50

Solution N° 3

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	201 450,00	2 268,00
TOTAL	201 450,00	2 268,00
Total / logement	67 150,00	756,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF				
Secteur S4 - Rue de Raedersheim				
INVESTISSEMENT	PRIVE	Designation	Quantité	Montant en € HT
		Lit filtrant drainé vertical	2	18 000,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif			18 000,00
	Total par logement			9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF				
Secteur S4 - Rue de Raedersheim				
PRIVE	Designation	Quantité	Montant en € HT	
	TOTAL Assainissement Collectif			
	Total par logement			
PUBLIC	Designation	Quantité	Montant en € HT	
	TOTAL Assainissement Collectif			
	Total par logement			
TOTAL INVESTISSEMENT			18 000,00	
par logement			7 800,00	

Secteur S4 - Rue de Raedersheim				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Designation	Quantité	Montant en € HT
		Entretien Assainissement Autonome	2	400,00
	TOTAL Assainissement Non Collectif			400,00
	Total par logement			200,00
PUBLIC	Designation	Quantité	Montant en € HT	
	TOTAL Assainissement Collectif			
	Total par logement			
TOTAL FONCTIONNEMENT			400,00	
par logement			100,00	

Commune de Feldkirch - Secteur 4

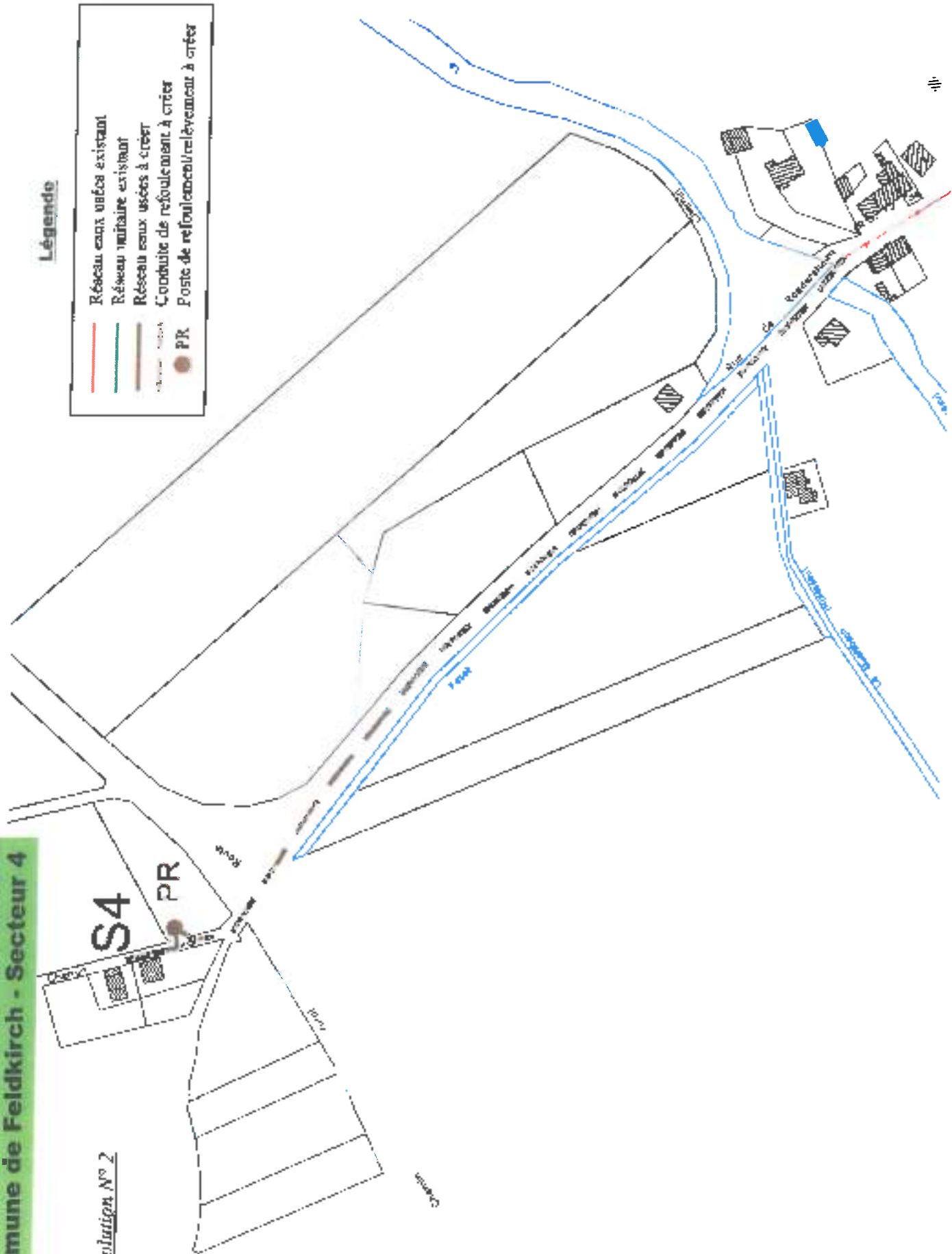
Solution N° 2

S4

PR

Légende

- Réseau eaux usées existant
- Réseau militaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de refoulement à créer
- Poste de refoulement/relèvement à créer
- PK



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES FAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

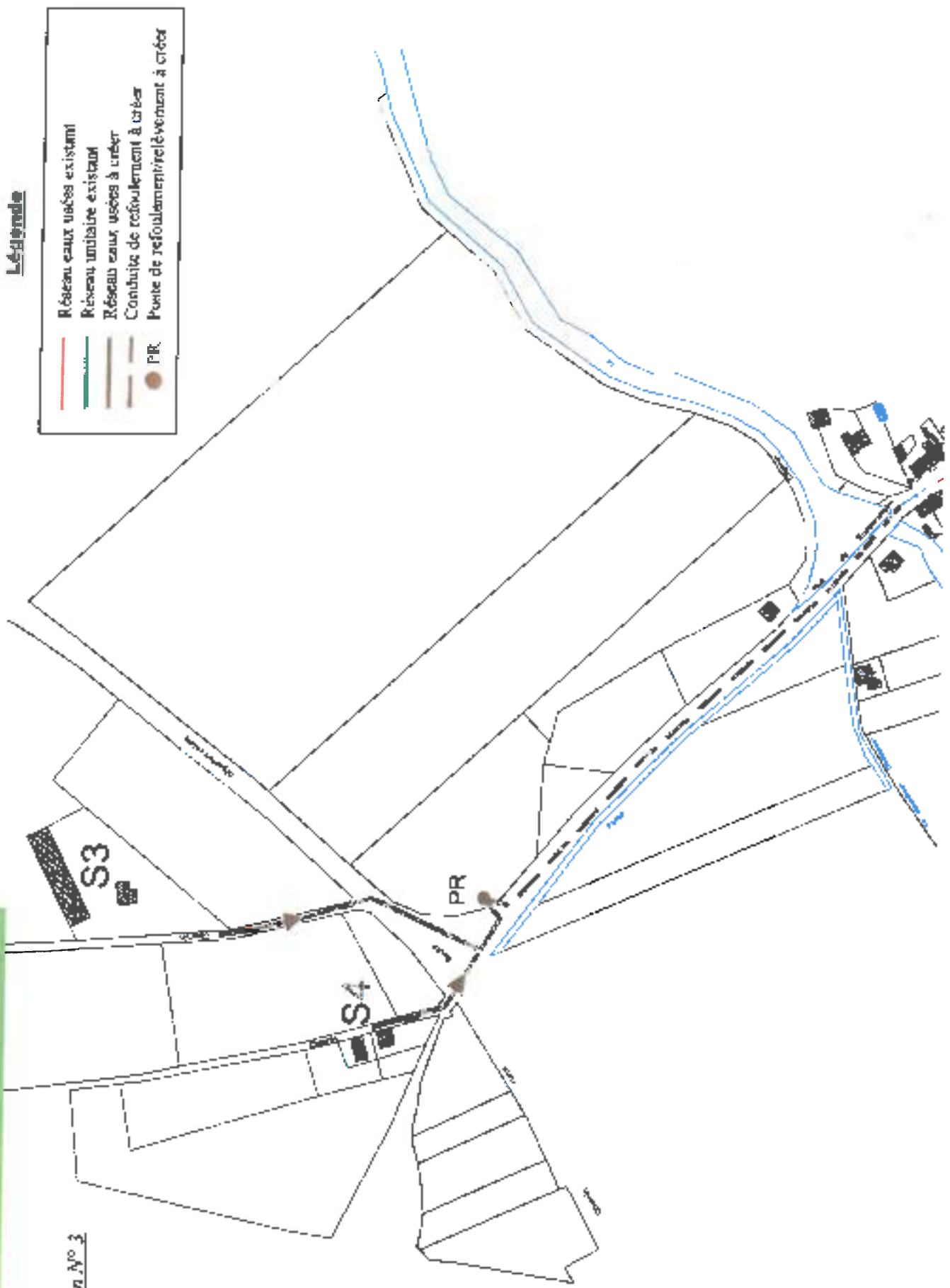
Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S4 - Rue de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S4 - Rue de Raedersheim					
PRIVE	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Raccordement sur domaine privé	2	3 000,00	
		Déconnection et remblaiement de fosse septique	2	1 560,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		4 560,00	
Total par logement		2 280,00			
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	29	10 150,00	
		Branchement en domaine public	2	7 000,00	
		Poste de refoulement (< 7 logements)	1	30 000,00	
		Conduite de refoulement	363	76 600,00	
		Passage sous rivière (2 passages) en refoulement	17	5 950,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		129 700,00	
Total par logement		64 850,00			
TOTAL INVESTISSEMENT				134 260,00	
par logement				67 130,00	

Secteur S4 - Rue de Raedersheim				
PRIVE	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
Total par logement				
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		Entretien du réseau gravitaire	29	29,00
		Poste de refoulement	1	2 000,00
		TOTAL Assainissement Collectif		2 029,00
		Total par logement		1 014,50
TOTAL FONCTIONNEMENT				2 029,00
par logement				1 014,50

Commune de Feldkirch - Secteur 4

Solution N° 3



Légende

- Réseau eaux usées existant
- Réseau unitaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de refoulement à créer
- PR

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 3

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S3 et S4					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
Total par logement					
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S3 et S4					
PRIVE	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Raccordement sur domaine privé	3	4 500,00	
		Déconnexion et remplissage de fosse septique	3	2 340,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		6 840,00	
		Total par logement		2 280,00	
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	268	93 800,00	
		Branchement en domaine public	3	10 500,00	
		Poste de refoulement (< 7 logements)	1	30 000,00	
		Conduite de refoulement	306	81 200,00	
		Passage sous rivière (2 passages) en refoulement	17	5 950,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		201 450,00	
		Total par logement		67 150,00	
TOTAL INVESTISSEMENT			208 290,00		
par logement			69 430,00		

Secteur S3 et S4					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
Total par logement					
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Entretien du réseau gravitaire	268	268,00	
		Poste de refoulement	1	2 000,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		2 268,00	
		Total par logement		756,00	
TOTAL FONCTIONNEMENT			2 268,00		
par logement			756,00		

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S5	1	NCb		N° 1 : Assainissement Non Collectif N° 2 : refoisement sur la rue de Raedersheim

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	9 000,00	200,00
Collectif		
TOTAL	9 000,00	200,00
Total / logement	9 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	35 000,00	72,00
TOTAL	35 000,00	72,00
Total / logement	35 000,00	72,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

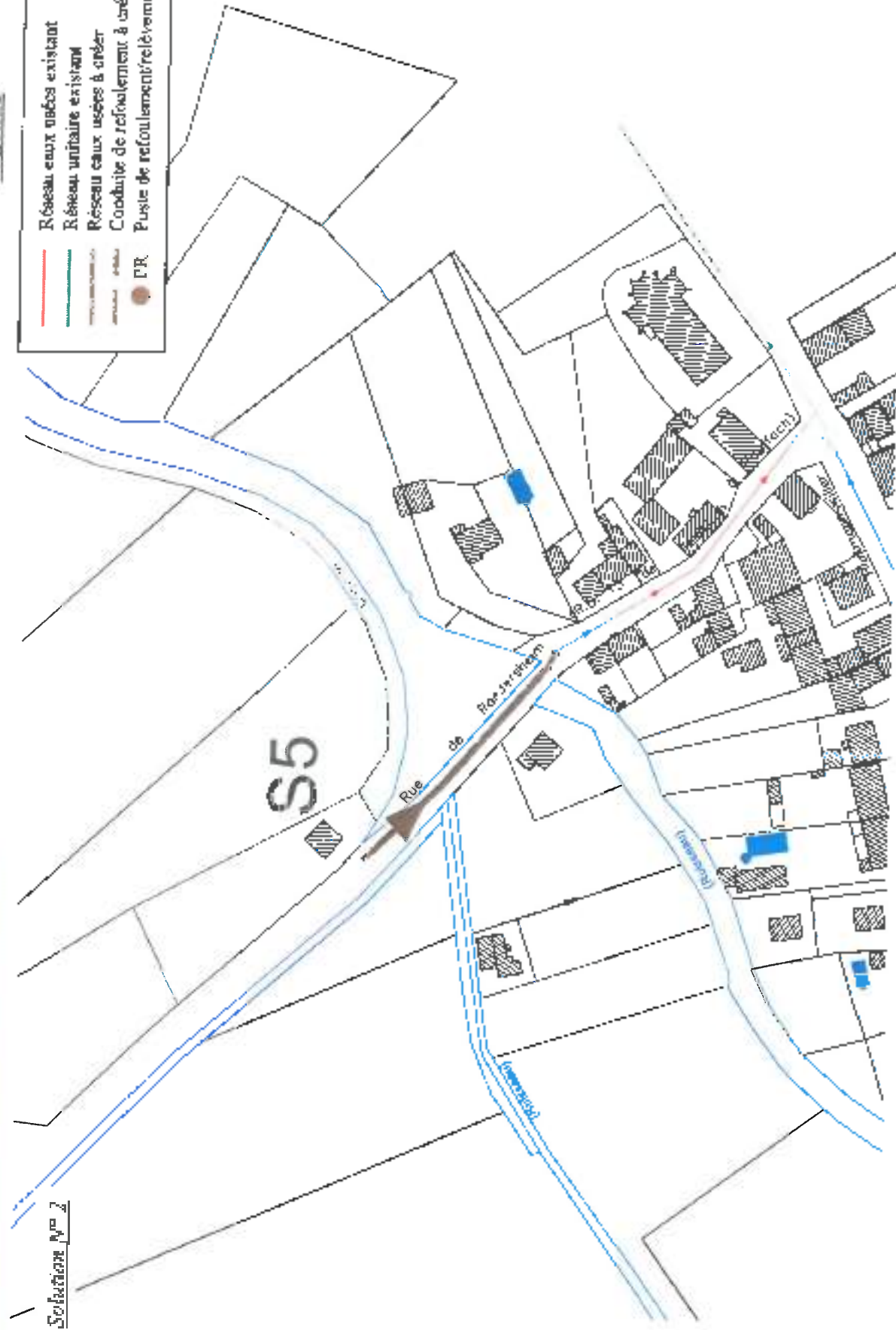
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S5 - Rue de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Lit filtrant drainé vertical	1	9 000,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		9 000,00
			Total par logement		9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S5 - Rue de Raedersheim					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	TOTAL Assainissement Collectif				
	Total par logement				
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	TOTAL Assainissement Collectif				
	Total par logement				
TOTAL INVESTISSEMENT			9 000,00		
par logement			9 000,00		

Secteur S5 - Rue de Raedersheim				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
			1	200,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif		200,00
	Total par logement		200,00	
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
	TOTAL Assainissement Collectif			
	Total par logement			
TOTAL FONCTIONNEMENT			200,00	
par logement			200,00	

Commune de Feldkirch - Secteur 5

Légende

- Réseau eaux usées existant
- Réseau unitaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de refoulement à créer
- Piste de refoulement/relèvement à créer



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Faldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S5 - Rus de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
	Total par logement				
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S5 - Rue de Raedersheim					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Raccordement sur domaine privé	1	1 500,00	
		Déconnection et remplissage de fosse septique	1	780,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		2 280,00	
		Total par logement		2 280,00	
INVESTISSEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	72	14 400,00	
		Branchement en domaine public	1	3 500,00	
		Passage sous rivière (2 passages - siphons) 17 m	2	17 100,00	
		TOTAL Assainissement Collectif		35 000,00	
	Total par logement		35 000,00		
TOTAL INVESTISSEMENT				37 280,00	
par logement				37 280,00	

Secteur S5 - Rue de Raedersheim				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
	Total par logement			
FONCTIONNEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		Entretien du réseau gravitaire	72	72,00
		TOTAL Assainissement Collectif		72,00
		Total par logement		72,00
TOTAL FONCTIONNEMENT				72,00
par logement				72,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
SS	1	NDc		N° 1 : Assainissement Non Collectif N° 2 : extension du réseau chemin forestier Cité Alex

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	9 000,00	200,00
Collectif		
TOTAL	9 000,00	200,00
Total / logement	8 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	147 000,00	410,00
TOTAL	147 000,00	410,00
Total / logement	147 000,00	410,00

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

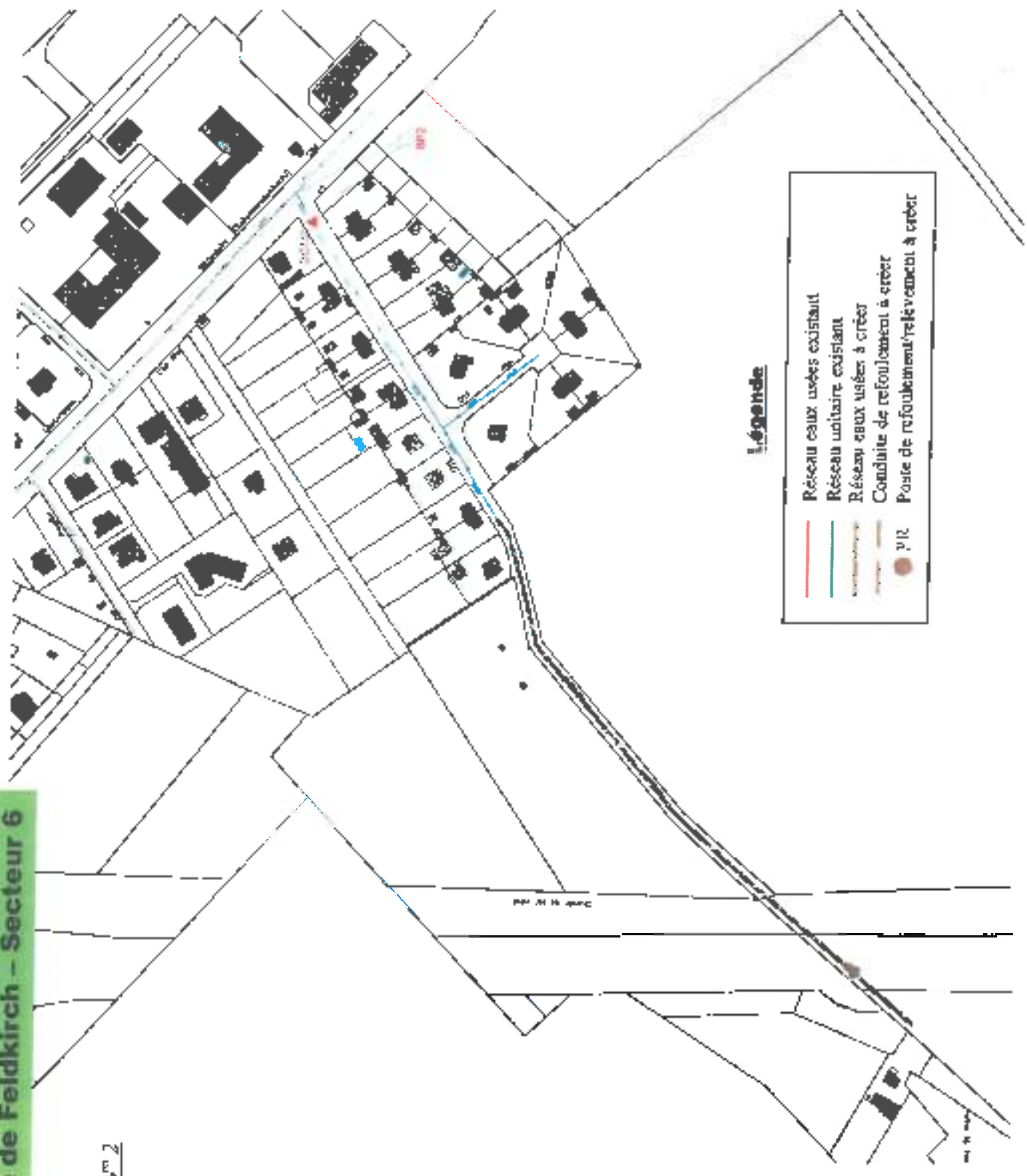
Solution N° 1

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S8 - Etang St Pierre					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Lit filtrant drainé vertical	1	9 000,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		9 000,00
			Total par logement		9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S8 - Etang St Pierre					
PRIVE	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL INVESTISSEMENT			9 000,00		
par logement			9 000,00		






Secteur S8 - Etang St Pierre					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			Entretien Assainissement Autonome	1	200,00
			TOTAL Assainissement Non Collectif		200,00
			Total par logement		200,00
PUBLIC	PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
			TOTAL Assainissement Collectif		
			Total par logement		
TOTAL FONCTIONNEMENT			200,00		
par logement			100,00		

Commune de Feldkirch – Secteur 6

Solution N° 2



Légende

-  Réseau eaux usées existant
-  Réseau unitaire existant
-  Réseau eaux usées à créer
-  Conduite de renforcement à créer
-  Poste de refoulement/relèvement à créer

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S6 - Etang St Pierre					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S6 - Etang St Pierre					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	1	1 600,00		
	Déconnection et remplissage de fosse septique	1	780,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		2 280,00		
		Total par logement	2 280,00		
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	410	143 600,00		
	Branchement en domaine public	1	3 500,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		147 000,00		
		Total par logement	147 000,00		
TOTAL INVESTISSEMENT			149 280,00		
par logement			149 280,00		

Secteur S6 - Etang St Pierre					
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Entretien du réseau gravitaire	410	410,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		410,00		
		Total par logement	410,00		
TOTAL FONCTIONNEMENT			410,00		
par logement			328,00		

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Faldkirch

Secteur	Nombre d'habitations	Zone du POS	Type de sol	Solutions
S7	3	Nda et UE	Sol caillouteux	N° 1 : Assainissement Non Collectif N° 2 : extension du réseau rue des Bois

Solution N° 1

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif	27 000,00	600,00
Collectif		
TOTAL	27 000,00	600,00
Total / logement	9 000,00	200,00

Solution N° 2

	Investissement en € HT	Fonctionnement en € HT/an
Non Collectif		
Collectif	59 500,00	140,00
TOTAL	59 500,00	140,00
Total / logement	19 833,33	46,67

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 1

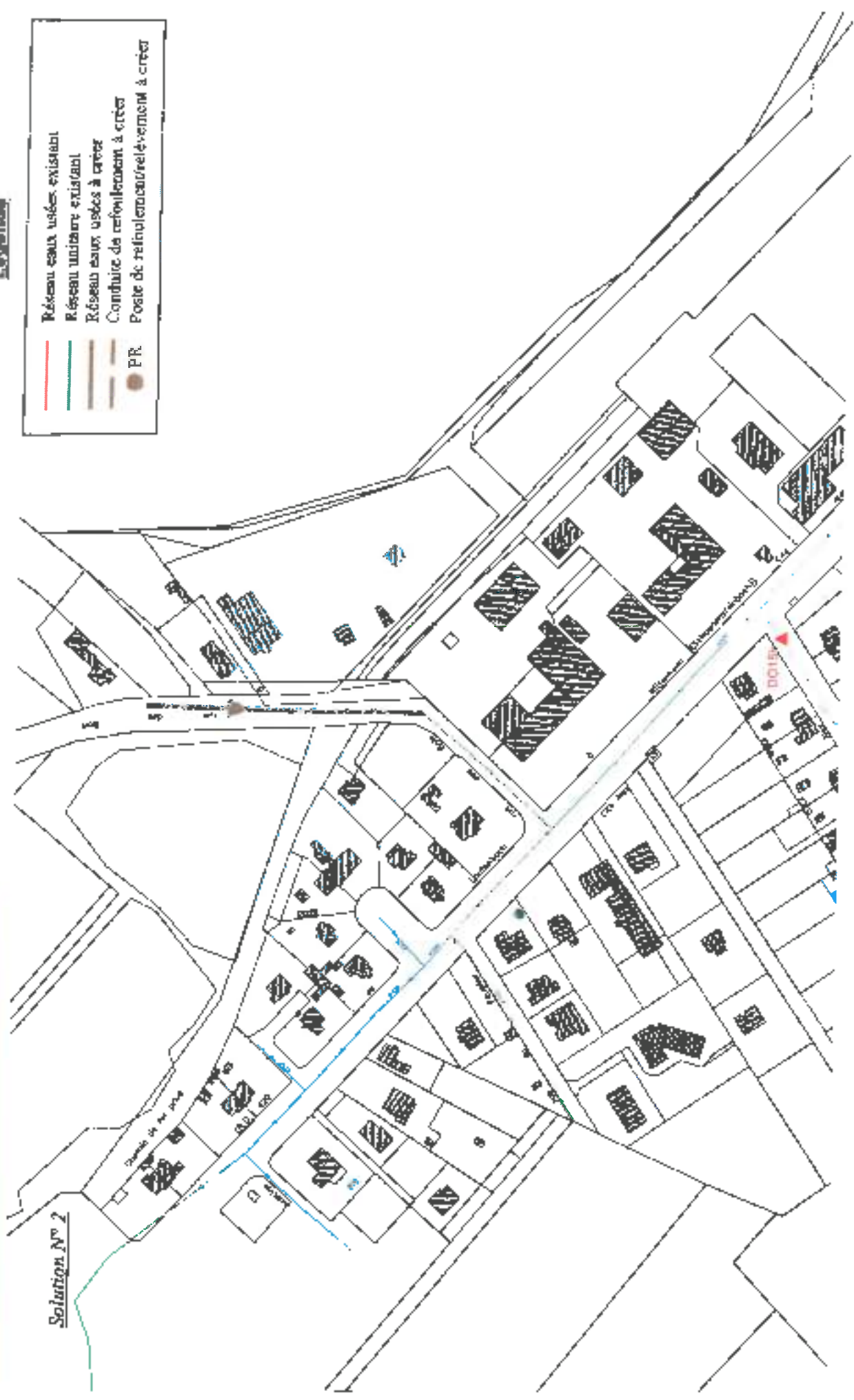
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF			
Secteur S7 - Rue des Bois			
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité Montant en € HT
		Lit filtrant drainé vertical	3 27 000,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif	27 000,00
		Total par logement	9 000,00
ASSAINISSEMENT COLLECTIF			
Secteur S7 - Rue des Bois			
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Collectif	
		Total par logement	
INVESTISSEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Collectif	
		Total par logement	
TOTAL INVESTISSEMENT			27 000,00
par logement			7 600,00

Secteur S7 - Rue des Bois			
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité Montant en € HT
		Entretien Assainissement Autonome	3 600,00
		TOTAL Assainissement Non Collectif	600,00
		Total par logement	200,00
FONCTIONNEMENT	PUBLIC	Désignation	Quantité Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Collectif	
		Total par logement	
TOTAL FONCTIONNEMENT			600,00
par logement			100,00

Commune de Feldkirch - Secteur 7

Légende

- Réseau eaux usées existant
- Réseau unitaire existant
- Réseau eaux usées à créer
- Conduite de renforcement à créer
- Poste de renforcement/relèvement à créer
- PR



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Coûts des solutions proposées - Commune de Feldkirch

Solution N° 2

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF					
Secteur S7 - Rue des Bois					
INVESTISSEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
		TOTAL Assainissement Non Collectif			
		Total par logement			
ASSAINISSEMENT COLLECTIF					
Secteur S7 - Rue des Bois					
PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Raccordement sur domaine privé	3	4 500,00		
	Déconnection et remplissage de fosse septique	3	2 340,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		6 840,00		
Total par logement		2 280,00			
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT		
	Réseau EU gravitaire diamètre 200 mm	140	49 000,00		
	Branchement en domaine public	3	10 500,00		
	TOTAL Assainissement Collectif		59 500,00		
Total par logement		19 833,33			
TOTAL INVESTISSEMENT			66 340,00		
par logement			22 113,33		

Secteur S7 - Rue des Bois				
FONCTIONNEMENT	PRIVE	Désignation	Quantité	Montant en € HT
		TOTAL Assainissement Non Collectif		
Total par logement				
PUBLIC	Désignation	Quantité	Montant en € HT	
	Entretien du réseau gravitaire	140	140,00	
	TOTAL Assainissement Collectif		140,00	
Total par logement		48,87		
TOTAL FONCTIONNEMENT			140,00	
par logement			37,33	

***PLAN DE ZONAGE
ASSAINISSEMENT
COLLECTIF et NON COLLECTIF***

***PLAN DE ZONAGE
PLUVIAL et DE POLLUTION***

**TARIFS
ASSAINISSEMENT 2015**

**SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU COMITE D'ADMINISTRATION**

sous la présidence de M. Jean ROTTNER

Séance du 18 décembre 2014

Nombre de présents :	56	<u>Date de convocation et d'expédition :</u> 10 décembre 2014
Nombre de droits de votes :	100	
Pour :	100	09 01 DL141218-AGF-08
Contre :	0	
Abstention :	0	

Présents (56) : MM. BERGDOLL, BOCKEL, BOURGUET, BROMBACHER, Mme BUCHERT, MM. CENTLIVRE, CHAPRIER, DUSSOURD, EBERLIN, EICHER, FELLY, FREY, Mme GASSER, M. GASSER, Mmes GERHART-GROH, GRISEY, MM. GRUN, HATTENBERGER, HAUSS, HILLMEYER, HIRTH, ISSELE, IVAIN, Mme JOHO, M. JULIEN, Mme KLAKOSZ, MM. KOLB, LECONTE, MAITREAU, Mmes MILLION, MIMAUD, MM. MONTEILLET, NEUMANN, NICOLAS, NOTTER, Mme PLAS, M. POCHON, Mme RAPP, MM. RAPP, RICHERT, ROTTNER, Mme SCHELL, MM. SCHNEBELEN, SPIEGEL, Mme STIMPL, M. STOCKER, Mme STRIFFLER, MM. STRIFFLER, TOME, , Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, WEISS, WILLEMANN, WOLFF, Mme ZELLER

Excusés (28) : MM. BAUER, BECHT, BITSCHENE, DUMEZ, ENGASSER, FISCHER, FUCHS, GOESTER, Mme GROFF, MM. HERTZOG, IFFRIG, Mme JENN, M. KIMMICH, Mmes LUTZ, MOTTE, MM. MUTH, NOBEL, OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, SCHILLINGER, Mmes SCHMIDLIN BEN M'BAREK, SCHWEITZER, SORNIN, WINNLEN

Absents (4) : Mme LAMON, MM. METZGER, PULEDDA, TRIMAILLE

Ont donné procuration (13) : MM. BAUER, BECHT, FISCHER, Mme GROFF, M. KIMMICH, Mme MOTTE, MM. OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, Mme SORNIN

Assistaient en outre à la séance : MM. OCHSENBEIN Régis, NAZON Pierre-Victor, ARLOTTI Serge, WILLGALLIS Martial, Mmes TROGNON-MEYER Claire, JAMMES Martine, du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

**Point n° 9 de l'ordre du jour
TARIFS ASSAINISSEMENT 2015**

1. Redevance assainissement collectif 2015 :

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la compétence assainissement est exercée de plein droit par le SIVOM et à ce titre il fixe le tarif de la redevance d'assainissement collectif des communes membres que sont : Bernwiller, Bollwiller, Brunstatt, Didenheim, Eschentzwiller, Feldkirch, Flaxlanden, Habsheim, Illzach, Kingersheim, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Mulhouse, Pfastatt, Pulversheim,

Reiningue, Richwiller, Riedisheim, Rixheim, Ruelisheim, Sausheim, Staffelfelden, Wittenheim, Zillisheim, Zimmersheim. Le tarif de la redevance assainissement collectif s'applique aux usagers domestiques, aux usagers non domestiques, aux assimilés domestiques ainsi qu'aux usagers qui ne relèvent pas d'un service public de l'eau (puits, forages et eaux pluviales).

Conformément au débat d'orientation budgétaire il est proposé de faire évoluer les tarifs assainissement perçus par le SIVOM de 1,5 % tout en respectant une unité de tarification sur le périmètre syndical.

Ainsi pour 2015 la tarification de la redevance d'assainissement se décompose :

- d'une part fixe qui permet de nous prémunir en partie de l'évolution de la consommation d'un montant de **40,32 €** annuel par ménage,
- d'une part variable harmonisée sur l'ensemble du territoire du SIVOM d'un montant de **1,3461 €** du m³ (part SIVOM + part des fermiers),
- et de la part fermier de **0.8208 €**.

Au global l'évolution de la redevance d'assainissement en 2015 sera de 0,86 %.

Les grilles tarifaires annexées à la présente délibération détaillent de façon précise les tarifs applicables pour 2015 (annexes 1, 2 et 3).

Les eaux usées des communes de Baldersheim et de Battenheim sont traitées à la station d'épuration située à Ruelisheim et ainsi soumises à la redevance d'assainissement collectif pour la part épuration des eaux usées. Le tarif de redevance d'assainissement collectif au 1^{er} janvier 2015 s'élève à 1,1380 € / m³ (+1,5% / 2014).

Pour que ces tarifs puissent valablement être appliqués à compter du 1^{er} janvier 2015 par les différents facturiers de l'eau et de l'assainissement, il est indispensable que leur fixation intervienne avant le 31 décembre 2014.

Le tarif applicable au syndicat « Basse Vallée de la Doller », uniquement membre de la compétence « épuration des eaux usées », est fixé à 0,6015 €/m³ (+1,5%/2014).

2. Participation pour le financement de l'assainissement collectif

Conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé public les propriétaires des Immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées sont astreints à verser une participation pour le financement de l'assainement collectif. Celle-ci s'élève au maximum à 80% du coût de fourniture et de pose d'un assainissement non collectif. Les modalités techniques et financières de cette participation ont été déterminées par délibération du SIVOM lors de sa séance du 26 juin 2012. Elle concerne les producteurs d'eaux usées domestiques.

Cette participation se substitue à la participation pour le raccordement à l'égout depuis du 1^{er} juillet 2012.

La participation est exigible à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Pour l'année 2015 il est proposé de maintenir le tarif appliqué en 2014 selon le tableau ci-joint (annexe 4)

3. Participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques

La participation pour le financement de l'assainissement collectif par les usagers assimilés à des usagers domestiques a été instituée par le SIVOM lors de la séance de son comité d'administration du 26 juin 2012 avec effet au 1^{er} juillet 2012. Son montant est limité au coût économisé par la non réalisation d'un système d'assainissement non collectif.

Les usagers concernés sont ceux définis par l'article R213-48-1 du Code de l'environnement et de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte. Ils ne sont pas soumis à un arrêté d'autorisation de rejet.

Les établissements industriels sont assujettis à la même participation financière si une partie de leurs locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.).

Cette participation financière est exigible à la délivrance de l'autorisation de déversement ordinaire.

Pour 2015, il est proposé de maintenir le tarif 2014 selon le tableau ci-joint (annexe 5).

Les activités relevant du présent article ne sont pas soumises à la participation pour le financement de l'assainissement collectif.

Les membres du Comité d'Administration :

- adoptent les tarifs de la part fixe de la redevance d'assainissement 2015 conformément à la grille tarifaire détaillée dans le tableau en annexe 1,
- adoptent les taux de la part variable de la redevance d'assainissement 2015 figurant dans le tableau en annexe 2,
- adoptent le montant de la redevance d'assainissement 2015 pour les usagers de Baldersheim et de Battenheim,
- adoptent le tarif applicable à la « Basse Vallée de la Doller »,
- approuvent le tarif 2015 de la participation financière due par les usagers assimilés à des usagers domestiques dans les conditions de la présente délibération et de son annexe 4,
- approuvent le tarif 2015 de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) dans les conditions de la présente délibération (annexe 5),
- chargent le Président de la signature de l'ensemble des documents relatifs à la mise en œuvre de ces décisions.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le **19 DEC. 2014**
et exécutoires à compter de cette date

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



Annexe 1
Part fixe de la redevance d'assainissement - tarifs 2015

type de compteur d'eau	tarif annuel 2014	tarif annuel 2015	tarif semestriel 2014	tarif semestriel 2015	tarif trimestriel 2014	tarif trimestriel 2015	tarif mensuel 2014	tarif mensuel 2015
Ø 15	39,72	40,32	19,86	20,16	9,93	10,08	3,31	3,36
Ø 20	39,72	40,32	19,86	20,16	9,93	10,08	3,31	3,36
Ø 25	76,13	77,27	38,07	38,64	19,03	19,32	6,34	6,44
Ø 30	112,54	114,23	56,27	57,11	28,14	28,56	9,38	9,52
Ø 32	112,54	114,23	56,27	57,11	28,14	28,56	9,38	9,52
Ø 40	168,81	171,34	84,41	85,67	42,20	42,84	14,07	14,28
Ø 50	252,67	256,46	126,33	128,23	63,17	64,11	21,06	21,37
Ø 60	252,67	256,46	126,33	128,23	63,17	64,11	21,06	21,37
Ø 65	252,67	256,46	126,33	128,23	63,17	64,11	21,06	21,37
Ø 80	379,55	385,24	189,78	192,62	94,89	96,31	31,63	32,10
Ø 100	493,19	500,59	246,60	250,30	123,30	125,15	41,10	41,72
Ø 150	493,19	500,59	246,60	250,30	123,30	125,15	41,10	41,72
Ø 200	493,19	500,59	246,60	250,30	123,30	125,15	41,10	41,72
Ø 40 - 15	208,53	211,66	104,27	105,83	52,13	52,92	17,38	17,64
Ø 50 - 15	292,39	296,77	146,19	148,39	73,10	74,19	24,37	24,73
Ø 50 - 20	292,39	296,77	146,19	148,39	73,10	74,19	24,37	24,73
Ø 50 - 25	328,80	333,73	164,40	166,86	82,20	83,43	27,40	27,81
Ø 80 - 15	419,27	425,56	209,64	212,78	104,82	106,39	34,94	35,46
Ø 80 - 20	419,27	425,56	209,64	212,78	104,82	106,39	34,94	35,46
Ø 100 - 20	532,92	540,91	266,46	270,45	133,23	135,23	44,41	45,08
Ø 100 - 25	569,33	577,87	284,66	288,93	142,33	144,47	47,44	48,16
Ø 100 - 30	605,74	614,82	302,87	307,41	151,43	153,71	50,48	51,24
Ø 150 - 40	662,01	671,94	331,00	335,97	165,50	167,98	55,17	55,99

Annexe 2

Part variable de la redevance assainissement - tarifs 2015

	Redevance assainissement part fixe SIVOM 2014	Redevance assainissement part fixe SIVOM 2014 (par fact 120 m3)	Redevance fermier 2014	Redevance globale assainissement 2014 (pr 120 m3)	Redevance assainissement part var. SIVOM 2015	Redevance assainissement part fixe SIVOM 2015 (pr fact 120 m3)	Redevance fermier 2015	Redevance globale assainissement 2015 (pr 120 m3)	Evolution en % de 2014 à 2015		
									part variable	part fixe	redevance globale
Berrwiller	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Bollwiller	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Brunstatt	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Didenheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Eschentzwiller	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Feldkirch	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Flaxlanden	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Habsheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Illzach	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Klingersheim	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Lutterbach	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Morschwiller-le-Bas	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Mulhouse	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Pfastatt	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Puharsheim	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Reiningue	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Rechtwiller	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Riedtsheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Rixheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Ruelisheim	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Sausheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	0,70	1,50	0,86
Staufelden	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	1,50	1,50	0,86
Wittersheim	1,3367	0,3310		1,6677	1,3461	0,3359		1,6820	0,70	1,50	0,86
Zillisheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86
Zimmersheim	0,5175	0,3310	0,8192	1,6677	0,5253	0,3359	0,8208	1,6820	1,50	1,50	0,86

Annexe 3

Evolution 2013 - 2015 de la redevance eau + assainissement (sur la base d'une consommation de 120 m³/an)

	2014					2015				
	Redevance assainissement par m ³	Redevance eau par m ³ (prévision HT)	Redevance agence de l'eau par m ³	Total redevance eau + assainissement par m ³ (prévision)	Evol en % de 2013 à 2014	Redevance assainissement par m ³	Redevance eau par m ³ (prévision HT)	Redevance agence de l'eau par m ³	Total redevance eau + assainissement par m ³ (prévision)	Evol en % de 2014 à 2015
Bannwiller	1,6677 €	1,2613 €	0,5810 €	3,5100 €	0,02%	1,6820 €	1,2613 €	0,6690 €	3,6123 €	0,06%
Bollwiller	1,6677 €	1,2587 €	0,5810 €	3,5074 €	0,02%	1,6820 €	1,2587 €	0,6690 €	3,6097 €	0,06%
Braunsbitt	1,6677 €	1,9858 €	0,5810 €	4,3345 €	-0,03%	1,6820 €	2,0243 €	0,6690 €	4,3753 €	0,94%
Didenheim	1,6677 €	1,8464 €	0,5810 €	4,1951 €	0,02%	1,6820 €	1,8099 €	0,6690 €	4,2359 €	0,97%
Eschenbweiler	1,6677 €	2,4294 €	0,5810 €	4,7781 €	2,11%	1,6820 €	2,4679 €	0,6690 €	4,8189 €	0,85%
Feldkirch	1,6677 €	1,3384 €	0,5810 €	3,5871 €	0,02%	1,6820 €	1,3384 €	0,6690 €	3,6894 €	0,06%
Flazlanden	1,6677 €	1,4861 €	0,5810 €	3,8348 €	-0,03%	1,6820 €	1,4861 €	0,6690 €	3,8371 €	0,06%
Hohsheim	1,6677 €	2,4294 €	0,5810 €	4,7781 €	2,11%	1,6820 €	2,4679 €	0,6690 €	4,8189 €	0,85%
Illzach	1,6677 €	1,8067 €	0,5810 €	4,1554 €	0,04%	1,6820 €	1,8452 €	0,6690 €	4,1962 €	0,98%
Kingsheim	1,6677 €	1,4030 €	0,5810 €	3,7517 €	0,92%	1,6820 €	1,4030 €	0,6690 €	3,7540 €	0,06%
Luttenbach	1,6677 €	2,1194 €	0,5810 €	4,3711 €	0,73%	1,6820 €	2,1578 €	0,6690 €	4,4439 €	1,67%
Morschwiller-Le-Bas	1,6677 €	2,1234 €	0,5810 €	4,3751 €	0,73%	1,6820 €	2,1619 €	0,6690 €	4,4479 €	1,66%
Mulhouse	1,6677 €	1,5794 €	0,5810 €	3,9281 €	-0,03%	1,6820 €	1,6179 €	0,6690 €	3,9689 €	1,04%
Platzelt	1,6677 €	2,0037 €	0,5810 €	4,2554 €	0,75%	1,6820 €	2,0422 €	0,6690 €	4,3282 €	1,71%
Pulversheim	1,6677 €	1,7269 €	0,5810 €	4,0756 €	0,27%	1,6820 €	1,7269 €	0,6690 €	4,0779 €	0,06%
Ruchingue	1,6677 €	2,3818 €	0,5810 €	4,6335 €	5,26%	1,6820 €	2,3818 €	0,6690 €	4,6678 €	0,74%
Ruchwiller	1,6677 €	1,5323 €	0,5810 €	3,7840 €	0,90%	1,6820 €	1,5323 €	0,6690 €	3,8183 €	0,91%
Riedsheim	1,6677 €	1,9558 €	0,5810 €	4,3045 €	-0,03%	1,6820 €	1,9943 €	0,6690 €	4,3453 €	0,95%
Ruelsheim	1,6677 €	2,4294 €	0,5810 €	4,7781 €	2,11%	1,6820 €	2,4679 €	0,6690 €	4,8189 €	0,85%
Ruelsheim	1,6677 €	1,3083 €	0,5810 €	3,6570 €	0,02%	1,6820 €	1,3083 €	0,6690 €	3,6593 €	0,06%
Sersheim	1,6677 €	1,8173 €	0,5810 €	4,1660 €	-0,03%	1,6820 €	1,8558 €	0,6690 €	4,2068 €	0,98%
Staufheim	1,6677 €	1,3043 €	0,5810 €	3,6530 €	0,02%	1,6820 €	1,3043 €	0,6690 €	3,6553 €	0,06%
Witzelshausen	1,6677 €	1,3296 €	0,5810 €	3,6783 €	0,02%	1,6820 €	1,3296 €	0,6690 €	3,6806 €	0,06%
Zillisheim	1,6677 €	1,7423 €	0,5810 €	4,0910 €	-0,03%	1,6820 €	1,7423 €	0,6690 €	4,0933 €	0,06%
Zimmernheim	1,6677 €	2,4294 €	0,5810 €	4,7781 €	2,11%	1,6820 €	2,4679 €	0,6690 €	4,8189 €	0,85%



Annexe 4

Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Tous travaux énoncés liés à la création de constructions à usage d'habitation ou à un autre usage et tous travaux énoncés liés à la surface de plancher/terprise ou ses supplémentaires et comportant un ou plusieurs éléments supplémentaires, relevant du service d'assainissement collectif sont assimilés à la participation pour le financement de l'assainissement collectif prévu à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique dans les conditions ci-après

Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) applicable aux usagers domiciliés	Tarif au 1er Janvier 2018				Construction à usage autre qu'habitation
	Surface 200 m ²		Construction à usage d'habitation		
	moins de 1er appartement	de 201 m ² à 2000 m ²	à partir de 2001 m ²	Travaux énoncés liés à la surface de plancher supplémentaire et comportant un ou plusieurs éléments supplémentaires	
Bertrich					
Bethléem					
Burzel					
Chelshaus					
Eichenzwilke					
Feldbach					
Friedland					
Halsbach					
Hersch					
Hilgertshaus					
Lichtenbach					
Merschweiler-Ly-Elm					
Miltraue					
Morsbach					
Mühlentropfen					
Rathenow					
Rachweiler					
Riedelsbach					
Ruchtern					
Rudersdorf					
Saathayelshaus					
Schiffeldchen					
Wiesbaden					
Ziegenhain					
Zimmernheim					
LESO	9,39	2,43 € / m ²	6,89 € / m ²	1,058	2,53 € / m ²
					4,39 € / m ²

Les tarifs sont fixés dans la limite du seul plafond déterminé par l'article L.1331-7 du code de la Santé Publique est dans la limite de 50 % de coût de la pose et de la fourniture d'une installation individuelle.

Le PFAC est assésé à compter de la date de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que de réaccordement général des eaux usées supplémentaires.

Annexe 5

Participation pour le financement de l'assainissement collectif due par les usagers assimilés à des usagers domestiques

Selon articles L1331-7-1 du Code de la santé publique, L213-10-2 et R213-46-1 du Code de l'environnement, de l'annexe J de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte

Participation pour le financement de l'assainissement collectif pour les usagers assimilés à des usagers domestiques	Tarif en sur janvier 2018	
	de 0 à 200 m ²	Pour une surface de plancher en m ² comprise en sus à partir de 201 m ² jusqu'à 2000 m ² et à partir de 2003 m ²
Bornviller		
Bollwiller		
Brunsstatt		
Diedenthal		
Eschentzwiller		
Feldkirch		
Flaxibeyden		
Halsheim		
Illzach		
Kongersheim		
Lutzelbach		
Marschwiller-La-Bas		
Mulhouse	10,50	2,63 € le m ²
Rebais		
Rueffelsheim		
Rudlingues		
Ruchwiller		
Ruedersheim		
Rueffelsheim		
Rueffelsheim		
Sausheim		
Schiffhalden		
Wittenheim		
Zillingen		
Zimmersheim		

(L'abattement individuel est soumis à la présence participation financière si une partie de ses locaux produit des eaux usées assimilables à une utilisation domestique (bureaux, salle de restauration, WC, etc.))

**SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU COMITE D'ADMINISTRATION**

sous la présidence de M. Jean ROTTNER

Séance du 18 décembre 2014

Nombre de présents :	56	<u>Date de convocation et d'expédition :</u> 10 décembre 2014
Nombre de droits de votes :	100	
Pour :	100	14 DL141218-ASS-03
Contre :	0	
Abstention :	0	

Présents (56) : MM. BERGDOLL, BOCKEL, BOURGUET, BROMBACHER, Mme BUCHERT, MM. CENTLIVRE, CHAPRIER, DUSSOURD, EBERLIN, EICHER, FELLY, FREY, Mme GASSER, M. GASSER, Mmes GERHART-GROH, GRISEY, MM. GRUN, HATTENBERGER, HAUSS, HILLMEYER, HIRTH, ISSELE, IVAIN, Mme JOHO, M. JULIEN, Mme KLAKOSZ, MM. KOLB, LECONTE, MAITREAU, Mmes MILLION, MIMAUD, MM. MONTEILLET, NEUMANN, NICOLAS, NOTTER, Mme PLAS, M. POCHON, Mme RAPP, MM. RAPP, RICHERT, ROTTNER, Mme SCHELL, MM. SCHNEBELEN, SPIEGEL, Mme STIMPL, M. STÖCKER, Mme STRIFFLER, MM. STRIFFLER, TOME, , Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, WEISS, WILLEMANN, WOLFF, Mme ZELLER

Excusés (28) : MM. BAUER, BECHT, BITSCHENE, DUMEZ, ENGASSER, FISCHER, FUCHS, GOESTER, Mme GROFF, MM. HERTZOG, IFFRIG, Mme JENN, M. KIMMICH, Mmes LUTZ, MOTTE, MM. MUTH, NOBEL, OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, SCHILLINGER, Mmes SCHMIDLIN BEN M'BAREK, SCHWETZTER, SORNIN, WINNLEN

Absents (4) : Mme LAMON, MM. METZGER, PULEDDA, TRIMAILLE

Ont donné procuration (13) : MM. BAUER, BECHT, FISCHER, Mme GROFF, M. KIMMICH, Mme MOTTE, MM. OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, Mme SORNIN

Assistaient en outre à la séance : MM. OCHSENBEIN Régis, NAZON Pierre-Victor, ARLOTTI Serge, WILLGALLIS Martial, Mmes TROGNON-MEYER Claire, JAMMES Martine, du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

Point n° 14 de l'ordre du jour

Service public de l'assainissement non collectif – redevance 2015

Monsieur le Président expose,

Au-delà de ses missions de conseil et d'informations, le service public de l'assainissement non collectif porte sur les missions suivantes : le contrôle de la conception et la réalisation des installations neuves ou réhabilitées, le diagnostic initial des installations existantes et le contrôle périodique de bon fonctionnement

de ces installations, le contrôle de fonctionnement à l'occasion de la cession d'un immeuble.

Les prestations sont soumises à la redevance d'assainissement non collectif qui est actualisée selon l'évolution de la redevance d'assainissement collectif. Au 1^{er} janvier 2015 cette actualisation est de 1,5%. La redevance d'assainissement non collectif se répartit comme suit :

Parts de la redevance d'assainissement non collectif destinées à couvrir les charges pour	Montant	
	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2015
le diagnostic initial des installations existantes	95,83 €	97,27 €
le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes	95,83 €	97,27 €
le contrôle de fonctionnement à l'occasion d'une cession Immobilière	95,83 €	97,27 €
le contrôle de la conception	94,88 €	96,30 €
le contrôle de la réalisation des installations neuves	94,88 €	96,30 €

Le SIVOM peut être amené à facturer les frais ci-après dans les conditions énoncées:

Frais de déplacement	1 ^{er} janvier 2014	1 ^{er} janvier 2015
Le déplacement du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire au rendez vous fixé dans les conditions réglementaires (50% de la part destinée à couvrir les charges de contrôle périodique)	47,91 €	48,64 €
Frais de prélèvement et d'analyses		
le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque ces frais sont à la charge du propriétaire ou maître d'ouvrage de l'installation c'est-à-dire lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation.	coût réel	coût réel

Après en avoir délibéré, le Comité d'Administration décide :

- de fixer au 1^{er} janvier 2015 le montant de la redevance d'assainissement non collectif selon les montants précisés par la présente délibération,
- de facturer les frais de déplacement du fait de l'absence du propriétaire ou de son mandataire au rendez-vous fixé dans les dispositions réglementaires à compter du 1^{er} janvier 2015 à 48.64 €,

- de facturer le remboursement des frais de prélèvement et d'analyses sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel lorsque ces frais sont à la charge du propriétaire ou maître d'ouvrage de l'installation c'est-à-dire lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation,
- d'autoriser le Président ou son délégué à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre des décisions de la présente délibération.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le **19 DEC. 2014**
et exécutoire à compter de ce jour.
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



19 DEC. 2014



... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..

... ..
... ..

**SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU COMITE D'ADMINISTRATION**

sous la présidence de M. Jean ROTTNER

Séance du 18 décembre 2014

Nombre de présents :	56	Date de convocation et d'expédition :
Nombre de droits de votes :	100	10 décembre 2014
Pour :	100	
Contre :	0	
Abstention :	0	18 DL141218-ASS-07

Présents (56) : MM. BERGDOLL, BOCKEL, BOURGUET, BROMBACHER, Mme BUCHERT, MM. CENTLIVRE, CHAPRIER, DUSSOURD, EBERLIN, EICHER, FELLY, FREY, Mme GASSER, M. GASSER, Mmes GERHART-GROH, GRISEY, MM. GRUN, HATTENBERGER, HAUSS, HILLMEYER, HIRTH, ISSELE, IVAIN, Mme JOHO, M. JULIEN, Mme KLAKOSZ, MM. KOLB, LECONTE, MATTREAU, Mmes MILLION, MIMAUD, MM. MONTEILLET, NEUMANN, NICOLAS, NOTTER, Mme PLAS, M. POCHON, Mme RAPP, MM. RAPP, RICHERT, RÖTTNER, Mme SCHELL, MM. SCHNEBELÉN, SPIEGEL, Mme STIMPL, M. STOCKER, Mme STRIFFLER, MM. STRIFFLER, TÔME, , Mme VALLAT, MM. VOGT, WALTER, WEISS, WILLEMANN, WOLFF, Mme ZELLER

Excusés (28) : MM. BAUER, BECHT, BITSCHENE, DUMEZ, ENGASSER, FISCHER, FUCHS, GOESTER, Mme GROFF, MM. HERTZOG, IFFRIG, Mme JENN, M. KIMMICH, Mmes LUTZ, MOTTE, MM. MUTH, NOBEL, OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, SCHILLINGER, Mmes SCHMIDLIN BEN M'BAREK, SCHWEITZER, SORNIN, WINNLEN

Absents (4) : Mme LAMON, MM. METZGER, PULEDDA, TRIMAILLE

Ont donné procuration (13) : MM. BAUER, BECHT, FISCHER, Mme GROFF, M. KIMMICH, Mme MOTTE, MM. OTTER, POWIELAJEW, RAMBAUD, RISS, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, Mme SORNIN

Assistaient en outre à la séance : MM. OCHSENBEIN Régis, NAZON Pierre-Victor, ARLOTTI Serge, WILLGALLIS Martial, Mmes TROGNON-MEYER Claire, JAMMES Martine, du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.

Point n° 18 de l'ordre du jour

Contrôle des branchements d'assainissement : Procédure de mise en œuvre et facturation des frais d'établissement des rapports de contrôle

Monsieur le Président expose,

Conformément à l'article L1331-4 du code de la santé publique le SIVOM ou son

exploitant organise le contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement et le contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement.

La mise en œuvre actuelle de ces dispositions peut être rendue plus opérationnelle dans l'intérêt du propriétaire et du SIVOM. Aussi, il est proposé de revoir l'organisation des prestations et leur tarification.

Au titre du contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement neuf)

Conditions de mise en œuvre

Il s'agit d'un contrôle obligatoire qui s'organise dans les conditions suivantes :
Le propriétaire réalise une construction soumise à une demande préalable de permis de construire, de permis d'aménager ou de déclaration de travaux. Lorsque les travaux sont achevés, le propriétaire doit transmettre en mairie la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux de construction selon le modèle cerfa n°13408*01.

Il est demandé au propriétaire de transmettre simultanément une copie de cette déclaration au SIVOM. Au vu de cette déclaration, le SIVOM organise avec le propriétaire le contrôle de la bonne exécution du branchement en domaine privé. En l'absence de contrôle de conformité le bien est déclaré non conforme.

Frais d'établissement du rapport de contrôle (voir tableau ci-après)

Gratuité de la prestation : pour le propriétaire qui transmet au SIVOM ou au gestionnaire des réseaux une copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux selon le modèle cerfa n°13408*01 dans un délai de 30 jours après l'achèvement des travaux de construction.

Facturation de la prestation : Pour le propriétaire qui n'a pas transmis au SIVOM ou au gestionnaire des réseaux une copie de ladite déclaration dans un délai de 30 jours, le SIVOM ou son exploitant réalisera le contrôle à la demande du propriétaire. Les frais d'établissement du rapport sont alors facturés au propriétaire au tarif appliqué pour le contrôle d'un branchement neuf selon les dispositions du tableau ci-après.

Au titre du contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement existant)

Conditions de mise en œuvre

Il s'agit d'abord du contrôle d'un branchement existant sollicité par un propriétaire ou par une personne habilitée à le représenter, comme un notaire par exemple, dans le cadre d'une cession immobilière. Selon nécessité, le SIVOM ou son exploitant pourront aussi être amenés à solliciter ce contrôle.

Frais d'établissement du rapport de contrôle (voir tableau ci-après)

Facturation de la prestation : La prestation proposée a été revue et largement complétée pour apporter à l'utilisateur un contenu à l'identique de celui mis en œuvre pour le rapport de contrôle d'un branchement neuf. Cela demande une préparation et une intervention sur le terrain plus importante d'où la nécessité de fixer un tarif adapté.

Les frais d'établissement de l'avis sont facturés au propriétaire ou à la personne mandatée (exemple : notaire) qui a sollicité ce contrôle.

Le montant de la prestation est chiffré à 150 € ttc (pour 200 m2 de surface de plancher) qu'il est proposé de mettre en oeuvre en deux étapes : 125 € ttc au 1^{er} janvier 2015 et 150 € ttc au 1^{er} janvier 2016 selon les dispositions du tableau ci-après. Le tarif sera ensuite actualisé chaque année par décision du Comité d'Administration.

Gratuité de la prestation : Le rapport de contrôle sollicité par le SIVOM ou son exploitant est à la charge du SIVOM ou de son exploitant.

Contenu des contrôles pour branchement neuf et branchement existant (hors branchement provisoire)

Le contrôle est réalisé sur la base des documents et des informations apportés par le propriétaire et du contrôle des points d'eau et des évacuations rendues accessibles le jour du contrôle. Le contrôle porte sur la séparation des eaux pluviales et des eaux usées dans le cas d'un réseau de type séparatif, le raccordement de toutes les eaux usées, la destination des eaux pluviales, le contrôle visuel de la boîte de branchement sous domaine privé, la déconnexion et le nettoyage des anciens ouvrages de traitement non collectifs. Pour les activités assimilées ou non domestiques le contrôle permet de vérifier le bon entretien des dispositifs de prétraitement, la nature des effluents rejetés, la séparation des eaux usées assimilées et non domestiques.

En cas de conformité, le rapport issu du contrôle vaut autorisation de rejet. En cas de non-conformité, le SIVOM ou son exploitant notifie par courrier en recommandé les conclusions du contrôle au propriétaire qui dispose d'un délai d'un an pour procéder aux opérations de mise en conformité. Le propriétaire informe le SIVOM ou son exploitant dès que les travaux ont été réalisés pour que celui-ci procède à une contre-visite de contrôle. Le SIVOM peut procéder à une contre-visite en cas d'absence d'information sur la réalisation des travaux de mise en conformité.

Le montant de la prestation de contre visite est proposé à 62.50 € selon les dispositions du tableau ci-après.

Conformément à l'article L1331-8 du code de la santé publique, en cas de non réalisation des travaux de mise en conformité dans le délai fixé, le propriétaire est automatiquement astreint au paiement d'une pénalité dont le montant est défini ci-après.

Frais d'établissement des rapports de contrôle

Les frais d'établissement des rapports de contrôle sont mises en oeuvre et facturés selon les dispositions ci-après :

Au titre du contrôle de la qualité d'exécution des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement neuf).

Demandeur	Pour une surface de	Qui réalise	Facturation au	Montant à facturer
-----------	---------------------	-------------	----------------	--------------------

	plancher	le contrôle	propriétaire	1ère visite	contre visite
SIVOM	-	SIVOM ou LDE	non	0 €	0 €
Lyonnaise	-	LDE	non	0 €	0 €
Propriétaire	de 0 à 200 m ²	SIVOM ou LDE	oui sous condition	125 €	62,5 €
Propriétaire	à partir de 201 m ²	SIVOM ou LDE	oui sous condition	0,30 € par m ² supplémentaire	0,15 € par m ² supplémentaire

Au titre du contrôle du maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement (branchement existant).

Demandeur	Pour une surface de plancher	Qui réalise le contrôle	Facturation au propriétaire	Montant à facturer	
				1ère visite	contre visite
SIVOM	-	SIVOM ou LDE	non	0 €	0 €
Lyonnaise	-	LDE	non	0 €	0 €
Propriétaire ou notaire	de 0 à 200 m ²	SIVOM ou LDE	oui	125 €	62,5 €
Propriétaire ou notaire	à partir de 201 m ²	SIVOM ou LDE	oui	0,30 € par m ² supplémentaire	0,15 € par m ² supplémentaire

Pénalité financière ou doublement de la redevance

Conformément à l'article L1331-8 du code de la santé publique, le propriétaire qui ne s'est pas conformé à son obligation de raccordement ou de mise en conformité de son branchement est astreint après mise en demeure, au terme du délai imparti, au paiement du montant de la redevance d'assainissement majoré à hauteur de 100%.

Redevance d'assainissement collectif	Propriétaire soumis	Reversement à	
		SIVOM	LYONNAISE
immeuble raccordé conforme	oui	oui	oui

Pénalité selon l'article	Propriétaire	Reversement à
--------------------------	--------------	---------------

L.1331-8 du code de la santé publique	soumis	SIVOM	LYONNAISE
immeuble non raccordé	oui	oui	non
immeuble raccordé non conforme	oui	oui	non

Si l'obligation de raccordement, la mise en conformité d'une installation non conforme, la mise en œuvre de système de prétraitement pour les assimilés domestiques ne sont pas respectées à l'issue du nouveau délai Imparti par le SIVOM celui-ci peut procéder, après mise en demeure, aux travaux nécessaires, y compris en domaine privé, aux frais du propriétaire. Si la mise en œuvre de systèmes de prétraitement pour les usagers non domestiques n'est pas respectée à l'issue du nouveau délai Imparti par le SIVOM, tout rejet du contrevenant dans le réseau public lui sera interdit.

L'ensemble de ces dispositions sont mises en œuvre au 1^{er} janvier 2015. Elles feront l'objet d'une information tout au long de l'année et seront publiées dans nos différents supports (site internet, accompagnement des réponses aux propriétaires, usagers notaires, lettres d'informations spécifiques...).

Le Comité d'Administration, après en avoir délibéré :

- approuve les conditions de mise en œuvre des contrôles de branchement telles que proposées par la présente délibération,
- approuve le tarif de facturation des frais d'établissement des rapports de contrôle des branchements d'assainissement selon les dispositions de la présente délibération,
- fixe les frais d'établissement des rapports de contrôle et de la contre-visite suivant les prix sus visés au 1^{er} janvier 2015,
- décide que le délai de réalisation des travaux de mise en conformité est fixé à 1 an à réception par le propriétaire du rapport de contrôle du branchement,
- décide d'appliquer une pénalité financière à hauteur de 100% du montant de la redevance d'assainissement en cas de non réalisation des travaux de mise en conformité après le délai d'un an,
- autorise le Président à signer tous documents nécessaires en exécution de la présente délibération.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le **19 DEC. 2014**
et exécutoire à compter de cette date
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



COMMUNE DE FELDKIRCH

RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

Zonage



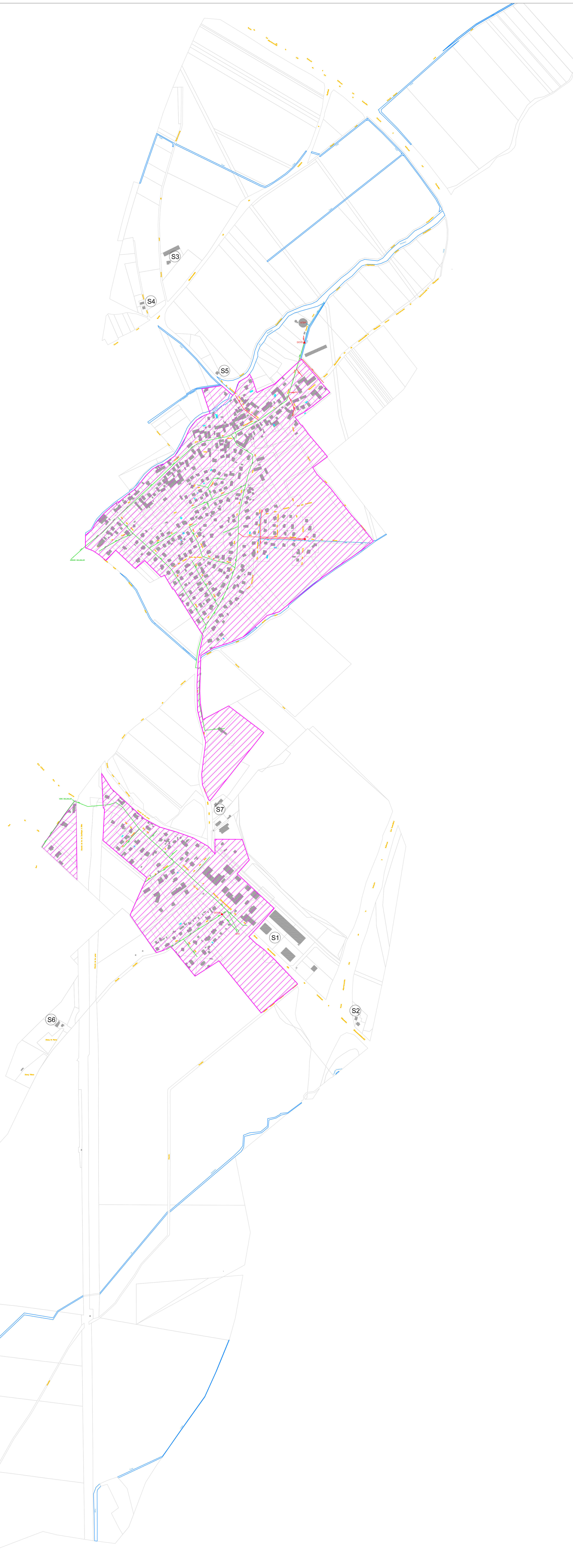
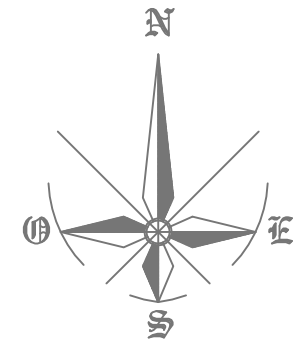
Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

27 rue Roger Salengro
59590 RAISMES
Tel: 03.27.45.83.00
Fax: 03.27.45.83.01

-	-	-	Echelle :	1/4500
-	-	-	Format :	A0
-	-	-		
C	Approuvé le 18/06/2015	SIVOM	Sortie :	18/06/2015
B	Modifié le 07/07/2014	P.C.		
A	Etabli le 12/11/2007	E.L	Fichier :	.
Ind.	Commentaires	Nom		

Légende

	Zone en assainissement collectif
	Hors limite d'assainissement collectif
	Habitats / ouvrages répertoriés en assainissement non collectif
	Réseau eaux usées
	Réseau eaux pluviales
	Réseau unitaire
	Déversoir d'orage
	Poste de refoulement
	Conduite de refoulement



COMMUNE DE FELDKIRCH


RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

Zonage Pluvial




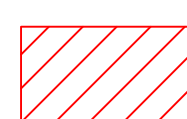
Assistance Conseil
Traitement des Eaux
Assainissement

27 rue Roger Salengro
59590 RAISMES
Tel: 03.27.45.83.00
Fax: 03.27.45.83.01


.	.	.	Echelle :	1/4500
.	.	.	Format :	A0
.	.	.		
C	Approuvé le 18/06/2015	SIVOM	Sortie :	18/06/2015
B	Modifié le 07/07/2014	P.C.		
A	Etabli le 12/11/2007	E.L	Fichier :	.
Ind.	Commentaires	Nom		

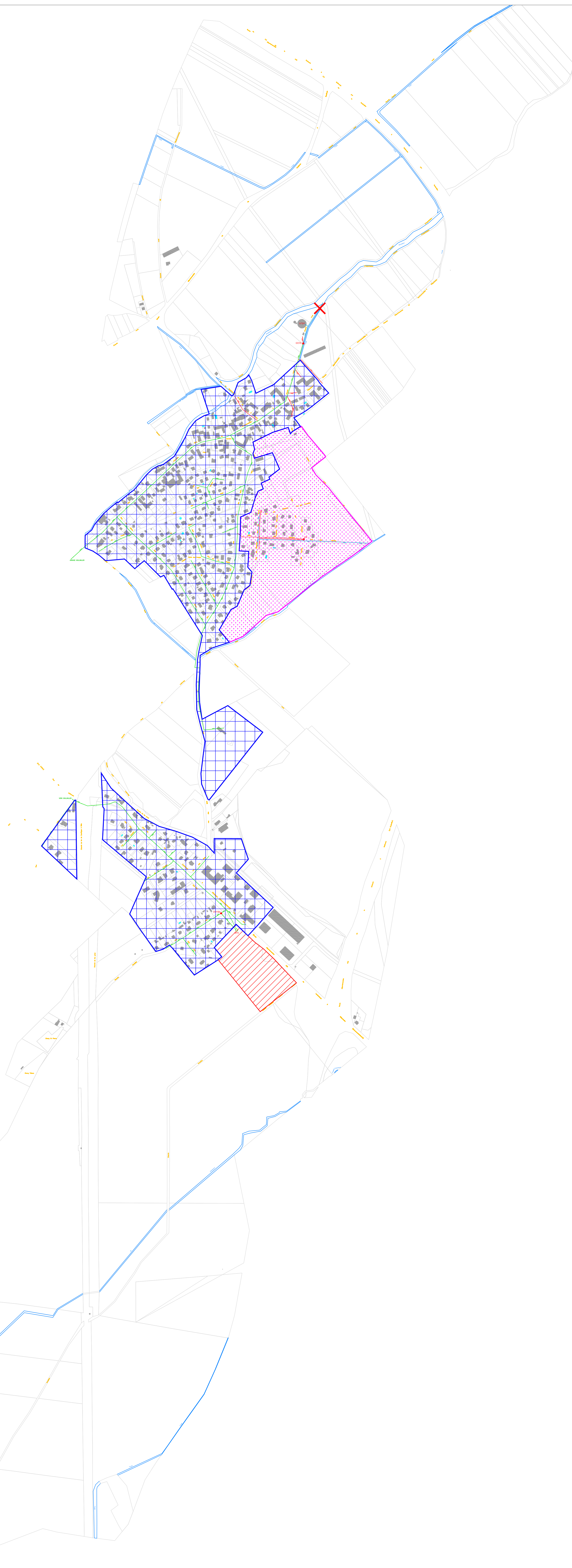
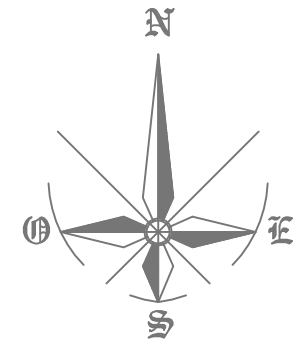
Légende

 Non Aggravation du Ruissellement

 Compensation du Ruissellement

 Contrôle du Ruissellement

 Zone Sensible quant aux rejets polluants



**SIVOM DE LA REGION MULHOUSIENNE
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU COMITE D'ADMINISTRATION**

sous la présidence de M. Jean ROTTNER

Séance du 18 juin 2015

Nombre de présents :	58	Date de convocation et d'expédition :	11 juin 2015
Nombre de droits de votes :	104		
Pour :	104	DL150618-A55-04	
Contre :	0		
Abstention :	0		

Présents (58) : MM. BERGDOLL, BOCKEL, BOURGUET, BROMBACHER, Mme BUCHERT, MM. CHAPRIER, DUMEZ, EBERLIN, EICHER, FELLY, FISCHER, Mme GASSER, MM. GASSER, GIACUZZO, Mmes GERHART-GROH, GRISEY, GROFF, MM. GRUN, HAUSS, HIRTH, ISSELE, IVAIN, Mme JOHO, MM. JULIEN, KOLB, Mme LAMON, M. LECONTE, Mme LUTZ, M. METZGER, Mmes MILLION, MIMAUD, MOTTE, MM. MUTH, NEUMANN, NICOLAS, NOBEL, NOTTER, Mme PLAS, MM. POCHON, POWIELAJEW, PULEDDA, RAPP, Mme RAPP, MM. RICHERT, RISS, Mme ROCHER, M. ROTTNER, Mmes SCHELL, SORNIN, M. SPIEGEL, Mme STIMPL, MM. STOCKER, STRIFFLER, TRIMAILLE, Mme VALLAT, MM. VOGT, WETSS, WOLFF

Excusés (31) : MM. BAUER, BECHT, BITSCHENE, CENTLIVRE, DUSSOURD, ENGASSER, FREY, FUCHS, GOESTER, HATTENBERGER, HERTZOG, HILLMEYER, IFFRIG, Mme JENN, M. KIMMICH, Mme KLAKOSZ, MM. MAITREAU, MONTEILLET, OTTER, RAMBAUD, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, SCHILLINGER, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK, M. SCHNEBELÉN, Mme STRIFFLER, MM. TOME, WALTER, WILLEMANN, Mmes WINNLEN, ZELLER

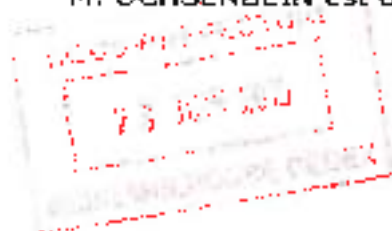
Absente (1) : Mme SCHWEITZER

Ont donné procuration (13) : MM. BECHT, BITSCHENE, HILLMEYER, Mme JENN, MM. KIMMICH, MAITREAU, MONTEILLET, RAMBAUD, SCARAVELLA, SCHILDKNECHT, Mme STRIFFLER, M. TOME, Mme ZELLER

Ont été représentés par un suppléant (2) : M. BAUER, Mme KLAKOSZ

Assistaient en outre à la séance : MM. OCHSENBEIN Régis, NAZON Pierre-Victor, ARLÖTTI Serge, WILLGALLIS Martial, Mmes TRIGNON-MEYER Claire, JAMMES Martine, CRAINICH Delphine, du Syndicat

M. OCHSENBEIN est désigné secrétaire de séance par l'assemblée.



Point n° 13 de l'ordre du jour :

BOLLWILLER FELDKIRCH RIEDISHEIM - Approbation des plans de zonage d'assainissement

Monsieur le Président expose :

Les plans de zonage d'assainissement de BOLLWILLER, FELDKIRCH et RIEDISHEIM ont fait l'objet de l'enquête publique prévue à cet effet et décidée par le Comité d'Administration lors de sa séance du 13 décembre 2013. L'objet de ces plans de zonage est défini par l'article L.2224-10 du Code des Collectivités Territoriales :

« Les communes où leur établissement public de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.*
- 2- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et leur entretien si elles le décident.*
- 3- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.*
- 4- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*

Le plan de zonage est un document qui informe des droits et des obligations en matière d'assainissement (collectif, non collectif, eaux pluviales). En parallèle à l'étude de zonage, le SIVOM a pris en compte le problème des eaux pluviales.

Les plans de zonage d'assainissement des communes de BOLLWILLER, FELDKIRCH et RIEDISHEIM ont été mis en enquête du mercredi 11 février 2015 au lundi 16 mars 2015 inclus. A l'issue de cette enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec deux recommandations concernant RIEDISHEIM. La première concerne le secteur du quai du Rhône et une partie de la rue de la Charte classés en zone d'assainissement non collectif. Suite à une intervention de la mairie de RIEDISHEIM, le commissaire enquêteur recommande de revoir ce classement s'il devait se préciser un projet d'aménagement justifiant d'un assainissement collectif. La seconde recommandation porte sur le respect du calendrier pour les travaux à réaliser suite aux inondations de 2014. Il est proposé de suivre ces recommandations qui ne mettent pas en cause le projet de zonage.

Il est proposé d'approuver les plans de zonage d'assainissement des communes de BOLLWILLER, FELDKIRCH et RIEDISHEIM.

Il appartiendra ensuite à chaque commune d'annexer ledit document au PLU selon le formalisme en vigueur pour devenir ainsi opposable.

Après en avoir délibéré, le Comité d'Administration décide :

- d'approuver le plan de zonage d'assainissement des communes de BOLLWILLER, FELDKIRCH et RIEDISHEIM dans les conditions de la présente délibération,
- d'autoriser le Président ou son délégué à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Déposé à la Sous-Préfecture
de Mulhouse, le **23 JUIN 2015**
et exécutoire à compter de cette date

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the stamp and text.

Pour extrait conforme
Pour le Président
et par délégation
Le Directeur



A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the stamp and text.

PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

5. Annexes

5h. Systèmes d'élimination des déchets

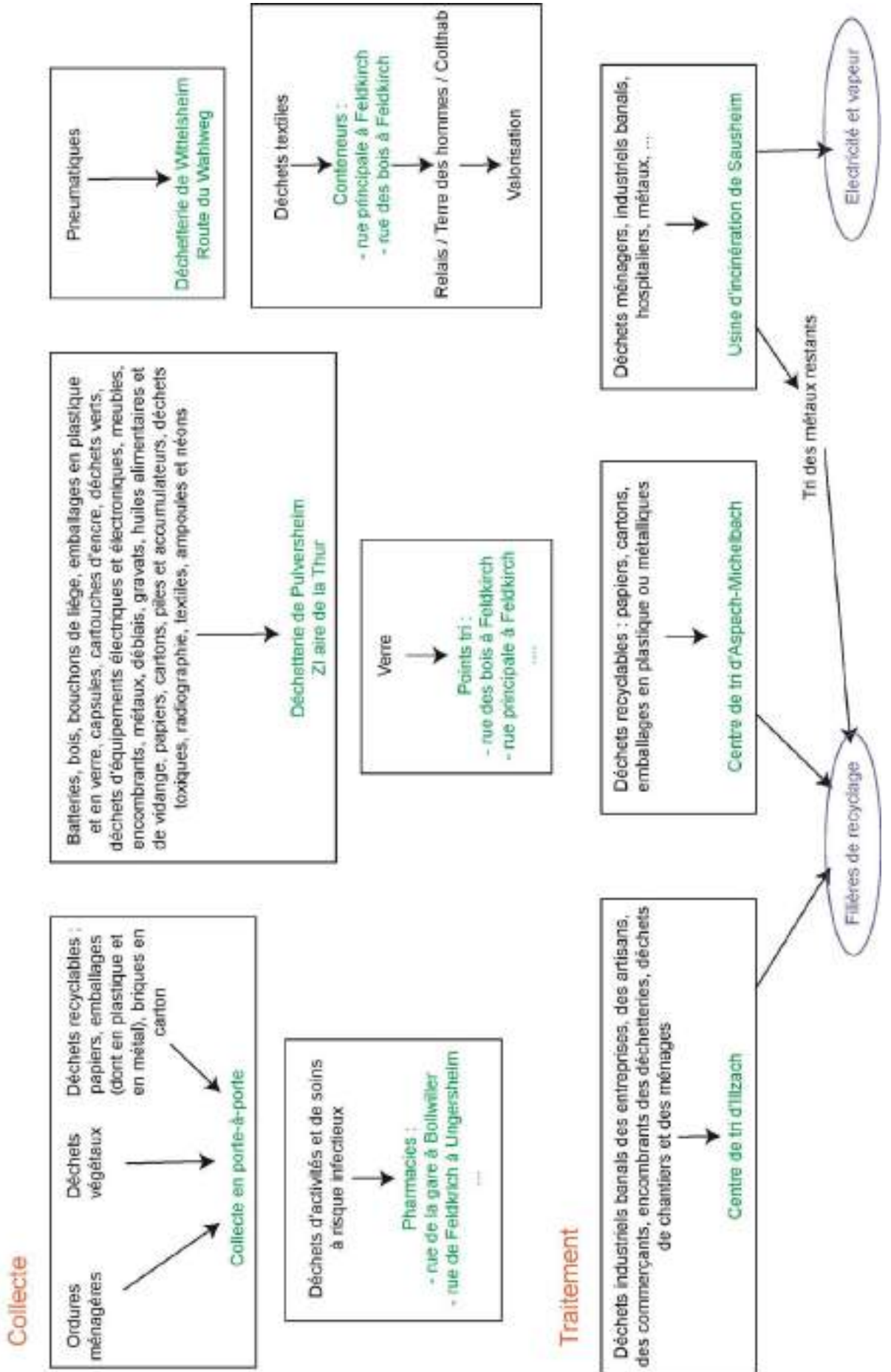
PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021

Systèmes d'élimination des déchets de Feldkirch





PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé



FELDKIRCH

5. Annexes

5i. Périmètre de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) du carreau Marie-Louise

PLU approuvé par délibération du
Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

M. Rémy NEUMANN, le Vice-Président



Juin 2021





PLAN LOCAL d'URBANISME

Feldkirch



Synthèse des avis des PPA et du public



Mars 2021

Avis des PPA sur le P.L.U. arrêté de FELDKIRCH			
PPA ET REMARQUES	PRISE EN COMPTE	PROPOSITION DE REPONSE	
		RP	PIECES CONCERNEES Zonage/Règlement/OAP/PADD Annexes
Commune de Raedersheim			
<p>Demande le classement du fossé longeant le chemin rural au lieu-dit Niedermatten, et les berges du cours d'eau le Bruecklenbach, en « espaces classés pour la protection de la biodiversité » (continuité par rapport au PLU de Raedersheim).</p>	Oui	<p>Classer les berges du Bruecklenbach (= Dorf bach à Feldkirch) comme « plantations à maintenir » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, comme les ripisylves du Dorf bach.</p> <p>Le fossé se trouvant au lieu-dit Niedermatten à Raedersheim présente peu de boisements sur le ban de Feldkirch.</p> <p>Il est situé en zone agricole A, et les constructions éventuelles doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des fossés.</p> <p>Par contre, le fossé accueille des roseaux pour lesquels il est possible de le protéger, les roseières étant des milieux humides écologiquement intéressants.</p> <p>Et il est repéré par le SAGE de la Lauch comme zone humide prioritaire (cf avis ex-CD68).</p> <p>Classement au titre de l'article L151-23 du CU.</p>	<p>RP</p> <p>Zonage + règlement + PADD</p>
Conseil Départemental du Haut-Rhin			
<p>Avis favorable</p> <p>Remarque : Le SAGE de la Lauch, approuvé après l'arrêt du PLU, identifie une « zone humide moins prioritaire » autour d'un fossé en zone agricole A. Les contours exacts de la zone sont en culture et restent à affiner avec des sondages pédoologiques. La carte du SAGE et ces</p>	Oui	<p>Classement au titre de l'article L151-23 du CU</p>	<p>RP</p> <p>Zonage + règlement + PADD</p>

Avis des PPA sur le PLU arrêté de FELDKIRCH

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
Commune de Raedersheim				
<p>Demande le classement du fossé longeant le chemin rural au lieu-dit Niedermatten, et les berges du cours d'eau le Brueckenbach, en « espaces classés pour la protection de la biodiversité » (continuité par rapport au PLU de Raedersheim).</p>	Oui	<p>Classer les berges du Brueckenbach (= Dorfbach à Feldkirch) comme « plantations à maintenir » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, comme les ripisylves du Dorfbach.</p> <p>Le fossé se trouvant au lieu-dit Niedermatten à Raedersheim présente peu de boisements sur le ban de Feldkirch.</p> <p>Il est situé en zone agricole A, et les constructions éventuelles doivent respecter un recul de plus de 6 mètres par rapport aux berges des fossés.</p> <p>Par contre, le fossé accueille des roseaux pour lesquels il est possible de le protéger, les roselières étant des milieux humides écologiquement intéressants.</p> <p>Et il est repéré par le SAGE de la Lauch comme zone humide prioritaire (cf avis ex-CD68).</p> <p>Classement au titre de l'article L151-23 du CU.</p>	RP	Zonage + règlement + PADD
Conseil Départemental du Haut-Rhin Avis favorable				
<p>Le SAGE de la Lauch, approuvé après l'arrêt du PLU, identifie une « zone humide moins prioritaire » autour d'un fossé en zone agricole A. Les contours exacts de la zone sont en culture et</p>	Oui	Classement au titre de l'article L151-23 du CU	RP	Zonage + règlement + PADD

restent à affiner avec des sondages pédologiques. La carte du SAGE et ces précisions pourraient être ajoutées au rapport de présentation du PLU. PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
Chambre d'Agriculture Avis favorable avec réserves				
Il y a lieu d'intégrer la bande de zone N entre le secteur AUB et la piste cyclable dans le calcul du prélèvement des terres agricoles.	Oui	Surface très réduite ; la mentionner dans le rapport de présentation, dans l'évaluation environnementale.	RP	
Phasage attendu pour permettre le maintien d'une partie des terres cultivables au moins pendant quelques années.	Oui	Préciser des conditions pour le phasage, qui n'est pas celui proposé dans l'avis (avancée de l'aménagement du site, terrains vendus, ...)	RP	OAP
Sollicite une modification de l'article AU10.2 (champs des oiseaux) : « La hauteur des constructions est limitée à 9 (au lieu de 7) mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère, et à 15 (au lieu de 14) mètres au faîtage, par rapport au niveau moyen de la voirie de desserte. »	Non	La morphologie du quartier différencierait cependant beaucoup de celle du reste du village. Il faudrait aussi changer ou supprimer la règle suivante : « A l'égout du toit ou à l'acrotère, la hauteur des constructions est limitée à 2 niveaux, quelle que soit leur affectation ». La densité devra de toute façon être au moins de 25 log/ha, supérieure à tout ce qui s'est fait pour l'instant.		
La mise en place de la nouvelle station d'épuration n'est pas compatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées. Il y a lieu de créer un secteur AUX sur cet emplacement.	Oui	Classer la station d'épuration, et son accès, dans un secteur « urbain » UBa dédié à la station.	RP	Zonage + règlement

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
Les superficies concernées (70 ares) doivent être compatibles dans les consommations foncières de la commune.	Oui	Mentionner, dans le rapport de présentation, partie évaluation environnementale, que ces surfaces sont prélevées sur les espaces agricoles. Le SCoT alloue une enveloppe foncière spécifique pour cet équipement intercommunal.	RP		
Une précision sur la mutation de l'agriculture actuelle aurait eu sa place dans le rapport de présentation.	Oui	Ajouter au rapport de présentation les éléments fournis sur ce thème dans l'avis.	RP		
Regrette qu'aucune possibilité d'implantation d'une nouvelle structure n'est envisageable (constructibilité autour du site existant). Les justifications très générales pour l'inconstructibilité de la zone agricole semblent insuffisantes. L'interdiction d'y édifier des constructions agricoles doit être motivée par d'autres arguments que la protection des potentiels économiques et paysagers, par exemple par les enjeux environnementaux.	Non	Plusieurs mesures de concertation avec les exploitants agricoles de la commune ont été menées tout au long de la procédure de réalisation du PLU, et aucune demande en ce sens n'est apparue. Le ban communal est restreint et le PLU tente de conserver les surfaces agricoles le plus possible. En l'absence de projets des agriculteurs locaux, il n'y a pas de raison de permettre une constructibilité plus étendue.			
L'article A11.3 réglemente les clôtures. Il serait nécessaire de préciser que ce point s'applique aux clôtures visant à protéger les espaces bâtis (constructions isolées), et qu'il ne concerne pas les clôtures agricoles, nécessaires à la protection des animaux.	Non	Les dispositions sur les clôtures en zone agricole constituent un point positif mis en avant par l'évaluation environnementale : « Seules les clôtures à caractère précaire (facilement démontables : grillage, bois) seront autorisées. Les clôtures devront être conçues de manière à			

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
		ne pas faire obstacle aux déplacements de la petite faune (Hérissons, ...), des insectes marcheurs et au libre écoulement des eaux ». Elles ne paraissent pas excessivement contraignantes pour les clôtures agricoles.		
Sollicite la suppression de l'article A2.2 En Ac sont admis les aménagements liés aux services publics ou d'intérêt collectif et les locaux ou abris de faible emprise. Ce qui est contradictoire avec la volonté de préserver les possibilités d'urbanisation future.	Non	L'article A2.2 ne concerne pas les secteurs Ac. Les aménagements d'intérêt collectif qui seront réalisés dans les secteurs Ac concernent surtout des voies d'accès et/ou des voies de circulation douce. Les occupations du sol permises ne semblent pas grever les possibilités d'urbanisation future des secteurs (contrairement à des aménagements agricoles plus conséquents).		
Il y a surprotection des espaces boisés classés (au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme) car la majorité est soumise au régime forestier et gérée par un aménagement forestier programmant les interventions forestières + les coupes en forêt privée doivent faire l'objet d'une autorisation de la DDT.	Non	Le classement en espaces boisés classés marque la volonté de la commune de conserver les boisements. La majorité est en N pas en A.		
Les chemins d'Association Foncière sont des chemins privés accessibles seulement aux ayants-droits. L'aménagement d'itinéraires cyclables sur ces voies doit être mis en œuvre dans le respect des accès aux espaces agricoles avoisinants et des réglementations en vigueur.	Oui	Rajouter ces informations dans le paragraphe concerné du rapport de présentation.	RP	

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
Un phasage de l'aménagement du secteur AUB serait nécessaire.	Oui	Apporter des précisions sur le phasage.	RP	OAP
Amender le paragraphe sur l'économie agricole du rapport de présentation.	Oui	Apporter des précisions sur la mutation de l'agriculture actuelle.	RP	
Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe)				
Un mémoire en réponse a été transmis par un courrier en date du 16 juillet 2020				
Caler les hypothèses démographiques sur les dernières tendances, en particulier celles du SCoT et ainsi, réduire l'importance de la zone à urbaniser (=secteur AUB).	Non	Il n'est pas possible de réduire le secteur AUB pour lequel un permis d'aménager a été donné. La commune, propriétaire des terrains en AUB, maîtrise le rythme d'urbanisation du secteur en fonction des capacités des équipements		
Prendre en compte les orientations et les objectifs des documents de portée supérieure tels le SCoT de la région mulhousienne et le SRADDET (=réduction de 50% de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers à l'horizon 2030).	Non	Le PLU est compatible avec le SCoT, y compris pour la consommation d'espace. La mise en compatibilité du POS qui ouvrirait le secteur AUB (NAb) à l'urbanisation était compatible avec le SCoT en vigueur à ce moment-là. Le PLU n'a pas à être compatible avec le SRADDET, en présence d'un SCoT intégrateur (= loi ALUR). Le SRADDET n'impose pas sa prise en compte ou la compatibilité dans les SCoT immédiatement, l'évaluation de cette prise en compte ou compatibilité se fera lors du premier bilan du SCoT. De plus le SRADDET est inapplicable dans un PLU comme celui de Feldkirch, puisqu'il n'y a pas eu de consommation d'espaces agricoles pendant la dernière décennie.		

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
Compléter l'évaluation environnementale, pour le projet d'extension qui impacte fortement l'espèce protégée du crapaud vert, avec une analyse de l'impact.	Oui	L'aménagement du secteur AUB n'impacte pas le crapaud vert, l'enjeu fort repéré par le Plan Régional d'Action sur le territoire communal fait l'objet d'une délimitation très grossière. L'occupation du sol du secteur AUB, avant l'aménagement en cours, n'était pas favorable au crapaud vert (cultures). Ajouter dans l'évaluation environnementale un paragraphe spécifique au crapaud vert.	RP	
Réaliser le recensement exhaustif des zones humides.	Non	Le recensement CIGAL n'indique aucune zone humide potentielle en dehors de l'Entenbad et des milieux proches des ruisseaux ou étangs. Une étude demandée à titre préventif par la commune, dans le secteur AUB, a identifié une zone humide qui est protégée dans la PLU. De plus, le secteur AUB est le seul urbanisable en dehors des dents creuses du bâti existant, donc il n'y a pas de raison de faire un recensement exhaustif sur tout le ban.		
Mettre en conformité le système d'épuration des eaux usées avant de procéder à l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation.	Non	L'urbanisation du secteur AUB n'est pas ouverte par le PLU, elle l'a été par la mise en compatibilité du POS en 2016. La mise en service de la nouvelle station est prévue pour le début des années 2020, alors que les projections les plus optimistes pour le remplissage du secteur AUB concernent 2033.		

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
La commune envisage la création d'une piste cyclable pour rendre accessible la gare de Bollwiller à moins de 10 min de la zone AUb. Ce projet est soumis à la réalisation d'un accès à la gare par extension d'un souterrain du côté Feldkirch. Les conditions de réalisation et de prise en charge financière ne sont pas définies dans le dossier.	Non	Le projet d'extension de la piste cyclable n'est pas soumis à la réalisation de l'accès de la gare côté Feldkirch. Compléter le rapport de présentation par ce type d'éléments.	RP		
Selon les dispositions du SCoT, 50 % a minima des logements à créer sont à réaliser en densification afin de limiter la consommation d'espace. Sur les 100 logements projetés, 50 seraient ainsi à réaliser en densification contre 6 seulement dans le projet de PLU.	Non	Cette disposition du SCoT est susceptible d'être adaptée en fonction du contexte de chaque commune ; à Feldkirch, le potentiel des dents creuses est très limité puisque la commune n'a aménagé aucune zone d'extension depuis le début du siècle.			
Le seul secteur en extension urbaine AUb de 5 ha permettrait à la commune de produire 125 logements, ce qui dépasse déjà ses besoins. En ajoutant la surface mobilisable en densification comme le prévoit le SCoT, ce potentiel de production atteint 150 logements	Non	La densité moyenne de 25 logements/ha demandée par le SCoT est une densité nette, elle ne s'applique donc pas sur les 5 ha.			
Le SCoT donne un objectif de 20 logements à l'hectare, porté à 25 en cas d'attribution d'un bonus (cf ci-après). L'autorité environnementale (Ae) constate que le projet communal de 6 logements en densification est bien inférieur (ratio de 3 à 4) aux dispositions du SCoT.	Non	La densité moyenne de 25 logements/ha n'est pas envisageable dans les dents creuses : configuration des terrains, accès inadapté, règles concernant l'emprise au sol et les espaces verts, ... De plus la majoration de 5 logements/ha n'est pas liée au bonus mais à la présence d'un transport en commun structurant.			

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage
Le dossier ne comporte pas d'éléments probants (accord de la SNCF, calendrier et modalités de financement) permettant de s'assurer que le nouvel accès sera réalisé. La piste cyclable n'est qu'à l'état de projet.	Non	Parmi les conditions d'obtention du bonus de 2 ha alloué par le SCoT, il n'y a pas l'ouverture de l'accès de la gare du côté Feldkirch mais une accessibilité en moins de 10 minutes à vélo. Toutes les conditions mises en place par le SCoT pour bénéficier du bonus de 2 ha sont respectées.		
L'Ae recommande de compléter le dossier en indiquant la superficie hors TO intégrée à la zone UEa, ce qui permettra de savoir si le projet respecte l'enveloppe octroyée en extension et en densification.	Non	L'aménagement du secteur UEa a commencé, un permis de construire ayant été donné sur la base du POS. C'est pourquoi une partie du secteur est incluse dans le TO du SCoT. Dans l'évaluation environnementale on voit que le secteur dépasse le TO de 56 ares, et il est précisé que l'ensemble des zones U et AU dépassant du TO respectent le principe de compatibilité avec le SCoT, même si on inclut les secteurs d'activités. Dépassement total/TO = env 5,5 ha = compatible avec la surface allouée de 5 ha.		
L'Ae recommande de mieux encadrer les extensions et les reconstructions autorisées en zone N afin de mieux participer aux objectifs de préservation des espaces naturels.	Oui	Concerne 2 « constructions isolées » et les secteurs Na et Nb. Encadrer davantage les bâtiments annexes aux constructions isolées. En Na et Nb, les reconstructions sont autorisées dans la limite de hauteur et d'emprise des bâtiments aujourd'hui existants.	RP	Règlement

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
L'Ae recommande de reconsidérer le classement en zone A de la petite partie de la ZNIEFF terril Alex et landes boisées et de la classer en zone N correspondant à des secteurs de protection de milieux naturels.	Non	Partie en A = résultat de la superposition de cartes d'échelles différentes. Ne nécessite pas d'ajustement.			
L'Ae recommande de mieux encadrer les installations ou constructions autorisées en zone A afin de préserver les espaces agricoles et naturels.	Oui	Les exploitations ne sont autorisées qu'en secteur Aa déjà construit, après concertation avec les agriculteurs, ce qui semble assez restrictif (+ hauteurs et aspects aux articles A10 et A11). En ce qui concerne les « constructions isolées », on peut procéder aux mêmes ajouts qu'en zone N.	RP	Règlement	
L'Ae recommande de compléter le règlement par un rappel aux porteurs de projets sur l'obligation de respecter le code de la construction et de l'habitation et les dispositions constructives se rapportant au risque sismique, et de prévoir le cas échéant des dispositions constructives particulières.	Oui	Rajouter ce rappel, mais pas dans le règlement dont l'objet n'est pas de renvoyer à une autre réglementation.	RP		
L'Ae recommande de compléter le dossier en reportant le périmètre des exploitations agricoles sur les plans de zonage afin de parfaire l'information des tiers.	Non	Pas sur les plans de zonage car cela fixe des périmètres (notamment de recul) qui ne peuvent plus être modifiés que par révision du PLU. L'ICPE est déjà repérée sur le plan de zonage et on peut faire figurer le périmètre de recul actuel dans le rapport de présentation.	RP		

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
L'Ae recommande de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'absence de risque de pollution dans la nappe par l'extension de l'assainissement.	Oui	Mesures prises par la commune dans l'aménagement du secteur Aub, qu'on peut mentionner.	RP		
L'Ae recommande de ne pas étendre l'urbanisation tant que la future station d'épuration n'est pas opérationnelle et de reconsidérer le classement du secteur Aub en zone 2AU.	Non	Impossible car le permis d'aménager a été délivré et l'aménagement est en cours. Le secteur Aub sera urbanisé progressivement en fonction des possibilités (maîtrise communale) et la nouvelle station devrait être mise en service dans les prochaines années.			
L'Ae recommande de préciser dans le rapport de présentation si les plans de zonage d'assainissement joints au PLU font l'objet d'une révision.	Non	Mentionné p.82 de la partie 2 du rapport de présentation.			
La piste cyclable n'est pas reportée sur le plan graphique des OAP et le dossier manque d'informations tant sur les aspects financiers que sur le délai de réalisation. L'Ae recommande de préciser les conditions de réalisation de la piste cyclable.	Oui	La future piste cyclable n'est pas reportée dans les OAP car son emprise ne peut pas faire l'objet d'une construction incompatible avec ces dernières (chemin). Ajouter des éléments sur les possibilités de réalisation de la piste, et repérer la piste existante et le fait qu'elle permet de rendre vers la gare, dans les OAP.	RP	OAP	
L'Ae recommande de mener une étude auprès des habitants sur leurs habitudes de transport et de prévoir le cas échéant des aires de covoiturage voire des aménagements pour les vélos.	Non	Tous les habitants du nouveau lotissement n'occuperont pas encore leur logement à l'approbation du PLU ; la commune de Bollwiller a pris des mesures pour améliorer les conditions de stationnement devant la gare.			

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage
		D'autre part, en ce qui concerne les voies de circulation automobile, une aire de covoiturage existe avant l'entrée de Bollwiller, et ce type d'aménagement doit être situé à des points stratégiques, pas forcément sur le ban de Feldkirch.		
L'Ae recommande une nouvelle fois de mener une étude auprès des habitants et des travailleurs locaux sur leurs modes de transport permettant de définir des pistes d'action en vue d'améliorer la qualité de l'air.	Non	Les habitants futurs ne sont pas connus et le sujet est extrêmement complexe, on ne peut pas prévoir le type d'équipements automobiles de chaque ménage (véhicules plus ou moins pollués), celui-ci étant dépendant de nombreux facteurs.		
L'Ae recommande à la commune de compléter son règlement par des dispositions constructives participant à l'adaptation ou à l'atténuation au changement climatique (orientation de la construction, utilisation de matériaux, etc ...).	Non	Orientations des constructions : les avis des spécialistes sont variés et les effets peuvent être peu concluants. Utilisation de matériaux, exemple biosourcés : des dispositions de ce type risquent de discriminer les ménages qui s'implanteront dans la commune, en fonction de leurs moyens.		
L'Ae recommande à la commune d'analyser son projet de PLU au regard des pistes d'actions développées dans l'atlas des paysages et le cas échéant, de compléter son règlement graphique et écrit.	Oui	Mentionner l'atlas des paysages et son volet « bassin potassique » dans le rapport de présentation, et montrer, dans l'évaluation environnementale, que les pistes d'action ne sont pas compromises par le PLU.	RP	

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage
Etat/Préfecture Avis défavorable				
Un mémoire en réponse a été transmis par un courrier en date du 16 juillet 2020				
<p>Le projet de PLU, en ouvrant à l'urbanisation un secteur de 5 ha (et non à l'échéance 2033), permet une consommation d'espace moyenne annuelle trois fois plus importante que celle constatée antérieurement.</p> <p>Cela induit une surestimation des besoins en logement et en foncier qui ne participe pas aux objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.</p> <p>De plus, le PADD ne prévoit pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, au sens de l'article L.151-5 du code de l'urbanisme.</p>	Oui	<p>La commune n'a pas connu d'évolution démographique (et/ou constructive) significative depuis les années 2000 car il n'y a pas eu d'offre foncière adaptée à la demande (ces éléments ont été écrits-expliqués et justifiés- et expliqués en réunions à diverses occasions).</p> <p>Le secteur Aub n'est pas « ouvert à l'urbanisation » par le PLU, il a été ouvert par la mise en compatibilité du POS de 2016.</p> <p>Le secteur sera occupé progressivement, la commune ayant la maîtrise foncière.</p> <p>Préciser un échéancier pour les 2 phases du lotissement.</p> <p>Ecrire textuellement dans le PPAD : objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.</p> <p>Eléments ajoutés dans ce paragraphe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - on ne peut pas comparer la consommation d'espace en cours et future à celle d'un passé récent dans lequel il n'y a pas eu d'extensions. Par contre, on peut calculer la densité de logements dans le lotissement de la roselière et comparer avec celle du futur champ des oiseaux (25 log/ha au moins). La surface de Aub est 	RP	PADD+OAP

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage
			Annexes	
<p>importante mais il y a un phasage (à affiner) et la densité de logements sera beaucoup plus forte que dans le lotissement le plus récent de la commune ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la forte réduction de la zone destinée aux équipements de sports et loisirs + pas de besoins supplémentaires en termes d'activités sauf pour les entreprises agricoles en cours de développement ; - textuellement besoins en espaces supplémentaires = 0 par rapport au POS. 				
<p>Le SCoT octroie une enveloppe de 3 ha pour les extensions et accorde une enveloppe supplémentaire de 2 ha sous conditions (renaturation ou nouvelle desserte ferroviaire). Le secteur Aub, qui a fait l'objet d'un permis d'aménager délivré en 2016, conduit la commune à utiliser cette majoration sans que les conditions requises par le SCoT aient été mises en œuvre.</p>	Non	<p>La nouvelle desserte ferroviaire n'est pas une condition du SCoT pour l'enveloppe supplémentaire de Feldkirch mais l'accessibilité de la gare en moins de 10 minutes à vélo. Toutes les conditions requises par le SCoT pour utiliser le bonus de 2 ha sont remplies.</p>		
<p>Le document d'orientation et d'objectifs du SCoT vise un objectif de 2200 logements à produire pour les 22 villages de son territoire dont 50 % sont à créer en densification dans le tissu urbain existant, ce qui correspond à 50</p>	Non	<p>Les potentialités existantes dans l'emprise urbaine ont été prises en compte, et la disposition du SCoT doit être adaptée en fonction du contexte de chaque commune. Pour Feldkirch, les possibilités résiduelles de</p>		

logements pour Feldkirch. Le projet présenté est donc déséquilibré en ce qu'il prévoit l'inscription d'un secteur d'extension de 5 ha sans chercher à optimiser les potentialités existantes dans l'emprise urbaine, ce qui aurait conduit à promouvoir un développement résidentiel plus économe en foncier et se rapprocher du ratio prescrit par le SCoT.		densification à l'intérieur des zones bâties sont infimes (ces éléments ont été écrits-expliqués et justifiés- expliqués en réunions à diverses occasions, et validés par la représentante du SCoT).	
PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées
Il convient de préciser que le secteur agricole Aa, qui prévoit des activités commerciales et touristiques, constitue un secteur de taille et de capacité limitées. Les activités touristiques n'étant en effet pas considérées comme "nécessaires à l'exploitation agricole".	Oui	Supprimer la possibilité de développer des activités commerciales et touristiques dans le secteur Aa.	RP Règlement
Il est relevé des lacunes concernant la préservation des milieux aquatiques qu'il convient de satisfaire notamment concernant la démonstration de la compatibilité du PLU avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Lauch et la préservation des zones humides repérées par ce schéma approuvé le 15 janvier 2020.	Oui	Le SAGE de la Lauch a été approuvé après l'arrêt du PLU et l'approbation du SCoT. C'est le SCoT qui doit être compatible avec le SAGE, et non le PLU. Ajouter les zones humides du SAGE, situées dans la zone agricole peu constructible, aux éléments protégés dans le PLU au titre de l'article L151-23.	RP Règlement+Zonage
La commune est exposée au risque de retrait-gonflement des argiles, ce qu'il convient d'intégrer dans le PLU.	Oui	Remplacer la carte du risque de retrait-gonflement des sols argileux qui se trouve dans le rapport présentation par la nouvelle carte, transmise à la commune en février 2020.	RP

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
D'un point de vue hydraulique, la station d'épuration est sous-dimensionnée puisque 25 à plus de 50 % des eaux sont rejetées sans traitement dans le milieu naturel. Ainsi, l'urbanisation du secteur AU contribue-t-elle à amplifier et aggraver la pollution provoquée par le fonctionnement défectueux de l'actuelle station de traitement des eaux usées.	Non	Le secteur AUb sera urbanisé progressivement et la nouvelle station d'épuration devrait être mise en service dans les prochaines années. De plus, le SIVOM de la région mulhousienne a procédé à de nombreux travaux pour atténuer les dysfonctionnements de la station actuelle. Un plombage des boues par polymères permet d'augmenter la décantabilité de ces boues et de rejeter des effluents dans les normes.			
Bâtir un projet conduisant à l'urbanisation des surfaces dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espace et de limitation de l'étalement urbain tel qu'imposés par les articles L .151-4 et 5 du code de l'urbanisme (PADD + justifications de cette modération au rapport de présentation).	Non	C'est ce qui est fait, l'aménagement du secteur AUb n'est pas un « projet » du PLU, c'est un programme en cours et qui a bénéficié d'un permis d'aménager délivré sur la base du POS. Rien d'autre n'a été rajouté dans le projet de PLU en termes d'urbanisation.			
Démontrer la compatibilité du projet de PLU avec le SCoT de la région mulhousienne tant en termes d'enveloppe foncière que de proportion de logements à réaliser en densification (50%) dans le respect de la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'étalement urbain	Non	Le PLU est compatible avec le SCoT, Toutes les conditions sont remplies pour bénéficier de 5 ha de dépassement du TO, et la disposition visant à réaliser 50% des logements en densification n'est pas applicable dans les communes qui se sont renforcées, dans les dernières décennies, uniquement par densification.			
Le projet territorial du SCoT est bâti sur une perspective de croissance démographique de + 0,2 % par an à 2033. Le projet de PLU de	Non	La commune ne peut pas se baser sur l'évolution démographique récente car l'offre de logements ne pouvait pas répondre aux			

Feldkirch ne s'inscrit pas dans cette tendance puisqu'il projette une croissance démographique moyenne annuelle six fois supérieure.			nombreuses demandes. Il n'y a pas de perspective démographique communale dans le SCoT ; il alloue une surface de dépassement du TO par commune, et cette surface représente les évolutions démographiques permises (+ densité de logements).		
PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse			Pièces concernées
Le rapport de présentation affirme que « grâce au réseau cyclable actuel, la gare de Bollwiller se trouve à moins de 10 minutes à vélo du lotissement du champ des oiseaux en construction ». Une carte isochrone pourrait utilement figurer dans le rapport de présentation afin d'asseoir cette affirmation d'autant que le SCOT dispose d'un tel document.	Oui		Rajouter une carte de ce type.	RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage
La liaison avec la gare de Bollwiller n'existant pas encore, la condition relative à la réalisation de d'une liaison cyclable entre le secteur d'extension et la gare n'est pas mise en œuvre.	Non		L'accès à la gare du côté Feldkirch n'est pas une condition du SCoT pour obtenir le bonus de 2 ha.		
Le permis d'aménager délivré en 2016 sur les 5 ha du Champ des Oiseaux conduit la commune à s'octroyer ce bonus de 2 ha sans que les conditions ci-dessus requises aient été mises en œuvre.	Non		Toutes les conditions requises par le SCoT sont remplies (p.41 du DOO du SCoT).		

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
Le secteur Aub de 5 ha permettra à terme à la commune de produire 125 logements au total en tenant compte d'une densité de 25 logements/ha, comme le prescrit le SCoT dans les secteurs desservis par les transports collectifs, ce qui induit un dépassement des besoins identifiés par la commune.	Non	La densité de logements prescrite par le SCoT est une densité nette : elle ne s'applique pas sur l'ensemble des 5 ha, mais sur la surface résiduelle après suppression des voiries et espaces publics.			
Sur les 100 logements à produire à Feldkirch, 50 auraient dû être réalisés en densification, ce qui aurait conduit à une diminution du besoin foncier en extension. S'agissant de l'analyse de la consommation d'espace effectuée pour la période 2007-2018, elle fait apparaître une artificialisation des sols de 5,8 ha dont 1,08 ha pour l'habitat, soit 0,10 ha par an. Le projet de PLU, en ouvrant à l'urbanisation un secteur de 5 ha à l'échéance 2033, permet une consommation d'espace moyenne annuelle trois fois plus importante que celle constatée antérieurement.	Non	Le PLU n'ouvre pas le secteur Aub à l'urbanisation, celui-ci est déjà ouvert et en voie d'aménagement. La densification n'est pratiquement plus possible dans la commune. La densité de logements sera beaucoup plus importante en Aub que dans les lotissements plus anciens.			
Cet écart, entre la faible consommation d'espace sur la décennie passée et la projection ambitieuse qui manque de fondement sur le PLU actuel, conduit à conclure que le projet ne participe pas à l'objectif de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.	Non	L'objectif pour le PLU est de ne pas consommer davantage d'espace que ce qu'a permis le POS = modération de la consommation d'espace dans le cadre du PLU. Même sans PLU le lotissement du champ des oiseaux serait urbanisable et urbanisé			

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
<p>Le projet d'aménagement et de développement durables doit être complété par des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (article L. 151-5 du code de l'urbanisme).</p>	Oui	<p>Mettre la phrase exacte là où elle convient, et ajouter des mentions à la densité future, et des comparaisons avec les choix passés.</p>		PADD
<p>Le projet de PLU s'est construit non pas en fonction des besoins de la commune mais des possibilités d'urbanisation offertes par l'espace disponible. Cette stratégie s'inscrit à rebours de la politique de modération de la consommation d'espace. Le PLU aurait dû promouvoir un mode d'évolution plus équilibré où l'extension urbaine ne constitue pas la règle. Il aurait dû privilégier la réhabilitation/rénovation urbaine ainsi que la densification et anticiper l'objectif de "zéro artificialisation nette" à l'horizon 2030 affiché par le gouvernement et non la programmation de la poursuite de l'urbanisation à plus long terme comme annoncé dans le PADD.</p>	Non	<p>Pas en fonction des possibilités d'urbanisation offerts par l'espace disponible, mais en fonction des opérations déjà autorisées et en cours. La commune a prévu les réhabilitations/rénovations et possibilités de densification, mais toutes ces opportunités ont déjà été mise à profit, il reste peu de potentiel dans ces domaines. Le PLU ne pouvait pas supprimer un secteur ayant bénéficié d'un permis d'aménager et en cours de construction. L'éventuelle urbanisation des secteurs Ac est conditionnée par le contexte futur qu'on ne connaît pas encore (besoins, contraintes, ...) et l'inscription de ces secteurs marque juste une volonté de localiser les éventuelles extensions du village à très long terme.</p>		
<p>Le rapport de présentation fait état du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Thur, lequel est caduc et du SAGE de la Lauch en cours d'élaboration alors qu'il a été révisé et approuvé le 15 janvier 2020, il était donc en cours d'approbation au moment de l'arrêt du PLU de Feldkirch.</p>	Oui	<p>Aucune information sur les SAGE n'a été apportée lors des réunions avec les PPA. Les informations seront actualisées dans le rapport de présentation.</p>	RP	

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
<p>Le SAGE de la Lauch couvre les eaux superficielles dans la partie Nord du territoire de la commune, il convient donc de démontrer la compatibilité du PLU avec ce document. En outre, un inventaire des zones humides a été réalisé. Ainsi, des zones humides prioritaires (ripisylve du Dorfbach et ses écoulements) et une grande zone humide ordinaire (zone agricole) ont été identifiées à Feldkirch. Ces éléments doivent donc être repérés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme dont les dispositions réglementaires doivent être intégrés dans le règlement de la zone agricole.</p>	Oui	<p>Le PLU n'a pas à être compatible avec le SAGE s'il existe un SCoT intégrateur.</p> <p>Ajouter les zones humides du SAGE aux éléments protégés au titre de l'article L151-23 dans le PLU (d'ailleurs une partie de la ripisylve du Dorfbach est déjà protégée dans le PLU arrêté).</p>	RP	Règlement+Zonage +PADD	
<p>Le rapport de présentation indique page 58 "qu'aucune zone d'extension supplémentaire n'est envisagée dans le PLU" alors qu'à la page 63 il précise que "le lotissement du champ des oiseaux est une extension". De même, le PADD annonce (p7) "que la situation et les problèmes de rétention foncière sont surmontés à Feldkirch" et prétend au paragraphe suivant de la même page que "le phénomène de rétention foncière est particulièrement fort à Feldkirch". Ces contradictions sont de nature à vicier le projet de PLU.</p>	Oui	<p>Les bouts de phrases sont coupés de leur contexte :</p> <p>- p. 63 « Le lotissement du champ des oiseaux, bien qu'en cours de réalisation, n'est pas inclus dans l'« enveloppe temps zéro » T0. Il sera donc considéré comme une extension. » = comme un dépassement du T0, on peut le reformuler ainsi.</p> <p>- p.7 du PADD : « le phénomène de rétention foncière est particulièrement fort à Feldkirch », cette phrase concerne les dents creuses, elle peut être précisée.</p>	RP	PADD	
<p>Page 67 : la phrase "le SCoT approuvé prévoit la construction d'une nouvelle station à cet effet" n'est pas terminée.</p>	Oui	<p>Il manque juste un point à la fin.</p>	RP		

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées		
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage	Annexes
Harmoniser la date de durée du PLU (2030 ou 2033).	Non	Lorsque 2030 est mentionnée, elle est précédée par « les années » = « dans les années 2030 », ce qui n'est absolument pas contradictoire avec l'horizon 2033 du PLU.			
Les annexes comportent une délibération du conseil municipal en date du 30/09/1994 instaurant le droit de préemption urbain sous le régime du POS. Il convient d'actualiser ce document qui est obsolète.	Oui	Supprimer cette annexe			Annexe DPU
Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)					
Avis Favorable avec réserves					
Préciser les dispositions réglementaires sur l'emprise et la hauteur des constructions dans les zones A et N.	Oui	Rajouter des dispositions sur les annexes des constructions isolées (cf. avis de la chambre d'agriculture). Secteurs Na et Nb : apporter des indications chiffrées sur l'existant.	RP	Règlement	
Préserver la zone humide ordinaire en zone A par l'intégration d'outils dans le règlement interdisant les affouillements et les exhaussements. Recommande la création d'une zone agricole spécifique couvrant la zone humide du SAGE de la Lauch	Oui	Zone humide du SAGE à protéger au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, la destruction sera interdite, et notamment les affouillements et exhaussements. Pas de création d'un secteur particulier pour cette zone car pas de vocation particulière (champs), le classement au titre de l'article L151-23 et les règles induites suffisent à sauvegarder le site.	RP	PADD+Règlement +Zonage	

Observations émises lors de l'enquête publique

PPA et remarques	Prise en compte	Proposition de réponse	Pièces concernées	
			RP	PADD/Règlement/ OAP/Zonage Annexes
<p>Deux demandes de classement de terrains en zone Ub, terrains classés auparavant en NAa dans le POS et aujourd'hui positionnés en A. Il s'agit des parcelles 11 section 18 de 13,37 ares et 131 section 15 d'environ 40 ares.</p>	Non	<p>La délimitation des zones urbaines du POS a été reprise dans la mesure du possible. Le secteur NAa a été réduit au lotissement du champs des oiseaux, en cours (prescriptions du SCoT et des textes de loi). Au final, la surface totale des zones urbaines ou à urbaniser du PLU reste compatible avec la surface allouée par le SCoT au développement de Feldkirch. Il n'est pas possible d'ajouter plusieurs dizaines d'ares aux zones urbaines ; le PLU serait incompatible avec le SCoT, et donc illégal.</p>		
<p>Quatre demandes identiques formulées par des habitants de la cité Alex proche de la zone UE qui demandent de rajouter - à l'art UE 1 3ème tiret du règlement la précision suivante : Les salles de spectacles, de concert, et toutes les installations et constructions publiques et privées à l'origine de nuisances sonores, nocturnes, et olfactives. -à la fin de l'article UE1 : Toute activité industrielle nocturne pouvant provoquer des nuisances environnementales, sonores, olfactives.</p>	Oui	<p>Rajouter cette précision pour information.</p>	Règlement	



Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
7 rue Bruat
BP 10489
68020 COLMAR Cedex

Affaire suivie par : Aline COLLAINÉ
Chargée d'études
☎ 03 69 77 67 41
✉ aline.collaine@mulhouse-alsace.fr

Réf. : D20-002616

Le 16 juillet 2020

Objet : PLU arrêté de Feldkirch - droit de réponse

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées du PLU arrêté de Feldkirch, vous avez rendu un avis défavorable en date du 15 juin 2020 aux motifs que :

- l'urbanisation future de la commune ne respecte pas les principes de modération de la consommation foncière ;
- la compatibilité avec le SCOT n'est pas démontrée ;
- la préservation des zones humides et la compatibilité avec le SAGE de la Lauch ne sont pas effectives ;
- le secteur Aa n'est pas inscrit en tant que STECAL ;
- l'aléa retrait-gonflement des sols argileux n'est pas pris en compte.

Je m'étonne du contenu de cet avis, la commune de Feldkirch et m2A ayant travaillé avec vos services pour l'élaboration de ce PLU. Aussi, je tiens à vous faire part des éléments de réponse qui suivent.

1. Le projet communal et modération de la consommation foncière

Il est précisé dans votre avis que la projection démographique de la commune de Feldkirch est disproportionnée par rapport à la courbe des années passées. Ainsi les besoins en logement et l'ouverture à l'urbanisation d'une surface de 5ha qui en découlent seraient surestimés d'une part et ne participeraient pas à la modération de la consommation foncière d'autre part.

La commune de Feldkirch a connu une faible croissance démographique ces dernières années du fait d'une forte rétention foncière qui a bloqué l'ouverture à l'urbanisation d'un lotissement inscrit au POS comme cela est expliqué et justifié dans le rapport de présentation du PLU arrêté. Après un long travail de



négociation, la commune de Feldkirch a eu la maîtrise foncière de l'ensemble de la zone à urbaniser et a déposé un permis d'aménager qui a été délivré en 2016, autorisant la construction d'une centaine de logements. La projection démographique inscrite au PADD est à la fois garantie par le caractère effectif de ce permis d'aménager et permet à la commune d'inscrire sa croissance sur 2 décennies dans une courbe normale à l'échelle de l'agglomération.

De plus la remise en cause a posteriori des droits acquis par une autorisation d'urbanisme par une révision de PLU serait illégale. De plus, afin de gérer au mieux l'évolution démographique et son impact sur les équipements publics, la vente des lots, dont la commune de Feldkirch a la maîtrise foncière, se fera petit à petit. Pour répondre aux inquiétudes d'une croissance trop brutale, un phasage pourrait être inscrit explicitement dans les OAP.

2. Compatibilité avec le SCOT

Votre avis rappelle que le SCOT de la Région Mulhousienne définit une enveloppe de 3ha d'extension pour les communes relevant de la strate village. Ce même SCOT prévoit une enveloppe supplémentaire en mettant en œuvre le bonus renaturation ou le bonus dit « gare ». De plus, la production de logements est à réaliser à 50 % en densification et à 50% en extension, ce qui n'est pas le cas de Feldkirch.

Le PLU de Feldkirch est parfaitement compatible avec le SCOT de la Région Mulhousienne qui relève de la compétence de m2A depuis le 1^{er} janvier 2017. Lors des réunions des Personnes Publiques Associées qui se sont tenues avant la prise de compétence « documents de planification » au 1^{er} janvier dernier, m2A a demandé d'étayer les justifications pour l'utilisation des bonus, ce qui a été fait.

Concernant la production de logements, le « 50% densification - 50% extension » est un objectif inscrit dans le PADD. Le PLU arrêté de Feldkirch fait la démonstration que la densification n'est pas possible compte tenu de la rétention foncière, du peu de terrains disponibles et de la configuration inadaptée des terrains. Ainsi la commune ne peut se développer que dans la limite de l'enveloppe définie dans le DOO. Cette enveloppe peut être majorée soit par le bonus renaturation, soit par le bonus « gare ». Ce dernier, pour la commune de Feldkirch, n'est pas soumis à l'ouverture de la gare de Bollwiller côté Feldkirch mais à l'existence d'un itinéraire cyclable permettant de rejoindre la gare en moins de 10 minutes à vélo, ce qui est déjà le cas à l'heure actuelle (cf PJ). La création d'une piste cyclable entre le lotissement et la gare permettra la sécurisation du trajet. De plus une majoration de la densité des logements est appliquée sur le lotissement la portant ainsi à 25 logements/ha en densité nette (hors voirie et espaces publics).

3. La préservation des milieux aquatiques et la prise en compte des risques

Vous indiquez dans votre avis que l'évaluation environnementale présente des lacunes notamment en ce qui concerne la préservation des milieux aquatiques et des non compatibilités avec le SAGE de la Lauch. De même, votre avis fait état de l'aléa retrait-gonflement des argiles présent sur la commune.

Le PLU de Feldkirch a été arrêté le 30 décembre 2019. Le SAGE de la Lauch a été approuvé le 15 janvier 2020, postérieurement à l'arrêt du PLU. Il était donc impossible de le prendre en compte au moment de l'arrêt d'autant plus que vos services n'ont pas fait état de sa prochaine approbation lors de la dernière réunion des Personnes Publiques Associées qui s'est tenue en mairie de Feldkirch le 5 décembre 2019. Par ailleurs, je tiens à souligner que le SCOT de la Région Mulhousienne est un SCOT intégrateur. Le PLU de Feldkirch n'a donc pas à être directement compatible avec le SAGE mais avec le SCOT qui, lui, doit être compatible avec ce dernier. Malgré cela et afin de témoigner de la volonté de la commune de s'inscrire pleinement dans une logique de développement durable, les zones humides répertoriées par le SAGE étant situées en zone agricole peu constructible, seront ajoutées aux éléments protégés dans le PLU au titre de l'article L151-23 du code de l'Urbanisme.

Concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles, il est important de souligner que le Porter à Connaissance afférent a été transmis par vos services à la commune le 12 février 2020, soit après l'arrêt du PLU de Feldkirch.

4. La problématique de l'assainissement

Il est précisé dans votre avis que la station d'épuration de Feldkirch ne respecte pas les normes de traitement des eaux urbaines résiduaires. L'urbanisation du secteur Aub contribuerait donc à l'aggravation de la pollution issue du fonctionnement défectueux de la station d'épuration.


Le SIVOM de la Région Mulhousienne a conscience de la non-conformité du traitement des eaux usées de cette station. Cependant, il a réalisé des investissements afin de réduire les dysfonctionnements, qui sont surtout présents en cas d'apport hydraulique important, notamment lors des épisodes de remontées de nappe. Un plombage des boues par polymères permet d'augmenter la décantabilité de ces boues et de rejeter des effluents dans les normes. De plus, un emplacement réservé est instauré dans le PLU pour la construction d'une nouvelle station d'épuration dont la réalisation a été actée par le conseil d'administration du SIVOM. L'achat du terrain est en pourparlers avec l'agriculteur propriétaire. La mise en service de cette nouvelle station devrait donc intervenir à court terme.

Ce courrier sera joint aux avis des Personnes Publiques Associées lors de l'enquête publique pour une parfaite information du public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations les plus distinguées.

Le Maire de Feldkirch

Pierre SALZE

Le Vice-Président

Rémy NEUMANN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**PROJETS DE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET GESTION DE
L'EAU ET PROGRAMME DE MESURES ASSOCIE, DE PLAN DE GESTION DU
RISQUE INONDATION DU DISTRICT RHIN-MEUSE 2022-2027 : AVIS DE
m2A (533/8.4/392C)**

La Préfecture de la Région Grand Est et le Comité de bassin Rhin Meuse ont lancé une consultation sur le projet de Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2022-2027, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du district Rhin-Meuse et le programme des mesures associé 2022-2027, en application de l'article R566-12 du Code de l'Environnement.

Les parties prenantes sont appelées à émettre un avis sur ces projets d'ici au 15 juillet 2021 en vue d'une entrée en application en mars 2022. Dans ce cadre, Mulhouse Alsace Agglomération, au titre du SCOT, de la compétence GEMAPI (Gestion de l'Eau, des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) et de la compétence en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace, a été saisie par ces deux instances. Les syndicats mixtes de bassin et l'EPAGE Largue, auxquels m2A a transféré la compétence GEMAPI, ont également été saisis.

Pour mémoire, l'animation de ces syndicats mixtes est assurée par le Syndicat des Rivières de Haute Alsace.

1) Avis sur le SDAGE et le Programme de Mesures

Le SDAGE constitue une traduction de la Directive-cadre européenne sur l'eau adoptée le 23/10/2000. Il s'agit un document global de planification pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau tant de manière quantitative

que qualitative. Il est actualisé tous les 6 ans. Le projet de document est soumis pour avis au titre du cycle 2022-2027.

Les documents d'urbanisme (SCOT) doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE. Le SDAGE sera décliné localement dans des SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) qui sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et aux documents d'urbanisme dans un rapport de conformité en ce qui concerne la partie réglementaire.

Les 61 orientations fondamentales sont déclinées dans six thèmes :

- eau et changement climatique, un enjeu chapeautant tous les autres : il est urgent d'agir !
- eau, nature et biodiversité : préserver la biodiversité et les fonctionnalités des milieux aquatiques, notre assurance-vie pour demain ;
- eau et santé : priorité à la diminution des pesticides et autres substances toxiques ;
- eau et aménagement du territoire : l'eau et le vivant au cœur de notre cadre de vie ;
- eau et mémoire : gérer les impacts de l'arrêt de l'exploitation minière et les pollutions liées aux guerres mondiales, connaître le passé pour mieux appréhender l'avenir ;
- eaux internationales : une gestion concertée qui ne connaît pas de frontières.

Les principales évolutions visent notamment :

- à renforcer les orientations relatives aux captages pour encourager les collectivités à protéger les ressources en eau potable au-delà des zones de protection réglementaires ;
- réduire les pollutions des eaux par les nitrates et les phytosanitaires d'origine agricole ;
- poursuivre la restauration des milieux aquatiques ;
- favoriser l'infiltration des eaux pluviales et préserver de l'urbanisation des espaces à fort intérêt naturel.

Parmi les orientations du SDAGE 2022-2027, les suivantes peuvent notamment être relevées. Les orientations du thème « Eau et aménagement du territoire » sont reprises dans le PGRI pour la première partie du thème et les autres ont pour but :

- de limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux, pour préserver les ressources en eau et les milieux et limiter les rejets, en ceci assurant au maximum l'infiltration des eaux pluviales ; orientation mise en œuvre d'une manière générale sur notre territoire au travers notamment de l'action du SIVOM ;
- de préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel et constituant des éléments essentiels de la Trame verte et bleue dont les zones humides. La préservation de ces dernières est inscrite de longue date dans le corpus législatif : loi sur l'eau de 1992 notamment.

D'autre part, les collectivités sont encouragées à aller au-delà de la réglementation concernant les zones de captage des eaux par la mise en place d'aires d'alimentation des captages. Ces dernières constituent les zones dans

lesquelles l'infiltration ou le ruissellement de l'eau alimentent les captages. L'objectif est donc d'y lutter contre les pollutions diffuses en particulier en travaillant avec le monde agricole.

Le Programme de Mesures (PDM) définit les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs environnementaux. Son coût prévisionnel pour le district Rhin est de 1,4 milliard d'euros pour la période 2022-2027. Le PDM sera décliné à l'échelle de chaque département en Plan d'actions opérationnel territorialisé.

Les orientations fondamentales du SDAGE s'inscrivent donc en cohérence avec les actions conduites par m2A et son territoire, de ce fait il est proposé de formuler un avis favorable au projet afférent, ainsi que sur le Programme des Mesures.

2) Avis sur le PGRI

Le PGRI est un document de planification qui définit les objectifs en matière de gestion des risques d'inondation à l'échelle des districts hydrographiques aux fins d'assurer la sécurité des populations et réduire les conséquences des crues. Il est élaboré par le Préfet coordonnateur de bassin. Il découle de la Directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite Directive « Inondation ».

Les objectifs du PGRI sont ensuite destinés à être déclinés au sein de stratégies locales de gestion des risques d'inondations (SLGRi) dont l'une d'elles concerne le territoire central de m2A (bassins de l'Ill et de la Doller) directement.

Le PGRI est opposable aux demandes effectuées au titre de la Loi sur l'Eau et au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les PPRi (Plan de prévention du risque inondation) et les documents d'urbanisme comme le SCOT doivent être compatibles avec le PGRI ou l'être rendus sous 3 ans, notamment pour les objectifs 3 et 4. Le PPRi constitue, quant à lui, une servitude d'utilité publique.

Les thèmes abordés par le PGRI sont fixés par le Code de l'Environnement :

- aménagement du territoire et réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation ;
- conscience du risque inondation et information des citoyens,
- prévision des inondations et alerte ;
- préparation et gestion de crise ;
- diagnostic et connaissance relatifs aux enjeux soumis à un risque inondation et à leur vulnérabilité ;
- connaissance des aléas.

Les objectifs généraux définis dans le PGRI n'ont pas évolué par rapport au cycle précédent. Les objectifs suivants sont déclinés en sous-objectifs et en dispositions :

- Objectif 1 : Favoriser la coopération entre les acteurs,
- Objectif 2 : Améliorer la connaissance et développer la culture du risque,
- Objectif 3 : Aménager durablement les territoires,

- Objectif 4 : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,
- Objectif 5 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale.

Les principales évolutions concernent l'enrichissement du volet relatif à l'adaptation au changement climatique, l'intégration des principes figurant au décret du 5 juillet 2019 dit décret « PPRi » et l'introduction d'indicateurs d'évaluation (valeurs cibles et échéances).

Le PGRI soumis à avis décline, à ce titre, les principes du décret PPRi à l'ensemble du territoire Rhin-Meuse, y compris les territoires exposés aux inondations non couverts par un PPRi ou couverts par un PPRi dont l'élaboration ou la révision a été prescrite avant le 7 juillet 2019. Aussi, le territoire de m2A, soumis aux PPRi de la Thur approuvé en 2003 et celui de l'III approuvé en 2006, ou encore celui de Doller (dont la révision a été lancée) sera très largement concerné par ces nouvelles dispositions et leurs conséquences.

Dans le souci d'assurer la sécurité des personnes et des biens, le décret vise à atténuer la perception protectrice des systèmes d'endiguement pour intégrer de manière plus stricte le risque de rupture dans les possibilités de construire. « La digue qui protège peut devenir dangereuse ».

A la fois, il durcit les règles de construction dans les zones soumises à un aléa fort, crée un aléa très fort et classe, justement, les zones arrières de digues en aléa très fort sur une distance supérieure à celle fixée précédemment. Ainsi, au lieu des 10 m prévus actuellement ou plus selon les dispositions des études de danger, la bande de protection s'étendrait dorénavant à 100 fois la hauteur d'eau sans pouvoir être inférieure à 50 m (les études de dangers permettront de réduire la bande sans aller au-delà de ce plancher).

Il est prévu que dans les centres urbains en aléa très fort, toute construction, en dehors des opérations de renouvellement urbain, soit interdite, y compris les projets sur les habitations existantes.

Cette disposition rend, de fait, de larges parties du territoire de l'agglomération inconstructibles, notamment, dans les zones urbanisées de Baldersheim, Brunstatt-Didenheim, Illzach, Lutterbach, Reiningue, Ruelisheim, Sausheim et Staffelfelden.

Le calcul de la zone d'inconstructibilité ne serait plus initialement corrélé aux études de dangers. De plus, dans une analyse du PGRI produite par le syndicat des Rivières de Haute Alsace, ce dernier considère que la valeur forfaitaire de 100 fois la hauteur d'eau est « totalement disproportionnée et n'a aucun fondement physique ».

Compte tenu de l'impact des zones d'inconstructibilité induit par les nouvelles dispositions figurant dans le projet de plan, de leur caractère arbitraire et systématique, il est proposé de s'opposer aux dispositions du projet de PGRI qui concernent la traduction des principes du décret PPRi, à savoir les dispositions O3.1-D2 introduisant les règles de construction pour l'aléa très fort, O3.1-D3 en tant qu'elles soumettent l'autorisation des exceptions à accord préfectoral, O3.2-

D3 qui méconnaît l'effet écrêteur des dispositifs de stockage temporaire et l'ensemble des dispositions O3.4 qui ne prennent pas en compte l'objet et la qualité de l'entretien des ouvrages de protection contre les risques d'inondation.

D'autre part, la disposition O4.2-D6 du PGRi introduit le principe de compensation des surfaces imperméabilisées créées à hauteur de 150 % en milieu urbain. Il est proposé que cette disposition soit clarifiée quant à sa portée et notamment qu'elle ne concernerait que la part des opérations pour lesquelles l'infiltration sur site des eaux pluviales n'est pas intégrée.

Il est à noter que le Document d'Orientation et d'Objectifs du SCOT nécessiterait d'être complété par la création des zones d'aléas fort. Le SCOT est en revanche compatible avec les orientations générales du projet de PGRi.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

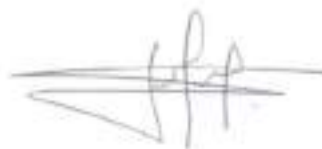
- émet un avis favorable à la formalisation des objectifs généraux du SDAGE 2022-2027 et au programme des mesures associé ;
- émet un avis favorable pour ce qui concerne les objectifs généraux du PGRi 2022-2027 ;
- s'oppose et émet un avis défavorable aux dispositions O3.1-D2, O3.1-D3, O3.2-D3 et l'ensemble des dispositions O3.4 ;
- sollicite l'assouplissement des mesures afférentes aux zones situées en arrière de digue en modifiant la formule de largeur de la zone d'inconstructibilité (« 100 x la hauteur d'eau ») pour tenir compte de la réalité de fonctionnement des bassins versants du territoire de m2A ;
- sollicite à ce titre la conduite d'un travail d'ajustement - rectification de la mesure en lien avec les acteurs impliqués (m2A, RHA notamment) ;
- sollicite une clarification de la disposition O4.2-D6 en la faisant porter sur les seules opérations générant, pour tout ou partie, des rejets directs au réseau sans infiltration ;
- charge le Président ou son représentant de transmettre cet avis aux communes de m2A pour information, au Préfet coordinateur de bassin et au Président du Comité de bassin Rhin Meuse.

3 PJ :

- fiche de synthèse de SDAGE et de Programme de mesures associé
- résumé du PGRi
- extrait du PGRi pp 135 à 151

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIÉ CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



Fiche de synthèse

Projets de SDAGE et de Programmes de mesures

associés 2022-2027

des districts du Rhin et de la Meuse

1. Contexte et présentation des SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse

● Chiffres clefs du bassin

Le bassin Rhin-Meuse a une superficie de 31 000 km². Il est composé des parties françaises de deux bassins hydrographiques internationaux : le district du Rhin (23 400 km²) et celui de la Meuse (7 800 km²). Une coordination internationale de la gestion de l'eau s'exerce au sein de trois institutions : la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR), la Commission internationale de la Meuse (CIM) et les Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

Le bassin comporte **641 masses d'eau de surface** (497 pour le district du Rhin et 144 pour celui de la Meuse) et **19 masses d'eau souterraine** (12 pour le district du Rhin et 7 pour celui de la Meuse).

Les évaluations de l'état des masses d'eau lors de l'Etat des lieux de 2019 ont donné les résultats suivants :

		Bassin Rhin-Meuse	District du Rhin	District de la Meuse
Masses d'eau de surface	% en bon état écologique	27 %	22 %	42 %
	% en bon état chimique avec ubiquistes	22 %	21 %	28 %
Masses d'eau souterraine	% en bon état chimique	53 %	42 %	71 %
	% en bon état quantitatif	95 %	92 %	100 %

Les principales pressions à l'origine d'un Risque de non atteinte des objectifs environnementaux (RNAOE) en 2027, étaient les suivantes :

- Pour les masses d'eau de surface : les apports azotés et phosphorés, les nitrates, l'hydromorphologie, les prélèvements, les métaux (état écologique et état chimique), les HAP, les pesticides et les PCB ;
- Pour les masses d'eau souterraine : les nitrates, les pesticides, les chlorures, les sulfates et, pour une masse d'eau, la pression quantitative.

● Contexte de l'élaboration des projets de SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse

Les travaux de mise à jour des SDAGE et des Programmes de mesures ont débuté en 2019 par l'adoption par le Comité de bassin de la synthèse des enjeux de l'eau pour la période 2022-2027, du programme de travail et de son calendrier. Au préalable, ces documents avaient été soumis à la consultation du public et des acteurs institutionnels de l'eau pendant une période de six mois allant du 2 novembre 2018 au 2 mai 2019.

Six enjeux ont ainsi été définis pour les districts du Rhin et de la Meuse auxquels les projets de SDAGE et Programmes de mesures (PDM) associés 2022-2027, soumis actuellement à la consultation du public et des assemblées apportent des réponses. Les enjeux sont les suivants :

- Eau et changement climatique, un enjeu chapeautant tous les autres : il est urgent d'agir ;
- Eau, nature et biodiversité : préserver la biodiversité et les fonctionnalités des milieux aquatiques, notre assurance-vie pour demain ;

- Eau et santé : priorité à la diminution des pesticides et autres substances toxiques ;
- Eau et territoires : l'eau et le vivant au cœur de notre cadre de vie ;
- Eau et mémoire : gérer les impacts de l'arrêt de l'exploitation minière et les pollutions liées aux guerres mondiales, connaître le passé pour mieux appréhender l'avenir ;
- Eaux internationales : une gestion concertée qui ne connaît pas de frontières.

Le Comité de bassin a souhaité une révision modérée des orientations fondamentales et dispositions des SDAGE, capitalisant l'expérience des deux premiers cycles de gestion et ne remettant pas en cause les consensus acquis.

Pour cela, il a mis en place, **cinq groupes de travail thématiques** présidés par un de ses membres. Outre les mises à jour réglementaires rendues nécessaires, ces cinq groupes de travail avaient pour mandat de travailler sur des objectifs identifiés par le Comité de bassin (exemple : intégrer le changement de paradigme dans le domaine agricole à savoir « passer de la bonne dose au bon moment à la bonne culture au bon endroit », etc.). Trois de ces groupes de travail avaient également mandat de travailler à la mise à jour conjointe des objectifs et dispositions du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Rhin-Meuse.

Le Comité de bassin a par ailleurs mis en place un **groupe de travail** restreint dédié aux « **Objectifs et Programmes de mesures** », également présidé par un de ses membres.

L'objectif ainsi poursuivi visait une **efficience du travail collectif**, la **concertation sur les priorités et les sujets émergents**, **l'appropriation par les acteurs** (lisibilité et partage des documents), la cohérence et la complémentarité des approches des projets de SDAGE et de PGRI.

Ce processus de gouvernance a impliqué plus de 150 personnes. Ainsi, les projets de SDAGE et de Programmes de mesures résultent d'une **co-construction** et sont le fruit des **consensus obtenus**.

Les projets de SDAGE 2022-2027 des districts du Rhin et de la Meuse ont été **adoptés à l'unanimité** le 16 octobre 2020 par le Comité de bassin.

- **Principaux enjeux environnementaux des SDAGE au regard des caractéristiques des districts du Rhin et de la Meuse**

Les travaux de mise à jour des SDAGE et des Programmes de mesures 2022-2027 des districts du Rhin et de la Meuse ont été marqués par la **prégnance du changement climatique**, sujet transversal et d'envergure aux conséquences majeures sur toutes les politiques sectorielles de gestion de l'eau. En particulier, la question de la gestion quantitative de la ressource en eau a pris une dimension nouvelle en posant la nécessité de l'adaptation des pratiques et des usages de l'eau notamment au sein des territoires les plus en tension. **Les travaux se sont appuyés notamment sur la philosophie du Plan d'adaptation et d'atténuation du changement climatique du bassin Rhin-Meuse¹.**

46% des Masses d'eau (ME) de surface (43% pour le district du Rhin et 56% pour celui de la Meuse) du bassin Rhin-Meuse ont pour objectif le bon état écologique en 2027. Ceci résulte d'un **équilibre entre réalisme et ambition**.

La définition d'un **objectif moins strict** que le bon état en 2027 est toutefois à considérer comme *une étape sur la trajectoire menant vers le bon état* des masses d'eau pour de nombreuses masses d'eau, la DCE imposant de revoir l'objectif tous les six ans.

Le tableau ci-après reprend les pourcentages de masses d'eau en bon état depuis 2015 et ceux attendus pour les prochaines échéances de la DCE.

¹ Adopté le 23 février 2018

		Pourcentage de masses d'eau en bon état				
		depuis 2015	en 2021	en 2027	au-delà de 2027 ²	
ME de surface	Obj. état écologique	District Rhin	16%	14%	13%	57%
		District Meuse	25%	22%	9%	44%
		Bassin Rhin-Meuse	18%	16%	12%	54%
ME de surface	Obj. état chimique avec ubiquistes	District Rhin	22%	5%	2% (dont 1% OMS)	71%
		District Meuse	44%	3%	≈ 0%	53%
		Bassin Rhin-Meuse	27%	5%	1% (≈0% OMS)	67%
ME souterraine	Obj. état chimique	District Rhin	33%	9%	25%	33%
		District Meuse	42%	29%	0%	29%
		Bassin Rhin-Meuse	37%	16%	16%	31%
ME souterraine	Obj. état quantitatif	District Rhin	92%	0%	8%	0%
		District Meuse	100%	0%	0%	0%
		Bassin Rhin-Meuse	95%	0%	5%	0%

Afin d'atteindre ces objectifs, les principales évolutions des orientations fondamentales et dispositions des projets de SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse sont les suivantes :

- **Renforcer** les orientations relatives aux **captages** pour encourager les collectivités à protéger les ressources utilisées pour l'eau potable, au-delà des zones de protection réglementaire ;
- **Réduire les pollutions** des eaux par les **nitrate**s et les **phytosanitaires d'origine agricole** en soutenant le développement de filières à bas niveau d'impact, en développant une activité de méthanisation compatible avec la préservation de la ressource en eau, en encourageant les actions multi-partenariales ;
- Concernant la **continuité écologique**, entériner le calendrier de réalisation des passes à poissons sur le Rhin et préconiser, pour l'ensemble des projets visant la continuité écologique, une approche pragmatique avec étude des différents scénarii possibles (effacement / équipement) ;
- **Poursuivre la restauration des milieux aquatiques** en garantissant notamment le bon fonctionnement écologique des bassins versants (Trame verte et bleue)
- **Renforcer la préservation de la ressource en eau** en réalisant des économies d'eau (y compris la réutilisation des eaux non conventionnelles) et en mettant en place une gestion concertée de cette ressource, en priorité sur les territoires qui seront identifiés à risque de tension quantitative ;
- Favoriser l'**infiltration des eaux pluviales** et préserver de l'urbanisation des espaces à forts intérêt naturel ;
- **Renforcer la gouvernance locale** de l'eau à l'échelle de bassins versants.

● **Leviers et moyens pour la mise en œuvre des SDAGE des districts du Rhin et de la Meuse**

Les trois principaux leviers sont les mesures prises en application de la réglementation nationale, les mesures de type « administratives » figurant dans le tome 3 des SDAGE « Orientations fondamentales et dispositions » et qui constituent les « règles du jeu administratives », et les mesures « techniques » (mesures d'investissement du Programme de mesures).

² Concerne les masses d'eau de surface ayant un Objectif moins strict (OMS) que le bon état en 2027, les masses d'eau de surface ayant un objectif de bon état chimique fixé à 2033 ou 2039 en raison de substances nouvellement introduites ou dont la Norme de Qualité Environnementale a été modifiée par la Directive 2013/39/UE, les masses d'eau souterraine ayant un objectif de bon état chimique en 2033 ou 2039 (report de délais liés aux conditions naturelles).

Le coût des Programmes de mesures des districts du Rhin et de la Meuse s'élève à environ **1,6 milliards d'euros** (1,42 milliards pour le Rhin et près de 200 millions pour la Meuse).

Ces mesures sont ciblées sur les priorités suivantes :

- Les **milieux aquatiques** : les opérations de restauration ambitieuses, les cours d'eau classés au titre de l'article L214-17 du Code de l'environnement et les projets de continuité identifiés dans le programme de priorisation du bassin adopté en déclinaison du plan d'actions pour une politique apaisée de restauration de la continuité écologique, et ceux engagés, notamment sur le Rhin ;
- Les **pollutions diffuses d'origine agricole** : la reconquête des captages dégradés, les missions d'animation et les programmes d'action pour les masses d'eau soumises à une pression significative (pesticides, nitrates) ;
- **L'industrie et l'artisanat** : l'acquisition de connaissances pour mieux comprendre l'origine des substances, l'identification des principaux contributeurs, la sélection de solutions nécessitant souvent une part d'innovation ;
- **L'assainissement** : la limitation des pollutions par temps de pluie, le renforcement de la collecte des eaux usées dans certains secteurs et la rénovation, le remplacement ou l'amélioration des ouvrages d'épuration traitant la pollution par temps sec ;
- La **ressource en eau** : l'amélioration de la connaissance des pressions, la reconquête du bon état quantitatif de la nappe des grès du Trias inférieur, les économies d'eau ou la substitution de ressources ciblées principalement dans les secteurs à pénurie d'eau, au sein des collectivités n'atteignant pas leurs objectifs de rendement des réseaux cible issus de la loi Grenelle II et chez les plus gros préleveurs industriels.

2. Synthèse de l'avis rendu par l'Autorité environnementale (CGEDD)

- Dates clés

Les principales date clés concernant l'avis de l'autorité environnementale sont :

- Le 21 octobre 2020 : date de l'envoi des projets de SDAGE ;
- Le 15 décembre 2020 : rencontre avec l'autorité environnementale ;
- Du 15 décembre 2020 au 14 janvier 2021 : demande de précisions et échanges avec l'autorité environnementale ;
- Le 20 janvier 2021 : remise de l'avis.

- Analyse de l'évaluation environnementale

Pour l'Autorité environnementale, les **principaux enjeux environnementaux** sont la préservation des nappes majeures du bassin, l'adaptation au changement climatique, la solidarité amont aval étendue aux pays frontaliers et à la sous-région marine « Mer du Nord », la préservation de la santé (eau potable et lutte contre les substances dangereuses), la préservation de la biodiversité, la lutte contre les « points noirs » du bassin et la saisie des opportunités offertes par le déclin de certaines activités.

L'Autorité environnementale a constaté que l'évaluation environnementale repose sur une approche rigoureuse et efficace. Les propositions tiennent compte des enseignements tirés des cycles antérieurs. Cependant, selon l'Autorité environnementale, l'analyse aborde insuffisamment **les impacts négatifs des mesures** envisagées et **la démarche pour les éviter, les réduire ou les compenser**. Enfin, la vision du SDAGE comme document de référence pour toute décision publique relative à l'eau est, selon l'Autorité environnementale, insuffisamment exploitée pour engager **certains programmes correctifs**. **Des éléments de réponse** aux principales recommandations ont été produits et mis à disposition du public et des acteurs institutionnels en vue des consultations. Concernant l'application de la **démarche "Eviter, Réduire,**

Compenser” (ERC) à l’échelle d’un document de planification tel que le SDAGE, les éléments de réponse insistent sur la complémentarité entre l’analyse conduite à l’échelle du SDAGE avec de celle mise en œuvre à l’échelle d’un projet qui doit lui être compatible. Sa mise en œuvre à l’échelle du projet permet d’avoir une approche plus fine et plus concrète des incidences négatives, pouvant conduire, compte tenu de la conjonction de nombreux enjeux locaux, à requestionner l’opportunité ou l’utilité publique du projet. Les incidences négatives sur l’environnement s’apprécieront ainsi plutôt lors de projets où est déclinée la séquence ERC en termes opérationnels.

Le SDAGE, à travers ses objectifs et dispositions, incite notamment à la mise en œuvre de la séquence ERC dans les projets conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes mais également dans les projets concourant à la reconquête de l’état des eaux et la prévention des inondations. Les documents invitent les maîtres d’ouvrage à appliquer en continu la séquence ERC, depuis l’amont des projets (les études amont des enjeux environnementaux devant permettre l’évitement) jusqu’à leur mise en œuvre. En outre, les outils d’accompagnement de la mise en œuvre du prochain SDAGE déclineraient en pratique ces principes.

- **Recommandations de l’Autorité environnementale**

L’avis délibéré du 20 janvier 2021 de l’Autorité environnementale comporte trois recommandations principales, déclinées en douze recommandations plus détaillées.

Les **trois principales recommandations** de l’Autorité environnementale consistent à :

- **Renforcer** les actions de préservation de la qualité des nappes, et en particulier, de limiter l’incitation à l’infiltration des eaux aux seules situations les plus favorables ;
- **Engager** enfin le dé raccordement des industriels des réseaux publics d’assainissement ;
- **Renforcer** les actions sur l’ensemble des principaux points noirs.

Des éléments de réponse aux recommandations (dont les trois recommandations principales) ont également été produits et mis à disposition du public et des acteurs institutionnels en vue des consultations.

3. Consultations obligatoires (public, organismes et acteurs institutionnels)

- **Public**

La **consultation du public** est ouverte pour recueillir ses observations à l’adresse suivante : <https://consultation.eau-rhin-meuse.fr>. Cette consultation est conjointe avec celle organisée sur le projet de plan de gestion des risques d’inondation du bassin. L’intégralité des documents soumis à la consultation est disponible sur cette plateforme organisée en plusieurs parties :

- Une **première partie** visant à partager la connaissance, la compréhension et la sensibilisation autour de la préservation de la qualité de l’eau, des milieux aquatiques et de la gestion du risque d’inondation (chiffres clés, éléments de synthèse et vidéos “la minute de l’expert”) ;
- Une **seconde partie** qui permet au “grand public” (citoyens, associations, activités économiques, etc.) de laisser des avis et commentaires sur les ambitions et objectifs visés dans les projets de SDAGE et de Programmes de mesures associés pour le cycle 2022-2027.

Cette consultation se déroulera du **1^{er} mars au 1^{er} septembre 2021**.

- **Organismes et acteurs institutionnels**

Le Comité de bassin a décidé de **mener conjointement** les consultations portant sur les projets de SDAGE, de Programmes de mesures et de PGRI 2022-2027. Ainsi les structures consultées réglementairement sur les projets de SDAGE sont également consultées sur le PGRI et réciproquement.

De plus, le Comité de bassin a souhaité consulter en complément :

- Le Comité de massif des Vosges ;
- Le Comité régional de la biodiversité ;
- L'ensemble des syndicats de rivière du bassin, des fédérations départementales pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Cette consultation se déroulera du **15 mars au 15 juillet 2021**.

Enfin, les **partenaires internationaux** (ensemble des états européens faisant partie des districts internationaux du Rhin et de la Meuse auquel s'ajoute la Suisse) sont également consultés sur les projets de SDAGE et de Programmes de mesures associés du **15 mars au 15 mai 2021**. A cet effet, le résumé du Programme de mesures (comprenant une synthèse des principaux axes qui ont guidé l'élaboration du plan de gestion, les principales mesures et leur chiffrage) a été traduit en allemand, en néerlandais et en anglais, pour en faciliter sa compréhension.

Plan de gestion des risques d'inondation 2022-2027

Districts du Rhin et de la Meuse



Résumé

SOMMAIRE

A LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU PGRI	3
B LA STRUCTURE DU PGRI RHIN MEUSE 2022-2027	4
C LES PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE À JOUR DU PGRI ET SON ÉTAT D'AVANCEMENT POUR LE BASSIN RHIN MEUSE	5
D LA PRÉSENTATION DU BASSIN RHIN-MEUSE	7
E LE DIAGNOSTIC DE L'EXPOSITION AUX RISQUES D'INONDATION	8
F LES OBJECTIFS ET DISPOSITIONS	8
G LE PGRI ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	9

A LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DU PGRI

En application des articles L.566-1 et suivants et R.566-1 et suivants du Code de l'environnement, transposant la directive 2007/60/CE, dite directive « inondation », le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) définit les objectifs en matière de gestion des risques d'inondation à l'échelle des « districts hydrographiques »¹. Ils sont définis sur la base des objectifs de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) élaborée par l'État en 2014 :

- améliorer la sécurité des personnes exposées ;
- stabiliser à court terme et réduire à moyen terme le coût des dommages liés à l'inondation ;
- raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Ainsi que le précise le site internet dédié du ministère de la transition écologique, « pour la première fois, la France s'est dotée d'une stratégie qui impose une approche proactive en matière de prévention des inondations sur l'ensemble des territoires à risques : l'ambition de cette politique est de porter une attention particulière aux secteurs les plus exposés, les territoires à risques importants d'inondation (TRI), mais également aux secteurs épargnés par les inondations ces dernières décennies. Au-delà de l'implication de tous les territoires, et à travers cette stratégie, le gouvernement rappelle que chacun a un rôle à jouer face aux risques d'inondation : citoyens, entreprises, collectivités, État doivent adapter leur comportement. Pour mieux se protéger, il est indispensable d'y participer et de mieux connaître les risques auxquels chacun est exposé. »

Les critères nationaux de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) sont déclinés pour sélectionner dans le bassin les territoires dans lesquels il existe des risques d'inondation importants.

Pour contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie nationale, le PGRI identifie à l'échelon du bassin des mesures comprenant :

- les orientations fondamentales et dispositions présentes dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) concernant la prévention des inondations, qui ont vocation à être retranscrites dans le PGRI ;
- des objectifs et dispositions concernant la surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation, comprenant notamment le schéma directeur de prévision des crues ;
- des objectifs et dispositions pour la réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation, comprenant des mesures pour le développement d'un mode durable d'occupation et d'exploitation des sols, notamment pour la maîtrise de l'urbanisation et la cohérence du territoire au regard des risques d'inondation, la réduction de la vulnérabilité des activités économiques et du bâti et, le cas échéant, l'amélioration de la rétention de l'eau et l'inondation contrôlée ;
- des objectifs et dispositions concernant l'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque.

¹ La notion de « district hydrographique » est définie par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 : « zone terrestre et maritime, composée d'un ou plusieurs bassins hydrographiques ainsi que des eaux souterraines et eaux côtières associées, identifiée comme principale unité aux fins de la gestion des bassins hydrographiques ». Les neuf districts hydrographiques métropolitains sont regroupés au sein de sept grands bassins.

Les objectifs du PGRI sont déclinés au sein de stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour les territoires à risques importants d'inondation (TRI). Mis à jour tous les six ans, le PGRI comporte une synthèse des SLGRI déjà élaborées.

Le PGRI est accompagné des dispositions des plans Orsec² afférentes aux risques d'inondation et applicables au périmètre concerné. Il peut identifier des projets d'intérêt général³ relatifs à la gestion des risques d'inondation et fixer les délais de mise en œuvre des procédures correspondantes par l'autorité administrative compétente.

Il est opposable dans un rapport de compatibilité⁴ aux plans de prévention des risques d'inondation (PPRI), aux autres programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau⁵ et aux documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire⁶.

Principal outil de la SNGRI, le PGRI en décline les quatre défis qui structurent la politique nationale de gestion des risques :

- développer la gouvernance et les maîtrises d'ouvrage ;
- aménager durablement les territoires ;
- mieux savoir pour mieux agir ;
- apprendre à vivre avec les inondations.

Les autres outils développés en France depuis les années 1990 pour la gestion des risques d'inondation que sont les PPRI, les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI⁷), les plans communaux de sauvegarde (PCS) et les plans grands fleuves gardent toute leur pertinence pour décliner ses dispositions.

B LA STRUCTURE DU PGRI RHIN MEUSE 2022-2027

Le PGRI constitue la partie française des plans de gestion des risques d'inondation sur les districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse⁸ et couvre ces deux parties de bassin dans un même plan. En revanche, celles-ci font l'objet de deux évaluations environnementales séparées.

Le PGRI Rhin-Meuse 2022-2027 comprend un document construit en quatre parties et des annexes :

² Le dispositif Orsec (organisation de la réponse de sécurité civile) est un programme d'organisation des secours à l'échelon départemental ou de la zone de défense, en cas de catastrophe.

³ Répondant aux critères d'utilité publique de l'article L. 102-1 du code de l'urbanisme ; le PGRI Rhin-Meuse n'en prévoit pas.

⁴ Moins contraignante que celle de conformité, la notion de compatibilité implique, selon le juge administratif, une absence de contradiction ou de contrariété entre ces documents ou décisions et le contenu du Sdage.

⁵ Autorisations / déclarations police de l'eau et installations classées pour la protection de l'environnement, schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) notamment. Le PGRI n'est pas directement opposable aux tiers.

⁶ Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sradet), schéma de cohérence territoriale (Scot), et, en l'absence de Scot approuvé postérieurement au PGRI, plan local d'urbanisme (PLU) et carte communale.

⁷ Le dernier cahier des charges « Papi 3 », troisième version de ce cahier des charges applicable aux dossiers reçus après le 1er janvier 2018, prévoit qu'ils doivent être compatibles avec le PGRI.

⁸ Sans la partie du bassin de la Meuse qui est intégrée au PGRI Artois Picardie.

- un **préambule** qui permet de préciser les définitions de concepts clés (les « notions capitales »). La « philosophie », construite en lien avec le SDAGE, précise les grands principes guidant la mise à jour du document : l'adaptation au changement climatique, la prise en compte de la fonctionnalité des milieux naturels à l'échelle des territoires, la mise en cohérence du PGRI avec le décret « PPRi » et l'élargissement de ses principes, l'intégration des évolutions de la décentralisation sur les politiques de l'eau et le renforcement des synergies avec les politiques publiques pertinentes ;
- le **rapport de présentation** comporte les mêmes informations qu'au cycle 2016-2021 mises à jour pour le cycle 2022-2027. Ce chapitre a été complété sur le volet "adaptation au changement climatique" au travers de la mise en correspondance des dispositions du PGRI et des actions des plans pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique national et de bassin, ainsi que d'un pictogramme mettant en avant ces dispositions. Un volet « suivi et évaluation des progrès accomplis » a été introduit ; il décrit la méthodologie mise en œuvre et définit des « ambitions » avec des indicateurs chiffrés attachés aux objectifs et dispositions, complétés par d'autres indicateurs de suivi ;
- le chapitre sur les « **objectifs et dispositions** » constitue la partie opposable du document ;
- le chapitre relatif à la **déclinaison territoriale** synthétise et met en perspective les stratégies développées sur les douze TRI. Chaque TRI fait l'objet d'une stratégie de réduction des conséquences dommageables des inondations (SLGRI) sur un territoire jugé comme pertinent pour la gestion des inondations. Certains TRI, situés sur un même bassin versant, sont traités au sein d'une même stratégie locale. Le déploiement de structures de gouvernance et la déclinaison en programmes d'actions opérationnels, acquis du premier cycle, sont consolidés. Le PGRI intègre les mesures inscrites dans les SLGRI et les perspectives d'actions proposées par les porteurs des SLGRI sont affichées ;
- des **annexes** (impact du changement climatique sur l'aléa inondation, dans l'état actuel des connaissances, synthèse de la prise en compte des retours des consultations du public, évaluation et suivi de la mise en œuvre du PGRI, dispositions du plan ORSEC afférentes aux inondations, schémas directeurs de prévision des crues, récapitulatif des dispositions, rapport environnemental et avis de l'autorité environnementale, liens utiles, liste des acronymes et glossaire).

C LES PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE À JOUR DU PGRI ET SON ÉTAT D'AVANCEMENT POUR LE BASSIN RHIN MEUSE

La mise en œuvre de la directive « inondation » prévoit le réexamen et la mise à jour des PGRI par cycles de six ans. L'approbation du PGRI 2022-2027 est prévue avant le 22 mars 2022.

En application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, le PGRI est soumis à évaluation environnementale et l'Autorité environnementale (Ae, CGEDD) est l'autorité environnementale compétente pour délibérer un avis sur cette évaluation.

C'est le Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse qui élabore le PGRI en associant les parties prenantes. Ainsi, ont été associés les acteurs du bassin au travers de la Commission de planification élargie aux acteurs de la gestion des risques d'inondation. Le secrétariat technique du bassin pour la directive « inondation » a été ouvert aux collectivités et à leurs groupements porteurs des SLGRI.

Les travaux de mise à jour du PGRI ont commencé début 2019, après ajout d'un addendum à l'EPRI. La liste des territoires prioritaires identifiés pour le cycle 2016-2021 a été reconduite pour le 2^{ème} cycle.

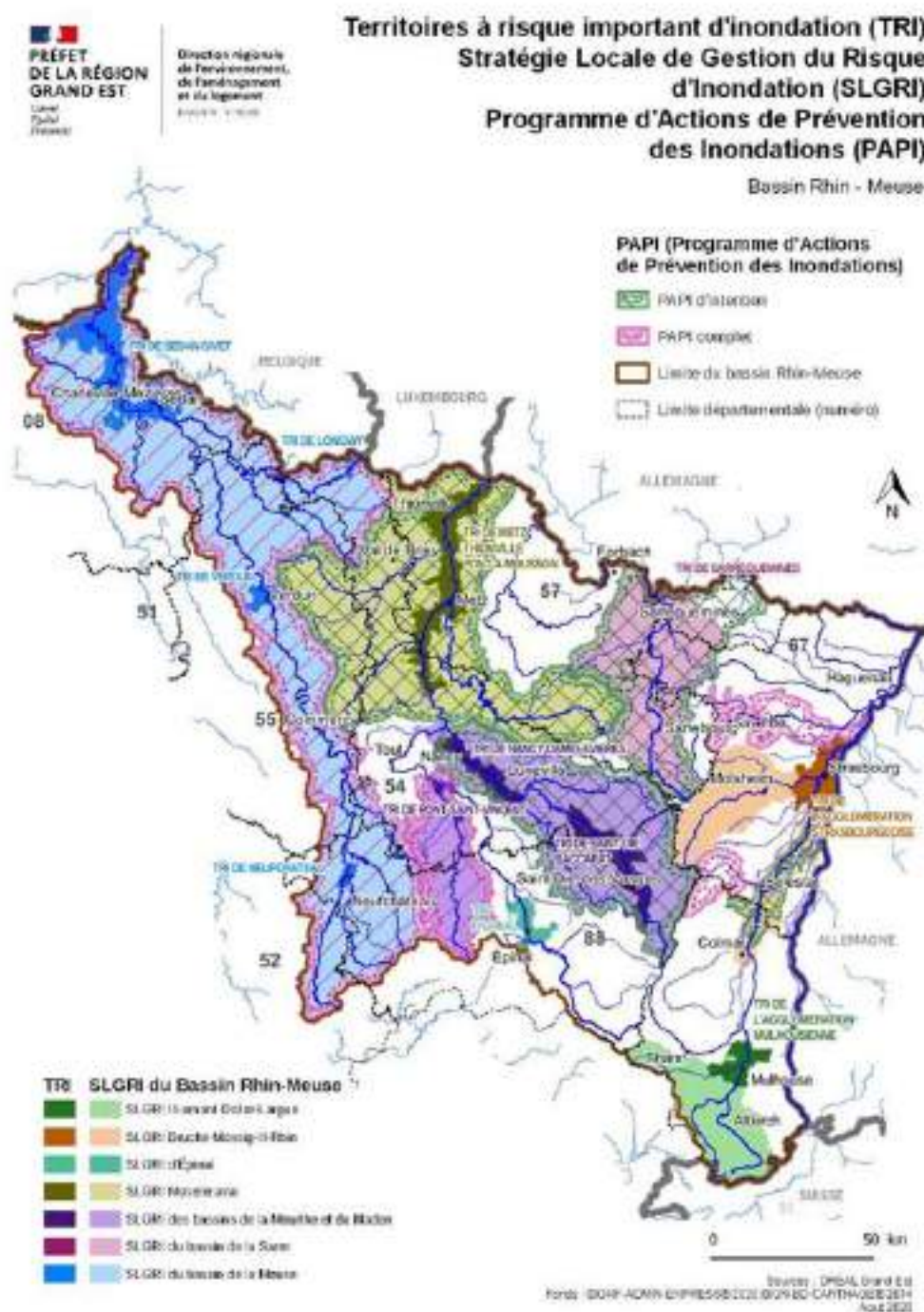


Figure 1 - Carte des TRI et SLGRI du Bassin Rhin Meuse (source : DREAL Grand Est)

La mise à jour des objectifs et dispositions a été articulée avec les travaux du SDAGE au travers de cinq groupes thématiques communs. Elle a consisté d'abord en une consolidation des mesures du précédent PGRI en intégrant les mesures réglementaires et techniques intervenues depuis son adoption. Le PGRI 2022-2027 a alors été bâti autour des fondamentaux suivants : non-aggravation du risque, équité territoriale, priorité donnée à la réduction des impacts des inondations sur les TRI, subsidiarité, prévention et correction des atteintes à l'environnement.

Les productions correspondantes sont mises à disposition du public sur le site internet de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/> (rubrique « risque inondation »), de même que l'évaluation environnementale du PGRI Rhin-Meuse 2022-2027, l'avis de l'Ae et les éléments de réponses qui lui ont été apportés.

Le recueil des observations du public, par voie électronique, des assemblées et parties prenantes est prévu entre le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre 2021.

D LA PRÉSENTATION DU BASSIN RHIN-MEUSE

Le bassin est entièrement inscrit dans la région Grand Est. Il ne couvre qu'une faible partie des deux districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse : 23 400 km² sur 185 000 km² pour le Rhin, 7 800 km² sur 36 000 km² pour la Meuse⁹. Le secteur français du district du Rhin est séparé hydrologiquement entre un secteur « Rhin supérieur », sensiblement l'ex région Alsace, et un secteur Moselle-Sarre qui correspond aux deux tiers nord-est de l'ex région Lorraine.

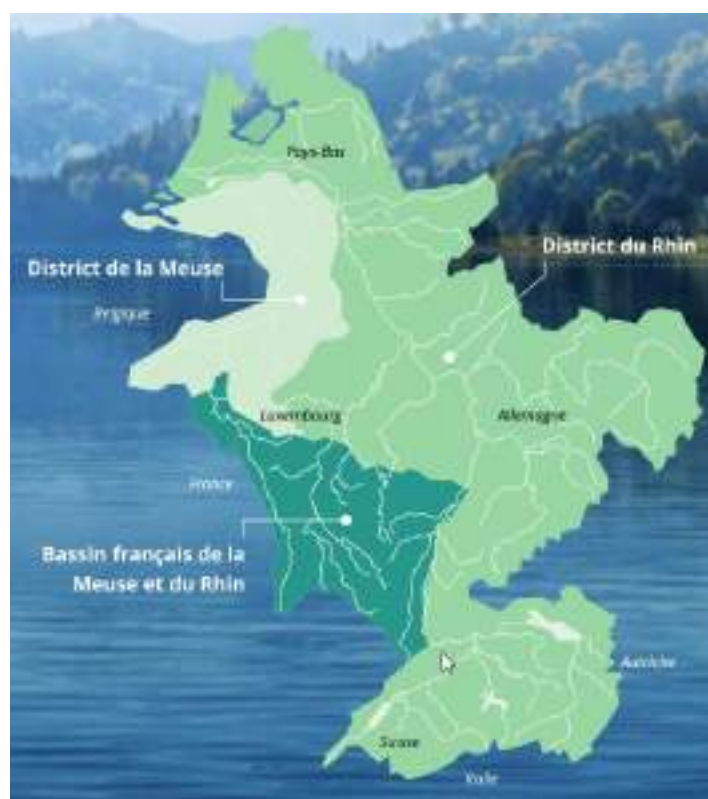


Figure 2 : Le bassin Rhin Meuse constitue la partie française des districts hydrographique du Rhin et de la Meuse (source ; DREAL Grand Est)

⁹ La partie française du district de la Meuse est répartie entre le bassin français de la Sambre, rattaché administrativement au bassin Artois-Picardie, et la partie du bassin à l'amont de Givet, rattachée administrativement au bassin Rhin-Meuse.

Ce bassin est ainsi constitué de 3 unités hydrographiques :

- **le Rhin** d'une longueur totale de 1325 km, dont le cours moyen entre Bâle et Lauterbourg, fait frontière entre la France (Alsace) et l'Allemagne (Bade-Wurtemberg) ;
- **la Moselle** d'une longueur totale de 520 km (et ses affluents la Meurthe et la Sarre) sur son cours amont. La Moselle rejoint le Rhin à Coblenche en Allemagne ;
- **la Meuse**, pour son cours amont. A la sortie du massif ardennais français, elle traverse la Belgique puis la Hollande où son estuaire sur la mer du Nord avoisine celui du Rhin.

E LE DIAGNOSTIC DE L'EXPOSITION AUX RISQUES D'INONDATION

La directive « Inondation » impose de réaliser au niveau de chaque district une EPRI. Cette EPRI permet de mettre en évidence les territoires les plus exposés aux risques d'inondation, et d'arrêter une liste de ces TRI. Sur ces TRI, sont élaborés des cartographies d'aléas et des risques d'inondations. Ces cartographies permettent d'adapter aux TRI les mesures de gestion des risques d'inondation décrites dans le PGRI. L'ensemble de ces documents sont consultables aux adresses suivantes : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-preliminaire-des-risques-d-inondation-r6726.html> et <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/territoires-a-risques-importants-d-inondation-tri-r6724.html>

F LES OBJECTIFS ET DISPOSITIONS

Le PGRI Rhin-Meuse 2022-2027 reprend, en les faisant évoluer, les cinq objectifs du premier cycle de gestion 2016-2021 listés dans le tableau ci-après, qui se déclinent en dispositions :

Objectifs	Contenu	Dispositions
Favoriser la coopération entre acteurs (objectif 1)	<p>Incitation des acteurs à se regrouper à une échelle territoriale cohérente autour d'enjeux et de projets communs comme préalable à la structuration.</p> <p>Identification des bassins et sous-bassins prioritaires pour ces regroupements.</p> <p>Décloisonnement des dispositifs d'action publique</p>	<p>13 dispositions dont 8 nouvelles et 4 modifiées dont 4 dispositions reprenant des dispositions du SDAGE</p>
Améliorer la connaissance et développer la culture du risque (objectif 2)	<p>Renforcement des dispositions relatives à l'information du public.</p> <p>Nouvelle disposition renforçant les échanges d'information entre les acteurs de la gestion des risques d'inondation et les acteurs en charge de la rénovation des bâtiments et de l'habitat afin d'aboutir à des opérations croisées.</p>	<p>12 dispositions dont 1 nouvelle et 8 modifiées</p>

Objectifs	Contenu	Dispositions
Aménager durablement les territoires (objectif 3)	<p>Traduction du nouveau décret encadrant les plans de prévention des risques d'inondation (PPRi) de juillet 2019 et élargissement territorial de l'application de ses principes.</p> <p>Renforcement des précautions à prendre dans les zones soumises à des risques de défaillance et dépassement des capacités des ouvrages de protection et de ralentissement des inondations.</p> <p>Nouveau principe : donner la priorité au ralentissement des écoulements (en articulant les mesures naturelles et structurelles) et ne recourir aux ouvrages de protection rapprochée qu'en dernier ressort.</p> <p>Évolution des mesures de réduction de la vulnérabilité avec l'incitation à réaliser des diagnostics de vulnérabilité à différentes échelles adaptées (territoriales, sectorielles).</p>	18 dispositions dont 9 nouvelles et 4 modifiées
Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (objectif 4)	<p>Mise en avant des solutions fondées sur la nature et de leur articulation avec les aménagements de gestion des inondations.</p> <p>Promotion de la gestion intégrée des eaux pluviales et de la désimperméabilisation en lien avec le Sraddet.</p> <p>Accent mis sur la mise en œuvre de la séquence « éviter-réduire-compenser » en amont des projets de gestion des risques d'inondation et au cours de leur réalisation</p>	13 dispositions dont 8 nouvelles et 5 modifiées dont la totalité reprend les dispositions du thème 5A du SDAGE
Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale (objectif 5)	<p>Extension et renforcement des échanges, avant, pendant et après la crise, avec les acteurs impliqués dans leur préparation et leur gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avec les gestionnaires de réseaux ; • avec les professionnels et entreprises du BTP. <p>Mobilisation de la population au travers des réserves communales de sécurité civile.</p>	12 dispositions dont 3 nouvelles et 9 modifiées

Le tableau en annexe récapitule, en les résumant, les dispositions du PGRI Rhin-Meuse 2022-2027.

G LE PGRI ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Selon l'article 8 paragraphe 2 de la directive « inondation », « *dans le cas d'un district hydrographique international [...] situé entièrement sur le territoire de la Communauté, les États membres assurent une coordination en vue d'élaborer un plan de gestion des risques d'inondation international unique ou un ensemble de plans de gestion des risques d'inondation coordonnés au niveau du district hydrographique international. En l'absence de tels plans, les États membres élaborent des plans de gestion des risques d'inondation couvrant au moins les portions du district hydrographique international situées sur leur territoire, coordonnés dans la mesure du possible au niveau du district hydrographique international* ». Ces États ont donc un devoir de coopération autour du bassin hydrographique.

Cette coordination internationale se déroule au sein des commissions internationales : commission internationale de la Meuse (CIM), de la commission internationale de protection du Rhin (CIPR) et des commissions internationales de protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

Leurs travaux ont abouti à l'élaboration de plans de gestion dits « faîtiers » qui traitent des questions importantes des deux bassins hydrographiques internationaux et constituent une présentation commune des problématiques, enjeux, ambitions et moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs à l'échelle des deux districts.

Les plans de gestion faîtiers des risques d'inondation fixent des objectifs : ainsi, celui du district Rhin prévoit la réduction de la population soumise aux risques d'inondation de 15 % d'ici 2040. Ils organisent également les priorités de coopération (alertes crues). Les trois plans faîtiers ont d'autres priorités environnementales voisines : adaptation au changement climatique, maîtrise des étiages, rétablissement de la continuité piscicole, réduction des apports de micropolluants, redynamisation du milieu alluvial.

Les commissions internationales, la CIPR, les CIPMS et la CIM, ont mis en place une coordination (exercices de gestion de crise, ateliers d'échanges techniques, etc.) et une coopération technique (convention d'échanges de données, travail d'harmonisation sur des modèles de prévision). Le PGRI encourage la coopération sur ces échanges de données relatives à la mesure des débits et des précipitations ainsi que dans leur utilisation à des fins de prévision des crues, le cas échéant, en le prévoyant dans les plans faîtiers de gestion des risques d'inondation.

Annexe - Récapitulatif des dispositions du PGRI Rhin-Meuse 2022-2027

Objectifs	Sous-objectifs	Dispositions	Résumé	A quoi/qui s'adresse la disposition Mots-clés	Acteurs principaux concernés
O1 OBJECTIF 1 : Favoriser la coopération entre les acteurs	O.1.1 Organiser la concertation entre acteurs à différentes échelles pour garantir une vision partagée et une gestion intégrée des risques d'inondation	O.1.1-D1	Associer l'ensemble des parties prenantes à l'élaboration de la SLGRI	SLGRI	Structures porteuses de SLGRI, gestionnaires de réseaux, représentant des associations, des chambres consulaires, des gestionnaires des ouvrages de prévention des inondations.
		O.1.1-D2	Améliorer la coordination des acteurs de l'eau et de la gestion des risques à l'échelle des territoires	MISEN CDRNM STB DI	Services et opérateurs de l'État, représentant de la société civile et des acteurs en charge de la prévention du risque inondation ; structures porteuses de SLGRI, PAPI et SCOT; CLE de SAGE
		O.1.1-D3	Capitaliser et partager les informations issues des retours d'expériences pour mieux prévenir le risque inondation et améliorer la résilience du territoire	CDRNM	Préfet de département
		O.1.1-D4	Connaître et coordonner les politiques sectorielles concernées par la prévention du risque inondation	Transversalité inter-politiques publiques	Acteurs des politiques publiques ayant une interface avec la gestion du risque d'inondation
		O.1.1-D5	Développer la pratique de l'évaluation et du partage des retours d'expériences	Pratique évaluative, amélioration continue	Structures porteuses de SLGRI et PAPI; Préfet, services et opérateurs de l'État, représentant de la société civile et des acteurs en charge de la prévention du risque inondation.
		O.1.1-D6	Mettre en cohérence les SAGE avec les PAPI et les SLGRI, notamment au travers de la déclinaison de l'objectif 4 du PGRI commun au SDAGE	SLGRI, PAPI, SAGE	Structures porteuses de SLGRI, PAPI et CLE de SAGE
		O.1.1-D7	Veiller à la cohérence du SAGE avec le PGRI	CLE de SAGE	Membres des CLE de SAGE
	O.1.2 Organiser la gouvernance de la prévention des inondations et les maîtrises d'ouvrage opérationnelles	O.1.2-D1	Organiser la gouvernance de la prévention des inondations en vue de sa mise en oeuvre opérationnelle sur les différents bassins.	Collectivités territoriales, services de l'État	Structures porteuses de la compétence GEMAPI, Préfets de département, services et opérateurs de l'État.
		O.1.2-D2	Structurer les systèmes d'endiguement sur les territoires à forts enjeux d'inondation, en particulier sur les TRI.	GEMAPI	EPCI, syndicats mixtes
		O.1.2-D3	Pérenniser la mission d'appui technique de bassin (MATB) pour accompagner les collectivités dans la prise en compte de la compétence GEMAPI	MATB	Membres de la MATB
	O.1.3 Assurer une coordination des mesures ayant un impact transfrontalier à l'échelle des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse	O.1.3-D1	Coordonner les mesures ayant un impact potentiel transfrontalier dans le cadre des documents faitiers	Coordination internationale	Membres des commissions internationales (CIPMS, CIPR, CIM)
		O.1.3-D2	Développer le partage d'informations et de données au niveau international	Coordination internationale	Membres des commissions internationales (CIPMS, CIPR, CIM)
		O.1.3-D3	Favoriser les cofinancements internationaux liés à l'eau	Fonds européens (FEDER, FEADER, FESI, etc)	Conseil régional, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)
O2 OBJECTIF 2 : Améliorer la connaissance et développer la culture de la prévention	O.2.1 Améliorer la connaissance des aléas	O.2.1-D1	Élaborer un retour d'expérience à l'occasion de toute nouvelle inondation majeure.	Retour d'expérience (pratique évaluative et amélioration continue)	Préfet de département, services et opérateurs de l'État, structures porteuses de SLGRI et PAPI, représentant de la société civile et des acteurs en charge de la prévention du risque inondation.
		O.2.1-D2	Améliorer des atlas des zones inondables (AZI) et capitalisation de la connaissance	AZI	DREAL, DDT, structures porteuses de SLGRI et PAPI
		O.2.1-D3	Développer et capitaliser la connaissance sur les zones inondables	Modélisation hydraulique, ZIP, ZICH	DREAL, DDT, structures porteuses de SLGRI et PAPI

Objectifs	Sous-objectifs	Dispositions	Résumé	A quoi/qui s'adresse la disposition Mots-clés	Acteurs principaux concernés	
O 3	O.2.2	O.2.2-D1	Améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire aux inondations, notamment les réseaux	Enjeux, vulnérabilité	Services de l'État, structures porteuses de SLGRI et PAPI, gestionnaires de réseaux	
		O.2.2-D2	Lors de l'élaboration des PPRI, cartographier les enjeux en cohérence avec ce qui est fait pour les TRI	PPRI	DDT, communes,	
	O.2.3	O.2.3-D1	Capitaliser les éléments de connaissances sur les aléas, les enjeux et la vulnérabilité	Communiquer les données relatives à la prévention du risque inondation aux services de l'État (SPC, DDT) en charge de leur capitalisation et valorisation.	BDHI, Base nationale des repères de crues, Géorisques	Structures porteuses de PAPI, SPC, RDI
		O.2.4-D1	Informé le citoyen, développer la culture du risque	Établir un plan de communication à destination du grand public.	PAPI, DICRIM	Structures porteuses de PAPI, commune
	O.2.4	O.2.4-D2	Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable	Sensibiliser les maires à l'importance de leur rôle de relais d'information auprès du citoyen et de leur responsabilité dans la gestion de crise.	Formation, maire	Préfet, association des maires, structures porteuses de PAPI
		O.2.4-D3	Privilégier le ralentissement des écoulements	Sensibiliser les gestionnaires d'ouvrage de prévention des inondations à l'importance d'informer les citoyens concernés.	Information-communication, DICRIM	Gestionnaires des ouvrages de prévention des inondations, commune
	O.3.1	O.3.1	O.2.4-D4	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Maire	Structures porteuses de SLGRI et PAPI
			O.2.4-D5	Intégrer le risque de défaillance des ouvrages construits ou aménagés jouant un rôle de prévention des inondations	Plans de gestion crise inondation, DICRIM, PCS	Inspecteurs de l'éducation nationale, chefs d'établissement scolaire, directeurs de structure sanitaire, responsables des établissements publics et privés, collectivités territoriales, profession agricole
	O.3.2	O.3.2	O.3.1-D1	Intégrer le rôle de prévention des inondations	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations
			O.3.1-D2	Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations
O.3.3	O.3.3	O.3.1-D3	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
		O.3.2-D1	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
O.3.4	O.3.4	O.3.2-D2	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
		O.3.2-D3	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
O.3.4	O.3.4	O.3.2-D4	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
		O.3.4-D1	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
O.3.4	O.3.4	O.3.4-D2	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	
		O.3.4-D2	Privilégier le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa	Logement, urbanisme, réseaux	Services de l'État, Collectivités territoriales, ANAH, ANRU, ADIL, ATE, assureurs, associations	

Objectifs	Sous-objectifs	Dispositions	Résumé	A quoi/qui s'adresse la disposition Mots-clés	Acteurs principaux concernés
		O.3.4-D3	Prendre en compte dans les PPRI et/ou les documents d'urbanisme une bande de précaution située à l'arrière des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations.	PPRI, SCoT, PLU	Communes, EPCI, DDT
		O.3.4-D4	Définir les modalités de calcul de la largeur de la bande de précaution.	PPRI, SCoT, PLU	Communes, EPCI, DDT
		O.3.5-D1	Prescrire des mesures compensatoires et/ou correctrices afin de ne pas aggraver l'aléa.	PPRI, SCoT, PLU	Communes, EPCI, DDT
		O.3.5-D2	Ne pas aggraver la vulnérabilité des territoires	PPRI, SCoT, PLU	Communes, EPCI, DDT
		O.3.5-D3	Prescrire prioritairement sur les TRI les mesures de réduction de la vulnérabilité	PPRI, SCoT, PLU	Communes, EPCI, DDT
	O.3.5	O.3.5-D4	Réduire la vulnérabilité des enjeux aux inondations	SLGRI, PAPI, GEMAPI	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, collectivités territoriales, chambres consulaires
		O.3.5-D5	Encourager les porteurs de SLGRI ou de PAPI à réaliser des diagnostics de vulnérabilité et accompagner sa réduction.	SLGRI, PAPI, référentiel de vulnérabilité	Structures porteuses de SLGRI et PAPI
		O.3.5-D6	Rechercher les convergences possibles entre les financements des travaux de réduction de la vulnérabilité et d'amélioration de l'habitat.	SLGRI, PAPI, financements, logement	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, opérateurs en charge de la politique du logement
		O.4.1-D1	Recenser et remobiliser les zones d'expansion de crues.	SCoT, PLU, PAPI, SAGE	Structures porteuses de PAPI, CLE de SAGE, communes, EPCI, SCOT
		O.4.1-D2	Capitaliser et mettre en oeuvre les bonnes pratiques de remobilisation des zones d'expansion de crues.	SLGRI, PAPI, SAGE	Structures porteuses de SLGRI, PAPI, CLE de SAGE
	O.4.1	O.4.1-D3	Accompagner les acteurs locaux dans la mise en oeuvre de mesures de gestion pérennes	SLGRI, PAPI, SAGE, MAEC, ORE, PSE, stratégie foncière	Structures porteuses de SLGRI, PAPI, CLE de SAGE, établissement public foncier, Agence de l'eau, DRAAF.
		O.4.1-D4	Éviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau.	Séquence ERC, GEMAPI	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, EPCI, syndicats mixtes, DDT, DREAL
		O.4.1-D5	Intégrer des actions concernant l'amélioration de la qualité des milieux humides dans le cadre de la mise en oeuvre d'aménagement de protection ou de prévention des inondations.	GEMAPI	Structures porteuses de PAPI, EPCI, syndicats mixtes
		O.4.2-D1	Mettre en oeuvre une gestion intégrée des eaux pluviales.	Eaux pluviales	Collectivités territoriales, porteurs de projets, DDT
		O.4.2-D2	Encourager la réalisation de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales et des zonages pluviaux.	Eaux pluviales	Communes, EPCI, DDT
	O.4.2	O.4.2-D3	Maîtriser le ruissellement pluvial sur les bassins versants en favorisant, selon une gestion intégrée des eaux pluviales, la préservation des zones humides, des prairies et le développement d'infrastructures agroécologiques.	Eaux pluviales, SCoT, PLU, cartes communales	Communes, EPCI, SCoT, DDT
		O.4.2-D4	Encourager les porteurs de projet et les collectivités à mettre en oeuvre une gestion intégrée des eaux pluviales déclinée dans les projets et opérations d'aménagement soumis à autorisation ou déclaration.	Eaux pluviales, autorisation/déclaration IOTA	Collectivités territoriales, porteurs de projets, DDT
		O.4.2-D5	Dans les décisions administratives dans le domaine de l'eau, préserver/améliorer la rétention des eaux et limiter le ruissellement.	Autorisation/déclaration IOTA	Collectivités territoriales, porteurs de projets, DDT
		O.4.2-D6	Exposer dans les documents d'urbanisme les principes d'une gestion intégrée des eaux pluviales et des modalités de compensation de l'imperméabilisation.	SCoT, PLU, imperméabilisation	Communes, EPCI, SCoT, DDT
		O.4.3-D1	Intégrer la séquence ERC dans l'étude des projets d'infrastructure de protection.	PAPI, GEMAPI	Structures porteuses de PAPI, EPCI, syndicats mixtes
	O.4.3	O.4.3-D2	Améliorer la connaissance des phénomènes de coulée d'eau boueuse.	Ruissellement	Services et opérateurs de l'État
O 4	OBJECTIF 4 : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau				

Objectifs	Sous-objectifs	Dispositions	Résumé	A quoi/qui s'adresse la disposition Mots-clés	Acteurs principaux concernés	
OBJECTIF 5 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale	O.5.1 Améliorer la prévision et l'alerte	O.5.1-D1	Encourager l'abonnement des communes aux outils APIC et VIGICRUES Flash	APIC, VIGICRUES Flash, alerte	Préfectures, RDI	
		O.5.1-D2	Accompagner techniquement les collectivités locales dotées ou souhaitant se doter d'un dispositif spécifique d'alerte aux crues (SDAL)	Alerte, prévision des crues	Collectivités locales, SPC, DREAL	
		O.5.1-D3	Renforcer la coopération internationale en matière d'échange des données relatives à la prévision des crues.	Coopération internationale, prévision des crues	DREAL, CIPMS, CIM, CIPR	
		O.5.2-D1	Réaliser l'inventaire des ouvrages hydrauliques et prendre en compte leur risque de rupture dans la prévention du risque inondation.	DDRM, PCS/PICS	Préfet de département, commune	
		O.5.2-D2	Accompagner les collectivités dans l'élaboration des PCS et encourager la réalisation de PiCS	SLGRI, PAPI, PCS/PICS	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, DDT	
	O.5.2 Se préparer à gérer la crise	O.5.2-D3	Mobiliser davantage les outils préparant à vivre les crises et à gérer le retour à la normale.	PCA, PPMS, PFMS, Plan blanc, Plan Bleu	Inspecteurs de l'éducation nationale, chefs d'établissement scolaire, directeurs de structure sanitaire, responsables des établissements publics et privés, collectivités territoriales	
		O.5.2-D4	Éprouver par des mises en situation l'opérationnalité des outils de gestion de crise mis en place à toutes les échelles d'intervention.	SLGRI, alerte, gestion de crise	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, services et opérateurs de l'État, collectivités territoriales, services de secours	
	O.5.3 Maintenir l'activité pendant la crise et favoriser le retour à une situation normale	O.5.3 favoriser le retour à une situation normale	O.5.3-D1	Évaluer la vulnérabilité du territoire au regard de la gestion de crise, définir des mesures organisationnelles notamment avec les gestionnaires de réseaux.	SLGRI, gestion de crise, réseaux	Structures porteuses de SLGRI et PAPI, services de l'État, collectivités territoriales, gestionnaires de réseaux
			O.5.3-D2	Encourager l'échange des données et de bonnes pratiques entre les responsables de la gestion de crise et les gestionnaires de réseaux.	Gestion de crise, réseaux	Préfet de département, Préfet de région, services de l'État, structures porteuses de SLGRI et PAPI, gestionnaires de réseaux
		O.5.3-D3	Associer à la gestion de crise le Référent départemental unique du Bâtiment et des Travaux publics (RDU-BTP)	Gestion de crise, BTP	Préfet de département, RDI, RDU-BTP	
		O.5.3-D4	Encourager la mise en place de réserves communales de sécurité civile	Réserve communale de sécurité civile, PPRI, PAPI	Commune, structures porteuses de PAPI, DDT	
		O.5.3-D5	Assurer la prise en charge psychologique les populations touchées par une inondation majeure	ORSEC, CUMP	Préfet de département, SAMU	

~~O 3.1 : Partager avec l'ensemble des acteurs une sémantique commune (PGRI 2016-2021 supprimé)~~

~~PGRI 2016-2021 – Disposition 17 (supprimée)~~

~~PGRI 2016-2021 – Disposition 18 (supprimée)~~

~~PGRI 2016-2021 – Disposition 19 (supprimée)~~

O 3.1 : Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable

Raisons d'être

Cet objectif vise à protéger les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé, nécessaires à l'écrêtement des crues majeures et au fonctionnement naturel des cours d'eau. Ces zones d'expansion des crues sont à préserver car durant les crues, un volume d'eau important peut y être stocké.

Cet objectif vise également à ne pas augmenter les dommages aux biens et aux personnes en zone d'aléa fort et très fort.

Il s'applique à tous les territoires, qu'ils soient ou non concernés par un ouvrage construit ou aménagé en vue de prévenir les inondations. Les dispositions du présent sous-objectif ne s'appliquent pas en arrière des ouvrages considérés comme barrages au sens du Code de l'environnement, à l'exception de ceux dont l'unique usage est l'écrêtement des crues.

La reconstruction après sinistre ou destruction est un droit dès lors que les conditions fixées par l'article L. 111-15 du Code de l'urbanisme sont remplies.

La mise en œuvre du droit de reconstruire à l'identique ne peut avoir pour effet d'exposer les habitants, usagers ou riverains du bâtiment concerné « à un risque certain et prévisible de nature à mettre gravement en danger leur sécurité ». Les PLU, PLUi, carte communale ou PPRi peuvent encadrer ce droit à reconstruire.

Les dispositions de ce sous-objectif sont articulées de la façon suivante :

- la disposition **O3.1-D1** définit l'aléa de référence ;
- la disposition **O3.1-D2** énonce les grands principes d'aménagement en zone inondable par l'aléa de référence afin d'une part de limiter l'exposition de nouvelles populations ou activités à un risque d'inondation, et d'autre part de préserver les zones d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques d'inondations sur d'autres territoires ;
- la disposition **O3.1-D3** énonce les exceptions à ces principes généraux, pour permettre la continuité de vie des territoires :
 - les possibilités d'exceptions nécessaires pour gérer l'existant : extensions limitées, travaux de réduction de la vulnérabilité, opérations de renouvellement urbain ;
 - les possibilités d'exceptions pour les projets d'aménagements essentiels pour le bassin de vie situés dans un zonage de PPRi ;

- les possibilités d'exceptions pour certaines activités économiques compatibles avec une zone inondable et n'abritant pas de lieu de sommeil ;
- les possibilités d'exceptions pour les projets relevant d'obligations réglementaires, les équipements publics et les projets techniquement nécessaires en zone inondable.

Dispositions

O3.1-D1 (nouvelle)

L'**aléa de référence** est déterminé pour le débordement de cours d'eau à partir de l'évènement le plus important connu et documenté ou d'un évènement théorique de fréquence centennale*, si ce dernier est plus important. Il est qualifié et représenté de manière cartographique selon quatre niveaux : faible, modéré, fort et très fort, en fonction de la hauteur d'eau ainsi que de la dynamique liée à la combinaison de la vitesse d'écoulement de l'eau et de la vitesse de montée des eaux²³.

La connaissance disponible sous forme cartographique est mise à disposition par les services de l'Etat.

L'aléa est considéré comme fort lorsque la hauteur d'eau est supérieure à 1 mètre ou lorsque la dynamique est rapide.

Hauteur d'eau (en mètre)	Dynamique lente	Dynamique moyenne	Dynamique rapide
$H < 0,5$	Faible	Modéré	Fort*
$0,5 < H < 1$	Modéré	Modéré	Fort
$1 < H < 2$	Fort	Fort	Très fort
$H > 2$	Très fort	Très fort	Très fort

(* Toutefois, dans le cas d'une hauteur inférieure à 0,5 mètre et d'une dynamique rapide, le niveau de l'aléa de référence peut, pour des hauteurs inférieures à 10 centimètres, être qualifié en modéré.)

La qualification de la dynamique de crues peut être liée au contexte géoclimatique aux caractéristiques physiques du bassin versant (temps de réponse et temps de concentration) mais également à la topographie locale (effets de seuils, phénomènes de cuvette). Elle doit être appréciée à la lumière des éléments dont dispose l'autorité administrative.

La **dynamique de crue rapide** se traduit par un danger imminent en particulier pour les personnes. Elle s'apprécie au regard d'une vitesse locale de montée des eaux et/ou d'une vitesse d'écoulement de l'eau présentant un risque pour les personnes.

Le danger imminent s'apprécie entre autres au regard des enjeux et peut intégrer des paramètres locaux tels que les temps de prévenance de la survenue d'un évènement (dépendant de la capacité des outils météorologiques et hydrologiques de prévision des crues à anticiper la survenue d'un évènement), le temps nécessaire à la chaîne d'alerte pour parvenir jusqu'aux riverains ainsi qu'aux activités susceptibles d'être inondées, et le délai d'intervention en gestion de crise.

²³ La vitesse d'écoulement et la vitesse de montée des eaux sont en effet des facteurs d'aggravation de l'aléa et doivent être prises en compte, notamment pour la sécurité des populations (possibilité d'évacuation).

La **dynamique de crue lente** se traduit par un danger qui n'est pas imminent. Elle s'apprécie au regard d'une vitesse locale de montée des eaux et d'une vitesse d'écoulement de l'eau ne présentant pas un risque immédiat pour les personnes. Cette dynamique de crue présente un risque en particulier pour les biens, lié à la hauteur d'eau, à la durée de la submersion, voire à l'importance des matières solides entraînées ou des polluants transportés (hydrocarbures, etc.).

Une classe intermédiaire « moyenne » peut être ajoutée si nécessaire.

Il est recommandé, lorsque les enjeux le justifient, que les modèles de calcul de l'aléa permettent de préciser la vitesse d'écoulement de l'eau et la vitesse de montée des eaux au plus près des enjeux exposés. La production d'hydrogramme de crues à l'échelle d'une maille pourra s'avérer utile pour apprécier la dynamique de crue sur un secteur au regard de la durée de l'évènement.



O3.1-D2 (PGRI 2016-2021 disposition 20 modifiée)

Cette disposition énonce les grands principes d'aménagement en zone inondable* pour l'aléa de référence, les constructions nouvelles et les projets autorisés étant soumis à prescriptions :

- 1 Dans les zones non urbanisées, dans les zones d'aléa de référence faible, modéré, fort ou très fort, toute construction nouvelle* est interdite.
- 2 Dans les zones urbanisées*, en dehors des centres urbains* :
 - dans les zones d'aléa de référence faible et modéré, les projets liés aux constructions existantes* et les constructions nouvelles sont autorisées ;
 - dans les zones d'aléa de référence fort et très fort, les constructions réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain* sont autorisées sous réserve de réduire la vulnérabilité sur le périmètre de l'opération. Toute autre construction est interdite.
- 3 Dans les centres urbains :
 - dans les zones d'aléa de référence faible et modéré, les projets liés aux constructions existantes et les constructions nouvelles sont autorisées ;
 - dans les zones d'aléa de référence fort, seules sont autorisées :
 - les constructions nouvelles dans les dents creuses*;
 - les constructions nouvelles réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ayant pour effet de réduire la vulnérabilité sur le périmètre de l'opération ;
 - les projets liés aux constructions existantes.Toute autre construction est interdite.
 - en niveau d'aléa de référence très fort, seules sont autorisées les constructions réalisées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ayant pour effet de réduire la vulnérabilité sur le périmètre de l'opération. Toute autre construction est interdite.

Ces principes sont récapitulés dans le tableau suivant :

Aléa		Faible ou modéré	Fort	Très fort
Zones urbanisées	Centre urbain	Les projets liés aux constructions existantes et les constructions nouvelles sont soumises à prescriptions	<p>Sont soumises à prescriptions les constructions nouvelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les dents creuses, - dans le cadre d'opération de renouvellement urbain, avec réduction de la vulnérabilité. <p>Les projets liés aux constructions existantes sont soumises à prescriptions.</p> <p>Toute autre construction est interdite</p>	<p>Sont soumises à prescriptions les constructions nouvelles dans le cadre d'opération de renouvellement urbain, avec réduction de la vulnérabilité</p> <p>Toute autre construction est interdite</p>
	Zone urbanisée hors centre urbain	Les projets liés aux constructions existantes et les constructions nouvelles sont soumises à prescriptions	<p>Sont soumises à prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les constructions nouvelles dans le cadre d'opération de renouvellement urbain, avec réduction de la vulnérabilité <p>Toute autre construction est interdite</p>	
Zones non urbanisées	Toute construction nouvelle est interdite			

4 Par ailleurs, sont également interdites :

- les constructions nouvelles et implantations d'établissements sensibles ;
- les constructions dans les secteurs atypiques où l'aléa ne peut être aisément qualifié avec le simple croisement hauteur /dynamique.

5 La reconstruction d'un bâtiment après un sinistre autre qu'une inondation ou après une démolition est assortie de prescriptions permettant de réduire la vulnérabilité du bâtiment au risque d'inondation, conformément aux dispositions O3.5-D1 et O3.5-D2 du présent PGRI.

Les reconstructions après sinistre ou destruction peuvent être interdites dès lors que ce droit est explicitement visé et que l'interdiction est motivée par la nécessité d'une protection spéciale du lieu vis-à-vis du risque d'inondation.

Dans les zones où les constructions sont autorisées, elles doivent respecter les dispositions O3.5-D1 et **O3.5-D2**.

O3.1-D3 (PGRI 2016-2021 disposition 21 modifiée)

Par exception aux principes généraux de non constructibilité définis à la **disposition O3.1-D2**, et conformément à l'article **R562-11-8** du Code de l'environnement, peuvent être construits ou aménagés en zone inondable par l'aléa de référence, sous réserve d'assurer **l'adaptation des constructions au risque inondation** et de **limiter leur vulnérabilité** (**dispositions O3.5-D1 et O3.5-D2**) :

1. Concernant les projets liés aux constructions existantes :

- les extensions limitées de constructions ou activités existantes, dans la limite maximale de 20 m² de l'emprise au sol pour les habitations et de 20 % de l'emprise au sol pour les activités et équipements publics, dès lors qu'elles n'augmentent pas significativement les enjeux exposés et n'aggravent pas la sécurité des personnes et la vulnérabilité des biens et des activités ;
- les travaux ayant pour vocation de diminuer la vulnérabilité de constructions ou activités existantes (cf. Objectif 3.5) ;
- la réhabilitation des Établissements Recevant du Public (E.R.P.) sensibles si elle a pour objet de diminuer la vulnérabilité globale de l'établissement et de ne pas augmenter sa capacité d'accueil.

2. Concernant les constructions nouvelles :

- les constructions nouvelles relevant d'un secteur d'exception au sens de l'article R562-11-7 du Code de l'environnement :
 - dans les zones non urbanisées en aléa faible ou modéré,
 - dans les zones urbanisées, en dehors de centres urbains, en aléa fort ou très fort, pour les seules zones protégées par un système d'endiguement dont le niveau de protection est au moins égal à l'aléa de référence,
 - dans les centres urbains, en aléa fort ou très fort.

Le tableau ci-après récapitule les cas où des exceptions au principe d'inconstructibilité relevant d'un secteur d'exception sont possibles :

Aléa		Faible ou modéré	Fort ou très fort
Zones urbanisées	Centre urbain	Pas d'inconstructibilité	Exceptions possibles sur demande de la collectivité et sous conditions
	Zone urbanisée hors centre urbain		Exceptions possibles sur demande de la collectivité et sous conditions, et uniquement dans les zones protégées par un système d'endiguement dont le niveau de protection est au moins égal à l'aléa de référence.
Zones non urbanisées		Exceptions possibles sur demande de la collectivité et sous conditions, et uniquement dans le cadre d'une "relocalisation d'une zone urbaine" réduisant la vulnérabilité	Pas d'exception possible

3. Concernant les constructions à caractère économiques suivantes :

- les bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole en aléa faible ou modéré, à condition de ne pas abriter de lieu de sommeil* ;
- les activités qui nécessitent impérativement la proximité immédiate de l'eau, de la voie d'eau et les activités portuaires, à condition de ne pas abriter de lieu de sommeil*.

4. Concernant les équipements publics ou à caractère technique suivants :

- les projets, constructions, aménagements ou ouvrages de protection découlant d'une obligation réglementaire, notamment ceux réalisés dans le but de prévenir la détérioration de la qualité des eaux ;
- les infrastructures publiques de transport* ;
- les ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations construits dans le but de protéger des secteurs déjà fortement urbanisés et ouvrages de régulation des crues, les ouvrages d'aménagement hydroélectrique ;
- les équipements publics à caractère technique dont la localisation hors zone inondable s'avérerait techniquement déraisonnable ou présenterait un coût sociétal disproportionné (stations d'épuration, ouvrages de distribution électrique notamment).

PGRI 2016-2021 – Disposition 22 (supprimée)

O3.2 Privilégier le ralentissement des écoulements (nouveau)

Raisons d'être

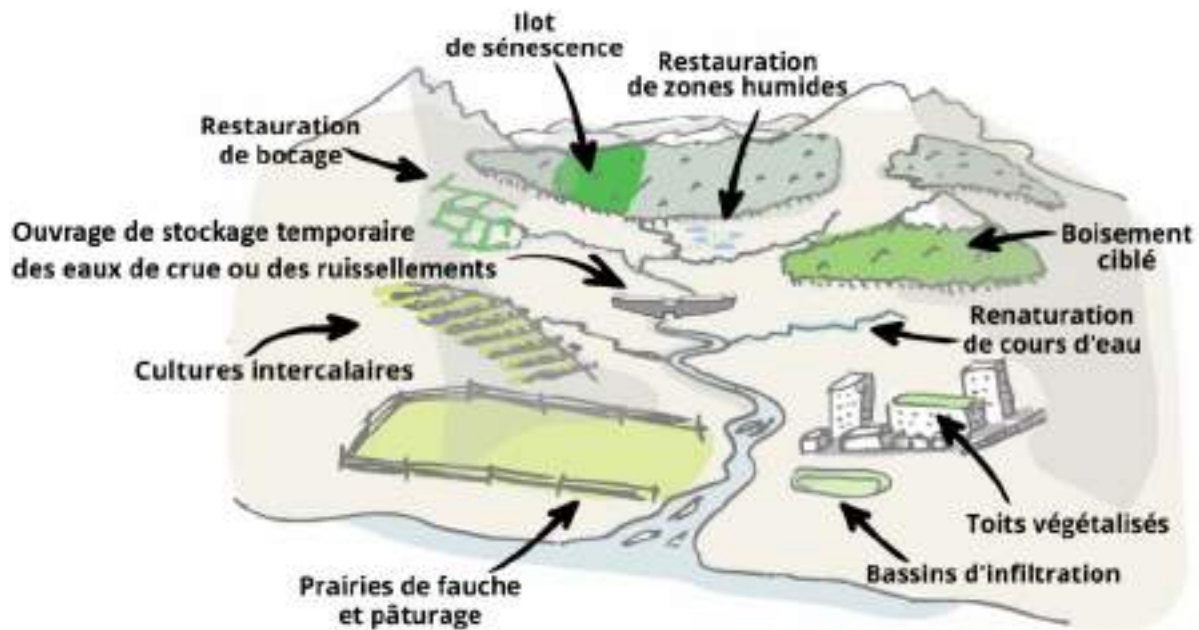
De manière générale, ralentir les écoulements en amont par des mesures naturelles ou par des ouvrages permettant de stocker temporairement les écoulements ou les ruissellements, permet la réduction de l'aléa et de limiter la création des infrastructures de protection contre les crues en aval, sans réduire les objectifs de réduction des risques.

Les mesures naturelles permettant de ralentir les écoulements font partie de qu'il est convenu d'appeler des "solutions fondées sur la nature"*, par essence sans regret et résilientes face aux impacts du changement climatique. Elles remplissent plusieurs fonctions bénéfiques pour la qualité des milieux et la biodiversité. Elles consistent en particulier à restaurer les espaces de bon fonctionnement de cours d'eau et les milieux humides.

Un dispositif de stockage temporaire des eaux de crues ou de ruissellement* permet de réduire, en situation de crue, les niveaux d'eau et les durées de submersion, pour un événement hydrologique donné, en fonction des caractéristiques respectives du dispositif et de la crue, et en fonction de la disponibilité des volumes de stockage.

Un tel dispositif peut dysfonctionner ou ne pas être en capacité de remplir pleinement son rôle lors d'une crue. Il peut aussi perdre son efficacité en raison de la saturation de sa capacité de stockage, notamment sous l'effet d'un aléa significativement plus important que celui pour lequel il a été conçu. Des mesures particulières sont donc à prendre à l'arrière de ces ouvrages en matière d'urbanisme.

Les actions concourant au ralentissement des écoulements sont multiples et peuvent faire l'objet de combinaisons tel que l'illustre le schéma ci-après :



Source : d'après illustration OIEau

Dispositions

O3.2-D1 (Disposition nouvelle)

Dans le cadre de plans d'actions à l'échelle du bassin versant, les structures locales de gestion compétentes en termes de prévention des inondations favorisent des mesures permettant, dans une perspective de long terme, de réguler les débits lors des épisodes de crues et de ralentir leur propagation.

La mise en œuvre de solutions de stockage temporaire des eaux de crue ou de ruissellement est encouragée tout en favorisant la mise en place de solidarités, notamment socio-économiques, entre l'amont et l'aval, entre les secteurs urbains et les secteurs ruraux, d'un même bassin de risque.

O3.2-D2 (Disposition nouvelle)

La phase d'études préalables à la définition du programme de travaux est le bon moment pour étudier l'ensemble des options disponibles.

L'étude des effets des mesures naturelles de ralentissement des écoulements doit faire partie des options à intégrer dans le panel des scénarios de prévention des inondations sur un bassin de risque.

Il convient en particulier de rechercher la bonne combinaison entre les études préalables à la définition des programmes de travaux de prévention des inondations et les études de gestion des eaux et des milieux aquatiques, de façon à aboutir à un programme de travaux ambitieux prenant pleinement en compte les deux enjeux.

Les structures porteuses de programmes d'actions et les maîtres d'ouvrage concernés sont ainsi encouragés à étudier, sur leur périmètre d'intervention, les potentialités et gains de la mise en œuvre des solutions fondées sur la nature* pour la prévention des inondations. Ceux-ci sont invités à se coordonner lors de la mise en œuvre des projets afin de favoriser la concrétisation complète du panel des solutions envisagées (restauration morphologique, ouvrages de ralentissement dynamique, protection rapprochée, etc.).

Les gains environnementaux et socio-économiques sont à prendre en compte dans la comparaison des différentes alternatives et le choix du scénario final.

O3.2-D3 (Disposition nouvelle)

L'effet écrêteur* d'un dispositif de stockage temporaire des eaux de crue ou de ruissellement sur les crues en aval ne doit pas être pris en compte en matière d'urbanisme.

Les secteurs en zone non urbanisées, inondables pour des périodes de retour allant jusqu'à l'aléa de référence, situés à l'aval d'un tel dispositif et bénéficiant de son effet, restent ainsi inconstructibles.

O3.2-D4 (Disposition nouvelle)

Le porteur d'un projet de dispositif de stockage temporaire des eaux de crue ou de ruissellement en vue de diminuer les niveaux de crue à leur aval, établit et met à disposition des acteurs du territoire :

- les hydrogrammes et limnigrammes traduisant les écoulements, à l'aval du site d'implantation de l'ouvrage, en situation existante (sans la présence de l'ouvrage) et en situation aménagée. Ces derniers prennent en compte ces connaissances dans leurs choix d'aménagement du territoire conformément à la disposition O3.2-D3 ;
- l'ensemble des éléments qui permettent de traduire les effets de l'ouvrage sur l'aléa « inondation », à l'aval du site d'implantation de l'ouvrage, en situation existante (sans la présence de l'ouvrage) et en situation aménagée. Des cartographies, seront notamment établies pour plusieurs occurrences d'événement hydrologique, dont a minima les aléas correspondant à la crue de dimensionnement pour lequel l'ouvrage a été conçu, à l'aléa pour lequel l'ouvrage n'est plus efficace du fait de sa saturation et enfin à l'aléa de référence : elles mettront en évidence les secteurs bénéficiant de l'effet écrêteur de l'ouvrage de prévention vis à vis du risque inondation pour ces différentes occurrences d'événement. Au sens du présent PGRI, les secteurs bénéficiant de l'effet écrêteur pour la situation « aléa de référence » restent intrinsèquement inondables.

O 3.3 : Limiter le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa (PGRI 2016-2021 - Objectif 3.3 modifié)

Raisons d'être

La prévention et l'adaptation au risque inondation prévalent à la protection localisée.

En effet, les aménagements de protection localisée contre les inondations, tels que les digues, participent à réduire localement le risque mais peuvent avoir des conséquences en amont et en aval de la protection.

Considérant d'une part la persistance du risque d'inondations et d'autre part la nécessité de préserver les zones d'expansion des crues, le recours à des ouvrages structurels de protection localisée* ne réduisant pas l'aléa contre les inondations devrait être restreint à des situations où toute autre solution ne peut être mise en œuvre.

Dispositions

O3.3-D1 (Disposition nouvelle)

Il est nécessaire de privilégier le principe d'action à la source et la gestion globale à l'échelle du bassin de risque* plutôt que la réalisation de protections locales, tout en favorisant la mise en place de solidarités, notamment socio-économiques, entre l'amont et l'aval, entre les secteurs urbains et les secteurs ruraux.

O3.3-D2 (PGRI 2016-2021 disposition 24 modifiée)

En cas de projet de nouveau système d'endiguement, le porteur du projet justifie sa nécessité, évalue les impacts hydrauliques amont-aval, et les éventuelles mesures compensatoires nécessaires conformément à la disposition O4.1-D4.

Il s'assure que toutes les études de réduction de la vulnérabilité du territoire ont été réalisées et que les mesures de prévention ont bien été appliquées.

Les options alternatives, réalisables économiquement et techniquement, doivent être étudiées sur les plans humains, environnementaux, économiques et techniques, y compris l'éventualité du déplacement des installations les plus vulnérables.

Les nouveaux ouvrages sont limités à la protection de zones déjà urbanisées, sans possibilité d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs en arrière de ces ouvrages conformément à la disposition O3.5-D3.

O3.4 Intégrer le risque de défaillance des ouvrages construits ou aménagés jouant un rôle de prévention des inondations (nouveau)

Raisons d'être :

Les secteurs situés en arrière d'ouvrages contenant les crues sont toujours considérés comme soumis à un aléa "inondation", que ces ouvrages aient été, ou pas, conçus dans un objectif de protection contre les crues, et ce quel que soit leur statut. Cet aléa prend notamment en compte les scénarios de défaillance de ces ouvrages.

Les ouvrages construits ou aménagés jouant un rôle de prévention des inondations ne suppriment pas complètement le risque d'inondation. Le risque de sur-aléa en cas de ruptures brutales ou de surverse, avec des conséquences catastrophiques, demeure dans tous les cas.

La pérennité d'un ouvrage construit ou aménagé jouant un rôle de prévention des inondations n'est pas garantie dans le temps long dans des conditions identiques aux conditions actuelles :

- soit parce que le gestionnaire de l'ouvrage ne peut plus faire face aux dépenses d'entretien de l'ouvrage ;

- soit parce que l'aléa a changé dans le temps (l'aléa d'aujourd'hui n'étant pas forcément celui de demain du fait du changement climatique) ; à ouvrage identique, l'occurrence de l'aléa contre lequel il protège diminue alors.

Par ailleurs, il peut toujours se produire un aléa plus important que l'aléa pris en compte pour dimensionner ces ouvrages.

Rappel réglementaire

Lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme, les éléments de connaissance dont dispose l'État sur les ouvrages sont transmis dans le cadre du porter à connaissance prévu par le Code de l'urbanisme. Ils sont actualisés lorsque l'État dispose de connaissances complémentaires sur le risque lié à l'ouvrage.

Dispositions

O3.4-D1 (Disposition nouvelle)

Intégrant le fait qu'ils restent intrinsèquement inondables, les secteurs bénéficiant de l'effet des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations doivent toujours être affichés avec un aléa correspondant à des scénarios de défaillance défini au O3.4-D2.

Cela est notamment le cas des secteurs protégés par un ouvrage pouvant jouer un rôle de digues, que ce dernier soit classé en tant que système d'endiguement ou que, sans être autorisé comme tel, il joue un rôle de protection à titre principal ou par destination. Ce dernier cas de figure englobe notamment les infrastructures linéaires construites en remblai dans le lit majeur des cours d'eau et pouvant ainsi faire obstacle à l'écoulement des crues (canaux, routes, voies ferrées, etc.).

O3.4-D2 (Disposition nouvelle)

Par scénario de défaillance, on entend pour un ouvrage pouvant jouer un rôle de digue :

- Un scénario d'effacement (ou ruine généralisée) qui correspond à une modélisation où les ouvrages sont considérés comme transparents ; l'effacement est la méthode la plus simple à mettre en œuvre et peut donc être privilégié pour les cas où il est techniquement pertinent. Lors de l'élaboration ou de la révision d'un PPRI ou de tout document d'urbanisme (PLU), l'aléa est qualifié et cartographié à minima après effacements successifs de chaque tronçon homogène de l'ouvrage considéré. Après analyse au cas par cas des risques de défaillance, il est procédé de la même manière pour les ouvrages faisant temporairement obstacle à l'expansion des crues qui n'ont pas été spécialement conçus pour assurer un rôle de protection mais qui sont de nature à y contribuer eu égard à leur localisation et à leurs caractéristiques.
- Un scénario de brèches qui correspond à une modélisation avec plusieurs hypothèses de brèches (ouverture dans un ouvrage de protection pouvant générer des venues d'eau substantielles et incontrôlées qui conduisent à l'inondation des terrains situés en arrière) « forfaitaires ». Lors de l'élaboration de tout document d'urbanisme, les brèches sont positionnées de manière à couvrir tous les secteurs situés derrière l'ouvrage ; la carte d'aléa correspond à l'enveloppe maximale de l'ensemble de ces hypothèses.

Le choix du scénario est lié au fonctionnement hydraulique du site.

O3.4-D3 (PGRI 2016-2021 disposition 23 modifiée)

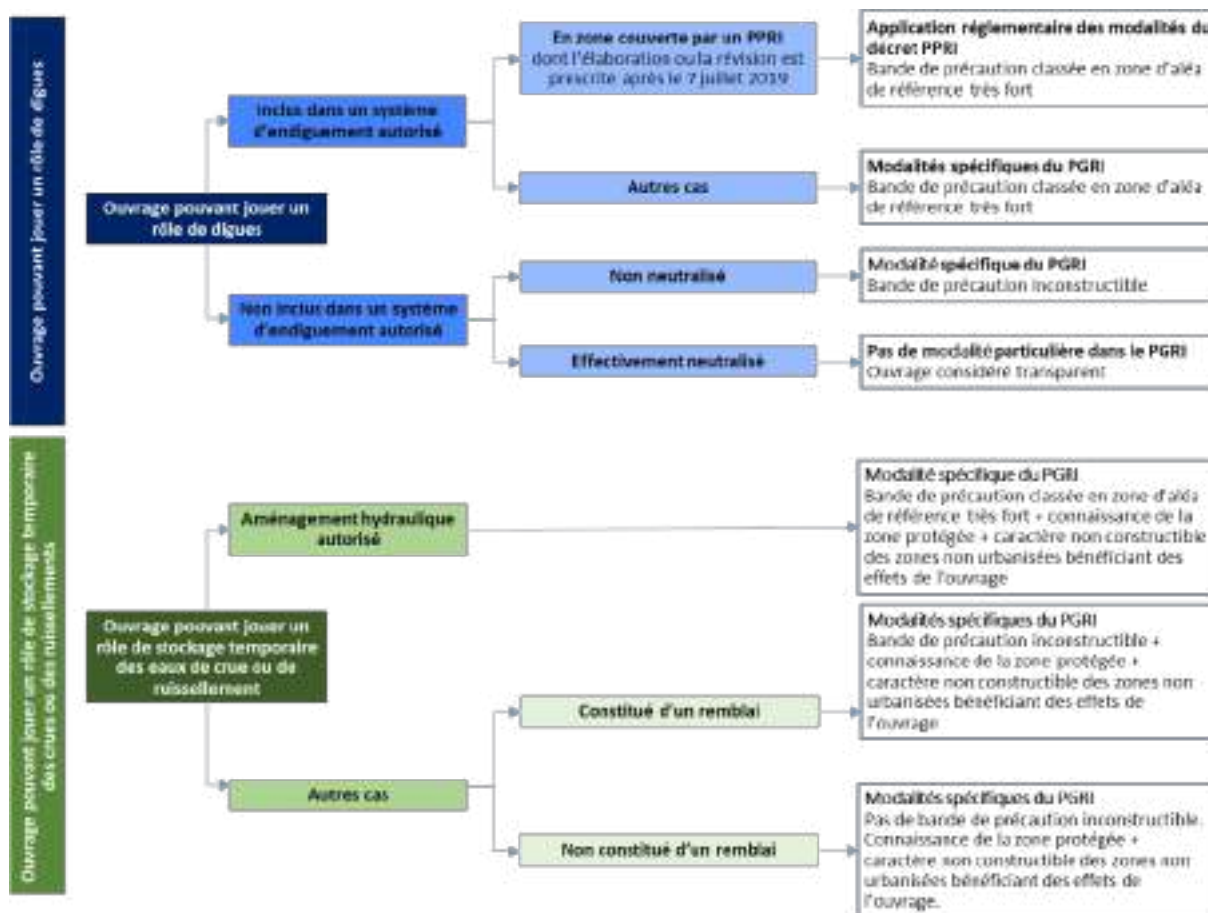
Le sur-aléa induit par la rupture d'un ouvrage construit ou aménagé jouant un rôle de prévention des inondations* est pris en compte dans les PPRi et/ou les documents d'urbanisme par une bande de précaution, située à l'arrière de l'ouvrage considéré, définie comme suit. Cela inclut les ouvrages constituant de simples obstacles à l'écoulement des eaux en situation de crues ou de ruissellements, qu'ils soient ou non reconnus comme système d'endiguement ou comme aménagement hydraulique.

Lorsque :

- l'ouvrage est inclus dans un système d'endiguement classé ou classé en aménagement hydraulique, une bande de précaution, classée en zone d'aléa très fort, est définie à l'arrière de l'ouvrage. Seules les exceptions prévues à la disposition O3.1-D3 peuvent y être autorisées ;
- la qualité de système d'endiguement n'a pas été reconnue à l'ouvrage de protection, une bande de précaution strictement inconstructible est définie à l'arrière de l'ouvrage ;
- l'ouvrage constitue un simple obstacle à l'écoulement des eaux en situation de crues ou est constitué d'un remblai pouvant jouer un rôle de stockage temporaire de l'eau des crues ou de ruissellements, une bande de précaution strictement inconstructible est définie à l'arrière de l'ouvrage.

Cette bande de précaution ne concerne pas les ouvrages en déblais pour lesquels il n'y a pas de risque d'aggravation de l'aléa.

Le schéma ci-après résume ces principes pour les différents types d'ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations :



Pour l'ensemble des ouvrages concernés définis dans la disposition O3.4-D3 , la largeur de la bande de précaution (L) est égale à cent fois la différence (H) entre la hauteur d'eau maximale qui serait atteinte à l'amont de l'ouvrage du fait de la survenance de l'aléa de référence et le terrain naturel immédiatement derrière lui.

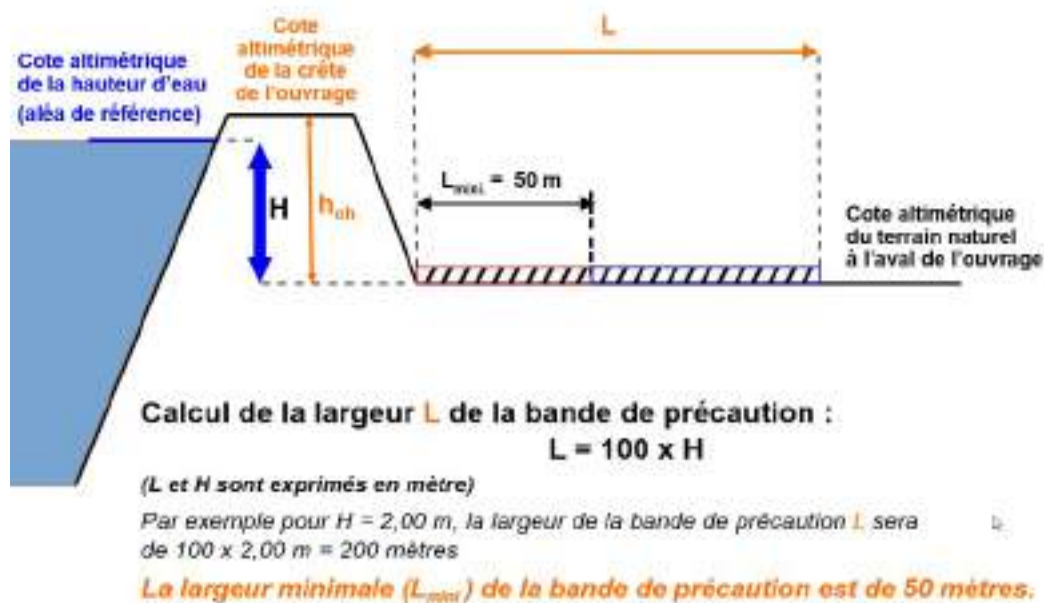


Figure 11 : Détermination de la largeur de la bande de précaution

Lorsqu'en l'absence d'étude hydraulique la hauteur d'eau H est méconnue, L est égale à cent fois hauteur de l'ouvrage (h_{oh}), différence entre la cote altimétrique de la crête de l'ouvrage et la cote altimétrique du terrain naturel immédiatement derrière exprimée en mètre.

Pour les systèmes d'endiguement et aménagement hydrauliques autorisés, y compris les barrages n'ayant qu'un rôle purement écrêteur (sec en permanence), la largeur de la bande de précaution peut être minorée ou majorée sur la base d'éléments techniques de l'ouvrage fournis par son propriétaire ou son gestionnaire ; elle ne peut toutefois pas être inférieure à une largeur minimale de cinquante mètres, sauf lorsque la cote du terrain naturel à l'aval de l'ouvrage atteint la cote de la hauteur d'eau de l'aléa de référence avant les cinquante mètres.

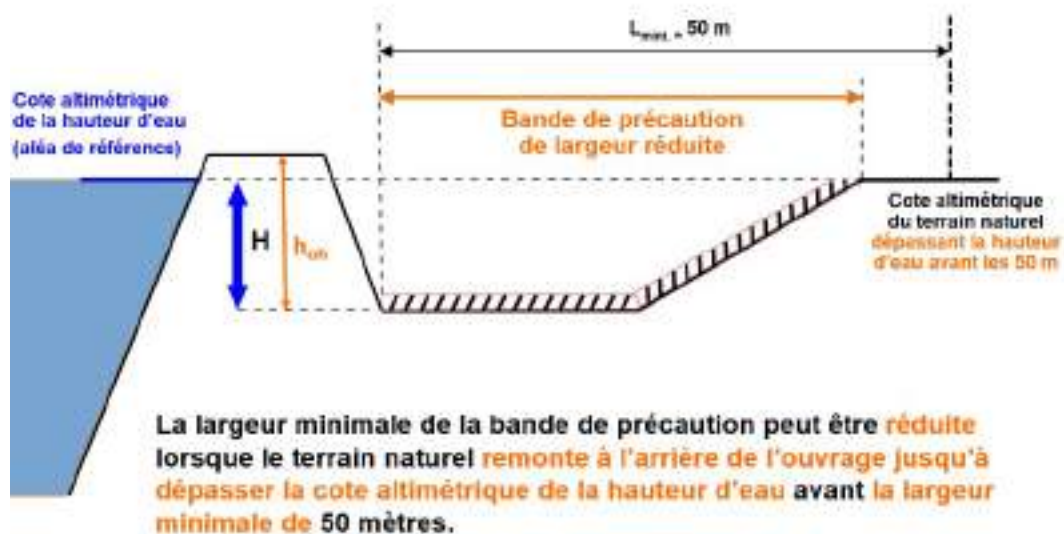


Figure 12 : Détermination de la largeur de la bande de précaution limitée par la topographie à l'arrière de l'ouvrage

Pour les tronçons d'ouvrages de protection reconnus comme système d'endiguement d'une hauteur inférieure à 1,5 mètre, cette largeur minimale de cinquante mètres peut être ramenée à 33 fois la différence entre la hauteur d'eau maximale qui serait atteinte à l'amont de l'ouvrage du fait de la survenance de l'aléa de référence et le terrain naturel immédiatement derrière lui, sans pouvoir être inférieure à dix mètres.

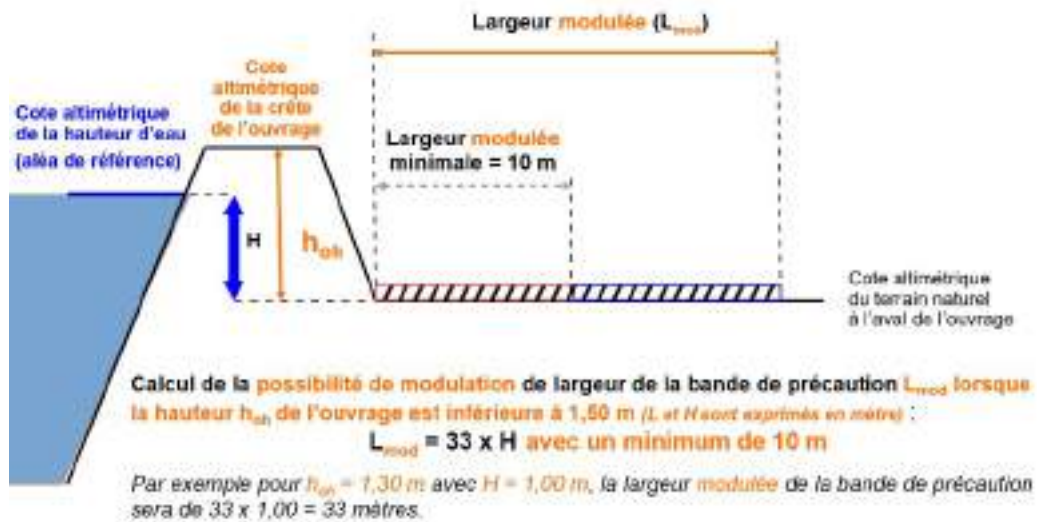


Figure 13 : Cas particulier d'une possible modulation de la largeur minimale de la bande de précaution, pour les seuls systèmes d'endiguement ou aménagements hydrauliques autorisés, lorsque leur hauteur est inférieure à 1,5 m

Le graphe ci-après précise, pour les seuls systèmes d'endiguement autorisés, les variations possibles de la largeur de la bande de précaution (en l'absence d'éléments techniques détaillés) et de la largeur minimale de cette dernière (en présence d'éléments techniques détaillés) selon la hauteur de charge.



PGRI 2016-2021 Disposition 26 (supprimée)

Raisons d'être

La vulnérabilité est définie ici comme la propension pour les personnes, des biens et des activités à être affectés par une inondation. Plus précisément, il s'agit par exemple de vulnérabilité structurelle des ouvrages (endommagement, rupture), humaine ou des réseaux (communication, chaleur, électricité, etc.) impactant le fonctionnement du territoire dans ces différentes échelles (parcelle, quartier, ville).

Ainsi, la réduction de la vulnérabilité vise notamment à :

- augmenter la sécurité des populations exposées ;
- stabiliser et réduire le coût des dommages potentiels ;
- raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

Les différents documents de planification, (SCOT, PLU, PLH, etc.) constituent des cadres de réflexion privilégiés pour la prise en compte des vulnérabilités face au risque d'inondation dans les projets de développement ou de renouvellement urbain. Toutefois, cette prise en compte nécessite de définir préalablement les enjeux du territoire au travers d'un diagnostic de vulnérabilité.

Afin d'encourager la réalisation de diagnostics de vulnérabilité, le référentiel de vulnérabilité²⁴ constitue un cadre national de référence pour l'établissement des enjeux et l'élaboration du plan d'actions. Il est aussi un outil pour les porteurs de SLGRI ou de PAPI qui souhaitent élaborer une démarche de réduction de la vulnérabilité.

Afin de réduire les coûts des dommages, les recommandations issues des diagnostics doivent être suivies de travaux.

L'enjeu est donc la construction d'un cadre d'action permettant aux maîtres d'ouvrage publics et privés de réduire la vulnérabilité du projet de développement ou de renouvellement urbain.

Au sein du bassin Rhin-Meuse, comme le montre l'EPRI, d'importantes étendues de surfaces bâties sont soumises au risque d'inondation. L'objectif du PGRI est de soutenir les actions de diagnostics de vulnérabilité de l'habitat mises en place à l'initiative d'acteurs locaux. Pour le cycle de gestion 2022–2027, la priorité du PGRI est la réalisation de diagnostic de vulnérabilité du bâti à l'échelle des TRI et des SLGRI associées à chacun de ces TRI.

Néanmoins, la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité par les particuliers et les entreprises peut être freinée en raison du manque d'information sur les dispositifs de financement et de l'absence de lien avec les autres dispositifs d'amélioration de l'habitat.

D'une part, le présent PGRI encourage les porteurs de SLGRI à prévoir les modalités d'accompagnement des particuliers et des entreprises dans la mise en œuvre des travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations*. D'autre part, le PGRI encourage la convergence des dispositifs de financement des travaux en vue de simplifier les procédures.

²⁴ https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/20160923_Guide_GT_Referentiel_vulnerabilite.pdf

Dispositions

O3.5-D1 (PGRI 2016-2021 disposition 27)

Lorsque des constructions nouvelles sont autorisées en zone inondable :

- des mesures compensatoires et/ou correctrices sont prescrites afin de ne pas aggraver l'aléa en aval ou en amont de la construction ; l'efficacité de ces mesures est évaluée par une étude globale, la responsabilité de leur mise en œuvre pourra incomber à la collectivité / aux collectivités concernée(s).
- des prescriptions visant à réduire au maximum la vulnérabilité du bâtiment en question sont définies.

a Elles visent à imposer notamment :

- le premier niveau de plancher habitable implanté au-dessus de la cote de référence, elle-même augmentée d'une marge de sécurité ;
- l'installation des équipements vulnérables au-dessus de la cote de référence, elle-même augmentée d'une marge de sécurité.

Cette marge de sécurité doit permettre de prendre en compte les phénomènes de remous et les incertitudes des modèles mathématiques, en particulier pour les constructions présentant un fort enjeu. En outre et à l'occasion de l'élaboration de tout nouveau PPRi ou lors de leur révision, cette marge de sécurité pourra être redéfinie pour prendre en compte l'évolution prévisible de la cote de référence liée aux effets du changement climatique. Cette marge de sécurité est de 30 cm en l'absence d'étude spécifique.

b Elles pourront imposer :

- l'interdiction de réaliser des niveaux enterrés ;
- la construction sur pilotis ou vide sanitaire ouvert, voire sur des remblais limités au strict nécessaire et compensés pour maintenir le même volume d'expansion des crues ;
- toute prescription constructive ayant pour finalité la réduction de la vulnérabilité du bâtiment ou de l'activité. Des prescriptions supplémentaires pourront donc porter sur l'implantation du bâtiment, la protection du réseau électrique, l'emploi de matériaux insensibles à l'eau, la mise à l'abri de matériels fragiles dangereux ou polluants en cas d'immersion, l'installation d'équipements adaptés (pompes notamment). Les approches innovantes de la prise en compte du risque pourront être encouragées (nouveaux modes constructifs par exemple).



O3.5-D2 (PGRI 2016-2021 disposition 28)

Les projets liés aux constructions ou activités existantes (mentionnées à la disposition O3.1-D3) ne doivent pas aggraver l'insécurité des personnes et la vulnérabilité des biens et des activités.

O3.5-D3 (PGRI 2016-2021 disposition 29)

En priorité sur les TRI, lors de la révision des PPRi ou pour les nouveaux PPRi, des mesures de réduction de la vulnérabilité des constructions existantes seront prescrites. Ces mesures seront définies en fonction de la crue de référence et prévues à minima sur le périmètre de la zone inondable correspondant à un événement fréquent et/ou sur le périmètre de l'aléa fort

O3.5-D4 (PGRI 2016-2021 disposition 30)

En priorité sur les TRI et les territoires des SLGRI, le rôle des collectivités et de leurs groupements, tout particulièrement celles et ceux qui exercent la compétence GEMAPI, ainsi que des chambres consulaires, doit être réaffirmé, dans un cadre concerté, dans l'accompagnement de la population, des acteurs économiques et industriels, concernés par des mesures ou recommandations de réduction de la vulnérabilité. L'aide apportée concerne la mise en œuvre opérationnelle des mesures ou recommandations, et/ou l'appui à la recherche de financements disponibles.

O3.5-D5 (PGRI 2016-2021 disposition 31)

Lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme (SCOT et PLU), l'état initial de l'environnement pourra intégrer une approche de la vulnérabilité du territoire soumis au risque d'inondation sur la base du référentiel national de vulnérabilité aux inondations.

Les SLGRI et la PAPI sont encouragées à prévoir la réalisation de diagnostics de vulnérabilité des enjeux (activités économiques, bâtiments publics, réseaux, habitations privées par exemple) sur leurs périmètres.

Les SLGRI prévoiront également les modalités d'accompagnement de la mise en œuvre des travaux de réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation en vue d'améliorer le taux de réalisation de ces travaux par les particuliers et les entreprises.



O3.5-D6 (Disposition nouvelle)

Lorsque les SLGRI, et leurs déclinaisons (programme d'actions de prévention des inondations), et/ou des plans de prévention des risques d'inondation prévoient des travaux de réduction de la vulnérabilité des constructions existantes, une convergence sera recherchée entre les modalités de financement de ces travaux et les dispositifs existants pour l'amélioration des logements (financements de l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat, financements pour la rénovation énergétique, etc.). Cette convergence pourra déboucher sur la mise en place de guichets uniques pour les particuliers et les entreprises, tout en respectant les différents cadres réglementaires relatifs aux financements concernés.



Évaluation des progrès accomplis

À travers leur compatibilité avec les dispositions du PGRI, les PPRi constituent un outil essentiel de la prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement, en particulier dans les TRI, et contribuent à la réduction de l'exposition des biens et des personnes aux inondations.

Ambition du présent PGRI :

- Parce que la priorité est donnée à la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable, et que les principes fondamentaux de la prévention des inondations déclinés dans les PPRi s'avèrent efficaces en termes de prévention des inondations, le PGRI 2022-2027 vise à **couvrir l'ensemble des communes en TRI, par un PPRi actualisé vis-à-vis de l'évolution des aléas, des enjeux, de la réglementation et des PGRI en vigueur.**

Indicateur d'évaluation de référence IE4 (cf. fiche IE4 en annexe) :

- Taux des communes situées en TRI couvertes par un PPRi approuvé après 2010 dans les districts du Rhin et de la Meuse.

Année		2015	2018	2021	2024	2027
Valeur	District Rhin	26 %	39,3 %			100 %
	District Meuse	3.8 %	9.4 %			100 %



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**ACHEVEMENT DE LA MISE A 2X3 VOIES DE L'A36 – ROCADÉ NORD DE
MULHOUSE : AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT
(4200/7.5/357C)**

Le 3 mai 2012, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a signé une convention de financement pour l'opération « Achèvement de la mise à 2x3 voies de l'A36 – Rociade Nord de Mulhouse », au titre du programme de modernisation des itinéraires du réseau national routier (PDMI).

Cette convention a été signée entre l'Etat, la Région Grand-Est (anciennement Région Alsace), la Collectivité européenne d'Alsace - CeA (anciennement Département du Haut-Rhin) et m2A.

Elle précise les engagements financiers de chacune des parties, dans le cadre de cette opération inscrite au Contrat Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

L'Etat en tant que propriétaire, assure la maîtrise d'ouvrage de cette opération qui présentait un coût plafond de 30 M€ TTC.

Le financement de l'opération, travaux et prestations intellectuelles associées, était prévu comme suit entre les différents financeurs :

Financier	Taux de participation	montant TTC en M€
Etat	50%	15
Région Grand Est	20%	6
CeA	25%	7,5
Mulhouse Alsace Agglomération	5%	1,5
TOTAL	100%	30

La loi 2019-816 du 2 août 2019 est venue préciser dans son article 6, qu'à l'exception des routes ou sections de routes situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, le réseau routier national non concédé situé dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est transféré dans le domaine routier de la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA).

L'article 9 III de la loi pré-citée indique par ailleurs que l'Etat et les collectivités continuent d'assurer dans les mêmes conditions le financement des opérations routières inscrites au CPER 2015-2020. Ce même article précise que la maîtrise d'ouvrage des travaux prévus au contrat et non réalisés à cette date est transférée au 1^{er} janvier 2021 à la CeA pour les travaux situés sur son territoire. Ces travaux continuent d'être financés jusqu'à leur achèvement dans les mêmes conditions que précédemment.

Ainsi, la CeA devenant propriétaire et maître d'ouvrage de cette opération au 1^{er} janvier 2021, il est nécessaire de procéder à un avenant à la convention de financement pour l'opération « Achèvement de la mise à 2x3 voies de l'A36 – Rocade Nord de Mulhouse ».

Le CPER 2015-2020, prolongé jusqu'au 31 décembre 2022, prévoit de ramener le montant inscrit pour cette opération à 28 M€ TTC (contre 30 M€ TTC initialement), suite aux résultats de l'appel d'offres qui se sont avérés très favorables.

Le nouveau plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

Financier	Taux de participation	montant TTC en M€
Etat	50%	14
Région Grand Est	20%	5,6
CeA	25%	7
Mulhouse Alsace Agglomération	5%	1,4
TOTAL	100%	28

L'économie globale de 2 M € sur cette opération ramène la participation de m2A de 1,5 M€ à 1,4 M€.

Au titre des travaux déjà réalisés dans le cadre de cette opération, au 31 décembre 2020, m2A a déjà procédé aux versements de 1 149 000 €.

Toutefois, le montant réellement dû par m2A est de 1 137 519,78 €. Le présent avenant prévoit également le remboursement du trop-perçu à m2A, soit 11 480,22 € par l'Etat en 2021.

Aujourd'hui, le solde mobilisable au titre du CPER s'élève à 5 249 604,29 € TTC, soit 4 374 670,24 € HT. Les parts restant à financer pour chacun des co-financeurs s'élèvent à :

Financier	Taux de participation	Montant en M€	Montant TTC déjà versé en €	Solde restant mobilisable TTC en €	Solde restant à verser à la CEA HT en €
Etat	50%	14	11 375 197,87	2 624 802,15	2 187 335,12
Région Grand Est	20%	5,6	4 550 079,14	1 049 920,86	874 934,05
CeA	25%	7	5 687 598,92	1 312 401,07	1 093 667,56
Mulhouse Alsace Agglomération	5%	1,4	1 137 519,78	262 480,21	218 733,51
TOTAL	100%	28	22 750 395,71	5 249 604,29	4 374 670,24

La CeA, maître d'ouvrage, mobilisera les participations des autres co-financeurs en fonction de l'avancement des travaux. Les appels de fonds se feront au vu d'un échéancier-prévisionnel détaillé ainsi :

	2021	2022	Total
Etat	1 500 000,00 €	687 335,12 €	2 187 335,12 €
Région Grand Est	600 000,00 €	493 667,56 €	1 093 667,56 €
CeA	750 000,00 €	124 934,05 €	874 934,05 €
m2A	150 000,00 €	68 733,51 €	218 733,51 €
TOTAL	3 000 000,00 €	1 374 670,24 €	4 374 670,24 €

Les crédits sont prévus au BP 2021 sur la LC 16632, chapitre 204.

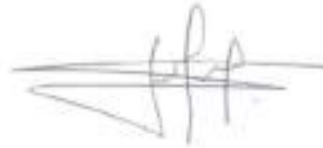
Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant, à signer l'avenant à la convention financière jointe ainsi que toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 projet d'avenant à la convention financière

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', is written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020

**Avenant à la convention particulière de financement de l'opération
Achèvement de la mise à 2X3 voies de l'A36 dans la traversée de Mulhouse
en date du 3 mai 2012**

Entre

L'État, représenté par Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est,

ci-après appelé l'ÉTAT

Et

La Région Grand Est, représentée par xxx Président(e) du Conseil Régional Grand Est

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par xxx, Président(e) de la Collectivité européenne d'Alsace

Mulhouse Alsace Agglomération représentée par M. Fabian JORDAN, président de Mulhouse Alsace Agglomération

Ci-après appelés « collectivités co-financeurs »,

Vu le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 26 avril 2015 et ses avenants signés le 2 décembre 2016 et le 20 janvier 2021, ce dernier permet notamment la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 du volet mobilité multimodale ou mobilité durable des CPER d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardenne afin d'assurer la réalisation des projets et des opérations structurantes pour le territoire ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil Régional Grand Est en date du 10 septembre 2021 approuvant le présent avenant et autorisant le/la Président(e) de la Région Grand Est à le signer ;

Vu la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace en date du xxxx approuvant le présent avenant et autorisant le/a Président(e) de la Collectivité européenne d'Alsace à le signer ;

Vu la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération en date du xxxx approuvant le présent avenant et autorisant le Président de Mulhouse Alsace Agglomération à le signer ;

Vu la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité Européenne d'Alsace et notamment ses articles 6 et 9 ;

Vu le décret n° 2020-1823 du 30 décembre 2020 relatif au transfert à la Collectivité européenne d'Alsace et à l'Eurométropole de Strasbourg de la maîtrise d'ouvrage des opérations routières inscrites au volet routier du contrat de plan Etat-Région Grand Est 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022, pris en application de l'article 9 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 ;

Vu la convention particulière de financement signée le 3 mai 2012 dans le cadre du PDMI 2009-2014 et qui conformément à l'observation figurant dans le CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022, a eu vocation à continuer à s'appliquer pour le CPER car les modalités de financement demeurent inchangées.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace précise dans son article 6, qu'à l'exception des routes ou sections de route situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, le réseau routier national non concédé situé dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est transféré, avec ses dépendances et accessoires, dans le domaine routier de la Collectivité européenne d'Alsace. L'article 9 III de la loi pré-citée indique par ailleurs que l'Etat et les collectivités continuent d'assurer dans les mêmes conditions le financement des opérations routières inscrites au CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022. Ce même article indique que la maîtrise d'ouvrage des travaux prévus dans ces contrats et non réalisés à cette date est transférée au 1er janvier 2021 à la Collectivité européenne d'Alsace ou, pour les travaux situés sur son territoire, à l'Eurométropole de Strasbourg. Toutefois, ils continuent d'être financés jusqu'à l'achèvement de ces opérations dans les mêmes conditions que précédemment, dans la limite des enveloppes financières globales fixées pour les volets routiers de ces contrats.

Le décret n° 2020-1823 du 30 décembre 2020 précise les conditions d'application du III de l'article 9 de la loi du 2 août 2019 et notamment les conséquences du transfert de maîtrise d'ouvrage sur les modalités de financement des opérations.

Ce transfert de maîtrise d'ouvrage de l'Etat à la CeA s'opère alors que dans le même temps l'article 251 de la loi de finance pour 2021 a abrogé la possibilité pour les collectivités locales de bénéficier du FCTVA pour les opérations routières réalisées sous maîtrise d'ouvrage d'autres collectivités locales.

Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant concerne la réalisation de l'opération :

Achèvement de la mise à 2X3 voies de l'A36 dans la traversée de Mulhouse

Il a pour objet de préciser les conséquences du transfert de maîtrise d'ouvrage sur les modalités de financement de cette opération et de réajuster le montant de l'opération conformément au CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022, la convention ayant été conclue au moment du PDMI.

Cet avenant engendre les modifications suivantes dans la convention initiale :

- L'article 2 de la convention initiale est remplacé par l'article 2 ci-dessous ;
- L'article 3 de la convention initiale est complété par les éléments figurant dans l'article 3 ci-dessous ;
- L'article 4 de la convention initiale est remplacé par l'article 4 ci-dessous ;
- L'article 5 de la convention initiale est remplacé par l'article 5 ci-dessous ;
- Les articles 6, 8, 10, 11 et 13 de la convention initiale sont supprimés : ils n'ont plus lieu d'être compte-tenu de l'avancement de l'opération et du changement de maître d'ouvrage ;
- L'article 7 de la convention initiale est remplacé par l'article 6 ci-dessous ;
- Les articles 12, 14 et 15 ne sont pas modifiés par le présent avenant ;
- L'article 9 de la convention initiale est remplacé par l'article 7 ci-après.

Il est à noter que dans l'ensemble de la convention initiale conservée la mention « Département du Haut-Rhin » est remplacée par « Collectivité européenne d'Alsace ».

Article 2 - Rappels : programme de l'opération et décisions antérieures

Cet article annule et remplace l'article 2 de la convention initiale

L'opération est inscrite pour 28 M€ TTC au CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022. Ce montant englobe les études, les acquisitions foncières et les travaux nécessaires à l'aménagement d'une troisième voie dans chaque sens de circulation sur la section entre l'échangeur de Thann et l'échangeur de la Hardt (soit une longueur totale de chaussée d'environ 8 600m, correspondant au segment entre les PR 100+000 et PR 105+700. Le programme de l'opération comprend également l'élargissement de l'ouvrage d'art de franchissement de la voie ferrée Mulhouse-Strasbourg, par suite de l'aménagement d'une voie d'entrecroisement, la mise en conformité de l'assainissement et des protections acoustiques.

L'État, a assuré la maîtrise d'ouvrage de cette opération jusqu'au 31/12/2020.

Elle a été déclarée d'utilité publique par décret du 12 mars 1971. La commission d'enquête en charge de l'enquête conjointe au titre de la Loi dite Bouchardeau et de la loi sur l'eau a émis un avis favorable en date du 5 novembre 1999.

Article 3 - Avancement de l'opération au 31/12/2020 et bilans

Cet article complète l'article 3 de la convention initiale en précisant le calendrier et en intégrant les bilans financiers

Les travaux principaux sont achevés, il reste à réaliser les travaux d'élargissement de l'ouvrage d'art SNCF et de l'écran acoustique de Lutterbach. Ces travaux sont nécessaires pour la mise en service de la voie d'entrecroisement entre les échangeurs n°17 et n°16 dans le sens Allemagne -Belfort, ils sont prévus en 2021. L'ensemble de l'opération devrait s'achever en 2022.

Bilan financier et fonds de concours

Le montant total des crédits dépensés sur cette opération au titre du CPER au 31/12/2020 s'élève à 22 750 395.71 € TTC (ou 23 044 508.13 avec correction, à valider par DGITM).

Les fonds de concours versés par les collectivités co-financeurs s'élèvent à :

- 4 456 000 € pour la Région Grand Est pour une part théorique de 4 550 079.14 €. Un remboursement du trop-perçu de 94 079.14 € sera donc réalisé par l'Etat en 2021 ;
- 5 745 000 € pour le Département du Haut-Rhin (Collectivité européenne d'Alsace) pour une part théorique de 5 687 598.92 €. Un remboursement du trop-perçu de 57 401.08 € sera donc réalisé par l'Etat en 2021 ;
- 1 149 000 € pour Mulhouse Alsace Agglomération pour une part théorique de 1 137 519.78 €. Un remboursement du trop-perçu de 11 480.22 € sera donc réalisé par l'Etat en 2021.

Article 4 - Nouveau montant conventionné

Cet article annule et remplace l'article 4 de la convention initiale

Le montant inscrit au CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022 pour cette opération a été ramené à 28 M€ TTC (contre 30 M€ TTC au PDMI) avec une clé de financement inchangée, à savoir :

- 50% pour l'Etat, soit 14 M€ TTC ;
- 20 % pour la Région Grand Est, soit 5.6 M€ TTC ;
- 25% pour la Collectivité européenne d'Alsace qui se substitue au Département du Haut-Rhin, soit 7 M€ TTC ;
- 5% pour Mulhouse Alsace Agglomération, soit 1.4 M€ TTC.

Au moment de finaliser le CPER 2015-2020, prolongé jusqu'en 2022, l'Etat avait en effet en sa possession les résultats de l'appel d'offres du marché principal de travaux, ce résultat étant très favorable, il a été convenu de baisser le montant inscrit.

Le solde mobilisable au titre du CPER s'élève à 5 249 604.29 € TTC, soit 4 374 670.24 € HT les parts restant à financer par chacun des co-financeurs s'élèvent donc à :

- 2 624 802.15 € TTC pour l'Etat soit 2 187 335.12 € HT ;
- 1 049 920.86 € TTC pour la Région Grand Est, soit 874 934.05 € HT ;
- 1 312 401.07 € TTC pour la Collectivité européenne d'Alsace, soit 1 093 667.56 € HT ;
- 262 480.21 € TTC pour Mulhouse Alsace Agglomération, soit 218 733.51 € HT.

La Collectivité européenne d'Alsace assure depuis le 1^{er} janvier 2021 la maîtrise d'ouvrage de cette opération, il lui revient donc la responsabilité de mobiliser les participations des autres co-financeurs en fonction de l'avancement des travaux. Les appels de fonds se font au vu d'un échéancier pluriannuel.

Les participations de la Région Grand Est et de Mulhouse Alsace Agglomération seront versées à la Collectivité européenne d'Alsace sous forme de subventions hors taxes dans la limite des montants indiqués précédemment, et ce en conséquence des dispositions de l'article 251 de la loi de finance pour 2021. Ainsi, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, la Collectivité européenne d'Alsace paiera l'ensemble des dépenses liées à cette opération sur la base des montants TTC et récupérera l'intégralité du montant éligible au FCTVA.

Par dérogation et pour assurer un suivi homogène de l'ensemble du volet routier du CPER à l'échelle du Grand Est, le montant des participations des collectivités locales seront affichés TTC dans le cadre des bilans annuels et du bilan de clôture du CPER.

Les contributions de la Région Grand Est et de Mulhouse Alsace Agglomération au financement de l'opération revêtissent la forme d'acomptes versés à la Collectivité européenne d'Alsace dans les conditions suivantes :

- Versements annuels au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur demande du bénéficiaire. A l'appui de ses demandes de versement d'acomptes, le bénéficiaire produira un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le comptable public. Le cumul des fonds appelés avant le solde, ne peut pas excéder 95 % des montants indiqués précédemment.
- Après achèvement des travaux, la Collectivité européenne d'Alsace établit le document de solde certifié exact de la convention détaillant l'ensemble des dépenses réalisées pour achever l'opération sous la forme d'un bilan financier général détaillé.

La part de financement à la charge de chacune des parties est définitivement arrêtée au vu du montant indiqué dans ces documents selon les principes, les clefs de financement et les montants plafonds indiqués au présent article.

La Collectivité européenne d'Alsace transmet le bilan financier signé par le comptable public aux co-financeurs, et procède, selon le cas, soit au reversement des trop-perçus, soit à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde.

Les appels de fonds se font au vu de l'échéancier-prévisionnel de l'opération ci-après. Cet échéancier prévisionnel est indicatif et pourra être ajusté en fonction de l'avancée réelle des travaux et des procédures foncières.

	2021	2022	Total
Etat	1 500 000	687 335.12	2 187 335.12
CeA	600 000	493 667.56	1 093 667.56
Région Grand Est	750 000	124 934.05	874 934.05
M2A	150 000	68 733.51	218 733.51
Total	3 000 000	1 374 670.24	4 374 670.24

Les signataires de la présente prévoiront d'inscrire à leurs budgets successifs les sommes nécessaires au règlement des dépenses leur incombant dans la limite des montants indiqués au présent article.

Pour la mobilisation de la participation financière de l'État, la Collectivité européenne d'Alsace devra déposer un dossier de demande de subvention selon les dispositions du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement. La décision d'attribution de

subvention comprendra un échéancier prévisionnel de versement de sa participation, étant entendu que ces versements seront ajustés en fonction de l'avancement de l'opération et des dépenses réelles

Article 5 – Avenant d'ajustement

Cet article annule et remplace l'article 5 de la convention initiale

Le coût plafond de cette opération est de 28 M€ TTC. En cas de perspective de dépassement du montant de l'opération et des participations des co-financeurs, pour quelque raison que ce soit et notamment pour des raisons techniques, de modification du programme, le nouveau maître d'ouvrage de l'opération, la Collectivité européenne d'Alsace doit obtenir l'accord des partenaires signataires du présent avenant pour l'attribution d'un financement complémentaire. Pour y parvenir, le nouveau maître d'ouvrage informera les signataires du présent avenant sitôt qu'un problème sera identifié.

Dans la cadre du démarrage des études d'exécution, il a été constaté des problèmes de conception de l'élargissement de l'ouvrage sur les voies ferroviaires dont les études avaient été réalisées par l'Etat. Ces problèmes de conception ont nécessité la reprise complète des études d'exécution, la modification de la solution technique d'élargissement et le décalage du démarrage des travaux. Ces modifications engendreront des surcoûts d'études et de travaux qui ne sont pas imputables au nouveau maître d'ouvrage et qui sont actuellement en cours d'estimation par le groupement d'entreprises attributaire du marché. Les partenaires signataires du présent avenant seront informés de ces surcoûts dès qu'ils seront connus.

Article 6 – Comptable assignataire

Cet article annule et remplace l'article 7 de la convention initiale

Pour l'Etat, le comptable assignataire est le Directeur Départemental des Finances Publiques de Moselle.
Pour la Région Grand Est, le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional Grand Est
Pour la Collectivité européenne d'Alsace, le comptable assignataire est le Trésorier Payeur Départemental
Pour la collectivité Mulhouse Alsace Agglomération, le comptable assignataire est le Trésorier de Mulhouse.

Article 7 – Concertation et suivi

Cet article annule et remplace l'article 9 de la convention initiale

Le nouveau maître d'ouvrage assurera annuellement un retour vers les autres partenaires et présentera notamment :

- l'avancement de l'opération et son calendrier prévisionnel ;
- les difficultés rencontrées et les solutions proposées pour les résoudre ;
- le suivi du coût à terminaison et les éventuels risques de dépassement du coût plafond ;

- les ajustements de programme et leurs conséquences en termes de coûts liés à la réalisation des aléas

Article 8 – Articles supprimés

Les articles 6, 8, 10, 11 et 13 de la convention initiale sont supprimés

Article 9 - Articles non modifiés

Les articles 12, 14 et 15 de la convention initiale ne sont pas modifiés par le présent avenant

Fait à Strasbourg le

Le/la Président(e) de la Région Grand Est

Le/a Président(e) de la
Collectivité européenne d'Alsace

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération

La Préfète de la Région
Grand Est



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PROGRAMME BLUE INDUSTRIE SA – CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS « ECOSYSTEMES HYDROGENE » (521/8.8/ 386C)

I – L'appel à projet « ECOSYSTEMES TERRITORIAUX »

L'appel à projets « écosystèmes territoriaux hydrogène » s'inscrit dans la stratégie nationale d'accélération de la filière hydrogène décarboné avec un montant de 7,2 milliards d'euros sur la période 2020/2030 dont 3,4 sur la période 2020/2023.

Le déploiement de cette stratégie s'appuie conjointement sur les innovations technologiques portées par les industriels d'une part (appel à projets « briques technologiques ») et sur les développements d'écosystèmes portés par les territoires d'autre part (appel à projets « écosystème territoriaux hydrogène »).

Ce dernier appel à projets soutient les collectivités dans la construction d'un écosystème hydrogène public et privé regroupant plusieurs usages (industriels, mobilités...) et qui s'appuie sur des projets permettant de massifier les besoins et les usages.

Cette massification doit permettre de déboucher sur des mutualisations et sur un modèle économique viable dans les années à venir.

Les Territoires ont un rôle central dans l'animation économique, dans la structuration de la chaîne de valeur et dans l'exemplarité.

Consciente des surcoûts générés par cette transition énergétique, l'ADEME entend soutenir ces efforts au travers de cet appel à projets en complément des Régions et de l'Europe.

Sont éligibles aux financements :

- Les infrastructures de production et de distribution d'hydrogène
- Les usages en mobilités : acquisition de véhicules hydrogène en flotte professionnelle
- Les usages stationnaires (groupes électrogènes)

II – Stratégie hydrogène de m2A

Mulhouse Alsace Agglomération accompagne depuis 2013 la transformation de son tissu industriel vers l'industrie du futur en agissant particulièrement sur les volets robotisation et digitalisation : C'est la démarche Campus Industrie 4.0.

Ce programme a permis l'émergence de projets d'envergure tels que KMO, la plateforme d'accélération Quatrium Grand Est, le Campus des Métiers et des Qualifications, Industrie du futur, le Fablab Technsitub...

Aujourd'hui, Mulhouse Alsace Agglomération souhaite aller plus loin en accélérant la décarbonation de son économie tout en lui permettant de rester compétitive. C'est le programme Blue Industries SA.

Ce programme vise à faire de **m2A un territoire exemplaire** dans la **décarbonation compétitive de son économie**.

Lors de sa réunion du 12 avril, le Bureau de m2A a validé le programme Blue Industrie et son caractère stratégique pour l'agglomération.

Dans cette perspective, m2A s'est dotée, au travers d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, de moyens d'ingénierie pour faciliter la structuration de cette démarche partenariale publique privée globale et le développement de projets opérationnels. Le montant du marché correspondant s'élève à 120 000 euros TTC pour l'ensemble du programme (dont 50 % subventionnés par la Banque des territoires).

Les atouts de m2A

m2A est un territoire identifié par l'Europe comme un territoire « à fort enjeux de décarbonation » de par le poids de son industrie. Il est important pour m2A d'accompagner sa transition tout en lui permettant de garder sa compétitivité au regard de la concurrence mondiale.

m2A a également été identifiée par la Région Grand Est comme l'un des trois bassins économiques à fort potentiel pour l'hydrogène au regard de son hub de transports, de son tissu industriel, de la qualité de ses réseaux gaz et des projets en cours.

Les objectifs de Blue Industries SA sont de :

- ❖ soutenir le développement économique du territoire (concurrence internationale, révolution technologique, changements climatiques),
- ❖ favoriser le développement d'une industrie soutenable,
- ❖ soutenir l'emploi,
- ❖ développer nos sites économiques - accueillir des investissements, implantations,
- ❖ conserver et développer les capacités de financement de m2A (CFE/CVAE).

Les axes de travail :

m2A, en partenariat avec les entreprises a identifié 5 axes de travail dont l'un est prioritaire au regard des opportunités industrielles et financières : le développement de l'hydrogène décarboné.

III - Le projet hydrogène m2A

m2A accompagne, aux côtés de l'Etat et de la Région Grand Est, un projet de production massive d'hydrogène vert par électrolyse porté par Linde, un des leaders mondiaux de l'hydrogène, implanté sur la plateforme chimique de Chalampé depuis 20 ans. Linde envisage de construire sur la plateforme une unité de production d'une puissance de 45 MW, dans un premier temps, avec une possibilité d'extension ultérieure pour faire face au développement de la demande.

Une grande partie de la production est dédiée à la décarbonation de l'industrie.

Le supplément de production généré par l'installation permettrait de développer des usages complémentaires et contribuerait à la constitution d'un écosystème territorial d'hydrogène à un coût moindre.

C'est dans cette perspective que m2A a constitué et réuni un groupe de travail composé de ses services techniques, de transporteurs/logisticiens, d'industriels, de gestionnaires d'infrastructures logistiques (Ports de Mulhouse Rhin, Euroairport) pour recueillir leurs besoins, développer les interactions et présenter les solutions de co-financements des investissements.

A côté des usages privés, m2A a identifié la possibilité de convertir d'ici 2030 tout ou partie de sa flotte de bennes à ordures ménagères à l'hydrogène avec une première acquisition d'un véhicule à hydrogène d'ici 2023. Les véhicules disponibles présentent un surcoût compte tenu du marché naissant mais pourraient faire l'objet d'un soutien par l'ADEME et d'autres cofinanceurs possibles (Région Grand Est, Collectivité Européenne d'Alsace).

Se pose également la question du ravitaillement de ces véhicules ainsi que des véhicules hydrogènes d'autres acteurs économiques du territoire :

- Des solutions de ravitaillement mobiles et adaptables en capacité de stockage permettraient de tester les usages, de quantifier les volumes et répondraient aux besoins en attendant la station définitive.
- Le site du SIVOM a été identifié pour potentiellement accueillir cette station provisoire afin de répondre :
 - o aux besoins des bennes à ordures,
 - o aux besoins d'autres industriels en proximité immédiate dans une logique d'économie circulaire.
- Le site de l'Autoport est également identifié à fort potentiel pour desservir notre filière logistique/transport régionale et accompagner sa transition énergétique.
- L'AAP ADEME permettrait de co-financer ces investissements.

Ces deux sites viendraient compléter l'offre privée à venir (projet de station à Ottmarsheim) essentiellement tournée vers la desserte des axes routiers frontaliers.

Ils ont l'avantage d'être situés à côté du réseau de distribution de GRT Gaz. Des échanges avec le distributeur ont permis de mettre en exergue les réseaux existants pouvant être utilisés pour des usages mixtes et des réflexions sont en cours pour développer un nouveau réseau.

Le projet de production d'hydrogène, la densité industrielle ainsi que la dynamique des acteurs portée par m2A incite GRT Gaz à accélérer les études à nos côtés.

Calendrier prévisionnel

- Septembre 2021 : dépôt à l'AAP ADEME « écosystèmes territoriaux hydrogène »,
- 1^{er} semestre 2022 : réponse et négociation avec ADEME,
- Fin 2022 : réponse,
- 2023 : acquisition des premiers véhicules et implantation station(s) provisoire(s),
- 2024 : Implantation de la station définitive.

Il est donc proposé que m2A :

- dépose une candidature à l'appel à projets écosystèmes territoriaux hydrogène, le cas échéant en partenariat avec des acteurs publics et privés du territoire ;
- oriente d'ici 2030 une partie de sa flotte de bennes vers l'hydrogène et acquiert une benne dès 2023 ;

- s'engage à installer sous condition une solution d'avitaillement de ces véhicules ;
- précise que les crédits nécessaires au financement des actions pour lesquels des subventions seront demandées au titre de l'AAP sont réservés au sein de la programmation pluriannuelle des investissements et notamment, en ce concerne les études complémentaires et le financement du surcoût des équipements lié à la technologie hydrogène, sur les lignes :

BP 2021 à hauteur de 120 000€ – Chapitre 204 – Compte 204182 – Enveloppe LC 25120 « Projets Blue industrie Sud Alsace ». – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

BP investissement 2022 à hauteur de 500 000€ - Chapitre 204 – Compte 20422 ligne de crédit LC 27445 « projets hydrogènes Blue Industries» – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

BP investissement 2023 à hauteur de : 500 000€- Chapitre 204 – Compte 20422 – ligne de crédit LC 27445 « projets hydrogènes Blue Industrie» – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve ce qui précède,
- décide de présenter la candidature de m2A à l'AAP écosystèmes territoriaux hydrogène, le cas échéant en partenariat avec des acteurs publics et privés du territoire,
- oriente d'ici 2030 une partie de sa flotte de bennes vers l'hydrogène et acquiert une benne dès 2023,
- décide l'installation, sous condition de réussite à l'AAP, d'une solution d'avitaillement de ces véhicules,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires au dépôt de la candidature à l'appel à projets.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIÉ CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

68 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

MODALITÉS D'APPLICATION DE LA TAXE DE SÉJOUR POUR 2022
(511/7.10.5/374C)

La taxe de séjour est une recette exclusivement affectée aux dépenses visant à favoriser la fréquentation touristique et aux actions relatives au développement touristique du territoire, conformément à l'article L. 2333-27 du CGCT.

Calculée au « réel », c'est-à-dire sur la fréquentation réelle de chaque établissement, la déclaration de perception de la taxe de séjour s'effectue chaque mois par chaque hébergeur, grâce à l'outil de télé déclaration mis en place gracieusement par la collectivité. Elle est reversée trimestriellement au Trésor Public, à l'exception des meublés de tourisme et chambres d'hôtes, qui peuvent effectuer un seul reversement annuel.

Tous les hébergeurs, logeurs professionnels (hôteliers, exploitants de campings, résidences de tourisme...) ou logeurs occasionnels louant tout ou partie de leur habitation personnelle, sont tenus de fournir un état récapitulatif lors du reversement.

Les principales évolutions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Elles ont été complétées par de nouvelles mesures prévues par les deux lois de finances 2019 et 2020, notamment s'agissant de la taxation des auberges collectives intégrée à la catégorie des hôtels, résidences et meublés de tourisme 1*, villages de vacances 1,2 et 3* et les chambres d'hôtes.

En 2021, la modification significative concerne le calendrier de reversement de la taxe de séjour collectée par les plateformes de commercialisation. Jusqu'à présent, un seul versement était requis au plus tard le 31 décembre. Dorénavant, les plateformes devront procéder à deux versements, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre.

Le reversement de la taxe de séjour au 30 juin de l'année N, devra en outre inclure les reliquats de la taxe de séjour collectée au 31 décembre de l'année N-1, non versés à cette date. Pour le reversement au 31 décembre de l'année N, il devra par conséquent inclure les reliquats collectés avant le 30 juin de la même année, non versés à cette date.

S'agissant des compléments à apporter à l'état récapitulatif qu'il appartient aux hébergeurs de joindre au reversement de la taxe de séjour collectée, ils devront obligatoirement contenir l'intégralité des informations suivantes : nombre de personnes logées et de nuitées, montant de la taxe perçue, motif d'exonération le cas échéant, date de début du séjour et date de perception, prix de chaque nuitée lorsque l'hébergement n'est pas classé et l'adresse du logement, y compris pour les plateformes de commercialisation.

Autre modification, le tarif plafond applicable à la catégorie des Palaces passe de 4 € à 4,20 €.

Compte tenu de ces nouvelles dispositions, pour permettre la relance de l'activité touristique du territoire, il est néanmoins proposé de ne pas modifier les tarifs ci-dessous, applicables aux hébergements de toutes natures, de toutes les communes de Mulhouse Alsace Agglomération, pour l'année 2022.

La grille tarifaire, ainsi que les nouvelles dispositions énumérées ci-dessus feront l'objet d'une information à l'ensemble des établissements du territoire via l'outil de télé déclaration.

Catégorie d'hébergement	Barème	Tarifs m2A en €, par nuit et par personne hors part CEA	Taxe totale m2A et CEA de 10%
Palaces	0,70 - 4,20	4,00	4,40
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5*et meublés de tourisme 5*	0,70 - 3,00	2,00	2,20
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4*et meublés de tourisme 4*	0,70 - 2,30	1,45	1,60
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3*et meublés de tourisme 3*	0,50 - 1,50	0,95	1,05
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2* et meublés de tourisme 2* Villages de vacances 4 et 5*	0,30 - 0,90	0,85	0,94
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1* et meublés de tourisme 1* Village de vacances 1,2 et 3* Chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 - 0,80	0,75	0,83
Terrains de Camping et terrains de caravanage 3, 4 et 5* Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Emplacement dans des aires de camping-cars et parcs de stationnement touristiques par tranche de 24h	0,20 - 0,60	0,50	0,55

Terrains de Camping et terrains de caravanage 1 et 2*			
Tout autre terrain d'hébergement de plein-air de caractéristiques équivalentes Ports de Plaisance		0,20	0,22
Tout hébergement non classé ou en attente de classement, à l'exception des hébergements de plein air	1% - 5%	4 %	4,40 %

Exonérations obligatoires pour toutes les catégories :

- pour les mineurs,
- pour les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- pour les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- pour les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur au montant fixé par chaque commune.

Période de perception

Pour tous les hébergements, les déclarations sont effectuées au plus tard le 10 du mois suivant la période concernée et les reversements effectués selon le tableau ci-dessous :


Période de collecte	Date limite de reversement (Excepté pour les plateformes)
Du 1 ^{er} janvier au 31 mars	Jusqu'au 10 avril
Du 1 ^{er} avril au 30 juin	Jusqu'au 10 juillet
Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre	Jusqu'au 10 octobre
Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Jusqu'au 10 janvier N+1

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve la grille tarifaire et les modalités de perception de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2022,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires,
- charge le Président ou son représentant de notifier ces décisions aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques par l'application OCSITAN.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**
Séance du 28 juin 2021

62 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**POLE MUSÉOGRAPHIQUE - SOLDES SUR SUBVENTIONS DE
FONCTIONNEMENT 2021 (513/7.5.6./398C)**

Le Conseil d'Agglomération soutient les musées scientifiques et techniques du territoire. Dans ce cadre, des avances sur subventions 2021 ont été accordées par l'assemblée délibérante réunie le 7 décembre 2020 et il est proposé au Conseil d'Agglomération d'attribuer aux musées le solde sur subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2021 selon le tableau ci-dessous :

Association	Subventions 2020	Subventions 2021	Solde proposé pour 2021	Imputation budgétaire
Association pour la gestion du Musée de l'Automobile	787 600 €	787 600 € (acompte : 350 000 €)	437 600 €	Fonct. 322 Env. 3855 Chap. 65 Nat. 6574
Association de la Cité du Train - Patrimoine SNCF	190 000 €	190 000 € (acompte : 152 000 €)	38 000 €	Fonct. 322 Env. 3856 Chap. 65 Nat. 6574
Association Musées Mulhouse Sud Alsace	216 998 €	216 998 € (acompte : 160 000 €)	56 998 €	Fonct. 322 Env. 3947 Chap. 65 Nat. 6574
Association du Musée du Papier Peint de Rixheim	128 502 €	128 502 € (acompte : 80 000 €)	48 502 €	Fonct. 322 Env. 13636 Chap. 65 Nat. 6574

Association du Musée de l'Impression Sur Etoffes	125 050 €	125 050 € (acompte : 100 000 €)	25 050 €	Fonct. 322 Env.3854 Nat. 6574
--	-----------	---------------------------------------	----------	-------------------------------------

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

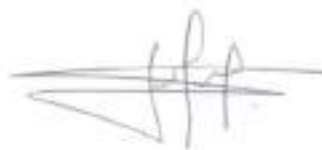
- décide l'attribution des soldes de subventions proposés,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à établir et signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 5 avenants.

Ne prennent pas part au vote (5) : Christine DHALLENNE, Christine DUPONT-DUFEUTRELLE, Gilbert FUCHS, Roland ONIMUS et Philippe WOLFF.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

AVENANT N° 1

A la Convention du 7 décembre 2020

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu de la délibération 398C et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association pour la Gestion du Musée de l'Automobile ayant son siège social au 192 avenue de Colmar 68200 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Madame Christine DHALLENNE, et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

Il est convenu que :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En exécution de la délibération 398C, m2A verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 437 600 €.

La subvention globale de fonctionnement pour 2020 est fixée à 787 600 €.

Le solde est viré au compte de l'Association :

Code banque : 16705 - Code guichet 09017 - Numéro de compte 08772291592
Clé RIB : 94 - Raison sociale, adresse de la banque : Caisse d'Epargne d'Alsace.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

3) le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le .

Pour m2A
le Président

Pour l'Association de Gestion du
Musée National de l'Automobile
la Présidente

Fabian JORDAN

Christine DHALLENNE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

AVENANT N° 1

A la Convention du 7 décembre 2020

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu de la délibération 398C et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association de la Cité du Train - Patrimoine SNCF, ayant son siège social au 2 rue Alfred de Glehn 68200 Mulhouse, représentée par son Président, M. Philippe MIRVILLE, et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

Il est convenu que :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En exécution de la délibération 398C, m2A verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 38 000 €.

La subvention globale de fonctionnement pour 2021 est fixée à 190 000 €.

Le solde est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10 278 - Code guichet 03000 - Numéro de compte 00020386101
Clé RIB : 76 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Mulhouse Europe.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

3) le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le .

Pour m2A

le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Association de
la Cité du Train - Patrimoine SNCF
le Président

Christophe CHARTRAIN

AVENANT N° 1

A la convention du 7 décembre 2020

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu de la délibération 398C et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association Musées Mulhouse Sud Alsace, ayant son siège social au 7 rue Pierre et Marie Curie 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Mme Christine DHALLENNE, et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

Il est convenu que :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En exécution de la délibération 398C, m2A verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 56 998 €.

La subvention globale de fonctionnement pour 2021 est fixée à 216 998 €.

Le solde est viré au compte de l'Association :

Code banque : 30087 - Code guichet 33281 - Numéro de compte 00025396001
Clé RIB : 51 - Raison sociale, adresse de la banque : CIAL CAE Mulhouse Sinne.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

3) le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le .

Pour m2A

le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Association
« Musées Mulhouse Sud Alsace »
la Présidente

Christine DHALLENNE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

AVENANT N° 1

A la convention du 7 décembre 2020

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu de la délibération 398C et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association du « Musée du Papier Peint de Rixheim », ayant son siège social au 28 rue Zuber 68170 RIXHEIM, représentée par son Président M. Emile INTONDI, et désignée sous le terme « l'association »

D'autre part,

Il est convenu que :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En exécution de la délibération 398C, m2A verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 48 502 €.

La subvention globale de fonctionnement pour 2021 est fixée à 128 502 €.

Le solde est viré au compte de l'Association :

Code banque : 10278- Code guichet 03036 - Numéro de compte 00028486945
Clé RIB : 63 - Raison sociale, adresse de la banque : CCM Rixheim.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

3) le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le .

Pour m2A

le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Association

« Musée du Papier Peint de Rixheim »
le Président

Emile INTONDI

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

AVENANT N° 1

A la Convention du 7 décembre 2020

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN, agissant en vertu de la délibération 398C et désignée sous le terme « m2A »

D'une part,

Et :

L'association du Musée de l'Impression sur Etoffes ayant son siège social au 14 rue Jean-Jacques Henner 68100 Mulhouse, représentée par sa Présidente, Madame Aziza GRIL-MARIOTTE, et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part,

Il est convenu que :

1) la rédaction de l'article 2 de la convention est complétée comme suit :

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

En exécution de la délibération 398C, m2A verse à l'Association le solde de la subvention de fonctionnement 2021 d'un montant de 25 050 €.

La subvention globale de fonctionnement pour 2021 est fixée à 125 050 €.

Le solde est viré au compte de l'Association :

Code banque : 14707 - Code guichet 50821 - Numéro de compte 49195128929
Clé RIB : 17 - Raison sociale, adresse de la banque : BP Alsace Lorraine Champagne.

2) les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

3) le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Fait à Mulhouse, le .

Pour m2A

le Président

Fabian JORDAN

Pour l'Association
Musée de l'Impression sur Etoffes
la Présidente

Aziza GRIL-MARIOTTE



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

67 élus présents (103 en exercice, 22 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

PLAN CLIMAT - FONDS CLIMAT NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE
- CONVENTION DE FINANCEMENT (401/7.5.5/369C)

La Transition Ecologique et Climatique est un engagement fort de Mulhouse Alsace Agglomération depuis une quinzaine d'années. Son 3^e Plan Climat, en cours d'actualisation, fixera les enjeux climatiques à l'horizon 2030 pour le Territoire.

Les communes sont actrices de premier plan dans la réalisation de ces objectifs. En amont de l'approbation du Plan Climat et parce que les enjeux climatiques n'attendent pas, m2A met en place le Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale afin de créer un effet levier pour de nouvelles actions et soutenir financièrement les communes dans la réalisation de leurs projets.

Pour 2021, ce fonds, qui s'élève à 1 million d'euros en 2021, est dédié à la mise en place d'équipements solaires photovoltaïques ou par dérogation, tout autre projet de production d'énergie renouvelable.

Chaque commune pourra bénéficier d'une subvention pour un montant allant jusqu'à 25 000 € versée par m2A, dans la limite de 80 % de toutes subventions publiques.

Les modalités d'attribution de cette subvention, pour 2021, sont détaillées dans le modèle de convention en pièce jointe.

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2021.

Chapitre 204 – Nature 20421 – Fonction 830
Service gestionnaire et utilisateur 401
Ligne de crédit n° 26268

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

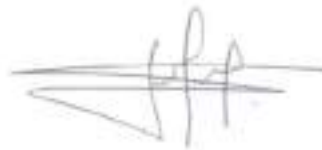
- approuve la création d'un fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale aux projets d'équipements solaires photovoltaïques ou par dérogation, tout autre projet de production d'énergie renouvelable réalisés par les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2021,
- approuve la proposition d'attribution d'une subvention au titre du fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale aux projets d'équipements solaires photovoltaïques ou par dérogation, tout autre projet de production d'énergie renouvelable pour un montant maximum de 25 000 euros par commune dans la limite de 80 % de toutes subventions publiques,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : convention

Abstention (1) : Michel LAUGEL.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

« FONDS CLIMAT NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE »

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE

Mulhouse Alsace Agglomération, dont le siège est 2, rue Pierre et Marie Curie – BP 90019 – 68948 Mulhouse Cedex 9, représentée par Monsieur Jean-Claude MENSCH, Conseiller communautaire délégué, dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération du 28 juin 2021

ci-après désignée « m2A »

d'une part,

Et

La commune de, dont le siège est, représentée par Madame / Monsieur, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du

ci-après désignée « la commune »

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de préciser les projets de la commune éligibles au dispositif du fonds climat nouvelle donne environnementale sous forme de subvention mise en œuvre par m2A au titre de l'exercice 2021,
- d'indiquer le plan de financement des opérations éligibles
- de préciser les modalités de versement de la subvention par m2A à la commune.

Article 2 : Description des projets éligibles au titre de l'exercice 2021

Sont éligibles au titre de l'exercice 2021, les projets des communes d'investissement d'équipements solaires photovoltaïques ou par dérogation, tout autre projet de production d'énergie renouvelable comprenant l'étude et/ou l'investissement en lui-même.

Article 3 : Plan de financement des opérations éligibles

La subvention pour chaque commune s'élèvera à un montant de 25 000 euros maximum au titre de l'exercice 2021 sur présentation de justificatifs.

Conformément aux modalités adoptées par les délibérations mentionnées ci-avant, le montant de cette subvention annuelle ne peut excéder 80% incluant toutes les subventions publiques.

Plan de financement du projet (modèle) :

Budget prévisionnel du projet (pour rappel l'aide ne peut porter que sur de l'investissement)	
Dépenses totales (HT)	Recettes
Nature des dépenses - montant	Financements publics <i>Type - Montant - Part du budget global</i> Financement Fonds Climat nouvelle Donne Montant <i>Montant - Part du budget global</i> Financements privés - financement participatif - Autres ressources (préciser) <i>Montant - Part du budget global</i> Part communale <i>Montant - Part du budget global</i>
TOTAL (HT)	

Votre contact pour toute information complémentaire : m2aplanclimat@mulhouse-alsace.fr et 03 69 77 06 07 ou 03 89 32 58 99

Article 4 : Modalités de demande et de versement de la subvention

Pour obtenir la subvention, la commune devra déposer sa demande sur la plateforme m2A sur <https://www.mulhouse-alsace.fr/agglo/demande-de-subventions/> accompagnée des pièces suivantes :

- Un descriptif du projet
- Un plan de financement sur le modèle indiqué à l'article 3
- Les devis des investissements liés au projet
- La délibération engageant l'opération
- Tout document relatif au projet
- Le RIB de la commune

Les dossiers devront être déposés pour l'année 2021 avant la date limite du 1er décembre 2021 à minuit.

Cette participation sera versée à la commune en deux versements :

- 50 % dans les 30 jours à compter de la signature de la convention par les parties ;
- 50% à la fin des travaux après réception des justificatifs prévus à l'article 5.

L'aide financière apportée par m2A au projet décrit à l'article 2 de la présente convention ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à la commune ou à un tiers, pouvant survenir lors de sa réalisation.

Article 5 : Obligations de la commune

Les dépenses ne pourront être engagées avant la signature de la convention. Toute dépense déjà engagée ou réalisée avant la date d'éligibilité des dépenses indiquée par m2A ne sera pas prise en compte.

La commune s'engage à transmettre à m2A, à l'issue des travaux pour lesquels la subvention est versée, un certificat administratif des dépenses réalisées, un état des dépenses réalisées et des recettes perçues.

En cas de non-réalisation, de réalisation partielle ou de modification substantielle dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la présente convention, m2A pourra exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la présente convention.

Article 6 : Communication

Pour chaque communication ou évènementiel (inauguration) de la commune sur l'opération soutenue, celle-ci doit mentionner le concours financier de m2A par tout moyen approprié en contactant en amont le service communication de m2A, ou le service Transition écologique et climatique.

Article 7 : Comptable assignataire

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier de m2A.

Article 8 : Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin lorsque les parties ont satisfait à l'ensemble de leurs obligations.

La présente convention prend fin de plein droit en l'absence de commencement d'exécution des travaux éligibles dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la présente convention. Dans ce cas, la subvention est reversée à m2A par la commune à compter de la réception du titre de recette correspondant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le montant de la subvention est ajusté au prorata des dépenses engagées par la commune à la date de résiliation de la présente convention. Le cas échéant, m2A émet un titre de recette en vue du reversement de la partie de la somme versée au titre de la présente convention et non utilisée à la date de la résiliation.

Article 10 : Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'interprétation ou l'application de la présente convention sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le
en deux exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération
Mulhouse Alsace Agglomération,

Le Conseiller Communautaire Délégué,
Jean-Claude MENSCH

Pour la commune de
.....,

Le Maire



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

66 élus présents (103 en exercice, 21 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**ETABLISSEMENT D'UN SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU
POTABLE : CONVENTION VILLE DE MULHOUSE – M2A (41/5.7.9/387C)**

Conformément à l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 161 de la loi « Grenelle2 » du 12 juillet 2010 : « Les communes ou EPCI compétents arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution (...). Le schéma comprend notamment un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable (...) ».

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand-Fesneau du 3 août 2018, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1^{er} janvier 2020.

Toutefois, pour la période du 01/01/2021 au 01/01/2023, m2A a souhaité déléguer par convention l'ensemble des compétences liées à la gestion de l'eau potable à ses communes membres et aux syndicats infra communautaires existant au 1er janvier 2020.

L'article 4 des conventions de délégation prévoit notamment l'engagement des autorités délégataires de contribuer à l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire « dont la maîtrise d'ouvrage sera déléguée à la Ville de Mulhouse, en raison de son expertise technique, par Mulhouse Alsace Agglomération ».

En effet, le service en régie « Eau » de la Ville de Mulhouse a engagé des travaux pour l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau sur son territoire dès 2014, qui ont très rapidement mis en évidence la nécessité d'élargir le périmètre d'étude au périmètre de m2A.

Ainsi, bien que ces études aient été suspendues, la Ville de Mulhouse dispose déjà de bases solides pour l'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau. Elle dispose par ailleurs de l'expertise, des compétences techniques et des moyens nécessaires pour mener le projet à bien.

C'est sur cette base que m2A souhaite déléguer à la Ville de Mulhouse la mission d'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau.

La convention présentée en pièce jointe acte du fonctionnement entre les deux collectivités dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable, et définit notamment les moyens financiers et techniques respectifs à mettre en œuvre.

Le coût total du schéma directeur est estimé à 300 K€ maximum, avec une prise en charge de l'AERM qui pourrait atteindre jusqu'à 80 %.

Les frais liés à l'exécution des contrats passés pour assurer l'exercice de la mission (assistance à maîtrise d'ouvrage et un bureau d'étude), seront engagés sur le budget annexe de l'eau et feront l'objet d'un remboursement par la m2A, une fois déduit le recouvrement des subventions qui seront instruites et récupérées par la ville de Mulhouse.

Les crédits sont disponibles aux budgets 2021 et suivants :
Chapitre 011 - article 617 – fonction 020
Service gestionnaire et utilisateur 310
Ligne de crédit n° 21454

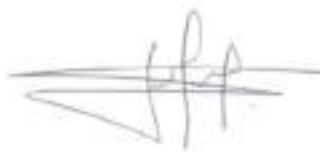
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



CONVENTION RELATIVE AU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU POTABLE

Entre MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION représenté par M. le Président Fabian Jordan, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil d'Agglomération en date du

Ci-après dénommé m2A,

D'une part,

ET

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par Mme Michèle LUTZ, dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du Conseil Municipal en date du

D'autre part,

Ci –après dénommé la Ville de Mulhouse

PREAMBULE :

Conformément à l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 161 de la loi « Grenelle2 » du 12 juillet 2010 : « Les communes ou EPCI compétents arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution (...). Le schéma comprend notamment un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable (...).

En application de la loi NOTRe du 7 août 2015, complétée par la loi Ferrand-Fesneau du 03 août 2018, et la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, les compétences eau, assainissement et eaux pluviales urbaines ont été transférées à Mulhouse Alsace Agglomération au 1^{er} janvier 2020.

Toutefois, pour la période du 1/01/2020 au 01/01/2023, m2A a souhaité déléguer par convention l'ensemble des compétences liées à la gestion de l'eau potable à ses communes membres et aux syndicats infra communautaires existant au 1er janvier 2020».

L'article 4 des conventions de délégation prévoit notamment l'engagement des autorités délégataires de contribuer à l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle communautaire « dont la maîtrise d'ouvrage sera déléguée à la Ville de Mulhouse, en raison de son expertise technique, par Mulhouse Alsace Agglomération ».

En effet, le service en régie de la Ville de Mulhouse a engagé des travaux pour l'élaboration d'un schéma directeur de l'eau sur son territoire dès 2014, qui ont très rapidement mis en évidence la nécessité d'élargir le périmètre d'étude au périmètre de m2A.

Ainsi, bien que ces études aient été suspendues, la Ville de Mulhouse dispose déjà de bases solides pour l'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau. Elle dispose par ailleurs de l'expertise, des compétences techniques et des moyens nécessaires pour mener le projet à bien.

C'est sur cette base que m2A souhaite déléguer à la Ville de Mulhouse la mission d'élaboration d'un schéma directeur communautaire de l'eau.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation de compétence par m2A à la Ville de Mulhouse, de la mission élaboration d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération.

Seule l'élaboration du Schéma Directeur est incluse dans les missions confiées à la Ville de Mulhouse

ARTICLE 2 : CONTENU ET ORGANISATION DE L'ELABORATION DU NOUVEAU SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION DE L'EAU POTABLE

L'élaboration de ce schéma directeur d'alimentation de l'eau potable poursuit les objectifs suivants :

- Analyse du patrimoine actuel et perspectives d'évolution pour définir sa préservation, sa rénovation et son optimisation.
- Etude des stratégies permettant de garantir sur la durée, la qualité, la quantité et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable
- Etablissement des propositions des modalités de financement pour la réalisation du schéma et son suivi
- Propositions d'outils de gestion de service (modélisation, gestion patrimoniale, indicateurs...)
- Conformément à l'article D2224-5-1 du code général des collectivités territoriales , le schéma directeur de distribution élaboré par la Ville de Mulhouse doit notamment comprendre le plan des réseaux mentionnant la localisation des dispositifs généraux de mesures et un inventaire des réseaux comprenant la mention des linéaires de canalisations, la mention de l'année ou, à défaut de la période de pose, la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement, la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code ainsi que les informations disponibles sur les matériaux utilisés et les diamètres des canalisations
- Analyse des conditions réglementaires, techniques et financières d'alimentation en eau potable de toutes les communes membres de m2A et des problèmes existants, tant réglementaires que techniques, tant quantitatifs que qualitatifs, tant au niveau de la ressource qu'au niveau des systèmes de production et de distribution,
- Elaboration d'un programme de travaux sur le court, moyen et long terme adapté aux besoins de la collectivité et à ses moyens (techniques et surtout financiers en lien avec le prix de l'eau) et éventuellement un programme de travaux permettant de gérer la phase

transitoire pendant laquelle des études complémentaires sont menées pour définir le scénario.

M2A détient la propriété intellectuelle de l'étude. Toutefois, toutes les collectivités et syndicats exerçant la compétence eau par délégation pourront avoir l'accès et l'usage à l'étude.

La révision du schéma directeur ne fait pas l'objet de la présente convention.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ORGANISATION DES MISSIONS

La Ville de Mulhouse a la charge **du pilotage technique** du schéma directeur de distribution de l'eau potable.

La Ville de Mulhouse dans le cadre de l'élaboration de ce projet devra veiller à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementation applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la mission qui lui incombe au titre de la présente convention.

La Ville de Mulhouse met en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer les missions qui lui sont confiées.

Pour l'élaboration du schéma directeur de distribution de l'eau potable, la ville de Mulhouse s'appuiera notamment sur :

- Son personnel affecté aux missions assurées en régie,
- Une assistance à maîtrise d'ouvrage et un bureau d'étude.

La Ville de Mulhouse assure la gestion de tous les contrats en cours afférents à la réalisation de l'étude du schéma directeur de distribution de l'eau potable.

Les contractants seront informés par la Ville de Mulhouse de l'existence de la délégation que celle-ci exerce pour le compte de m2A.

La Ville de Mulhouse prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. Ces décisions, actes, ou conventions mentionnent le fait que la Ville de Mulhouse agit au nom et pour le compte de m2A.

Ces dispositions s'appliquent également pour les conventions soumises aux règles de la commande publique à conclure pendant la durée de la présente convention ou devant faire l'objet d'un avenant. La Ville de Mulhouse se chargera de la préparation, la passation, la signature et le suivi de ces conventions.

M2A a la charge du pilotage politique et stratégique et à ce titre :

- M2A s'engage à organiser la coordination politique avec les communes et les structures extérieures.
- M2A est en charge de l'organisation des instances qu'elle jugera nécessaire afin de faire valider et de présenter les différentes étapes d'élaboration du schéma directeur de

l'alimentation de l'eau potable, à la demande de la Ville en fonction de l'avancement des différentes étapes de réalisation du schéma directeur

- M2A s'engage également à transmettre toutes les informations nécessaires et en sa possession permettant de réaliser la mission confiée à la Ville de Mulhouse

ARTICLE 4 : COMITE TECHNIQUE DE SUIVI ET COMITE DE PILOTAGE

Un **comité technique** sera constitué pour suivre l'avancement des travaux. Il sera composé des représentants de la Ville de Mulhouse, de M2A, de l'assistant à maîtrise d'ouvrage et du bureau d'études en charge de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable.

Le comité technique se réunit autant de fois que nécessaire durant tout le processus de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable. Il pourra faire appel à différents experts dans l'élaboration des phases suivantes :

- Partage du diagnostic de l'existant réalisé
- Délimitation des points problématiques ou des enjeux particuliers de l'alimentation en eau potable sur le territoire
- Définition de scénarii de développement et d'amélioration des réseaux d'alimentation en eau potable et des dysfonctionnements constatés ;
- Choix du scénario
- Elaboration du schéma d'alimentation en eau potable proprement dit

Un **comité de pilotage** sera en charge de la validation des orientations concernant le schéma. Il sera composé du comité technique et des partenaires externes et organisé par la ville de Mulhouse lors des étapes clés de validation. La Ville et m2A seront représentées dans les deux instances.

En outre les partenaires extérieurs suivants seront invités :

- L'Agence Régionale de la Santé (ARS) Grand Est,
- L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM),
- La Direction Départementale des Territoires (DDT) du Haut-Rhin,
- Le Conseil Départemental devenu Collectivité Européenne d'Alsace (CEA),
- La Région Grand-Est,
- La Sous-Préfecture du Haut-Rhin,
- Le Syndicat Mixte du Barrage de Michelbach (SMBM)

Ce comité de pilotage effectuera un point d'avancement sur les travaux de réalisation du schéma directeur aussi souvent que nécessaire.

Les deux comités agiront de manière coordonnée pour valider les travaux tout au long de l'élaboration du schéma. La transversalité entre les services de la ville de Mulhouse et de m2A sera recherchée en permanence.

ARTICLE 5 : PERSONNELS ET SERVICES

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent sous l'autorité hiérarchique du Maire, en application des dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et sous son autorité fonctionnelle.

ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES, COMPTABLES ET BUDGETAIRES

6.1 Rémunération

Ni la Ville de Mulhouse, ni m2A ne percevront de rémunération au titre de la réalisation de cette mission.

La Ville de Mulhouse, mettra du personnel du service de l'eau à disposition, à titre gracieux, pour le suivi des différentes missions de coordination et de suivi des missions d'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable.

6.2 Dépenses et recettes liées à l'exercice des missions

La Ville de Mulhouse engage et mandate les dépenses dans la limite du plafond des dépenses mentionnées à son budget annexe.

Les dépenses supplémentaires qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par m2A.

La Ville de Mulhouse encaisse également les recettes y compris les subventions liées à la réalisation du schéma directeur de l'eau potable objet de la présente convention et dans le cadre des montants mentionnés à l'article 3.

La Ville de Mulhouse sollicite toutes les subventions auxquelles m2A est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires.

Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse fera les demandes de subvention à son nom.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice des missions exercées.

La Ville de Mulhouse fournira un état des dépenses acquittées et des recettes perçues pour réaliser cette opération à la fin de chaque année civile accompagné des copies des factures.

La Ville de Mulhouse procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la dépense publique. Elle procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux règles de la comptabilité publique.

Tout intérêt moratoire dû par la Ville de Mulhouse pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

6.3 Modalités de remboursement

La Ville de Mulhouse transmettra à m2A un décompte des prestations réalisées dûment certifié, accompagné d'une copie des factures ou de toute autre pièce justificative.

La Ville de Mulhouse transmettra en outre à m2A un état des recettes dûment certifié accompagnées des pièces justificatives.

Pour que m2A puisse réintégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, le décompte distinguera les montants relatifs tant en dépenses qu'en recettes:

- A la section fonctionnement, en faisant apparaître les dépenses de personnel distinctement des autres dépenses
- A la section investissement

Il est procédé au versement dû par m2A dans le délai règlementaire.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES

La Ville de Mulhouse est soumise à une obligation de moyens. Sa responsabilité ne saurait être engagée dans l'hypothèse du non aboutissement de la réalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable dès lors qu'elle a mis en œuvre toutes les diligences nécessaires à sa réalisation.

La Ville de Mulhouse et m2A sont responsables à l'égard des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant des obligations ou du non-respect des obligations qui découlent de la présente convention.

ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur au 3 mai 2021 et est conclue pour la durée totale de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable. La convention prendra fin à l'issue de tous les règlements financiers prévus.

A titre indicatif, la durée pour l'élaboration du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable est estimée entre 18 et 24 mois.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par délibération de M2A, dès que le périmètre de la compétence établissement d'un schéma directeur d'alimentation de l'eau potable aura été défini
- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après la mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.
- Dans l'hypothèse où la délégation de la compétence eau prendrait fin avant l'achèvement de la mission réalisation d'un schéma directeur pour d'alimentation de l'eau potable, m2A reprendra la charge de l'achèvement de la mission soit en régie soit par délégation.

En cas de résiliation avant la finalisation du schéma directeur d'alimentation de l'eau potable, m2A devra régler à la Ville de Mulhouse l'ensemble des dépenses engagées avant l'information de la résiliation.

ARTICLE 9 : CLAUSE DE RECOURS

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le, en exemplaires

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président ,

Fabian JORDAN

Pour la Ville de Mulhouse
Le Maire,

Michèle LUTZ



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

64 élus présents (103 en exercice, 21 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

**CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE LA MOBILITE
URBAINE DU RESSORT TERRITORIAL DE MULHOUSE ALSACE
AGGLOMERATION : AVENANT 1 (54/1.2.2/394C)**

Par convention de délégation de service public, Mulhouse Alsace Agglomération, autorité organisatrice de la mobilité, a confié la gestion du service public de la mobilité urbaine de l'agglomération de Mulhouse à Soléa pour une durée de 6 années à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2024. Depuis la signature de la délégation de service public (DSP), différentes modifications sont intervenues qui nécessitent d'être formalisées par avenant.

Un réseau renouvelé a été déployé en septembre 2019 suite à une phase de concertation avec les communes, plusieurs ajustements ont été apportés à l'offre contractuelle de référence de ce réseau renouvelé. Celle-ci doit donc être modifiée pour en tenir compte.

De plus, dans le cadre de la préparation de ce réseau renouvelé, il est apparu opportun de diversifier les types de véhicules existants avec l'acquisition de nouveaux véhicules midibus. Le coût marginal de ces véhicules doit être évalué et inscrit dans la convention. D'autres modifications des coûts marginaux sont également proposées afin de prendre en compte les situations réelles.

Par ailleurs, par délibération du 20 mai 2019, Mulhouse Alsace Agglomération a adopté une grille tarifaire plus volontariste que celle prévue par la convention, en simplifiant la gamme, avec une baisse tarifs des titres occasionnels et dans le même temps un gel des tarifs des abonnements. Ainsi, pour la première fois, les tarifs Soléa ont globalement diminué au 1er juillet 2019. Conformément à l'article 19 de la convention, les engagements de recettes du délégataire sont revus après une période d'observation d'un an. Compte tenu des incertitudes, un

gel du système d'intéressement aux recettes est également proposé pendant la période d'observation.

Dans le cadre de son engagement pour l'environnement, m2A a également souhaité accélérer la migration vers des bus propres. La commande de bus diesel prévue en 2019 a ainsi été annulée et remplacée par une commande supplémentaire de bus au biogaz en 2020. Des mesures particulières sont prévues dans le présent avenant pour tenir compte des conséquences de cette décision sur le parc de bus mis à disposition du délégataire.

En accord avec la Région Grand Est et Saint Louis Agglomération, la gestion de la ligne interurbaine Mulhouse – Saint-Louis est désormais déléguée aux Agglomérations conformément à la délibération du Conseil d'Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération du 18 juin 2018. Le présent avenant prévoit l'intégration de la ligne en question au réseau Soléa.

Enfin, la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 a eu un impact sur l'équilibre économique de la Convention depuis mars 2020, notamment lié aux mesures règlementaires de confinement, de restriction des déplacements, et aux décisions nationales ou locales de fermeture ou de restriction à l'accès des établissements scolaires ou d'études supérieures... En vertu de l'article 26 de la Convention, les parties se sont rencontrées pour procéder au rétablissement de l'équilibre économique de la Convention, en ajustant pour l'exercice 2020, le forfait de charges à la production, en adaptant le forfait de charges de l'activité Transports de Personnes à Mobilités Réduites (TPMR) en suspendant les clauses de pénalités au titre de la démarche qualité, et en déterminant des dispositions adaptées au traitement des engagements et intéressements de Soléa au titre de l'évolution des recettes pour 2020 et 2021.

D'autres régularisations diverses sont également traitées par le présent avenant ; ces nouvelles dispositions recouvrent : les modalités financières relatives à la desserte de l'école relais de l'Illberg, le correctif du décompte du forfait de charge de l'option 5 relatif au TPMR, la prise en charge directe par m2A des factures d'eau pour l'arrosage de la plateforme, et de nouvelles mesures applicables à la publicité et l'affectation d'un tramway à la communication de m2A.

Au final, cet avenant permet d'acter une diminution du forfait de charges d'un montant de 4 millions d'euros pour 2020 ainsi qu'une intégration des surcoûts ponctuels 2019 à 2021 pour 242 000€, et d'ajuster le forfait de charges entre 2021 et 2024 avec une augmentation nette d'environ 50 000€ par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'avenant n°1 à la convention de gestion du réseau de transports publics urbains de voyageurs de l'agglomération Mulhousienne,
- autorise le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public ainsi que toutes les pièces nécessaires à son application.


PJ : 1

Abstention (1) : Joseph SIMEONI.

Ne prend pas part au vote (1) : Yves GOEPFERT.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Fabian JORDAN', is written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**CONVENTION POUR LA
GESTION DU SERVICE PUBLIC DE LA MOBILITE URBAINE
DU RESSORT TERRITORIAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
SUR LA PÉRIODE 2019 - 2024**

=====

AVENANT N°1

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), 2, rue Pierre et Marie Curie 68 948 MULHOUSE cedex, représentée par son Président, Monsieur Fabien JORDAN, autorisé à signer l'avenant n°1 par délibération du conseil d'agglomération du xxxxxxx,

Ci-après dénommée « l'Autorité Délégante » ou « m2A »,

D'une part,

et

SOLEA, Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 1 500 000 €, dont le siège est 97, rue de la Mertzau 68 100 MULHOUSE, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de MULHOUSE sous le numéro 945 551 018, représentée par Monsieur Alexis STEYAERT, son Directeur Général,

Ci-après dénommée « le Délégitaire » ou « Soléa »

D'autre part,

Ensemble, ci-après dénommées « les Parties »

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Il est préalablement exposé ce qui suit.

Par convention de délégation de service public (ci-après « la Convention ») signée le 17 décembre 2018, m2A, autorité organisatrice de la mobilité, a confié la gestion du service public de la mobilité urbaine de l'agglomération de Mulhouse à Soléa pour une durée de 6 (six) années à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2024.

1° - Conformément à cette convention, un réseau renouvelé a été lancé le 1^{er} septembre 2019. Pendant la phase de concertation avec les communes, après la signature de la convention fin 2018, plusieurs ajustements ont été apportés à l'offre contractuelle de référence du réseau renouvelé. Celle-ci doit donc être modifiée pour en tenir compte.

Dans le cadre de la préparation de ce réseau renouvelé, il est apparu opportun de diversifier les types de véhicules existants avec l'acquisition de midibus. Le coût marginal de ces véhicules doit être évalué et inscrit dans la convention. D'autres modifications des coûts marginaux sont également proposées afin de prendre en compte les situations réelles.

2° - Par ailleurs, par délibération du 20 mai 2019, m2A a adopté une grille tarifaire plus volontariste que celle prévu par la convention en simplifiant la gamme, en baissant les tarifs des titres occasionnels et en gelant les tarifs des abonnements. Ainsi, pour la première fois, les tarifs Soléa ont globalement diminué au 1^{er} juillet 2019. De ce fait, et conformément à l'article 19 de la convention, les engagements de recettes du délégataire sont revus après une période d'observation d'un an. Compte tenu des incertitudes, un gel du système d'intéressement aux recettes est également proposé pendant la période d'observation.

3° - Dans le cadre de son engagement pour l'environnement, m2A a également souhaité accélérer la migration vers des bus propres. La commande de bus diesel prévue en 2019 a ainsi été annulée et remplacée par une commande supplémentaire de bus au biogaz en 2020. Des mesures particulières sont prévues dans le présent avenant pour tenir compte des conséquences de cette décision sur le parc de bus mis à disposition du délégataire.

4° - En accord avec la Région Grand Est et Saint Louis Agglomération, la gestion de la ligne interurbaine Mulhouse-St Louis est désormais déléguée aux agglomérations. Le présent avenant prévoit l'intégration de la nouvelle ligne relevant de la responsabilité de m2A au réseau Soléa.

5° - Enfin, le présent avenant doit permettre aux Parties de traiter les impacts de la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de la COVID-19, cet évènement extérieur aux Parties et au caractère imprévisible, notamment eu égard aux mesures règlementaires de confinement, de restriction des déplacements, et aux décisions nationales ou locales de fermeture ou de restriction à l'accès des établissements scolaires ou d'études supérieures, ayant affecté l'équilibre économique de la Convention depuis mars 2020.

L'ensemble de ces mesures règlementaires prises par les pouvoirs publics étant par nature extérieures aux Parties et revêtant un caractère imprévisible quant à leurs impacts, eu égard aux conditions initiales selon lesquelles la Convention a été conclue, il importe pour les Parties de limiter les conséquences de ladite crise sanitaire et de remédier aux perturbations affectant le service public de mobilité urbaine de Mulhouse Alsace Agglomération, pour les périodes considérées de confinement ou de restrictions des déplacements de la population, au cours de l'année 2020.

En outre, l'article 26 de la Convention dispose que :

« L'exécution du service public de transport peut être affectée par l'évolution des conditions économiques générales mais également par des événements ou des circonstances externes à l'Autorité Délégante comme au Délégataire. Ces événements ou circonstances sont de nature à avoir un impact significatif sur l'équilibre économique général de la convention. Leurs effets peuvent être ressentis tant au niveau des coûts d'exploitation qu'à celui du trafic et des recettes sans qu'ils puissent être raisonnablement mesurés à la date d'effet de la convention. Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques générales et des événements ou circonstances externes aux parties cocontractantes de nature à en modifier les conditions d'exploitation, l'Autorité Délégante et le Délégataire se rencontrent pour discuter de leur impact sur la convention et envisager le cas échéant et dans les limites légales, une révision des dispositions de la convention... »

Dans ce contexte, les Parties se sont rencontrées et ont ainsi convenu de constater et de prendre en compte les conséquences techniques et financières de la crise sanitaire Covid 19 afin de procéder au rétablissement de l'équilibre économique de la Convention, en ajustant pour l'exercice 2020, le forfait de charges à la production, en adaptant le forfait de charges de l'activité TPMR, en suspendant les clauses de pénalités au titre de la démarche qualité, et en déterminant des dispositions adaptées au traitement des engagements et intéressements de Soléa au titre de l'évolution des recettes pour 2020 et 2021.

Ainsi, s'agissant des conséquences économiques de la crise sanitaire, sur l'exercice 2020, l'impact Covid 19 s'est traduit par une baisse des recettes de l'ordre de 36 %, soit un impact d'environ 3,3 M€. Ce manque à gagner a été compensé par les économies générées par la baisse de production de l'offre de transport de mars à juillet 2020 et par la prise en charge de l'activité partielle, soit une baisse de 3,3 M€ qui couvre également les surcoûts liés aux frais de désinfection des bus, d'information voyageurs sur les gestes barrières et d'équipements de protection du personnel (masques et gel hydroalcoolique).

Toutes ces actions ont permis de contribuer à l'équilibre économique de la Convention de DSP pour l'exercice 2020.

6° - Le présent avenant est négocié dans le cadre des dispositions de l'article L.3135-1 et des articles R.3135-1 à R.3135-8 du Code de la Commande Publique.

7° - D'autres régularisations diverses sont également traitées par le présent avenant ; ces nouvelles dispositions recouvrant les modalités financières relatives à la desserte de l'école relais de l'illberg ; le correctif du décompte du forfait de charge de l'option 5 ; la prise en charge directe par m2A des factures d'eau pour l'arrosage de la plateforme ; et de nouvelles mesures applicables à la publicité et l'affectation d'un tramway à la communication de m2A.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant n° 1 a pour objet :

- D'adapter l'offre et les montants de référence du Forfait de Charges suite à la mise en œuvre du réseau renouvelé, au 1^{er} septembre 2019,
- D'ajuster les coûts marginaux des différents types de véhicules,

- De redéfinir les engagements de recettes tarifaires en application de l'article 19 de la Convention et d'acter le gel de l'intéressement aux recettes du Délégué pendant la période d'observation,
- De préciser les modalités de prise en charge des surcoûts liés à la décision de reporter d'un an l'acquisition des bus diesel prévue en 2019 et de préparer l'installation de la station de compression pour les bus au biogaz,
- D'intégrer à l'offre de référence, les lignes transférées à m2A par la Région Grand Est,
- De prendre en compte l'impact de la COVID 19 sur l'année 2020 et de fixer de nouvelles dispositions adaptées au traitement des engagements et intéressements de Soléa au titre de l'évolution des recettes pour 2021.
- De régulariser des points divers : décompte définitif de la desserte de l'école relais de l'illberg ; correctif du décompte du Forfait de Charges de l'option 5 ; prise en charge directe par m2A des factures d'eau pour l'arrosage de la plateforme ; affectation d'un tramway à la communication de m2A.

Article 2 – Principes de calculs du Forfait de Charges

Les articles 8 et 9 de la Convention prévoient des dispositions, selon les cas, pour traiter des modifications de services et faire évoluer les bases de calcul du Forfait de Charges à l'offre de transport décidée par m2A et mise en œuvre par Soléa ; il convient toutefois d'adapter les dispositions aux évolutions constatées et de préciser les conditions d'application de ces articles.

Un des principes du calcul du Forfait de Charges de cette Convention de DSP est d'associer autant que faire se peut la collectivité aux évolutions de la productivité du réseau ; cette productivité dépendant en grande partie de la définition de l'offre retenue par m2A (itinéraires, fréquences, terminus, amplitude, ...).

L'objectif du présent article est de coordonner les dispositions prévues aux articles 8 et 9 de la Convention de DSP en précisant comment s'articule cette association de la collectivité à la productivité.

Il existe également d'autres événements en dehors de l'évolution de l'offre de transport qui nécessitent des dispositions qui doivent faire l'objet d'ajustements des bases de calcul du Forfait de Charges.

Sont donc successivement traités aux présentes :

- Les ajustements de l'offre en propre et de l'offre sous-traitée sur la base de l'offre commerciale,
- Les ajustements de l'offre en propre et de l'offre sous-traitée qui nécessitent une analyse d'exploitation,
- Les autres ajustements,
- Le suivi des bases de calcul du Forfait de Charges.

Toutes les valeurs retenues ou calculées sont extraites des tableaux financiers initiaux de la Convention sont exprimées en valeur de la convention initiale, c'est-à-dire en hors Tva et, en l'absence de précision contraire, en valeur janvier 2018.

Les dispositions du présent article sont soumises aux adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire de la Covid-19 survenue depuis mars 2020, et qui s'imposent aux présentes.

Il sera précisé à chaque article ci-après si les ajustements doivent faire ou non l'objet d'un suivi des évolutions des références de calcul du Forfait de Charges – annexe 6.

Article 2.1 – Ajustements de l’offre en propre et de l’offre sous-traitée sur la base de l’offre commerciale,

Il s’agit des modifications d’offre qui ne modifient pas sensiblement les conditions d’exploitation des différents services. Hors cas de restructuration du réseau, il a été convenu entre les parties que les règles définies ci-après s’appliquent en dehors des cas de modifications de terminus ou de la création de nouvelles lignes.

A conditions d’exploitation identiques, les Parties conviennent cependant de tenir compte de l’évolution du parc nécessaire pour assurer le service qui dépend du volume de kilomètres produits. Par mesure de simplification, sont distingués

- Les ajustements marginaux quand l’évolution du volume kilométrique reste inférieure à 50 000 km par an et par rapport à l’offre contractuelle des bus
- Ou les ajustements non marginaux dans le cas contraire.

Les règles définies ci-après sont établies sans préjudice de l’application des dispositions de l’article 8.4 de la Convention sur les impacts de l’évolution de la vitesse commerciale.

Ces ajustements ne nécessitent pas de mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.1.1 – Ajustements marginaux ne modifiant pas les conditions d’exploitation aux terminus ou la création de nouvelles lignes

Conformément à l’article 1.2 de la Convention de délégation de service public (option 1 – Réseau optimisé), un réseau de bus renouvelé a été lancé le 1^{er} septembre 2019. Pendant la phase de concertation avec les communes, après la signature de la Convention, le 17 décembre 2018, plusieurs ajustements ont été apportés à l’offre contractuelle de référence du réseau renouvelé.

D’une manière générale, les ajustements par rapport à l’offre prévue contractuellement entrent dans la catégorie des modifications courantes prévues à l’article 9.1 de la Convention ; c’est-à-dire un ajustement du Forfait de Charges en fonction de l’évolution des kilomètres commerciaux marginaux par type de véhicule ; que l’offre soit sous-traitée ou non.

Un tableau de calcul de ces coûts kilométriques commerciaux marginaux est fourni en annexe 1 au présent avenant.

Article 2.1.2 – Ajustements non-marginaux de la production en propre et ne modifiant pas les conditions d’exploitation aux terminus ou ne nécessitant pas la création de nouvelles lignes

Le coût kilométrique commercial marginal ne peut pas s’appliquer quelle que soit l’évolution de l’offre ; il n’intègre pas notamment les coûts de possession des véhicules si le Délégué a besoin d’un véhicule supplémentaire en parc (contrôle technique, police assurance, ...), ni le coût de la main d’œuvre de maintenance, ni les coûts de sous-traitance atelier, ...

Au-delà d’une progression significative de la production kilométrique en bus, il sera fait application des règles de l’article 2.1.1 ci-dessus à laquelle sera ajoutée une somme forfaitaire de 24 100 € par tranche de 50 000 km supplémentaires par an correspondant au coût de possession d’un véhicule.

Les kilomètres supplémentaires sont mesurés par différence entre la somme des kilomètres des bus (quel que soit leur type), dans l'offre contractuelle (tenant compte des mises à jour par avenants) et dans l'offre théorique de l'année concernée.

Le détail du calcul de la somme forfaitaire de 24 100 € est fourni en annexe 1.

Au cas où la production vient à baisser au-delà de 50 000 km par an, la règle définie ci-avant s'applique si les conditions d'exploitation permettent de faire l'économie d'un véhicule.

Article 2.2 – Ajustements de l'offre en propre et de l'offre sous-traitée qui nécessitent une analyse d'exploitation,

Les dispositions définies au présent article s'appliquent aux modifications d'offre qui font évoluer les conditions d'exploitation des différents services réalisés en propre ou qui nécessitent une renégociation des coûts d'exploitation des services sous-traités.

Ces évolutions ayant des incidences spécifiques sur les coûts ; il a été convenu entre les Parties que les règles définies ci-après s'appliquent en cas de modifications de terminus ou en cas de création de nouvelles lignes ou de restructuration du réseau.

Ces ajustements nécessitent la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges selon les modalités fixées ci-après.

Article 2.2.1 – Ajustements de la production en propre et modifiant les conditions d'exploitation aux terminus

Les modifications des terminus peuvent modifier fortement les conditions d'exploitation, les parties admettant dans ces circonstances que la prise en compte financière dans le Forfait de Charges reflète l'évolution réelle des coûts aux conditions de valorisation initiale.

Après étude et évaluation des unités d'œuvre, le coût pris en compte est composé de :

- La conduite en fonction des heures d'exploitation,
- Les coûts directement variables comme l'énergie,
- Les coûts indirectement variables comme les pièces détachées, la sous-traitance, la main d'œuvre d'atelier,
- Les coûts fixes.

Un tableau de calcul de ces coûts d'exploitation est fourni en annexe 2

Les coûts d'exploitation résumés dans cette annexe 2 sont tous issus des différents tableaux financiers annexés à la Convention initiale en valeur janvier 2018. Les coûts fixes ont été calculés à l'annexe 1.

La première année de la modification de l'offre, et dans l'attente de l'avenant qui doit matérialiser l'accord sur la prise en compte définitive de cette évolution, les kilomètres supplémentaires sont considérés comme ne modifiant pas les conditions d'exploitation et sont traités selon les conditions de l'article 2.1 ci-avant.

Article 2.2.2– Production sous-traitée, modifications et nouveaux services sous-traités

Les adaptations substantielles de l'offre kilométrique des lignes sous-traitées font l'objet d'adaptation des contrats de sous-traitance en vigueur ou font l'objet d'appels d'offres, et sont soumis à une Commission d'Appels d'Offres (CAO) de Soléa.

Les écarts de kilométrage et de Forfait de Charges sont ajoutés ou enlevés des références contractuelles constituées par l'annexe 1 et l'annexe 10 de la Convention initiale, et font l'objet d'un accord entre les Parties (annexe 6 du présent avenant).

Dans les cas de modification de l'offre, la première année, et dans l'attente de l'avenant qui doit matérialiser l'accord sur la prise en compte définitive de cette évolution, les kilomètres supplémentaires sont considérés comme ne modifiant pas les conditions d'exploitation et sont traités selon les conditions de l'article 2.1 ci-avant.

Article 2.2.3– Restructuration du réseau, extensions, création ou reprises de lignes

Ces adaptations substantielles de l'offre kilométrique sont valorisées selon les règles définies aux articles 2.2.1 et 2.2.2 ci-avant.

Toutefois, la règle qui prévoit une dérogation d'une année du calcul du Forfait de Charges ne s'applique pas ; les bases de calcul sont mises à jour dès la mise en œuvre de l'évolution du service.

Article 2.3 – Autres ajustements

Article 2.3.1 - Les Midibus

Les véhicules circulant sur la ligne 13 du réseau sont de type Midibus : plus petits qu'un bus standard, afin de passer dans le tunnel sous la voie ferrée à Brunstatt-Didenheim, et plus grand qu'un minibus pour disposer d'une capacité suffisante, notamment en heure de pointe.

Le coût kilométrique marginal de ce nouveau type de véhicule n'est pas prévu dans la Convention initiale. Il est calculé sur la base d'hypothèses matérialisées dans les annexes du présent avenant relatives aux différents coûts kilométriques des bus standards dont il est proche. Les différentes annexes sur les coûts kilométriques applicables détaillent ce calcul.

Cet ajustement ne nécessite pas la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.2 - Location de véhicules d'exploitation pour la ligne 13 d'août 2019 à juin 2020

Les délais de mise en œuvre du nouveau réseau étant incompatible avec celui de l'acquisition et de la livraison de midibus pour la rentrée de septembre 2019, il a été décidé de louer des véhicules de ce gabarit dans l'attente de l'arrivée des véhicules acquis. Les véhicules étant normalement mis à la disposition de Soléa pour assurer le service, m2A prend en charge le coût de la location à l'euro l'euro. Il est donc convenu que le coût de cette location soit inclus dans le Forfait de Charges.

Le premier véhicule est facturé à partir du 15 août 2019 et le second à partir du 1^{er} septembre 2019. Le montant à ajouter au Forfait de Charges est donc de 875 € au titre du mois d'août 2019, puis de 3 500 € par mois pour les deux véhicules pour la durée réelle de la location jusqu'au 30 juin 2020. Soit un montant de 35.875 € en valeur courante.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges, mais il ne fait pas l'objet d'une actualisation du coût.

Article 2.3.3 – Coût kilométrique des taxis

En raison de conditions exceptionnellement favorables lors de la mise en concurrence par Soléa des services réalisés en taxis, le coût kilométrique est significativement inférieur à celui qui figure dans la Convention. Afin de prendre en compte ces conditions économiques, le coût kilométrique des taxis est revu à la baisse, ramené en valeur 01/2018.

Ce coût kilométrique taxi est valable pendant la durée des contrats de sous-traitance qui lient les taxis à Soléa et il sera revu avec l'établissement du prochain marché de sous-traitance, selon les conditions économiques obtenues à l'issue de l'appel d'offres qui sera lancé par Soléa.

Le détail de calcul des nouveaux coûts est fourni en annexe 1.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.4 – Navette du centre-ville

L'offre de transport spécifique du centre-ville de Mulhouse est réalisée par deux navettes électriques de type « Bluebus » et parfois au moyen de minibus en cas d'indisponibilité des « Bluebus ».

L'option a été valorisée dans la Convention initiale en forfait annuel sans ajustement.

La crise sanitaire du Covid-19 observée sur l'exercice 2020 a montré qu'il fallait rapprocher le Forfait de Charges à la production réellement mise en œuvre au-delà d'un certain nombre de services non réalisés.

La production est mesurée en jour de service agent, que le service soit effectué en navette électrique ou diesel. Les services-agents prévus sont :

- Deux services-agent le lundi,
- Trois services-agent du mardi au samedi.

Un tableau précisant le nombre théorique de journées de services est fourni en annexe 4 au présent avenant.

Le nombre de jours de services-agents pris en compte dans le calcul du coût est le nombre de jours de services-agents effectivement mis en œuvre avec application d'une franchise de :

- 6 jours de service-agent par mois,
- 36 jours de service agent par an.

Le coût d'un service agent est déterminé à l'annexe 3 du présent avenant.

Les nouvelles modalités financières définies au présent article s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2021.

Cet ajustement ne nécessite pas la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Le tableau de bord mensuel transmis par Soléa à m2A, au titre de la Convention de DSP, fera état des services exécutés et du nombre de jours de service agents.

Article 2.3.5 - Elèves bénéficiaires du service réservé aux handicapés.

La demande de transport des élèves handicapés a progressé sensiblement pendant de nombreuses années et la proposition de Soléa prenait en compte cette tendance à la hausse. La politique d'accès à ce service du Département du Haut-Rhin ayant changé, le nombre de voyages a diminué sensiblement. Ce service, objet de l'option 5 de la Convention (transports des élèves handicapés dans le service Domibus), ne prévoyait pas d'ajustement du coût au volume de voyages. Les Parties conviennent de prendre en compte cette variable.

L'engagement du Délégitaire de l'option 5 était de 606 827 € pour 44 600 voyages, soit 13,61 € par voyage en valeur 01/2018.

Il est convenu que le décompte final du Forfait de Charges de l'option 5 soit corrigé de l'écart du nombre de voyages par rapport à l'engagement initial valorisé au prix du voyage de 13,61 €HT.

Cet ajustement ne nécessite pas la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.6 - Ecole relais Illberg

La desserte de l'école relais Illberg, prévue sur plusieurs années, a finalement été arrêtée début 2019. Cette option n° 4 définie à la Convention n'a donc plus lieu d'être.

Le décompte définitif 2019 s'élève à 27.366,43 €HT (valeur courante 2019). Les bases de calcul sont celles de la Convention. Le calcul détaillé figure en annexe 4 du présent avenant.

Article 2.3.7 – Ajustements de nouveaux services sous-traités de la ligne 51

Depuis la mise en place du réseau renouvelé, la ligne n°51 qui dessert Zillisheim, Flaxlanden, Brunstatt-Didenheim et Mulhouse est affrétée à la Région Grand Est. Afin de répondre aux besoins de la clientèle scolaire en heure de pointe du matin, il a été convenu entre les Parties de compléter cette offre par une course en sous-traitance à 7h30. Le service est sous-traité au transporteur qui exploite déjà cette ligne départementale.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges. Le coût pour m2A est de l'ordre de 4 400 € en 2020, puis 22.400 €/an en valeur 01/2018.

Article 2.3.8 – Navette de Riedisheim

Lors de la concertation avec la Commune de Riedisheim, il a été convenu d'expérimenter une navette dont l'objet principal est de desservir l'arrêt Haut-Point puisque les lignes régulières de bus du réseau renouvelé ne desservent plus cet arrêt.

Suite à mise en concurrence, cette navette a été sous-traitée par Soléa pour un coût de 14.427 € en 2019 et de 238,82 € par jour de service à compter de 2020. Le coût du service a été de 74 264 € en 2020 et de 25 273 € en 2021 ; le service ayant été arrêté en avril 2021.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges, mais il ne fera pas l'objet d'une actualisation du coût puisque les sommes sont en valeur courante. Le coût total pour m2A est de 113 964 € pour les trois années 2019 à 2021.

Article 2.3.9 – Intégration des lignes 55 et 59, et de la ligne scolaire desservant le collège Monod d'Ottmarsheim au réseau Soléa

Jusqu'au mois d'août 2020, les lignes 55 et 59 du réseau Soléa faisaient l'objet d'un affrètement par m2A auprès de la Région Grand Est. La Région Grand Est a fait part à m2A de sa volonté de ne pas renouveler les marchés concernant les lignes 755 (St Louis – Sierentz – Mulhouse) et 724 (St Louis – Kembs – Mulhouse) à compter de la rentrée 2020. Ces deux lignes n'avaient en effet plus qu'une très faible fréquentation interurbaine.

Par conséquent, à compter du 1er septembre 2020, la Région Grand Est a cessé d'être pouvoir adjudicateur de ces lignes, qui sont intégrées dans le périmètre de la délégation de service public du réseau de transports urbains. Elles relèvent donc désormais de la compétence de m2A.

Il en a été convenu de même pour l'organisation des transports scolaires vers le collège Monod d'Ottmarsheim.

Le coût et l'offre kilométrique sont issus de la consultation menée par Soléa et suivie par m2A. L'offre a été retenue en commission d'appel d'offres, en présence du représentant de m2A.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.10 - Renforcement de la desserte dans le cadre du déménagement du collège Kennedy

Pendant la phase de travaux, les élèves du collège Kennedy se rendent au collège Villon en prenant les lignes régulières de Soléa. L'affluence supplémentaire ainsi créée à certaines heures nécessite le renforcement de certaines lignes de manière ponctuelle.

Compte tenu de la part importante de kilomètres haut-le-pied pour la réalisation de ces renforts en véhicules articulés, les Parties conviennent d'ajouter dans le montant du Forfait de Charges, les kilomètres haut le pied au prix du kilomètre d'exploitation, en sus des kilomètres commerciaux induits par ces services.

Par ailleurs, les partenaires impliqués dans l'organisation de ce déménagement temporaire du collège Kennedy, ont convenu qu'il était nécessaire de prévoir un accompagnement supplémentaire à bord des véhicules. Cette mission a été confiée à Médiacycles. Elle est prise en charge par Soléa et remboursée à l'euro l'euro par m2A, sur la base d'un coût mensuel de 4.160 €.

Un décompte annexe du coût complet de ce service accompagne le calcul du Forfait de Charges.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges pour l'accompagnement des élèves.

Article 2.3.11 – Bus au gaz

Article 2.3.11.1 – Report de l'acquisition des bus prévue en 2019

Afin d'accélérer le verdissement du parc de bus, m2A a décidé de reporter l'acquisition des 8 bus diesel prévue en 2019 et de commander 15 bus au biogaz en 2020 contre 7 prévus à la Convention. Avec ce report, plusieurs bus anciens qui devaient sortir du parc en 2019, doivent être maintenus en exploitation une année supplémentaire. Compte tenu de leur vétusté, certaines interventions de maintenance lourdes peuvent être nécessaires, sur le moteur ou la boîte de vitesse par exemple.

Les Parties conviennent que m2A prendra à sa charge le coût de ces réparations dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement prévu à l'annexe 9.2 de la Convention.

Cet ajustement ne nécessite pas la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.11.2 – Assistance à la réalisation de la station de compression

La migration vers une flotte de bus au biogaz implique la réalisation d'une station de compression sur le site du Centre d'Exploitation et de Maintenance ainsi que l'adaptation de l'atelier de maintenance des bus. Le Groupe Transdev dispose d'une expertise dans ce domaine et peut en faire bénéficier m2A, maître d'ouvrage de cette opération, au titre des missions d'assistance technique prévues à l'article 10.1 de la Convention. Compte tenu de l'ampleur de ce projet, il convient de redimensionner les missions d'assistance technique prévues entre 2019 et 2021 en y ajoutant des jours supplémentaires selon la ventilation suivante :

- 46 jours d'expertise sur l'exercice 2019,
- 39 jours d'expertise sur l'exercice 2020,
- 6 jours d'expertise sur l'exercice 2021,

Soit un total de 91 jours et de 91.000 € en valeur 01/2018 (la répartition annuelle peut être revue du fait de la crise COVID).

Il est donc convenu que Soléa recevra au titre de ses actions de partenariat un montant forfaitaire annuel en valeur janvier 2018, égal :

- À 501 000 euros (cinq cent un mille euros hors taxes) en 2019,
- À 509 000 euros (cinq cent neuf mille euros hors taxes) en 2020, et 10 000 euros (dix mille euros) en option, si les 10 jours de réserve pour aléas sont effectivement consommés ;
- À 476 000 euros (quatre cent soixante-seize mille euros hors taxes) en 2021, et 10 000 euros (dix mille euros) en option, si les 10 jours de réserve pour aléas sont effectivement consommés ;
- Puis 470 000 euros (quatre cent soixante-dix mille euros hors taxes) les années suivantes.

Par ailleurs, il est à noter que la démarche LEMON, prévue pour un budget de 50 k€ par an peut être décalée et reportée dans le temps et que seules les démarches engagées donnent lieu à facturation. Un tableau de suivi annuel accompagnera le calcul du Forfait de Charges.

Ces éléments sont détaillés en annexe 5 au présent avenant.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.12 – Eau de la Plateforme tramway

La Convention prévoyait le transfert au Délégué de la prise en charge de l'eau d'arrosage de la plateforme du tramway. Les Parties renoncent à effectuer ce transfert. Le coût prévu étant de 60 000 € / an, il est donc convenu que le Forfait de Charges soit réduit de 60 000 € par an en valeur 01/2018.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Article 2.3.13 - Entretien des Distributeurs automatiques de Titres de Transport (DTT).

Les mises à jour des DTT a conduit à une majoration de la maintenance assurée par « Flowbird » (anciennement Parkéon) pour un montant de 16 000 € par an. Cette somme en valeur 01/2018 sera ajoutée au Forfait de Charges à compter de 2021/22.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges

Article 2.3.14 - Nouvelles références du Forfait de Charges

Un suivi de toutes les évolutions des références du Forfait de Charges en valeur et en unités d'œuvre sera matérialisé entre les Parties dans des tableaux adéquats ; ce suivi devra assurer la traçabilité des mesures depuis l'origine de la Convention. Il sera mis à jour à chaque avenant qui le nécessite.

Les nouvelles références du Forfait de Charges résultant des modifications apportées par le présent article sont détaillées en annexe 6 aux présentes.

Article 3 – Engagements de recettes

Les dispositions du présent article sont soumises aux adaptations rendues nécessaires par la crise sanitaire de la Covid-19 qui s'imposent aux Parties pour le rééquilibrage des conditions économiques d'exécution de la Convention.

Article 3.1 – Engagement de recettes entre le 1^{er} janvier 2019 et le 30 juin 2019

Les recettes hors taxes en valeur courante issues de l'annexe 8 de la Convention sont respectivement de 10 333 941 €. La recette attendue des six premiers mois était donc de 5 166 970 €, à comparer aux 5 181 363 € de la recette réelle du premier semestre 2019.

L'intéressement à l'évolution des recettes tarifaires au titre de 2019 est donc fixé à 14 393 € en valeur 2019, conformément à la règle de partage des recettes supplémentaires de l'article 21 de la Convention.

A noter que les recettes d'abonnements vendues en 2018 et dont la période d'utilisation se rapportait à 2019/2020, dont en particulier la contribution nette de la Ville de Mulhouse au titre de sa participation à l'abonnement des jeunes mulhousiens entre janvier et septembre 2019, ont été reversées par Soléa à m2A avec les mandats de recettes. D'une manière générale, les produits constatés d'avance des abonnements au 31 décembre 2018 dans la comptabilité de Soléa seront restitués au fur et à mesure de l'utilisation des titres.

Article 3.2 – Gel de l'engagement de recettes entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020

Dans le cadre de sa politique de promotion des transports urbains, m2A a décidé par délibération du 20 mai 2019 de simplifier la gamme des titres Soléa, de baisser les tarifs des titres occasionnels, de maintenir les tarifs des abonnements à leur niveau 2018 et d'autoriser les allers-retours dans l'heure avec le même ticket. Tout en étant conforme à la plupart des orientations tarifaires de la Convention, cette décision va plus loin que les tarifs prévus en annexe 8 de la Convention. Aussi, les Parties reconnaissent que la structure de la tarification a connu une modification substantielle justifiant l'application des dispositions prévues à l'article 19 de la Convention, à savoir, la révision des engagements de recettes tarifaires du Délégué après une période d'observation d'une année.

Par ailleurs, compte tenu des incertitudes liées à la crise sanitaire et économique, les Parties conviennent de ne pas appliquer le mécanisme de partage de l'intéressement aux recettes tarifaires, tel que prévu à l'article 21 de la Convention, pendant cette période d'observation. A noter que le confinement entre mars et mai 2020 et le recul global de la fréquentation, y compris depuis le déconfinement, augmentent ces incertitudes et conduiront à des dispositions adaptées dans le cadre de l'instruction d'un prochain avenant à la Convention lorsque les parties disposeront du recul nécessaire, nonobstant les dispositions prévues aux articles 5.4 et 5.5 ci-après du présent avenant.

Article 3.3 – Impact du Compte Mobilité sur les recettes tarifaires

Les Parties reconnaissent qu'à ce jour, l'impact du Compte Mobilité sur les recettes tarifaires n'est pas significatif et que par conséquent, le Compte Mobilité n'a pas impacté les engagements de recettes de Soléa sur 2019 et 2020.

M2A et Soléa s'accordent pour estimer que l'impact du Compte Mobilité sur les engagements de recettes des années à venir restera nul, tant que l'une des conditions ci-après n'est pas vérifiée :

- Nombre d'abonnements annuels vendus via le Compte Mobilité supérieur à 1000,
- Nombre d'utilisateurs effectifs du service Soléa supérieur à 10000,
- Chiffre d'affaires mensuel Soléa via le Compte Mobilité supérieur à 50000 €.

Une analyse sera faite par les Parties pour déterminer si ces recettes sont le résultat d'un simple report des habitudes d'achat des clients ou s'il s'agit de nouvelles recettes provenant d'un apport de clientèle supplémentaire de « non-utilisateurs du réseau » ou provenant d'une fidélisation de clients occasionnels qui deviennent réguliers.

Article 3.4 – Gratuité des transports pour les mulhousiens de 65 ans et plus

La Ville de Mulhouse souhaite accorder la gratuité des transports urbains pour les mulhousiens de 65 ans et ce, à partir du 1^{er} janvier 2021. La mise en œuvre de cette décision suppose l'impression et la diffusion de Pass Soléa supplémentaires, ainsi que de coupons spécifiques pour l'année 2021. Ces titres seront envoyés aux domiciles des bénéficiaires par Soléa, sur la base de listes transmises régulièrement par la Ville de Mulhouse. Ces coupons spécifiques seront reconnus lors des contrôles.

Afin d'étaler les demandes, Soléa a envoyé un coupon valable en janvier et février 2021 à toutes les personnes disposant d'un « Pass 65 ans » et plus en cours de validité. Par ailleurs, les détenteurs d'une carte « Pass-Temps-Seniors 2020 » pourront également se déplacer sur le réseau en janvier et février 2021 et présenter cette carte lors de contrôles.

Des sondages et comptages seront réalisés en 2021 afin de mesurer le nombre de déplacements réalisés par les bénéficiaires de cette gratuité et d'en estimer les coûts réels pour m2A. Soléa

apportera son expertise et son assistance à m2A et à la Ville de Mulhouse lors de ces opérations. Au cas où Soléa serait amenée à réaliser le sondage ou nécessiterait une expertise externe, les surcoûts induits par cette assistance seraient ajoutés à l'euro l'euro après validation expresse du devis par m2A.

Article 3.5 - Retour de certaines recettes à Soléa

La mise en place de la restitution à l'euro l'euro des recettes de ventes de titres appartenant à m2A a conduit Soléa à verser également à m2A des recettes qui lui appartiennent (Duplicatas et pénalités). En effet, certaines factures qui sont émises pour un même client comprennent indistinctement des recettes appartenant à m2A et à Soléa sans qu'il soit techniquement possible de les considérer séparément.

Le suivi de ces recettes est assuré par les justificatifs mensuels accompagnant les restitutions dans le cadre du mandat de gestion des recettes tarifaires par Soléa.

Les Parties conviennent que Soléa verse ces recettes à m2A et en assure un suivi pour qu'elles soient restituées lors du décompte du Forfait de Charges. Il est convenu que la restitution de ces recettes hors taxe soient incluses dans le décompte annuel du Forfait de Charges. Le montant au titre de 2019 est de 18.118,27 €.

Article 4 – Publicité sur les véhicules d'exploitation.

m2A souhaite disposer tout au long de l'année d'une rame pour sa promotion. Il est donc convenu que les clauses de l'article 11.3 de la Convention soient remplacées comme suit :

« L'Autorité Délégante dispose gratuitement d'espaces sur les tramways et les bus pour sa publicité institutionnelle et/ou promotionnelle pour le développement du territoire (Cf. <http://www.mulhouse-alsace.fr/fr/competences>) ; c'est-à-dire une communication relative à ses compétences obligatoires et optionnelles qui a pour but de :

- *Promouvoir l'image de l'agglomération et des communes qui la compose,*
- *Promouvoir l'attractivité des équipements et des organismes de l'agglomération ou des communes qui la compose,*
- *Afficher les valeurs défendues.*

L'Autorité Délégante a également la possibilité de disposer de ces espaces pour sa publicité promotionnelle relative à ses compétences facultatives à condition qu'elle ne constitue pas une publicité commerciale qui pourrait entrer en concurrence avec le contrat d'exclusivité de la publicité que le Délégataire a conclu ou pourrait conclure avec un régisseur publicitaire.

La fourniture et la pose des visuels est à la charge de l'Autorité Délégante.

Sur les tramways :

L'Autorité Délégante dispose gratuitement d'une rame de tramway qui lui sera intégralement dédiée tout au long de l'année.

Sur les bus :

L'Autorité Délégante pourra également disposer gratuitement d'un quart du parc de bus commercialisable, quatre (4) semaines par an. Il en informe le Délégué au moins deux (2) mois avant chacune des campagnes afin que les espaces fassent l'objet d'une demande de réservation. Le Délégué informe l'Autorité Délégante de la réponse du régisseur publicitaire.

La réservation des quatre (4) semaines gratuites par an à l'attention de l'Autorité Délégante peut être complétée, en cours d'année, par l'utilisation gratuite par l'Autorité Délégante de supports occasionnellement libres et non commercialisables. À cet effet, le Délégué communique sur simple demande de l'Autorité Délégante le planning des plages libres de réservation cette dernière demande doit être formulée dans un délai compatible avec la date du début de la campagne. Le Délégué réalise la demande auprès du régisseur publicitaire et informe l'Autorité Délégante de sa réponse dans les meilleurs délais.

Le Délégué assure la mise en œuvre de cet affichage sur les bus lorsqu'il entre dans la communication institutionnelle relative à la mobilité dans l'agglomération (défi vélo, semaine de la mobilité, etc.); la fourniture et la pose des visuels est à la charge de l'Autorité Délégante dans les autres cas ».

Cette disposition n'a pas d'impact sur le montant du Forfait de Charges.

Article 5 - Impacts Covid.

La crise sanitaire Covid-19 est un événement extérieur aux Parties de grande ampleur, mondiale et totalement imprévisible lors de la signature de la Convention. Cette crise sanitaire s'est accompagnée de mesures exceptionnelles et successives de confinement qui ont entraîné également une crise économique.

La crise a immédiatement bouleversé l'équilibre économique de la Convention notamment par la baisse brutale de la production kilométrique ; baisse de production qui s'est accompagnée d'adaptations importantes pour continuer à assurer au mieux le service public et le transport des personnels soignants au cours de l'exercice 2020.

Il existe d'autres impacts immédiats comme les mesures liées à la protection sanitaire du personnel d'exploitation et de la clientèle et les changements de comportement des clients qui se rabattent sur d'autres moyens de déplacements. Ces impacts porteront sur une durée plus ou moins longue qui dépend notamment des dispositions gouvernementales qui seront prises pour gérer les futures vagues de crises sanitaires et de la longueur de la crise.

Les impacts sur les comptes du Délégué sont nombreux, on peut citer sans en faire une liste exhaustive et définitive au jour de conclusion du présent avenant :

- En surcoûts et baisses de recettes du Délégué :
 - o L'augmentation sensible de l'absentéisme pour maladie et garde d'enfants,
 - o L'indemnisation des principaux sous-traitants,
 - o Les achats spécifiques pour assurer la sécurité sanitaire de nos clients et de notre personnel,
 - o Les pertes de recettes publicitaires et d'amendes, ...
- En économies :
 - o La diminution « mécanique » des coûts liés à la baisse de production kilométrique,
 - o La mise en chômage partiel de certains personnels,
 - o Les mesures d'aide de l'Etat, ...

Les impacts sur le niveau de la vente de titres, propriété de m2A, sont également importants.

Article 5.1 : Ajustement du Forfait de Charges à la production 2020 pour les trams-trains, tramways, bus, midibus, minibus, des sous-traitances et des options.

Les Parties ont recherché des modalités de détermination d'un Forfait de Charges 2020 qui privilégie le calcul prévu dans la Convention et ce, conformément aux principes précisés à l'article 2 du présent avenant, tout en préservant autant que faire se peut l'économie contractuelle.

Il sera fait application des règles d'ajustement du Forfait de Charges selon les règles relatives aux modifications courantes. L'application de ces règles implique la restitution par Soléa à m2A, de la valeur des coûts des kilomètres commerciaux selon les dispositions de l'article 2.1.1 ci-avant, pour l'exercice 2020. Les autres coûts considérés comme fixes restent identiques et sont compensés comme prévu à la Convention.

Les aides de l'Etat relatives au chômage partiel seront restituées à l'euro l'euro.

Les recettes ont fortement baissé à compter du mois de mars 2020 et cette baisse de la fréquentation du réseau s'est prolongée pendant le reste de l'année 2020, au premier semestre de l'année 2021, et se prolongera probablement bien au-delà.

Cette situation exceptionnelle, extérieure aux Parties et imprévisible dans ses impacts économiques a significativement impacté l'équilibre économique du Contrat notamment en termes de recettes. Dans ce contexte propre à une situation d'imprévision, les Parties ont consenti pour l'exercice 2020 à partager les effets de la crise sanitaire, en appliquant pour cet exercice, le mécanisme d'intéressement tel que prévu initialement à l'article 21 du Contrat.

La pénalité maximale ou intéressement négatif de 750 k€ prévue au titre du mécanisme de partage de l'intéressement aux recettes tarifaires, à l'article 21 de la Convention initiale est en conséquence appliquée en 2020, mais donnera lieu à des dispositions particulières convenues entre les Parties pour les années suivantes de la Convention de DSP, le Déléguataire acceptant de supporter et de partager ainsi avec m2A, une part de risques au titre de l'imprévision.

L'ampleur des impacts du premier confinement de mars à mai 2020 a permis de réaliser des économies importantes qui ont compensé les surcoûts et de conserver un calcul de Forfait de Charges proche des dispositions contractuelles initiales. Soléa reconnaît que ces dispositions permettent de supporter, pour la période de l'exercice 2020, et ce, au vu des circonstances imprévues, les surcoûts et de conserver le bénéfice des économies réalisées.

Les confinements suivants ne permettent pas de réaliser des économies de la même ampleur et les règles du calcul du Forfait de Charges 2020 ne sont pas automatiquement applicables au Forfait de Charges 2021. En fonction des circonstances propres à 2021, des dispositions seront prises entre les Parties pour adapter le Forfait de Charges à la situation.

Les Parties s'engagent à se rencontrer, au cours du premier trimestre 2022, et à analyser conjointement, pour l'exercice 2021, dans quelle mesure les dispositions de la Convention relatives au calcul du Forfait de Charges permettent de maintenir l'équilibre économique de la Convention, dans le cadre de la procédure prévue à l'article 26 de la Convention, et éventuellement à prendre les mesures d'adaptation nécessaires pour le rétablir.

Article 5.2 : Ajustement de l'activité Navette de Centre-Ville de Mulhouse pour 2020.

L'option a été valorisée en forfait annuel sans ajustement à la production.

La crise sanitaire du Covid-19 de 2020 a rendu nécessaire son ajustement à la production constatée.

D'un commun accord et après décompte, m2A et Soléa ont décidé d'appliquer les dispositions de l'article 2.3.4 du présent avenant en retenant au titre de l'année 2020, le nombre de 540 services agents.

Article 5.3 : Ajustement de l'activité TPMR « Réseau » pour 2020.

L'option a été valorisée en forfait annuel sans ajustement à la production.

La crise sanitaire du Covid-19 de 2020 a fait chuter le nombre de voyages sur plusieurs mois et, à titre exceptionnel, un ajustement du Forfait de Charges sera calculé en 2020 sur la base du coût de roulage de la Convention de DSP en valeur 01/2018 divisé par le nombre de voyages réalisés en 2018. Le détail du calcul est fourni en annexe 7 du présent avenant.

Article 5.4 : Qualité de service et pénalités.

Dans la mesure où la crise sanitaire et les perturbations majeures ayant affecté l'exécution du service public délégué depuis le mois de mars 2020, n'ont pas permis au Déléguataire d'atteindre le niveau de performances attendu, aucune pénalité ne sera calculée ou appliquée en 2020, aux termes de l'article 36 de la Convention.

Aucune sanction ou malus ou bonus ne sera non plus calculé ou appliqué au titre de la démarche qualité fixée à l'article 12.3 et à l'annexe 12 de la Convention.

Article 5.5 : Intéressement aux recettes 2021.

La crise sanitaire aura durablement des impacts sur le niveau de fréquentation des transports publics et donc sur les recettes perçues auprès des voyageurs. Cependant, à ce stade, il est impossible d'en estimer l'ampleur sur l'année 2021. En conséquence, les dispositions prévues à l'article 21 de la Convention et relatives au mécanisme de partage de l'intéressement aux recettes tarifaires, sont suspendues entre les Parties, et remplacées par le dispositif suivant pour l'année 2021.

Sur la base d'estimations réalisées par Soléa et partagées avec m2A, deux niveaux d'engagements de recettes 2021 sont fixés, l'un à 7.100.000 € HT (sept million cent mille euros - projection Soléa) et l'autre à 7.500.000 €HT (sept millions cinq cent mille euros - au cas où la vente à bord reprenait en septembre 2021 avec un niveau de recettes mensuel équivalent à celui de 2019); calcul basé sur les recettes perçues par m2A en mandat au titre de l'année 2021 (et non sur le tableau de recettes).

Ces évaluations tiennent compte de toutes les évolutions connues au 2 juin 2021 et en particulier :

- L'extension du PTU et la gratuité des seniors mulhousiens,
- L'amélioration de la situation sanitaire à compter du mois de mai qui permet aux clients de s'engager en renouvelant leurs abonnements annuels en milieu d'année,
- L'absence de remboursements aux clients des abonnements d'avril ou de prolongation des abonnements.

Si des mesures de gratuité supplémentaires que celles existantes au 1^{er} janvier 2021, totales ou partielles, venaient à être mises en application (comme les mesures en faveur des jeunes de Riedisheim), le différentiel de prix serait ajouté aux recettes réellement perçues par Soléa dans le cadre du mandat de recettes pour le comparatif avec l'objectif fixé.

L'intéressement positif ou négatif du Délégué sera défini à partir de l'écart observé entre les recettes réelles et le niveau de l'engagement à prendre en compte :

Si les recettes réelles sont inférieures à 7.100.000 €HT, alors le malus est calculé comme suit :

- 0 k€ / - 100 k€ : 30 %,
- - 100 k€ et - 300 k€ : 20 %,
- - 300 k€ et -700 k€ : 10 %.
- Au-delà de - 700 k€ : pas de malus supplémentaire.

Si les recettes réelles sont comprises entre 7.100.000 €HT et 7 500.000 €HT alors aucun intéressement n'est appliqué.

Si les recettes réelles sont supérieures à 7 500.000 €HT, alors le bonus est calculé comme suit :

- 0 k€ / 100 k€ : 30 %,
- 100 k€ et 300 k€ : 20 %,
- 300 k€ et 700 k€ : 10 %.
- Au-delà de 700 k€ : pas de bonus supplémentaire.

Le maximum de l'intéressement est donc plafonné à +/- 110 k€, sur l'exercice 2021.

Au-delà de cet exercice 2021, et ce, dans les six (6) premiers mois de l'exercice 2022, les Parties se rencontreront, feront le bilan des derniers niveaux de fréquentation et de recettes de trafic connus dans l'objectif de fixer de nouvelles dispositions portant sur le mécanisme de partage de l'intéressement.

Article 5.6 : « Ticket SMS »

Dans le cadre de la recherche du meilleur niveau de recettes possible, compte tenu des circonstances actuelles de crise sanitaire et de la nécessité de palier l'arrêt de la vente à bord pour des raisons de protection sanitaire des conducteurs, il a été décidé de mettre en place une application de vente de tickets par SMS, en complément des autres applications existantes.

Cette mesure est directement liée à la crise sanitaire et à l'arrêt de la vente à bord des bus. Un point sera fait entre les Parties au minimum tous les semestres.

L'intégralité des recettes commerciales correspondantes reviennent à m2A. Ce système est mis en place à titre expérimental et le coût est pris en charge par Soléa en 2021, qui reversera donc les recettes au prix fixé par m2A pour la catégorie de titre vendus.

Pour garantir la lisibilité de cette mesure par rapport aux autres dispositifs de vente sans contact existants, la communication privilégiera les ventes via le Compte Mobilité et ciblera les personnes ne pouvant pas ou ne souhaitant pas utiliser d'application digitale en mobilité pour la vente via les tickets SMS.

Lors des points semestriels, la place des différentes solutions de ventes digitales sera évaluée, notamment sur le fait qu'elles entrent en concurrence ou non avec l'application « Compte Mobilité ».

Si l'application « Soléa » n'entre pas en concurrence avec d'autres solutions, elle sera maintenue et si l'application « SMS » trouve sa place sans entrer concurrence, elle sera également éventuellement maintenue à la demande de m2A ou sur décision de Soléa. La Partie qui décidera de son maintien financera son coût de fonctionnement, au-delà de l'exercice 2021.

Article 6 – Contribution Economique Territoriale (CET) – Redressement de la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et évolution des taux de Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

L'administration fiscale a contrôlé la situation de Soléa ; contrôle qui a débuté en septembre 2019. Le résultat du contrôle est une absence de redressement, sauf pour la CET. L'installation du tramway en 2006 aurait dû être intégrée dans les bases foncières de Soléa pour le calcul de la CET.

Soléa a tenu informé immédiatement m2A des différents échanges qu'elle a eu avec l'Administration Fiscale sur le sujet.

Par ailleurs, les dispositions fiscales de 2021 ont modifié la contribution des entreprises par une baisse du taux de cotisation basé sur la valeur ajoutée.

Ces deux évolutions modifient l'économie initiale de la Convention de DSP et les Parties ont convenu, à compter de 2021, de prendre en compte, à l'euro l'euro, dans le calcul du Forfait de Charges, le montant de la CET versée par Soléa, y compris les intérêts de retard rattachés au redressement.

Le Forfait de Charges de l'offre de « Base » sera minoré du montant des CET pris en compte dans les différentes propositions financières de l'offre de base et des options de la Convention.

Cet ajustement nécessite la mise à jour des bases de calcul du Forfait de Charges.

Le montant du redressement pour les années 2017 à 2020 est estimé à :

- Au titre de 2017 et 2018 : 340 k€ plus 50 k€ d'intérêt de retard,
- Au titre de 2019 et 2020 : 470 k€ plus 25 k€ d'intérêt de retard,
- A compter de 2021, le montant supplémentaire de la CET es estimé à 940 k€/an.

Article 7 – Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégué.

Toutes les clauses initiales et non contraires au présent avenant de la Convention de délégation de service public du réseau de transports publics urbains de voyageurs demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait à Mulhouse, en 3 exemplaires, le

Pour l'Autorité Organisatrice,

Pour le Délégué,

Fabian JORDAN

Alexis STEYAERT

- Annexe 1** : Tableau de calcul des coûts kilométriques commerciaux marginaux et des coûts fixes par véhicule,
- Annexe 2** : Tableau de calcul des coûts unitaires d'exploitation par unité d'œuvre,
- Annexe 3** : Tableau de calcul du coût d'un service Navette Centre-Ville de Mulhouse,
- Annexe 4** : Tableau de calcul du coût de fonctionnement de la desserte de l'Ecole Relais Illberg,
- Annexe 5** : Assistance technique à la réalisation de la station de compression,
- Annexe 6** : Suivi du Forfaits de Charges en € et en UO,
- Annexe 7** : Activité TPMR Réseau 2020.

**Annexe 1 : Tableau de calcul des coûts kilométriques commerciaux marginaux
et des coûts fixes par véhicule - production en propre**

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Annexe 1.1 : Tableau de calcul des coûts kilométriques commerciaux en propre

Coût conduite :	Au km Cial	Montant A 06.2	A 10.2 *	Km Cial Annexe 10.3
Tram-train	8,126	93 670	608 800	86 444
Tramway	3,386	3 803 011		1 122 997
Bus	2,867	11 005 660		3 838 704
Total * : coût de conduite SNCF		14 902 341	608 800	
Coûts marginaux véhicules hors conduite :	Au km Cial	Montant Annexe 10.3	Km Cial	
Tram-train	0,506	43 737	86 444	
Tramway	0,680	763 253	1 122 997	
Total 1		806 989	1 209 441	0
Articulés	1,188	1 579 676	1 329 938	
Standards	0,717	1 687 325	2 352 753	
Midibus	0,570	<i>Repris à 80 % du coût du standard</i>		
Minibus	0,231	36 063	156 014	
Total 2		3 303 063	3 838 704	0
Total		4 110 053	5 048 145	
<i>Report Annexe 10.3</i> <i>Ecart : coût conduite SNCF</i>		<i>4 718 853</i> <i>-608 800</i>	<i>5 048 145</i> <i>0</i>	
Coûts marginaux véhicules Au km commercial :	Au km Cial	Conduite	Marginaux	
Tram-train	8,632	8,126	0,506	
Tramway	4,066	3,386	0,680	
Articulés	4,055	2,867	1,188	
Standards	3,584	2,867	0,717	
Midibus	3,437	2,867	0,570	
Minibus	3,098	2,867	0,231	

Annexe 1.2 : Tableau de calcul des coûts kilométriques commerciaux sous-traités						
Coût sous-traitance :		Au km Cial	A 10.3	Km Cial		
Lignes régulières		4,349	1 299 482	298 815		
Lignes scolaires		8,901	759 226	85 297		
Transport à la demande - Jour		2,456	431 028	175 500		
Transport à la demande - Nuit		2,701	58 972	21 833		
Chronopro		3,007	194 202	64 583		
Taxis	A 2019	1,981				
	A suivantes	1,333				
Coût taxis :		Au km Cial	Montant	Km Cial		
Moyenne DSP :		2,300	227 834	99 058		
Année 2019	De 01 à 08	2,300	267 345	116 237		
	De 09 à 12	1,333	76 109	57 096		
	Complète	1,981	343 454	173 333		
Années suivantes :		Val. 01/2018	Coût négocié A 2019	Actu. Retenue		
Complète		1,333	1,364	2,291%		

Annexe 1.3 : Tableau de calcul des coûts par véhicule supplémentaire						
Coûts fixes par véhicule :	Par véhicule	Fixes	Montant *	Prix km *	Km	
Articulés	32 970	5 970	27 000	0,540	50 000	
Standards	25 100	5 250	19 850	0,397	50 000	
Midibus	20 960	4 960	16 000	0,320	50 000	
Minibus	17 220	4 520	12 700	0,254	50 000	
Moyenne :	24 100					
* Autres coûts véhicules hors conduite & marginaux inclus dans le coût du kilomètre commercial.						

Annexe 2 : Tableau de calcul des coûts unitaires d'exploitation par unité d'œuvre

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Coût conduite :		A l'UO Expl.	Montant A 06.2	A 10.2 *	UO Expl. Annexe 10.3
Tram-train	au km	7,725	93 670	608 800	Km 90 936
Tramway	au km	3,212	3 803 011		1 184 114
Coût horaire avec habillage :					Heures
Bus	à l'heure	37,697	14 902 341		395 318
* : coût de conduite SNCF				608 800	
Coûts marginaux véhicules hors conduite :		A l'UO Expl.	Montant Annexe 10.3	Km Expl.	
Tram-train	au km	0,481	43 737	90 936	
Tramway	au km	0,645	763 253	1 184 114	
Total 1			806 989	1 275 050	0
Articulés	au km	1,064	1 579 676	1 485 000	
Standards	au km	0,642	1 687 325	2 626 991	
Midibus	au km	0,510	<i>Repris à 80 % du coût du standard</i>		
Minibus	au km	0,207	36 063	174 205	
Total 2			3 303 063	4 286 196	3 890 878
Total			4 110 053	5 561 246	
<i>Report Annexe 10.3</i>			4 718 853	5 561 246	
<i>Ecart : coût conduite SNCF</i>			-608 800	0	
Autres coûts véhicules hors conduite & marginaux :		A l'UO Expl.	M-O Atelier Annexe 10.3	Maint Sous-T.	Intérim
Fixes non inclus	au km		817 097	22 694	70 000
Tramway	au km	0,669	625 181	166 423	0
Total 1			1 442 279	189 117	70 000
Articulés	au km	0,540	625 300	96 357	80 659
Standards	au km	0,397	812 028	125 131	104 746
Midibus	au km	0,320	<i>Repris à 80 % du coût du standard</i>		
Minibus	au km	0,254	28 213	8 695	7 279
Total 2			1 465 541	230 183	192 683
Total			2 907 820	419 300	262 683
<i>Report</i>			2 907 820	419 300	262 683
<i>Ecart :</i>			0	0	0

Coûts marginaux véhicules Au km d'exploitation :		A l'UO Expl.	Conduite	Marginaux	Autres
Tram-train	au km	8,206	7,725	0,481	Sncf
Tramway	au km	4,526	3,212	0,645	0,669
Bus : Coût horaire	à l'heure	37,697	37,697		
Bus : Coût fixe	par véhicule	24 100	report annexe 1		
Articulés	au km	1,604		1,064	0,540
Standards	au km	1,039		0,642	0,397
Midibus	au km	0,830		0,510	0,320
Minibus	au km	0,461		0,207	0,254

Tableau de calcul des coûts fixes par véhicule						
Coûts fixes par véhicule :	Par véhicule	Lavage	Contrôle Tech.	RC + franchise*	SAE	
Articulés	5 970	2 170	300	2 600	900	
Standards	5 250	1 450	300	2 600	900	
Midibus	4 960	1 160	300	2 600	900	
Minibus	4 520	720	300	2 600	900	
Moyenne :	5 200					
* Hors dommage						

Annexe 3 : Tableau de calcul du coût d'un service Navette Centre-Ville de Mulhouse

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Périodes	Nbre Sces / J	A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
Scolaire & Vacances	Lundi	49	50	49	48	47	49
	Mardi	52	51	52	51	50	53
	Mercredi	49	51	51	52	51	49
	Jeudi	49	52	50	50	51	49
	Vendredi	50	48	51	50	50	50
	Samedi	52	50	49	52	51	52
	Dimanche	51	51	50	49	52	51
Jours fériés	Lundi	3	2	3	4	4	4
	Avec circulation	1	1	0	1	2	0
	Mardi	2	2	1	0	1	2
	Mercredi	3	1	2	2	1	3
	Jeudi	2	3	2	2	2	2
	Vendredi	0	2	2	1	1	0
	Samedi	1	1	2	2	1	1
Dimanche	1	1	1	1	1	1	
Sans circulation 1er mai	0,00						
Total du nombre de jour par an :		365	366	365	365	365	366

Nombre de services	A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024	Total
Scolaire & Vacances	98,00 156,00 147,00 147,00 150,00 156,00 0,00	100,00 153,00 153,00 156,00 144,00 150,00 0,00	98,00 156,00 153,00 150,00 153,00 147,00 0,00	96,00 153,00 156,00 150,00 150,00 156,00 0,00	94,00 150,00 153,00 153,00 150,00 153,00 0,00	98,00 159,00 147,00 147,00 150,00 156,00 0,00	584,00 927,00 909,00 903,00 897,00 918,00 0,00
Jours fériés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Avec circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mardi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mercredi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Jeudi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vendredi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Samedi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dimanche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sans circulation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total du nombre de services par an :	854	856	857	861	853	857	5 138

Coût d'un service	A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024	Total
Nbre de services / an	854,00	856,00	857,00	861,00	853,00	857,00	5 138,00
Coût de l'option	286 117	290 095	292 456	292 022	289 758	289 204	1 739 652
Coût moyen d'un service :							339,00

Annexe 4 : Tableau de calcul du coût de fonctionnement de la desserte de l'Ecole Relais Illberg
--

Valeurs en € courants

Calcul coût sous-traitance	Selon factures reçues :			22 625,06 €	
Prestation Soléa	Nbre jours :	Fonctionnement 55	Année pleine 174	Base annuelle 15 000,00 €	4 741,38 €
Coût 2019 :					27 366,44 €

Annexe 5 : Assistance Technique Transdev

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Montants	A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024	Reporté	Total
1 Montant forfaitaire annuel, Assistance à Soléa :	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000		1 920 000
2 Prestations spécifiques :	Montant initial :	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000		585 000
	Complément :	46 000	39 000	6 000				91 000
	Optionnel :	0	10 000	10 000				20 000
3 Démarche LEMON :	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000		300 000
TOTAL en valeur 2018 :								
Forfait + prestations sans option :	451 000	459 000	426 000	420 000	420 000	420 000		2 596 000
Option :	0	10 000	10 000	0	0	0		20 000
Lemon :	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000		300 000
Total :	501 000	519 000	486 000	470 000	470 000	470 000		2 916 000
Suivi démarche "option" / décalage :								
Option de l'année :	0	-10 000	10 000	0	0	0		-10 000
								10 000
Suivi démarche LEMON / décalage :								
Lemon de l'année :	-50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	0
	0							250 000
TOTAL Facturé :								
Forfait + prestations sans option :	451 000	459 000	426 000	420 000	420 000	420 000		2 596 000
Option :	0	0	10 000	0	0	0		10 000
Lemon :	0	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000		250 000
Total :	451 000	509 000	486 000	470 000	470 000	470 000		2 856 000

Annexe 6.1 : Suivi du Forfaits de Charges en €

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Suivi des montants du Forfaits de Charges		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
Avenant	Article	Libellé					
Base - Réseau :							
Montants soumis à actualisation en € 01/2018 :							
		Montant d'origine	45 357 466	45 692 042	45 737 004	45 743 170	45 673 955
1	2.3.3	Taxis, montant initial :	-527 083	-167 282	-165 922	-169 512	-168 542
		Taxis, nouvelle valeur (*) :	453 979	96 951	96 163	98 243	97 681
1	2.3.7	Extension ligne 51	4 400	22 371	22 635	22 900	22 371
1	2.3.9	Intégration lignes 55, 59 & collège Monod d'Ottmarsheim					
		Coût L 55 V 01 2018		121 026	121 026	121 026	121 026
		Coût L 59 V 01 2018		448 542	448 542	448 542	448 542
		Coût C Monod V 01 2018		259 720	259 720	259 720	259 720
1	2.3.11	Bus au Gaz / complément AT	46 000	6 000	0		
		Option	Mémoire	Mémoire	Mémoire		
1	2.3.12	Eau plate-forme Tw	-60 000	-60 000	-60 000	-60 000	-60 000
1	6	CFE : ancienne estimation :		-876 568	-874 855	-874 296	-871 834
		CFE : nouvelle estimation :		940 000	940 000	940 000	940 000
		Rappel années 2017 à 2020 :		mémoire	mémoire		
1	7	Flowbird / Maintenance +		15 511	15 511	15 511	15 511
Total :			45 274 762	46 498 313	46 539 824	46 545 304	46 478 430

Suivi des montants du Forfaits de Charges		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
Montants non soumis à actualisation en € courants :							
1	2.3.2	14 875	21 000				
1	2.3.8	14 427	74 264	25 273			
1	2.3.10		16 640	49 920	33 280		
1	6					Mémoire : à l'€ €	
<hr/>							
Total :		29 302	111 904	75 193	33 280	0	0
Option 1 - Navette centre-ville Mulhouse :							
Montants soumis à actualisation en € 01/2018 :							
		286 117	290 095	292 456	292 022	289 758	289 204
Option 2 - Navette Wittelsheim :							
Montants soumis à actualisation en € 01/2018 :							
		33 760	33 760	33 760	33 760	33 760	33 760

Suivi des montants du Forfaits de Charges		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
Option 3 - Ecole relais Illberg :							
Montants soumis à actualisation en € 01/2018 :							
	Montant d'origine	121 946	121 844	122 356	123 685	124 913	122 458
1	2.3.6 Arrêt de la desserte courant 2019 :	-121 946	-121 844	-122 356	-123 685	-124 913	-122 458
Total :		0	0	0	0	0	0
Montants non soumis à actualisation en € courants :							
1	2.3.6 Desserte 2019 :	27 366,44					
Total :		27 366	0	0	0	0	0
Option 4 - Elèves PMR :							
Montants soumis à actualisation en € 01/2018 :							
	Montant d'origine	608 627	608 627	608 627	608 627	608 627	608 627
*	Tant que les contrats de l'appel d'offres de 2019 restent en vigueur						
**	Selon la durée de la location						

Annexe 6.2 : Suivi du Forfaits de Charges en Unité d'Œuvre (UO)

<u>Suivi des UO des Forfaits de Charges</u>		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
<u>Base - Réseau :</u>	Avenant Article Libellé						
	Tram-train	86 444	86 444	86 444	86 444	86 444	86 444
	Km d'origine :						
	Tramway	1 126 147	1 122 638	1 121 747	1 124 850	1 119 500	1 123 099
	Km d'origine :						
	Articulés	1 151 388	1 365 756	1 365 552	1 365 677	1 365 393	1 365 860
	Km d'origine :						
	Standards	2 760 869	2 268 255	2 268 997	2 282 162	2 265 258	2 270 974
	Km d'origine :						
	Midibus	0	0	0	0	0	0
	Km d'origine :						
	Minibus	124 897	161 958	162 123	162 947	161 999	162 159
	Km d'origine :						
	Sous-Trait. Lignes Urbaines	261 417	300 803	307 549	308 739	307 256	307 128
	Km d'origine :						
	1 2.3.7 km L 51	364	1 798	1 808	1 830	1 851	1 808
	1 2.3.7 km L 55		4 412	17 648	17 648	17 648	17 648
	1 2.3.7 km L 59		27 211	108 842	108 842	108 842	108 842
	Nouvelle base km :	261 781	334 223	435 847	437 059	435 597	435 426

<u>Suivi des UO des Forfaits de Charges</u>		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
<u>En sous-traitance</u>	Sous-Trait. Scolaires						
	Km d'origine :	85 628	84 248	84 708	85 732	86 704	84 760
	2.3.7 Km Monod		6 973	27 890	27 890	27 890	27 890
	Nouvelle base km :	85 628	91 221	112 598	113 622	114 594	112 650
	Tad jour		180 000	180 000	180 000	180 000	180 000
	Tad nuit		24 400	24 400	24 400	24 400	24 400
	Chronopro		43 000	68 900	68 900	68 900	68 900
Taxis		229 166	73 332	72 731	72 140	73 701	73 279
<u>Option 1 - Navette centre-ville Mulhouse :</u>							
Nbre de services d'origine		856	857	857	861	853	857
<u>Option 2 - Navette Wittelsheim :</u>							
Km d'origine :		6 932	6 932	6 949	7 007	6 953	6 961
<u>Option 3 - Ecole relais Illberg :</u>							
Sans objet							
<u>Option 4 - Elèves PMR :</u>							
Nombre de voyages d'origine		44 600	44 600	44 600	44 600	44 600	44 600
*	Tant que les contrats de l'appel d'offres de 2019 restent en vigueur						
**	Selon la durée de la location						

Annexe 6.3 : Suivi du Forfaits de Charges - calculs annexes En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

<u>Suivi du Forfaits de Charges - calculs annexes</u>		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
Coefficient actualisation de l'année :		2,29%	3,15%				
Avenant	Article Libellé						
1	2.3.2 Location Midibus (**): août-19	875,00					
	Nbre de mois :	4	6				
	Montant mensuel pour les 2 Midibus :	3 500,00	3 500,00				
	Montant € courants :	14 875	21 000				
1	2.3.3 Taxis, nouvelle valeur (*):						
	Km :	229 166	73 332	72 731	72 140	73 701	73 279
	Prix :	1,981	1,333	1,333	1,333	1,333	1,333
	Montant Val. 01/2018 :	453 979	97 752	96 951	96 163	98 243	97 681
1	2.3.7 Ligne 51, complément						
	Km :	364	1 798	1 808	1 830	1 851	1 808
	Nbre jours fonctionnement :	34	168	169	171	173	169
	Prix 2019 :	132,37	132,37	132,37	132,37	132,37	132,37
	Prix 01/2018 :	129,41	128,33	132,37	132,37	132,37	132,37
	Ligne 51, complément	4 400	21 559	22 371	22 635	22 900	22 371

<u>Suivi du Forfaits de Charges - calculs annexes</u>		A 2019	A 2020	A 2021	A 2022	A 2023	A 2024
1	2.3.9 Intégration lignes 55, 59 & collège Monod d'Ottmarsheim	Année pleine					
	Km L55	17 648	4 412	17 648	17 648	17 648	17 648
	Km L59	108 842	27 211	108 842	108 842	108 842	108 842
	Km Monod	27 890	6 973	27 890	27 890	27 890	27 890
	Coût L 55 V 2020	124 841					
	Coût L 59 V 2020	462 680					
	Coût C Monod V 2020	267 906					
	Coût L 55 Val. 01 2018	121 026	30 257	121 026	121 026	121 026	121 026
	Coût L 59 Val. 01 2018	448 542	112 136	448 542	448 542	448 542	448 542
	Coût C Monod Val. 01 2018	259 720	64 930	259 720	259 720	259 720	259 720
1	2.3.10 Accompagnement élèves Kennedy						
	Nbre de mois prix 2019		4	12			
	Coût mensuel V 2019		4 160	4 160			
	Montant € courants :		16 640	49 920	33 280		
1	6 CFE Base	862 253	870 962	871 819	870 607	870 360	867 887
	Option 1	4 424	4 486	4 523	4 022	3 710	3 721
	Option 2	12	12	12	12	12	12
	Option 3						
	Option 4	215	215	215	215	215	215
	Montant Val. 01/2018 :	866 903	875 674	876 568	874 855	874 296	871 834
1	7 Flowbird						
	Supplément de maintenance V 2020 :		16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
	Montant Val. 01/2018 :		15 511	15 511	15 511	15 511	15 511

Annexe 7 : Ajustement de l'activité TPMR « Réseau » pour 2020

En valeurs de référence du contrat : Hors Tva et en € 01/2018 - sauf mention contraire

Suivi du Forfaits de Charges - calculs annexes		A 2020				
Avenant	Article	Libellé				
1	5.3	Ajustement de l'activité TPMR « Réseau » pour 2020				
		Coût d'achat du gazole	43 000			
		Entretien des véhicules	57 000			
		Assurances véhicules	18 000			
		Coûts salariaux de conduite	465 600			
		Sous-traitance transport	192 050			
		Coût de roulage :	775 650			
		Nombre de voyages 2018 :	51 742			
		PU au voyage :	14,99			



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 28 juin 2021

65 élus présents (103 en exercice, 21 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

EVOLUTION DES CRITERES D'ADMISSION AU SERVICE DOMIBUS
(5411/8.7/393C)

Domibus est un service de transport à la demande de trottoir à trottoir réservé aux personnes à mobilité réduite. La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 définit un nouveau cadre réglementaire qui modifie les règles d'accès à ce type de service. En effet, l'admission doit être dorénavant de plein droit pour les porteurs de la Carte Mobilité Inclusion (CMI) avec la mention Invalidité. De plus, l'accès au service ne doit pas être restreint ni par une obligation de résidence sur le territoire, ni par l'obligation d'un passage devant une commission médicale locale.

Dans le cadre d'une réflexion globale sur l'accessibilité du réseau de transports, Mulhouse Alsace Agglomération a mis en place un groupe de travail en mars 2021. L'objectif de ce groupe de travail est de mettre en présence les représentants d'associations d'usagers et de PMR ainsi que les élus, pour identifier les dysfonctionnements rencontrés par les personnes à mobilité réduite qui se déplacent sur le réseau et de proposer des améliorations à court, moyen et long termes.

Concernant le service Domibus, le groupe de travail a proposé d'acter les modifications proposées par la LOM en faisant évoluer la procédure d'admission et en mettant à jour le règlement d'utilisation du service. L'accès au service est ainsi simplifié par un ensemble de mesures : un accès de plein droit pour les personnes porteuses de la CMI Invalidité, plus d'obligation de résidence sur le territoire, suppression de la Commission d'admission mensuelle et prolongation de la validité des dossiers administratifs.

Par ailleurs, afin de faciliter les déplacements des personnes âgées en incapacité de prendre les transports en commun classiques, le groupe de travail a proposé d'élargir l'accès de plein droit au service Domibus aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) classés en GIR 1 à 3.

Pour toutes les autres demandes (recours gracieux, accompagnement obligatoire, prestation complémentaire), la décision sera prise par l'élu délégué à Domibus ou le Président de m2A sur avis du médecin conseil après analyse du bilan fonctionnel d'autonomie du demandeur.

Enfin, il est proposé de mettre en place une commission de suivi biennale permettant de faire un retour aux élus et aux représentants des associations sur les demandes d'admission.

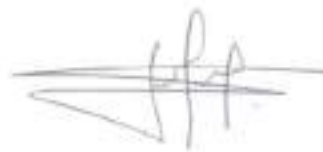
L'ensemble de ces dispositions seront reprises dans le nouveau règlement Domibus qui sera soumis au prochain bureau.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les nouveaux critères d'admission Domibus,
- autorise M. le Président ou son représentant à se prononcer sur les recours gracieux ainsi que les demandes d'accompagnement obligatoire et de prestation complémentaire des usagers,
- autorise M. le Président ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à son exécution.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN